Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local. Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.

Julien Birgi

▶ **To cite this version:**

Julien Birgi. Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local. Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.. Histoire. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2022. Français. ⟨NNT : 2022INAL0001⟩. ⟨tel-03639747⟩

HAL Id: tel-03639747

https://theses.hal.science/tel-03639747v1

Submitted on 13 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAL Authorization

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre d'études en sciences sociales
sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA) UMR 245

THÈSE

présentée par

Julien BIRGI

soutenue le 25 Janvier 2022

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

en géographie humaine et économique

Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local.

Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.

Thèse dirigée par :

Mme Manuelle FRANCK	Professeure des universités INALCO
M. SUDARYONO	Professeur des universités, Université Gadjah Mada (UGM), Yogyakarta (Indonésie)

RAPPORTEURS :

M. Bernard PECQUEUR	Professeur émérite des universités, Université Grenoble-Alpes
Mme Nathalie FAU	Maîtresse de conférences HDR, Université de Paris

MEMBRES DU JURY :

Mme Manuelle FRANCK	Professeure des universités INALCO
M. Bernard PECQUEUR	Professeur émérite des universités, Université Grenoble-Alpes
Mme Nathalie FAU	Maîtresse de conférences HDR, Université de Paris
M. Eric DENIS	Directeur de recherche, CNRS
Mme Elsa LAFAYE DE MICHAUX	Maîtresse de conférences HDR, Université Rennes 2
M. Eric HUYBRECHTS	Urbaniste, Institut Paris-Région.

Nota Bene : Les annexes de la thèse figurent dans un cahier joint à la présente thèse.

Résumé de la thèse

« Un écosystème national favorable doit être établi pour l'expansion d'opportunités d'emplois de qualité. 27 zones industrielles similaires seront aménagées dans plusieurs régions dans toute l'Indonésie, en tenant toujours compte la coopération avec la communauté des entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises pour offrir des opportunités à la génération de jeunes chômeurs et promouvoir l'équité du développement dans tous les coins du pays ».

Discours prononcé par le président de la République d'Indonésie Joko Widodo dans son adresse télévisée à la nation, le 14 août 2020
(DZULFIQAR FATHUR RAHMAN, 2020).

Alors que l'intégration économique régionale semble se poursuivre envers les récentes crises politiques, sanitaire et écologiques qui ont frappé l'économie mondiale, l'Indonésie prévoit d'accueillir dans les années à venir un flux toujours croissant d'investissements directs étrangers (IDE), notamment dans le secteur manufacturier. Cet apport exogène est sensé accélérer le développement des régions pourvues en infrastructures mais où les coûts de production demeurent moindres que dans les grandes métropoles, parmi lesquelles le littoral nord de Java. Ces perspectives posent la question des transformations économiques, sociales et environnementales induites par ces investissements, et de la manière dont les décideurs pourraient essayer de les accompagner afin d'en anticiper les effets non-désirés. Pour appréhender comment ces « territoires subalternes de la mondialisation » (DENIS, ZERAH, & MUKHOPADHYAY, 2012) réagiront, Java-Centre offre un terrain d'étude particulièrement intéressant dans la mesure où cette province de 36,5 millions d'habitants en 2020 fait partie des régions cibles après avoir connu trois décennies d'industrialisation dont les ressors ne semblent pas très différents du paradigme économique actuel.

Nous avons retenu dans cette thèse une approche systémique, seule à même de rendre compte (très partiellement d'ailleurs) de la complexité des dynamiques de transformations d'un territoire. Pour simplifier l'analyse, nous avons privilégié un secteur d'activités obéissant à des processus de production relativement simples. La fabrication de meubles en bois est une activité mondialisée et intensive en main d'œuvre qui joue un rôle économique important dans le centre de Java, où elle revêt une diversité de formes productives. Nous l'avons organisée autour des structures économiques (les entreprises de meubles), sociales (les personnes physiques actrices de ce secteur, entrepreneurs, travailleurs et communautés riveraines) et spatiales (les territoires d'implantation) et de leurs interactions, en retenant 4 cas présentant des configurations contrastées de ces composantes. Ce cadre méthodologique permet de mettre en lumière des qualités attachées à certains types de systèmes productifs, dont les modèles économiques classiques, souvent focalisés sur le critère de la productivité, peinent à rendre compte.

Nous avons conduit cette analyse en complétant une statistique publique très imparfaite par des enquêtes terrain relativement étendues auprès des populations concernées, afin de disposer d'un minimum de données quantitatives. Au total, 24 prescripteurs, 21 dirigeants d'usines (16 à Semarang et 5 à Jepara) et 7 informateurs (gardiens ou anciens employés), 34 petits entrepreneurs et artisans indépendants (10 à Semarang et 24 à Jepara, dont 3 étrangers), 43 ouvriers du meuble, et 69 autres habitants ont ainsi fait l'objet d'entretiens approfondis. Il faut y ajouter plus de 600 habitants enquêtés avec des entretiens sommaires, et plus de 3 000 constructions inventoriées dans le cadre d'une analyse morphologique permettant de vérifier comment les dynamiques économiques et sociales se sont traduites dans l'espace physique. Ce travail de collecte des données a donné lieu à 7 séjours sur place en 4 ans, avec l'appui de trois assistants de recherche employés à mi-temps qui se sont relayés tout au long de la thèse**.**

La première partie de la thèse s'attache à décrire les structures économiques, sociales et physiques des systèmes productifs en s'intéressant plus particulièrement à l'apparente dichotomie entre usines, majoritairement implantées dans l'agglomération de Semarang, et *cluster* d'artisans, à Jepara. Le chapitre 1.1, qui décrit l'appareil productif du meuble au nord de Java-Centre, montre ainsi comment la chaîne de valeur de cette industrie géographiquement concentrée peut aussi bien se déployer sous la forme d'une chaîne de sous-traitance atomisée que regroupée sous le même toit d'une usine. Le chapitre 1.2 s'intéresse aux travailleurs du meuble (entrepreneurs, artisans et ouvriers) et aux groupes sociaux présents sur les territoires marqués par cette activité, au sein d'une province surpeuplée, plus pauvre que la moyenne nationale et très marquée par le continuum rural-urbain du *Desakota* (McGEE T. G., 1991) dont nous parlerons plus loin[1]. Ce territoire appartient à un espace culturel javanais que nous nous attacherons à caractériser pour mieux cerner les transformations sociales à l'œuvre. Le chapitre 1.3 décrit l'environnement physique dans lequel se déploie aujourd'hui l'activité du meuble, en soulignant le contraste entre le théâtre d'opérations du *cluster* artisanal, le chef-lieu en retrait des grands axes de communication de Jepara, et Semarang, capitale provinciale ayant développé des fonctions industrielles et servicielles métropolitaines prisées par une partie des usines.

La deuxième partie décrypte les dynamiques à l'œuvre au sein de ces systèmes productifs sur notre période de recherche. Elle mobilise le cadre conceptuel du système productif pour analyser les interactions qui façonnent dans le temps les structures économiques (entreprises), sociales (dirigeants, employés mais aussi riverains) et environnementales (territoires de production et de vie des travailleurs et de leurs familles), concourant à l'entropie ou à la croissance des systèmes. Le chapitre 2.1 met en lumière les fluctuations de l'activité du meuble depuis son insertion dans l'économie mondialisée, qui témoignent d'une capacité des systèmes productifs locaux à saisir les opportunités et à absorber les chocs, en mobilisant un éventail de solutions : redéploiement géographique, différenciation et flexibilisation de la production. Le chapitre 2.2 établit une corrélation forte entre l'activité économique du meuble et la croissance démographique, qui passe

[1] Cf. pp. 27-28.

par une immigration durable mais aussi des migrations circulaires et pendulaires permettant aux populations environnantes de profiter de l'emploi industriel sans avoir à déménager. Il en résulte une recomposition des hiérarchies sociales et des évolutions sociétales locales caractérisées par le glissement d'une société rurale ou proto-urbaine vers une société « moderne » où la consommation et l'économie formelle jouent un plus grand rôle. Nous montrerons que l'industrialisation contribue significativement à cette tendance de fond, mais à un rythme et avec une intensité qui varient selon la nature du système productif. Le chapitre 2.3 s'intéresse aux transformations de l'espace physique s'adaptant à l'évolution de l'activité et des besoins de cette population en forte croissance en termes. Le territoire y apparaît comme le support plus ou moins plastique des systèmes productifs, dont il favorise ou contrarie (par ses rigidités) l'essor.

La troisième partie de la thèse s'attache à caractériser des configurations caractéristiques de systèmes productifs. Nous en avons retenu trois parmi les quatre étudiées. Le chapitre 3.1 sur **la « ville atelier » de Tahunan** se penche sur un village situé au cœur du *cluster* jeparanais. Nous montrerons comment celui-ci a façonné le territoire aux différentes échelles spatiales (de la régence, du quartier, et de la parcelle) de manière à optimiser l'organisation d'une production aux prises avec les exigences du marché mondial. Nous verrons également comment un système de valeurs en apparence anti-développementalistes contredisant la théorie des districts industriels peut être vu en réalité comme une réponse à ses impératifs de réactivité et de prix. Le chapitre 3.2 sur **le « hameau industriel » de Bangkongsari** s'intéresse au cas d'un village situé entre ville, campagne et zones industrielles, 3 Km. à l'ouest du centre de Semarang. Les premiers aménagements viaires réalisés à l'initiative des habitants des environs ont attiré des usines, qui ont alimenté une dynamique de développement économique et démographique. Cet exemple témoigne ainsi d'un exemple de développement « organique » (informel et spontané) de système productif local. Le chapitre 3.3 sur le modèle de **la « zone industrielle » à Terboyo** interroge les bienfondés du développement et de l'aménagement formels (c'est-à-dire planifié, autorisé et mené par des acteurs officiellement reconnus), à travers le cas d'un ancien village rizicole encerclé par des infrastructures et des zones industrielles qui l'ont coupé du reste de la ville. Devenues tributaire des usines alentours, les structures locales ont souffert de la dégradation sévère de l'environnement et de l'érosion de l'emploi industriel. Un quatrième cas a été étudié, celui **du « village péri-industriel » de Tambakroto**, situé dans la périphérie encore agricole de Semarang mais pourvoyant des contingents d'ouvriers pendulaires aux usines de meubles de la ville. Mais ce village dépourvu d'usines ne pouvant être assimilé à un système productif local du meuble en tant que tel, nous avons fait le choix de l'écarter in fine.

La quatrième partie de la thèse s'intéresse à la délicate question de la qualité du développement généré par ces différents types de systèmes productifs. Le développement est une notion complexe, qui sous-tend les concepts quantitatif de croissance et qualitatif de progrès. Le chapitre 4.1 propose de considérer pour commencer les retombées territoriales « sonnantes et trébuchantes » de l'industrie du meuble, mesurées par la part de la valeur ajoutée dévolue aux acteurs locaux du système productif (actionnaires, salariés, sous-traitants, gouvernement local). Le chapitre 4.2 aborde la dimension qualitative du développement, en

montrant toute la difficulté à distinguer la propension de chaque type de système productif à améliorer le niveau de vie, réduire les inégalités, promouvoir l'éducation et la santé des populations locales. Nous mettrons en regard les coûts cachés du système, qu'il s'agisse des investissements directs (formation de l'appareil de production, subventions, etc.) et indirects (infrastructures, formation, etc.) nécessaires à la production ou de ses effets indésirables ou déséconomies (coûts d'agglomération, nuisances, etc.). Mais ces concepts de croissance et de développement humain négligent le facteur du temps long. Pour ce faire, nous mobiliserons le concept de durabilité (au sens où l'entend le célèbre rapport Bruntland des Nations Unies (BRUNDTLAND, 1987) pour appréhender la capacité des systèmes productifs à maintenir une dynamique positive dans la durée. C'est l'objet du chapitre 4.3 sur la faculté des différents types de systèmes à permettre l'accumulation de capital financier, technique et social sur lesquels peut s'appuyer la montée en gamme de la production, ainsi que les trajectoires professionnelles individuelles des entrepreneurs et des travailleurs du meuble. Nous y analyserons aussi leur capacité à conforter les actifs des ménages (immobilier, capacité à accéder aux aménités urbaines, capital social) et ainsi, à sécuriser leur ascension sociale. Nous n'oublierons pas la question de la préservation des ressources naturelles mais aussi sociales (les communautés investies dans la production et leur système de valeurs) et territoriales (le stock foncier, la qualité des infrastructures de transport, ou l'image sur lequel pourront capitaliser les sites de production). Dans un contexte de multiplication et d'accélération des crises systémiques, où le terme de résilience s'impose dans le débat public, le chapitre 4.4 débattra de sa pertinence dans les champs de la géographie humaine et de l'urbanisme. Nous proposerons de l'objectiver, à partir de trois critères déterminants de la capacité des systèmes à s'adapter aux évolutions parfois brutales du contexte : la sécurité, définie comme la capacité à limiter les risques faces aux chocs ; la réactivité, c'est-à-dire la capacité à s'adapter aux évolutions de l'environnement économique, social et environnemental ; la diversité et la réticularité, ou la capacité à accéder à l'espace urbain élargi pour ménager des alternatives.

Après une synthèse des résultats montrant en quoi ils font écho ou dérogent aux grands modèles d'organisation spatiale de la production, la conclusion reviendra sur le principal enseignement de la thèse, à savoir l'enjeu d'adéquation entre l'échelle des unités de production et l'échelle des structures sociales et spatiales des territoires où elles s'implantent. Cette « loi de la mesure » fait écho à un concept javanais, celui de *Kodrat Alam*,* qui suppose une action volontariste de décryptage des conditions intrinsèques d'un site pour en concevoir un usage respectueux, clef d'un développement harmonieux. Nous proposerons quelques pistes de recommandation pour les politiques publiques de développement.

Avant-propos

Des vertus de la recherche pour un praticien

Le sujet de la présente thèse se situe à l'articulation entre économie du développement, géographie urbaine, aménagement – trois champs entre lesquels j'ai sans cesse navigué durant mes études[2] et mon activité professionnelle[3]– et anthropologie appliquée à une région avec laquelle j'ai noué des liens personnels étroits depuis mon adolescence. En m'engageant dans ce doctorat grâce à la confiance dont m'a témoigné Manuelle Franck, j'espérais pouvoir explorer des questionnements émanant de ma pratique professionnelle tout en satisfaisant une curiosité toute personnelle. Quelle que soit la valeur académique du travail ici présenté, l'expérience de la thèse a de ce point de vue dépassé mes espérances. De manière plus inattendue, elle m'a également permis de découvrir l'univers étranger (et pour tout dire, assez étrange…) de la recherche académique, dont je ne mesurais pas combien les valeurs, le langage, les méthodes, et les enjeux étaient éloignés de ceux qui structurent mon quotidien de praticien. Au fil des ans, j'ai aussi pris la mesure de l'importance du temps long pour comprendre des phénomènes complexes, compris la nécessité de veiller à définir les termes que l'on emploie et à identifier les biais cognitifs, ce dont s'affranchissent quasi-systématiquement les praticiens (par naïveté et par ignorance sans doute plus que par un prétendu manque de temps). En ce sens, l'expérience de la thèse a définitivement modifié ma pratique professionnelle, dans un sens je crois tout-à-fait vertueux.

A l'inverse, j'ai aussi pu mesurer combien le fossé entre recherche et application est profond. Par nécessité de spécialisation et pour de saines raison de recul et d'indépendance, certes, mais pas toujours. J'ai ainsi été frappé de voir combien certaines postures idéologiques, la difficulté à adapter l'expression au public non-académique et une réelle méconnaissance des cultures professionnelles pénalisent les échanges entre ces deux sphères. La première conséquence en est que la pratique – à tout le moins dans le domaine de l'aménagement urbain dans lequel j'évolue – se nourrit me semble-t-il trop peu d'une recherche souvent dévalorisée au motif qu'elle est déconnectée des contingences opérationnelles. La seconde est que la recherche s'épargne la question de son utilité – qui n'est pourtant pas nécessairement synonyme de compromission –, a fortiori dans les champs disciplinaires des politiques urbaines et en économie du développement où cette question paraît incontournable. Au terme de ces six années de réflexion, c'est peut-être ce plaidoyer pour que soient jetées davantage de passerelles entre ces deux univers qui se toisent plus qu'ils ne se nourrissent que je voudrais souligner. Cela implique de sortir de sa zone de confort et d'accepter de commettre des erreurs, à commencer dans le présent travail sans doute.

2 En économie urbaine à l'Ecole supérieures des sciences économiques et commerciales (Essec), puis en aménagement urbain à l'Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées (ENPC).

3 Consultant en développement local auprès de collectivités territoriales, puis conseil à de grands propriétaires fonciers publics et privés pour la valorisation de friches, et enfin responsable de projets urbains au sein d'une collectivité locale.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont bien entendu à ma directrice de thèse, Manuelle Franck qui, malgré la charge de ses fonctions à la présidence de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), prit le temps de me recevoir en juin 2015 pour que je lui soumette mon projet de thèse. Je me souviens encore d'un exposé maladroit, dans un registre bien éloigné des règles de l'art. Mais il a rencontré une écoute attentive et bienveillante, dont Manuelle ne s'est jamais départie. Nous n'avons jamais reparlé de cette première rencontre, ni des suivantes, mais je soupçonne une certaine curiosité de sa part, tantôt intriguée tantôt amusée, à l'égard de ce candidat atypique, parfois précipité et maladroit dans le microcosme des chercheurs sur l'Asie du Sud-Est. En y repensant, j'éprouve une très grande reconnaissance pour la confiance qu'elle m'a accordée en acceptant de diriger cette recherche. La grande patience dont elle a témoigné tout au long de ces années, son ouverture d'esprit et ses encouragements qui n'ont jamais sacrifié à une grande exigence, m'ont laissé le temps et l'espace dont j'avais besoin pour apprendre de mes erreurs de raisonnement, prendre conscience des vertus du temps long pour construire une pensée et de la nécessité de se départir de la quête d'utilité pour appréhender plus justement la réalité. On ne consacre pas l'énergie et le temps qu'exige un doctorat pour se contenter de produire un document par nature indigeste et que peu de gens liront : toute thèse est un cheminement personnel, un parcours initiatique permettant de penser le monde (et sans doute un peu soi-même) de manière plus réflexive. Je voudrais exprimer à Manuelle ma profonde reconnaissance pour avoir guidé avec autant de tact ce cheminement personnel.

Géographiquement éloigné de mon laboratoire, j'ai souffert de ne pouvoir passer davantage de temps à arpenter les couloirs du Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Cessma, unité mixte de recherche (UMR) 245), pour profiter de la sérendipité de discussions qu'offre ce vivier de diversité disciplinaire et aréale. Les échanges avec Véronique Dupont, Valérie Clerc, Nathalie Fau, Sylvie Fanchette, Jérôme Tadié, Gopa Samantha et Gilles Guiheux (qui modérait la table ronde de ma première intervention) ont donc été trop succincts, mais fructueux et ô combien nécessaires, et je ne peux que d'autant plus saluer leur disponibilité et leurs encouragements qui m'ont beaucoup aidé, tant pour la progression de mon raisonnement que la découverte du monde académique. Il en va de même pour mes camarades doctorants, que la distance et le confinement ne m'ont pas non plus permis de fréquenter autant que je l'aurais souhaité, au premier rang desquels Rémi Desmoulières et Yves-Marie Rault, dont j'ai pu apprécier la rigueur déontologique, l'engagement collectif et les convictions personnelles, toujours entières sans jamais être dogmatiques. Je voudrais également remercier, dans le monde académique Loraine Kennedy, Rémi de Bercegol, Aurélie Varrel et Mukta Naik pour les échanges passionnants sur leurs travaux en Inde, qui témoignent de l'intérêt qu'il y aurait peut-être à promouvoir les échanges entre études aréales sur l'Asie du Sud et du Sud-Est. Je voudrais enfin saluer tout particulièrement Christine Cabasset, avec qui j'ai le bonheur de partager une histoire personnelle avec l'Indonésie et Timor-Leste. Et enfin, Elsa Clavé-Celik, amie depuis mes vertes années

d'auditeur libre à l'Inalco en 1998-1999, sans qui cette thèse ne serait pas, et à qui je voudrais exprimer ici mon admiration et mon profond respect.

S'agissant d'un terrain aussi éloigné géographiquement et culturellement que Java, je n'imaginais pas mener cette thèse sans l'aide d'un érudit javanais. Le professeur Sudaryono, qui défend à la prestigieuse Université Gadjah Mada (UGM) de Yogyakarta la prise en compte de la philosophie javanaise dans les sciences humaines, a accepté de codiriger ma recherche. Il m'a notamment aidé à comprendre certains comportements sociaux complexes et à interpréter leurs manifestations dans l'espace ; c'est également à lui que je dois la maturation du concept de « Loi de la mesure » (*Kodrat Alam**) auquel aboutit la thèse. D'autres universitaires indonésiens m'ont aidé à circonscrire le périmètre des études de cas, obtenir des données, rencontrer des personnes-ressources et me confronter à l'actualité du débat scientifique et professionnel en Indonésie. Je voudrais ainsi saluer Fadjar Hari Mardiansjah, maître de conférence en aménagement du territoire à l'Université Diponegoro de Semarang, francophone et francophile, dont la vivacité d'esprit, la faconde et la gourmandise ont ensoleillé mes séjours ; son épouse Mita Rahayu, qui parvient à conjuguer d'interminables trajets jusqu'à l'Université Sebelas Maret de Surakarta et des travaux brillants sur la gestion urbaine de l'eau ; Wiwandari (Wiwiek) Handayani, actrice incontournable à Semarang des programmes liés à l'eau auprès des communautés défavorisées ; et enfin le professeur « Bobi » Bakti Setiawan, figure tutélaire de l'urbanisme à l'UGM et à Yogyakarta, dont la générosité n'a d'égal que la vivacité d'esprit, et avec qui nous avons engagé depuis 2019 un programme d'ateliers d'urbanisme animés par une association créée pour l'occasion[4].

Il me faut également exprimer ma gratitude et mon respect à plusieurs figures de la société civile, dont la fréquentation m'a permis d'évoluer dans ma relation à l'Indonésie, jusqu'à cette thèse : Kemal Taruc, ancien directeur pour l'Indonésie de ONU-Habitat ; Warsito Ellwein, directeur de cabinet du Gouverneur de Java-Centre Ganjar Pranowo ; Chrisman Hadi, directeur du Conseil culturel municipal et militant de la cause des plus vulnérables à Surabaya, qui continue à m'initier aux secrets de la mystique javanaise ; Ibaburi (Iba) Sudharsono, inoxydable militante de la réhabilitation des victimes des massacres de 1965-1966 en Indonésie, dont j'espère qu'un jour, l'histoire personnelle extraordinaire sera contée[5]. Mais également Franck Miraux, infatigable passerelle entre les acteurs de l'urbanisme et de la construction durable en France et en Indonésie ; et Nicolas Gascoin, dont le travail remarquable au service de coopération scientifique de l'ambassade de France fut très apprécié.

Si je ne dois retenir qu'un nom parmi les centaines de personnes rencontrées et interrogées sur le terrain, je voudrais citer Bpk Susilo, entrepreneur du meuble à Tahunan, qui a accepté que j'établisse mes quartiers

4 Cette initiative, fruit du hasard des rencontres de la thèse, connaît un certain succès puisque qu'en cette année 2021, le programme a été étendu aux masters en aménagement urbain de trois autres universités indonésiennes : *Institut Teknologi Bandung (ITB), Universitas Diponegoro (UNDIP) de Semarang* et *Universitas Brawijaya* de Malang.

5 Iba est la fille d'Aydit, ancien secrétaire général du Parti communiste indonésien, enlevé et assassiné en 1966.

dans sa rue, d'une année sur l'autre, sans être je le crains tout-à-fait convaincu du sens de ma présence… Je voudrais aussi remercier mes assistants de recherche, qui sont à mes yeux le visage de l'Indonésie de demain : Prita Wiwandari, urbaniste diplômée de l'Undip dont l'intelligence remarquable le dispute à une force de caractère tout aussi exceptionnelle ; et surtout « Ali » Bagus Ghozali Nor, autodidacte joyeux, brillant, entreprenant et curieux, aussi ouvert sur le monde qu'ancré dans son environnement local, devenu un indéfectible ami.

Il est temps de saluer mes proches, et tout d'abord mes parents Chantal et Jean-Marc et ma sœur Anne-Cécile pour leur soutien matériel et moral continu dans mes choix d'orientation, leur bienveillance, leur curiosité (allant parfois jusqu'à se glisser en auditeurs clandestins de mes interventions en visioconférence…), mais peut-être surtout pour m'avoir donné la chance extraordinaire d'une première rencontre avec l'Indonésie, en 1995 ; mon épouse franco-taiwanaise Wei-Ting, trésor de patience et de douceur que j'aime profondément, et ses parents, qui m'ont accordé toute latitude pour m'investir dans ce projet, malgré les inquiétudes qu'il pouvait parfois leur inspirer ; ma famille élargie en France (et tout particulièrement ma chère marraine Frédérique), qui ne m'a pas tenu rigueur d'avoir sacrifié à la tradition des réunions familiales estivales, et surtout de n'avoir pu être présent en France lorsque le sort a frappé mes deux grands-pères ; mes amis bordelais, Flore Scheurer, François Durquety, Mara Uhlig, sensibles à ma passion pour l'Indonésie jusqu'à s'y aventurer à leur tour ; mes amis parisiens, Olivier Sinet, Philippe Grasset, Marie-France Grand-Clément, hôtes généreux lors de mes passages au Cessma et à l'Inalco (à moins que ces passages n'aient été un excellent prétexte pour leur rendre visite…).

Je voudrais terminer en remerciant mon employeur, Bordeaux-Métropole, mon ancien responsable hiérarchique, Sylvain Roques, et mes collègues les plus proches, Hélène Chatelier, Laurence Salaün, Sébastien Dabadie, ainsi que Marine Dumas, mais aussi les élus qui ont porté le projet urbain que j'ai eu l'honneur de conduire pendant cette thèse, Franck Raynal, maire de Pessac et alors vice-Président de Bordeaux Métropole en charge de Bordeaux Inno Campus, et Emmanuel Sallaberry, maire de Talence. Sans leur bienveillance et leur confiance, je n'aurais pas pu mener de front ce travail avec mon activité professionnelle.

Cette thèse est dédiée à mon grand-père Albert Birgi,
qui enchanta mon enfance et mon adolescence,
et guide toujours mes pas.

Son déracinement a sans doute inspiré ma propre quête,
jusqu'aux pentes du volcan Ungaran,
où j'ai appris sa disparition.

C'est là-bas, à Java,
que je reviens me nourrir de son souvenir.

Conventions

- Pour ne pas alourdir la lecture, **les citations** ne sont pas retranscrites in-extenso dans la langue d'origine. Seuls les termes et les expressions que nous avons jugés importants en raison de leur polysémie, ou de l'étymologie, sont rapportés.
- **Les termes étrangers** sont écrits en italique. Les termes indonésiens sont suivis d'une astérisque et définis dans le lexique en annexe (lorsque le terme est répété dans un paragraphe, l'astérisque n'est pas répétée afin de ne pas alourdir inutilement la typographie).
- **Les acronymes** sont développés en annexe. Qu'ils soient étrangers ou français, ils sont écrits comme le prévoient les règles de la typographie française (en capitale quand chaque lettre se prononce, en minuscules quand on prononce le mot).
- Pour désigner un homme et une femme, l'indonésien utilise respectivement **les appellatifs** *Bapak (Bpk)* et *Ibu* avant le nom. Nous respecterons cette règle pour nommer les personnes indonésiennes.
- Sauf mention contraire, **les données** proviennent du bureau central des Statistiques (*Badan Pusat Statistik, BPS*) ou de ses agences locales.
- **Le *bau**** est une unité indonésienne utilisée pour mesurer la superficie des champs. Il équivaut à 7 100 m^2.
- **Les prix et valeurs** sont exprimés en devises courantes (c'est-à-dire sans correction de l'inflation, ni application d'un coefficient de parité du pouvoir d'achat, PPA). En raison de la volatilité de la Roupie indonésienne (IDR), écrite Rp., ils sont souvent exprimés dans la devise de référence des échanges internationaux, le Dollar américain (USD), écrit $. Le million de roupies s'écrit MRp, le million de dollars M$, le million d'euros M€.
- **Les personnes, les bâtiments et les rues** recensés dans le cadre de l'enquête terrain sont référencés en annexes I. avec un code.

Table des matières

SOMMAIRE DE LA THESE

RESUME DE LA THESE ..... **I**

AVANT-PROPOS ..... **VII**

DES VERTUS DE LA RECHERCHE POUR UN PRATICIEN VIII
REMERCIEMENTS IX
CONVENTIONS XIII

TABLE DES MATIERES ..... **XV**

INTRODUCTION **1**

LE CHOIX DU SUJET : L'ANALYSE SYSTEMIQUE D'UN TERRITOIRE ENTRAINE PAR L'INDUSTRIE DANS LA MONDIALISATION 2
L'Asie du sud-est à un tournant : industrialisation et urbanisation accélérées face au défi écologique et social *2*
Les forces en présence : industrialisation, urbanisation et essor de la société de consommation *6*
Le choix de Java comme terrain d'études : un laboratoire privilégié des politiques économiques et urbaines ? *41*
Pour un rapprochement de l'économie, de la sociologie et des sciences urbaines dans les études aréales *64*
FORMULATION DE L'HYPOTHESE DE RECHERCHE 68
METHODOLOGIE : L'ANALYSE SYSTEMIQUE DE TROIS EXEMPLES DE SYSTEMES PRODUCTIFS 70
La collecte des données *77*
Obstacles, biais et limites *81*
Plan de la thèse *84*

PARTIE 1 : PANORAMA DES STRUCTURES ECONOMIQUES, SOCIALES ET SPATIALES DES SYSTEMES PRODUCTIFS DU MEUBLE DANS LE NORD **85**

DE JAVA-CENTRE **85**

CHAPITRE 1.1 : L'APPAREIL PRODUCTIF DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE EN BOIS DANS LE NORD DE JAVA-CENTRE : *CLUSTER* ARTISANAL ET CONCENTRATIONS D'USINES 86
Processus et chaîne de valeur de la fabrication de meubles en bois *86*
L'affirmation d'un système productif javanais inséré dans un marché mondialisé *96*
Jepara et le cluster artisanal *100*
Semarang et les usines de meubles *118*
CHAPITRE 1.2 – LES ACTEURS DU SYSTEME : ENTREPRENEURS, TRAVAILLEURS ET PRESCRIPTEURS DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DANS LEUR CONTEXTE SOCIAL 124
Le contexte de la société javanaise et de son évolution récente *124*
Entrepreneurs et travailleurs du meuble *149*
Jepara et la « société du cluster » *153*
Semarang et ses usines : peut-on parler de société industrielle ? *166*
CHAPITRE 1.3 - LES TERRITOIRES DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE : JEPARA ET SEMARANG COMME CENTRES DE PRODUCTION 177
Une organisation administrative fraîchement décentralisée *179*
Jepara aujourd'hui : une petite ville aux prises avec la mondialisation *186*
Semarang aujourd'hui : une ville industrielle en voie de métropolisation *195*
Conclusion de la première partie *201*

PARTIE 2 : ANALYSE DES DYNAMIQUES A L'ŒUVRE DEPUIS 1985 : DEVELOPPEMENT, ENTROPIE ET RECOMPOSITION **203**

CHAPITRE 2.1 : CROISSANCE, DECLIN ET ADAPTATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF A LA CONJONCTURE ECONOMIQUE 204
L'insertion du système productif dans le commerce international (1985-1997) *206*
Elasticité en périodes de boom (1998-2000) et de crise (2001-2002) *209*

Stabilisation, reprise et difficulté à monter en gamme (2003-2019) ... *216*
Perspectives de développement : vers une structuration des acteurs en vue d'une politique économique au profit du cluster ? ... *230*
Une trajectoire économique atypique ... *238*
CHAPITRE 2.2 : DEVELOPPEMENT, ENTROPIE, ET RECOMPOSITION DES STRUCTURES SOCIALES FACE A LA CONJONCTURE ECONOMIQUE 242
L'industrialisation, aimant démographique ... *242*
L'industrialisation, accélérateur de recompositions sociales ? ... *254*
L'industrialisation, véhicule de « modernité » ? ... *262*
CHAPITRE 2.3 : EXPANSION, CONTRACTION ET AJUSTEMENT DES TERRITOIRES A LA PRESSION ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE ... 271
Les racines d'un territoire productif ancré dans le temps long ... *271*
Un territoire façonné par une industrialisation planifiée (1966-1998), puis difficilement accompagnée par les pouvoirs publics (1999-2015) ... *275*
Le déploiement territorial de l'appareil productif : concentration, extension des unités de production, et spécialisation territoriale ... *288*
La menace d'une industrialisation en rupture avec le territoire ... *299*
Les effets indirects de l'industrialisation sur le territoire : essor des infrastructures, étalement urbain et « normalisation » de l'espace ... *306*
CONCLUSION DE LA PARTIE 2 : DES SYSTEMES PRODUCTIFS AUX RESSORTS CONTRASTES ... 320

PARTIE 3 : TYPOLOGIE DE SYSTEMES PRODUCTIFS : PAR-DELA LA DICHOTOMIE ENTRE MODELE FORDISTE ET DISTRICT INDUSTRIEL ... 323

CHAPITRE 3.1 – TAHUNAN OU LA VILLE-ATELIER ... 325
Ultraspécialisation économique, diversité des segments de la chaîne de valeur et polyvalence des travailleurs ... *328*
La société du cluster et ses valeurs : conservatisme social et libéralisme entrepreneurial ... *332*
La morphologie de la ville-atelier, reflet des facteurs de compétitivité et des valeurs du cluster ... *350*
CHAPITRE 3.2 - BANGKONGSARI OU LE HAMEAU INDUSTRIEL ... 363
De l'industrie du meuble à une économie diversifiée ... *368*
L'édification d'une nouvelle communauté cimentée par la prise en main de son développement ... *378*
Une dynamique de développement conjuguant industries « de poche » et « autoaménagement » résidentiel ... *390*
CHAPITRE 3.3 – TERBOYO ET LA ZONE INDUSTRIELLE : LE DEVELOPPEMENT FORMEL EN QUESTION ... 401
De l'agriculture à l'industrie à outrance : une mutation économique totale dans l'impasse de la monoactivité ... *403*
Un village cerné par la planification de l'industrialisation et des infrastructures ... *412*
Une spirale négative creusant les inégalités ... *426*
SYNTHESE DE LA PARTIE 3 : 3 SYSTEMES PRODUCTIFS DISTINCTS ... 439

PARTIE 4. QUALITES DES SYSTEMES PRODUCTIFS A L'AULNE DE PARAMETRES DE TERRITORIALITE, DE DURABILITE ET DE « RESILIENCE » ... 442

CHAPITRE 4.1 : PERFORMANCE DES SYSTEMES PRODUCTIFS A L'AUNE DE LA TERRITORIALITE DE LA CREATION DE VALEUR ... 443
Comment mesurer la création de valeur ? ... *443*
Les retombées des systèmes productifs pour les travailleurs du meuble ... *448*
Les retombées directes pour les autres parties prenantes : fournisseurs, collectivités locales et actionnaires ... *457*
CHAPITRE 4.2 : LES EFFETS INDUITS DE L'INDUSTRIALISATION : DEVELOPPEMENT HUMAIN ET EXTERNALITES NEGATIVES ... 466
L'impact des systèmes productifs sur le développement humain : des résultats ambigus ... *466*
Déséconomies et externalités négatives : coûts cachés du développement et notion d'externalités nettes des systèmes productifs ... *479*
CHAPITRE 4.3 : LES SYSTEMES PRODUCTIFS AU CRIBLE DE LEUR DURABILITE ... 502
La voie escarpée de la montée en gamme : problèmes d'accumulation de capital technologique, commercial et humain ... *502*

Les perspectives de progrès individuel et collectif pour les acteurs des systèmes productifs. Entre aventurisme entrepreneurial et impasse du salariat : l'industrie, vecteur d'émancipation ou aliénation ? ... *506*
Le développement d'un capital territorial : accumulation de biens collectifs et dégradation des biens communs naturels ... *520*
CHAPITRE 4.4 : LES CAPACITES D'ADAPTATION AUX CONTRAINTES ET AUX OPPORTUNITES : PEUT-ON PARLER DE RESILIENCE DES SYSTEMES PRODUCTIFS ? ... 531
La sécurité, ou la capacité à limiter le risque et les conséquences des chocs ... *534*
La réactivité, ou la capacité à s'adapter aux évolutions de la demande ... *539*
Diversité et réticularité, ou la capacité à ménager des alternatives ... *545*
CONCLUSION DE LA PARTIE 4. ... 554

CONCLUSION : LE DEVELOPPEMENT SOBRE COMME ALTERNATIVE AU DILEMME ENTRE MONTEE EN GAMME ET COMPETITION PAR LE PRIX ... 556

DES RESULTATS SUGGERANT DES ALTERNATIVES AUX MODELES ECONOMIQUES DOMINANTS ... 557
La littérature sur les systèmes productifs interpelée ... *557*
L'importance de la forme de l'industrialisation : une contribution importante à la recherche sur l'urbanisation subalterne ... *561*
Des vertus d'une industrialisation « à visage humain » ... *564*
Cas singuliers ou modèles ? ... *566*
LES RESULTATS AU REGARD DES ENJEUX LIES A L'INDUSTRIALISATION DE L'INDONESIE ... 570
La voie incontournable de l'industrialisation intensive en main d'œuvre ... *570*
Pertinence de la géographie systémique en économie du développement ... *572*
Pistes de recommandations pour les politiques publiques ... *574*
Perspectives de recherche ... *581*

Introduction

Le choix du sujet : l'analyse systémique d'un territoire entraîné par l'industrie dans la mondialisation

Industrialisation et urbanisation sont probablement les deux phénomènes qui ont le plus transformé l'espace physique et les conditions de vie en Asie du Sud-Est au cours des trente dernières années, période pendant laquelle la région n'a eu de cesse de s'ouvrir à l'économie mondialisée. Or, si la littérature sur le développement économique de la région est particulièrement riche, elle peine à expliquer la perpétuation de certaines formes de production artisanale et manufacturière par-delà les périodes de croissance et de crise. Elle ne conclue pas non plus sur le bilan qualitatif de cette industrialisation, dont elle se plait autant à souligner les mérites macroéconomiques que les effets néfastes pour les populations les plus vulnérables. L'intégration économique régionale qui semble se poursuivre (avec la multiplication des accords de libre-échange et l'entrée en scène de nouveaux pays candidats aux investissements étrangers) malgré les crises géopolitiques (mesures protectionnistes de l'administration Trump aux Etats-Unis) et sanitaires sévères de ces dernières années, pose pourtant cette question avec une acuité particulière. Cette thèse propose de l'appréhender d'un point de vue décentré par rapport à celui des économistes du développement, en introduisant à travers la notion de territoire des considérations culturelles et physiques pour expliquer les processus à l'œuvre, et essayer d'en évaluer les effets.

L'Asie du sud-est à un tournant : industrialisation et urbanisation accélérées face au défi écologique et social

Les grandes transformations socioéconomiques à l'œuvre dans le monde contemporain s'inscrivent dans un processus de mondialisation qui puise ses racines dans le temps long. L'Ecole des Annales (BRAUDEL, 1993 (1979); LOMBARD, 1990) et l'histoire connectée (SUBRAHMANYAM, 1996) ont révélé l'intensité des échanges commerciaux dans la Région dès le 13ème siècle, avec un essor notable du capitalisme marchand à « l'Ere du commerce » (REID, 1990), entre le 15ème et le 17ème siècles. C'est ensuite le système colonial qui, en spécialisant l'activité des territoires conquis dans les cultures tropicales, a instauré au 19ème siècle une division autoritaire de la production entre métropole et colonies asiatiques, dont profitèrent les ports d'Insulinde berceaux d'une proto-industrie. Mais c'est au sortir de la Deuxième Guerre mondiale que furent fondés les principes de l'économie mondiale contemporaine, à l'initiative des Etats-Unis qui jetèrent les bases d'un nouvel ordre monétaire et économique propice au commerce international avec les accords de Bretton Woods[6] et le plan

[6] Signés le 22 juillet 1944 par 44 états réunis dans cette petite ville du New Hampshire, ces accords adoptèrent le dollar américain – alors convertible en or – comme devise étalon et créèrent la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), future Banque mondiale, chargée de financer la relance des économies dévastées par le guerre, et le Fonds monétaire

Marshall. Depuis, les échanges de biens et de services se sont développés sans discontinuer dans le cadre d'organisations régionales[7] et d'accords internationaux[8] jusqu'à gagner, après la conversion de l'ancien bloc communiste à l'économie de marché, la quasi-totalité des économies de la planète. Il en est allé de même pour les flux de capitaux, dont la circulation s'est considérablement accélérée à partir du mouvement néolibéral parti des Etats-Unis et du Royaume-Uni dans les années 1980 pour conquérir la plupart des économies de marché de la planète. Ces flux ont financé une nouvelle division internationale du travail (NDIT), qui répartit les fonctions de conception et de production entre les économies dites les plus avancées et celles considérées comme émergentes. La NDIT a commencé par redistribuer les « tâches de type générique » (PECQUEUR & TERNAUX, 2005) – c'est -à-dire les plus banales – de la chaîne de valeur, qui furent les premières à être externalisées par les entreprises multinationales vers les régions périphériques des pays au niveau de vie le plus élevé. Puis, selon le paradigme bien connu du « vol d'oies sauvages » (AKAMATSU, 1962), ont suivi des activités plus intensives en capital, en contenus technologiques, et enfin à forte dimension créative (FLORIDA, 2002). Les primo-activités intensives en main d'œuvre sont ainsi celles qui amorcent ce processus de développement fondé sur la « montée en gamme (*upgrade* en anglais) » de la production. C'est à ce segment particulier, qui marque l'articulation entre économies proto- et post-industrielles que nous nous intéresserons dans cette thèse, avec l'exemple de l'industrie du meuble en bois[9].

international (FMI), dont le rôle est de contrôler les politiques monétaires des pays signataires et d'accorder des prêts à la demande des états confrontés à des problèmes de change.

7 Pour la région qui nous intéresse, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (*Association of Southeast Asian Nations, Asean*) a été fondée en 1967 par l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour. Elle fut rejointe par Brunéi après son indépendance du Royaume-Uni en 1984, puis par le Viêt Nam en 1995, le Laos et la Birmanie en 1997, et le Cambodge en 1999. Timor Leste et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en sont membres observateurs.

8 Il s'agit des cycles de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (*General Agreement on Tariffs and Trade, GATT)* entre 1947 et 1994, remplacées par Organisation mondiale du commerce (OMC) ensuite.

9 En Asie, alors que les quatre « dragons » (ou « tigres ») asiatiques – Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan – ont « transformé l'essai » de l'industrialisation en montant en gamme, l'industrie de certains nouveaux pays industrialisés (NPI) – Indonésie et Philippines – et des anciens pays à économie planifiée (Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge) est encore largement dépendante des activités intensives en main d'œuvre. La montée en gamme des premiers a été entravée par les problèmes de gouvernance, l'instabilité politique, l'essor de la concurrence chinoise et les effets dévastateurs de la crise monétaire asiatique de 1997-1998. Quant aux seconds, ils sont arrivés plus tardivement sur la scène des échanges économiques régionaux.

L'Asie du Sud-Est est un des principaux théâtres de cette mondialisation fondée sur la NDIT[10], qui prend toute son ampleur à partir du tournant de 1985, quand les accords monétaires du Plazza-Athénée [11] contraignirent le secteur manufacturier japonais à délocaliser la production vers des pays à faibles coûts de main d'œuvre. Ils y furent particulièrement bien accueillis pour compenser la chute des revenus tirés des matières premières (suite au contre-choc pétrolier) par des exportations de produits manufacturés. Plus récemment, la dégradation des termes de la compétitivité du secteur manufacturier chinois (du fait entre autres de l'appréciation des salaires) et la poursuite de l'intégration économique régionale (via les accords de libre-échange Chine-Asean ou l'Accord complet et progressif pour le partenariat transpacifique[12]) augurent d'une poursuite du mouvement de délocalisation des activités manufacturières vers les pays d'Asie du Sud-Est, notamment vers l'Indonésie, forte d'une stabilité politique et économique depuis deux décennies.

Au sein de chacun des pays de la région, la destination des IDE tend à évoluer, à l'image de ce qui se passe en Inde : l'inflation des coûts de production dans les grandes métropoles évince les activités à faible valeur ajoutée « qui se replient vers les zones rurales où le foncier est abondant et bon marché, la main d'œuvre peu coûteuse et peu syndiquée, et les réglementations environnementales plus rares » (GOLDMAN, 2015, p. 141). Dans le cas indonésien, la production textile, électronique, métallurgique, agroalimentaire ou de meubles a ainsi amorcé depuis les années 2000 un glissement depuis les grandes conurbations de Djakarta et de Surabaya (FRANCK, 2012) vers leur arrière-pays et les villes de moindre importance. Cela pose la question de la manière dont ces territoires secondaires ou subalternes[13] d'une industrialisation mondialisée composent avec cette nouvelle donne (BIRGI & KENNEDY, 2019), qui contribue à accélérer les processus d'urbanisation

10 Un célèbre rapport de la Banque Mondiale – doté d'un prix financé par un Japon soucieux de montrer que sa politique macroéconomique produisait des effets vertueux au niveau régional (GEREFFI, 1990) – parle ainsi d'un « miracle économique » dont auraient bénéficié le Japon, les quatre dragons et les NPI qui ont concilié sur la période 1965-1990 croissance économique soutenue (à un rythme annuel supérieur à 4%) et maîtrise des inégalités (ratio inférieur à 10 entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres) .

11 Ces accords monétaires entre les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France (c'est-à-dire les cinq premières économies mondiales de l'époque) convinrent d'une intervention massive des banques centrales pour revaloriser le yen (et dans une moindre mesure, le mark) face au dollar. Le doublement de la devise japonaise face à la monnaie américaine dans laquelle sont exprimés la très grande majorité des échanges internationaux annihilé la compétitivité des industries exportatrices nipponnes, contraintes à se délocaliser.

12 Ce traité ratifié le 30 décembre 2018 a remplacé le protocole d'accord transpacifique signé le 4 février 2016 dont s'était retiré les Etats-Unis de la présidence Trump.

13 L'axe Villes du Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA), coordonné par Véronique Dupont et Marianne Morange, définit ainsi ces territoires subalternes : « petites et moyennes villes dont on questionne la place au sein des réseaux urbains métropolitains en cours de construction ; espaces urbanisés n'ayant pas le statut de ville ; lointaines périphéries des grandes agglomérations pour lesquelles la dynamique d'intégration métropolitaine continue de faire question ; quartiers populaires et interstices intra-urbains qui font figure de marges territoriales et sociales ou d'envers dans la fabrique métropolitaine ».

Ni les soubresauts géopolitiques de la récente guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, ni les mots d'ordre sur la réindustrialisation ou les circuits courts commerciaux n'ont eu d'effet durable sur la progression des échanges internationaux de biens, de services et de capitaux[14]. Et l'on peut raisonnablement penser qu'en dépit des tensions politiques et de la pression écologique qui se manifesteront dans les décennies à venir, les écarts de coûts de production entre les pays industrialisés et les pays émergents combinés aux progrès des technologies de communication et de transports continueront à alimenter la mondialisation[15].

La tendance de fond à la poursuite de ce phénomène pose la question évidente de la manière dont la mondialisation affecte les sociétés des régions pré- ou proto-industrielles. L'enrôlement dans la NDIT s'accompagne en effet de transformations brutales provoquées par une industrialisation rapide et massive. Si la croissance du produit intérieur brut (PIB) qui en a résulté a permis une amélioration spectaculaire du niveau de vie pour une part importante de la population des pays dits émergents, ce qui explique l'enthousiasme avec lequel s'y engagent la plupart des pays émergents, cette industrialisation, en transférant massivement des facteurs de production d'une économie de subsistance vers l'économie formelle, a alimenté un exode rural et une urbanisation accélérés, ainsi qu'une diffusion massive des innovations technologiques bouleversant les modes de vie (McGEE T. G., 2008)[16], provoquant en corollaire une explosion des inégalités propice aux tensions sociales assortie d'une crise écologique sans précédent. Les territoires où se sont concentrées les phases successives de formation de l'appareil productif sont devenus des méga-régions urbaines (MRU) (JONES & DOUGLASS, 2008), théâtre privilégié de généralisation d'un modèle social consumériste de biens et de services, d'un essor de la mobilité individuelle, et d'une tendance générale à la décohabitation des ménages véhiculés par des classes moyennes en plein essor. Cette mondialisation est ponctuellement entravée par des réactions identitaires, mais sur le temps long, celles-ci demeurent conjoncturelles et ne semblent pas susceptibles de contrarier la tendance de fonds. Ce constat pose la question des effets pervers de ce type de développement économique, et interroge sur les mesures susceptibles de les tempérer. Théâtres majeurs de cette mondialisation, l'Asie en général et l'Asie du Sud-Est en particulier sont des territoires privilégiés pour en étudier les manifestations.

14 En ce qui concerne les biens (à l'exclusion des services, donc), après un léger déclin en 2015-2016, les exportations mondiales de marchandises sont reparties à une hausse spectaculaire de 10,7% en 2017 et 9,7% en 2018 pour atteindre 19 450 milliards de $. Pour les pays de l'Asean, les chiffres sont respectivement de +15,1% et +9,9%, pour un montant d'exportations de 1 446 milliards de $, soit 7,4% du commerce mondial (OMC, 2019).

15 En témoigne la signature de l'accord de libre-échange entre la Chine et les 10 pays membres de l'Asean le 15 novembre 2020, alors que les Etats-Unis d'élargir étendaient leur accord bilatéral avec l'Indonésie (SEPTIARI, 2020).

16 McGee cite les travaux de (MARCOTULLIO & LEE, 2003) selon lesquels il aura fallu deux fois moins de temps à la Chine pour atteindre le taux d'urbanisation du Royaume-Uni ou du Mexique, qui ont mis un siècle pour passer respectivement de 20% et 10% à 60% de population urbaine.

Les forces en présence : industrialisation, urbanisation et essor de la société de consommation

Bien qu'historiquement de nombreuses villes aient été fondées pour des raisons politiques, militaires ou religieuses, « les forces économiques sont considérées comme le facteur dominant du changement urbain » (PACIONE, 2005 (2001), p. 57). Cela nous invite à introduire, après un état de l'art de la recherche en économie du développement, certaines notions théoriques en économie spatiale. Nous poursuivrons notre revue de littérature par des références sur les conséquences environnementales et sociétales de l'industrialisation et de l'urbanisation qui l'accompagne. En effet, le débat académique au sein de chacun des trois grands champs disciplinaires dans lesquels nous avons choisi d'inscrire cette thèse – l'économie spatiale, la géographie urbaine, la sociologie du développement – apparaît d'une grande actualité dans la crise économique, écologique et sociale contemporaine. Ces références théoriques seront discutées principalement dans la partie 4. et en conclusion.

Les limites de l'économie du développement

N'étant dans l'absolu « rien d'autre que l'application à un champ géographique particulier des outils d'analyse économique existants », l'économie du développement s'intéresse aux problèmes de rareté du capital financier, technique et humain et la désorganisation des marchés qui caractérisent les pays qu'elle étudie, ce qui « justifie de mettre l'accent sur des approches théoriques et méthodologiques spécifiques » (BERTHELEMY, DEVEZEAUX DE LAVERGNE, & GAGEY, 1991, p. 1)[17]. On peut faire remonter la notion de développement comme objectif politique à l'Entre-deux-guerres mondiales quand, à la Société des nations (SDN), les puissances coloniales faisaient valoir leur « mission sacrée » d'apporter la civilisation aux peuples jugés moins avancés (LAURENS, 2019)[18].

Avant de passer en revue les principes du corpus scientifique qui émerge dans les années 1950 dans une perspective d'insertion de régions proto-industrielles dans l'économie internationale[19], il est utile de rappeler que le concept fondateur du commerce international est très antérieur. **La théorie des avantages**

[17] Berthélémy et al. notent qu'en France, et contrairement aux pays anglo-saxons, l'économie du développement a été confinée à un genre mineur de la science économique (op.cit.). Parmi les raisons avancées figurent l'éloignement des grandes institutions où se forgent les politiques publiques de développement (Banque mondiale et Fonds monétaire international, basés aux Etats-Unis) mais aussi la limite des approches quantitatives imposée par la faiblesse des données statistiques dans une discipline où la modélisation fait loi.

[18] Ce qu'Henry Laurens résume en disant que « le développement est la mission que se donne la dernière génération d'administrateurs coloniaux » (op.cit.).

[19] Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le développementalisme domine l'agenda des puissances coloniales à l'égard de leurs possessions, qui prennent en France le nom de territoires d'outre-mer (TOM) et au Royaume-Uni celui de Commonwealth (LAURENS, 2019, op.cit).

comparatifs (RICARDO, 1817) expose que dans un système de libre-échange et en situation de plein emploi, chaque pays tirera profit d'une spécialisation dans le domaine où sa compétitivité relative est la plus élevée[20]. Ce résultat théorique puissant fonde la doxa libre-échangiste depuis deux siècles, éclipsée par des parenthèses d'ajustement protectionniste lors des crises les plus sévères, mais remise au goût du jour au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par le modèle Hecksher-Ohlin-Samuelson (HOS) (STOLPER & SAMUELSON, 1941). Entre autres pays, l'Indonésie a ainsi connu une forte croissance corrélée à son ouverture économique de la fin du 19ème au début du 20ème siècles, puis depuis le milieu des années 1980 (BOOTH, 1998). Si certains économistes du développement, préoccupés par la répartition des fruits de la croissance, ont pu montrer avec des méthodes plus qualitatives l'entrée sur les marchés internationaux pouvait impliquer un nivellement vers le bas (KLAPINSKY, MORRIS, & READMAN, 2002), ils restent très minoritaires dans la discipline où prévalent les modèles quantitatifs.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le nouvel ordre international politique (traités de défense conclus sur les différents continents), financier (institutions de Bretton-Woods), énergétique (accords entre les produits producteurs et les majors sur la répartition des royalties de l'extraction pétrolière[21]), commercial (accords de libre-échange) et économique (programmes de financement de la Reconstruction en Europe et en Asie orientale) instauré dans le bloc occidental par les Etats-Unis et leurs alliés a favorisé l'essor des entreprises multinationales, qui ont pu prendre pied dans des économies encore proto-industrielles. Cela explique **la lecture dualiste de l'économie** des colonies et des états nouvellement indépendants (ce « tiers monde » (SAUVY, 1952) qui s'éveille) qui prévaut dans les années 1950[22]. Cette conception oppose un secteur traditionnel peu productif et une économie moderne à même de générer des surplus (LEWIS W. A., 1954), ce résumée dans la dichotomie entre « l'économie entrepreneuriale (*firm-centred economy*) » et « l'économie de bazar (*bazaar economy*) » (GEERTZ C. , 1963; GEERTZ C. , 1978). Résolument optimiste et ethnocentrée, cette littérature occidentale souligne alors les vertus de la diffusion d'une modernité économique et sociale vecteur de progrès pour des sociétés autochtones supposément archaïques (BOEKE, 1953), ce qui passe par « la diffusion des capitaux et des nouvelles technologies comme l'affirment les économistes tels que Rostow, Hoselitz, Higgins et al., la diffusion de valeurs culturelles avancée par des sociologues comme Daniel Lerner (LERNER, 1958), ou encore la diffusion de valeurs politiques occidentales » (HIGGOTT, ROBISON, HEWISON,

20 Cette notion de compétitivité relative (par opposition à la compétitivité absolue) est importante : elle implique en effet que même si un pays est moins compétitif qu'un autre dans l'ensemble des secteurs d'activités, il gagnera (certes moins que le pays plus productif, mais gagnera tout de même) à se spécialiser dans celui où l'écart de productivité est le plus faible.

21 En 1950, un accord entre le royaume d'Arabie Saoudite et la compagnie Arabian American Oil Company (ARAMCO) révise la répartition des royalties tirées de l'extraction dans un sens plus favorable au pays producteur. Suivi par des accords similaires au Venezuela, en Iran et en Irak, cet accord inaugure une période de pétrole bon marché et stable qui sera propice à l'essor international de l'industrie et des transports.

22 Mais cette conception a perduré très au-delà, et continue encore aujourd'hui à assimiler l'économie « traditionnelle » à un « vestige déclinant des économies capitalistes » (DEWAR & WATSON, 1990), arriéré, irrationnel et inefficace (TURNER, 2003).

& RODAN, 1985, p. 18). Cette « théorie de la modernisation », selon laquelle « le développement adviendrait en se contentant de combler le fossé entre tradition et modernité par l'acquisition des facteurs de modernité, [à savoir] l'étatisme, la rationalité et l'industrialisation » a fondé en économie une orthodoxie qui prévaut encore aujourd'hui, selon laquelle entre autres les sociétés étrangères sont plus performantes que les entreprises locales, particulièrement dans les pays en développement (ASHEGIAN, 1982; KUMAR N. , 1984)[23]. Parmi les raisons avancées, on souligne la taille et le niveau d'intensité en capital (HOWENSTEINE & ZEILE, 1994) ainsi que la pluralité et la stabilité de l'actionnariat (DOUMA, GEORGE, & KABIR, 2006). L'Indonésie n'a pas échappé à cette lecture manichéenne : « L'Indonésie est devenue une société dualiste en ce sens que son secteur d'exportation, moderne et capitaliste, a été créé et intégré par l'économie métropolitaine (c'est-à-dire impérialiste) en tant qu'enclave sur le sol indonésien, alors que la majorité des populations du pays continuaient à vivre dans leur économie de subsistance, traditionnelle et millénaire, qui se situait bien en-dehors du système centré sur la métropole impérialiste ou capitaliste » (FRANK, 1972; ARNOLD & JAVORCIK, 2005). Dès lors, l'ouverture économique s'avèrerait bénéfique pour les sociétés locales, en exerçant sur les entreprises locales une salutaire pression à la compétitivité et en introduisant des savoir-faire qui leur permettront d'exporter à leur tour (HUMPHREY & SCHMITZ, 2002).

Pendant les deux décennies suivantes, les résultats mitigés de certains pays et l'autoritarisme qui sévissait dans ceux qui présentaient les meilleures performances[24] amenèrent la littérature à dissocier la croissance économique (dont ces exemples montraient combien elle était conditionnée par la stabilité politique) des valeurs libérales (HIGGOTT, ROBISON, HEWISON, & RODAN, 1985, p. 19). Après la parenthèse des années 1970 marquée par un intérêt pour le secteur informel[25] et sa capacité à pourvoir des alternatives économiques aux exclus du secteur moderne en expansion (HART K. , 1973; WEEKS, 1973; MOSER, 1978; PORTES, CASTELLS, & BENTON, 1989), l'économie du développement des années 1980 et 1990, âge d'or de la mondialisation triomphante, s'en est détournée pour échafauder un prétendu « modèle asiatique de développement » qui revisite la théorie des avantages comparatifs, en ressuscitant **la théorie du vol d'oies sauvages (*Flying geese paradigm, FGP*)** (AKAMATSU, 1962)**.** Enoncée pour la première fois dans les années 1930, à une époque où le

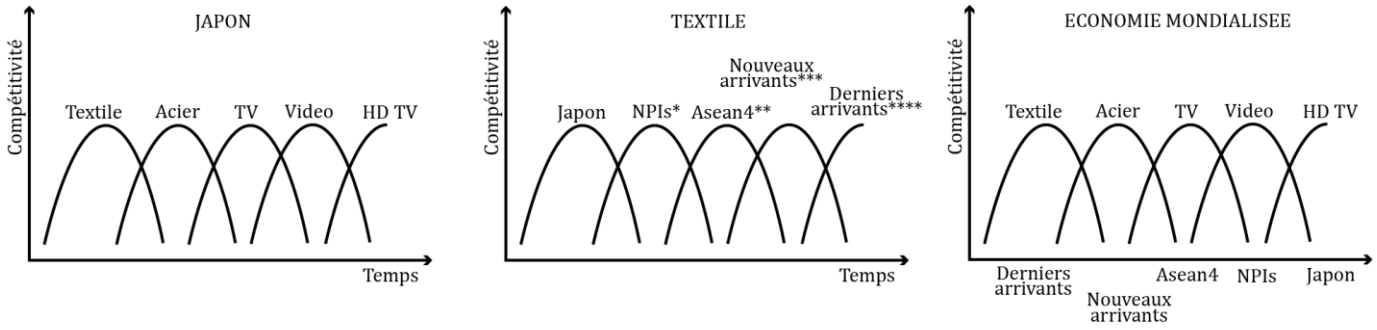
[23] Cette règle semble vérifiée dans l'industrie du meuble de Java-Centre, où la productivité des grandes et moyennes entreprises étrangères serait supérieure de 17% à celle des entreprises indonésiennes (ANDADARI, DE GROOT, & RIETVELD, 2012), une donnée qu'il convient de considérer avec précaution compte-tenu du fait que ces données collectées par le BPS sont déclaratives.

[24] Les exemples abondent, parmi lesquels on pourra citer le Brésil de la dictature militaire, la Côté d'Ivoire d'Houphouët-Boigny, où les régimes autocratiques en vigueur à Singapour (dès l'indépendance en 1965), à Taiwan (1949-1996), en Corée du Sud (1961-1987) ou en Indonésie (1966-1998).

[25] Le concept d'informalité en économie apparaît dans une étude empirique du Bureau international du travail (BIT) au Kenya, publiée en 1972. Il y désigne des activités non enregistrées, qui dérogent par conséquent à la loi et échappent aux statistiques officielles (MORRISSON & MEAD, 1996). Il est également employé lors d'une conférence sur le chômage en Afrique qui s'est tenue en 1971 à l'Université du Sussex (HART, 1973) dans une acception plus large, à savoir les activités qui ne génèrent pas de salaire fixe et menées avec un « faible niveau de rationalité » (ROBERTS, 1990).

Japon cherchait à justifier son expansionnisme par la création d'une « sphère de coprospérité », elle affirme que les pays les moins avancés peuvent se développer grâce au transfert depuis les économies en pointe des segments à moindre valeur ajoutée de la chaîne de valeur. Ce processus est apparu comme une évidence après les accords du Plazza-Athénée de 1985, quand l'appréciation considérable du yen amena les conglomérats nippons à délocaliser une grande partie de leur production vers les pays asiatiques à faible coût de main d'œuvre et dont la devise était alignée sur le dollar[26]. Les pays de la région se trouvèrent ainsi entraînés sur la voie du développement à l'image d'un vol d'oies sauvages à la pointe duquel se trouvait le Japon, les dragons asiatiques en deuxième position, suivis par les bébés tigres de l'Asean, et enfin le reste du continent. En théorie, chaque pays devait voir son économie monter en gamme selon son rang dans le vol, des activités les plus intensives en main d'œuvre à celles qui sont le plus intensives en capital technologique et immatériel. Bien qu'en grande partie vérifiée, ce paradigme a échoué à expliquer pourquoi certains pays, comme les Philippines, sont restés en panne, quand d'autres, comme la Chine, ont doublé des économies qui les devançaient.

Figure 1 : Exemples d'application de la théorie du vol d'oies sauvages à un pays (à gauche), à un secteur d'activité (au centre), à l'économie (à droite)



** Nouveaux pays industrialisés (NPI) : Hong-Kong, Singapour Corée du sud, Taiwan*
*** Asean4 : Malaisie, Thailande, Indonésie, Philippines*
**** Nouveaux arrivants : Chine, Vietnam*
***** Derniers arrivants : Birmanie, Cambodge, Laos, etc.*

Source : d'après (AKAMATSU, 1962)

Dans un article célèbre (KRUGMAN, 1994), le Prix Nobel de l'économie[27] Paul Krugman déconstruisit l'idée répandue selon laquelle la croissance économique spectaculaire des NPI depuis les années 1970 relevait d'un miraculeux modèle asiatique (Banque Mondiale, 1993). En réalité elle peut s'expliquer par **le**

[26] Du milieu des années 1980 aux années 1990, les segments intermédiaires de l'appareil industriel japonais (mécanique, automobile, informatique, etc.) se sont implantés dans les quatre dragons (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong et Singapour), qui disposaient d'une base industrielle déjà solide et d'une main d'œuvre formée. Les segments inférieurs de la chaîne de valeur (c'est-à-dire les plus intensifs en main d'œuvre : textile, électronique, meuble, etc.) se sont pour leur part orientés vers les NPI (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie) et la Chine littorale. Dans les années 2000 et 2010, la montée en gamme de l'économie des 4 dragons, de la Thaïlande, de la Malaisie et de la Chine côtière a généré la délocalisation à leur tour des activités intensives en main d'œuvre vers les régions qui n'avaient pas autant décollé (Chine intérieure, Philippines, Indonésie) et les nouveaux entrants dans l'économie internationale de marché (Vietnam, puis, dans une moindre mesure, Laos, Birmanie et Cambodge).

[27] Pour être parfaitement exact, la formule consacrée est « Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel ».

phénomène de « perspiration », c'est-à-dire la conjonction de l'augmentation de la population active dans l'économie formelle et un rattrapage dans les infrastructures, à l'image de l'Union soviétique des années 1950 et 1960 qui pouvait également se prévaloir d'une augmentation impressionnante de son PIB. Aussi convient-il de distinguer le cas de pays comme le Japon, dont la croissance a été plus qualitative (i.e. nourrie par des gains de productivité) que celle des tigres asiatiques, essentiellement quantitative (i.e. alimentée par un apport massif de facteurs de production – main d'œuvre, épargne et infrastructures – dont les sources ont commencé à se tarir dans les années 1990). Cette théorie remet au goût du jour **le modèle de Solow-Swan** (SOLOW, 1956; SWAN, 1956)[28] qui indique donc que plus l'écart de richesse par habitant avec les économies matures est grand, plus la croissance économique sera vigoureuse. La thèse de Krugman est amèrement vérifiée (et popularisée) quelques années plus tard par la crise financière asiatique (CFA), qui éclata en 1997. Alors que les système financiers en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie – les trois pays les plus touchés – s'effondraient, entraînant dans leur chute l'économie formelle, les analystes réalisèrent soudain que les tigres étaient pour beaucoup « de papier ». La capacité de l'Etat à actionner le transfert des facteurs de production (en finançant l'éducation et les infrastructures et en assurant la stabilité de l'économie), déterminante pour déclencher la formule de Solow-Swan[29], l'est également pour entretenir les acquis de la perspiration (en encourageant l'essor du marché intérieur par exemple, comme le fait le gouvernement chinois pour pallier le ralentissement de la croissance liée au rattrapage), rôle que n'ont pu assurer des régimes en faillite comme l'Indonésie en 1998. Mais, le recul nous montre qu'une fois le système financier assaini et l'Etat rétabli dans sa capacité à agir, la perspiration reprend, expliquant sans doute la croissance dynamique de l'Indonésie depuis le milieu des années 2000.

L'économie spatiale pour expliquer les dynamiques de concentration et de localisation des activités de production et établir le lien entre économie et territoire

L'espace est souvent considéré comme quantité négligeable par les économistes, ce qui s'explique par l'amélioration continue des transports de biens et de personnes et la diminution généralisée des droits de douane qui ont considérablement les coûts des échanges, ainsi que par l'impératif de simplification des modèles mathématiques (COMBES, MAYER, & THISSE, 2006). Pourtant, les disparités spatiales entre pays, régions ou quartiers témoignent de l'importance de ce paramètre. Pour les expliquer, l'économie spatiale

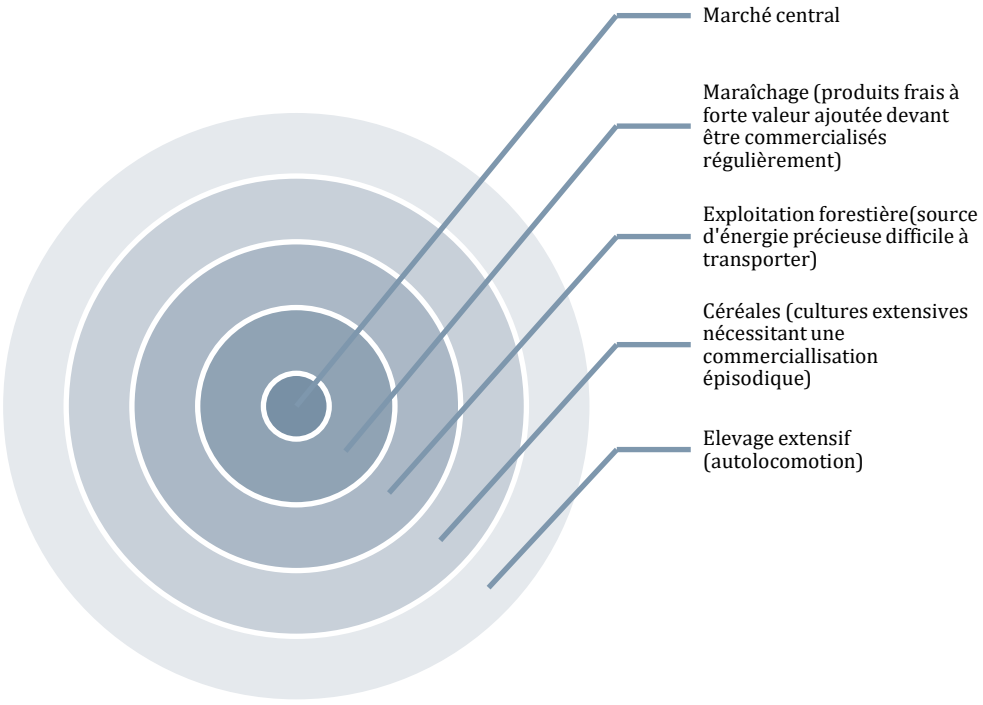
[28] Selon ce modèle, le PIB/habitant de tous les pays est appelé à converger selon la formule suivante : $\ln y_t - \ln y^* = e^{-\beta t} \ln y_0 - e^{-\beta t} \ln y^*$, où y_t est le PIB/habitant du pays considéré l'année t, y_0 son PIB/habitant initial, y^* le PIB/habitant des économies matures et βt la part de l'écart de revenu par habitant résorbé chaque année (c'est-à-dire le rythme du rattrapage, et donc de la croissance économique).

[29] Dans le cas indonésien, l'instabilité politique et l'hostilité à l'encontre des investisseurs étrangers qui caractérisaient le régime de Soekarno auraient paralysé la perspiration, à l'inverse de l'Ordre nouveau (*Orde Baru, OB**) de Suharto qui a renoué avec les bailleurs de fonds internationaux dès sa prise de pouvoir en 1966. Si bien que dès 1967, l'aide étrangère atteignit 29% du budget de l'Etat pour se maintenir en moyenne à 20% jusqu'à la chute du régime en 1998 (VAN ZANDEN & MARKS, 2012).

analyse le comportement de deux forces complémentaires : (1) celle des rendements croissants (*increasing returns*) ou économies d'échelle, selon laquelle la concentration des facteurs de production augmente leur productivité ; (2) celle de la concurrence territoriale (*spatial competition*), c'est-à-dire l'avantage compétitif que l'on retire d'une localisation particulière, qui explique pourquoi certains lieux sont plus attractifs que d'autres. C'est de ce double phénomène que résulte l'industrialisation de certains territoires.

Paradoxalement, c'est en observant la localisation des activités agricoles que von Thünen s'impose comme le fondateur de l'économie spatiale (SAMUELSON P. A., 1983). **La théorie des rendements marginaux** de ce propriétaire foncier inspiré par la lecture d'Adam Smith explique la distribution spatiale des activités agraires par le rapport entre la productivité du sol et les coûts de transport jusqu'à la ville-centre[30] (VON THÜNEN, 1826). Il reste opérant encore aujourd'hui – surtout si on remplace le coût du transport par le temps de déplacement des salariés (ALONSO, 1964) – pour expliquer la formation des prix de l'immobilier d'entreprise et donc pourquoi les usines autrefois implantées au cœur des villes (à une époque où leur productivité était très supérieure à celle de l'artisanat) ont été progressivement évincées vers leur périphérie par des activités tertiaires à plus forte valeur ajoutée.

Figure 2 : Distribution spatiale des activités agricoles selon leur coût de transport et leur rendement foncier



Conception : Julien Birgi d'après (VON THÜNEN, 1826)

30 Selon la formule R = r × (p – c) – (r ×T× m), avec R le rendement foncier, r = le rendement par unité foncière, p le prix de vente de chaque unité de produit, c le coût de production par unité de produit, T le coût de transport de chaque unité de produit par unité de distance, et m la distance au marché central.

Mais le modèle de von Thünen est fondé sur la fonction commerciale des villes, et il peine à y expliquer la concentration des activités de production qui n'y sont pas commercialisées. Alfred Marshall a été le premier à se pencher sur cette question (MARSHALL, 1890), et les raisons qu'il avance n'ont jamais été démenties, si bien que l'on parle encore « **d'externalités marshalliennes » (*Marshallien spillovers***) :

- Des gains internes (*internal economies*) liés à la croissance de la taille des centres de production qui permet une meilleure allocation des ressources techniques et humaines. Cette « loi des rendements croissants peut être formulée ainsi : une augmentation de la main d'œuvre et du capital conduit généralement à une amélioration de l'organisation, ce qui accroît l'efficacité du travail et du capital » (MARSHALL, 1890, p. IV.XIII.11)[31]. En outre, cette augmentation accroît la notoriété et la crédibilité de la production, facilitant ainsi l'accès aux marchés éloignés. Enfin, elle optimise l'utilisation qui peut être faite d'infrastructures coûteuses comme le chemin de fer par exemple.
- Des gains externes (*external economies*) provenant (1) d'un accès facilité aux intrants (*inputs*) – et notamment les facteurs de production spécifiques comme des matières premières et des machines, des infrastructures, et une main d'œuvre qualifiée –, (2) aux marchés qu'ils soient distants – grâce à la réputation tirée d'un environnement économique valorisant – ou locaux – via la demande d'autres activités de production agrégées par l'effet d'agglomération (*business-to-business*), et (3) d'une émulation collective liée à une atmosphère entrepreneuriale (*industrial atmosphere*). Ces externalités marshalliennes reposent ainsi sur les gains du partage (*sharing*), de la rencontre (*matching*), et de l'apprentissage (*learning*) (DURANTON & PUGA, 2004).

Bien que cet aspect de son travail soit moins connu, Marshall ne s'intéresse pas qu'aux effets positifs d'agglomération. Il analyse également le déclin des grandes entreprises, qu'il explique par plusieurs raisons qui contredisent en partie la loi des rendements croissants. D'abord, une lecture darwinienne de l'écosystème économique[32] : « au bout d'un moment, la conduite des affaires tombe dans les mains de personnes moins énergiques et moins créatives, voire moins intéressées à leur prospérité » et « tôt ou tard, l'âge trahit les arbres. Même si les plus grands jouissent d'un meilleur accès à la lumière et à l'air que leurs rivaux, ils perdent graduellement de leur vitalité ; et l'un après l'autre, ils cèdent leur place à d'autres, qui, bien que moins matériellement forts, ont la vigueur de la jeunesse de leur côté » (MARSHALL, 1890, p. IV.XIII.4). Ensuite, les coûts d'agglomération peuvent annuler à la fois les gains internes (à un certain point, chaque société « est susceptible d'avoir perdu tant de son élasticité et de sa force de progrès que les avantages ne sont plus

[31] Sur la manière dont ces facteurs de production sont optimisés, Marshall met en avant les qualités du *manager* ou de l'encadrement des grandes entreprises. Ce principe sous-tend le taylorisme et le fordisme. Mais depuis les années 1970, d'autres formes d'organisation de la production – comme les districts industriels que nous verrons plus loin – témoignent d'autres moyens d'allocation des ressources, fondées sur les liens interpersonnels entre entrepreneurs et un marché local de sous-traitance intermédiaire.

[32] *De l'Origine des Espèces* a été publié par Charles Darwin quelques décennies auparavant, en 1859.

exclusivement de son côté »)[33]. Enfin, la loi des rendements croissants applicable à l'industrie peut être contrecarrée par la loi des rendements décroissants qui régit les ressources naturelles[34], un paramètre que l'on retrouve dans toutes les activités tributaires de matières premières limitées, parmi lesquelles les meubles, et qui sera repris plus tard sous le terme de « déséconomies » (BLACK, 2002).

De nombreux économistes se réclament de Marshall. Les concepts de « **causalité circulaire » (*circular causation*)** (MYRDAL, 1957) et de **« retour positif » (*positive feedback*)** (ARTHUR, 1990) mettent en avant le cercle vertueux de la concentration des activités à travers leur contribution à la richesse locale qui alimente la demande locale (y compris pour leurs propres produits[35]). Le Prix Nobel d'économie Paul Krugman (KRUGMAN, 1991) articule commerce international, microéconomie et analyse spatiale pour expliquer l'agglomération des firmes à un niveau régional. Il modélise l'effet boule de neige qui se déclenche à partir d'un certain seuil de concentration des activités à rendements croissants, fondant un nouveau courant connu sous le nom de « **nouvelle économie géographique, NEG » (*New economic geography, NEG*)**. La croissance des métropoles industrielles s'explique par le fait que « si la population est mobile, en particulier la main-d'œuvre qualifiée, la concentration géographique de l'industrie va de pair avec celle de l'emploi et des services afférents. Cette concentration accroît en retour la demande sur les grands marchés, ce qui les rend encore plus attractifs pour de nouvelles entreprises. S'enclenche ainsi un processus auto-entretenu d'agglomération des activités industrielles, des sous-traitants et de la population » (LAFOURCADE, 2012, p. 8). Ses disciples s'intéressent à des aspects particuliers de l'économie industrielle comme le recrutement de compétences de pointe et la pénétration de marchés lointains (PADMORE & GIBSON, 1998), la coopération inter-entreprises ou **« efficacité collective » (*collective efficiency*)** (SCHMITZ & NADVI, 1999), ou encore les circuits de l'information (AYDOGAN & LYON, 2004; VISSERS & DANKBAAR, 2013). Entretemps, l'économiste François Perroux a introduit la notion de **« pôles de croissance » (*growth poles*)** comme agrégat de forces économiques (PERROUX, 1949) par-delà une unité territoriale comme une ville ou une région. Initiés par une grande entreprise, ils « propulsent » (dynamisent) des firmes partenaires, « polarisant » ainsi l'activité. Des modèles multipolaires (FUJITA & OGAWA, 1982) relient cette approche régionale au modèle monocentrique

33 Ici, Marshall fait écho aux préoccupations hygiénistes de son temps, quand la pollution, la surpopulation et la cherté des logements sapaient l'amélioration du confort matériel que l'on pouvait espérer de la hausse de la productivité.

34 Marshall constate en effet que l'élevage, à mesure qu'il se développe, est de moins en moins productif, ce qui absorbe une partie des gains de productivité réalisés par les manufactures de couvertures.

35 Ce que résume la légende urbaine de la motivation d'Henri Ford qui aurait généreusement rémunéré ses employés en espérant qu'ils achèteraient ses voitures. Mais la part de ce surcroît de revenu dépensée chez Ford se traduit par une incidence si faible sur le bénéfice de la société que l'on peut sérieusement douter de cet argument. En réalité, ce que relève la littérature est une contribution involontaire et indirecte à leur propre prospérité via un enrichissement général du territoire où elles sont implantées.

de von Thünen en montrant que la dispersion régionale des entreprises correspond à la recherche de centralités alternatives quand les coûts de transport deviennent prohibitifs.

A partir du milieu des années 1970, alors que les grands bassins industriels fordistes entraient dans une crise structurelle, la performance économique de petites villes de la « troisième Italie » (nommée ainsi par contraste avec les grands complexes industriels du triangle Turin-Milan-Gênes et le sud développé à coups d'investissements publics massifs) caractérisée par un dense réseau de PME a attiré l'attention de Giacomo Becattini et ses comparses de l'école italienne. A travers des études empiriques qui contrastent avec les modèles théoriques de la NEG, ils montrent que ces réseaux urbains forment des **districts industriels** qui sont un nouvel avatar de la théorie marshallienne (TAPPI, 2001), dont les trois externalités sont revisitées. Premièrement, à l'inverse des conglomérats intégrant la chaîne de valeur verticalement, la division des tâches dans ces districts, est opérée par « des réseaux horizontaux désintégrés » de petites et moyennes entreprises spécialisées (BELLANDI, 1995) en réponse à une accélération et une complexification de l'économie impliquant qu'une seule entreprise, aussi puissante fût-elle, ne peut plus répondre à la demande. Chaque firme se spécialise dans la production d'un seul bien ou service (OMICCIOLI & TAMBURINI, Il distretto del mobile di Pesaro, 1999), l'ensemble étant structuré par des relations de sous-traitance (GAROFOLI, 1993), ce qui permet d'atteindre une « efficacité collective » définie comme les avantages compétitifs dérivés d'actions collectives de PME (SCHMITZ H. , 1999). La proximité géographique aide à « sécuriser les synergies, non seulement en réduisant les coûts de transport et les autres coûts transactionnels, mais aussi en permettant et en lubrifiant une communication continue entre les producteurs » (PYKE & SENGENBERGER, 1992, p. 15). Trois types de firmes peuvent être distinguées (BELUSSI, 1999) : en bas de la pyramide, les firmes de base (*routine firms*) (i) produisent les composants les plus simples ; tout en haut, les assembleurs finaux (ii) concentrent l'innovation dans le design, l'ingénierie, la commercialisation et le développement des produits. Ces donneurs d'ordres de rang 1 sont des leaders locaux qui animent l'ensemble de la chaîne de production et imposent l'innovation à leurs fournisseurs intermédiaires (iii) qui assurent le lien avec les firmes de base. Cette répartition des tâches s'avère efficace pour optimiser l'allocation des ressources, faciliter l'accès à des ressources et des marchés spécialisés, et diffuser l'innovation par la coopération mais aussi par une émulation concurrentielle de manière bien plus agile que les conglomérats verticaux alourdis par les coûts de structure et un déficit de créativité (BECATTINI G. , 1991; BELUSSI & ARCANGELI, 1998). Le travail est réalloué en permanence (TAPPI, 2001, p. 9), de telle sorte qu'il « en existe une gamme complète depuis le travail à domicile et le travail salarié à temps partiel, jusqu'à l'autoentrepreneuriat et la création d'entreprises » (BECATTINI G. , 1990) autorisant des changements fréquents d'employeur. Cette organisation post-fordiste a été popularisée sous le terme de « spécialisation flexible (*flexible specialization*) » (PIORE & SABEL, 1984). Deuxièmement, « l'atmosphère industrielle » marshallienne est reconsidérée sous l'angle d'un « sentiment d'appartenance » résultant d'un

héritage historique et culturel commun (BECATTINI G. , 1979)[36]. Les districts industriels sont définis comme « des entités socio-territoriales caractérisées par la présence active à la fois d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises au sein d'une aire naturellement et historiquement délimitée. Cet ancrage local est un avantage compétitif qui permet à de petites villes de soutenir la concurrence internationale, incarnant le visage de la « glocalisation (*glocalization*) » [37] . Dans le district, contrairement à d'autres environnements, tels que les villes manufacturières, la communauté et les entreprises tendent à fusionner » (BECATTINI G. , 1990). En effet, l'absence de management descendant et l'atomisation de la chaîne de valeur impliquent que la production soit organisée par de fréquents contacts entre fournisseurs et clients, auxquels seules des relations inscrites dans la durée et des valeurs communes[38] peuvent apporter le niveau de confiance et de fluidité requis (LOASBY, 1999). Les structures sociales (l'Eglise, la famille, l'entreprise, le syndicat), les institutions politiques et les administrations (l'école) assurent les fonctions essentielles d'entretien et de transmission de ces valeurs. L'intelligence collective (*collective intelligence*) qui émane du savoir-faire et de la créativité de l'ensemble des firmes mise en relation par la circulation de l'information et des hommes explique l'accumulation de capital humain de chaque district industriel (MASKELL, 1999). Troisièmement, l'accès aux ressources cher à Marshall ne passe plus par des achats de masse comme dans le système fordiste mais par le réseau de la famille étendue. L'origine de paysans métayers (*farming sharecroppers*) de beaucoup d'entrepreneurs a pu les aider à développer des capacités organisationnelles et réticulaires, ainsi que la capacité à s'adapter aux changements de la conjoncture qui impose du travail supplémentaire en périodes fastes et des baisses de revenu dans les temps difficiles (BAGNASCO, 1977). La famille élargie constitue par ailleurs un réservoir de main d'œuvre flexible, motivée, et fiable et une source d'actifs que l'entrepreneur peut rapidement mobiliser pour obtenir des financements auprès de banques locales[39] valorisant la « réputation sociale » si une opportunité se présente (BECATTINI G. , 1990). Aussi, la relation entre l'entreprise et la famille élargie reste étroite dans le temps, ce qui se traduit par un ancrage territorial fort, à l'inverse des établissements de grands groupes beaucoup plus volatiles (BAGNASCO & TRIGILIA, 1984).

---

36 Il est intéressant de noter, en anticipant sur l'analyse systémique que nous aborderons plus loin dans la méthodologie, que le sentiment d'appartenance est pour de Rosnay (1975) un des déterminants de la participation au développement des systèmes.

37 Cette fusion des termes « globalisation » et « localisation » est définie par *l'Encyclopedia Britannica* comme « l'occurrence simultanée de tendances à l'universalisation et à la particularisation dans les systèmes sociaux, politiques et économiques contemporains ».

38 Parmi ces valeurs, Becattini relève notamment « l'éthique du travail, de la famille, de la réciprocité et du changement ». Plus jeunes, moins fortunés et moins éduqués que les dirigeants des entreprises fordistes, les entrepreneurs des districts industriels sont mus par la volonté très partagée de travailler à leur propre compte (BECATTINI G. , 1987).

39 C'était le cas en Italie pour 87% des fabricants de meubles de Pesaro, 80% des chausseurs de Civitanova et de 65% des entreprises textiles d'Ascoli Piceno (OMICCIOLI, 1999) Ces banques locales sont souvent des institutions coopératives dont les dirigeants, les employés et les actionnaires sont attachés au territoire, ce qui leur permet de jouir d'une bonne connaissance du tissu économiques et de la communauté des entrepreneurs.

Depuis les années 1990, la littérature s'est questionnée sur la manière dont le concept de district industriel pouvait s'appliquer aux pays émergents (PEDERSEN, SVERRISSON, & VAN DIJK, 1994; CADENE & HOLMSTRÖM, 1998). Les concentrations d'activités productives spécialisées relevées en Inde ou en Indonésie par exemple se distinguent par la prévalence d'ateliers où domine le travail à la main en lieu et place des machines-outils performantes des districts italiens ou alpins et un rôle prépondérant du paramètre ethnique dans le ciment de la communauté d'affaires (SCHMITZ H. , 1999). Dans ce contexte particulier, **le terme de *cluster* est préféré à celui de district industriel**. Il est défini comme « la concentration géographique d'entreprises interdépendantes : fournisseurs de biens et de services dans des branches industrielles proches » (PORTER, 1998, p. 197)[40]. A l'opposé de « la stratégie de montée en gamme [*high-road*] de l'industrie, [qui] est la norme [dans les pays industrialisés], qui est une stratégie visant à une amélioration continue des produits, la prise en compte de la mode, et l'innovation » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 23), les *clusters* des pays émergents empruntent souvent une stratégie bas-de-gamme (*low-road*) consistant en une concurrence-prix permanente qui empêche l'amélioration de la qualité et la hausse de la valeur ajoutée, d'autant plus que les réarrangements sociaux induits par le changement technologique ne se déroulent pas aisément (SVERRISSON, 1992). En conséquence, ces *clusters* concernent souvent des activités intensives en main d'œuvre, pour lesquelles l'agrégation en grappes permet de mutualiser la main d'œuvre, l'outillage, et les efforts de marketing. Plusieurs études empiriques ont été menées sur des *clusters* en Indonésie, tous à Java[41]. Elles tendent à montrer que les firmes agglomérées sont davantage susceptibles d'adopter des innovations (SANDEE, 1995) et d'atteindre des marchés éloignés (POOT, KURYVENHOVEN, & JANSEN, 1990) que les entreprises isolées. D'autres travaux s'appuyant cette fois sur une modélisation des impacts de la concentration des sociétés sur leur productivité, s'avèrent plus nuancés. La concentration peut s'avérer positive pour les grandes entreprises (+22%) – surtout si elles comprennent des sociétés à capitaux étrangers et/ou des sociétés exportatrices – mais neutre pour les PME, voire négatif pour les très petites entreprises (TPE) (ANDADARI, DE GROOT, & RIETVELD, 2012) : dans ces cas de figure, le regroupement des entreprises se fait sur des bases quantitatives plus que qualitatives, si bien qu'elles se retrouvent trop nombreuses à se

40 Les définitions administratives et statistiques, par nécessité simplificatrices, peinent à rendre compte de cette réalité. Ainsi, le ministère indonésien de l'Industrie définit les *cluster*s industriels (*sentra industri*) comme des regroupements au sein d'une même entité territoriale d'au moins 20 entreprises opérant dans le même secteur d'activités. Cette définition tend à occulter les cas où un tissu d'entreprises économiquement liées entre elles est réparti sur plusieurs villages (*desa**) (KLAPWIJK M. , 1997).

41 Entre autres les *cluster*s de la céramique à Plered, du rotin à Cirebon, de la chaussure à Bogor, de l'habillement à Pulogadung, et Pekalongan, de la métallurgie à Sukabumi et Ceper, du cuivre à Boyolali, ou des tuiles à Karanggeneng (SANDEE, ISDIJOSO, & SRI SULANDJARI, 2002) . Mais encore la métallurgie à Tegal (TAMBUNAN T. , 2008), les machines-outils à Djakarta, Bandung ou Sukabumi (SATO, 1998). Et bien entendu le meuble à Jepara, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir abondamment. De très nombreuses études plus contestables fondées sur des échantillons non représentatifs d'une poignée de cas ont été produites ces dernières années par des étudiants et de jeunes chercheurs indonésiens, témoignant à tout le moins d'un regain d'intérêt pour ces *cluster*s

partager des gains trop faibles. Une des raisons avancées est que les plus petites entreprises dans les secteurs à faible contenu technologique ont peu de marges de progrès. Mais elles jouent cependant un rôle important pour l'emploi de la main d'œuvre peu qualifiée en ce sens qu'elles sont propriété d'entrepreneurs locaux ancrés dans leur communauté, souvent en milieu rural, qu'elles sont plus intensives en main d'œuvre et se fournissent davantage localement que les grandes entreprises, et qu'elles produisent moins cher des produits accessibles au marché local (TAMBUNAN, 2009). Il existe une grande variété de *clusters*, dont la littérature s'attache à identifier les particularités. Parmi les catégories les plus fréquemment mises en avant, certains auteurs caractérisent les *clusters* à partir de l'acteur moteur de la chaîne de valeur – qui peut être le fabricant (*producer-driven cluster*) ou le commerçant *(buyer-driven cluster*) – (TAMBUNAN, 2008) ou le type de marché pour lequel ils produisent – international (où la survie dépend de la capacité à monter en gamme (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002; VENABLES, 2005)) ou local (*dormant clusters,* où prévalent la copie et une féroce concurrence-prix, à l'image des polarités de commerce informel (SCHMITZ & NADVI, 1999).

Les progrès spectaculaires de la connectivité, y compris dans les pays émergents, tant dans le domaine des infrastructures (amélioration du réseau routier, démocratisation du transport aérien, déploiement des réseaux de télécommunications sans fil) que des contenus (production d'informations et de contacts sur Internet) et des media (*cloud computing*, réseaux sociaux) n'ont pas remis en question les gains d'une proximité physique entre entreprises, l'exemple le plus flagrant étant sans doute la Silicone Valley en Californie qui concentre des entreprises intervenant dans des domaines parmi les plus dématérialisés qui soient. Cela confirme **la loi de Tobler** selon laquelle « tout est relié à tout, mais les choses les plus proches sont plus liées que les choses lointaines » (TOBLER, 1970). Une des explications possibles réside dans l'importance des classes d'entrepreneurs dans l'attraction qu'exercent les grandes métropoles. Dans une économie où l'information et la créativité jouent un rôle toujours croissant dans la valeur ajoutée, les externalités marshalliennes restent très actuelles. Elles sont liées à un environnement créatif, animé par une **« classe créative d'entrepreneurs »** et à des aménités propices à l'épanouissement d'une atmosphère industrielle définies comme l'essence de « travailler sur des questions similaires et donc bénéficier de la recherche des autres » (FLORIDA, 2002). Ces « facteurs modernes de localisation » (FALCK & HEBLICH, 2008) joueraient aujourd'hui un rôle déterminant dans le dynamisme de certaines régions (AUDRETSCH, FALCK, & HEBLICH, 2007, p. 4), et en particulier les métropoles dont le rythme de croissance de l'emploi est depuis les années 1980 étroitement corrélée à la taille (DAVEZIES & PECH, 2015). Mais à l'inverse, on constate que des mécanismes contradictoires bénéficiant aux territoires périurbains ou ruraux sont depuis longtemps à l'œuvre. Dans une logique d'optimisation des coûts – immobiliers, salariaux, énergétiques – (PUGA, 1999), les grandes entreprises dissocient les fonctions décisionnelles implantées dans les centres d'affaires des grandes villes, des fonctions support (*back office*) en zone périurbaine ou dans des villes secondaires, et de la production reléguée dans les régions périphériques (FUJITA & THISSE, 2006). Il s'agit ainsi d'une division nationale du travail, à l'œuvre dans les pays industrialisés dès les années 1960 et plus récemment dans les

pays nouvellement industrialisés comme l'Inde (DENIS, Eric, & ZERAH, 2017) ou l'Indonésie[42]. Ainsi, c'est le sous-développement de ces régions qui les a rendues par défaut attractives pour une industrie exogène (DAVEZIES & PECH, 2015), mais aussi le succès d'entreprises locales en marge des grands bassins industriels qui s'appuient sur un écosystème favorable aux activités intensives en main d'œuvre pour être plus compétitives que de grands conglomérats dans la Chine qui s'ouvre à l'économie privée dans les années 1980 (JEFFERSON & RAWSKI, 2002). Mais la course aux économies est une fuite en avant, particulièrement dans les contextes de concurrence internationale exacerbée et de crise de la demande. L'amélioration du niveau de vie qu'elle alimente va de pair avec une inflation des coûts, contraignant les activités tributaires de ce seul paramètre à se déplacer à nouveau vers des régions et des pays aux coûts directs et indirects (induits par la réglementation ou la fiscalité par exemple) toujours plus faibles. Ainsi en va-t-il de la désindustrialisation de la France périphérique où l'on relève cependant que la chute de la production n'entraîne pas de diminution comparable du revenu (DAVEZIES, 2008). En effet, l'économie résidentielle ou présentielle constituée de services à une population locale bénéficiant de transferts privés (pensions de retraite) et publics (allocations chômage, assurance maladie), de services publics (santé, éducation, administration) et parapublics (professionnels de santé) considérables dans des sociétés post-industrielles, s'appuie aussi sur un accès à des emplois distants grâce aux nouvelles technologies et à la flexibilisation du cadre de travail. Ce paradoxe d'une « croissance sans développement » n'est sans doute pas applicable à des pays émergents ou des économies très libérales, où les transferts sont moindres que dans des états marqués par l'héritage d'un « état-providence ». Mais il pose néanmoins la question, négligée par la nouvelle économie géographique qui ne s'intéresse guère à la circulation de la richesse hors entreprises (LEFEVRE, 2010), de la contribution de l'économie présentielle au revenu des habitants des régions sous-industrialisées et sous-urbanisées, un sujet que nous veillerons à intégrer dans notre évaluation des systèmes productifs dans le chapitre 4.1.

La littérature s'accord sur le rôle très secondaire des pouvoirs publics, tout en appelant à une plus grande intervention de leur part, ce qui peut paraître paradoxal au vu du caractère spontané des *clusters* mis en lumière par cette même littérature (TAMBUNAN, 2008). Une des explications avancées serait que dans les pays émergents, l'essentiel de l'activité des *clusters* est assuré par des entreprises artisanales non déclarées, qui constituent une partie immergée de l'iceberg[43]. A l'inverse, la littérature est bien plus limitée sur les dynamiques à l'œuvre dans la forme de production alternative que constituent les usines, qui peuvent pourtant intervenir dans les mêmes secteurs d'activités que les *clusters*, et qui concentrent l'attention des autorités.

42 Ainsi, à Java qui concentre la production industrielle du pays, « 70% des emplois manufacturiers se situent en 1990 en-dehors des limites des communes urbaines. Ces emplois sont occupés pour moitié par des artisans qui travaillent à leur compte ou sont employés familiaux. Aussi sont-ils nombreux à fabriquer, sur une petite échelle, des productions destinées au marché urbain, qu'ils commercialisent souvent eux-mêmes. » (FRANCK, 1994, p. 398).

43 Roda et al. (2007) estiment ainsi que les pouvoirs publics ne recensent qu'un tiers des entreprises et la moitié de la main d'œuvre impliquées dans la production de meubles.

Urbanisation et périurbanisation liée à l'industrialisation en Asie du Sud-est

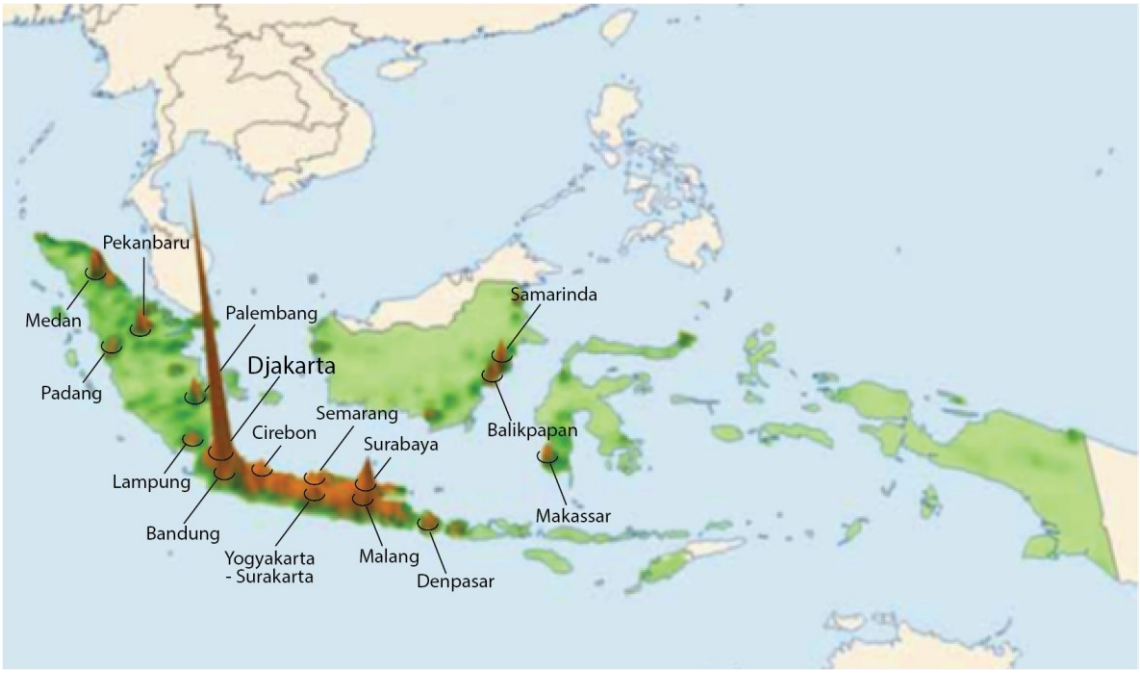
Nous venons de voir que l'industrialisation correspond à un processus de concentration des activités – que cela soit sous la forme de concentrations verticales en complexes industriels ou de réseaux horizontaux en districts industriels – visant à bénéficier d'externalités marshalliennes. Cette concentration de la production va nécessairement de pair avec une concentration des facteurs de production – en particulier de la main d'œuvre et des infrastructures nécessaires à l'acheminement des intrants et des produits – et implique donc une urbanisation (WALKER & LEWIS, 2001). Et la nouvelle économie géographique (NEG) a montré que réciproquement, les villes attirent l'industrie (KRUGMAN, 1991) : « en effet, la prospérité des nations et des régions est de plus en plus dépendante de la performance économique des villes. Les grandes villes sont associées à des niveaux de productivité et de revenu supérieurs, du fait de leur rôle central dans l'innovation et la création d'emploi, dans un contexte de complexité économique et technologique toujours plus grandes », ce qui s'explique par des externalités très marshalliennes de « mise en adéquation (*matching*), de partage (*sharing*) et d'apprentissage (*learning*)[44] » (ONU Habitat, 2016, pp. 46-47). Cette corrélation est globalement vérifiée en Asie, même si la variance est élevée, ce qui témoigne de trajectoires particulières qui mériteraient d'être davantage étudiées. L'Indonésie et Java n'échappent pas à la règle[45], avec une géographie économique qui embrasse la hiérarchie urbaine (Cf. carte ci-dessous) et des migrations rurales-urbaines et urbaines-urbaines dont l'intensité est liée la conjoncture économique[46].

44 Ces termes sont ainsi définis : *matching* fait référence à la satisfaction des besoins des firmes en main d'œuvre qualifiée, en locaux adaptés, et en fournisseurs compétitifs ; *sharing* à l'accès à des infrastructures (notamment de transport pour accéder aux marchés lointains) et des services collectifs de meilleure qualité ; *learning* aux capacités d'apprentissage et d'innovation liées à la disponibilité du flux d'information, à la possibilité de se comparer et de collaborer (ONU Habitat, 2016, pp. 46-47) d'après (DURANTON & PUGA, 2004; RICE, VENABLES, & PATACCHINI, 2006). On retrouve ainsi les externalités liées aux *inputs,* à l'accès aux *outputs,* et à la *business atmosphere* de Marshall.

45 L'Indonésie et Java n'échappent pas à la règle : entre les recensements de 1971 et 1980, l'emploi urbain croît à l'échelle nationale à un rythme annuel de 5,6% contre 1,6% pour l'emploi rural (respectivement 6,2% et 1,1% à Java) quand la population urbaine augmentait sur la période au taux annuel de 5,4% contre 1,6% puis 0,8% pour la population rurale (respectivement 3,7% et 1,1%, puis 5,3% et 0,1% à Java), (FRANCK, 1994).

46 Entre 1990 et 1995 par exemple, les migrations représentaient 25 à 30% de la croissance de la population urbaine. 30 à 35% étaient imputables à l'absorption des villages périurbains par l'expansion de la tâche urbaine, et 40 à 45% par la croissance endogène (BANQUE MONDIALE, 2003, p. v). D'après les enquêtes intercensitaires (*Survei Penduduk Antar Sensus, SUPAS*) du bureau central indonésien des statistiques (*Badan Pusat Statistik, BPS*), les raisons pour lesquelles les migrants ruraux s'installaient en ville, 55% invoquaient la recherche d'une formation ou d'un emploi, et 41% des motivations familiales.

Carte 1 : Densité du produit intérieur brut (PIB) et principales villes en Indonésie



Source : d'après (ELLIS, 2010)

Avant d'aller plus loin, il nous faut donc définir ce qu'est l'urbanisation, exercice d'autant plus complexe que son appréhension peut varier considérablement d'un pays à l'autre (COHEN B. , 2006) En effet, la notion de ville peut faire référence à des caractéristiques démographiques (telles que la densité ou le volume de population au sein d'une unité géographique), économiques (souvent définies par opposition aux activités agricoles), fonctionnelles (en termes de niveau de services éducatifs, sanitaires, administratifs, religieux, récréatifs, etc.), morphologiques (comme la densité et la hauteur du bâti, son agglomération, ou la présence de types particuliers comme les centres commerciaux ou les grands ensembles), et/ou culturels (avec un corpus de valeurs et de normes distinct de ceux du monde rural)[47]. Cette complexité inhérente à l'urbanisation inclue des processus de production et de diffusion d'innovation, de capitaux, et de nouveaux pouvoirs qui produisent une forme spatiale en évolution constante (FRIEDMANN, 1973). Les définitions institutionnelles de l'urbanité varient considérablement d'un pays à l'autre (TACOLI, 1998). En Indonésie, la définition officielle des zones urbaines se fonde ainsi sur un panier de critères démographiques, économiques et fonctionnels [48](Cf. lexique

47 Le centre religieux de Touba au Sénégal, considéré comme un village en dépit de ses 300 000 habitants, est un très bel exemple de prévalence du critère culturel sur le critère démographique (GUEYE, 1997).

48 A partir du recensement de 1980, le bureau indonésien des Statistiques (*Badan Pusat Statistics, BPS*) a adopté une définition combinant critères démographiques (densité supérieure à 5 000 hab./km^2), socioéconomiques (moins de 25% de ménages vivant de l'agriculture) et fonctionnels (présence d'aménités urbaines, parmi lesquels une école élémentaire, un collège, un lycée, un cinéma, un hôpital, une maternité, une clinique, une voie goudronnée, un bureau de poste, un centre commercial, une banque, une usine, un restaurant, un réseau de téléphone fixe, un réseau électrique). Un système de notation permet de distinguer les arrondissements ruraux et urbains (Cf. définitions en annexe). Plus récemment, le bureau indonésien de la Banque Mondiale a complété cette conception essentiellement fonctionnelle par un « indice d'agglomération (AI) » défini par une

en annexe II), qui établissent un seuil plus élevé que dans beaucoup d'autres états (ONU Habitat, 1996), ce qui tend à sous-estimer comparativement la population urbaine. Mais la littérature montre que les lignes de partage entre ville et campagne sont brouillées, notamment dans les pays émergents (TACOLI, 1998). Effectivement, les habitants peuvent alterner résidences urbaines et rurales dans le cadre de migrations circulaires, le maraîchage peut subsister en ville (ABRAMOVAY & SACHS, 1996) et certaines usines s'installer à la campagne. C'est dans ces zones intermédiaires où urbanité et ruralité s'hybrident que se concentrent les interfaces entre ville et campagne et les transformations économiques, sociales et culturelles les plus rapides (ONU Habitat, 2016, p. 52). Situées en périphérie des centres urbains denses, ces zones de franges, périurbaines ou péri-rurales selon le point de vue, sont confrontées à « un processus selon lequel les territoires ruraux situés dans les faubourgs des villes établies deviennent de nature plus urbaine en termes physiques, économiques et sociaux, souvent de manière fragmentée » (WEBSTER, 2002). L'analyse de ces processus – celui de la périurbanisation liée à l'industrialisation – est au cœur de cette thèse.

La littérature nous apprend que cette périurbanisation résulte de trois dynamiques complémentaires : le desserrement (*suburbanisation*), c'est-à-dire le transfert d'emplois et d'habitants du noyau urbain vers ses marges ; l'agglomération, à savoir d'emplois et d'habitants des régions rurales éloignées vers la lisière des villes ; et la rurbanisation, qui correspond à la transformation des emplois et des groupes sociaux ruraux en emplois et groupes sociaux urbains (GARNIER, 1984; SALLEZ & BIRGI, 2002). La théorie de von Thünen (1826) évoquée plus haut montre que, dans un premier temps, l'amélioration des moyens de déplacements et de communication favorise le desserrement des activités qui s'éloignent du centre pour trouver une implantation là où le foncier et l'immobilier sont meilleur marché, à coût de transport constant. Le modèle polycentrique de Fujita et al. (1979) explique que, dans un second temps, ces activités tendent à s'agréger autour d'un nombre limité de polarités suburbaines secondaires afin de générer de nouvelles économies d'échelle (notamment celles tributaires de contacts humains face à face) et de s'affranchir de la relation avec le cœur de l'agglomération dont l'accessibilité se dégrade, formant ainsi des structures urbaines polycentriques (ANAS, ARMOTT, & SMALL, 1998; KLOOSTERMAN & MUSYTERD, 2001). Ces « centralités périphériques » s'efforcent de reproduire la diversité et l'intensité du centre historique (qui a entretemps perdu de sa vitalité), sous des formes aussi diverses que les villes nouvelles ou satellites, les nouveaux centres d'affaires (BAERWALD, 1978), les technopoles (CASTELLS & HALL, 1994) ou les villes frontières (*edge cities*) (GARREAU, 1991)[49]. Ces polarités sont ainsi devenues, notamment en Asie, des nœuds urbains émancipés du

densité (700 hab./km^2) à moins d'une heure de trajet d'un centre urbain d'au moins 50 000 habitants (on notera que cette définition est dans son esprit assez comparable à celle des aires urbaines en France).

49 Il est intéressant de remarquer le fossé entre les intentions initiales des planificateurs et des opérateurs immobiliers – dont l'ambition en termes de génération d'urbanité est exprimée avec force par le vocabulaire de la ville, de la cité ou de la *polis* – et la réalité physique, fonctionnelle et en termes de représentations de ces objets qui parviennent rarement à réunir les qualités

centre historique (FIRMAN & DHARMAPATNI, 1995; SIEVERTS, 2003), ce qui nous invite à considérer les espaces périurbains comme un système dynamique inséré dans un ensemble de relations complexes avec les systèmes urbains et ruraux alentours (SIMON, 2008).

Alors que dans certains contextes, la périurbanisation a pu être impulsée par des dynamiques agraires[50] ou résidentielles (BONTJE, 2001; DURA-GUIMERA, 2003)[51], dans les pays à forte croissance économique de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, c'est l'emploi qui en est le principal facteur (ARTHUR, 1990; POTTER & UNWIN, 1995; FIRMAN, 1997; LEAF, 2002; FENG & ZHOU, 2005; HUDALAH & FIRMAN, 2013). Il peut s'agir d'emploi tertiaire (COFFEY & SHEARMUR, 2001; COFFEY & SHEARMUR, 2002; SHEARMUR & ALVERGNE, 2002; BOITEUX-ORAIN & GUILLAIN, 2004; GILLI, 2009; LANG, SANCHEZ, & ONER, 2009), mais là où l'industrie joue un rôle clef dans l'économie, c'est le développement de l'offre de terrains industriels en périphérie des villes pour accueillir les IDE en plein essor (WEBSTER, 2002) qui, à partir du début des années 1990, alimente le desserrement de l'emploi (HUDALAH, VIANTARI, FIRMAN, & WOLTJER, 2013, pp. 958-959; WOLTJER, 2014).

communément associées aux centres urbains, notamment parce qu'il s'agit d'enclaves et de fragments rigides et à la multifonctionnalité limitée.

50 La « désagriculturation (*deagrarianisation*) », c'est-à-dire le processus combinant ajustement de l'activité, réorientation du revenu, transformation de l'identité sociale et reconfiguration spatiale des campagnes (BRYCESON, 1996) permet d'aborder la périurbanisation depuis la perspective rurale. Ces transformations résultent souvent de choix par défaut, induits par l'absence d'opportunités dans un secteur agricole en déclin (BRYCESON, 1997) ou le rejet d'un mode de vie perçu comme archaïque. Mais depuis l'essoufflement des grands programmes destinés à développer les campagnes pour entre autres y fixer la population (comme par exemple le programme chinois Entreprises de quartiers et de villages (*Township and Village Enterprise*) qui a contribué à ce que le nombre d'employés des industries rurales passe de 30 millions en 1980 à 123,5 millions en 1993 (YAN, 1995), ou la politique en faveur des campagnes menée par le régime indonésien de l'Ordre nouveau), son rôle a été relégué au second plan, quitte à en sous-estimer l'importance.

51 Le desserrement des ménages en quête de logements meilleur marché dans un cadre de vie jugé plus confortable (possibilité de disposer d'un jardin et de jouir d'une plus grande tranquillité publique) s'accompagnant d'une offre de services administratifs et commerciaux (FENG, WANG, & ZHOU, 2009; LANG R. , 2003). Ce type de périurbanisation est encouragé par l'incapacité du tissu urbain constitué à se régénérer et se densifier. C'est particulièrement vrai en Indonésie, où « les noyaux urbains les plus anciens, quartiers de *kampung* ou de compartiments chinois, congestionnés et dégradés, sont abandonnés aux classes populaires (les cas de densification d'un quartier entier, comme celui de Menteng Atas (LEITNER & SHEPPARD, 2017) sont rares – on est ici dans le centre de Djakarta – et ne doivent pas distordre par un effet loupe la réalité). Les classes moyennes et supérieures occupent plutôt de nouveaux lotissements construits à la périphérie des villes, dans des espaces plus aérés. La multiplication de ces lotissements, de petits immeubles ou de maisons individuelles, les *'real estates',* est un phénomène typique de l'Ordre nouveau, significatif de l'émergence d'une classe moyenne qui accède au confort moderne à travers la consommation de ce type de logement. Les métropoles ne sont pas les seules concernées. Dans les villes moyennes, des entreprises ou administrations construisent ces lotissements pour leur personnel. Les centres d'affaires se dédoublent aussi, avec la création de nouvelles concentrations de bureaux et d'activités. Il en est de même pour l'administration. Dans les grandes villes, mais aussi dans les villes plus modestes, de nouveaux quartiers administratifs sont bâtis de toutes pièces, le long des routes de la périphérie urbaine. Les extensions périphériques sont d'abord linéaires, avec des bâtiments construits en lisière même des rizières et des champs. Le remplissage s'effectue par la suite, à la faveur de la construction d'un réseau de voirie » (FRANCK, 1994, p. 401).

A la différence de la littérature occidentale qui s'est focalisée sur des dynamiques endogènes (déménagement des usines du cœur des agglomérations vers leur périphérie), les auteurs asiatiques se sont davantage intéressés aux facteurs exogènes de la transformation de l'espace suburbain, notamment l'impact des investissements étrangers (DICK & RIMMER, 1998; HUDALAH, WINARSO, & WOLTJER, 2007). Car, n''en déplaise aux contempteurs d'un lien qui serait trop systématique entre mondialisation et urbanisation (McGEE T. G., 2008)[52], ce sont bien ces investissements productifs qui expliquent les dynamiques urbaines dans la région, du moins jusqu'à la CFA. Depuis le rétablissement des économies d'Asie du Sud-Est au début des années 2000, qui ont vu un essor spectaculaire des classes moyennes, un passage de témoin du moteur de l'emploi vers le moteur résidentiel est cependant intervenu. En Indonésie par exemple, de vastes zones industrielles de la région métropolitaine de Djakarta ont été le point de départ de l'implantation de logements à destination des ouvriers et de leurs familles et des services associés, créant de fait de véritables villes nouvelles (HUDALAH & FIRMAN, 2013; TRAN, 2019).

Les modalités de développement de cette industrialisation périurbaine et des fonctions résidentielles et servicielles qui l'accompagnent varient significativement d'un pays à l'autre. Bien que l'ensemble des pays de la région soient concernés par un mouvement durable de libéralisation des investissements et de décentralisation des compétences en matière d'urbanisme et de développement économique, les rapports entre Etat Central, autorités locales, et acteurs privés peuvent varier sensiblement. Dans les pays de tradition socialiste comme le Vietnam par exemple, où la définition des usages fonciers est restée entre les mains du pouvoir politique, ces réformes ont émancipé les collectivités territoriales qui ont encouragé les investissements industriels sous leur contrôle. Elles y ont vu des opportunités d'emploi et de revenu pour des populations jusqu'alors dépendantes de l'agriculture et de l'artisanat, mais aussi la possibilité de développer de nouvelles infrastructures et des ressources fiscales locales, formelles ou interlopes (McDONNELL, 2004; CHEN, 2000; JEFFERSON & RAWSKI, 2002; TRAN, 2019). Cette dynamique s'explique par la corrélation étroite entre la performance de l'entreprise et les revenus que peuvent en tire non seulement les actionnaires et leurs

[52] Dans cet article, Mc Gee dénonce – à raison nous semble-t-il la focalisation des politiques publiques et de l'attention des chercheurs sur les plus grandes villes asiatiques – au détriment des autres territoires. Mais en contestant la capacité de ces métropoles à générer de la croissance économique, il se confond de notre point de vue la cause (la concentration spatiale des activités économiques issues de la NDIT dans les grandes métropoles) et la conséquence (la métropolisation) du processus d'insertion de ces territoires dans la mondialisation.

employés, mais aussi les autorités locales, à l'abri de la prédation de l'Etat central[53] (McDONNELL, 2004, p. 968)[54] [55].

Le cas de l'Indonésie est différent. Aux débuts de la politique d'industrialisation engagée par le régime ultracentralisé de l'Ordre nouveau (*Orde Baru,* 1966-1998), les usines autorisées par l'administration centrale en charge du contrôle des investissements étrangers s'implantaient hors de tout cadre réglementaire local (HUDALAH, VIANTARI, FIRMAN, & WOLTJER, 2013). Mais le déficit d'infrastructures et la montée des griefs à l'encontre des nuisances causées par la pollution et le trafic des poids-lourds ont amené le gouvernement central à planifier des zones industrielles, d'abord aménagées par des sociétés publiques (KWANDA, 2000), puis, à partir de la fin des années 1980, par des opérateurs privés soumis à différentes autorisations nationales et locales. Mais la décentralisation sensée améliorer la gouvernance du développement économique et urbain a globalement échoué à remédier aux problèmes structurels d'une administration locale dont les périmètres d'intervention, les compétences techniques, et les moyens financiers sont inadaptés aux enjeux auxquels sont confrontés les territoires dont elles ont la responsabilité (KUNCORO, 2006). A cela s'ajoute une problématique de leadership politique d'élus locaux, à la fois tributaires d'un clientélisme électoral qui a bourgeonné avec la multiplication des suffrages locaux, et davantage préoccupés par le souci de faire bonne figure vis-à-vis de l'agenda national que de développer leur propre stratégie de développement (NAIK & RANDOLPH, 2019). Cette impuissance conforte *de facto* le secteur privé, ce qui alimente la spéculation foncière, y compris dans les zones a priori les moins adaptées à l'implantation d'usines (en raison de la productivité des terres[56], du voisinage résidentiel, de la sensibilité des écosystèmes ou d'une desserte médiocre).Dans cette configuration, les autorités locales ne sont pas véritablement actrices de l'industrialisation de leur territoire : elles cherchent en réalité à rattraper (*catch up*) les transformations résultant des investissements privés adoubés par l'Etat central. Cela reste vrai encore aujourd'hui, en dépit de l'autonomie politique acquise après les mesures de décentralisation pendant la période de la Réforme (*Reformasi,* 1999-2004) : en-dehors des très grandes villes,

53 Il ne faudrait pas penser pour autant que l'Etat central ait été entièrement évincé : il continue à exercer un pouvoir (et à en percevoir les bénéfices) en amont des projets d'implantation grâce au contrôle administratif des investissements étrangers (FENG, ZHOU, & WU, 2008; WU & PHELPS, 2008).

54 Dans ces pays, le statut de la terre, confiée à des gouvernements locaux qui sont « l'autorité exclusivement compétente pour déterminer comment la ressource doit être utilisée, que cela soit par le gouvernement ou des individus » (LI, 1996, p. 3) implique également des prises de décisions au niveau local, favorables aux entreprises des environs (LI, 1996; McDONNELL, 2004, p. 966).

55 Nous introduisons ici la question de l'intérêt à agir des parties prenantes (*stakeholders*) de l'industrialisation, facteur qui nous semble important pour comprendre le jeu des acteurs privés mais aussi publics, qui pourront être facilitateur, indifférent ou rétif à son développement selon les retombées qu'ils peuvent en tirer. Cela renvoie à la question du partage de la valeur, que nous examinerons dans le chapitre 4.1.

56 On note ainsi en Indonésie une corrélation entre extension des zones industrielles et contraction des surfaces agricoles (FIRMAN, 2000).

le choix de localisation émane du propriétaire ou du directeur de l'usine (McDONNELL, 2004, p. 964), qui en négocie les conditions dans le cadre d'une négociation souvent limitée avec les autorités formelles et informelles locales ; dans les grands centres urbains, ce sont les groupes immobiliers, souvent liés au secteur de la construction et des travaux publics, qui déterminent l'aménagement des zones industrielles et de leur environnement, dans un contexte institutionnel plus solidement établi (FIRMAN, 1997), du fait du cadre réglementaire mais surtout de la concurrence entre acteurs privés qui place les autorités dans une position plus favorable.

A partir des années 1990, le paysage de la « fabrique de la ville » évolue avec l'affirmation de puissants groupes immobiliers nationaux, qui ont souvent faits leurs armes en aménageant des zones industrielles dans les années 1980 (à une époque où c'était le seul domaine où le secteur privé était le bienvenu). Ils se diversifient dans l'aménagement de lotissements résidentiels, de complexes commerciaux et récréatifs, voire de villes satellites entières, en visant le marché des classes moyennes en plein essor et en profitant de l'incapacité du secteur public à y répondre (DICK & RIMMER, 1998; FIRMAN, 2004; HUDALAH & FIRMAN, 2013). Proches du pouvoir central, souvent issus de la minorité chinoise qui dispose d'une épargne considérable, les magnats de l'immobilier (*tycoons*), récemment rejoints par des fonds d'investissement étrangers, sont devenus les acteurs incontournables d'une urbanisation formelle (SAJOR, 2003; FRANCK, GOLDBLUM, & TAILLARD, 2012) qui se substitue à l'autoconstruction, fille de la carence des politiques publiques de logement, qui prévalait jusqu'alors. En Thaïlande par exemple, ils ont façonné le visage de la région métropolitaine de Bangkok bien plus que les politiques étatiques (PARNWELL & WONGSUPHASAWAT, 1997). Du fait du rythme et des limites spatiales ambigües de la périurbanisation, et des effets pervers d'une décentralisation inaboutie évoqués plus haut, Etat et gouvernements locaux ne peuvent la maîtriser, dans les grandes métropoles aussi bien que dans les petites villes (LEAF, 2002; HARI MARDIANSJAH, 2013).

Tableau 1 : Evolution des acteurs de l'urbanisation et de la périurbanisation alimentée par l'essor de l'industrialisation en Indonésie

	Facteurs dominant de localisation des industries	Contexte économique	Contexte institutionnel	Morphologie
Fin des années 1960 et décennie 1970	Infrastructures portuaires	Relance de l'économie	Planification industrielle	Complexes industriels isolés
Décennies 1970 et 1980	Infrastructures portuaires (pour les usines tournées vers le marché national) et foncier bon marché (pour les usines tournées vers le marché local)	Substitution des importations	Planification spatiale	Zones industrielles planifiées par les pouvoirs publics et usines isolées
Fin des années 1980 et décennie 1990	Foncier et main d'œuvre bon marché	Promotion des exportations	Libéralisation	Zones industrielles privées anticipant les infrastructures
Depuis les années 2000	**Aménités urbaines (services supérieurs)**	**Economie post-industrielle**	**Décentralisation**	**Villes nouvelles industrielles privées**

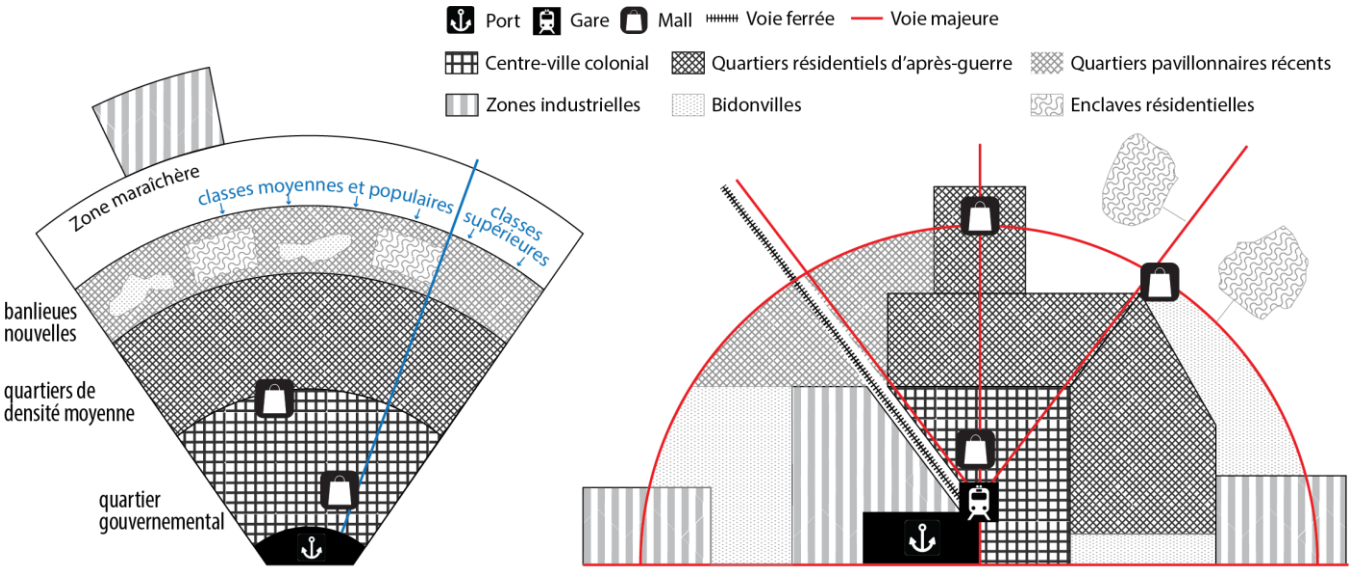
Conception de l'auteur

Les formes que revêt la périurbanisation fondée sur l'industrialisation peuvent varier sensiblement d'un contexte géographique et historique à l'autre. La question d'une urbanisation industrielle particulière à l'Asie du Sud-Est est une question délicate. La région, qui se distingue par sa diversité et sa perméabilité aux influences extérieures, est marquée par des « facteurs micropolitiques et historiques qui créent des urbanismes délicatement modulés (*inflected*) et nuancés » (GOH & YEOH, 2003, p. 2). Et, « alors que l'accent est encore mis de manière considérable sur le 'changement rapide' et la 'croissance économique' des villes d'Asie du Sud-Est et l'impact que cela a sur la structure et le développement urbains », ils soulignent le fait que « ces analyses infrastructurelles pourraient être situées, non pas en tant qu'une figure imposée de l'urbanisme occidental et du capitalisme mondial, mais sous l'angle d'une pluralité d'influences et de facteurs sociaux locaux, incluant la force historique de certaines 'traditions' » (Ibid., 2003, p. 5).

Avant de théoriser son fameux *Desakota*, le géographe néozélandais Terence Garry McGee a ébauché un modèle de ville industrielle d'Asie du Sud-Est dont l'ensemble des fonctions se desserrent à partir d'un noyau administratif et commerçant (McGEE T. G., 1967). Mais on peut s'interroger sur la spécificité d'une périurbanisation sud-est asiatique : l'architecte et grand prix français de l'Urbanisme David Mangin montre que ce schéma s'affranchit des contextes culturels et exprime à l'échelle mondiale l'avènement d'une « ville franchisée » (MANGIN D. , 2004). Ce terme de franchise fait référence à l'emprise aux franges de la ville constituée de modèles urbains standardisés développés par le secteur privé, qui trouve là un terrain de jeu économiquement et techniquement compatible avec des programmes de taille suffisante pour intéresser les firmes mondiales (WOLTJER, 2014). Cette ville périphérique organique est qualifiée de « ville diffuse » (INDOVINA, 1990; SECCHI, 2002)« ville archipel » (VIARD, 1994; VELTZ, 2014), de « métapole » (ASCHER,

1995), de « ville émergente » (DUBOIS-TAINE & CHALAS, 1997), « post-banlieue (*post-suburbia*) » (SOJA, 2000; BORSDORF, 2004) ou de « ville sans frontière (*edgeless city*) » (LANG R. , 2003; LANG & KNOX, 2008).

Figure 3: « Modèle généralisé de l'usage du foncier dans les grandes villes d'Asie du Sud-Est » (McGEE T. G., The Southeast Asian City, 1967) (à gauche) et modèle de la ville post-coloniale (à droite)



Conception Julien Birgi, d'après (McGEE T. G., The Southeast Asian City, 1967) (à gauche) et Julien Birgi d'après D. Mangin, 2003

Typique de l'Asie en revanche est le concept de ***desakota,*** apparu il y a plus de trente ans (McGEE T. G., 1989) et détaillé dans un article devenu célèbre (McGEE T. G., 1991), qui suscite toujours l'intérêt des commentateurs[57]. McGee relève que si les moteurs de l'urbanisation sont les mêmes en Asie qu'en Occident[58], ils ne conduisent pas nécessairement à la constitution de « mégapoles » (GOTTMANN, 1961). L'intensité en main d'œuvre et le caractère saisonnier[59] de la riziculture, un réseau dense de villes, et une amélioration des moyens de transport[60] et des équipements de proximité[61] assortis d'une gouvernance territoriale faible et

57 Voir par exemple le programme de recherche du Réseau international de recherche sur les villes et l'urbanisation diffuses (*Diffuse Cities & Urbanization Network, DCUN*) coordonné par Adèle Esposito (CNRS, AUSser) et Joël Idt (Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Lab urba).

58 Si McGee ne cite pas von Thünen ni Marshall, il se réfère aux travaux de Gottmann (1961) qui peut être qualifié de marshallien.

59 Cette saisonnalité génère des surplus massifs de main d'œuvre en-dehors des pics d'activité (repiquage et moisson). C'est un trait commun avec les régions de montagne où les paysans s'adonnent historiquement à de l'artisanat pendant l'hiver. A défaut d'avoir généré un *Desakota* (encore que ce concept mériterait d'être interrogé pour rendre compte de la configuration réticulaire des vallées alpines où se mêlent fonctions industrielles, commerciales, résidentielles et agricoles), ce paramètre a joué un rôle déterminant dans l'émergence de districts industriels qui semblent avoir une prédilection pour ce type de géographie (citons entre autres exemples la vallée horlogère dans le Jura suisse, les lunettes et les jouets dans le Jura français, ou la vallée de la plasturgie dans l'Ain).

60 Via les bus urbains et interurbains qui sillonnaient les routes principales avant que la moto devienne accessible au plus grand nombre.

61 La plupart des pays asiatiques à forte croissance ont beaucoup investi dans les zones rurales, en les équipant de routes, d'électricité, du téléphone, d'écoles et de dispensaires.

floue[62] ont créé dans certaines régions d'Asie des conditions de densité et d'ubiquité propices aux échanges de biens, de personnes d'informations et de capitaux. Si bien qu'entre les principaux noyaux urbains participant de même « régions métropolitaines étendues (*Extended Metropolitan Regions, EMR*) », les rizières cohabitent avec les usines et des activités commerciales typiques de la périphérie de nos agglomérations, dans le cadre d'une mixité fonctionnelle où les activités, les sources de revenu, les constructions et les modes de vie typiquement urbains et ruraux s'entremêlent, à une échelle à la fois locale et régionale[63]. Ainsi, le *Desakota* est une expression métropolitaine d'envergure régionale au sein de laquelle prévaut un relatif équilibre entre ville et campagne en termes de revenu et de productivité, et donc un continuum rural-urbain. D'aucuns ont souligné d'autres facteurs contribuant à la cinétique qui caractérise le *Desakota* (MOENCH & GYAWALI, 2008) : des liaisons bon marché avec de grands centres urbains (souvent des routes principales parcourues par des cars interurbains et des flottes de camions), un accès commode à l'information par des media de masse ou des moyens de communication individuels (Internet, smartphone), la permanence d'activités informelles (dont la part augmente à mesure que l'on s'éloigne des centres urbains) complémentaires du salariat, une influence de la tradition et d'institutions émergentes qui investissent les failles de la gouvernance formelle, une insertion dans l'économique nationale et mondiale. Ils soulignent également combien le *Desakota* constitue un défi majeur de gouvernance territoriale au regard d'une part du rôle structurant des flux de personnes, de ressources naturelles, de marchandises et d'informations, et d'autre part de ses limites indistinctes et mouvantes, qui ne correspondent jamais aux frontières administratives, ce qui fait des gouvernements locaux des « enclaves institutionnelles » faibles (MOENCH & GYAWALI, 2008, p. 6).

L'industrialisation a-t-elle favorisé le *Desakota* ? La diversification de l'activité dans les zones rurales, l'abondance de main d'œuvre du fait de la densité démographique, la proximité des ressources des centres urbains et le bon réseau de communication ont été de pair avec l'industrialisation (McGEE T. G., 1991, p. 16). Mais on peut s'interroger sur l'incidence de zones industrielles de plus en plus vastes sur le continuum rural-urbain[64] : leur extension aux dépens des activités agricoles, le volume de main d'œuvre tel qu'elle doit être importée de régions lointaines et la monoactivité qu'elles peuvent induire provoquent des ruptures

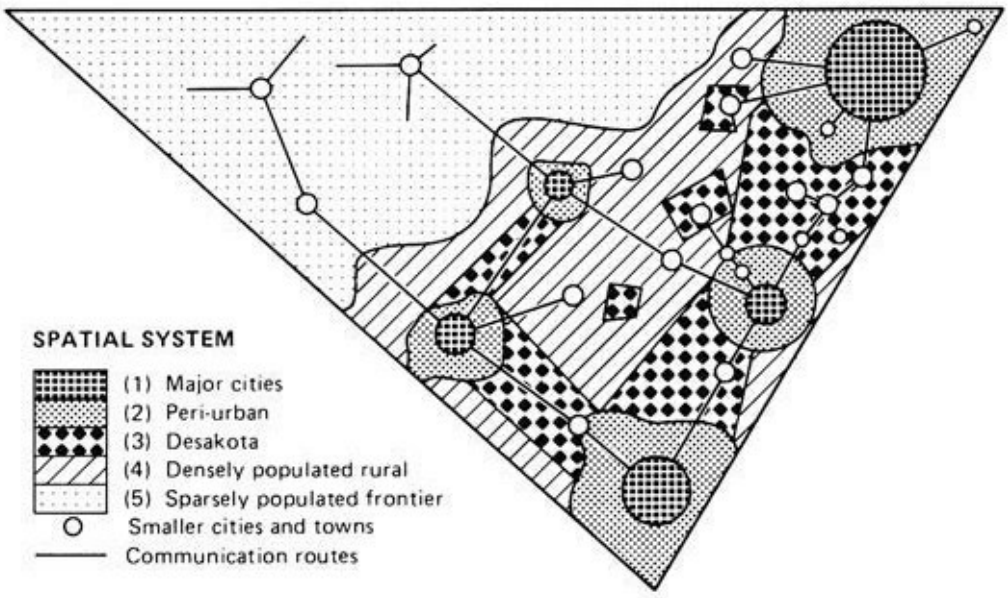
62 A rebours de la littérature des années 1980 et 1990 sur « la ville émergente » (DUBOIS-TAINE & CHALAS, 1997) façonnée par le marché (CHARMES & LEGER, 2009), McGee reconnaît aux autorités publiques un rôle central dans l'affaiblissement ou la facilitation du *desakota.* Une gouvernance forte, des politiques économiques ciblées sur l'industrie et l'investissement dans les infrastructures urbaines dans des pays comme la Corée du Sud ont favorisé l'émergence d'une « mégapole (*megapolis*) » comparable aux grandes métropoles des pays occidentaux. A l'inverse, une gouvernance faible, une modernisation intensive en main d'œuvre de l'agriculture et des politiques sociales (*welfare policies*) en direction des territoires ruraux dans des pays comme l'Indonésie ont favorisé le *desakota.*

63 McGee considère que la distance-temps entre deux points du *Desakota* peut atteindre trois ou quatre heures.

64 Dans la région urbaine de Djakarta, la superficie des zones industrielles varie entre 50 et 1 800 ha, avec une moyenne de 500 ha (HUDALAH, VIANTARI, FIRMAN, & WOLTJER, 2013, p. 956).

territoriales, tant avec la campagne proche que les villes alentours[65]. Cette question d'échelle des appareils de production est de notre point de vue centrale pour apprécier les incidences des différentes formes d'industrialisation, et nous y reviendrons tout au long de cette thèse. A l'inverse, la forme productive du *cluster* paraît mieux à même de respecter l'imbrication des mondes urbain et rural, et la dimension multipolaire du *desakota,* y compris à un niveau infrarégional.

Figure 4 : Configuration spatiale d'une région de *Desakota* dans un pays asiatique imaginaire



Source : (McGEE T. G., 1991, p. 6)

Les conséquences environnementales de la périurbanisation induite par l'industrialisation

Le discours développementaliste des grandes organisations internationales, qui cherchent à « optimiser » les investissements publics, considère en général qu'il « est plus économe et facile d'offrir des infrastructures et des services publics en ville. Le coût de prestation de services comme l'eau potable, le logement ou l'éducation est 30 à 50% moins cher dans les centres concentrant la population que dans les zones de peuplement diffus (DODDS, SCHNEEBERGER, & ULLAH, 2012) » (ONU Habitat, 2016, p. 47). Mais ce même rapport reconnaît également que « les bénéfices d'agglomération peuvent être effacés par l'augmentation de la cogestion, de la pollution, de la pression sur les ressources naturelles, des coûts salariaux et immobiliers, des coûts de maintien de l'ordre occasionnant une criminalité et une insécurité plus élevées sous la forme d'externalités négatives ou de 'déséconomies d'agglomération' (TUROK, 2011). Bien que la situation des métropoles du « Tiers-monde » ne soient plus le théâtre de tous les maux du « sous-développement », incapables qu'elles sont d'offrir des emplois et des conditions de vie décentes aux migrants ruraux (SOVANI,

65 De manière générale, la multiplication et l'amplification des développements réalisés par les opérateurs privés déploie sur le territoire des fragments monofonctionnels qui sont autant d'enclaves (de « franchises ») dans l'espace métropolitain » (MANGIN D. , 2004).

1969), que dénonçait la littérature des années 1970, ces « surcoûts économiques[66] liés à la congestion ou la pollution » (LINN, 1982) de l'urbanisation phagocytent les finances publiques[67] (LEWIS W. A., 1977). Ces effets augmentent avec la taille de la ville, notamment si l'urbanisation n'est pas gérée de manière appropriée, et si les villes sont dépourvues des infrastructures publiques essentielles. » (ONU Habitat, 2016, p. 47). Il note également que les grandes métropoles sont plus exposées aux soubresauts de la conjoncture économique mondiale, comme l'ont montré les crises de 2007 (COHEN M. , 2016) ou la CFA de 1997-1998 qui a vu rentrer dans leur village natal de nombreux migrants économiques. Viviers d'emploi, d'innovation et de création de richesse, elles sont également des lieux de concentration du chômage, des inégalités sociales et de la pauvreté, ce que l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) désigne sous le nom de « paradoxe urbain » (OCDE, 2006).

Le programme des Nations-Unies pour les établissements humains ONU Habitat considère également que si les villes peuvent être « des combattants contre la pauvreté » (ONU Habitat, 2010), « la réduction de la pauvreté n'est pas automatiquement liée à l'urbanisation. Réaliser les bénéfices potentiels de l'urbanisation dépend de la bonne planification et de la bonne gestion de la croissance urbaine et des défis liés, et de la distribution équitable de ses fruits. Les politiques publiques nécessaires doivent porter sur la gouvernance, la planification urbaine et les finances publiques qui sont des conditions décisives pour concrétiser les potentiels de l'urbanisation […]. Gérer l'urbanisation devrait par conséquent être une composante essentielle du soutien à la croissance […]. [A l'inverse], négliger les villes, même dans des pays peu urbanisés, peut générer des coûts significatifs (ANNEZ & BUCKLEY, 2008) » (ONU Habitat, 2016, p. 50). En particulier, « le rôle de la voiture dans la forme urbaine ne doit pas être sous-estimé. Elle a eu sur la ville des effets encore plus spectaculaires que les innovations technologiques antérieures dans les transports […] : inflation du coût des infrastructures, augmentation de la consommation d'énergie, problèmes fiscaux liés au poids pour les villes centres des services consommés par les ménages suburbains, perte de terres agricoles et de biodiversité […]. A l'inverse

66 Les termes « d'externalités négatives » ou de « déséconomies » (sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre 4.1) n'existent pas encore, mais c'est bien de cela qu'il s'agit.

67 « L'urbanisation est déterminante parce qu'elle est très chère. La différence entre les coûts du développement urbain et rural n'est pas comparable à la différence de capital requis par les usines et les fermes, qui ne représentent qu'une petite partie de l'investissement total […]. La différence porte sur les infrastructures. Le logement en ville est bien plus coûteux que l'habitat rural […]. La ville doit développer son propre service hospitalier, son réseau d'eau potable, ses transports en commun. De ce point de vue, les villes nécessitent davantage [de services] par habitant que les campagnes, et même si le niveau [de services] était identique, les infrastructures urbaines coûteraient davantage d'argent que les infrastructures rurales. Dans les campagnes, les habitants assurent eux-mêmes la construction de leurs maisons, ou travaillent en communauté pour entretenir les routes et le réseau d'irrigation. » (LEWIS W. A., 1977). Dans un article intitulé « Les coûts de l'urbanisation dans les pays en voie de développement », (LINN, 1982) montre que dans les années 1970, la dépense publique par tête dans un pays comme la Colombie était directement corrélée à la taille des villes, jusqu'à un facteur 7 entre la capitale et les municipalités de 50 000 à 90 000 habitants.

de la suburbanisation par le haut des pays développés[68], les zones périurbaines des pays émergents ont fragmenté l'espace urbain par une ségrégation spatiale et socioéconomique. Ces vastes aires périurbaines sont faites d'usages informels du foncier, marqués par un manque d'infrastructures, des services publics insuffisants, un habitat de qualité médiocre et des familles vivant dans la pauvreté » (ONU Habitat, 2016, p. 52). Il est vrai que contrairement aux pays anciennement industrialisés, où les infrastructures routières précèdent une périurbanisation qu'elles favorisent (MANGIN D. , 2004), elles sont généralement aménagées a posteriori, en essayant de rattraper ses effets. Si bien que l'industrialisation et la périurbanisation qui en résulte génèrent une demande massive en infrastructures, notamment de transports pour assurer les déplacements pendulaires (PERMATASARI & HUDALAH, 2013) et répondre à la mobilité accrue de ménages adoptant un mode de vie plus urbain. Or, ces infrastructures tendent à exacerber les disparités territoriales (DUCRUET, NOTTEBOOM, & DE LANGEN, 2009).

Aussi , « la forme physique d'une ville, les caractéristiques de son bâti, l'étendue et la configuration de ses espaces publics combinées à la densité de ses fonctions et aux corridors de transports, interagissent tous avec le contexte naturel et urbain pour contraindre les options de mobilité, la consommation d'énergie, l'assainissement, et les perspectives de croissance » (ONU Habitat, 2016, p. 51). La question du développement économique et humain semble donc intimement liée à celle de la manière dont l'industrialisation s'articule avec l'urbanisation, la périurbanisation étant particulièrement mise à l'index (ONU Habitat, 2016). La « tâche urbaine » s'étend à une vitesse spectaculaire dans les pays émergents[69], alertant praticiens et chercheurs dont les études visant à estimer le coût économique et sociétal de la périurbanisation se multiplient[70]. On est en droit de douter de la valeur des chiffres pour un exercice aussi virtuel d'évaluation des services rendus par la nature (STOIAN, 2005; TWYMAN & SLATER, 2005), a fortiori dans des contextes de *Desakota* où les bénéfices que génèrent les zones menacées d'urbanisation se manifestent souvent loin en aval (MOENCH & GYAWALI, 2008). Mais la littérature s'accorde à reconnaître les incidences de la périurbanisation sur la destruction de terres arables (FIRMAN, 2000), la pollution des eaux imputable au manque de réseaux d'assainissement (DOUGLASS, 1989) et des sols du fait de l'inflation du volume de déchets industriels et domestiques non traités (AGUILAR, 2008), la raréfaction des ressources naturelles et la contraction des communs dont sont tributaires les plus pauvres (VEDELD, ANGELSEN, SJAASTAD, & KOBUGAKE BERG, 2004; GREGORY, 2005; MOENCH & GYAWALI, 2008). Aux impacts directs de l'industrialisation s'ajoutent les effets indirects de l'urbanisation induite par la concentration de la production, et ce à un rythme aussi soutenu que celui des villes européennes pendant la révolution industrielle de la fin du 19ème siècle. C'est particulièrement vrai pour l'Indonésie qui a

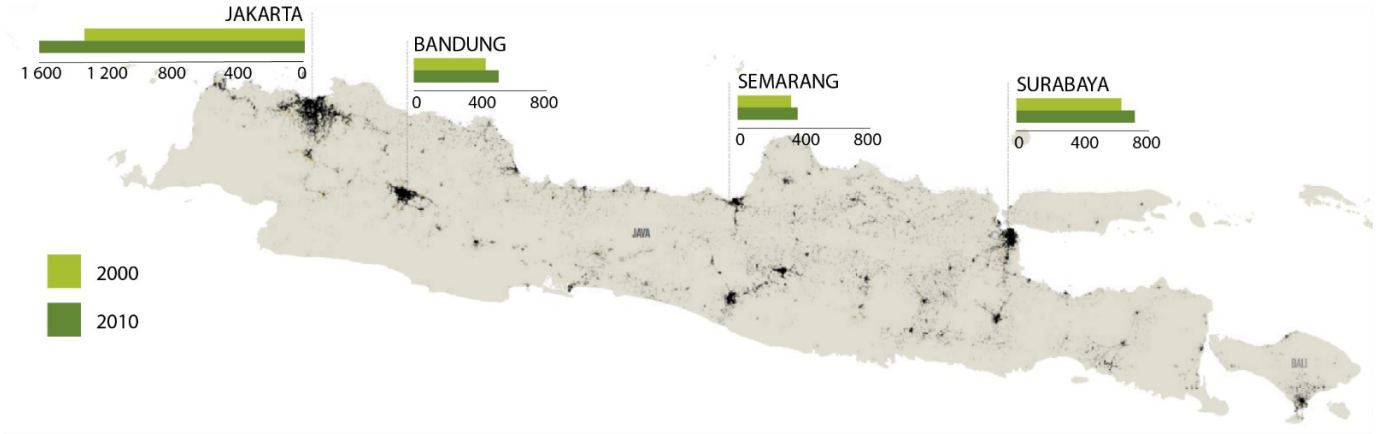
68 Cette expression nous semble contestable, mais il s'agit d'un autre débat.

69 Entre 1990 et 2000, UN Habitat (op.cit.) estime ainsi que la densité moyenne des zones bâties a chuté de 170 à 135 habitants par ha dans les pays en développement, contre une diminution de 83 à 65 hab./ha en Europe et au Japon).

70 Elle coûterait 400 milliards de $/an aux Etats-Unis (LIMAN, 2015) et en Amérique Latine, elle augmenterait significativement le coût de la fourniture des services (LIBERTUN DE DUREN & COMPEAN, 2015).

été entre 2000 et 2010 le pays asiatique à l'urbanisation la plus rapide, avec un taux de croissance de la population urbaine de 4,1%/an sur la période. Les formes extensives que prend cette urbanisation (à l'exception notable de Djakarta, seule ville indonésienne où l'habitat collectif est significatif) impliquent un étalement urbain spectaculaire avec une augmentation de la tâche urbaine de 1,1%/an, soit 9 000 à 10 000 km², record du continent en valeur absolue après la Chine[71]. Cette croissance, fondée sur une industrialisation et une urbanisation massives, génère non seulement des « déséconomies » d'échelle (c'est-à-dire des phénomènes générant des surcoûts, comme la congestion ou la pollution) mais aussi des transformations spatiales[72] et sociétales[73] brutales. Elle pose dès lors la question de modèles alternatifs susceptibles de permettre aux régions qui sont ou seront concernées par l'industrialisation de mieux faire face aux effets non désirés d'un développement accéléré.

Carte 2 : L'étalement des agglomérations urbaines à Java entre 2000 et 2010



Source : (SCHNEIDER, et al., 2015)

Des modèles alternatifs à l'urbanisation incontrôlée pour les pays « en voie de développement » ? Petites villes et relais de croissance

Ces incidences ont amené les penseurs du développement à des modèles plus sobres, alternatifs à un modèle intensif en ressources vecteur d'une industrialisation et d'une urbanisation incontrôlée. Dans le contexte postcolonial, les petites villes ont ainsi pu être considérées comme des relais à même de diffuser une modernisation vertueuse de l'agriculture (TACOLI, 1998). Dès lors, elle propose de confier l'offre de services

71 Source : (Banque Mondiale, Indonesia's Urban Story, 2016).

72 Dans les années 1970 et 1980, l'industrialisation aurait été responsable pour la seule Indonésie de la perte d'un ordre de grandeur de 50 000 ha/an de terres arables, souvent des rizières irriguées (FRANCK, 1994).

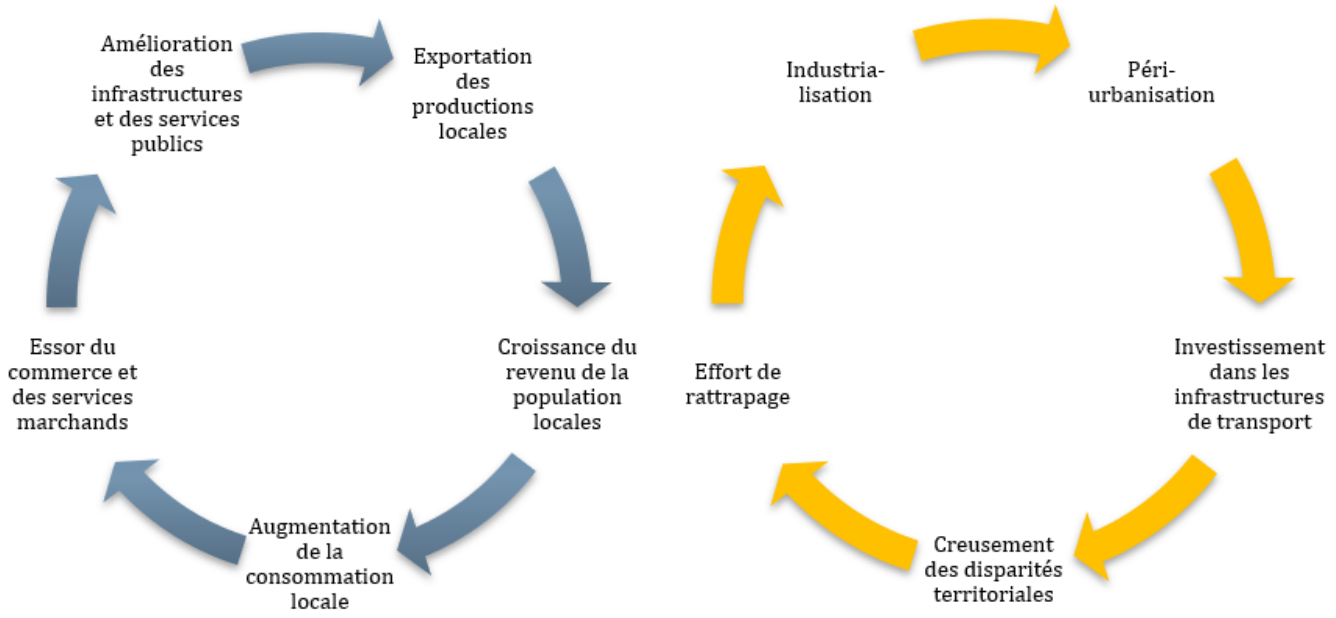
73 Parmi ces transformations, la perte anthropologique « d'une ville moins connue, d'une 'urbanité' locale est une menace d'actualité. En effet, le manque de considération et de valorisation des quartiers traditionnels dans beaucoup de villes d'Asie les ont conduits à être radicalement transformés par les projets de renouvellement urbain, pendant que leurs habitants ont été ou sont en train d'être déplacés. Avec ces changements massifs, la plupart des expériences de vie collective et des connaissances vernaculaires de la ville ont été effacées à jamais » (IIAS, 2016, p. 4).

urbains aux paysans à un réseau hiérarchisé de villes moyennes et de bourgs (*market towns*) (RONDINELLI & RUDDLE, 1978; RONDINELLI, 1985; BAKER & CLAESON, 1990; BELSKY & KARASKA, 1990). L'effet d'entraînement sur le développement rural de ces petites villes aux prérogatives renforcées par les politiques publiques a par la suite été relativisé, certains auteurs soulignant qu'elles ont au contraire accéléré l'exploitation de la main d'œuvre agricole en contribuant à mettre des régions reculées aux prises avec les marchés mondiaux (HARDOY & SATTERTHWAITE, 1986; SOUTHALL, 1988). Avec l'avènement dans les années 1990 et 2000 d'un nouvel ordre international fondé sur les vertus prêtées à la libre circulation des biens, des services et des personnes, la littérature s'est détournée de ce champ d'études pour se concentrer sur le phénomène de métropolisation et l'émergence d'un réseau de villes-monde. Que le regard fût élogieux ou critique, il était focalisé sur un objet de recherche spectaculaire, reléguant dans la pénombre, les autres territoires.

Mais au tournant de la décennie 2010, un regain d'intérêt pour les dynamiques à l'œuvre dans les métropoles régionales et leur contribution au développement local s'est manifesté, à l'initiative notamment de chercheurs issus de pays ayant une longue tradition d'aménagement du territoire comme la France ou l'Italie. Dans le contexte des pays d'Asie à forte croissance, les concepts de « villes secondaires » (DE BERCEGOL, 2015), de « métropoles en mode mineur » (FRANCK, GOLDBLUM, & TAILLARD, 2012) ou encore « d'urbanisation subalterne », définie comme « la croissance d'agglomérations […] indépendantes des métropoles et autonomes dans leurs interactions avec d'autres établissements humains, locaux ou globaux » (DENIS, ZERAH, & MUKHOPADHYAY, 2012, p. 89), ont marqué la géographie urbaine. Ces villes connaissent une croissance démographique à un rythme comparable à celui des grandes métropoles, « où la croissance endogène et des types particuliers d'innovation peuvent émerger en-dehors du paradigme métropolitain » (DE BERCEGOL & GOWDA, 2017, p. 150). Elles occupent à cet égard « une position unique de carrefour migratoire [par où] divers types de travailleurs et de migrants transitent […] – que ce soit sur leur chemin vers la ville ou au retour – ce qui peut en faire des cibles stratégiques pour concentrer les efforts de développement des gouvernements » (NAIK & RANDOLPH, 2019, p. 10). Elles seraient ainsi en mesure d'offrir aux productions locales un accès aux marchés nationaux et internationaux, grâce à leurs infrastructures de base et à leur fonction de place de marché qui diffuse dans l'arrière-pays des entrants (*inputs*) intégrant les dernières innovations (TACOLI, 1998). Elles seraient également plus inclusives, octroyant plus largement un « droit à la ville » et à ses aménités que les grandes métropoles (SAMANTA, 2013). Enfin, les petites villes et leur hinterland se sont révélées être de précieux havres pour les populations urbaines les plus fragiles en cas de retournement de conjoncture, ou de manière plus constante, comme base résidentielle de migrations circulaires ou pendulaires. L'urbanisation – ou la « semi-urbanisation » (SOETOMO, 2011) – des régions rurales serait génératrice d'un développement plus inclusif qu'une croissance tirée par les grandes métropoles.

En résumé, « vis-à-vis des mutations des configurations ville-campagne, deux types de réponses gouvernementales peuvent être identifiées : (1) les politiques de décentralisation et de répartition de la population incluant des instruments tels que les pôles de croissance, les zones industrielles, el contrôle de l'exode rural, la transmigration et la décentralisation des fonctions étatiques[74] ; et (2) des politiques de gestion urbaine, largement tournées vers les aires métropolitaines, qui tentent d'améliorer les infrastructures et les services urbains, la mobilisation des ressources, et les capacités administrative des gouvernements métropolitains pour permettre à ces régions de continuer à servir de moteurs de croissance économique, de transformation sociale et d'innovation. Les compromis entre efficience et équité déterminent le choix et la pertinence d'une de ces politiques » (CHEEMA, 1991, p. 85).

Figure 5 : Le cercle vertueux du développement des petites villes (à gauche) par opposition au cercle potentiellement vicieux d'un développement fondé sur une industrialisation vecteur de périurbanisation



Source : (TACOLI, 1998) *Source : Julien BIRGI*

[74] C'est par exemple le choix fait par la France depuis la création en 1963 de son bras armé pour l'aménagement du territoire, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), avec l'objectif de contrebalancer le poids jugé excessif de la région parisienne en renforçant des « métropoles d'équilibre ». Si ses moyens d'actions se sont considérablement étiolés avec les lois de décentralisation et la libéralisation de l'économie, la doctrine reste la même. « Consciente de l'affirmation croissante des métropoles régionales, la Datar a entrepris, en 2010, de 'proposer une politique nationale en faveur du développement et du rayonnement des systèmes métropolitains et des territoires qui leur sont associés', considérant que 'les territoires métropolitains français sont les portes d'entrée de la mondialisation, les pivots d'une armature urbaine en mutation, des lieux essentiels au développement, à l'innovation et à la croissance' et 'qu'ils constituent un enjeu national d'attractivité, de cohésion, de compétitivité et de développement durable » (DUSSOPT, 2013).

Cette question se pose avec une acuité particulière dans le contexte javanais, et plus spécifiquement à la région de Java-Centre, qui se targue d'une longue tradition artisanale qui reposerait sur le *genius locus* d'un réseau de petites villes spécialisées (SOETOMO, 2011)[75] qui connaissent une croissance démographique plus dynamique que les grandes agglomérations (MARDIANSJAH, 2013). « Le rural [y] est mis en contact avec la ville : directement s'il vit grâce aux revenus urbains, consomme les services urbains, produit pour le marché urbain ; indirectement s'il participe à des activités qui véhiculent des valeurs urbaines, comme l'industrie moderne. La forte mobilité et la diversification de l'emploi rural expliquent la relative lenteur du processus d'urbanisation en Indonésie : même s'ils ne sont plus agriculteurs, la plupart des Indonésiens conservent un habitat rural » (FRANCK, 1994, p. 400). Ainsi à Jepara, l'artisanat mais aussi l'industrie ont-ils prospéré dans une région majoritairement agricole, produisant une économie hybride entre activités d'essence rurale et activités typiquement urbaines A l'inverse, la majorité des ouvriers des faubourgs industriels de Semarang ont rompu les liens avec l'agriculture, encore que, nous verrons que dans certains cas comme à Bangkongsari ces liens peuvent être réactivés. Mais ce modèle javanais est interpellé par l'ampleur de l'industrialisation qui, à Java Ouest et Java Est a atteint dès les années 1990 « le point de saturation qui rend inévitable l'urbanisation physique et surtout l'augmentation de la création d'emplois dans les villes mêmes » (Ibid., 1994, p. 400), et se poursuit à Java Centre.

Les transformations sociétales associées à l'industrialisation et à l'urbanisation

Après ce panorama des transformations spatiales induites par l'industrialisation et de leurs conséquences sur l'environnement, il nous aborder la dimension sociale de ces processus.

Les vertus du changement social induit par le progrès technique et la croissance économique ont nourri un débat que l'on pourrait au moins faire remonter au mythe du bon sauvage[76] hérité des grandes découvertes de la Renaissance et de la philosophie des Lumières[77]. Au 19ème siècle, la première puis la deuxième révolutions industrielles sert de terreau à la sociologie naissante qui constate le rôle déterminant

75 Entre autres exemples de *cluster*s associés à des villes de taille très modeste, citons outre le meuble à Jepara les cigarettes à Kudus - 52 usines toutes indonésiennes employant officiellement 54 000 ouvriers en 2002 soit 40% de la main d'œuvre salariée de la ville (SOETOMO, 2011) – ou de manière plus exotique, les perruques et les faux cils à Purbalingga – 15 usines majoritairement coréennes employant environ 13 000 ouvrières en 2015 (entretien avec l'agence locale de Planification du développement (*Badan Perencanaan dan Pembangunan daerah, Bappeda**) en août 2015).

76 Montaigne fut précurseur en soulignant les qualités des Tupinamba du Brésil, pacifique et respectueux de la Nature quand les sociétés civilisées sont plus corrompues et destructrices que les prétendus cannibales (MONTAIGNE, 1588). Deux siècles plus tard, les philosophes des Lumières reprennent ce mythe pour asseoir leur critique de la société occidentale, avec un certain manichéisme (ROUSSEAU, 1755) ou de manière plus nuancée (DIDEROT, 1772).

77 Parmi ceux-ci, citons Jacques Cartier (1491-1557) qui considérait l'âme des indiens du Canada « aussi pure que celle des enfants » (JACOB, 2000), et surtout Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811), qui emmène en France Ahutoru, jeune tahitien qui incarne le mythe dans la France des Lumières.

de l'économie dans les bouleversements sociaux à l'œuvre. Tönnies relève une dichotomie entre structures sociales traditionnelles et modernes, qui influencera sans doute la pensée de Lewis et des premiers économistes du développement dont nous avons parlé plus haut (TÖNNIES, 1887). Les premières sont fondées sur la communauté (*gemeinschaft)*, c'est-à-dire de groupes humains naturellement liés entre eux par le sang (la famille), le voisinage (le village) ou l'expérience collective (la fraternité) (DURKHEIM, 1889). Ce ciment qui assure la cohésion du groupe relève d'un consensus (*verständnis*) spontané et permanent, qui rend inutile la propriété et le contrat. Cette *gemeinschaft* prévaut dans des contextes historiques et géographiques où le rythme du changement et la taille du groupe sont limités, de telle sorte que tous les individus peuvent interagir et partager dans la durée. A l'inverse, la société (*gesellschaft*) est formée par des groupes humains qui se sont constitués au gré des circonstances et d'intérêts personnels antagonistes. L'argent, le contrat et l'Etat sont des moyens transactionnels nécessaires pour garantir le respect mutuel et prévenir la violence, fille de l'envie. Tönnies considère que *gemeinschaft* et *gesellschaft* s'inscrivent dans un processus historique de remplacement des structures communautaires par les structures sociales modernes, dont il pense que l'individualisme aura in fine raison, à l'image du sort des civilisations grecque et romaine. Quelques années plus tard, Emile Durkheim reprend cette distinction en montrant que la spécialisation des tâches imposée par l'industrialisation contribue à l'individualisation de la société au sein de laquelle la solidarité change de nature. De mécanique (c'est-à-dire naturelle, dans un sens proche de la *gemeinschaft*), elle devient organique (au sens d'un corps composé d'organes interdépendants), fondée sur des relations de complémentarité entre des hommes et des territoires aux fonctions différenciées (DURKHEIM, 1893). Cette transformation s'accompagne d'un changement des valeurs, la religion reculant face aux progrès de la science et du culte de l'individu, au risque de l'isolement (DURKHEIM, 1897). Le marxisme va plus loin dans la critique de la société industrielle, qui génère une classe prolétarienne dépourvue de moyens de production (par opposition aux artisans, évincés par la concurrence), ce qui la condamne à l'aliénation à la classe détentrice de capital (MARX, 1872). Il s'agit d'une aliénation économique, mais aussi personnelle, attentatoire à la dignité de l'Homme : « un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. Et pourtant, toute l'histoire moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation. » (MARX, 1898). Cette aliénation du travail en usine s'est perpétuée dans le système fordiste, comme l'ont mis en évidence dans les années 1970 des chercheurs immergés dans les usines, sur les chaînes de montage. Renaud Sainsaulieu prend ainsi conscience que « la monotonie des tâches, l'exiguïté de l'espace de travail et l'impossibilité de participer à la définition ou même à la compréhension du processus de production l'amènent à restreindre son regard à la seule partie de l'atelier qui est la 'sienne' » (SAINSAULIEU, 1977), si bien que « dans le milieu des ouvriers spécialisés, la valeur principale est celle du groupe, de la masse physique qu'il représente, parce que cette masse est la seule force qui permette l'accès à la reconnaissance et à l'identité »

(ALTER, 2019). Sainsaulieu montre ainsi que l'expérience professionnelle contribue à la construction individuelle et sociale par l'acquisition de représentations, de normes et de valeurs.

Dans les pays à faibles coûts salariaux, on retrouve de nos jours des conditions de travail qui, selon les cas, rappellent l'exploitation à outrance dans des conditions sanitaires déplorables des deux premières révolutions industrielles ou, dans des pays ayant instauré un minimum de règles respectées dans la pratiques, l'aliénation du travail à la chaîne[78]. Mais à la différence de l'expérience occidentale, l'industrie qui s'y est développée dans le contexte d'une accélération de l'économie mondialisée, elle est souvent synonyme de précarité[79]. En effet, les territoires insérées dans les chaînes de valeur globales issues de la NDIT sont exposés aux soubresauts de la conjoncture internationale et soumis à une concurrence mondiale, où les possibilités de relocalisation des facteurs de production se sont démultipliées.

Cette littérature sur le caractère déstructurant de l'industrialisation l'emporte très largement sur le principe de d'émancipation individuelle que porte en germe l'érosion du corporatisme et la recherche du profit. Curieusement, les grands penseurs du libéralisme se sont concentrés sur le rapport entre l'individu et le gouvernement, au risque de négliger le rapport entre l'individu et les structures économiques (entreprises) et sociales (corporations, syndicats) susceptibles d'entraver son talent, sa créativité ou ses aspirations. Ces questions soulèvent l'enjeu, que nous appréhenderons dans le chapitre 4.3, de la propension de telle ou telle forme d'organisation de la production à développer des capacités individuelles et collectives de développement – au sens d'*entwicklung,* i.e. d'amélioration des conditions de vie matérielle et immatérielles – y compris en cas de perte de l'emploi.

Plus récemment, les transformations sociales causées par une industrialisation et la périurbanisation rapides ont été abordées en termes **de coûts sociétaux**. La crise financière de 1997-1998, en ébranlant les certitudes d'une Asie alors triomphante sur le plan économique, a mis au goût du jour la notion de coût culturel de la modernité brutale imposée par le développement accéléré. A Singapour par exemple, la rupture des valeurs (*break in values*) occasionnée par le bouleversement économique et politique porté par une nouvelle génération d'élites ayant étudié aux Etats-Unis aurait provoqué un rejet massif de l'héritage vernaculaire et la perte d'une esthétique « locale, spécifique, enracinée » au profit d'une culture « kitsch et pastiche » (SOON & GOH, 2003). La confusion entre modernité, modernisme et occidentalisation promue par une adhésion sans

78 Il serait en effet erroné d'assimiler le travail en usine dans les pays en développement aux conditions extrêmes qui sévissent dans certains pays dénoncées par des reportages médiatisés. Le Viêt-Nam et l'Indonésie ne peuvent être mis sur le même plan que le Bangladesh ou à la Corée du Nord sur le plan du droit du travail. Et, pour prendre l'exemple du secteur textile, on peut faire l'amalgame entre les ateliers de l'immeuble Rana Plaza qui s'est effondré en 2013 à Dacca (causant la mort de 1 123 ouvrières) avec les usines sud-coréennes modernes établies dans de nombreux pays de la Région.

79 Cf. par exemple les transformations du marché du travail et des conditions de vie en Inde du fait de la libéralisation de l'économie (GOLDMAN, 2015).

réserve à la mondialisation aurait ainsi produit une « condition sociale droguée (*narcotized social condition*). Un des architectes indonésiens les plus respectés, Johannes Widodo, rappelle dans ce contexte que « des traditions vernaculaires d'Asie du Sud-Est les plus anciennes, nous avons appris que l'architecture locale et l'urbanisme autochtone (*native urbanism*) sont en mesure d'offrir la meilleure et la plus intégrée des solutions aux besoins humains dans leur relation avec la nature et les environnement sociaux et surnaturels (*supra-natural*). C'est le medium pour la survie de l'humanité à la fois dans le monde mortel et le monde spirituel, pour la réconciliation de la force de la nature et des désirs de l'être humain » (WIDODO J. , 2009). Sans verser dans un discours aussi identitaire, la littérature, notamment européenne, s'est intéressée aux espaces périurbains en tant que lieux d'affirmation de la modernité contemporaine (HOGGARTH, 2005; DOUGLAS, 2006). Pour ces auteurs, la périurbanisation apparaît comme un puissant moteur de diffusion de normes et de valeurs urbaines, selon un processus « d'urbanisation mentale » plus rapide et plus vaste que l'urbanisation physique de l'espace (DRIESSEN ET ALI, 1995). Cette question prend de l'ampleur dans les pays émergents où les ruptures locales sont tout-à-fait spectaculaires, avec notamment l'essor de communautés enclavées (*gated communities*) qui relèvent d'une insularité tant physique que sociale (LEISCH, 2002; FIRMAN, 2004).

Industrialisation, urbanisation et « capital social »

La notion de « capital social (*social capital*) » est apparue dans les années 1920 dans un sens éminemment économique, à savoir celui d'un actif valorisable (LIN N. , 1999). Mais c'est dans les années 1980 qu'elle prend le sens que nous lui connaissons aujourd'hui, à savoir celui d'un réseau de personnes et d'un ensemble de normes auxquelles adhèrent des individus qui l'utilisent pour atteindre des objectifs personnels (ANDARITA, HAPPY, & ISPURWONO, 2013, p. 84). Elle suscite alors un vif intérêt de la sociologie, qui montre que le réseau social permet d'accéder à davantage de ressources (COLEMAN, 1988; BOURDIEU & WACQUANT, 1992; PUTNAM R. D., 1993) : « à l'instar des outils (capital physique) et de la formation (capital humain), les réseaux sociaux ont de la valeur » (PUTNAM R. D., 2007, p. 137). Cette valeur peut être convertie en opportunités d'emplois (GRANOVETTER M. S., 1974), ainsi que des gains personnels complémentaires de toutes sortes (BURT, 1997) comme la reconnaissance sociale (LIN N. , 1999), ou même une meilleure santé (HOUSE, LANDIS, & UMBERSON, 1988; BERCKMAN, 1995). Mais le capital social génère également des bénéfices collectifs, par exemple une réduction de la criminalité (SAMPSON, 2001), ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il cimente la société (GROOTAERT, 1998; POTAPCHUK, CROCKER, & SCHECHTER, 1997). De manière générale, « beaucoup de preuves suggèrent que là où le capital social est élevé, les enfants grandissent en meilleure santé, en sécurité, et sont mieux éduqués, les gens vivent plus longtemps des vies plus heureuses, et la démocratie et l'économie fonctionnent mieux »[80] (PUTNAM R. D., 2000).

[80] On pourrait cela dit se demander si ce n'est pas si l'investissement dans le capital social n'est pas une alternative au manque d'opportunités politiques et économiques.

On pourrait toutefois se demander si le capital social ne devrait pas plutôt être surtout considéré comme un actif alternatif dans des contextes où les institutions et l'économie dysfonctionnent. A la différence du capital financier ou matériel, il ne s'use pas, ne dépend pas d'un Etat de droit, ni d'un régime de protection sociale, ce qui le rend particulièrement précieux pour les habitants de quartiers informels des pays en développement, comme par exemple dans les *kampung** de Djakarta (DARRUNDONO, 2007). Les notions de capital social (*modal sosial*) et culturel (*modal budaya*) sont ainsi fréquemment utilisées en Indonésie, y compris dans le débat public où elles désignent une richesse collective immatérielle que l'on se doit de préserver et de valoriser.

Ce rôle clé du capital social dans le contexte d'une région émergente, où les ressources financières, techniques et éducatives permettant l'accumulation de capital formel sont limitées, pose avec acuité la question de la manière dont il est affecté par l'urbanisation et l'industrialisation. La littérature montre qu'il se développe au sein de communautés qui poursuivent une volonté commune, dans un cadre de vie qui n'entrave pas les interactions sociales, conditions dans lesquelles la densité peut-être un facteur favorable à son augmentation (LEYDEN, 2003). De ce point de vue, les villes, et la société organique qu'elles incarnent, sont-elles un terrain favorable ? La « théorie du contact » (PUTNAM R. D., 2007, p. 140) montre que « la créativité en général semble valorisée par l'immigration et la diversité » (SIMONTON, 1999), y compris à des échelles micro (O'REILLY, WILLIAMS, & BARSAGE, 1997; WEBBER & DONAHUE, 2001). Mais elle est contredite par la « théorie du conflit », qui affirme que la diversité sociale est un facteur d'isolement et de défiance de l'individu par rapport au groupe (BLALOCK, 1967; GILES & EVANS, 1986; BREWER & BROWN, 1998; ANDERSON & PASKEVICIUTE, 2006; LEIGH, 2006). Il en résulte une moindre cohésion sociale et un plus grand turnover des membres du groupe (JACKSON & et al., 1991; WEBBER & DONAHUE, 2001), un investissement plus faible dans les « communs » (les *« public goods »* au sens où l'entend Putnam) (ALESINA, BAQIR, & EASTERLY, 1999; COSTA & KAHN, 2003; VIGDOR, 2004; SOROKA, HELLIWELL, & JOHNSTON, 2007; PENNANT, 2005; MIGUEL & GUGERTY, 2005), des relations d'affaires (*business linkage*) plus ténues (KARLAN, 2002; KHWAJA, 2006), et des performances économiques en retrait (ALESINA & LA FERRARA, 2005). « Quand la distance sociale est faible, il y a un sentiment d'identité commune, de proximité et d'expériences partagées. Mais quand la distance sociale est grande, les gens perçoivent et traitent les autres comme membres d'une catégorie différente » (ALBA & NEE, 2003, p. 32). D'où l'importance de distinguer le « capital social liant » (*bonding social capital*) – i.e. les liens qui nous unissent au sein d'un même groupe social – et le « capital social reliant » (*bridging capital*) – i.e. les liens vers des personnes en-dehors de son propre social – (PUTNAM R. D., 2007, p. 143), qui offre des gains supérieurs. Cette contradiction nous invite à examiner dans cette thèse dans quelle mesure les différents processus d'industrialisation et de périurbanisation modifient la composition du corps social et la manière dont la densité et la diversité qui en résultent impactent le vivre ensemble et les opportunités professionnelles.

Le statut particulier des communs dans les pays émergents

Le basculement de franges importantes de la société dans un mode de vie périurbain rompt avec le principe d'une appropriation collective de l'espace et de ses ressources qui est typique des sociétés agraires et urbaines des pays émergents, que recouvre **le concept de communs**[81]. Par opposition aux actifs privés monétarisés, les communs génèrent une valeur d'usage à travers les pratiques sociales qu'ils supportent. « Communs écologiques (tels que les cours d'eau, les zones humides, les terres naturelles, etc.) et communs civiques (rues et trottoirs, espaces publics, écoles, transports en commun, etc.) » (GIDWANI & BAVISKAR, 2011, p. 43) « existent en tant que ressource dynamique – une forme bigarrée de richesse sociale – régie par des habitudes émergentes et négociant, rabrouant, et dérogeant constamment avec la rigidité de la loi » (GIDWANI & BAVISKAR, 2011, pp. 42, citant (THOMPSON, 1993 (1967)). Or, l'industrialisation et son corollaire, le salariat, la périurbanisation, avec l'habitat et la mobilité individuels, et l'affirmation de la société de consommation, où biens et services sont « marchandisés » (*comodified*) déplacent cette relation directe entre usagers et ressources gratuites vers un système de liens monétarisés avec un environnement économique, spatial et social élargi (STOIAN, 2005; TWYMAN & SLATER, 2005), ce qui a entre autres pour conséquence une moindre attention aux ressources restées gratuites (l'eau que l'on peut pomper directement dans la nappe phréatique, l'air, les forêts). Or, la valeur générée par les communs est étroitement dépendante de la force du lien social (SIEFKES, 2009) : « sans communautés suffisamment robustes d'individus désireux de les créer, les entretenir et les protéger, les communs sont menacés de désorganisation ou de privatisation […]. La destruction des communs et des communautés qui en dépendent est une conséquence à long terme (voire, d'après certains, un prérequis) de l'expansion du capitalisme […]. Ils diminuent rapidement par effacement, clôture, défaut d'entretien, changement de zonage et prescriptions réglementaires, remplacés dans beaucoup de cas par de nouveaux – privatisés et programmés – espaces publics tels que les *malls*, les *plazzas* et les lieux fermés » (GIDWANI & BAVISKAR, 2011, pp. 42-43). Industrialisation, périurbanisation et consommation fragilisent ainsi les structures sociales qui prennent soin autant qu'elles tirent parti des communs (MOENCH & GYAWALI, 2008), sans que les institutions, qui dans les pays à haut revenu ont pris le relai (à travers la notion de service public, qu'il soit assuré par des entités publiques ou des entreprises privées dans un cadre déterminé par les collectivités publiques) ne parviennent – du fait notamment de leur périmètre d'intervention géographiquement circonscrit (d'où le terme « d'institutions d'enclaves ») – à gérer des ressources non-monétarisées pour des usagers répartis de manière diffuse sur le territoire. Cela plaide pour l'affirmation de « communautés d'intérêt » impliquant contributeurs et bénéficiaires indépendamment de leur localisation administrative comme alternative aux modes de gestions des services publics dans les pays anciennement industrialisés (MOENCH & GYAWALI, 2008).

81 Curieusement, ce terme est apparu de manière péjorative, comme facteur inhibant la mise en valeur du foncier (HARDIN G. , 1968), thèse que la littérature s'est depuis employée à contredire, comme nous le verrons plus loin.

Ce sera donc un volet important de notre étude de cas que d'évaluer le niveau de capital social des communautés enrôlées dans l'industrie du meuble, ce que nous ferons en appliquant les trois niveaux d'analyse du capital social et des communs recommandés par Andarita et al. : macro (taux de criminalité, niveau de décohabitation, etc.), méso (interactions au niveau du quartier) et micro (réseaux de connaissances des individus) (ANDARITA, HAPPY, & ISPURWONO, 2013).

Le choix de Java comme terrain d'études : un laboratoire privilégié des politiques économiques et urbaines ?

Pourquoi s'intéresser spécifiquement à l'Asie du Sud-Est, et plus particulièrement à l'île de Java en Indonésie pour analyser ces phénomènes ?

Le concept d'Asie du Sud-Est comme espace géographique est apparu à la fin du 19ème siècle, mais il n'est devenu un objet de recherche en tant que tel que depuis une soixantaine d'années (CHOU & HOUBEN, 2006, p. 10; KEMERSON, 1984)[82]. Les historiens Anthony Reid, pour qui « l'Asie du Sud-Est était une région unifiée par son environnement, le commerce, la diplomatie et la guerre, mais diverse par ses cultures et ses formes de gouvernement fragmentées » (REID, 1993), et Denys Lombard, qui distingue Asie du Sud-Est continentale et insulaire (LOMBARD, 1990), ont beaucoup œuvré pour affirmer la consistance de cette aire géographique. Elle se « distingue non par son unité culturelle comme ses grands voisins les mondes chinois et indien, mais par sa situation au carrefour des principales routes commerciales depuis au moins le premier Millénaire de notre ère. Ce coin d'Asie est perçu culturellement comme un creuset (*melting pot*), un espace ouvert à une intense hybridation mais qui a néanmoins su comment préserver à travers le temps ses caractéristiques intrinsèques » (HERBELIN, 2017). De ce point de vue, l'Asie du Sud-Est en tant que champ d'étude aréale présente deux intérêts majeurs pour notre questionnement. Tout d'abord, une longue tradition d'insertion dans l'économie internationale – depuis « l'Ere du grand commerce » maritime (REID, 1990) à laquelle ont succédé différentes formes d'économie coloniale, toutes fondées sur l'exploitation de matières premières pour le marché mondial, dont la NDIT n'est qu'un des derniers avatars – faisant de cette région un territoire particulièrement riche pour étudier les formes contemporaines d'expression de la mondialisation économique. Ensuite, sa diversité culturelle qui offre un laboratoire précieux depuis que « la présomption

82 Jusqu'au milieu du 19ème siècle, les puissances coloniales se référaient à leurs possessions dans la région, à une échelle locale (l'Indochine française) ou continentale (les Indes Orientales britanniques ou néerlandaises). Le développement des études orientales (dont le précurseur a été l'Ecole des langues vivantes, fondée à Paris en 1795) au tournant du 20ème siècle a jeté les bases d'une connaissance anthropologique de ces territoires motivée par le projet colonial : programme asiatique de l'université de Leiden aux Pays-Bas (1899), Ecole d'études orientales et africaines à l'Université de Londres (1916), Ecole de langues de Tokyo (1899) et Toyo Bunko (1924) au Japon. Mais ce n'est que dans les années 1950, dans le contexte de Guerre froide et de montée des mouvements anticoloniaux appelant un regain d'intérêt de l'Occident pour cette région du monde qu'un corpus académique aréal consacré à l'Asie du Sud-est s'est structuré (CHOU & HOUBEN, 2006, p. 5).

générale que la mondialisation allait dans le sens d'une homogénéisation du monde […] s'est écrasée contre un monde de plus en plus […] exposé aux conflits ethniques et religieux locaux » (CHOU & HOUBEN, 2006, p. 16). Dans ce « monde multilatéral où les régions supranationales ont acquis une nouvelle importance stratégique […] a émergé une identité régionale renouvelée et renforcée, avec des pays désireux de se distinguer à la fois de l'Inde et de la Chine » (Ibid., 2006, p. 11).

Le champ urbain ne déroge pas à cette définition : comme le souligne le récent programme de recherche *« The Southeast Asia Neighborhoods Network »* sur les villes d'Asie du Sud-Est de l'Institut international pour les études asiatiques (*International Institute for Asian Studies, IIAS*) « les villes de cette région très variée de 10 pays [membres de l'Asean] continuent de présenter des facettes multiples grâce aux différences de processus de construction nationale et du fait de niveaux de développement économique et institutionnel divergents […]. L'autonomie structurelle de ces villes rend difficile le contrôle de leur évolution par l'Etat, ses acteurs et son expertise officielle. Les transformations urbaines à grande échelle se confondent avec l'existence d'un complexe massif doté du muscle financier et du pouvoir de « façonner (*shape*) » les villes, souvent en collusion avec les autorités locales. Ce phénomène a pris une importance considérable au cours des vingt dernières années. Il a, en contrepartie, amené l'émergence de nouvelles formes de réponses locales qui, dans un certain nombre de cas, ont vu des organisations citoyennes user de modes d'action originaux, y compris sous la forme de mouvements ancrés localement. C'est particulièrement vrai dans des pays comme l'Indonésie ou les Philippines […]. Cette faiblesse structurelle temporaire de l'état en Asie du Sud-Est qui peine à imposer des normes sur la manière dont une ville doit être perçue et définie offre paradoxalement une opportunité pour les chercheurs et les autres acteurs de l'urbain de réévaluer leur compréhension et leurs actions sur les villes » (IIAS, 2016, pp. 1-2). En particulier, si dans la région le lien entre industrialisation et urbanisation est vérifié, le degré de corrélation entre les deux phénomènes varie considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, entre 1970 et 2012, le rapport entre le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le taux d'accroissement de la population urbaine a été de 13 en Inde, 10 en Chine, 8 au Vietnam, et à peine 4 à 1 en Indonésie[83]. Sur la foi de ces chiffres, le développement économique des pays d'Asie du Sud-Est tels que le Vietnam et l'Indonésie pourrait être qualifié de moins « urbanisant » ou à l'inverse, leur urbanisation plus « productive » que celle des grands pays d'Asie de l'Est et du Sud. Selon le paradigme marshallien de la théorie des rendements croissants évoqué plus haut, cette caractéristique peut être interprétée comme une contre-performance économique des territoires urbains, dont l'essor démographique serait mû par des dynamiques autres qu'économiques. Mais à y regarder plus attentivement, cette urbanisation semble également plus « sobre », singulièrement en Indonésie. On note en effet qu'entre 2000 et 2010, un résident urbain supplémentaire a généré une extension de la tâche urbaine de 39 m^2 en Indonésie, contre 41 m^2 en Birmanie,

[83] Source : (Banque Mondiale, Indonesia's Urban Story, 2016).

72 m² aux Philippines, 94 m² au Vietnam, 134 m² en Malaisie, 142 m² en Thaïlande, 178 m² en Chine, 283 m² au Laos[84].

Ces quelques chiffres (nécessairement réducteurs, et dont ne tirerons pas de conclusion hâtive) laissent entrevoir une spécificité régionale de la relation entre urbanisation et croissance économique, singulièrement en Indonésie. L'industrialisation, contributeur-clef à cette croissance depuis plusieurs décennies, y a notamment été le fait d'activités manufacturières intensives en main d'œuvre à capitaux étrangers. Mais elle se distingue, singulièrement en Indonésie, entre autres par la « capacité à se concentrer sur les activités où les économies d'échelles sont limitées, à servir des marchés de peu d'intérêt commercial pour les grandes firmes, et à produire des biens peu adaptés à l'emploi de technologies » (HILL H. , 1992, p. 249) du tissu des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME), qui a bien résisté à la multiplication des usines. Depuis le milieu des années 1980, la production de ce tissu endogène a ainsi nettement augmenté en termes absolus et s'est à peine érodée vis-à-vis des grandes entreprises en termes relatifs. L'organisation en *cluster*s, modèle très présent dans le secteur secondaire indonésien, notamment à Java, peut également expliquer cette vitalité des petites et moyennes industries (PMI) (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002, p. 3). Encore plus frappante est la coexistence sur les mêmes segments d'activités de ces deux formes en apparence antinomiques. C'est le cas dans l'industrie du meuble en bois à Java-Centre, où usines et *cluster*s à dominante artisanale fabriquent des produits similaires pour le même marché international, une configuration qui ne peut que nous interpeller sur les déterminants et les incidences des différentes formes des systèmes productifs en présence.

Java, un condensé d'Asie du Sud-Est

La pertinence de l'Indonésie et plus particulièrement de Java comme cas propice à l'étude des enjeux liés à l'industrialisation ne se limite pas à ces quelques traits saillants. L'île présente des caractéristiques historiques et géographiques qui en font un terrain d'investigation privilégié pour les études aréales sur l'Asie du Sud-Est. Les évoquer ici nous donnera l'occasion d'introduire le contexte de notre territoire de recherche.

D'un point de vue démographique et économique, Java pèse avec 150 millions d'habitants et 610 milliards de $ en 2018 pour environ 23% de la population et 21% du PIB de toute l'Asie du Sud-Est ; s'il s'agissait d'un état, l'île serait en la matière le premier d'Asie du Sud-Est, loin devant la Thaïlande, les Philippines ou le Vietnam[85]. Java est également représentatif en termes de grandes tendances : croissance démographique et croissance économique s'inscrivent dans la moyenne régionale, entre les pays les moins

84 Source : Banque Mondiale, 2016 (op.cit.).

85 Ce poids relatif de Java est un fait ancien. En 1900, Java accueillait un tiers des 80 millions d'habitants de l'Asie du Sud-Est (McEVEDY & JONES, 1978). La fertilité des sols volcaniques et le climat propice à la riziculture ont permis d'atteindre ici des rendements inégalés dans le monde, et de nourrir depuis les temps anciens une population considérable.

avancés (Birmanie, Cambodge, Laos, Timor-Leste) qui tendent à rattraper leur retard, et ceux plus mûrs (Malaisie, Thaïlande, Singapour, Brunei) qui connaissent des rythmes plus modérés.

Tableau 2 : Le poids démographique et économique de Java en Asie du Sud-Est en 2018

	Superficie		Population 2018		PIB 2018	
	Milliers de km²	Part ASE	Millions d'hab.	Part ASE	Milliards $	Part ASE
Brunei Darussalam	5,8	0,1%	0,4	0,1%	13,6	0,5%
Cambodge	181,0	4,0%	15,6	2,4%	24,6	0,8%
Laos	236,8	5,3%	6,8	1,0%	18,0	0,6%
Malaisie	330,8	7,3%	32,4	5,0%	358,6	12,1%
Birmanie	676,6	15,0%	53,9	8,3%	66,5	2,2%
Philippines	300,0	6,7%	106,6	16,4%	330,9	11,1%
Singapour	0,7	0,0%	5,6	0,9%	364,2	12,3%
Thaïlande	513,1	11,4%	67,8	10,4%	505,0	17,0%
Timor-Leste	14,9	0,3%	1,3	0,2%	2,5	0,1%
Vietnam	331,0	7,4%	94,7	14,6%	245,2	8,3%
Indonésie	1 910,9	42,4%	265,0	40,8%	1 042,2	35,1%
Dont Java	*127,6*	*2,8%*	*149,6*	*23,0%*	*609,5*	*20,5%*
Ensemble de l'Asie du Sud-Est	**4 501,6**	**100,0%**	**650,1**	**100,0%**	**2 971,1**	**100,0%**

Sources : Banque asiatique de développement (BAD) pour les états, BPS pour Java

D'un point de vue géographique, l'île combine des caractéristiques propres à l'Asie du Sud-Est continentale et d'autres typiques de son pendant archipélagique. (LOMBARD, 1990) distingue ainsi quatre entités caractéristiques qui sont comme un échantillon de la diversité géographique de l'Asie du Sud-Est : (1) la plaine littorale de la mer de Java (le *Pasisir**) insérée dans le grand commerce maritime régional et international ; (2) les vallées fluviales (Serayu, Solo, Brantas, etc.) consacrées à la riziculture irriguée et densément peuplées depuis des siècles ; (3) les hautes terres (chaîne du Priangan, plateau de Dieng, massif du Tengger, etc.) où l'on s'adonne au maraîchage et à l'agroforesterie ; (4) les hautes pentes des volcans et le littoral méridional tourmenté, quasiment inhabités. Les systèmes agricoles que l'on trouve aujourd'hui dans l'île[86] témoignent de ce condensé d'Asie du Sud-Est qu'offre Java.

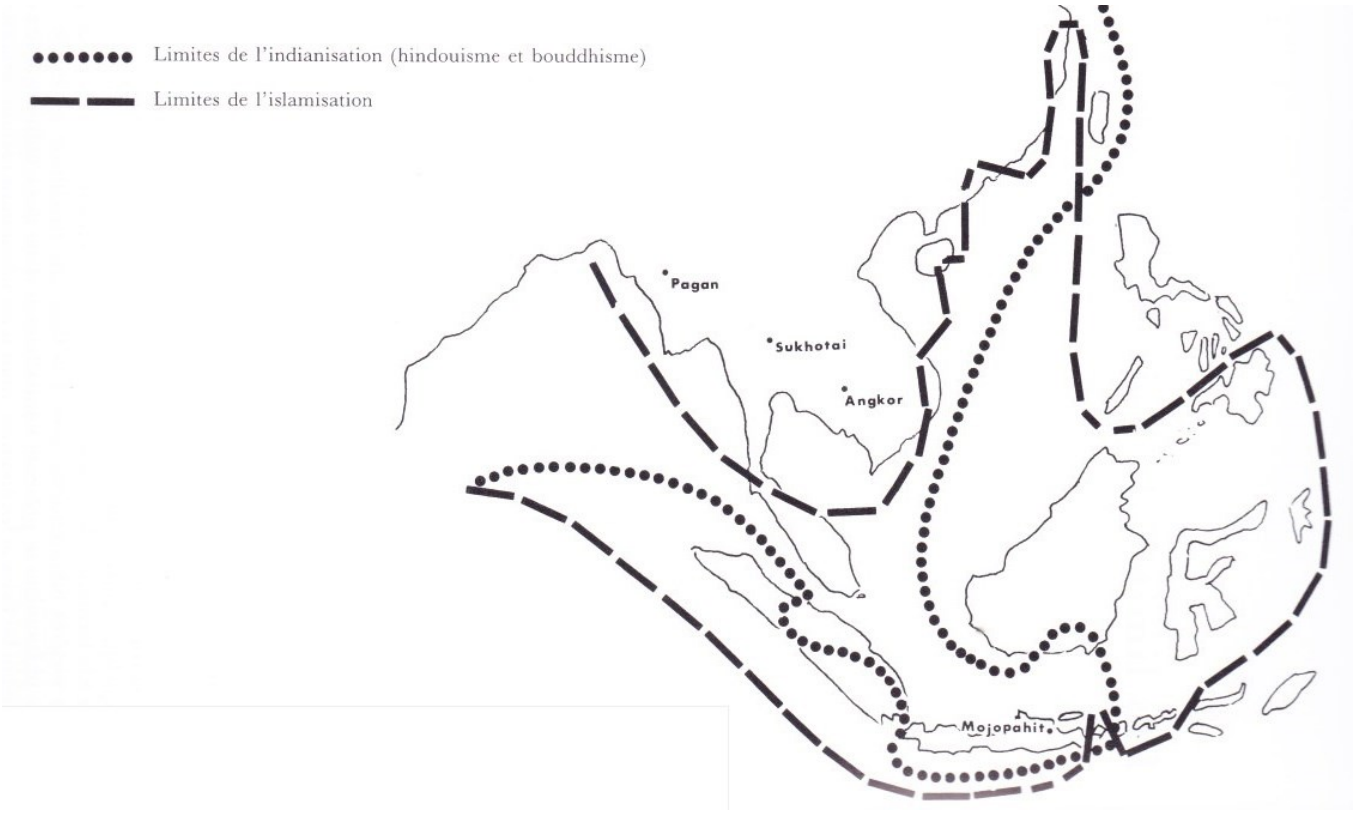
[86] Depuis le 19ème siècle, l'agriculture javanaise combine quatre types de cultures (LOMBARD, 1990). (1) La riziculture, irriguée (*sawah*) ou simplement inondée pendant la saison des pluies (de novembre à mai), permet d'atteindre des rendements inégalés dans le monde (5,4 tonnes/ha en 1996 contre 3,8 au Vietnam, 3,3 en Malaisie, 3,1 en Birmanie, 2,9 aux Philippines, 2,4 en Thaïlande et 1,8 au Cambodge – chiffres BPS et FAO), grâce à la fertilité des sols volcaniques, mais aussi aux intrants (nouvelles espèces, engrais, pesticides), massivement introduits depuis la révolution verte des années 1970. Il s'agit de la base de l'alimentation mais aussi du revenu pour une majorité de paysans javanais qui vendent leurs surplus à prix garantis sur un marché national très structuré. (2) Les cultures sèches (*tegalan** ou *gaga**) pratiquées sur les pentes des reliefs sont dévolues au maraîchage : maïs (*jagung**), manioc (*ketela*, singkong**), soja (*kedelai**), cacahuètes (*kacang**), échalotes et ail (*bawang merah** et *bawang putih**). (3) Les cultures vivrières (*kebun,* terme signifiant « jardin ») sont essentiellement les fruits des arbres plantés aux abords des maisons et entre les champs – noix de coco (*kelapa*), bananes (*pisang*), papayes, mangues, durians, fruits du jaquier, noix de bétel, etc. –, le bois de construction – cocotier, palmier, bambous, arbre à teck, mahoni etc. (4) Les plantations (*perkebunan**) de thé (*teh**), café (*kopi**), canne à sucre (*tebu**), tabac (*tembakau**), et dans une moindre mesure d'hévéa (*karet**), de cacao (*kakao**), de kapok, et de bois précieux – teck (*jati**) notamment –, héritées de l'époque coloniale, sont aux

D'un point de vue anthropologique, l'Asie du Sud-Est est marquée par un réseau de mers et de détroits qui interconnecte les îles et les côtes de la péninsule et dénommé par les Malais « la région entre » (*Bumantara**) (ALISYAHBANA, 1987) et assimilable à une « Méditerranée de l'Asie » (WIDODO J. , 2009). La région a ainsi fonctionné comme un creuset pour « une culture cosmopolite […] via un processus de sédimentation de différentes cultures, idéologies, économies et écosystèmes sur une période historique étendue » (Ibid., 2009). Au sein de cet espace, Java a généré plus que partout ailleurs une culture hybride, issue de la sédimentation des influences extérieures (LOMBARD, 1990). Point de rencontre des vents de mousson[87], bénéficiant de sols extrêmement fertiles et d'un climat tropical clément, l'île a été des siècles durant un carrefour incontournable pour les marchands issus de tous les rivages de l'océan Indien et de la mer de Chine, les missionnaires de toutes obédiences, et les armées de toutes les puissances coloniales présentes dans la région qui y ont fait souche. Ainsi, on trouve à Java une synthèse syncrétique des grands systèmes de pensée présents en Asie du Sud-Est : leg hindo-bouddhiste comme en Thaïlande, en Birmanie et au Cambodge, islamisation précoce comme dans la péninsule malaise et le reste de l'archipel insulindien, christianisme colonial comme aux Philippines, présence chinoise marquée dans les villes, mais aussi subsistance de croyances vernaculaires endémiques que recouvre la mystique *Kejawen** (ou « javanisme »). Lombard a montré combien cet héritage continuait à structurer la société javanaise des années 1980, et nous verrons qu'en dépit des bouleversements véhiculés par la mondialisation et une croissance économique spectaculaire, il reste utile à la compréhension de l'organisation et des processus à l'œuvre au sein des systèmes productifs.

mains de sociétés publiques ou privées. Contrairement aux îles périphériques de l'archipel, moins densément peuplées, l'agroforesterie est dévolue à des cultures à forte valeur ajoutée, à l'exclusion par exemple du palmier à huile (*kelapa sawit**).

87 L'hiver, les vents soufflent du nord-est, permettant aux jonques chinoises et nippones de voguer vers le sud. Mais il leur fallait attendre l'été pour que les vents du sud leur permettent de rentrer ou de remonter vers l'Inde et le Moyen-Orient. L'inverse s'appliquait aux navires arabes, persans, gujarati et européens. Si bien que les ports de Java et du détroit de Malacca étaient des lieux de séjour obligés et autant de points de rencontre pour les marchands de l'ère de la marine à voile.

Carte 3 : Le « carrefour javanais » illustré par la superposition des héritages hindo-bouddhiste et islamique



Source : (LOMBARD, 1990)

Une tradition d'incubateur de modèles économiques et urbains ?

La diversité de la géographie physique combinée à ce statut de carrefour maritime ont fait de Java un théâtre d'expression particulièrement fertile d'interactions entre forces économiques exogènes et endogènes, qui ont produit des configurations économiques, sociales et spatiales. Nombre d'entre elles ont essaimé ailleurs en Asie du Sud-Est, via les routes maritimes où circulaient hommes et marchandises. Il serait sans doute impropre de parler de modèles s'agissant de structures qui se sont formées spontanément à l'ère précoloniale. En revanche, le terme semble approprié pour les politiques coloniales successives, novatrices, délibérément planifiées, mises en œuvre et évaluées, menées par les Néerlandais dans les domaines économique, administratif et urbain. L'antériorité du fait colonial hollandais à Java par rapport à la plupart des pays de la région[88] – antériorité qui s'explique là-encore par la situation stratégique de l'île dans l'espace économique asiatique – a indéniablement contribué au caractère pionnier de Java dans l'émergence et la diffusion de modèles économiques et urbains.

88 Souvenons-nous que la présence européenne était permanente à Java dès le 15ème siècle, et la prise de contrôle militaire de l'intégralité de l'île achevée en 1819. Batavia fut fondée en 1610, plus de deux siècles avant Singapour. L'administration coloniale y fut ainsi sensiblement plus précoce que dans la péninsule malaise, la Birmanie ou le Vietnam, où elle remonte à la deuxième moitié du 19ème siècle.

Avant l'arrivée des Européens, le « riche et complexe assortissement et tissage de diversité culturelle, d'hybridation des formes bâties, et de variété de la matière culturelle » se traduisait déjà dans la morphologie des villes et les typologies architecturales (WIDODO J. , 2009). Lombard souligne la dualité qui prévalait alors entre les capitales des royaumes agraires à l'intérieur des terres, et les ports marchands des sultanats côtiers. Les premières se caractérisaient par leur essence symbolique exprimée par les rites fondateurs[89] et le plan des villes, tous deux régis par des principes cosmogoniques[90], la primauté des fonctions politiques d'un système féodal (incarné par l'organisation en cercles de pouvoirs concentriques à partir du complexe palatial (*kraton**) central) et la prévalence des liens avec leur environnement agricole sur les fonctions commerciales (les communautés de marchands et d'entrepreneurs, en particulier les Chinois, étant relégués à l'extérieur des murs[91])[92]. On trouve à Java de nombreux exemples particulièrement bien documentés[93] de ces cités agraires

[89] Un des meilleurs exemples à ce sujet était la procession par laquelle les rois de Mataram déplaçaient leur capitale d'une génération à l'autre (HOUBEN V. , 1989). La fondation d'une nouvelle capitale impliquait la plantation sur la place centrale (*alun-alun**) de banyans sacrés (*waringin**) et la pose de pierres sacrées (appelées *sela gilang** à Java Centre ou *watu gigilang** à Banten) (PIGEAUD, 1962; GUILLOT, 1989).

[90] Ces principes étaient censés reproduire l'ordre du Cosmos, dont le souverain était le dépositaire sur terre, selon le concept de *mandala** au sens où le définit Widodo, c'est-à-dire « un mot sanskrit signifiant un ordre hiérarchique de cercles concentriques. Géométriquement parlant, il peut être perçu comme la superposition de deux espaces hiérarchisés (supérieur, intermédiaire, inférieur) du nord au sud, et d'est en ouest […]. L'espace à l'intersection [de ces deux axes] est considéré comme le terrain neutre, le nombril, l'utérus, le centre […]. La division tripartite correspond à une métaphore du corps humain (la tête, le torse, les pieds). Horizontalement, elle détermine l'organisation du royaume depuis le centre (la palais royal ou *kraton**) vers les marges (*Mancanegara**) administrées par les vassaux. Verticalement, elle exprime la métaphore de l'univers, depuis le ciel divin jusqu'au sous-sol diabolique, en passant par le monde terrestre des hommes » (WIDODO J. , 2009, p. 6). Widodo ajoute « qu'une ville, un village, ou une pièce peuvent être organisés selon cette hiérarchie tripartite de valeurs et de significations ». En effet, cette cosmogonie s'applique à différentes échelles suivant une loi fractale selon laquelle les parties du tout sont à son image. Dit autrement, la maison (*rumah**), le quartier (*kampung**), la cité (*Nagara**), le royaume étendu à ses marches (*Mancanegara*)* reproduisent à l'échelle nano, micro, méso et macro le cosmos, le lien entre le divin et le profane étant assuré par l'axe du monde incarné par le souverain au cœur du *kraton** (BEHREND, 1989).

[91] Ce n'est ainsi qu'à partir de 1733 que les Chinois ont été autorisés à résider dans la capitale du royaume de Mataram (RUTZ, 1987, p. 48).

[92] Ces caractéristiques expliquent que la population de ces villes agraires fluctue selon les saisons et le calendrier des visites des vassaux renouvelant chaque année leur allégeance en se rendant à la capitale avec leur cour pour verser tribut (HOUBEN V. , 1989, pp. 202-204). La matérialité reflète ces caractéristiques : si le complexe palatial et ses remparts sont en dur (ROY, 1863), la plupart des maisons sont végétales et n'incorporent des pièces de charpenterie plus robustes, du mortier et des tuiles qu'au cours du 17ème siècle (BOGAERT, 1711).

[93] Les vestiges les plus anciens de ce type de villes se situent à Java Est, en particulier sur le site de l'ancienne capitale de l'empire de Mojopahit, fondée en 1292 à Trowulan dans les environs de l'actuelle Mojokerto, mais les archives attestent de la création entre le 11ème et le 14ème siècles de nombreuses villes dans ls vallées fertiles de Java est : Daha (actuelle Kediri), Palah/Panataran (près de l'actuelle Blitar), Kahuripan, Singosari (au nord de l'actuelle Malang), Wengker, Kudus, Blitar, Wirasaba (actuelle Jombang), Japan (actuelle Mojokerto), Kepulungan (près de l'actuelle Gempol), Kedungpluk, Badung, Kulur, Pajarakan, Renes ou encore Sadeng (RUTZ, 1987). A Java Ouest, la capitale du royaume soundanais de Pajajaran, Pakuan (près

caractéristiques des sociétés indianisées d'Asie du Sud-Est. Plus tard, au 17ème siècle, la dynastie Mataram a étendu son contrôle politique sur le centre de Java en fondant un réseau de petites villes secondaires par l'intermédiaire desquelles elle levait l'impôt et les droits de douane, mais ces polarités administratives n'ont revêtu des traits urbains que graduellement, à partir du début du 19ème siècle (RUTZ, 1987, p. 48). A côté des villes agraires, Java a compté de nombreuses cités portuaires (les premières étant attestées dès le 11ème siècle à Java-Est) qui ont joué un rôle majeur dans l'Asie du Sud-Est de « l'Ere du commerce » (REID, 1990), du 15ème au 17ème siècles[94]. Ces ports accueillaient les navires arabes, persans, gujaratis, européens (portugais, britanniques, hollandais, français, espagnols et même danois), chinois, malais, bugis, etc. tenus d'y faire relâche par la saisonnalité des vents de mousson. Le commerce international aux mains des marchands venus de l'océan Indien, de la mer de Chine et de la mer de Banda[95] côtoyait un commerce vivrier (produits alimentaires comme le riz ou le millet issus des surplus de l'intérieur des terres) et une proto-industrie (réparation navale) qui alimentaient le commerce maritime au long cours. Ces cités marchandes se distinguaient par un très grand cosmopolitisme qui fondait leur organisation spatiale, politique et sociale en quartiers (*kampung**) ethniques, dont la gouvernance était confiée à un représentant désigné par ses pairs pour assurer l'interface avec le dirigeant de la cité[96]. Les nombreuses maisons en briques et en tuiles et les entrepôts (IJZERMAN, 1923)[97] étaient liés à la présence de minorités européennes – et surtout chinoise –. A partir du 17ème siècle, les villes coloniales, aménagées à partir d'un fort primitif édifié à proximité de petits ports autochtones[98], s'apparentaient par bien des aspects à ces cités marchandes, si ce n'est que les *kampung** communautaires s'agglomeraient non pas autour du palais d'un sultan mais d'un quartier colonial ceint de remparts. Dans

de l'actuelle Bogor), aurait été établie en 1333. Une deuxième série de cités agraires a été édifiée à Java Centre du 16ème au 18ème siècles par la dynastie Mataram : Pajang (1568), Kotagede, Plered (1644), Kartasura (1680), Surakarta (HOUBEN V. , 1989, p. 127) et Yogyakarta (1755) (LOMBARD, 1970, p. 848; DUMARCAY, 1989; BEHREND, 1989; ROY, 1863; HOUBEN V. , 1989).

94 La première ville de cette catégorie, Tuban, a émergé au 11ème siècle à proximité de Surabaya, à Java Est, suivi par Canggu (sur le site de l'actuelle Pelabuhan Kidul) au 13ème siècle, puis Gresik et Surabaya au siècle suivant. Le centre de gravité du pouvoir maritime s'est ensuite déplacé à Java Centre, avec les sultanats de Bintara/Demak (1481), Jepara et Lasem.

95 Y compris certains produits prohibés localement, comme du tabac ou de l'opium à Banten (GUILLOT, 1989), ce qui souligne l'existence d'une fonction de pur transit du fret, à l'image des hubs portuaires contemporains.

96 La description du port de Banten, bien que situé en pays sundanais (*Pasundan**) à Java-Ouest, à son apogée en 1678 offre un bon exemple des villes du *Pasisir** d'alors : « Le bureau des Douanes, *pabean*,* […] contrôle toute l'importation et l'exportation des marchandises […]. On y fait acquitter aussi les droits sur les marchandises et autres taxes d'ancrage […]. Un peu plus au sud, on rencontre le chabandarat ou administration du *syabandar** […]. C'était économiquement le poste le plus important de la cité, le *syabandar* étant, comme l'écrivait Guilhen, le chef de la loge française, "autant que maître du port et chef général du commerce" (Archives des Missions Etrangères de Paris, Vachet, II, 380). Ces trois administrations, Bureau des Douanes, Poids Public et Chabandarat, occupaient un certain nombre de clercs, chargés de tenir les écritures et avaient toutes trois comme titulaires des postes de direction, des étrangers, des Chinois en 1678 » (GUILLOT, 1989, p. 140). Ce pouvoir n'a pas dissuadé le choix d'étrangers pour assurer cette charge, souvent issus de la communauté locale de marchands chinois.

97 On peut encore en trouver de beaux vestiges à Lasem par exemple.

98 Batavia, à côté de Jayakarta, (1619) ou Semarang (1677).

certains cas, les caractéristiques des villes agraires et portuaires se sont hybridées pour former un « double noyau indigène et étranger interconnectés par le marché central, proche du port ou du chantier naval » (WIDODO J. , 2009, p. 8). L'influence malaise était marquée par « la structure irrégulière des quartiers de maisons indépendantes […] qui caractérise encore la plus grande partie des villes indonésiennes contemporaines » (RUTZ, 1987, p. 68)[99]. Elle s'inscrivait dans une organisation spatiale très structurée[100], legs des influences hindo-bouddhistes[101]. L'influence chinoise était quant à elle particulièrement visible au niveau des maisons, dont l'architecture était importée telle quelle des régions d'origine des immigrants[102]. La propriété foncière en revanche témoignait d'une tradition javanaise selon laquelle la terre appartenait à l'état plutôt qu'aux individus » (GUILLOT, 1989, p. 143).

99 Ce caractère végétal que l'on trouvait par exemple à Banten était typique des villes d'Asie du Sud-Est, qui surprenaient les visiteurs étrangers : « La plupart des maisons sont construites de troncs de palmier ou de gros bambous, avec des parois de cannes fendues dont les interstices sont enduits de glaise ou de chaux. Elles sont couvertes de […] palmes ou de tuiles rouges » (BOGAERT, 1711, p. 133). « Les Occidentaux, avec leur conception méditerranéenne de la ville comme un ensemble fondamentalement artificiel d'où doit être chassé tout rappel du chaos naturel, furent tous déroutés par l'aspect de Banten où plutôt de cette partie de la ville où la nature ne semble pas dominée : matériaux naturels et souvent bruts – palmes, bambous, troncs juste effeuillés – pour la construction des maisons et même palais ouverts à tous vents, bains publics à même la rivière et surtout la végétation omniprésente avec ces cocotiers qui croisent au milieu des maisons, servant autant à l'ombrage qu'à la nourriture » (GUILLOT, 1989, p. 137).

100 Banten était ainsi « divisée en plusieurs quartiers dans chacun desquels on fait la garde et ils sont fermés de barrières » (SCHOUTEN, 1707, p. 303). « Ces ensembles fermés et gardés font penser bien sûr aux *kampung** d'aujourd'hui avec les *ronda** [ronde de nuit assurée par les habitants], mot curieusement emprunté à l'occident, et les *gapura** décorés qui remplacent les barrières, toujours présentes pourtant dans les esprits comme en fait foi l'expression *"masuk kampung"* [entrer dans le *kampung*] » (GUILLOT, 1989, p. 134).

101 « Ces quartiers reproduisent en petit la structure de la ville. Comme tous ses habitants appartiennent au roi, tous ceux du *kampung** appartiennent à un grand qui y a son palais. Une situation qui survécut longtemps dans les principautés de Java central, où certains quartiers portent encore des noms de prince. La demeure du grand reproduit le palais royal, dans son ordonnance. Elle est entourée d'un mur qui la protège du feu ; on pénètre ensuite dans une cour gardée qui porte aussi le nom de *paseban** où se règlent les affaires locales et où se trouve l'oratoire privé, *langgar** […]. Ces grands ont leurs *ulama** et leurs gardes, leurs musiciens et leurs danseuses, bref, ils sont les rois de leurs quartiers. Leur richesse et leur puissance sont fonction de l'importance de la population qui leur appartient – les chiffres variant de plus de 2 000 à moins de 200 personnes. S'ils sont les maîtres de leurs gens, ils en sont aussi responsables vis-à-vis du pouvoir […]. Cette structure urbaine fait ressortir la règle sociale qui régit toute la ville intra-muros : tout habitant de cette partie de Banten doit appartenir à l'un des grands. Sont refoulés hors les murs, tous ceux qui n'entrent pas dans ce système, en particulier […] les étrangers » (GUILLOT, 1989, p. 136).

102 « Les immigrants chinois n'ont pas adopté les méthodes de construction autochtones adaptées aux tropiques. Avec leur culture traditionnaliste, ils ont importé une forme constructive de deux niveaux, fermée […] » (RUTZ, 1987, p. 69). Dans les faubourgs de Banten peuplés de Chinois, « déjà en 1596, on trouvait des maisons de briques construites à la façon de la Chine du sud […]. En 1659, "la majorité des maisons de la rue chinoise sont en pierre" (IJZERMAN, 1923, p. XXIII), comprendre : en dur » (GUILLOT, 1989, p. 142).

Dans un second temps, la colonisation précoce de Java par la Compagnie des Indes Orientales (*Verenigde oostindische compagnie, VOC*), puis par la Couronne néerlandaise, a donné lieu à des expériences de « mise en valeur du territoire » plus ou moins formalisées, mais aussi à des expérimentations délibérées relevant de réelles innovations économiques et urbaines, dont certaines ont fait école dans l'Asie coloniale et au-delà. Le lien est certain entre les systèmes économiques successivement déployés par le pouvoir colonial d'une part, et l'évolution de la trame urbaine et de la morphologie des villes d'autre part. Entre la création de la *VOC* en 1602[103] et sa nationalisation en 1799, c'est à destination de Java essentiellement[104] que **le modèle de la compagnie coloniale** a été inventé et porté à son paroxysme. Le financement des armements par l'introduction en bourse d'une entreprise créée à l'initiative des notables des grandes villes des Pays-Bas, sa stratégie monopolistique et les moyens logistiques, militaires et administratifs dont elle s'est dotée firent de l'expérience de la *VOC* un des jalons saillants de la naissance du capitalisme[105]. A Java, cette initiative s'est traduite par la création d'un réseau de places fortes à l'interface entre les routes commerciales et l'arrière-pays et un contrôle exclusif des relations commerciales au long cours, l'exploitation des terres intérieures étant en revanche laissée aux régimes autochtones[106]. Cette mainmise commerciale a polarisé le commerce sur les nœuds de Batavia et Semarang, qui sont devenues des villes importantes, secondées par des ports relais à Jepara, Gresik, Surabaya ou Rembang[107]. Elle a renforcé l'assise de la communauté chinoise (BLUSSE, 1986), avec laquelle la *VOC* noua une « alliance stratégique » (HOUBEN V. J., 2012).

103 Soit six ans après que les premiers vaisseaux hollandais, emmenés par Cornelis de Houtman, aient touché Java, à Banten.

104 La *VOC* contrôlait des comptoirs tout le long de la route maritime de l'Asie – au Cap de Bonne Espérance, à Ceylan, à Malacca – ainsi qu'aux extrémités des routes commerciales – au nord à Nagasaki et Amping (Taiwan), à l'est aux Moluques et à Timor. Mais c'est bien Java qui, en qualité de nœud opérationnel des opérations de la compagnie, en était le centre névralgique.

105 Vers la fin du 17ème siècle, la *VOC* disposait d'une flotte de 100 à 160 navires, et salariait environ 8 000 marins et 10 000 soldats. Si l'on ajoute le personnel employé aux tâches de production, de transport et de commerce, les effectifs totaux pourraient avoir atteint 80 000 employés en 1735 et jusqu'à 150 000 en 1788 (BRAUDEL, 1993 (1979)).

106 Ce monopole a eu des effets contradictoires à Java. La fin du grand commerce multilatéral a affaibli les liens entre l'île et l'espace maritime asiatique, mais il a polarisé le fret transporté par la *VOC* depuis et vers l'ensemble de ses établissements (des Moluques au Japon, en passant par Formose), qui y transite systématiquement. En parallèle s'est développé un commerce interinsulaire de marchandises plus communes (bois, produits agricoles, biens de consommation courante) sur lequel se rabattent les marins bugis, makassar et malais évincés du grand commerce. Ainsi, pendant la deuxième moitié du 18ème siècle, la part moyenne de la VOC dans le trafic atteignait 65% à Batavia et 55% à Semarang, mais à peine 25% dans les ports secondaires (KNAAP, 1996).

107 A la fin du 18ème siècle, l'activité portuaire de Batavia (227 000 tonnes en 1774-1777) était très supérieure à celle de Semarang (100 000 tonnes) et des trois ports suivants les plus actifs de Java, Surabaya, Gresik et Rembang (35 000 à 36 000 tonnes chacun) (KNAAP, 1996).

L'influence des villes javanaises héritées de cette époque sur la codification des typologies urbaines menée à Singapour est évidente (GOLDBLUM, 1988) [108]. On retrouve ainsi à Singapour les principes d'organisation ethnique des quartiers autour d'un cœur européen concentrant les fonctions militaires et administratives, un plan en grille répondant à la volonté de démontrer un dessein d'organisation de la société, et une typologie urbaine reprenant un vocabulaire indigène (les *compounds* et les *bungalows* dérivant respectivement des *kampung** et des *rumah* bumbung lima** (Ibid., 1988, p. 240), les *shop houses* des compartiments chinois, très répandus à Batavia, Semarang et Surabaya. En ce sens, Singapour peut être considérée comme un avatar planifié du modèle javanais d'hybridation urbaine décrit par les contemporains de Raffles – notamment de Hornstedt à Batavia en 1783-84 (KUMAR A. , 1989), l'Indian Office à Semarang en 1812 (LOMBARD, 1989) – et par Raffles lui-même pendant son séjour à Batavia (RAFFLES, 1830).

Après la nationalisation de la compagnie en 1799[109] et la parenthèse des gouvernorats de Herman Willem Daendels (1808-1811) et Sir Thomas Raffles (1811-1815) durant les guerres napoléoniennes, le royaume de Hollande, ruiné par la sécession de la Belgique en 1831, engagea une politique coloniale visant à tirer un maximum de revenus des possessions d'outre-mer. **Le système des cultures (*Cultuurstelsel*) instauré de 1830 à 1870**, véritable modèle[110] de capitalisme colonial total (au sens où il a mobilisé la totalité des facteurs de production foncier, humain et technique disponibles), a profondément marqué les structures économiques et spatiales de Java, tout en faisant école dans d'autres contextes coloniaux. A ce moment charnière où la profitabilité avait glissé du commerce international (devenu plus concurrentiel) vers les cultures d'exportations – tabac, canne à sucre, hévéa –, les terres fertiles récemment conquises[111] de Java et leur main d'œuvre abondante constituaient des atouts économiques majeurs [112]. Le déploiement de ce système

[108] Le fondateur de la cité en 1819, Sir Thomas Raffles, fut gouverneur des Indes Néerlandaises Orientales entre 1811 et 1815. Quant à Georges Drumgold Coleman, qui le conseilla sur la conception du plan de la ville, il avait auparavant travaillé comme architecte à Batavia deux ans durant (HANCOCK, 1986).

[109] A la fin du 18ème siècle, la VOC avait atteint des effectifs pléthoriques, un endettement considérable et un niveau de corruption qui défrayait la chronique. La concurrence de la Compagnie des Indes Orientales britannique et l'invasion des Provinces-Unies par les troupes de la Convention ont poussé ce vaisseau en perdition à la faillite.

[110] Il s'agit en effet d'un véritable modèle, conceptualisé (à partir d'emprunts au droit civil napoléonien et à un corpus de principes administratifs britanniques) et longuement débattu entre libéraux et partisans d'un étatisme monopolistique (HOUBEN V. J., 2012, p. 59).

[111] L'instauration du *Cultuurstelsel* est en effet concomitante de la victoire hollandaise sur le prince Diponegoro de Mataram, au terme de la sanglante Guerre de Java (1825-1830).

[112] Le *Cultuurstelsel* consistait à la fois en un monopole d'état sur les cultures d'exportations et le recours forcé à la main d'œuvre agricole. Les paysans javanais étaient ainsi tenus de consacrer 20% de leurs terres ou 60 jours par an à la culture du café, de la canne à sucre ou de l'indigo et de vendre ces récoltes à un prix fixé par le gouvernement néerlandais. La production, collectée et acheminée dans les ports de Batavia et Semarang par des intermédiaires (*compradores* chinois ou aristocrates javanais), rémunérés comme les fonctionnaires hollandais par une commission, pour être chargée sur les navires de la Compagnie néerlandaise de commerce (*Nederlandsche Handel-Maatschappij, NHM*), société privée créée à l'initiative du roi Guillaume Ier

économique impliquait un maillage territorial pour assurer l'exploitation systématique des ressources[113], amenant le pouvoir colonial à découper l'île en régences de taille comparable et centrées sur une petite ville exerçant des fonctions administratives et commerciales locales (sur le modèle des départements français[114]), régences qui deviendront les *Kabupaten** actuels. Une école dédiée à la formation des fonctionnaires coloniaux fut inaugurée à Delft en 1842, et un Règlement gouvernemental (*Regeeringsreglement*) adopté pour lutter contre la corruption endémique des agents de feu la *VOC* et promouvoir les compétences techniques (FASSEUR, 1993). En dépit de ces efforts, les fonctionnaires hollandais étaient bien trop peu nombreux pour administrer la colonie et en exploiter les ressources naturelles[115], si bien que le pouvoir colonial s'est tourné vers les élites locales : politiques, avec la mise en place d'une administration duale confiée à l'aristocratie javanaise (HOUBEN V. J., 2012, p. 60)[116] ; économiques, via la communauté chinoise[117], qui s'est vue déléguée l'achat et l'acheminement des cultures commerciales (*cash crops*) et la collecte de l'impôt[118] (dans le cadre d'un système de fermes). Cette alliance était formalisée dans le *Regeeringsreglement,* qui a institutionnalisé une discrimination ethnique[119] et spatiale[120]. Sur le plan urbain, le monopole étatique et les tarifs douaniers

(qui en est un des actionnaires majeurs) et jouissant du monopole du commerce entre la colonie et la métropole, avant d'être vendue aux enchères aux Pays-Bas. Ce système mercantiliste a tiré parti de la faiblesse d'une aristocratie javanaise sortie exsangue de la Guerre de Java, trop heureuse de pouvoir conserver ses prérogatives politiques et de continuer à s'enrichir. In fine, on estime que le *Cultuurstelsel* a généré 20 à 30% du revenu de l'Etat néerlandais, au prix du maintien de la paysannerie javanaise dans la misère et, à plusieurs reprises, la famine, comme en témoigne le célèbre roman *Max Havelaar* (MULTATULI, 1860).

113 Selon le principe de « territoire d'exploitation » (*wingewest*).

114 Cette organisation administrative reprenait le principe d'une distance à pied ou à cheval d'un jour maximal.

115 On n'en a compté que quelques centaines tout au long du 19ème siècle (HOUBEN V. J., 2012, p. 60), appuyés par 10 000 (en 1820) à 30 000 (en 1875) (BOSSENBROEK, 1992).

116 Au niveau de chaque régence, la hiérarchie coloniale – résident / résident adjoint / contrôleur – coexistait ainsi avec une hiérarchie indigène (*pangreh praja*) en miroir – régent (*Bupati**) / chef de district (*Wedana**) / chef de village (*Lurah**).

117 En 1870, Java comptait 175 000 Chinois sur 16 millions d'habitants, soit à peine plus de 1% de la population totale (HOUBEN V. J., 2012, p. 73). Leur situation sur le territoire est alors très diverse : concentrés dans les ports du Pasisir – où ils ont apporté l'Islam et joué un rôle majeur dans le commerce maritime, voire dans la fondation de certaines villes (comme Gresik, dont le fondateur est réputé venir de Canton (RICKLEFS, 2001, p. 45) – et les grandes villes coloniales – ils représentent 25% de la population de Batavia et 20% de celle de Semarang en 1890 (BOOMGAARD & GOOSZEN, 1991) –, ils sont nettement moins nombreux dans les principautés de l'intérieur, les petits bourgs et les campagnes, où ils jouent néanmoins un rôle clef d'interface entre les régions de productrices et les ports d'où elles sont exportées vers la métropole. Ils y sont acheteurs (*compradors*), collecteurs d'impôts, détaillants, prêteurs et gérants de fumeries d'opium.

118 7 000 fermiers fiscaux (*Kongsi**) pour le compte de l'état colonial étaient ainsi recensés en 1870 (DIEHL, 1993), contribuant à hauteur de 15 à 25% des revenus publics l'administration des Indes Orientales (HOUBEN V. J., 2012, p. 74).

119 Trois statuts sont ainsi créés : les Européens, les « équivalents aux Européens » (c'est-à-dire les Chinois et les autres communautés allogènes comme les Arabes), désignés à partir de 1854 comme « Orientaux étrangers », et les autochtones.

120 Jusqu'au début du 20ème siècle, les Chinois sont ainsi cantonnés à des quartiers dédiés (*Pecinan**).

différenciés[121] ont considérablement appauvri les villes du *Pasisir**[122] ainsi que les bourgs des campagnes, alors que le contrôle de la main d'œuvre et de sa circulation corsetait les principautés javanaises dont le territoire avait été réduit à la portion congrue à l'issue de la Guerre de Java (HOUBEN V. , 1989, p. 204)[123]. En revanche, des villes de plantation purent grandement profiter de la mise en valeur de terres nouvelles, notamment à Java-Ouest et dans la partie orientale de l'île, comme à Malang et Pasuruan.

La critique des excès du *Cultuurstelsel* et l'essor du mouvement libéral aux Pays-Bas ouvrirent une nouvelle ère de politiques économiques et d'aménagement de l'espace colonial connue sous le nom de **Politique éthique**. Une fois encore, Java a fait figure de précurseur en mêlant économie libérale, considérations éthiques et innovations techniques dont beaucoup furent reprises par les puissances coloniales britannique et française, alors encore occupées à étendre leur emprise sur leurs possessions asiatiques[124] (HUFF, 2012). Sur le plan économique, la loi Agraire de 1870, qui autorisa les Européens à louer leurs terres, libéra une partie du foncier arable et de la main d'œuvre du carcan du *Cultuurstelsel*[125] et stimula le secteur privé[126]. De prédateur, l'Etat colonial devint ainsi promoteur de l'économie locale[127] en insérant Java dans une économie internationale multilatérale en plein essor. Il encouragea la création de sociétés anonymes (SA), qui se substituèrent dans les investissements productifs aux fortunes privées, et diffusa les innovations issues de la science occidentale, faisant du système entrepreneurial de plantations javanais le plus performant et le plus avancé d'Asie sur le plan technologique (DICK H. W., 1996, pp. 29-32; KNIGHT, 1996, pp. 155-156). Ses positions menacées par la suppression des fermes fiscales[128] et la concurrence du grand capital venant des Pays-Bas (DICK H. W., 1993), la minorité chinoise se tourna vers le négoce en investissant dans l'importation,

121 Destiné à favoriser les exportations de produits manufacturés aux Pays-Bas, ce système tarifaire a généré un afflux de cotonnades et autres biens de consommation courante en provenance de la métropole à Java et Madura, au détriment de l'artisanat local, appauvrissant encore l'économie des villes. Les importations des Pays-Bas, quasi-nulles en 1832 (sur un total de 2,5 milliards de florins tous pays confondus), atteignirent ainsi 8,7 milliards de florins (sur un total de 11,8 milliards) en 1840 (MANSVELT, 1924, p. 333).

122 Entre 1815 et 1890, la part de la population javanaise résidant dans des villes de plus de 20 000 habitants serait ainsi tombée de 7% à 3% (BOOMGAARD P. , 1989).

123 Une des deux principautés autonomes maintenues à Java, Surakarta, aurait ainsi perdu la moitié de sa population entre 1815 et 1850 (HOUBEN V. , 1989, p. 204).

124 La « mise en valeur » de l'intérieur à la fin du 19ème siècle des terres jusqu'alors relativement peu peuplées et reculées des colonies d'Asie du Sud-Est au profit d'une économie de plantation est connue sous le terme de « déverrouillage des tropiques (*unlocking of the Tropics*) » (KNOWLES, 1928).

125 Dans les années 1880, près d'un quart de la main d'œuvre javanaise était employée à des activités non-agricoles, dans l'industrie (4%), les services (7%) et le commerce (11%) (FERNANDO, 1996, pp. 106-107).

126 En réalité, l'assouplissement du *Cultuurstelsel* fut graduel : la part de terres ou de main d'œuvre forcée exigée de l'Etat est ainsi réduite de moitié entre 1840 et 1870 (HOUBEN V. J., 2012, p. 66).

127 Témoin de cette évolution, la valeur de la monnaie en circulation fut multipliée par 5 entre 1860 et 1880 (VAN LAANEN, 1980).

128 La dernière fut fermée en 1904.

la fabrication et le commerce de gros en ville, la distribution dans les campagnes, de produits de consommation courante (HOUBEN V. J., 2012, pp. 74-75). La libéralisation et la complexification de l'économie et l'essor des infrastructures ferroviaires[129] et portuaires[130] suscitèrent une croissance sans précédent des villes javanaises, qui comptaient alors parmi les plus peuplées (Cf. Carte 4 : Croissance urbaine en Asie du Sud-Est entre 1891 et 1931 ci-après) et les plus modernes d'Asie du Sud-Est. Cités portuaires (Batavia, Surabaya, Semarang), nœuds ferroviaires (Bandung, Probolinggo) et centres urbains desservant les bassins agricoles[131] (Wonosobo, Jember, etc.) constituaient un réseau de portes « reliant les régions du front de plantations à l'économie mondiale » (HUFF, 2012, p. 5) en « connectant les grandes villes à la base de l'économie extractive des zones rurales » (HIRSCHMAN & BONAPARTE, 2012). Cette évolution est à la fois caractéristique d'un processus d'urbanisation qui touchait alors l'ensemble de la région (HUFF, 2012), et atypique, dans la mesure où Java se distinguait alors par une armature urbaine dense et multipolaire[132], mais aussi par la croissance des villes indigènes (principautés autonomes de Surakarta et Yogyakarta) à des rythmes comparables à celui des villes coloniales. Ces cités prospères « de clercs, commerçants, administrateurs, marchands ambulants, grossistes, et travailleurs du secteur des transports » (McGEE T. G., 1967) attirèrent une nouvelle immigration, notamment des Chinois pauvres des provinces côtières du sud-est de la Chine, parrainés par les élites chinoises installées[133], mais aussi des Arabes de la côte de Hadramaout (CLARENCE SMITH, 1997) et des Néerlandais. Cet afflux de population a considérablement dégradé les conditions de vie dans des villes aux infrastructures encore embryonnaires. Avec une vingtaine d'années d'avance sur les autres colonies européennes d'Asie[134], l'administration coloniale a dès lors engagé à Java une politique de viabilisation et de

129 La première ligne d'Asie du Sud-Est fut inaugurée en 1864 à Semarang. L'essor du chemin de fer a favorisé l'essor des d'une classe ouvrière et la création en 1918 du premier syndicat indonésien (*Vereeniging voor Spoor-en Tramweg personeel*) , lié à la fondation en 1921 par Tan Malaka du premier parti communiste en Asie.

130 La révolution de la marine à vapeur alla de pair avec l'ouverture en 1869 du canal de Suez pour faire chuter les délais et les coûts du transport maritime.

131 Il convient en effet de noter que l'essor des centres urbains s'accompagna d'une proto-industrialisation des campagnes où s'implantèrent des unités de transformation des matières premières (raffineries de sucre, ateliers de confection de cigarettes) sur les plantations où les Hollandais, les Chinois et l'aristocratie javanaise enrichis par les réformes libérales pouvaient désormais investir (GEERTZ C. , 1965).

132 A la différence de l'Indochine, de la péninsule malaise, de la Thaïlande, de la Birmanie ou des Philippines, et des autres régions de l'archipel indonésien au développement urbain plus tardif, Java a vu le développement de trois grands ports – Batavia, Semarang et Surabaya qui comptaient au tournant du 20ème siècle parmi les 10 villes les plus peuplées d'Asie du Sud-Est – appuyés par trois nœuds ferroviaires – Bandung, Surakarta-Yogyakarta et Malang – servant leur hinterland à Java-Ouest, Java-Centre et Java-Est, le tout sur un territoire d'à peine 128 000 km^2.

133 On distingue ainsi en Indonésie – toujours aujourd'hui – les *Toko** nouveaux arrivants et les *Peranakan** établis.

134 L'urbanisme colonial français s'est exprimé précocement au Maroc via les travaux d'Henri Prost à qui Lyautey confie la conception d'un plan d'aménagement pour Casablanca dès 1912 (MUNOZ, 1983). Mais ce n'est qu'en 1921 que la volonté de planifier le développement urbain se manifeste en Indochine avec la nomination d'Ernest Hebrard comme architecte-urbaniste

planification urbaine. Pour pallier le sous-équipement, le service des Travaux publics *(Departement voor Burgerlijke Openbare Werken)* édicta des normes pour la construction de bâtiments publics, mais aussi des règles d'urbanisme pour les constructions privées[135], allant jusqu'à imposer aux habitants des obligations de rénovation de leur logement afin de prévenir les épidémies[136]. Des plans de ville furent établis, les rues nommées et numérotées ; les plus importantes furent asphaltées et des réseaux d'égouts créées, moyennant un nouvel impôt local pour les financer (HOUBEN V. , 1989). De nouveaux quartiers ont également été planifiés et aménagés, souvent inspirés par le modèle de la Cité-jardin d'Ebenezer Howard[137]. A partir des années 1930, le champ de l'aménagement commença à être investi par les sciences sociales, jusqu'à faire émerger la planification (*planologi**) comme méthode scientifique de développement des villes (VAN ROOSMALEN, 2011), par opposition à l'urbanisme (au sens de l'*urban design* anglais) davantage inspiré par des considérations esthétiques. La synthèse des préoccupations rationalistes et esthétiques de l'époque donna naissance à une architecture mariant design classique, ornementations romantiques, et solutions techniques adaptées au climat tropical (comme par exemple les façades doubles, les toits à débord, et leurs pentes très inclinées). Le dynamisme de l'art déco et de l'expressionisme aux Pays-Bas (promus de 1910 à 1930 par la célèbre Ecole d'Amsterdam), puis le succès du modernisme et du fonctionnalisme (qui s'exprimaient en Hollande dans le courant *Nieuwe Bouwen*) influencèrent beaucoup les colonies néerlandaises (HARTONO, 2007; GEMEENTEMUSEUM, 1990). Dès les années 1910, les architectes y adaptèrent les modèles en vogue en Europe en introduisant les matériaux de dernière génération (comme le fer et le béton) avec l'ambition de créer de nouveaux styles[138], remarqués internationalement. Par cette vitalité architecturale, Java s'inscrivit comme un des pôles d'expression du mouvement qui gagnait alors l'ensemble des colonies de la région[139].

auprès du gouverneur général, mission qui fera long feu puisqu'il faudra attendre 1928 pour que soit édicté le décret présidentiel sur l'aménagement et l'élargissement des villes indochinoises, premier texte à réglementer les constructions.

135 Le premier de ces règlements d'urbanisme, le « règlement pour la construction des maisons » (*hal bedirikan roemah sabageinja di dalem kota Soerakarta*) est adopté en 1894 à Surakarta (HOUBEN V. , 1989, p. 207).

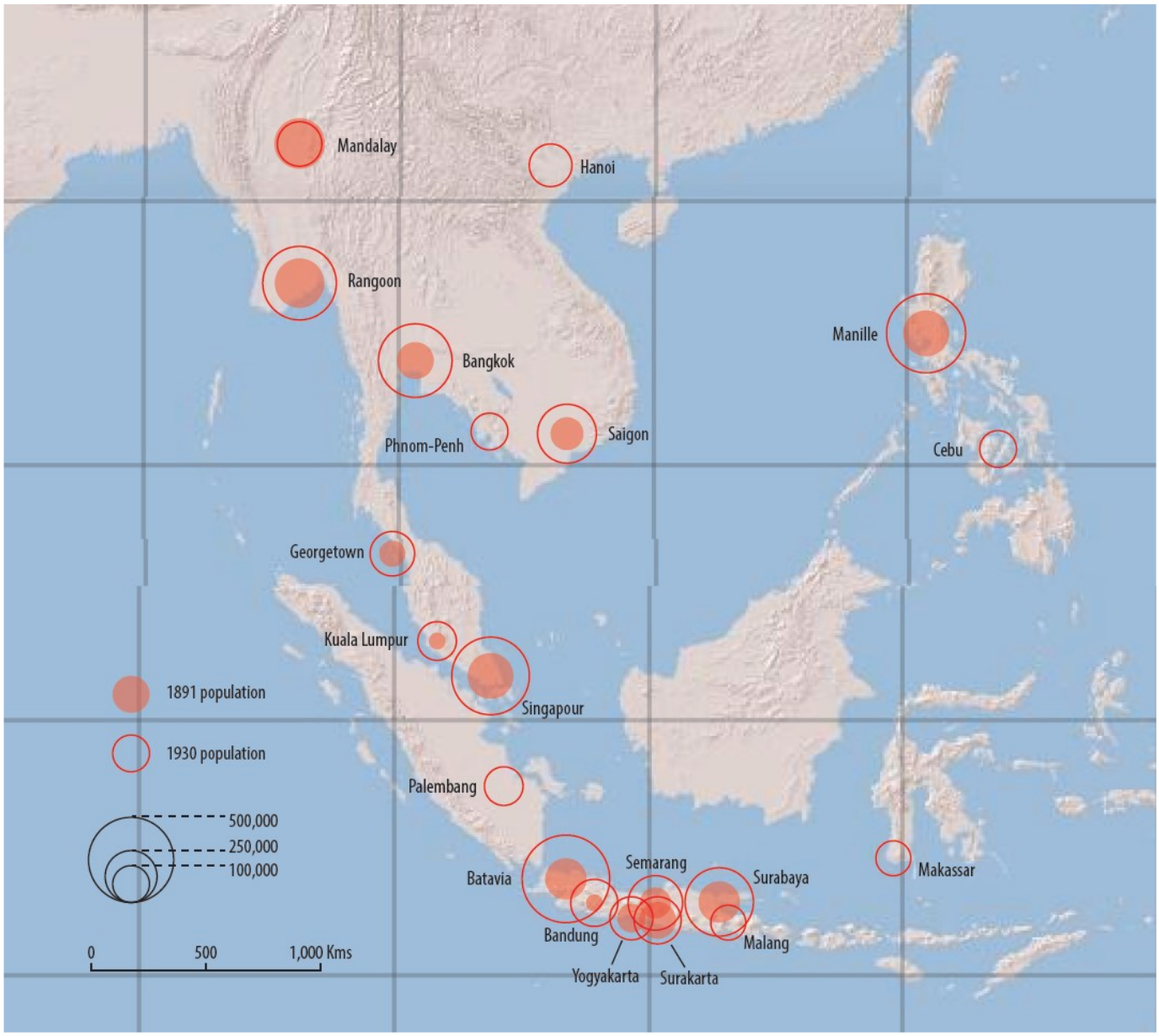
136 Dans les années 1920, 39 000 maisons sont ainsi rénovées à Surakarta, c'est-à-dire la très grande majorité des logements de la ville qui comptait alors environ 150 000 habitants (HOUBEN V. , 1989).

137 Le premier est Menteng-Nieuw Gondangdia à Batavia (1910), conçu par P.A.J. Moojen et associés. Suivent d'autres cités-jardins à Surabaya (1914), Semarang (1916), Bogor (1917), Surakarta (1917-1920), Bandung (1919) et Yogyakarta (1920).

138 A la fin des années 1920, la « Nouvelle objectivité (*Nieuwe Zakelijkheid*) de l'agence Albert Aalbers, Cosma Citroen, K. Bos, W. Lemei, et Schoemaker revendiqua une version minimaliste du modernisme, alors que « l'Architecture Indonésienne » (*Indische architectuur*) de Thomas Karsten et Henri MacLaine Pont ont introduit des motifs néo-vernaculaires qui inspireront les concepteurs tout au long du 20ème siècle.

139 La littérature est à ce sujet particulièrement prolixe sur la richesse de la création architecturale en Indochine coloniale (LANCRET & TIRY-ONO, 2015; CLEMENT-CHARPENTIER, CLEMENT, GOLDBLUM, SISOULATH, & TAILLARD, 2010).

Carte 4 : Croissance urbaine en Asie du Sud-Est entre 1891 et 1931



Conception Julien Birgi d'après des données de (HUFF, 2012)

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est étaient confrontés aux défis de l'extrême pauvreté, d'une croissance démographique accélérée dans un contexte de pénurie du capital financier et humain, aggravés par les guerres de décolonisation et les tensions ethniques post-coloniales. Le père de l'indépendance indonésienne, Soekarno (1901-1970), devenu une des figures de proue du **mouvement des Non-alignés** dont la conférence emblématique de Bandung se tint à Java en 1955, engagea le pays dans la voie d'un nationalisme économique qui, là encore fit date. En effet, l'Indonésie précocement

indépendante[140] se démarqua pendant cette période des politiques d'industrialisation menées par les états du bloc occidental (Philippines, Malaisie, Singapour, Thaïlande) aussi bien que de la priorité donnée aux réformes agraires dans les pays communistes (Cambodge, Laos, Vietnam). L'économie sortie exsangue de la crise mondiale des matières premières des années 1930, de l'occupation japonaise (1942-1945) et de la Guerre d'indépendance (1945-1949) et les attentes sociales exacerbées par la promesse de l'indépendance plaidaient pour l'interventionnisme de l'Etat. Faute de ressources alternatives autant que par idéologie (PAAUW, 1963), Soekarno nationalisa les entreprises néerlandaises en 1957[141] et adopta des mesures protectionnistes en faveur des artisans et des petits entrepreneurs *pribumi**[142] (GLASSBURNER, 1962), très investis dans le mouvement nationaliste (HEFNER, 2000; VON DER MEHDEN, 1963), contre la position dominante des Hollandais et de la minorité chinoise. La politique du *Benteng** (terme malais signifiant « muraille ») préfigura dans une certaine mesure la Nouvelle économie politique (NEP) adoptée en 1969 en faveur des *Bumiputera**[143] en Malaisie. Avec des campagnes surpeuplées tributaires d'une agriculture morcelée[144] qui les exposait à la famine[145], l'instabilité politique et économique poussa vers les plus grandes villes des centaines de milliers de paysans. Cet exode rural nourri par la misère des campagnes se déversa sur les terrains publics récemment expropriés, sans que l'Etat se préoccupât (si tant est qu'il en ait eu les moyens) de leur viabilisation. En matière d'urbanisme, la priorité de Soekarno fut en réalité de transformer Djakarta[146] en manifeste politique, à la fois

140 L'indépendance déclarée le 17 août 1945 fut effectivement conquise au terme d'une guerre coloniale à Java en 1949, après les Philippines (1945) et la Birmanie (1948), mais bien plus tôt que l'Indochine (1954 sauf pour le Sud Vietnam, en 1975), la Malaisie (1963), Singapour (1965) ou Brunéi (1984).

141 Cette mesure a eu pour effet de dégrader encore la situation économique (MACKIE, 1961-1962). Par ailleurs, elle a rendu l'Etat propriétaire de vastes emprises foncières (correspondant aux usines et aux plantations exploitées par les sociétés néerlandaises). Ces grands tènements fonciers disséminés sur l'ensemble du territoire javanais sont encore aujourd'hui des sites de prédilection pour les grands projets d'aménagement publics ou privés.

142 Le terme de *Pribumi** (d'après *Bumi*, « la Terre ») désigne les personnes qui se considèrent comme autochtones, par opposition aux minorités chinoise ou arabe et aux Occidentaux (LABROUSSE, 1984). Ces mesures entraînèrent l'émigration en 1959 d'environ 100 000 Sino-Indonésiens, souvent issues des campagnes (LINDBLAD, 2008).

143 Ce terme désigne les Malaysiens d'ethnie malaise dans la péninsule ou austronésienne dans les états de Sabah et de Sarawak à Bornéo, par opposition aux minorités issues de Chine et des Indes.

144 En 1952-54, parmi les 67,5% de ménages d'agriculteurs propriétaires enquêtés par Jay à Java Centre, 37,5% possédaient moins de 5 000 m² et 87,5% moins de 2 ha (JAY, 1963). L'émiettement de la propriété foncière à Java résulte d'un processus connu sous le nom « d'involution » (GEERTZ C. , 1963), par lequel la population rurale croît au rythme de l'amélioration des rendements agricoles, si bien que le revenu par tête demeure constant à la limite de la survie, et l'ordre social relativement inchangé.

145 On parlait alors de villes « Petromax », d'après le nom d'une fameuse marque de lampes à pétrole qui attirent les moustiques qui s'y brulent les ailes. Elles sont typiques de la période postcoloniale gonflées par l'afflux de « paysans urbains » (MANGIN W. , 1970) qui devenaient des « proto-prolétariens » (McGEE T. G., 1976).

146 L'ancienne Batavia fut ainsi renommée sous l'occupation japonaise pour, déjà, flatter les aspirations anticoloniales (SIHOMBING, 2004, p. 5).

vitrine de l'état nouvellement indépendant et phare du tiers-mondisme sur lequel était fondée une partie de sa légitimité nationale[147] (KUSNO, 2014, p. 65), pendant que les principales villes industrielles du pays (au premier rang desquelles Surabaya, Semarang et Bandung) souffraient de l'agitation politique et syndicale et du départ des entreprises néerlandaises[148]. Cette double ambition – nationaliste et internationaliste – explique les tentatives de combiner symboles vernaculaires et monuments de portée internationale[149], les thèmes célébrant à la fois construction nationale et émancipation des peuples (Tugu Irian Barat, 1963) ou la place du

147 Dans un de ses fameux discours, Soekarno déclara ainsi : « Camarades de Djakarta, faisons de Djakarta la plus grande cité possible. Grande pas uniquement d'un point de vue matériel ; grande, pas seulement en raison de ses gratte-ciels ; grande, pas seulement par ses boulevards et ses rues admirables ; grande, pas seulement pour ses monuments magnifiques ; mais grande dans tous les aspects, jusqu'aux petites maisons des travailleurs de Djakarta où il doit y avoir un sens de la grandeur […]. Donnez à Djakarta une place extraordinaire dans l'esprit des Indonésiens, car Djakarta appartient au peuple de Djakarta, Djakarta appartient à l'ensemble du peuple indonésien. Plus encore, Djakarta devient le phare de toute l'humanité. Oui, le flambeau des nouvelles forces émergentes » (ABEYASKERE, 1987, p. 168).

148 De 1930 à 1961, le taux de croissance annuelle des 23 villes de plus de 100 000 habitants montre que les villes portuaires (3,5% pour Surabaya, 2,7% pour Semarang, 1,4% pour Pekalongan, 3,5% pour Cirebon), administratives (2,8% pour l'ancienne résidence d'été du gouverneur hollandais, Buitenzorg devenue Bogor) et des principautés autonomes (2,7% pour Yogyakarta et 2,6% pour Surakarta) connurent une expansion moindre que la capitale (5,5%), les « villes-relais » de l'intérieur des terres (5,9% pour Bandung, 4,4% pour Malang, 3,8% pour Kediri, 3,55% pour Madiun, 5,1% pour Tasikmalaya) et les villes des îles périphériques (5,9% pour Medan, 4,8% pour Palembang, 4,9% pour Makassar, 3,8% pour Banjarmasin, 3,9% pour Pontianak, 3,3% pour Padang, 5,4% pour Lampung, 5,0% pour Manado, 6,5% pour Pematang Siantar, 5,3% pour Jambi). Lors du dernier recensement de la présidence Soekarno en 1961, le taux de population urbaine (dont les critères de définition varient cela dit d'un pays à l'autre) en Indonésie (15,5%) était un des plus bas d'Asie du Sud-Est, très loin derrière Singapour (62,6% en 1960), la péninsule malaise alors encore britannique (42,7% en 1957) et les Philippines (35,3% en 1956). Le pays était alors plus proche des parties les moins industrialisées de la région, à savoir la Birmanie (15,3% en 1953), le Sabah au nord de Bornéo (13,4% en 1951), le Cambodge (12,8% en 1958), la Thaïlande (11,8% en 1960), et le Sarawak (10,8% en 1947) (MILONE, 1964). Le plan de développement de 8 ans concocté par le Conseil de développement national (*Dewan Perantjang Nasional, Depernas**), auquel Soekarno a demandé de décliner le « socialisme indonésien » (PAUKER, 1961), essaie de diriger les investissements vers les régions les moins développées des îles périphériques (MILONE, 1964, p. 1003). Ce choix au détriment de l'armature urbaine existante se double d'une pénurie de compétences en aménagement qui affecta la gestion des infrastructures développées par les autorités coloniales. Il faut dire que, dans la continuité de l'ordonnance de 1948 sur la planification des villes, le Bureau central de la planification concentrait à Djakarta l'expertise de toutes les Indes Néerlandaises. Restés après l'indépendance, les experts hollandais proposèrent une loi sur l'aménagement (*Spatial Planning Act*) en 1951. Rédigé en néerlandais par des experts hollandais, ce projet ne fut finalement pas été adopté par la nouvelle république indonésienne, laissant le pays sans loi sur l'urbanisme jusqu'en 1992.

149 Le monument National (*Monumen Nasional, Monas*), édifié place de l'indépendance, en est sans doute l'archétype. Conçu par Soekarno comme une émergence aussi visible que la tour Eiffel à Paris, il mobilise le symbole javanais du *tugu*, combinaison du *lingam** et du *yoni** hindouistes. Ceux-ci sont « des symboles anciens qui désignent la vie éternelle ; il y a un principe positif (le *lingam*) et un principe négatif (le *yoni*), comme le jour et la nuit, la masculinité et la féminité, le bien et le mal […]. Le *lingam* est incarné par le pilon auquel s'apparente la flèche, qui s'érige haut vers le ciel, et le *yoni* par le mortier qu'évoque le hall [du bâtiment] en forme de bol. Mortier et pilon sont par ailleurs des ustensiles que chaque famille indonésienne utilise quotidiennement, notamment à la campagne. » (ABEYASKERE, 1987, p. 169).

jeune Etat dans le concert des nations non-alignées (stade inauguré pour les jeux Asiatiques de 1962), sans parvenir à exprimer dans l'espace physique toute la mégalomanie de Soekarno qui dut parfois se contenter de manifestations ponctuelles et désordonnées (WIDODO J. , 2009, p. 12) et d'une toponymie et d'une cartographie incantatoires [150]. La dichotomie entre une capitale hypertrophiée par les prétentions nationalistes du père fondateur au détriment des villes secondaires était alors assez répandue dans les pays nouvellement indépendants (CHEEMA, 1991, p. 81) comme les Philippines ou la Birmanie. Mais le spectre des valeurs dévolues à la capitale (un mélange unique de cosmogonie, d'expressionisme, de nationalisme, et d'internationalisme) conjugué à l'étendue des mesures économiques aux effets anti-urbains est sans équivalent en Asie du Sud-Est.

La période dite de l'Ordre nouveau (*Orde Baru) (1966-1999)** a marqué une nouvelle étape dans la recherche d'une voie indonésienne (et plus particulièrement javanaise, eût égard au javanocentrisme du régime) de développement. Quand le général Suharto prit le pouvoir en 1965, l'économie du pays était en quasi-faillite [151]. La succession de politiques industrielles, d'abord tournées vers la substitution des importations (de 1966 à 1985) puis de promotion des exportations (à partir de 1985), est typique des trajectoires des économies de marché de la région (Singapour, Thaïlande, Malaysia, Philippines) et au-delà (Corée du Sud, Taiwan). Elle a permis de soutenir une croissance économique du PIB à un rythme annuel spectaculaire de 7% et de faire chuter la pauvreté, érigeant l'Indonésie en exemple régional et international[152], jusqu'à valoir à Suharto le surnom de « père du développement » (*Bapak pembangunan**[153]), à l'image d'un Lee Kuan Yew[154] à Singapour ou d'un Mahathir Mohamad[155] en Malaysia. En particulier, les réformes libérales adoptées en 1985 suite au contre-choc pétrolier et aux accords du Plaza-Athénée[156], après une période marquée par l'argent facile des revenus des hydrocarbures gonflés par le choc pétrolier de 1973[157] (FRANCK,

150 Soekarno est allé jusqu'à faire dessiner en 1963 un planisphère déplaçant le méridien 0 de Greenwich à Djakarta et renommant l'océan Indien l'océan Indonésien (VITTACHI, 1967, p. 28).

151 Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est alors plus bas que celui des pays d'Afrique subsaharienne (MADDISON, 2003).

152 Les économistes de la Banque Mondiale ont ainsi célébré l'Indonésie comme « un des pays qui ont le mieux réussi leur développement » (Deepak Gupta) et « un des exemples les plus d'ajustement structurel dans le monde en développement, avec d'importants enseignements » (Caulkinks, qui se réfère ci aux mesures adoptées suite au contre-choc pétrolier de 1985).

153 En indonésien, le terme « Bapak » signifie à la fois « père » et l'appellatif « Monsieur ».

154 Premier ministre de 1959 à 1990, père de l'indépendance et du modèle singapourien de développement.

155 Premier ministre de 1981 à 1998, connu pour être l'artisan du décollage économique malaysien, jusqu'à être lui aussi emporté par la crise financière asiatique.

156 Cf. note 11 p. 4.

157 Les effets pervers des industries extractives, connus en économie sous le nom de « mal hollandais » (*Dutch disease)* d'après une étude du déclin de l'industrie manufacturière dans la région de Groningen aux Pays-Bas dans les années 1960 après la découverte de gisements de gaz naturel (The Dutch Disease, 1977), se manifestèrent en Indonésie par des programmes industriels prohibitifs comme le complexe sidérurgique de Krakatoa et l'envolée de la corruption.

1994), entraînèrent un essor spectaculaire du secteur manufacturier (ATHUKORALA & SANTOSA, 1997), notamment à Java qui a concentré les IDE (HILL H. , 1996/2000). Représentatif d'un « modèle asiatique de développement », l'Ordre nouveau l'a été du point de vue de la stabilité imposée par un pouvoir autoritaire, où l'Armée dispute les prérogatives économiques aux technocrates libéraux de la « Mafia de Berkeley »[158] (THEE, 2002), et interventionniste, via des plans quinquennaux (*Rencana Pembangunan Lima Tahun, Repelita**) qui visaient à stabiliser l'économie (achat des surplus agricoles, contrôle des prix), protéger le marché intérieur, développer les infrastructures, améliorer les rendements agricoles et promouvoir les IDE. Il le fut également au niveau de l'alliance entre le premier cercle du pouvoir politique, l'Armée et les principales fortunes du pays connue sous le nom de « capitalisme de connivence » (*crony capitalism)* ou, en Indonésie, de « corruption, collusion et népotisme » (*Korupsi, Kolusi, Nepotisme, KKN*), propice aux programmes industriels dispendieux[159] (THEE, 2002; VAN ZANDEN & MARKS, 2012), à une surexploitation des ressources naturelles, à un recours excessif aux bailleurs de fonds internationaux[160] et à une corruption généralisée. Mais l'Indonésie s'est démarquée de ses voisins singapouriens, malaysiens et thaïlandais par un dévoiement bien plus grand que chez eux de la doxa du capitalisme d'Etat. Le protectionnisme et les monopoles étatiques confiés aux affiliés du clan Suharto ont en effet davantage permis de défendre les intérêts de la classe dirigeante que l'essor d'une industrie nationale (THEE, 2002). Sur le terrain, la bureaucratie pléthorique a exercé une mainmise sur l'économie et la société[161] via le Parti des groupes fonctionnels (*Partai Golongan Karya, Golkar**)[162], qui se vit confier la nomination des fonctionnaires et la gestion des biens publics (y compris les engrais et les crédits alloués à la révolution verte) (VAN ZANDEN & MARKS, 2012), ce qui en fit une machine électorale d'essence corporatiste tout à fait caractéristique des systèmes fascistes. Quant aux politiques sociales en faveur du plus

158 Le pouvoir des militaires est à son zénith entre 1968 et 1974, quand ils occupent 6 des 18 postes du cabinet présidentiel (*Asisten Pribadi, ASPRI)*, notamment les fonctions influentes de conseiller pour les affaires spéciales (général Ali Murtopo) et de conseiller pour les affaires économiques (général major Sujono Humardhani). Si leur pouvoir au sommet de l'exécutif décroît par la suite, il reste considérable (CROUCH, 2007).

159 Les échecs les plus patents étant les programmes automobiles et aéronautiques portés par le ministre de la Recherche et des technologies (1978-1998) et futur président de la République (1998-1999) Bacharuddin Jusuf Habibie en lien avec le clan Suharto, qui ne sont pas sans rappeler le naufrage du projet de voiture malaysienne Proton, sensée être la vitrine du nationalisme industriel de Mahathir (WAD & GOVINDARAJU, 2011).

160 La dette publique atteint 120% du PIB fin 1997, à laquelle il faut ajouter une dette privée égale à 70% du PIB, portée notamment par des conglomérats liés au pouvoir (FMI, 1998).

161 L'Ordre nouveau a hérité d'une bureaucratie déjà pléthorique, l'Indonésie de Soekarno ayant massivement recruté pour pallier le départ des administrateurs néerlandais, mais aussi intégrer les militants de la lutte pour l'indépendance et satisfaire les attentes sociales de la population. Mais le nouveau régime a considérablement étendu son emprise sur les affaires du pays, à tous les niveaux de l'administration.

162 Le Golkar est issu du Sekber Golkar, organisation hybride entre l'armée et des syndicats non-communistes créée en 1964 afin de contrecarrer l'influence grandissante du parti communiste indonésien et de ses syndicats parmi les ouvriers et les paysans.

grand nombre[163], érigées en priorité (PRAWIRO, 1998) par un régime qui ne laissait pourtant pas augurer d'une fibre sociale[164], elles pourraient s'expliquer par la volonté de couper l'herbe sous le pied de l'agitation sociale qui avait favorisé la montée du communisme sous Soekarno et la nécessité d'une contrepartie au caractère hautement répressif du régime depuis son avènement (KINGSBURY, 2003) [165]. La CFA [166] a brutalement déconstruit le mythe indonésien : douze mois de chute de la devise nationale, d'inflation galopante, et de fuite massive des capitaux provoquèrent une récession plus forte que dans tout autre pays asiatique, provoquant in fine la chute du régime en mai 1998. Le « miracle » (Banque Mondiale, 1993) devenait mirage économique, et le tigre indonésien se montrait soudain de papier, trahissant son incapacité à « dépolitiser » l'économie pendant la décennie précédente (PABOTTINGI, 1995). Ces dérives de l'interventionnisme étatique que l'on retrouve dans certains pays de la région[167] ne sont pas antithétiques de progrès économiques incontestables, mais nulle part ailleurs ce modèle inspiré des prétendues « valeurs asiatiques » [168] a-t-il été autant dévoyé qu'en Indonésie, au point de pouvoir qualifier l'Ordre nouveau d'archétype d'un capitalisme dispendieux (*high-cost capitalism*).

En matière d'aménagement du territoire, l'Indonésie de Suharto est un cas rare de régime capitaliste ayant mené une politique visant à contenir (voire réduire) l'influence des grandes villes, considérées avec

163 Subvention du prix de l'essence, du gaz domestique et de l'électricité, contrôle des prix du riz, généralisation de l'éducation primaire et des services de santé de proximité, etc.

164 Aux côtés des technocrates libéraux issus de la grande bourgeoisie urbaine qui ont étudié aux Etats-Unis, on trouve en effet dans les cercles dirigeants de nombreux militaires de carrière virulemment anti-communistes souvent issus des élites rurales javanaises, particulièrement conservatrices sur le plan politique et social. Suharto (1921-2008) lui-même est né dans un petit village proche de Yogyakarta d'un père propriétaire foncier (ELSON, 2001).

165 Cet aspect de l'Ordre nouveau, que longtemps les commentateurs étrangers n'ont pas voulu voir, a récemment suscité l'attention de jeunes chercheurs qui ont mis en lumière l'ampleur des exactions commises. Ainsi, la prise de pouvoir en 1965-1966 va de pair avec une campagne de massacres orchestrée par l'armée et les partis religieux qui causa la mort d'environ 500 000 communistes, syndicalistes, personnes issues de la communauté chinoise et autres opposants ou suspectés de l'être, ainsi que l'emprisonnement ou la déportation de 600 000 à 750 000 personnes supplémentaires (McGREGOR, 2013). Les guerres extérieures ou civiles menées par l'armée au Timor oriental, à Aceh ou en Papouasie occidentale ont causé des pertes humaines considérables (200 000 à 300 000 sur une population de 800 000 rien qu'à Timor (DEFERT, 1992). Quant à la répression au quotidien des mouvements sociaux ouvriers, paysans ou étudiants, elle fut impitoyable.

166 Cette crise est connue en Indonésie sous le nom de crise monétaire (*Krisis Moneter, Krismon**).

167 On pense notamment à la Malaysia où, sous couvert de réduire les inégalités sociales et assurer le développement, la Nouvelle économie politique (NEP) du Premier ministre Mahathir a placé le pays et son économie sous la tutelle de son parti politique, l'Organisation nationale des Malais unis (*United Malays National Organization, UMNO*) (LAFAYE DE MICHEAUX, 2012).

168 Cette expression fut popularisée par la publication d'un entretien entre un député nationaliste japonais et le premier ministre malaysien (SHINTARO & MAHATIR, 1996). « A l'Occident décadent et arriéré, ils opposent une Asie dynamique et avancée dans laquelle les dirigeants œuvrent au bien-être de la collectivité, où le chômage est maintenu à un niveau très faible, où la délinquance est peu élevée et très sévèrement réprimée, où les jeunes, attachés aux valeurs familiales, respectent encore leurs parents, où le concept de 'victime de la société' constitue un non-sens » (NGUYEN, 2006).

circonspection comme des foyers d'agitation sociale et de contre-pouvoir économique (FRANCK, 1994). Contrairement à la plupart de ses voisins où les villes sont assimilées aux fers de lance du développement, l'Etat central a veillé à les maintenir dans le carcan d'une stricte nomenclature administrative, centralisant l'ensemble des relations internationales à Djakarta, au détriment des cités portuaires de Surabaya, Semarang ou Medan reléguées à un rôle de desserte régionale. Dans les campagnes, les travaux d'équipement et la révolution verte[169] ont ancré la majorité des riziculteurs qui virent leurs conditions de vie s'améliorer nettement[170]. Les plaines rizicoles densément peuplées de Java furent le principal récipiendaire de cette politique de développement rural. L'amélioration des moyens de transports a permis de les intégrer dans un réseau de grandes villes, de petites villes et de bourgs équipés de services élémentaires, affirmant un continuum entre villes et campagnes typique du *Desakota* propice aux migrations économiques pendulaires ou circulaires[171]. Cela n'a pas empêché la population urbaine de croître très significativement[172], posant des problèmes considérables de production de logement et de mise à niveau des infrastructures[173]. Pour y

[169] La révolution verte avait pour objectif d'augmenter les rendements et à stabiliser le revenu des agriculteurs, au premier chef les riziculteurs javanais, considérés par le régime comme la clé de voute de la stabilité de l'Ordre nouveau, dans un contexte où la menace communiste au sein des masses paysannes préoccupait le monde occidental, en Indonésie comme aux Philippines (autre foyer de la révolution verte en Asie du Sud-Est). Formalisée dans une série de stratégies (*Bimbingan Massal. Bimas* en 1969, puis *Intensifikasi Massal, Inmas* en 1973, et *Intensifikasi Khusus, Insus* en 1978), elle a consisté à investir dans des travaux d'irrigation, promouvoir la distribution d'intrants – variétés de riz à haut rendement, engrais, pesticides – accompagnés d'un accès individuel et collectif au microcrédit – via la Banque populaire indonésienne, Bank Rakyat Indonesia (BRI) (qui pour l'anecdote inspira le créateur en 1983 de la célèbre Grameen Bank, Muhammad Yunus), la création d'une agence logistique (*Badan Urusan Logistik, Bulog**) qui achète les récoltes à prix garanti et gère leur vente sur le marché. D'un point de vue quantitatif, les résultats ont été spectaculaires : premier importateur mondial de riz dans les années 1960, l'Indonésie devint autosuffisante en 1983-1984. L'émergence d'une petite bourgeoisie rurale a stimulé l'économie rurale qui a mieux résisté que dans la plupart des autres pays émergents. La révolution verte est cependant critiquée pour avoir favorisé une minorité de paysans propriétaires de leurs terres et pour son impact sur l'agriculture vivrière et l'environnement (BUDIJANTO, 2009).

[170] On a ainsi pu noter une forte progression de l'emploi non-agricole, notamment artisanal et tertiaire. « Le secteur du commerce et des services s'est également largement développé en milieu rural. Il ne s 'agit pas uniquement d 'activités "informelles". Beaucoup d'employés du secteur tertiaire en milieu rural sont des fonctionnaires travaillant dans l'enseignement ou les services de santé, reflétant la politique de dispersion de ces équipements menée par l'État depuis les années 1970. » (FRANCK, 1994, p. 399).

[171] « Les villageois apparaissent très mobiles, d'autant que les moyens de transport sont devenus meilleur marché et plus fréquents. Ils migrent dans le but de trouver un emploi, vendre ou acheter des biens ou entrer dans le système éducatif […]. Les ménages ruraux sont de plus en plus nombreux à dépendre de revenus gagnés en ville, les migrants temporaires remettant à leur famille jusqu'à 40% des sommes recueillies » (FRANCK, 1994, p. 399).

[172] La population urbaine est ainsi passée de 14 millions d'habitants (14,8% de la population totale) en 1961 à 55 millions (30,9%) en 1990, soit un rythme annuel moyen de 5,4% contre 3,7% pendant la décennie précédente (FRANCK, 1994).

[173] On estime ainsi qu'au tournant des années 1990, 700 000 logements supplémentaires étaient nécessaires chaque année pour faire face à la hausse de la population urbaine (FRANCK, 1994).

répondre, l'Ordre nouveau fait un choix original par rapport aux autres pays de la région[174] : dans la continuité des travaux de l'architecte britannique John Turner[175] et avec le concours de la Banque mondiale, il a privilégié la viabilisation des quartiers informels existants à la création de nouveaux ensembles, en s'appuyant sur la participation des habitants. Le Projet d'amélioration des *kampung** (*Kampung Improvement Project, KIP**), qui a mobilisé « le développement socio-culturel pour renforcer la participation et promouvoir l'appropriation communautaire, le développement économique pour valoriser les petites entreprises, et le développement des infrastructures pour améliorer le cadre de vie » (ALIE SYAHBANA, 2008, p. 42), est exceptionnel pas sa longévité[176], le nombre de bénéficiaires touchés[177] et sa sobriété[178]. Si des programmes de philosophie comparables ont été mis en œuvre ailleurs dans le monde – notamment sous le terme anglais de « sites et projets (*site-and-project*) » – après la Conférence des Nations-Unies sur les établissements humains de 1976 (CHEEMA, 1991, p. 83), aucun d'entre eux n'a atteint l'ampleur du KIP, ni obtenu une telle reconnaissance internationale[179], en dépit des arrière-pensées politiques contestable qui l'ont motivé[180]. Mais à côté de cette politique urbaine particulièrement sobre (*low-cost urban policy,* par opposition au développement économique *high-cost* évoqué plus haut) dont peut se prévaloir le laboratoire javanais, se sont développées dans l'île pendant l'Ordre nouveau et depuis toutes les typologies urbaines qui émergeaient ailleurs en Asie :

174 A Singapour ou en Malaisie, l'accent a été mis sur l'aménagement de nouveaux quartiers et de villes nouvelles, alors qu'en Thaïlande et aux Philippines, l'Etat a plutôt subventionné la construction de grands ensembles (GOLDBLUM, 1988).

175 Turner est connu pour avoir mis en avant la capacité des ménages pauvres à construire leur propre logement et à gérer leur quartier, avec un besoin limité de fonds publics (TURNER, 1969; TURNER, 1972).

176 Si la première génération du *KIP* (1969-1978) était d'essence technocratique, le programme a évolué vers une implication accrue des communautés locales, en mettant l'accent sur les valeurs soulignées comme typiquement javanaises du travail communautaire (*gotong-royong*). Le rôle du gouvernement consistait alors à financer les matériaux de construction et à apporter une expertise technique, directement ou par l'entremise d'universités et d'organisations non-gouvernementales (ONG), pour l'élargissement des rues, l'assainissement, la construction d'équipements de proximité et la mise en place de systèmes de collecte des déchets, la main d'œuvre étant à la charge des bénéficiaires (SILAS, 1983; SILAS & INDRAYANA, 1988; SILAS, 1992). Dans les versions les plus tardives du *KIP*, le choix des investissements à réaliser était laissé à la discrétion des communautés locales, qui devaient concourir à la moitié du coût par leur travail, la fourniture de matériaux ou de foncier, ainsi qu'assurer la gestion et l'entretien des réalisations.

177 De 1969 à 1994, le *KIP* a rénové 770 ha de quartiers informels dans 800 villes du pays, bénéficiant à une population estimée à 30 millions d'habitants défavorisés (WORLD BANK, 1995).

178 L'investissement public par logement d'à peine 118 $ à Djakarta et 23 $ dans les autres villes (WORLD BANK, 1995).

179 Le *KIP* s'est ainsi vu décerner le prix de l'Aga Khan en 1980 et en 1986, le prix du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) en 1990, et le Prix des Nations-Unies-Habitat (UN Habitat) en 1991. Il a également été cité en exemple dans de nombreuses conférences comme Habitat II (Istanbul, 1996), Cities Alliance (Washington DC, 1999), ou encore par un discours du président Wolfenson de la Banque Mondiale en 2004.

180 Le *KIP* a en effet permis au régime dictatorial de conforter son emprise sur les quartiers populaires (GOLDBLUM, 1988).

zones industrielles (*kawasan industri**) centres commerciaux (*mall*), immeubles de standing (*condominium*), ensembles collectifs (*rumah susun**) lotissements de maisons individuelles (*perumahan**), etc.

Au fil de ces quelques pages, nous avons essayé de montrer que Java a été le théâtre d'une grande diversité de systèmes économiques qui ont façonné des typologies urbaines variées. Le spectre de ces expériences économiques et urbaines – spontanées ou planifiées – couvre la plupart des typologies que l'on trouve ailleurs dans la région, mais il comprend également des formes endémiques. Souvent pionnière dans une région dont elle représente un cinquième de la population et de l'économie, Java peut ainsi être considérée non seulement comme un échantillon représentatif de l'Asie du Sud-Est, mais aussi un incubateur d'influences extérieures et un laboratoire diffusant des modèles, ce qui en a fait un terrain d'observation privilégié des phénomènes contemporains.

Pour un rapprochement de l'économie, de la sociologie et des sciences urbaines dans les études aréales

En 2006, deux chercheurs respectés de l'Université nationale de Singapour alertaient sur la chute des moyens alloués, en Occident, à la recherche sur l'Asie du Sud-Est, ce qu'ils expliquent par la chute du modèle asiatique de son piédestal après la CFA de 1998 et l'émergence du terrorisme islamique mondial dans la décennie 2000 (CHOU & HOUBEN, 2006)[181]. Ils notaient que le centre de gravité de la recherche sur la région s'était déplacé vers l'Asie[182]. Dans le même temps, ils déploraient « qu'au lieu d'être à la pointe d'une recherche et d'un enseignement interdisciplinaires, la plupart des spécialistes aréaux opéraient dans des niches restreintes […]. L'interface entre disciplines et région n'a pas été résolue par l'approche aréale […]. Les théories et les méthodes semblent appartenir à des disciplines qui considèrent un ou plusieurs champs thématiques comme leur principal centre d'intérêt » (CHOU & HOUBEN, 2006, p. 19). Or, pour une région où « les anciennes routes commerciales, les traités et les alliances ont juxtaposé une grande diversité de religions, de langues, de cultures et de peuples dans un espace relativement petit », et dont l'interconnexion avec le reste du monde a été constante au fil des siècles, l'Asie du Sud-Est « implique une compréhension des problématiques universelles autant qu'une appréciation de la logique interne et des pratiques systémiques de sociétés particulières », ce qui requiert un dialogue multi et interdisciplinaire » (GOH & YEOH, 2003). Il est vrai que les approches transversales mobilisant les méthodes et les résultats de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, de la géographie et de l'aménagement, qui toutes analysent les facteurs qui façonnent les

181 Cet appel fut publié sous la forme d'un ouvrage collectif rédigé dans la continuité d'un panel intitulé « Reconceptualiser les études sud-est asiatiques » qui s'est tenu dans le cadre de la Troisième Convention internationale des chercheurs sur l'Asie (*International Convention of Asian Scholars, ICAS 3*), organisée à Singapour en 2003.

182 Ainsi, au début des années 2000, pratiquement tous les grands pays d'Asie Orientale et du Sud-Est (à l'exception de l'Indonésie) ont-ils monté des programmes d'enseignement sur l'Asie du Sud-Est.

territoires et les sociétés sont rares, une situation aggravée par le peu de passerelles entre les littératures francophone, anglophone et indonésienne, ce qui fragmente un peu plus des études aréales déjà compartimentées de fait par les champs disciplinaires. L'œcuménisme des anciens comme Geertz ou Lombard, qui n'hésitaient pas à multiplier les sources et les angles disciplinaires pour décrypter les processus de transformation des sociétés sur le temps long[183], est devenu rare.

Pourtant, l'interdisciplinarité se pose avec acuité pour appréhender la question du développement, prisonnière d'un débat souvent antinomique entre sciences économiques et études urbaines. En effet, du côté des premières, **la macroéconomie** s'attache à expliquer les déséquilibres qui prévalent sur les différents marchés (des biens et services, du travail, du capital) et à évaluer les effets des politiques publiques (libre-échange, investissement, traitement social du chômage, etc.) sans réelle prise en compte des spécificités spatiales et sociales locales ; **l'économie spatiale** s'intéresse assez peu à la morphologie urbaine (voire à l'espace tout court…), préférant se concentrer sur les mécanismes de localisation des activités au mépris de la manière dont elles s'insèrent localement ; **l'économie urbaine**, enfin, se concentre sur la question du coût des infrastructures et des services publics d'une part, les marchés immobiliers d'autre part, avec peu de considération, là encore, pour leurs interactions avec les formes d'organisation sociale et urbaine[184]. Ce constat est particulièrement criant pour l'Indonésie, où la littérature des « économistes et des historiens de l'économie a pratiquement ignoré les questions urbaines » (DICK H. D., 2002). De leur côté, **les études urbaines**, bien que pouvant mobiliser un large éventail de disciplines – de la géographie à l'histoire, la sociologie et l'anthropologie, en passant par l'urbanisme et l'architecture, mais aussi depuis le début des années 1990, l'écologie – tendent à tourner le dos à l'économie, à la fois pour des raisons méthodologiques (l'analyse qualitative s'accommode mal de modélisation mathématique) que dogmatiques, face à une discipline perçue comme méprisante des réalités sociales des plus démunis. Pourtant, nous avons rappelé plus haut combien les lois économiques régissent l'évolution et la distribution spatiale des activités humaines, jouant un rôle déterminant dans la transformation du territoire et des sociétés qui y vivent. Fort heureusement, l'opposition entre études urbaines et **sociologie** est moins frontale. « Les sociétés humaines, entre autres activités, par ces activités mêmes, et au service de ces activités, organisent leur espace ; et cette organisation est une des conditions nécessaires à leur reproduction en tant que sociétés. L'espace est donc à la fois environnement et partie des sociétés; produit et agent de leur production et reproduction ; 'entrée' et 'sortie' du système social » (BRUNET, 1980). Quant à **la critique écologiste**, qui gagne du terrain dans la sphère académique comme dans l'ensemble du débat public, elle « se construit largement hors les sciences sociales : ce sont les sciences de la

183 Prenant l'exemple d'une petite ville javanaise, Geertz « tente de dépeindre l'interaction entre les facteurs écologiques, économiques, socio-structurels et culturels sur une période de temps raisonnablement longue et d'en tirer des conclusions sur l'importance relative de ces facteurs dans le modelage de la vie humaine » (GEERTZ, 1965, p. 2).

184 L'Indonésie comme terrain d'étude ne déroge pas à la règle : « jusqu'à présent, là où la ville a été étudiée, c'est principalement par des historiens et des sociologues, pour qui la ville est un cadre de référence logique » (DICK H. D., 2002).

nature qui se rebellent contre le 'développement'[185] » (FLIPO, 2011, p. 374), et ce alors même qu'elle prétend décrypter des systèmes composés de structures non seulement physiques, mais aussi sociales et économiques[186]. Ainsi, non seulement le débat scientifique est à l'image du débat public de plus en plus exacerbé opposant société industrielle et société pré- ou post-industrielle guidée par une quête d'harmonie avec la nature, mais il se double d'une confrontation académique disciplinaire, où s'affrontent économie et anthropologie urbaine, économie et écologie, anthropologie et sociologie, etc. au risque de contradictions stériles faute de pouvoir être dépassées[187].

Face à cette radicalisation du débat académique, **la géographie**, qui utilise les vertus intégratrices de l'espace comme cadre d'analyse des phénomènes économiques, sociaux et physiques, a un rôle essentiel à jouer. En faisant dialoguer les apports de l'économie spatiale, de la sociologie, de l'analyse urbaine, des sciences politiques et de l'écologie humaine sans être inféodée aux courants idéologiques qui structurent chacune de ces spécialités, elle peut mieux rendre compte de l'évolution des territoires, des activités et des communautés qu'ils hébergent. Pour décrypter la complexité des processus et de leurs relations causales, il lui suffit de reprendre à son compte les approches « interactionnelle » (*interactionist*), « transactionnelle » (*transactionist*) (WERNER, ALTMAN, & BROWN, 1992) ou « auto-organisatrice » (DE ROSNAY, 1975) introduits par l'écologie et le comportementalisme environnemental, outils méthodologiques relevant de l'analyse systémique particulièrement adaptés aux objets urbains (MUNASINGHE, 2013)[188], a fortiori quand ils peuvent être qualifiés de subalternes, informels, diffus ou émergents.

185 Flipo note ainsi que « les best-sellers du mouvement écologiste naissant sont écrits par des naturalistes : *Road to Survival* (William Vogt, 1948), *Our Plundered Planet* (Fairfield Osborn, 1948), *La Bombe P* (Ann et Paul Ehrlich, 1968), *Nous n'avons qu'une seule Terre* (de l'écologue René Dubos et de l'économiste britannique Barbara Ward, 1972) *L'Encerclement* (Barry Commoner, 1972), *Le Macroscope* (Joël de Rosnay, 1975), *L'Homme renaturé* (Jean-Marie Pelte, 1977) etc. Ces voix montèrent en puissance dans les années 1960 et 1970, avant de s'atténuer, de revenir autour de 1988-1990, avec à l'apogée le Sommet de la Terre à Rio, puis de reculer de nouveau, avant de réapparaître au milieu des années 2000. Elles ne veulent pas seulement "protéger la nature" mais fonder un nouveau paradigme dont la nature serait le pivot » (FLIPO, 2011, pp. 374-375).

186 « "Le social", pour elle, est fondé sur la coopération universelle de tous les êtres, appartenant ou non à l'espèce humaine, les non-humains jouant un rôle majeur dans la production des biens communs dont nous jouissons (stabilité climatique, fertilité etc.) et dont l'usage massif de ressources fossiles avait pu faire oublier la nécessité. Le "travail", au sens de division du travail et d'échange, n'est donc plus le lieu unique de la société. Les humains ne sont plus les seuls avec qui faire société est possible » (FLIPO, 2011, p. 375).

187 Ce qui amène Flipo à qualifier la critique écologiste de réactionnaire, en ce sens qu'elle « appelle à un retour en arrière, du point de vue des développementistes » (FLIPO, 2011, p. 376).

188 « […] plusieurs éléments communs à ces quartiers peuvent être identifiés comme révélateurs d'un fonctionnement systémique : le premier et le plus explicite d'entre eux est le réseau socio-politique qui a toujours influencé la structuration de l'ordre social, spatial et économique du quartier (*township*). Le second est l'économie du territoire (*place*) qui a trouvé le moyen d'optimiser les contacts et de conduire la compétition des usages pour l'espace, influençant ainsi la forme spatiale. Le troisième, plus explicite, est le système d'habitat, qui est souvent appelé le cœur vibrant (*bustle*) du territoire. Il comprend à la fois des éléments

Ce besoin d'interdisciplinarité est encore plus évident dans le prisme des études aréales, qui reposent justement sur le dialogue des savoirs relatifs à une aire géographie donnée. Et ce d'autant plus en Asie, où la vitalité et le caractère distinctif du fait urbain intéressent tout particulièrement la recherche, dans un contexte de mondialisation et d'homogénéisation des modèles et du vocabulaire urbains (GOH & YEOH, 2003). En effet, « les cultures locales des principales capitales asiatiques constituent une partie intégrante de leur mode de développement économique et urbain […]. L'éventail des différentes conditions de développement de l'économie et des infrastructures, et les microconditions de genre, de classe, de race ou de caste sont des facteurs contribuant à différencier les pratiques économiques et la forme urbaine » (KIM & et al., 1997). C'est également vrai pour les nouveaux projets urbains, pour lesquels « l'impact du contexte sociologique local », des « traditions locales », des « structures rituelles » et des « conflits sociaux » sont déterminants (EVERS & KORFF, 2000). Cette approche culturaliste demeure d'actualité comme en témoigne la position de *l'IIAS* qui souligne « la nécessité d'une connaissance plus localisée, historiquement et culturellement contextualisée sur les villes asiatiques et leurs quartiers » (IIAS, 2016, p. 1). Malheureusement, la géographie du développement française et francophone (qui se concentre sur quelques pays : essentiellement l'Inde, la Chine et l'ex-Indochine française) demeure en retrait face à la force de frappe de la recherche anglo-saxonne.

C'est donc à l'articulation de l'économie spatiale, de l'économie du développement, des études urbaines, de la sociologie, de l'anthropologie et de l'écologie que se positionne cette thèse en géographie et en aménagement, qui vise à concourir au nécessaire dialogue interdisciplinaire[189]. Et ce plus particulièrement dans le champ des études aréales sur l'Asie du Sud-Est, en s'intéressant à une région – Java – qui gagnerait à être davantage étudiée au regard de son poids démographique et économique et de sa capacité à incuber des formes originales de développement. Ici, ni modélisation économétrique susceptible de révéler une nouvelle loi économique, ni immersion suffisamment longue dans une communauté à même d'en décrypter les caractéristiques anthropologiques, ni analyse morphologique systématique d'un objet bâti. Nous proposons une approche généraliste et englobante, qui permette d'esquisser une compréhension d'ensemble de la diversité des mécanismes

mobiles (piétons, cyclistes, automobilistes et passagers) et immobiles (résidents, badauds, vendeurs, etc.) et semble trouver le site approprié, en fonction du degré de connectivité des lieux au sein de la ville » (MUNASINGHE, 2013, p. 211).

189 Tel que défini par le Haut conseil de l'évaluation de la recherché et de l'enseignement supérieur (HCERES), à savoir « l'interaction et la coopération de plusieurs disciplines autour d'objets et de projets communs […]. Ces travaux associent des données, des méthodes, des outils, des théories et des concepts issus de disciplines différentes en une synthèse dans laquelle le rôle des composantes disciplinaires va au-delà de la simple juxtaposition. Parmi les marques de cette intégration, on retiendra en particulier : des combinaisons de modèles ou de représentations qui unifient des approches disparates […] conduisant à la révision des hypothèses initiales, à la compréhension plus large du problème posé, à l'ouverture de perspectives neuves et à l'élaboration de nouveaux savoirs » (HCERES, 2016).

à l'œuvre dans la transformation de territoires. Cette ambition implique de recourir à l'analyse systémique, dont nous proposerons une déclinaison méthodologique à la fin de cette introduction.

Formulation de l'hypothèse de recherche

Compte-tenu de ces objectifs de recherche et du contexte propice qu'offre le terrain javanais, nous allons ici questionner la manière dont l'industrialisation, selon les modes dont elle organise la production, produit des formes d'urbanisation diverses, aux incidences environnementales et sociétales qu'il est intéressant de comparer. Notre hypothèse est que **« dans le contexte d'un pays émergent, des formes d'organisation de la production en apparence moins performantes que les modèles industriels les plus répandus, façonnent en réalité une ville plus sobre, plus durable et mieux à même de s'adapter aux chocs, et ainsi s'avérer in fine plus bénéfiques au territoire et aux populations ».**

Dans cette formulation, le terme de **pays émergent** doit être compris dans son sens le plus commun, c'est-à-dire celui « de nouveaux pays industriels [...] caractérisés par un brusque décollage économique, fondé sur l'industrialisation, et par un fort potentiel de croissance, […] performances liées à la conquête des marchés internationaux par leurs produits d'exportation » (Encyclopédie Larousse, s.d.)[190]. La **performance** s'entend comme la capacité d'un appareil productif à produire de la richesse à partir de facteurs de production donnés. Cette production de richesse se mesure par la valeur ajoutée, approchée par le PIB d'un territoire. Le mot **sobriété** est employé ici dans une double acception : celui de modération, de mesure, par opposition à l'excès ; et celui (généralement utilisé pour les animaux de bât ou les véhicules) de besoins limités pour assurer le fonctionnement du système. La notion de **durabilité** se rapporte à celle de développement, qui intègre des dimensions quantitatives de croissance et qualitatives de progrès dans les champs économique, social et écologique. De ce point de vue, le concept de « développement durable » (*sustainable development*) proposé par le rapport Brundtland des Nations Unies reste opérant, grâce à la flexibilité et la totalité de sa définition : « le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (BRUNDTLAND, 1987). Un large consensus prévaut dans le champ académique comme dans celui de la pratique sur le fait que ce

190 Le politologue Christophe Jaffrelot définit plusieurs critères : une croissance économique forte et durable dans un pays pauvre, un État stable et interventionniste, un désir de participer aux affaires du monde. Le décollage économique repose sur ce que l'historien Claude Chancel identifie comme les cinq « E » (État, éducation, entreprise, épargne, exportation). Ces pays opèrent un rattrapage économique en misant sur de faibles salaires associés à de longues journées de travail dans des secteurs économiques à forte intensité de main-d'œuvre. Ils usent et abusent d'une monnaie sous-évaluée leur permettant d'être plus offensifs à l'exportation. Cette insertion dans la mondialisation leur permet d'accumuler des réserves de change et de faire évoluer la division internationale du travail à leur profit.

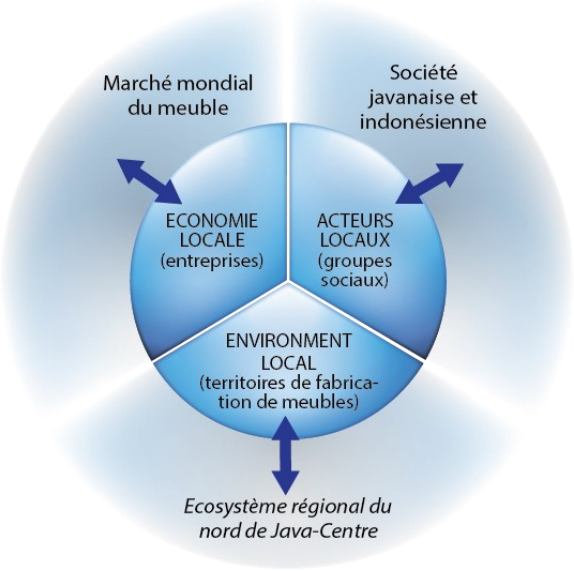
développement repose sur trois piliers : économique, social et environnemental. Cette définition est suffisamment flexible pour recouvrir une grande diversité de contextes historiques, géographiques et culturels et sa finalité est difficilement contestable. **La capacité à s'adapter** renvoie aux notions de souplesse et de flexibilité. Elle peut en effet revêtir différentes formes, de la « versatilité active » (*active versatility*) à la « malléabilité passive » (*passive pliability*), qui correspondent respectivement dans le domaine économique à « la capacité à exploiter les niches de marché et à répondre aux commandes à partir d'une main d'œuvre qualifiée et polyvalente » par opposition à « la soumission à des pressions externes de la part des clients […] selon des modalités coercitives via l'expansion et la contraction du volume de production, des concessions salariales forcées et un recours flexible au temps partiel et à l'emploi occasionnel […] » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 14). **Les bénéfices** désignent ici l'amélioration des conditions de vie physiques (espérance de vie et santé), matérielles (revenu, confort du logement, équipement du foyer) et immatérielles (accès à l'éducation, ou encore, par exemple, à la sécurité publique) des populations. Ces bénéfices peuvent s'apprécier à date, ou **in fine,** c'est-à-dire dans le temps long. La notion de **territoire** varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans la tradition française, « le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes humains qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité […]. Il est lieu d'enracinement, il est au cœur de l'identité. On apprend aussi qu'un territoire, c'est d'abord une convivialité, un ensemble de lieux où s'exprime la culture, ou encore une relation qui lie les hommes à leur terre et dans le même mouvement fonde leur identité culturelle […]. D'une certaine manière, tout territoire social est un phénomène immatériel et symbolique. Tout élément, même physique ou biologique, n'entre dans la composition d'un territoire qu'après être passé par le crible d'un processus de symbolisation qui le dématérialise en quelque sorte. Tout territoire social est un produit de l'imaginaire humain. » (KOURTESSI-PHILIPPAKIS, 2011, pp. 7-8). Nous n'irons pas si loin dans cette thèse, où nous nous contenterons, pour ne pas introduire de complexité superflue, d'une définition circonscrite à un espace support d'un écosystème d'activités humaines, support d'une « économie des proximités » (PECQUEUR & ZIMMERMANN, 2004), ce qui n'exclue pas la dimension des représentations culturelles que sous-tend l'acception anglosaxonne du terme.

Méthodologie : l'analyse systémique de trois exemples de systèmes productifs

Pour confronter la thèse à la réalité du terrain dans une approche pluridisciplinaire, nous avons retenu le principe d'une analyse systémique concentrée sur trois aspects des processus – économique, social et environnemental – appliquée à des cas représentatifs.

Le cadre conceptuel : une analyse systémique appliquée aux principes du développement durable

Pour appréhender la complexité inhérente à la transversalité revendiquée, la méthodologie mobilise deux concepts clefs. Le premier est celui du **développement durable** tel que défini dans le rapport Brundtland de 1987 et de ses trois piliers économique, social et environnemental que l'on analysera ici à travers respectivement les entreprises du meuble, les groupes sociaux impliqués dans ce secteur d'activités (entrepreneurs, employés, riverains), et les tissus urbains qui les accueillent (nous reviendrons dans la quatrième partie sur cette définition et son opérationnalité). Nous combinerons cette notion de développement durable avec le concept de **système**. Les territoires et les sociétés qu'ils hébergent ne peuvent en effet être résumés à une addition d'entités ou d'agents. Il s'agit d'organismes complexes façonnés par des interactions continues entre les organes qui les composent, chacun de ces organes évoluant pour s'adapter au nouveau paradigme. Ils constituent de ce point de vue un système, c'est-à-dire « un ensemble d'éléments en interaction dynamique » (LESOURNE, 1976). Il en va de même pour l'économie puisque les entreprises, à travers les relations de partenariat et de sous-traitance qu'implique leur spécialisation, sont insérées dans des réseaux étendus. « De ce fait, la réussite des politiques de développement ne peut être mesurée en termes de progrès "individuel" – ce qui est pourtant une allégation courante dans le monde de l'entreprise. C'est plutôt la croissance du district industriel dans son ensemble qui devrait être évaluée » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 4). Nous pourrions ajouter que les firmes sont étroitement liées aux communautés d'entrepreneurs et d'employés dont elles sont issues, comme aux territoires dont elles tirent leurs ressources et sur lesquels elles déploient leurs infrastructures. Ainsi, le tout de Sengenberger & Pike n'est pas exclusivement économique : il comprend également une dimension sociale et spatiale. **L'analyse systémique** est une méthodologie bien connue de la littérature (DE ROSNAY, 1975; DOLLFUS & DURAND-DASTES, 1975; TABARY, 1983), seule à même de rendre compte des dynamiques d'interactions entre ces trois champs dans le temps et dans l'espace. Elle trouve son origine aux Etats-Unis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque, les sciences dures



comme les sciences sociales ont été mises à l'épreuve par l'émergence de l'informatique (qui nécessitait d'interconnecter un grand nombre de composants), l'expansion des entreprises « transnationales » (produisant des organisations de plus en plus complexes) et la problématique de la conception des réseaux dans les villes occidentales. La méthodologie de l'approche systémique a été formalisée par des chercheurs qui se sont intéressés à ces différents objets, qu'ils soient biologiste (VON BERTALANFFY, 1968), sociologues des organisations (FORRESTER, 1971; MEADOWS, MEADOWS, RANDERS, & BEHRENS ILL, 1972) ou économiste (LESOURNE, 1976). Avec son « macroscope » (DE ROSNAY, 1975), de Rosnay décrypte les déterminants des systèmes que sont (1) les éléments ou agents, (2) les liens entre ces éléments, (3) l'organisation de ces éléments, (4) l'évolution dynamique de chaque élément et (5) la capacité de l'ensemble de l'organisme à changer. De Rosnay nous intéresse plus particulièrement au titre de la notion de finalité des systèmes. Bien que critiquée au motif qu'un système poursuit de fait une multitude d'objectifs (WEICK, 1979), cette dimension permet en effet d'introduire l'objectif de développement durable évoqué précédemment. Par extension, **un système productif** peut être défini comme un ensemble d'activités réalisées dans un espace donné, et les relations qui les lient (GEORGE & VERGER, 1970).

L'évolution continue des systèmes est mue par deux forces contraires. : **l'entropie** (du latin *in* signifiant « dans » et du grec *tropos* pour « changement ») désigne les transformations internes subies par un corps, alors que **le développement** désigne l'essor de ses structures et de l'ensemble. Ces deux forces, qui émanent de stimuli externes impactant la dynamique de chaque élément au sein du système, met à l'épreuve l'organisation des éléments entre eux. Tous ces éléments ayant une capacité intrinsèque à changer, le système s'adapte de lui-même, via un processus **d'auto-organisation**[191]. La trajectoire du système est déterminée par la capacité auto-organisatrice du système à suivre le rythme du changement de ses éléments : s'il y parvient, il se développe ; s'il échoue, il s'entropise. Sur le temps long, les systèmes passent généralement par de grandes phases de croissance, d'équilibre, puis de déclin. La croissance nécessite que certains éléments internes puissent grandir par-delà les tentatives de neutralisation des autres éléments internes et des éléments externes. Une fois atteint un seuil, le système dans son ensemble se met en mouvement avec souvent un effet boule de neige[192]. Entropie et développement résultent ainsi des interactions entre structures au sein du

191 Pour expliquer cette puissance auto-organisatrice, de Rosnay se réfère à la notion « d'intelligence collective », définie comme la combinaison efficace de mécanismes élémentaires de réponse. Par exemple, le langage informatique repose sur des combinaisons complexes de composants extrêmement simples (les « 0 » et « 1 » de la commutation électrique). De même, les colonies d'abeilles ou de fourmis sont capables de s'adapter à des situations inédites en combinant un grand nombre d'agents dotés individuellement d'une intelligence très limitée. Cette notion sera particulièrement intéressante pour appréhender le degré de performance d'un *cluster* atomisé de microentreprises disposant de peu de moyens comme celui de Jepara par rapport à de grands fabricants de meubles à même de se projeter que l'on trouve à Semarang.

192 Cette notion nous est très familière avec le consensus scientifique du Groupe international des experts sur le climat (Giec) sur la dynamique du réchauffement climatique : le seuil de 2° C est réputé être celui au-delà duquel le système écologique mondial s'engagera dans un cercle vicieux provoquant un emballement climatique.

système (interactions internes entre des éléments de nature différente) et avec des structures extérieures (interactions entre des éléments locaux et globaux de même nature). Or, en notre qualité d'individus, nous sommes aussi partie prenante du système global, si bien qu'il nous est impossible de percevoir et comprendre l'ensemble des processus à l'œuvre dans les systèmes auxquels nous appartenons et que nous avons une fâcheuse tendance à nous concentrer sur de simples fragments ou de chaînes de relations causales. Pour rendre compte de la réalité du système, il convient donc non seulement d'étudier chacun de ses composants – les structures, qui dans le cas des systèmes productifs qui nous intéressent ici sont des entreprises, des communautés humaines, et des sites – mais aussi d'identifier les relations qui les lient et la manière dont elles évoluent dans le temps, en considérant les causes mutuelles d'une coévolution des structures plutôt que les causes linéaires d'une évolution parallèle. Cela implique également une approche multiscalaire, en particulier nécessaire pour appréhender « les mondes urbains, denses et complexes, [qui] doivent être étudiés depuis l'intérieur [*from below*] pour révéler les pratiques locales et translocales de pouvoir et de structure » (GOLDMAN, 2015, p. 143), ce que l'on pourrait résumer en distordant l'adage « observer le local pour comprendre le global ». Le changement d'échelle – zoom avant et zoom arrière – est l'outil merveilleux que nous offre la géographie pour révéler cette dimension holistique du système. Les structures géographiques sont effectivement « des morceaux d'espace autonomes qui soutiennent un système dont l'évolution est régie par un système interne ou par des systèmes environnants ou englobants » (DOLLFUS & DURAND-DASTES, 1975). Ainsi, les interactions locales entre les éléments compris dans ce morceau d'espace ne doivent pas occulter les interactions avec les structures plus larges dans lesquelles il s'insère. Dans notre cas d'espèce, cela signifie que les interactions entre les firmes de meubles et la main d'œuvre à Jepara doit être appréhendée non seulement comme l'interaction locale de deux structures de nature distincte, mais aussi en lien avec les relations qui prévalent entre ces firmes et le marché mondial d'une part, et celles qui définissent les rapports entre cette main d'œuvre et la population du bassin d'emploi dans son ensemble d'autre part. Cette dimension synchronique des systèmes en géographie diffère des successions diachroniques d'événements auxquelles a souvent recours l'histoire.

L'analyse systémique s'avère particulièrement adaptée à la description des activités et des communautés humaines. Concerné par l'écologie alors naissante, de Rosnay a d'ailleurs imaginé le macroscope comme outil permettant de penser leur développement en lien avec leur incidence sur l'environnement conçu comme un écosystème global, sous-tendant ainsi les principes du développement durable. Il montre en particulier comment en économie, la coopération entre acteurs autonomes est plus fertile que les stratégies accumulatrices qui génèrent une concurrence conflictuelle, préfigurant la « coopération concurrentielle » (*coopetition*) définie comme « la coopération dans la production de connaissances régionales dans un contexte de concurrence mondiale pour l'innovation » (AUDRETSCH, FALCK, & HEBLICH, 2007, p. 5). En géographie, elle est mobilisée depuis les années 1970 (REIF, 1973; Mc-LOUGHLIN, 1978) comme « système englobant de type *top-down.* L'espace est saisi comme la dimension fédératrice, c'est à la fois le support, espace-lieu, et le

principe d'organisation, espace-système, qui permet de circonscrire les éléments et leurs relations au tout » (PECQUEUR & PEYRACHE-GADEAU, 2010, p. 618) ; c'est cette conception qui a présidé à la définition des « systèmes urbains » combinant des objets organisés de manière thématique (réseau d'infrastructures de transports, tissu d'activités économiques, ensemble de groupes sociaux, etc.), mobilisés par la planification urbaine. A partir des années 1980 et de la NDIT – facteur de crise des régions anciennement industrialisées et d'essor de pays nouvellement industrialisés – ce sont « les effets de rétroactions, l'entropie, la capacité de résilience même des systèmes qui suscitent le questionnement », ce qui a permis d'introduire des concepts fondés sur la notion « d'emboîtement de systèmes hiérarchisés » comme celui de « géographie nodale » et surtout de s'intéresser aux effets *bottom-up* mis en évidence par « la théorie de l'émergence, [comme] manière de tenter de rendre compte de ce qui s'élabore » (PECQUEUR & PEYRACHE-GADEAU, 2010, p. 619) qui suppose de s'intéresser aux contributions localisées à la dynamique des systèmes.

Les structures-clefs des systèmes productifs : entreprises, travailleurs et sites de production dans leur environnement élargi

Pour décrire les systèmes productifs que nous allons étudier, nous nous intéresserons à trois structures-clefs, qui font écho aux trois piliers du développement durable tel que défini par Bruntland (1987) : l'économie du secteur du meuble, incarnée par les entreprises de fabrication et de distribution ; la société du meuble, composée des entrepreneurs, travailleurs et riverains de ces entreprises ; l'écologie du meuble, c'est-à-dire le territoire physique qui accueille ces entreprises et ces acteurs : terrains, bâtiments, infrastructures, gisements de ressources naturelles. Chacune de ces structures sera appréhendée aux échelles locale, intermédiaire, et globale (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 3 : Matrice scalaire des systèmes productifs

	Echelle macro	**Echelle méso**	**Echelle micro**
Structures économiques	Le marché mondial	Le centre de production, le bassin d'emploi	L'entreprise
Structures sociales	La société javanaise	La communauté territoriale	Le clan, la famille
Structures spatiales	**La région, l'aire métropolitaine**	**Le quartier**	**La maison**

Source : conception de l'auteur

Périmètre des systèmes productifs étudiés

Tout système étant lui-même interconnecté à d'autres systèmes (DAUPHINE, 1979), en définir des limites est un exercice difficile et en partie arbitraire. Cette question de « l'unité d'analyse » pertinente a beaucoup préoccupé l'économie spatiale : l'école italienne propose de retenir le « district industriel », défini par « une épaisseur localisée de relations inter-entreprises » (BECATTINI G. , 1979). Les géographes de la métropolisation élargissent ce concept à des relations autres qu'économiques, avec la notion « d'espace

transactionnel » (*transactional space*) délimité par « l'intensité des flux de marchandises, de personnes, d'informations et de capitaux » (McGEE T. G., 2008, p. 34). Ce problème est d'autant plus délicat que le système est en perpétuel mouvement, si bien que ses frontières évoluent constamment, ce qui nous contraint à recourir faute de mieux à « un niveau raisonnable de stabilité » de ses contours (BECATTINI G. , 1987), qui doivent se situer à une échelle territoriale suffisante pour analyser les interactions, mais pas trop grande pour que le cadre conceptuel reste opérable. Il s'agit donc de trouver le meilleur compromis entre la réalité de processus par nature évanescents et les contraintes de délimitation imposées pour notamment collecter des données.

Pour simplifier l'exercice éminemment complexe de cette analyse systémique, nous avons pris le parti de **choisir un secteur d'activité** obéissant à un processus de fabrication simple. Parmi les secteurs intensifs en main d'œuvre (et en matières premières) correspondant aux premières activités à se délocaliser dans le cadre de la NDIT[193], la fabrication de meubles en bois nécessite un nombre limité de tâches, ce qui simplifie considérablement la compréhension des interactions. Caractéristique de ce segment d'activités, elle joue par ailleurs un rôle majeur dans l'emploi et le PIB de Java-Centre, ainsi que dans la transformation économique, spatiale et sociale des endroits où elle se concentre[194]. Ce choix implique par contre que certains résultats de cette thèse ne sont pas généralisables à des secteurs d'activités à plus forte valeur ajoutée qui impliquent des processus productifs beaucoup plus complexes. C'est une limite importante de notre travail qu'il conviendra de garder à l'esprit.

Pour délimiter[195] les territoires où se déroule cette production conformément à la définition qu'en donne Becattini (1990, op.cit.), nous avons jeté notre dévolu sur la province de Java-Centre (qui concentre, comme nous le verrons dans le chapitre 1.1, entre 50 à 60% des exportations indonésiennes de meubles en bois selon les années), et plus particulièrement la petite ville de Jepara d'une part, la capitale provinciale Semarang d'autre part (qui hébergeaient en 2017 respectivement 53% et 24% des 386 exportateurs enregistrés dans la province). A Jepara, le recensement systématique des activités de négoce et de traitement du bois, de fabrication et de commercialisation des meubles, mené en 2005 (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007), montrait que la quasi-totalité du *cluster* se situait au sein des limites administratives de la régence éponyme (*Kabupaten* Jepara*). A Semarang, nous avons pu vérifier que l'activité

193 Les principaux étant le textile, la chaussure, l'électronique, les jouets, gadgets et souvenirs et le meuble. L'agroalimentaire (y compris le tabac) est également intensif en main d'œuvre mais moins internationalisé.

194 L'industrie du meuble en bois représente à l'échelle provinciale entre 9 et 11% des grandes entreprises industrielles, 5,5 à 8,5% de leurs effectifs et 1,0 à 1,1% de leur valeur ajoutée, contribuant officiellement à 0,4% du produit intérieur brut (PIB). Mais sa part est considérablement plus importante à l'échelle des principaux centres de production, au premier rang desquels Jepara et Semarang (cf. chapitre 1.1 ci-après).

195 « Les limites sont l'expression d'une discontinuité spatiale qui peut être clairement découpée, ou marquée par l'atténuation de l'intensité d'un phénomène » (DOLLFUS & DURAND-DASTES, 1975). Notre recherche se réfère clairement au second cas, avec des polarités (*hot spots*) irrigant et irrigués par des bassins économique, écologique et démographique étendus.

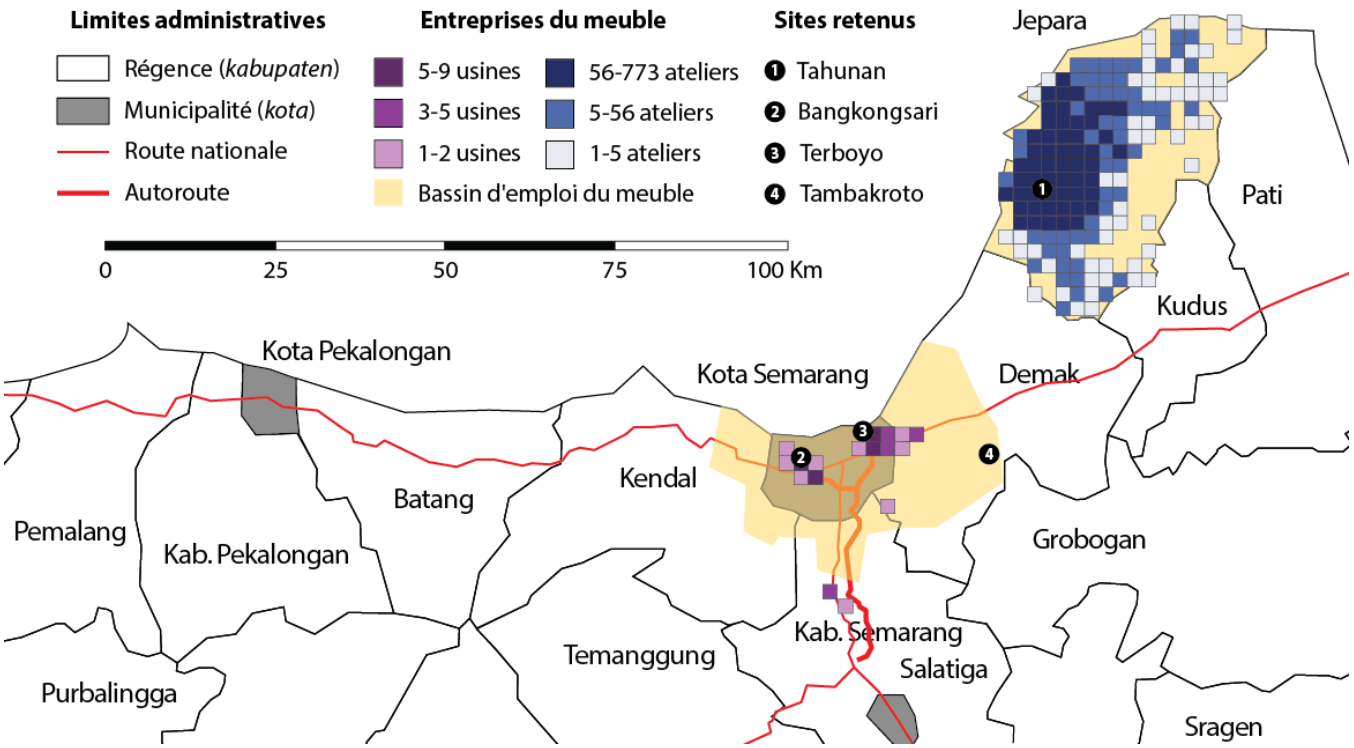
se concentre pour l'essentiel les limites administratives de la municipalité (*Kota(madya)* Semarang*), modulo quelques usines localisées plus à l'est, dans la régence de Demak, que nous proposons dès lors de retenir dans notre étude. Par contre, nous ne retiendrons pas – entre autres pour des raisons de faisabilité de la collecte des données sur un périmètre qui serait trop étendu – la grappe d'usines de meubles que l'on trouve également dans la régence de Semarang (*Kabupaten* Semarang*), entre les petites villes d'Ungaran et de Bergas, situées à une vingtaine de Km. au sud du centre de Semarang.

Une fois circonscrits de la sorte les territoires de production du meuble, il s'agit de délimiter les bassins d'emploi qui leur sont associés, en partant des points où se concentre la main d'œuvre, puis en élargissant le périmètre aux localités où elle réside (SFORZI, 1990). A Jepara, la plupart des travailleurs – artisans comme employés – vivent à proximité des ateliers, à l'exception des intérimaires employés pour faire face aux commandes exceptionnelles qui peuvent venir de villages relativement éloignés de la régence. Nous avons donc commencé par choisir un « village » (*desa**) où l'activité est très présente. La littérature considère celui de Tahunan comme un des sites de production historiques du *cluster* (LAZAROVICI, 2004), et les statistiques du BPS montrent que la densité d'artisans du meuble y reste une des plus fortes. Au sein du village, nous avons ensuite retenu un périmètre d'une étendue compatible avec une analyse en profondeur jusqu'à l'échelle de la rue, de la courée, de la maison, et qui soit représentatif de la diversité des configurations spatiales qu'on y rencontre (tronçon de route provinciale, tissus urbains plus ou moins denses, plateaux arborés et vallons rizicoles). Par commodité, nous appellerons ce premier cas ❶ **Tahunan (35 ha, environ 3 000 habitants).**

Autour de Semarang, l'exercice s'avère plus complexe du fait de l'intensité des migrations pendulaires entre les zones industrielles et les secteurs résidentiels. La main d'œuvre des usines peut provenir de quartiers assez éloignés de l'agglomération aussi bien que des villages ruraux localisés dans les régences alentours ; mais on trouve également des riverains et des employés logés sur place. Pour identifier les lieux de résidence des employés du meuble, nous avons essayé de nous procurer les fichiers répertoriant la liste des salariés des usines interrogées. Une seule a accepté de nous le communiquer, mais il s'est avéré que l'adresse qui y figurait (celle de la carte d'identité à la date d'embauche) était souvent obsolète comme le montrèrent nos vérifications téléphoniques pour la plupart infructueuses. Nous avons donc procédé de manière beaucoup plus pragmatique, en interrogeant des ouvriers à la sortie de l'usine ou, quand ils étaient vêtus d'un vêtement distinctif (comme ceux des usines Mama Green ou Kharisma Kayu Klasik), en suivant à moto le flot d'employés rentrant chez eux. Plusieurs quartiers et villages ont ainsi pu être identifiés. Nous avons pris le parti d'en retenir deux, correspondant à des configurations socio-spatiales manifestement contrastées : ❷ **Bangkongsari (28 ha, 1 000 habitants)** est un site assez récemment urbanisé de la périphérie ouest de Semarang, où des usines se sont implantées de manière dispersée, pendant que se développait en vis-à-vis un village où se sont installés de nombreux ouvriers migrants ; ❸ **Terboyo (25 ha, 1 500 habitants)** est un ancien village rizicole et piscicole situé aux portes de Semarang, désormais ceinturé de zones industrielles, dont les habitants sont devenus tributaires. Un quatrième site a été étudié de la même manière approfondie

que les trois premiers, mais ne sera en fin de compte pas présenté dans cette thèse, essentiellement pour ne pas allonger excessivement un texte déjà long. Il s'agit de ❹ **Tambakroto (23 ha, 1 600 habitants)**, village rizicole de régence de Demak, dans la grande périphérie de Semarang, pourvoyeur de main d'œuvre pendulaire pour les usines alentours, mais n'accueillant pas d'unité de production.

Carte 5 : Localisation des activités de fabrication de meubles en bois dans les régions de Jepara et Semarang

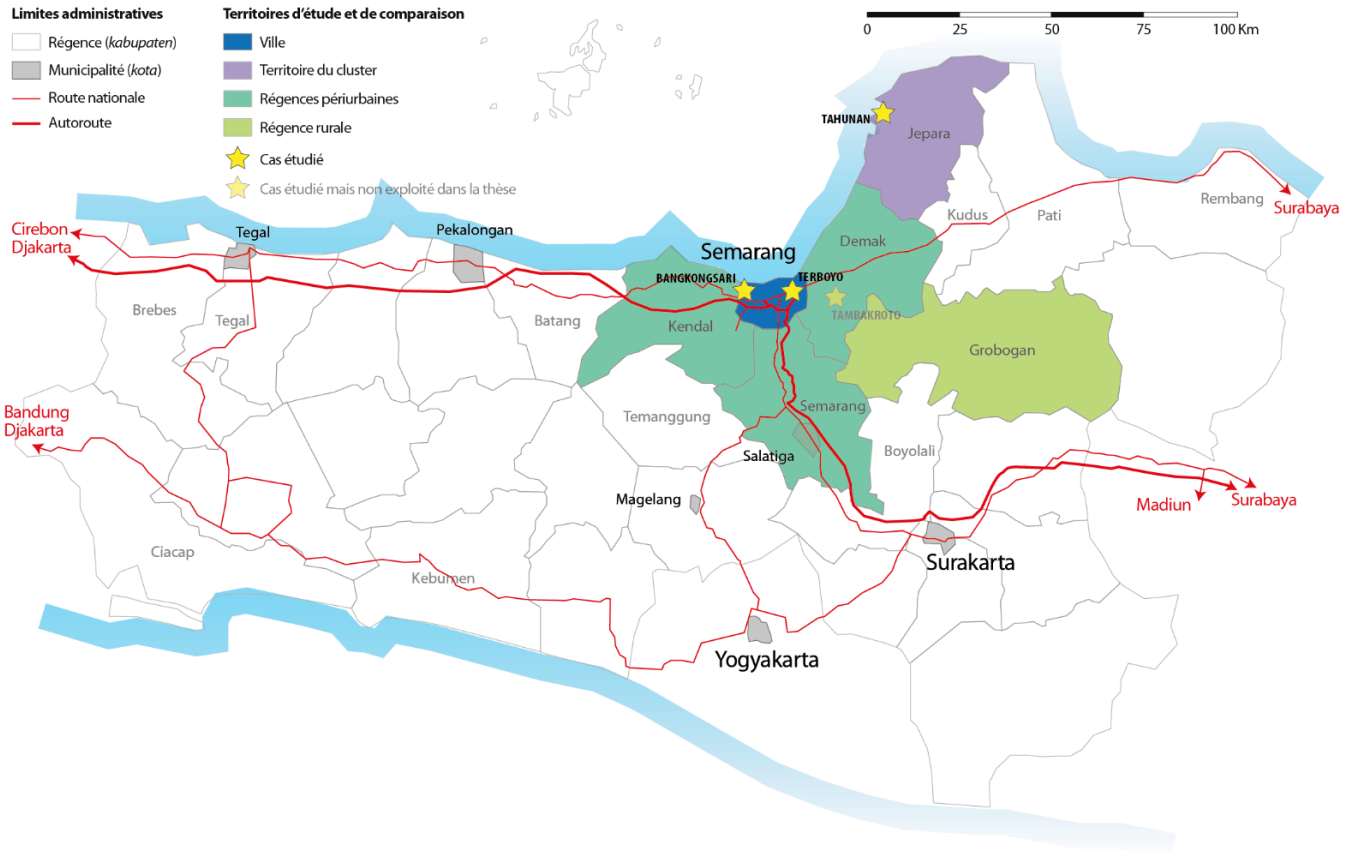


Conception Julien Birgi d'après enquête terrain (2018) pour Semarang et Roda et al. (2007) pour Jepara

Afin de mettre en lumière les traits propres à ces cas (ou, au contraire, leurs aspects non-distinctifs), préalable à l'établissement de corrélations avec le processus d'industrialisation qui les caractérise, il nous a semblé utile de mobiliser des territoires-étalons. Aux côtés de la grande ville secondaire qu'est Semarang et de la régence-*cluster* de Jepara, nous avons ainsi retenu les trois régences riveraines de la municipalité de Semarang (régences de Kendal, Semarang[196] et Demak), toutes marquées à des degrés divers (Semarang étant la plus touchée, Demak la moins affectée) par les processus d'industrialisation et de périurbanisation. Nous avons également retenu une régence plus excentrée (régence de Grobogan), typique des régences encore majoritairement agraires de Java-Centre.

196 *Kabupaten** Semarang, à ne pas confondre avec la municipalité éponyme (*Kota** Semarang).

Carte 6 : Localisation des territoires d'étude et de comparaison



Conception et réalisation Julien Birgi (2020)

La collecte des données

La qualité des données s'apprécie généralement au regard de leur pertinence, de leur crédibilité, de leur accessibilité et de leur interprétabilité (OCDE, 2013). De manière générale, la statistique indonésienne est loin de satisfaire ces critères[197] [198]. A l'exception notable des données démographiques et de quelques grands indicateurs socioéconomiques (comme l'emploi au lieu de résidence) et économiques (population des grandes entreprises, valeur des exportations) [199], elle se heurte dans le champ économique à l'importance de l'activité informelle et, dans le champ social, aux biais qui prévalent entre les sondés et l'administration. L'inflation

197 De manière assez surprenante dans un Etat aussi bureaucratique (et, jusqu'à la période de *Reformasi*,* policier) que l'Indonésie, les archives papier et numériques dont sont dépositaires les agences locales des Statistiques (*BPS*) sont souvent incomplètes, hétérogènes d'une agence à l'autre, quand certaines éditions n'ont pas tout bonnement disparu.

198 Pour ne citer qu'un exemple, le répertoire des entreprises de la municipalité de Semarang ne recensait qu'une seule usine de meubles de plus de 100 employés, alors que nous en avons identifié 37 dans notre enquête de terrain.

199 Ces indicateurs de référence sont repris dans les publications périodiques des agences locales du *BPS* –notamment les synthèses annuelles « en chiffres » (*dalam angka**) par collectivité territoriale – fondées sur les données des enquêtes annuelles auprès des ménages et des entreprises (cf. annexe I.).

d'indicateurs parfois prosaïques proposée par le *BPS* masque mal l'absence de données fines permettant de tirer des enseignements pour notre propos[200], que souligne la littérature économique (CAMERON, 2002). En outre, le changement de régime intervenu en 1998-1999 et la décentralisation à l'œuvre depuis ont complexifié la reconstitution de séries statistiques homogènes dans le temps et l'espace, rendant vaine toute analyse détaillée à l'appui de calculs de fréquence, de variance, d'écarts-types et de corrélations[201]. Aussi avons-nous dû par la force des choses nous contenter d'un nombre limité d'indicateurs-clés, permettant a minima de situer chacun de nos cas vis-à-vis des territoires de comparaison et de la moyenne provinciale. Cela étant insuffisant, nous avons décidé de mener des enquêtes relativement étendues auprès des entreprises du meuble et des habitants des territoires qui les accueillent, conformément à la méthode de l'échantillon de variance maximale (*maximum variation sampling*)[202], afin de disposer d'un minimum de données quantitatives sur les questions intéressant notre propos. **Au total, 25 prescripteurs, 21 dirigeants d'usines (16 à Semarang et 5 à Jepara) et 7 informateurs (gardiens ou anciens employés), 34 petits entrepreneurs et artisans indépendants (10 à Semarang et 24 à Jepara, dont 3 étrangers), 43 ouvriers du meuble, et 69 autres habitants ont ainsi fait l'objet d'entretiens approfondis. Il faut y ajouter plus de 600 habitants enquêtés avec des entretiens sommaires et plus de 3 000 constructions inventoriées. Ce travail de collecte des données a donné lieu à sept séjours sur place[203], avec l'appui de trois assistants de recherche à mi-temps qui se sont relayés en permanence d'octobre 2016 à mai 2019.**

200 Par exemple, « les statistiques gouvernementales omettent les exportations indirectes, ce qui exclue des montants substantiels de meubles partiellement traités à Jepara et finis ailleurs, ce qui pourrait augmenter les exportations officielles jusqu'à 75% » (PUPPIM DE OLIVEIRA, 2016, p. 28).

201 Les limites statistiques de l'analyse quantitative pour rendre compte de dynamiques économiques fondées sur les PME ne sont pas propres à l'Indonésie (MARSCHAN-PIEKKARI & WELCH, 2004), ni même aux pays émergents (HILL & WRIGHT, 2001).

202 Cette méthode consiste à « chercher les cas d'individus qui permettent de couvrir tout le spectre des positions et des perspectives en lien avec le phénomène étudié » (PALYS, 2008, p. 697). Autrement dit, il s'agit de poursuivre l'enquête tant que n'ont pas été rencontrés les cas pressentis, jusqu'à ne trouver plus que des cas redondants.

203 Ces séjours ont été répartis sur toute la durée de la thèse : 1 en 2015, 2 en 2016, 2 en 2017, 1 en 2018 et 1 en 2019.

Tableau 4 : Populations enquêtées et édifices répertoriés sur la population totale

Acteurs des systèmes productifs	Régence de Jepara		Municipalité de Semarang					
	Total	Enquêtés	Total			Enquêtés		
Grandes et moyennes entreprises (GME)	342[204]	7	37[205]			22		
Petites et très petites entreprises (TPE)	12,600[206]	24	Quelques dizaines[207]			10		
Prescripteurs	-	10	-			14		
Ouvriers des GME	30 000[208]	2	12 500[209]			37		
Ouvriers des TPE	?	3	100-200			1		
Autres populations des territoires de l'industrie du meuble	**Tahunan**		**Bangkongsari**		**Terboyo**		**Tambakroto**	
	Pop. totale	Pop. enquêtée	Pop. Totale	Pop. enquêtée	Pop. totale	Pop. enquêtée	Pop. totale	Pop. enquêtée
Entretiens approfondis (ménages)[210]	750	63	250	67	500	77	500	156
Enquête sommaire (adultes)	1 500	105	500	153	1 000	164	1 000	238
Edifices répertoriés	1 786	1 633	338	338	603	603	495	495

Deux types d'entretiens ont été menés (l'ensemble des questionnaires est joint en annexe). **Pour les grandes et moyennes entreprises,** nous avons opté pour des entretiens semi-directifs approfondis, avec des interlocuteurs rencontrés par recommandations successives (ou échantillonnage directif, plus connue en anglais sous le terme de *purposive sampling*[202]). Pour pallier le biais du fil relationnel qui lie l'ensemble des sondés, inhérent à cette méthode et qui risque d'occulter certains acteurs importants, nous l'avons complétée d'entretiens avec des prescripteurs (représentants des associations professionnelles, organismes de formation, fonctionnaires des services techniques concernés) ainsi que le préconise la méthode de l'échantillonnage par les parties prenantes (*stakeholder sampling*)[211]. **Pour les populations concernées par l'industrie du meuble,** nous avons dû tenir compte de l'étendue des échantillons en présence et nous contenter d'une liste de question clés[212] et d'un inventaire sommaire des bâtiments, qui complète l'analyse

204 Source : *BPS*, 2018.

205 D'après l'enquête terrain, qui s'est avérée produire des données plus complètes, fiables et à jour que les sources officielles – statistiques du *BPS* et répertoires d'entreprises de la direction de l'Industrie et du commerce (*Dinas Perindustrian dan Perdagangan, Disperindag**).

206 Source : (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007).

207 Estimation de l'auteur sur la base des inventaires exhaustifs menés dans les zones industrielles de Terboyo, Terboyo Megah, et Wijayakusuma et des entretiens avec les GME et les prescripteurs.

208 Les statistiques recensent officiellement 37 500 employés de GME tous secteurs d'activités confondus (*BPS*, 2016). Nous y avons appliqué le ratio de 80% correspondant à la part de GME relevant de l'industrie du meuble. Dans la régence.

209 En appliquant l'effectif moyen (sur un échantillon de 20 usines pour lesquelles nous disposons des effectifs, à l'exclusion du cas très atypique de Saniharto à Sayung, régence de Demak).

210 En supposant que le nombre de ménages est égal au nombre de maisons occupées et en appliquant le nombre moyen d'habitants par foyer (*BPS*, 2016).

211 Cette méthode est définie comme « l'identification des principaux acteurs impliqués dans la conception, l'émission, la réception ou la gestion du programme ou du service à évaluer, ou qui pourraient être affectés par celui-ci » (PALYS, 2008, p. 697).

212 Ces questions portaient notamment sur le parcours personnel et professionnel, le niveau de vie et le rapport aux pratiques collectives, en particulier celles auxquelles se réfère (SULLIVAN, 1992). Quand les enquêtés ainsi rencontrés s'avéraient

morphologique des espaces publics. Portant sur le caractère des aménagements et des constructions et la manière dont ils sont pratiqués, cette analyse s'est avérée précieuse pour révéler les pratiques locales, les interactions quotidiennes entre activités, habitant et leur environnement, mais aussi déceler certaines réalités occultées dans les entretiens, à cause de leur caractère dérangeant ou de manière inconsciente[213]. Pour appréhender l'espace public, nous avons suivi le cadre conceptuel défini par Kevin Lynch qui distingue cinq éléments clefs qui structurent la perception et la pratique de l'espace[214] : (1) les quartiers (*districts*), (2) les limites (*borders*), (3) les rues (*roads*), (4) les nœuds (*nodes*) et (5) les repères (*landmarks*) (LYNCH, 1960). Pour l'espace privé (maisons, jardins et champs), nous nous sommes intéressés à la fonction des espaces, à la forme des constructions et à leur niveau d'ornementation. Nous nous sommes également penchés sur la structure de la propriété foncière pour comprendre comme le site s'est développé (ce que Bérénice Bon appelle la généalogie des parcelles). Le périmètre retenu pour chacun des cas que nous décrirons dans la partie 3 a été enquêté exhaustivement[215]. Les entretiens ont été menés à différentes heures de la journée (y compris en début de soirée) et à plusieurs jours de la semaine de manière à toucher tous les publics (ouvriers salariés, travailleurs à domicile et inactifs ; femmes et hommes ; jeunes et anciens).

Au total, 160 journées (dont un quart par l'auteur et les trois-quarts par ses assistants seuls, une partie ayant été menés en commun) sur une période quatre ans ont été consacrées aux seuls entretiens. Un temps équivalent a été nécessaire à l'analyse morphologique sur le terrain.

particulièrement intéressants du point de vue de leur activité professionnelle ou de leur parcours, ou que les propos se révélaient incohérents avec les résultats intermédiaires, nous avons mené des entretiens plus longs, en mode libre.

213 Outre les indications qu'elles peuvent donner sur le niveau de vie d'un ménage ou de la prospérité d'un quartier, les modalités d'utilisation permanente (constructions, aménagement des espaces, plantations), semi-permanente (ameublement et équipement, ornementation, entreposage d'objets) ou temporaires (fréquentation) de l'espace public (ou collectif) et privé trahissent en effet les termes du rapport de l'individu et de sa famille nucléaire à sa collectivité (*community*) et au-delà, au monde extérieur. Des effets personnels laissés à l'extérieur témoignent par exemple d'une confiance dans le quartier ; l'appropriation des communs par les riverains est généralement le signe d'une communauté où la dimension collective l'emporte sur les conflits ; la mise en scène du logement une volonté de reconnaissance sociale locale ; etc.

214 Quoique les résultats de Lynch proviennent de cartes mentales élaborées dans un contexte très particulier (trois grandes villes américaines des années 1960), ils semblent applicables à la plupart des espaces urbains. La définition très plastique de ses 5 éléments peut effectivement embrasser une grande diversité de symboles et de perceptions.

215 Pour ce qui concerne l'analyse morphologique nous avons adopté le cadre proposé par le sociologue américain Kevin Lynch, en nous intéressant pour chaque site aux limites, aux axes, aux nœuds, aux quartiers et aux points de repères (LYNCH, 1960).

Obstacles, biais et limites

Le défi de l'étendue du périmètre géographique et thématique de la thèse

L'interdisciplinarité de la thèse, le parti de l'analyse systémique et les différentes échelles auxquelles les trois cas ont été appréhendés décrivent un périmètre de recherche très étendu, sur un terrain géographiquement et culturellement éloigné. Ma situation professionnelle[216] m'a contraint à des séjours limités à 10 à 20 jours chacun ; l'éloignement de mon domicile, situé à Bordeaux, ne m'a pas permis d'être aussi présent que je l'aurais souhaité dans mon laboratoire. Conduire de front mon travail en province et ma thèse en Indonésie s'annonçait ardu et imposait trois mesures de bon sens. La première était de ne pas s'aventurer en-dehors du parti méthodologique adopté, et donc de se concentrer sur les processus à l'interface des champs disciplinaires (au détriment, sans doute, de la profondeur d'analyse de chaque objet que l'on serait en droit d'attendre d'un spécialiste). La deuxième fut de trouver dans la durée de la thèse le temps dont j'étais privé, en lissant l'exercice sur 6 années avec une grande bienveillance de ma directrice de recherche. L'étalement dans la durée de la collecte de données s'est révélé précieux : revenir sur le terrain d'une année sur l'autre (7 séjours en quatre ans) permet de nouer des liens procédant d'une certaine familiarité si ce n'est de confiance, et de constater les évolutions qui confirment ou démentent certaines hypothèses. La troisième mesure a consisté à s'appuyer sur le concours d'auxiliaires locaux, rémunérés sur mes deniers (le confort matériel que procure un salaire régulier palliant ici le manque de disponibilité).

Biais des interlocuteurs, biais des sondeurs, biais de l'auteur

« Les Javanais [faisant] généralement grand cas du formalisme, y compris dans des échanges et des situations sociales assez communes […], et [tendant] à promouvoir l'idéal d'harmonie sociale (*rukun**), d'équité (*podo-podo**), de générosité (*lomo**) et de considération pour les autres (*tepo-sliro**) » (SULLIVAN, 1992, pp. 98-103), décrypter les rapports sociaux et identifier les conflits est peut-être plus ardu encore à Java qu'ailleurs. Face à l'enquêteur extérieur au quartier, diplômé, voire étranger, **l'enquêté** veille le plus souvent à véhiculer une image qu'il considère positive de son rapport à la communauté (qui le préoccupe généralement davantage que l'image de sa propre personne, rarement mise en avant). Cela se traduit par un soin particulier

[216] A partir de janvier 2016, j'ai exercé les fonctions de directeur du projet Bordeaux Inno Campus au sein de Bordeaux-Métropole. Cet emploi à temps plein consistait à mettre au point la stratégie d'aménagement, piloter les procédures, animer l'équipe projet, organiser les instances de gouvernance et construire le partenariat de cette opération visant à assurer l'aménagement cohérent et soutenable d'un territoire concentrant les trois quarts de l'offre universitaire et hospitalière de la métropole bordelaise.

à faire valoir son respect des normes sociales[217], le caractère vertueux de son activité[218], l'assiduité du voisinage aux activités communautaires, ou encore à minimiser les problèmes de violence[219] et de délinquance[220]. La prise de conscience de ces biais a été progressive. La lecture d'auteurs immergés dans des « communautés » locales (SULLIVAN, 1992; JELLINEK, 1991) sur les conseils avisés de Jérôme Tadié (qui s'était frotté à l'épineux sujet de l'univers de l'informel et de la nuit à Djakarta) et les retours d'expérience des terrains d'Yves-Marie Rault et Rémi Desmoulières à Delhi et Djakarta m'ont sensibilisé à « l'envers du décor » social à Java. Je suis devenu plus attentif à interroger les témoignages recueillis en première intention, en croisant les informations auprès d'interlocuteurs variés (prescripteurs et acteurs directs, Javanais et non-Javanais, riches et pauvres, jeunes et anciens) selon la méthode du *purposive sampling* évoquée plus haut.

Le temps passé avec **plusieurs assistants de recherche** de profils très différents a également été d'une aide précieuse pour décrypter les comportements sociaux à l'œuvre dans les sites étudiés. **D'août à octobre 2016,** j'ai été secondé par **mademoiselle Divya Liantinia,** jeune diplômée du master en Planification urbaine et développement régional (*Perencanaan Kota dan Pembangunan Wilayah, PKPW**) de l'Undip*, recommandée par Fadjar Hari Mardiansjah[221]. Mlle Liantina avait rédigé sous sa direction un intéressant mémoire sur l'incidence de l'essor du commerce électronique sur les fonctions des bâtiments situés le long de la route principale de Jepara (LIANTINA, 2016). Issue d'une famille locale de fabricants de meubles, son concours fut précieux pour comprendre rapidement l'organisation spatiale du *cluster* et retenir le site de Tahunan dès août 2016. Nous avons débuté ensemble l'enquête, qu'elle a poursuivie seule après mon retour en France. Mais plusieurs difficultés sont rapidement apparues. Les questionnaires étaient remplis de manière mécanique et trahissaient un réel manque de curiosité, d'analyse et d'esprit critique qui rendaient les données collectées difficilement exploitables. Des soucis de communication à distance et la recherche par Mlle Liantina d'un emploi permanent[222] m'ont amené à interrompre cette collaboration dès octobre 2016. **Mademoiselle Prita Ramadiani** a alors été proposée par Fadjar Hari Mardiansjah. Intelligente, indépendante et impliquée[223].

---

217 Ainsi des prétendues « veuves » rencontrées sur le terrain, qui masquent leur séparation conjugale en prétendant le décès de leur mari, un comportement qu'avait déjà relevé Jellinek (1991) à Djakarta.

218 En témoignent les efforts d'Ibu Fitri à Bangkongsari (12D) (appuyée par sa sœur Ibu Ari) pour ne pas dévoiler le travail de collecteur de dettes de son mari, préférant indiquer qu'elle est veuve.

219 Il nous a ainsi fallu beaucoup de temps pour découvrir le rôle et le statut de Bpk Sugeng à Bangkongsari (cf. chapitre 3.2).

220 A Jepara, les habitants interrogés reconnaissent la présence de petits délinquants (*preman**) mais les situent systématiquement dans d'autres villages que le leur.

221 Maître de conférences à l'Undip, Fadjar est docteur en géographie de l'Institut français d'urbanisme (HARI MARDIANSJAH, 2013).

222 Elle est finalement devenue ingénieur voirie au sein des services techniques de la régence de Jepara, fin 2016.

223 Alors que Mlle Liantina était rémunérée à l'entretien réalisé, j'ai employé Mlle Ramadiani à temps plein, pour un salaire mensuel de 5 millions de Rp (soit environ 350 €/mois), quand le salaire minimum était de 2,1 millions de Rp à Semarang. Cela correspond au revenu d'un premier emploi de cadre dans la fonction publique ou le secteur privé, primes et avantages compris.

Mlle Ramadiani a néanmoins été confrontée à son statut de femme jeune dans une société où prévalent les inégalités de genre et le respect de l'âge, d'où une surreprésentation d'entretiens menés la journée avec des femmes et des personnes âgées. Son tempérament affirmé, la qualité de son anglais et son investissement progressif dans une mission qu'elle a pris à cœur ont cela dit permis d'affiner la méthode de collecte des données, et de pénétrer les milieux assez fermés des acteurs institutionnels javanais de l'industrie du meuble (chefs d'entreprises, dirigeants de centres de formations, représentants d'associations professionnelles, hauts-fonctionnaires). Par contre, il s'est avéré impossible de faire évoluer la temporalité des enquêtes (le soir et les jours fériés par exemple) et le profil des sondés dans les quartiers où résidaient les ouvriers, si bien que j'ai dû mettre fin à notre collaboration en janvier 2018. Le troisième et dernier assistant de recherche fut **monsieur « Ali » Bagus Ghozali Nor, de février 2018 à mai 2019**. J'avais rencontré ce jeune autodidacte dans le restaurant où il travaillait comme serveur, lors de mon premier séjour à Jepara. Nous avions rapidement sympathisé, et j'ai pu apprécier sa curiosité, son esprit d'initiative et sa fiabilité. Réticent à renouveler l'expérience avec un jeune diplômé de l'Undip, je lui ai proposé de prendre la suite. Plus humble que les jeunes diplômées qui l'avaient précédé, il s'est également montré plus réfléchi et plus à l'aise dans la conduite des entretiens avec tous types d'interlocuteurs, y compris étrangers. Plutôt que de chercher à remplir des questionnaires de manière systématique, Ali a pris le temps de comprendre la finalité des questions que je lui transmettais, quitte à s'en détacher pour explorer certaines pistes. Ses entretiens sont moins homogènes mais bien plus riches que les précédents, et il me faut souligner que sans son implication[224] sur les trois site, il m'aurait été difficile d'exploiter l'enquête terrain.

Restent **les biais de l'auteur**, profondément marqué par ses premiers séjours en Indonésie, comme touriste « routard » puis comme militant des droits de l'homme. Cet engouement de jeunesse s'est mu au fil des ans en curiosité pour la culture javanaise traditionnelle et les formes d'habitat alternatives aux typologies urbaines européennes. Cet intérêt, dans lequel j'ai puisé l'énergie nécessaire à cette thèse, est un facteur de distorsion de la réalité, l'exotisme tendant à exacerber le pittoresque au détriment de l'ordinaire. Bien heureusement, ce biais résiste mal à l'épreuve du temps : la pratique du terrain et l'étude méthodique des faits ont eu raison de certains a priori empreints d'orientalisme, dont mes assistants de recherche ont su, souvent avec beaucoup d'humour, pointer l'obsolescence dans la société javanaise contemporaine. L'autre biais majeur avec lequel j'ai dû composer est lié à ma culture professionnelle : en tant que praticien, la question de l'utilité du travail est première. Transposée dans le champ de la recherche, cette attitude peut conduire à surinterpréter les résultats légitimant les hypothèses de départ, au risque de ne pas accorder suffisamment

[224] Une anecdote illustre cet investissement. Alors que ses efforts ne portaient pas les fruits qu'il en espérait, Ali a soudain cessé de donner de ses nouvelles à l'été 2018. Cela m'a laissé dans un certain désarroi et inquiet sur son sort, ne comprenant pas pourquoi tout contact était soudain coupé sans explication. Quand il revint vers moi un mois plus tard, il m'expliqua que la pression de réussir et la honte de l'échec étaient si fortes qu'il avait perdu l'appétit et le sommeil. C'est en le rassurant sur ses qualités et ma grande satisfaction qu'il put reprendre et terminer le travail.

d'attention à ceux qui les relativiseraient. Il ne s'agit pas d'une question d'honnêteté intellectuelle, mais d'un biais cognitif dont la prise de conscience prit du temps, en début de thèse. L'écoute, la patiente et les préconisations de ma directrice de recherche ont été déterminantes dans ce cheminement, qui nous a conduit à adopter une méthodologie rigoureuse, adossant les analyses qualitatives à des enquêtes locales quantitatives. Un troisième type de biais provient de la discipline de l'urbanisme, imprégnée d'une pensée structuraliste qui organise souvent l'action autour de chorèmes, formes simples mobilisées pour décrire des réalités géographiques complexes (BRUNET, 1980). Le problème est que cette vision simplificatrice, indispensable pour expliciter des objets aussi complexes que les systèmes productifs, porte en germe l'idée que la réalité ainsi modélisée résulte d'une intentionnalité, ce que résume l'ambiguïté du plan, à la fois descriptif et prospectif, et sa persistance au-delà des réalités qu'il est sensé décrire ou préfigurer (LANCRET, 2015). Nous avons donc été très vigilants à chercher systématiquement à identifier les acteurs et à qualifier leur rôle (intentionnel ou spontané) dans la production des structures identifiées.

Plan de la thèse

La thèse est organisée selon le cadre méthodologique de l'analyse systémique. Elle part de l'analyse statique des structures composant le système aujourd'hui : entreprises, travailleurs et territoires (partie 1), avant de se pencher sur la manière dont ces structures ont émergé, se sont développées et ont interagi au cours de la période d'étude (partie 2). L'arrière-plan géographique et historique ainsi planté, nous nous immergerons dans chacun des trois cas, pour appréhender le système à hauteur d'homme et comparer la manière dont il se décline d'un site à l'autre (partie 3). Nous pourrons alors nous atteler à une tentative d'évaluation des qualités de chacune de ces configurations, ce qui nous permettra de proposer de nouveaux outils d'évaluation des modèles de développement (partie 4).

Partie 1 : Panorama des structures économiques, sociales et spatiales des systèmes productifs du meuble dans le nord de Java-Centre

« L'approche systémique [...] consiste [...]à revenir plusieurs fois, mais à des niveaux différents, sur ce qui doit être compris et assimilé. Elle aborde la matière à enseigner par touches successives. En suivant un trajet en forme de spirale : on fait un premier tour de l'ensemble du sujet afin de le délimiter, d'évaluer les difficultés et les territoires inconnus. Puis on y revient plus en détail au risque de se répéter ».

Joël de Rosnay, Le Macroscope, vers une vision globale, 1975

Nous venons de voir que les systèmes sont définis à la fois par les structures qui les composent et les interactions de ces structures (entre elles et avec leur environnement élargi). L'extrême complexité d'un système productif considéré dans le temps long plaide pour un décryptage par étapes, en commençant par planter le décor dans lequel il évolue. Cette première partie de la thèse propose donc un panorama de l'économie, de la société et des territoires impliqués dans la fabrication de meubles en bois dans le nord de Java-Centre aujourd'hui. Cette approche statique s'attache à décrire les structures du système productif à proprement parler, mais aussi l'environnement économique, social et territorial élargi dans lequel elles s'inscrivent (c'est d'ailleurs par ce plan large que nous commencerons dans chacun des chapitres qui suit). Nous serons alors prêts pour étudier de manière cinétique, dans la deuxième partie de cette thèse, la dynamique des interactions dans le temps.

Chapitre 1.1 : L'appareil productif de l'industrie du meuble en bois dans le nord de Java-Centre : *cluster* artisanal et concentrations d'usines

Commençons notre panorama de l'appareil productif sous l'angle économique. Après une brève description du processus de fabrication des meubles en bois, nous présenterons à cet effet le marché international de ce produit, ce qui nous permettra de situer la production javanaise et de caractériser l'organisation de ses principaux centres, à Jepara et Semarang.

Processus et chaîne de valeur de la fabrication de meubles en bois

Le secteur du mobilier englobe un large éventail de produits : tables et chaises, fauteuils, canapés, placards, buffets, bibliothèques, lits, armoires, commodes, coiffeuses et tables de chevet, objets décoratifs – cadres, miroirs, panneaux sculptés pour des montants de portes, sculptures –, exotiques – gazebos, paravents, etc. – ou confessionnels – présentoirs pour le Coran, ustensiles pour les rites bouddhiques ou shintoïstes, etc. –

mais encore comptoirs, tables et tabourets pour les bars et les restaurants, ou mobilier de jardin. En Indonésie, 80% de la production est faite à partir de bois (matériau ultra dominant dans la production à Java-Centre), contre 11% en rotin (essentiellement dans la région de Cirebon, à Java-Ouest) et en bambou (à Bali notamment), 8% en métal et 2% en plastique[225].

Un processus de fabrication simple

La fabrication de meubles en bois consiste à découper des grumes en planches, à les sécher, les découper, les sculpter, les assembler, les poncer et les huiler, puis à y ajouter les revêtements et les accessoires voulus. Au cours de ce processus, il convient de distinguer les tâches nécessitant de la régularité (séchage, découpe, assemblage, finition) de celles qui requièrent de la dextérité (sculpture), à défaut de réelle créativité[226].

Figure 6 : La chaîne de valeur de la fabrication de meubles en bois

Conception et réalisation de l'auteur

Le bois est de loin le principal intrant de la fabrication de meubles, « ce qui a des incidences majeures en termes de goulots d'étranglement amonts et de soutenabilité environnementale si la ressource locale n'est pas gérée précautionneusement » (PANDEY & BROWN, 2000, pp. non-numérotées). **L'exploitation forestière** joue donc en amont un rôle déterminant pour la qualité et de la compétitivité du produit fini. Longtemps, l'industrie javanaise du meuble a reposé sur le teck (*Tectona grandis* ou *jati** en indonésien)[227], particulièrement à Jepara. Cette essence noble, dont la tendresse se prête merveilleusement à la sculpture, est originaire d'Inde et de Birmanie. Elle s'est épanouie sous le climat alternant saisons sèche et des pluies de Java, où elle aurait été introduite dès les 14ème ou 15ème siècles (Ibid., 2000)[228], avant que les Hollandais ne la cultivent à grande échelle au début des années 1930 (SUHAENDI, 1998). L'existence de plantations de teck

225 Source : Ministère indonésien de l'Industrie (*Kementerian Perindustrian**, 2011).

226 Contrairement à une idée reçue en effet, les artisans du meuble – à tout le moins à Java – ne créent pas de modèles : ils se contentent de les reproduire. La fédération indonésienne de l'Industrie du meuble et de l'artisanat (*Himpunan Industri Mebel dan Kerajinan Indonesia, Himki**) estime ainsi qu'à peine 3% des entrepreneurs conçoivent leurs propres produits (Kompas, 2017) cité par (SALIM & MUNADI, 2017).

227 Le teck représentait 92% des coupes commerciales effectuées à Java-Centre en 1985 (source : Perum Perhutani).

228 Cette époque correspond à la fois à l'âge d'or du sultanat de Jepara, qui exerçait alors une forte emprise sur le commerce maritime insulindien, et à la date des premières sculptures sur bois parvenues jusqu'à nous.

dans le nord de Java-Centre a certainement favorisé l'essor de la sculpture et de la fabrication de meubles[229]. Au-delà de sa valeur économique, « le teck occupe une place particulière dans l'ordre des valeurs en milieu rural à Java. Sur le plan symbolique, c'est le bois du fourreau qui protège la lame du couteau rituel, réputé détenir des pouvoirs surnaturels : le *kriss*.* C'est aussi le bois des maisons et des meubles. En milieu rural, le teck fait fonction à la fois de banque et d'assurance car il est extrêmement durable. Durant les périodes d'abondance, on double les murs de teck, on jette un épais plancher par-dessus la terre battue, qui est plutôt la règle dans les maisons modestes. En cas de crise, une saison sèche sévère, un mariage ou tout autre besoin exceptionnel, un plancher ou un double mur peut facilement être vendu. Tout au long d'une vie, on accumulera autant que possible du bois pour assurer l'avenir » (GUIZOL, et al., 2005, p. 15).

En moyenne, un arbre adulte[230] contient 0,33 m³ de bois. Les pertes en scierie varient selon les sources, de 22% (LAZAROVICI, 2004) à 42% (PARLINAH, PURNOMO, & NUGROBO, 2011), puis à nouveau entre 22% et 43% (op.cit.) à la découpe, et encore 0% à 5% à la finition. Au final, on tire donc d'un arbre entre 0,05 et 0,15 m³ de bois utilisé dans le produit final. A titre d'exemple, une chaise de jardin standard contient environ 0,02 m³ de bois[231]. Java compte aujourd'hui un peu plus d'un million d'ha de plantations de teck[232] (soit 17% des stocks mondiaux[233]), situées pour l'essentiel dans un rayon de 150 Km autour de Jepara[234]. Depuis les années 2000, la pénurie de teck, massivement utilisé pour le mobilier de jardin alors en vogue en raison de son caractère imputrescible et insectifuge, a incité les fabricants de meubles à s'approvisionner plus loin, jusqu'à Sumatra et Sulawesi. D'autres essences ont également été introduites, comme le palissandre de Java

229 La production locale de teck dans la régence de Jepara est devenue marginale aujourd'hui. 3 744 m³ (soit environ 70 containers équivalent-vingt-pieds (EVP) de grumes) y étaient abattues en 2015, contre 6 626 m³ d'acajou, 86 557 m³ de batai (*Falcataria moluccana* ou *sengon** en indonésien) et 646 m³ d'autres essences (*BPS* Jepara, 2016).

230 La taille adulte est atteinte à 30 ans, mais la maturité complète de l'arbre, qui apporte au bois sa densité, n'est atteinte qu'à 50 à 80 ans.

231 Lazarovici (2004) évoque 0,017 m³ ; les informations que nous avons collectées sur le terrain font plutôt état de 0,020 à 0,025 m³.

232 Source : Perum Perhutani, 2009.

233 Les plantations de teck représenteraient 6 millions d'ha dans le monde, à 93% très majoritairement situées en Inde, suivie par l'Indonésie (1,8 million d'ha), la Thaïlande, la Birmanie (0,4 million d'ha), l'Afrique tropicale (0,3 million au total), l'Amérique équatoriale et les Caraïbes (0,1 million au total) (CIRAD, 2015), la Birmanie et les pays tropicaux d'Amérique Latine e d'Afrique. A ces plantations s'ajoutent 29 millions d'ha de forêts naturelles, dont la moitié en Birmanie qui a rejoint l'Inde, le Laos et la Thaïlande en imposant un embargo sur les exportations de cette essence en 2014 (FAO, 2015). Le volume de teck échangé sur le marché mondial est estimé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à environ 1 million de m³/an, auquel la Birmanie contribuait avant l'embargo à hauteur de plus de 40% (op.cit.).

234 En 2004, 86% des approvisionnements en teck de Jepara venait d'un quadrilatère Semarang-Blora-Wonogiri-Magelang (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007).

(*Dalbergia latifolia* ou *sonokeling* en indonésien), l'acajou[235] (*Swietenia macrophylla* ou *mahoni* en indonésien) ou le batai (*Falcataria moluccana* ou *sengon* en indonésien) qui représentent désormais environ 20% des approvisionnements du *cluster* de Jepara[236]. Il faut dire que celui-ci absorbe à lui seul l'équivalent de l'intégralité de la production de teck de la compagnie forestière nationale *Perum Perhutani*, ou encore la moitié de la production totale de Java.

En Indonésie comme dans d'autres pays émergents, le secteur forestier est souvent dénoncé pour son opacité et sa corruption. Sous l'Ordre nouveau, l'octroi de concessions forestières était un moyen commode de récompenser les proches du régime, le bucheronnage ne nécessitant ni le savoir-faire ni les investissements des autres industries extractives. Le teck relève pourtant d'une logique différente. Essence essentiellement cultivée, son exploitation a été confiée à la compagnie forestière nationale *Perum Perhutani* (PP), dont les ventes aux enchères (*lélang**) et les contrats-cadres (*surat izin**) assurent aux plus gros acheteurs des prix stables, moyennant versement de pots de vin aux agents de l'entreprise publique (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000; MAWARDI, 2014). Une part croissante des approvisionnements est donc assurée par le teck villageois (*jati kampung**), qui représentait déjà en 2003 plus de la moitié du volume traité par les négociants[237]. Le prix des grumes (*glondongan**) varie beaucoup selon l'âge (et donc le diamètre[238]), la forme et le canal de vente, de 100 à 170 $/m^3 chez les grossistes à Jepara à plus de 350 $/m^3 auprès de PP en 2019. La qualité du teck villageois est inférieure à celle issue des plantations de la société nationale, mais son prix s'explique aussi par son exonération des frais et taxes imposés sur le bois que vend PP. A Semarang comme à Jepara, les usines ont un personnel dédié aux achats, souvent un ancien négociant de grumes dont l'expertise technique et les contacts auprès de PP sont prisés. Il gère les contrats-cadres, participe aux enchères et suit les procédures administratives particulièrement complexes (LAZAROVICI, 2004). A Jepara, où l'on compte de très nombreux petits fabricants, les grumes acheminées par camion porte-conteneur passent entre les mains de négociants en bois (*pedagang* kayu*). Ceux-ci se fournissent dans les centres de vente de PP[239] ou sur place, dans les villages de Java-Centre et Java-Est, où l'on peut acheter des arbres sur pied (*penaman kayu**). Les grumes écorcées sont entreposées à l'air libre dans des dépôts situés le long de quelques axes routiers bien connus des fabricants, comme Jl. Karangkebagusan au sud (le principal), Jl. Jenderal Achmad Yani au nord, et Jl. Sultan Hadirin au sud-est. Il arrive que les propriétaires de scieries (*penggergaji**) achètent des lots directement auprès de PP, en court-circuitant les négociants jeparanais. Mais la part du bois dans le coût de

235 L'acajou se taillant dès cette période la part belle de ces essences secondaires, avec 15% des volumes de bois traités à Jepara en 2004 (LAZAROVICI, 2004).

236 *Value Chain Analysis in the wood furniture sector,* Cemsed (Centre for Micro and Small Enterprise Dynamics).

237 (LAZAROVICI, 2004).

238 Des termes particuliers qualifient ce diamètre : *biton* (7 à 9 cm), *DL* (10 à 15 cm), *OP* (15 à 20 cm), *OD* (plus de 20 cm).

239 La raréfaction de la ressource et l'inflation de son prix rendent cependant les enchères de PP de plus en plus inaccessibles pour les négoces familiaux.

revient et la qualité du produit fini en fait une ressource si stratégique que les fabricants préfèrent sélectionner les grumes eux-mêmes (parfois avec le concours d'un agent), plutôt que de dépendre des choix des artisans qui les fournissent en pièces de meubles. Pour les mêmes raisons, les entrepreneurs tendent à fournir le bois aux artisans (*pengrajin**) à qui ils sous-traitent la fabrication, ce qui n'a pas toujours été le cas (notamment au moment de la ruée vers le teck dont nous parlerons plus loin).

La préparation du bois consiste à le scier (*kilang gergaji) et le sécher (*ovening**)**. Les grumes sont découpées en planches (*papan**). Le type de machines varie beaucoup selon le type d'entreprise. Les scieries (*penggergajian**) familiales de Jepara utilisent de vieilles scies à ruban mues par des moteurs diesel et dépourvues du moindre dispositif de sécurité, alors que les usines, qui assurent elles-mêmes le sciage, ont recours à des machines électriques aux standards internationaux. La plupart des usines sont également équipées pour assembler des tronçons de planches pour en former des plus longues (*menyambung-gerigikan**) par une coupe en dents de scie (*potongan lika-liku**), presse et collage. Ce procédé, qui permet de valoriser les chutes, est réalisé après séchage. Sous un climat aussi humide que Java pendant la saison des pluies, le bois est exposé (plus ou moins selon les essences) aux champignons et aux insectes. A l'inverse des artisans, les usines ont parfois recours à des traitements fongicides et insecticides préventifs. Mais c'est le séchage qui permet le mieux de préserver le bois des parasites, et surtout d'éviter qu'il ne se contracte sous les climats plus secs des pays de destination. Le séchage est donc incontournable : il est pratiqué par tous les fabricants, quelle que soit leur taille et le segment de marché. En revanche, les techniques varient beaucoup, depuis les plus archaïques comme le séchage à l'air libre (d'une efficacité médiocre), amélioré à la marge par des schémas de disposition des planches propices à la ventilation naturelle, à des solutions artisanales telles que les chambres de fumigation (aux résultats aléatoires) et aux fours électriques assistés par ordinateur dans les usines les plus modernes. Le processus prend de 3 à 8 jours, durant lesquels le bois perd 10% de son poids.

Photo 1: Eventail de dispositifs de séchage du bois (de gauche à droite) : claies (séchage solaire), four à ciel ouvert, four bâché, chambre de séchage

Source : Julien Birgi (août 2016)

La découpe consiste à extraire des planches les pièces qui composeront les meubles. Quand le processus n'est pas, comme dans les usines, rationnalisé par du dessin assisté par ordinateur (DAO), cette tâche nécessite

un réel savoir-faire pour optimiser le rendement-matière de chaque planche. A l'appui de son expérience, l'artisan projette sa future coupe, y compris des pièces délibérément trop courtes (mais optimisant l'utilisation de la planche) qu'il prolongera en collant un raccord (ce qui n'est pas sans conséquence sur la solidité du meuble, une fois celui-ci assemblé). **La sculpture** est réalisée à partir de patrons en papier (pour les motifs récurrents) ou d'une simple image imprimée, reproduite au crayon sur les parties de la pièce de bois à excaver. Les sculpteurs utilisent ensuite de petites scies à ruban pour évider les parties à ajourer, et une palette de ciseaux à bois pour les motifs plus complexes. Très tendre, le teck n'oppose pas de résistance au travail du sculpteur, dont la dextérité lui permet de progresser rapidement. Une fois les différentes pièces façonnées, **l'assemblage** est réalisé avec des clous, des vis et de la colle. C'est une opération délicate, qui détermine l'équilibre et la solidité du meuble, et pour laquelle la production standardisée des usines est nettement avantagée.

La finition consiste à boucher les trous et les petites imperfections avec du mastic (*dempul**), puis à poncer (*amplas**) les meubles au moyen de ponceuses électriques et de papier de verre, et à les enduire (avec un enduit appelé *pamir** ou de l'huile de teck) au pistolet dans des chambres de projection, ou au pinceau. Il s'agit des tâches les plus ingrates, rébarbatives et néfastes pour la santé en raison de la poussière et des composés organiques volatiles (COV) que respirent les ouvriers. Selon le style de meubles, des ornements peuvent également être ajoutés, tels que des accessoires en cuivre, un drapage, de la peinture, un vieillissement, etc. La finition étant déterminante pour l'aspect du produit, elle est généralement assurée par les donneurs d'ordres dans leurs propres installations. Les produits non finis sont alors collectés chez les artisans après un indispensable contrôle de qualité, réalisé par du personnel de confiance.

L'acheminement se fait par camionnette à plate-forme ouverte (*pick-up*) ou par camion porte-conteneurs, sachant qu'un conteneur de vingt pieds peut emporter environ 150 à 170 chaises. Le chargement est une tâche délicate, qui suppose de manipuler les meubles soigneusement et de les arrimer précautionneusement pour éviter toute casse pendant le voyage.

Photo 2 : Les étapes du processus de fabrication artisanale des meubles : 1- Sélection des grumes ; 2- Négoce de planches après sciage ; 3- Découpe ; 4- Sculpture ; 5- Assemblage ; 6- Polissage ; 7- Huilage ; 8- Peinture ; 9- Expédition après conditionnement.

Source : Julien Birgi (2016-2017)

Les facteurs de production : une activité intensive en matières premières et en main d'œuvre

L'ensemble de ce processus de fabrication est gourmand en matière première de qualité et en main d'œuvre. Par contre, sa mise en œuvre est techniquement simple, dans la mesure où il implique un nombre limité d'intrants et des technologies élémentaires. La productivité y est par conséquent plus faible que dans toute autre industrie[240], si bien que « les barrières d'entrée y sont basses et les processus automatisés ou les économies d'échelle difficiles à établir » (CNUCED/OMC & ITTO, 2004, p. xxiv). Cela explique les écarts assez

240 La productivité (valeur ajoutée produite par employé) dans l'industrie du meuble était estimée à 4 à 7 $/jour en 2013, soit 3 fois moins que dans le textile, 4 fois moins que dans l'agroalimentaire, 10 à 15 fois moins que dans la chimie, et 30 fois moins que dans l'automobile (*BPS*, 2013).

faibles de productivité entre ateliers artisanaux et usines. Aussi, comparées à d'autres secteurs industriels[241], les usines de meubles dépassent rarement 600 à 700 employés, trahissant un plafond des rendements croissants, et l'artisanat parvient à maintenir une part de marché importante dans la production[242].

Tableau 5 : Productivité du travail selon le secteur d'activité et la taille des établissements en 2015

Secteur d'activité	TPE (1-4 employés)	PE (5-19 employés)	ME (20-50 employés)	GE (+ de 50 employés)
Transformation du bois	100	321	590	1 438
Textile, cuir et chaussures	100	278	1 390	1 560
Agroalimentaire et tabac	100	109	1 103	2 878
Chimie	100	438	2 853	3 870
Machines et outils	100	98	821	2 378

Source : ministère indonésien de l'Industrie

Les matières premières constituent de très loin le premier poste de dépense de la chaîne de valeur[243]. Le bois représente aujourd'hui en moyenne 70% du coût de production, une part qui n'a eu de cesse d'augmenter depuis la pénurie apparue au tournant des années 2000. Les autres matériaux utilisés pour l'assemblage (clous, vis, colle), la finition (papier de verre, huile de teck) et les ornements (huisserie, tissus, cuirs, peinture, etc.) représentent 6% du coût de production[244]. La quincaillerie est achetée en ville (chez les grossistes de Semarang ou au marché central de Jepara) et payée à 30 jours[245]. En revanche, les matériaux plus nobles sont importés de centres spécialisés comme Juwana (régence de Pati, Java-Centre) pour le cuivre ou Yogyakarta pour le cuir, voire de l'étranger quand des produits plus spécifiques (tissus ou velours par exemple) sont demandés. **Les dépenses d'énergie** pèsent pour 4% dans le coût de production[246]. Il s'agit pour un quart de fuel consommé dans les moteurs diesel des machines les plus anciennes, et pour trois-quarts de l'électricité alimentant la plupart des machines (scies à ruban, perceuses, ponceuses, etc.). L'électricité est relativement chère en Indonésie par rapport à d'autres consommations (comme l'eau par exemple), jusqu'à représenter une charge significative pour les entreprises familiales[247]. Mais c'est le séchage qui est le plus gourmand en énergie, ce qui encourage les artisans indépendants à recourir au charbon de bois concocté à partir de chutes (solution

241 Cela implique que les résultats que nous obtiendrons ici ne seront pas extrapolables à des industries intensives en capital.

242 Selon les chiffres officiels du *BPS* (qui ne recensent que les sociétés dûment enregistrées, ce qui exclut un volume considérable d'artisans et de travailleurs informels), les petites et très petites entreprises représentent en 2016 les trois quarts des effectifs du secteur dans la province.

243 C'est-à-dire la succession d'activités de conception, de fabrication, de commercialisation, de distribution et le cas échéant de maintenance d'un produit ou d'un service (ANKLI, 1992).

244 Source : *BPS* Java-Centre, 2012.

245 Source : (Bisnis UKM, 2018).

246 Source : *BPS* Java-Centre, 2012.

247 La facture mensuelle des artisans enquêtés à Tahunan représente 3 à 4% de leur chiffre d'affaires.

peu coûteuse mais très polluante du point de vue des émissions de particules fines et de gaz à effet de serre) ou à s'en remettre au séchage à l'air libre.

Le caractère intensif en travail de l'activité[248] est reflété par la part de **la main d'œuvre** dans le coût de production, qui atteignait 18,5% en moyenne nationale en 2014[249]. Selon la direction de l'Industrie et du commerce (*Dinas Perindustrian dan Perdagangan, Disperindag**) du gouvernement provincial de Java-Centre, environ 40% de la production est faite à la main, contre 60% à la machine. Les machines étant simples, leur coût de location ou d'amortissement représentait à peine 1% du coût des intrants en 2012[250], soit légèrement moins que pour le secteur secondaire dans son ensemble[251]. Les machines les plus complexes sont les fours contrôlés par ordinateur et les presses permettant de coller des tronçons de bois, qu'on ne trouve que dans les usines les plus importantes. Pour les sculpteurs jeparanais, une panoplie complète de 20 à 40 outils en fer se négocie à 350 000 Rp (soit environ 23 €) au marché central de la ville.

Photo 3: Outils en vente au marché central de Jepara (à gauche), machines à main utilisées pour l'assemblage (au centre) et trousse à outils d'un sculpteur (à droite)

Source : Julien Birgi (mai 2018)

En ce qui concerne **l'expédition,** l'Indonésie est réputée pour la cherté de ses coûts logistiques, imputable au retard accumulé dans les infrastructures de transport. Les frais d'expédition représenteraient ainsi un quart

248 Conséquence logique, la productivité des travailleurs du meuble est avec 5 300 $/an dans les GME indonésiennes en 2013 la plus faible de tous les secteurs de l'industrie. C'est 5 fois moins que la moyenne, et, si l'on considère les activités intensives en main d'œuvre, 1 à 2 fois moins (selon le type de produit) que dans le textile, 4 à 5 fois moins que dans l'agroalimentaire, et 5 fois moins que dans l'électronique (Source : *BPS*).

249 Par comparaison, la part de la main d'œuvre dans le coût de production des autres industries intensives en main d'œuvre est en 2014 de 4% dans l'agroalimentaire, 9% dans l'électronique et 22% dans le textile (sur le segment de l'habillement) pour 8% tous secteurs confondus (source : *BPS*, *Survei Industri Besar dan Sedang*).

250 Source : *BPS*, 2012. Ce chiffre est probablement sous-estimé cela dit, les machines portatives (ponceuses, etc.) et les machines de confection artisanale (ultra majoritaires dans les ateliers de Jepara) n'étant pas comptabilisées.

251 Cette part progresse régulièrement depuis la fin des années 2000, de 0,55% en 2009 à 1,08% en 2012 et 1,26% en 2014 source : *BPS*).

du coût du produit fini embarqué vers les marchés de destination[252]. A cela s'ajoute le coût du crédit qui rend les facilités de paiement consentis des clients particulièrement onéreuses[253].

Tableau 6 : Structure du coût de production (M$ et %) des grandes et moyennes entreprises (GMEs) dans l'industrie du meuble et dans l'ensemble du secteur manufacturier indonésien en 2014[254]

	Matières Premières (1)	Energie (2)	Immobilier et machines (3)	Services (4)	Main d'œuvre (5)	Coût de revient (6) = (1+2 +3+4+5)	Taxes (7)	EBE[255] (8) = (9-6-7)	Chiffre d'affaires (9)
Industrie du meuble	869	66	19	86	290	**1 330**	15	1 535	**2 879**
Part dans le coût de revient (1 à 5) ou dans le CA (7 à 8)	65,4%	5,0%	1,4%	6,5%	18,5%	**100,0%**	0,5%	53,3%	**100%**
Ensemble de l'industrie	134 479	16 302	2 047	10 199	13 336	**176 363**	4 614	124 452	**305 428**
Part dans le coût de revient (1 à 5) ou dans le CA (7 à 8)	76,3%	9,2%	1,2%	5,8%	7,6%	**100,0%**	1,5%	40,7%	**100%**

Source : Julien Birgi d'après BPS, Survei Industri Besar Sedang Tahunan*, 2015*

Si on raisonne non plus en termes de coût de production mais de **valeur ajoutée** (à l'exclusion, donc, des approvisionnements en matières premières : bois, accessoires, énergie et eau), on constate des variations importantes selon les modes de production et les canaux de distribution. Assez logiquement, les segments de la chaîne de valeur les plus intensifs en main d'œuvre (découpe, sculpture et assemblage des meubles par les scieries et les artisans) captent une part significative de la valeur ajoutée (environ un quart du produit fini au départ du site de production), part qui permet de rémunérer le travail. Mais une part importante revient également à ceux qui contrôlent l'approvisionnement en bois (part qui augmente avec le degré d'organisation capitalistique de la filière) et les entrepreneurs, (mais avec une pression sur les prix si forte à l'export que la valeur ajoutée est pour eux moindre que sur le marché local). La rémunération des entrepreneurs peut

252 Source : (Kementerian Perdagangan, 2015). Le ministère du Commerce estime que ces coûts sont 12% supérieurs à ceux pratiqués en Malaisie.

253 En 2015, le taux d'intérêt moyen du crédit aux entreprises était de 12% en Indonésie, contre 4% en Malaisie et 7% en Thaïlande (Kementerian Perdagangan, 2015).

254 Ces chiffres sont confirmés par la littérature, qui évalue en 2015 la part de l'approvisionnement en grumes à 65% des coûts de production des GME, les autres matériaux à 5%, et la location des locaux et des machines à seulement 1% (PUPPIM DE OLIVEIRA, 2016, pp. 31-32).

255 L'excédent brut d'exploitation (EBE) est la différence entre le chiffre d'affaires (CA) et le coût de revient, hors coût du financement de l'entreprise. Il correspond ainsi à la valeur dégagée par l'exploitation, à répartir entre les créditeurs (rémunération des emprunts), les actionnaires (dividendes) et le réinvestissement dans l'entreprise. C'est un indicateur-clef de performance de la société, et des capacités financières qu'elle en dégage.

paraître assez élevée au regard du faible niveau d'investissement et de risque, dans un secteur où, au niveau mondial, le bénéfice représente en moyenne 5,4% du chiffre d'affaires hors-taxes[256].

Tableau 7 : Répartition de la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur du *cluster* artisanal au milieu des années 2000

Etape de la chaîne de valeur	Production pour le marché local à partir de teck villageois	Production pour l'étranger à partir de teck villageois	Production pour l'étranger à partir de teck *Perum Perhutani*
Producteur de bois	7,4%	11,3%	27,7%
Négociant en bois	13,0%	21,7%	15,8%
Scierie	2,2%	1,7%	1,4%
Artisan	27,6%	28,5%	24,0%
Entrepreneur	49.8%	36,8%	31,0%
Total	**100.00%**	**100.00%**	**100.00%**

Source : (PARLINAH, PURNOMO, & NUGROBO, 2011)

L'affirmation d'un système productif javanais inséré dans un marché mondialisé

D'après les données de la profession (Ibis World, 2018), l'industrie du mobilier en bois génère à l'échelle mondiale un chiffre d'affaires de 111 milliards de $ (soit 45% de l'ensemble du secteur, toutes matières confondues) et emploie officiellement 884 000 personnes. Sa croissance spectaculaire de 8,8%/an entre 2013 et 2018 devrait s'accélérer à un rythme de 15%/an dans la décennie à venir avec l'essor de la demande des classes moyennes dans les pays émergents. En 2009, les pays anciennement industrialisés (Amérique du Nord, Europe, Japon, Océanie) assuraient 61% de la production mondiale contre 22% pour la Chine et 16% pour les autres pays émergents. En quelques années à peine, les cartes ont été rebattues, ces parts de marché étant en 2015 de 42%, 41% et 17% respectivement[257].

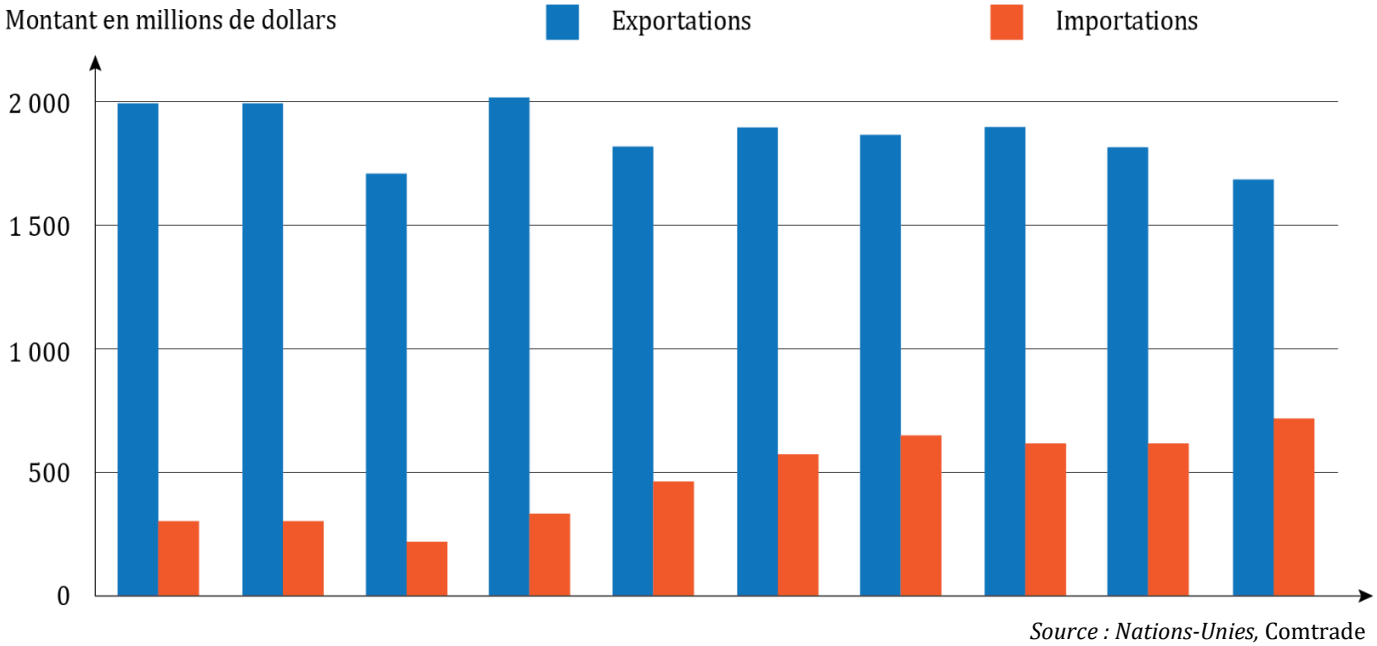
Il s'agit d'un marché mondialisé et dominé par les acheteurs (*buyer-driven*). En raison d'un potentiel d'innovation et de mécanisation limité, fabriquer des meubles est à la portée de quiconque a accès à la matière première et à une main d'œuvre abondante et bon marché. Le « vivier » de producteurs potentiels est donc quasiment infini, alors que les débouchés sont limités car, si le marché est en essor, la demande est peu élastique (dit autrement un supplément d'offre ne suscitera pas d'augmentation significative de la demande). Ce rapport de force favorable aux acheteurs s'exprime à l'échelle mondiale, les meubles étant un bien facile à transporter et à stocker, qui se prête particulièrement au commerce international. Cela a pour conséquences une pression constante sur les prix (au détriment parfois de la qualité), des changements fréquents de styles

256 Source : (Ibis World, 2018).

257 Source : *Centro Studi Industri Leggera (CSIL)*, 2009 et 2017.

au gré des tendances sur les grands marchés, et une demande très fluctuante en volume (avec un phénomène de saisonnalité pour le mobilier de jardin). En 2017, l'Indonésie n'était que le 18ème exportateur mondial, avec seulement 2,0% des 66,2 milliards de $ d'exportations de meubles (contre un pic de 2,9% atteint en 2000), loin derrière le Vietnam (6,8% contre seulement 0,5% en 2000) et surtout la Chine (34,3% contre 6,1% en 2000) [258]. En revanche, le déclin relatif des exportations indonésiennes a été compensé par une forte progression du marché intérieur dopé par l'essor des classes moyennes. Sous l'impulsion des classes moyennes friandes de maisons individuelles, la consommation intérieure de meubles croît rapidement. Elle représentait en 2016 un volume d'achats compris selon les sources 361,5 M$[259] et 528,2 M$[260], à comparer avec 1 708,3 M$[259] d'exportations. Cette demande intérieure en plein essor est loin d'être couverte par la production nationale puisque 45% des meubles achetés par les clients finaux sont importés[261], et que leur montant en valeur absolue augmente régulièrement. Le manque-à-gagner causé par la suppression des barrières commerciales autres que les droits de douane (*non-tariff barriers, NTB*) mise en œuvre à partir de 2005, soit unilatéralement avec le concours des instances internationales, soit dans le cadre d'accords multilatéraux (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015) s'est avéré moindre que la croissance de la demande, offrant ainsi un débouché en essor à la production nationale.

Figure 7 : Evolution de la balance commerciale du meuble de l'Indonésie



Source : Nations-Unies, Comtrade

[258] Source : Nations-Unies, Comtrade.

[259] Source : Trademap, 2017.

[260] Source : (Euromonitor Internasional., 2016) cité par (SALIM & MUNADI, 2017).

[261] Source : Trademap. (2016). *Trade statistics for international business development.*

Vis-à-vis de ses principaux concurrents, où la fabrication de meubles est concentrée dans des usines souvent dépendantes de l'étranger pour leurs capitaux, leur équipement, mais aussi leur approvisionnement[262], l'industrie indonésienne, tout aussi exportatrice, témoigne d'un appareil productif plus diversifié du point de vue de la taille des entreprises et davantage ancré dans des chaînes de production locales, comme nous le verrons plus loin.

Une industrie concentrée à Java-Centre, dans des centres de production bien identifiés

A l'échelle nationale, l'industrie du meuble est un secteur relativement important, puisqu'il employait officiellement (c'est-à-dire sans compter les nombreux artisans et travailleurs informels) 0,63% de la population active occupée (soit 4,2% de la main d'œuvre du secteur manufacturier), qui n'a eu de cesse de progresser en valeur absolue ces 30 dernières années (en-dehors de crises très conjoncturelles). Elle est essentiellement localisée dans la province de Java-Centre, qui contribue depuis 2013 à hauteur de 50 à 60% des exportations indonésiennes selon les années[263]. Viennent ensuite, mais loin derrière, Bali, la région de Surabaya (Java-Est) et la grande périphérie de Djakarta à Java-Ouest. A Java-Centre, le secteur du meuble représente selon le *BPS* en moyenne sur cette période entre 9 et 11% des GME industrielles, 5,5 à 8,5% de leur effectif et 1,0 à 1,1% de leur valeur ajoutée, contribuant officiellement à 0,4% du PIB provincial. Mais ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg, le gros de l'activité étant assuré par des artisans et des entreprises familiales non enregistrées. Certaines estimations visant à inclure l'emploi informel et partiel paraissent pour le moins fantaisistes[264]. Les chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce estimant l'emploi direct par l'industrie du meuble dans la province à 500 000 personnes (SALIM & MUNADI, 2017), soit 15% de l'emploi manufacturier ou 3% de la population active, semblent, eux, très plausibles. Il faut ajouter que l'industrie du meuble, majoritairement tournée vers l'exportation, pèse comparativement bien davantage dans les liens économiques de la province avec l'étranger, dont elle constitue avec le tourisme la principale source de devises étrangères et d'échanges internationaux de la province.

262 Au Viêt-Nam par exemple, 16% des 3 500 fabricants de meubles (toutes tailles confondues) enregistrés étaient aux mains d'actionnaires étrangers, contribuant à hauteur de 35% des exportations du pays. Quant aux approvisionnements, 80% des exportations et 50% de la production destinée au marché intérieur dépendaient de bois importé. 90% des machines utilisées dans les usines de meubles étaient importées (Business France, 2014).

263 Sources : *Disperindag* de Java-Centre, 2019 et Ministère Indonésien du Commerce, 2019.

264 L'Organisation internationale du travail (OIT) évoque par exemple deux millions de travailleurs du meuble à Java en 2000 sur une population active (formelle et informelle) de 18 millions de personnes (EWASECHKO A. C., 2005)., ce qui paraît pour le moins exagéré.

L'essentiel de la production se concentre dans 32 polarités d'importance variable, et dont l'activité obéit à des dynamiques différentes (EWASECHKO A. C., 2005)[265]. On distingue ainsi des centres émergents « opportunistes » qui ont profité de la proximité de ressources forestières et d'une conjoncture favorable (Banyumas, Blora, Cilacap, Pemalang, Purwodadi, Purworejo, Sragen), des concentrations plus anciennes s'appuyant sur les aménités logistiques et commerciales offertes par des villes grandes et moyennes (Semarang, Surakarta, Tegal), et enfin des *cluster*s historiques, bien plus complexes et étendus (Jepara, Klaten). Les statistiques étant peu fiables, il nous faut croiser les sources pour apprécier la répartition de la production. Les données du *BPS* sur les GME du meuble pour l'année 2018 soulignent la prévalence de Jepara, qui concentre à elle seule 342 des établissements (61% de l'effectif de la province), loin devant Semarang (68 entreprises, 12%)[266], Sukoharjo (33 entreprises, 6%) et Klaten (16 entreprises, 3%). Mais ces GME ne sont que la partie émergée de l'iceberg, dans une région où elles ne représentaient en 2016 que 19,2% de l'emploi salarié selon les statistiques officielles[267]. Le répertoire des entreprises exportatrices tenu par le *Disperindag** de Java-Centre montre qu'en 2017, Jepara et Semarang hébergeaient respectivement 53% et 24% des 386 exportateurs de meubles enregistrés dans la province (cf. carte 7 ci-dessous)[268]. Un autre indicateur de répartition géographique de la production nous est procuré par la localisation des membres de la principale organisation professionnelle du secteur, la fédération indonésienne de l'Industrie du meuble et de l'artisanat (*Himpunan Industri Mebel dan Kerajinan Indonesia, Himki**). Sur 200 membres recensés en 2017, environ 50% (en grande partie des petits et moyens entrepreneurs) réside à Jepara, 30% à Semarang (plutôt des dirigeants de grandes entreprises) et 20% à Klaten et Surakarta (où le profil des adhérents est comparable à Semarang)[269].

265 En 1989, le gouvernement provincial estimait déjà que les trois quarts des emplois du secteur y étaient concentrés (BURGER, KAMEO, & SANDEE, 2001).

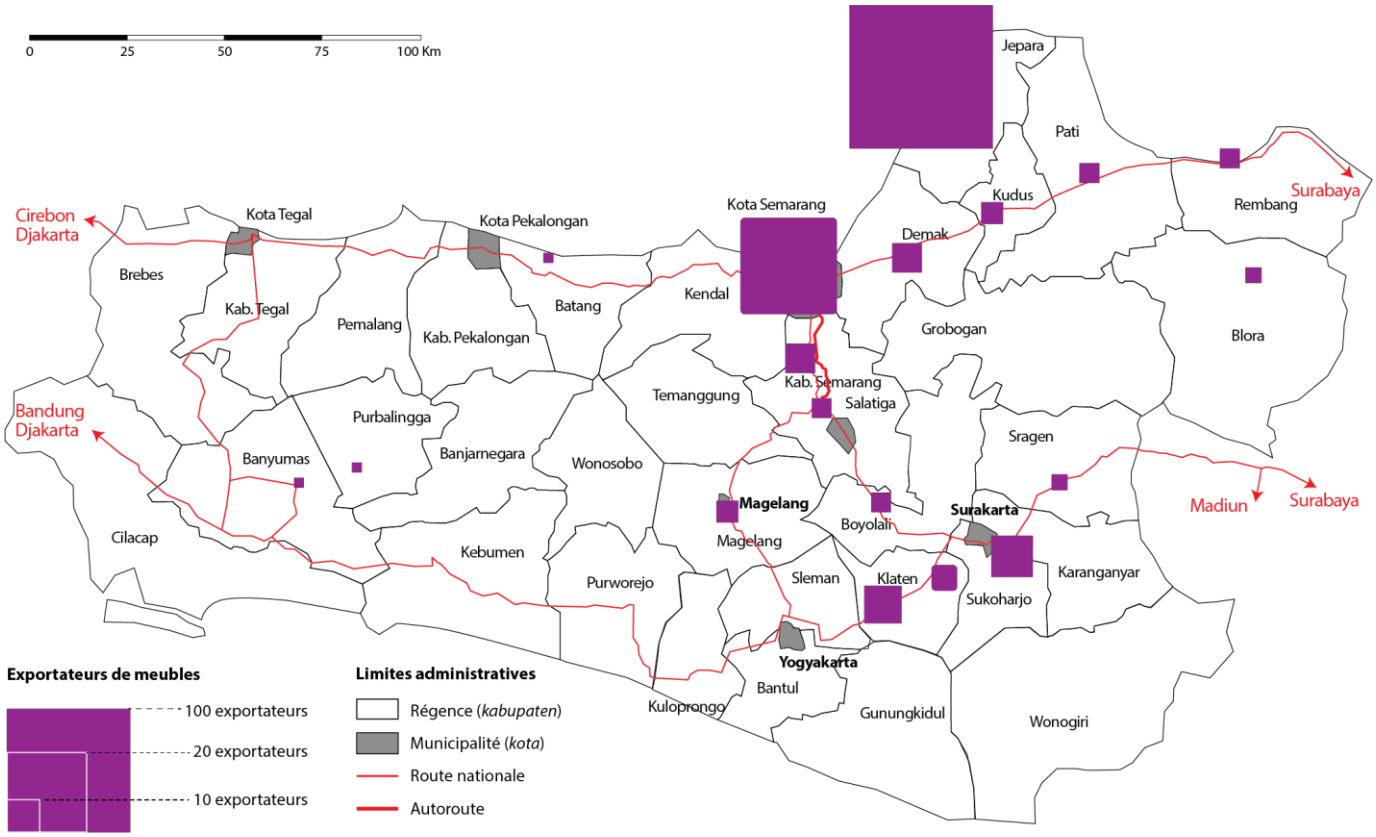
266 Il faudrait y ajouter les usines périurbaines situées aux portes de la municipalité (nous en avons par exemple identifiées 3 de très grande taille sur la seule route Semarang-Demak, situées dans les limites administratives de la régence de Demak).

267 Source : *BPS*, Sensus Ekonomi* *2016.*

268 Illustration du manque de fiabilité des sources, le *BPS* fait pour sa part état en 2018 de 386 exportateurs de meubles dans 114 pays dans la seule régence de Jepara.

269 Entretien avec Bpk Boni, secrétaire de la section du Grand Semarang (*Semarang Raya**) de l'*Himki* *, le 24 mars 2017.

Carte 7 : Distribution des exportateurs de meubles à Java Centre en 2017



Conception et réalisation de l'auteur d'après le ministère indonésien de l'Industrie, Export Directory, *2017*

Au sein de la province, Jepara s'est spécialisée dans la fabrication à la main ou semi-mécanisée et les petites séries, pendant que Semarang, Klaten ou Sragen sont davantage tournés vers la production mécanisée de grands volumes. Klaten et Sragen étant plus en retrait des réseaux commerciaux internationaux du meuble que Jepara ou Semarang, les producteurs y travaillent davantage pour le marché intérieur, avec une offre réputée de qualité moindre[270].

Jepara et le *cluster* artisanal

Jepara est le principal centre de production d'Indonésie, tant par son volume que son degré d'internationalisation. Il repose sur une organisation sans équivalent dans le pays, fondée sur de grandes usines qui coexistent avec un tissu considérable d'entreprises artisanales.

270 Entretien avec Bpk Yakob, ex-propriétaire de l'entreprise Sylva furniture et ancien responsable de la section Semarang-Jepara de l'*Himki**, le 1er août 2017.

Un *cluster* forgé dans le temps long autour d'un mythe fondateur

Tant les Jeparanais que les commentateurs indonésiens aiment à rappeler l'ancienneté de la tradition de la sculpture sur bois à Jepara[271]. Les références historiques sont parfois contestables et confuses, mais qu'il relève du mythe ou de faits réels, l'ancrage historique de cette activité est unanimement mis en avant par les acteurs de la filière[272]. Il est vrai que son histoire se confond avec le passé prestigieux de la cité, que l'on aime à mobiliser pour valoriser le génie des lieux (*genius locus*), quitte à emprunter quelques raccourcis. Alors que la légende fait remonter l'éclosion du savoir-faire jeparanais au 13ème siècle[273], voire au-delà[274], les pièces les plus anciennes qui nous sont parvenues datent du règne de la reine Kalinyamat (décédée en 1579). Cette souveraine à la tête d'un puissant sultanat demanda à son ministre Sungging Badarduwung, originaire du royaume hindouiste de Champa (dans le centre et le sud de l'actuel Vietnam), d'user de son talent de sculpteur pour décorer la mosquée de Mantingan et le mausolée Jirat (ANDADARI R. K., 2008, p. 81). A cette époque, Jepara était très actif dans le grand commerce maritime asiatique et on peut imaginer que sa position de carrefour des routes commerciales vers les îles aux épices (à l'est), la Chine (au nord), et l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe (à l'ouest), impliquait des chantiers navals faisant travailler de nombreux charpentiers.

Il faut cependant attendre le 19ème siècle pour que les sources mentionnent la production de meubles. La fille du régent (*Bupati**), Raden Adjeng Kartini (1879-1904)[275], évoque dans sa correspondance son

271 Jepara est souvent mise à l'honneur de la presse indonésienne, et les blogs indépendants sont encore plus nombreux. La plupart des articles suivent une structure similaire, débutant par l'affirmation que Jepara est un centre de production d'excellence jouissant d'une réputation mondiale, avant de souligner le rôle d'une tradition remontant aux temps de la reine Kalinyamat et de l'époque coloniale, pour terminer par des considérations sur les vertus de ce modèle et les enjeux contemporains auxquels il est confronté.

272 On retrouve cette référence à des origines glorieuses à Klaten, autre *cluster* de meubles de Java-Centre, qui remonterait au 17ème siècle, époque à laquelle il aurait fourni – au même titre que Jepara – la Cour des sultans de la dynastie Mataram (EWASECHKO A. C., 2005, p. 8).

273 La légende contée avec gourmandise par les Jeparanais raconte qu'un artiste talentueux de la Cour de Mojopahit, Prabangkara, peignit un tableau représentant l'épouse du roi Brawija. La peinture était si fidèle, y compris pour les parties les plus intimes, où pas même le discret grain de beauté de la reine n'avait pas échappé à la sagacité de l'artiste, qu'il éveilla les soupçons du roi. Prabangkara fut arrêté et condamné à être attaché à un cerf-volant. Le vent l'emporta jusqu'à un lieu appelé « derrière la montagne » (*belakang gunung**), proche de l'actuelle Jepara. Ce mythe est d'autant plus intéressant qu'il fait allusion aux origines politiques des sultanats de Demak et de Jepara, anciennes dépendances de Mojopahit qui se sont émancipées à la fin du 15ème siècle. S'y référer permet ainsi aux artisans de revendiquer à la fois une filiation noble avec le tout puissant royaume de Mojopahit (la virilité et les talents de séduction de Prabangkara palliant l'absence de lien de sang), et de souligner le rôle central des arts dans l'histoire de la cité.

274 Un rapport très officiel (déjà cité plus haut) du ministère indonésien du Commerce fait ainsi référence à la charpenterie de marine sous le royaume de Kalingga, au 7ème siècle, pour arguer du *genius locus* de Jepara (SALIM & MUNADI, 2017).

275 Kartini est surtout connue pour son rôle dans l'émancipation des femmes par l'éducation. Faite héroïne nationale après l'Indépendance, elle est célébrée chaque année le 21 avril, journée nationale de la femme (*Hari Kartini**).

engagement pour la formation des sculpteurs et la promotion de leurs produits jusqu'à Batavia et aux Pays-Bas, montrant que la fabrication de meubles est alors devenue une activité majeure dans la régence (DAMAIS, 1960). Quelques années plus tard, les Hollandais inaugurent l'école de charpenterie *Openbare Ambachtschool* en 1929, puis la coopérative *Jepara's Houtsnijwerk En Meubelmaker* (qui ne résista pas à la crise des années 1930) (ANDADARI R. K., 2008).

Photo 4 : Bas-relief du 19ème siècle à la maison de Raden Kartini, Jepara

Source : Julien Birgi (août 2016)

A l'époque contemporaine, les témoignages que nous avons réunis attestent que Jepara était déjà un centre de production significatif dans les années 1970, confirmant les rares auteurs qui se sont intéressés aux origines historiques du *cluster*, comme Ewasechko (EWASECHKO A. C., 2005). Jusqu'à cette époque, les agriculteurs des environs sculptaient à domicile pour le compte d'entrepreneurs (*pengusaha**), obtenant ainsi un supplément de revenu appréciable[276]. Certains commencèrent alors à travailler à temps plein, comme les parents de Bpk Arifin (07D), qui se souvient que sa famille faisait partie des plus prospères, car peu d'habitants du village de Tahunan avaient alors leur propre affaire. A cette époque dominaient la sculpture de panneaux décoratifs et d'accessoires (plateaux (*nampan**), porte-lettres, ou porte-revues (*majalah**)) ; ce n'est que dans les années 1970 que la production de chaises a émergé[277]. Tahunan s'est vite affirmée comme le principal pôle de production au sein de la régence. Au tout début des années 1970, la commande auprès d'un des principaux

276 Entretiens avec Bpk Anas (Z12), Bpk Arifin (07D), et Wimpie Perdana Saputra (00N).

277 Entretien avec Wimpie Perdana Saputra (00N), op.cit.

artisans locaux (*pengrajin**) – Bpk Kasran, le père de Bpk Susilo (00Q), lui-même né en 1965 – de mobilier pour le palais présidentiel à Djakarta[278] peut être vue comme une réédition des commandes princières de la Cour de Mataram. Grâce à cette vitrine, confortée par la réalisation (toujours par Bpk Kasran) du pavillon de Jepara (*Ruang Jepara**) à Taman Mini Indonesia Indah, à la fois parc à thème reproduisant des éléments saillants du patrimoine culturel des différentes régions de l'archipel et vitrine du régime[279], Bpk Kasran a séjourné un mois en Europe en 1974 pour assurer la finition de meubles de luxe qui avaient été commandés par des dignitaires italiens à la suite qui auraient remarqué lors d'une visite officielle la qualité du mobilier du palais[280]. Cela correspond à une époque où l'activité à Jepara se structure, comme en témoigne la création en 1972 de la première coopérative d'artisans *Tahunan Jaya* (« Glorieuse Tahunan ») sous l'impulsion de Haji Harifin Mubaroh, figure locale qui aurait été le premier Jeparanais à exporter, et de Bpk Kasran qui était des membres fondateurs. La coopérative a rapidement acquis un pâture de 1 ha auprès des autorités villageoises, où ont été édifiés un bureau, un hangar pour stocker du bois, et des fours pour le sécher[281].

Une nouvelle étape fut franchie vers 1985, quand une poignée d'Occidentaux se rendit sur place, parmi lesquels un australien dénommé Otto Schuch, que beaucoup de Jeparanais considèrent comme le premier à avoir commandé aux sculpteurs locaux des meubles de style européen[282]. En introduisant de la sorte une innovation de rupture dans le design, en s'impliquant dans la formation et l'organisation de la production de ses artisans fournisseurs et en donnant accès à de nouveaux marchés, M. Schuch et les premiers occidentaux venus dans son sillage (parmi lesquels le français Henri, fondateur de Jati Mandiri, et l'italien Roberto) ont entrebâillé la porte du marché international du meuble. Or, au même moment, en 1985, le Gouvernement indonésien a instauré un embargo sur les exportations de grumes afin de stimuler les industries de transformation du bois et de trouver ainsi des alternatives à la chute des revenus des hydrocarbures due au

278 Cette commande aurait été passée par le commandant de la région militaire de Semarang, Bpk Agung, venu à Jepara à cet effet.

279 Sous l'Ordre nouveau, *Taman Mini Indonesia Indah (TMII)* était bien plus qu'un parc d'attractions. Au sein d'une société où « l'organisation monumentale de l'espace frappe les esprits parce qu'elle est considérée comme l'apanage du souverain, la preuve de l'existence d'un pouvoir inspiré par le surnaturel, par l'aptitude à la projection dans l'avenir », le projet est « perçu comme le microcosme de la famille Soeharto », qui s'y implique personnellement par la voix du président de la République mais surtout de son épouse, Ibu Tien. « Elle va – dit-on – en jeep dans les forêts de Cepu choisir les plus beaux tecks pour la construction du *Pendopo Agung** […]. C'est elle qui pousse ce chantier qui dure trois ans et emploie des milliers d'ouvriers. Il est enfin inauguré à la veille de la fête de Kartini, le 20 avril 1975, en présence d'Imelda Marcos et de l'épouse du président de Singapour, avec […] les gouverneurs des 26 provinces d'Indonésie en costume régional et tout le corps diplomatique » (LABROUSSE, 2000, pp. 193-194).

280 Cette coopérative est restée active tout au long des années 1980, mais après la mort du fondateur, des détournements d'argent ont provoqué son déclin (source : entretien avec Wimpie Perdana Saputra (00N), op.cit).

281 Entretien avec Wimpie Perdana Saputra (00N), op.cit. Nous reparlerons de cette coopérative, désormais moribonde, dans le chapitre 3.1.

282 Entretiens avec plusieurs entrepreneurs jeparanais et étrangers à Semarang en avril 2014 et à Jepara en août 2015.

contre-choc pétrolier. Ce contexte macroéconomique très favorable a permis au *cluster* de s'engouffrer dans la production de meubles pour le marché mondial[283], entraîné par une génération d'entrepreneurs locaux (comme Bpk Yono ou Bpk Ico, dont nous parlerons dans le chapitre 1.2). Le *cluster* s'est développé tout au long de la décennie 1990, a connu un boom entre 1997 et 2000, s'est effondré en 2001-2002, avant de s'ajuster et de se reprendre jusqu'à nos jours. Nous reviendrons dans le chapitre 2.1 sur les dynamiques expliquant cette trajectoire.

Un centre de production considérable pour une régence rurale

Du fait de la prévalence de l'artisanat et de l'emploi informel à Jepara, il est difficile d'y évaluer le poids du cluster du meuble. Les statistiques du *BPS* faisaient état de près de 100 000 employés dans plus de 6 000 entreprises en 2016. Mais ces chiffres ne portent que sur les entreprises dûment enregistrées et le chiffre d'affaires qu'elles consentent à déclarer : ils sous-estiment largement l'activité. En effet, « beaucoup d'entreprises sous-évaluent leurs exportations pour réduire le poids des taxes. Qui plus est, les statistiques gouvernementales omettent les exportations indirectes, ce qui exclut des volumes substantiels de meubles partiellement traités à Jepara et achevés ailleurs, ce qui pourrait augmenter les exportations jusqu'à 75% de plus que les chiffres officiels. De la même manière, les chiffres du gouvernement sous-estiment la main d'œuvre de l'industrie du meuble puisque les données des entreprises informelles ou des travailleurs payés à la pièce ne sont pas collectées » (PUPPIM DE OLIVEIRA, 2016, p. 28). Aussi, si nous ajoutons les entreprises et travailleurs informels, nous estimons que **le *cluster* pourrait totaliser de l'ordre de 15 000 sociétés employant jusqu'à 180 000 personnes, dont un tiers à temps partiel[284].** Ces chiffres sont cohérents avec les statistiques du *BPS* sur l'activité des adultes, qui recensaient 261 400 employés dans le secteur secondaire (industrie et artisanat) en 2015[285], dans une régence où le secteur du meuble est ultradominant. A l'appui de ces chiffres, on peut estimer que **Jepara agrège environ 10% de la production nationale de meubles en bois sur un territoire représentant à peine 0,5% de la population et 0,05% de la superficie du pays.** Le poids du secteur dans l'économie locale est donc considérable : il représente 11% du PIB officiel de la régence (bien plus si on ajoute l'activité informelle), 30% de la population active et 94% des exportations en valeur, témoignant d'un degré de spécialisation assez extraordinaire.

283 Les toutes premières exportations recensées remontent à 1986 (SCHILLER & SCHILLER, 1997; ALEXANDER & ALEXANDER, 2000) ou, plus vraisemblablement au regard des facteurs exposés ici, 1988 (ANDADARI R. K., 2008).

284 Roda et al. ont précisément inventorié 15 271 unités de production représentant 176 500 travailleurs, dont un tiers temporaires, en 2005. Le chiffre de 11 981 entreprises en 2010 avancé par (ACHDIAWAN & PUNTODEWO, 2011) peut sembler sous-estimé au regard de la progression des exportations de Jepara entre 2005 et 2010.

285 Source : BPS, *Jepara Dalam Angka 2016.* On sait également que la population des cinq arrondissements (Jepara, Tahunan, Pecangaan, Mlonggo, Kedung) où se concentre 97% du *cluster* (cf. chapitre 2.3) atteignait 350 500 adultes en 2018, avec un taux d'activité moyen de 68%, soit 238 000 actifs occupés, ultra-majoritairement dans l'activité du meuble.

Estimer le chiffre d'affaires du *cluster* est encore plus délicat. Le *BPS* estime qu'en 2016, les petites et très petites entreprises enregistrées ont fabriqué pour 151 M$ de meubles, auxquels il faut ajouter la production informelle, que nous évaluons à une centaine de millions de dollars supplémentaires[286], dont une partie importante est achetée par les usines de finition. Etonnamment, le chiffre d'affaires des GME n'est pas mesuré par le bureau local du *BPS*. Si on applique pour remédier à cette lacune la valeur moyenne produite dans la province de Java-Centre par cette catégorie d'établissement (soit 1,4 M$ en 2013) aux 342 usines de meubles de plus de 20 employés de Jepara, on obtiendrait un montant de 483 M$. Mais ce chiffre est assurément très surestimé en raison de la prégnance des moyennes entreprises, proportionnellement bien plus nombreuses à Jepara que dans le reste de la province. Si on considère plutôt que la plupart des GME sont exportatrices, et qu'en conséquence, la part de marché des GME de Jepara dans la production de Java-Centre est comparable à celle de la régence dans les exportations de la province (soit 20%), on obtient un chiffre beaucoup plus crédible de 100 M$. **Ainsi, nous estimons le chiffre d'affaires total du *cluster* à un montant compris entre 300 à 350 M$/an, dont environ un tiers serait assuré par des usines.**

Un *cluster* ouvert sur le monde

Jepara est le théâtre d'une rencontre spectaculaire entre un territoire encore rural et relativement reculé et un monde globalisé. La prise avec des marchés étrangers très volatiles est illustrée par les changements soudains de styles de meubles que l'on peut observer d'une année à l'autre[287]. Ces signes d'insertion dans le marché mondial sont confirmés par le montant considérable des exportations, qui atteignaient 150 M$ de meubles et d'accessoires en bois (161 M$ avec ceux en rotin)[288] en 2015, soit plus de 90% des exportations de la régence[289]. En 2016, le *BPS* recensait 307 exportateurs de meubles à Jepara, exportant vers 113 pays au premier rang desquels les Etats-Unis (37% en valeur), le Japon (12%), le Royaume-Uni (8%), les Pays-Bas (8%), l'Allemagne (7%) et la France (7%), le reste du monde totalisant 21%. Il est difficile d'évaluer la part de ces exportations dans la production totale qui, ces dernières années, s'est partiellement réorientée vers le marché intérieur. Sur la base de l'estimation du chiffre d'affaires faite plus haut, **le *cluster* exporterait la moitié de sa production en valeur, directement ou indirectement, via des usines d'assemblage et de finition situées ailleurs, à Semarang notamment.**

286 Nous venons en effet de voir que le secteur informel emploie des effectifs comparables aux TPE déclarées, avec une productivité sans doute un peu inférieure.

287 En 2014, la plupart des pièces exposées, transportées et travaillées dans la ville étaient de style colonial ou minimaliste (*minimalis**), avec une proportion importante de meubles de jardin qui reflétait la prédominance des exportations vers l'Occident. En 2016, ces pièces avaient été éclipsées par des produits volumineux et très ornementés, prisés par les acheteurs du Moyen-Orient.

288 Source : *BPS*, 2016. Les derniers chiffres du *BPS* font état de 131 M$ d'exportations (hors produits en rotin) en 2018.

289 Source : Service de l'Industrie et du Commerce de la régence de Jepara, 2015.

L'internationalisation du *cluster* porte non seulement sur la production, mais aussi sur les capitaux. Entre 2014 et 2016, le montant des IDE (en indonésien, *Penanaman Modal Asing, PMA**) dans la régence est passé de 54 M$ à 237 M$. Tous secteurs industriels confondus, Jepara comptait 26 GME détenues par des capitaux étrangers sur un total de 254 en 2013 (36 sur 348 en 2008[290]), soit 10% des usines, quand la part d'usines détenues par des étrangers n'était que de 4% en moyenne dans la province[291]. Ce taux de pénétration des capitaux étrangers dans l'industrie jeparanaise s'avère supérieur à celui constaté dans les autres régences[292] (4%), mais inférieur à celui constaté dans une grande agglomération comme Semarang[293]. Le secteur à Jepara demeure également bien moins extraverti qu'au Vietnam par exemple[262], en raison du poids des TPE (quasi exclusivement nationales) dans son système productif, comme nous allons le voir maintenant.

Profil des entreprises : un tissu diversifié associant à des usines un océan d'entrepreneurs indépendants et d'artisans

D'après les chiffres officiels, les TPE emploient les trois quarts de la main d'œuvre formelle. En ajoutant l'emploi informel estimé plus haut, on peut estimer que 90% des travailleurs du meuble exercent dans des entreprises unipersonnelles ou de 20 employés. En 2005, Roda et al., auteurs de la seule tentative d'inventaire exhaustif des ateliers jeparanais qui n'ait jamais été menée, estimaient que 95,5% des entreprises étaient familiales[294]. Ces chiffres sont confirmés par une étude de 2010 qui dénombrait 98% d'entreprises artisanales (sans salarié), très petites (moins de 5 employés) ou petites (entre 5 et 19 employés) et à peine 1,9% de taille moyenne (entre 20 et 99 employés) (ACHDIAWAN & PUNTODEWO, 2011).

Les entreprises artisanales sont gérées en couple, sans association capitalistique avec des tiers. Sur l'échantillon de 20 sondés pour lequel nous avons pu obtenir les données de production et de chiffre d'affaires au cours de notre enquête menée entre 2016 et 2018, leur volume d'activité mensuel est compris entre 8 et 40 MRp (soit 600 à 3 000 $ selon le taux de change sur cette période)[295], avec parfois le concours de journaliers à hauteur de 0,2 à 0,5 MRp par million de Rp de CA. Cette main d'œuvre fluctue au jour le jour selon les besoins du moment. Il s'agit souvent des mêmes personnes, sans qu'il y ait de lien contractuel, ni de prime à la parenté ou au voisinage : c'est un aspect marquant de ce *cluster*, auquel nous nous intéresserons dans le chapitre 3.1.

290 Selon le président de la section jeparanaise de l'Association indonésienne des industriels du meuble et de l'artisanat (*Asosiasi Industri Permebelan dan kerajinan Indonesia, Asmindo**), Akhmad Fauzi, cité dans le *Jakarta Post* (SUHERDJOKO, 2009).

291 Source : BPS, *Statistik Industri Besar dan Sedang Jawa Tengah 2013.*

292 Parmi les 11 régences et villes comptant plus de 100 GME industrielles autres que Jepara et Semarang, le taux d'entreprises détenues par des capitaux étrangers ne dépasse ainsi jamais 2%, sauf à Sukoharjo (5%) et Semarang (25%) (source : BPS, *Statistik Industri Besar dan Sedang Jawa Tengah 2013*).

293 Dans la municipalité de Semarang, 12% des usines sont aux mains d'étrangers, mais de l'ordre de 25% dans le secteur du meuble.

294 Source : enquête auprès de 958 unités de production, sur une population totale de 15 271 établissements recensés.

295 Cette variation considérable s'explique par l'emploi très variable de la main d'œuvre de journaliers.

En moyenne, l'achat de bois ou de pièces fabriquées par des artisans intervenant comme sous-traitants représente environ la moitié de ce CA, les salaires des ouvriers un tiers, le reste se répartissant entre charges courantes, remboursement des machines achetées à crédit, entretien des véhicules (généralement un pick-up), dividendes réinvestis (dans l'entretien et l'extension des bâtiments) et le solde que se verse l'entrepreneur. In fine, son revenu mensuel se situe entre 2 et 4 MRp quand l'activité se porte bien et qu'il n'y a pas de défaut de paiement d'un client. C'est peu si on le compare avec le salaire minimum en vigueur dans la régence[296], qui est lui, garanti. Nous reviendrons en détail sur cette question dans le chapitre 4.1.

Il serait cependant erroné de résumer Jepara à son artisanat. Au milieu de l'océan d'ateliers émergent en effet des usines de taille comparable à celles présentes à Semarang, comme Maxim Indowood (300 employés sur 16 000 m^2 de locaux), Pijar Sukma (750 employés sur 16 000 m^2 dans le village de Kecapi), l'usine gigantesque de Kotajati Furindo (73 000 m^2 avec une production annuelle de 800 EVP), Duta Jepara ou encore Jati Mandiri. En 2018, Jepara comptait officiellement tous secteurs industriels confondus 72 GE (plus de 100 employés) et 353 ME (de 20 à 99 employés)[297]. Ces usines, dont certaines parmi les plus importantes sont détenues par des familles jeparanaises[298], ont émergé du tissu artisanal sur lequel la plupart s'appuient pour les fournir en pièces brutes, dont elles assurent la finition et le stockage. Le réservoir infini d'artisans permet de répondre avec une grande réactivité à des commandes parfois très importantes, à des prix modestes. La proximité géographique permet aux usines implantées à Jepara de tisser des liens plus étroits et d'exercer un contrôle plus strict sur leurs fournisseurs que leurs concurrentes de Semarang, qui ont du mal à maîtriser la qualité de la sous-traitance [321]. Certaines usines cependant cherchent à mieux maîtriser leurs approvisionnements en bois via des contrats-cadres avec *Perum Perhutani,* à contrôler une part croissante du processus de fabrication intramuros, et à court-circuiter les intermédiaires en traitant directement avec les géants étrangers de la grande distribution. Ainsi, les usines jeparanaise tendent à s'autonomiser du tissu local de TPE et PME, en essayant de travailler avec un nombre relativement limité de sous-traitants, notamment pour les commandes de meubles ornementés (qui nécessitent de faire appel aux sculpteurs) ou faire face à un pic occasionnel d'activité. Cette relative autonomie déroge à la règle des districts industriels selon laquelle les donneurs d'ordres de rang un tirent un nombre important de fournisseurs (RANDELLI & LOMBARDI, 2013). On distingue parmi ces grandes usines des producteurs locaux ayant investi dans l'appareil de production les gains réalisés pendant la ruée vers le teck, des lignes de production de groupes industriels étrangers

296 Fixé chaque année par le gouvernement de la régence dans le cadre des règles de révision fixées par un décret ministériel de 2015 (*Peraturan Pemerintah Pengupahan Nomor 78 Tahun 2015 pasal 44 ayat 1 dan 2*), le salaire minimum local (*Upah Minimum Kabupaten/Kota*, *UMK**) était à Jepara de 1,75 MRp en 2016, 1,60 MRp en 2017, 1,74 MRp en 2018 et 1,88 MRp en 2019.

297 Source : BPS, *Direktori Industri Manufaktur Besar dan Sedang Propinsi Jawa Tengah 2018.*

298 On fait souvent référence à Jepara à cinq grandes familles locales du meuble : Bpk Yusaf (Kotajati Furindo), Bpk Jumadi (Kaligajati), Bpk Yono (Mandiri), et Bpk Ahmed Firdous (Triconville) et les propriétaires (Duta Jepara),

(particulièrement rigides), et des grands distributeurs soucieux de contrôler leur chaîne de production afin de garantir la qualité des produits et de prévenir les copies.

Pijar Sukma : une usine typique d'assemblage mobilisant des sous-traitants[299]

« Après avoir vendu des meubles dans des foires-expositions […], Sylvie Fleury décide de quitter la France pour vivre à Jepara en 1997. Avant son départ, elle rencontra un des principaux grossistes français d'articles de décoration, et conclut […] un partenariat, qui constitue toujours la plus grande force de Pijar Sukma. En 1998, alors qu'elle travaillait comme agent pour des associés français en veillant à la production, Sylvie fut confrontée à des difficultés avec les fournisseurs locaux pour répondre aux commandes. Elle décida alors d'ouvrir sa propre usine et de s'assurer le contrôle de la totalité du processus de production jusqu'à l'expédition. En 1999, la petite usine est construite à Bandengan, un petit village des environs de Jepara, sur 2 000 m^2 de terrain. En 2003, avec le seul partenariat du grossiste français, la production d'articles classiques peints atteignait jusqu'à 100 EVP. En 2004, Baptiste V. rejoignit la société en qualité de directeur général de Pijar Sukma. Ce jeune et brillant entrepreneur a apporté un nouveau souffle à Pijar Sukma dans une année délicate. Il a proposé beaucoup de solutions nouvelles et d'innovations pour créer et développer des meubles de meilleure qualité. En 2006, Pijar Sukma a déménagé dans le village de Kecapi, à Jepara. La nouvelle usine développait environ 10 000 m^2 de surface de plancher dévolue à la finition, et 6 000 m^2 au stockage. 2008 a été marqué par la première participation de l'entreprise à la foire internationale du meuble de Singapour (*International Furniture Fair Singapore, IFFS*), nouveau pas vers la reconnaissance de l'entreprise et sa présence sur le marché mondial. Cette année-là, Pijar Sukma a commencé à produire pour des distributeurs mondiaux. En 2010, Pijar Sukma franchit pour la première fois le cap des 200 EVP expédiés. En 2014, après la fin du partenariat entre Baptiste et Sylvie en 2012, et le mandat de direction confié à Bpk Setiawan entre 2012 et 2014, Pijar Sukma a encore progressé. La société a livré pour la première fois de son histoire 300 E.V.P. […] avec plus de 700 employés dans la production et environ 60 dans les fonctions d'encadrement. 2016 a vu la première participation à l'exposition internationale du meuble (*International Furniture Exhibition, IFEX*) à Djakarta, et à la foire internationale chinoise du meuble (*China International Furniture Expo, CIFF*) à Shanghai, en Chine.

Pijar Sukma a la chance d'être approvisionnée par une trentaine d'artisans, tous situés dans la région de Jepara. Ces fournisseurs, qui sont des experts du meuble artisanal, travaillent et croissent avec Pijar Sukma depuis bien des années. Aujourd'hui, 2 000 meubles sont réceptionnés chaque semaine à notre usine de finition. Tous nos partenaires sont entièrement dédiés à la production de meubles classiques pour Pijar Sukma, et chacun d'eux est devenu le meilleur dans sa spécialité. Nous avons beaucoup investi en lien étroit avec nos fournisseurs pour assurer qu'ils puissent développer leurs capacités de production et améliorer leur qualité

[299] Source : site Internet de l'entreprise (Pijar Sukma, 2017).

jusqu'à nos standards. Tous ces partenariats font le succès de Pijar Sukma. Une équipe de huit "contrôleurs qualité volants" parcourent la région à moto pour vérifier toute la production avant que les fournisseurs soient autorisés à livrer leurs produits à notre usine de finition. C'est un excellent moyen de vérifier que tous nos articles répondent à nos critères de qualité et un appui précieux pour que nos fournisseurs livrent des produits de grande qualité en temps et en heure. Notre réussite est assurément due à notre capacité d'innovation et à notre créativité, qui nous ont permis de proposer une vingtaine de nouvelles collections et plus de 500 nouveaux modèles par an. Nous savons que notre service recherche et développement constitue un de nos facteurs clés de succès. Il se compose d'un atelier de fabrication d'échantillons de 400 m^2 et d'un atelier de finition de 250 m^2. Environ 40 personnes sont dédiées à l'innovation et à la création au quotidien […].

Pijar Sukma a réalisé un chiffre d'affaires de 5,3 M$ en 2016 (+26% par rapport à 2015) et exporte dans le monde entier (pour 26% vers les Etats-Unis, 37% vers l'Europe, 10% vers la Chine, 10% vers les autres pays de l'Asean, 9% vers le Moyen-Orient, et 8% vers le reste du monde) ».

Tableau 8 : Liste des principales usines identifiées à Jepara en 2019

Entreprise	Dirigeant	Nationalité	Date de création	Surface utile	Processus [300]	Production (EVP)	Effectif
Triconville	Firdous Ahmed	Indonésienne	2003	42 000 m²	n.d.	*40/mois**	950[301]
Pijar Sukma	Sylvie Fleury	Française	1999	16 000 m²	Organisé	25/mois	760
Republic Furniture Group	Dodik Ikhwanto	Indonésienne	1999	12 000 m²	n.d.	*50/mois**[302]	400
Maxim Indowood	Cédric Levie	Belge	1998	16 000 m²	Intégré	*50/mois**	300
Mandiri	Bpk Yono	Indonésienne	1997	38 000 m²	Organisé	32/mois	240
Kalingga Jati	Bpk Jumadi[303]	Indonésienne	1990s	30 000 m²	n.d.	30/mos	220
Alis Jaya Ciptatama/Chippendale	Bambang Wibisana	Britannique	1980s	n.d.	n.d.	n.d.	210
Mandiri Abadi	Nur Kholifah	n.d.	n.d.	20 000 m²	n.d.	n.d.	150
Euroindo Jaya	Agustina Aan Rosmala	n.d.	n.d.	5 000 m²	n.d.	n.d.	150
Citra Jepara	Siti Partini	n.d.	n.d.	18 000 m²	n.d.	n.d.	150
Cambium Furniture	Simon Subiyanto	n.d.	n.d.	7 000 m²	n.d.	n.d.	145
Mahkota Mulyo Mandiri	Harlina	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	140
Kotajati Furindo	Yusak Setiawan	Indonésienne	1988	73 000 m²	Organisé	35/mois	180[304]
Duta Jepara	Bpk Naryo[305] (décédé)	Indonésienne	1990s	n.d.	Intégré	*40/mois**	125[306]
Buana Multi Pratama	Mariyanto	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	130
Umafindo	Gaël Derycke	Française	2012	n.d.	n.d.	n.d.	125
Tarita Furniture	Manampir Grinsang	n.d.	n.d.	8 000 m²	n.d.	n.d.	115
Mekar Jati (desa Tahunan, kec. Tahunan)	H. Solekhan	n.d.	n.d.	1 500 + 1 000 m² ?	n.d.	n.d.	110
IE Rustica Furniture	M. Nindhom Udin	n.d.	n.d.	6 500 m²	n.d.	n.d.	105
Euroindo	Alex R. Firmansyah	n.d.	n.d.	5 500 m²	n.d.	n.d.	105
Aura Furniture	Edy Abdul Hamid	n.d.	n.d.	9 000 m²	n.d.	n.d.	100
Jaya Indah Furniture	Jojok Setiawan	n.d.	n.d.	17 000 m²	n.d.	n.d.	100
Linggarjati Mulia Abadi	Diah Ayu Kusumawati	n.d.	n.d.	2 500 m²	n.d.	n.d.	100
Kusmin Antiek	H. Kusmin Nuryadin	n.d.	n.d.	12 000 m²	n.d.	n.d.	100
Coloured Cabinet	Ruben van Tienhoven	Néerlandaise	n.d.	5 000 m²	n.d.	n.d.	100
Indocasa Furniture	Giacomo Bardola	Italienne	2014	3 000 m²	Organisé	10/mois	85
Surindo Furniture	Zoltan Suri	Indonésienne	2004	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Majawana	Syaifudin Waspada	Indonésienne	1986	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
JAMF	Eri Agus Susanto	Indonésienne	2010	3 000 m²	Intégré	2/mois	100
Jepara Indonesia Furniture	n.d.	n.d.	1999	4 000 m²	n.d.	n.d.	n.d.

**Les chiffres en italique désignent une capacité de production et non la production réelle* *Source : Julien Birgi*

300 Cf. définitions dans le paragraphe ci-après sur l'organisation de la chaîne de valeur.

301 Source : site Internet de l'entreprise.

302 Selon l'entreprise, le CA annuel s'élève à 5 M$.

303 Avant de créer la société, Bpk Jumadi a commencé comme artisan (*pengrajin**), en 1972.

304 Entretien téléphonique avec Mas Lubah, ancien employé de l'entreprise, le 14 juin 2020 (les données du *Disperindag** mentionnent 135 employés en 2014).

305 Avant de créer la société, Bpk Naryo a commencé comme artisan (*pengrajin**), en 1978, puis devint entrepreneur (*pengusaha**) en faisant travailler plusieurs sous-traitants.

Entre grandes usines et les artisans, des PME tirent leur épingle du jeu. Généralement établies par une nouvelle génération d'entrepreneurs souvent dotés de compétences managériales, elles investissent des segments de niche avec une gestion proche du terrain. La française Umafindo, la néerlandaise Coloured Cabinets, ou l'indonésienne CV ; JAMF en sont de bons exemples.

Une PME typiquement jeparanaise, CV. JAMF à Bangsri, Jepara[307]

Eri Agus Susanto est un Jeparanais issu de la classe moyenne. Après des études en urbanisme à l'*Undip**, il entama une carrière de consultant dans ce domaine. Il profita de la mutation de son épouse (née à Semarang) dans une agence bancaire de Jepara pour s'y installer au moment de la ruée vers le teck (cf. chapitre 2.1). Durant 6 ans, il a repéré et acheté des meubles chez des entrepreneurs et supervisé leur acheminement pour le compte d'un importateur américain installé à Jepara de longue date, puis pendant 4 ans pour un importateur libanais. Fort de cette expérience, il créa en 2010 sa propre entreprise en commençant avec une quinzaine d'employés dans le village de Bangsri, où la main d'œuvre est abondante et les terrains bien meilleur marché qu'à Tahunan. En 2013, il s'implanta sur le site actuel de l'entreprise, commençant par louer des bâtiments existants avant de les acquérir puis de construire des extensions.

La production annuelle est de 25 conteneurs de 20 et 40 pieds. 60% en est sous-traitée à une quinzaine d'entrepreneurs. Il existe une relation de confiance, mais s'ils n'acceptent pas le prix proposé, alors Eri n'hésite pas à changer de fournisseur. Il fut un temps, où les patrons d'usines aidaient les entrepreneurs à acheter des machines, mais la perte des clients a fait que la machine (achetée à crédit) leur est reste sur les bras. En cas de commande importante, CV. JAMF achète le bois auprès de *Perum Perhutani*, ce qui revient environ 20% moins cher qu'au détail chez les grossistes où l'entreprise se fournit d'ordinaire. CV. JAMF compte une centaine d'employés, quasiment tous journaliers. Ils sont recrutés par le bouche-à-oreille, grâce à une annonce affichée sur le portail de l'usine et via les réseaux sociaux. En cas de diminution des commandes, ils sont licenciés du jour au lendemain. Le salaire moyen est de 40 000 à 45 000 Rp/jour.

Eri affirme que Jepara est attractive pour les usines. Contrairement à Semarang, il n'est pas nécessaire de s'implanter dans une zone industrielle où on ne peut être propriétaire et où les charges reviennent cher. Il est également plus facile de trouver la matière première, et l'expédition des meubles jusqu'au port de Semarang ne pose pas de difficulté particulière[308]. En revanche, l'activité est devenue très irrégulière. Mais ce qui change

306 L'entreprise comptait 300 employés à la mort de son fondateur, en 2015. Elle a été reprise par son fils et opère toujours un entrepôt à Bawu.

307 Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01 Tahunan), propriétaire de la société, le 25 juillet 2019 dans ses locaux, à Jepara.

308 Cette analyse doit être relativisée par le mouvement de transferts d'usines de Jepara vers l'aire urbaine de Semarang, le dernier exemple en date étant le déménagement du fabricant français RMD (500 employés) de Bangsri vers la nouvelle zone industrielle de Kendal (Kendal Industrial Estate) en 2018. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 2.1.

surtout, c'est qu'avant, tout le monde en profitait, alors qu'aujourd'hui, les petits entrepreneurs ont beaucoup plus de mal.

En parcourant l'usine, on est frappé par le caractère très artisanal de la production (qui intègre la conception des produits, la fabrication in situ des pièces non sous-traitées et la finition). Le laboratoire de résines[309] fonctionne de manière totalement empirique, et la plupart des tâches, même les plus élémentaires (nettoyage du bois de récupération, fabrication de copeaux à des fins décoratives), sont effectuées à la main. Les employés, majoritairement des femmes d'âge mûr (à l'exception de l'encadrement, assuré exclusivement par des femmes d'une trentaine d'années) parfois secondées par des jeunes filles, et des hommes plus âgés encore, apprennent les gestes sur le tas. Le stockage est anarchique, et les dispositifs de sécurité (extracteurs d'air et ventilateurs, cabines à peinture, masques) sont bien présents mais utilisés avec parcimonie. Ce tableau d'un « ordre désorganisé » (que l'on retrouve, mais de manière atténuée, dans les ateliers jeparanais détenus par des étrangers comme Coloured Cabinet ou Umafindo par exemple), contraste avec celui des usines de Semarang, où la production est beaucoup plus rationalisée.

Une organisation verticale de la chaîne de valeur, où des formes intégrées coexistent avec des formes atomisées

Roda et al. montrent qu'en 2005, 90% des entreprises (toutes tailles confondues, avec une écrasante majorité de TPE) étaient spécialisées dans un seul segment de la chaîne de valeur (approvisionnement en matières premières et matériaux (négoce des grumes, scieries, ferronneries) / fabrication (à domicile, en atelier ou en usine) / distribution (*showroom*s, services logistiques)), 5,8% étant présentes dans deux segments. Mais c'est également vrai pour les GME, dont 28% seulement étaient alors impliquées dans l'ensemble de la chaîne de valeur (depuis les grumes jusqu'au meuble fini) (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007).

309 CV. JAMF est spécialisée dans la fabrication d'objets décoratifs à partir de chutes de bois, collés et protégés par l'application de couches de résine.

Tableau 9 : Distribution des entreprises du meuble de Jepara selon leur segment d'activité en 2005 et en 2010[310]

	(RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007)		(ACHDIAWAN & PUNTODEWO, 2011)	
Négoce de grumes	953	6%	890	7%
Scieries	269	2%	258	2%
Ferronneries	182	1%	168	1%
Ateliers	12 763	78%	8,281	68%
Usines	575	4%	543	4%
Showrooms	1 548	10%	2 052	17%
Autres	-	-	46	0%
Total	**16 290**	**100%**	**12 238**	**100%**

Sources : (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007) et (ACHDIAWAN & PUNTODEWO, 2011)

Comme en Italie (BELUSSI, 1999), on peut distinguer trois types de firmes : les entreprises de base produisent les parties les plus simples ; les assembleurs finaux concentrent l'innovation dans le design, l'ingénierie, la commercialisation et le développement des produits ; les fournisseurs intermédiaires assurent le lien avec les firmes de base. Mais à la différence de la plupart des districts industriels étudiés par la littérature, où les donneurs d'ordres jouent un rôle déterminant dans l'organisation de la production et le contrôle de la qualité[311], le tissu productif jeparanais est si atomisé que les relations entre firmes sont majoritairement assurées par des intermédiaires (PURNOMO, GUIZOL, & MUHTAMAN, 2009). En réalité, la chaîne de valeur est organisée de trois manières :

- **La chaîne de valeur « intégrée »** désigne des entreprises qui assurent en un même lieu l'ensemble des opérations de transformation du bois, depuis les grumes jusqu'aux meubles finis. Elle réunissait en 2011 environ 28% des entreprises, 26 à 42% des volumes et 15 à 27% des emplois, allant d'ateliers familiaux à des usines opérées par des groupes désireux de maîtriser totalement leur production, afin d'éviter les problèmes de qualité et de copie (PARLINAH, PURNOMO, & NUGROBO, 2011).
- **La chaîne de valeur « indépendante »** associe au contraire une série d'intervenants sans lien contractuel durable, ce qui place les intermédiaires dans un rôle fondamental de réagencement constants des liens entre client et fournisseur[312]. Ces intermédiaires sont des agents indépendants

310 Une société peut investir plusieurs segments de la chaîne de valeur, ce qui explique que la somme dépasse le nombre total d'établissements répertoriés (respectivement 15 271 chez Roda et al. et 11 981 chez Achdiawan & Puntodewo).

311 Dans le cas de *cluster*s indonésiens comme celui de la métallurgie à Tegal, les donneurs d'ordre de rang 1 sélectionnent soigneusement les PME sous-traitantes via un processus d'auditions, de fabrication d'échantillons et d'essais sur des séries pouvant durer jusqu'à deux ans et donnant droit à une licence (TAMBUNAN T. , 2008). Cette approche encourage les PME à investir dans la qualité (sous-réserve qu'elles disposent des capacités intellectuelles et économiques pour le faire), contrairement à Jepara où le diktat du prix sape toute velléité de montée en gamme.

312 Certaines usines, comme la française Pijar Sukma ou la chinoise Irasfurnindo, cherchent à structurer leurs approvisionnements en fidélisant leurs sous-traitants à des fins d'amélioration de la régularité et de la qualité. Mais la contractualisation des relations

(*makelar** ou *broker**) ou des entrepreneurs (*pengusaha**) assimilables à des micro-donneurs d'ordres. Ils prennent commande auprès des usines de finition, des importateurs et des grossistes[313] des grandes villes (Djakarta, Surabaya, ou Medan) ou étrangers. Les commandes sont souvent passées à l'occasion des foires-expositions, par Internet, ou sur place, dans les *showroom*s et les hôtels de Jepara. La prise de contact intervient de manière rustique : une bonne dose d'assurance pour engager la discussion dans un lieu fréquenté par les étrangers, quelques notions d'anglais, un catalogue de produits et un moyen de locomotion suffisent le plus souvent[314]. Depuis l'éclatement de la « bulle du teck » (cf. chapitre 2.1) en 2001-2002, l'essentiel de la production est faite sur commande[315], après versement d'un acompte d'environ 30%[316]. Les intermédiaires sélectionnent les artisans (*pengrajin**)[317] et supervisent les différentes étapes de la fabrication jusqu'à l'expédition. En règle générale, Ils prélèvent une commission de 7% auprès de l'acheteur, mais il est d'usage qu'ils se rémunèrent également auprès des artisans (jusqu'à 10 à 15% en sus[318]), si bien qu'ils ne sélectionnent pas nécessairement les meilleurs et ne peuvent se permettre d'imposer un contrôle trop strict. Ce système a également pour effet de maintenir les *pengrajin** dans une compétition-prix permanente, tirant la qualité vers le bas[319]. La concurrence féroce et l'instabilité des relations de sous-traitance rendent tout retour sur investissement dans la qualité des matériaux, la formation des travailleurs ou l'innovation extrêmement aléatoire (TAMBUNAN T. , 2008)[320]. Encore que ce propos doive être nuancé par le fait que, depuis l'éclatement de la bulle du teck en 2001-2002 et la

de sous-traitance demeure très minoritaire. Les formes d'organisation horizontale sont également rares. Le *BPS* ne recensait ainsi en 2014 que 4 coopératives de meubles (dont une à Tahunan sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir) pour toute la régence de Jepara, sur 556 tous secteurs d'activité confondus.

313 Très peu de fabricants recherchent activement des débouchés commerciaux sur ces différents canaux. Il s'agit alors souvent d'entrepreneurs non-jeparanais, comme Bpk Andy Saidan (Z09, Minangkabau de Padang, Sumatra Ouest) ou Agung Setyo (Z07, originaire de Java Est). La très grande majorité se contente d'attendre les commandes sur leur lieu de production.

314 En descendant du bus, Bpk Andy Saidan (Z09) a jeté son dévolu sur le restaurant de spécialités de la région de Padang, dont il est originaire, pour établir ses quartiers.

315 Il peut cela dit encore arriver que les acheteurs finaux soient des détaillants (*pengecer**) qui détiennent leurs propres magasins de meubles et de décoration « ethnique ». Ils achètent alors la production sur le stock disponible d'échantillons et d'invendus, sans prêter excessivement attention à la qualité ni à l'homogénéité des pièces.

316 Entretien avec Bpk Andy Sadian (Z09), op.cit.

317 Une usine de finition peut ainsi se fournir auprès de 30 à 100 *pengrajin* (LAZAROVICI, 2004).

318 Entretien avec Wimpie Perdana Saputra (00N), op.cit. Voir également (LAZAROVICI, 2004).

319 Entretien avec Bpk Andy Saidan (Z09), op.cit.

320 C'est ainsi que le fabricant singapourien Ebako, installé à Semarang, a décidé de mettre fin au programme de formation professionnelle et d'équipement de ses sous-traitants jeparanais après avoir constaté qu'ils valorisaient leurs nouveaux moyens en travaillant pour des donneurs d'ordres concurrents (entretien avec Bpk Alfianto Hermawan (A03), directeur général d'Ebako, le 6 août 2016 à Semarang).

montée en puissance des enjeux de qualité, de plus en plus d'intermédiaires tendent à s'impliquer directement dans les taches d'assemblage et de finition, où se joue en grande partie la qualité du produit fini. Ils embauchent alors des travailleurs journaliers (*borongan** ou *harian lepas**), généralement par bouche-à-oreille, parfois via des agents recruteurs. Il peut leur arriver, pour les mêmes raisons, de prendre en charge l'acquisition du bois et des autres matériaux, en sélectionnant les négociants de grumes et les scieries de la même manière que les *pengrajin**. Les intermédiaires s'appuient également sur des agents logistiques (*shipping agents*) qui gèrent la documentation douanière et organisent l'expédition des produits depuis le port de Semarang vers l'étranger.

- **La chaîne de valeur « organisée »** constitue un entre-deux, adopté par les usines qui ne peuvent se priver de recourir à la sous-traitance, mais en sélectionnant et en contrôlant soigneusement leurs fournisseurs, avec lesquels elles cherchent à établir des relations plus stables et un processus d'amélioration de la qualité plus ou moins explicite.

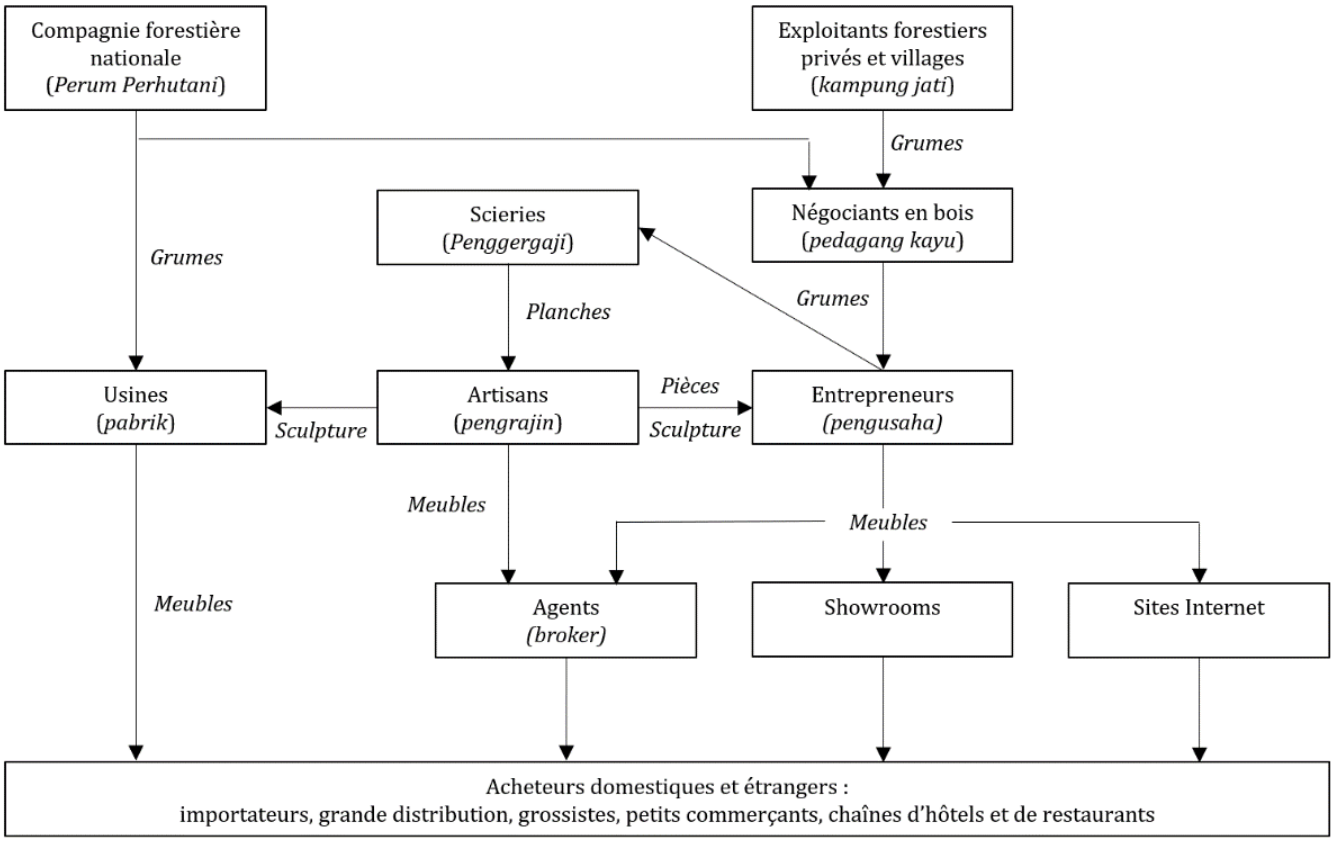
Un exemple de relation entre *makelar et *pengusaha** : Wimpie Perdana Saputra (00N)[321]**

Ce fils de fonctionnaire municipal est né en 1979 à Tahunan. Après des études secondaires dans la ville voisine de Kudus, il obtint une licence en religion à Yogyakarta, ce qui le destinait à devenir enseignant en théologie. Mais il rentra à Jepara pour seconder son oncle et voisin Bpk Susilo, qui l'avait initié au travail du bois en 1996 (il n'était alors pas payé mais nourri). Bpk Susilo était alors un entrepreneur prospère qui travaillait essentiellement pour un importateur coréen ; il pouvait compter sur une quinzaine d'employés. Wimpie le seconda pendant trois ans, en étant payé à la journée, jusqu'à ce qu'il rencontre un autre Coréen dont il devint le chauffeur et l'assistant. Deux ans durant, il parcourut Jepara avec lui, s'arrêtant là où des meubles de qualité étaient exposés. L'acheteur présentait un dessin (« il n'y avait pas besoin de spécifications »), négociait le prix avec le *pengusaha**, et versait une commission de 30% à Wimpie. En 2002, il rencontra un acheteur mauricien pour le compte duquel il s'est mis à acheter des meubles sur stock, qu'il expédiait sans traitement intermédiaire. Il était payé 5 millions de Rp par conteneur (3 à 4 par an) et prélevait en sus 5% auprès des *pengusaha** (« une pratique courante à Jepara » d'après lui), ce qui lui permettait de doubler son revenu. Entre deux commandes, il a travaillé jusque 2017 comme chauffeur à la demande. Ces revenus assez confortables lui ont permis d'acheter une maison dans un lotissement (*perumahan**) pour son petit frère, qui a préféré quitter l'environnement familial par « désir d'indépendance (*senang mandiri**) ». En 2017 le Mauricien voulut maîtriser la qualité de ses approvisionnements, qui représentaient désormais un volume de 15 conteneurs/an. Il a donc demandé à Wimpie de trouver un bâtiment industriel et l'a mensualisé (pour un salaire de 7 millions de Rp).

321 Entretiens avec Wimpie Perdana Saputra (00N), op.cit.

Dans la chaîne indépendante, les relations inter-entreprises ne sont pas organisées de bout en bout par des intermédiaires omniscients. « Les entreprises qui reçoivent une commande en confient une partie à d'autres entreprises, créant ainsi une sous-traitance en mille-feuilles (*multi-layer subcontracting*). La diffusion rapide du système de sous-traitance a entraîné un développement accéléré du segment des petites entreprises. Il a généré par effet induit (*spin-off*) l'externalisation des employés encouragés par les donneurs d'ordres à se mettre à leur compte et travailler comme sous-traitants. Qui plus est, les capacités de production généralement limitées des sous-traitants amènent les donneurs d'ordres à travailler avec plusieurs fournisseurs, ce qui répond aussi à une stratégie de réduction des risques de défaut » (ANDADARI R. K., 2008, pp. 96-97). Cette sous-traitance en cascade s'appuie sur des relations inter-entreprises qui rappellent les « conventions coutumières locales » (*customary conventions of the particular area*), fondées sur « des spécifications implicites dérivant d'us et coutumes locaux et ancrées dans un langage bien compris de chacun, permet aux entreprises de conclure des accords ponctuels à des coûts transactionnels très bas » (BRUSCO, 1992, p. 182). Il arrive fréquemment que les commandes soient partagées plus que sous-traitées, sans contrepartie matérielle directe pour l'apporteur de travail. Mais en la matière, Jepara se démarque des principes de contractualisation en vigueur dans les districts industriels, fondés sur l'expérience de collaborations au long cours, parfois renforcées par des alliances matrimoniales. Au contraire, les relations économiques y sont régies par les opportunités au jour le jour et constamment reconfigurées. Cette ultra-flexibilité permet d'optimiser presque instantanément l'allocation de la main d'œuvre, des matières premières et des moyens de transport. De même, si la théorie générale des *cluster*s sacralise la confiance collective et la réputation personnelle comme alternative à la sécurité contractuelle formelle, à Jepara, escroqueries et fraudes sont monnaie si courante qu'elles ne peuvent être considérées comme atypiques. Nous montrerons dans le chapitre 3.1 en quoi ces valeurs apparemment contradictoires jouent un rôle clef pour lubrifier les rouages du *cluster*.

Figure 8 : Organisation de la chaîne de valeur des usines intégrées (à gauche) et des artisans indépendants (au centre et à droite) à Jepara



Conception et réalisation de l'auteur

Cette organisation verticale partage bien des caractéristiques des districts industriels comme l'organisation en « réseaux horizontaux désintégrés » de PME spécialisées (BELLANDI, 1995) structurés par des relations de sous-traitance (GAROFOLI, 1993), ce qui permet d'atteindre une « efficacité collective », définie comme les avantages compétitifs dérivés d'actions collectives entre plusieurs entreprises (SCHMITZ H. , 1999). La proximité géographique contribue à « sécuriser les synergies, non seulement en réduisant les coûts de transport et les autres coûts transactionnels, mais aussi en permettant et en lubrifiant une communication continue entre les producteurs » (PYKE & SENGENBERGER, 1992, p. 15). Mais le caractère évanescent des relations qui y prévalent distingue le cluster de Jepara non seulement des districts industriels intensifs en capital, mais aussi de *cluster*s intensifs en main d'œuvre comme celui du meuble à Bukir (Java-Est), où prévalent les relations horizontales directes[322]. La répartition des tâches et la réallocation incessante du travail typique de la « spécialisation flexible » (PIORE & SABEL, 1984) interviennent dans un contexte concurrentiel

[322] Sur un échantillon de 35 entrepreneurs enquêtés en 2014 à Bukir, 91% indiquaient que leur survie dépendait de relations horizontales directes, contre 26% sur les relations verticales et 9% sur les intermédiaires. 70% des entrepreneurs étaient impliqués dans de la coproduction et 14% dans des actions conjointes de marketing (MAWARDI, 2014, p. 94).

si féroce qu'elles sapent le processus d'amélioration par émulation concurrentielle que valorise la théorie des districts industriels (BECATTINI G. , 1991; BELUSSI & ARCANGELI, 1998).

Semarang et les usines de meubles

Aussi curieux que cela puisse paraître, il n'existe aucune donnée fiable sur le nombre d'usines de meubles à Semarang. Les professionnels du secteur évoquent une centaine de fabricants dans l'agglomération[323], dont 60% opèreraient des installations qualifiées d'industrielles[324]. Le *BPS* répertorie quant à lui 68 GME de meubles en 2018 (soit 11,3% des GME dans l'industrie tous secteurs confondus), mais nous n'avons pu confirmer que 37 usines de plus de 100 employés sur le terrain[325]. Si l'on ajoute à cela que les TPE et les producteurs indépendants sont très rares, Semarang apparaît comme un centre de production significatif mais ecndaire par rapport à Jepara.

L'émergence d'un centre de production significatif

Jusqu'à l'éclatement de la « bulle du teck » à Jepara en 2001-2002, la production de meubles à Semarang était encore très marginale. Sur les 37 usines que nous avons inventoriées en 2016-2018, à peine deux (Ebako et Marie Alibert) existaient avant 2000. Semarang était alors un simple seuil (*gateway*) vers le *cluster* de Jepara, bourgade excentrée au bout d'une mauvaise route, dépourvue d'accès à Internet, et où passer un fax ou un appel international étaient une gageure[326]. Semarang n'était certes pas aussi bien desservie qu'aujourd'hui (l'avion était alors onéreux et les liaisons aériennes chiches), mais cette capitale administrative d'une des provinces les plus peuplées du pays offrait un niveau de services aux entreprises incomparable avec celui de Jepara, et surtout un port international par lequel transitaient les exportations régionales. On y trouvait donc *showroom*s et services logistiques à l'attention des acheteurs étrangers.

Le rôle de Semarang a profondément évolué après l'éclatement de la « bulle du teck ». La détérioration de l'image et du climat des affaires à Jepara incita certains entrepreneurs à quitter le *cluster* pour établir leurs propres unités de production au plus près des infrastructures de la grande ville. Ils débutèrent avec de modestes ateliers, souvent loués, avec une dizaine d'employés se contentant d'assembler et de finir les pièces

323 Entretiens avec respectivement Peder Nielsen (A10), propriétaire de PT. Eurodesign à Semarang, et Bpk Boni (A31), secrétaire général de la section du Grand Semarang de l'*Himki**, le 24 mars 2017.

324 Nous considérons dans notre propos qu'une unité de production peut être qualifiée d'industrielle quand elle se déploie sur plus de 4 000 m^2 de locaux équipés d'un nombre important de machines.

325 Pour ce faire, nous nous sommes rendus à toutes les adresses répertoriées par le *Disperindag**, dont beaucoup s'avèrent erronées. En interrogeant le personnel des usines sur place, nous avons pu identifier une poignée d'établissements non-mentionnés dans l'annuaire du *Disperindag*, mais beaucoup moins que d'usines manquantes.

326 Entretien avec Roberto (Z04 Jepara), le 1er mai 2018 à Jepara.

alors encore produites à Jepara. Au fur et à mesure de leur croissance, et que les problèmes de qualité se poursuivaient, ces proto-usines augmentèrent leurs volumes tout en étendant progressivement leur prise en main d'un nombre croissant de tâches de la chaîne de valeur.

Plus récemment, Semarang a émergé sur la scène javanaise comme une localisation attractive pour les entreprises du grand Djakarta, offrant un compromis intéressant pour des activités manufacturières, plus près d'infrastructures portuaires décentes que Klaten/Surakarta, et à des coûts d'exploitation bien moindres que dans la capitale ou à Surabaya. Les usines Saniharto et Quartindo en sont de bons exemples. Plus rarement, comme dans le cas de la société Anavil qui importe la totalité du bois qu'elle traite et exporte la totalité de sa production, l'usine a déménagé son usine de Semarang à Surabaya où les services portuaires sont de bien meilleure qualité mais les bureaux sont restés à Semarang, jugée plus pratique à mi-chemin de Djakarta et Surabaya pour faire fonctionner une affaire, tout en offrant un cadre de vie bien plus agréable[327].

L'usine Quartindo à Sayung (régence de Demak)[328]

Quartindo s'est implantée dans l'arrondissement de Sayung, régence de Demak, en octobre 2013. Cette société à capitaux taiwanais a quitté Tanggerang (dans la grande banlieue de Djakarta) afin de ne plus subir les problèmes d'inondation liée à la subsidence (*rob**) et agrandir ses installations (de 15 000 à 50 000 m^2). Car en parallèle, Quartindo a fermé ses sites de Surabaya et de Surakarta pour concentrer toute la production à Semarang, ville plus proche du barycentre des sources d'approvisionnement en teck et offrant des salaires et des coûts immobiliers raisonnables. Deux sites ont été étudiés, dans la zone industrielle de Candi (*Kawasan Industri Candi, KIC*) au sud-ouest du périphérique de Semarang, et à Sayung au bord de la route nationale Semarang-Demak, qui a finalement été retenu. Les machines ont été déménagées et une partie du personnel a suivi, mais la plupart a préféré démissionner pour ne pas quitter famille et maison, mais aussi ne pas subir la différence de salaire minimum (qui était alors de 2,2 millions de Rp/mois à Tanggerang contre seulement 1,2 million à Semarang et 1,0 million à Sayung). Bpk Didik (06 Tambakroto), le directeur de l'usine, a accepté de déménager car les offres d'emploi alternatives étaient rares, et qu'il n'était qu'à 11 ans de la retraite. Quartindo emploie aujourd'hui 300 personnes (dont 75 permanents), mais peut faire appel jusqu'à 500 intérimaires ou journaliers pour faire face aux pics de demande durant la haute saison. Le port de Semarang par où transite toute la production – des meubles de jardin exportés aux Etats-Unis – est jugé efficace.

Les statistiques à l'échelle municipale sur l'industrie n'isolant pas le secteur du meuble, nous ne disposons pas de données sur la production et l'emploi. Les 37 usines que nous avons recensées représentent un ordre de grandeur de 10 000 employés, auxquels il faudrait ajouter l'emploi de celles qui nous ont échappées, soit

327 Entretien avec Tanguy Villechenoux (A35) en août 2016 à Semarang.

328 Entretien avec Bpk Didik (06C Tambakroto), directeur de l'usine, le 17 août 2018.

quelques milliers d'employés supplémentaires[329]. Au total, cela représente **un ordre de grandeur de 15 000 employés,** soit à peine 6-8% des effectifs estimés pour Jepara. Pour estimer le chiffre d'affaires, on peut se rapporter au montant des exportations, car la quasi-totalité de la production industrielle de Semarang se destine aux marchés étrangers. A l'échelle de la province, elles s'élevaient à 637 M$ en 2018, dont 161 M$ par Jepara (cf. supra). Considérant la répartition de la production avec les centres secondaires (Klaten, Surakarta, etc.), on peut estimer que **les exportations (et donc la production) de la municipalité de Semarang s'élèvent à un montant compris entre 150 et 200 M$**. Ainsi, le poids relatif de Semarang vis-à-vis de Jepara est très supérieur du point de vue du nombre de GME (20%) et d'exportateurs (45%) que des effectifs, témoignant d'une plus grande concentration du capital et d'une plus grande extraversion de la production.

Modèle de production : vers une maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur

L'organisation de l'appareil productif de Semarang est bien plus simple que celui de Jepara. Il se résume à des usines assurant pour la plupart la totalité des étapes du processus de fabrication dans leurs murs. On y trouve deux très grandes usines, l'indonésienne Saniharto sur la route de Demak (2 000 employés sur 50 000 m^2)[330] et Country Form à l'ouest de la ville (1 000 employés sur deux sites). Mais la majorité compte seulement 200 à 300 employés. Les plus petites unités, souvent aux mains de Javanais, s'implantent dans des zones industrielles vieillissantes qui offrent des locaux de plus petite taille à des loyers modérés.

329 On peut croiser ce chiffre avec des données éparses du *BPS*, qui estimait en 2008 et en 2014 que l'industrie du meuble employait 10% des effectifs des GME du secteur manufacturier de la ville, qui s'élevaient à 151 000 ouvriers en 2017.

330 La taille exceptionnelle de Saniharto est à mettre en regard du fait qu'il s'agit d'un transfert d'une usine issue de la région de Djakarta, dont l'appareil productif s'inscrit dans des échelles sans commune mesure avec Semarang.

Tableau 10 : Profil des usines de meubles à Semarang

Type	Nombre	Surface de plancher	Effectif	Localisation
Ateliers	5	1 000-2 000 m²	30-100	Zones industrielles de 1ère génération (20%) Zones industrielles de 2ème et 3ème générations (60%) Le long des grands axes routiers (20%) Dans le diffus (0%)
Usines petites	12	4 000-8 000 m²	100-200	Zones industrielles de 1ère génération (25%) Zones industrielles de 2ème et 3ème générations (40%) Le long des grands axes routiers (10%) Dans le diffus (25%)
Usines moyennes	13	12 000-14 000 m²	200-300	Zones industrielles de 1ère génération (30%) Zones industrielles de 2ème et 3ème générations (40%) Le long des grands axes routiers (0%) Dans le diffus (30%)
Grandes usines	6	25 000-30 000 m²	300-600	Zones industrielles de 1ère génération (0%) Zones industrielles de 2ème et 3ème générations (50%) Le long des grands axes routiers (35%) Dans le diffus (15%)
Très grandes usines	1	50 000 m²	2 000	Le long des grands axes routiers (100%)-
Total	**37**	**-**	**-**	**-**

Source : Julien Birgi (enquête terrain)

Le modèle économique de ces usines diffère de celui de Jepara, où les produits fabriqués sont souvent plus complexes, impliquant des coûts supérieurs de main d'œuvre et d'ornements. A Semarang, la fabrication est plus mécanisée, ce qui favorise la production en grande quantité de meubles aux formes épurées, comme les meubles de jardin, ou les meubles d'inspiration scandinave.

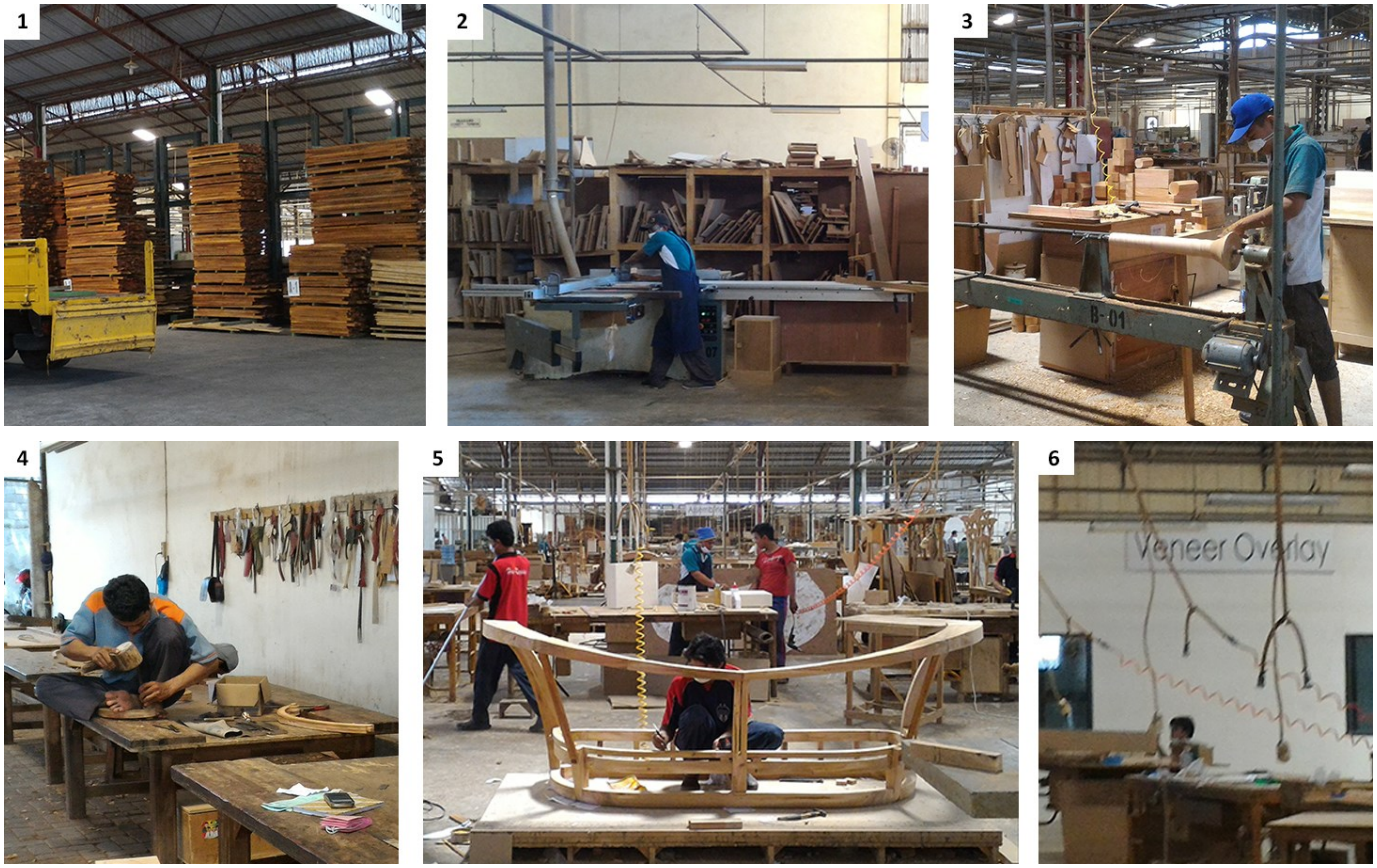
En tant que de besoin (pour des pièces spécifiques ou en cas de variations saisonnières importantes), il arrive que les fabricants de Semarang sous-traitent une partie de leur production[331] à des entrepreneurs, invariablement à Jepara. Mais si certaines usines comme Mebel Internasional continuent à s'y approvisionner entièrement en produits assemblés (se contentant, sur leur site, d'assurer la finition), la plupart préfèrent, comme Ebako, maîtriser la production de bout en bout. Pour faire face aux pics de demande, elles recrutent donc localement une main d'œuvre temporaire, qui peut représenter jusqu'à 80% des effectifs chez les fabricants de meubles de jardin tels que Quartindo ou Scancom, particulièrement exposés à la saisonnalité du marché. Ce contrôle de la chaîne de valeur est rendu possible par le faible niveau de complexité du processus de fabrication, à la portée d'entreprises relativement peu capitalisées (contrairement à des secteurs intensifs en capitaux comme l'automobile par exemple[332]).

331 De l'ordre d'un tiers selon Bpk Yakob (A16), op.cit.

332 Astra Group, le principal constructeur indonésien, travaillait ainsi avec 171 petites et 334 moyennes entreprises en 2006 (TAMBUNAN T. , 2008).

In fine, le coût de production en usine peut s'avérer légèrement supérieur à celui des entrepreneurs jeparanais (230 000 Rp contre 200 000 Rp pour une chaise standard en 2016[333]). Mais la qualité de construction des meubles – robustesse, précision, régularité – fabriqués à partir de pièces découpées à la machine est nettement supérieure. La compétitivité que soutient Jepara, tant dans ses usines que dans les ateliers, n'est donc possible que grâce aux économies réalisées sur le salaire horaire, la capacité à exploiter du bois de tous niveaux de qualité, et des charges foncières et immobilières très inférieures.

Photo 5 : Processus de fabrication de meubles en bois dans une usine de Semarang : 1- Stockage de planches ; 2 Découpe ; 3- Tournage ; 4- Sculpture ; 5- Assemblage ; 6- Huilage dans une cabine de projection



Source : Prita Ramadiani (décembre 2016)

333 Entretien avec Bpk Alfianto Hermawan (A03), op.cit. Cette équivalence des couts de revient dans les deux centres de production est confirmée par la plupart des entretiens menés avec les prescripteurs.

Photo 6 : Optimisation des tâches dans des usines de meubles à Semarang

Source : Prita Ramadiani (décembre 2016)

Chapitre 1.2 – Les acteurs du système : entrepreneurs, travailleurs et prescripteurs de l'industrie du meuble dans leur contexte social

La littérature souligne le rôle central des variables sociales dans le développement des *cluster*s (COOKE & WILLS, 1999; NADVI, 1999; PARRILLI, 2009; MOLINA-MOLARES & MARTINEZ-FERNANDEZ, 2010; NAM, SONOBE, & OTSUKA, 2010; PARRA-REQUENA, MOLINA-MORALES, & GARCIA-VILLAVERDE, 2010). Entrepreneurs et travailleurs se constituent en groupes sociaux (qui peuvent revêtir des formes très diverses [334]) pour mobiliser les facteurs de production : capital, technologies, travail et débouchés commerciaux. Le groupe est en effet le moyen pour chaque individu de renforcer son propre capital social, qui lui permettra d'accéder plus facilement à des partenaires commerciaux, techniques et financiers (PUTNAM R. D., 2000). Il est cimenté par un ensemble de valeurs qui permet à ses membres de communiquer en des termes intelligibles par tous, mais aussi de créer un climat de confiance indispensable à la coopération entre acteurs potentiellement concurrents, et d'assurer le maintien des positions de chacun par la reproduction sociale. Ce constat plaide donc pour une analyse du contexte social dans lequel s'inscrivent les systèmes productifs du meuble et des communautés d'entrepreneurs et de travailleurs qui les animent.

Le contexte de la société javanaise et de son évolution récente

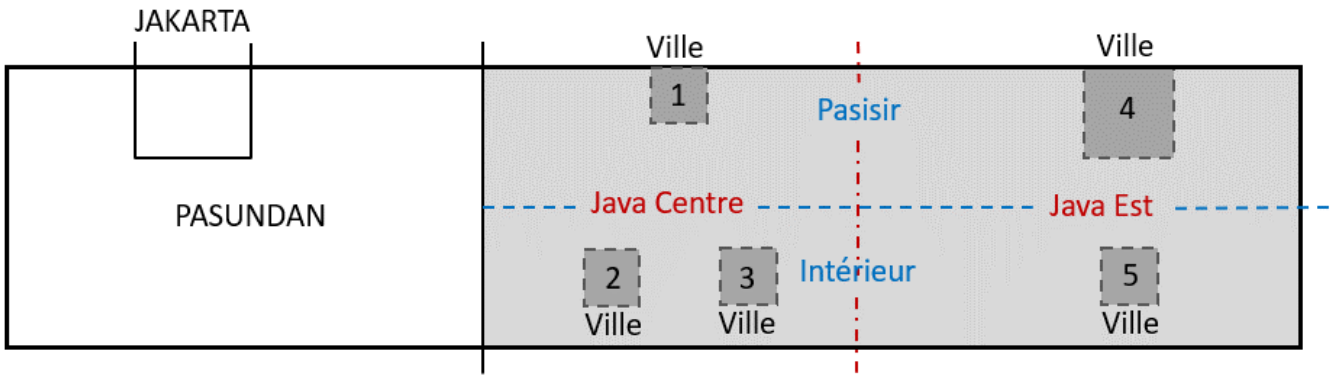
Le but de ce chapitre est d'apporter quelques repères sur la société javanaise contemporaine, et ce afin de situer les résultats de notre étude de cas. Le nord de Java-Centre s'inscrit dans un espace culturel particulier, marqué par la rencontre entre un groupe ethnolinguistique globalement homogène – les Javanais[335] – un espace littoral propice aux échanges commerciaux au long cours – le *Pasisir** – et un leg historique mêlant les influences des royaumes agraires de la dynastie Mataram (plus affirmée à Java-Centre qu'à Java-Est), des sultanats marchands de Demak et Jepara, et de la présence coloniale précoce à Semarang. A cela s'ajoute une distinction majeure entre ville (à Semarang) et campagne (à Jepara). Bien entendu, on ne saurait réduire les réalités sociales à cette lecture historique d'une société forgée par la sédimentation d'apports culturels successifs décrite dans le *Carrefour javanais* (LOMBARD, 1990) : les groupes sociaux, les pratiques et les valeurs interagissent avec le reste du pays et le « village-monde » à travers des canaux extrêmement dynamiques, tels que les travailleurs migrants, les réseaux sociaux qui véhiculent les références culturelles

334 La littérature distingue ainsi des classes d'entrepreneurs, de travailleurs et de marchands organisées sur des bases familiales (nucléaire ou étendue), tribales (via des relations de féodalité ou de parrainage au sein du clan) ou territoriales (et donc forgées par les relations de voisinage plus ou moins étendu) (NADVI, 1999).

335 Ce groupe est historiquement implanté à Java-Centre et Java-Est. L'ouest de Java (*Pasundan**) est dominé par la population sundanaise, qui dispose de sa propre langue, Djakarta étant de par son statut de capitale très métissée.

contemporaines (occidentales, moyen-orientales ou coréennes), ou encore la diffusion d'un islam politique globalisé. Mais l'espace qui nous intéresse témoigne d'une assimilation particulière de ces influences, que nous allons essayer de décrire.

Figure 9 : L'espace culturel javanais schématisé (1- Semarang, 2- Yogyakarta, 3- Surakarta, 4- Surabaya, 5- Malang)



Conception et réalisation de l'auteur

Une région relativement pauvre et surpeuplée

Afin de mieux cerner le contexte socioéconomique dans lequel s'inscrivent les populations impliquées dans l'industrie du meuble, nous allons prendre le temps d'apporter ici quelques éléments de cadrage sur la démographie, l'emploi, le niveau de formation et le niveau de vie dans la province. Pour mettre en lumière les caractéristiques des territoires marqués par l'industrialisation, nous comparerons souvent les données de la ville de Semarang et la régence de Jepara avec des régences très industrialisées (régences de Semarang et Kendal), une régence « semi-industrialisée » (Demak) et une régence encore majoritairement rurale (Grobogan) (cf. Carte 6 : Localisation des territoires d'étude et de comparaison p. 77). Sauf précision, les données indiquées dans cette partie proviennent du *BPS*.

Tableau 11 : Degré d'industrialisation à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 2015

Territoire	Part de la population active travaillant dans l'industrie	Contribution de l'industrie au PIB	Qualification
Régence de Jepara	45%	34%	Industrielle (*cluster*)
Ville de Semarang	21%	28%	Urbaine
Régence de Semarang	20%	40%	Industrielle (usines)
Régence de Kendal	22%	41%	Industrielle (usines)
Régence de Demak	19%	29%	Semi-industrielle (usines)
Régence de Grobogan	7%	12%	Rurale
Province de Java-Centre	**20%**	**35%**	**Semi-industrielle**
Indonésie	**14%**	**21%**	**-**

Sur le plan démographique, Java présente les caractéristiques d'une région très densément peuplée à la transition inachevée. Les politiques de planning familial (*Keluarga Berencanaan, KB**) volontaristes de l'Ordre nouveau ont fait reculer le taux de fécondité de 5,6 en 1971 à 2,1 en 1997. L'assouplissement du dispositif avec le changement de régime a mis fin à cette tendance, la fécondité étant même légèrement repartie à la hausse avec 2,3 enfants par femme en 2010[336]. En corollaire, l'espérance de vie a augmenté de manière spectaculaire, de 45 ans en 1970 à 70 ans en 2010, même si elle a légèrement reculé depuis[337]. A Java-Centre, elle atteint en moyenne 74,0 ans (et ce malgré un revenu par habitant inférieur à la moyenne nationale) avec des pics dans les villes comme Semarang à 77,2 ans. La conséquence de cette transition inachevée est que si la population vieillit[338], l'arrivée des jeunes sur le marché du travail reste massive, et « cela prendra des décennies avant que l'Indonésie commence à ressentir les effets négatifs du vieillissement. Même en 2050, une grande partie de la population sera toujours en âge de travailler » (PIESSE, 2015).

Concernant le solde migratoire, la province surpeuplée de Java-Centre est depuis la deuxième moitié du 19ème siècle une terre d'émigration, essentiellement vers Java-Ouest, Batavia/Djakarta, Bali, le sud de Sumatra (longtemps appelée « nouvelle terre » (*Tanah baru**)), les « îles périphériques » (Kalimantan, Célèbes, Papouasie), et l'étranger (Surinam, Nouvelle Calédonie, Pays-Bas et plus récemment, Singapour et Malaisie)[339]. Ces mouvements sont intervenus spontanément ou dans le cadre du programme de « transmigration » (*Transmigrasi**), initié à l'époque coloniale mais considérablement renforcé sous l'Ordre nouveau et toujours en vigueur (bien que très marginal aujourd'hui). Il convient cela dit de distinguer les migrations permanentes des migrations récentes dont on ne peut présupposer si elles donneront lieu à un retour. L'émigration à l'étranger (92 587 travailleurs soit 0,5% de la population active en 2014, chiffre en diminution constante ces dernières années[340]) est presque exclusivement à durée déterminée, dans le cadre de contrats de travail signés en Indonésie, via des agents et/ou les relations établies par des proches qui y ont déjà travaillé (FIRDAUSY, 2005). Mais si le solde migratoire de Java-Centre est largement déficitaire, la province n'en attire pas moins des migrants[341], qui se concentrent à Semarang dont ils représentaient près de 15% de la population en 2015, témoignant du pouvoir d'attraction de la grande ville. Les ressortissants étrangers sont en revanche à peine un petit millier à Semarang et une poignée dans les autres régences, sauf à Jepara où on en recense plusieurs dizaines.

336 On estime qu'il reprendra sa baisse pour atteindre 1,8 en 2035 (JONES G. W., 2014).

337 En 2017, l'espérance de vie était de 70,7 années pour les femmes et 66,6 pour les hommes à l'échelle nationale.

338 En 2010, les plus de 65 ans représentaient 7% de la population de Java-Centre, un taux qui devrait doubler d'ici 2035 (FNUP, 2014).

339 En 1985, 3,3 millions de natifs de Java-Centre vivaient ainsi dans d'autres provinces ; en 2010, ils étaient 6,8 millions.

340 -7% en 2012, -9% en 2013 et -15% en 2014.

341 Entre 1985 et 2010 leur population a doublé. Les migrants récents (*migran masuk risen**) représentaient alors 2,4% de la population, et les durables (*permanen**) 8,5%.

La croissance naturelle excédant le solde migratoire, la population de la province a augmenté régulièrement à un taux annuel d'environ 1% sur notre période de recherche, rythme qui devrait être moitié moindre dans les deux décennies à venir selon les projections des Nations Unies[342]. Java-Centre pourrait ainsi compter 37,3 millions d'habitants en 2035, dont 60,8% d'urbains contre 45,7% en 2010 (respectivement 66,6% et 49,8% pour l'ensemble du pays), soit une augmentation de 53% (+7,9 millions) de la population urbaine sur cette période.

Le niveau de formation et la situation du marché de l'emploi sont des éléments de contexte très importants pour comprendre le développement de l'industrie du meuble. Parmi les pays émergents d'Asie, l'Indonésie est connue pour avoir privilégié sous l'Ordre nouveau l'éducation primaire du plus grand nombre, aux dépens de l'éducation secondaire et supérieure. En conséquence, le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans s'élève à 90% à Java-Centre (contre 92% en moyenne nationale) mais la proportion de ceux qui ont suivi des études secondaires n'est que de 47% et les titulaires d'un diplôme universitaire ne sont que 6%[343]. La situation est meilleure en ville et qu'à la campagne, mais on constate que dans les régences où l'industrie est très présente, que cela soit sous la forme d'usines (régence de Semarang) ou du *cluster* (Jepara), le niveau d'éducation est plus élevé que dans les régences plus rurales (Cf. tableau ci-dessous). Nous verrons dans le chapitre 4.2 que l'élévation du niveau de formation est de notre point de vue une conséquence et non un facteur de l'industrialisation.

Tableau 12: Niveau d'éducation à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015

Typologie	Exemple	Part de la population diplômée du secondaire	Part de la population diplômée du supérieur
Urbaine	**Semarang (ville)**	46%	8%
Industrielle	**Jepara**	42%	4%
	Semarang (régence)	38%	4%
Semi-industrielle	**Demak**	36%	3%
Rurale	**Grobogan**	28%	2%
Moyenne	**Java-Centre**	**47%**	**6%**

Source : BPS Central Java

En ce qui concerne **l'emploi**, le pays est, comme nous venons de le voir, toujours engagé dans une dynamique d'expansion de sa population active, ce qui représente un défi considérable pour l'économie qui doit absorber « près de deux millions d'Indonésiens arrivant chaque année sur le marché du travail. On estime que pour chaque point de croissance du PIB, 200 à 300 000 emplois supplémentaires sont créés. Sur ces

342 Source : (JONES G. W., 2014).

343 Le problème est également qualitatif. Ainsi, « le système éducatif indonésien est en retard par rapport à celui d'autres pays de la région, y compris par exemple le Viêt Nam, dont le PIB/habitant est pourtant inférieur de 40%. De manière révélatrice, seuls 25% des étudiants satisfont les normes de niveau de lecture et de calcul » (PIESSE, 2015, p. 6).

hypothèses, l'économie devra croître à un rythme d'environ 7% pour assurer que les nouveaux entrants trouvent assez d'emplois[344]. Le chômage a diminué ces dernières années. Il reste un problème pour les jeunes, avec 18,3% des 15-24 ans sans emploi en février 2015 » (PIESSE, 2015, p. 7). Le défi est d'autant plus important à Java que le taux d'activité (69% de la population totale) y est supérieur de 6% à la moyenne nationale, en raison notamment du taux d'activité très supérieur des femmes javanaises[345]. Au niveau de la province, on recensait 800 000 demandeurs d'emplois pour 17,3 millions d'actifs employés en 2015, sur une population active de 18,1 millions. Les statistiques sur l'emploi doivent cependant être considérées avec prudence : le travail en Indonésie reste en grande partie informel (parfois gracieux, dans le contexte familial), souvent à temps partiel, et très irrégulier. En 2015, le BPS recensait ainsi 13 ,5% de « travailleurs gracieux », 12,8% de travailleurs occasionnels et 16,7% de travailleurs à leur propre compte (dans le commerce de rue notamment), soit 43% d'emplois très précaires qui s'ajoutent aux 4,9% de chômeurs.

Tableau 13 : Structure de l'emploi (part de la population totale) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015

Typologie	Exemple	Sous-emploi			Emploi à temps plein	Type d'emploi	
		Inactifs	Chômeurs[346]	Temps partiel	+ de 40h00	Informel	Formel
Urbaine	**Semarang**	44,8%	4,1%	11,6%	43,6%	23%	77%
Industrielle	**Jepara**	31,7%	2,1%	22,4%	45,9%	44%	56%
	Semarang (rég.)	29,5%	1,6%	25,5%	45,1%	43%	57%
	Kendal	35,6%	3,3%	26,8%	37,5%	51%	49%
Semi-industrielle	**Demak**	31,6%	3,2%	23,9%	44,5%	57%	43%
Rurale	**Grobogan**	29,3%	3,6%	39,3%	31,4%	71%	29%
Moyenne	**Java-Centre**	**31,5%**	**4,2%**	**29,0%**	**39,5%**	**54%**	**46%**

Source : BPS Central Java

En termes de niveau de vie, Java-Centre présente la particularité d'être à la fois la province indonésienne avec le salaire moyen le plus faible (1,45 MRp/mois en 2015 contre 1,98 MRp/mois en moyenne nationale) et le moins inégalitaire entre ville et campagne (respectivement 1,52 et 1,34 MRp/mois, contre respectivement 2,15 et 1,53 MRp/mois en moyenne nationale). Ce continuum socioéconomique à l'image du continuum économique et morphologique du *desakota* se vérifie également au niveau des indicateurs de pauvreté, dont le seuil est quasiment le même en ville et à la campagne (299 011 contre 296 864 Rp/mois/hab. en 2015).

La corrélation entre industrialisation et revenu disponible n'est pas manifeste. Il faut dire que dans une grande ville comme Semarang, le secteur tertiaire formel est tout aussi pourvoyeur d'emplois plus qualifiés et

344 Sans atteindre ce chiffre, la croissance régulière et soutenue qu'a connue le pays depuis la reprise de la CFA en 2001 (à un taux moyen de 5,2%) a malgré tout permis de faire reculer le chômage ces dernières années.

345 En 2010, le taux d'activité était de 82,2% pour les hommes et 55,5% pour les femmes à Java-Centre, contre 53,3% et 47,0% en moyenne nationale.

346 En pourcentage de la population totale et non de la population active.

plus rémunérateurs que le commerce informel ; l'industrie y est un contributeur important mais secondaire au revenu des ménages. Ailleurs, dans les régences où continue à prévaloir l'emploi agricole, son impact est plus manifeste, comme le montre l'écart de niveau de vie entre régences industrielles et régences rurales. Jepara fait néanmoins exception : l'activité industrielle considérable ne s'y traduit pas dans le revenu moyen disponible, ce que nous expliquerons dans le chapitre 4.1 en faisant appel au concept « d'involution » (GEERTZ C. , 1969).

Villes et campagnes réagissent de manière assez comparables à la montée des inégalités qui accompagne la croissance économique depuis la CFA de 1997-1998. « Alors que la classe moyenne continue à grossir […], certains indicateurs de richesse (incluant le revenu et le patrimoine) suggèrent que les inégalités ont augmenté de 60% entre 2003 et 2013, plus que dans tout autre pays en développement […]. Des indicateurs plus classiques comme le coefficient de Gini – qui mesure les inégalités de revenu à partir des dépenses des ménages – suggèrent que pendant la même décennie, les inégalités en Indonésie se sont creusées de 30% [de 0,31 en 2004 à 0,41 en 2014] » (PIESSE, 2015). Mais la progression des inégalités ne semble pas non plus influencée par la présence de l'industrie.

Tableau 14 : Revenu disponible et inégalités en ville à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015

Typologie	Site	Salaire mini. ($/mois) en 2000	Salaire mini. ($/mois) en 2015	Revenu des ménages ($/mois)	Ratio de Gini en 2000	Ratio de Gini en 2015
Urbaine	**Semarang (ville)**	20,9	126,1	443	0,36	0,31
Industrielle	**Jepara**	20,9	85,8	166	0,18	0,31
	Semarang (rég.)	20,9	105,9	191	0,20	0,31
	Kendal	20,9	102,9	174	0,22	0,34
Semi-industrielle	**Demak**	20,9	114,9	179	0,19	0,32
Rurale	**Grobogan**	20,9	86,5	122	0,20	0,34
Moyenne	**Java-Centre**	**20,9**	**67,9**	**196**	**0,25**	**0,38**

Source : BPS

Au niveau national, **la salubrité et le confort de base du logement** s'améliorent rapidement. D'après les Nations-Unies, 72,3% des ménages urbains et 47,5% des foyers ruraux indonésiens sont désormais pourvus de sanitaires, contre 68,1% et 38,6% en 2005. Cette amélioration est d'autant plus essentielle que, dans une région aussi densément peuplée que Java, le déficit de pluies pendant la saison sèche ne permet pas aux rivières d'évacuer les selles des milliers d'habitants des villages et des *kampung** dépourvus de réseau d'assainissement, causant de graves épidémies infectieuses. Mais ces taux d'équipement élevés masquent l'inefficacité des dispositifs individuels[347].

[347] L'écrasante majorité des logements individuels sont en effet dépourvus de tout système sanitaire, ou bien raccordés à des fosses septiques qui ne sont que très rarement vidangées, même en ville. Les matières fécales s'infiltrent dans la nappe phréatique et contaminent l'eau potable (souvent prélevée sans traitement via des puits individuels), les cours d'eau et les bassins piscicoles.

Comme toutes les régences rurales, la part de propriétaires est élevée à Jepara (92,7%, contre 82,6% en moyenne nationale en 2013), bien qu'une minorité d'entre eux détienne des titres de propriété en bonne et due forme (43.5%, contre 55.3%) et que les logements de la grande majorité des foyers soient très petits (76,3% disposent de moins de 13 m^2 par membre du ménage, contre 57,0% dans l'ensemble du pays). Les propriétaires sont moins nombreux à Semarang (63,0%, contre 88,1% en moyenne provinciale), ce qui est un important facteur d'insécurité dans un pays où les filets de protection professionnelle et sociale sont très lâches (cf. chapitre 4.4). Les maisons sont majoritairement bâties en dur (à 76,2% en briques ou en ciment dans la province) ; celles en bois (8,4% en ville et 25,2% à la campagne) sont généralement anciennes ; celles en bambou, en panneaux tressés et en contreplaqué correspondent à de l'habitat précaire (4,0% en ville et 7,9% à la campagne), souvent assimilé à des bidonvilles (*slums**)[348]. La taille des logements est moindre en ville, où 9,2% des ménages de la province disposaient en 2015 de moins de 10 m^2/personne, contre 5,0% des ménages ruraux.

Après les conditions économiques et l'accès à la santé et à l'éducation, les **principaux sujets de préoccupation** exprimés par les Javanais sont la corruption, l'insécurité et la pollution. Par essence, évaluer le niveau de corruption est un exercice pour le moins délicat. Depuis la période de réformes (*Reformasi**), elle est dénoncée avec constance et ostentation dans des campagnes officielles de sensibilisation et dans la presse, sans que l'on puisse affirmer qu'elle ait reculé. Elle porte aussi bien sur des petits arrangements quotidiens avec les autorités que sur des détournements massifs aux plus hauts niveaux du Gouvernement, en passant par la gratification due aux supérieurs pour obtenir un poste dans l'administration, les abus de biens sociaux communs au sein des entreprises (utilisation des moyens à des fins personnelles), les enveloppes distribuées par les partis politiques pendant les campagnes électorales, ou les protections accordées par la police ou l'armée aux activités interlopes (quand elles n'y sont pas directement impliquées)[349]. A la fois taboue et omniprésente, elle est si généralisée que l'on peut se demander s'il ne faut pas y voir un élément constitutif de l'économie et de la société indonésienne et javanaise plutôt qu'une simple anomalie à la bonne gouvernance. Les lignes sont en effet brouillées entre corruption, pourboires et cadeaux (*gratifikasi**) à la fois « libres et obligatoires » en échange d'un service rendu (REIX, FALLERY, KALIKA, & ROWE, 2016). En ce sens, la

348 S'ils partagent avec les *kampung** le fait d'être l'expression d'une urbanisation spontanée et informelle (aménagement non planifié et autoconstruction sur des terrains appropriés par des habitants dépourvues de titre de propriété), les *slums** s'en distinguent par leur caractère précaire, tant du point de vue de la qualité des constructions que de leur exposition au risque (ils sont souvent édifiés dans des zones non-constructibles car exposées aux inondations, notamment dans le lit des rivières) et de leur situation administrative (un *kampung* est considéré par les autorités comme un quartier constitutif de la cité, alors que les *slums* sont simplement tolérés jusqu'à leur démolition future – quand bien même ils existent depuis parfois des dizaines d'années).

349 Même les domaines de l'action publique a priori les moins sensibles sont touchés : « La corruption est un obstacle majeur au bon fonctionnement du système éducatif. Selon, Indonesian Corruption Watch, très peu d'écoles sont à l'abri de pots-de-vin, de corruption et de détournements. 40% du budget des écoles serait ainsi perdu dans la corruption » (PIESSE, 2015).

corruption peut être envisagée comme un medium d'interactions sociales et qu'économiques relevant du principe de réciprocité (POLANYI, 1983). Cette question étant périphérique à notre sujet, nous n'irons pas plus loin dans la discussion, d'autant plus que le *BPS* ne publie pas de statistiques (sur l'évolution des condamnations par exemple) qui permettraient de dégager des tendances locales que l'on pourrait relier au processus d'industrialisation. Ces généralités ont cependant le mérite de souligner la particularité des rapports économiques entre les entrepreneurs et les pouvoirs publics, qui peut contribuer à expliquer en partie la défiance qui les régit dans les cas que nous avons étudiés.

Autre mal dénoncé par le public, notamment dans les entretiens menés sur le terrain, la petite délinquance est sans doute moins répandue à Java-Centre que dans les provinces éloignées du centre du pouvoir, étatique où l'état de droit est parfois plus lâche, et que dans certains pays de la région. L'organisation de la société en unités de voisinage (*Rukun Tetangga, RT.**) et de quartier (*Rukun Warga, RW.**), instaurée pendant la Deuxième Guerre mondiale par l'occupant japonais et maintenue par l'Etat depuis, assure un contrôle étroit de la population et du territoire, renforcé par la mobilisation des résidents en rondes de nuits (*ronda malam**) considérées comme un devoir citoyen. Mais dans la pratique, on peut relever des disparités importantes d'un quartier à l'autre, ce qui nous amènera à nous interroger sur la corrélation entre le degré d'industrialisation et d'urbanisation, la vigueur de la gouvernance de proximité, et le niveau de délinquance.

Tableau 15 : Degré d'industrialisation et taux de délinquance à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015

Typologie	Exemple	Part de la population active travaillant dans l'industrie	Contribution de l'industrie au PIB	Taux de délinquance (pour 1 000 hab.)
Urbaine	**Semarang (ville)**	21%	28%	1,75
Industrielle	**Jepara**	45%	34%	0,58
	Semarang (rég.)	20%	40%	0,46
	Kendal	22%	41%	0,28
Semi-industrielle	**Demak**	19%	29%	0,32
Rurale	**Grobogan**	7%	12%	0,13
Moyenne	**Java-Centre**	**20%**	**35%**	**0,45**

Source : BPS

La pollution est une préoccupation sociale assez récente mais croissante en Indonésie et à Java. La première problématique est celle de la gestion des déchets, à laquelle est confrontée tout un chacun au quotidien. Depuis la *Krismon**, la conjonction de la hausse rapide du pouvoir d'achat et la diffusion des biens de consommation courante emballés de plastique jusqu'aux villages les plus pauvres et les plus reculés ont gonflé la production de déchets ménagers[350]. Celle-ci reste cela dit intimement liée au mode de consommation,

[350] A titre d'exemple, elle est passée entre 2000 et 2015 de 0,06 à 0,15 m³ par habitant dans la régence de Semarang, et de 0,06 à 0,25 m³ dans celle de Demak selon le *BPS*.

et s'avère sensiblement plus élevée en ville qu'à la campagne[351]. Le sous-dimensionnement des installations de stockage et de traitement demeure chronique, si bien que les déchets non-recyclés par les chiffonniers sont pour l'essentiel jetés dans les cours d'eau ou brulés sur place. Des sources de pollution plus insidieuses commencent à manifester leurs conséquences sanitaires. Le recours massif aux engrais chimiques et aux pesticides pendant la révolution verte amorcée dans les années 1970 et les industries légères mais polluantes (en particulier le textile, le cuir ou l'électronique), très répandues à Java-Centre, ont contaminé sols et rivières. Comparativement, l'industrie du meuble est très peu polluante et ce sont plutôt les nuisances liées au bruit, à la poussière et aux rotations de camions dont se plaignent les riverains.

Les structures sociales face à l'industrialisation : famille, cellule et « communauté » à Java

La littérature anthropologique sur l'organisation de la société javanaise dans l'Indonésie postcoloniale et de l'Ordre nouveau est assez prolixe. Elle embrasse un large éventail de contextes géographiques – des petites villes (GEERTZ H. , 1961) aux campagnes (JAY R. , 1969) – sur une période relativement longue – des décennies d'après-guerre jusqu'aux années 1980 (GUINNESS, 1986; SULLIVAN, 1992; KOENTJARANINGRAT, 1989) –. Ces travaux tendent à témoigner de l'existence d'une catégorie anthropologique javanaise à Java-Centre et Java-Est, que les transformations induites par l'industrialisation (WOLF, 1992) et l'urbanisation ne semblent pas avoir remise en cause. Il faut dire que l'Ordre nouveau n'a eu de cesse de promouvoir des valeurs prétendument typiquement javanaises pour affirmer son emprise sur la société, et que si le contrôle social étatique s'est considérablement allégé avec la *Reformasi*,* ce corpus de valeurs n'a pas été remis en cause par les institutions.

A Java, **la famille nucléaire et le clan** constituent le socle des interactions sociales et économiques. « Les descriptions habituelles des liens de parenté à Java (Geertz (1961), Jay (1969), Koentjaraningrat (1989)) décrivent la famille nucléaire comme étant l'idéal de la société javanaise, avec la descendance bilatérale et la domiciliation post-maritale néolocale, éventuellement après une brève période de résidence matrilocale. Cependant, comme le souligne Koentjaraningrat (1989), ce modèle n'est pas nécessairement statistiquement le plus répandu […] » (NEWBERRY, 2006, p. 71). Dans les grandes agglomérations notamment, la sphère familiale se contracte ou s'étend fréquemment, au rythme de la formation des couples, de leur rupture, des adoptions, ou des migrations circulaires. Des résultats similaires – bien que moins spectaculaires – ont été établis au lendemain de l'indépendance dans les campagnes de Java Est, où un mariage sur deux se soldait par un divorce en 1953 (JAY R. , 1969). De manière générale, les liens familiaux s'érodent après le mariage. Certes, grands-parents, enfants et petits-enfants se voient régulièrement (même quand la distance les sépare) et certaines pratiques solidaires (comme la garde des enfants en bas âge) persistent. Mais elles demeurent limitées : on cuisine et on mange séparément et on ne partage pas son revenu, si bien que des écarts de niveau

351 Elle était ainsi d'après le *BPS* en 2000 de 0,98 m3/hab. dans la ville de Semarang, contre 0,06 à 0,14 dans les régences alentour, et 0,07 à Jepara.

de vie flagrants peuvent exister entre frères et sœurs, ou entre parents et enfants. Aussi, le concept de « cellule » ou de « clan » [352] semble plus approprié que celui de famille nucléaire pour comprendre l'organisation de la société javanaise. L'existence de groupes de voisins est ainsi attestée dans différents contextes, y compris dans des *kampung** à Surakarta (EVANS, 1984) et Yogyakarta (GUINNESS, 1986), comme dans des hameaux ruraux (*dukuh**) (TJONDRONEGORO, 1984; JAY R. , 1969). Quoique délicats à identifier en raison de leur caractère informel et mouvant[353], les clans structurent la vie sociale et économique[354]. La famille nucléaire comme le clan peuvent jouer un rôle moteur dans les vocations personnelles et la vie des entreprises, comme dans le *cluster* de la métallurgie à Tegal à Java-Centre (TAMBUNAN T. , 2008). Mais ce n'est pas systématique, ainsi que nous le verrons à Jepara.

La distinction des genres ne peut être dissociée de cette organisation sociale. Comme le souligne (EMMERSON, 2015), « l'idée de "statut de la femme" […] est une construction synthétique qui embrasse un éventail de facteurs économiques, politiques, culturels et sociaux. Le genre […] ne peut être conçu comme un aspect autonome de la vie sociale opérant indépendamment d'autres processus de différentiation sociale, tels que les liens de parenté, l'appartenance ethnique, ou la classe sociale ». Néanmoins, dans toute l'Asie du Sud-est, « l'opposition des qualités propres aux hommes et aux femmes est un aspect fondamental du dualisme cosmique […]. Les caractéristiques masculines sont souvent vues (à tout le moins par les hommes) comme préférables, mais les deux sont nécessaires et leur union un idéal puissant (VAN DER KROEF, 1956; KEELER,

352 Sullivan (1992) et d'autres auteurs anglosaxons emploient le terme anglais de *« cell »*, qui prête à confusion avec la notion de cellule familiale de notre point de vue. Nous lui préférerons donc le terme de « clan », plus fidèle à l'indonésien (*klan**), et qui exprime certainement mieux la dimension clientéliste (au sens de l'anglais *patronage*) de la notion. « La majorité des clans [*cells*] observés comptent entre 6 et 12 familles ; les plus petits sont constitués de 2 familles, et les plus grands embrassent 20 familles. Chaque clan est dominé par une famille leader – véritable foyer des activités du groupe. Dans les clans les plus grands, le noyau est formé des familles géographiquement proches de la maison de la famille dominante, il n'est pas rare que des membres du clan vivent à une distance relativement importante (200-300 mètres). En règle générale, la migration de familles membres en-dehors du *rukun kampung* ou du *rukun warga** rompt les liens avec le clan, qui doivent être constamment activés pour survivre. Un déménagement de l'autre côté de l'enceinte du *kampung* n'implique pas nécessairement la dissolution des liens, à condition que le nouveau domicile ne soit pas trop éloigné, mais les communautés des *kampung* ne chevauchent pas d'ordinaire les limites entre *rukun warga* » (SULLIVAN, 1992, p. 46).

353 Sullivan explique que les clans sont également cachés parce « qu'ils heurtent, avec leur entre-soi (*cliquishness*) et leur fragmentation, le tout du *kampung**, ce qui va à l'encontre de l'idéologie communautaire » (SULLIVAN, 1992, p. 46). Cette affirmation est plutôt démentie dans les *kampung* que nous avons étudiés : quel que soit le site considéré, les habitants ont très facilement cité les membres de leur clan, désignés comme des proches (*saudara**).

354 « La nourriture est le bien le plus fréquemment échangé entre membres du clan. Cela prend des formes très diverses, certaines hautement ritualisées, mais la plupart semblent relever de réflexes spontanés, simples et quotidiens. Les femmes au foyer offrent souvent aux membres de leur clan des mises en bouche préparées spécialement pour eux, ou des restes des repas de la veille. L'abondance de nourriture – issue des fruits d'un marchandage particulièrement astucieux ou tout autres moyens – est invariablement partagée. Des cadeaux de friandises sont habituellement échangés entre visiteurs et visités à Java, une pratique observée dans des contextes communautaires dans le monde entier » (SULLIVAN, 1992, p. 49).

1983) […]. Ces distinctions théoriques contribuent à expliquer les limites claires entre les domaines masculins et féminins à la maison, dans les champs, et au marché. Dès lors que les activités quotidiennes font partie de ce dualisme cosmique, notamment quand elles impactent la vie végétale ou animale, la question de savoir qui les pratiquent n'est pas indifférente. Le travail des hommes recouvre tout ce qui a trait aux métaux et aux animaux – labourage, défrichement, chasse, métallurgie, travail du bois, construction des maisons – ainsi que la politique et la religion formelle. Le domaine des femmes inclut le repiquage, la récolte, le maraîchage, la cuisine, le tissage, la poterie (dans la plupart des régions) et le commerce, ainsi que le culte des ancêtres et la médiation avec les esprits. Dans les villages, ces dichotomies n'ont pas beaucoup évolué au cours des quatre derniers siècles. Le domaine masculin s'est en revanche énormément étendu du fait du rôle accru de la politique et de la religion formelle[355], et de la propension de plus grandes franges de la population à imiter les conventions de l'aristocratie dépeignant les femmes comme dépendantes, bienséantes, et fidèles » (REID, 1990, pp. 162-163). Dans le contexte javanais, les clans sont principalement formés et animés par des femmes[356], dont le rôle économique s'exprime majoritairement en son sein et au niveau du foyer[357], essentiellement à l'intérieur du *kampung** donc. A l'inverse, les hommes sont réputés gagner leur vie à l'extérieur, et alimenter ainsi la communauté en ressources exogènes[358]. Point essentiel dans un pays où les

[355] Cette situation est reflétée par la place réduite des femmes dans l'arène politique (elles ne représentaient par exemple que 17% des députés au Parlement national en 2015).

[356] « Chaque clan a un leader qui centralise l'organisation, qui est toujours dans mon expérience une femme mariée […]. Les cellules restent cohérentes grâce aux efforts concrets de leurs membres. Leurs relations internes sont soutenues par la coopération dans diverses activités. Chaque jour, les femmes d'une même cellule s'aident dans toute une série de tâches domestiques – cuisiner, laver, repasser, ranger, raccommoder : elles prennent en charge ces obligations pour le compte des membres quand ils ne sont pas en mesure de les assurer, par exemple si elles sont malades, avec des nourrissons, ou éloignées de leur famille pour longtemps. La plupart du temps, cela coule de source et, les requêtes sont rapidement satisfaites. Les hommes contribuent à leur cellule en concourant aux travaux nécessitant de la force physique, des connaissances techniques ou mécaniques, ou des compétences administratives. Ils sont également consultés sur les questions d'étiquette, de rites et de langage […]. Les conseils des femmes sont davantage recherchés pour les problèmes de négociation, d'évaluation de la qualité de produits divers, la gestion de l'argent, l'éducation des enfants, la cuisine, les massages et la médication traditionnelle […]. En théorie, si ce n'est en pratique, les hommes sont la plupart du temps dehors, dans le monde extérieur, pour gagner un revenu qu'ils rapporteront au foyer et au *kampung* […]. Les hommes ne jalousent pas la domination féminine sur la vie sans intérêt de la cellule et sont généralement satisfaits de suivre les prescriptions des femmes dans ce domaine. En fait, cela ne diminue pas leur statut de chef de famille et leur rôle de substitution dans les affaires de la cellule affirme plus qu'il ne compromet leur statut sociocommunautaire souvent supérieur […] » (SULLIVAN, 1992, pp. 47-48).

[357] Ce constat n'est pas nouveau, puisque le gouverneur Raffles notait au début du 19ème siècle « qu'il est commun pour le mari de confier l'ensemble de ses affaires pécuniaires à son épouse. Seules les femmes fréquentent les marchés, achètent et vendent. Il est proverbial que les hommes javanais sont des imbéciles en matière d'argent » (RAFFLES, 1817, p. 353).

[358] « La plupart des femmes des *kampung** gagnent leur vie, mais la vision populaire du *kampung* considère que les revenus des hommes sont supérieurs dans la mesure où ils apportent davantage de ressources du monde extérieur à la cellule et au *kampung.* En effet, la majorité des revenus générés par les femmes le sont à domicile et à l'intérieur du *kampung* – vente ambulante aux abords du domicile, lessive, repassage, raccommodage, et cuisine, payés en espèces ou en nature. Mais les

ménages disposent de capitaux limités, la société javanaise (comme d'autres de l'archipel) ne discrimine pas les enfants selon le sexe pour les questions d'héritage, d'éducation, ou la garde des enfants. Si bien que les femmes assurent la transmission d'un capital à la même hauteur que les hommes.

Par-dessus ces structures sociales « spontanées », l'Etat a promu – notamment sous l'Ordre nouveau – **l'idéal social d'une communauté de voisinage supérieure, celle du *kampung**.** Dans son étude en immersion d'un *kampung** de Yogyakarta dans les années 1980, Sullivan (1992) met en exergue le sentiment d'appartenance à une communauté de lieu face au monde extérieur, par-delà les divisions politiques religieuses, économiques ou sociales entretenues par les liens de clientèle (au sein du clan) et les liens du sang (au sein de la famille nucléaire). Cette communauté de lieu, lieu identifié par les limites physiques du *kampung*,* est organisée formellement en unités de voisinage (*Rukun Tetangga, RT.**) dont le découpage obéit à des considérations strictement spatiales, au mépris des appartenances claniques ou familiales. Il émane des autorités publiques qui, pour forger la société et la contrôler, encouragent tant dans le discours que dans la pratique le culte de valeurs considérées comme constitutives de la culture javanaise classique[359] désignées par le terme de *gotong-royong**[360]. Les idéaux d'harmonie sociale (*rukun**), d'équité (*podo-podo**), de générosité (*lomo**), et de considération pour les autres (*tepo-sliro**) doivent régir les comportements individuels et collectifs en prenant le dessus sur le référentiel familial ou clanique. Cette interférence de l'Etat dans les affaires de la communauté intervient au plus petit niveau qu'il est en mesure de gérer, à savoir celui de l'unité de voisinage, dont la dénomination (*RT.**) signifie étymologiquement « harmonie entre voisins ». Autrefois nommés, les représentants de ces entités (*Kepala RT.*), désormais élus, rapportent mensuellement aux entités supérieures (*RW.** dont les *Kepala** sont également élus, *Kelurahan*,* dont le *Lurah** est nommé par le Maire) qui sont ainsi en mesure de prendre le pouls social et de réagir. C'est en parfaite correspondance avec la hiérarchie des entités administratives que se déploient les organisations officielles, notamment les

hommes gagnent aussi leur vie au sein du *kampung* (commerce de rue, proxénétisme, débit de boissons et loteries) et les femmes travaillent en-dehors (dans des usines, des bureaux et du commerce de rue). La réalité économique n'est en aucun point aussi simple et claire que le stéréotype le suggère. Ce qui est clair est que les femmes gèrent l'économie dans le *kampung* : leurs efforts méticuleux pour faire durer leurs ressources autant que possible sont au moins aussi importants que tout effort de recherche de revenu » (SULLIVAN, 1992, pp. 48-49).

359 Sullivan montre qu'en réalité, cette politique a été introduite par l'occupant japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale pour assurer son emprise sur les Indes Néerlandaises, et continuée avec une constance frappante par les régimes pourtant antagonistes de la Démocratie dirigée et de l'Ordre nouveau.

360 Sullivan traduit *gotong-royong** par « porter une charge en coopérant » ou « partager un fardeau ».

organisations de jeunesse (*Karang Taruna**) et de femmes (*Pembinaan Kesejahteraan Keluarga, PKK**[361] et *Dasa Wisma, DW**[362]).

La mise en œuvre de cette organisation sociale s'appuie sur **des valeurs communautaires sensées s'imposer aux clans**. Le terme de « tâches communautaires » (*gotong-royong**) recouvre un large éventail d'activités collectives et de mécanismes de réciprocité par-delà les limites du clan. On peut les classer en plusieurs catégories. (1) Le secours mutuel (*tulung layat**) prend la forme de dons aux victimes d'accidents de la vie ou de catastrophes naturelles, de concours à l'organisation de fêtes rituelles (*slametan**) ou d'aide à des tâches exceptionnelles comme les moissons ou la construction d'une maison (KOENTJARANINGRAT R. M., 1961, p. 29)[363]. (2) Le « travail communautaire » (*kerja bakti**) concerne essentiellement les hommes, appelés à travailler gracieusement pour le bien-être de leur quartier (*RW.**), que cela soit dans le cadre d'un projet émanant des habitants ou d'un programme gouvernemental conditionné par l'apport de main d'œuvre gratuite. Il s'agit généralement d'équipements de proximité, tels que des latrines, le réseau d'assainissement, le pavage des rues, des bancs, la peinture des édifices publics ou le nettoyage des rues. Ceux qui rechignent et en ont les moyens pourront verser une contribution financière. A défaut, « il faut une excellente excuse, mais en réalité, très peu d'habitants du *kampung** veulent échapper à leurs obligations » (SULLIVAN, 1992, p. 106)[364]. (3) Les célébrations communautaires (*slametan**) sont définies par C. Geertz comme « des cérémonies collectives organisées pour les événements familiaux clefs que sont les naissances, les circoncisions, les

361 Le mouvement pour la prospérité des familles (*Pemberdayaan Kesejahteraan Keluarga, PKK**), dont l'organisation épouse, comme pour la *DW**, l'organisation administrative (les responsables des sections locales étant les épouses des chefs de *RT*.* et de *RW*.*, la dirigeante nationale celle du ministre de l'Intérieur), est réputée notabiliaire. La vocation du *PKK* est de diffuser l'idéologie du genre promue par l'Etat – soulignant la responsabilité des femmes dans la bonne gestion du foyer et la santé (programmes de vaccination et de nutrition) et l'éducation des enfants – dans toutes les strates de la société, y compris celles où la condition des femmes (travail dans les champs ou à l'usine par exemple) contredit ces principes normatifs issus d'une élite féminine (EMMERSON, 2015).

362 Le groupes de *Dasa Wisma** (« dix foyers » en indonésien) sont composés de 10 à 20 femmes issues d'un même *RT*.* (parmi lesquelles les épouses de fonctionnaires) et chargées de mettre en œuvre sur le terrain les programmes portés par le *PKK**.

363 « L'assistance la plus immédiate et la plus précieuse est apportée par les membres du clan [*cell*], mais de l'aide vient également des autres voisins, essentiellement issus du même *RT.* que la famille touchée […]. L'absence de participation au niveau jugé acceptable des familles alentour signifie un refus de solidarité de voisinage. Les rares cas où cela se produit trahissent de graves conflits au sein du quartier et de la communauté. Ni l'exécution, ni l'omission de cette obligation ne passe inaperçues. Quand il existe de l'animosité, les personnes concernées valoriseront leur réputation en accomplissant leur devoir apparemment à l'encontre de leurs impulsions personnelles et en faisant la démonstration en pratique de leur propension à placer l'intérêt commun par-dessus leur personne » (SULLIVAN, 1992, pp. 87-88).

364 Il faut dire que « les activités peuvent être en soi assez attractives […]. En temps normal prévalent la bonne humeur, des liens de travail faciles, plein de pauses, et beaucoup de partage autour de rafraîchissements. Le travail d'équipe est majoritairement masculin, les femmes fournissant habituellement thé, friandises, encouragements, commentaires grivois et critiques, assurant souvent par leur présence des démonstrations absurdes de force et d'adresse qui aident à ce que le travail soit fait dans des délais raisonnables » (SULLIVAN, 1992, p. 90).

mariages et les décès » (GEERTZ C. , 1976, pp. 11-15), soit 40 à 50 occurrences en moyenne[365] au cours d'une vie (SULLIVAN, 1992, p. 92)[366]. (4) L'aide requise *(sambatan*)* fait référence à des services expressément sollicités (à l'inverse du caractère spontané du *tuyung-layat**) (KOENTJARANINGRAT R. M., 1961). Le caractère typiquement javanais et méso-urbain de ces valeurs est souligné par une autre étude anthropologique menée dans les années 1980 dans un faubourg de Djakarta, peuplé par une population migrante majoritairement sundanaise dans une métropole en proie à des transformations d'une ampleur sans commune mesure avec des villes secondaires comme Yogyakarta ou Semarang. Les liens sociaux y apparaissent plus distendus[367] et davantage fondés sur des rapports économiques – via des pratiques telles que le don et le contre-don ou la recherche d'un retour sur investissement social – que dans les résultats de Sullivan. L'évolution de ces rapports

365 Par extension, les Javanais dénomment également *slametan** les célébrations publiques comme la fête nationale (*17-an,** d'après la date de proclamation de l'indépendance, le 17 août 1945) ou le réveillon du Nouvel An islamique (*Malam Satu Suro** ou *Suroan** d'après *Suro,* qui désigne le premier mois de l'année dans le calendrier musulman).

366 Les *slametan** se composent de deux moments. Le premier, appelé « l'aide » (*rewang**) est la phase de préparation, plutôt informelle et réservée aux femmes ; le second, dénommé « fête ad-hoc » (*kenduren** ou *kenduri**), formel et mené par les hommes. « La famille hôte […] se contente de faire savoir qu'une célébration va être organisée, et à quelle heure les préparatifs commenceront. Les membres du clan se passent le mot et le jour venu un groupe de femmes apparaît spontanément sur le lieu prévu. Il comprend souvent des femmes issues de coins éloignés du *kampung*,* attirées par l'opportunité de faire montre de bon voisinage, l'ambiance généralement conviviale, la possibilité de s'adonner à des commérages et de constituer une base pour des échanges similaires au profit de leur propre famille à l'avenir […] » (SULLIVAN, 1992, pp. 90-91). « Les préparatifs de *rewang* peuvent s'étaler sur un à trois jours, parfois davantage, selon la nature de l'événement célébré, la richesse de la famille hôte, et le nombre de convives attendus. […] A chaque site de *rewang*, les participantes honorent la famille hôte de leur présence et travaillent gracieusement ; elles doivent également contribuer financièrement (*nyumbang**) – une petite somme d'argent pour défrayer les coûts de la fête (à l'heure actuelle, 5 000 Rp soit 4 dollars australiens – un montant substantiel pour la majorité des participants). La plupart des tâches respectent une forme préétablie et chacune est attribuée selon les compétences et la créativité exigée mais la répartition obéit aussi à d'autres critères. En règle générale, les femmes les plus âgées et dont le statut social est le plus élevé donnent des conseils et gardent la main sur les activités les plus délicates et artistiques, alors que les femmes plus jeunes et de rang inférieur assument les tâches plus sales et fatigantes » (Ibid., 1992, pp. 90-91). Le *kenduren* est ouvert par une lecture du Coran, du Yasin, ou du Tahlil. « Le *kenduren* […] est bref, en général 30 à 40 minutes […]. Les participants sont invités formellement et sont censés veiller au soin de leur tenue. Selon les idéaux du *podo-podo**, tous devraient s'asseoir ensemble en égaux, sans distinction d'opinion ou de rang. En pratique un ordre protocolaire est souvent révélé par la manière dont l'assemblée s'assoit, partant des officiels du *kampung*, les autres dignitaires, et l'hôte. […] La cérémonie s'achève au domicile de chacun des participants quand le représentant mâle de la famille rapporte la nourriture partagée (*berkat**) (Ibid., 1992, pp. 90-91). Les gens qui ont été empêchés pour de bonnes raisons reçoivent aussi le *berkat*, accompagné d'une lettre résumant le déroulé de la fête et apportant la bénédiction de l'hôte.

367 « La composition des ménages changeait si rapidement qu'il était extrêmement difficile, même pour les familles voisines, de tracer les membres qui arrivaient et partaient et les relations qui les liaient entre eux […]. On s'habitua à rencontrer de nouvelles têtes et à accepter que du jour au lendemain de nouvelles personnes soient adoptées quand d'autres partent soudain […]. En particulier, dans le Djakarta de la fin des années 1980, « les relations entre maris et femmes révélaient la fragilité des liens du mariage. La plupart des femmes s'étaient mariées au moins trois fois, pendant que les hommes avaient été mariés plus encore. Les hommes et les femmes qui n'avaient été mariés qu'une seule fois étaient l'exception » (JELLINEK, 1991, pp. 27-28).

économiques provoquée par l'urbanisation semble ainsi provoquer une distanciation sociale des principaux bénéficiaires désormais capables de s'affranchir du gisement de ressources du *kampung** et de son exigence de partage des revenus. Elle explique aussi la marginalisation des habitants temporaires (*transient settlers*) par le fait qu'ils ne restent pas assez longtemps pour profiter d'un « retour sur investissement social » (JELLINEK, 1991, p. 44). Malheureusement, ces travaux de référence commencent à dater. Or, les transformations sociales issues des mutations technologiques et économiques, notamment au sein de la classe moyenne émergente depuis le relèvement de la *Krismon*,* sont assurément profondes et mériteraient d'être davantage étudiées par la littérature. Espérons que cette thèse contribue modestement à une meilleure connaissance de la société javanaise contemporaine.

Un système de valeurs anti-développementalistes ?

La société javanaise traditionnelle décrite par Sullivan témoigne de valeurs et de règles qui semblent de prime abord de nature à contrarier toute dynamique de développement économique. La plus évidente est sans doute le caractère conservateur d'une société dont l'idéal consiste à préserver la supposée harmonie de l'ordre établi[368]. Sullivan les explique par l'impératif du vivre ensemble dans un environnement surpeuplé : « vivre calmement et pacifiquement dans les poches surpeuplées à l'arrière des rues principales n'est pas facile, surtout pour ceux qui y passent toute leur vie. Les efforts à accomplir pour ce faire sont durs et le coût des émotions non maîtrisées potentiellement élevé : la plupart des gens sont conscients que de petites incompréhensions peuvent dégénérer en conflits majeurs pouvant causer beaucoup de dégâts, y compris attirer l'attention non souhaitée des autorités gouvernementales. Le principe de considération pour les autres (*tepo-sliro**) est là pour minimiser ces risques […]. L'intimité n'est pas seulement une impossibilité physique dans le *kampung* :* elle est méprisée car "anti-collective" » (SULLIVAN, 1992, p. 80). La conséquence en est que les comportements et stratégies individuels sont façonnés par l'espace social du voisinage, ce qui ne peut qu'entraver la créativité et l'innovation.

L'ordre social repose sur **une hiérarchie subtile mais omniprésente** : « une longue échelle de différentiels de statuts, finement calibrée, est bâtie autour d'un dédale de variables, incluant l'âge, le genre, le statut marital, l'activité, le niveau d'éducation, le revenu et les capitaux. Ces différentiels sont reconnus de nombreuses manières, la plus évidente étant les formes d'étiquette et de langage. La langue javanaise exprime et permet une infinité de variations de statut social et les formes de politesse appropriées à chaque différentiel doivent être utilisées attentivement […] (voir, par exemple (KOENTJARANINGRAT R. M., 1961)) » (SULLIVAN, 1992, p. 72). L'étiquette javanaise est étalonnée sur les cours (*Kraton**) des sultans et *Sunan** de Yogyakarta et Surakarta. Les arts classiques – percussions traditionnelles (*gamelan**), chants, danse, théâtre vivant (*wayang*

368 A ce sujet, Lombard (1990) a montré comment le régime de l'Ordre nouveau a su s'inscrire dans la continuité des royaumes agraires précoloniaux en s'érigeant en garant de la préservation sur terre d'un ordre cosmogonique.

*orang**), de marionnettes (*wayang golek**), ou d'ombre (*wayang kulit**) –, les costumes – bustiers en dentelle (*kebaya**) ou draps imprimés (*batik**) – et le mobilier – en particulier les panneaux sculptés en tek – y expriment le raffinement (*kehalusan**) de l'élite dont cherchent encore à s'inspirer les Javanais soucieux de faire valoir leur position sociale. Mais plus important encore que ces artefacts est le comportement, qui doit exprimer l'idéal de noblesse au quotidien dans le langage, l'érudition, la courtoisie, la maîtrise des émotions, une gestuelle élégante, et ce quel que soit le niveau social. Cette étiquette est supposée s'éroder à mesure que l'on s'éloigne du centre que constituent les complexes palatiaux (la côte du *Pasisir** et l'est de Java étant ainsi réputés moins raffinés que l'intérieur des terres de Java-Centre). On glisse alors progressivement vers des territoires, des communautés et des comportements qualifiés de rustres (*kasar**), dont on remarquera qu'ils sont réputés plus dynamiques sur le plan économique (qu'il s'agisse de Java-Ouest, de Java-Est, ou des minorités de tradition commerçante de l'archipel comme les Minangkabau, les Malais, les Bugis ou les Makassar). Un autre trait distinctif de la tradition javanaise réside dans un mysticisme syncrétique appelé « javanisme » (*Kejawen**) a priori peu compatible avec le matérialisme du système capitaliste et encore présent, à Java-Centre comme à Java-Est. En conflit avec la modernité (qu'elle soit scientifique ou religieuse), l'adhésion à cette philosophie est plus secrète que la pratique des arts de la cour qui, bien que soumis à la concurrence de la *pop culture* globale, n'ont pas à souffrir de la sévérité de l'orthodoxie islamique qui la dispute au rationalisme occidental[369]. Bien que cachée, elle n'en continue sans doute pas moins de contribuer à déterminer inconsciemment l'attitude des individus face à leur environnement, à tout le moins dans les parties de l'espace javanais où les structures sociales n'ont pas été ébranlées par les transformations économiques des trois dernières décennies.

La prégnance de l'étiquette favorise indirectement l'intermédiation (« *brokerage* » en anglais) : « la société javanaise s'est organisée autour des [*brokers*], les rendant essentiels à tous les échelons de la vie. Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que les Javanais, par leur code de bienséance et leur culte du respect d'autrui, utilisent toujours des moyens détournés pour faire connaître leurs intentions […]. Au quotidien, [les intermédiaires] atténuent les conflits entre groupes ou familles en divergence, ils facilitent les démarches administratives […] » (LAZAROVICI, 2004, p. 43). Cette analyse n'est pas sans lien avec notre sujet, car à Jepara, « ils mettent en relation tous les acteurs de la filière : depuis les employés de *Perum Perhutani* […] jusqu'aux acheteurs finaux de la filière du meuble ». En effet, les « petites gens » (*wong cilik**) sont censées « apprendre quelle est leur place, s'y tenir, et laisser la marche du grand monde aux "gens importants (*wong gede**)" […]. Les "gens des *kampung**" (*wong kampung**) qui ignorent cet avertissement courent le risque d'être coupés du soutien de la communauté, contraints à l'isolement et à la vulnérabilité dans un monde hostile de gens

[369] En ce sens, les croyances relevant du *Kejawen**, qui ne se dévoilent pas spontanément mais sont souvent trahies par le culte d'un couteau rituel (*kriss**), la pratique de l'art martial traditionnel (*pencak silat**), ou le pèlerinage sur les tombes de sages, constituent un repère très intéressant du degré de modernisation de la tradition des communautés et des individus auquel nous ferons appel dans nos études de cas.

importants et de forces puissantes […]. L'éthique de l'équité (*podo-podo**) est un rappel constant à l'appartenance communautaire et à ses obligations les plus simples, et […] il promeut la cohésion communautaire en s'assurant que les gens restent à leur place dans la société du *kampung** et se comporte en conséquence. C'est la conformité qu'il établit, et non l'égalité […]. A travers sa capacité à promouvoir cette condition, la doctrine du *podo-podo** peut être assimilée à un moyen d'atteindre l'harmonie sociale (*rukun**) » (SULLIVAN, 1992, pp. 74-75). Il est évident que ce cadre normatif n'est guère propice à l'entreprenariat, qui répond à une volonté de s'élever dans l'échelle sociale au risque de modifier les équilibres existants ; nous verrons dans la partie 3. comment les sociétés des systèmes productifs composent avec ce cadre.

A cela s'ajoute **un certain mépris revendiqué des Javanais à l'égard de l'argent**, qui remonterait à l'époque précoloniale[370]. Cela expliquerait pourquoi les activités marchandes et la gestion du budget du ménage sont laissées aux femmes (WOLF, 1992), les hommes privilégiant les activités intellectuelles, spirituelles et artistiques. La hiérarchie des critères place ainsi la forme des interactions devant leur résultat, a fortiori lorsqu'il est matériel, et même leur intention (SULLIVAN, 1992)[371]. Il ne faut pas confondre ce désintéressement avec le principe de générosité (*lomo**), qui « est un moyen répandu pour quelqu'un d'élever son statut au sein de la communauté, l'inverse étant vrai : "[…] une grande richesse requiert une grande générosité et une implication plus active en conséquence au sein de la communauté" (GUINNESS, 1986, p. 183) […]. Montrer que l'on calcule est une atteinte au principe de générosité (*lomo*), surtout dans les échanges avec les membres de leur cellule. Mais cela ne veut pas dire que des calculs radins ne soient pas faits […]. L'apparente spontanéité et générosité des transactions au sein du clan passe au crible le calcul rapide de gains passés et futurs […] »[372] (Ibid., 1992, p. 76). « Si plusieurs auteurs ont relevé des capacités productives des *kampung** urbains dans leur dimension économique (EVERS H.-D. , 1980; SULLIVAN, 1986; GUINNESS, 1989), il s'agit avant tout d'organes distributifs, représentatifs d'un système complexe d'échanges réciproques. Le *lomo** aide à réguler ce système et amener ces transactions sans fin à une sorte d'équilibre général » (SULLIVAN, 1992, p. 80). Le clientélisme (ou plutôt, pour coller au terme anglais de *« patronizing »,* l'allégeance à un parrain)

370 « Les souverains bantenois donnent l'impression de se défaire des tâches marchandes trop viles pour un roi javanais et pourtant nécessaires à la richesse et à la gloire de leur royaume » (GUILLOT, 1989, p. 140).

371 Dit autrement, l'important n'est pas tant le résultat, ni même l'intention, que le respect des formes.

372 « Le moindre [cadeau] sera enregistré par le donneur et celui qui le reçoit […]. Dans le *kampung,* pourtant, il est clair que toutes les parties attendent que des équilibres globalement satisfaisants soient atteints dans la durée et il semble que c'est ce qui se passe dans les faits […]. Nombre de *wong kampung*,* en particulier les leaders des clans, sont heureux d'accepter un éventail de formes paraissant vides de sens en contrepartie de leurs offrandes matérielles à leurs voisins. Certains leaders s'attachent une clientèle en accordant des prêts et des dons à des gens qui ne seront jamais en mesure de les rembourser en nature. Quand la dette contractée est grande, des services et un soutien peuvent être tirés de ces partisans, aussi longtemps que leur créditeur peut maintenir l'endettement à un niveau significatif […]. Personne ne peut ignorer ses dettes ou ses autres responsabilités vis-à-vis des autres membres du clan : chacun est tenu de faire de son mieux pour donner ce qu'il peut, et éviter de causer des difficultés pour le clan » (SULLIVAN, 1992, pp. 76-78).

structure également les relations avec les autorités formelles, qu'il s'agisse d'institutions administratives, économiques ou religieuses. « Le concept javanais de "tirer parti de la position d'autrui" (*aji mumpung**) suppose d'en être proche. L'application généralisée en Indonésie du concept de "patrimonialisme" – un système dans lequel il n'existe pas de règles fixes et où tout dépend des relations entre le dirigeant et le requérant – laisse aussi à penser que la confiance civique n'est guère répandue » (SCHILLER J. , 2007, p. 333). Ces mécanismes de solidarité et de réciprocité apportent un certain niveau de sécurité dans une société où le système de protection sociale est encore embryonnaire.

Parmi les valeurs que l'on peut qualifier « d'anti-développementalistes », il faudrait également évoquer **un fatalisme alimenté par la croyance généralisée en la toute-puissance du destin (*pasrah**)**, œuvre de la volonté divine. Dans un contexte professionnel, ce prisme induit une série d'attitudes à l'opposé des systèmes de croyances supposément propices à l'essor du capitalisme entrepreneurial[373] : décorrélation entre l'investissement et le bénéfice direct espéré, passivité face à l'évolution du contexte, empirisme de la recherche de solutions, etc.

Ce kaléidoscope que nous offre notamment Sullivan doit être nuancé dans la mesure où il émane en grande partie d'une ville considérée comme un sanctuaire du classicisme javanais, à une époque où le régime veillait à en promouvoir les valeurs. Ces circonstances particulières correspondent à un contexte géographique et temporel où le corpus de « valeurs traditionnelles javanaises » a probablement atteint un paroxysme. En ce sens, nous pensons qu'il peut être considéré comme un étalon auquel nous pourrons comparer, dans la partie 3., l'intensité des pratiques observées dans les différents cas étudiés ici, et essayer d'expliquer comment elles ont évolué en rapport avec l'industrialisation. Nous verrons alors comment ces valeurs a priori anti-développementalistes participent au contraire de la capacité des systèmes productifs à relever les défis de l'économie contemporaine.

Religion et politique

La religion est omniprésente en Indonésie, dont la Constitution prévoit expressément la « foi en une Divinité toute-puissante » (*Ketuhanan yang maha esa**), qui figure parmi les cinq principes (*Pancasila**) fondateurs de la nation. En tant qu'état séculariste, l'Indonésie commande à ce que chaque citoyen adopte une des religions officielles : l'islam, le catholicisme, le protestantisme, l'hindouisme, le bouddhisme et, depuis que la *Reformasi** a autorisé la pratique des croyances chinoises, le confucianisme. Selon les chiffres officiels (qui font peu de cas de la réalité des pratiques, dont l'intensité est très variable), 87% de la population est musulmane, 10% catholique (essentiellement dans les anciennes colonies portugaises situées à l'est du pays) ou protestante (dont un grand nombre de Sino-indonésiens dans les plus grandes villes, convertis à l'époque

[373] Dans la continuité de l'ouvrage fondateur de (WEBER, 1904-1905), la théorie des districts industriels abonde sur le rôle déterminant des valeurs entrepreneuriales.

coloniale), 2% hindouistes (concentrés à Bali et dans l'est de Java), et une toute petite minorité bouddhiste et confucianiste. Comme dans les autres régions à majorité musulmane, l'islam joue à Java un rôle social prépondérant. Mais il y revêt des formes très particulières. L'île a commencée à être islamisée dès le 13ème siècle, via des marchands chinois actifs sur les routes maritimes de « l'Ere du commerce » (REID, 1990), qui ont convaincu les dirigeants de ports du *Pasisir** suzerains du royaume hindouiste de Mojopahit de l'intérêt de se convertir. Cette conversion notamment motivée par un objectif d'émancipation économique et politique explique que l'islam javanais se soit répandu dans une version hétérodoxe, qui s'est accommodée des croyances hindouistes et animistes qui structuraient alors la société. Cet islam javanais, dont le syncrétisme est magnifié par la danse et le théâtre (*wayang**), adaptés des épopées indiennes du *Mahabharata* et du *Ramayana,* les motifs de batik, les couteaux rituels (*kriss**), ou l'architecture des premières mosquées, a été plus tard conforté par le colonisateur soucieux de contrer l'influence grandissante dans la seconde moitié du 19ème siècle d'un islam rénové et militant, qui formera à partir du début du 20ème siècle un des principaux foyers de revendications indépendantistes. Ainsi, les Néerlandais ont-ils opposé aux écoles coraniques (*madrasa**) et à la loi islamique (*shariah**), qui recueillaient les faveurs des élites urbaines commerçantes, adeptes de la vague réformiste orthodoxe venue du monde arabe (les *Santri**), les leaders religieux traditionnels (*Kyai**) et le droit coutumier (*Adat**) liés à l'aristocratie indigène (*Priyayi**) et aux masses paysannes pratiquant un islam encore syncrétique (les *Abangan**) (GEERTZ C. , 1976). Ces deux tendances, moderniste et traditionnaliste, ont donné naissance aux deux organisations musulmanes qui dominent toujours l'espace social et politique indonésien que sont respectivement la *Muhammadiyah** en 1912 et le *Nahdatul Ulama (NU)** (littéralement « Renouveau des enseignants de la foi ») en 1926[374]. Elles marquent une division profonde entre d'une part la bourgeoisie des villes, qui a adopté les méthodes d'enseignement (y compris supérieur) moderne et la plus grande proximité avec l'islam orthodoxe (dominant dans les réseaux économiques nationaux et internationaux) de la *Muhammadiyah*, alors que les campagnes et les classes populaires javanaises demeurent attachées aux méthodes d'enseignement traditionnelles, à l'ancrage local et au discours social du *NU*. L'Indonésie et Java n'échappent pas aux tendances à l'intensification de la religiosité dans la sphère publique et à l'orthodoxie des pratiques que connaît le monde musulman depuis les années 1980. Dans ses formes les plus radicales, elle revêt la forme du wahhabisme (*wahabi**) et du salafisme (*salafi**), qui bénéficient de l'appui des monarchies pétrolières du Golfe, mais dont le rôle politique, social et économique, bien qu'indéniable, n'en demeure pas moins minoritaire face aux deux grands courants historiques (MADINIER & FEILLARD, 2011). Ce qu'il est ici intéressant de noter est que l'industrie du meuble s'épanouit dans des régions où le *NU* est ultradominant, ce qui constitue une anomalie à la prévalence de la *Muhammadiyah* dans les milieux économiques indonésiens.

[374] Avec 35 à 40 millions de membres revendiqués, le *NU* est considéré comme la plus grande organisation islamique au monde. L'influence de la *Muhammadiyah*, qui compte moins d'adhérents, se mesure notamment dans les secteurs de l'éducation (avec 10 000 centres de l'école primaire à l'université) et de la santé (avec 4 000 dispensaires et hôpitaux) (HAMID FAHMY ZARKASYI, 2008).

C'est particulièrement vrai à Jepara, qui accueille deux sanctuaires majeurs gérés par le *NU*[375]. L'organisation y est toujours vue comme le meilleur réseau d'enseignants, structuré par une colonne vertébrale d'oulémas (*ulama**) respectés, les *Kyai*.* Certains gèrent des écoles coraniques (*pesantren**), supervisent des confréries soufies (*tarekat**), ou parrainent les activités d'un éventail d'organisations non-gouvernementales (SCHILLER J. , 2007). Nous nous pencherons dans le chapitre 3.1 sur les liens entre le *NU* et le *cluster* du meuble.

La scène politique indonésienne est organisée autour de trois courants principaux que sont (1) les partis islamiques, allant des traditionnalistes du Parti du réveil national (*Partai Kebangkitan Bangsa, PKB**) et du Parti pour l'unité et le développement (*Partai Persatuan Pembangunan, PPP**) aux modernistes du Parti du mandat national (*Partai Amanah Nasional, PAN**), jusqu'aux orthodoxes radicaux du Parti pour une justice prospère (*Partai Keadilan Sejahtera, PKS**), (2) les sociaux-démocrates – unifiés au sein du Parti démocratique indonésien pour la lutte (*Partai Demokrasi Indonesia-Perjuangan, PDI-P**) sous le leadership de l'actuel président de la République Joko Widodo (Jokowi), et (3) les nationalistes, des centristes du Parti démocrate (*Partai Demokrat, PD**) ou du Parti national démocrate (*Partai Nasional Demokrat, Nasdem**) aux extrémistes du Mouvement pour une Indonésie glorieuse (*Gerakan Indonesia Raya, Gerindra**) du gendre de Suharto. A ces trois courants s'ajoute (4) le parti hérité du système corporatiste de l'Ordre nouveau (*Golkar*,* acronyme de *Golongan Karya* qui signifie « groupes fonctionnels »), qui représentait alors notamment les fonctionnaires, et qui se positionne aujourd'hui comme faiseur de majorité sans ligne idéologique prononcée. La carte politique de Java-Centre reflète la sociologie de la province. Les partis de centre-gauche et les traditionnalistes sont particulièrement bien implantés dans les campagnes densément peuplées, où dominent petits propriétaires et ouvriers agricoles. A Semarang, bastion urbain du *PDI-P*, les modernistes du *PAN* sont davantage présents, de même que les radicaux du *PKS* et l'extrême-droite de *Gerindra*, qui ont progressé dans les franges les plus défavorisées, mais dans des proportions très en-deçà des autres grandes villes du pays. Jepara témoigne d'une exception dans le sens où le *PDI-P* y est plus en retrait par rapport aux partis traditionnalistes que dans les autres régences de la province, ce qui détonne par rapport à la vocation industrieuse de la petite ville.

Classes moyennes et société de consommation

Alors qu'en Indonésie **la consommation** reste marquée par la satisfaction des besoins de subsistance, l'augmentation du revenu et la démocratisation de certains produits bouleversent les habitudes du plus grand nombre. Car si les dépenses contraintes (alimentation, logement, eau et électricité, transports) mobilisent en moyenne 71% du budget des ménages de la province[376], on constate cependant depuis la fin des années 2000

375 La tombe de Sunan Muria, un des neufs saints qui ont islamisé Java (*Wali Songo*), et le mausolée du Sultan Hadirin, à Mantingan.

376 Source : BPS Java-Centre, 2015.

une forte progression des dépenses sociales (éducation, santé, taxes et contributions sociales informelles[377]) et des dépenses de consommation (mobilier, vêtements, télécom-munications, loisirs) avec l'essor du salariat et la progression des rémunérations. Contrairement aux indicateurs sanitaires et sociaux abordés plus haut témoignant d'un continuum rural-urbain, le niveau de revenu et la part consacrée aux dépenses non-contraintes sont étroitement corrélés au degré d'urbanisation bien plus qu'à la structure de l'emploi. Le différentiel de coût de la vie entre ville et campagne étant moindre que celui des salaires[378], il en résulte des écarts importants de pouvoir d'achat entre les habitants d'une ville secondaire comme Semarang et ceux des régences industrielles, écarts qui se creusent encore avec les régences rurales. C'est donc logiquement dans les villes que la consommation comme acte social[379] se répand le plus vite, même si l'ensemble du territoire est concerné par l'essor à des rythmes divers d'une classe moyenne gourmande de biens et de services monétarisés[380].

Le boom de la consommation est en grande partie alimenté par la démocratisation du crédit à la consommation. « Une agence du crédit a été créée en 2006 pour stimuler la consommation, entre autres via les cartes de crédit qui se sont vite répandues après cette réforme. Sur un marché où la concurrence est féroce, beaucoup de particuliers détiennent des cartes de crédit de plusieurs banques. En parallèle, les prêts à la consommation pour les biens durables, notamment les voitures, motos et téléphones portables, explosent » (NASUTION, 2014, p. 83). Il faut souligner que cette évolution est étroitement liée à l'essor du salariat, impulsé par la dynamique de l'emploi industriel (le secteur tertiaire formel se développant quant à lui avec la consommation, par effet boule de neige) qui a transféré des millions d'actifs non qualifiés de l'emploi agricole ou informel vers l'économie formelle caractérisée par des revenus monétarisés, permettant l'épargne et donnant accès au crédit. La clé d'accès à l'économie formelle que représente le salariat est une différence majeure entre l'emploi dans les usines et l'emploi artisanal, sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre 4.2.

377 Parmi ces contributions figurent notamment l'impôt islamique (*zakat**), équivalent à 10% du revenu, et les contributions sociales locales aux activités de voisinage sont pratiquées de longue date.

378 La situation serait différente dans une grande métropole comme Djakarta, où les prix de l'immobilier, des transports, et des autres dépenses courantes sont sans commune mesure avec les autres villes de Java.

379 Cf. en particulier (VEBLEN, 1898), pour qui la consommation est motivée par l'ostentation. Elle revêt un caractère statutaire qui permet aux plus fortunés de se distinguer et de susciter une émulation entre eux. Bourdieu s'est inspiré de cette pensée pour développer son analyse des pratiques de distinction des dominants (BOURDIEU, 1979). Mais ce comportement n'est pas l'apanage des élites : la consommation peut être considérée pour tout un chacun comme un acte de distinction culturelle, qui permet d'affirmer son appartenance à un groupe et son identité (DOUGLAS & ISHERWOOD, 1979).

380 En 2019, 20% de la population du pays (soit 52 millions d'habitants) relevait de la classe moyenne selon les critères de la Banque Mondiale (revenu mensuel par tête compris entre 1,2 et 6,0 millions Rp (entre 8 et 38 $/jour), qui progresse en nombre de 10%/an. Cette classe moyenne représente près de la moitié de la consommation de l'ensemble des ménages (Banque Mondiale, 2019).

C'est en ville, là où le salariat est le plus répandu et les revenus les plus élevés, que la consommation à crédit a connu l'essor le plus rapide, même si la tendance a largement gagné les zones périurbaines et rurales[381].

Photo 7 : Témoin de l'essor rapide de la société de consommation : terminaux de paiement propres à chaque banque dans une boutique du centre commercial Paragon à Semarang

Source : Julien Birgi (2016)

La consommation évolue non seulement par l'ampleur et la nature des biens et des services, mais aussi par les formes qu'elle revêt. Faire les courses – ou plutôt, faire du lèche vitrines car le pouvoir d'achat, des jeunes notamment, reste modeste – en arpentant les allées des *mall* est un passe-temps très populaire le samedi chez les adolescents, les étudiants et les jeunes familles urbaines. Il s'agit surtout de voir et d'être vu, en ayant l'opportunité de goûter, pour le prix d'un café aux armes d'une grande marque américaine ou japonaise, aux plaisirs de la mondialisation[382]. Des évolutions similaires sont perceptibles en-dehors des grandes villes, mais dans des formes embryonnaires. Là, c'est souvent la supérette des enseignes nationales Indomaret ou Alfamart qui offrent à la fois une gamme étendue de produits de consommation courante et l'ensemble des services attachés à la société de consommation (distributeur automatique bancaire, cartes téléphoniques prépayées, etc.) sur le modèle des *kombini* japonais, qui fait office de lieu de rencontre, d'exposition et de socialisation parmi les jeunes des petites villes et des villages, qui se retrouvent à toute heure pour fumer et bavarder autour d'un café pris sur les chaises mises à disposition sur le parking de l'établissement.

Une des conséquences les plus visibles de l'essor des classes moyennes populaires est **la révolution des déplacements**, qui passe à la fois par la démocratisation de modes de locomotion individuels et un rapport plus individualiste à la mobilité. Jusqu'à la *Krismon*,* le taux de motorisation des ménages indonésiens était

381 En 2019, l'en-cours des prêts à la consommation consentis atteignait 956 $/hab. à Semarang contre 69 à 121 $/hab. dans les territoires de comparaison (98 $/hab. dans la régence de Grobogan).

382 En ce sens, la situation de la classe moyenne urbaine javanaise ne diffère guère des phénomènes observés à Delhi (RAULT, 2017).

très faible. La cherté des mobylettes (et plus encore des voitures), inaccessibles à l'immense majorité des paysans, des ouvriers et des petits fonctionnaires, impliquait que les transports collectifs « artisanaux » (DESMOULIERE, 2020) – bus et minibus – et, pour les courtes distances, les cyclo-pousses (*becak**), étaient la norme pour les déplacements quotidiens. Avec la croissance soutenue des décennies 2000, les salariés se sont précipités sur les motos devenues accessibles grâce à la baisse des droits de douane[383] et la généralisation du crédit[384], si bien que l'on comptait en 2013 une moto pour 3,3 habitants. Cette motorisation spectaculaire a considérablement accru la mobilité de la main d'œuvre ouvrière et élargi l'étendue des bassins d'emploi pour les usines. Plus récemment, les mêmes facteurs (progression du revenu, essor du salariat et généralisation de l'accès au crédit) conjugués à la dégradation des conditions de circulation (accidentologie et pollution) et surtout à l'apparition des services de transport à la demande via les plates-formes numériques (Grab, Gojek et Gocar) ont poussé de nombreux Indonésiens à acquérir une automobile qu'ils financent en faisant des courses à leurs heures perdues[385].

Photo 8 : Parking des employés d'une usine de meubles (à gauche) et entrepôt d'un grossiste de motocyclettes (à droite) dans la zone industrielle KIW à Semarang

Source : Julien Birgi (2017)

Une autre tendance de fonds de la société contemporaine est **le glissement vers l'économie formelle de l'habitat**. Jusqu'à récemment, l'essentiel du parc de logements consistait en de l'habitat informel urbain

383 Les droits de douane sur les véhicules à moteur ont été ramenés de 50% au début des années 1990 à 27% au lendemain de la *Krismon** (Nations-Unies, *Comtrade Database*).

384 Ce phénomène, que l'on retrouve notablement dans des pays comme le Vietnam ou la Thaïlande où le taux d'équipement atteint un véhicule pour 2,5 à 3,0 habitants, demeure exceptionnel en Asie par son ampleur. A titre de comparaison, on ne recense à la même époque qu'une moto pour 9 habitants en Inde, une pour 15 en Chine et en Birmanie, et autour d'une pour 30 au Philippines et au Pakistan (source : Fonds monétaire international). La moindre diffusion de ce moyen de locomotion dans ces pays s'explique par des raisons très diverses, y compris des politiques restrictives visant à limiter les nuisances (dans certaines grandes villes comme Rangoon par exemple, les motos sont interdites), l'attractivité de l'offre de transports collectifs (Manille est dotée d'un métro), la plus grande difficulté à acquérir une moto, ou au contraire la facilité d'accès à la voiture, de loin préférée pour le confort (climatisation, silence) et le statut social qu'elle confère.

385 La rumeur populaire aime à souligner que les chauffeurs de véhicules de transport à la demande les plus actifs sont les militaires, qui trouvent là un moyen lucratif d'occuper leur temps de travail.

(*kampung**) et rural (*desa**). Cette situation a été confortée par les politiques de logement de l'Ordre nouveau qui, avec le soutien de la Banque Mondiale, ont privilégié la rénovation in situ des quartiers spontanés (grâce à des programmes tels que l'emblématique Projet d'amélioration des *kampung** (*Kampung Improvement Project, KIP**)) à la production de logements collectifs comme dans d'autres pays de la région (GOLDBLUM, 1988). Longtemps, l'amélioration des conditions de vie et la plasticité des *kampung* ont permis d'absorber la croissance démographique, mais au détriment de la taille et du confort des logements. L'augmentation du revenu, l'accès au crédit permis par le salariat et la révolution de la mobilité individuelle ont créé les conditions d'explosion d'une demande solvable de logements plus spacieux et plus confortables, et dotés d'une place de stationnement. La réponse du secteur privé, avec la bienveillance des autorités nationales (via les programmes de prêts subventionnés) et locales (qui ouvrent des zones à l'urbanisation), s'est très majoritairement portée sur de l'habitat individuel périurbain, sous la forme de lotissements de maisons de ville (*perumahan**), dont la taille unitaire varie selon le statut social des acquéreurs. Les jeunes couples des classes moyennes et supérieures qui s'y installent (faute d'offre adaptée dans le *kampung* plus que par rejet du modèle urbain qu'il incarne) y reconstituent une organisation sociale plus ou moins proche de celle qui prévaut dans les *kampung,* sans bénéficier de l'ancrage historique à partir duquel s'y forgent les sociabilités. Le logement ainsi acheté à crédit constitue souvent le principal actif sur lequel peuvent s'appuyer les ménages pour faire face à l'insécurité économique, même si c'est au détriment d'un capital social érodé par l'éloignement des relations de voisinage de temps long.

Photo 9 : Stand d'un promoteur immobilier dans les allées du centre commercial Paragon à Semarang (à gauche), maison-type d'un perumahan pour classes moyennes (en haut à droite) et maquette d'un programme en cours de commercialisation (en bas à droite)

Source : Julien Birgi (2016)

La large diffusion**,** tant en ville qu'à la campagne, du *smartphone* et des réseaux sociaux répond à un indéniable désir d'affirmation individuelle mis en évidence par le culte du *selfie* (mise en scène de son corps), du *post* (mise en scène de ses idées) et du statut (mise en scène de ses activités du moment) sur Facebook, WhatsApp, Instagram et TikTok, qui sont les réseaux les plus populaires. Mais elle permet également d'élargir la sphère sociale au-delà du voisinage immédiat et de s'émanciper dans une certaine mesure du diktat du clan

et du *kampung**[386], que ce soit dans le domaine de la religion[387], de la politique, des loisirs ou de la sphère économique (via la publication et la circulation des offres d'emploi, les sites de vente en ligne de productions artisanales ou les plateformes de services comme le transport à la demande).

Tableau 16 : Indicateurs de changement des modes de vie dans les villes et les campagnes de Java-Centre en 2015

Equipements numériques	Zones urbaines		Zones rurales		Ensemble du territoire	
	Java-Centre	Indonésie	Java-Centre	Indonésie	Java-Centre	Indonésie
Taux d'équipement en ordinateurs	20,9%	24,9%	9,5%	7,9%	14,7%	16,5%
Taux d'équipement en téléphones portables	61,2%	66,3%	49,7%	47,4%	55,0%	56,9%
Part de la pop. active sur les réseaux sociaux	26.9%	32.0%	14.4%	11.7%	20.1%	22.0%
Part de la population ayant voyagé pour les loisirs	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	36.1%	32.7%

Source : BPS

En synthèse, l'industrialisation s'inscrit dans le contexte d'une société javanaise régie par un équilibre entre une organisation clanique traditionnelle et les idéaux politiques et religieux promus des décennies durant par les autorités. Depuis le début des années 2000, cet équilibre est interpelé par la progression du salariat et de l'accès à la consommation, qui permettent aux classes moyennes en plein essor (auxquelles appartiennent une partie des ouvriers salariés[388]) de s'en émanciper. Ce contexte général, que nous avons pris le temps de rappeler avant de nous intéresser plus particulièrement aux acteurs du meuble, sera particulièrement important pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les systèmes (partie 2.) et le caractère distinctif des communautés étudiées (partie 3.).

Entrepreneurs et travailleurs du meuble

La sociologie des acteurs de l'industrie du meuble est typique d'une activité manufacturière intensive en main d'œuvre, où les fonctions de direction et d'encadrement sous sous-représentées. L'étude de l'OIT menée au début des années 2000 auprès de 94 entreprises employant 3 369 salariés dénombrait ainsi 4,7% de

386 Témoin de cette soif de sociabilités, l'Indonésie est le pays qui compte le plus de comptes Facebook (souvent plusieurs par utilisateur) au monde (classement qui doit être relativisé par l'interdiction de cette application en Chine).

387 Indépendamment de leur dimension relationnelle, les réseaux sociaux accélèrent la circulation des idées, qu'ils amplifient et invitent dans le champ émotionnel. Sur les questions religieuses, ce qui se joue sur les réseaux sociaux n'est pas tant un prosélytisme théologique que l'expression directe des aspirations et des questionnements des individus – en particulier la jeunesse – qui trouvent ainsi un espace de liberté individuelle affranchi des codes très stricts de la communication en face à face et du carcan collectif du voisinage. Il en va de même dans la sphère des idées politiques ou, de manière plus anodine, la mode ou les choix de consommation (JONES & SLAMA, 2017).

388 Le salaire minimum légal des ouvriers (2,1 MRp/mois à Semarang et 1,9 MRp/mois à Jepara en 2019) est en effet supérieur au seuil de 1,2 MRp retenu par la Banque Mondiale, rendant éligibles au statut de classe moyenne les ménages dont les deux adultes sont salariés.

dirigeants et 5,4% d'agents administratifs pour 32,1% de charpentiers, 8,6% de sculpteurs, 42,4% d'employés à la finition et 6,7% d'autres postes (gardiens, chauffeurs, etc.).

Division du travail et profil des emplois

Quelle que soit la forme que revêt l'appareil de production, la main d'œuvre de l'industrie du meuble est organisée autour de quatre grandes fonctions. (1) **L'encadrement** (*manajemen**) est assuré par des salariés diplômés dans les usines ou des entrepreneurs indépendants (*pengusaha**) pour le *cluster* artisanal. Leur rôle dans la chaîne de valeur est de gérer les approvisionnements en intrants (bois, personnel, fournisseurs), de veiller à la qualité de la production, et de rechercher en aval les débouchés. Les modalités de travail sont évidemment très différentes selon la taille des entreprises. Les usines peuvent s'appuyer sur des ressources dédiées, notamment un département marketing et commercial (souvent domicilié à l'étranger) et un cercle rapproché de personnes qualifiées, constitué du responsable des ressources humaines, du comptable et du secrétariat (postes le plus souvent occupés par des femmes, jugées plus fiables). A l'inverse, les entrepreneurs indépendants ne peuvent consacrer qu'un temps et des moyens limités à chacune de ces fonctions, et sont donc majoritairement tributaires de la venue à eux des clients pour écouler leurs produits[389].

(2) Le deuxième groupe est formé par **les travailleurs du meuble**, qui peuvent être salariés selon des statuts très variables ou artisans indépendants (*pengrajin**). Par rapport à d'autres secteurs (comme la riziculture, la construction ou l'industrie lourde), la fabrication de meubles n'implique pas de tâches particulièrement éprouvantes ou physiquement exigeantes. Le travail n'est pas non plus aussi répétitif que dans d'autres industries manufacturières (comme l'électronique ou le textile). En revanche, le bruit, la poussière et les émanations de COV ont des effets sérieux sur la santé si les mesures de protection individuelles ne sont pas appliquées (ce qui est le cas dans la quasi-totalité des ateliers familiaux, comme nous le verrons dans le chapitre 4.1). A cela s'ajoutent les risques d'accidents importants liés aux machines coupantes et à la manutention des grumes. Il n'existe pas de statistique sur les accidents du travail ni les maladies professionnelles, mais les récits (tant de dirigeants que d'employés) témoignent de la fréquence des blessures, pouvant aller jusqu'à l'amputation et même, plus rarement jusqu'à la mort (nous n'avons eu connaissance d'un accident fatal dans une usine de Semarang).

(3) Le troisième groupe est celui des **sculpteurs** *(pengrajin ukir*)*, qui constitue vis-à-vis du précédent une élite dépositaire d'un savoir-faire qui les distingue. Outre leur dextérité, ils ont une impressionnante capacité à projeter sur le bois des modèles figurés sur de simples images, même si des patrons en papier (mais en deux dimensions seulement) sont utilisés pour les motifs les plus communs. Ces qualités s'acquièrent par

389 En période de marasme, l'attente du client devient incantatoire, témoignant de la passivité des petits producteurs vis-à-vis du processus de commercialisation. Nous montrerons dans le chapitre 3.1 combien ce fatalisme est constitutif du *cluster*, et dans quelle mesure il contribue à l'équilibre du système productif.

auto-apprentissage dès l'adolescence, et l'environnement très particulier dans lequel baigne Jepara en a fait un vivier de compétences inégalé à ce jour.

(4) Le quatrième et dernier groupe, qui ne concerne que les usines, englobe **toutes les activités connexes à la production** : nettoyage, gardiennage, manutention, transport, etc. Elles sont le plus souvent assurées par des habitants des environs (avec l'assentiment plus ou moins volontaire du chef d'entreprise, comme nous le verrons dans les études de cas de la partie 3.) qui revendiquent, avec ces emplois les moins qualifiés, une redistribution locale des fruits de la production.

Dans son ensemble, la main d'œuvre est peu qualifiée : 48% des travailleurs des TPE et 67% de la main d'œuvre des GME n'ont pas atteint l'enseignement secondaire[390]. Le niveau de formation des entrepreneurs est également faible. Pour l'ensemble de la province, seuls 8 668 des 50 115 dirigeants de TPE enregistrées sont diplômés du secondaire, 1 117 de l'enseignement professionnel et 428 du supérieur. 53% des dirigeants des TPE n'ont donc pas été au-delà de l'école élémentaire[391]. Mais la situation est la même dans l'ensemble de l'industrie, où même dans les segments à plus forte valeur ajoutée, le niveau de qualification des dirigeants demeure limité[392] .

La main d'œuvre est nettement plus masculine que dans le reste de l'industrie (66% contre 41% en 2017[393]), à l'exception des emplois de *back office,* secrétariat, comptabilité et commercialisation (63% contre 62%), ce que nous expliquons plus loin, dans le paragraphe sur le rôle des femmes. L'âge est un autre facteur de discrimination (il est plus difficile d'obtenir un emploi passé 40 ans), mais moins que dans des secteurs très féminisés comme le textile ou l'électronique, généralement réticents à employer des femmes ayant des enfants à charge.

Statut de l'emploi

Le salariat dans les usines relève de statuts très différents. **(1) Le salariat à durée indéterminée** (*permanen**) était la norme pendant l'Ordre nouveau, mais il a été largement remis en cause depuis la *Krismon** par la libéralisation de l'économie. La sécurité économique qu'il procure est toute relative : tant que l'entreprise va bien et que l'employé est performant, il conserve son emploi ; mais en cas de problème, il peut être mis au chômage technique (*dirumahkan** c'est-à-dire « envoyé à la maison ») temporairement ou indéfiniment, du jour au lendemain. En revanche, le salarié permanent peut, à l'inverse des journaliers par exemple, compter sur une rémunération stable et des avantages sociaux (assurance maladie, indemnités de

390 Source : BPS, *Sensus Ekonomi 2016.*

391 Source : BPS, *Recensement Economique (*Sensus Ekonomi*) 2016.*

392 Ainsi, la part de dirigeants de TPE n'ayant pas atteint l'enseignement secondaire est-elle de 62,7% tous secteurs confondus, de 65,0% dans la chimie, 45,8% dans l'électronique, 45,0% dans la plasturgie et 35,2% dans la métallurgie.

393 Source : BPS de Java Centre, *Statistik industri manufaktur besar dan sedang 2017.*

licenciement, retraite, facilités de crédit, dont sont privés les titulaires de contrats courts) tant qu'il conserve son emploi. **(2) Les emplois à durée déterminée** (*kontrak**) ont fait leur apparition dans les années 2000. Il ne s'agissait alors pas tant d'éviter des procédures de licenciement somme toute peu contraignantes que de contourner les avantages sociaux accordés par les mesures adoptées pendant la *Reformasi** aux salariés permanents. **(3) Les travailleurs intérimaires** (*borongan** de l'indonésien *borong* signifiant « emprunter ») sont employés en appoint sur une durée déterminée pour faire face à des pointes de commandes, par exemple en haute saison pour les fabriques de meubles de jardin. Leur sort est bien moins enviable, comme en témoigne cet intérimaire travaillant chez PT. Country : « Le statut de *borongan** implique parfois de faire des heures supplémentaires pour atteindre les objectifs de production. On doit alors travailler de 7h00 du matin à 9h00 du soir, puis faire avec l'absence de transport en commun la nuit. L'entreprise offre les repas en compensation »[394]. Dans la plupart des cas, les contractuels et les intérimaires ne bénéficient pas des avantages sociaux prévus par l'employeur (dont certains sont devenus obligatoires), même s'il existe des contre-exemples (Ibu Tina bénéficie par exemple d'une assurance maladie et de cotisations à un fonds de pension à la discrétion de PT. Country). Variable d'ajustement de la conjoncture économique ou de la défaillance d'un client, ils peuvent être licenciés (ou leur contrat non renouvelé) du jour au lendemain[395]. Mais la mise au chômage technique (*dirumahkan**) est également pratiquée pour les salariés permanents, une mesure qui annonce souvent une faillite avec perte d'emploi, des arriérés de salaire, et des avantages sociaux dus[396]. **(4) Les travailleurs journaliers** (*harian lepas**) cherchent du travail au jour le jour, souvent via des intermédiaires (*broker**) de leur communauté, des contremaitres (*mandor**) employés de l'entreprise ciblée, ou des ouvriers de leur connaissance. Ils peuvent être payés à la journée ou à la pièce. **(5) Les travailleurs à domicile** enfin, à qui on confie un volume de pièces à traiter, sont assimilables à des sous-traitants travaillant en-dehors du cadre réglementaire, social et physique de l'usine. Les différences de statut entre salariés permanents et contractuels sont parfois soulignées par une mise différente (comme chez Quartindo où les premiers portent un uniforme, alors que les seconds sont en habit de ville).

Des conditions de travail globalement décentes, mais inégales

Les conditions de travail dans les usines indonésiennes contemporaines n'ont pas grand-chose à voir avec les images véhiculées par certains pays à bas coût de main d'œuvre où le droit social est en pratique quasi-inexistant. Dans les établissements que nous avons visités, la durée légale du travail et un minimum de conditions de sécurité sont respectés. Selon les chiffres officiels du *BPS*, la main d'œuvre exerce cela dit dans des conditions sensiblement différentes selon la taille de l'entreprise. Dans les GME, les contrats sont plus

394 Entretien avec Ibu Ari (12D Bangkongsari), le 21 juin 2017.

395 Ce cas de figure a été rapporté chez Jansen par Ibu Suwarni (14A Bangkongsari), interrogée le 16 juin 2017.

396 Parmi de nombreux exemples, citons les cas de l'usine de sacs plastiques Simoplas à *KIW** ou le fabricant de médicaments traditionnels Nyonya Meneer sur la route de Demak.

durables, le temps de travail moindre et plus régulier, les salaires plus élevés[397] et complétés par des avantages sociaux renforcés par les mesures de la première administration Jokowi*[398].

Tableau 17 : Statut de la main d'œuvre du meuble selon la taille de l'entreprise

Statut	Contrat à durée indéterminée	Contrats à durée déterminée	Main d'œuvre gratuite
TPE (moins de 20 employés)	48,8%	44,4%	6,7%
GME (20 employés et plus)	63,6%	36,4%	0,0%
Temps de travail	**1-4 heures**	**5-8 heures**	**9-16 heures**
TPE (moins de 20 employés)	1,6%	81,6%	16,7%
GME (20 employés et plus)	0,3%	95,0%	4,1%

Source : BPS, Sensus Ekonomi 2016

Tableau 18 : Dépenses sous forme de salaires et d'avantages sociaux selon la taille de l'entreprise ($/employé/an)

Statut	Salaires fixes	Heures supplémentaires	Indemnités de transport et/ou de déjeuner	Primes	Retraite et participation	Assurance
TPE (moins de 20 employés)	212[399]	9	12	8	0	0
GME (20 employés et plus)	1 517	66	19	41	27	25

Source : Julien Birgi d'après BPS, Sensus Ekonomi 2016

Jepara et la « société du *cluster* »

Les Jeparanais sont souvent vus par les autres Indonésiens comme des artisans talentueux et des entrepreneurs invétérés[400] . Mais l'activité du meuble est à la fois si prépondérante et si volatile qu'il n'existe pas à Jepara de « classe d'entrepreneurs » au sens de groupe social cohérent et établi. Les fluctuations de la demande étrangère et la vigueur de la concurrence locale ont forgé des fortunes éclairs, causé des faillites soudaines, ou façonné des réussites discrètes qui ont continuellement rebattu les cartes. Nous allons essayer de distinguer dans ce tissu mouvant les principales catégories d'acteurs impliqués dans la production.

397 Même si selon le *BPS* seulement 73% des GME appliquent le salaire minimum ou davantage en 2016, les salaires y restent supérieurs à ceux versés dans les TPE.

398 Nous verrons à la fin du chapitre 2.1 qu'une partie de ces acquis sociaux ont été abrogés par la loi dite « Omnibus », adoptée par le Parlement national le 5 octobre 2020.

399 Ce montant très faible reflète l'importance du recours à une main d'œuvre de journaliers et de *borongan**, comptés dans les effectifs alors que leur rémunération n'est pas comptabilisée dans la masse salariale.

400 « Le mobilier de Jepara a longtemps été célèbre et admiré dans de nombreuses régions d'Indonésie. Quand ils évoquent du mobilier, ils pensent pour sûr à du mobilier de Jepara. C'est ce qui me rend fier d'être devenu un Jeparanais, et c'est ce qui m'a amené à apprendre la sculpture du bois à l'école professionnelle de Jepara » (RUSLI, 2013).

Une classe d'affaire javanaise

Les Jeparanais d'ethnie javanaise, qu'ils soient natifs de la régence ou issus d'autres régions de l'île, représenteraient 90% des entrepreneurs du meuble (ANDADARI R. K., 2008). En miroir, les Sino-indonésiens, qui dominent dans de nombreux secteurs d'activités en Indonésie, sont ici très en retrait. Cela pourrait s'expliquer par la dimension artisanale de l'activité, le peu de capitaux requis pour l'exercer, les compétences essentiellement manuelles en jeu et la grande flexibilité imposée par le marché, ou encore par le relationnel particulier exigé pour composer avec les artisans javanais jaloux de leur indépendance (SCHILLER & SCHILLER, 1997). Ce groupe est très diversifié.

Les nouveaux riches ont fait fortune au moment de la « ruée vers le teck « (1999-2001), épisode sur lequel nous reviendrons longuement dans le chapitre 2.1. Une poignée d'entre eux ont su tirer leur épingle du jeu. Outre les 4 à 5 familles qui domineraient aujourd'hui le secteur[401] (parmi lesquelles Bpk Yono, les propriétaires du groupe Kalinga, Bpk Nor Kholis, Bpk Jam Hari et Bpk Luki), il y a certaines réussites plus modestes mais affirmées (à l'image de Bpk Ico). La plupart d'entre eux sont partis de rien. Bpk Yono a appris le métier sur le tas, en travaillant avec un des premiers importateurs étrangers, le français Henri. Celui-ci lui a prêté de l'argent, de telle sorte que Bpk Yono a pu investir dans ses propres installations, jusqu'à progressivement devenir un des principaux fabricants de Jepara, avec une production qui atteindrait aujourd'hui un conteneur par jour[402]. Cette première génération d'autodidactes, privés des moyens d'accéder directement aux marchés étrangers, a envoyé ses enfants étudier à l'étranger pour étudier l'anglais et les techniques de marketing. Leur descendance est ainsi diplômée, à l'aise avec les nouvelles technologies, et familière des pays étrangers, si bien qu'ils ne dépendent plus des intermédiaires étrangers, qu'ils ont en partie évincés[403], assurant ainsi la reproduction du statut social de leurs parents. C'est par exemple le cas de Republic Furniture Group, fondé en 1999 et repris en 2011 par les trois enfants du fondateur.

401 Entretien avec Bpk Ico (Z11), ex-entrepreneur du meuble, le 6 mai 2018.

402 Entretien avec Gaël Derycke (04A), directeur de la société Umafindo, le 3 mai 2018.

403 Entretien avec Roberto (Z04), exportateur de meubles à la retraite, le 3 mai 2018.

Photo 10 : Les propriétaires de Republic Furniture Group, nouvelle génération d'entrepreneurs jeparanais

Source : Extrait du site Internet de l'entreprise (https://jeparainternational.com/), consulté le 1er février 2020

Bpk Ico (Z11), ex-entrepreneur devenu investisseur immobilier[404]

Né à Pati (à 45 Km à l'est de Jepara) en 1949, Bpk Ico suivit ses parents lorsqu'ils déménagèrent à Jepara alors qu'il était âgé de douze ans. Il a appris la menuiserie dans l'atelier d'un voisin dans le quartier de Potroyudan (à l'entrée est de la ville), avant de se mettre à son compte en 1973. Après son mariage en 1976, il déménagea à Tahunan en 1978. Il se lança en 1985 dans le négoce de grumes puis, en 1995, commença à exporter des meubles via un de ses amis *makelar**. Entre 1985 et 2000, ses affaires étaient florissantes. Dans les années 1990 en particulier, « les paroles se transformaient en argent » (*bicara itu uang**). A cette période, Bpk Ico a eu jusqu'à 200 employés. Il lui est arrivé d'embaucher des membres de sa famille, mais le travail fut de piètre qualité, et ils ont fini par lui devoir beaucoup d'argent. Depuis, il a donc préféré travailler avec des personnes extérieures ; c'est plus commode parce qu'on « ne peut pas être insistant ou en colère avec ses proches ». Bpk Ico a cessé son activité en 2002, quand la crise du teck a frappé Jepara de plein fouet. Entre 2002 et 2005, de nombreux acheteurs ont quitté la ville, et beaucoup de *pengusaha** ont été contraints à mettre la clé sous la porte. Désormais, il se concentre sur la location de ses actifs immobiliers. Depuis 1998 en effet, il loue un bâtiment à Ibu luki, gérante de Cakra Naga Furniture. Deux ans plus tard, il possédait déjà sept entrepôts ; actuellement, il en détient 16. Bpk Ico est « anti-bureaucratie ! (*Anti-burokrasi* !*) », parce que l'Etat, « en fin de compte, c'est une histoire d'argent (*ujung-ujungnya duwet**) ». Aussi préfère-t-il se tenir à l'écart des bureaucrates, ce qui ne l'empêche pas « de respecter la Loi ».

De nos jours, « seule une minorité d'Occidentaux venant à Jepara sont fortunés (*mereka hanya cengcengpo*) ». « Auparavant, ils avaient davantage de moyens. Par exemple, quand le fondateur du groupe

404 Entretien avec Bpk Ico (Z11), le 6 mai 2018.

Mandiri est venu ici pour monter une entreprise de meuble avec Bpk Yono, il lui a confié la gestion de la production et des clients en mettant à sa disposition les capitaux nécessaires. Certains étrangers ont fait fortune, comme M. Leken, un Hollandais devenu milliardaire [en roupies]. Beaucoup d'Occidentaux ont épousé des femmes de Jepara, ce qui simplifie l'acquisition de terrains et de locaux qu'ils peuvent mettre au nom de leur femme. Le mari détient le compte en banque, si bien que s'il rentre en Europe ou s'il divorce, il peut conserver une partie de la richesse du couple ».

Depuis 2010, une nouvelle génération de jeunes hommes d'affaires est apparue. « Les anciens ont perdu : de la vieille génération, seule une poignée d'entrepreneurs ont survécu, parmi lesquels Bpk Nor Kholis, Bpk Jam Hari, Bpk Luki, et un certain nombre d'étrangers ». Désormais, ceux qui réussissent sont ceux qui disposent d'un capital humain (*Orang tua* sudah kalah*, sekarang yang berhasil* yang SDM [Sumber Daya Manusia]* tinggi**) ». Dans la bouche de Bpk Ico, il ne s'agit pas tant d'une question de niveau de formation que d'état d'esprit : « l'argent et les biens sont des dons de Dieu, mais on doit faire des efforts pour les obtenir (*rejeki* yang atur* itu Tuhan*, tapi kita yang berusaha* mengambilnya**). Ses parents ne considéraient pas les études comme importantes. Ils n'avaient pas de projet d'avenir, et c'est seulement sur les conseils d'un de leurs amis que Bpk Ico a été scolarisé. Bpk Ico estime pour sa part que les études sont fondamentales : « les gens sans formation deviendront *coolies* (*orang hidup* tanpa pendidikan*, nanti jadi* kuli**) » et « si l'héritage n'est pas qu'une question d'argent, il en va de même pour l'éducation (*warisan* bukan harta* saja, tapi pendidikan juga*) ». Il encourage donc ses enfants à étudier autant que possible. Une fois terminé le collège à Jepara, il laissa son fils aller à l'université de son choix, en l'occurrence le lycée catholique de Surabaya, « qui était le meilleur à cette époque ». Son fils a poursuivi ses études dans une université allemande, et travaille actuellement dans une banque à Munich.

Chaque village de Jepara compte des figures d'une **bourgeoisie plus modeste**. Elle est composée d'entrepreneurs qui ont réussi à traverser tant bien que mal la crise du teck, et mènent des affaires plus ou moins prospères selon la conjoncture. Ils forment le gros des *pengusaha** qui sous-traitent les commandes aux *pengrajin**. Leur réussite se mesure à un ascendant social et un confort de vie supérieurs à la majorité des habitants, mais ils ne sont pas riches au point de pouvoir envoyer leurs enfants étudier à l'étranger, acheter une voiture de luxe, ou partir en vacances, trois artefacts souvent associés à la classe supérieure. Tous ces entrepreneurs ont appris le métier sur le terrain, soit comme assistant à la fabrication, soit comme chauffeur-assistant des *makelar**, avant de se mettre à leur compte en rejoignant le « peuple des artisans » décrit plus loin. Ils sont le produit d'un environnement social, économique et urbain dévolu à l'industrie du meuble. Beaucoup de ces *pengusaha* ne parlent pas anglais et ne disposent ni d'Internet, ni d'un smartphone qui leur donnerait accès aux réseaux sociaux, et ce pour des raisons « générationnelles » plus que de moyens financiers. Cela les maintient dans une profonde dépendance vis-à-vis des intermédiaires et les expose à la concurrence des nouveaux entrants dans le système productif.

Le « peuple des artisans » (*pengrajin)** comprend l'ensemble des travailleurs du meuble, qu'ils soient artisans indépendants, journaliers payés à la tâche dans les ateliers de petits *pengusaha** ou même, par extension[405], salariés des usines. Il embrasse tous les travailleurs manuels, des sculpteurs tout-en-haut de l'échelle des tâches, aux femmes chargées du ponçage, à l'autre extrémité. La frontière entre *pengrajin** et *pengusaha** est très poreuse, autant que l'est celle entre les travailleurs du meuble et le reste de la population active. A Jepara, travailler dans le meuble va en effet de soi et ce depuis le plus jeune âge. A domicile, chez leurs proches et leurs camarades ou dans la rue, les enfants baignent dès leur plus jeune âge dans cette activité. Ils apprennent le métier en observant les artisans sur le chemin du retour de l'école, puis comme apprenti chez un voisin ou un parent plus ou moins éloigné. Une fois qu'ils ont acquis assez d'expérience, de contacts et d'économies, ils se mettent à leur compte, à domicile. Cette étape intervient généralement après le mariage, qui correspond également au moment où l'on fait construire sa maison sur un foncier donné par les parents de l'un des époux (le mari ou la femme, indifféremment). Dans certains cas, ils peuvent quitter la ville un temps pour économiser suffisamment, comme Bpk Murdiono (01A), qui a travaillé en tant que maçon avant de revenir s'établir comme *pengrajin** à Tahunan. Ces artisans particulièrement habiles de leurs mains – il leur suffit pour découper les pièces d'un meuble ou le sculpter d'une mauvaise photographie comme modèle, sans patron ni cotes – sont ainsi enclins à entreprendre, mais ils sont sans conteste peu créatifs, se contentant de reproduire le design et les motifs qui leurs sont demandés ou qu'ils peuvent observer autour d'eux.

Bpk Achmad Yunus (06G), *pengrajin de Tahunan[406]**

Né en 1983, Bpk Achmad Yunus découpe des pièces de meubles dans un petit atelier de 12 m^2 qu'il a construit en 2007 attenant à sa maison natale, où il vit toujours avec sa mère. Initié par son père, qui fabriquait des canapés à domicile, il fut contraint, quand celui-ci fit faillite, de cesser sa formation chez un voisin, où il travaillait depuis un an, pour se mettre à son compte. Il a acheté à crédit une scie à ruban (pour 3 MRp) et une perceuse (pour 300 000 Rp) qu'il continue à rembourser au gré des économies qu'il parvient à faire (de 0 à 400 000 Rp selon les mois). Il travaille seul, pour les artisans des alentours qui lui sous-traitent une partie de leurs commandes. Son activité génère bon an mal an entre 400 000 et 1,2 MRp/mois, ce qui ne suffit pas à nourrir les 4 personnes vivant sous son toit et à payer les pièces de ses machines (25 000 Rp/mois et le remboursement de ses crédits). Le revenu de 700 000 Rp/mois en moyenne de la petite épicerie à domicile que gère sa femme originaire du village proche de Bangsri est donc vital.

405 Cet abus de langage se justifie par la fréquence avec laquelle les artisans peuvent alterner les périodes de travail en usine avec l'activité à leur propre compte.

406 Entretien le 19 février 2018.

Un *cluster* cosmopolite

Contrairement à de nombreux districts industriels étudiés par la littérature qui tend à souligner la prégnance de groupes autochtones jaloux de leur position[407], les étrangers (au sens large, c'est-à-dire toutes les personnes qui n'ont pas grandi sur place) jouent un rôle moteur dans le *cluster* de Jepara[408], même si la littérature a pu exagérer leur emprise économique[409]. Ainsi, parmi les 20 plus grands exportateurs recensés en 1993, 10 étaient détenus par des non-Javanais (4 par des Sino-indonésiens et 6 par des ressortissants de nationalité étrangère) (ALEXANDER & ALEXANDER, 2000). De nos jours, **les Indonésiens venant d'autres régions** (à l'exclusion des Indonésiens d'origine chinoise qui constituent une minorité à part entière) pourraient représenter jusqu'à 30% des entrepreneurs du meuble[410]. Ces Indonésiens allogènes, lorsqu'ils s'installent en vue de prendre racine, semblent plutôt bien insérés localement, tant économiquement que socialement (ils épousent notamment des femmes locales), témoignant de la plasticité du système productif. Mais un grand nombre de Javanais, attirés par la prospérité de Jepara mais qui ne parviennent pas à s'établir à leur compte, n'y résident que quelques années, avant de rentrer dans leur région d'origine où ils créeront souvent une activité liée au meuble (commerce ou atelier).

407 « Quand on croise une de ces *success stories* sur la manière dont le génie d'une poignée de fils (dans ces récits, les filles tendent à être confinées à la couture au sens propre du terme […]) revenus au pays a su exploiter et galvaniser l'ingénuité des habitants, pour transformer la misère d'un territoire en prospérité, […] on entend presque systématiquement la même histoire. En règle générale, elle explique en quoi la société locale est différente et moralement supérieure (en raison d'une plus grande solidarité), et par conséquence dotée d'un sens profond inaccessible aux étrangers » (SABEL, 1992, p. 226). Cf. également (PARRILLI, 2009) qui explique comment la méfiance à l'égard des étrangers entrave la participation des acteurs externes en augmentant les coûts de transaction.

408 Cette caractéristique a également été pointée dans le *cluster* du meuble de Bukir à Pasuruan (Java-Est), dont 71% des entrepreneurs sont issus d'autres parties de Java et de Madura (MAWARDI, 2014, p. 83).

409 Kities (1999) indique ainsi que 89% de l'activité du meuble étaient « contrôlée » par les étrangers à la veille de la *Krismon** (SACHARI, 2007), à un moment où 154 résidents étrangers étaient enregistrés dans la régence (donnée *BPS* pour l'année 1996).

410 Entretien avec Bpk Andy Saidan (Z09), op.cit. Parmi eux, les Javanais sont très majoritaires (il n'y aurait par exemple qu'une dizaine d'entrepreneurs originaires de Sumatra résidant à Jepara).

Photo 11 : Figures d'entrepreneurs javanais : un gagnant de la ruée vers le teck (Bpk Ico (Z11) et son épouse, à gauche) et un allogène prometteur (Agung Setyo (Z07) et son épouse, à droite)

Source : Julien Birgi (mai 2018 et août 2016)

En dépit de l'ancienneté de leur présence dans la régence[411], **les Sino-indonésiens** (qui représenteraient selon les données officielles à peine 0,3% de la régence en 2015, un chiffre vraisemblablement sous-estimé) sont peu actifs dans l'industrie du meuble. Les villages où ils sont les plus nombreux sont d'ailleurs souvent ceux où la production du meuble est la plus faible[412]. Au mitan des années 1990, juste avant la ruée vers le teck, on estime qu'ils contrôlaient à peine 10% des exportations en valeur[413]. Leurs domaines de prédilection sont plutôt le commerce de détail, le négoce pour le marché intérieur et les activités financières, particulièrement visibles dans le quartier chinois (*Pecinan**) situé à proximité du marché central de Jepara.

On comptait en 2013 (date des dernières statistiques sur la population étrangère résidant à Jepara) 188 ressortissants étrangers. **Les Asiatiques** – Malaysiens, Sud-coréens, Japonais, Indiens, Pakistanais, et Arabes du Golfe – sont arrivés plus récemment que les Occidentaux. Souvent dépêchés à Jepara par leur société d'importation ou de distribution de meubles, ils ne restent généralement que pour de courts séjours, et voyagent parfois avec leur famille. Implantés depuis les années 1980, **les Occidentaux** constituent toujours le

411 Les personnes d'origine chinoise sont recensées en Indonésie, mais faute de disposer de données fines à l'échelle des arrondissements et des villages, nous avons exploité les statistiques religieuses, qui sont généralement révélatrices du niveau de présence des minorités. Les Chinois de nationalité indonésienne sont en effet le plus souvent protestants (*Protestan** ou *Kristen**), bouddhistes (*Buddha**) ou confucianistes (*Khonghucu**).

412 La présence de protestants et de bouddhistes enregistrée par le *BPS* de Jepara est supérieure à la moyenne de la régence (1,9%) dans sa partie nord, à Donorojo (4,7%), Keling (5,7%), Mlonggo (5,9%) et Bangsri (6,3%) et dans le centre de Jepara (2,8%). Parmi ces villages, seul Mlonggo est un centre de production significatif.

413 Sources : (SCHILLER & SCHILLER, 1997; ALEXANDER & ALEXANDER, 2000).

principal contingent étranger, mais il est hétérogène, avec quatre profils assez différents. (1) Les premiers, que l'on appellera les « vieux crabes », sont les pionniers arrivés à Jepara dans les années 1980 et 1990 pour ne jamais en repartir. Ce sont pour la plupart des autodidactes qui ont pris racine, se sont mariés avec des Jeparanaises et ont « fait leur trou » sur place. Désormais âgés et pas toujours fortunés, la plupart sont à la retraite ou se sont reconvertis en ouvrant un bar (tels l'australien Otto Schuch ou un Suédois) ou une chambre d'hôte (comme l'italien Roberto). (2) Le deuxième groupe est constitué des jeunes souvent inexpérimentés qui ont afflué au moment de la ruée vers le teck. La plupart sont repartis après l'éclatement de la bulle du teck, laissant derrière eux une réputation d'amateurisme et de prédation (que nous évoquerons plus en détail dans le chapitre 2.2). (3) Le troisième groupe, constitué des enfants issus des mariages mixtes entre les pionniers et des Jeparanaises, est apparu dans les années 2000. Souvent diplômés d'écoles de management à l'étranger et détenteurs d'un capital financier hérité des affaires de ceux de leurs parents qui ont réussi, ils mènent leurs affaires à distance, en nommant un directeur local pour assurer le fonctionnement de leurs usines. Entre deux visites occasionnelles, ils passent leur temps entre Djakarta et l'étranger, exploitant les relations d'affaires héritées de leur père (sans vraiment les faire fructifier semble-t-il[414]) et arpentant les grandes foires commerciales. Ce sont les « fils à papa ». (4) Un quatrième groupe enfin correspond aux jeunes entrepreneurs comme Ruben van Tienhoven (12A) ou Gaël Derycke (04A), qui ont appris le métier en travaillant comme expatriés dans des entreprises de meubles avant de se mettre à leur compte. Il faut dire que la loi indonésienne, très restrictive à l'égard des étrangers[415], fait du mariage avec une ressortissante locale (la quasi-totalité des étrangers étant des hommes) un passage obligé pour s'installer, et ce indépendamment des histoires d'amour véritable qui existent même si elles intéressent moins la presse[416]. Car, depuis l'afflux d'étrangers au moment de la ruée vers le teck, Jepara est devenue avec Bali un exemple emblématique des mariages arrangés qu'aiment à citer les media[417], en soulignant les prises de position des autorités religieuses locales et

414 Entretien avec Gaël Derycke (04A), le 26 juillet 2017.

415 Les deux principales dispositions entravant le droit des étrangers en Indonésie concernent le séjour et la propriété. Il est de plus en plus difficile d'obtenir un visa de travail : en 2018, à peine 95 335 permis de travail avaient été délivrés pour l'ensemble du pays, soit 0,05% de la population active (source : ministère du Travail (*Kementerian Ketenagakerjaan*)*). Il s'agit très majoritairement de personnes qualifiées (22% de directeurs, 32% de consultants et d'administrateurs d'entreprises, le reste étant pour l'essentiel des ingénieurs), qui se concentrent à 72% à Djakarta et Java-Ouest. Quant à la propriété, si la possibilité de détenir des entreprises s'est récemment assouplie, celle de biens fonciers ou immobiliers demeure prohibée. C'est pourquoi dans les entreprises dirigées par des étrangers, les actifs immobiliers sont systématiquement au nom des épouses, les maris gardant la propriété des liquidités.

416 La plupart des expatriés que nous avons rencontrés sont mariés depuis de nombreuses années, et semblent mener une vie de couple comparable à celle qu'ils pourraient mener dans leur pays d'origine.

417 Différentes formes d'union sont pratiquées : le mariage musulman (*nikah siri**) permet d'entretenir de simples liaisons sans officialisation de l'union au bureau des Affaires religieuses (*Kantor Urusan Agama, KUA**). Le mariage contractuel (*kawin kontrak**) pour des mariages arrangés par un intermédiaire (*makelar**), qui se charge de trouver une candidate.

nationales[418]. Les tensions sociales résultant de divorces d'étrangers sont parfois perçues comme un problème préoccupant jusqu'au au niveau provincial[419].

Gaël Derycke (04A), manager autoproclamé d'un nouveau genre[420]

Gaël est un Français d'une quarantaine d'années qui a fait des études d'art et de design en France. D'un tempérament indépendant, il a travaillé comme designer à son compte (*freelance*) dans de nombreux pays, y compris à Bali où il a rencontré son épouse en 2007. Originaire de Jepara, celle-ci travaillait comme commerciale pour un gros importateur allemand de meubles. Selon ses dires, il l'encouragea à se mettre à son compte, en répondant à partir de 2009 à des commandes de petits volumes pour des restaurants et des hôtels. Gaël prit alors en main la conception de leur site Internet, pendant que sa femme gérait les commandes passées auprès de fournisseurs de Jepara. Elle y faisait alors de nombreux allers-retours, et y loua un premier entrepôt d'à peine 300 m^2, engageant 5 à 6 personnes employées à la finition et à l'expédition des produits fabriqués par les artisans. En 2014, ils déménagèrent de Bali à Jepara et louèrent d'autres bâtiments, portant la surface de leurs installations à 450 m^2 début 2015, puis 3 000 m^2 quelques mois plus tard. En 2017, il loua un petit *showroom* sur la route principale menant à Jepara, Jl. Soekarno-Hatta, où il expose depuis ses créations.

Gaël s'investit dans le design des produits, mais aussi dans le management. Il est en effet très attaché à responsabiliser et à motiver ses équipes, à l'opposé de la plupart des directeurs d'usines qui cantonnent leur personnel à des tâches répétitives payées le moins possible. Il est très fier de sa méthode, soulignant qu'il est arrivé que certains employés viennent d'eux-mêmes finir le travail le samedi, sans être rémunérés. En mai 2018, Umafindo comptait déjà 125 employés.

418 Cf. par exemple la déclaration du ministre des Religions Suryadharma Ali : « A Jepara on enregistre des cas de mariages arrangés, c'est-à-dire que des étrangers créent une affaire d'exportation de meubles, puis se marient, […] et dès qu'ils cessent leur activité, ils rentrent dans leur pays. Leur femme n'est pas invitée à les accompagner » (Detik News, 2010, p. non numérotées).

419 Entretien avec Warsito Ellwein (A34), directeur de cabinet du gouverneur de la province de Java Centre, le 15 April 2014.

420 Entretiens à Jepara les 26 juillet 2017 et 2 mai 2018.

Photo 12 : Passage de témoin entre les vieux crabes (en photo dans les deux cadres à gauche et en chair et en os, avec Roberto, à droite de la bouteille de whisky trônant sur la table) et la génération montante (Gaël Derycke, au centre)

Source : Julien Birgi (mai 2018)

Bien évidemment, ces profils ne font pas loi. Des étrangers continuent de venir à Jepara pour faire fortune dans le meuble, comme Hassan Omar Bachacha (29G), canadien d'origine libanaise retraité de la marine marchande et de loisir, venu en 2019 concrétiser son engouement pour le meuble avec pour seuls bagages des rudiments d'Indonésien appris sur Internet, de rares mais solides contacts pour exporter au Panama, quelques notions sur le *cluster* collectées sur Internet, une épouse de Java-Est rencontrée à Surabaya et la bosse du commerce. En réalité, pour Hassan comme pour les autres étrangers, la clef du succès repose sur la maîtrise d'un débouché commercial.

Il semble qu'il n'y ait pas de discrimination dans les relations économiques entre ces différents groupes ethniques et générationnels. Comme le résume Bpk Andy Saidan, « Jepara est un condensé de l'Indonésie. Les Jeparanais sont des gens bien, qui ne causent pas de problèmes. Je n'ai jamais été témoin de bagarres ici. A Padang[421], cela arrive tous les jours que des gens se battent dans la rue »[422]. Toutes les personnes enquêtées témoignent dans leurs propos de la plus grande tolérance vis-à-vis des comportements des étrangers qui, susciteraient probablement de la réprobation dans d'autres petites villes (comme le fait de sortir, de consommer de l'alcool ou d'avoir des liaisons) et même vis-à-vis de certains comportements déviants au regard des normes sociales et de la loi indonésiennes (ivresse, prostitution) mais aussi occidentales

421 Padang est la capitale de la province de Sumatra-Ouest.

422 Entretien avec Bpk Andy Saidan (Z09), op.cit.

(toxicomanie, prostitution avec des mineurs[423]). Pour autant, même si elles coexistent pacifiquement, les différentes communautés ne se fréquentent guère en-dehors du travail. L'aristocratie du meuble vit repliée sur ses bases, souvent en-dehors de la ville. Les entrepreneurs plus modestes et les artisans sont arrimés à leur village, insérés dans un réseau de sociabilités fondées sur le sang et le voisinage, typique des clans javanais. Les jeunes Jeparanais sortent relativement peu, passant le plus clair de leur temps en famille. Une minorité d'enfants et d'adolescents pratique les infrastructures sportives de la régence, qui dispose d'une piscine et d'un complexe pour les arts martiaux (le Gedung Wanita). Les plus grands prisent les salles de football en salle (*futsal*), les rassemblements nocturnes aux principaux carrefours de la petite ville, où l'on bavarde à même le sol, mais prisent aussi les cafés branchés qui ont fleuri ces dernières années[424], climatisés et dotés d'un accès Wi-Fi[425]. Il peut leur arriver d'y côtoyer des étrangers, qui fréquentent également les bars des hôtels du bord de mer, plus chers mais où l'on peut consommer de l'alcool[426]. Pour les Occidentaux notamment, la vie mondaine est moins intense et structurée qu'au sein de la communauté des expatriés à Semarang. Ce cosmopolitisme dans l'ensemble harmonieux contraste avec les *cluster*s plus conflictuels entre vieille garde et nouveaux entrants, comme à Kartarpur en Inde (DE BERCEGOL & GOWDA, 2017). La philosophie tolérante du *NU**, qui domine le paysage religieux et politique, a pu jouer un rôle de tempérance des rapports sociaux et de promotion d'une bienveillance à l'égard des résidents issus d'autres régions, groupes ethniques et religions[427].

Le rôle des femmes à Jepara, entre mythe féministe et réalité

Jepara cultive une réputation incontestée de capitale nationale du féminisme, incarnée par les trois figures historiques que sont Ratu Shima (princesse de l'empire sumatranais de Srivijaya décédée en 732 après avoir régné sur le royaume de Kalinga, dont le siège se situait dans l'actuel village de Keling, au nord de la régence), Ratu Kalinyamat (qui fonda le Sultanat de Jepara en 1549, après avoir vengé de ses propres mains

423 Ces comportements ont notamment été dénoncés par deux entrepreneurs établis de longue date à Semarang, Peder Nielsen et Franck Miraux.

424 J&J (ouvert au début des années 2010) et Anglo café Jl. Cokroaminoto (ouvert en 2017), Djago café Jl. Dr. Sutomo (ouvert en 2017), ou encore Sriya, Jl. Kusumo Utoyo.

425 Image révélatrice du cosmopolitisme de Jepara : le 25 juillet 2019 au soir, le Djago café accueille 7 clients : un Japonais, un Indien, un Arabe, trois Indonésiens, et moi-même.

426 Jepara Marina, Ocean's View, et Yam Yam figurant dans le peloton de tête des lieux en vogue au moment de l'enquête. En revanche, les hôtels du centre où se négociaient les affaires dans les années 1990 et 2000 (Elim, Kencana, Nusantara, Asia, Sailendra, etc.) ont perdu de leur importance.

427 « Alors que dans certaines régions du pays – comme Sampang, Bogor et Lombok – les chiites ont été la cible de violences et de l'hostilité des sunnites, les deux groupes religieux ont entretenu de bonnes relations à Jepara […]. On trouve des témoignages de dialogue inter-religieux entre chrétiens et musulmans dans les villages de Pekoso et de Tempur par exemple, où ils ont travaillé de concert dans des activités civiques mais aussi religieuses comme les fêtes de Noël ou de l'Aïd (*Eid al-Fitr*) » (AL QURTUBY, 2014, p. non numérotée).

l'assassinat de son mari lors de la guerre de succession au Sultan Trengganu de Demak), et Raden Kartini (fille du régent de Jepara célébrée dans tout le pays pour son rôle dans l'éducation et l'émancipation des femmes). Leur mémoire est toujours vive dans la culture populaire. On y fait régulièrement référence pour expliquer les caractères distinctifs supposés des Jeparanaises, qu'elles soient légères (voire lubriques) dans le nord de la régence (à telle enseigne que les femmes issues de ces villages auraient l'habitude de taire leurs origines) [428], vénales (*materialis**), rudes en affaires, et de manière générale, indépendantes. Elle est cultivée avec soin lors de fêtes populaires (comme la fête de *Baratan** qui célèbre la vengeance de Ratu Kalinyamat, le 15ème jour du mois de *Ruwah** dans le calendrier javanais) ou plus institutionnelles (le jour de Kartini (*Hari Kartini**) étant une fête nationale), et par les monuments implantés aux endroits les plus passants (comme le *Tiga Tokoh Pejuang Wanita**, statue de 15 m de hauteur dans le style pompier caractéristique du pays, qui coûta 2,5 milliards de Rp, ou le musée de Kartini dans le centre de Jepara).

Photo 13 : Défilé pour la fête de *Baratan* en 2018 à Jepara, dans une voiture plaquée de teck (à gauche) et Monument des trois femmes combattantes (*Tugu tiga puteri Jepara) sur la route principale Demak-Jepara (à droite)**

Source : comptes Instagram d'habitants de Jepara, 2018

Ces histoires sont reprises avec gourmandise par les allogènes (qu'ils soient de nationalité étrangère ou issus d'autres régions d'Indonésie), sans doute séduits par cet endroit à part, où les femmes seraient d'une certaine manière aussi émancipées qu'en Occident (et par contraste, les hommes faibles et impuissants). Il serait de « tradition à Jepara que les hommes sont des *losers* et les femmes fortes […]. Jepara est la ville du *girl*

[428] La femme de Roberto (Z04), originaire de Java-Est, relate ainsi que « les gens de Jepara disent que "les filles du nord sont belles", ce qui signifie en réalité qu'elles sont légères (*nakal**). J'ai entendu dire que dans le village de Mongo, les femmes mariées vendent leur corps (*cari uang dengan orang**). Parfois, leur mari s'éclipse à dessein en empruntant la moto du visiteur soi-disant « pour acheter des cigarettes (*Kadang-kadang, suaminya yang pinjam motor tamu untuk beli rokok**) » (entretien à Jepara, le 25 juillet 2019).

power ; beaucoup d'hommes ne sont pas entrepreneurs » affirme ainsi Gaël Derycke, en citant l'exemple de sa belle-sœur, « si lasse de l'incapacité et de la fainéantise de son mari qu'elle a fini par lui acheter un garage afin qu'il s'occupe en lavant les voitures »[429], avant de finalement divorcer.

Mais la réalité constatée sur le terrain dément cette vision édulcorée[430]. Bien qu'il soit arrivé pendant notre enquête que des femmes, à Jepara plus qu'à Semarang où cela reste exceptionnel, tiennent tête devant à leur mari voire prennent en main l'entretien, ces cas sont anecdotiques. « Les femmes ont généralement peu de contrôle sur les ressources, la prise de décision et les *inputs* de la production, et sont particulièrement vulnérables aux fluctuations de l'offre et de la demande, et des autres disruptions qui interviennent sur le marché local » souligne l'expert du Centre de recherche international sur l'agroforesterie (*Center for International Forestry Research, CIFOR*) H. Purnomo (RAMSAY, 2017, p. non numérotée). Il existe certes une minorité de femmes entrepreneurs, fédérées au sein de l'Association des femmes entrepreneurs de Jepara (*Jepara Women Entrepreneur association, JWE*), mais elles sont moins nombreuses que dans d'autres *cluster*s comme celui de Bukir à Java-Est[431]. Il s'agit souvent de personnes qui y sont contraintes par le sort, après un divorce, une maladie chronique ou le décès de leur conjoint, telle Ibu Diyah (00B).

La déconstruction de ces mythes, qui participent d'une identité locale forte sur laquelle le *cluster* fonde une partie de sa réputation, ne doit pas occulter le rôle, moins héroïque mais néanmoins essentiel, que jouent les femmes dans l'industrie du meuble. Pour la grande majorité d'entre elles, il consiste à fournir une main d'œuvre docile, ultraflexible et très bon marché à un appareil productif qui fonde sa compétitivité sur le prix. C'est dans le réservoir illimité de femmes au foyer – adolescentes, mères n'ayant plus la charge d'enfants en bas âge, paysannes entre deux pics d'activité dans les champs – issues des milieux les plus pauvres (les femmes des ménages plus aisés ne travaillant généralement pas) que recrutent à la journée des intermédiaires sillonnant les villages avec leur pick-up, pour des tâches de finition (à l'exclusion de celles impliquant des machines, comme les chambres de peinture) payées autour de 35 000 Rp/jour[432]. Les travailleurs du meuble (entrepreneurs et artisans, hommes comme femmes) expliquent l'allocation de ces tâches aux femmes par une recherche d'efficience – les tâches requérant de la force physique ou une prise de risque étant supposément mieux adaptées aux hommes, celles nécessitant patience et minutie convenant mieux aux femmes. Mbak

429 Entretien avec Gaël Derycke, op.cit.

430 Certaines personnes contestent d'ailleurs l'existence d'un féminisme historique propre à Jepara : « il est faux de dire que les femmes de Jepara sont plus fortes. Cette réputation vient de Kartini. Mais il y a d'autres exemples de femmes comme Kartini [dans d'autres régions d'Indonésie] à Bandung ou à Aceh » (entretien avec l'épouse de Roberto (Z04), op.cit.).

431 Sur un échantillon de 35 entrepreneurs enquêtés par Mawardi en 2014, 23% étaient des femmes. Cela sans compter le travail occasionnel qu'elles fournissent en appui à leur mari : « Quand je dois faire quelque chose dehors, ma femme prend ma place pour contrôler le travail dans l'atelier ou traiter avec les acheteurs » (MAWARDI, 2014, p. 115).

432 Ce montant qui est la norme dans les ateliers enquêtés en 2017 et 2018 est confirmé par la littérature la plus récente (RAMSAY, 2017).

Triana, gérante de la partie administrative d'une petite entreprise, souligne ainsi que les « femmes sont plus attentives quand elles poncent : elles maîtrisent la technique et n'abîment pas les pièces » (RAMSAY, 2017). Cet argument est cependant contestable, la découpe et la sculpture pourtant dévolues aux hommes nécessitant tout autant de soin. En réalité, les raisons ont sans doute davantage à voir avec le coût de revient très inférieur de la main d'œuvre féminine (les salaires consacrés à ces tâches de finition étant souvent inférieurs de moitié à ceux payés pour la découpe, la sculpture et l'assemblage[433]) ainsi qu'à des facteurs culturels puissant (la transformation du bois étant, en Indonésie comme dans la plupart des sociétés, une activité très genrée[434]). Il existe une autre discrimination de genre fondamentale : contrairement aux hommes qui exercent volontiers à domicile, les travailleuses du meuble exercent toujours en-dehors de la sphère domestique, dans des dépôts de grumes, des ateliers ou des usines. Le sort des employées à des tâches administratives est nettement plus enviable. Salariées, elles jouissent d'une plus grande sécurité d'emploi et d'un salaire supérieur à celui des ouvriers masculins, à la hauteur de leurs responsabilités. Là encore, leur réputation d'application et de fiabilité leur permet de se voir confier par les dirigeants presque exclusivement masculins la comptabilité, les ressources humaines, et le suivi des ventes. Il n'est pas d'usage en revanche que les femmes mènent les discussions commerciales.

Cette discrimination du travail par le genre au sein du *cluster* est reproduite dans les ateliers et les usines détenues par des étrangers : les femmes y sont majoritaires dans les activités de finition, de gestion administrative, de logistique et de négoce, les hommes dans les autres activités de production (HARINI IRAWATI & PURNOMO, 2012). Elle est assez fidèle à l'organisation de la société javanaise que décrivait Sullivan (SULLIVAN, 1992) : n'en déplaise aux héroïnes du passé, Jepara n'échappe pas à la règle.

Semarang et ses usines : peut-on parler de société industrielle ?

Bien que distant d'à peine 100 Km, la sociologie du système productif à Semarang diffère beaucoup de la société du cluster de Jepara. Elle se fonde sur une organisation beaucoup plus homogène de la production,

433 D'après notre enquête, les tâches de finition (qui incombent aux femmes) sont rétribuées à Jepara en 2019 entre 30 000 et 40 000 Rp/jour. Les hommes gagnent 1,5 à 3 fois plus selon les tâches qu'ils exercent.

434 De manière générale, l'emploi industriel féminin est souvent expliqué par « leur humilité, leur passivité et leur obéissance » dans la sphère publique combinée avec « leur jeunesse et leur manque d'expérience » (JOEKES, 1985, pp. 189-190). Mais en réalité, les critères culturels jouent souvent un rôle déterminant. Dans l'industrie touristique (hôtellerie par exemple), c'est la projection de la répartition des rôles domestiques dans la sphère économique qui est à l'œuvre (BENNETT, 2008). Dans le textile, l'embauche prioritaire de femmes sous couvert de plus grande minutie serait en réalité la conséquence d'un niveau de rémunération arbitrairement faible, du fait la similarité des tâches avec celles enseignées aux jeunes filles au foyer (ELSON & PEARSON, 1981). Dans les sociétés d'Asie du Sud-Est, l'usage des outils en métal et la transformation de la matière a été l'apanage des hommes depuis des siècles (REID, 1990, p. 163). Dans le cas précis du travail du bois, cette distinction cosmogonique a été relevée dans d'autres contextes culturels comme à Jalalabad, Afghanistan (HERMAND, 2019).

assurée par des usines de taille moyenne peu intensives en capital. Les acteurs du meuble y sont également moins nombreux, et dilués dans une grande agglomération aux activités diversifiées.

Propriétaires et dirigeants d'usines

L'appareil productif de Semarang se résumant à quelques dizaines d'usines d'assez grande taille, la communauté des entrepreneurs et des dirigeants du meuble est un microcosme. D'après certains, un tiers d'entre eux seraient des Occidentaux[435], chiffre confirmé par notre enquête (cf. tableau ci-dessous). Les usines les plus importantes sont aux mains de Chinois continentaux, spécialisés dans la production de masse, quand les Européens privilégient les petites séries, pour l'hôtellerie-restauration notamment. Une trentaine de Néerlandais forment le principal contingent d'Occidentaux, suivis par les francophones (une dizaine de Belges et de Français et quelques Québécois) et une poignée de Scandinaves.

Tableau 19 : Nationalité des dirigeants d'usines de meubles à Semarang en 2017-2018

Nationalité	Indonésiens	Etats-Unis	Européens	Autres Occidentaux	Taiwan, Singapour	Chine Populaire	Autres Asiatiques	Autres	Inconnue	Total
Nombre	7	1	9	0	4	3	1	0	6	**36**

Source : enquête terrain 2016-2018

Dans les usines de Semarang, la production est plus structurée, plus « professionnelle »[436] que dans les ateliers et les usines de Jepara. Les usines comptent des postes d'encadrement spécialisés, confiés à du personnel qualifié, grâce à des salaires plus élevés qu'à Jepara. **Les étrangers** débarquent généralement à Semarang en qualité d'employés expatriés de grands groupes de distribution de mobilier basés à l'étranger, pour gérer une usine détenue en propre ou suivre de près les fournisseurs locaux. Au bout de quelques années, ceux qui apprécient l'endroit créent souvent leur propre société. Par la force des choses, ils épousent une femme indonésienne, comme à Jepara, à la différence près qu'elle n'est généralement pas issue de l'univers du meuble (sauf si elle est jeparanaise) et vient souvent d'un milieu favorisé. L'entreprise et les actifs immobiliers étant à son nom, l'épouse prend souvent en main le volet administratif qu'elle est mieux à même de traiter de par son statut et sa maîtrise de la langue. Les étrangers installés à Semarang tirent plutôt bien leur épingle du jeu, jouissant d'une vie confortable selon les standards indonésiens. Bpk Jo (belge, 125 employés à Ungaran, dans la régence de Semarang), Peder (danois, 170 employés à Semarang), ou Olivier (canadien, indépendant) disposent d'une voiture neuve, habitent des quartiers huppés, scolarisent leurs enfants dans les meilleures écoles et sortent régulièrement. Mais ils n'ont pas pour autant fait fortune comme certains des « vieux crabes » de Jepara : leurs revenus ne leur permettent pas d'économiser suffisamment pour envisager une retraite

435 Entretien avec Bpk Yakob Firdaus (A16), ex-propriétaire de la société Sylvia Furniture (désormais liquidée), le 1er août 2017. En 2011, Semarang comptait en tout et pour tout 869 résidents étrangers (sur une population totale de 1,5 million d'habitants), dont 336 détenteurs d'un permis de travail (source : BPS Semarang, 2015).

436 Entretien avec Olivier Guiguère (A24), agent commercial et consultant pour la société Ethnicraft, le 5 août 2017.

confortable au pays, où ils ont perdu relations et repères. Ces Occidentaux ont cultivé une connaissance plus ou moins fine du pays dans un registre essentiellement pratique (la langue, les règles de politesse, les comportements au travail). Peu nombreux, attachés à leur qualité de vie et confrontés à la difficulté économique d'un retour, ils se sentent menacés par la montée du radicalisme islamique et du discours populiste anti-étranger sur la scène publique[437]. Parmi les autres étrangers, on compte un nombre croissant de Chinois, d'Indiens et de Pakistanais. Ils viennent généralement avec leur famille, si bien qu'ils fréquentent très peu les Indonésiens. Les Coréens sont également nombreux à Semarang, mais ils travaillent pour l'essentiel dans le textile et l'électronique.

Deux expatriés aux profils contrastés : Olivier et Peder[438]

Olivier est un Canadien francophone d'une quarantaine d'années, installé en Indonésie depuis une vingtaine d'années. Il s'apparente à l'archétype de l'expatrié occidental dans un pays pauvre. Divorcé de sa femme qui réside au Canada avec ses enfants, il aime par-dessus tout « prendre du bon temps » et regrette « la bonne époque de Surabaya avant que la maire ne bannisse la prostitution ». En ménage depuis deux ans avec une jeune infirmière de Semarang, Olivier est riche au regard des standards locaux : il vit dans les beaux quartiers sur les hauteurs de Semarang, conduit une berline (d'entrée de gamme, certes, mais neuve) et passe son temps libre avec la communauté du *Hash* (cf. encadré ci-après) à courir et à boire avec les autres expatriés. Mais il ne peut s'offrir plus d'un aller-retour annuel au Canada, et un éventuel retour en Occident serait sans doute synonyme de déclassement social brutal.

Peder est un Danois venu à Semarang en 1994 pour contrôler les expéditions de meubles pour le compte d'un importateur américain. Après quelques années, il y a épousé une Javanaise chrétienne et s'est mis à son compte. A ses débuts, il s'approvisionnait auprès d'entrepreneurs de Jepara, Surakarta, et Klaten (Java-Centre), où la qualité est d'après lui « encore pire qu'à Jepara », dont il assurait l'assemblage et la finition dans un petit atelier en bambou qu'il louait en ville, non loin de son domicile. Parti d'une vingtaine d'employés, il déménagea pour un entrepôt de 5 000 m^2 dans la zone industrielle de Terboyo, puis un bâtiment de 13 000 m^2 dans la zone de *Kawasan Industri Tambak Aji (KITA)** où il emploie désormais 170 personnes. Peder semble être un fin connaisseur du marché local, mais il n'entretient aucune relation ni avec les organisations professionnelles, ni avec les autorités qu'il méprise pour leur inefficacité et leur « peu de cas de l'intérêt général ». Comme

437 La défaite électorale puis la condamnation le 9 mai 2017 à deux ans de prison ferme pour blasphème du gouverneur chrétien d'origine chinoise de la Région capitale de Djakarta (*Daerah Khusus Istimewa Jakarta, DKI)*, Basuki Tjahaja (surnommé Ahok), figure emblématique du *PDI-P** poussée à la démission par de gigantesques manifestations animées par les partis religieux radicaux alliés de circonstance à l'extrême droite, a été perçu comme une sérieuse alerte. A Semarang, beaucoup se remémorent en ce printemps 2017 les pogroms antichinois du printemps 1998 pendant la *Krismon** et rappellent la précarité de leur situation dans un pays potentiellement hostile, où ils estiment que ni les autorités ni le droit les protègeront.

438 Entretiens entre autres les 5 août 2017 et 21 juillet 2016.

beaucoup d'Occidentaux rencontrés à Semarang, il brosse le tableau d'une Jepara décadente, où les Occidentaux comme les Indonésiens « se sont mal comportés » et ont abusé, y compris de stupéfiants et d'enfants. Il considère que l'époque de la production de meubles y est révolue, avec un volume « d'à peine 10% de ce qu'il a été », témoignant de la rivalité teintée de profond mépris que nourrit la grande ville pour le village rustre que serait Jepara. Peder est une des pierres angulaires de la communauté des expatriés à Semarang, dont il anime la communauté de joggeurs du *Hash.* Mais à l'inverse de la plupart de ses homologues qui tendent à brûler la chandelle par les deux bouts, il se tient à distance des excès et de la vie facile. Il apprécie de sortir avec ses amis mais sans abus et en privilégiant sa famille. Depuis son déménagement en 2017 à Salatiga (45 Km au sud de Semarang par l'autoroute) où ses filles sont scolarisées dans un établissement confessionnel réputé, il se dit un peu nostalgique de l'ouverture d'esprit de Semarang, qui contraste avec la radicalité des nombreux protestants présents dans la petite ville où il réside désormais.

Aussi petites soient-elles, les communautés d'expatriés ne se mélangent guère. Occidentaux, Taiwanais, Chinois et Indiens ne se fréquentent pas en-dehors des rassemblements du *Hash*, où ils cohabitent plus qu'ils n'échangent. Au sein de chacune d'entre elles, les sociabilités sont d'intensité variable. Les Occidentaux parlent peu d'affaires, ou alors de manière anecdotique. Mais ils se montrent très solidaires pour toutes les questions relatives à la vie pratique, échangeant quotidiennement des informations sur les opportunités d'achat, de vente ou de location de maisons, la qualité des établissements de santé ou de nouveaux endroits où sortir. On veille également à prendre régulièrement des nouvelles et à se prêter assistance en cas de problème de santé ou de difficulté administrative. Les ressortissants d'autres continents sont moins nombreux, et ne semblent pas prendre racine, si bien qu'il ne semble pas exister de communauté expatriée en tant que telle autre que les Occidentaux. Il faut cependant évoquer le cas d'une petite communauté de Japonais, dont le périmètre s'étend au-delà de Semarang, à l'échelle nationale, au sein de laquelle se pratiquent des échanges économiques, comme le montre l'exemple de l'entreprise japonaise PT. Semeru Karya Buana (SKB) qui distribue ses produits aux ressortissants japonais résidant en Indonésie, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises (comme la fabrique de pianos située dans la zone de Wijayakusuma)[439].

Les Sino-indonésiens sont plus présents dans l'industrie du meuble à Semarang, où ils pèsent autant que les Indonésiens javanais, qu'à Jepara[440]. Ils ont fait partie des premiers à y ouvrir des usines au début des années 1990, à une époque où les *tycoons* sino-indonésiens proches du clan de Suharto contrôlaient les concessions forestières. Parmi ceux-ci, le célèbre Bob Hasan[441] possédait PT. Sand, la plus grande usine de meubles de la ville à la fin de la décennie, sur un foncier de 4 ha situé dans la zone industrielle de Terboyo

439 Entretien avec Bpk Yudi Iswahyudi, directeur de la société PT. SKB, le 27 avril 2017.

440 Leur poids démographique dans la population totale y est également très supérieur : 4,3% contre 0,3% en 2015, selon le *BPS*.

441 Entretien avec Bpk Paminto Adi, directeur opérationnel de PT. Terboyo Megah, aménageur de la zone industrielle éponyme, le 18 octobre 2018.

Megah (Kawasan Industri Terboyo Megah, KITM). Depuis la chute de l'Ordre nouveau, leur position dans le secteur s'est considérablement affaiblie. « Les patrons d'origine chinoise que l'on trouve à Semarang ne parlent plus mandarin et ont perdu leurs réseaux avec les communautés chinoises d'Asie du Sud-Est. Ils sont assez repliés sur leur communauté, au sein de laquelle ils se marient. Leur principal avantage sur les Javanais est le capital qu'ils ont pu accumuler depuis l'époque coloniale ; les Javanais eux, n'ont pas d'argent »[442]

Les Indonésiens d'ethnie javanaise et les quelques métis (*Indo**) sont propriétaires d'établissements de taille variable, mais généralement plus petits que ceux des étrangers. Alors que les propriétaires d'usine sont peu nombreux, on trouve de nombreux Javanais aux postes de direction. Directeurs d'usine et des ressources humaines sont recrutés par annonces dans la presse sur la base de leur diplôme et de leur expérience professionnelle (contrairement à Jepara où c'est très fréquent, nous n'avons pas identifié un seul autodidacte dans le *top management* des usines de Semarang). Le parcours-type commence par une première expérience opérationnelle (souvent dans une agence gouvernementale ou une fondation œuvrant dans le champ de la coopération technique) au cours de laquelle ils acquièrent les fondamentaux, avant de rejoindre une entreprise à un poste d'encadrement, pour finir par créer leur propre société, quand les perspectives de promotion sont gelées et que la conjoncture le permet.

Pak Yakob Firdaus (A16), ex-propriétaire de Sylva Furniture (désormais liquidée) à Mranggen[443]

Le cas de Pak Yakob illustre la manière dont les Javanais dépourvus de capital parviennent à gravir les échelons dans l'industrie du meuble. Diplômé en 1990 de l'Institut d'agriculture de Bogor, à Java Ouest (*Institut Pertanian Bogor, IPB**), université très réputée pour l'agroforesterie, il débuta sa vie professionnelle en travaillant jusque 1994 pour une fondation allemande dans le cadre d'un programme de montée en compétences des PME fabriquant des objets en bois, gérée en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie indonésienne (*Kamar Dagang dan Industri, Kadin**) et le ministère de l'Industrie. Cette expérience lui servit de tremplin pour être embauché dans la division Meubles de Dwima Group, un conglomérat indonésien présent dans l'exploitation forestière, la fabrication de contreplaqué, et d'autres activités de transformation du bois. Il fut nommé numéro deux de l'usine de Semarang (120 employés), qui produisait du mobilier de jardin pour le marché allemand.

Mais Dwima Group, qui a selon Pak Yakob grossi trop vite, fut conduit à la faillite en 1998 par la *Krismon**. Au chômage, Pak Yakob créa son entreprise l'année suivante. Il commença par travailler en qualité d'agent commercial en mobilisant les contacts qu'il avait établis en Europe, pour qui il achetait des produits dans la province. En 2002, il décida d'exporter pour son propre compte. Il loua alors un entrepôt dans l'arrondissement de Sayung (régence de Demak) pour maîtriser la qualité de la finition et exposer ses produits

442 Entretien avec Peder Nielsen (A10), op.cit.

443 Entretien avec Peder Nielsen (A10), op.cit.

aux clients qui lui rendaient visite. Il avait au début une vingtaine d'employés à la finition, et a recruté jusqu'à 105 d'ouvriers. Mais son affaire est devenue trop importante pour qu'il puisse affronter les difficultés commerciales, et de sérieux problèmes de qualité ont eu raison de son entreprise en 2012.

Depuis sa faillite, Pak Yakob travaille comme consultant pour le *Disperindag** de Java-Centre, et à nouveau, comme agent pour des importateurs de meubles. Il est très actif dans le milieu des entrepreneurs indonésiens du secteur, et a été président de la section de Java-Centre de l'Association indonésienne de l'industrie du meuble et de l'artisanat (*Asosiasi Permebelan dan Kerajinan Indonesia, Asmindo**).

Des sociabilités distinctes selon les communautés d'affaires : rituel du *Hash* et réseau d'alumni

Le *Hash* est une course d'orientation créée en 1938 par des Britanniques expatriés en Malaisie et pratiquée depuis dans de nombreuses villes d'Asie. Il s'agit d'un rendez-vous régulier ouvert à tous moyennant une modeste cotisation[444] et dont la fréquence et l'affluence sont assez variables d'un endroit à l'autre. A Semarang, où le concept a été importé par un Sino-indonésien, cette manifestation atteint des records de popularité avec deux à trois occurrences par semaine qui réunissent chacune de 30 à 100 participants (le pic d'affluence étant le samedi), répartis à parts égales entre Occidentaux (les plus proactifs), Sino-indonésiens et Javanais. La plupart sont des hommes et des femmes d'affaires (parfois accompagnés de leur famille), mais on trouve aussi quelques étudiants et des coopérants. En dépit des efforts entrepris pour forger l'appartenance à une communauté fédérée par le sport[445], les trois communautés interagissent peu pendant les deux à trois heures que dure la course. Une fois le départ donné, chacun chemine avec les siens et les contacts sont cordiaux, mais souvent réduits à quelques sourires et une main tendue pour gravir un raidillon. Les rituels (car c'est bien le terme approprié) d'ouverture et de clôture dans lesquels les Occidentaux sont très investis ne suscitent pas le même enthousiasme parmi les Sino-indonésiens et les Javanais, qui jamais ne se joignent non plus aux agapes qui suivent, dans le *pub* qui sert de point de ralliement aux étrangers.

444 20 000 Rp/personne à Semarang, soit le prix d'un paquet de cigarettes ou de trois cannettes de soda dans un supermarché.

445 La course débute à 16h00 par un rite initiatique pour les primo-participants, consistant à entonner une comptine et à boire de la bière (ou un palliatif pour ceux qui ne consomment pas d'alcool) dans sa chaussure de sport. Deux parcours (l'un de 5 à 6 Km pour les personnes âgées, les familles avec de jeunes enfants et les moins sportifs privilégiant la marche, l'autre de 9 à 12 Km pour les plus sportifs qui doivent courir à un rythme soutenu pour arriver avant la tombée de la nuit) sont ouverts par un éclaireur qui jalonne le chemin de morceaux de papier. Certains carrefours ne sont pas signalés, si bien que les *hashers* doivent s'engager dans une direction qui n'est pas nécessairement la bonne, quitte à devoir faire demi-tour s'ils ne trouvent pas d'indice. Cette règle du jeu est propice à l'émulation et à l'entraide entre les participants. Pendant la course, on profère des cris de ralliement (« On on ! », d'après le nom du pub où se retrouvent les *hashers* amateurs de bière après la course), on demande des nouvelles des absents et on se remémore les péripéties des éditions passées. La manifestation se clôt une fois tous les participants arrivés (sous les vivats ou les quolibets) par une série de gages mêlant boisson, chants cultivant les clichés sur les différentes nationalités et projections de liquides dont sont aspergés tour à tour les héros heureux et malheureux du jour.

Les pratiques sociales des entrepreneurs javanais du meuble sont toutes autres. Sauf obligation commerciale, ils ne sortent pas le soir, préférant rester chez eux, en famille. En revanche, contrairement aux Occidentaux, ils entretiennent des liens étroits avec les autorités locales (échangeant assidument avec les représentants des services techniques du gouvernement provincial, au premier rang desquels le *Disperindag**), participent assidument aux événements professionnels (manifestations commerciales, sessions de formation, etc.), s'investissent dans les associations professionnelles et maintiennent un lien (accueil d'apprentis, recrutement prioritaire d'*alumni*, commande de prestations de formation continue) avec le principal établissement de formation professionnelle pour le travail du bois, (*Sekolah Menengah Kejuruan, SMK* Pika*). Il faut cependant relativiser l'étendue de ce réseau, certes intense mais réduit à une poignée d'entrepreneurs particulièrement investis, autant par vocation que pour les bénéfices qu'ils en tirent[446].

La condition des ouvriers du meuble à Semarang : un sort plus enviable qu'à Jepara

A l'exception près des adolescents en cours d'apprentissage que l'on rencontre dans certains ateliers de Jepara, **la sociologie des ouvriers du meuble est quasiment identique dans les deux villes**, y compris pour la division sexuelle des tâches, distincte de celle qui prévaut dans les autres secteurs intensifs en main d'œuvre (comme le textile ou l'électronique qui ont massivement recours à des jeunes filles à partir de 15 ans avant leur mariage[447]). Dans le meuble, les situations varient selon les tâches (travail du bois versus finition) : aux deux extrêmes, Semeru Karya Buana, qui se concentre sur la finition de meubles fabriqués à Jepara, emploie 75% de femmes alors que la main d'œuvre masculine prévaut dans la plupart des autres usines (où elle peut atteindre jusqu'à 95% des effectifs). Comme à Jepara, la comptabilité, la gestion des ressources humaines, le secrétariat et les autres activités de back office sont dévolues aux femmes, jugées plus dignes de confiance que leurs homologues masculins. Même si la maternité – très fréquente juste après le mariage – implique que les femmes quittent leur emploi dans les mois précédant l'accouchement et les premières années où l'enfant est en bas âge[448], l'industrie du meuble ne répugne pas à engager des femmes plus âgées, contrairement à l'industrie textile.

446 Ces retours sur investissement peuvent prendre la forme d'une sélection pour participer à une foire commerciale subventionnée, des informations sur une évolution du contexte économique ou réglementaire, ou encore des missions de conseil ou de formation financées par les autorités locales (cf. exemple de Bpk Yakob Firdaus (A16) dans l'encadré plus haut).

447 La raison communément avancée pour le recrutement à cet âge est la docilité de ces post-adolescentes qui vivent encore chez leurs parents et sont de ce fait moins libres du choix de leur occupation que les femmes mariées.

448 Pendant cette période, les femmes compensent souvent une partie de leur perte de revenu en ouvrant un point de vente dans une pièce de leur domicile donnant sur la rue. Ce n'est souvent qu'un pis-aller, si bien qu'elles tendent à reprendre une activité salariée quand l'opportunité existe (sauf à ce que le revenu de leur mari leur permette de ne pas travailler).

Tableau 20 : Un exemple typique de pyramide des âges dans l'industrie du meuble : ventilation des effectifs de l'usine Semeru Karya Buana à Semarang

Tranche d'âge	15-20	20-29	30-39	40-49	> 50	Total
Nombre	0	29	104	51	5	189
Part	0%	15%	55%	27%	3%	100%

Source : Entretien avec Bpk Yudi Iswahyudi (A14), le 27 avril 2017

Le processus de recrutement est extrêmement simple, par bouche-à-oreille ou des affiches placardées à l'entrée de l'usine. Les nouvelles recrues sont formées sur le tas, en deux semaines. Parmi les usines enquêtées, seul Mebel Internasional pratique une longue période d'essai de 6 mois avant d'être considéré comme un employé permanent, ce qui explique sans doute le *turnover* particulièrement faible des ouvriers dans cette entreprise. Quoique dans l'industrie du meuble, la rotation de la main d'œuvre est moindre que dans le textile ou l'électronique : il n'est pas rare de trouver des employés qui travaillent dans la même société depuis leur plus jeune âge jusqu'à la cinquantaine, âge à partir duquel l'accès à l'emploi devient difficile.

Tout au long des trente dernières années, la main d'œuvre industrielle a été fournie par le réservoir considérable de population vivant d'emplois informels – agricoles ou tertiaires – à Semarang et dans sa proche périphérie. On peut estimer que dans un rayon de 20 Km, soit une demi-heure à trois-quarts d'heure de trajet à moto (une distance-temps commune pour les déplacements pendulaires dans les villes secondaires en Indonésie), on trouvait en 2015 près de 2,0 millions d'actifs, dont 1,5 million ne disposant pas d'un revenu stable (paysans, petits commerçants, journaliers, etc.) et 110 000 demandeurs d'emploi[449]. En regard des 195 000 ouvriers recensés en 2016 dans les usines (tous secteurs d'activité confondus) présentes dans la municipalité de Semarang, on mesure la capacité du territoire métropolitain à pourvoir aux besoins de l'industrie de la ville sans transfert de population. Ce caractère pendulaire de la main d'œuvre (*pekerja ulang ajik**), lié à la densité de population des campagnes périurbaines, distingue le cas javanais d'autres contextes comme ceux des grandes métropoles (y compris Djakarta) ou des grandes concentrations industrielles (comme l'île de Batam, face à Singapour (FAU, 2018)) qui impliquent l'exode rural d'une main d'œuvre qu'il convient de loger sur place. Dans les faits, on constate trois cas de figure pour les ouvriers du meuble de Semarang. (1) Une minorité vit à proximité directe de l'usine, notamment quand il s'agit d'implantations diffuses (par opposition aux zones industrielles dont une moindre part des actifs viennent du voisinage). (2) La plupart sont des migrants pendulaires qui se déplacent à moto. Emmener un collègue lorsqu'il est un voisin est assez courant, notamment dans les villages les plus éloignés où le taux de motorisation est moindre qu'en ville et inférieur aux besoins des différents membres du ménage. L'organisation d'un service de transport par l'employeur ou affrété à l'initiative des ouvriers issus d'un même village concerne plutôt les secteurs qui recrutent en masse (notamment le textile) que l'industrie du meuble, où les besoins plus réduits ne nécessitent pas ce préalable pour être satisfaits (contrairement à Jepara où les usines et les ateliers peinent parfois à

449 Ces chiffres extraits du recensement 2015 du *BPS* comprennent la population de la municipalité de Semarang et la moitié de celle des régences alentours (Kendal, Semarang, Grobogan et Demak).

recruter). (3) Une dernière minorité est constituée des sculpteurs – souvent issus de Jepara – recrutés à durée déterminée pour répondre à des commandes ponctuelles nécessitant un savoir-faire exceptionnel. Ils sont alors logés sur place pour la durée de leur contrat, souvent dans les murs de l'usine.

Tableau 21 : Proportion de travailleurs pendulaires au lieu de résidence rapportés à la population employée[450] à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 2018

Régence de Jepara	3,1%
Commune de Semarang	4,6%
Régence de Demak	13,3%
Régence de Semarang	11,3%
Régence de Kendal	10,4%
Régence de Grobogan	5,3%
Province de Java-Centre	**6,6%**

Source : Exploitation des données du BPS *Java-Centre,* Sakernas*

A Semarang, l'écrasante majorité des ouvriers sont issus de familles paysannes ou elles-mêmes ouvrières. Nos enquêtes montrent que l'absence de réelles possibilités d'évolution au sein des usines intensives en main d'œuvre (où les postes d'encadrement sont rares) place de fait les enfants des ouvriers dans une situation similaire à celle de leurs parents face au marché de l'emploi, même si la démocratisation de l'enseignement supérieur au cours des dernières années permet à une petite minorité d'entre eux d'envisager un accès à des fonctions intermédiaires. Pour ces privilégiés, l'éducation se substitue au capital social fondé sur les relations claniques et de voisinage, dont restent tributaire la majorité des jeunes pour qui le travail à l'usine demeure un des principaux moyens de réunir les conditions financières pour fonder un foyer. Le rapport de force sur le marché de l'emploi nettement favorable aux employeurs et le peu d'investissement que ceux-ci consentent dans les ressources humaines renvoie l'amélioration de la condition des ouvriers aux mesures sociales gouvernementales, qu'il s'agisse des règles nationales en matière d'avantages sociaux ou du salaire minimum local (*Upah Minimum Kota/Kabupaten, UMK**) fixé par les régences et les municipalités. Nous reviendrons dans la partie 4. sur ces conditions de travail et de rémunération.

Travailleurs « indistincts » ou classe ouvrière constituée ?

La notion de classe sociale peut se définir comme un « groupe d'individus ayant une place historiquement déterminée au sein de la société et se distinguant par son mode de vie (habitat, éducation, travail, etc.), son idéologie et, pour les marxistes, par sa place dans le processus de production, à la fois réelle et vécue comme

[450] Ces chiffres portent sur le lieu de résidence et non le lieu de travail. Aussi, les taux de travailleurs pendulaires très faibles enregistrés à Jepara (3,1%) et dans la commune de Semarang (4,6%) par rapport à ceux des régences industrialisées alentour (entre 10 et 14%) témoignent de la capacité de la régence et de la grande ville à « fixer » leur population active qui n'a pas besoin de chercher de travail à l'extérieur. Mais ils ne disent rien du recours de leur appareil productif à une main d'œuvre pendulaire extérieure.

telle par ceux qui la composent (conscience de classe) »[451]. D'un point de vue quantitatif, les ouvriers sont toujours minoritaires dans la population active, même dans les parties de Semarang les plus liées aux usines. Ils cohabitent en effet avec d'autres professions répandues : agriculteurs (propriétaires-exploitants ou ouvriers agricoles), fonctionnaires et assimilés, petits commerçants et travailleurs manuels. L'économie de la capitale provinciale est en effet beaucoup plus diversifiée qu'à Jepara (où quasiment tous les ménages sont virtuellement impliqués de près ou de loin dans la fabrication de meubles) et que dans les immenses zones industrielles que l'on trouve dans la périphérie des grandes métropoles ou dans les zones économiques spéciales des grands pays émergents. Cette mixité professionnelle se double d'une diversité des parcours individuels des ouvriers du meuble : au cours de leur carrière, ils ont souvent exercé de nombreux métiers (souvent dans la construction, le négoce ou le commerce informel), si bien que leur horizon professionnel ne se réduit pas à l'usine.

La notion de classe ouvrière est également battue en brèche par la faiblesse des liens sociaux entre les travailleurs du meuble : au cours de nos enquêtes, nous avons pu relever que les collègues sont très rarement considérés comme des proches ; on ne les retrouve pas après le travail ; on ne participe pas non plus à des activités récréatives ou militantes qui seraient caractéristiques de la population ouvrière. Quant aux syndicats, ils sont quasi inexistants, dans un secteur d'activité où les établissements sont de taille bien plus modeste que dans le textile ou l'électronique. Les relations entre collègues existent bien, mais elles revêtent le plus souvent une dimension utilitaire (autour de la diffusion des opportunités d'emploi ou l'emprunt de petites sommes d'argent[452] par exemple) et ne résistent pas à l'épreuve du temps. Nous n'avons pas non plus identifié de valeurs particulières qui caractériseraient les ouvriers (à tout le moins ceux travaillant dans le meuble, sur lesquels nous nous sommes concentrés) par rapport aux autres actifs. Bien que nombre d'entre eux exercent depuis de nombreuses années le même métier, leur mode de vie ou les idéaux dont ils se réclament ne les distinguent pas vraiment de leurs voisins, à la différence d'autres professions, comme les paysans ou les fonctionnaires. Dans les villages et les quartiers pourvoyeurs de main d'œuvre industrielle, l'origine géographique, l'âge, le genre, le statut familial ou le niveau de richesse sont bien plus différenciants dans les rapports sociaux que le statut professionnel. Pour toutes ces raisons, nous pouvons affirmer que nous ne sommes pas en présence d'une classe ouvrière à proprement parler : sur ce territoire, l'industrialisation apporte une activité et un revenu, mais ne rebat pas les cartes sociales dans les mêmes proportions que dans les contextes d'industrialisation massive, en Asie ou en Occident.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette situation dans des contextes où le poids de l'activité industrielle est pourtant considérable. La volatilité de l'activité et la précarité de l'emploi impliquent

451 Source : *Encyclopédie Larousse.*

452 La plupart des ouvriers sondés dans le cadre de notre enquête-terrain se sentent plus à l'aise pour solliciter un collègue que leurs voisins ou leur famille.

des parcours professionnels hachés par les changements d'entreprise et entrecoupés de nombreuses périodes d'inactivité, au cours desquels il est difficile de tisser des liens durables sur le lieu de travail. En contrepoint, l'ancrage résidentiel et familial permis par la proximité entre pôles d'emplois et bassins de main d'œuvre (à l'inverse d'autres grandes régions industrielles où la main d'œuvre provient de régions éloignées) est à la fois plus solide et fiable, comme en témoigne le fait que la notion de capital social (*modal sosial**) se réfère en Indonésie au réseau de sociabilités au sein du clan (SULLIVAN, 1992). L'adhésion au syndicalisme est relativement récente [453] et ne s'est pas imposée comme un vecteur d'émancipation crédible pour les ouvriers [454], à tout le moins localement, les négociations intervenant essentiellement au niveau national (KUSUMASTUTI, 2002)[455].

[453] Ce n'est qu'en 2000, après la chute de l'Ordre nouveau et la ratification de la convention n°87 de l'OIT, que la liberté syndicale a été autorisée par la loi n°21-2000. Auparavant, les quelques syndicats alternatifs à la Fédération des ouvriers de toute l'Indonésie (*Federasi Buruh Seluruh Indonesia, FBSI**) inféodée au régime de Suharto, n'avaient pas droit de cité dans les entreprises (FORD, 2009; FORD, 2008). Le bourgeonnement syndical depuis – 24 syndicats nationaux et 10 000 syndicats d'entreprises dès août 2000 ; 61 fédérations, 1 confédération et 150 syndicats nationaux en 2002 ; 86 fédérations et 3 confédérations en 2005 ; 91 fédérations en 2009 pour 3,34 millions de syndiqués, issus de tous les secteurs d'activités (source : direction de la Main d'œuvre, citée par Ford (2009)) – a longtemps fragmenté la représentation des intérêts des salariés. La représentation syndicale est en outre nettement plus faible dans une industrie du meuble, dominée par des unités de production relativement petites et moyennes, que dans d'autres secteurs. Dans la régence de Jepara par exemple, on ne comptait en 2007 que 11 695 syndiqués pour 240 485 ouvriers et 538 251 actifs (source : *BPS* Java-Centre).

[454] Parmi les raisons invoquées pour expliquer la faiblesse du mouvement syndical au niveau local, Ford (2008, 2009) souligne la difficulté à se financer auprès des ouvriers peu enclins à cotiser compte-tenu de leurs salaires bas. Cette réticence est aggravée par le prélèvement opéré sur les cotisations par les instances provinciales et centrales (dont l'appareil, à l'exception de quelques fédérations qui ont rompu le système établi, est en partie hérité de l'Ordre nouveau) qui réduisent les moyens d'action locale à la portion congrue.

[455] Le constat de Kusumastuti, qui remonte aux premières années de la période de *Reformasi*,* est confirmé par une enquête citée par Ford (2009) selon laquelle moins d'un tiers des établissements où un syndicat est présent ont adopté un accord plus favorable que les dispositions de la loi. Si l'on prend en compte l'ensemble des établissements, cette proportion devient très faible, voire marginale dans le cas de l'industrie du meuble où les syndicats sont très peu présents.

Chapitre 1.3 - Les territoires de l'industrie du meuble : Jepara et Semarang comme centres de production

Après ce panorama rapide de l'industrie du meuble et de ses acteurs, nous allons maintenant nous intéresser aux territoires dans lesquels elle s'est développée, et plus particulièrement à la manière dont ils sont organisés[456]. La structure de l'urbanisation de Java-Centre est atypique en regard d'autres pays et régions en développement. Alors que la province fut jusqu'à l'Indépendance un des principaux foyers d'urbanisation de l'archipel et d'Asie du Sud-Est et compte aujourd'hui plusieurs grandes villes[457], la population y reste encore pour plus de la moitié rurale. L'armature urbaine, fondée sur un triangle de villes de rayonnement globalement comparable et aux fonctions assez complémentaires (Semarang, capitale administrative de la province, Yogyakarta, ville universitaire et touristique et Surakarta, plus industrielle) et d'un réseau de chefs-lieux de régences innervant des campagnes très peuplées, a mieux réparti les fruits de la croissance entre villes et campagnes. La diffusion (au sens de distribution égale) du fait urbain et les effets durables de la révolution verte sur le développement des campagnes ont fait que l'attraction exercée par le « phare urbain » de la capitale provinciale est sans commune mesure avec la configuration plus familière des grandes métropoles qui dominent outrageusement leur hinterland[458]. Cette hybridation entre ville et campagne, exprimée par la forme du *desakota,* donne lieu à des migrations pendulaires qui permettent aux ruraux de travailler en ville en continuant à résider dans leur village[459].

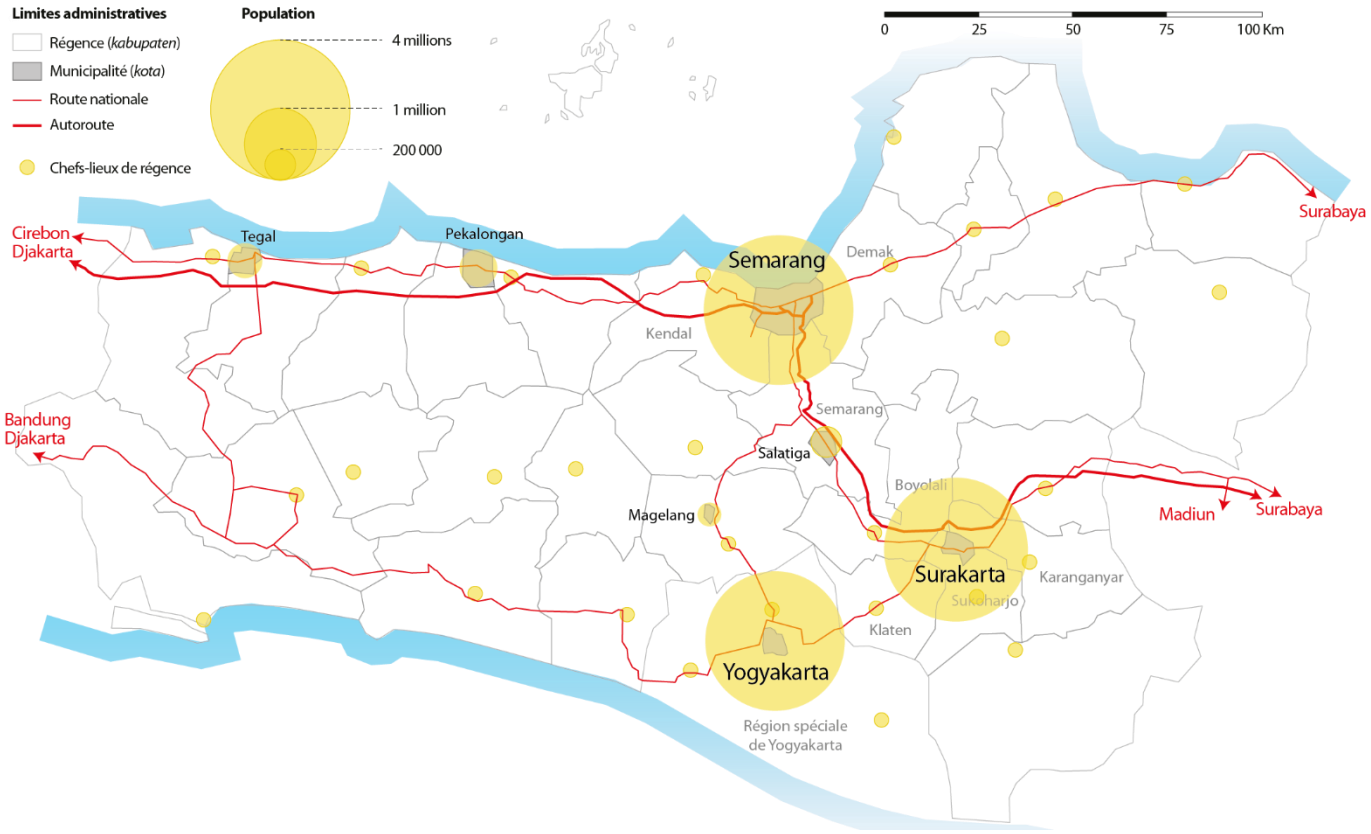
456 « Une organisation spatiale peut se définir comme un ensemble plus ou moins cohérent de lieux mis en relation. Cet ensemble est à la fois différencié et intégré en aires et réseaux (lignes et points) dans lesquels circulent des flux » (BRUNET, 1980, p. 254).

457 Si on exclue Djakarta et sa périphérie et que l'on se cantonne aux limites administratives des municipalités, Semarang est en 2018 la 4ème ville la plus peuplée du pays. Surakarta et Yogyakarta se disputent la 20ème place. Mais les aires urbaines (cf. Carte 8 : Armature urbaine de Java-Centre) des trois villes sont assez comparables, avec respectivement 4,3 (municipalité de Semarang, régences de Kendal et Demak, et moitié nord de la régence de Semarang), 4,0 (ville de Surakarta, régences de Klaten, Sukoharjo, Karanganyar et la moitié sud de Boyolali) et 3,8 millions (région spéciale de Yogyakarta) d'habitants en 2020.

458 C'est le cas en Indonésie de Djakarta, Surabaya (Java-Est), Medan (Sumatra-Nord), Palembang (Sumatra-Sud), Bandar Lampung (Lampung), Makassar (Sulawesi-Sud) ou encore Denpasar (Bali).

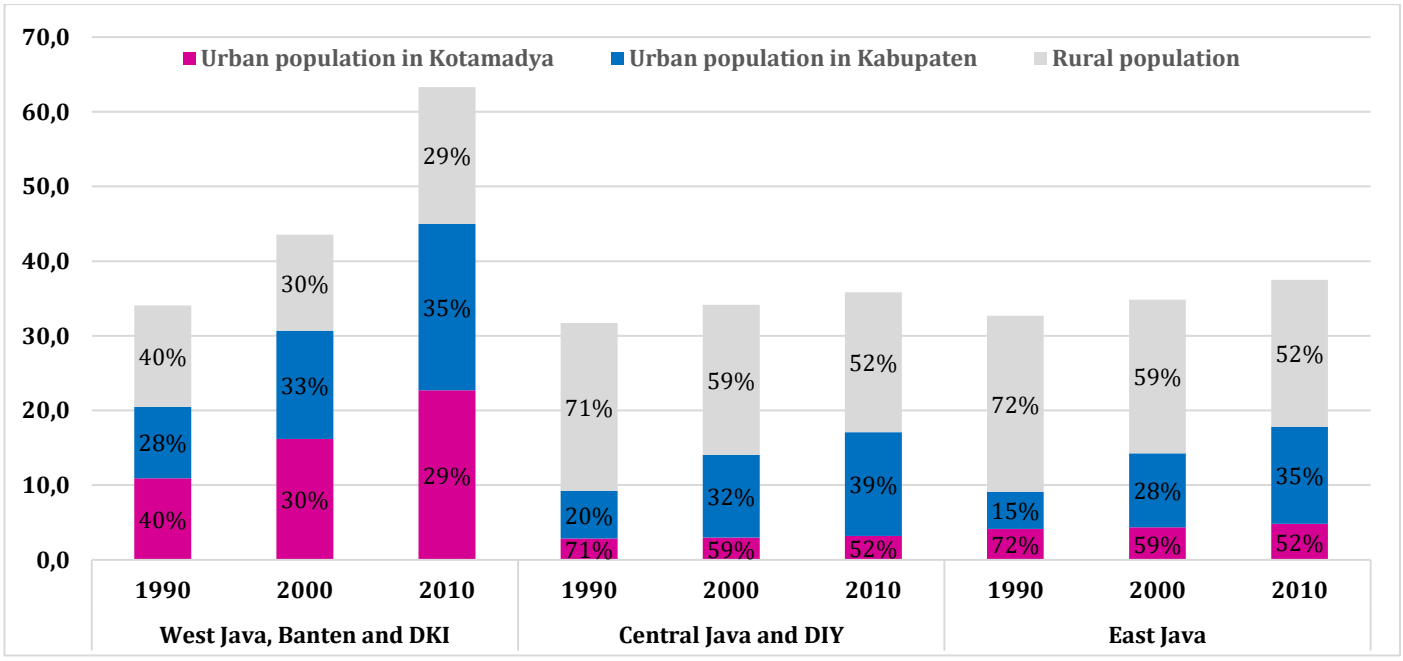
459 Cette situation était déjà constatée à la fin des années 1970 (HUGO, 1981).

Carte 8 : Armature urbaine de Java-Centre



Conception et réalisation de l'auteur d'après données BPS *2018*

Figure 10 : Répartition entre populations urbaine et rurale dans les différentes provinces de Java



Source : BPS

Une organisation administrative fraîchement décentralisée

Pendant la période de l'Ordre nouveau (1966-1998), l'Etat central exerçait un contrôle tout puissant, fondé sur une hypercentralisation bureaucratique, le contrôle par l'armée de nombreux domaines civils, une collusion entre les caciques du pouvoir et une poignée de magnats (*tycoons*) sino-indonésiens (ce que l'on a appelé le capitalisme de connivence (*crony capitalism*)), la canalisation des aspirations sociales par un système corporatiste et un quadrillage de la société par des chefs de quartiers (*Rukun warga, RW.**) et des chefs de voisinage (*Rukun Tetangga, RT.**), la répression féroce de toute opposition [460] et le culte de valeurs supposément authentiquement javanaises et indonésiennes. Trois décennies de ce régime ont durablement forgé les rapports asymétriques entre l'Etat central et les gouvernements locaux, malgré la vague de mesures de décentralisation adoptée pendant la *Reformasi** (1999-2003).

Une organisation décentralisée

Les mesures de décentralisation ont pourtant figuré en tête du programme de la *Reformasi*,* avec l'adoption dès 1999 de deux lois essentielles accordant l'autonomie aux collectivités territoriales et établissant des mécanismes de transferts financiers depuis l'Etat central. En s'appuyant sur le découpage administratif hérité de l'époque coloniale[461] et postcoloniale[462], le nouveau régime, fortement encouragé par les bailleurs de fonds internationaux (FMI et Banque Mondiale), entendait améliorer la gouvernance en rapprochant les décideurs de leurs électeurs. Il en a résulté une organisation fondée sur trois niveaux de collectivités territoriales autonomes : les provinces (*Propinsi**) à l'échelle régionale, les municipalités (*Kota**) et les régences (*Kabupaten**) à l'échelle des villes et des départements ruraux, et les villages (*Desa**) pour les territoires ruraux (leur équivalent pour les territoires urbains, les arrondissements (*Kelurahan**) ne disposant pas d'un statut autonome). Ces entités sont encore subdivisées en unités de quartier (*RW.**) et de voisinage (*RT.**), dont les représentants sont désormais élus. Chaque niveau de collectivité autonome est une personne publique propre, ayant compétence pour mener une liste limitative de politiques publiques, sous la

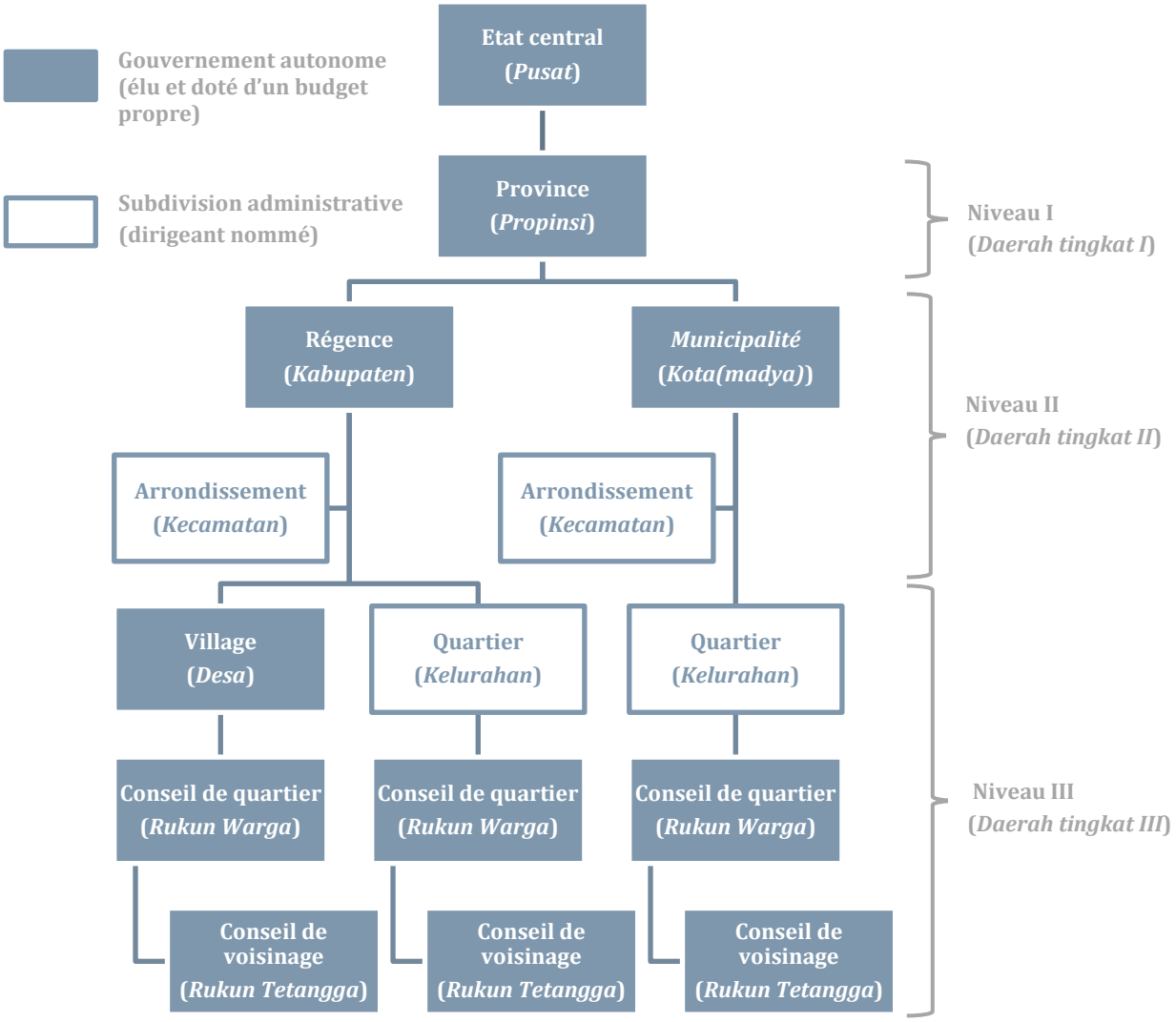
460 Le bilan humain de l'Ordre nouveau se situerait entre un demi et un million de victimes civiles, rien que sur les massacres anti-communistes et antichinois de 1965-1966 (ROOSA, 2020), l'invasion et l'occupation du Timor oriental entre 1975 et 1999, et la lutte contre la guérilla à Aceh. A ces chiffres effroyables, il faut ajouter la répression contre les syndicats et les mouvements étudiants, ou encore les exécutions sommaires qui ont émaillé les 32 ans du règne de Suharto.

461 Comme évoqué en introduction, ce découpage était lui-même inspiré de l'organisation administrative adoptée par la France révolutionnaire, ce qui a pour conséquence curieuse que l'Indonésie décentralisée présente beaucoup de similitudes avec le système administratif français que nous connaissons.

462 La Loi Constitutionnelle n°22, adoptée en 1948, confirme les trois strates territoriales (*tingkat daerah**) toujours en vigueur.

responsabilité d'un exécutif élu[463], et disposant pour ce faire d'un budget, d'un patrimoine et de services techniques. Les provinces gèrent ainsi entre autres les bassins versants des fleuves, les axes routiers reliant les régences, et la stratégie de développement économique. Les villes et les régences ont la charge de l'urbanisme et les services urbains (eau potable, assainissement, déchets, transports en commun). Les villages et les arrondissements se voient allouer des fonds pour des travaux de voirie locale.

Figure 11 : Organisation administrative territoriale de l'Indonésie



Conception et réalisation de l'auteur

463 C'est cette assemblée locale qui élit le président de l'Exécutif : gouverneur (*Gubernur**) pour les provinces, maire (*Walikota**) pour les municipalités, régent (*Bupati**) pour les régences, et chef de village (*Kepala desa*).* Seul le chef d'arrondissement (*Lurah**) est nommé par le Maire ou le Régent, le *Kelurahan** n'ayant pas statut de collectivité autonome.

Un processus inabouti

Aux échelons supérieurs (niveaux I et II), le transfert des compétences des services déconcentrés de l'Etat (l'équivalent des préfectures françaises assurant sous l'Ordre nouveau la déclinaison des politiques publiques) vers des collectivités locales autonomes sans coordination des politiques publiques territorialisées[464] a fragmenté l'administration du territoire. Cela s'avère particulièrement problématique à l'interface entre les municipalités (dont le périmètre administratif correspond généralement au cœur des agglomérations, en excluant les faubourgs et les banlieues situés au-delà des boulevards de ceinture) et les régences riveraines. Leurs dirigeants sont issus du monde rural et dépositaires d'une vision consistant généralement à répartir les ressources entre le chef-lieu et les campagnes environnantes, alors que l'urbanisation galope sur les franges limitrophes de la grande ville voisine de leur régence. Ce décalage manifeste entre la carte administrative et une urbanisation particulièrement extensive dans un contexte marqué par le *desakota* pose des problèmes insolubles de maîtrise de l'étalement urbain, de gestion de l'eau et des déchets, ou encore de politique de transports collectifs et individuels. Loin d'y remédier, la décentralisation a encouragé un « localisme égocentrique » (*inward-looking behavioral orientation*) et de nouvelles féodalités (FIRMAN, 2009), en oubliant combien ils sont interdépendants. Ainsi, « la plupart des institutions de coopération entre villes et campagnes fonctionnent comme des "instances de coordination", sans prérogatives claires ni moyens pour mettre en cohérence et appliquer les schémas directeurs régionaux. En conséquence, la majorité des expériences de coopération ont échoué à recomposer ensemble les services publics, le développement urbain et la protection de l'environnement rural à la nouvelle échelle territoriale » (HUDALAH, ZULFAHMI, & FIRMAN, 2013, p. 66). Il faut dire que les réformes n'ont pas véritablement eu raison de la dépendance technique et financière des territoires vis-à-vis de Djakarta, l'administration centrale étant toujours perçue comme toute-puissante malgré la perte de nombre de ses prérogatives. Le manque d'affirmation de ces échelons intermédiaires entre Djakarta et la proximité des quartiers et des villages (dont nous allons voir qu'ils ont sans doute mieux su tirer parti de la décentralisation) explique en partie l'incapacité des collectivités locales à mettre en œuvre des stratégies de développement et des projets d'aménagement structurants.

L'impéritie des autorités locales est également liée à l'absence de réelle volonté développementaliste. Certes, les maires sont sensibles à la résorption des maux dont se plaignent leurs administrés (insalubrité, congestion automobile, pauvreté). Mais les réponses apportées sont essentiellement curatives[465], à court

[464] Afin d'y remédier, la réforme de 2014 a renforcé les prérogatives des provinces, désormais habilitées à intervenir auprès des régences et des municipalités pour assurer la cohérence de l'aménagement du territoire. Mais faute de moyens et dans la plupart des cas de réelle volonté politique, cette ambition reste à ce jour un vœu pieu.

[465] Si la bureaucratie est pléthorique, les moyens alloués aux politiques de développement économique sont en revanche réduits à la portion congrue : sur 10 000 fonctionnaires exerçant au sein de l'administration de la régence de Jepara en 2015, à peine 31 sont affectés au *Disperindag**, qui exerce les missions relatives à l'industrie et au commerce, contre 217 aux trois directions de l'Agriculture et de l'élevage (*Dinas Pertanian dan Peternakan**), des Affaires maritimes et de la pêche (*Dinas Kelautan dan*

terme, clientélistes, et donc émiettées. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. (1) La première est liée à la gouvernance des municipalités et des régences, dont le maire ou le régent ne dispose pas d'une majorité stable[466], si bien qu'il doit négocier pour chaque action des compromis avec les élus de l'assemblée locale qui défendent les intérêts immédiats de leur circonscription plutôt que l'intérêt général de la collectivité. Cette situation est aggravée par la limitation des fonctions exécutives à deux mandats de cinq ans, un temps insuffisant pour récolter les fruits politiques de transformations urbaines profondes. (2) La deuxième raison est qu'en dépit d'un niveau moyen de formation élevé[467], l'administration s'avère profondément marquée par la bureaucratie[468] [469], l'aversion à la prise d'initiatives, une totale méconnaissance du secteur privé qu'elle est sensée encadrer, la corruption et une rotation des postes sensée la circonscrire, mais qui a pour effet de saper l'appropriation des enjeux (Banque Mondiale, 2012; OCDE, 2016). Les arguments culturalistes sont à manier avec précaution, mais on peut ajouter que l'idéal javanais de préservation d'un ordre établi jugé harmonieux est par essence anti-développementaliste, ou à tout le moins n'encourage-t-il pas l'adoption de stratégies

*Perikanan**), et des Forêts et plantations (*Dinas Perhutanan dan Perkebunan**), ce qui témoigne de la priorité donnée au secteur primaire dans les politiques de développement (Source : BPS Jepara, *Jepara Dalam Angka 2016*).

466 Il faut dire que l'émiettement du paysage politique suite à l'éclosion de nombreux partis pendant la *Reformasi** (après des décennies de verrouillage du système avec les trois partis autorisés par l'Ordre nouveau) a complexifié le jeu politique, où les logiques clientélistes (l'achat de votes, individuel ou auprès de leaders de communautés, est de règle) semblent souvent l'emporter sur les programmes politiques.

467 A Jepara par exemple, 70% des 8 000 fonctionnaires de l'administration de la régence sont titulaires d'un diplôme de niveau master ou doctorat en 2019 ! Ce taux, encore plus élevé que dans les services techniques de la commune de Semarang (64% sur un total de 10 600 fonctionnaires), témoigne d'une véritable politique d'emploi social au profit… des diplômés, notamment dans les régences (on compte ainsi 4,45 diplômés d'un master ou d'un doctorat pour 1 000 habitants à Jepara – où la technicité des sujets est sans doute moins complexe que dans une grande ville – contre 3,75 à Semarang). Mais le taux de hauts-fonctionnaires est encore plus élevé au sein de l'administration provinciale (80%).

468 Le fonctionnement de l'administration locale est entravé par le poids de la hiérarchie et des procédures, mais aussi un réel déficit de transversalité. Une des traits les plus curieux des collectivités territoriales indonésiennes est qu'elles sont dépourvues de directeur général des services : chaque chef de service (*Kepala Dinas**) rend directement compte au chef de l'Exécutif – maire (*Walikota**) ou régent (*Bupati**) – si bien que le fonctionnement « en silo » dont souffre toute grande organisation est ici poussé à son paroxysme. S'ajoute à cela une confusion entre les directions techniques à proprement parler (*Dinas**) et les bureaux techniques (*Lembaga Teknis**) rattachés au secrétariat général qui assurent des missions support de coordination et d'interface, de gestion d'équipements publics, ou de missions de services publics particuliers.

469 « Le "big bang" du programme de décentralisation en 2001 qui a dévolu du pouvoir et des ressources significatives aux gouvernements régionaux de rang deux (i.e. les régences [et les municipalités]) semble avoir eu l'impact inattendu de réduire le développement des infrastructures publiques, et avoir par conséquent découragé l'investissement. Il y a souvent un manque de capacités techniques pour réaliser ces projets d'infrastructure au niveau des régences ; de plus, la décentralisation fiscale et le pouvoir des gouvernements locaux posent un problème à cause de la nature des équipements qui concernent plusieurs régences (par exemple, la zone de chalandise des ports qui s'étend au-delà de la régence dans laquelle ils sont implantés). Le problème des infrastructures est devenu sérieux et est apparu comme une contrainte importante pour les affaires, notamment pour les groupes industriels indonésiens (LPEM, 2005) » (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015, p. 257).

disruptives. (3) La troisième raison que l'on peut avancer est que cette décentralisation ne s'est pas accompagnée d'une réelle autonomie budgétaire[470] (cf. tableaux ci-dessous). Faute de pouvoir récolter les retours fiscaux de leurs investissements, les collectivités territoriales ne sont pas incitées à s'engager dans des politiques de développement économique[471]. Au contraire, l'endettement est considéré avec suspicion et très encadré par l'Etat central, qui limite sévèrement les possibilités de mobiliser des sources de financement alternatives (aide internationale ou nouvelles taxes locales). Cette défiance de l'Etat central est également valable dans les domaines du foncier et de l'investissement étranger, où toute opération nécessite un visa préalable de l'administration de Djakarta[472].

Carte 9 : Extrait du cadastre en ligne du quartier de Terboyo à Semarang en 2017[473] : un long chemin à parcourir pour une transparence de la propriété foncière

Source : Agence foncière nationale (BPN, http://peta.bpn.go.id/), janvier 2019

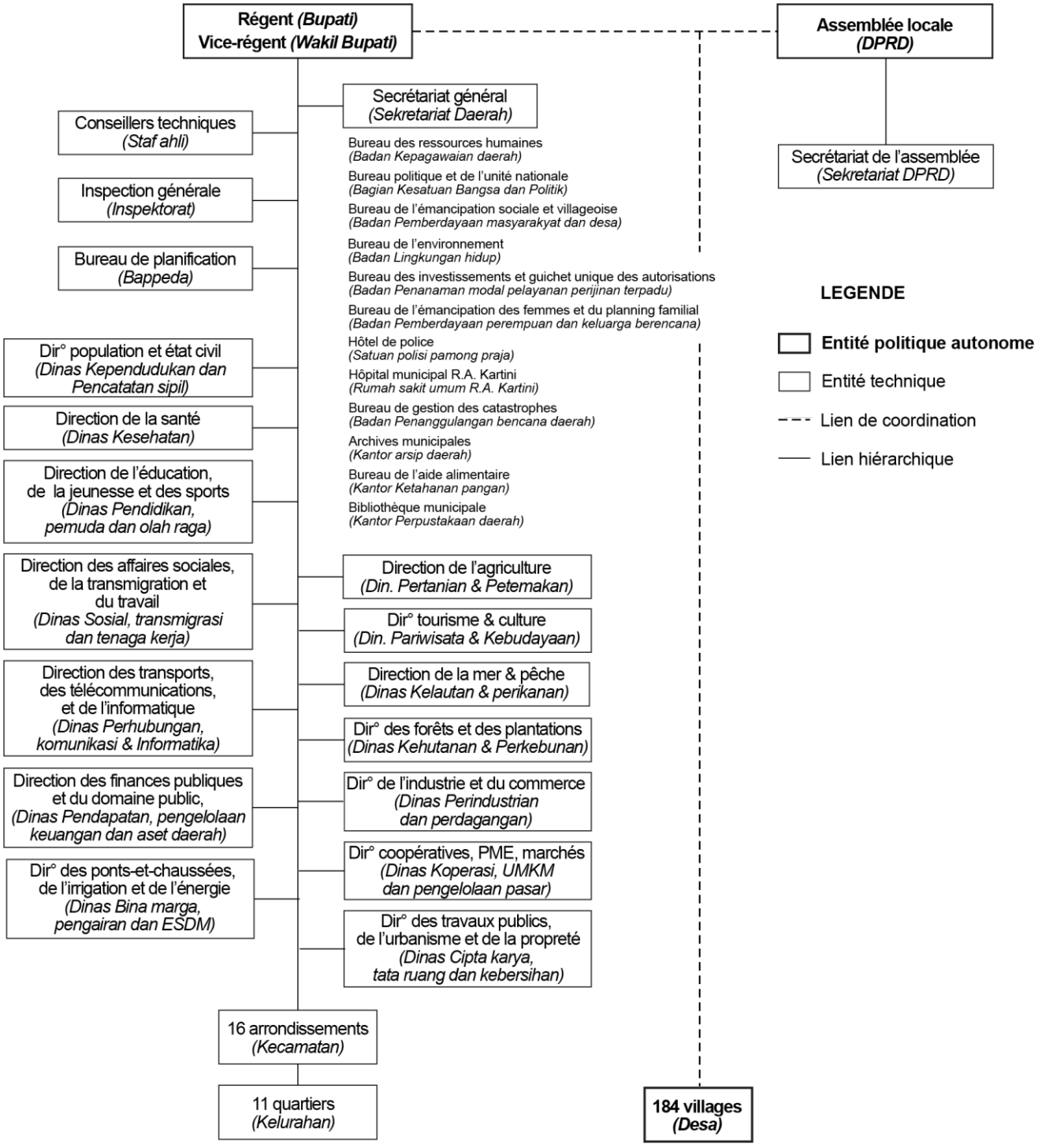
470 Pour la municipalité de Semarang et la régence de Jepara, la fiscalité locale génère en 2019 respectivement 32% et 5% des recettes budgétaires, contre 47% et 80% de transferts par l'Etat et la Province. Dans une régence comme Jepara, les taxes prélevées sur les entreprises – taxe foncière et immobilière (*Pajak Bumi dan Bangunan, PBB**), taxe sur les transactions immobilières (*Pajak Bea Perolehan Pemindahan Hak Atas Tanah dan Bangunan**) – ne représentaient en 2017 que 1,2% des recettes de la collectivité (29 milliards de Rp sur un budget total de 2 500 milliards) (source : entretien avec Bpk Arifin Muhaadin, agent du service de la fiscalité de la Régence de Jepara, le 24 juillet 2017).

471 Les dépenses d'investissement de la municipalité de Semarang, de la régence de Jepara et de la province de Java-Centre pour l'exercice 2019 représentent entre 9% et 23% de leur budget. Comparaison n'est pas raison (a fortiori entre des contextes territoriaux très éloignés) mais pour donner une idée de la répartition de l'effort, une intercommunalité française comme Bordeaux-Métropole consacre environ 40% de son budget aux dépenses d'investissement et 15% à sa masse salariale (celle-ci absorbant 26% à 40% des dépenses des collectivités indonésiennes ici mentionnées).

472 Après quelques années de décentralisation de ce sujet stratégique (source de pouvoir et de corruption), l'intense lobbying de l'Agence foncière nationale (*Badan Pertanahan Nasional, BPN**) lui a permis de reprendre le contrôle de l'administration du cadastre et la délivrance des « permis fonciers » (*Ijin Lokasi**).

473 Les parcelles et bâtiments en gris correspondent à des biens dont le propriétaire n'est pas identifié.

Figure 12 : Organigramme du gouvernement de la régence de Jepara en 2016



Conception et réalisation de l'auteur d'après données du gouvernement de la régence de Jepara

L'affirmation d'un pouvoir de proximité en milieu extra-urbain : les villages (*desa**)

A l'échelon de proximité en revanche, la *Reformasi** a considérablement renforcé l'autonomie dans les faits des collectivités disposant du statut de villages ruraux (*desa**). Dans chaque *RT.**, les habitants y élisent

des délégués qui siègent au sein d'une instance délibérative dotée d'une personnalité morale, d'un budget, d'actifs (faits de terres arables publiques ou *tanah bengkok**), de prérogatives législatives (droit coutumier ou *adat**[474]) et d'une administration pour assurer des services publics de proximité (entretien de l'espace public, dispensaire, etc.). Cette autonomie va de pair avec une affirmation de petits caciques locaux : « malgré la concurrence qui prévaut dans ces élections, la manière dont les candidats mènent les campagnes, en particulier avec l'achat de votes, assure la permanence des élites, seuls les villageois riches pouvant se porter candidats. De plus, les liens avec les fonctionnaires des autorités administratives supérieures demeurent importants pour les élites, qui peuvent faire valoir leur capacité à obtenir des projets gouvernementaux auprès de leur électorat. Mais au lieu d'être incorporés comme subordonnés dans une hiérarchie bureaucratique comme sous le régime autoritaire, les élites villageoises sont devenues de réels intermédiaires, exerçant un levier considérable dans leurs relations avec l'Etat » (ASPINALL & ROHMAN, 2017, p. 31). Outre leur autonomie politique, les *desa** ont gagné des moyens financiers substantiels qui leur permettent de mener à leur propre compte des projets importants au niveau local. En outre, « de nouveaux modes de budgets participatifs et de planification ont été introduits. Les chefs de village et les autres officiels jouent un rôle important dans le système redistributif (*welfare*) qui émerge en Indonésie, en aidant à identifier les bénéficiaires et à distribuer les avantages sociaux. » (Ibid., 2017, p. 32). La diffusion de ce système, dont tirent parti les collectivités rurales (par opposition aux collectivités urbaines, toujours incorporées dans l'administration des municipalités et régences), se poursuit[475], ce qui continue à favoriser l'émergence de territoires s'affranchissant des niveaux supérieurs de gouvernement, en particulier dans les zones dynamiques de la périphérie des villes.

Les mesures de décentralisation ont ainsi considérablement affaibli le contrôle public sur le territoire, alors même qu'elles étaient sensées en assurer une meilleure gestion. L'autonomie politique, administrative, financière accordée aux collectivités locales a ouvert les vannes d'une transformation accélérée des terres agricoles dans le cadre de logiques de développement très local déconnectées des stratégies territoriales élargies[476]. Cantonnées à un rôle quasi-exclusif de gestionnaires, les nouvelles autorités locales s'avèrent incapables d'affirmer des stratégies d'aménagement susceptibles d'orienter des mutations territoriales rapides qui les dépassent. On pourra arguer que la décentralisation est encore relativement récente, et qu'avec le temps le pouvoir

474 Ces prérogatives ont été accordées par la Loi n°2004-32.

475 Ainsi, la Loi Villageoise (Loi n°6-2014) étend encore les prérogatives des villages et accroît leurs moyens en injectant 21 000 milliards de Rp (1,5 milliard de $)

476 Cette autonomie est si favorable aux intérêts locaux qu'en dépit de leur densification et de l'implantation de fonctions urbaines, les *desa** cherchent à éviter une évolution vers un statut de *kelurahan** qui les en priverait.

politique comme les services techniques des collectivités locales monteront en ambition et en compétences pour s'émanciper, mais ce processus est très lent.

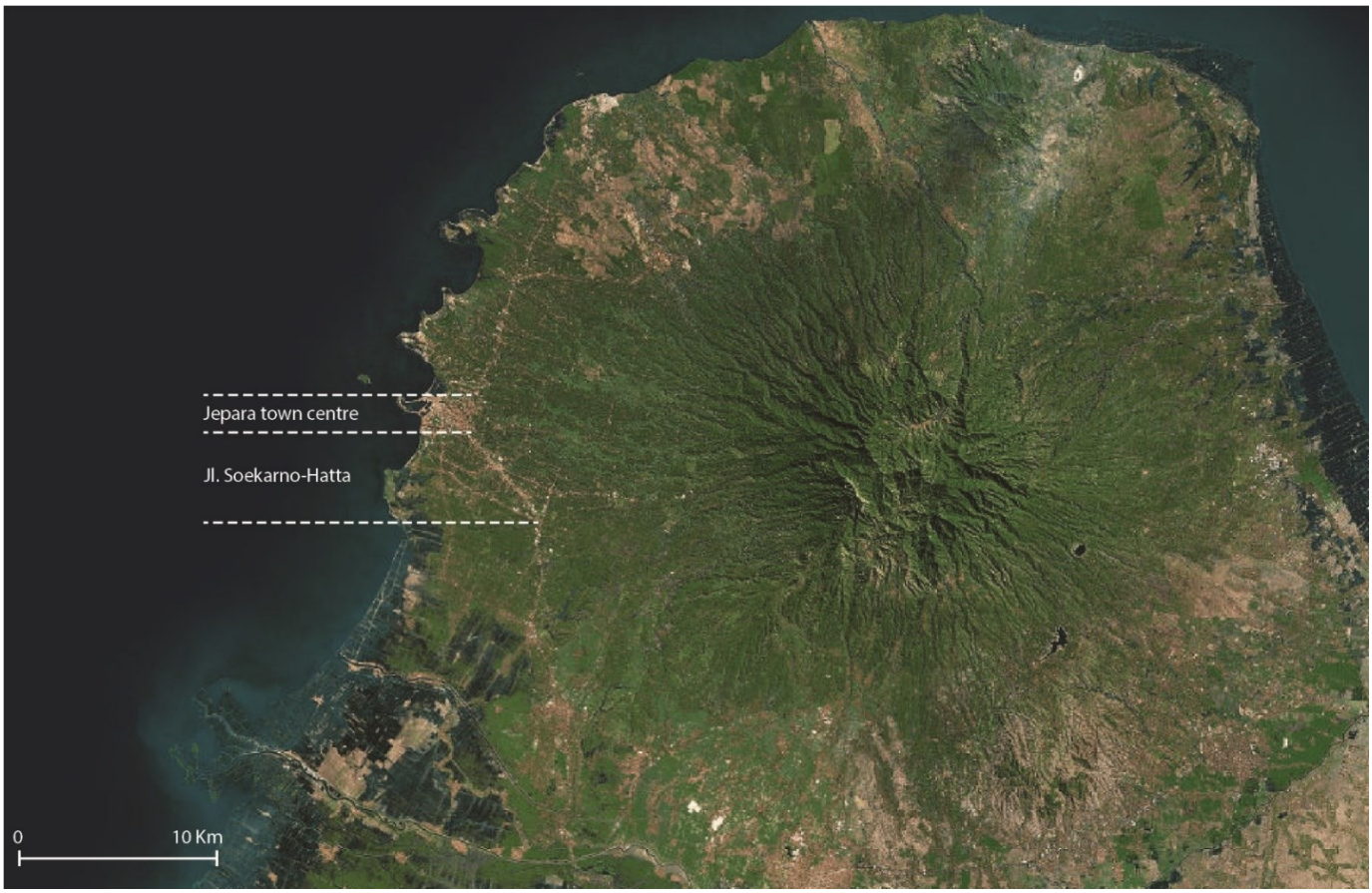
Jepara aujourd'hui : une petite ville aux prises avec la mondialisation

> ***« Réputée pour être le meilleur centre pour le travail du bois à Java, l'essor de l'industrie du meuble de Jepara lui a apporté tous les pièges d'une prospérité triomphante. Mais elle est aussi assoupie qu'un conducteur de cyclopousse (becak*) l'après-midi, et plus riche que beaucoup d'autres petites villes javanaises, ce qui en fait un coin tranquille pour faire une pause à l'écart de sa route ».***
>
> ***Indonesia, Lonely Planet Guidebook, édition 2015.***

Dans un registre prosaïque, folklorique et simplificateur, cette description extraite d'un guide de voyage grand public n'en est pas moins intéressante dans le sens où elle met le doigt sur les paradoxes de Jepara : « centre » situé « à l'écart de la route », dont l'économie « prospèrerait » dans une « tranquillité » toute provinciale, assurant à cette « petite ville » une « réputation » nationale. Plus factuellement, Jepara est une cité de 210 000 habitants sur 63,6 km² [477] (soit 3 300 hab./km²), chef-lieu de la régence éponyme qui compte 1,24 million d'habitants sur 1 004 km² (soit 1 240 hab./km²). Elle s'est développée à partir d'un noyau urbain hérité de l'époque coloniale lové entre le littoral jalonné de ports de pêche et les pentes du mont Muria, s'étendant le long des axes routiers (en particulier la route principale Jepara-Kudus, Jl. Soekarno-Hatta). Avant de nous concentrer sur l'organisation spatiale du cluster du meuble, un détour par le centre-ville et le littoral nous aidera à comprendre l'espace urbain que l'industrie du meuble a contribué à développer et sur lequel elle s'appuie aujourd'hui.

[477] Source : BPS, 2019. Nous comptabilisons ici deux des seize arrondissements de la régence, à savoir Jepara et Tahunan.

Carte 10 : Vue satellite de Jepara, au pied du mont Muria



Source : Earthstar Geographics, 2018

Un chef-lieu exceptionnellement développé

D'un point de vue administratif, la commune de Jepara (*kota* Jepara*) est composée des deux arrondissements (*kecamatan**) de Jepara et Tahunan. Le centre-ville de Jepara s'est constitué à l'époque coloniale autour de la place centrale (*alun-alun**) où se concentrent les fonctions administratives (services techniques, écoles, dispensaires, équipements sportifs et culturels) et commerciales qui servent l'ensemble de la régence. On trouve également autour de l'*alun-alun** le complexe palatial du régent (qui accueille de nombreuses réunions administratives et des manifestations publiques), la mosquée principale et un petit musée consacré à Kartini.

L'activité commerciale est importante pour une si petite ville : autour du marché couvert, plusieurs rues animées[478] offrent toute la palette de produits et services du quotidien, banques, boutiques de vêtements et de matériel électronique, bijouteries, pharmacies, services d'impression et de photocopie, etc. On y trouve également l'outillage nécessaire à la fabrication des meubles et à la sculpture du bois. Un marché de gros assure l'approvisionnement des détaillants de produits alimentaires. Jepara compte également un nombre

[478] Jl. Kolonel Sugiono, Jl. Veteran, Jl. Diponegoro, Jl. Untung Suropati, Jl. Sersan Sumirat, et Jl. Yos Sudarso Tayu Pati.

impressionnant de cafés, d'hôtels, et même un cinéma qui pouvait se prévaloir de 100 000 entrées en 2000, avant que la diffusion de films sur Internet n'en ait raison. Pour autant, le niveau des services reste très en-deçà d'une grande ville comme Semarang : il n'existe pas de *mall* conforme aux attentes des jeunes citadins et les services publics (hôpitaux et universités) sont réputés pour leur piètre qualité. A l'échelle de la régence, le bourgeonnement spontané des ateliers de meubles et des usines (cf. infra) est allé de pair avec un développement des centralités villageoises avec des commerces et services de proximité et d'agglomérats résidentiels le long d'un réseau viaire qui n'a eu de cesse de s'améliorer.

L'internationalisation du cluster dans les années 1990 a par ailleurs créé les conditions d'un développement touristique à partir de la fin des années 2000[479]. Les plages plaisantes bordant tout le littoral de la ville d'un côté[480] et l'embarcadère vers l'archipel idyllique de Karimunjawa[481], les sanctuaires de Mantingan[482] et du mont Muria de l'autre, ont fait de Jepara une destination appréciée des classes moyennes indonésiennes en plein essor[483].

Le bourgeonnement des ateliers et des usines de fabrication de meubles

En parcourant les rues et les venelles qui sillonnent le plateau boisé qui surplombe au sud-est le centre-ville de Jepara, on est frappé par la succession interminable d'ateliers de fabrication de meubles exposant en devanture des produits semi-finis. Des milliers d'ateliers ont ainsi bourgeonné le long du réseau viaire dans un rayon de 15 km autour Jepara, jusqu'à impliquer dans la production la moitié des villages (*desa**) de la régence. Roda et al. (2007) ont cartographié en 2005 ces activités[484], dont la densité pouvait atteindre jusqu'à 200 unités/km^2 au cœur du cluster dans le village de Tahunan, pour décroitre en cercles concentriques : plus de 15 unités/km^2 dans un rayon de 10 à 12 Km autour de Tahunan, entre 1 et 15 unités/km^2 jusqu'à 25 Km.

479 L'offre d'hébergement se limitait en 1985 à 7 hôtels totalisant 109 chambres. En 2000, 8 hôtels offraient 273 chambres pour 30 000 nuitées. Quinze ans plus tard, le parc s'est considérablement étendu et diversifié, avec 47 établissements offraient 689 chambres plus une vingtaine de gîtes à l'attention des touristes et entrepreneurs étrangers (source : *BPS* de Jepara).

480 La plage principale, Pantai Kartini, aménagée et payante, accueillait ainsi 136 000 visiteurs en 2000. Pantai Teluk Awur, au sud, et Pantai Bandengan, au nord, sont moins fréquentées.

481 L'archipel de Karimunjawa, accessible en bateau rapide ou en ferry depuis le port de Jepara, est aussi devenu une destination courue des touristes étrangers depuis la fin des années 2000.

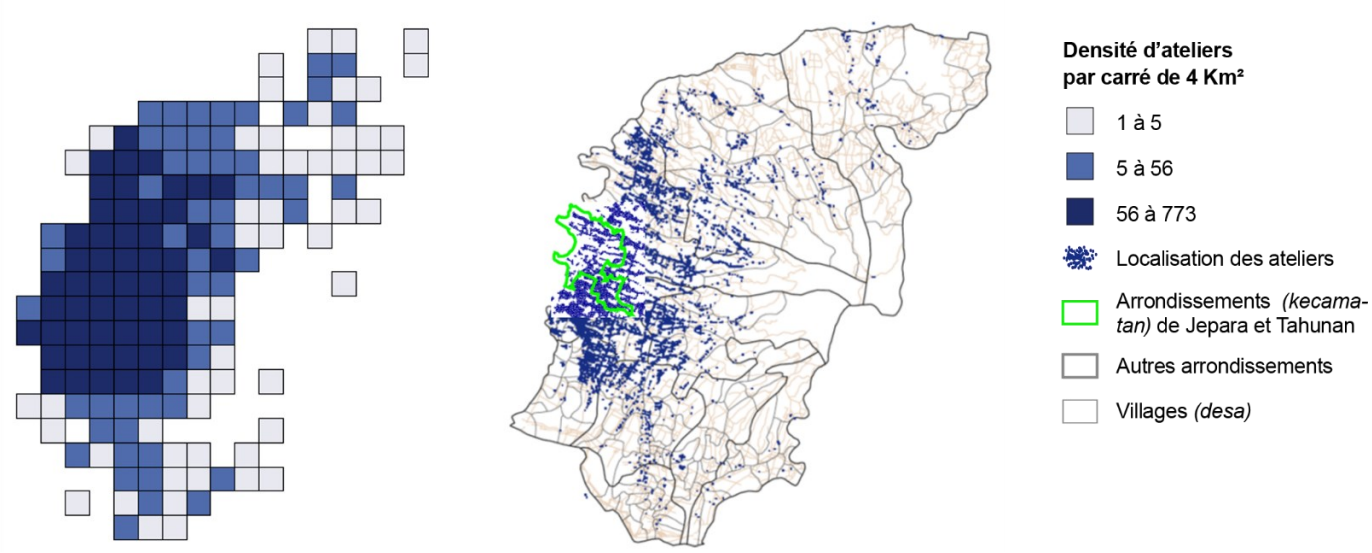
482 La mosquée et le cimetière de Mantingan reçurent 119 000 visiteurs en 2000.

483 Ce tourisme d'affaires était toutes proportions gardées assez considérable puisqu'en 2000, Jepara était avec 1 157 visiteurs (soit 12% de la fréquentation provinciale) la deuxième destination de Java-Centre pour les étrangers, après Magelang (point d'accès au célèbre temple de Borobudur) et loin devant Semarang (*BPS* de Jepara). Les étrangers représentaient 6,2% des hôtes hébergés en 2015, avec une durée moyenne de séjour de 4,7 nuitées, très supérieure à celle de 1,5 nuitée des Indonésiens.

484 Il n'y a pas eu à notre connaissance d'actualisation de ce travail de cartographie systématique du *cluster*. Mais, pour les parties que nous avons parcourues dans le cadre de notre enquête (le sud et l'est du *cluster*), cette carte demeure globalement valable aujourd'hui.

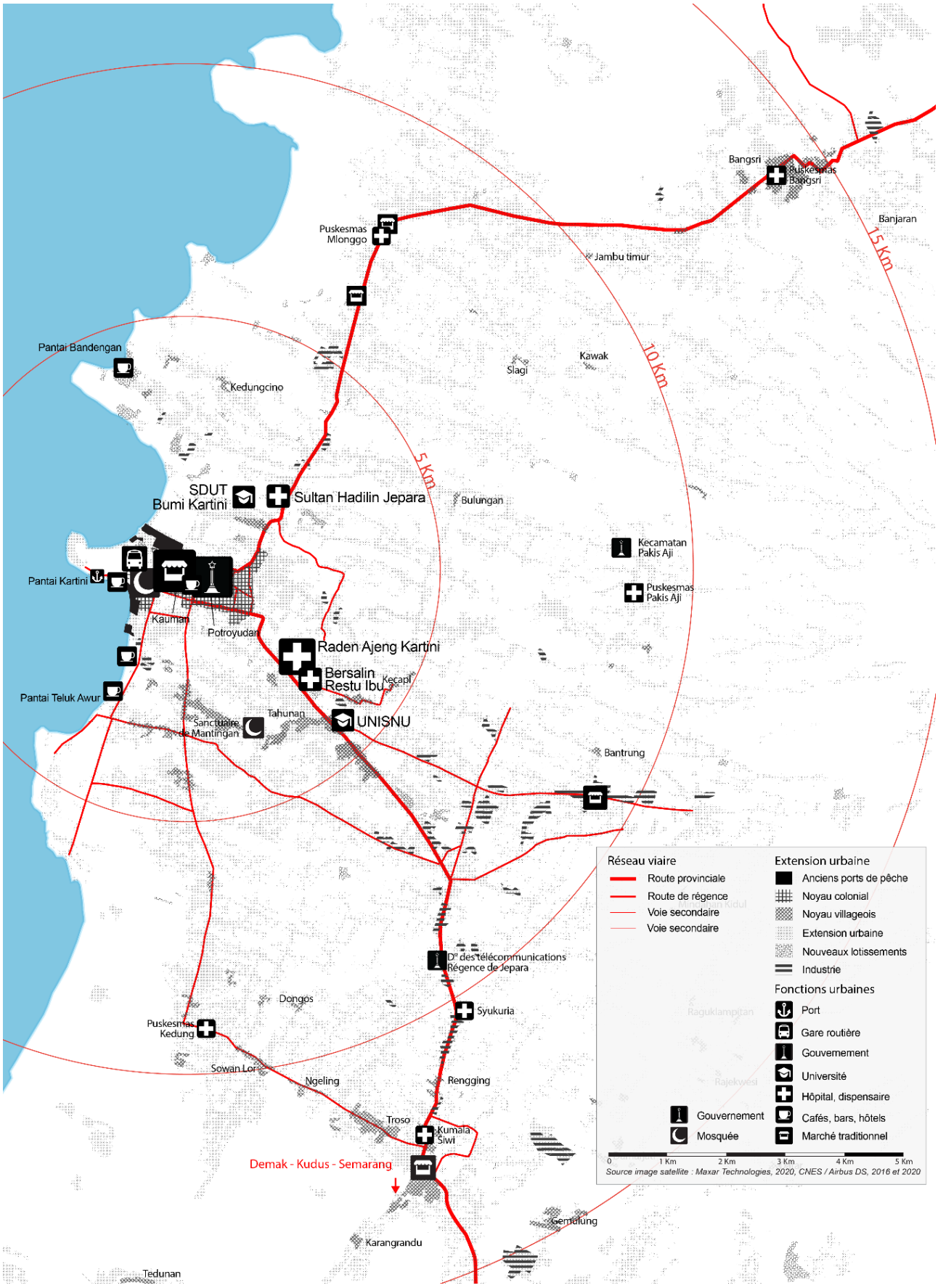
vers le nord et le sud (le long de la route principale), et moins de 1 atelier/km^2 dans le reste de la régence. On peut ainsi considérer que le cluster se concentre sur un rectangle de 200 Km^2. On constate que les ateliers les plus grands et les usines se concentrent sur les franges du cœur artisanal, le long de la route principale traversant la régence dans le sens nord-sud (Jl. Soekarno Hatta).

Figure 13: Densité (à gauche) et localisation (à droite) des ateliers de fabrication de meubles dans la régence de Jepara en 2005



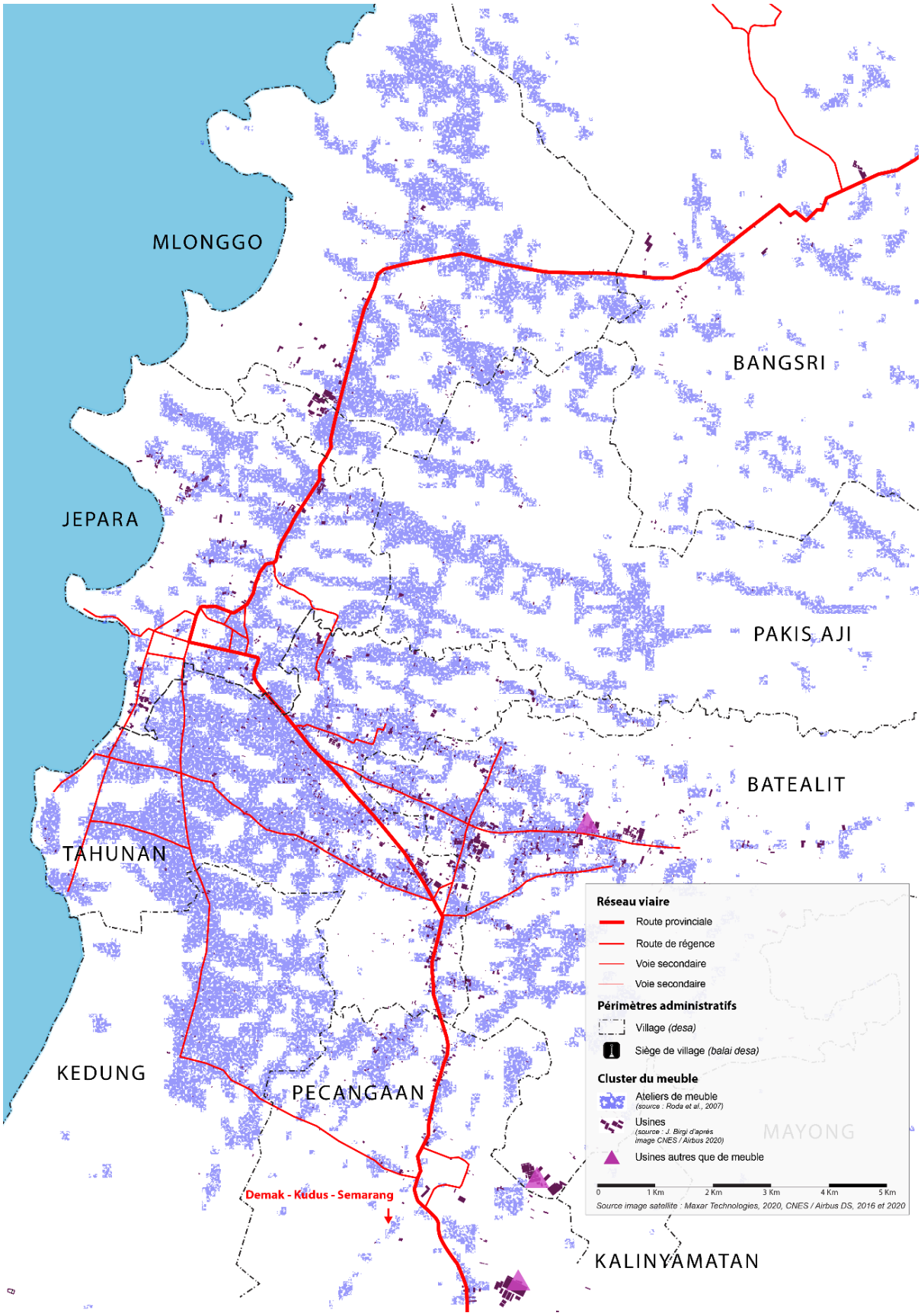
Source : (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007)

Carte 11 : Organisation spatiale de la régence de la ville et de la régence de Jepara



Conception et réalisation de l'auteur d'après images satellite CNES/Airbus DS 2016 et 2020

Carte 12 : Localisation des ateliers (2005) et des ateliers et usines de meubles repérables sur les images satellite (2019)



Conception et réalisation de l'auteur d'après (RODA, CADENE, GUIZOL, SANTOSO, & UZAIR FAUZAN, 2007)et analyse des images satellite (Maxar Technologies et CNES/Airbus, 2020)

Le modèle de compétition spatiale de Hotelling explique pourquoi, à l'échelle locale, des sociétés concurrentes s'implantent les unes à côté des autres (HOTELLING, 1929). Dans une rue parcourue par des clients soucieux d'optimiser leur temps, une première entreprise maximise son potentiel de fréquentation en s'implantant au milieu. Il en va de même pour la seconde, qui va donc chercher à s'accoler à la première, non pas pour tirer un quelconque bénéfice de son voisinage, mais pour accéder à un emplacement aussi bien situé dans la rue. Il en va de même pour une troisième, une quatrième, etc. jusqu'à ce que la concurrence finisse par annihiler le profit. Cette modélisation élémentaire, où la concurrence spatiale repose sur le volume et le prix, a été améliorée pour rendre compte des stratégies de maillage territorial à l'œuvre par exemple dans le commerce de détail, mais que nous retrouverons aussi à Jepara sur certains segments de la chaîne de valeur. La littérature montre ainsi que l'optimum économique est atteint quand les différentes entreprises se répartissent les clients à parts égales, ce qui les incite à s'implanter à équidistance les unes des autres (D'ASPREMONT, GABSZEWICZ, & THISSE, 1979; OSBORNE & PITCHIK, 1987). Des travaux plus récents ont montré lorsque d'autres paramètres de différenciation (marque, personnalité du dirigeant, réseau, etc.) entraient en ligne de compte, limitant ainsi la concurrence entre sociétés voisines, les firmes tendent à se regrouper au barycentre du marché (DE PALMA, GINSBURGH, PAPAGEORGIOU, & THISSE, 1985), mais cette dernière configuration est rare.

Figure 14 : Localisation des firmes dans un contexte de concurrence par le prix

Figure 15 : Localisation des firmes dans un contexte de concurrence par le prix et d'optimisation du volume de clientèle

Figure 16: Localisation des entreprises dans un contexte de différenciation

Conception et réalisation de l'auteur

Les lieux de production des meubles

Dans le cluster, la chaîne de production est éclatée entre différents sites spécialisés chacun dans un segment. Le négoce des grumes se déroule dans des dépôts, souvent de simples terrains à ciel ouvert, ce qui expose le bois aux variations climatiques. Les scieries où l'on découpe les grumes en planches sont à peine mieux équipées : les scies à ruban sans âge sont vaguement abritées par des auvents mais l'essentiel de la manutention intervient à l'air libre, dans des conditions de sécurité tout-à-fait déplorables, en raison de l'absence de dispositifs de sécurité au niveau des machines et des travailleurs, mais aussi de l'amoncellement

des chutes de bois et de sciure sur le sol qui peut occasionner des blessures ou des chutes. Généralement associés aux scieries, les systèmes de séchage, souvent très artisanaux comme nous l'avons vu dans le chapitre 1.1, prennent parfois la forme d'un four alimenté par les résidus de la coupe.

La sculpture, qui nécessite peu de place, est souvent faite à domicile, au calme de l'arrière-cour des maisons. Un simple établi confectionné par l'artisan suffit. L'assemblage nécessite plus d'espace, d'autant plus qu'il faut stocker les pièces et les produits semi-finis. Ces tâches se déroulent donc dans des ateliers contigus aux maisons des entrepreneurs, là où le terrain le permet. Pendant la saison sèche, les parties extérieures sont également utilisées. A la saison des pluies, on se replie dans le garage ou sur la terrasse. Concentrés sur le fourmillement – il est vrai fascinant – d'ateliers familiaux, les commentateurs du cluster tendent à négliger la présence des unités plus importantes, grands ateliers, entrepôts et véritables usines, disséminés sur le territoire. Ces installations diffèrent sensiblement des établissements rationnalisés que l'on trouve à Semarang : l'organisation des tâches dans les ateliers des entrepreneurs autochtones s'avère très empirique, et de prime abord, brouillonne. Mais cela provient également du fait que les sites de production résultent d'extensions successives dans un environnement résidentiel relativement dense (notamment dans les villages les plus actifs de la régence, comme Tahunan) avec lequel ils doivent composer. Ainsi, s'ils témoignent d'une volonté d'organisation plus manifeste, les ateliers gérés par des étrangers obéissent aux mêmes principes d'utilisation flexible et polyvalente de l'espace.

Photo 14 : Contraste entre un atelier détenu par un entrepreneur jeparanais (00.4F) (en haut) et une usine dirigée par un Occidental (04B) (en bas)

Sources : Julien Birgi (2018) et Prita Ramadiani (2017)

En bout de chaîne, les *showrooms* sont de taille et de forme très variables. Visage des entreprises désireuses d'avoir pignon sur rue, ils reflètent les moyens, les goûts et la représentation qu'ils se font du marché extérieur des entrepreneurs. Ils incarnent également les ressorts de la présence de Jepara sur le marché international du meuble, marquée par un recul de la vente sur stock (et donc des *showrooms* adossés à des entrepôts de produits finis) et un essor du commerce en ligne (qui explique la vacance d'un grand nombre d'entre eux).

Photo 15: *Showrooms* le long de Jl. Soekarno-Hatta à Jepara: combinaison avec un bureau et un logement typique du compartiment chinois (*ruko) (JRS.G) à gauche, portail en fer forgé (JRN.C) au centre, et *showroom* jumelé à un entrepôt de stockage des produits finis (15F) à droite**

Source : Julien Birgi (2018)

Semarang aujourd'hui : une ville industrielle en voie de métropolisation

Semarang est une cité atypique, physiquement marquée par son relief et un passé colonial exceptionnel, qui a structuré plus que dans toute autre ville indonésienne l'organisation urbaine. L'axe « noble » des fonctions décisionnelles et des élites part du rivage de la mer de Java au nord vers les contreforts du volcan Ungaran au sud. Il se double d'un axe est-ouest dans la plaine littorale, où se sont implantés les fonctions industrielles et la plupart des quartiers populaires.

Une industrie inscrite dans une trame urbaine radioconcentrique infléchie par le relief

Pour décrypter Semarang, il faut, comme à Djakarta et à Surabaya, suivre le processus historique d'urbanisation en partant du port colonial vers le sud. La vieillie ville (*Kota Lama**), dont la rénovation a été engagée il y a quelques années à peine, déploie un patrimoine architectural exceptionnel et longtemps négligé, fait de maisons de négoce, de sièges sociaux et de manufactures le long de la rivière Semarang que remontaient les navires de commerce et autour de la gare de *Tawang* (la plus ancienne d'Asie du Sud-Est), non loin des quartiers arabe (*Kauman**) et chinois (*Pecinan**) qui gravitent toujours autour du commerce textile pour le premier, de l'or et des matériaux de construction pour le second. Au tournant du 20ème siècle, le centre de gravité de la cité s'est déplacé vers le sud, dans le triangle formé par Lawang Sewu (l'ex-palais du gouverneur), la place Simpang Lima (cœur récréatif pour toutes les bourses avec ses centres commerciaux, ses cinémas et ses restaurants de rue) et Pasar Johar (le marché central) qui concentre les fonctions administratives et commerciales de la capitale provinciale. Dans les années 1920, la progression de la ville vers le sud s'est poursuivie avec l'installation des élites coloniales en quête d'air frais et de panoramas dans la cité-jardin de *Niew Tjandi* sur les marches surplombant la ville basse, suivies après l'indépendance par l'ouverture à Gombel du complexe de l'école nationale de police et aux alentours, de maisons notabiliaires, d'hôtels plus ou moins

respectables et de restaurants. Encore plus au sud à Tembalang, au-delà de la rocade autoroutière, un quartier très animé de logements étudiants et de boutiques pour les jeunes s'est développé autour du nouveau campus de *l'Undip*.*

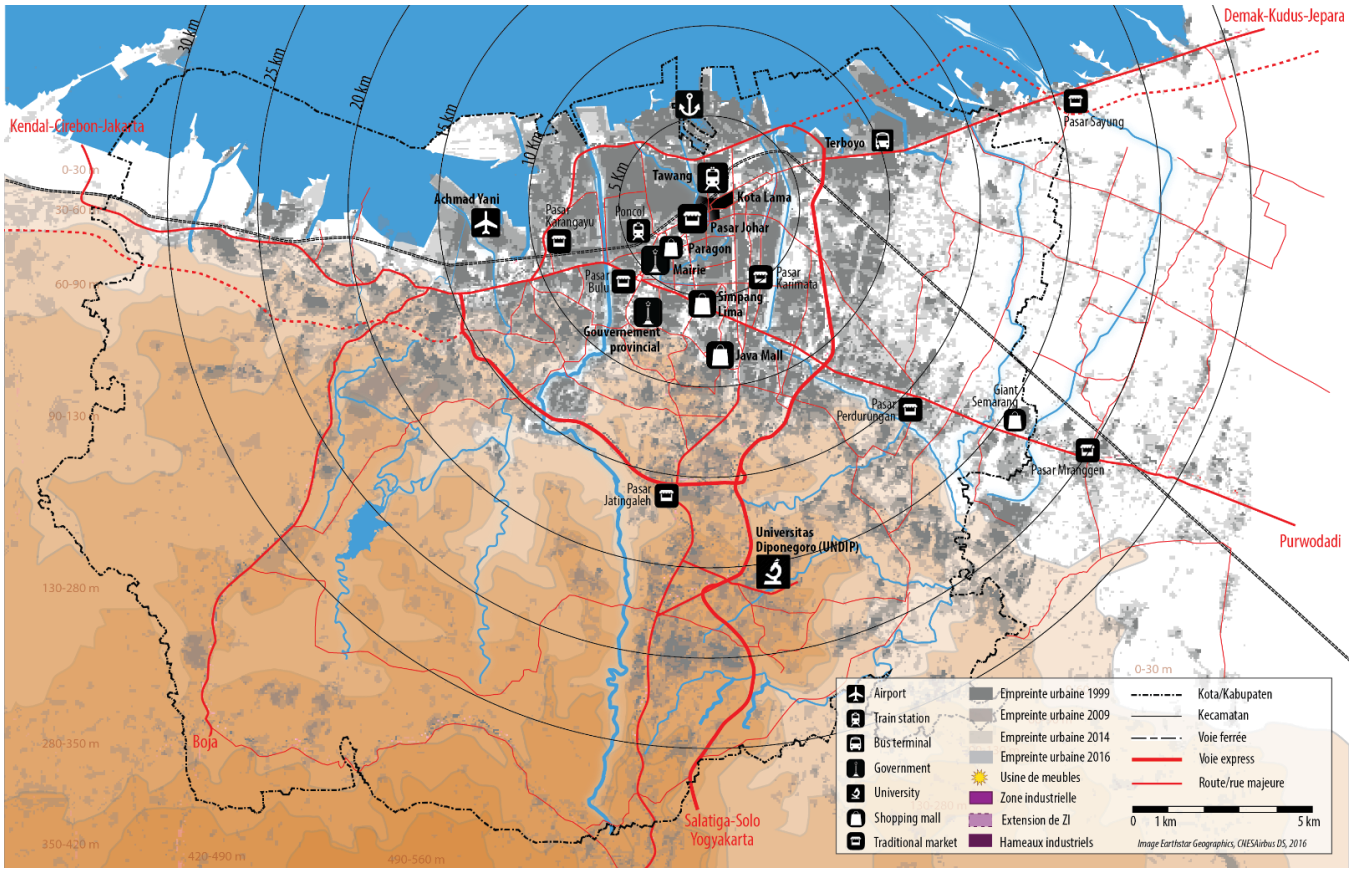
Mais derrière cette ville planifiée, vitrine de la capitale provinciale, on trouve une ville « informelle » qui n'a pas beaucoup changé depuis la description qu'en avait faite Pratiwo au début des années 2000 : « des allées boueuses, des bidonvilles et des canaux sales. Les voitures de luxe, les énormes cars, les camions partagent la chaussée avec des pousse-pousse et des vélos. Les hauts-fonctionnaires javanais résident dans des villas dotées d'une vaste cour. Les riches Chinois habitent des résidences de luxe. Le contraste est grand avec ceux qui vivent sur les rives des cours d'eau et qui peuvent être expulsés par les autorités à tout moment. La majorité de la population, qu'elle soit d'origine javanaise, chinoise ou arabe, vit au centre de la ville dans des logements surpeuplés dépourvus d'eau potable et d'assainissement adéquats. Les plus pauvres passent la nuit sous le porche des bâtiments publics, au marché, à la gare routière ou dans des abris de fortune le long des rivières »[485]. Cette ville basse, livrée à la torpeur d'un littoral insalubre écrasé de chaleur, semble avoir été abandonnée par une modernité engagée dans sa marche vers le sud et les contreforts du mont Ungaran. C'est là, notamment sur les terrains détenues par les sociétés néerlandaises expropriées en 1957, que se sont installés de nombreux migrants ruraux, dans des *kampung** plus ou moins bien ordonnés. C'est également là, au plus près du port de Tanjung Emas et de la route nationale Djakarta-Surabaya que s'est déployé l'essentiel de l'industrie.

La croisée entre un axe tertiaire nord-sud et un axe industriel et populaire est-ouest forme une organisation typique du « modèle général de l'usage du foncier dans les grandes villes d'Asie du Sud-Est » de McGee (1967) ou de la « ville franchisée » de Mangin (2007). Cette urbanisation s'est produite pour l'essentiel sur le territoire administratif de la municipalité, dont les limites ont été étendues en 1976[486], donnant à Semarang (contrairement à toutes les autres grandes villes du pays, dont le périmètre est beaucoup plus resserré sur leur noyau historique) une réelle opportunité de maîtriser sa croissance, sur un territoire dont 56% sont encore agricoles ou naturels.

485 Source : (PRATIWO, 2004, p. 3).

486 L'extension en 1976 des limites administratives de la municipalité à 373 km² fait de Semarang la deuxième *kota** la plus étendue du pays après Djakarta, devant Surabaya ou Bandung pourtant nettement plus peuplées.

Carte 13 : Schéma de l'organisation spatiale de Semarang



Conception et réalisation de l'auteur

Les lieux de l'industrie : zones industrielles et usines spontanées

Les zones industrielles (*kawasan industri, KI**) dont nous venons de voir qu'elles se concentrent dans la plaine littorale (cf. carte ci-après) couvrent aujourd'hui environ 2 450 ha, soit 15,5% de l'emprise urbaine de la municipalité. Ces zones sont des entités bien délimitées, aménagées par des sociétés publiques ou des foncières privées. La pleine propriété du foncier (*hak milik**) n'existant en Indonésie que pour les particuliers, le foncier est concédé sous la forme de baux à construction (*hak guna bangunan, HGB**) pour une période de 30 ans, extensible deux fois 20 ans. Le niveau d'équipement et l'état des infrastructures est très variable d'une zone à l'autre. Nous verrons dans le chapitre 2.3 que le modèle de la zone industrielle a beaucoup évolué au cours de notre période de recherche. Les valeurs foncières et immobilières diffèrent également beaucoup selon les endroits et le statut de l'aménageur. Il convient en effet de distinguer la zone publique *Kawasan Industri Wijayakusuma (KIW)** où sont pratiqués les tarifs fixés par l'Agence foncière nationale[487], des zones privées où les prix sont formés par la loi de l'offre et de la demande. La vacance dans les zones les plus anciennes n'est pas aussi élevée que l'état des infrastructures et des bâtiments pourrait le laisser penser. Sur les 110 parcelles

487 On ne peut totalement exclure que des « coûts de transaction masqués » tendant à combler l'écart conséquent entre ces valeurs et les prix du marché soient pratiquées, mais nous n'en avons trouvé aucune indication.

de la zone de *Kawasan Industri Terboyo Megah (KITM)*,* en très mauvais état et régulièrement inondée, 9 sont en friche et 8 accueillent des bâtiments vides en 2018, soit un taux de vacance somme toute limité de 15%[488]. Cela s'explique par un déficit chronique d'offre foncière face à une demande industrielle qui reste soutenue.

Tableau 22 : Valeurs du marché foncier et immobilier dans les zones industrielles de Semarang en 2017

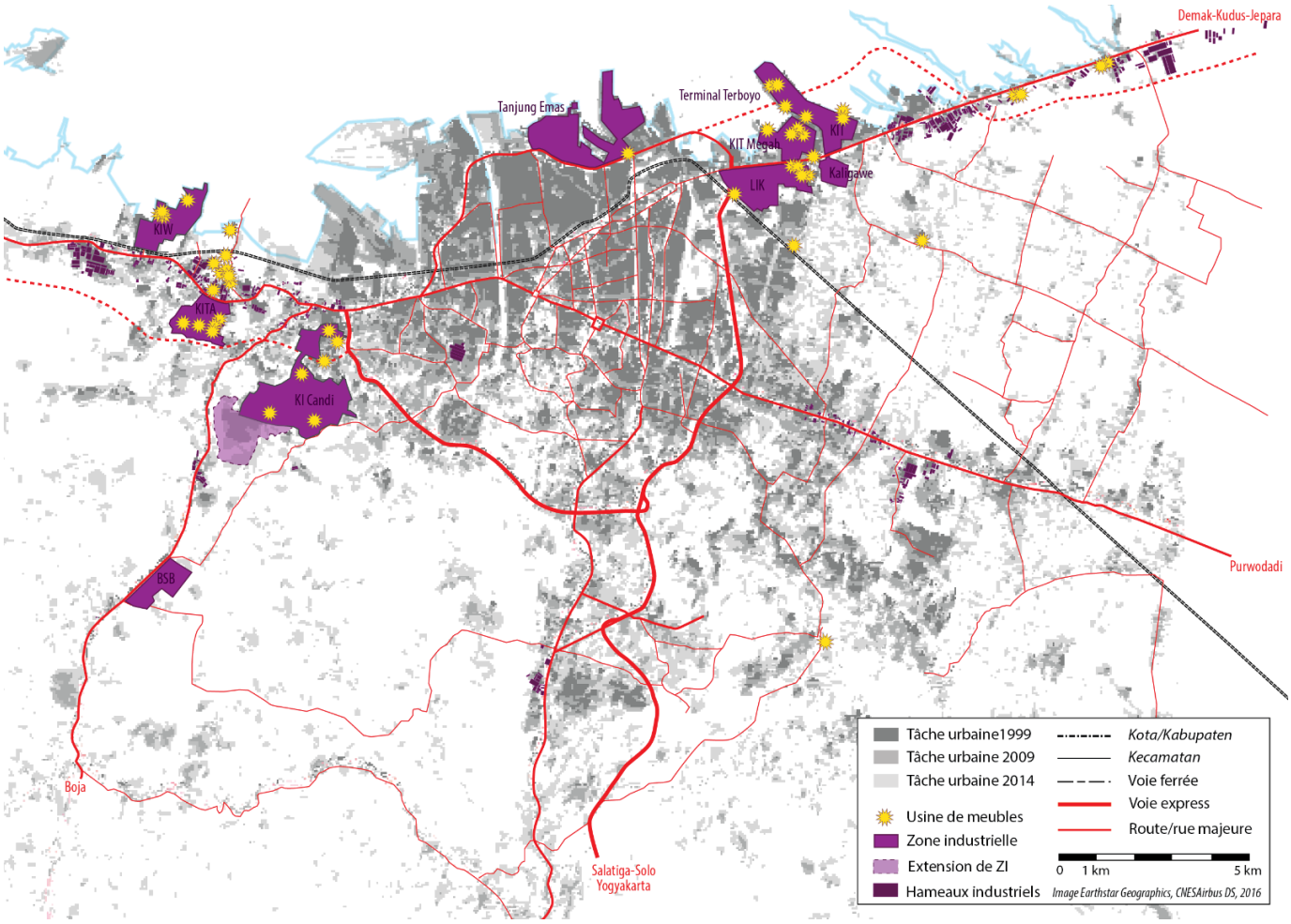
Zone industrielle	Foncier (*HGB**) (MRp/m²)	Immeubles locatifs (MRp/m²/an)
Kawasan Industri Candi (KIC)	3,0	2,5 à 4,0
Kawasan Industri Terboyo (KIT)	1,5 à -2,0	0,1 à 0,2
Lingkungan Industri Kecil (LIK) Bugangan Baru Semarang	1,5 à 2,0	0,1
Kawasan Industri Wijayakusuma (KIW)	1,6	0,5

Source : enquête terrain

Il faut distinguer cette industrialisation planifiée d'une industrialisation « spontanée » qui n'a pas attendu les plans gouvernementaux et l'aménagement de zones dédiées pour s'implanter. Elle émane d'usines qui s'implantent de manière autonome et diffuse là où des terrains accessibles en camion sont disponibles. En nous fondant sur les images-satellite et la taille moyenne des unités de production, ces usines diffusent représenteraient environ 900 ha (dont 300 ha aux portes de la commune de Semarang, dans la régence de Demak),

488 *PT. Terboyo Megah Company directory,* consulté le 18 octobre 2018.

Carte 14 : Zones industrielles, usines isolées et étalement urbain à Semarang



Conception et réalisation de l'auteur d'après analyse de l'image satellite CNES Airbus DS 2016 et Hadi et al. (2016)

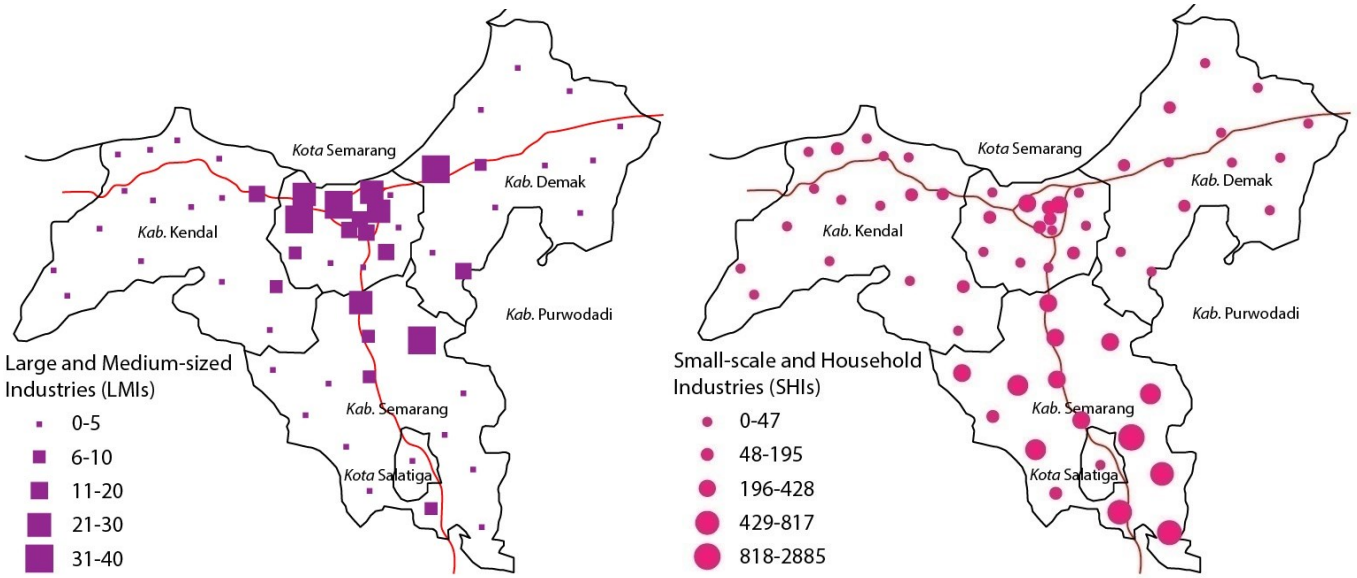
A côté de ces implantations exogènes (au sens où il s'agit d'unités de production extérieures au territoire), il existe enfin un processus d'industrialisation plus progressif et plus diffus (et donc moins visible, a fortiori au regard de la définition indonésienne des clusters industriels (*sentra industri**)[489], consistant en une croissance in situ de très petites entreprises. Connu sous le vocable « d'industrie de guerilla » (*industri guerilya*)[490], ces activités commencent sous la forme de petits ateliers dans l'arrière-cour d'une maison, puis se déploient dans des bâtiments annexes construits en briques jusqu'à devenir de véritables petites usines au cœur de tissus plutôt résidentiels, ce qui ne va pas sans causer des conflits d'usages avec le voisinage. Ce processus est particulièrement actif dans les villages de la grande périphérie de Semarang, comme le montre la carte qui suit. Dans l'ensemble, nous estimons à partir de l'analyse satellite et de l'exemple du secteur du

489 L'Indonésie définit les *clusters* industriels (*sentra industri**) comme un agrégat d'au moins 20 entreprises exerçant dans le même secteur d'activité au sein d'une seule entité administrative. Or, cette définition méconnait la mixité et la diffusion des fonctions productives qui caractérisent le modèle du *desakota*, ce qui tend à occulter la partie émerger de l'iceberg productif.

490 Pour reprendre le terme employé par Fadjar Hari Mardiansjah, maître de conférences à l'Undip, à l'occasion d'une visite dans l'arrondissement de Bodja, régence de Kendal, en août 2016.

meuble (représentatif du secteur manufacturier à Semarang) que ces formes d'industrialisation « informelle » (par opposition à l'industrialisation formalisée d'un point de vue réglementaire et contractuel) représentent un volume de production et un parc immobilier comparable à celui des usines installées dans les zones industrielles.

Carte 15 : Localisation des industries de plus de 20 employés (à gauche) et de moins de 20 employés (à droite) tous secteurs d'activités confondus, dans l'aire métropolitaine de Semarang (Kedungsepur) au sortir de la *Krismon



Source : (SOETOMO, 2004)

Une ville en voie de métropolisation

Ce processus d'affirmation d'un tissu productif en périphérie de la ville est attesté depuis les années 1970 (WOLF, 1992) mais la nouveauté est que les bassins d'emplois de la ville-centre et des régences alentours sont de plus en plus interconnectés. En parallèle, l'activité de la ville-centre s'est tertiarisée[491] faisant de Semarang la capitale servicielle d'une aire métropolitaine industrielle. Ce mouvement de recomposition du territoire est si puissant que la décision a été prise par l'Etat central[492] de créer en 2007 une entité métropolitaine afin de coordonner les politiques de développement et les schémas d'aménagement, *Kedungsepur*[493]. Elle s'étend sur 5 250 km^2 et rassemble 7,2 millions d'habitants en 2015, soit un territoire a priori cohérent avec l'aire métropolitaine pratiquée par les entreprises, les actifs, les usagers des grands équipements urbains. Mais il

491 L'emploi tertiaire représentait à Semarang 72% du PIB en 2015, contre 40 à 60% dans les régences alentours et 49% en moyenne provinciale,

492 Loi n°26-2007. L'intérêt de l'Etat central peut s'expliquer par le poids économique de cet ensemble, qui concentrait 2,18% du PIB en 2015 selon le Boston Consulting Group.

493 Acronyme de Kendal-Demak-Ungaran (siège de la régence de Semarang, à ne pas confondre avec la municipalité éponyme) / Salatiga / Semarang (la municipalité) / Purwodadi (siège de la régence de Grobogan).

s'agit d'une structure très lâche, fondée sur le consensus entre collectivités locales pleinement autonomes, et dépourvue d'une administration susceptible de mettre en œuvre des actions concrètes.

Conclusion de la première partie

Nous avons dans cette première partie montré que l'industrie du meuble, intensive en main d'œuvre, mondialisée et orientée par la demande, s'est déployée sous des formes contrastées à Java-Centre. A Jepara, elle prend la forme d'un cluster atomisé, constitué de dizaines de milliers d'artisans, de petits entrepreneurs et de négociants spécialisés travaillant les uns pour les autres dans le cadre de relations économiques en perpétuelle recomposition, selon le principe de « spécialisation flexible » (PIORE & SABEL, 1984). Des ateliers plus importants et des usines émergent de cette fourmilière du meuble, mais elles demeurent minoritaires. A Semarang en revanche, le modèle fordiste concentrant les tâches sous le même toit est ultradominant, même si de petits ateliers peuvent éclore dans les villages situés dans les régences périurbaines.

Cette activité implique à Jepara comme à Semarang des groupes d'entrepreneurs cosmopolites et un océan de travailleurs – ouvriers peu qualifiés ou artisans – issus des campagnes pauvres et denses environnantes. La nature des tâches et le profil de la main d'œuvre sont assez comparables entre les deux centres de production : aux hommes les activités jugées dangereuses et/ou consistant à transformer la matière (manutention, découpe, sculpture et assemblage des meubles) ; aux femmes la finition et la gestion administrative. La pyramide des âges est bien moins comprimée que dans les autres branches du secteur manufacturier comme le textile ou l'électronique, où domine l'emploi féminin prémarital.

L'organisation spatiale des deux centres de production semble différer en tout point. Jepara est le modeste chef-lieu d'une régence longtemps restée en marge du développement, alors que Semarang est une grande agglomération marquées par une industrialisation qui a pris des formes diverses : zones industrielles, usines isolées, industrie « guerilla ».

Bien évidemment, le tissu économique, les communautés d'actifs et les installations de production n'existent pas en soi, hors-sol : nous avons montré qu'ils sont insérés dans un contexte économique, social et spatial qui les a façonnés, autant qu'ils l'ont façonné. Il est donc temps de se pencher sur les interactions entre les structures et leur environnement élargi, mais aussi entre elles, afin de mettre en lumière les processus dynamiques à même d'expliquer les mécanismes de développement et d'entropie propres aux différentes déclinaisons de l'appareil productif.

Partie 2 : Analyse des dynamiques à l'œuvre depuis 1985 : développement, entropie et recomposition

« La Géographie n'est autre chose que l'Histoire dans l'Espace, de même que l'Histoire est la Géographie dans le Temps ».

Jean-Jacques Elisée Reclus,* L'Homme et la Terre, *1905

Le panorama que nous venons d'esquisser du système productif du meuble en bois à Java-Centre est celui d'un territoire articulant deux grands modes de production – un cluster atomisé d'artisans et des usines indépendantes – répartis sur deux territoires contrastés – la périphérie d'un chef-lieu de régence excentré et les faubourgs d'une grande agglomération située sur un nœud commercial –. Comment cette organisation économique, sociale et spatiale s'est-elle construite ? Pour répondre à cette question, nous allons mobiliser le cadre conceptuel de l'analyse systémique en examinant plus particulièrement comment les structures élémentaires – entreprises, acteurs et sites de production – ont interagi depuis le milieu des années 1980.

Chapitre 2.1 : Croissance, déclin et adaptation de l'appareil productif à la conjoncture économique

Se démarquant à la fois de l'école italienne qui insistait sur les racines historiques des dynamiques de développement local et des historiens du développement comme Ann Booth, Hal Hill ou Thee Kian-Wie, la littérature sur le cluster de Jepara est souvent restée tributaire de la conjoncture, alternant entre un optimisme et un pessimisme peu nuancés selon la phase du cycle économique du moment[494]. Sur trois décennies, le secteur a connu deux cycles économiques complets. Ces fluctuations du marché s'inscrivent dans un contexte national et international marqué par des ruptures majeures, dont la littérature s'est attachée à décrire les rouages et les effets en Indonésie (THEE KIAN WIE, 2012; BOOTH, 2016; HILL & HILL, 2016).

Après la période post-coloniale marquée par l'instabilité politique, sociale et économique du régime de Soekarno (1949-1965), le régime de l'Ordre nouveau engagea une politique industrielle volontariste. Au moment où intervint ce virage stratégique, l'industrie indonésienne était déjà marquée par une dichotomie entre usines « modernes » de grande dimension concentrées dans les zones urbaines (SCHERER, 1982), issues de la politique de substitution des importations, et unités de petites taille (*cottage industries*) ou ateliers artisanaux mobilisant souvent une main d'œuvre familiale en partie gratuite. Au milieu des années 1980, ces ateliers constituaient l'essentiel du tissu productif dans les zones rurales, qui concentraient alors les trois-quarts des emplois du secteur secondaire (JONES, 1987). L'essentiel de leur activité, si peu intensive en capital

494 Rares sont en effet les articles qui, comme (LOEBIS & SCHMITZ, 2003), relativisent les performances au long cours du *cluster* et s'interrogeant de manière nuancée sur sa pérennité.

que le terme de proto-industrie serait mieux approprié que celui d'industrie, portait alors sur la transformation de la production agricole locale[495] pour un marché lui aussi local. Mais ce tableau ne doit pas masquer le fait que dès le début des années 1970, des usines s'implantèrent en ville et dans les régences périurbaines, dont celle de Semarang où l'arrondissement étudié par Wolf (1992) comptait déjà 12 usines (dont 4 tournées vers l'exportation) totalisant 5 880 employés en 1982-1983, et 16 en 1986. Pour la plupart, ces usines étaient détenues et dirigées par des Sino-indonésiens [496] et concentrées dans le secteur agroalimentaire (fabrication de beignets de crevettes, de tofu, bonbons, de jus de fruits, etc.), les matériaux de construction (briques, tuiles, etc.) et l'équipements de la personne (batik, chaussures) et du foyer (meubles) avec une productivité très faible.

La stratégie de promotion des exportations adoptée en 1985 et la stabilité imposée par la dictature de Suharto (1966-1998) inaugurent un âge d'or pour le secteur manufacturier tourné vers les exportations, qui prendra brutalement fin qu'avec la crise monétaire asiatique de 1997-1998 (*Krismon**). La reprise sera longue mais durable, l'Indonésie traversant mieux que la plupart des autres pays de la région les grands chocs économiques mondiaux comme la crise financière de 2007-2008, en partie grâce aux réformes pour libéraliser l'économie couplées à des mesures sociales en faveur du salariat sous les administrations des présidents Susilo Bambang Yudhoyono (SBY, 2004-2014) et le premier mandat de Joko Widodo (Jokowi, 2014-2019). Au cours de cette période, l'industrie du meuble a connu une forte progression, en termes absolus aussi bien que relatifs, multipliant sa part dans la production industrielle par 6 entre 1985 et 2001, mais surtout au plus fort de la *Krismon**, quand se produit ce que nous appellerons plus loin la ruée vers le teck, avant de décliner face à l'essor d'autres segments du secteur secondaire. C'est donc une trajectoire à la fois typique de l'industrialisation du pays et atypique dans sa capacité à saisir les opportunités en période de crise comme dans sa difficulté à tirer parti de périodes de croissance que nous allons étudier dans ce chapitre.

Tableau 23 : Contribution de l'industrie du meuble à la valeur ajoutée industrielle nationale au cours des grandes phases de politique économique indonésienne

Boom pétrolier 1976-1985	Contre-choc pétr. 1986-1996	*Krismon** et reprise 1997-2004	Stabilisation 2005-2009	Consolidation 2010-2019	Moyenne 1976-2019
0,42%	1,41%	2,47%	2,22%	n.d.	**1,49%**

Source : d'après (WIDODO, SALIM, & BLOCH, 2014)

495 A eux seuls, le raffinage du sucre de canne et le tissage de bambous auraient alors concerné plus de la moitié des entreprises du secteur secondaire rural à Java (HART G. , 1986).

496 C'était le cas pour tout ou partie de 10 des 12 usines mentionnées par Wolf (1992), une seule étant détenue et dirigée exclusivement (deux autres partiellement) par un *pribumi**.

L'insertion du système productif dans le commerce international (1985-1997)

Le contre-choc pétrolier de 1985 provoqua un effondrement des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures, qui constituaient l'essentiel des recettes de l'Etat[497]. La soudaine aggravation du déficit budgétaire appelait une réorientation de l'économie. Profitant de l'opportunité de la délocalisation de l'appareil productif nippon enclenchée par la réévaluation du yen aux accords du Plazza-Athénée[11], le Gouvernement indonésien s'engagea rapidement dans une stratégie de promotion des exportations, en adoptant un train de réformes destinées à améliorer la compétitivité de l'industrie (TIJAJA & FAISAL, 2014). Les mesures de dérégulation prises en 1986 et 1987 simplifièrent ainsi les procédures administratives sur les échanges commerciaux et levèrent de nombreuses restrictions sur les investissements (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015) pendant que la roupie était dévaluée de 45%. Cette politique volontariste attira les multinationales désireuses de localiser leur production dans un pays stable où le coût de la main d'œuvre était bas. La multiplication par 7,3 des IDE en quelques années permit à l'Indonésie de devenir un exportateur important de produits manufacturés (ASWICAHYONO, HILL, & NARJOKO, 2010)[498]. Parallèlement à cette ouverture économique, le Gouvernement a maintenu des dispositions protectionnistes dans les secteurs encore peu compétitifs, parmi lesquels la transformation des produits dérivés du bois. Ainsi, l'interdiction en 1987 des exportations de grumes favorisa-t-elle sans doute l'industrie du meuble, qui put soudain bénéficier de ressources captives en teck et en rotin, deux essences alors prisées par les fabricants étrangers[499]. Profitant de la simplification des investissements et des exportations (BOOTH, 1992; HILL H. , 1994) et de l'amélioration

497 Le prix moyen du baril de pétrole brut chuta de 36,0 $ en 1980 à 14,3 $ en 1986, à une époque où les hydrocarbures représentaient 70 à 80% des exportations en valeur du pays (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015).

498 A la veille de ce tournant, en 1984, seules 311 entreprises de plus de 100 employés étaient recensées à Java-Centre dans le secteur secondaire toutes branches confondues. 67 étaient à Semarang et 7 à Jepara. En 2018, on recense 1 420 GE industrielles à Java-Centre, dont 242 à Semarang et 72 à Jepara qui emploient officiellement 162 665, 22 335 et 2 156 personnes respectivement (*BPS* de Java-Centre, *Direktori industri manufaktur besar sedang propinsi Jawa Tengah 2018**).

En 1984, l'industrie et l'artisanat occupaient 12% de la population active provinciale (21,8% en 2018). Le caractère alors endogène de cette industrie tournée vers le marché intérieur est attesté par la prévalence, aux côtés des grandes villes comme Semarang (14% des effectifs des usines) et Surakarta-Karanganyar-Sukoharjo (18%), de centres de production spécialisés dans la fabrication de produits de consommation courante, notamment Kudus (cigarettes, petit électroménager, 25%), Pekalongan (batik, 3%), Tegal (outillage, 3%), Klaten (mobilier courant, 2%), Jepara (meubles traditionnels, 1%). La présence d'usines est également attestée dans des régences rurales sans spécialité particulière, telle que la régence de Semarang (8 usines pour 7 590 employés, soit 5% des effectifs de ce type de la province) où Wolf (1992) avait noté la forte présence d'activités agroalimentaires (jus de fruits, friandises, etc.). L'agroalimentaire et l'habillement représentaient alors chacun 38% des GMEs de la province et respectivement 44% et 37% de leurs effectifs (BPS Java-Centre, *Jawa Tengah dalam angka 1986*).

499 Cette affirmation fréquente de la littérature doit cependant être nuancée : d'après les statistiques du *BPS* les plus anciennes dont nous disposons (1982), Java-Centre n'exportait pas de grumes de teck et les exportations en volume de produits transformés de cette essence connaissaient déjà un essor régulier (de 12 613 m^3 en 1982 à 20 786 m^3 en 1986).

des infrastructures avec l'ouverture du terminal conteneurs du port de Semarang, les conditions étaient réunies pour l'essor à Jepara d'une activité exportatrice. Ainsi, entre 1985 et 1997, les exportations de meubles y progressèrent au rythme moyen de 22,2%/an, tirant l'ensemble du secteur à l'échelle nationale (dont les exportations ont augmenté sur la période de 16,7%/an[500]).

D'un centre de production artisanal à un cluster inséré dans le commerce international

Cette nouvelle donne convainquit une poignée d'Occidentaux de s'établir à Jepara dès la fin des années 1980 à Jepara pour contrôler la production et l'expédition de meubles de style occidental faits sur mesure[501]. L'arrivée de ces pionniers relève d'histoires très personnelles mais qui ont toutes en commun d'avoir trouvé à Jepara un terreau favorable pour développer leur activité, grâce au cadre économique défini par la politique du Gouvernement central[502], mais aussi parce que la structure du système productif était déjà en place. A cette époque, en 1985, la valeur de la production industrielle tous secteurs confondus atteignait déjà 12,5 M$, soit 6,7% du PIB de la régence et occupait déjà 9,3% de sa population active[503]. La chaîne de sous-traitance avait déjà été remarquée, et sa capacité à répondre agilement à la nouvelle demande extérieure expliquée (HILL H. , 1994). Dans un environnement économique où le capital était extrêmement limité et l'accès au crédit difficile, la vente sur stock sur laquelle s'appuyaient les premières exportations n'aurait pu se développer sans cette organisation en cascade, selon laquelle la charge de l'approvisionnement en matières premières et de mobilisation de la main d'œuvre est transférée au sous-traitant de rang (n-1) jusqu'à la vente effective du produit.

Cette armature préexistante permit donc au système de réagir positivement au changement de paradigme créé par l'ouverture économique du pays. Chaque maillon de la chaîne de sous-traitance, rapidement informé de l'évolution des produits et des volumes par les commandes de son client de rang (n+1), put adapter son activité avec une réactivité. Si bien qu'en 1993, 80 entreprises exportatrices étaient déjà enregistrées à Jepara, dont 20 de taille significative concentraient 70% des exportations (ALEXANDER & ALEXANDER, 2000). Dans ces premiers temps, les acteurs publics nationaux et internationaux jouèrent un rôle important dans l'essor

500 Ces chiffres spectaculaires, issus pour Jepara du *Disperindag** de Java-Centre et pour l'Indonésie des Nations Unies (*UN Comtrade*), sont à mettre en regard de la croissance très vigoureuse (15,2%/an) que connut l'ensemble du secteur manufacturier du pays entre 1986 et 1996, avec des taux encore bien plus élevés pour certaines activités intensives en main d'œuvre comme le textile, dont la production en valeur a été multipliée par 10 entre 1990 et 1997 (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015).

501 Environ 25 étrangers auraient ainsi été actifs à Jepara en 1991 (Tempo, 1991).

502 Jusque-là, les exportations de meubles s'élevaient à 4 millions de tonnes en volume et 7 M$ à peine en 1985 pour tout le pays (*Statistik perdagangan luar Negeri Indonesia**).

503 C'est-à-dire moins que la municipalité de Semarang (16,2% d'ouvriers et d'artisans) mais sensiblement plus que les régences alentours (3,2% à Demak, 3,5% à Kendal et 4,2% dans la régence de Semarang) qui ont connu à partir de 1985 un rythme de croissance de l'emploi industriel comparable à Jepara.

du cluster. Bpk Anas[504] raconte ainsi qu'en 1992, un programme de coopération économique entre le Royaume-Uni et la province de Java-Centre fut mis en place pour former les artisans et former. Deux experts britanniques (l'un d'entre eux s'appelant Max Davian) ont ainsi aidé à la mise en place d'une unité coopérative villageoise (*Koperasi Unit Desa, KUD**) pour reproduire le modèle de la coopérative Tahunan Jaya, dont nous avons parlé dans le chapitre 1.1. Au-delà de cette implication directe, ces échanges internationaux d'émanation institutionnelle favorisèrent les entreprises individuelles. Ces deux experts quittèrent ainsi le programme au bout d'un an pour créer leur propre activité d'importation de meubles, CV. Majawana.

Le cluster du meuble de Jepara s'est ensuite développé régulièrement tout au long de la décennie, certains ateliers grossissant jusqu'à devenir de petites usines, comme celles d'Otto Schuch (fondateur de CV. Satin Abadi qui comptait déjà 250 employés en 1991[505]) ou de Bpk Yono (fondateur en 1997 de la société Mandiri). Les chiffres officiels sous-estiment l'emploi familial informel, mais la littérature estime qu'en 1997, à la veille de la ruée vers le teck, 40 000 travailleurs étaient employés dans une centaine de GE (plus de 100 salariés) et 2 000 ME (entre 20 et 99 salariés) (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000). Pendant cette période, le PIB industriel de la régence de Jepara passa de 77 M$ en 1994 à 112 M$ en 1997 sans que cela soit au détriment des autres secteurs d'activités (y compris l'agriculture dont le PIB progressa de 116 M$ à 128 M$ sur la période)[506].

Premières usines à Semarang

Alors que la littérature académique comme la littérature grise se sont beaucoup intéressées au cluster spectaculaire de Jepara, elles ont négligé le rôle joué par les usines implantées à Semarang. Les statistiques économiques sur le segment du meuble dans la municipalité sont d'ailleurs inexistantes, sans doute en raison de son rôle mineur dans l'industrie de la capitale provinciale. Mais nous avons pu attester l'existence de premières usines de meubles dès la fin des années 1980, comme celle du conglomérat forestier indonésien Dwima Group ou de l'italien Marie Alibert[507]. D'autres, telles l'italienne *Kharisma Kayu Klasik (KKK)* ou la singapourienne Harrison & Gill, s'implantèrent en déménageant de Jepara en 1997, à la veille de la *Krismon**. Ainsi, l'émergence d'une production industrielle de meubles à Semarang, bien que plus tardive et moins significative en volume que celle du cluster, est-elle peu ou prou contemporaine de son essor sur le marché international. C'est un enseignement important de cette recherche, qui contredit les théories dualistique et

504 Entretien le 25 juillet 2017. Bpk. Anas est désormais chauffeur de taxi.

505 Source : (Tempo, 1991).

506 Source : *BPS* de Jepara.

507 Leur nombre ne devait pas dépasser une poignée car en 1984, seules 14 usines de meubles de plus de 20 employés étaient recensées par le *BPS* dans toute la province de Java-Centre.

développementaliste selon lesquelles les formes de production endogène et « traditionnelle » d'une part, exogène et « moderne » d'autre part, ne peuvent guère coexister et se développer concomitamment.

Nous n'avons pu recueillir que peu de témoignages de cette époque à même d'expliquer les raisons pour lesquelles ces usines se sont implantées à Semarang. Nous pouvons raisonnablement supposer que les infrastructures récemment aménagées (terminal conteneurs de Tanjung Emas, zones industrielles de *LIK** et de *KIT**) et la présence d'une offre de services aux entreprises très supérieure à celle accessible à Jepara[508], et ce à proximité directe des principaux centres de négoce de grumes de teck et du vivier des artisans de Jepara. A cette époque où le foncier et la main d'œuvre étaient partout très bon marché, la maîtrise des coûts logistiques était effectivement un critère de localisation important, invitant à rapprocher au plus près des infrastructures permettant d'exporter les usines, alors dédiées à l'assemblage, au conditionnement et au stockage de produits fabriqués par les artisans jeparanais.

Elasticité en périodes de boom (1998-2000) et de crise (2001-2002)

Le feu de paille de la « ruée vers le teck » (1998-2000)

Au terme d'une décennie de croissance soutenue, l'économie indonésienne fut frappée de plein fouet par la *Krismon** de 1997. Le choc fut si violent, avec une contraction du PIB de 14% et une dépréciation de la devise de 71% en un an, qu'il emporta le régime de l'Ordre nouveau et provoqua des troubles politiques et sociaux qui ne s'atténuèrent que progressivement à partir de 1999, avec la vague de réformes politiques et économiques connue sous le nom de *Reformasi**. De manière paradoxale, cette crise systémique majeure correspondit à une période faste pour l'industrie indonésienne du meuble. Contrairement aux biens importés et aux salaires des emplois qualifiés qui suivirent le rythme de l'inflation galopante, les coûts du bois – en bonne partie issu de coupes illégales – et de la main d'œuvre peu qualifiée restèrent stables, permettant de spectaculaires gains de compétitivité à l'export pour une activité aussi intensive en matières premières locales et en main d'œuvre[509], et ce malgré l'inflation des coûts logistiques[510] (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000). Avec l'effondrement de la roupie, 3 500 $ à peine suffisaient soudain pour remplir un conteneur de meubles qui valait encore le triple quelques mois auparavant et pouvait être revendu plus de 30 000 $ en Europe ou aux Etats-Unis.

508 Jepara est distante de 100 km de Semarang par une route alors en très mauvais état. Pendant longtemps, les moyens de communication y étaient si limités qu'il n'était pas possible d'y envoyer un fax.

509 Pendant la *Krismon**, la rémunération journalière des emplois qualifiés à Jepara atteignit jusqu'à 30 000 Rp alors que celle des emplois peu qualifiés restait stable à 8 500 Rp (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000).

510 La chute des importations traitées par le port de Semarang assécha le flux de conteneurs entrants, provoquant le doublement du coût du fret vers l'Europe entre 1997 et 1999 (Ibid., 2000).

Un exemple de détaillant indépendant arrivé pendant la ruée vers le teck : Jean-Marie Le Bayon

« Jean-Marie Le Bayon est ébéniste de métier, et marin passionné […]. Il a ouvert sa boutique de meubles [à Auray, Morbihan] en 1982. "Après mon CAP d'ébéniste, j'ai travaillé un an chez un ébéniste meilleur ouvrier de France. Puis j'ai effectué plusieurs stages avec des grands maîtres ébénistes. J'ai fait de la restauration de meubles pendant 20-25 ans. Puis un jour, j'ai voulu changer de métier". C'est ainsi qu'en 2000, Jean-Marie Le Bayon décide de faire fabriquer ses meubles. Il part en Asie, y rencontre des artisans dans la province de Java, à Jepara, capitale du meuble artisanal. "Je dessine les plans, le plus souvent à main levée. A Jepara, un collaborateur reçoit ma commande et la distribue à une douzaine d'artisans que j'ai choisis. Auparavant je restaurais les meubles, je connais donc bien le bois. J'ai besoin de ce contact avec les artisans". Les premières années, Jean-Marie Le Bayon se rendait sur place trois à quatre fois par an. Aujourd'hui, avec la technologie, les échanges se font à distance. Désormais il fait le voyage une fois par an, pour vérifier, quand le travail est en cours, si tout est conforme à ce qu'il souhaite.

Très inspiré par le monde de la marine, Jean-Marie Le Bayon s'attache à créer des meubles comme autrefois avec de vrais assemblages et des matériaux de qualité. Le teck et l'acajou sont ses bois de prédilection. Le côté fonctionnel des marins se retrouve dans ses meubles qui se rangent et se plient facilement. "En France, il n'y a plus beaucoup d'artisanat en ébénisterie, les machines rendent les réalisations moins souples que celle des artisans avec lesquels je travaille. Nous avons une excellente relation. Je connais la plupart d'entre eux depuis treize ans. Je fais vivre plusieurs familles ; je suis toujours très bien accueilli chez elles. Entre nous, c'est une belle histoire. Et puis, j'aime cette idée que mes meubles ont déjà voyagé de Java à Quiberon" » (Ouest France, 2013).

Il fallut 6 mois aux fabricants de meubles pour réaliser que leurs produits étaient sous-évalués par les acheteurs étrangers, jusqu'au point où le prix de vente ne parvienne plus à couvrir le coût du bois de teck, dont le prix s'était envolé[511]. Les premiers fournisseurs à ajuster leurs prix purent profiter de cette manne alors que les étrangers – principalement des Occidentaux au profil bien différent des vieux crabes : routards désireux de prendre souche en joignant l'utile à l'agréable et propriétaires de boutiques de meubles exotiques – affluaient. En cascade, la prise de conscience des plus-values potentielles se répercuta rapidement sur l'ensemble de la chaîne de valeur, chaque segment augmentant alors ses marges et élargissant sa base productive en faisant entrer de nouveaux travailleurs inexpérimentés – aussi bien locaux que d'issus d'autres régions – attirés par les opportunités d'emploi. Les témoins de cette période soulignent tous le règne de l'argent facile et de ses excès dans des termes qui rappellent les ruées vers l'or du 19ème siècle aux Etats-Unis. Ce vocabulaire, confirmé par la courbe exponentielle des exportations, justifie l'expression de « ruée vers le teck » que nous avons adoptée dans cette thèse.

511 Entretien avec Roberto (Z04 Jepara), le 1er mai 2018.

Alors que l'effondrement du système financier et l'inflation galopante de la *Krismon** rendaient le crédit inaccessibles aux entreprises dans tout le pays, l'organisation de l'appareil productif jeparanais en une série d'intervenants mobilisant chacun à son niveau les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la réalisation de la seule tâche qui lui était confiée, permit de répondre à la montée en flèche de la demande malgré la pénurie de capitaux. Quand les volumes l'exigeaient, un apport capitalistique minimal put être assuré par les étrangers présents sur place, dont les moyens en devises fortes, même limités, représentaient néanmoins des sommes considérables en monnaie locale[512] (CAMERON, 1999). La conjugaison de l'effet levier des devises ainsi introduites et de l'efficacité collective du cluster à optimiser allocation de ces ressources permit au système productif d'accroître considérablement ses capacités en seulement quelques mois. Les exportations en volume bondirent ainsi de 500 conteneurs par an en 1996 à 800 en 1999, puis 1 000 en 2000 d'après le ministère de l'Industrie et du commerce cité par Sandee et al. (2000), pour une valeur qui culmina en 1999-2000 à 201 M$ (*BPS*), soit 40 à 45% des exportations de meubles de Java-Centre.

Jepara ne fut pas seule à profiter de ces circonstances exceptionnellement favorables. Des investisseurs étrangers privilégièrent Semarang, ses infrastructures portuaires, son accessibilité et ses terrains proposés dans des zones industrielles planifiées et équipées. C'est notamment le cas de la singapourienne Ebako ou de Palliser, qui s'implantèrent dans l'arrondissement de Genuk en 1998 et en 2000 respectivement. Plus rarement, certains agents qui travaillaient jusqu'alors pour des importateurs étrangers, profitèrent de la conjoncture exceptionnellement porteuse pour se mettre à leur compte, tel le Danois Peder Nielsen, fondateur de Scancom.

L'éclatement de la bulle du teck (2001-2002)

Comme toute bulle économique, celle du teck finit par éclater. Dès 2001, les conditions externes et les facteurs endogènes à l'origine de la ruée vers le teck se dégradèrent profondément. D'abord, le redressement de la roupie effaça la compétitivité monétaire acquise pendant la *Krismon**, alors que montait la concurrence asiatique (de la Chine et du Vietnam en particulier). De plus, le teck de qualité devint rare (POSTHUMA, 2003) en raison des coupes illégales durant les désordres de l'Ordre Nouveau[513] mais aussi de la levée de l'embargo sur les exportations de grumes en 1998 pour faire face au besoin critique de devises étrangères, qui détourna une partie du teck indonésien vers les pays producteurs de meubles concurrents[514]. Enfin, l'atomisation de la

512 C'est ainsi que Mandiri, connu pour être aujourd'hui l'un des plus grands fabricants de meubles de Jepara, a pu se développer grâce au concours financier du français Henri.

513 Les grumes issues de ces coupes illégales purent représenter jusqu'à 75% du teck consommé à Jepara en 2001 (EWASECHKO A. C., 2005, p. 21).

514 L'incidence de ces mesures sur les capacités locales de production doit cependant être nuancée. En 2013 et 2014 par exemple, les exportations légales de grumes de teck de Java Centre représentaient respectivement 1,193 et 758 m^3. Sur la base des ratios

chaîne de production portait en germe de sérieux problèmes de qualité qui s'aggravèrent avec l'entrée dans le système productif de cohortes d'artisans et d'entrepreneurs pas toujours qualifiés pendant la ruée vers le teck[515]. En conséquence, la réputation de Jepara s'est tant dégradée qu'elle est devenue pour beaucoup d'importateurs étrangers synonyme de fournisseurs peu fiables et de qualité erratique des produits.

Faute d'avoir su anticiper ou s'adapter à l'érosion très rapide de ses avantages comparatifs conjoncturels et à voir venir la concurrence de nouveaux entrants sur le marché mondial, le volume des exportations jeparanaises chuta de 201 à 75 M$ entre 2000 et 2001. L'organisation en cascade du système productif provoqua son effondrement par effet domino : la demande s'asséchant, les entrepreneurs ne purent payer les artisans qui avaient produit leur stock, causant leur insolvabilité vis-à-vis des scieries et des grossistes en bois[516]. Ainsi, en quelques mois à peine, le système s'est effondré : des usines fermèrent[517], une grande partie des ouvriers salariés furent licenciés, et la masse des indépendants se contracta violemment. Les importateurs étrangers tentèrent bien d'encourager les producteurs locaux à investir dans du matériel et des process de qualité à même d'améliorer la régularité de la production. Mais ces efforts tournèrent souvent court dans un contexte de concurrence féroce entraînant les petits acteurs dans une guerre des prix continue (ZAINURI, WARIDIN, SANTOSO, & SUSILOWATI, 2012).

Ne sachant s'adapter à cette nouvelle donne, le système réagit de plusieurs manières. Une partie des petits entrepreneurs jeparanais ayant fait faillite cherchèrent à se faire embaucher dans les usines de meubles locales, notamment celles détenues par des capitaux étrangers, qui résistèrent mieux à la crise. Certains compensèrent la chute de leurs ventes en s'adonnant au trafic de produits illicites – cigarettes de contrebande (Java-Centre étant un importante région de production sous licence pour les cigarettiers mondiaux) et stupéfiants (notamment de la marijuana en provenance d'Aceh, au nord de Sumatra) – en tirant parti du fait que les conteneurs partant du port de Semarang sont moins contrôlés en Occident que ceux venant de grands

de 0,020 m^3 de bois brut par chaise et de 160 chaises par conteneur EVP de 33 m^3, cela représente un « manque-à-produire » pour la province de 240 à 370 conteneurs EVP par an, soit la production d'une seule usine de taille importante.

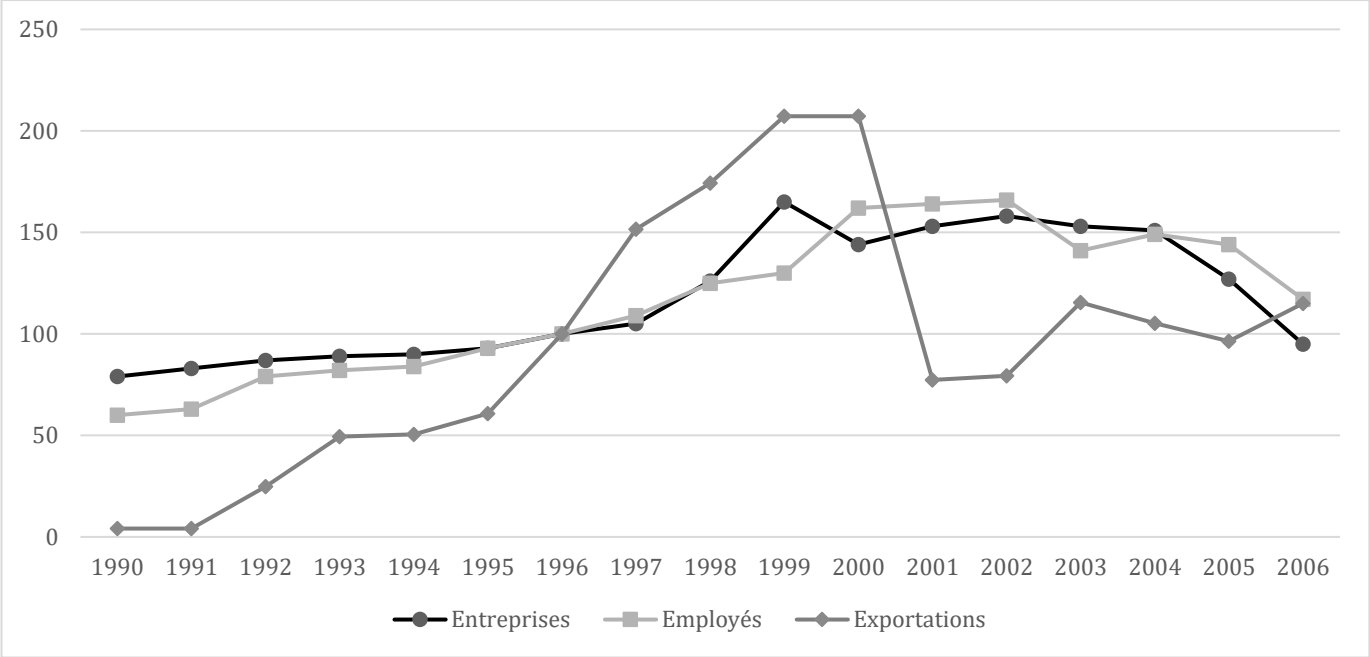
515 « Vous n'aviez pas besoin d'être un expert pour devenir riche à cette époque […]. Les gens ne se souciaient pas de la qualité parce que des nouveaux clients débarquaient tous les jours » (Entretien avec Gaël Derycke (04A Jepara), le 26 juillet 2017.

516 Ces péripéties ont laissé un souvenir amer à Jepara, comme le rappelle Achmad Rifai, aujourd'hui directeur de la fondation Kotakita dans un entretien à Yogyakarta le 1er mai 2018. L'humiliation de la faillite dans une société qui valorise tant la réussite économique a été d'autant plus durement vécue qu'elle a fait suite à une période d'insouciance où « l'argent pleuvait » ; le défaut de paiement de nombreux acheteurs étrangers a causé la perte de nombreux entrepreneurs jeparanais qui leur en portent toujours grief.

517 En réalité, le déménagement des usines (attesté par l'évolution du nombre de grandes entreprises) était engagé avant que n'éclate la crise du meuble à Jepara, illustrant la difficulté de l'écosystème local à apporter les conditions d'un développement industriel. Le pic de 330 GME en 1999 avait pratiquement été atteint l'année précédente (322 GME en 1998), tout juste au moment où se déclencha la ruée vers le teck, et commença à s'éroder avant que les exportations de Jepara n'entament leur déclin (312 GME en 2000).

ports « à risque », surtout s'ils sont en partie chargés de meubles[518]. Mais pour beaucoup, il fallait échapper aux créanciers – banques, fournisseurs ou parents – qui « rendent la vie impossible en les poursuivant en permanence » (RUSLI, 2013). Les plus doués et les plus audacieux d'entre eux émigrèrent vers d'autres régions du pays (notamment à Djakarta ou dans les îles périphériques comme Bornéo et Célèbes) où ils purent recréer une activité de production et de distribution de meubles pour le marché local à l'abri de leurs débiteurs et de la pression des solidarités dues au clan, contribuant ainsi à l'expansion de l'appareil de production national. D'autres encore s'arrêtèrent à Semarang, tels Bpk Giri (05A Bangkongsari) ou Bpk Anas (Z12 Jepara), tout comme certains Occidentaux tel le français Henri. Cette fuite des talents porta préjudice au cluster, alors même que la nouvelle donne concurrentielle imposait d'innover et d'investir dans le marketing.

Figure 17 : Evolution comparée du nombre GME de meubles, de la main d'œuvre qu'elles emploient et de la valeur des exportations à Jepara entre 1990 et 2006 (indice 100 en 1996)



Source : (ANDADARI R. K., 2008) d'après Disperindag* *de Java-Centre*

Redéploiement du système productif vers Semarang

Alors que Jepara perdait la plupart des avantages comparatifs qui avaient fait sa fortune, Semarang continuait à offrir des infrastructures portuaires, un environnement concurrentiel moins débridé et une vie urbaine plus attractive pour les dirigeants d'entreprises, le tout à une distance raisonnable du vivier de sculpteurs et de fournisseurs du cluster jeparanais.

Les usines qui s'étaient implantées sous l'Ordre nouveau furent diversement affectées par les soubresauts de l'économie indonésiennes au tournant du millénaire. De manière générale, ce sont les plus grandes qui

518 Une fois n'est pas coutume dans cette thèse, nous ne citons pas ici pour d'évidentes raisons nos deux sources concordantes. Nous pouvons simplement indiquer qu'il s'agit d'acteurs indonésiens de la filière du meuble, implantés à Jepara.

souffrirent le plus : certaines, surendettées, furent emportées par la *Krismon** (alors même que l'activité s'enflammait à Jepara)[519] ; d'autres, fragilisées par un outil de production trop rigide, par le rétablissement de la devise en 2001 et surtout l'inflation des prix du tek au début des années 2000, qui grevèrent comme à Jepara la compétitivité des exportateurs[520]. Une poignée d'entre elles surent néanmoins s'adapter et traverser cette époque tumultueuse, souvent grâce à des capitaux étrangers (comme l'italienne Marie Alibert à Bangkongsari). Mais ce sont en réalité les derniers arrivés qui, à l'image d'Ebako ou de Scancom, tirèrent le mieux leur épingle du jeu, profitant de leur taille plus modeste pour s'adapter à la nouvelle donne et croître. Fortes de l'appui financier de leur maison-mère, les usines étrangères en particulier surent mieux affronter l'inflation des prix du teck de qualité nécessaire au façonnage à l'usinage, s'imposant lors des ventes aux enchères pour acquérir les meilleurs lots. Contrairement aux entrepreneurs indonésiens interdits de crédit par un système bancaire devenu frileux, elles purent également investir dans le design, l'optimisation du processus de fabrication et l'outillage. Certains acteurs enfin naquirent paradoxalement de la crise, telle Sylva Furniture fondée par Bpk Yakob après son licenciement de Dwima Group. Une partie des cadres (y compris étrangers) ayant perdu leur poste du fait de la crise s'établirent à leur compte en profitant de l'assouplissement de la réglementation et du contrôle de l'Etat sur les entreprises (exigé par le FMI en contrepartie du sauvetage du système financier du pays en 1998) pour se frayer une voie sur le marché local.

Parmi les 27 usines de plus de 4 000 m^2 recensées en 2017 à Semarang dont nous avons pu identifier la date d'implantation[521], 12 furent inaugurées entre 2001 et 2007. C'est 4 de plus que celles qui s'implantèrent avant 2001 et qui ont survécu jusqu'à présent, et surtout bien davantage que les 3 seules implantations nouvelles (hors ouverture d'une seconde unité de production par une entreprise déjà présente donc) intervenues depuis 2008. On peut donc affirmer que l'appareil industriel de Semarang qui émergea à la fin des années 1990 s'est réellement consolidé à l'occasion de ce processus de différenciation avec Jepara provoqué par l'éclatement de la « bulle du teck ».

519 C'est notamment le cas de l'usine de Dwima Group, conglomérat détenu par le magnat des affaires Bob Hassan (proche du clan Suharto) auquel le nouveau régime ne voulut – ou put – voler au secours, si bien que le groupe fit faillite dès 1999.

520 L'usine PT. Sand ferma pour ces raisons en 2004.

521 Sur un total de 33 usines de cette taille recensées, dont 3 ont fermé leurs portes depuis 2017.

Tableau 24 : Date de d'implantation des usines de meubles de plus de 4 000 m² recensées dans l'agglomération de Semarang[522]

	Avant 2001	2001-2005	Depuis 2005	Total	Date inconnue
Créations	• ~~Dwima Group~~ (✖ 1998) • Ebako (1998) • Marie Alibert • Golden Manyaran • Palliser (2000) • Scancom (1999) • ~~Sylva Furniture (1999)~~ (✖2012)	• Country Form 1 • Eurodesign • Mebel Internasional (2005) • Saniharto • Handarbeni	• Country Form 2 • Cege One (Harrison & Gil) (2012) • Far East Seating (2013) • Danwood (avant 2008) • Jansen • Gened (2007) • Mamagreen (2007)	**20**	• Alinea Java • Citra Indomebel • Eurasia Woodwork • Fineka Wood Indonesia • Mercu Utama • Permata Furni • Ploss Asia • ~~Port Rush~~ (✖ 2018) • Woodexindo
Déménagement depuis Jepara	• Harrison & Gill (1997) • Kharisma Kayu Klasik (1997)	• Semeru Karya Buana (2005) • Majati Furnitur	• Adi Kencana Jaya (2017)	**5**	
Déménagement depuis d'autres lieux	-		• Quartindo (2013)	**1**	
Total	**9**	**7**	**9**	**27**	**9**

Source : enquête terrain 2016-2018

Le centre de gravité de la production a ainsi glissé du système productif artisanal (qui représentait au plus fort de la ruée vers le teck 70% de la production de Java-Centre (LAZAROVICI, 2004)) vers le système industriel (dont les usines assuraient à la fin des années 2000 de l'ordre de 60% de la production de meubles de la province[523]). Il faut noter que même si ce mouvement s'est depuis essoufflé, Jepara ayant réussi à rebondir comme nous allons maintenant le voir, il s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui avec des délocalisations épisodiques d'usines depuis Jepara vers cette fois la grande périphérie de Semarang (régences de Demak et de Kendal)[524].

Tableau 25 : Distribution des GME de l'industrie du meuble à Java-Centre (%)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2016
Jepara	36,6	49,6	53,1	49,9	41,3	42,3	36,6	30,7	30,3	30,9	60,5
Semarang	2,8	5,2	7,1	5,8	11,4	16,9	9,4	14,6	16,5	22,1	12,0
Klaten	5,7	4,3	2,8	3,9	4,7	3,8	5,5	5,1	5,6	6,2	2,8
Sukoharjo	2,9	2,2	2,2	5,2	3,3	3,5	6,1	4,9	7,2	8,2	5,8
Autres	51,9	38,6	34,8	35,2	39,2	33,5	42,4	44,6	40,3	32,6	18,9

Sources : (ANDADARI R. K., 2008) d'après BPS *et Julien Birgi d'après* BPS, *2018*

522 La mention (✖) indique la date à laquelle l'usine a fermé.

523 Source : *Disperindag** Java-Centre, 2012.

524 C'est par exemple le cas de Triconville, fondée en 2003 à Jepara, qui a depuis transféré ses bureaux à Semarang, puis ouvert en 2013 une deuxième usine de 8 000 m² à Demak, sur la route de Semarang.

Ces usines purent trouver à Semarang les conditions propices pour tirer parti des avantages compétitifs que leur procurait la mécanisation des tâches. Les gains de productivité et la possibilité d'homogénéiser la fabrication leur permirent effectivement de fournir le marché (alors en plein essor) des meubles de jardin, en répondant au cahier des charges strict de la grande distribution occidentale, avec des produits simples et réguliers fabriqués avec une essence imputrescible. Les clients étrangers sont en effet devenus plus exigeants quant à la qualité et la fiabilité des produits qu'ils ne l'étaient à l'époque de la ruée vers le teck, quand les prix très faibles excusaient bien des défauts. En conséquence, les producteurs locaux durent réorganiser leur chaîne de production de manière à en maîtriser la qualité à toutes les étapes (ZAINURI, WARIDIN, SANTOSO, & SUSILOWATI, 2012) depuis le choix de la matière première et le séchage des planches jusqu'à la finition.

Stabilisation, reprise et difficulté à monter en gamme (2003-2019)

Une fois l'économie indonésienne stabilisée, au prix d'une intervention massive du FMI en contrepartie d'une cure sévère d'assainissement du système bancaire, de la libéralisation du marché intérieur et de la facilitation des investissements étrangers, la production industrielle et les exportations de meubles repartirent à la hausse, sans que le secteur manufacturier parvienne pour autant à retrouver la dynamique antérieure. Au cours de la décennie 2000, la production industrielle augmenta ainsi à un rythme inférieur de moitié à celui de la décennie 1990, et jusque 2005 les capitaux étrangers continuèrent à quitter le pays à hauteur de 1,4 milliard de $/an (ASWICAHYONO, HILL, & NARJOKO, 2010). Les principales raisons avancées par les économistes sont la rigidification du marché du travail par le volet social de la *Reformasi**, les problèmes d'adaptation à la nouvelle donne de la décentralisation, une confiance érodée des investisseurs étrangers, la dégradation des infrastructures et un renchérissement durable des matières premières (NARJOKO & RAHARDJA, 2015)[525]. S'y ajoutent les difficultés d'accès au crédit durablement raréfié par les règles prudentielles adoptées en réponse à la CFA et l'appauvrissement des consommateurs sur le marché intérieur (TIJAJA & FAISAL, 2014, p. 10). Nous allons voir que ni Jepara ni Semarang n'échappèrent à cet essoufflement industriel, mais qu'il s'exprima dans les deux villes de manière très différente.

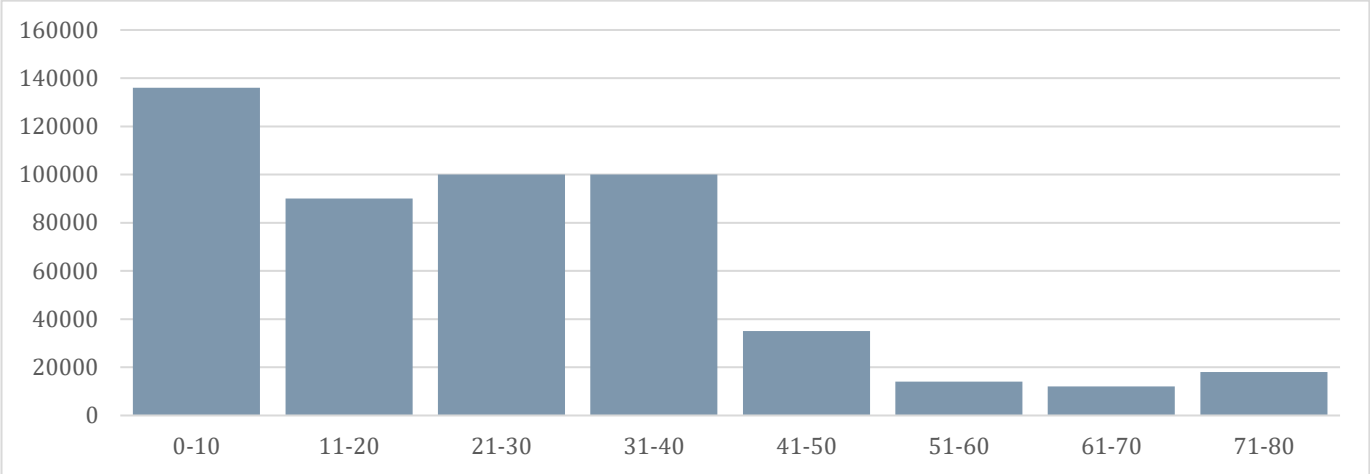
Une érosion durable des facteurs de compétitivité de la production artisanale

Etant donné le poids de la matière première dans le coût de production, l'industrie du meuble fut touchée plus que tout autre filière par l'inflation des matières premières. Jepara, dont la compétitivité-prix reposait en bonne partie sur l'abondance de teck de qualité (a fortiori après le rétablissement de la roupie, une fois l'avantage monétaire envolé), en souffrit particulièrement. Car pendant la *Krismon*,* les coupes illégales se

525 En réalité, ces facteurs commencèrent à jouer dès le milieu des années 1990, à un moment où l'essoufflement de l'Ordre nouveau (non perçu par les commentateurs) motiva de la part du Régime des concessions sociales qui, bien que limitées, contribuèrent à ralentir la croissance des exportations (NARJOKO & RAHARDJA, 2015).

multiplièrent[526], y compris au sein du patrimoine forestier géré par *Perum Perhutani*, provoquant un effondrement durable de la ressource[527].

Figure 18 : Distribution par classe d'âge du stock d'arbres à teck sur pied géré par *Perum Perhutani*



Source : Perum Perhutani*, 1997-2001 d'après (LAZAROVICI, 2004)*

Jepara pâtit également des mutations des habitudes de consommation sur le marché international. « Le nombre de foyers célibataires a crû rapidement en Europe […]. Les appartements des célibataires sont plus petits que les maisons familiales, et n'ont souvent pas de pièces distinctes pour dîner et d'autres fonctions. Leurs besoins en ameublement sont par conséquent différents, et caractérisés par la polyvalence et le faible encombrement. La campagne "pensez cubique" lancée par un grand distributeur en 2002-2003 en est un bon exemple. [Dans le même temps], le marché pour les ensembles de trois pièces et les tables à dîner décline » (CNUCED/OMC & ITTO, 2004, p. xxiii). Cette tendance de fonds a été renforcée par la mobilité accrue des ménages, avec une part croissante de locataires tant sur les marchés mûrs que les marchés émergents. Or, « les locataires sont davantage enclins à privilégier des meubles bon marché de même que les propriétaires de meublés sont avant tout attentifs au rapport qualité-prix, en recourant de plus en plus à la location plutôt qu'à l'acquisition de meubles. Les consommateurs tendent également à acheter des meubles plus petits pour les appartements locatifs, où l'espace est généralement réduit à la portion congrue » (California's Manufacturing Network, 2017). Cette évolution s'est accompagnée d'un engouement pour le design épuré d'inspiration

526 D'après Perum Perhutani, le rythme annuel de coupes illégales constatées à Java aurait été multiplié par dix entre la période 1998-2001 et la dernière décennie de l'Ordre Nouveau (LAZAROVICI, 2004). A cela s'ajoute une ponction trop importante des stocks encouragée par le boom de la demande au moment de la « ruées vers le teck ». 82 697 ha de teck furent ainsi abattus en 2001, ramenant le stock d'arbres de plus de 40 ans (la maturité étant atteinte à 80 ans) à seulement 75 000 ha sur le million d'ha gérés par la compagnie forestière nationale (Ibid., 2004).

527 La production nationale de teck chuta de 850 000 m³ au soir de l'Ordre nouveau à 650 000 m³ en 2001, 450,000 m³ en 2010 et à peine 390 000 m³ en 2015 (Perum Perhutani, 2018), provoquant une inflation du prix du bois, dont la part dans le coût de production des meubles, qui avait augmenté progressivement sous l'Ordre nouveau (de 40% en 1979 à 50% en 1996), atteignit entre 60% et 75% en 2006 (ANDADARI R. K., 2008).

scandinave ou japonaise, au détriment des meubles de style traditionnellement très ornementé, qu'ils soient européens ou exotiques. Dès lors, le façonnage à la main, si appréciable pour des meubles très décorés, devint un handicap pour réaliser des pièces régulières. Cette évolution du marché détériora les termes de la compétitivité du système productif artisanal face à la production mécanisée, qu'elle soit étrangère ou locale.

Tableau 26 : Evolution comparée des coûts de production entre usines et *cluster* artisanal [528]

Type de production	**Artisanale**			**« Semi-industrielle » [529]**	**GME**	**Industrielle**		**GME**
Période	**Années 1990**	**Début des années 2000**	**2016-2019**	**Années 2000**	**2002**	**Fin des années 2000**	**Fin des années 2010**	**2017**
Source	***D'après Andadari (2008)***	***Lazarovici (2004)***	***Enquête terrain***	***Enquête terrain[530]***	***BPS***	***Enquête terrain[531]***	***Enquête terrain[532]***	***BPS***
Bois	40%	50%	50%	50%	56,5%	60%[533]	30%	37,5%
Autres fournitures, loyer et cons.	20%	15%	5%	15%	2,2%	10%	5%	2,5%
Marketing et autres services	0%	0%	0%	0%	3,6%	0%	5%	7,5%
Main d'œuvre	30%	25%	25%	20%	16,5%	15%	25%	12,4%
Taxes[534]	0%	0%	0,5%	0%	1,0%	0%	0%	0,7%
Profit[535]	10%	5%	25%	15%	20,2%	20%	35%	39,4%

528 L'exercice de synthèse est délicat, car les informations disponibles ne sont pas exprimées dans les mêmes termes. Les chiffres d'origine ont été exploités pour établir des correspondances. Il convient donc de les considérer avec prudence.

529 Nous entendons par « semi-industrielle » des GME (plus de 100 employés) ayant massivement recours à la sous-traitance. On les trouve de nos jours principalement à Jepara.

530 Les chiffres retenus (en combinant les données obtenues dans le cadre des entretiens avec des dirigeants d'usine et des entrepreneurs) pour une chaise de salon standard vendue 1 MRp sur un marché étranger sont les suivants : 300 000 Rp de bois, 50 000 Rp de découpe et d'assemblage, 10 000 Rp de ponçage, 30 000 Rp de finition (huilage accessoires) soit 390 000 Rp de coûts directs auxquels s'ajoutent les frais de structures (fluides, fournitures, location des entrepôts, véhicules) et 20% de marge finançant notamment les salaires du personnel encadrant.

531 Entretien avec Bpk Yakob Firdaus (A16 Semarang), le 1er août 2017.

532 Entretien avec Mas Lubab (Z03 Jepara), le 14 juin 2020.

533 Incluse la vente des chutes de bois (80-85% du volume de grumes) pour confectionner des outils, de l'artisanat, etc.

534 Nous indiquons « 0% » quand le montant des taxes est décrit comme négligeable par les dirigeants interrogés.

535 Pour le *cluster* artisanal, le profit correspond à la rémunération de l'entrepreneur (une part très faible en est réinvestie).

Résistance du cluster artisanal et repli sur le marché intérieur

Pourtant, contrairement à une formule en vogue à Semarang selon laquelle Jepara serait depuis cette époque « finie » (*over*), les exportations jeparanaises se repartirent à la hausse dès 2003 : 77 M$ en 2002, 112 M$ en 2003, 135 M$ en 2004, avant de se stabiliser à un montant compris entre 100 et 150 M$/an jusqu'à nos jours. Comment expliquer ce rebond dans des conditions aussi défavorables ?

Artisans et petits entrepreneurs du cluster artisanal étaient tenus de s'adapter pour survivre. Mais les ressorts mis en avant par la théorie des districts industriels pour expliquer leurs capacités d'adaptation – qualité, innovation, et coopération – n'ont pas fonctionné à Jepara. La littérature (EWASECHKO A. , 2003; LAZAROVICI, 2004) et les témoignages recueillis sur le terrain auprès des dirigeants d'usines et des *pengusaha** sont en effet unanimes à pointer au contraire les tares du cluster du meuble de ce point de vue : tromperies sur les essences et la qualité de séchage du bois[536], découpes approximatives et absence de fumigation qui altèrent les produits, impliquant des travaux de retouche qui compromettent les marges et les délais. Les tentatives des pouvoirs publics et des donneurs d'ordres pour remédier à ces problèmes – via la formation, des subventions ou la mise à disposition de matériel, le renforcement du contrôle qualité – se sont avérées dans l'ensemble infructueuses, témoignant d'une incapacité à monter en gamme. Les entrepreneurs et les artisans qui innovent sont rares (ZAINURI, WARIDIN, SANTOSO, & SUSILOWATI, 2012) et s'en tiennent à des améliorations limitées pour une production en très petites quantités à la demande, ce que d'aucuns appellent le « design augmenté ». Un artisan revendique ainsi sa capacité à innover de la manière suivante : « pour le design, on nous donne une image ou une photo, parfois un prototype. Il arrive que je propose une conception un peu différente du modèle que l'on m'a apporté. Par exemple, pour un canapé, j'ai proposé un appui supplémentaire pour en améliorer la stabilité » (KUSUMAWARDHANI & McCARTHY, 2013, p. 5). Cette « perception de l'innovation n'est pas nécessairement liée à la "nouveauté" mise en avant par la littérature (COVIN & MILES, 1999). Elle se réfère davantage à leur créativité pour répondre aux désirs du client, ce qui peut impliquer des modifications mineures de leurs produits, de leur commercialisation et/ou de leur processus de fabrication pour en augmenter la valeur », selon un processus « d'innovation incrémentale plutôt que d'innovation radicale » (KUSUMAWARDHANI & McCARTHY, 2013, p. 7).

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer le fait que les entrepreneurs jeparanais, qui avaient pourtant en main de nombreux atouts – leur niveau d'éducation au-dessus de la moyenne, le goût de la prise de risque, la prise directe avec les acheteurs étrangers nombreux à fréquenter la ville, et des ressources acquises pendant la ruée vers le teck –, ne soient pas montés en gamme. (1) Tout d'abord, le positionnement

536 Outre le problème des moyens techniques mobilisés (cf. éventail des solutions de séchage illustrées dans le chapitre 1.1) et/ou la supposée inconséquence des artisans, qui ne se soucieraient guère du sort de leurs produits une fois ceux-ci vendus, Ewasechko (2005) avance l'explication de la pression des délais imposés par les clients, incompatible avec le temps approprié de séchage du bois pour ceux qui restent tributaires de méthodes de séchage naturelles.

du cluster sur des segments de marché où le prix fait loi (tel ceux des meubles exotiques bon marché et du mobilier extérieur) est allé de pair avec un diktat du prix bas. Entre autres incidences, le coût des défauts n'est pas répercuté sur les artisans (qui autrement, n'accepteraient pas les commandes à des prix si bas) payés à la pièce : tant qu'elle est jugée globalement acceptable, chaque commande est payée entièrement (MAHMUD, GURUH, & IDA, 2013). (2) La deuxième raison est la difficulté à tisser des liens durables entre donneurs d'ordres de rang 1, entrepreneurs de rang 2 (*pengusaha**) et fabricants de rang 3 artisans (*pengrajin**). Ce phénomène qui déroge à la théorie des districts industriels peut s'expliquer par la pression sur les prix qui interdit de mieux rémunérer les fournisseurs loyaux, mais aussi le profil erratique de la demande qui implique d'accroître ou de réduire constamment le nombre de sous-traitants. L'instabilité chronique du marché va de pair avec une hyperflexibilité des relations entrepreneuriales, de telle sorte que si l'on peut parler « d'efficacité collective » au sens où l'entendait Schmitz (1999), on ne peut employer le terme de coopétition (synthèse de coopération et compétition) comme pour les districts italiens. (3) La troisième raison avancée par la littérature (mais aussi par les acteurs étrangers du secteurs) est le manque d'engagement des entrepreneurs jeparanais pour aller à la rencontre des acheteurs finaux. On aurait effectivement pu s'attendre à ce que ceux qui disposaient des moyens financiers nécessaires apprennent l'anglais, voyagent à l'étranger, se projettent dans des salons sur les marchés extérieurs. Or, à de très rares exceptions près, la communauté d'affaires jeparanaise n'a pas quitté son terroir, où règne une concurrence effrénée certes, mais dans lequel elle puise son capital social. Privés d'un contact direct avec le consommateur final, les fabricants jeparanais n'ont en réalité d'autres moyens pour s'adapter aux nouveaux goûts et aux gains de productivité que de copier ce que font ses voisins et concurrents, en les adaptant à la marge. Il en résulte une diffusion extrêmement rapide mais non-différenciante des innovations. (4) Une quatrième raison tient à des facteurs culturels, comme en témoigne le fait que les rares entrepreneurs qui ont essayé de monter en gamme en innovant sont souvent originaires d'autres régions que Jepara[537], où la copie est socialement acceptée, sapant les efforts de créativité qui ne semblent pas particulièrement loués[538]. (5) Enfin, ajoutons à cela les difficultés d'accès au crédit qui corsètent les capacités d'investissement. Non seulement l'argent est cher[539], mais les banques sont extrêmement réticentes à prêter aux petits entrepreneurs qui offrent il est vrai bien peu de garanties. Les autorités

[537] Bpk Andy Saidan (Z09), originaire de Padang (Sumatra Ouest), a par exemple conçu une nouvelle série de meubles peints à partir de motifs trouvés sur Internet, qu'il imprime selon des techniques qu'il expérimente lui-même, ce qui lui permet de vivre en exportant 5 à 6 conteneurs par an (entretien le 24 juillet 2017).

[538] Ce conflit de valeurs est parfois amèrement ressenti par les entrepreneurs qui s'estiment lésés : « ils copient mes idées. Si bien que je peux trouver mes produits en vente dans la rue avant même que je n'ai trouvé le moyen de les développer. Mais je ne peux rien faire contre, cela arrivera de toute façon. Alors je ne peux que continuer à innover » déplore ainsi Bpk Andy Saidan (Z09, op.cit).

[539] Le taux moyen du crédit entre 2005 et 2010 était en Indonésie de 14%, bien plus que dans les pays concurrents comme la Chine (6%), la Malaisie (6%), la Thaïlande (7%), les Philippines (9%) ou le Vietnam (12%) (CEIC Database, 2010 cité par (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015).

n'interviennent guère dans la conduite des affaires : « la police est inefficace et corrompue. On ne peut pas compter sur eux pour recouvrer une dette. Cela se répercute sur les affaires. » regrette ainsi Bpk Andy Saidan (Op.cit.). Mais l'assèchement du crédit a eu des effets induits inattendus : en accordant des facilités de paiement aux seuls clients les plus respectables, il a contribué d'une part à fidéliser les fournisseurs et structurer les relations de sous-traitance[540] et d'autre part à concentrer les ressources sur les entreprises les plus solides. Cette évolution a introduit une distinction entre l'océan d'artisans indépendants luttant sur les seuls champs des prix et des délais et de petits entrepreneurs engagés dans un processus plus d'amélioration de la qualité qui leur permet de nouer des relations relativement durables avec les donneurs d'ordres, importateurs et usines.

Le cluster artisanal a donc dû trouver les solutions à son problème de compétitivité dans d'autres registres que ceux mis en œuvre par les districts industriels. Pour contourner l'inflation durable du prix du teck, les négociants jeparanais se sont ainsi tournés vers du teck de qualité moindre, inadapté à la découpe à la machine mais qui convient au travail à la main des charpentiers qui savent tirer le meilleur parti de chaque pièce[541]. Ils ont également prospecté les villages au-delà de Java, à Sumatra et à Célèbes notamment. L'éventail des essences a été élargi à des bois moins nobles, comme le palissandre de Java, l'acajou ou le batai, à la croissance très rapide. En travaillant par ailleurs plus longtemps pour des rémunérations plus faibles, *pengusaha** et *pengrajin** ont réussi à soutenir la compétition de la fabrication mécanisée des usines[542]. Il en résulte des produits moins nobles, moins réguliers, mais toujours compétitifs auprès d'un public de consommateurs plus sensibles au prix qu'à la qualité. De ce point de vue, le marché intérieur, où le *made in Jepara* demeure prestigieux et synonyme de bon goût (RUSLI, 2013), contrairement au marché étranger où la réputation de Jepara est désormais écornée par les déconvenues subies pendant la ruée vers le teck), est apparu comme une véritable planche de salut[543]. Et ce, d'autant plus que la certification imposée par les Etats-Unis et l'Union Européenne (UE) aux importations de meubles a considérablement compliqué les exportations (cf. encadré ci-dessous) alors que les coûts logistiques restent élevés et les acheteurs étrangers se sont faits plus rares. A l'inverse, sur le marché indonésien, les entrepreneurs jeparanais peuvent faire valoir outre leur réputation, l'aisance de la langue, la connaissance des réseaux marchands, et la possibilité de recourir à la

540 Entretien avec Bpk Solikin (00C), le 30 juillet 2016.

541 D'après Lazarovici (2004) et Bpk Yakob Firdaus (A16, interrogé le 1er août 2017), les artisans parviennent ainsi à valoriser dans le produit fini jusqu'à 60% des grumes, contre seulement 15 à 20% dans les usines satisfaisant des normes qualitatives élevées. La filière artisanale peut ainsi compenser le surcoût de main d'œuvre en exploitant mieux la matière première.

542 Le coût de production en usine s'avère même légèrement supérieur à celui des artisans (par exemple, une chaise moyennement décorée revient en moyenne à 230 000 Rp en 2016 chez Ebako, mais peut se négocier 200 000 Rp à Jepara) mais pour une qualité de construction nettement supérieure (entretien avec Bpk Alfianto Hermawan (A03 Semarang), op.cit.).

543 Outre le mobilier javanais traditionnel, les Indonésiens apprécient particulièrement les meubles décorés selon le style traditionnel de leur groupe ethnique (ou la représentation qu'ils s'en font) (SALIM & MUNADI, 20**17,** pp. 57-58).

vente directe selon des termes de crédit et de confiance en la parole donnée qui n'ont pas cours dans le commerce international. Bien que les statistiques peinent à rendre compte de la production destinée au marché intérieur (contrairement aux exportations, qui font l'objet de formalités douanières), souvent commercialisée de manière informelle, les témoignages recueillis sur le terrain montrent qu'une part importante des meubles fabriqués à Jepara est acheminée en semi-remorque vers Djakarta et Sumatra. Sur ce marché intérieur en plein essor (cf. chapitre 1.1), fabricants et négociants jeparanais entrent en concurrence avec de petits clusters de proximité (SALIM & MUNADI, 2017, p. 53) mais aussi des marques nationales émergentes (comme Olympic[544], propriété de PT. Casmi, basée à Klaten) et des marques mondiales (telles Ikea ou Zara Home).

Le système international de certification du bois : un dispositif rédhibitoire pour les indépendants

La certification du bois et des produits dérivés du bois n'est pas une question nouvelle. Les plantations de *Perum Perhutani* furent certifiées par le Conseil pour l'administration des forêts (*Forest Stewardship Council, FSC*) dès novembre 1991. Cette certification fut perdue en 1996 pour 95% des plantations, sans que cela ait notablement affecté les exportations de produits dérivés.

Le système de vérification de la légalité du bois (*Sistem Verifikasi Legalitas Kayu, SVLK**) est un dispositif de certification mis en œuvre par une entreprise basée à Yogyakarta. Il est devenu la norme pour pouvoir exporter vers l'UE et l'Australie depuis que des règles strictes de contrôle des bois tropicaux y ont été adoptées. La certification pour les « entreprises uniques » est valable pour une durée de 6 ans, avec une évaluation tous les 2 ans ; elle est de 5 ans pour les groupes d'entreprises (cf. ci-dessous), avec une évaluation annuelle. Le processus de certification dure environ 1 mois et peut être mené en ligne via une application pour *smartphones*.

544 Cette marque a été créée en 1983 par la société PT Cahaya Sakti Furintraco, fondée en 1981 à Bogor (Java-Ouest). En 1986, elle déploie via sa filiale PT Cahaya Sakti Multi Intraco un réseau de distribution qui atteint à la fin des années 1990 45 centres de distribution fournissant 5 000 magasins de meubles à travers le pays. Au moment du boom des exportations de meubles indonésiens en 1998-1999, la société employait 4 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 100 milliards de Rp (soit de l'ordre de 11,5 M$ d'alors) réalisé à 80% sur le marché intérieur (The Free Library, 1999). En 2013, la société développa un complexe industriel sur 300 ha à Sukabumi (Java-Ouest) (Tribunnews.com, 2012). Désormais détenue par PT. Graha Multi Bintang, Olympic Furniture, dont le siège a été transféré à Surabaya (Java-Est), s'est diversifiée dans les meubles en plastique et commercialise ses produits fabriqués dans ses 20 usines auprès de 2 000 distributeurs en Indonésie, mais aussi dans une centaine de pays étrangers (source : (Olympic Furniture)). D'autres marques nationales se sont développées sous l'Ordre nouveau selon le même modèle d'intégration verticale, comme Ligna propriété de PT. Hadimata Brothers & Co (fondée en 1975 à Java Ouest) ou Palma détenue par PT. Palma Utama (fondée en 1975 à Djakarta, mais qui a depuis cessé son activité) (The Free Library, 1999). Il est intéressant de constater que ces grands fabricants intégrés verticalement (des plantations en amont jusqu'au réseau de distributeurs régionaux en aval), dont la production annuelle dépasse les 100 conteneurs de 40 pieds et qui relèvent d'un modèle fordiste de développement, émanent de l'écosystème industriel de la région capitale, totalement coupé de l'appareil productif de Java-Centre.

Dans la pratique, ce nouveau système s'est avéré non seulement coûteux mais aussi complexe (*rumit**)[545] pour les petits fabricants, si bien qu'en 2017 à peine 3 demandes de certification par mois étaient adressées au bureau de Jepara[546]. Les autorités provinciales le reconnaissent : « le *SVLK* revient cher, entre 30 et 80 MRp [2 250 à 6 000 $ au cours historique] pour la certification, plus environ 65 MRp [4 900 $] par conteneur[547]. [C'est pourquoi] le Gouvernement a initié un modèle de certification partenariale pour des "groupe d'entreprises" (*Kelompok Usaha Bersama, KUB**), ce qui implique qu'elles achètent le bois ensemble et s'associent pour l'acheminer »[548]. Mais surtout, la certification du produit fini exporté implique que chacun des intervenants de la chaîne de production le soit, quand bien même il n'utilise pas de bois. Concrètement, cela revient à exclure le recours aux artisans indépendants, dont seule une infime minorité est certifiée, ou bien à ne pas déclarer ces sous-traitants. Une expression est ainsi en vogue à Jepara, mobilisant un de ces jeux de mots dont raffolent les Indonésiens : on parle de « bois espagnol » (*kayu spanyol**) – contraction entre *separuh** (« moitié » en indonésien) et *nyolong** (illégal en javanais) – pour désigner un bois provenant pour partie de sources certifiées et pour partie de sources non certifiées, voire illégales,

Pour se développer sur ce marché intérieur, le commerce électronique (ou *e-commerce*) s'est imposé comme un canal de distribution prometteur pour la nouvelle génération de petits et moyens entrepreneurs. La vente de meubles en ligne progresse rapidement en Indonésie (comme partout dans le monde), à un rythme de 12%/an. Elle atteignait 199 M$ en 2016 (soit 17% des ventes) et la profession prévoit un chiffre d'affaires de 343 M$ en 2021[549]. Le *e-commerce* est surtout efficace pour le marché intérieur : la barrière de la langue, les contraintes logistiques et l'impératif de massification du transport maritime limitent en effet considérablement les possibilités de vente directe à l'étranger. Il faut également souligner l'existence d'une

545 « […] le *SVLK** est ressenti comme une complication par une partie des entrepreneurs du meuble. Ce problème est dû non seulement aux dépenses nécessaires pour obtenir la certification qui pèsent cruellement sur les petits entrepreneurs, mais aussi à la complexité de la procédure. En réalité, la pertinence de cette mesure s'est avérée contre-productive pour augmenter les exportations. A fortiori quand il apparaît clairement que les pays de destination des exportations des produits dérivés du bois indonésiens n'exigent pas le *SVLK*. La certification n'est pas seulement appliquée en amont, mais également en aval de la chaîne de production » (SALIM & MUNADI, 2017, p. 5).

546 Entretien avec Bpk Bambang (Z16 Jepara), agent du bureau local de Jepara de *SVLK**, le 27 juillet 2017.

547 Dans les faits, les prix pratiqués par le *SVLK** sont inférieurs. En 2017, le coût pour une entreprise unique était de 7,5 MRp (560 $) pour un artisan, 14,5 à 23,5 MRp (1 080 à 1 750 $) pour les fabricants selon leur volume de production, 16,5 MRp (1 230 $) pour un négociant exportateur, et 25,0 à 27,5 MRp (1 870 à 2 050 $) pour une « entreprise intégrée » (*industri terpadu**). Pour un groupe d'entreprises, le tarif commence à 10,5 MRp (780 $) pour deux artisans puis 3,0 MRp (220 $) par artisan supplémentaire, et atteint 18,5 à 20,0 MRp (1 380 à 1 530 $) pour deux entreprises intermédiaires puis 4,0 MRp (2 990 $) par entreprise supplémentaire, et 20,3 MRp (1 520 $) pour deux grandes entreprises et 5,0 MRp (370 $) par entreprise supplémentaire.

548 Entretien avec Listyati Purnama Rusdiana (A33 Semarang), chef du service Agro-industrie du *Disperindag** de Java-Centre, le 23 mars 2017.

549 Source : *Himki**, 2016.

barrière générationnelle vis-à-vis de ces nouveaux outils : les quadragénaires utilisent massivement les réseaux sociaux sur les *smartphones* mais peu les sites Internet. Les quinquagénaires ne sont pas équipés et considérablement distanciés. Ils restent donc tributaires du bouche-à-oreille et des visites d'acheteurs attirés par les produits semi-finis entreposés devant les ateliers, ce « marketing gratuit » (KUSUMAWARDHANI & McCARTHY, 2013) offert par le regroupement des fabricants en cluster.

L'essor de la production industrielle à Jepara

Le rétablissement de Jepara à partir du milieu des années 2000 est allé de pair avec une restructuration profonde de l'appareil productif. La reprise des exportations résulta de l'essor d'une production industrielle locale, alors que la compétitivité de la production artisanale sur le marché international déclinait fortement. Certains intermédiaires, étrangers notamment, forts de leur connaissance du marché international, firent le choix de développer leurs propres capacités de production. Ils commencèrent par louer des locaux modestes, acheté quelques machines et embauché d'anciens *pengusaha** et *pengrajin** trop heureux de trouver dans le salariat une planche de salut. Parmi eux, une poignée de Jeparanais, comme Bpk Yono (qui avait fondé la société Mandiri à la fin des années 1990) eurent la sagesse de ne pas dépenser les profits conséquents réalisés pendant la ruée vers le teck et purent investir dans leur appareil de production, mécanisé et étendu. D'autres comme Bpk Ico, qui détient aujourd'hui 16 entrepôts et usines louées à des fabricants de meubles, surent saisir l'opportunité de la crise pour investir dans le foncier et l'immobilier, en rachetant à prix bradé les installations surdimensionnées édifiées pendant la ruée vers le teck.

Les usines de Jepara ont connu au cours de ces années de consolidation de l'appareil productif une trajectoire un peu différente de celles de Semarang. Structurellement, elles bénéficient d'un salaire minimum inférieur à celui en vigueur dans la capitale provinciale[550]. Si elles ont intégré une partie des tâches de découpe et d'assemblage pour maîtriser la qualité de la production et prévenir le risque de copie, la plupart ont continué à sous-traiter auprès d'entrepreneurs et d'artisans, désormais soigneusement sélectionnés et contrôlés[551][552] par du personnel dédié, qui porte la responsabilité de la vérification de la qualité des pièces

550 A partir de l'entrée en vigueur des salaires minimaux locaux (*Upah Minimum Kota/Kabupaten, UMK**) en 2002, l'écart s'est creusé, de 3% en 2002 à 6% en 2003, 21% en 2007. L'écart a varié depuis entre 17% et un pic à 47% en 2015.

551 Nous avons ainsi pu vérifier lors de nos investigations que des entreprises comme Maxim Indowood ou Umafindo, qui revendiquent pourtant une maîtrise totale de la production, ont en réalité recours à la sous-traitance, a minima en appoint pour faire face à des pics d'activités, ou de manière plus régulière pour les productions destinées au marché national (entretien avec Mas Lubab, op.cit.).

552 Jepara Indonesia Furniture par exemple, travaille depuis longtemps avec Mas Boby, qui livre l'usine de finition entre une fois par semaine et une fois par mois.

avant qu'elles partent des ateliers des artisans[553]. En jonglant ainsi avec les atouts d'une sous-traitance à géométrie variable, les usines de Jepara ont su tirer leur épingle du jeu en se démarquant de celles de Semarang. Pijar Sukma par exemple (que nous avons évoquée dans le chapitre 1.1) a connu une forte croissance de son activité, de 200 EVP exportés en 2010 à 300 EVP en 2014. La petite Umafindo a vu ses effectifs croître de manière spectaculaire de 5 employés en 2012 à 80 en 2015, puis 125 en 2017[554]. Cette forte progression des usines, qui profite aux entrepreneurs les plus performants qui parviennent à s'affirmer comme sous-traitants durables, occulte le déclin du peuple des entrepreneurs indépendants et des artisans, dont les perspectives sont très fluctuantes[555], comme en témoignent les variations de l'humeur générale lors des entretiens (très pessimiste en 2017, à l'optimisme en 2018, puis à nouveau négative en 2019), qui reflète fidèlement les soubresauts des exportations enregistrées l'année suivante (respectivement 166,9, 130,8 et 186,9 M$[556]).

Le repositionnement des usines de Semarang sur un marché de niche

Face à la production en grande séries des usines chinoises et vietnamiennes bénéficiant de coûts logistiques avantageux[557], les usines javanaises, de taille plus modeste (nous avons vu dans le chapitre 1.1 qu'elles comptaient typiquement entre 100 et 600 employés), n'ont eu d'autre choix que de quitter le marché de masse (*mass market*), dont relève en particulier par le mobilier de jardin, pour se rabattre sur des niches commerciales. Elles ont notamment trouvé un débouché privilégié auprès des chaînes d'hôtellerie et de restauration, qui représenteraient 30% des exportations en 2018 selon plusieurs acteurs du secteur[558]. Sur ce segment, les commandes sont de taille intermédiaire (de l'ordre d'une à plusieurs centaines de pièces conçues sur mesure, correspondant au nombre de chambres d'un complexe hôtelier ou de tables d'une chaîne de

553 Depuis la fin de sa mission d'assistant de recherche à mes côtés, Ali Bagus Ghozali Nor travaille ainsi comme responsable marketing au sein du fabricant italien Indocasa Furniture.

554 Entretiens avec Gaël Derycke (04A Jepara), op.cit.

555 « L'activité est devenue très irrégulière. Mais ce qui change surtout, c'est qu'avant, tout le monde profitait de l'activité. Aujourd'hui, les petits entrepreneurs ont beaucoup plus de mal [que les gros] » (entretien avec Eri Agus Susanto (Z01 Jepara), le 25 juillet 2019).

556 Source : BPS Jepara, Jepara dalam Angka 2020.

557 Les coûts logistiques sont réputés particulièrement élevés en Indonésie, où ils atteignent en moyenne 14% du coût de production des biens manufacturés (contre par exemple 4,9% au Japon), en raison du sous-développement des infrastructures. En 2009, la Banque mondiale classait le pays au 75ème rang mondial pour le coût d'acheminement des marchandises aux terminaux portuaires, loin derrière des concurrents directs tels que la Chine (27ème), la Malaisie (29ème), la Thaïlande (35ème), les Philippines (44ème) et le Vietnam (53ème). Il faut cependant noter qu'à partir du milieu de la décennie 2000, le Gouvernement indonésien s'est remis à investir dans les infrastructures (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015), en particulier les réseaux primaires de transport (routier, ferroviaire, portuaire et aérien) ainsi que la production d'énergie électrique (fondée quasi-exclusivement sur des centrales à charbon).

558 Source : enquête terrain.

restaurants), mieux adaptés à leurs capacités de productions que les magasins indépendants de décoration exotique (qui préféreront commander quelques unités de meubles faits à la main à Jepara) ou la grande distribution (qui exige des séries de plusieurs milliers de produits standardisés). Elle autorise des marges relativement confortables dès lors que la qualité est au rendez-vous, tout en imposant aux fabricants d'être extrêmement réactifs. Car, « sur les marchés mûrs, la croissance du commerce de meubles est basée sur le raccourcissement du cycle de remplacement en encourageant les consommateurs à acheter de nouveaux meubles avant que les anciens soient hors d'usage. Les media, et en particulier la télévision, jouent un rôle important comme stimulateur. Des campagnes de publicité, notamment en Europe, sont lancées pour préparer le marché à de nouveaux produits en éveillant l'intérêt pour le design d'intérieur et en amenant de nouveaux consommateurs à acheter des meubles neufs pour des raisons de pur style. Cela a accru la demande pour un éventail plus large de produits que par le passé […]. Les études de marché montrent que la mode dans le domaine du meuble intérieur en bois restera volatile : ce qui est branché une année peut être démodé l'année suivante. Le problème élémentaire que cela pose est que les investissements doivent être planifiés pour le long terme, alors que le marché du meuble évolue sur la voie rapide. Les nouvelles collections devront être créées sur des périodes plus courtes afin de rester en phase avec les opportunités du marché » (CNUCED/OMC & ITTO, 2004, p. xxii;xxiv).

Pour les industriels qui ont investi ce segment, cela a impliqué d'investir dans les actifs immatériels : le design, la maîtrise du contrôle de la qualité, la logistique, le marketing, qui représentent une part croissante du coût de production. Mais investir de la sorte suppose de pouvoir récolter les fruits de ses efforts, ce qui relève de la gageure dans une industrie du meuble extrêmement concurrentielle. Cette intensification du capital demeure donc timide : sur l'ensemble de la province, la part des emplois autres que de production n'a progressé que très modestement, de 11,2% en 2002 à 13,0% en 2017. Mais à Semarang, l'évolution est plus prononcée : toutes branches industrielles confondues, la part des emplois non-productifs en 2017 y était de 16,3% contre 9,8% à Jepara, où la concurrence effrénée et les comportements opportunistes rendent cette montée en gamme délicate. De manière générale, l'incorporation des tâches initialement sous-traitées, processus typique d'intégration verticale de la production, est plus fréquent dans les usines de Semarang qu'à Jepara où l'on continue très majoritairement de s'appuyer sur des sous-traitants.

Une trajectoire industrielle caractéristique : Ebako dans la zone industrielle de Terboyo à Semarang[559]

Ebako est un fabriquant singapourien de chaises et de fauteuils exportés aux Etats-Unis. L'histoire de son usine de Terboyo illustre le glissement de la chaîne de valeur de l'industrie du meuble de Jepara vers Semarang. C'est en 1998 qu'Ebako créa une filiale en Indonésie, en ouvrant une usine à *LIK** (arrondissement de Genuk),

559 Entretien avec Bpk Hernawan (A03 Semarang), op.cit.

alors idéalement située à l'est de Semarang pour assurer la finition, le conditionnement et l'expédition via le port de Tanjung Emas de produits achetés auprès d'entrepreneurs de Jepara. A l'origine, l'usine comptait une quarantaine d'employés, et s'approvisionnait auprès d'une quinzaine de fournisseurs jeparanais, qui faisant travailler 100 à 150 artisans locaux. Soucieuse d'améliorer la qualité de la production, Ebako entreprit de former ses fournisseurs en leur avançant les fonds pour qu'ils aménagent et équipent leur atelier (avec entre autres des fours adaptés pour sécher le bois) en contrepartie d'un contrat d'exclusivité. Mais en dépit de la présence d'un contrôleur sur place, Ebako réalisa au bout de deux ans que certains de ses fournisseurs avaient profité de l'amélioration de leurs capacités de production pour trouver d'autres clients ; et que d'autres, au contraire, sous-traitaient à des artisans non-formés, réduisant à néant les efforts consentis pour améliorer la chaîne d'approvisionnement.

Ce constat d'échec amena en 2005 Ebako à intégrer une partie de la production dans une nouvelle usine construite à cet effet dans la zone industrielle de Terboyo (*KIT**), ne gardant à Jepara que les meilleurs fournisseurs pour les modèles les plus ornementés. L'effectif de l'entreprise augmenta alors à 200 employés. Au fil des ans, la société a continué à intégrer des tâches sous le toit de l'usine de Terboyo, jusqu'à atteindre 750 employés en 2014. A cause de la conjoncture plus difficile, les effectifs étaient retombés à 550 employés mi-2016 et Ebako ne travaillait plus qu'avec 9 entrepreneurs jeparanais fédérant 60 à 80 artisans, exclusivement pour des prestations de sculpture sur des pièces découpées et assemblées à l'usine.

Un impératif de flexibilisation de la production

Cette prise en main de la chaîne de valeur par les donneurs d'ordres soucieux d'en maîtriser la qualité a certes permis de massifier et de standardiser la production, mais elle a rigidifié l'appareil productif sur un marché extrêmement concurrentiel et volatile. Cette rigidité, mesurée par le point de rupture (*breaking point*), c'est-à-dire le volume d'activité minimal pour que l'usine ne perde pas d'argent, est liée aux coûts fixes générés par la taille des installations, la valeur de l'outillage et la masse salariale[560]. Ainsi, pour une entreprise comme Ebako, qui a fait construire une usine importante et emploie majoritairement une main d'œuvre à durée indéterminée, le *breaking point* se situe à un niveau d'activité correspondant à 400 emplois, ce qui suppose un volume de commandes régulier de plusieurs dizaines de conteneurs par mois. Cela peut sembler peu comparé aux volumes fabriqués par les usines chinoises et vietnamiennes qui ont conquis le marché de masse de la grande distribution, mais pour ceux qui ne peuvent compter sur des débouchés récurrents, il est difficile de se maintenir au-delà de ce seuil. C'est d'autant plus vrai que la période de *Reformasi*,* nous l'avons vu, a introduit des mesures qui ont affecté la compétitivité des entreprises en accordant aux ouvriers des droits que leur avaient dénié l'Ordre Nouveau. Sous la pression des attentes sociales, le Gouvernement a non seulement

560 Par opposition aux coûts variables que sont par exemple les matières premières, les coûts de transports, et la main d'œuvre externalisée ou précaire.

instauré des libertés syndicales (renvoyant à des négociations locales la fixation des conditions de travail (SMERU, 2002)[561]), mais aussi fixé des règles nationales en faveur des salariés (portant notamment sur le salaire minimum et les avantages sociaux liés aux indemnités de licenciement, à la sécurité sociale et à la retraite)[562]. La décentralisation, contemporaine de ces réformes, a en outre habilité les gouvernements locaux (provinces, municipalités ou régences) à instaurer un salaire minimum local supérieur au salaire minimum national et à créer des caisses locales d'assurances santé dans leur juridiction mesure très populaire et donc largement utilisées en amont des élections. Ces mesures ont sensiblement amélioré le sort des salariés les moins qualifiés, au premier rang desquels les ouvriers, mais ont renchéri le coût du travail à un niveau tel que beaucoup d'usines ont perdu leur compétitivité (TAMBUNAN T. , 2009) face aux concurrents chinois et vietnamiens (CHAPONNIERE, 2015). Ainsi, pendant la deuxième partie de la décennie 2000, les exportations javanaises de meubles se sont affaissées de 665 M$ en 2005 à un niveau compris entre 230 et 480 M$, jusqu'à leur reprise en 2013. Ce sont essentiellement les usines, qui s'étaient considérablement développées aux lendemains de l'éclatement de la bulle du teck, qui furent touchées, notamment à Semarang où les salaires sont plus élevés et les dispositions du code du travail davantage appliquées que dans les usines de Jepara[563].

Dès lors, comment concilier cette règle de prudence avec l'objectif de développement de l'activité ?

(1) La première réponse apportée par les industriels a été de garder une taille raisonnable. Comme le souligne le propriétaire d'Eurodesign, « les usines à Semarang parviennent à survivre parce qu'elles ne sont pas plus grosses »[564]. Bpk Yakob Firdaus constate également que « [sa] principale erreur a été d'avoir recruté trop d'employés »[565], ce qui mena sa société Sylva Furniture à la faillite en 2012.

---

561 Sous l'Ordre nouveau, la main d'œuvre industrielle était placée sous un contrôle strict de l'Etat qui, sous couvert de mise en œuvre du quatrième des cinq principes du *Pancasila** qui forment la doctrine constitutionnelle depuis l'indépendance (à savoir « une démocratie guidée par la sagesse dans le consensus qui émane de la concertation » (*Kerakyatan yang dipimpin oleh hikmat kebijaksanaan dalam permusyawaratan*)), a interdit les grèves (GODERBAUER, 1987) et cantonné les syndicats à un rôle de canalisation très circonscrite des relations entre la classe ouvrière et les pouvoirs publics. Ce rapport de force fut conforté localement par le recrutement fréquent de militaires à des postes d'encadrement dans les usines (ROBISON, 1986), assurant aux dirigeants d'usines la connivence des forces de sécurité locales pour intimider ou réprimer les rebelles. Si les syndicats furent parfois débordés par des manifestations spontanées d'ouvriers protestant contre des abus, ce système permit à l'Ordre nouveau de contenir les coûts salariaux à des niveaux très faibles et d'imposer une stabilité des rapports sociaux dans des termes très favorables aux propriétaires d'usines.

562 Cf. en particulier la Loi n°13/2003 sur la main d'œuvre (*Undang-Undang Republik Indonesia n°13/2003 tentang ketenagakerjaan*) qui, entre autres mesures de protection des salariés, précise les dispositions des contrats de travail et introduit une indemnité de licenciement à partir de 3 ans d'ancienneté.

563 C'est ainsi qu'une des plus grandes usines de Semarang, installée sur un terrain de 4 ha à Terboyo, PT. Sand Furniture, dut cesser sa production en 2004.

564 Entretien avec Peder Nielsen (A10 Semarang), le 12 mai 2017.

565 Entretien avec Pak Yakob Firdaus (A16 Semarang), le 1er août 2017.

(2) La deuxième réponse consiste à flexibiliser la main d''œuvre pour contourner le cadre devenu protecteur du salariat. « La montée du mouvement syndical après la crise [monétaire] a renforcé le pouvoir des syndicats dans la fixation du salaire minimum, introduisant de la rigidité dans l'embauche et le licenciement des employés. Le changement le plus polémique est l'explosion des indemnités de licenciement, qui sont les plus élevées de la région, et l'augmentation significative du salaire minimum, qui a atteint 90% pour la période 1999-2002 (ASWICAHYONO, HILL, & NARJOKO, 2010). Après avoir été découragées d'embaucher ou de se développer (MANNING & ROESAD, 2006), les entreprises font face à un risque de faillite beaucoup plus élevé en raison de la nécessité de provisionner des montants importants pour financer les indemnités (NARJOKO & JOTZO, 2007) » (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015, p. 256). Cela passe par l'embauche d'intérimaires (*borongan**) et de journaliers (*harian lepas**) payés à la pièce. Ainsi, après avoir été salarié pendant 18 ans, Bpk Sutarno (20D Terboyo) a-t-il été contraint d'accepter de renoncer à son contrat pour devenir « un genre de *freelance* : [s'il] ne travaille pas, il ne touche pas de salaire ». Il est payé chaque samedi 410 000 Rp par semaine de 6 jours de 8 heures de travail. Il ne perçoit plus de prestation sociale, mais « rend grâce à Dieu car en dépit de son âge, [il] a toujours un emploi qui [lui] permet de subvenir à ses besoins »[566]. Cet exemple illustre la pression exercée sur les ouvriers les plus faibles, qui sont prêts à accepter des conditions dégradées[567]. Le recours à cette main d'œuvre précarisée est massif dans les usines dont l'activité est saisonnière (jusqu'à 80% de leurs effectifs en période haute pour Quartindo, Mebel Internasional ou Scancom), notamment sur le segment du mobilier de jardin[568]. C'est donc récemment que la main d'œuvre industrielle s'est structurée autour de ces catégories d'emploi contrastées décrites dans le chapitre 1.2, la part de l'emploi stable dans les usines, après avoir progressé sous l'effet de la concentration verticale des tâches, ayant alors décliné comme le montre l'évolution des effectifs permanents dans quelques usines dont nous avons pu retracer l'historique de l'activité (cf. tableau ci-après).

(3) Pour s'adapter aux fluctuations des commandes, les usines peuvent également actionner le levier du temps de travail. En saison haute, celle de Quartindo fonctionne en 3 postes de 8 heures, contre seulement 1 poste de 8 heures en saison basse. D'autres employeurs ont recours aux heures supplémentaires, payées ou non selon les cas.

566 Entretien avec Bpk Sutarno (20D Terboyo), le 13 décembre 2018.

567 Le salaire minimum en 2018 à Semarang s'élevait à 2,3 MRp/mois pour des semaines de 40 heures, sans compter les avantages sociaux dus aux employés de plein droit. Ainsi, Bpk Sutarno, quand il est appelé à travailler tous les jours de la semaine (ce qui est rarement le cas en pratique), est payé 8 500 Rp/heure au lieu des 13 500 Rp/heure prévus par le droit du travail, sans aucun filet de sécurité.

568 Sur ce segment, les distributeurs américains et européens exigent d'être livrés chaque année au printemps.

Tableau 27 : Evolution caractéristique des effectifs de quatre usines de Semarang et des environs

	1996-2001	2002-2006	2007-2011	2011-2015	2016-2019
Phase	**Ruée vers le teck**	**Ajustement**	**Reprise**	**Concentration**	**Flexibilisation**
Ebako	*Créée en 1998* 40	100	200	750	570
Kharisma Kayu Klasik	*Créée en 1998*	500	265	265	265
Semeru Karya Buana	*Créée en 1999*	300	200	190	230
Quartindo	*Transférée depuis Jakarta en 2013*			700	300

Source : enquête terrain (2016-2018)

Cette évolution est ressentie par beaucoup bien plus amèrement que ne le laisse entendre Bpk Sutarno. Nombre d'ouvriers qui ont perdu leur emploi ou sont devenus tributaires de missions précaires blâment l'Etat central insuffisamment protecteur, invoquant avec une certaine nostalgie la stabilité de l'emploi sous le régime de l'Ordre nouveau[569] ou rejetant la faute de leur sort sur la concurrence jugée déloyale des travailleurs issus des régences alentours (Kendal, Demak, Grobogan). Les employeurs qui veillent à garder leurs ouvriers comme KKK ou Marie Alibert à Bangkongsari n'en sont que plus appréciés des ouvriers, qui se revendiquent fidèles en retour.

Perspectives de développement : vers une structuration des acteurs en vue d'une politique économique au profit du cluster ?

Le courant développementaliste, qui aime à se démarquer du postulat non-interventionniste dont se réclame l'économie libérale, tend à mettre en avant le rôle déterminant des pouvoirs publics[570] dans les dynamiques de développement. Pour autant, la question de la contribution effective ou potentielle de l'Etat et des collectivités territoriales à l'essor des systèmes productifs mérite d'être examinée objectivement, en se préservant de cet a priori.

569 C'est d'autant plus paradoxal qu'au moment où ces critiques ont été entendues (entre 2017 et 2019), l'administration Jokowi était particulièrement engagée en faveur de la protection des salariés, dont le sort était alors objectivement nettement plus enviable qu'à l'époque de Suharto, où toute revendication était sévèrement réprimée. Mais les effets pervers de ces mesures sociales, contournées par le recours aux contrats précaires pour satisfaire les exigences de flexibilité de l'économie libéralisée ont rendu plus incertain la situation des employés du secteur privé (quand bien même ils jouissent d'un pouvoir d'achat et de conditions de travail nettement améliorées). Et le virage libéral de la Loi Omnibus cristallise encore plus les mécontentements.

570 Il faut dire qu'une partie de ce discours émane d'une littérature grise, en grande partie financée ou éditée par des organisations nationales ou internationales de fait enclines à défendre la légitimité des institutions dans les processus de développement.

Le rôle significatif de l'Etat central et de la coopération internationale dans le décollage du cluster du meuble

En matière de politique industrielle, l'Ordre nouveau afficha tôt un objectif de montée en gamme de l'industrie nationale[571]. Bien que considérables[572], les efforts entrepris en ce sens produisirent des résultats inégaux. Dans les secteurs intensifs en capital comme l'automobile, ils contribuèrent à l'émergence de clusters compétitifs de sous-traitants, par exemple dans la métallurgie (TAMBUNAN T. , 2008). Mais dans les segments à faible intensité technologique tels que le meuble ils s'avérèrent inefficaces, voire contre-productifs (SANDEE, RIETVELD, SUPRATIKNO, & YUWONO, 1994)[573].

Il faut dire que le régime de l'Ordre nouveau a cultivé une constante ambiguïté à l'égard des petites entreprises. La littérature s'accorde à souligner la connivence entre un pouvoir hypercentralisé et les grands conglomérats liés à la famille Suharto qui ont bénéficié de nombreux avantages économiques (POOT, Indonesia, SMEs, Finance and BPDs, 1997), pendant que la corruption généralisée entravait l'émergence d'un marché intérieur formel où les PME auraient pu s'épanouir. Mais en parallèle, le ministère de l'Economie s'était doté d'une direction générale aux Petites industries dotée d'un réseau de correspondants au sein des administrations déconcentrées. Ces fonctionnaires qualifiés apportaient aux entrepreneurs locaux une expertise technique et des possibilités de mise en relation avec des acheteurs, des organismes de crédit ou des partenaires industriels. C'est cette délégation qui fut à l'origine de la création en 1978 du Centre pour le développement de la technologie du bois de Jepara (*Instalasi Pengembangan Teknologi Kayu Jepara**) Jl. Soekarno-Hatta, où entrepreneurs et artisans du meuble pouvaient trouver des machines et l'accompagnement technique nécessaire moyennant une somme modique. A partir du milieu des années 1980, le Ministère encouragea les collaborations entre entrepreneurs au sein de coopératives, dans le cadre du programme de développement de la petite industrie (*Program Pembinaan dan Pengembangan Industri Kecil, Bipik**) visant à promouvoir l'innovation dans le cadre de clusters (*sentra**). Il faut néanmoins relativiser la

571 Dès 1976, le Décret ministériel n° 307 initiait un programme visant à transférer la production de composants automobiles de base des constructeurs étrangers vers des entreprises locales. En 1981, un autre décret étendit le programme à l'industrie des motocyclettes, puis les années suivantes, à d'autres secteurs manufacturiers. Depuis 1976, les plans quinquennaux (*Repelita**) ont insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre donneurs d'ordres et PME afin de stimuler ces dernières, notamment à partir de Repelita IV (1984-1989) puis, en 1992, via le programme appelé « Famille d'accueil (*Foster Parent, FP*) » qui promouvait le transfert de compétences techniques et de ressources (capital, brevets, circuits d'approvisionnement et de distribution) des grandes entreprises publiques et privées à leurs sous-traitants.

572 Une étude du *BPS* évalua à 2,6 millions d'entreprises (représentant 22% des TPE et 11% des moyennes entreprises du pays) les bénéficiaires de ce programme dans les années 1990 (TAMBUNAN T. , 2008; MUSA & PRIATNA, 1998; SHAUKI & WEAVER, 1999).

573 C'est même le cas pour certains domaines à forte valeur ajoutée, où l'immixtion des pouvoirs publics a favorisé l'intégration verticale de la chaîne de valeur au sein de conglomérats oligopolistiques au détriment du développement horizontal des firmes, qui aurait pu favoriser la diversité et la réactivité de la filière (The Asia Foundation (TAF), 2000).

portée de ces mesures trop diluées[574] pour permettre de structurer le développement d'un tissu de PME capable de rivaliser avec la concurrence internationale (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002). Il n'en reste pas moins que les guichets uniques (*one-shot service*) de formation, d'intermédiation avec des organismes de crédit et d'aide à la participation à des foires commerciales ont joué un rôle dans l'émergence de certains clusters dans le pays (KLAPWIJK M. , 1997), notamment à Jepara, en semant des graines qui ont germé en la personne de quelques dizaines d'entrepreneurs assurant l'interface entre importateurs étrangers installés sur place et le tissu d'artisans locaux.

La coopération internationale, qui prend souvent la forme d'un appui technique in situ financé par des accords bilatéraux avec des pays européens (Allemagne et Royaume-Uni notamment dans le cas jeparanais) contribua de manière déterminante à la prise de conscience de la possibilité d'exporter et à l'acquisition des capacités nécessaires, en apportant un appui financier et technique nettement plus important que l'Etat indonésien[575] (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002). Mais cet apport fut aussi – et peut-être surtout – indirect, à travers l'implication dans le cluster de coopérants décidant de se mettre à leur compte[576]. Ceux-ci figurèrent en effet parmi les premiers étrangers actifs dans l'exportation de meubles (SCHILLER & SCHILLER, 1997), œuvrant à l'entrée du cluster sur le marché international.

Un regain d'intérêt de l'Etat central

Sous la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono (SBY, 2004-2014), une série de mesures destinées à surmonter les maux de la filière – pénurie de matières premières, image internationale dégradée à cause des coupes illégales et pression croissante pour la certification des produits, qualité inférieure aux concurrents étrangers, manque de compétitivité – furent adoptées, tant dans le domaine agroforestier – promotion des plantations de teck villageois via des campagnes de semis et l'édition de guides de bonnes pratiques (PRAMONO, FAUZI, WIDYANI, HERIANSYAH, & ROSHETKO, 2010) – que dans celui de l'industrie – à travers la feuille de route pour la Revitalisation de l'industrie forestière indonésienne (*Road Map Revitalisasi Industri Kehutanan Indonesia**). Adoptée en 2007, cette stratégie était axée sur la coopération entre petites et grandes entreprises et la modernisation de l'appareil de production[577]. Ces réponses structurelles intervinrent dans un

574 A peine 3,8% des entreprises recensées dans les 4,250 *cluster*s de Java-centre ont participé à une formation opérée dans le cadre du BIPIK (SANDEE, 1995).

575 En moyenne, le budget consacré à la formation et à l'acquisition de matériel fut d'à peine 1 000 $/an et par *cluster* (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002).

576 Cf. le témoignage de Bpk Anas (op.cit.).

577 Directive ministérielle n°11/M-IND/PER/3/2014 sur le programme de restructuration des machines et de l'appareil industriel (*Peraturan Menteri Perindustrian No. 11/M-IND/ PER/3/2014 Tentang Program Restrukturisasi Mesin Dan/Atau Peralatan Industri Kecil dan Industri*) accordant des subventions à hauteur de 35% pour les moyennes entreprises et 45% pour les petites, plafonnées à 500 MRp.

contexte favorable aux investissements domestiques[578] et étrangers[579] qui contribua certainement à la vague d'ouverture d'usines à Semarang à la fin des années 2000 (cf. Tableau 24 : Date de d'implantation des usines de meubles de plus de 4 000 m^2 recensées dans l'agglomération de Semarang).

L'élection à la présidence de la République en juillet 2014 de l'ancien négociant en meubles de Surakarta (Java-Centre) Joko Widodo (Jokowi) n'a pu que susciter un regain d'intérêt de l'Etat central pour l'industrie du meuble. Même si l'efficacité des mesures destinées à améliorer sa compétitivité reste à prouver, les déclarations de la Présidence ont séduit les investisseurs étranger[580]. Surtout, l'action gouvernementale s'est traduite par une série de lois qui ont fait évoluer l'environnement de production : l'Indonésie a rétabli l'embargo sur les exportations de grumes à la demande des acteurs de la filière[581] et facilité l'importation de bois non-tropicaux et de pièces afin de rendre plus compétitive la fabrication de meubles complexes[582]. Depuis sa réélection en avril 2019 avec une majorité plus composite, Jokowi est tenu de composer avec la pression des milieux d'affaires et pris un virage résolument libéral dans l'objectif affirmé de prévenir une dégradation de la compétitivité industrielle du pays érodée par la progression des salaires[583], et ce avant-même l'éclatement de la crise de la covid-19. La Loi dite « Omnibus » adoptée par le Parlement le 5 octobre 2020 marque un retour en arrière majeur sur les récents acquis sociaux. Destinée à « faciliter les affaires et attirer les investisseurs afin de doper les opportunités d'emploi et la croissance économique » (SAMBOH, 2020)[584], elle amende en effet 73 lois dans des domaines extrêmement variés.

578 Directive du ministère indonésien des Finances n°22/ PMK.05/2010 MOU – 102/MK/2010 sur le microcrédit populaire (*Peraturan Menteri Keuangan No. 22/ PMK.05/2010 MOU – 102/MK/2010 Tentang Kredit Usaha Rakyat*).

579 Loi sur l'Investissement de 2007.

580 C'est notamment le cas du leader mondial du transport maritime par conteneurs Maersk Line, dont le directeur général pour l'Indonésie et les Philippines assurait l'année suivante qu'il « voyait un potentiel dans les volumes de meubles, et était prêt à développer ce commerce, d'autant plus qu'il avait le soutien du gouvernement » (HUI, 2016).

581 Source : (ITTO (International Tropical Timber Organization), 2006, p. 5).

582 Directive du ministère indonésien du Commerce n°97/M-DAG/ PER/11/2015 sur l'apport des importations de produits forestiers (*Peraturan Menteri Perdagangan No. 97/M-DAG/ PER/11/2015 Tentang Ketentuan Impor Produk Kehutanan*).

583 Entre 2001 et 2019, le salaire minimum légal exprimé en dollars courants a ainsi été multiplié par 5,4 à Jepara et par 7,2 à Semarang.

584 Selon le *Jakarta Post,* réputé être le journal des expatriés et des élites libérales, cette loi est justifiée par le fait que « les 16 grandes réformes lancées par le gouvernement entre 2015 et 2019 dans l'objectif de revigorer l'investissement sont demeurées en grande partie inefficace en raison des superpositions et des contradictions avec les 80 textes de loi et les milliers d'ordonnances présidentielles et de décrets ministériels […]. La loi Omnibus est conçue pour se débarrasser d'une bureaucratie inefficace, de réglementations opaques, de procédures complexes et de coûts transactionnels élevés qui sapent la compétitivité des entreprises ».

Les principales mesures de la Loi Omnibus de 2020

- La procédure d'étude d'impact environnemental (*Analisis Dampak Lingkungan Hidup, Amdal**), introduite par la loi n°32/2009 sur la protection et la gestion de l'environnement[585], est assouplie.

- Les autorisations de construire sont facilitées, avec la suppression du permis de construire (*Ijin Mendirikan Bangunan, IMB**), du permis d'usage foncier (*Ijin Lokasi, IL**) et de nombreux certificats ayant trait aux normes de sécurité et de qualité par la révocation de 26 articles (soit près de la moitié) de la Loi n°28/2002 sur les constructions.

- les réglementations ou les taxes locales adoptées par les collectivités territoriales en contradiction avec les réglementations nationales pourront être abrogées par simple décret présidentiel, et valoir des sanctions pouvant aller jusqu'au gel des dotations financières de l'Etat central.

- Les prérogatives de l'Agence de coordination des investissements (*Badan koordinasi penanaman modal, BKPM**) sont simplifiées, dans une logique de guichet unique pour les investisseurs étrangers et les procédures d'octroi de licences.

- La liste des secteurs où les investissements étrangers sont prohibés, autrefois définie par la négative dans l'Art.12 de la loi n°25/2007, est devenue limitative aux seuls secteurs fixés par décret présidentiel (*Peraturan Presiden, Perpres**). La loi Omnibus prévoit également la création d'une Agence de gestion des investissements, véritable fonds souverain placé sous la direction du ministre des Finances.

- Les travailleurs étrangers exerçant des fonctions d'encadrement ou évoluant dans des start-ups sont désormais dispensés de permis de travail.

- Concernant les droits des travailleurs, les bonifications d'indemnités de licenciement – comme celles liées à la perte d'avantages liés au statut professionnel (*Upah Penggantian Hak, UPH**) – figurant aux articles 161 à 172 de la loi n°13/2003 sur la main d'œuvre sont réduites ou supprimées, seul subsistant le facteur de l'ancienneté (*Upah Penghargaan Masa Kerja, UPMK**). Le motif de licenciement ne pourra plus être attaqué en justice comme le permettait l'article 159 de cette loi. Le salaire minimum régional (*Upah Minimum Propinsi, UMP**) fixé par chaque province au-dessus du salaire minimum national ne sera plus opposable aux industries intensives en main d'œuvre, les très petites entreprises pouvant quant à elles se contenter de rémunérer leurs salariés au-dessus du seuil de pauvreté. Le droit aux congés payés pour raisons familiales prévu par l'article 93 de la loi n°13/2003 est révoqué. En contrepartie, les salariés se verront verser une prime exceptionnelle

585 Les mesures d'assouplissement portent sur le relèvement des seuils de soumission à la procédure, l'abaissement des normes écologiques, la suppression de la possibilité de recours par les riverains et la suppression des comités d'évaluation impliquant des experts de l'environnement.

fonction de leur ancienneté un an après l'entrée en vigueur de la loi, ce qui peut être assimilé à une mesure d'adoucissement destinée à apaiser l'opposition des salariés.

- La loi Omnibus prévoit de libéraliser le recours à la sous-traitance, jusqu'alors encadré par l'article 66 de la loi n°13/2003.

L'incapacité des autorités locales à accompagner le développement

La profonde désorganisation de l'Etat aux lendemains de la chute de l'Ordre nouveau se solda à Jepara par des désordres qui semblèrent menacer la sécurité des biens et des personnes pendant quelques mois. Cet intermède passé, la régence se vit transférer des compétences et des effectifs importants de fonctionnaires dans le cadre des mesures de décentralisation mises en œuvre par la *Reformasi**. Nous avons vu dans le chapitre 1.3 que de manière générale, cette décentralisation a complexifié les processus décisionnels et conforté les pratiques bureaucratiques sans que les territoires ne déploient des dynamiques de développement émancipées du leadership politique, technique et financier de l'Etat central. Pour les régences et les municipalités, la création d'emplois nourrit certains griefs des électeurs (contre le trafic de poids-lourds par exemple) et alimente une croissance démographique indésirable, car exerçant une pression sur les services publics qui incombent à ces collectivités.

Dans ce contexte, comment les autorités ont-elles interagi avec la filière du meuble ?

Au niveau régional, le Gouvernement provincial a cherché à (1) soutenir les TPE, en concentrant ses efforts – somme toute limités[586] – sur la montée en gamme de la production via des programmes de formation, la mise à disposition de machines-outils et de bancs de tests qualité. Mais seule l'infime minorité des entrepreneurs ayant tissé des liens privilégiés avec les autorités provinciales bénéficient de ces facilités d'accès aux marchés étrangers[587], qui exigent des ressources intellectuelles, relationnelles et économiques hors de portée de la plupart[588]. (2) Le gouverneur Ganjar Pranowo (qui est une des figures de proue de l'aile gauche du parti *PDI-P**) promeut également une économie collaborative visant à développer les échanges entre

586 Le service de l'Agro-industrie du *Disperindag**, chargé de l'accompagnement de l'ensemble des filières de transformation des produits dérivés des matières premières agricoles (meuble, mais aussi agroalimentaire par exemple), ne disposait en 2017 que de 6 agents pour toute la province.

587 Pour l'édition 2017 de *l'Ifex**, le pavillon de Java-Centre a ainsi invité 39 fabricants majoritairement originaires de Jepara, sur un total de près de 55 000 entreprises du meuble enregistrées dans la régence l'année précédente.

588 Bpk Andy Saidan (Z09 Jepara, op.cit.) dépense ainsi chaque année environ 20 MRp pour participer aux salons, 22 MRp sur la plateforme de vente en ligne Alibaba, et 20 MRp pour la conception et le référencement de son propre site Internet.

régences complémentaires[589], entre autres entre Jepara et les régions productrices de teck[590]. Aussi louable l'intention soit-elle, elle ne semble pas avoir produit beaucoup d'effets concrets sur le terrain, dans un marché du bois très structuré qui organise déjà les rapports entre producteurs et consommateurs. (3) Un autre axe, potentiellement plus efficace, consiste à pallier les handicaps inhérents aux TPE pour accéder au marché international. Des subventions sont accordées pour participer à des manifestations commerciales (notamment l'*Ifex** à Djakarta)[591]. Un appui à la certification est proposé aux entrepreneurs qui en font la demande. L'administration provinciale essaie également, en lien avec le ministère de l'Industrie à Djakarta d'encourager les regroupements de commandes afin de permettre aux petits fabricants d'expédier des quantités inférieures à un conteneur[590]. Mais ces actions sans suivi au long cours produisent rarement des effets pérennes.

Au niveau de la régence et la municipalité, le constat selon lequel « Le Gouvernement local est vraiment impuissant (*memang tidak bisa*). Il faut travailler avec l'Etat central »[592] est partagé par tous nos interlocuteurs à Jepara, à l'exception de Bpk Andy Saidan (Z09), membre de la section locale de *l'Himki**. Cela contredit manifestement l'affirmation selon laquelle le gouvernement jouerait un rôle actif dans l'essor du cluster (ANDADARI R. K., 2008). Cette impuissance est symbolisée par les vicissitudes du projet de création d'un centre intégré (*terminal terpadu**) ouvert à la fin des années 2000 et qui regroupe des installations de séchage (dont les acteurs du secteur s'accordent tous sur l'importance), un site de négoce de bois (*lahan beli kayu*), un centre de formation, des machines en usage partagé, etc. qui aurait joué le rôle de vitrine (*tempat percontohan**) pour le cluster de Jepara[592]. Le partenariat entre la société publique locale propriétaire du foncier, le ministère de l'Industrie et la coopérative Kidjar émanant de *l'Himki** s'est avéré impuissant à choisir un site approprié et à valoriser cet équipement.

La difficile structuration d'une filière aux intérêts divergents

On pourrait arguer que le manque d'investissement des pouvoirs publics est imputable à un défaut de mobilisation des acteurs de la filière. En effet, les chefs d'entreprise du meuble sont globalement peu organisés : seule une minorité de dirigeants (à peine 0,9% pour les TPE et 28,9% pour les GME) sont membres

589 Le programme *Kampung Berdiri dengan kaki sendiri (Berdikari)** (littéralement « les villages tenant debout seuls sur leurs jambes ») a ainsi expérimenté la mise en place de systèmes d'échanges entre duos de villages localisés dans des écosystèmes productifs potentiellement complémentaires (entretien avec Warsito Ellwein (A34 Samarang), directeur de Cabinet du gouverneur de Java-Centre, le 20 août 2015).

590 Entretien avec Listyati Purnama Rusdiana (A33 Semarang), chef du service Agro-industrie du *Disperindag** de Java-Centre, le 23 mars 2017.

591 Entretien avec Bpk Andy Saidan (Z09 Jepara), op.cit.

592 Entretien avec Eri Agus Susanto, op.cit.

d'une association professionnelle[593]. Il en va de même pour les syndicats ouvriers, qui ne sont présents que dans 13,4% des GME de Java-Centre (contre 18,0% tous secteurs confondus).

Bien que structurée sous l'Ordre nouveau[594], système politique fondé sur une organisation corporatiste des rapports socioéconomiques, la filière est notoirement désunie. Historiquement, deux courants se disputent sa représentation. Le premier est dominé par les acteurs situés en amont de la chaîne de valeur (en particulier les groupes ayant des intérêts dans les plantations forestières) représentés par l'Association indonésienne de l'industrie du meuble et de l'artisanat (*Asmindo**). Proche du ministère des Forêts (*Kementerian Kehutanan**), elle défend les intérêts des producteurs de bois et des grands fabricants. En aval, on trouve les petits entrepreneurs, dont les intérêts (promotion des savoir-faire et de la typicité des produits) sont défendus par l'Association indonésienne du meuble et de l'artisanat (*Asosiasi Mebel dan Kerajinan Indonesia, Amkri**), plus proche du ministère de l'Industrie et du commerce (*Kementerian Perindustrian dan Perdagangan**). Les intérêts parfois divergents entre ces deux courants[595] et les querelles de chapelle[596] ont suscité des tensions récurrentes entre les deux associations[597], jusqu'à provoquer une rupture en 2012. Désireux d'y mettre fin, le président de la République a imposé leur fusion en 2016, au sein de l'Association indonésienne de l'industrie et de l'artisanat du meuble (*Himpunan Industri Mebel dan Kerajinan Indonesia, Himki**). Mais les chapelles ont subsisté : l'*Asmindo** continue à exister en tant que telle, et de nombreuses associations au rayonnement limité regroupent au niveau national – comme l'Association des exportateurs et des producteurs d'artisanat (*Asosiasi Eksportir dan Produsen Handycraft Indonesia, Asephi**) – ou local – Fédération des entrepreneurs du bois de Jepara (*Himpunan Pengusaha Kayu Jepara, HPKJ**), et la dernière-née en décembre 2018, l'Association des petits artisans de Jepara (*Asosiasi Pengrajin Kecil Jepara, APKJ**) – les acteurs qui ne se reconnaissent pas dans *l'Himki**. Mais animées par des acteurs locaux de faible influence, elles ne sont pas en mesure de peser sur les choix politiques, ni même d'assurer un rôle d'intermédiation entre les autorités locales et les petites et moyennes entreprises.

L'Himki* vue par ses membres

Eri Agus Santoso (Z01 Jepara), propriétaire de l'usine CV. JAMF à Bangsri, Jepara

593 *BPS*, *Sensus Ekonomi 2016.* Par comparaison, ils sont respectivement 1,0% et 26,5% pour l'industrie dans son ensemble.

594 L'*Asmindo* * fut ainsi créée en 1990.

595 Pour citer un exemple de pierre d'achoppement parmi d'autres, le système de certification *SVLK** est explicitement défendu par *l'Asmindo** dont les membres ont un intérêt direct à réhabiliter l'image internationale du secteur forestier indonésien, et disposent des moyens administratifs et financiers d'obtenir la certification. A l'inverse, celle-ci pénalise beaucoup les petits entrepreneurs de l'*Amkri**.

596 Il semblerait que des membres de l'*Asmindo** ont essayé d'utiliser l'association pour faire valoir leur candidature à des élections locales (entretien avec Bpk Yakob Firdaus (A16 Semarang), op.cit.).

597 Entretien avec Bpk Boni (A30 Semarang), ancien secrétaire de la section du Grand Semarang de l'*Himki**, le 24 mars 2017.

« L'*Himki** compte sans doute plus de 200 membres, dont 40 actifs. Elle organise des réunions, des ateliers (*focus group discussions*) et des séminaires qui permettent d'analyser les problèmes et de faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils agissent. Par exemple, *l'Himki* a demandé que les trois usines chinoises de meubles qui se sont installées sans autorisation dans la régence de Jepara soient sanctionnées, et que cesse la délivrance de certificats de complaisance par l'organisme de labellisation Sukofindo. Il y a également des actions collectives de promotion et de marketing, comme le cofinancement des frais de participation aux foires-expositions. Ces rencontres sont aussi l'occasion de faire connaissance, de partager des informations et de passer des moments ensemble ».

Bpk Yudi Iswahyudi (A14 Semarang), directeur de l'usine PT. Semeru Karya Buana (SKB) à KIW* *et responsable de la section du Grand Semarang de l'*Himki

Pak Yudi a travaillé 21 ans durant chez PT. Semeru Karya Buana. Il s'est toujours investi dans les associations professionnelles, d'abord à *l'Asmindo**, puis à l'*Amkri** et désormais à *l'Himki* dont il dirige actuellement la section du Grand Semarang. Il regrette que les entreprises rechignent à adhérer à *l'Himki*, ce qu'il explique par le fait qu'elles doutent de pouvoir en tirer bénéfice. Pak Yudi est aussi membre du comité de surveillance de l'école d'enseignement professionnel *SMK Pika** où il dispense souvent des cours, des séminaires de motivation et des examens, et ce bien qu'il ne soit pas un ancien élève (il est diplômé en management de l'Université nationale de Semarang (*Universitas Nasional Semarang, Unes**)).

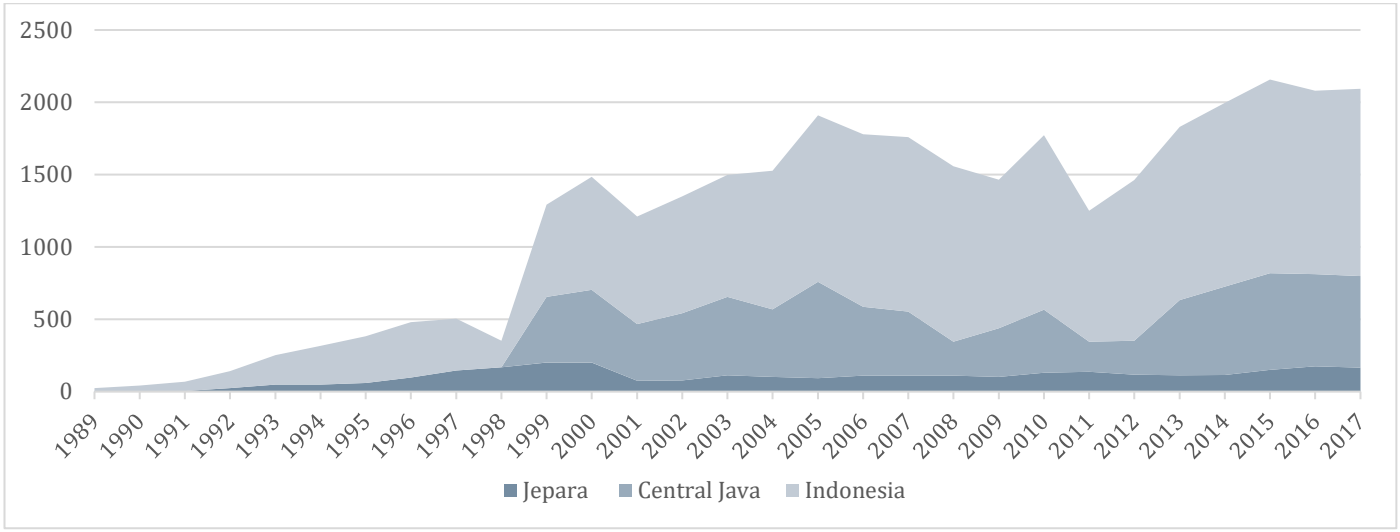
Une trajectoire économique atypique

L'entrée sur le marché mondial du meuble a constitué un formidable levier de croissance pour Jepara, puis pour Semarang. Avec la chute soudaine de la roupie lors de la *Krismon*,* cette croissance s'est emballée, provoquant une ruée vers le tek qui a bouleversé les fondements sur lesquels le cluster avait forgé son succès, à savoir la virtuosité des artisans, le faible coût de la main d'œuvre, « l'efficacité collective » (HUMPHREY, 1995) dans l'organisation de la production et l'abondance de bois de qualité. La présence d'acteurs étrangers rompus aux règles du marché international a indéniablement joué un rôle positif, en exerçant sur les entreprises locales une pression à la compétitivité et en introduisant des passerelles permettant aux sociétés locales les plus performantes d'exporter à leur tour (HUMPHREY & SCHMITZ, 2002). **Mais cet enrôlement dans la mondialisation a aussi soumis les producteurs locaux à une pression concurrentielle considérable et aux aléas de la conjoncture économique et monétaire internationale**, dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles. L'éclatement de la « bulle du teck » en 2001, suivi par une reprise durable de la production jusqu'à nos jours, peut être considéré comme un avatar schumpetérien de « destruction créatrice » (SCHUMPETER, 1942), dont nous allons maintenant étudier les incidences sur les structures sociales et l'environnement.

Cette crise a également accéléré **un processus de différentiation des modes et des territoires de production**, entre usines produisant en masse des biens standardisés (à Jepara comme à Semarang), petits entrepreneurs et artisans se tournant de plus en plus vers le marché intérieur (à Jepara) quand les usines privilégient le segment de niche de l'ameublement des chaînes d'hôtellerie-restauration demandeuses de petites séries sur mesure. Pris dans l'effet ciseaux entre la pression des fabricants de masse chinois et vietnamiens et l'inflation du teck de bonne qualité, le cluster artisanal jeparanais a pris une direction opposée à « la stratégie de montée en gamme [*high-road*] de l'industrie, [qui] est la norme [dans les pays industrialisés], […] visant à une amélioration continue des produits, la prise en compte de la mode, et l'innovation » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 23). Comme de nombreux clusters de pays émergents, il s'est engagé dans une voie dite bas-de-gamme (*low-road*) consistant en une concurrence-prix permanente qui empêche l'amélioration de la qualité et la hausse de la valeur ajoutée, d'autant plus que les réarrangements sociaux induits par le changement technologique ne se déroulent pas toujours aisément (SVERRISSON, 1992), question à laquelle nous nous intéresserons tout particulièrement dans l'étude du cas de Tahunan dans le chapitre 3.1. Pour sa part, Semarang a su tirer parti des « facteurs modernes de localisation » (FALCK & HEBLICH, 2008) en faisant valoir ses atouts en termes d'infrastructures et d'aménités dans une économie mondialisée où la logistique a pris une place prépondérante. Ainsi, si l'on se réfère au vocabulaire du macroscope de de Rosnay (1975), nous pourrions constater que le système a su s'autoorganiser en réaction aux forces entropiques exogènes (concurrence internationale) et endogènes (raréfaction de la matière première) en développant des appareils productifs complémentaires jouant des qualités respectives de ses territoires. Sur la période cependant, la part du meuble dans les exportations provinciales et nationales en valeur a progressé très faiblement, à la limite de la stagnation (cf. figure ci-dessous). La part de Java-Centre et de l'Indonésie sur la marché mondial du meuble a pour sa part reculé à 1,9% et 0,9% respectivement (contre 2,9% et 1,9% en 2000)[598].

[598] Source : *UN Comtrade* et *BPS* Java-Centre.

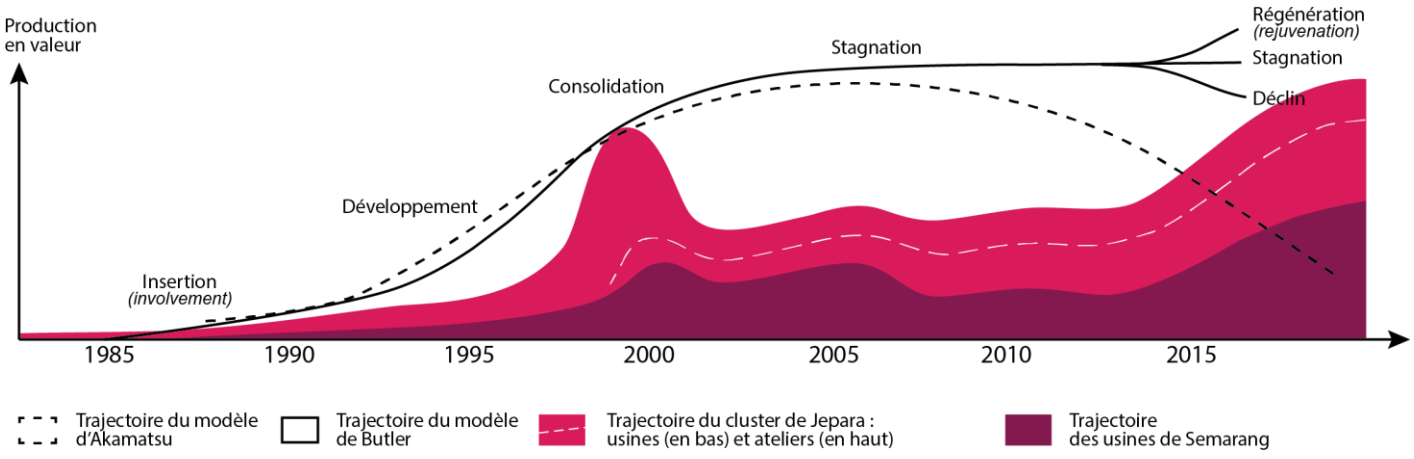
Figure 19 : Comparaison des exportations totales en valeur (millions de $) de la régence de Jepara, de la province de Java-Centre et de l'Indonésie entre 1989 et 2017[599]



Conception et réalisation de l'auteur d'après données du ministère indonésien du Commerce et du BPS *de Java-Centre*

Cette trajectoire faite de chocs et de rétablissements dans une tendance longue à une croissance faible est pour le moins atypique par rapport aux principaux modèles cycliques de développement (cf. figure ci-dessous), notamment le paradigme du vol d'oies sauvages d'Akematsu (1962) (qui prévoit que la production d'un bien donné dans un pays donné décline après chaque phase de montée en gamme de son industrie) et le concept de cycle de vie de Butler (1980) (qui envisage la possibilité d'un nouveau cycle de croissance à condition que le secteur sache se regénérer).

Figure 20 : Trajectoire de développement de l'industrie javanaise du meuble comparée à celles qu'elle aurait dû suivre selon les modèles d'Akamatsu et de Butler



Conception et réalisation de l'auteur

La typicité de cette trajectoire peut entre-autres s'expliquer par la nature particulière des relations de sous-traitance. A rebours des poncifs de la littérature sur les clusters considérant qu'elles jouent un rôle

[599] A partir de 1999 seulement pour Java-Centre.

majeur dans la circulation de l'innovation (BEEREPOOT, 2005), y compris à Jepara (ANDADARI R. K., 2008), nous avons montré que cette relation est trop volatile et aléatoire pour que donneurs d'ordres et sous-traitants investissent et montent en gamme. La capacité à innover des usines est quant à elle limitée par la nature même de l'activité intensive en matières premières et en main d'œuvre réduit où les gains de productivité sont limités, ainsi que par l'impératif de flexibilité, qui ont empêché de pousser la logique fordiste de massification de la production. Sans être monté en gamme à la manière d'Akamatsu, le système productif ne s'est pas pour autant entropisé : il est parvenu à mobiliser les ressources du territoire local qui lui ont permis de s'adapter à l'évolution de la pression concurrentielle : à Jepara, par l'essor d'une production industrielle adossée à des sous-traitants fiabilisés et par la réorientation des petits entrepreneurs vers le marché intérieur ; à Semarang, par la flexibilisation de l'emploi et l'investissement de segments de marché spécialisés. Cette capacité d'adaptation explique que le système ait survécu à la violence d'un boom et d'une crise majeurs au tournant du siècle, avant de renouer avec l'équilibre, une trajectoire non prévue par Butler.

Chapitre 2.2 : Développement, entropie, et recomposition des structures sociales face à la conjoncture économique

Nous avons vu en introduction que la littérature s'accorde sur le fait que l'industrialisation est un puissant moteur de transformations sociales. Souvent, ces transformations s'expriment dans le cadre d'un processus d'urbanisation qui accompagne les mutations des modes de production, qui se concentrent et s'intensifient en capital. La situation de Java au milieu des années 1980 déroge à cette règle, puisque l'emploi artisanal et manufacturier se trouve pour les trois quarts dans des zones rurales (notamment aux environs des grandes villes) où un tiers de la population vivait déjà de revenus non-agricoles (JONES, 1987). C'est au début des années 1980 que l'artisanat et les petits ateliers commencèrent à céder du terrain face aux usines.

Les raisons de ce transfert précoce de la main d'œuvre agricole vers le secteur secondaire, antérieur à la vague d'industrialisation liée aux IDE, sont à chercher dans les transformations de l'agriculture autant que dans l'essor de l'industrie. En accroissant les rendements agricoles, la révolution verte mise en œuvre à partir de la fin des années 1960 a eu pour double effet de rendre inutile les tâches les moins productives (COLLIER & et al., 1973) et d'introduire une dimension capitalistique et mercantile dans les rapports entre propriétaires, exploitants et travailleurs saisonniers (COLLIER & SOENTORO, 1978). Cette « différentiation sociale » (HUSKEN & WHITE, 1989) a exclu les plus pauvres de l'économie agraire, notamment les femmes (WOLF, 1992), qui ont fourni des contingents de main d'œuvre très peu onéreuse. Ce lien entre révolution agricole et industrialisation n'est pas sans rappeler les mécanismes qui ont conduit à la première révolution industrielle en Europe, à la différence qu'ils s'expriment dans le cas présent sous la forme d'un « continuum » entre ville et campagne (JONES, 1984), typique de l'Asie contemporaine, conceptualisé par le terme de *Kotadesasi** (McGEE T. G., 1989).

Nos résultats témoignent d'une situation plus nuancée au sein des systèmes productifs étudiés. Localement, au sein d'un même bassin d'emploi, les parcours sont moins le fait d'une exclusion du secteur agricole que de la saisie d'opportunités liées à l'essor d'une production industrielle exportatrice. En revanche, les mécanismes de différentiation sociale et d'exclusion décrits par la littérature ont alimenté un exode rural depuis les campagnes pauvres éloignées vers les centres de production. C'est ce double processus que nous proposons d'étudier dans ce chapitre.

L'industrialisation, aimant démographique

Une des conséquences évidentes de la théorie des rendements croissants est que la concentration des facteurs de production que représente l'industrialisation implique une concentration de la main d'œuvre. Lors

des révolutions industrielles du 19ème et de la première moitié du 20ème siècles en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, mais aussi dans les grandes villes javanaises, cette main d'œuvre est provenue d'un exode rural (parfois issu de campagnes très éloignées, à l'étranger) qui a alimenté une urbanisation spectaculaire. Qu'en est-il des processus à l'œuvre à Java pour la période qui nous intéresse ?

Des transferts massifs de population active : travail des enfants et des femmes et mobilité professionnelle

A Java-Centre, le système productif s'est appuyé sur les ressources locales avant de faire appel à une main d'œuvre extérieure. Comparer la population active entre 1985 et 2015 est délicat dans la mesure où le *BPS* comptabilisait les travailleurs à partir de 10 ans en 1985, contre 15 ans en 2015. Cela ne veut pas dire que des mineurs ne sont plus employés (on pense notamment au commerce informel ou au travail gratuit à domicile), mais il est incontestable que le travail des enfants en Indonésie a considérablement reculé sur la période[600]. Ce recul de la main d'œuvre infantile n'a pas été compensé par une mobilisation de la main d'œuvre féminine. Dans les GME de meubles, où sa part dans l'emploi était déjà en retrait par rapport au reste de l'industrie (49% contre 55% en 2002), elle a même reculé alors qu'elle progressait dans le reste du secteur manufacturier (33% contre 61% en 2015). Nous l'expliquions dans le chapitre 1.2 par des facteurs culturels, mais aussi par la concurrence d'autres activités très féminisées en essor, comme les grandes usines textiles implantées en 2015-2016 au sud de la régence de Jepara, qui ont détourné une partie des femmes employées aux tâches de finition dans les ateliers de meubles en offrant des salaires réguliers et plus élevés.

C'est donc dans les autre secteurs d'activités – essentiellement dans l'agriculture – que les systèmes productifs ont puisé la main d'œuvre locale dont ils avaient besoin. Entre 1985 et 2015, la régence de Jepara a ainsi perdu 160 000 emplois agricoles pendant que se créaient 222 000 emplois dans le secteur secondaire (usines et ateliers). L'effet est moins prononcé à Semarang, où le réservoir de main d'œuvre agricole était limité : entre 1985 et 2015, les destructions d'emplois agricoles n'y ont couvert que 17% des 87 000 emplois industriels créés[601]. Ces mutations professionnelles sont parfois réversibles, à condition que le potentiel arable des sols est préservé. Ainsi, alors que 18,6% des agriculteurs de la régence de Jepara avaient basculé dans la production de meubles entre 1998 et 2000 (contribuant à 79% des 21 500 emplois créés au moment de la ruée vers le teck), la tendance s'inversa au cours des années où le système productif s'est redéployé vers

600 Ce constat est particulièrement vrai dans l'industrie du meuble, où nous n'avons pu observer qu'une seule fois une adolescente de moins de 16 ans (en apprentissage) parmi toutes les usines et ateliers visités. C'est un changement majeur : les anciens à Jepara racontent qu'à leur époque, on commençait à sculpter dès la fin de l'école élémentaire.

601 Source : *BPS* de Java-Centre.

Semarang : entre 2006 et 2007, le nombre d'ouvriers a baissé de 16 495 quand celui du secteur primaire augmentait de 37 548[602].

L'industrialisation, facteur d'immigration

A Java comme ailleurs en Asie et dans le monde, l'essor industriel lié à la NDIT s'est accompagné d'une croissance démographique plus forte que dans les régions restées plus rurales[603], ce qui trahit une importante immigration. C'est que les transferts de main d'œuvre d'un secteur à l'autre se sont avérés insuffisants pour satisfaire les besoins d'une industrie en plein essor. L'attraction exercée par les usines semble y avoir joué un rôle un rôle plus important dans ces flux migratoires que les forces répulsives de la pauvreté et de la raréfaction du travail dans les campagnes (NAIK & RANDOLPH, 2019, p. 51). Cette corrélation entre industrialisation et immigration se vérifie quelle que soit la forme de l'appareil productif – usines à capitaux étrangers (concentrées dans municipalité de Semarang), usines indonésiennes (dominantes dans les régences de Kendal, Semarang et Demak) ou cluster d'ateliers et d'usines tournés vers l'exportation (à Jepara) –. Mais c'est dans cette dernière configuration que la croissance démographique est la plus forte : entre 1985 et 2015, la population de Jepara a augmenté de 62% avec 457 000 habitants supplémentaires (contre +26% pour l'ensemble de la province et +46% pour sa capitale Semarang). Surtout, elle a crû sensiblement plus vite que dans les régences qui connaissaient pourtant un taux de croissance de l'emploi industriel comparable (taux annuel moyen de 1,49% contre 1,11% à Demak, 0,76% à Semarang (régence) et 0,62% à Kendal), ce qui témoigne d'une propension manifeste du cluster à drainer davantage de travailleurs extérieurs que les formes de production basées sur des usines en ville ou dans les régences périurbaines, et à mieux retenir l'émigration[604]. Cette corrélation est encore plus prononcée au niveau local, où les arrondissements qui se sont le plus industrialisés entre 1985 et 2015 (comme Tahunan à Jepara, ou Genuk et Tugu à Semarang) sont ceux qui ont connu la plus forte croissance démographique (avec des taux annuels de 2,31%, 3,75% et 3,65% respectivement contre 0,76% pour la province de Java-Centre[605]). Il est difficile d'expliquer ce résultat à partir des données statistiques disponibles mais nous essaierons de montrer grâce à l'étude de cas dans le chapitre

602 Source : *BPS* de Java-Centre.

603 Fait notable, cette immigration est quasi-exclusivement régionale. Surpeuplées et encore rurales pour la moitié de leur population, les provinces de Java-Centre et Java-Est sont en effet à même de satisfaire les besoins en main d'œuvre de l'industrie locale, contrairement aux régions les plus industrialisées d'Inde par exemple, qui puisent une partie de leur main d'œuvre dans les régions pauvres du nord et de l'est du pays (NAIK & RANDOLPH, 2019).

604 En 2014 (date des dernières données communiquées par le *BPS* à ce jour sur le sujet), les travailleurs indonésiens à l'étranger issus des régences de Jepara représentaient 0,2% de la population active contre 0,0% pour la ville de Semarang, 0,4% à Demak, 2,2% à Kendal et 0,5% dans les régences de Semarang et Grobogan, ainsi que pour l'ensemble de la province.

605 Source : *BPS* Java-Centre.

3.1 comment l'appareil productif du cluster permet l'incorporation de migrants plus facilement que le tissu industriel et urbain de Semarang.

Tableau 28 : Taux de croissance annuelle de l'emploi, de l'emploi industriel et de la population à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2015[606]

Territoire	Typicité du territoire	Croissance annuelle moyenne de l'emploi 1985-2015	Croissance annuelle moyenne de l'emploi industriel	Croissance démographique annuelle moyenne 1985-2015
Régence de Jepara	Industrielle (cluster)	1,63%	6,55%	1,49%
Ville de Semarang[607]	Urbaine	1,96%	2,27%	0,89%
Régence de Semarang	Industrielle (usines)	0,76%	6,77%	0,76%
Régence de Kendal	Industrielle (usines)	0,05%	6,35%	0,62%
Régence de Demak	Semi-industrielle (usines)	0,64%	6,54%	1,11%
Régence de Grobogan	Rurale	0,62%	5,00%	0,58%
Province de Java-Centre	**Semi-industrielle**	**1,81%**	**3,64%**	**0,60%**

Source : BPS de *Java-Centre*

Sur cette période, on constate que l'augmentation de l'emploi industriel a absorbé 22% de la croissance de la population en âge de travailler de la ville de Semarang, entre 70% et 90% de celle des régences périurbaines, et 124% de celle de la régence de Jepara. Ainsi, moins le territoire est urbanisé, plus l'industrie s'impose comme un débouché incontournable pour la population qui arrive sur le marché du travail, d'autant plus qu'elle génère des activités connexes de services aux entreprises et aux ouvriers qui sont pourvoyeurs d'emplois peu qualifiés. Au contraire, dans une grande ville comme Semarang où le secteur tertiaire a pris le pas sur l'industrie comme principal moteur de l'emploi, l'impact démographique de l'industrie est moindre ; il n'en demeure pas moins conséquent si on y ajoute l'emploi induit (ce que nous essaierons d'évaluer dans nos études de cas dans la partie 4).

606 Soulignons que les données sur l'emploi communiquées par le BPS, issues du recensement de la population, concernent l'emploi au lieu de résidence : autrement dit, les chiffres reflètent ici l'activité locale des habitants et non celle des entreprises. Les statistiques de l'emploi au lieu de travail, qui proviennent des enquêtes auprès des entreprises, reposent sur les déclarations des seules entreprises officiellement enregistrées. Elles sont donc peu fiables et occultent tout le secteur informel.

607 Les données n'étant pas disponibles pour l'année 1985, nous avons retenu pour la municipalité de Semarang les données de 1986.

Tableau 29 : Evolution de la main d'œuvre industrielle et de la population active à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2015

Territoire	Evolution de l'emploi industriel 1985-2015[608]	Evolution de la pop. active 1985-2015[609]	Part absorbée par l'industrie	Part de l'emploi industriel en 1985	Part de l'emploi industriel en 2015	Taux d'activité en 1985[610]	Taux d'activité en 2015
Régence de Jepara	+222 495	+179 913	123,7%	9,3%	44,8%	95%	68%
Ville de Semarang[611]	+87 212	+392 281	22,2%	18,7%	21,3%	69%	67%
Régence de Semarang	+95 972	+135 561	70,8%	3,5%	20,3%	103%	75%
Régence de Kendal[612]	+77 585	n.d.	n.d.	3,5%	21,5%	78%	66%
Régence de Demak[613]	+86 450	+99 452	86,9%	3,2%	19,0%	114%	69%
Régence de Grobogan	+38 979	+123 093	31,7%	2,0%	7,4%	93%	71%
Prov. de Java-Centre	**+2 200 354**	**+6 523 939**	**33,7%**	**11,6%**	**20,4%**	**69%**	**72%**

Source : BPS de *Java-Centre*

Les formes d'industrialisation en présence impactent différemment l'immigration sur le plan quantitatif, mais aussi d'un point de vue qualitatif. D'après notre enquête, l'essor du cluster artisanal a généré proportionnellement moins de migrations économiques durables que l'implantation des usines. A Tahunan, seuls 20% des habitants sont nés en-dehors de la régence contre 40 à 50% dans les faubourgs industriels de Semarang, Bangkongsari et Terboyo. Ces chiffres tendent à montrer que le cœur du cluster artisanal a privilégié la mobilisation de la main d'œuvre locale et les migrations circulaires, alors que les usines ont encouragé une immigration plus durable. Par déduction, l'afflux de migrants à Jepara s'est implanté sur les franges du cluster, moins denses et donc économiquement plus accessibles.

608 Extrapolation des statistiques exprimées en nombre de ménages.

609 La population active en 1985 inclut les travailleurs âgés de 10 à 15 ans, contrairement à 2015, où seuls ceux ayant plus de 15 ans sont dénombrés.

610 Le taux d'activité en 1985 est parfois supérieur à 100% car les travailleurs âgés de 10 à 15 ans sont comptabilisés dans les emplois mais pas dans la population active, contrairement à 2015 où seuls ceux ayant plus de 15 ans sont dénombrés.

611 Les données n'étant pas disponibles pour l'année 1985, nous avons retenu pour la municipalité de Semarang les données de 1986.

612 Les chiffres du *BPS* sur le rapport entre actifs et inactifs pour la régence de Kendal pour l'année 1985 sont manifestement incohérents si on les compare avec ceux des années antérieures et avec ceux des autres régences (par exemple, la part des moins de 15 ans dans la population totale passe de 32% à 39% entre 1985 et 1986). Si on les appliquait tels quels, l'évolution de l'emploi sur 30 ans serait quasiment nulle, alors même que cette régence a connu une dynamique industrielle comparable à celle des régences de Demak et de Semarang et qu'il n'y a pas de raison pour que les autres secteurs d'activités (agriculture, fonction publique, commerce, etc.) y aient évolué de manière sensiblement différente.

613 Les données du *BPS* concernant la population âgée de moins de 15 ans pour l'année 1985 dans la régence de Demak paraissent anormalement élevées.

Tableau 30 : Lieu de naissance des résidents enquêtés dans les 4 sites d'étude

Territoire	Sur place	Villages environnants	Municipalité de Semarang	Régences autour de Semarang	Zones rurales de Java[614]	Autres régions d'Indonésie
Tahunan	62%	18%	0%	11%	7%	2%
Bangkongsari	23%	37%	10%	8%	21%	0%
Terboyo	22%	28%	7%	21%	19%	2%
Tambakroto	74%	6%	5%	8%	6%	1%

Source : enquête terrain auprès de 351 résidents

Quand on se penche sur les différents cycles qui marquent notre période d'étude, la corrélation entre conjoncture économique et démographie est manifeste. La redistribution de la population au sein de la province est rythmée par les phases de boom industriel. Jusqu'au tournant de l'ouverture aux IDE au milieu des années 1980, la croissance démographique était encore soutenue dans les régions rurales, où l'agriculture et les services de proximité parvenaient à fixer une population enrichie par la révolution verte. A partir de 1985, elle y ralentit fortement, avec des années où le solde migratoire est négatif. A Jepara à l'inverse, les années d'essor du cluster du meuble (1985-2000) vont de pair avec une croissance démographique vigoureuse, qui reste très soutenue au lendemain de la ruée vers le teck, malgré l'éclatement de la bulle (2001-2002), témoignant d'une inertie de plusieurs années des flux migratoires par rapport aux retournements de conjoncture. Cette inertie se retrouve pendant les années de reprise (au cours de la décennie 2000) pendant lesquelles la population croît plus lentement, avant une nouvelle accélération dans une période économique favorable (depuis 2010). A Semarang, où l'industrie du meuble se fond dans un secteur manufacturier diversifié, les tendances démographiques sont bien davantage liées à la conjoncture économique nationale qu'à celle du segment du meuble. La population y a beaucoup augmenté au cours des années où se sont implantées les industries intensives en main d'œuvre issues de la NDIT, avant de reculer pendant la *Krismon** (qui vit de nombreux ouvriers licenciés retourner dans leur village natal), puis de reprendre vigoureusement avec la reprise de l'économie nationale (les ressorts n'étant alors plus seulement industriels, mais aussi tertiaires : bâtiment, commerce et services marchands). Des tendances comparables sont observées dans les régences où s'étaient implantées les usines avant la *Krismon** (Demak, Semarang, Kendal), modulo le fait que la croissance démographique y est désormais plus lente, en raison sans doute de la faiblesse du secteur tertiaire qui n'a pas pris le relais de l'industrie, à la différence d'une grande ville comme Semarang.

614 En particulier, Yogyakarta, Klaten, Surakarta et Java-Est.

Tableau 31 ; Taux de croissance démographique annuel moyen à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en regard de la conjoncture économique entre 1980 et 2015

	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2010-2015
Contexte industriel national	Substitut. Des importations	Promotion des exportations		Crise monétaire	Relance	Tertiarisation	
Phase de développement de l'industrie du meuble[615]	Embryon-naire	Insertion	Développement	Essor	Crise et reprise	Rechute	Conso-lidation
Régence de Jepara	0,87%	1,20%	2,35%	2,18%	2,11%	0,41%	1,56%
Commune de Semarang	1,32%	2,68%	1,29%	-0,36%	1,86%	1,25%	0,87%
Régence de Demak	1,41%	2,70%	1,24%	2,22%	1,80%	-0,26%	1,11%
Régence de Semarang	0,95%	0,85%	0,85%	0,55%	1,54%	0,87%	0,59%
Régence de Kendal	0,86%	1,79%	0,66%	0,43%	1,21%	0,10%	1,11%
Régence de Grobogan	1,72%	0,81%	0,70%	1,13%	1,19%	-0,35%	0,61%
Province de Java-Centre	**1,18%**	**1,17%**	**0,69%**	**1,13%**	**1,06%**	**-0,32%**	**0,84%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Des migrations circulaires suscitées par le besoin de compétences particulières

L'essor du cluster du meuble – en particulier au moment de la ruée vers le teck – a certes attiré des entrepreneurs (cf. chapitre 1.2) mais aussi de nombreux paysans sans qualification en provenance des régences alentours. Ils ont trouvé à Jepara du travail, se sont mariés, et ont développé des compétences, à l'image de Bpk Giri (05A Bangkongsari), né à Purwodadi (régence de Grobogan), ou de Bpk Sunoto (01B Tambakroto). Pour le cluster, cet apport quantitatif de main d'œuvre peu onéreuse a permis de répondre sans inflation des coûts salariaux au boom de la demande. La crise venue, certains de ces migrants s'en sont retournés dans leur région natale, où ils ont pu créer leur propre activité de fabrication de meubles, souvent après un passage dans une usine de Semarang.

Il arrive que ce soient les entrepreneurs qui sollicitent des travailleurs migrants, mais il s'agit alors toujours de sculpteurs expérimentés. Ainsi, certaines usines comme Cege One (qui employait 12 sculpteurs Jeparanais au moment de notre entretien, le 23 décembre 2016) ou des artisans comme Bpk Giri (06E Bangkongsari) et Bpk Sayful Hadi (10C Tambakroto) font régulièrement appel à des sculpteurs Jeparanais pour traiter des commandes ponctuelles, hébergés sur place. Bpk Budi (05A' Bangkongsari) travaille ainsi pour plusieurs mois dans l'atelier de Bpk Giri, rentrant chez lui à Jepara tous les week-ends ou

615 Cf. Figure 20 : Trajectoire de développement de l'industrie javanaise du meuble comparée à celles qu'elle aurait dû suivre selon les modèles d'Akamatsu et de Butler.

un week-end sur deux[616]. Cette importation de main d'œuvre temporaire, alternative au recours à des sous-traitants basés à Jepara, témoigne d'une adaptation dans les années 2000 de l'appareil productif aux problèmes de loyauté et de copie qui sévissent dans le cluster. Plus rarement, le système productif de Jepara peut également recourir à un apport qualitatif de compétences spécifiques. Par exemple, Bpk Arifin (07D Tahunan) privilégie l'embauche de sculpteurs de Kudus pour sa production de portails ornementés (*gebyok**) typiques de cette ville, plutôt que de former des sculpteurs Jeparanais au risque qu'ils le concurrencent une fois leur prestation achevée. D'autres types de profil peuvent être impliqués, comme cette jeune diplômée en marketing de Yogyakarta croisée dans la navette Jepara-Yogyakarta le 29 juillet 2017, recrutée par un entrepreneur désireux de développer un site de vente en ligne attractif. Ces cas d'espèce, plutôt atypiques, illustrent cependant les efforts de différenciation entrepris par certains entrepreneurs.

L'adaptation d'un *pengusaha de Jepara aux évolutions du marché et de son environnement concurrentiel : l'exemple de Bpk Arifin (07D Tahunan)**

Bpk Arifin est né à Tahunan dans les années 1970. Ses parents étaient parmi les premiers artisans de Jepara à fabriquer des meubles ; « ils étaient assez prospères car les fabricants étaient peu nombreux ». Il a baigné dans cette activité pendant son enfance, accompagnant ses parents lorsqu'ils livraient les meubles. Envoyé étudié dans un lycée professionnel confessionnel à Kudus[617], il y rencontra sa femme en 1995 alors qu'il était en première année d'université. Il l'épousa et rentra dans la foulée à Jepara pour travailler dans l'atelier de son père. Deux ans plus tard, c'était la ruée vers le teck : alors que l'activité décollait, il se mit à son compte en aménageant un petit atelier sur un terrain donné par ses parents.

Au début, ceux-ci l'aidaient beaucoup, en lui prêtant des outils, en mettant à sa disposition des ouvriers (ses 9 premiers employés travaillaient également dans leur atelier). Il fabriquait alors des canapés pour des *pengusaha* qui les exportaient. Mais « désireux d'introduire un nouveau style de meuble à Tahunan », il a appris à sculpter des portails ornementaux typiques de Kudus (*gebyok* Kudus*) avec un de ses oncles paternels vraisemblablement originaire de cette ville. De 9 employés à ses débuts, ses effectifs augmentèrent au cours des années 2000 jusqu'à 16 ouvriers, avant de redescendre dans les années 2010 pour atteindre 12 employés en 2017, et seulement 5 en 2018, qu'il rémunère 400 000 à 420 000 Rp par semaine. En sus, il fait ponctuellement appel à un voisin équipé d'une machine permettant la découpe courbe des morceaux de bois. Son prochain projet est de créer un site Internet avec l'aide de son fils, pour vendre en ligne.

616 Des migrations de travailleurs qualifiés du bois ont été relevées dans d'autres contextes historiques et géographiques. Les entrepreneurs de Bukir (Java-Est) se remémorent que l'éclosion de l'activité du meuble dans leur village fut liée à l'arrivée de d'artisans jeparanais il y a plusieurs dizaines d'années de cela (MAWARDI, 2014, p. 78).

617 Cette ville située à 35 Km au sud-est de Jepara est réputée pratiquante (elle héberge entre autres l'une des neuf sépultures des *Wali Songo** qui ont islamisé Java, et l'une des plus anciennes mosquées de l'île), ce qui peut expliquer la raison de cette décision.

Depuis 2015, Bpk Arifin fréquente assidument un groupe de prière (*pengajian**) d'une soixantaine de membres où il retrouve des amis de Kudus et de Pati[618]. Ils se réunissent une à deux fois par semaine (quotidiennement pendant le Ramadan) dans l'une des deux villes. Même si tous ne travaillent pas dans le secteur du meuble (certains sont paysans ou ouvriers), on y échange souvent des informations sur des clients potentiels. Il ne néglige pas pour autant les sociabilités de son quartier, participant assidument aux réunions hebdomadaires de *RT.**, où se tient une tontine (*arisan**) dont la cotisation est de de 20 000 Rp, mais où Pk Arifin paie 50 000 Rp, témoignant ainsi de sa relative réussite sociale et de sa générosité.

Au moment de notre deuxième entretien, en mars 2018, Bpk Arifin réalisait un chiffre d'affaires mensuel de 8 à 12 MRp, dont il tirait 4 à 6 MRp de revenu pour son ménage. Ces résultats, supérieurs à la moyenne des artisans et des petits entrepreneurs de Tahunan dans une phase conjoncturelle difficile, illustre la capacité d'un acteur du système productif à tirer parti des migrations circulaires, qu'elles émanent d'un parcours personnel (comme son passage à Kudus, sur lequel il a bâti la différenciation de sa production et son réseau le plus profitable) ou d'une capacité à les mobiliser (vivier d'ouvriers qualifiés présentant un risque de concurrence moindre que les artisans locaux).

Du fait de la précarité de leur statut, les ressortissants étrangers travaillant à Jepara et à Semarang relèvent de la migration circulaire. Avant la ruée vers le teck, on estimait que les Occidentaux**,** à qui le cluster doit ses premières exportations de meubles, en contrôlaient environ un quart[619]. Cette poignée de pionniers – parmi lesquels les personnalités emblématiques d'Otto Schuch (australien), Henri (français), Roberto (italien), Jon (grec) : ceux que nous avons appelés dans le chapitre 1.2 les « vieux crabes » –parvinrent à Jepara dans les années 1980 et 1990 en quête d'aventure et de réussite, en remontant depuis Semarang le flux de camions de meubles. « Ceux-là, c'est les extra-aventuriers. C'étaient des vrais cow-boys, des démerdards, qui n'étaient pas tant intéressés par l'argent qu'à vivre par leurs propres moyens. Leur venue à Jepara était sans retour : ils ne sont jamais repartis. En Occident, ils étaient peut-être chauffeurs de bus, et ici, d'un seul coup, ils sont devenus des stars. A l'époque, pour les gens d'ici, tu étais un extra-terrestre ou un singe. Tu sortais dans la rue, et cela suffisait pour baiser une femme »[620]. Ils débutèrent comme intermédiaires, achetant sur stock pour leurs contacts au pays (souvent des propriétaires de magasins de meubles indépendants). La plupart ont maintenant pris leur retraite, d'autres ont déménagé à Semarang, à l'exemple d'Henri qui y poursuit son activité malgré ses 70 ans passés. Au cours des années 1990, de plus en plus d'étrangers

618 Pati est le chef-lieu d'une régence réputée pour la fabrication de cuivres, situé à 52 Km par la route à l'est de Jepara.

619 Source : (SCHILLER & SCHILLER, 1997; ALEXANDER & ALEXANDER, 2000).

620 Entretien avec Gaël Derycke (04A Jepara), le 3 mai 2018 à Jepara.

s'installèrent à Jepara, y compris des Asiatiques[621]. Au moment de la ruée vers le teck (1998-2001), la population étrangère gonfla dans des proportions difficiles à évaluer : les ressortissants étrangers auraient été jusqu'à 2 000 à l'apogée du cluster, pour beaucoup munis d'un simple visa touristique. Ces nouveaux arrivants étaient en quête d'argent facile. Ils n'avaient ni expérience, ni réseau, mais à cette époque il suffisait d'être là : « Le contexte était parfait pour des intermédiaires purs, qui avaient une aversion au risque : j'achète n'importe quoi dans la rue et je le revends à des baltringues avides de prix bas, quelle que soit la qualité. Il suffisait alors de mettre une bassine dehors, et l'argent tombait du ciel »[620].; la plupart quitta la ville au moment de l'éclatement de la bulle du teck : on ne comptait plus que 296 résidents étrangers en 2011 et 188 en 2013[622]. Malgré la décrue, ces chiffres restent considérables pour une petite ville indonésienne. Ils correspondent à l'arrivée des troisième (celle des « fils-à-papa » au mitan des années 2000) et quatrième générations d'étrangers évoquées dans le chapitre 1.2.

Le parcours de Roberto (Z04 Jepara), ex-*broker de meubles, ex-constructeur naval, établi à Jepara depuis 1995[623]**

Roberto, aujourd'hui âgé de plus de 70 ans, est originaire de Sicile. Après avoir travaillé dans la construction de bateaux en bois, il partit pour l'Asie avec l'intention de se lancer dans le commerce de meubles. Après un court séjour en Malaisie où ses premières tentatives échouèrent, il se rendit en 1995 à Semarang à la demande d'un de ses amis détaillant en Italie pour sourcer des produits en court-circuitant les intermédiaires. De là, il remonta à la source des produits semi-finis jusqu'à Jepara, où il s'établit pour en commander directement auprès des fabricants. Il appliquait alors une commission de 100% contre 300% pour les anciens intermédiaires (ce qui donne une idée des marges qui étaient pratiquées à cette époque). Plusieurs Occidentaux étaient déjà actifs à Jepara, y compris Otto Schuch (qui selon Roberto aurait exporté jusqu'à 400 conteneurs par mois, ce qui paraît exagéré) et Henri. Ils s'approvisionnaient directement dans les villages autour du centre de la régence en se contentant de maîtriser la finition et l'expédition. A la veille de la ruée vers le teck, Otto aurait ainsi employé 600 personnes pour le ponçage des pièces, Roberto entre 35 et 45.

D'après Roberto, l'afflux de routards à la toute fin des années 1990 s'explique en partie par un reportage réalisé par un français aigri par son séjour à Jepara, qui aurait fait connaître le cluster en Europe. A elle seule, cette histoire en dit long sur le sentiment d'avoir appartenu à une certaine élite de pionniers méritants s'estimant trahis par ces nouveaux arrivants intéressés par l'argent facile, qui auraient tué la poule aux œufs

621 154 ressortissants étrangers étaient ainsi officiellement enregistrés dans la régence en 1996, contre seulement 20 en 1989 (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000). Le contrôle strict du séjour des étrangers en Indonésie rend ces statistiques fiables.

622 Source : *BPS* Jepara, 2014.

623 Entretien le 1er mai 2018.

d'or par leurs excès. Roberto et certain de ses congénères comme le Hongrois Eirich (Z05 Jepara) trouvent ainsi un moyen d'expliquer leur déclassement plus commode que de reconnaître leur difficulté à s'adapter à l'évolution des structures externes et internes du système productif.

Roberto cessa l'exportation de meubles au moment de l'éclatement de la bulle du teck. En 2003, il reprit son ancien métier de constructeur de bateaux de loisirs en bois pendant une dizaine d'années, avant d'ouvrir une chambre d'hôtes en 2015 « pour sa femme [originaire de Java Est, âgée d'une cinquantaine d'années] et sa fille ». Il regrette que les Jeparanais n'aient pas tiré les enseignements du passé : « c'est un gâchis car rien n'a changé. Ils ont ruiné un excellent *business* : tant qu'on n'a pas payé, le travail est de bonne qualité ; à peine vous avez versé l'acompte, il devient mauvais. On ne peut rien planifier. On va à un salon, on prend une commande, et quand on revient vers son fournisseur, le prix a changé. Alors, que peut-on faire ? ».

Roberto est agacé par le fossé qu'il ressent entre les règles de vie imposées par les autochtones bien-pensants et les pratiques réelles : « tout est souterrain ici ». Il déplore que Jepara serait devenue une ville « sans alcool » (ce qui est faux en réalité : l'alcool est en vente libre dans de nombreux cafés et hôtels, et plus officieusement dans les épiceries chinoises), ce qui donnerait parfois lieu à des raids (de militants islamistes ? des autorités ?) sur les magasins qui en vendent sous le manteau. Il prend également l'exemple du sexe. A son arrivée à Jepara, il avait près de 50 ans et « aimait les femmes ». Mais il a dû rencontrer ses partenaires en cachette dans son entrepôt, jusqu'à être dénoncé par un voisin jaloux au chef du village, qui l'a enjoint à se rendre à l'hôtel pour ses agapes. Il conte plusieurs histoires attestant selon lui que les filles, quand bien même elles portent le voile (*hijab**) « sont les plus grandes prostituées que l'on peut imaginer, pires qu'à Bangkok ». Il s'étonne de leur « matérialisme » : « le prix d'une moto est le prix de la virginité : comment une jeune fille qui ne travaille pas pourrait trouver 15 MRp sinon ? ». Mais, il ne faut pas croire que Roberto se complaise dans un mépris de la société locale drapé de racisme. Il fustige la colonisation qui explique à ses yeux la passivité et le manque de confiance des Javanais : « Pendant deux siècles, ils ont été exploités comme des animaux de trait. On leur a demandé de répéter chaque jour qu'ils étaient stupides, un vrai lavage de cerveau ». Il souligne que certains ont pourtant du génie, prenant l'exemple de ce vieil homme venu lui demander l'autorisation de façonner une pièce en bois pour réparer sa bicyclette. Ils sont depuis restés en contact, et quand ce patriarche de 80 ans n'a plus pu faire de vélo, il a conçu seul un char à voile pour venir rendre visite à Roberto, qui en reste admiratif.

Roberto est typique de ces « vieux crabes ». C'est un autodidacte, qui est arrivé ici non pas en raison d'un intérêt particulier pour le pays, mais au gré des opportunités qui se sont présentées, motivé par la quête d'une vie nouvelle plutôt que pour gagner beaucoup d'argent. Il revendique le droit de mener sa vie comme il l'entend, sans avoir à fournir des efforts pour s'adapter aux us et coutumes locaux. Mais par ailleurs, il veille à faire profil bas pour ne pas créer de problème avec les autochtones. Surtout, il les considère avant tout en qualité qu'individus, reléguant à l'arrière-plan les facteurs culturels qui pourraient expliquer certains des

comportements qu'il déplore. Sans curiosité, appétence, ou tolérance particulière vis-à-vis de la société locale dans son ensemble, il se concentre sur son activité, sa famille et ses rares amis.

Elargissement des bassins d'emploi et migrations pendulaires

La densité des campagnes environnant Semarang et Jepara conjuguée à la généralisation de la mobilité individuelle grâce à la démocratisation de la mobylette a offert un gisement de main d'œuvre considérable aux centres de production. Le passage d'un système de déplacements fondé sur des lignes de transport collectif dans les années 1980 à des mobilités dominées par les moyens de locomotion individuels – qu'ils soient détenus en propre ou à la demande (via des plateformes de réservation comme Gocar ou Grab)[624] – a permis un essor considérable des migrations pendulaires[625]. A défaut de statistiques détaillées, un faisceau de données[626] montrent que le bassin d'emploi des usines de Semarang s'étend ainsi aujourd'hui aux régences de Kendal à l'ouest, Demak et Grobogan à l'est.

Les migrations pendulaires sont moins répandues et plus localisées à Jepara, où la main d'œuvre provient pour l'essentiel du voisinage. Dans un village comme Tahunan, la tradition artisanale implique que virtuellement tous les habitants sont des recrues potentielles, si bien qu'il n'est besoin de faire appel à des travailleurs plus éloignés que pour les tâches les moins bien rémunérées, que déclinent les travailleurs locaux, souvent qualifiés et expérimentés. Ainsi, la main d'œuvre pendulaire concerne essentiellement des femmes de paysans recrutées à la journée pour des tâches de ponçage dans les villages du sud de la régence. N'ayant pas les moyens de disposer d'une mobylette, elles sont ramassées par des pick-up conduits par des intermédiaires qui savent où trouver des candidates intéressées.

624 On comptait en 1985 à Java-Centre 197 lignes de bus mobilisant 9 844 véhicules, 2 080 minibus et cars opérant sur des lignes non régulières, 76 645 voitures individuelles, 86 272 camionnettes et camions, et 614 700 motos. En 2019, les chiffres étaient respectivement de 7 538 bus réguliers (x 0,8 par rapport à 1985), 22 974 cars et minibus affrétés à la demande (x 11,0), 529 445 camions et camionnettes (x 6,1), 908 305 voitures individuelles (x 11,9) et 10 013 993 motos (x 16,3).

625 Dans les années 1970 les migrations circulaires étaient plus répandues à Java (HUGO G. J., 1983).

626 Parmi lesquelles l'analyse d'universitaires comme Fadjar Hari Mardiansjah ou Asnami Manaf de l'*Undip*, les témoignages des dirigeants et des ouvriers interrogés dans le cadre de l'enquête terrain, ou encore des indices perceptibles sur le terrain comme la densité du flux de deux-roues entrant et sortant des usines aux heures de pointe du matin et du soir. Autre indicateur, nombreux sont les résidents de Bangkongsari et de Terboyo à se plaindre de la concurrence des ouvriers de Kendal et de Demak pour accéder à l'emploi. Cette situation est attestée par la proportion significative (16,7%) d'actifs de Tambakroto (village situé dans la régence de Demak) qui travaillent dans les usines de Semarang.

Photo 16 : Parking d'ouvriers d'une usine de Semarang (à gauche) et pick-up ramenant des travailleuses journalières dans leur village à la sortie d'un atelier de Tahunan (à droite)

Source : J. Birgi (mai 2017)

Source : J. Birgi (juillet 2018)

L'industrialisation, accélérateur de recompositions sociales ?

En créant de nouvelles opportunités d'emploi, le système productif du meuble a donc modifié l'activité d'une grande partie de la population locale, mais aussi attiré sur le territoire de nouveaux travailleurs, à titre permanent, provisoire ou pendulaire. Il va de soi que ces évolutions ont des incidences sur les structures sociales préexistantes.

Le fait générationnel : l'individu face à la famille nucléaire et au clan

En embauchant massivement des jeunes actifs jusqu'alors tributaires du capital physique (terre, atelier, véhicule) et social (réseau de connaissances, clientèle, etc.) de leurs parents, l'industrie crée une situation inédite dans laquelle un revenu monétaire est généré par la nouvelle génération. La situation dépeinte par Wolf (1992) aux prémices de l'industrialisation, quand le salaire des jeunes femmes, très en-deçà du seuil de subsistance, était assimilé à un complément de revenu pour le foyer, a beaucoup changé. Le salaire ouvrier, qui a depuis beaucoup progressé, est de nos jours nettement supérieur enviable au revenu de la plupart des travailleurs de l'économie informelle.

Que font les jeunes ouvriers de ce revenu ? Les résultats de notre enquête démentent la mutualisation des revenus avec le foyer parental décrite par Wolf il y a trente ans. En effet, la quasi-totalité des 43 ouvriers salariés interrogés ont indiqué (et ce sans distinction de genre) conserver leur salaire pour économiser de quoi s'établir avec leur conjoint ou élever leur famille. Le soutien financier accordé aux parents est exceptionnel, réservé aux cas où les parents souffrent de handicap ou de maladie chronique, ou aux travailleurs encore célibataires vivant toujours au domicile parental. La tradition javanaise selon laquelle, indépendamment du sexe, les aînés laissent le soin au benjamin de s'occuper des parents en contrepartie de son hébergement à leur domicile (dont il héritera), perdure. Bien que vivant à proximité directe, dans une

maison généralement édifiée sur un lot détaché de la parcelle où est bâtie la maison des parents, les aînés une fois mariés partagent peu d'activités au quotidien entre eux et avec leurs parents : on cuisine, on mange et on lave le linge séparément et le budget de chaque ménage est géré de manière indépendante ; les seules charges communes sont l'abonnement à l'électricité et à l'eau (notamment pour économiser la pose de compteurs individuels). Le temps passé ensemble relève plus de relations d'un voisinage entretenu par la proximité spatiale résultant du processus de lotissement du foncier parental que d'une intensité particulière des liens du sang, sauf pour la surveillance des enfants en bas âge quand la mère travaille (auquel cas une contrepartie financière peut entrer en jeu). De ce point de vue, l'industrialisation, en offrant une alternative salariée à des jeunes sans qualification qui auraient autrement été dépendants de la situation de leurs parents, leur permet de s'émanciper plus tôt de la famille nucléaire et de fonder leur propre foyer. C'est une conséquence sociale majeure, qui n'est pas propre à l'industrialisation (un emploi salarié dans un magasin ou comme mototaxi à la demande peuvent avoir les mêmes effets) mais à laquelle elle contribue grandement compte-tenu de son poids économique dans les régions considérées.

Les incidences sur le processus de décohabitation (c'est-à-dire la diminution du nombre de personnes vivant au sein d'un même foyer) méritent donc une attention particulière. Contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord compte-tenu du poids de l'activité dans la régence, si la taille des ménages diminue partout, la baisse est nettement plus lente à Jepara que dans le reste de la province. On note également que la taille des ménages demeure relativement importante en ville, puisqu'elle dépasse à Semarang celle de régences périurbaines comme Demak et Semarang, et rurale comme Grobogan. Car elle dépend certes de la baisse de la fertilité (et donc du nombre d'enfants par foyer) et de l'aspiration des jeunes à quitter le domicile familial mais aussi de la pression démographique sur le parc résidentiel. La taille des ménages est ainsi inversement proportionnelle au coût du logement, qui impose aux jeunes de rester vivre au domicile de leurs parents jusqu'à ce qu'ils aient les moyens d'acquérir ou de faire construire. C'est ce qui explique qu'elle soit moindre dans les arrondissements de Semarang où se concentre l'industrialisation, qui correspondent à des parties de la ville longtemps restées en marge de la pression résidentielle. Notre enquête terrain montre qu'à l'inverse, dans un village périurbain comme Tambakroto, l'abondance de foncier disponible et la participation du clan aux travaux de gros œuvre (pose de la toiture) permettent aux jeunes de s'installer plus tôt et à moindre coût. Le cas de Jepara est un peu différent puisque l'installation implique souvent la création de son entreprise et des espaces de production qui vont de pair, dans le contexte d'un marché foncier où les prix sont plus élevés que dans les régences rurales : cela crée un effet de seuil qui contribue à expliquer l'âge plus tardif du départ du domicile parental. Nous reviendrons sur ce point important dans le chapitre 2.3 qui suit pour évoquer les incidences de ce paramètre sur l'étalement urbain.

Tableau 32 : Evolution du nombre de ménages à Jepara entre 1985 et 2019 et à Semarang entre 1986 et 2019

	Taille des ménages en 1985/1986	Taille des ménages en 2019	Evolution 1985-2019
Régence de Jepara	4,3	3,8	-0,5
Arrondissements de Jepara et Tahunan[733]	4,8	4,0	-0,8
Municipalité de Semarang	4,9	3,8	-1,1
Ancien arrondissement de Tugu[627]	5,3	3,2	-2,1
Ancien arrondissement de Genuk[733]	4,5	3,3	-1,2
Régence de Demak	4,6	3,8	-0,8
Village de Tambakroto	n.d.	3,3	n.d.
Régence de Semarang	4,8	3,7	-1,1
Régence de Kendal	4,4	3,7	-0,7
Régence de Grobogan	4,5	3,5	-1,0
Province de Java-Centre	**4,8**	**3,7**	**-1,1**

Sources : BPS de *Java-Centre,* BPS de *Jepara et* BPS de *Semarang*

Au niveau de la famille nucléaire, on se marie plus tard et on fait moins d'enfants en ville que dans les régences les plus rurales comme Grobogan. Les régences marquées par l'industrialisation témoignent de comportements intermédiaires, Jepara et Kendal étant plus proches du profil rural que les régences de Demak et de Semarang. Il est difficile d'en tirer des conclusions, si ce n'est que l'industrialisation ne semble pas influencer significativement ces comportements – moins en tout cas que l'urbanisation – ce qui va à l'encontre d'une idée répandue (y compris localement[628]) selon laquelle l'emploi massif de jeunes femmes cherchant à faire face aux besoins financiers croissants des jeunes ménages aurait des effets sur les couples, avec des mariages plus tardifs et une augmentation du nombre de divorces. Ce résultat contre-intuitif peut s'expliquer par plusieurs caractéristiques du système productif javanais. La première est qu'il s'appuie essentiellement sur une main d'œuvre locale qui peut travailler tout en se mariant et en ayant des enfants, contrairement aux zones économiques spéciales alimentées par des masses de travailleurs migrants à durée déterminée, dont le parcours familial est « suspendu » toute la durée de leur contrat. La seconde est qu'il offre à tout un chacun une opportunité de revenu sans exigence de qualification particulière, ce qui permet aux jeunes de réunir la somme nécessaire à leur installation plus rapidement que s'ils devaient travailler dans les champs. Enfin, il démultiplie – grâce à l'achat d'une moto qui va souvent de pair avec le travail en usine – l'horizon relationnel des jeunes ruraux, facilitant les rencontres et les sorties au-delà de l'univers villageois. On relève cependant

627 Le périmètre des arrondissements (*Kecamatan**) a été modifié par l'ordonnance gouvernementale n°50/1992 (*Peraturan Pemerintah Nomor 50 Tahun 1992 tentang Pembentukan Kecamatan di Wilayah Kabupaten-kabupaten Daerah Tingkat II Purbalingga, Cilacap, Wonogiri, Jepara dan Kendal serta penataan Kecamatan di Wilayah - 3 - Kotamadya Daerah Tingkat II Semarang dalam Wilayah Propinsi Daerah Tingkat I Jawa Tengah (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 1992 Nomor 89*), qui a notamment créé l'arrondissement de Tahunan (détaché de l'arrondissement de Jepara) et les arrondissements de Ngalyan (à partir de villages détachés de ceux de Tugu et Mijen) et de Pedurungan (à partir de villages de celui de Genuk). Pour comparer les données d'une période à l'autre, nous avons retenu le périmètre regroupant les deux arrondissements.

628 Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01 Jepara), op.cit.

une différence notable entre les régences où prévalent les usines et le cluster artisanal. Si le taux de divorce est peu ou prou le même dans toutes les régences, on constate en effet à Jepara une forte prévalence des motifs économiques (54%) de séparation, alors qu'en ville et dans les régences alentour, ce sont les problèmes d'entente qui dominent. Cet élément, que l'on retrouve également à Grobogan, est de notre point de vue un indicateur d'insécurité économique, la séparation étant vue comme le dernier recours en cas d'insolvabilité du ménage.

Tableau 33 : Transformations sociales à l'œuvre à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2019

	Taux de natalité		Statut marital des femmes de plus de 10 ans en 2019				Motifs des divorces prononcés en 2018			
	1985	2015	Célibat.	Mariées	Divor.	Veuves	Eco.	Disputes	Abandon	Autres
Régence de Jepara	16,69‰	20,64‰[629]	24,4%	59,5%	3,0%	13,1%	54%	41%	5%	0%
Commune de Semarang	16,15‰	14,28‰	32,9%	53,5%	3,0%	12,3%	17%	58%	22%	3%
Régence de Demak	19,65‰	13,07‰	26,9%	59,6%	2,0%	11,5%	32%	44%	23%	1%
Régence de Semarang	15,59‰	11,01‰	23,7%	61,9%	3,2%	11,2%	25%	46%	26%	3%
Régence de Kendal	20,61‰	22,21‰	24,0%	60,4%	2,5%	13,1%	15%	59%	25%	1%
Régence de Grobogan	22,23‰	27,85‰	20,1%	64,8%	2,6%	12,5%	71%	13%	14%	3%
Province de Java-Centre	**17,72‰**	**16,49‰**	**23,6%**	**61,6%**	**2,6%**	**12,2%**	**31%**	**40%**	**28%**	**1%**

Source : BPS de *Java-Centre*

Les tensions communautaires, une légende urbaine ?

L'afflux d'étrangers à Jepara comme à Semarang est très relatif en nombre mais particulièrement visible. Les entrepreneurs venus faire fortune dans le meuble ne sont pas nécessairement tous riches, mais ils appartiennent à une élite dont le niveau de vie et le pouvoir dans les affaires sont manifestes. A cela s'ajoute le fait que les microcommunautés décrites dans le chapitre 1.2 cultivent un mode de vie résolument distinct des us et coutumes locaux, à l'exception de quelques cas isolés préférant la solitude de leur foyer à la compagnie de leurs compatriotes. Dans un pays où les discours nationaliste et/ou islamiste sont régulièrement ravivés par les autorités et les corps intermédiaires (MADINIER, 2019) et se répercutent dans un droit du séjour qui demeure très restrictif[630], les étrangers constituent une cible potentielle de prédilection. Ce ne sont pas les angles d'attaque qui manquent en effet : concurrence des entreprises locales, accaparement des richesses, comportements dérogeant aux normes sociales locales, mariages d'intérêt, etc. sont autant de griefs susceptibles de trouver un écho local. Nous avons donc beaucoup investi cette question très peu abordée par la littérature sur le cluster dans nos enquêtes sur le terrain et dans l'analyse des archives de la presse locale. Il en ressort un contraste frappant entre le discours des commentateurs extérieurs (journalistes, décideurs politiques, acteurs d'autres filières) qui tendent à y voir un problème de société, et le vécu que relatent les intéressés vivant sur place (qu'ils soient étrangers ou indonésiens).

629 Donnée 2016.

630 Cf. note 415 p. 177.

A Jepara, les étrangers sont longtemps apparus comme une opportunité de débouché pour la production locale, dans laquelle ils n'intervenaient guère jusqu'à l'éclatement de la bulle du teck, se contentant pour la plupart d'un rôle d'intermédiaire avec les importateurs domiciliés dans les pays de destination. Au moment de la ruée vers le teck, l'afflux d'acheteurs novices ayant fait affaire avec des fabricants tout aussi inexpérimentés qui se sont improvisés *pengusaha** pour profiter de la manne des exportations a suscité des tensions avec les exportateurs traditionnels, dont certains déplorèrent que les règles de l'art n'aient plus été respectées[631], jusqu'à s'en plaindre parfois auprès des autorités locales (SANDEE, ANDADARI, & SULANDJARI, 2000). Après l'éclatement de la bulle, le départ d'un certain nombre d'étrangers en laissant derrière eux des commandes achevées impayées a contribué à l'effondrement d'une partie de l'appareil productif. Certes, les défauts de paiement ne furent pas leur apanage, mais la disparition soudaine de certains de ces nouveaux venus a été moins bien acceptée que les défaillances des gens du pays. Et aujourd'hui encore, les entreprises suspectées d'enfreindre les règles sont davantage vilipendées que les sociétés locales, à l'image de ces trois usines chinoises « qui se sont implantées à Jepara sans autorisation et qui bénéficient de certificats de complaisance de la part de l'organisme Sukofindo » dénoncées par l'*Himki**[632]. Il faut dire que les répercussions économiques du départ des étrangers se doublent de répercussions sociales, nombre d'épouses indonésiennes étant restées sur place. Les tensions sociales liées aux divorces de couples mixtes sont considérées comme un problème préoccupant jusqu'au niveau du gouvernement provincial[633][634]. Conjuguée aux excès auxquels invite l'argent facile, cette atteinte aux équilibres socioéconomiques traditionnels a contribué à véhiculer l'image dans les media grand public d'une Jepara le disputant à Bali dans l'incarnation de la perte des valeurs et du vice, incarné par la prolifération des mariages arrangés dénoncés par les autorités religieuses[635].

631 L'expression « *Bule kaki lima** », dont l'usage est rapporté par la presse (Ketika "Zina" Dilegalkan, 2006), est de ce point de vue éloquente. *Bule* est un terme du registre informel pour désigner un Occidental ; *kaki lima* (cinq pieds) correspond aux commerces informels ambulants (la tradition orale prétend que cela se réfère aux deux jambes du vendeur, aux deux roues et à la béquille de son stand de vente ambulante ; mais il se pourrait que l'expression vienne des 5 pieds (1,50 m environ) de linéaire de trottoir concédé par les autorités coloniales à ce type d'activités).

632 Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01 Jepara), propriétaire de l'usine CV. JAMF, le 25 juillet 2019.

633 Entretien avec Warsito Ellwein (A34 Semarang), directeur de cabinet du gouverneur de la province de Java Centre, le 15 avril 2014.

634 Il arrive que les rôles soient inversés, la conjointe jeparanaise disparaissant avec armes et bagages, laissant derrière elle un cœur brisé et un portefeuille vidé (cf. la mésaventure de F., jeune français « rincé » qui noyait son chagrin et ses désillusions au bar Yam Yam le 23 juillet 2017).

635 Cf. la déclaration du ministre des Religions Suryadharma Ali : « A Jepara on enregistre des cas de mariages arrangés, c'est-à-dire que des étrangers créent une affaire d'exportation de meubles, puis se marient, […] et dès qu'ils cessent leur activité, ils rentrent dans leur pays. Leur femme n'est pas invitée à les accompagner » (Detik News, 2010).

Pour autant, Jepara est restée accueillante pour les étrangers, qu'ils viennent de pays lointains[636] ou d'autres régions d'Indonésie. Ce que nous avons par contre pu constater sur le terrain est la difficulté voire l'impossibilité pour les épouses jeparanaises de concilier leur nouvelle vie de femme d'étranger propriétaire d'une entreprise (les deux allant de pair) et les relations avec leur famille d'origine. Souvent issues de milieux très pauvres, il leur est beaucoup plus difficile de surmonter l'écart considérable de niveau de vie et de valeurs que pour une jeune femme urbaine éduquée et plus ou moins familière d'un mode de vie « à l'occidentale ». Les femmes des trois couples mixtes que nous avons pu interroger – Roberto, Gaël et Eirich – entretiennent toutes des liens réduits à la portion congrue avec leur famille, qui est parfois mise à distance à grand renfort de préjugés. L'épouse d'Eirich, « inspirée par l'expérience de sa sœur » qui avait épousé un occidental, considère sa famille de petits sculpteurs comme « très primitive » : ils se contentent « de suivre les règles » et « n'ont jamais voyagé ». Cette acculturation trahie par l'appropriation des préjugés de l'autre (en l'occurrence, ceux de son mari) ou par le style vestimentaire (maquillage ostentatoire) témoigne de la rupture dans la pratique mais aussi symbolique des liens familiaux pour celle qui embrasse une autre communauté[637]. De ce point de vue, l'ouverture internationale de Jepara n'a pas été synonyme de creuset interculturel comme dans les grandes villes industrieuses, « condensateur social, dans lequel toutes les formes, toutes les ethnies, toutes les cultures peuvent se refaire et se reconstruire » (METALSI, 2020).

A Semarang, où propriétaires d'usines et personnel encadrant ont souvent fait leurs armes dans des entreprises étrangères (dont ils conservent – à tout le moins pour tous ceux que nous avons rencontrés – un souvenir plutôt positif), les tensions s'expriment surtout au niveau des ouvriers, entre résidents des environs et migrants pendulaires taxés de concurrence illégitime. Il faut dire qu'à l'origine, des accords informels avaient été passés entre industriels et communautés locales par l'entremise d'intermédiaires locaux qui avaient œuvré pour l'implantation des usines. En contrepartie d'une confortable commission sur l'investissement initial et sur la suite des opérations qu'il continue à orchestrer (les recrutements notamment), l'intermédiaire est sensé défendre les intérêts de la communauté, en premier lieu une garantie d'accès à l'emploi. Mais, que ce soit dans la régence de Semarang au début des années 1980 (WOLF, 1992) ou à Bangkongsari dans les années 2000, force est de constater que ce contrat tacite s'érode avec le temps, si bien que les riverains finissent par perdre leurs avantages. L'amélioration de la mobilité individuelle aidant, les

636 En 2013, la régence recensait 188 ressortissants étrangers, soit 0,16‰ de la population contre 0,13‰ à Java-Centre (donnée 2019). En 2019, le Bureau de l'immigration de Java-Centre recensait 5 156 ressortissants étrangers, répartis comme suit : 4 070 détenteurs d'un permis de séjour temporaire (*Izin Tinggal Terbatas, Itas**), 374 visiteurs (*Izin Tinggal Kunjungan, ITK**), 423 résidents permanents (*Izin Tinggal Tetap, Itap**), 179 bénéficiaires du groupement familial (*Warga Binaan Permasyarakatan, WBP**) et 110 immigrés en situation irrégulière détenus en centres de rétention administrative (*Rumah Detensi Imigrasi, Rudenim**).

637 Il n'est pas le propre des étrangers : Bpk Sayful Hadi (10C Tambakroto) a lui aussi fini par quitter Jepara avec son épouse pour échapper à sa belle-famille, avec laquelle il considérait qu'il était impossible de vivre. Mais c'est moins fréquent : nous avons pu relever plusieurs exemples de non-Jeparanais vivant avec leur épouse auprès de leur belle-famille.

actifs des régences voisines, où le salaire minimum est de 15 à 20% inférieur à celui en vigueur dans la municipalité de Semarang, sont apparus comme un gisement de main d'œuvre plus malléable pour les usines.

Des hiérarchies sociales plus contestées à Jepara qu'à Semarang

L'industrie du meuble a rebattu certaines cartes au sein de la société locale, notamment à Jepara. L'ancienne corporation d'artisans qui faisait la réputation de la ville a profité de l'essor des exportations dans les années 1980 et 1990. C'est à cette époque où le cluster s'insérait très lentement dans la mondialisation, que les familles établies de sculpteurs de Tahunan virent leur revenu progresser grâce aux ventes aux acheteurs étrangers, et étendirent leur emprise sur les villages environnant Jepara et Tahunan. La ruée vers le teck a remis en cause cette situation privilégiée. Débordés par l'afflux d'acheteurs prêts à se fournir auprès de n'importe qui, les anciens artisans se sont vus concurrencés par l'envolée des vocations, tout un chacun pouvant s'improviser artisan ou entrepreneur. Le teck était alors si abondant et le cours de la roupie si bas que le moindre contact avec un étranger (dans un cybercafé, devant un hôtel, ou en étant son chauffeur) pouvait suffire à devenir son agent et son fournisseur. Certes, l'ancienne aristocratie du meuble a aussi profité de ce boom des exportations mais elle n'en avait plus l'apanage. Des fortunes se firent en quelques mois pendant ces 3 ans où l'argent « tombait du ciel ». Beaucoup furent dilapidées en dépenses ostentatoires (maisons richement décorées, voitures de luxe, *showroom*s imposants) avant que les faillites n'emportent les entreprises les plus fragiles au moment de l'éclatement de la bulle. Cet épisode traumatique, qui causa la ruine de la plupart des arrivistes mais aussi de quelques anciens aristocrates du meuble[638] a laissé un souvenir amer, encore très présent dans les mémoires et le paysage urbain. Les constructions à l'abandon ou sous exploitées – *showroom*s imposants, entrepôts surdimensionnés ou maisons accumulant les ornementations kitsch – disent l'échec d'une génération éphémère de nouveaux riches dont certains ont dû fuir leurs créanciers, mais ce sont les témoignages emprunts de nostalgie des anciennes élites qui expriment le mieux le regret d'un âge d'or auquel les excès la ruée vers le teck mirent définitivement fin[639]. Leur déclassement est d'autant plus mal vécu que certains ont su tirer leur épingle du jeu – notamment la poignée de grandes familles qui dominent actuellement le marché, parties de rien pour la plupart –, inversant l'ordre social qui préexistait.

638 Entretien avec Bpk Ico (Z11), op.cit.

639 Voir notamment l'entretien avec Bpk Susilo (00Q), le 29 juillet 2019.

Photo 17 : maisons d'entrepreneurs ayant réussi à Tahunan

Source : Julien Birgi (mai 2018)

A Semarang et dans ses environs, l'essor des usines a offert un débouché tant aux ouvriers peu qualifiés issus du prolétariat urbain (commerçants de rue, manœuvres, ouvriers du bâtiment, etc.) ou rural (travailleurs agricoles non-propriétaires) qu'aux jeunes diplômés issus des classes moyennes. De ce fait, les inégalités sont d'abord intergénérationnelles. Elles sont criantes, comme en témoigne l'écart de confort entre les masures des parents (anciennement) paysans et les enfants salariés. Mais si l'industrialisation a eu tendance à promouvoir les enfants vis-à-vis de leurs parents tous milieux confondus, la frontière infranchissable entre emplois peu qualifiés et fonctions d'encadrement a figé les hiérarchies sociales au niveau de chaque génération, tant à l'intérieur des usines (où prévaut un plafond de verre entre les tâches manuelles et les fonctions d'encadrement) qu'à l'extérieur, où les élites locales ont conforté leur position en orchestrant sur le territoire qu'ils contrôlaient « l'atterrissage » des investissements et le recrutement de la main d'œuvre locale, valorisant au passage leur capital physique, financier et social (comme Bpk Sugeng (Z09 Bangkongsari) dont nous étudierons en détail le rôle dans l'étude de cas sur Bangkongsari, ou le chef de village de Tambakroto)[640] pendant que les pauvres restaient cantonnés aux emplois les moins qualifiés dans les usines et à un statut d'obligé au village.

Nous n'avons pas relevé de tension liée aux inégalités de richesse résultant de cette reproduction sociale, sans doute parce que la majorité de la population active a vu ses conditions de vie s'améliorer significativement au cours des trente dernières années, sauf lors des épisodes de crise industrielle (au moment de la *Krismon**) ou là où des tensions locales sur le marché de l'emploi sont apparues (comme à Terboyo), auquel cas le mécontentement des ouvriers licenciés peut s'exprimer dans la rue.

640 Le modus operandi est toujours le même : une figure locale influente (*Tokoh masyarakyat**) emploie son pouvoir politique (quand il s'agit du chef de village ou du *Lurah**), son entregent avec les autorités (la municipalité ou la régence), sa force de persuasion liée à sa fonction (leader religieux traditionnel (*Kyai**) ou enseignant, par exemple) ou à ses capacités d'intimidation (délinquant local (*preman**) comme Bpk Sugeng à Bangkongsari), ou encore (mais pas nécessairement) ses moyens financiers et ses actifs fonciers, pour assurer l'intermédiation entre l'investisseur et les différents acteurs dont l'assentiment est nécessaire (autorités locales, propriétaires fonciers, riverains).

Photo 18 : Maison de l'ancien chef de village de Tambakroto qui a organisé l'implantation de l'usine textile Delta jouxtant une maison typique du village

Source : Julien Birgi (août 2018)

L'industrialisation, véhicule de « modernité » ?

Nous avons fait référence en introduction aux pères fondateurs de la sociologie, contemporains de la révolution industrielle européenne. Celle-ci a structuré leur réflexion sur le passage d'une société traditionnelle fondée sur des liens organiques à une société moderne basée sur des liens mercantiles, c'est-à-dire régis par un marché anonyme. Là où nous avons enquêté, l'évolution des valeurs se manifeste dans les différences de comportements d'une génération à l'autre, les mutations de la nature et du rythme des activités sociales, ou encore l'apparition dans les sites marqués par l'industrie d'une nouvelle offre commerciale. Mis bout à bout, cet ensemble de signes esquisse un tableau impressionniste du changement social à l'œuvre dans les territoires touchés par l'industrialisation.

Une rupture avec le mode de vie « traditionnel » ?

Se référant à Thompson (1963), Wolf (1992) compare le bouleversement subi par le rythme de vie des villages javanais avec celui intervenu dans les campagnes européennes au moment des Trente Glorieuses. Dans les deux cas, l'industrialisation a abrogé une temporalité régie par le rythme de la nature, pour lui substituer un temps monétarisé qui « peut soudain, comme l'argent, être épargné, dépensé ou gaspillé » (WOLF, 1992, p. 110). Pour autant, il serait erroné de concevoir l'industrie comme un univers en rupture totale avec les structures socio-économiques d'où proviennent les ouvriers, provoquant nécessairement « un traumatisme » lié à « une perte d'humanité et d'autonomie dans le travail » (ONG, 1987, pp. 7-8). Cette vision dualiste émane le plus souvent de chercheurs occidentaux dont le rapport à l'industrie est sujet à certains biais cognitifs qui

tendent à projeter sur des contextes différents l'expérience industrielle occidentale[641]. Car si l'on essaie de se placer du point de vue de l'ouvrier(e) javanais, la perspective est assez différente. En effet, le travail en usine apparaît par bien des aspects comme un prolongement des tâches et des hiérarchies qui ont traditionnellement cours à la maison et dans le village (*desa**) ou le quartier traditionnel (*kampung**). « L'emploi des femmes tombe ainsi généralement dans la catégorie des "tâches féminines" – c'est-à-dire qui sont en phase avec ce que la société considère comme revenant "naturellement" aux femmes. Cela comprend le travail dans le secteur textile […] où "des doigts agiles" sont prérequis […] » (NAIK & RANDOLPH, 2019, p. 7). Et « la division sexuelle des tâches entre et à l'intérieur des usines reflète les notions de genre qui relèguent les femmes aux tâches les plus domestiques (*menial*) et les moins bien payées de la chaîne de valeur. Sur le territoire de recherche, les femmes prédominaient dans le textile, les filatures et l'agroalimentaire » (WOLF, 1992, p. 122). L'industrie du meuble, nous l'avons vu, n'échappe pas à la règle : la transformation du bois est l'apanage des hommes, et la finition des meubles ou la comptabilité celui des femmes, à l'atelier comme à domicile.

L'usine apparaît également comme une extension de la sphère domestique du point de vue des rapports sociaux. Quand Warouw (2008) dénonce le corpus de règles auxquelles sont soumises les ouvrières des usines textiles de Djakarta, il omet de rappeler que les tâches, les mouvements, l'expression sont tout aussi entravés à la maison, où une obéissance totale est attendue des jeunes filles vis-à-vis de leur père, de leur mère et de leurs aînés dans l'accomplissement des tâches domestiques, le travail aux champs et même la manière d'occuper son temps libre. « Les managers masculins, forts de leurs différences d'âge, de sexe et de pouvoir vis-à-vis des jeunes ouvrières, s'appuient sur les dépendances traditionnelles précapitalistes, encourageant les relations patron-client (*Bapak-anak buah**) avec les travailleurs. Ces différences d'âge, de sexe et de pouvoir ont en effet également cours dans la relation entre une fille et son père, à laquelle les managers se réfèrent dans leurs rapports avec les ouvrières […]. Quand le père prend une décision, sa fille obéit (*harus ikut* Bapak*), un comportement docile que les managers tentent de cultiver. Ils affirment à leur personnel qu'en tant que patrons-pères, ils sont de leur côté, faisant tout leur possible pour les ouvriers […]. Déguiser les intérêts de l'entreprise sous la forme d'un paternalisme bienveillant et familial a été et continue à être utile aux capitalistes du monde entier, de Ford aux entreprises japonaises (FANTASIA, 1988; WEIX, 1990) » (WOLF, 1992, pp. 123-124). Les mesures prises pour imposer une discipline collective peuvent également être vues comme le reflet d'une société qui cultive les organisations dans un style paramilitaire plus ou moins affirmé

641 Il est frappant de constater combien, même dans le champ académique, les discours sur l'industrialisation sont emprunts de références à un rapport personnel – le plus souvent inconscient – au fait industriel, rapport façonné par un ensemble d'influences, parmi lesquelles on pourrait évoquer l'héritage mémoriel du traumatisme de l'exode rural des Trente Glorieuses, les thèses dualistes à l'origine du développementalisme à l'époque postcoloniale, ou, plus près de nous, les images des conditions de travail inhumaines brandies par les pourfendeurs d'une mondialisation (à laquelle il est paradoxalement reproché d'avoir détruit l'industrie nationale).

(cf. chapitre 1.2). Le port de l'uniforme par exemple, parfois facturé aux ouvriers, rappelle l'uniforme que chaque écolier, chaque membre d'une organisation de jeunesse, chaque fonctionnaire achète sur ses deniers. Le recours à des militaires pour gérer le personnel incarne à l'usine « plusieurs rapports [sociaux] reproduits et reconstruits : homme-femme, père-fille, patron-client. Il évoque aussi le pouvoir puissant et violent des militaires et de l'Etat » (Ibid., 1992, p. 130).

Bien entendu, cette relative continuité entre conditions sociales au village et à l'usine a évolué au gré des transformations de la société. Les anciens militaires n'inspirent plus la même crainte aux jeunes travailleurs qui n'ont pas connu la dictature de l'Ordre nouveau et le respect de la hiérarchie n'est certainement plus aussi strict qu'il l'était avant la diffusion de la moto, du *smartphone* et des réseaux sociaux, qui sont autant de vecteurs d'émancipation individuelle. Elle varie également selon les secteurs d'activités. Dans le textile par exemple, les effectifs atteignent souvent plusieurs milliers d'ouvrières, souvent très jeunes ; les activités sont planifiées et automatisées à l'extrême, en application stricte des principes tayloristes de division minutée des tâches. Le respect des procédures devient alors déshumanisant jusqu'à parfois provoquer des mécanismes de rejet. Ainsi, les ouvrières âgées d'une trentaine à quarantaine d'années qui travaillaient à la finition chez Bpk Andy Saidan (Z09) quand nous l'avons interrogé avaient-elles quitté leur travail dans les usines textiles de Mayong, pourtant mieux rémunéré et stable, préférant la convivialité de l'atelier : « ici nous pouvons bavarder (*di sini bisa ngobrol**) »[642]. Ces mécanismes de rejet sont plus fréquents chez les femmes plus âgées (comme dans l'exemple qui précède), qui disposent à la maison et au sein du quartier d'espaces de pouvoir et d'autonomie[643], et chez les hommes, qui contrairement aux jeunes femmes se retrouvent confrontés à l'usine à des rapports de pouvoir auxquels ils ne sont pas toujours habitués. Les hommes javanais sont certes assujettis à de nombreuses obligations dans la sphère publique, imposées par les relations de clientèle d'une société très hiérarchisée. Mais il est inhabituel de devoir rendre des comptes à des femmes (comptables ou assistantes de direction) dans le champ professionnel. Surtout, c'est l'impossibilité de pouvoir exercer son travail comme bon leur semble qui semble peser sur les ouvriers masculins, dont beaucoup ont expliqué au cours de nos entretiens avoir quitté leur emploi dans les usines de meubles parce qu'ils y manquaient de liberté pour mener leur barque[644].

La transformation des valeurs : l'idéal entrepreneurial face à la sécurité du salariat

A Jepara prévaut toujours « l'image de soi comme possible employeur ou entrepreneur » que l'on trouve dans tous les districts industriels et les clusters (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 21). Mais au cours des trois

642 Entretien le 24 juillet 2017.

643 Les résultats de Wolf (1992), Warouw (2008) et Naik & Randolph (2019) doivent être considérés au prisme du profil particulier de la main d'œuvre qu'ils ont étudiée, dont le portrait-type est celui d'une fille issue d'un milieu rural pauvre, jeune, peu éduquée, rarement mariée, pas encore mère et vivant toujours au domicile parental.

644 Cf. l'entretien avec Bpk Sayful Hadi (10C Tambakroto), op.cit.

décennies qui ont marqué l'enrôlement de Jepara dans le marché international du meuble, les valeurs associées à cette notion ont beaucoup évolué. Le glissement du positionnement d'une production haut-de-gamme destinée à des élites locales vers un appareil productif répondant aux exigences de volumes, de prix et de flexibilité du *mass market* mondial est allé de pair avec une érosion des valeurs d'excellence attachées à un savoir-faire qui revendiquait une tradition multiséculaire aux origines quasi divines (souvenons-nous du mythe fondateur du génie jeparanais évoqué dans le chapitre 1.3) au profit de l'entreprenariat et de la flexibilité. La reconnaissance sociale de la réussite économique a ainsi pris le pas sur le respect qu'inspirait la virtuosité de l'artisan.

Avec la crise qui a suivi la ruée vers le teck et les soubresauts conjoncturels de la demande, le risque de déclassement associé à l'auto-entreprenariat lui a porté un coup supplémentaire, que résume le frère aîné de Divia Liantina, devenu chauffeur routier : « avec le meuble, on peut gagner mais on peut aussi perdre de l'argent (*dengan mebel, bisa rugi juga**) »[645]. Les réticences de la jeune génération à étudier la sculpture dans leur environnement familial et résidentiel sont évidentes et inquiètent les analystes qui redoutent que Jepara perde un des atouts-clés de différenciation des usines, à savoir la fabrication de meubles ornementés (toujours prisés par les marchés émergents d'Amérique du Sud et d'Asie). En effet, le travail en usine est devenu une opportunité séduisante pour la jeune génération : il offre une alternative enviable par rapport au travail des champs, physiquement éprouvant et perçu comme sale et archaïque, d'autant plus que le revenu est monétaire et (le plus souvent) fixe, ce qui permet d'accéder à la société de consommation. Dans des contextes périurbains comme Tambakroto qui bénéficient à la fois d'une dynamique positive de l'emploi industriel tout en maintenant des alternatives vivrières ou tertiaires, la nouvelle génération peut se prévaloir de réels choix. Le salaire ouvrier offre aux jeunes vivant encore chez leurs parents la possibilité d'acheter une moto (souvent à crédit) et de réunir l'argent nécessaire à leur installation en couple ou à l'ouverture d'un petit commerce. Le travail en usine est alors un moyen d'émancipation socioéconomique mobilisé temporairement avant de le quitter volontairement pour une activité jugée plus épanouissante. Mais le mouvement est réversible. La précarisation de l'emploi industriel et la concurrence de la main d'œuvre peuvent inciter les ouvriers licenciés à se rabattre sur une activité de subsistance, commerce ambulant, point de vente aménagé au domicile, pension de famille (*kos**)[646], voire à reprendre une activité agricole ou piscicole. Cependant, cela suppose que l'industrie n'ait pas phagocyté les terres et les mangroves, comme à Terboyo.

645 Entretien le 1er octobre 2016.

646 A Bangkongsari, on compte autant d'ouvriers devenus commerçants (20% de l'échantillon enquêté) que de pourvoyeurs de services informels. Il en va de même à Terboyo à la différence près qu'il ne s'agit pas là-bas de commerçants sédentaires mais de vendeurs ambulants (source : enquête terrain auprès de respectivement 135 et 141 actifs, entre 2016 et 2018).

L'emploi industriel : effet de la modernité ou passeport pour la modernité ?

L'emploi industriel va souvent de pair avec un mode de vie – à tout le moins un désir de mode de vie – plus urbain (WAROUW, 2008). Ce phénomène semble particulièrement prononcé chez les femmes, dont l'engagement dans les fonctions de niveau intermédiaire (entre le personnel de direction et les ouvriers) a beaucoup progressé depuis les années 1980. A Semarang comme dans les autres grandes villes d'Indonésie, « la proportion croissante de femmes qui parviennent à terminer leurs études secondaires et sont, dans les faits, capables d'accéder à des postes qualifiés comme la comptabilité ou le secrétariat, a un impact sur leur réceptivité au discours moderne, qui en retour, façonne la "prise de conscience de leur rôle dans le monde urbain" » (HULL, 1994, p. 5) » (WAROUW, 2008, p. 111). Peut-on mettre en évidence pour autant une relation de causalité ? Et si oui, dans quel sens ?

Les parcours mis en lumière dans nos enquêtes nous invitent à nuancer le rapport entre l'exposition à la culture globale du fait de « l'urbanisation des campagnes » (YOUNG, 1994), particulièrement manifeste à Java depuis les années 2000 (cf. paragraphe sur la progression de la société de consommation dans le chapitre 1.2), et le fait de postuler un emploi dans une usine comme un passeport pour la « modernité (*modern style*) » (WOLF, 1992). En effet, le passage par l'emploi industriel y apparaît comme la résultante des circonstances défavorables (comme l'érosion des revenus agricoles dans le cas des habitants de Tambakroto ou l'éclatement de la bulle du teck à Tahunan) ou favorables (l'opportunité de l'implantation d'usines à Bangkongsari et Terboyo) plutôt que d'un choix de vie planifié pour accéder à un mode de vie urbain caractérisé par une plus grande propension à consommer, à se déplacer, et à être plus libre de ses choix. Notre constat rejoint de ce point de vue l'analyse selon laquelle le « comportement extérieur [des ouvrières][647] traduisait plutôt les effets du travail à l'usine qu'il n'en était la cause » (WOLF, 1992, p. 162).

Mais cette propension de l'industrie à faire évoluer les modes de vie n'est pas son apanage. La modernisation de la société, telle que peuvent la caractériser l'évolution des modes de vie (habitat, consommation, loisirs, etc.) et des comportements sociaux (vis-à-vis de la famille par exemple) apparaît plus généralement comme la résultante de l'allongement de la durée des études et la diffusion du salariat indépendamment de la nature de l'activité (industrielle ou tertiaire) [648]. La régularité et la sécurité du revenu

[647] « […] les ouvrières semblaient bien mieux s'exprimer et plus extraverties que les jeunes villageoises qui ne travaillaient pas dans les usines. La facilité des ouvrières et leur envie de s'exprimer en indonésien (plutôt qu'en javanais) m'a fait croire qu'elles étaient plus sophistiquées et mieux éduquées que leurs congénères. Elles portaient des jupes, des blouses et des robes plutôt que des habits javanais traditionnels tels que le *kebaya* et le *sarong.* Leurs amitiés les plus proches étaient entre elles plus qu'avec des femmes travaillant dans d'autres domaines. Leurs manières plus extraverties et le style plus occidental de leur mise – y compris le maquillage – les distinguaient des autres villageoises. Elles étaient beaucoup plus à l'aise que leurs paires qui ne travaillaient pas à l'usine avec les personnes extérieures, y compris les étrangers » (WOLF, 1992, pp. 161-162).

[648] Prenons ainsi l'exemple de « Nana » Agrina Viky Utami, aînée d'une famille extrêmement pauvre du village de Lor Pasar (régence de Karanganyar, à l'est de Surakarta) : après des études de français à l'*Universitas Negeri Semarang (Unnes)* financées en

permettent aux ouvriers, mais aussi aux vendeurs employés dans les chaînes de magasins, aux employés de bureau et aux fonctionnaires bénéficiant de contrats de travail fixes d'emprunter, d'acheter une moto et une maison, et de consacrer leurs économies à la consommation, aux loisirs ou au financement des études de leurs enfants grâce à la couverture santé et aux retraites mises en place pendant la période de *Reformasi**. De ce point de vue, le salariat proposé par les usines peut être perçu comme « un moyen de médiation de la relation avec la modernité », ce qui ne signifie pas nécessairement que « cela reflète la liberté des femmes à faire leurs propres interprétations de leur mobilité et de leur capacité à transformer leurs vies » (WAROUW, 2008, p. 105). Mais pas davantage voire plutôt moins que l'emploi dans le secteur des services.

Industrialisation et consommation

La conséquence de ces processus est que là où l'industrialisation s'est développée principalement sous la forme du salariat (comme à Semarang ou dans les régences alentours) la consommation a crû beaucoup plus rapidement que là où l'artisanat demeurait prépondérant (comme à Jepara). Ainsi, à Jepara, les dépenses non-alimentaires s'élevaient en 2018 à seulement 25,9 $/hab./mois (soit 63% de moins qu'à Semarang et 20 à 35% de moins que dans les régences alentour), témoignant d'un profil de consommation plus proche d'une régence encore majoritairement agraire comme Grobogan que des régences industrialisées ou semi-industrialisées. Cela s'explique par la persistance d'un revenu disponible faible et irrégulier malgré la pénétration de l'industrie mais aussi – cause ou conséquence de ce revenu ? – par la pérennité de modes de consommation traditionnels, de type villageois. Les écarts de revenu disponible sont moindres en revanche (écart de 2% avec Demak et 11% avec Kendal) pour la frange des 20% les plus aisés en raison de l'émergence à Jepara d'une classe d'entrepreneurs ayant réussi, avec pour conséquence un creusement des inégalités plus profond qu'ailleurs entre ces élites et le reste de la population.

travaillant dans l'imprimerie de sa tante puis dans un café branché du centre-ville, elle postula en 2017 à un emploi de cadre administratif intermédiaire dans l'usine coréenne Pungkook Indonesia One, dans l'arrondissement de Tanjungrejo, (à 18 Km. à l'est de Purwodadi dans la régence de Grobogan). L'éloignement de Semarang, l'image d'une région perçue comme « déserte et chaude (*sepi dan panas**) » où sévissent des coupures d'eau, les conditions d'hébergement considérées indignes (« il n'y a pas de *kos* propre : les gens habitent avec leurs animaux !! ») eurent raison de sa motivation initiale d'obtenir un travail bien payé dans l'industrie (3,5 MRp/mois quand le salaire minimum à Grobogan était de 1,8 MRp), qui lui « permette d'avancer ». Et ce d'autant plus que la période de trois mois de formation sans contrat de travail imposée par l'entreprise présentait le risque d'être piégée loin des alternatives qu'offre la grande ville de Semarang. Elle préféra donc patienter en donnant quelques cours de français dans une école privée de Semarang, avant de partir en 2017 pour Bali, où elle travaille depuis dans une agence de voyage franco-balinaise (entretien téléphonique avec Agrina Viky Utami le 5 juillet 2020).

Tableau 34 : Dépenses mensuelles des ménages en 2018 (en $/habitant) à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison

	Alimen-taires	**Non-ali.**	Logement et équipe-ment du foyer	Autres biens durables	Equipe-ment de la personne	Loisirs et vie sociale	Assurances et taxes	Autres	**Total**
Régence de Jepara	**28,1**	**25,9**	11,7	4,9	1,7	1,0	1,1	5,6	**54,0**
Commune de Semarang[649]	**45,9**	**70,5**	32,4	8,0	3,0	3,2	4,2	19,8	**116,5**
Régence de Kendal	**33,1**	**33,0**	14,2	4,5	2,1	1,2	1,6	9,3	**66,1**
Régence de Semarang	**35,3**	**40,3**	16,2	7,5	2,4	2,0	2,6	9,5	**75,5**
Régence de Demak	**35,6**	**32,0**	14,0	4,1	1,7	1,9	2,2	8,1	**67,6**
Régence de Grobogan	**22,8**	**29,6**	9,5	3,7	1,3	1,0	1,6	12,4	**52,4**
Province de Java-Centre[649]	**33,2**	**34,4**	15,1	4,6	1,9	1,7	2,1	9,0	**67,6**

Source : BPS *Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat*

Tableau 35 : Dépenses mensuelles des 20% des ménages les plus aisés en 2018 (en $/habitant) à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison

	Alimen-taires	**Non-ali.**	Logement et équipe-ment du foyer	Autres biens durables	Equipe-ment de la personne	Loisirs et vie sociale	Assurances et taxes	Autres	**Total**
Régence de Jepara	**46,3**	**72,6**	26,0	20,7	4,1	3,9	3,3	14,7	**118,9**
Commune de Semarang[650]	**72,2**	**189,5**	71,9	30,1	7,4	13,2	10,5	56,4	**261,7**
Régence de Kendal	**54,6**	**80,5**	28,8	16,2	4,6	3,5	3,8	23,7	**135,1**
Régence de Semarang	**58,3**	**101,3**	34,4	28,8	5,1	2,0	2,6	28,4	**159,6**
Régence de Demak	**54,7**	**73,9**	27,5	14,2	3,3	6,5	4,2	18,1	**128,6**
Régence de Grobogan	**n.d.**	**n.d.**	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	**n.d.**
Province de Java-Centre[649]	**n.d.**	**n.d.**	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	**n.d.**

Sources : BPS *Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat*

Deux postes de dépenses en particulier livrent de précieuses indications sur l'évolution des modes de vie. Le logement tout d'abord, qui représente pour les ménages javanais à la fois un passage obligé pour fonder une famille et le seul actif sur lequel ils peuvent compter en cas de coup dur dans un système où la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale demeurent limitées. On remarque la dichotomie entre la grande ville, où près de 32% des occupants ne sont pas propriétaires (à la fois en raison de la plus grande mobilité socio-professionnelle de la population, qui comprend un nombre important d'étudiants et de travailleurs à durée déterminée, mais aussi de la cherté du logement qui exclut de la pleine propriété un nombre important de ménages) et les autres régences où les jeunes couples qui s'installent peuvent généralement construire sur des terrains donnés par leurs parents, même si une part non-négligeable de la population – ouvriers migrants – y est hébergée à titre gracieux jusqu'à ce que leur situation économique se stabilise. S'agissant de l'état des logements, les maisons en dur prévalent à Jepara dans des proportions comparables à la régence de Semarang

649 Données 2019.

650 Données 2019.

(où le revenu disponible par tête est pourtant supérieur de 40%) et à la ville éponyme, et très au-delà du parc immobilier des autres régences. Cela témoigne d'un effort particulier d'investissement des Jeparanais dans leur logis que ne laissaient pas augurer les statistiques de dépenses des ménages évoquées plus haut.

Tableau 36 : Etat et statut du logement à Jepara, Semarang et dans les régences de comparaison en 2019

	Etat du logement		Statut de l'occupant			
	Mur en dur	**Toit en dur**	**Propriétaire**	**Locataire**	**Gracieux**	**Autres[651]**
Régence de Jepara	87,8%	97,8%	91,7%	0,8%	7,1%	0,3%
Commune de Semarang	95,4%	75,0%	68,2%	14,8%	15,0%	2,1%
Régence Demak	63,9%	91,1%	94,2%	1,2%	3,9%	0,7%
Régence Semarang	84,3%	91,5%	91,3%	2,9%	5,6%	0,3%
Régence Kendal	68,3%	96,0%	92,1%	1,5%	6,1%	0,4%
Régence Grobogan	22,5%	98,9%	95,9%	0,4%	3,3%	0,4%
Province de Java-Centre	**81,4%**	**88,5%**	**89,0%**	**2,9%**	**7,6%**	**0,4%**

Source : BPS *de Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat*

L'autre poste de dépense méritant une attention particulière est celui de la mobilité, dans un contexte où l'absence de politique publique de transports en commun digne de ce nom rend quasiment incontournable l'acquisition d'une moto et/ou d'une voiture pour qui doit se déplacer. Les statistiques d'immatriculation des véhicules sont malheureusement incomplètes et incohérentes[652] et les enseignements que l'on peut en tirer par conséquent fragiles. Ils tendraient à montrer qu'au sein des régences périurbaines comme à Jepara, les arrondissements les plus industrialisés présentent un taux d'équipement en voiture individuelle supérieur, ce qui laisserait à penser qu'une partie du pouvoir d'achat a été investi dans les attributs statutaires de la mobilité (la voiture individuelle se démarquant de ce point de vue du scooter, purement fonctionnel). A Semarang, le taux d'équipement est plus élevé encore dans les arrondissements industrialisés de la ville basse, mais pas autant que la moyenne de la ville où la mobilité individuelle a considérablement progressé au sein de la classe moyenne supérieure issue du secteur tertiaire public et privé, qui réside sur les hauteurs. Globalement, la voiture demeure cependant un fait très minoritaire (moins d'un foyer sur dix en est doté à Semarang, à peine un sur cinquante en ordre de grandeur ailleurs) et la moto reste le moyen de locomotion individuel le plus accessible. Grâce au crédit et à la fabrication sur en Indonésie des grandes marques japonaises et taiwanaises (ce qui a baissé le prix de machines, autrefois importées et plus lourdement taxées), elle s'est considérablement démocratisée, y compris dans une régence rurale comme Grobogan. Des taux d'équipement plus faibles (par exemple à Demak) ne s'expliquent donc pas tant par un manque de pouvoir d'achat que par des besoins de déplacements plus limités de la population. A Semarang on peut également avancer comme explication l'existence d'une offre de transports collectifs (certes assez marginale) et individuels (services de

651 Dont logements de fonction et hébergement temporaire.

652 Entre autres anomalies statistiques, le taux moyen d'équipement à l'échelle de la province est par exemple plus élevé que celui des municipalités et régences qui la composent.

moto à la demande opérés par les sociétés Grab et Gojek). En créant à la fois l'opportunité d'emploi à une certaine distance de chez soi et les moyens de se doter d'une moto (via le salariat donnant accès au crédit à la consommation), l'industrie formelle a donc indéniablement joué un rôle important dans la diffusion spectaculaire de la mobilité individuelle par les deux-roues dans l'agglomération de Semarang et sa périphérie.

Tableau 37 : Changements dans la consommation entre 1985 et 2015 à Jepara, Semarang et dans les régences alentour : équipement en deux-roues motorisés et en automobiles des ménages

	Nombre de motos pour 100 foyers		Nombre de voitures particulières pour 100 foyers	
	1985	**2015**	**1985**	**2015**
Régence de Jepara	6,0	50,4	0,2	1,4
Village de Tahunan	n.d.	n.d.	n.d.	2,2
Commune de Semarang	13,8	43,4	3,4	7,6
Village de Tugurejo	n.d.	n.d.	n.d.	3,5
Quartiers de Terboyo-Wetan et Trimulyo	n.d.	n.d.	n.d.	3,0
Régence Demak	2,0	24,0	0,1	1,0
Village de Tambakroto	n.d.	27,0	n.d.	1,7
Régence Semarang	3,0	n.d.	n.d.	n.d.
Régence Kendal	3,9	n.d.	0,2	n.d.
Régence Grobogan	3,1	83,8	0,1	2,1
Province de Java-Centre	**11,0**	**136,3**	**2,8**	10,6

Source : BPS de Java-Centre

Chapitre 2.3 : Expansion, contraction et ajustement des territoires à la pression économique et démographique

Comme tous les pays émergents l'Indonésie a connu un exode massif des campagnes vers les villes, dont la population totale est passée de 30,5 millions (22,3% de la population totale) en 1980 à 129,2 millions (53,3%) en 2015. Java-Centre n'a pas dérogé à cette tendance de fond, sa population urbaine ayant bondi de 4,8 millions (18,7%) à 16,3 millions (48,4%) sur la même période. Cette urbanisation s'est faite par extension des villes héritées du maillage urbain colonial plus que par densification, les acteurs publics et privés ne parvenant que très ponctuellement à maîtriser le foncier occupé pour le réinvestir[653]. Sur la période qui nous intéresse, elle s'est déployée selon deux processus complémentaires : à partir des années 1980, par agrégat de nouveaux développements en majorité « formels » (zones industrielles ou lotissements résidentiels) ; puis depuis les années 2000, par densification et intensification des fonctions urbaines dans les villages périurbains. La plupart des arrondissements environnant les grandes villes et les villes moyennes (HARI MARDIANSJAH, 2013) traversés par les axes routiers interurbains ont ainsi connu une croissance démographique bien plus vigoureuse que les centres-villes et les municipalités de taille moyenne (celles dont la population est comprise entre 100 000 et un million d'habitants) (FIRMAN, 2017). A Java-Centre, ce processus n'a pas (encore) conduit à l'émergence d'une « méga région urbaine » ni d'une « région métropolitaine étendue » au sens où l'entend McGee (1991) du fait de l'absence de métropole dominante comme à Java-Ouest (avec Djakarta) ou à Java-Est (avec Surabaya). Elle a plutôt produit un continuum urbain sur lequel s'est greffée l'activité industrielle accompagnée de fonctions servicielles et résidentielles connexes. Nous allons voir que cette urbanisation résulte de forces économiques qui ont beaucoup évolué au cours des trois dernières décennies, en particulier s'agissant du rôle de l'industrialisation (FIRMAN, 1992; FIRMAN, 2000; FIRMAN, 2017).

Les racines d'un territoire productif ancré dans le temps long

Avant de nous concentrer sur les transformations spatiales induites par l'évolution des structures économiques et sociales des systèmes productifs, remontons le temps comme nous y invite l'école italienne des districts en montrant combien le legs historique peut s'avérer déterminant dans l'éclosion de systèmes

653 A l'exception de la région urbaine de Djakarta où la pression immobilière et les moyens de l'Etat sont sans commune mesure avec le reste du territoire, les opérations immobilières en milieu urbain sont généralement confinées à des projets hôteliers ou commerciaux ponctuels menés sur un nombre réduit de parcelles. Les villes indonésiennes restent basses, ultra dominées par de l'habitat individuel, et les grandes opérations industrielles ou résidentielles privées se font par défaut en périphérie.

productifs[654]. Effectivement, la concentration de la production de meubles en bois dans le nord de Java-Centre résulte d'une situation géographique qui a favorisé depuis plusieurs siècles les échanges internationaux, y compris de matières premières transformées sur place. Très tôt, avant même que la colonisation de l'île soit achevée, deux centres de production rivaux se sont affirmés, l'un indigène et plutôt rural, l'autre colonial et urbain. Façade de Java sur la « Méditerranée de l'Asie du Sud-Est » (LOMBARD, 1990), le littoral du *Pasisir** a vu au 14ème siècle l'éclosion de sultanats côtiers et de comptoirs marchands qui contrôlaient un arrière-pays plus ou moins étendu dans lequel ils puisaient les ressources nécessaires à la logistique du commerce maritime au long cours. Parmi ceux-ci, Jepara et Semarang se sont affirmées comme deux cités rivales incarnant chacune un modèle urbain typique des villes d'Asie du Sud-Est.

Jepara apparaît en effet comme l'archétype de la cité marchande maritime. Les archives impériales chinoises font état de l'existence aux 6ème et 7ème siècles du royaume bouddhiste de Kalingga sur la côte nord de Java, dont la capitale aurait pu se situer dans le nord de l'actuelle régence de Jepara. L'historiographie est beaucoup plus précise sur l'émergence au milieu du 14ème d'une cité active dans le grand commerce maritime asiatique (RUTZ, 1987). Quand le tout puissant sultan Trenggana (1483-1546) de Demak maria sa fille avec Pangeran Hadiri[655], vassal établi à Kalinyamat, Jepara était déjà un port si important[656] [657] que la capitale du sultanat de Demak y fut transférée en 1536 (Yayasan Obor Indonesia, 2006). L'avènement de Ratu Kalinyamat (morte en 1579) le 10 avril 1549 marqua le début d'un âge d'or pour Jepara, qui conquit rapidement une part notable dans le commerce insulindien. Les jonques de ses marchands exportèrent les denrées[658] de son hinterland fertile vers la péninsule malaise, Sumatra et Bornéo (où se trouvaient des comptoirs vassaux), les

654 Cette approche est également influencée par l'œuvre de Lombard (LOMBARD, 1990), lui-même héritier de l'école des Annales, qui propose une lecture convaincante de la société javanaise des années 1980. Celle-ci émanerait de la sédimentation d'influences successives hindo-bouddhiste, islamique et occidentale sur un substrat animiste.

655 Les sources divergent quant aux origines de ce Pangeran Hadiri. Certaines prétendent qu'il serait originaire d'Aceh, au nord de Sumatra ; d'autres qu'il s'agirait d'un commerçant chinois échoué sur le rivage de Jepara. Mais elles s'accordent sur le fait qu'il fut le fondateur du village de Kalinyamat, situé dans la circonscription de Kalinyamatan, 15 km au sud de l'actuelle ville de Jepara, sur la route de Demak.

656 Au tournant du 16ème siècle, les Portugais estimaient ainsi que 50 à 60 jonques chargées de riz faisaient chaque année le trajet de Malacca (DE ARAUJO, 1510). L'explorateur portugais Tome Pires rapporte que Jepara comptait à cette époque entre 8 000 à 10 000 feux et qu'une flotte de 40 jonques mouillait dans son port (PIRES, 1944).

657 Pour être parfaitement exact, il faudrait plutôt parler des ports de Jepara. En effet, le mont Muria est jusqu'en 1657 (date à laquelle l'ensablement de la rivière Serang comble le détroit (SUNARTO, 2006) une île séparée de Demak par un étroit canal maritime. Les deux ports principaux étaient situés au sud de l'île face à Demak (au niveau de l'actuel village de Welahan) et sur la côte ouest, à l'emplacement de la ville actuelle de Jepara.

658 Non seulement du riz, mais aussi du sucre (LODEWYCKSZ, 1598) et du bétail. Pour donner une idée des marges considérables que ce commerce pouvait générer, nous savons qu'en 1596 un buffle valait à Jepara le double de son prix à l'intérieur de Java (VERHAEL, 1597). En 1615, Jepara fournit environ 2 000 tonnes de riz à la *VOC* (VAN DEN BROECKE, 1634) qui venait de fonder Batavia en 1610 mais devait s'approvisionner à l'extérieur pour ses opérations maritimes.

Moluques, et plus tard au 17ème siècle, Banten et Batavia (REID, 1990, p. 24)[659] malgré l'annexion de la cité par le royaume agraire de Mataram en 1604, qui n'altéra pas sa vocation de nœud commercial international[660]. Au 18ème siècle, la rivière Serang qui séparait le mont Muria de Demak était encore empruntée par des navires de commerce (DE GRAAF & PIGEAUD, 1984) sous l'impulsion notamment d'une communauté chinoise en essor, avant que l'activité commerciale de Jepara ne s'érode graduellement.

Si nous prenons ici le temps de ce rappel historique, c'est que cette vocation de carrefour commercial a sans doute favorisé l'émergence précoce d'un pôle de compétences autour des métiers du bois, régulièrement approvisionné en matières premières. Elle a également façonné une cité dont certains principes ne sont pas sans rappeler le fonctionnement de la Jepara contemporaine : insertion dans le commerce international, cosmopolitisme lié à la présence de nombreuses communautés de marchands étrangers, coexistence entre rayonnement économique et religieux[661], émergence de fonctions administratives[662]. S'il n'y a bien évidemment pas de filiation directe entre la cité précoloniale et la ville actuelle, force est de constater la résurgence en un même lieu de facteurs d'insertion économique de ce territoire dans un espace géographique élargi, témoignant d'une profondeur historique chère à l'école italienne des districts industriels.

659 Ce rayonnement commercial se doublait d'une puissance politique et militaire dont témoignent les deux expéditions navales coalisées lancées par Jepara contre les Portugais établis à Malacca : en 1551 avec le sultan sumatranais de Palembang (le contingent jeparanais comptant 40 jonques et 4 000 soldats) et en 1574 avec le sultan malais de Johor. L'organisation de telles coalitions pour porter le fer à 1 600 Km de ses bases témoigne de l'intensité des relations diplomatiques, de la maîtrise des techniques de navigation et de considérables capacités d'organisation logistique.

660 Les Portugais y furent actifs dès 1600, puis s'y établirent de manière continue avec leur propre église et un fort édifié en 1632 à Kembang (sur la rive nord du mont Muria) (GUILLOT, 1989). Ils furent suivis par les Britanniques en 1611 et les Hollandais en 1614 (BORSCHBERG, 2015), la *VOC* décidant en 1651 d'établir le siège de ses opérations dans l'archipel à Ujung Batu (juste au nord de l'actuel centre-ville de Jepara) à l'abri d'un fort relativement imposant, bien avant ses autres comptoirs sur le littoral de Java-Centre (Rembang en 1671, Tegal en 1677, Demak en 1677) et plus tard encore à Java-Est (Surabaya en 1678).

661 Jepara se prévaut d'accueillir la tombe d'un des neuf saints qui ont islamisé Java (les *Wali Songo**), Sunan Murya, enterré au milieu du 15ème siècle sur les pentes du volcan éponyme. Il s'agit encore aujourd'hui d'un lieu de pèlerinage important pour les Musulmans javanais, tout comme la mosquée et le mausolée des sultans de Jepara édifié en 1559 dans le village de Mantingan par un architecte d'origine chinoise, Mo Han Liem Babah, visités en 2015 par 119 000 pèlerins (*BPS* Jepara).

662 En dépit de l'annexion de 1604, l'ancien sultanat put maintenir d'importantes fonctions politiques et administratives. Comme pour la plupart des autres fiefs conquis par Mataram, « la présence d'un gouverneur, d'un collecteur d'impôts, et d'un responsable des douanes n'ont pas nécessairement conduit à l'émergence de caractéristiques urbaines, mais au cours du 17ème siècle, la croissance de ces centres administratifs a constitué la base d'une strate de centralités qui ont progressivement acquis des prérogatives urbaines, si bien que la majorité d'entre elles sont devenues des villes au 19ème siècle » (RUTZ, 1987, p. 48).

Semarang quant à elle incarne le modèle du port colonial, même si un modeste village de pêcheurs existait dans l'ombre de Demak[663] avant que la *VOC* s'y établisse[664]. Entre 1687 et 1708, les Hollandais bâtirent un puissant fort[665] au pied duquel fut aménagée une place centrale (*alun-alun**) sur le modèle des villes javanaises. Une importante communauté de marchands originaires du Fujian s'établit très tôt au pied des remparts sur les rives de la rivière Semarang dans ce qui est aujourd'hui le quartier chinois (*Pecinan**), comme en témoigne une carte anonyme de 1695. Le transfert par la *VOC* du siège de ses opérations en Insulinde (jusqu'alors basé à Jepara) marqua la passation de pouvoir entre les deux villes, et amorça l'essor d'une cité cosmopolite dont une série de cartes permet de suivre l'essor[666]. Après la banqueroute de la *VOC* en 1799 et les guerres napoléoniennes, la Couronne des Pays-Bas prit le contrôle des anciennes possessions de la Compagnie. Le Système des cutures (*Cultuurstelsel*) instauré de 1830 à 1870 renforça la position de Semarang, débouché des produits tropicaux cultivés dans les plaines de Java-Centre. La décentralisation de l'administration coloniale sous la Politique éthique (*Ethical Policy*, 1901-1942)[667] favorisa encore la ville qui bénéficia de grandes infrastructures alors en pointe pour l'Asie : nouveaux ports (1854 et 1924), chemins de fer (1867) et routes jetèrent les bases d'une cité moderne, à l'interface entre l'hinterland productif de Java-Centre et le marché mondial, où l'on pouvait observer les prémices d'une industrialisation supportant l'activité commerciale (réparation navale, matériel ferroviaire, etc.).

663 Johan Knops cité par Lombard (1989) narre ainsi l'histoire de « Sambo-Toe-A-Long » (Sam Poo Kong en javanais), qui n'est autre que le célèbre amiral Zeng He. Cet eunuque musulman au service de l'empereur de Chine s'établit un temps à Semarang au début du 15ème siècle, à l'emplacement du temple qui porte aujourd'hui son nom. Le souvenir de cette histoire est toujours très vif, comme en témoigne la célébration annuelle qui rassemble les habitants de Semarang dans un défilé bruyant et coloré entre le temple de Sam-Poo-Kong, rénové à grands frais par des membres de la communauté chinoise locale, et la vieille ville.

664 En 1678, le roi Amangkurat de Mataram céda à la *VOC* le *Pasisir** (y compris le port de Jepara) en retour de son soutien militaire pendant la guerre de succession qui lui avait permis de recouvrer son trône.

665 Ce fort entouré de douves était plus important que celui de Batavia d'après le révérend François Valentijn lors de sa visite à Semarang au début du 18ème siècle (VALENTIJN, 1726).

666 Cf. notamment les cartes anonymes de 1695, 1741 et 1787 et le « plan non daté de Semarang et de ses environs du début du 19ème siècle » (*Plan of plattegrond van Semarang, met dies environs. Kopie naar de kaart van de Militaire school en in een kleiner bestek overgebracht door*) conservés aux Archives nationales des Pays-Bas à La Haye. En 1741, un quartier européen était déjà édifié et le réseau de rues vers le sud qui structure encore aujourd'hui la ville basse amorcé. Au cours des décennies qui suivirent, les quartiers européen et chinois se développèrent à l'intérieur des 38 ha de l'enceinte pendant que des villages (*kampung**) javanais et de groupes marchands venus de tout l'archipel se constituaient et que des Néerlandais fortunés faisaient bâtir des demeures dans la campagne environnante, reliée par de grandes allées cavalières plantées d'arbres. A la fin de la période de la *VOC*, la carte de J.G. Doppert de 1808 et la description de Johan Knops de 1812, analysées par (LOMBARD, 1989), révèlent une cité cosmopolite de plus de 20 000 habitants.

667 La création des municipalités (*Stadsgemeenten*) en 1903 et la de la province de Java-Centre en 1928 permit en particulier aux villes les plus importantes, et plus encore à la nouvelle capitale provinciale, de tirer pleinement parti de la modernisation des infrastructures et du développement économique.

Un territoire façonné par une industrialisation planifiée (1966-1998), puis difficilement accompagnée par les pouvoirs publics (1999-2015)

Pour comprendre la manière dont ateliers et usines se sont déployées sur le territoire au cours des trente dernières années, il faut commencer par présenter le cadre institutionnel dans lequel ont été conçues les politiques d'aménagement du territoire, bouleversées par la *Reformasi**.

L'Ordre nouveau : un âge d'or de la planification industrielle (1985-1998)

Aux débuts de l'Ordre nouveau, alors que la stratégie de nationale privilégiait les industries lourdes afin de réduire les importations, Java-Centre est resté en marge des développements les plus importants : à l'exception du port de Cilacap sur la côte sud où un complexe pétrochimique a été développé à partir de 1969, la province ne disposait alors ni des infrastructures ni de la masse critique suffisantes pour retenir l'attention des planificateurs de Djakarta[668] [669]. C'est à partir du tournant de 1985 en faveur de la promotion des exportations que les villes secondaires puis les villes de troisième rang se dotèrent de zones industrielles pour y accueillir des activités manufacturières en quête de foncier et de main d'œuvre bon marché, parmi lesquelles la fabrication de meubles (mais aussi le textile, l'électronique et l'agroalimentaire). La stabilité politique et la confiance de la part des bailleurs de fonds internationaux dont jouissait le pays donnèrent à l'Etat central les moyens d'une politique volontariste en faveur de l'industrie, considérée comme le principal levier de développement suite au tarissement des revenus tirés des activités extractives à partir du contre-choc des matières premières de 1985. Dans ce contexte, l'industrialisation s'est imposée aux territoires via des plans quinquennaux (*Rencana Pembangunan Lima Tahun, Repelita**) conçus à Djakarta, vis-à-vis desquels les acteurs locaux n'avaient pas voix au chapitre (ce qui n'empêchait pas certains de tirer leur épingle du jeu en trouvant des arrangements avec des propriétaires fonciers et des officiels influents[670]). Les objectifs stratégiques de développement fixés dans les années 1980 (cf. carte ci-dessous) ont été en bonne partie atteints, comme en

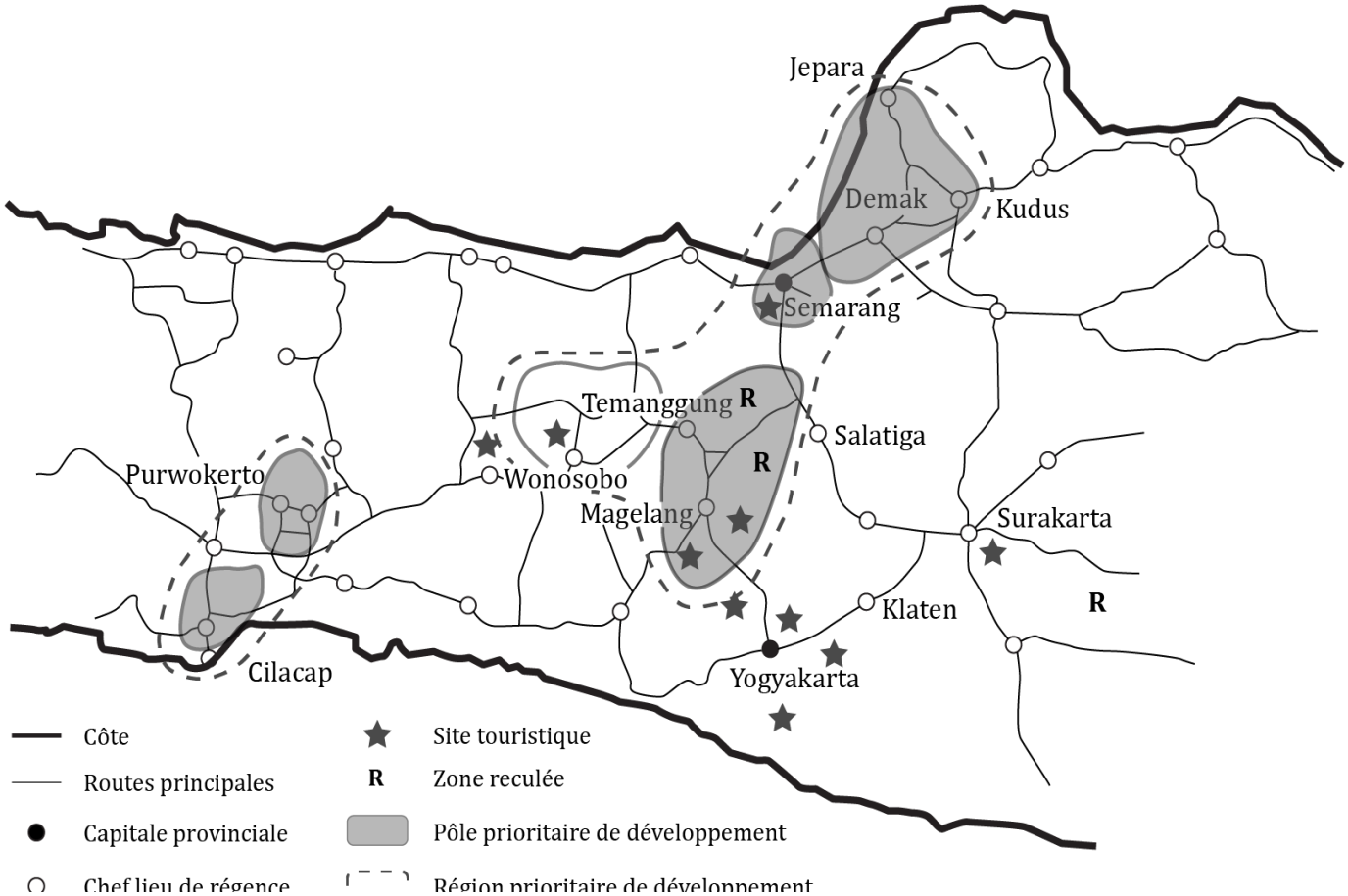
668 Les premières zones industrielles du pays furent ainsi créées à Djakarta dès 1970 (*Jakarta Industrial Estate* à Pulogadung), puis à Surabaya et Bandung. La zone industrielle inaugurée dans la petite ville de Cilacap (Java-Centre) en 1969 est l'exception qui confirme la règle : il s'agissait de développer les industries de transformation des hydrocarbures transitant par ce port pétrolier dans un contexte où l'Etat privilégiait l'industrie lourde pour réduire les importations.

669 L'absence d'offre foncière adaptée dans la ville de Semarang qui en résulta expliquerait l'implantation de nombreuses usines dans les régences environnant la municipalité de Semarang, comme la régence de Semarang où jusqu'au mitan de la décennie 1980, « les limites imposées par les règles de zonage au développement des usines à Semarang a poussé les industriels dans les zones rurales » (WOLF, 1992, p. 81).

670 Wolf (1992, p. 110) explique ainsi la présence de nombreuses d'usines dans l'arrondissement de la régence de Semarang qu'elle étudie par l'entregent d'un puissant *Lurah** qui aurait su convaincre les autorités de la régence et de la province de privilégier son territoire pour accueillir des investissements industriels aux dépens de la ville de Semarang.

témoigne l'industrialisation du triangle Semarang-Jepara-Kudus et du bassin Cilacap-Purwokerto ainsi que l'essor touristique de la région de Magelang. En revanche, le développement du corridor Yogyakarta-Klaten-Surakarta n'avait pas été anticipé, pas plus que le développement de l'axe Semarang-Salatiga.

Carte 16 : « Priorités régionales de développement » pour la province Java-Centre sous l'Ordre Nouveau



Source : reproduction à l'identique par l'auteur d'une carte (non datée et non légendée) élaborée par le, BAPPEDA de Java-Centre

Cette industrialisation par l'aménagement de zones industrielles adossées à des infrastructures portuaires ou routières a favorisé les plus grandes villes. Pour ce faire, la planification urbaine (ou urbanisme réglementaire) apparue dans le pays à la fin des années 1970, a été renforcée dans les années 1980 par une série de lois qui dotèrent les autorités locales de prérogatives en matière d'urbanisme[671]. On peut d'ailleurs considérer que c'est l'objectif d'industrialisation qui motiva l'adoption des premiers textes de loi sur l'usage des sols, marquant un tournant de la planification stratégique vers la planification spatiale (MOELIONO,

[671] L'Ordonnance ministérielle n°4/1980 sur l'articulation de la planification urbaine (*Permendagri No. 4 Tahun 1980 tentang Penyusunan Rencana Kota**) a introduit les plans locaux d'urbanisme. Décret n°640/KPTS/1986 du ministère des Travaux publics sur la planification urbaine (*Kepmen PU No. 640/KPTS/1986 tentang Perencanaan Tata Ruang Kota**). Citons également l'Ordonnance n°2/1987 du ministère de l'Intérieur sur les modalités de la planification urbaine (*Permendagri No. 2 Tahun 1987 tentang Pedoman Penyusunan Rencana Kota**). Loi n°24/1992 sur l'urbanisme (*UU No. 24 Tahun 1992 tentang Penataan Ruang**).

2011)[672]. D'autres réformes ouvrirent la création de zones industrielles aux capitaux privés[673] en leur donnant les moyens juridiques de mener des opérations d'aménagement[674]. Car si l'Etat a pu un temps compter sur de confortables revenus issus des hydrocarbures pour aménager lui-même, le contre-choc de 1985 le contraignit à faire appel au secteur privé. L'aménagement des zones industrielles fut d'ailleurs le socle sur lequel se sont édifiés les principaux groupes immobiliers indonésiens, depuis diversifiés dans l'immobilier commercial (centres commerciaux), hôtelier ou résidentiel (condominiums ou *perumahan**) (LEAF, 1994). « Le développement de zones industrielles par des sociétés privées a commencé à fleurir dans la période 1989-2009, à partir de la publication du Décret présidentiel n°53/1989 sur les zones industrielles, qui donne au secteur privé l'opportunité de développer des parcs industriels » (NANTI & BEEKELAR, 2016). Les conglomérats familiaux sino-indonésiens, dont la fortune remonte parfois à l'époque coloniale, jouissent d'un quasi-monopole sur cette activité. Ils achètent généralement le foncier à risque (c'est-à-dire avant qu'il soit légalement constructible et viabilisé[675]) en avançant masqués (pour prévenir la spéculation parmi les petits propriétaires) jusqu'à maîtriser des emprises cohérentes (ce qui peut prendre plusieurs dizaines d'années), avant d'engager le lobbying nécessaire à l'obtention des différentes autorisations administratives[676].

C'est dans ce contexte que Semarang adopta son premier schéma directeur en 1975. Le Plan-mère de la ville de Semarang 1975-2000 (*Rencana Induk Kota Semarang, RIKS 1975-2000**) affirme entre autres la

672 En particulier l'Ordonnance n°5/1974 du ministère de l'Intérieur, la Loi n°5/1984 sur l'industrie, et la Loi sur la planification spatiale n°24/1992.

673 Décret présidentiel n°53/1989 (*Keputusan Presiden Republik Indonesia Nomor 53 Tahun 1989 tentang kawasan industri**). Le Décret présidentiel n°41/1996 (*Keputusan Presiden Republik Indonesia Nomor 41 Tahun 1996 tentang kawasan industri**) a quant à lui doté les aménageurs de zones industrielles d'un statut juridique privilégié.

674 Le permis foncier *(ijin lokasi**)* en particulier dote son titulaire du pouvoir de négocier en exclusivité avec les propriétaires fonciers et les occupants des terrains. Délivré par l'Agence foncière nationale (*BPN**), organe national basé à Djakarta qui a conservé la haute-main sur le cadastre, il confère le droit (par bien des aspects exhorbitant) de soustraire un bien privé au champ de la concurrence. Le rapport de force très favorable au candidat à l'acquisition vis-à-vis des propriétaires fonciers et des occupants ainsi créé peut être considéré comme une alternative au droit d'expropriation (qui existe, mais est employé avec extrême parcimonie, pour les grandes infrastructures dont le tracé commande).

675 Ce que les Anglo-saxons désignent sous le terme d'achats spéculatifs (*speculative land acquisition*).

676 Ce modus operandi est connu sous le nom de « stratégie du *krupuk** », du nom de cette chips de crevette déshydratée, dont l'aspect initial de petite galette de pâte blanche est assez insignifiant (sous-entendu, discret). Après avoir été séché de longues heures au soleil (une référence à la stratégie d'assèchement des terres acquises, que les opérateurs immobiliers vident progressivement de leurs occupants), on le plonge dans l'huile bouillante : il prend alors subitement un volume, un parfum et une appétissante couleur dorée qui le rendent irrésistibles aux papilles (c'est-à-dire par analogie, aux clients des développements immobiliers ainsi révélés) (entretien avec Fadjar Hari Mardiansjah, maître de conférences à l'Université Diponegoro de Semarang, en 2016).

vocation industrielle de la ville[677]. L'étendue du territoire administratif de la municipalité de Semarang et les moyens techniques déconcentrés de l'Etat associés à son statut de *Kotamadya*[678] lui permirent effectivement de programmer des zones industrielles articulées avec les projets d'infrastructures[679]. Dans la décennie suivante, des préoccupations environnementales ont timidement émergé. Le schéma directeur (*Rencana Tata Ruang Wilaya, RTRW**) 1995-2005 indiquait « qu'afin de réaliser son potentiel de compétitivité (*daya asing**], la ville de Semarang devra[it] développer son économie en lien avec une utilisation durable des sols ». En revanche, la planification économique reste en ces temps inexistante à Jepara, dont les outils d'aménagement du territoire demeuraient ceux d'une bourgade rurale. Cela correspond à une période où la production était encore l'apanage des petites ateliers et du travail à domicile qui pouvaient se passer des grandes emprises viabilisées dont avaient besoin les usines.

Carences des pouvoirs publics durant l'intermède de la *Reformasi (1998-2003)**

L'effondrement de l'Ordre nouveau en mai 1998 a permis au mécontentement envers « un système légal vu comme corrompu, inéquitable et inefficace » de s'exprimer. A Jepara, « les fonctionnaires de la régence eurent peur de porter leur uniforme en public ou de se déplacer dans des véhicules munis d'une immatriculation gouvernementale […]. L'incapacité ou l'absence de volonté du gouvernement local de prévenir le pillage des forêts de teck sous son administration, de mettre fin aux violences entre villages et contre les mairies d'arrondissement, et l'échec des poursuites contre les émeutiers ont montré que le gouvernement n'exerçait plus son diktat sur la société, et peut-être, n'était plus en charge de la société. Face à cette vacance, le maintien d'un ordre, aussi fragile fût-il, dépendait des interactions entre les organisations sociales les plus puissantes. C'était une époque où la mobilisation de groupes de jeunesse, de milices et de gangs liés à des parrains (*patrons*) locaux a semblé gagner en importance, et les autorités locales, la police, la garde des forêts, et l'armée perdre en puissance[680] » (SCHILLER J. , 2007, p. 337). Mais c'est précisément au moment où « l'éthique du service public » était à son plus bas, quand « le gouvernement local a quasiment mis la clé sous

677 Ce document stipule que « la Ville de Semarang jouera un rôle clé dans la province de Java Centre, via la prévalence de ses activités commerciales, de transport, militaires, gouvernementales et industrielles ».

678 Par opposition aux régences (*Kabupaten**), qui disposent de services techniques moins bien pourvus.

679 Cette cohérence est assurée par le principe de compatibilité entre les plans nationaux, provinciaux et locaux, mais également par l'association aux plans de zonage des plans quinquennaux (*Repelita**), combinant ainsi programmation d'équipements et contrôle de l'usage des sols. Ainsi, « des débuts à la fin de l'Ordre nouveau, les politiques nationales de développement ont ciblé la construction d'infrastructures dans les domaines où elles auraient le plus d'impact, comme l'industrie ou l'agriculture » (EKO NUGROHO & HARI MARDIANSJAH, 2016, p. 407).

680 Sur le premier semestre de l'année 1998, « des manifestations ont eu lieu dans 95 des 192 villages de la régence et 120 des 136 dirigeants de l'administration villageoise ont été démis de leurs fonctions, mis en disponibilité ou fait l'objet d'autres sanctions » (SCHILLER, 2007, pp. 336-337).

la porte » que le cluster connut son essor le plus vigoureux, exemple frappant de décorrélation – voire, de corrélation négative – entre croissance économique et exercice public du pouvoir.

Semarang fut épargnée par les émeutes qui, dans plusieurs grandes villes du pays s'attaquèrent aux symboles de l'ancien régime et à la minorité chinoise – bouc émissaire commode en temps de crise –. La cité ne sombra pas non plus dans une période anarchique comme Jepara. Aussi, bien que l'économie souffrît comme dans toutes les grandes villes de l'inflation galopante et de licenciements massifs dans le secteur productif, elle résista plutôt mieux à la *Krismon** que les grands centres industriels du pays. Et passé le choc, la période de *Reformasi** ouvrit de nouvelles perspectives pour cette belle endormie, jusqu'alors cantonnée à son rôle de capitale administrative de la province sans réelle possibilité de développement autonome.

Les efforts laborieux des autorités locales pour maîtriser l'aménagement de leur territoire

Malgré le retour à la normale de la situation sociale et politique dès 1999 et la reprise de l'économie à partir de 2001, les gouvernements locaux ne semblent pas avoir réellement pris le relai de l'Etat central pour mener des politiques susceptibles de concourir au développement économique local, de mieux valoriser la croissance et d'en gérer les effets indésirables. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner dans les chapitres 1.3 et 2.1 les difficultés des collectivités locales à exercer les nouvelles compétences transférées par les réformes de décentralisation de la *Reformasi**. En particulier, les collectivités territoriales de rang II (provinces) et III (régences et municipalités) sont désormais responsables de l'élaboration des documents de planification sensés leur permettre de maîtriser l'aménagement de leur territoire[681], dans une acception de la

[681] Les schémas directeurs d'aménagement de l'espace régional (*Rencana Tata Ruang Wilayah, RTRW**) définissent les zones de risques naturels, la localisation des grandes infrastructures et le zonage fonctionnel (naturel, agricole, industriel ou résidentiel). Ils sont assortis de Programmes de développement régional à long terme (*Rencana Pembangunan Jangka Lama Daerah, RPJLD**) et à moyen terme (*Rencana Pembangunan Jangka Menengah Daerah, RPJMD**) précisant la feuille de route des autorités, eux-mêmes déclinés en Programmes de travail des gouvernements régionaux (*Rencana Kerja Pemerintah Daerah, RKPD**) annuels. A cela s'ajoutent des documents stratégiques sectoriels commandés par les priorités du moment fixées par l'Etat central, tels que la Stratégie de prise en charge de pauvreté régionale (*Strategi Penanggulangan Kemiskinan Daerah, SPKD**) 2015-2018 ou les Programmes d'action régionale pour l'alimentation et la nutrition (*Rencana Aksi Daerah, RAD Pangan dan Gizi**), contre les émissions de gaz à effet de serre (*RAD Emisi Gas dan Rumah Kaca**) ou pour les objectifs du Millénaire (*RAD Millenium Goals*).

planification[682] très proche du système français[683]. Or, elles éprouvent les plus grandes difficultés à anticiper les transformations spatiales au rythme d'un développement économique mû par des forces qui font peu de cas des schémas des documents de planification[684]. Jepara a ainsi connu l'essor industriel et démographique considérable que l'on sait alors que le schéma directeur provincial 2009-2029 lui avait pourtant assigné un modeste statut de « centre d'activités locales (*Pusat Kegiatan Lokal, PKL**) », correspondant au troisième rang de la hiérarchie urbaine provinciale – celui des chefs-lieux de régence[685]. Localement, le schéma directeur de la régence 2011-2031 (*RTRW* Kabupaten Jepara tahun 2011-2031*) était obsolète quelques années à peine après son adoption en 2011 : dès 2017, sa révision a été engagée avec entre autres l'objectif de permettre le développement d'activités industrielles et l'accompagnement des infrastructures routières et portuaires[686].

682 Le Décret ministériel n°15/2010 sur la mise en œuvre de la planification spatiale (*Peraturan Pemerintah Republik Indonesia nomor 15 tahun 2010 tentang penyelenggaraan penataan ruang**) introduit ainsi dans sa section 1 une nouvelle définition de la planification urbaine (*tata ruang**) comme « un processus de conception, de mise en œuvre et de contrôle des plans d'urbanisme définissant les usages du foncier » (Art. 1, Par. 6-7). « Sa conduite relève à la fois de l'Etat central et des gouvernements locaux qui doit être mené de manière cohérente » (Art. 10). « Les pouvoirs publics compétents doivent assurer la bonne coordination, la participation du public, l'adoption d'orientations claires, la formation des parties prenantes, la recherche appliquée, la communication et la sensibilisation nécessaires » (Art. 9). La section 2 précise les objectifs de cette réforme, à savoir « fournir un cadre juridique clair, solide et équitable à l'attention des parties prenantes » (Art. 4). Elle prévoit une obligation de transparence dans le processus d'élaboration des plans, impliquant le public (Art. 1 à 17).

683 La correspondance des documents de planification entre les deux pays est frappantes. Les *RPJP*, RTRW** et *RTBL** s'apparentent ainsi respectivement aux documents d'orientations et d'objectifs (DOO), schémas de cohérence territoriale (Scot) et aux plans locaux d'urbanisme (PLU) français. Peu de pays à économie de marché ont accordé autant de foi à cette architecture de plans à portée réglementaire pour leurs politiques urbaines.

684 Au niveau de la province par exemple, le plan d'aménagement régional 2009-2029 (*RTRW 2009-2029**), toujours en vigueur, a été adopté en décembre 2008. Il témoigne d'une réelle difficulté à concilier l'objectif de de développement économique et urbain avec les enjeux de préservation des espaces naturels (réduits à la portion congrue des pentes des volcans) et agricoles, comme le montre la superposition des pôles de développement avec les plaines rizicoles autour des plus grandes villes comme Semarang, Surakarta ou Pekalongan (Cf. Carte 17 p. 300). Qui plus est, ce document, dont la conception remonte au milieu des années 2000, est aujourd'hui dépassé par la pression du développement émanant entre autres d'industriels désireux de s'implanter toujours plus loin des centres urbains pour accéder à du foncier peu onéreux, de la main d'œuvre moins chère, et des autorités plus accommodantes.

685 Les statuts supérieurs sont les « centres d'activités nationales (*Pusat Kegiatan Nasional, PKN**) (Semarang, Surakarta, mais aussi le port pétrochimique de Cilacap) et les « centres d'activités régionales (*Pusat Kegiatan Wilayah, PKW**) (villes industrielles comme Purwokerto et Kudus, chefs-lieux de bassins de vie relativement enclavés comme Wonosobo et Cepu, villes situées sur des corridors de développement comme Magelang et Salatiga, ou encore des villes secondaires comme Pekalongan et Kebumen). Du point de vue de son activité économique, de ses services et de son rayonnement touristique et culturel Jepara, pourrait indéniablement prétendre à figurer parmi ces 8 centralités régionales.

686 Le vice-régent Subroto évoque ainsi en 2016 le projet d'aménagement d'une zone industrialo-portuaire de 2 800 ha, dénommée *Kalingga Industrial Zone (KIZ)** dans le village de Tubanan, à 20 Km au nord du centre de Jepara, qui pourrait accueillir des navires d'une capacité de 60 000 à 100 000 tonnes (TribunJateng.com, 2016).

Indépendamment des pesanteurs propres aux grandes administrations et de la complexité du processus décisionnel, cette difficulté à se doter efficacement des documents de planification prévus par les lois de décentralisation peut s'expliquer par le fait que l''Etat central continue à fixer les priorités au gré de l'agenda politique national. En fin de compte, en Indonésie comme en Inde, « les gouvernements locaux se trouvent souvent en position de réaction aux grands projets d'investissement dans les infrastructures émanant de l'état central […]. Ces projets venant du haut apparaissent efficaces, mais ils sont vulnérables à l'influence de puissantes factions parmi les élites locales et régionales […]. Les gouvernements locaux des deux pays peinent à mettre en œuvre des stratégies de développement économique durable et inclusif. Les interventions sont généralement limitées aux orientations des programmes de l'Etat central, contrecarrant les approches locales innovantes pour monter en compétences ou promouvoir les petites entreprises. La gouvernance descendante assortie d'un faible niveau de coordination entre les collectivités tierces et entre services techniques provoque aussi le morcellement des programmes en faveur de l'emploi » (NAIK & RANDOLPH, 2019, pp. 8-9).

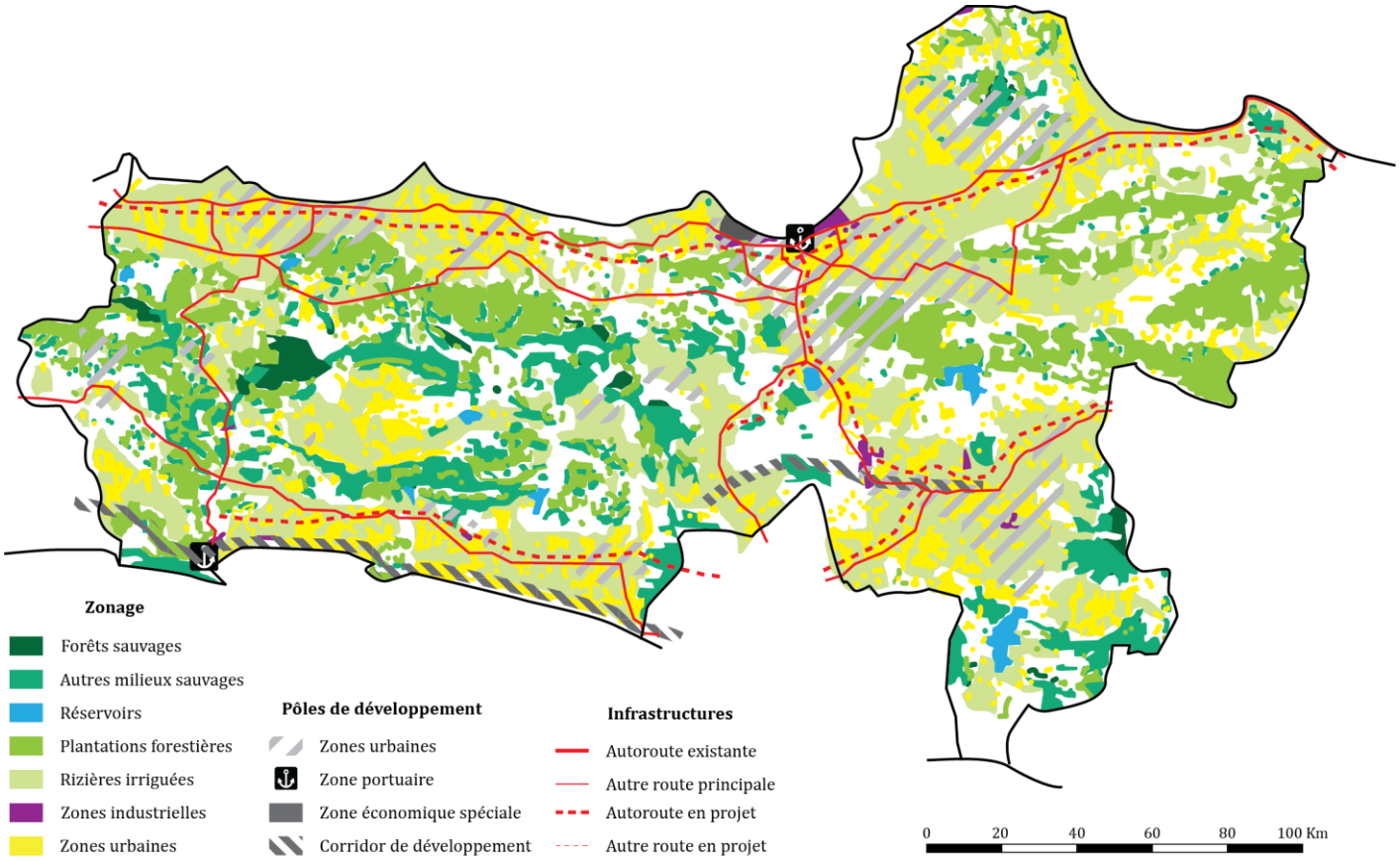
Tout en décentralisant la compétence de l'aménagement urbain, la *Reformasi** a cherché à promouvoir la protection de l'environnement en rapprochant le droit de l'urbanisme indonésien du droit de l'environnement anglo-saxon [687]. Il s'agissait d'appréhender le développement économique et humain en lien avec ses incidences sur l'environnement, modifiant ainsi le paradigme qui laissait jusqu'alors le champ libre à l'impératif de croissance. Mais les injonctions contradictoires de l'administration centrale se répercutent dans les documents de planification locaux. Le discours vertueux sur la préservation des terres agricoles (EKO NUGROHO & HARI MARDIANSJAH, 2016, p. 408) en particulier se heurte aux projets de nouvelles infrastructures et zones industrielles soutenues par l'Etat central et le gouvernement provincial[688], comme le montre le zonage du schéma directeur de Java-Centre 2009-2029 (cf. Carte 17 p. 282). Il en va de même pour le *RTRW 2000-2010* de Semarang, qui affirme le rôle de « la ville comme métropole autosuffisante [*mandiri**] et durable, concentrée sur le commerce et les services appuyés par le potentiel maritime et agricole ». Or, ces

687 La Loi n°2009/32 relative à la protection et à la gestion de l'environnement a renforcé la Loi n°1997/23 sur la protection de l'environnement dans l'objectif de veiller à ce que l'urbanisation ne l'altère pas. Elle instaure des principes « de transparence, de participation, de responsabilité et de justice » (Art. 7) fondés sur « une démocratie environnementale, la décentralisation la sagesse locale » (Art. 2), ainsi qu'un ensemble d'outils réglementaire – en particulier l'étude d'impact (*Analisis dampak lingkungan*, *Amdal**) et financiers. Elle clarifie la répartition des rôles entre l'Etat central et les gouvernements provinciaux et locaux, et reconnaît le droit aux communautés locales et aux associations de protection de l'environnement le droit de les poursuivre en justice (Art. 5), exposant les responsables de dommages écologiques à des sanctions civiles, administratives et pénales.

688 Ainsi, le doyen de l'Assemblée (*Dewan Perwakilan Rakyat Daerah, DPRD**) de la province de Java-Centre indiquait le 31 janvier 2019 (alors que l'élaboration du schéma directeur provincial entrait dans sa phase finale d'élaboration) : « "Nous avons reçu du *Bappeda* provincial la proposition d'aménagement de [quatre nouvelles zones industrielles dans les régences de Brebes, Rembang, Kebumen et Cilacap]. Il reste maintenant à les projeter dans le nouveau *RTRW**, et dès que cela aura été fait, nous passerons à la phase de mise en œuvre". D'après lui, le *DPRD* de Java-Centre est entièrement acquis à la promotion de ces quatre zones industrielles car elles peuvent faire progresser le développement économique local » (NURROZIKAN, 2019).

ambitions écologiques sont contredites par le zonage autorisant l'industrialisation de la première couronne (arrondissements de Genuk, Tugu et Ngalyan) et la construction d'une ville nouvelle intégrée (*Bukit Semarang Baru, BSB*) dans l'arrondissement très peu urbanisé de Mijen.

Carte 17 : Zonage de protection des espaces rizicoles, forestiers et naturels dans le schéma directeur provincial (*RTRW) 2009-2029, grands projets d'infrastructures et régions prioritaires de développement : des conflits manifestes**



Conception et réalisation de l'auteur d'après cartes extraites du Bappeda (RTRW 2009-2029)

Photo 19 : Le gouverneur de Java-Centre Ganjar Pranowo exhorte ses équipes à achever l'élaboration du *RTRW (à gauche). Zone industrielle en cours d'extension dans une zone rizicole (à droite)**

Sources : (Gouvernement provincial de Java-Centre, Buka Investasi, Ganjar Minta Pemda Selesaikan Perda RTRW, 2019) et (NURROZIKAN, 2019)

Aussi, l'évolution de la planification urbaine depuis son introduction sous l'Ordre nouveau n'a pas affecté le rythme de l'industrialisation des grandes agglomérations. Les trois décennies 1990, 2000 et 2010 correspondent à un âge d'or pour les aménageurs de zones industrielles, qui ont bénéficié de la réalisation de nouvelles infrastructures (comme la rocade de Semarang) et de la libéralisation des investissements. En témoigne le fait qu'au terme du *RTRW 2000-2010*, la totalité des zones industrielles planifiées à Semarang avaient été aménagées et commercialisées (à l'exception de *BSB*, handicapée par sa localisation à l'écart des axes routiers principaux)[689], confirmant la vitalité de l'urbanisation par l'industrialisation. Plus que des considérations environnementales dictées par l'agenda international des années 2000, le ralentissement de l'industrialisation pourrait venir de la tertiarisation de l'économie urbaine (essor des services financiers, du commerce formel, du tourisme, etc.) qui coïncide avec l'appétence, depuis une dizaine d'années, des décideurs locaux pour les modèles internationaux post-industriels (EKO NUGROHO & HARI MARDIANSJAH, 2016, p. 408). Ces modèles valorisent le tertiaire supérieur, l'attractivité des classes d'affaires et le cadre de vie au détriment de l'industrie, de plus en plus considérée comme une nuisance. Le *RTRW 2011-2031* ambitionne ainsi que « la ville de Semarang devienne une place tertiaire et marchande internationale qui soit sûre, agréable [*nyaman**], productive, et durable ». Ce glissement des objectifs de développement de l'industrialisation vers l'essor des services et d'une économie « bleue » et « verte » témoigne de l'insertion progressive de la cité dans l'économie internationale, quand bien même l'écart entre les ambitions affichées et la réalité reste conséquent.

Si elles n'ont pas enrayé le déploiement industriel, la montée des préoccupations environnementales et la quête d'une nouvelle attractivité fondée sur l'offre d'aménités ont en revanche fait évoluer la conception des zones industrielles (*kawasan industri, KI**), y compris via l'évolution du cadre réglementaire[690]. On peut en distinguer quatre générations. (1) Les premiers « sites pour petites industries » (*Lingkungan Industri Kecil, LIK**) ont été créés à l'orée des années 1980. *LIK Bugangan Baru Semarang* et *LIK Kaligawe* à l'est de la ville en sont de bons exemples. Les parcelles sont de petite taille, adaptées aux PMI alors majoritairement tournées vers le marché intérieur (agroalimentaire, mécanique, négoce, etc.) et desservies par un réseau dense de voies dont la structure s'est avérée à l'usage incapable de résister au passage de camions. Elles accueillent aujourd'hui 400 entreprises représentant environ 20 000 emplois dans 2 000 bâtiments. (2) La deuxième génération a été lancée pour répondre à l'essor de l'activité manufacturière exportatrice après 1985. Les

689 En comparaison, les développements résidentiels planifiés n'ont pas connu le même succès : à peine la moitié des objectifs ont été réalisées dans le secteur de Tembalang (EKO NUGROHO & HARI MARDIANSJAH, 2016, p. 410). La situation est pire pour les infrastructures et les équipements publics, tant dans le centre-ville qu'en périphérie, dont la plupart avait à peine été engagée au tournant de la décennie.

690 La Loi n°3/2014 sur l'industrie, l'Ordonnance ministérielle n°142/2015 sur les zones industrielles et le Décret ministériel n°40/M-IND/PER/6/2016 sur les prescriptions techniques concernant l'aménagement des zones industrielles s'attachent ainsi à préciser le caractère intégré du processus de conception, d'autorisation, de réalisation, de commercialisation et de gestion des zones industrielles qui doit en garantir la viabilité.

parcelles sont plus étendues et la voirie adaptée à des semi-remorques mais les services sont toujours absents. (3) La troisième génération est incarnée par la zone industrielle de Wijayakusuma (*KIW**) (cf. encadré ci-après). Lancée en 1998 par un aménageur public, elle traduit les nouvelles préoccupations environnementales des autorités, avec une conception de l'aménagement soucieuse de la collecte et du traitement des effluents, une gestion intégrée des déchets, et des espaces communs d'une qualité incomparable avec la première génération de zones industrielles. (4) Une quatrième génération est apparue au tournant des années 2010, dans un contexte de libéralisation et de financiarisation de l'économie propice aux investissements immobiliers de conglomérats privés. Ceux-ci s'appuient sur les besoins fonciers accus d'activités industrielles intensives en capital qui apparaissent à Semarang (comme l'industrie automobile par exemple) pour obtenir de la collectivité l'autorisation d'aménager de véritables villes satellites, composées de zones industrielles mais aussi de lotissements résidentiels, d'ensembles commerciaux et de loisirs. On en trouve un exemple avec la zone de *BSB**, créée sur les emprises d'une ancienne plantation de caoutchouc par une *joint-venture* entre le mastodonte immobilier Ciputra et un petit promoteur régional. Cette dernière génération témoigne de la montée en gamme de l'industrie à Semarang, en répondant aux besoins d'activités plus intensives en capital (plasturgie, métallurgie, mécanique, etc.)[691], dont de l'usine d'engins agricoles Kubota inaugurée à *BSB* en 2015 constitue un exemple emblématique.

Une zone industrielle de nouvelle génération : *Kawasan Industri Wijayakusuma (KIW)*[692]

KIW est un exemple atypique de zone industrielle aménagée et gérée par un opérateur public, la société éponyme *PT. KIW*, filiale d'une co-entreprise publique (*Persero**)[693].

Le foncier a été acquis progressivement. *PT. KIW* a négocié avec les propriétaires locaux – en grande majorité des paysans et des pisciculteurs – via l'intermédiation (*brokerage*) de leaders sociaux (*Tokoh masyarakyat**) sur la base des valeurs domaniales (*Nilai Jual Objek Pajak, NJOP**)[694] en faisant valoir que tout

691 Même une zone industrielle plus ancienne comme Terboyo Megah (*KITM)* accueillait en 2018 un tissu diversifié, composé d'un tiers d'usines intensives en main d'œuvre (meuble, outils, textile, chaussures, agroalimentaire, électronique, céramique), un tiers d'usines plus intensives en capital (chimie légère et plastique, métallurgie, automobile, machines-outils) et un tiers d'entrepôts dédiés à des fonctions logistiques. Sur 62 entreprises, on y trouvait 6 usines de meubles (source : répertoire de l'entreprise *PT. Terboyo Megah*).

692 Entretien avec Bpk Azwar Nazaly (A25), directeur général de *PT. KIW*, le 10 mai 2017.

693 La holding publique de *PT. KIW* fut créée en 1969 par l'Etat central, la Province de Java-Centre et la Régence de Cilacap pour aménager le complexe pétrochimique de Cilacap (d'où la composition de l'actionnariat). C'est au début des années 1990, alors que ce projet touchait à sa fin (il sera achevé en 1998), que les actionnaires s'accordèrent pour étendre le périmètre d'intervention de la société publique à l'industrialisation de la capitale provinciale.

694 Pour donner une référence, ces valeurs s'élevaient en 2017 à 64 000 Rp/m² de rizière irriguée pour 800 000 Rp/m² de foncier industriel. Cet encadrement des valeurs place l'opérateur public qu'est *PT. KIW* dans une situation délicate vis-à-vis des propriétaires indépendants, qui sont réticents à céder leur bien à un prix notoirement inférieur au montant réel des transactions

autre usage serait proscrit et que des taxes foncières élevées seraient imposées[695] (ce qui suppose une implication forte de la Municipalité pour les appliquer et les collecter). 30% du foncier acquis de la sorte est utilisé pour les infrastructures, autorisées à l'appui du tout nouveau schéma directeur (*RTRW*) 1995-2015, permettant de démarrer les travaux en 1994-1995. Les 70% restants sont commercialisés aux entreprises occupantes (*occupiers*), les premiers lots dès 1998.

PT. KIW gère les autorisations de construire pour le compte des entreprises qui souhaitent s'implanter. En pratique, le permis de construire (*Ijin Mendirikan Bangunan, IMB**) est déposé une fois le terrain cédé. La construction démarre sans attendre le terme de l'instruction (qui prend d'ordinaire 6 mois) pour gagner du temps[696]. L'appui de la Municipalité est ici déterminant pour satisfaire les exigences calendaires des groupes industriels. Les parcelles aménagées sont commercialisées sous la forme de baux à construction (*Hak Guna Bangunan, HGB**) dont la durée – 30 ans extensible plusieurs fois – est fixée au niveau national par la Loi. A la signature du bail, *PT. KIW* assure les locataires qu'il ne sera pas fait obstacle à une demande d'extension de leur part. L'essentiel de l'activité de l'aménageur public consiste à acquérir, viabiliser et commercialiser des terrains mais elle construit et loue également des immeubles combinant bureaux et ateliers. En mai 2017, 65 lots avaient été commercialisés à 40 usines employant 13 000 employés.

Pour un montant de 2 000 Rp/m^2/an, *KIW* offre des services que l'on ne trouve pas dans les zones privées de la génération précédente, tant aux entreprises (gardiennage, entretien des espaces verts, gestion des fosses septiques, maintenance de la voirie, sécurité incendie, programme d'appui aux PME via l'animation d'une communauté d'affaires) que pour les employés (mosquée, commerces ambulants et restaurants de rue (*warung makan**)) qui bénéficient ainsi d'aménités complémentaires à celles présentes à l'intérieur de l'usine.

KIW a obtenu la labellisation système de management environnemental ISO 14001 délivrée par l'Organisation internationale pour la normalisation (*International Standardization Organization*). Contrairement à toutes les autres zones industrielles de Semarang, elle assure la distribution et le traitement des eaux d'assainissement (qui ailleurs, sont respectivement prélevées dans la nappe et rejetées dans le milieu), recycle les déchets et entretient des espaces verts. En tant qu'entreprise publique, *PT. KIW* est par

sur le marché. Aussi, *PT. KIW* envisagerait-elle en 2017 de créer une filiale (dénommée *PT. Putra Wijaya Sakti*) qui ne serait pas assujettie à la *NJOP** pour poursuivre l'aménagement des alentours (DWIATMOKO, SUWITRI, WARSONO, HAYU DWIMAWANTI, & HANDAYANI, 2018).

695 La taxe sur la propriété foncière s'élève théoriquement à 5% de la valeur domaniale du bien (un montant considérable si on le compare aux taux pratiqués en France), mais elle est rarement appliquée.

696 Ce dispositif, appelé Facilitation des investissements directs dans l'immobilier (*Kemudahan Layanan Investasi Langsung, KLIK**), a été introduit dans la Loi en 2016.

ailleurs assujettie à des obligations de suivi et de contrôle rigoureux par des instances indépendantes[697]. D'après son directeur cité par Dwiatmoko et al. (2018), cela entrave la capacité de la société à faire preuve de la flexibilité requise pour s'adapter aux besoins des entreprises.

Photo 20 : Une zone industrielle de première génération : lutte contre le *rob (à gauche) et rue défoncée (à droite) à *LIK***

Source : Julien Birgi (May 2017)

Photo 21 : Une zone industrielle de deuxième génération : *rob et réfection des infrastructures à KIT**

Source : Julien Birgi (mai 2017)

697 A savoir l'Autorité d'audit financier (*Badan Pemeriksa Keuangan, BPK**) et l'Autorité de contrôle économique et financier (*Badan Pengawasan Keuangan dan Pembangunan, BPKP**) qui veillent à l'application des règles de bonne gouvernance des entreprises (*Good Corporate Governance, GCG*) édictées par l'Etat central.

Photo 22 : Une zone industrielle de troisième génération : rues plantées (à gauche) et drainées (au centre) et mosquée à *KIW*

Source : Julien Birgi (mai 2017)

A Jepara, les priorités du *RPJMD* 2015-2019* portent sur les infrastructures routières, hydrauliques et énergétiques, en faisant peu de cas des enjeux de développement économique. Depuis la reprise de l'activité du meuble dans la deuxième moitié des années 2000, les usines se sont multipliées dans les villages de la régence. La plupart émanent d'entreprises locales qui se sont développées in situ jusqu'à devoir déménager dans des locaux adaptés à leurs besoins croissants. Ces déménagements obéissent à des critères pragmatiques d'accessibilité, de disponibilité de locaux et de prix, sans considération pour l'environnement alentour. Même à Jepara, où le voisinage tolère mieux les nuisances qu'à Semarang, cette situation a fini par devenir conflictuelle face à des usines toujours plus grandes et de moins en moins connectées avec leur environnement socioéconomique direct. Ainsi, l'implantation depuis la fin de la décennie 2000 de plusieurs grandes usines textiles dans les arrondissements de Kalinyamatan et Mayong (dans le sud de la régence de Jepara)[698] a-t-elle suscité des levées de boucliers. Ces investissements étrangers se sont faits avec la double bénédiction de Djakarta (qui conserve la haute main sur l'autorisation des investissements étrangers et des autorisations d'occupation des sols) et de la régence (qui délivre les permis de construire) au mépris des dispositions du schéma directeur et du plan local d'urbanisme. Les usines ont été édifiées sur des rizières et non dans des zones industrielles aménagées, probablement parce que cela s'avère plus simple et moins coûteux. La concentration dans cette région agricole de plus de 50 000 ouvriers provoque des embouteillages aux heures de pointe mais aussi des problèmes écologiques (pollution des cours d'eau notamment). C'est ce qui amené au milieu des années 2010, le chef du village de Pendosawalan (arrondissement de Kalinyamatan) à contester le droit d'une nouvelle usine à s'implanter sur une rizière irriguée adjacente à une école, en refusant les offres d'un intermédiaire mandaté par l'entreprise pour « faciliter les choses ». Mais in fine, « le président Jokowi a fait en sorte que le projet soit autorisé. Qui détient le pouvoir décide, alors laissons Dieu décider (*Yang kuasa**

[698] Citons notamment *PT. Parkland World Indonesia* (fabricant coréen de chaussures implanté sur 33 ha de terrain), *PT. Jiale Indonesia* (fabricant chinois de vêtements de travail, implanté depuis 2014 sur 139 000 m^2 de bâtiments), *PT. Hwaseung Indonesia* (fabricant coréen de chaussures implanté en avril 2016 et qui emploie 6 500 ouvriers) ou encore *PT. Semarang Autocomp Manufacturing Indonesia, SAMI* (fabricant japonais de câbles électriques pour l'automobile), *PT. Handal Sukses Karya* (chaussures), *PT. Bomin Permata Abadi* (vêtements) et *PT. Donggu Terbit Indonesia Mayong*.

yang menentukan, akhirnya lebih baik biar* Tuhan* menentukan saja*) »[699]. Bien que certains éléments rapportés dans cette anecdote soient improbables (on imagine mal le président de la République intervenir personnellement dans un dossier relativement modeste à l'échelle nationale), elle témoigne à la fois d'un changement de rapport à une industrie dont les nuisances commencent à prendre le pas sur les bénéfices et d'un sentiment d'impuissance face à des forces mal identifiées (et donc assimilées aux élites corrompues de la capitale associées aux possédants étrangers ou d'origine chinoise). La situation est d'autant plus mal vécue que l'administration Jokowi a instauré un moratoire sur la destruction de rizières qui n'est manifestement pas toujours respecté. Pour faire face à ces évolutions, le Plan de développement de la régence de Jepara 2014-2019 prévoit la réalisation d'une zone industrielle dans l'arrondissement de Kembang entre 2014 et 2017. Une autre zone d'activités de 28 ha est également planifiée à Mulyoharjo mais ces projets n'avancent guère[700] et surtout, ils ne sont pas à la hauteur des besoins du cluster du meuble et des autres segments du secteur secondaire.

Le déploiement territorial de l'appareil productif : concentration, extension des unités de production, et spécialisation territoriale

Un appareil productif resté concentré malgré l'essor de l'activité

Il semble que le cluster du meuble soit né dans le quartier de Potroyudan, faubourg de Jepara situé à l'entrée est du centre-ville, sur la route de Demak, où la présence d'artisans est attestée par nos entretiens depuis les années 1970 et où subsistent des vestiges de l'activité. A cette époque, des meubles étaient également fabriqués dans les hameaux proches, Tahunan étant le principal, avant de se diffuser progressivement de village en village tout au long des années 1980. Au milieu des années 1990, l'armature territoriale du cluster était établie, avec 80 villages (*desa**) impliqués en 1995 sur les 192 que comptait la régence. Handayani & Wiwandari (2001) notent que sur la période de forte croissance de l'activité à Jepara, le nombre de villages enrôlés dans le cluster a peu augmenté comparativement au boom de la production : il est passé à 86 en 1997 et 103 en 1998 et en 1999, soit une hausse de 29% quand le nombre de fabricants augmentait de 74%, la main d'œuvre employée de 40% et le chiffre d'affaires du secteur de 98%. En 2018, le cluster (mesuré à partir des agrégats / grappes de TPE) se concentre à 74% dans l'arrondissement (*Kecamatan**) de Tahunan, 23% dans les arrondissements de Jepara, Pecangaan, Mlonggo et Kedung, à 3%

699 Entretien avec le conducteur de la navette Jepara-Semarang de la société Daytrans, le 7 mai 2018.

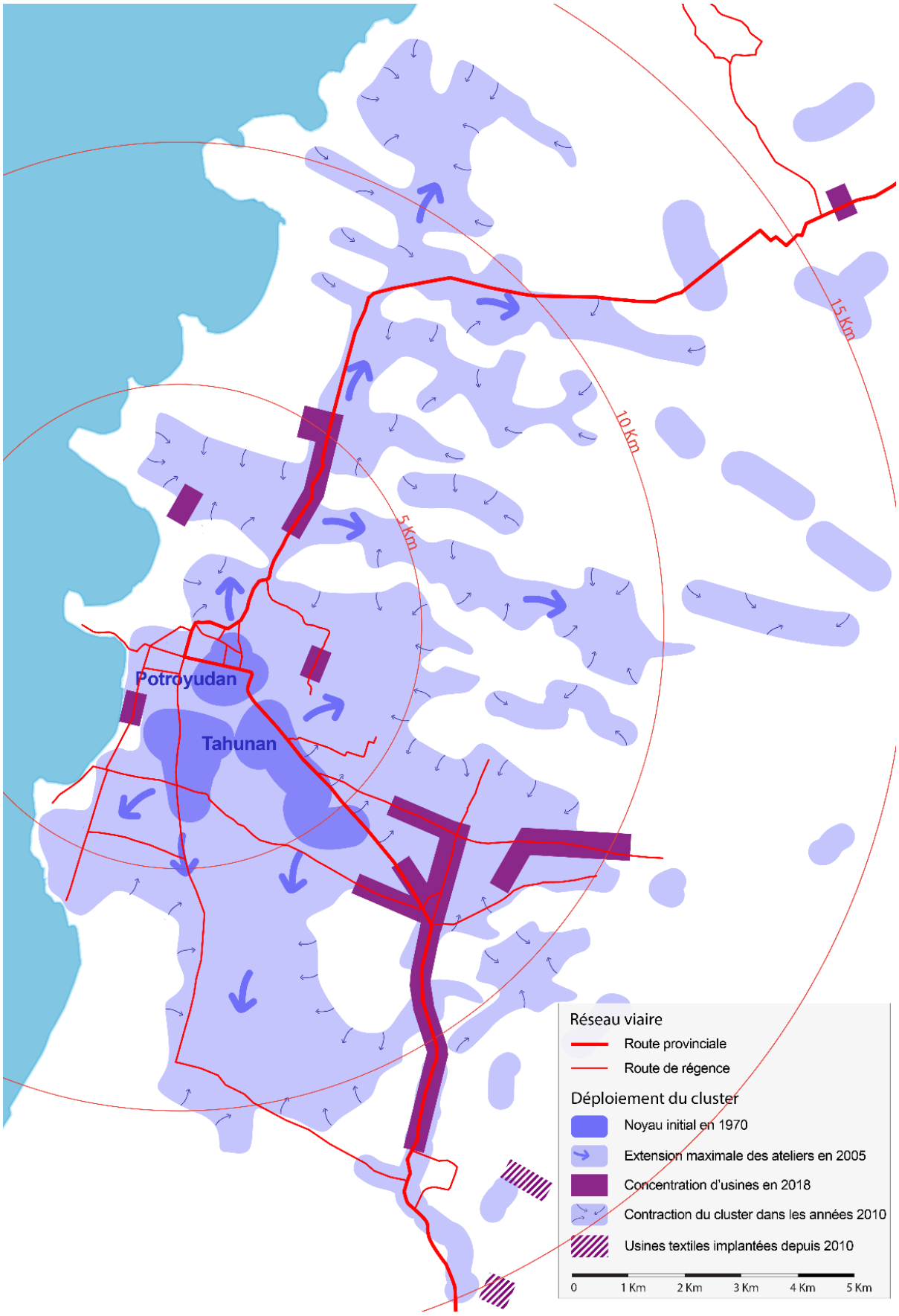
700 Entretien avec Bpk Sayfun, chargé de mission au bureau de Planification du développement de la régence de Jepara (*Bappeda**), le 25 juillet 2017.

dans 4 autres arrondissements, 7 arrondissements n'étant pas concernés[701]. Ainsi 97% des grappes de TPE se concentrent dans 25% des arrondissements de la régence représentant une superficie totale de 184,4 Km^2.

Dans ses phases de croissance, l'activité s'est diffusée à partir des noyaux villageois le long du réseau routier qui maille la partie centrale de la régence, chaque artisan cherchant à avoir accès à un axe de circulation à la mesure de son activité. Au cours de la dernière décennie marquée par une stagnation de la demande à l'inverse, le cluster artisanal s'est effrité : aux franges des villages impliqués dans la production des entrepôts sont vacants depuis plusieurs années, des ateliers sont reconvertis en commerces de détail ou en logements et on trouve même une résurgence d'activités vivrières (maraîchage, pépinières de plantes vertes). Nous étudierons plus en détail ces transformations dans l'étude de cas sur Tahunan, chapitre 3.1. Si les usines de meubles se maintiennent, elles cohabitent désormais avec les usines textiles ou d'assemblage qui s'implantent dans le sud de la régence à l'initiative du gouvernement local.

701 Source : *BPS* de Jepara, *Banyaknya sentra* industri kecil di kabupaten Jepara 2018.*

Carte 18 : Schéma de déploiement des ateliers et des usines à Jepara depuis les années 1970



Conception et réalisation de l'auteur

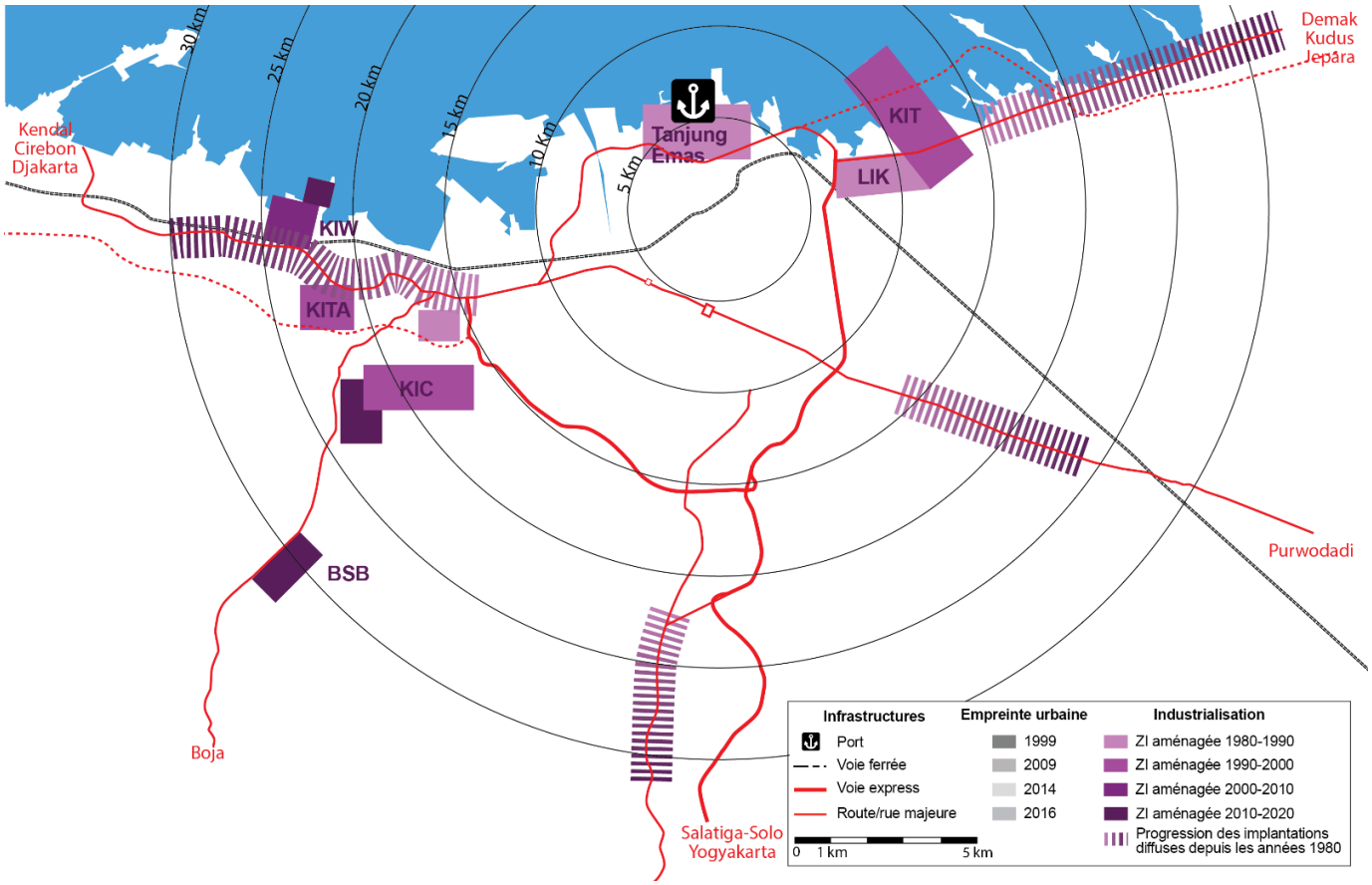
A Semarang, restée en marge de la politique industrielle nationale jusqu'aux années 1980, nous avons vu que le manque de foncier aménagé avait favorisé l'implantation d'usines dispersées dans les régences alentours[702]. C'est avec le tournant de la stratégie de promotion des exportations que l'Etat entreprit l'aménagement de la première génération, puis face au succès de sa commercialisation, de la deuxième génération de zones industrielles au plus près des infrastructures portuaires et routières, au nord-est puis au nord-ouest du centre-ville. Mais cet effort notable s'est avéré insuffisant pour satisfaire la demande soutenue d'une industrie en plein essor, poussant de nombreuses usines à rechercher des solutions en ordre dispersé le long des grands axes routiers vers les régences de Kendal, Semarang, Grobogan (Purwodadi) et Demak. Les ressorts de ce processus d'implantation en-dehors du cadre formel des zones industrielles sont identiques à ceux décrits par Wolf dans la régence voisine de Semarang : « Une combinaison de foncier assez bon marché, de commodités et de main d'œuvre, la proximité de la ville de Semarang, les encouragements des autorités locales et les contraintes imposées par l'urbanisme réglementaire à la croissance des usines dans la municipalité de Semarang ont attiré les industriels […] » (WOLF, 1992, p. 81). « Quand les industriels ont commencé à négocier du terrain avec le *Lurah**, certains agriculteurs ont voulu vendre leurs terres. Le *Lurah* a décidé de commencer par vendre les terres villageoises (*bengkok**[703]). Une fois celles-ci cédées, il a forcé les paysans à vendre aux usines, en agissant comme intermédiaire […]. Il a eu recours à différents moyens pour persuader les récalcitrants attachés à leur terre, notamment des visites répétées au propriétaire et à sa famille couplées à la menace que s'ils ne vendaient pas immédiatement, le Gouvernement les exproprierait plus tard sans indemnisation et que le *Lurah* ne pourrait rien faire. Selon plusieurs villageois, le *Lurah** s'était déjà entendu avec les propriétaires d'usines avant qu'il ne prenne attache avec les propriétaires de terres agricoles. Il a ensuite essayé de faire baisser le prix aussi bas que possible en vue d'en tirer la plus grande marge possible à son profit. Un paysan a raconté comment le *Lurah* et le secrétaire de mairie (*Carik**) l'ont escorté à la banque,

[702] Dans l'arrondissement qu'elle a étudié (dont on peut supposer, en se basant sur les indices qu'elle nous donne, qu'il se situe autour de Bergas et Bawen dans la régence de Semarang, à environ 25 Km. au sud du centre-ville de Semarang, (WOLF, 1992) recense ainsi 12 usines au début des années 1980 (en majorité détenues par des Indonésiens), les premières d'entre elles remontant à 1972 ? et des usines continuaient de s'implanter à la fin des années 1980. Cette industrialisation précoce est cependant restée d'une portée limitée et géographiquement circonscrit. En 1980, le BPS indique que 8% de la population active (y compris les employés des PME et les artisans) travaillait dans le secteur secondaire dans l'arrondissement étudié par Wolf, et seulement 1 à 2% dans l'ensemble de la régence de Semarang, avec une forte prévalence de l'agroalimentaire destiné au marché local, « sucre de palme, tofu, glaces, biscuits de riz et jus de fruit » (Ibid., 1992, p. 81).

[703] *Bengkok* ou *tanah bengkok* désigne les terres appartenant à la communauté villageoise, les communs. Mais à la différence des communs de la société médiévale européenne, la *tanah bengkok* est administrée par le chef de village à sa discrétion, et pour son profit, en contrepartie de l'exercice des missions de service public. Ainsi, elle permet au chef de village de financer (souvent en nature, en attribuant l'usage de la terre) le personnel permanent (secrétaire de mairie, comptable, cantonniers, etc.) et les travaux de voirie (y compris la rémunération des journaliers) d'intérêt général, mais aussi de rentabiliser les frais engagés dans la campagne électorale. Une analyse détaillée de ces pratiques a été menée dans le cadre de notre enquête terrain dans le village de Tambakroto, finalement écarté de la présente thèse.

où il a signé un reçu d'un montant de 15 MRp. Il a alors été forcé de donner la moitié de cette somme au *Lurah.* Etant donné le rapport de force entre le paysan et le *Lurah,* il n'avait pas le choix » (WOLF, 1992, p. 98). Nous avons pu constater exactement le même modus operandi à Tambakroto dans un contexte de projet résidentiel, et sous des formes assez différentes à Bangkongsari pour l'implantation d'usines (cf. chapitre 3.2). Ce foisonnement de choix individuels de localisation des usines déterminés par des infrastructures encore limitées a fini par former des corridors industriels, qui progressent en quête de foncier bon marché et bien desservi au-delà des limites de la municipalité.

Carte 19 : Déploiement des usines à Semarang depuis les années 1980



Conception et réalisation de l'auteur

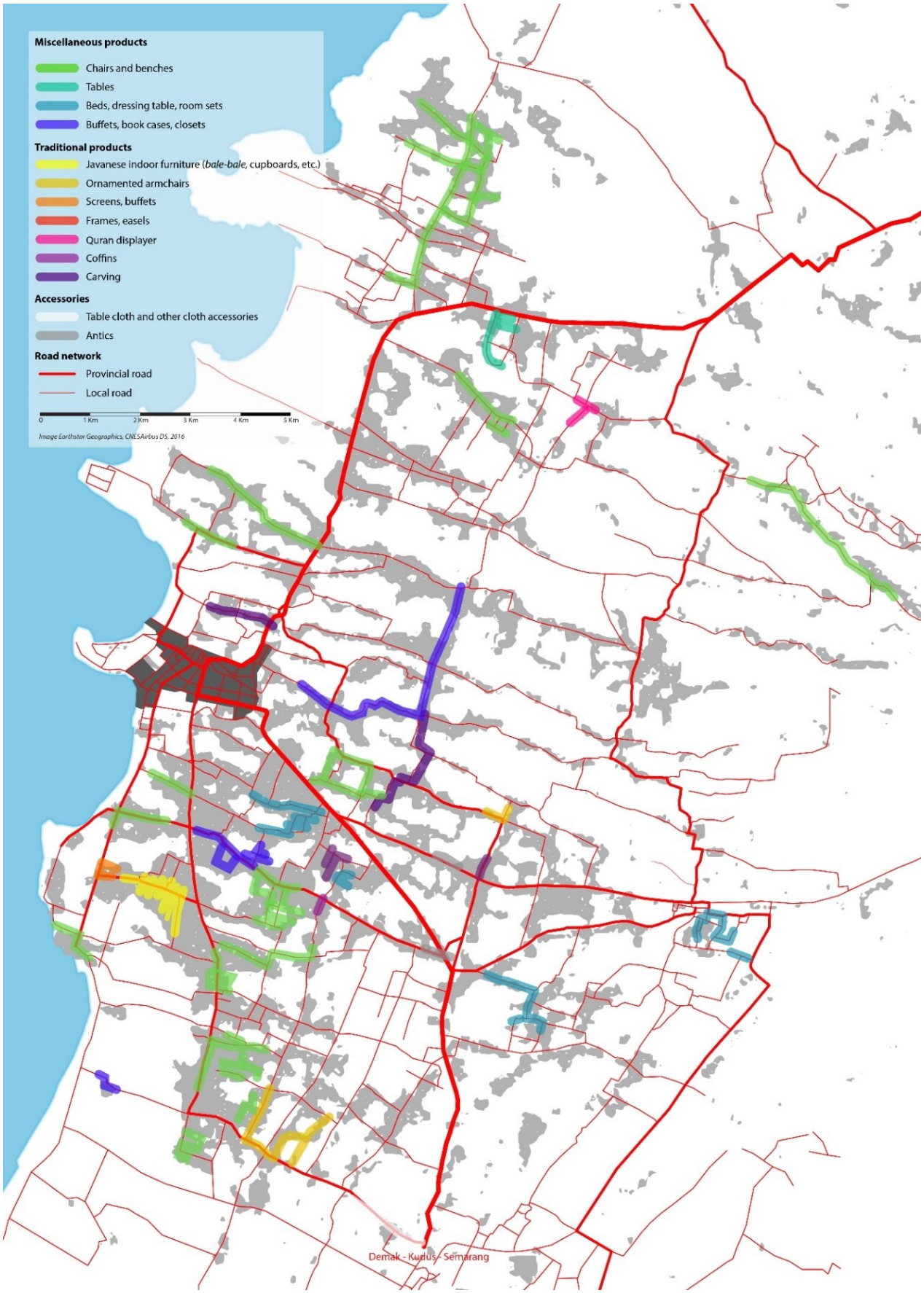
La polarisation de l'appareil productif à Jepara : spécialisation et hiérarchisation de l'espace

Même si le cluster est resté relativement concentré, se repérer parmi les innombrables rues et venelles le long desquelles il se déploie relève du défi. D'où l'intérêt pour certains villages de se spécialiser dans une famille de produits afin de permettre aux entrepreneurs locaux et aux acheteurs finaux de mieux savoir où se fournir[704]. Mais cette spécialisation n'est pas dictée par la demande des acheteurs : elle résulte du principe de

[704] « Ali » Bagus Ghozali Nor par exemple, quand il travaillait pour un importateur russe de mobilier pour l'hôtellerie, parcourait à moto le village de Bawu connu pour être spécialisé dans les cadres de miroirs et les meubles d'intérieur en mahoni, et s'arrêtait là où les produits exposés devant les ateliers paraissaient de bonne facture.

réplication qui prévaut à Jepara, où entrepreneurs et artisans copient les produits rencontrant le succès fabriqués par leurs voisins et leurs parents. D'où l'émergence de micro-grappes de fabricants spécialisés autour d'entrepreneurs pionniers exploitant une nouvelle niche commerciale, que la rencontre fortuite avec un besoin de lisibilité des acheteurs rend de facto économiquement pertinente. **Il s'agit donc d'un processus inconscient, par lequel le système, mû par le principe de réplication (qui de prime abord pouvait paraître anti-développementaliste au sens où il décourageait l'innovation, mais qui révèle ici sa capacité à optimiser l'organisation de l'appareil productif), interagit avec le marché qui sanctionne ou valide les comportements collectifs empiriques.** La carte ci-dessous illustre la diversité de ces micro-clusters au sein du système productif jeparanais. Mais cette carte, conçue par la direction du Tourisme de la régence de Jepara dans une tentative de promouvoir la production locale auprès des touristes de passage, doit être considérée comme l'expression d'une tentative de rationalisation a posteriori des autorités locales plutôt que le reflet fidèle du système productif. Une visite sur le terrain montre en effet que la nature de la production est plus diversifiée et changeante que ne le laisse entrevoir les aplats de couleurs, simplificateurs et réducteurs. Ce décalage témoigne de la grande malléabilité de l'organisation spatiale de la production, qui s'inscrit dans le temps long – le village de Tahunan est réputé pour la production de canapés depuis de nombreuses années – tout en évoluant chaque année au rythme des nouvelles tendances de la demande mondiale qui se diffusent avec célérité du fait de la propension des artisans indépendants à adapter leurs produits quasi-instantanément.

Carte 20 : Localisation des ateliers de meubles par type de produit en 2015



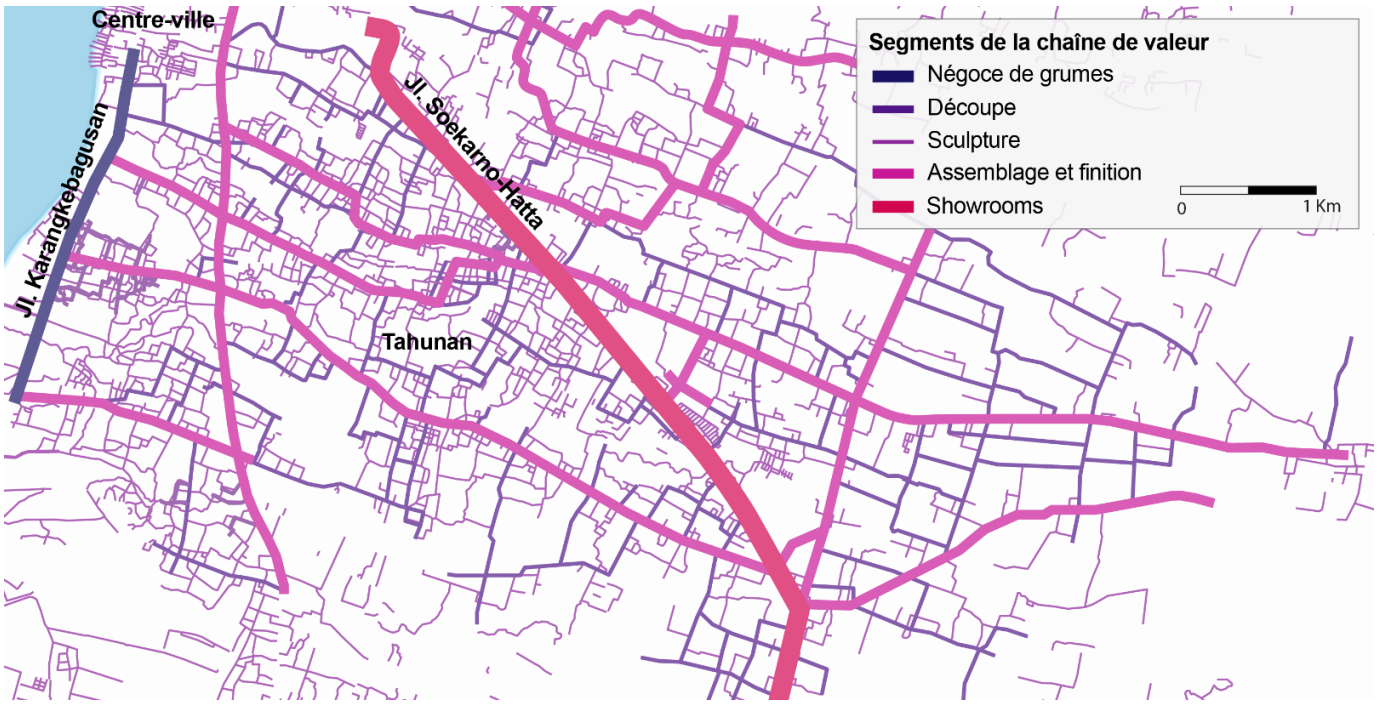
Conception et réalisation de l'auteur d'après Roda et al. (2007) et la direction du Tourisme de la régence de Jepara (2015)

Un deuxième principe d'organisation spatiale distribue la chaîne de valeur selon la configuration du réseau viaire. Comme le montre la carte ci-après, à l'échelle du cluster, (1) les segments de valeur liés aux intrants (négoces de grumes) et aux produits finis (*showroom*s et services logistiques) se concentrent le long des deux principaux axes routiers de la régence, respectivement Jl. Karangkebagusan (le long du littoral) et Jl. Soekarno-Hatta (route de Kudus et Demak). Ces voies très fréquentées offrent en effet une excellente visibilité aux négociants ainsi que des conditions d'accès optimales pour les semi-remorques. (2) L'assemblage et la finition, réalisés dans des entrepôts vers où convergent les produits semi-finis, sont principalement localisés le long des voies secondaires, qui offrent un bon compromis entre accessibilité, visibilité, et prix plus raisonnable des terrains et des locaux. (3) Quand il s'agit d'entreprises plus petites, elles privilégient les voies tertiaires – moins fréquentées mais toujours praticables par les camions – où elles cohabitent avec les ateliers de découpe. Ceux-ci ont souvent éclos à proximité en s'organisant de manière à bénéficier d'un accès carrossable. (4) Enfin, le réseau de ruelles et de venelles accessibles aux seules motos et pick-ups concentrent les sculpteurs qui travaillent souvent à domicile et n'ont ni besoin d'effet vitrine, ni de desserte par des véhicules lourds.

Cette répartition optimisant l'infrastructure disponible et les flux d'acheteurs potentiels qui l'empruntent ne résulte ni d'une planification des pouvoirs publics, ni d'une démarche délibérée de la communauté des entrepreneurs. C'est la « main invisible » du marché immobilier qui sélectionne les activités à travers le tamis du prix au m^2 du foncier et de l'immobilier au crible duquel s'imposent les activités les plus rentables. En 2018, le prix d'un terrain constructible en façade de Jl. Soekarno-Hatta était compris entre 1,5 et 2,0 MRp/m^2 contre en moyenne 0,5 MRp/m^2 le long des rues secondaires et tertiaires et 0,3 MRp/m^2 pour les parcelles desservies par de simples ruelles[705]. Nous verrons cependant dans le cadre de l'étude de cas de Tahunan dans le chapitre 3.1 que ces principes de localisation se confrontent à l'échelle du quartier et de la parcelle à d'autres forces impactant l'organisation spatiale des activités, liées notamment aux structures sociales qui s'entremêlent avec les structures économiques.

[705] Entretiens avec Bpk Ico (Z11 Jepara), propriétaire de 16 entrepôts à Jepara, le 6 mai 2018 et avec Wimpie Perdana Saputra (00N Jepara), *broker*, le 26 juillet 2019.

Carte 21 : Distribution spatiale des différents segments de la chaîne de valeur du meuble sur une partie du territoire du cluster



Conception et réalisation de l'auteur

A Semarang en revanche, point de spécialisation territoriale : les usines, qui intègrent sous leur toit l'ensemble des segments de la chaîne de valeur, sont tributaires de disponibilités foncières desservies par des routes praticables par des semi-remorques à l'exclusion de toute autre caractéristique de leur environnement local.

La course aux rendements croissants, facteur de dilatation des usines et des zones industrielles

A Jepara comme à Semarang, on constate que les entreprises les plus anciennes ont déménagé à plusieurs reprises au fil de leurs besoins d'extensions et de la quête d'un environnement plus qualitatif (du point de vue de l'état des voiries et pour Semarang, des problèmes de *rob**[706] et de congestion automobile qui pénalise les mouvements de camions). A Jepara, les ateliers qui ne pouvaient plus grossier in situ ont migré sur le pourtour du cluster, là où le foncier était abondant et accessible aux camions. C'est ainsi le long des principales routes, en direction de Mlonggo au nord, Batealit à l'est et Pecangaan au sud, que se sont implantées les usines. A Semarang, le parcours résidentiel des usines a suivi la généalogie des zones industrielles, commençant souvent à *LIK* pour rejoindre *KIT*, puis *KIC* ou *KIW*[707]. Elles peuvent indistinctement alterner implantation dans le diffus

706 Le *rob** en particulier, qui s'est nettement aggravé à partir de 2010 dans la partie nord-est de Semarang, a chassé beaucoup d'entreprises vers l'ouest et le sud de la ville où le relief est plus prononcé (entretien avec Bpk Agus, garde de KIC depuis 1998, le 10 octobre 2018).

707 Pour le secteur du meuble, c'est ainsi le cas d'Ebako, Euro Design ou Mebel Internasional.

ou dans une zones aménagée en fonction de l'évolution de leurs attentes en termes de prestations (qualité de la desserte viaire et, pour Semarang, services proposés, tels que le gardiennage) et surtout de taille des parcelles aménagées. La croissance jusqu'à un certain point[708] des rendements explique, en réaction, la course à l'échelle et à la qualité des zones industrielles : le Président de l'Association indonésienne des zones industrielles (*Himpunan Kawasan Industri, HKI**) explique ainsi qu'une seule usine peut avoir besoin de nos jours jusqu'à 100 ha de terrain (NANTI & BEEKELAR, 2016).

Tableau 38 : Principales zones industrielles de la municipalité de Semarang

Nom	Aménageur	Statut	Date d'ouverture	Superficie officielle 2017 (ha)	Extensions mesurées 2017 (ha)
Zona Pemrosesan Ekspor Tanjung Emas	*PT. Lamicitra Nusantara Tambak*	public	(1ère génération)	101	-
Kawasan Industri Sinar Centra Cipta	*PT. Sinar Centra Cipta*		(1ère génération)	95	-
Lingkungan Industri Kecil (LIK) Bugangan Baru Semarang (BBS)	*PT. Tanah Makmur*	privé	(1ère génération)	100	-
Kawasan Industri Candi (KIC)	*PT. Indo Perkasa Usahatama*	privé	1989 (2ème génération)	300	450
Kawasan Industri Terboyo Megah (KITM)	*PT. Merdeka Wirastama*	privé	1989 (2ème génération)	300	-
Kawasan Industri Terboyo Park (KIT)	*PT. Merdeka Wirastama*	privé	1989 (2ème génération)	300	-
Kawasan Industri Wijayakusuma (KIW)	*PT. KIW (Persero)*	public	1998 (3ème génération)	250	-
Kawasan Pangkalan Truk Genuksari (KPTG)	*PT. Bumi Matahari Tunggal*	privé	1990 (2ème génération)	40	-
Kawasan Guna Mekar Indonesia (KGMI), Tambak Aji	n.d.	privé	n.d.	130	130
Taman industri Bukit Semarang Baru (BSB)	*PT. Karyadeka Alam Lestari*	privé	2011 (4ème génération)	250	-
Total				**1 866**	**580**

Source : Julien Birgi (enquête terrain et exploitation photographie satellite)

[708] Toutes les usines ne grossissent pas cela dit. La taille moyenne des locaux pris à bail par les entreprises qui se sont implantées à *KIC* ces dernières années est de 900 m² (entretien avec Bpk Agus, op.cit).

Figure 21 : Augmentation de la taille des usines, augmentation de la superficie des zones industrielles

La menace d'une industrialisation en rupture avec le territoire

Engagés dans cette course pour attirer les investisseurs étrangers, l'Etat central et les gouvernements provinciaux se sont vigoureusement investis dans l'aménagement de zones industrielles après l'adoption de la nouvelle Loi sur l'Industrie de 2013[709]. Pour le ministre de l'Industrie, « le développement de zones industrielles vise à contribuer à la réalisation des objectifs de développement régional énoncés dans le schéma directeur industriel national. « Les parcs industriels dans les grandes métropoles comme Djakarta, Bandung à Java-Ouest, Surabaya à Java-Est, Medan à Sumatra-Nord et à Batam ont montré que les zones industrielles bien planifiées – appuyées par des infrastructures adéquates telles qu'un accès facile aux aéroports et aux ports, à l'énergie, à des bâtiments industriels, des équipements de formation et des zones résidentielles et commerciales – peuvent attirer les investisseurs industriels » (LINGGA, 2020). C'est donc le modèle de la zone industrielle décrit à Semarang qui va être généralisé et systématisé dans le pays tout entier.

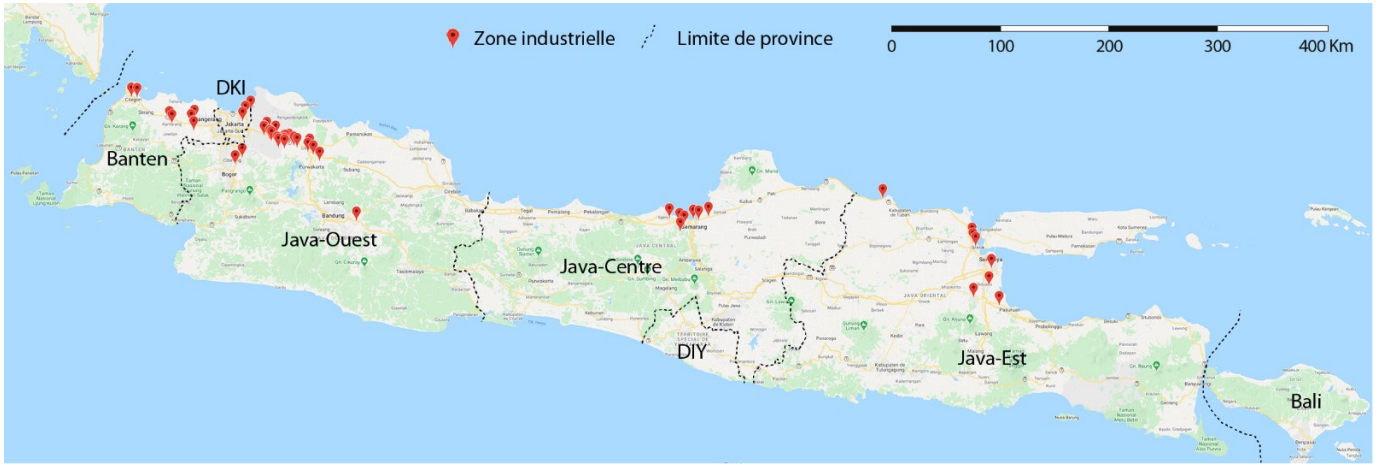
Java, y compris Java-Centre, ne sont pas oubliés. L'Ordonnance présidentielle n°79-2019 sur l'Accélération du développement à Java-Centre et l'Ordonnance ministérielle n°85/2019 prévoient ainsi l'aménagement dans la province de « zones économiques spéciales (*Kawasan Ekonomi Khusus, KEK**) ouvrant droit à des facilités réglementaires et des incitations fiscales pour ceux qui s'y implantent. « Les investisseurs potentiels devraient surtout être à Java-Centre car le foncier y est beaucoup moins cher qu'à Djakarta, et parce que le salaire minimum légal figure parmi les plus bas du pays. Même si Djakarta et les zones industrielles environnantes [des provinces] de Java-Ouest et de Banten sont mieux reliées aux chaînes d'approvisionnement mondiales, les ports et les routes y sont devenus de plus en plus congestionnés […]. Il y a un mois, le ministre de l'Industrie Agus Gumiwang Kartasasmita a déclaré lors de la visite de plusieurs usines à Brebes : "nous sommes en train de négocier sérieusement avec 21 entreprises pharmaceutiques américaines et européennes présentes en Chine qui ont l'intention de relocaliser leurs usines en Indonésie" […] » (ibid., 2020). C'est un changement majeur : jusqu'alors, si Java occupait une place centrale dans la politique industrielle nationale en accueillant 55 des 74 zones industrielles aménagées selon des modalités formelles que comptait le pays (TIJAJA & FAISAL, 2014), Java-Centre faisait figure de parent pauvre avec seulement 11 zones, dont 10 dans la municipalité de Semarang[710]. Cela représentait en 2017 une superficie totale de 2 016 ha[711], auxquels s'ajoutaient à Semarang 580 ha d'extensions riveraines des zones industrielles officiellement délimitées.

[709] Djakarta a œuvré à la création de 14 zones industrielles (toutes en-dehors de Java) sur la période 2015-2019 » (Ministry of Industry of the Republic of Indonesia, 2015) pour une superficie totale de 28 850 ha correspondant à 963 000 emplois, certains projets dépassant 6 000 ha pour 160 000 ouvriers (NANTI & BEEKELAR, 2016). Pour les années à venir, le programme stratégique national et le plan quinquennal 2020-2024 prévoient la création de 27 parcs industriels.

[710] La 11ème étant située à Cilacap, port pétrolier sur la côte sud de Java industrialisé dès la fin des années 1960, à l'époque de la stratégie de substitution des importations.

[711] Dont 154 ha pour la zone industrielle de Cilacap.

Carte 22 : Localisation des zones industrielles recensées par le Réseau d'affaires euro-indonésien (*EU-Indonesia Business Network, EIBN*[712])



Conception Julien Birgi d'après EIBN, 2020

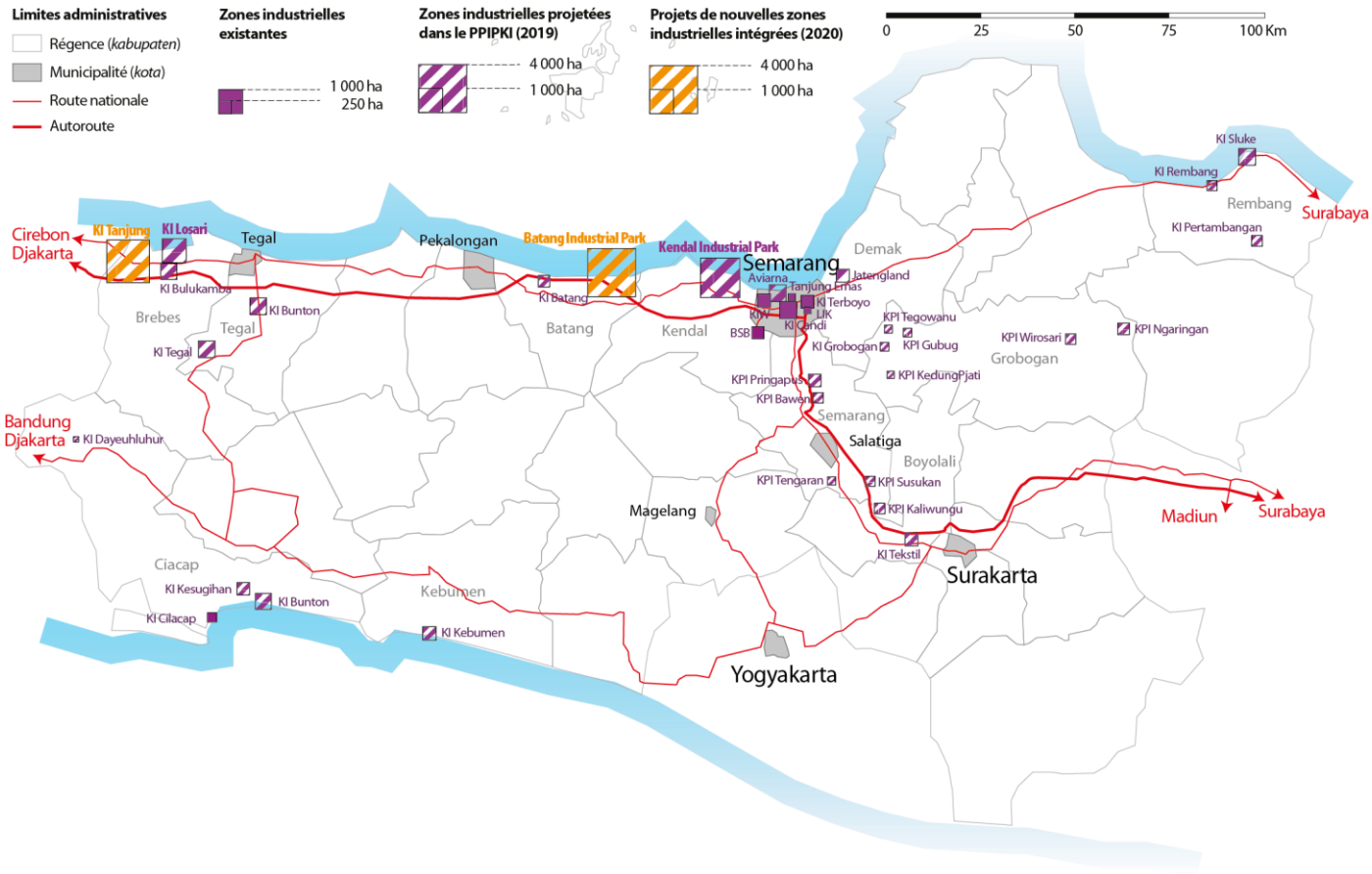
Cette fois, le déploiement est massif et généralisé. Le plan d'aménagement des infrastructures pour la desserte des zones industrielles de la province de Java-Centre (*Perencanaan Penyediaan Infrastruktur Pendukung Kawasan Industri di Jawa Tengah, PPIPKI Jateng**) adopté en 2019 prévoit ainsi d'aménager 9 760 ha dans toute la province (cf. Carte 23 p. 301 et Tableau 100 p. 119 des annexes). Les motivations exposées dans le document sont toujours les mêmes : attirer des usines venant de l'étranger là où la main d'œuvre et le foncier sont les moins chers et offrir des emplois aux jeunes peu qualifiés[713]. On note également le rôle que joue la libéralisation du secteur immobilier avec la multiplication des projets confiés à des aménageurs privés, certains d'envergure locale. Le modèle-type est celui d'une zone « industrielle intégrée » (même si la part du logement et des activités récréatives est moindre que pour les projets décrits à Semarang) sur des terrains non artificialisés (*greenfield*) – plantations ou littoral – qui ne sont pas toujours les mieux desservis. Il faut cependant saluer dans ce schéma un effort de rationalisation des choix de localisation à partir d'indicateurs socioéconomiques et de desserte routière et ferroviaire, un objectif affirmé de maillage du territoire régional dans une logique de préservation de certains équilibres territoriaux et un dimensionnement des zones qui semble cohérent avec la taille des unités de production dans les secteurs d'activités les plus susceptibles de s'y implanter (le textile notamment). Les régents jouent un rôle non négligeable dans les choix d'aménagement, surtout depuis qu'ils se sont vus déléguer la compétence de créer des zones industrielles d'initiative locale (*Kawasan Peruntukan Industri, KPI**) que le directeur général du ministère du Foncier, des

712 L'*EIBN* est un consortium de 5 chambres de commerce européennes en Indonésie, entre autres financé par l'UE (www.eibn.org).

713 Certaines simulations paraissent contestables. Un document de présentation des projets de zones industrielles émanant de la régence de Banyumas justifie par exemple leur dimensionnement en considérant que l'ensemble de la population adulte de la régence a besoin d'un emploi, en oubliant les alternatives que pourraient offrir l'agriculture, l'artisanat et les services (Kabupaten Banyumas, 2016).

territoires et d'accès à l'industrie internationale[714] Dody Widodo assimile à « un instrument pour accélérer (*memacu**) l'investissement […] afin de répondre aux besoins économiques locaux » (MIFTAHUDIN, 2020). Ainsi, alors que les régences littorales sont engagées dans la course aux mégaprojets initiés par l'Etat et les autorités provinciales, les régences de Grobogan et de Semarang ont privilégié un maillage de zones industrielles de taille petite à moyenne (88 à 268 ha) comme le montre la carte ci-dessous. La Loi Omnibus comprend pour sa part des dispositions visant à accélérer les étapes de gestation de ces zones industrielles en simplifiant leur inscription dans les documents de planification, la maîtrise foncière, la délivrance des autorisation administratives, la réalisation des infrastructures et la commercialisation des lots. Le ministère souligne la nécessité d'une bonne coordination entre l'Etat central et les collectivités territoriales qui conditionne la venue des investisseurs (ibid., 2020).

Carte 23 : Zones industrielles existantes et méga zones industrielles en projet à Java-Centre



Conception et réalisation de l'auteur d'après données réunies par l'auteur

714 L'intitulé de la fonction de ce haut-fonctionnaire (*Direktur Jenderal Ketahanan, Perwilayahan, dan Akses Industri Internasional, KPAII*) témoigne à lui seul de la stratégie de développement adoptée par Djakarta, qui articule étroitement industrialisation, investissement étranger, développement local et question foncière.

L'essor du modèles des « zones industrielles intégrées (*kawasan industri terpadu) »**

Le *PPIPKI Jateng** promeut dans toute la province le modèle de la zone industrielle de troisième génération (incarné par *KIW*), ainsi amené à se généraliser. Il s'agit d'assurer aux entreprises des infrastructures de qualité (foncier viabilisé, alimentation électrique, eau potable et assainissement, fibre optique) en leur offrant une gamme de services étendue (centre d'affaires, prestations de gardiennage, de sécurité incendie, de nettoyage) ainsi qu'aux salariés (lieu de culte, dispensaire, restauration, commerces). « Intégré » est le leitmotiv de ces nouveaux développements[715]. Les *KPI* dont l'aménagement a été délégué aux collectivités territoriales doivent respecter un cahier charges défini par le décret du ministère de l'Industrie n°30-2020.

Hormis quelques exceptions notables, la taille moyenne des zones prévues par le *PPIPKI Jateng* varie entre 100 et 500 ha, soit une échelle comparable à celle des trois premières générations de zones industrielles à Semarang. Mais récemment, l'Etat central s'est engagé, à Java-Centre comme dans d'autres régions encore relativement peu industrialisées, dans de nouveaux projets d'une ampleur bien plus grande. Cette approche est incarnée par le programme de zones économiques spéciales (*Kawasan Ekonomi Khusus, KEK**) affiché comme une priorité nationale. Cette ambition nationale suscite l'adhésion aussi bien des gouverneurs (Ganjar Pranowo, gouverneur de Java-Centre, apparaissant parmi les plus actifs sur le sujet) et des régents que des grands groupes immobiliers nationaux et des investisseurs étrangers – foncières et multinationales industrielles –, ce qui laisse augurer d'une mise en œuvre rapide. La stratégie émane bien des acteurs nationaux réagissant opportunément à un contexte international perçu comme porteur, à contrepied de l'analyse de Santos (2000) qui jugeait que la mondialisation était la « dernière étape de l'impérialisme des grands pôles et particulièrement des États-Unis, où les acteurs les plus puissants se réservent les meilleurs morceaux du territoire global et laissent le reste pour les autres », le « Monde » étant contrôlé par les pays du Nord et les « Lieux » par les pays du Sud qui essayent de lui résister (SANTOS, 2000; SANTOS, 1975).

Par le passé, de vastes zones industrielles avaient bien été aménagées dans des contextes très particuliers, dans la région métropolitaine de Djakarta et sur l'île de Batam (province de Riau Insulaire, face à Singapour). Il s'agissait alors d'exploiter le potentiel industriel que représentaient dans le premier cas la densité des fonctions décisionnelles et des infrastructures de la capitale d'un pays très centralisé, et dans le second cas, le desserrement des fonctions productives de la Cité-Etat sous l'effet de la pénurie foncière et de l'inflation salariale qui y ont sévi à partir des années 1980. Dans les années 2000, le modèle de ville-satellite (*kota satelit**) a gagné les villes secondaires comme Surabaya ou Semarang, avec le projet *BSB*. Conçu à partir de

715 A *Jatengland Industrial Park Sayung (JIPS)*, une zone industrielle de 300 ha située dans la régence de Demak, le long de la route nationale vers Semarang, l'aménageur se targue d'un « plan de masse doté d'un concept génial (*masterplan with a brilliant concept*) (sic), à savoir un concept cyber-techno-éco intégré tout en un (re-sic) *("one" integrated Cyber Techno Eco – concept*) » (Jatengland Industrial Park Sayung, 2020).

1999 avec le concours de la plus grande agence d'architectes du Japon (Nikken Sekkei Ltd) et approuvé en 2009 par la Municipalité, il s'agit d'une véritable petite cité autonome desservie par une route provinciale progressivement élargie (avec, à l'approche des nouveaux développements, un tronçon à 6 voies) comprenant logements pavillonnaires, centre commercial, écoles privées et équipements récréatifs destinés à la classe moyenne supérieure, dont la raison d'être première est l'aménagement d'une zone industrielle aux standards internationaux. Cette vision intégrée tient en un slogan : « un endroit où vivre, un endroit où travailler, un endroit où s'amuser (*A place to live, a place to work, a place to play*) ». Comme deux décennies auparavant à Djakarta, l'industrie était une des principales motivations de ce nouveau développement, mais elle ne représente en fin de compte que 115 ha sur un total de 860 ha[716], soit à peine 13% des emprises. Quant au projet Aviarna Industrial Estate, récemment approuvé sur la plaine littorale entre Bangkongsari et *KIW*, l'industrie y pèse davantage qu'à *BSB* mais les emprises qui lui sont dévolues demeurent secondaires[717]. Ce projet est développé par le promoteur immobilier Argo Manunggal Group, fondé en 2016 dans l'objectif de « développer des zones industrielles, résidentielles et commerciales » (Gouvernement provincial de Java-Centre, Aviarna Industrial Estate, 2020).

Ce qui se dessine ici dans des territoires subalternes de la mondialisation est donc une double évolution, qui porte à la fois sur la dimension des projets et leur degré de mixité fonctionnelle. Plusieurs facteurs concourent au changement d'échelle spectaculaire. (1) Le premier est l'augmentation de la taille des unités de production. (2) Le second est qu'il est bien plus commode de panifier et réaliser les infrastructures nécessaires dans le cadre de projets ab-initio (*greenfield*) de grande ampleur que pour de projets plus modestes, dont le volume ne permettra pas d'amortir des réseaux primaires (voies rapides, terminaux ferroviaires ou maritimes, lignes haute-tension, etc.). (3) Le troisième est d'ordre commercial : il s'agit de pouvoir promouvoir et commercialiser des sites d'implantation à l'étranger, en leur accordant parfois des avantages exceptionnels (fiscaux par exemple), ce qui ne fait sens qu'à partir du moment où ils ont une taille critique sur la scène internationale des choix de localisation. La volonté d'attirer les IDE est donc un argument majeur de cette course à la taille, et les projets de nouvelles zones industrielles sont justifiés par des projets de relocalisation d'usines étrangères[718]. Ainsi, les 99 zones industrielles du pays qui commercialisaient des lots en 2016 avaient une superficie moyenne de 800 ha (avec des variations considérables entre les très grandes zones de la région

716 Le reste des surfaces étant consacré aux fonctions résidentielle (303 ha), commerciale (140 ha), tertiaire (69 ha), éducative (17 ha), cultuelle (9 ha) et récréative (67 ha). 140 ha d'espaces naturels ont par ailleurs été paysagés.

717 On y dénombre 90 ha de terrains industriels constructibles, auxquels s'ajoutent 92 ha consacrés à un port sec embranché fer. Les fonctions servicielles, qu'elles soient tournées vers des entreprises (65 ha d'un site de maintenance aéronautique relié aux pistes de l'aéroport de Semarang) ou les particuliers (79 ha de zone commerciale et 40 ha de complexe hôtelier) et les activités de pêche présentes sur le site actuel étant regroupées dans un complexe piscicole (94 ha) représentent 60% de la surface utile du projet.

718 Par exemple, le projet de nouvelle zone industrielle à Batang est justifié par des projets de transferts d'usines japonaises, coréennes ou taiwanaises annoncés avec enthousiasme (KAGDA, 2020).

métropolitaine de Djakarta et des régions minières d'une part[719] et les zones beaucoup plus modestes ailleurs) (*BKPM*, 2016). A Java-Centre, la taille moyenne des zones officiellement reconnues comme telles était d'à peine 186 ha. Celle des zones programmées dans le *PPIPKI Jateng* (exception faite des deux zones de Kendal et de Tanjung, intégrées au dernier moment dans le plan) est de 238 ha. Or, après la zone de KEK (2 700 ha), les zones de Tanjung et de Brebes atteignent 4 000 ha : le changement d'échelle en une décennie à peine est considérable.

Le cas de Kendal Industrial Park (*Kawasan Industri Kendal, KIK*)

Ce projet de 2 700 ha situé à 21 Km à l'ouest du centre-ville de Semarang est aménagé par une co-entreprise entre la filiale indonésienne de la foncière publique singapourienne Sembawang Corporation Development et le promoteur indonésien *PT. Jababeka*, connu pour aménager la *« supercity »* de Jababeka City à Bekasi, dans la périphérie de Djakarta. Les 1 000 ha de la première phase devant être livrés fin 2020 (MAULIA, 2016). Lors de l'inauguration en présence du Président de la République indonésienne le 14 novembre 2016, le Premier ministre singapourien insista sur le fait que ce projet s'inscrit dans une coopération économique gagnant-gagnant entre les deux pays, jusqu'alors concentrée dans les régions de Djakarta et de Riau, et qui se déploie désormais dans des régions « inhabituelles » (*non-traditional*) comme Java-Centre (LEE HSIEN LOONG, 2016). Le coût total du projet (compris les acquisitions foncières et les

719 Les zones industrielles de plus de 1 000 ha recensées en 2020 par le ministère indonésien de l'Industrie (qui représentent 61% des 55 000 ha de zones industrielles du pays) se concentrent dans la région métropolitaine de Djakarta (qui déborde des limites administratives de la Région spéciale capitale (*Daerah Khusus Istimewa, DKI*) sur les provinces voisines de Banten (notamment les régences de Tangerang, où se situe l'aéroport internationale Soekarno-Hatta, et Serang) et de Java-Ouest (en particulier la régence de Purwakarta) (10 zones totalisant 17 660 ha) : *MM2100 Industrial Town BFIE* (Bekasi, DKI, 1 700 ha), *KI Jababeka* (Bekasi, DKI, 2 267 ha), *Greenland International Industrial Center* (Bekasi, DKI, 1 700 ha), *KI Lippo Cikarang* (Bekasi, DKI, 1 645 ha), *Karawang International Industrial City* (Karawang, DKI, 1 347 ha), *Suryacipta City Of Industry* (Karawang, DKI, 1 400 ha), *Modern Cikande Industrial Estate* (Serang, Banten, 3 175 ha), *Millenium Industrial Estate* (Serang, Banten, 1 800 ha), *Kota Bukit Indah Industrial City* (Purwakarta, Java-Ouest, 1 426 ha), *KI Mos* (Purwakarta, Java-Ouest, 1 200 ha).

Les zones industrielles créées sur les îles de Batam et Bintan (province de Riau-Insulaire) pour accueillir les investissements singapouriens sont de taille plus modeste. Une seule zone de plus de 1 000 ha a été aménagée dans la région, *KI Dumai* (Kota Dumai, Riau, 1 731 ha), dont la taille vise certainement à pallier son éloignement de Singapour.

Les autres zones de plus de 1 000 ha correspondent à des concentrations industrielles remontant à l'époque de la stratégie de substitution des importations (3 zones pour 5 143 ha) : *Maspion Industrial Estate* (électroménager, Gresik, Java-Est, 1 143 ha), *Java Integrated Industrial and Port Estate* (cimenteries et industries lourdes, Gresik, Java-Est, 2 961 ha), *Krakatau Industrial Estate Cilegon* (sidérurgie, Kota Cliegon, Banten, 1 030 ha).

D'autres enfin, créées au début des années 2010 avec le statut de zones économiques spéciales (*KEK*) dans les îles périphériques résultent de projets de valorisation des matières premières (5 zones pour 9 121 ha) : *KI Sei Mangkei* (caoutchouc et huile de palme, Simalungun, Sumatra-Nord, 1 934 ha), *Kawasan Industri KBS* (bauxite, Ketapang, Kalimantan-Ouest, 2 150 ha), *KI Virtue Dragon Nickel Industrial Park* (nickel, Konawe, Sulawesi-Centre, 1 537 ha), *KI Morowali* (nickel, Morowali, Sulawesi-Centre, 2 000 ha), *KI Palu* (nickel, Sulawesi-Centre, 1 500 ha).

infrastructures) est évalué à 20 000 milliards de Rp (1,53 milliard de $) (NANTI & BEEKELAR, 2016) sur un objectif total de 100 000 emplois (MAULIA, 2016).

Figure 22 : Plan de masse (*masterplan*) de *KIK*

Source : Kendal Industrial Park

En 2020, *KIK* s'est vue dotée du statut de zone économique spéciale (*KEK*). A l'origine, la zone devait accueillir 50 usines fin 2017, objectif atteint en 2020 seulement. On compte alors 8 500 emplois (Jababeka, 2020) sur 800 ha aménagés, ratio qui interroge l'objectif affiché de 100 000 emplois sur 2 700 ha à terminaison. Malgré ces résultats en-deçà des objectifs initiaux, ce projet est considéré comme pilote par les autorités (MAULIA, 2016) et le modèle a essaimé avec les zones industrielles très similaires en cours de réalisation à Brebes et Batang.

Quant à la mixité fonctionnelle, deux raisons principales peuvent expliquer son succès. Dans les régions les plus urbanisées (qui se limitent pour Java-Centre aux villes de Semarang et de Surakarta), où la tertiarisation de l'économie et l'essor des classes moyennes stimule la demande de bureaux, de commerces et de logement, la diversification des produits immobiliers permet aux opérateurs immobiliers de maximiser leurs perspectives de profit tout en réduisant à la fois les délais de commercialisation et le risque en diversifiant les produits immobiliers. Des projets comme *BSB* et Arviana témoignent ainsi de l'engouement pour les lotissements pavillonnaires denses (*perumahan**), des centres commerciaux (*mall**) et des complexes de loisirs (*resort**) destinés aux nouvelles élites locales. Ailleurs, l'immobilier industriel demeure l'actif le plus valorisé et la diversification répond à une autre logique. Il s'agit, comme dans le cas de Batam, d'attirer la main d'œuvre migrante nécessaire aux usines installées à une échelle telle dans des zones relativement peu

peuplées que le territoire local n'est pas en mesure de fournir les bras correspondants. Ce besoin est bien identifié par les autorités, comme le démontre la composition de l'équipe interministérielle constituée en 2020 par le Gouvernement indonésien pour mettre en œuvre la stratégie de création de grandes zones industrielles[720] : en corollaire de la zone industrielle proprement dite, il s'agit d'aménager des autoroutes et de bâtir des logements pour les ouvriers.

Les effets indirects de l'industrialisation sur le territoire : essor des infrastructures, étalement urbain et « normalisation » de l'espace

Si l'implantation d'usines et l'apparition de zones industrielles est bien la manifestation physique la plus flagrante des effets de l'industrialisation, le territoire dans lequel s'inscrit le système productif a subi d'autres transformations majeures liées – mais indirectement – à son affirmation. Nous allons en particulier nous intéresser ici à l'essor des infrastructures de transport, à l'étalement urbain résidentiel et au processus de métropolisation en essayant de comprendre comment y a contribué l'essor de l'appareil productif.

Un essor des infrastructures de transport dicté jusqu'aux années 2000 par les besoins de l'industrie, puis par la tertiarisation de l'économie

Au moment où démarre la production de meubles pour le marché international, Jepara était reliée à l'axe littoral Semarang-Surabaya (Jl. Pantura) par une mauvaise route, étroite et dangereuse. Mais localement, le réseau viaire desservant les villages et les hameaux disséminés sur le plateau forestier surplombant la ville était déjà dense et étendu (cf. tableau ci-dessous). C'est une situation assez commune dans les plaines rizicoles de Java, où un effort majeur sur les infrastructures de proximité a été consenti pendant la révolution verte. Mais elle est plus rare dans des zones moins denses et dominées par une agriculture plus extensive comme Jepara. Or, entre les débuts de l'internationalisation du cluster et la fin de la « ruée vers le teck », la quasi-totalité du réseau viaire de la régence a été asphalté, pendant que la viabilisation des chemins de terre progressait bien moins vite dans les régences où l'industrialisation était le fait d'usines implantées le long des grands axes (Kendal, Semarang ou Demak). Depuis, ces dernières ont rattrapé leur retard et seules les régences encore majoritairement agraires comme Grobogan comptent encore une part significative de voies en terre.

720 Cette équipe comprend le Bureau de coordination des investissements (*BKPM*), les ministres des Entreprises publiques, de l'Industrie, des Travaux publics, du Logement et du Transport, la Société nationale de construction de logements *PT. Pembangunan Perumahan (PP)*, la société nationale autoroutière *PT. Jasa Marga* et la société privée d'autoroutes *PT. Wasika Toll Road* (Dzulfiqar Fathur Rahman, 2020).

Tableau 39 : Evolution 1985-2015, densité et état du réseau routier en 2018 à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison

	Part du linéaire asphalté			Densité du réseau en 2018			Densité du réseau en 2018			
	1985	2000	2015	Linéaire (Km)	Densité (Km/hab.)	Densité (Km./Km²)	Bon	Moyen	Mauvais	Très mauvais
Régence de Jepara	79%	95%	99%	872	0,70	0,82	48%	13%	16%	23%
Ville de Semarang	53%	96%	94%	840	0,47	2,22	34%	51%	14%	1%
Régence de Demak	54%	72%	93%	427	0,42	0,47	95%	1%	1%	3%
Régence de Semarang	78%	79%	100%	736	0,71	0,77	77%	12%	6%	4%
Régence de Kendal	56%	65%	98%	770	0,80	0,69	50%	22%	15%	13%
Régence de Grobogan	48%	67%	69%	918	0,67	0,46	72%	5%	12%	11%
Prov. de Java-Centre	**65%**	**77%**	**n.d.**	**26 505**	**0,77**	**0,81**	**60%**	**17%**	**12%**	**10%**

Source : BPS de *Java-Centre,* Statistik Perhubungan Propinsi Jawa Tengah*

A Jepara, ce réseau viaire, qui supporte le va-et-vient des pick-up et des motos convoyant les meubles et les intrants, a permis au cluster de s'épanouir en se diffusant de manière homogène dans les environs de Jepara et de Tahunan, assurant la fluidité des échanges internes au système productif. Mais pour un centre de production international, la connexion à un port d'envergure – et donc à Semarang[721] – était vitale. Arguant de l'explosion du trafic de camions et du caractère stratégique de l'industrie du meuble pour l'économie régionale, le régent de Jepara a obtenu le classement de la route Jepara-Semarang, jusqu'alors de compétence locale, en route provinciale. Cela a eu pour double conséquence le transfert des charges d'entretien à l'administration provinciale, mais aussi l'obligation faite aux nouvelles autorités de procéder à son élargissement[722]. Les bénéfices de cette mesure ont depuis été effacés par la hausse continue du trafic, incitant les autorités locales à plaider pour que Jepara soit desservi par l'autoroute littorale Djakarta-Semarang-Surabaya et que le port de Tanjung Jati[723] soit étendu. Mais leurs efforts se sont avérés vains, le tracé retenu par l'Etat central et le

721 Le port de Jepara consiste en un modeste quai, essentiellement utilisé par les ferries assurant la navette avec l'archipel de Karimunjawa. A peine 644 T. de grumes de bois y avaient été déchargées en 2015, pour 1 242 T. en 2000 (source : BPS Jepara).

722 En Indonésie, les routes doivent respecter une nomenclature basée sur leur statut administratif. Le *Manuel indonésien des capacités routières* (*Manual Kapasitas Jalan Indonesia, MKJI*), introduit en 1997 et plusieurs fois révisé depuis, spécifie ainsi que les routes d'intérêt local (*jalan lokal*,* réservées aux véhicules de moins de 9 m et moins de 8 T.) dévolues aux régences et aux municipalités doivent disposer d'une chaussée large d'au moins 2,10 m par voie, les routes dites « collecteurs » (*jalan kolektor*,* 12 m et 8 T) de compétence provinciale, 2,50 m/voie, et les grands axes (*jalan arteri*,* 18 m et 10 T.) de compétence nationale, 2,50 m/voie.

723 Ce port minéralier fut construit pour approvisionner la centrale thermique édifiée à l'extrémité nord de la régence en charbon extrait à Kalimantan.

gouvernement provincial passant plus au sud, par Demak et Kudus[724]. **Cette décision témoigne de la capacité toute relative du cluster jeparanais – entendu comme l'ensemble des acteurs, économiques et politiques – à peser sur les choix régionaux et nationaux d'aménagement.** Et il n'est pas sûr que les alternatives annoncées par les autorités locales voient le jour à moyen terme[725], sachant que cette priorité n'est pas partagée par l'ensemble des acteurs de la filière du meuble[726].

A Semarang, le saut qualitatif des infrastructures de transport sur la période est encore plus spectaculaire. De premiers investissements structurants furent réalisés dans les années 1980, en lien avec la stratégie nationale d'industrialisation pour promouvoir les exportations. Le port de Tanjung Emas fut doté d'un terminal conteneurs en 1985[727] et la rocade qui contourne la ville par le littoral et par le sud aménagée entre 1983 et 1988. La route nationale vers Djakarta et Surabaya a quant-à-elle été élargie à 2 x 4 voies. Après cet effort motivé par la volonté d'offrir aux industriels des infrastructures de transport décentes, la ville entra dans une phase de sous-investissement, dont elle n'est sortie qu'à la fin des années 2000 avec notamment la mise aux normes autoroutières de la rocade en 2010. Mais c'est l'administration Jokowi qui a engagé une relance spectaculaire des travaux d'infrastructures portuaires (extension de 22 ha des docks en 2018 et projet de 82 ha supplémentaires), routières (construction de l'autoroute littorale dont la mise en service est prévue pour 2022 et du grand contournement de 66 Km (*Semarang Outer Ring Road, SORR*), dont les emprises foncières étaient en cours d'acquisition en 2018 et 2019) et aéroportuaires (reconstruction de l'aéroport Ahmed Yani entre 2014 et 2018 pour en décupler la capacité[728]). Cette fois, il ne s'agit plus seulement de faciliter les échanges de marchandises : l'objectif est de répondre à la demande de mobilité des personnes (dans un contexte de boom du trafic aérien domestique *low-cost*), mais aussi de limiter les nuisances liées au trafic de poids-lourds tout en répondant à la demande croissante de trafic des véhicules particuliers[729]. Cette

724 Le tracé initial prévoyait de relier Semarang et Pati via Kedung, Jepara, Bangsri et Keling en contournant par le nord le mont Muria. Le nouveau tracé passera par Welahan, Pecangaan, Mayong et Kudus, pour un coût total de 1,5 milliard de $ (soit 100 milliards de Rp/Km), inférieur de 40 à 50%.

725 Pour pallier l'absence de voie rapide, la zone industrialo-portuaire de Jepara pourrait être reliée à l'axe Semarang-Demak-Kudus par une route contournant le centre-ville, en partie réalisée par le groupe chinois Sinongol.

726 Les entrepreneurs rencontrés à Jepara, qu'ils soient indonésiens ou étrangers, considèrent l'accessibilité au port de Semarang globalement satisfaisante du point de vue du temps et du coût du trajet, modulo la dangerosité de la route, jugée très accidentogène.

727 Son trafic vraquier était alors modeste, avec 510 mouvements de navires pour à peine 450 000 T. de fret en 1985.

728 L'usage de l'avion pour les vols intérieurs est longtemps resté réservé à une minorité de privilégiés (hauts-fonctionnaires et élites économiques) si bien que le trafic de l'aéroport de Semarang était très modeste (350 000 passagers en 1985). Son ouverture aux vols internationaux en 2004 et le succès fulgurant des compagnies *low cost* dans les années 2010 ont dopé le trafic aérien, qui a atteint en 2018 5,2 millions de passagers et 13 200 T. de fret pour 45 500 vols.

729 Le *BPS* ne produit pas de statistique sur la circulation routière. Pour avoir une idée de l'évolution du trafic, il faut donc s'appuyer sur les rares chiffres concoctés (mais non publiés) par la direction des Transports et des communications de chaque gouvernement local. Sur la rocade de Semarang, on apprend ainsi que le trafic tous véhicules confondus a ainsi crû

évolution du fait générateur de l'investissement dans les infrastructures témoigne du glissement de l'économie de la ville de l'industrie vers le tertiaire. Signe de l'évolution du rapport entre le territoire, sa population et l'industrie, la gare routière de Terboyo a fermé ses portes en 2019. Elle tenait une place centrale dans la mobilité urbaine en assurant une interface entre le réseau dense de minibus urbains et périurbains (*angkot**) – y compris pour les migrations pendulaires des ouvriers – et les bus moyen (*Antar Kota Dalam Propinsi, AKDP**) et long courrier (*Antar Kota Antar Propinsi, AKAP**) [730]. Mais le manque d'investissement, la congestion croissante et la démocratisation de la moto ont porté des coups très durs aux transports publics de proximité en dépit de la mise en service en septembre 2009 du réseau de transit rapide par bus (*Bus Rapid Transit, BRT**) Trans Semarang[731].

Les systèmes productifs en présence à Jepara et Semarang présentent donc un lien de causalité entre industrie et infrastructures contraire : dans le cluster, c'est l'activité qui appelle l'amélioration des voies ; dans la grande ville, c'est la planification des infrastructures (axes routiers et zones industrielles) qui précède l'implantation d'une grande partie des usines. Mais quel que soit le fait générateur, on constate que l'infrastructure et l'industrie s'alimentent réciproquement, par effet boule de neige[732].

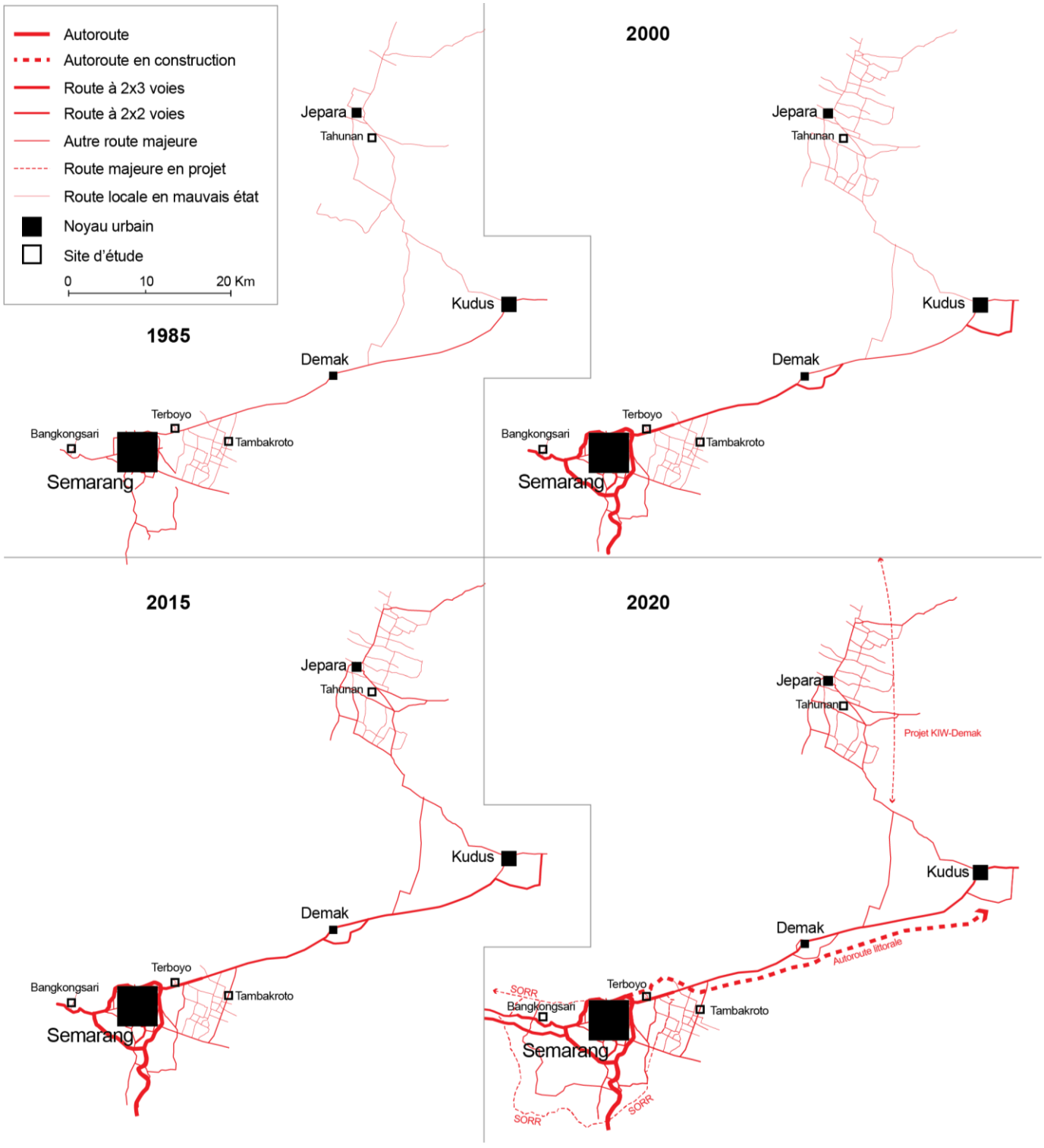
régulièrement de 7%/an au cours des années 2000. Sur l'axe Semarang-Demak, il était en 2004 compris entre 7 100 et 7 300 véhicules/jour dans la partie urbaine (commune de Semarang), et de 3 500 véhicules/jour dans la partie périurbaine (régence de Demak), dont respectivement 62-71% et 93% de voitures individuelles (Binatama Wirawredha Konsultan & Ika Adya Perkasa, 2006).

730 La gare routière de Terboyo enregistrait un trafic de 3,0 millions de passagers en 2015, un chiffre sous-estimé les passagers étant enclins à monter ou descendre avant de franchir la porte du terminal. Durement touchée par le *rob** et les embouteillages, la gare routière a vu le trafic interprovincial transféré le 1er septembre 2018 à Mangkang, à l'ouest de la ville.

731 Réseau de bus urbains qui, faute de voies dédiées, n'a de rapide que le nom.

732 Notons cependant que les implantations d'usines ne se font pas systématiquement au plus près des voies de grande capacité. La disponibilité de terrains constructibles à bas prix reste déterminante comme le montre l'exemple des usines textiles de Mayong (régence de Jepara), relativement éloignées de l'axe routier Semarang-Surabaya.

Carte 24 : Evolution comparée du réseau viaire entre Semarang et Jepara entre 1985 et 2020 : un écart qui s'est creusé au fil des ans



Conception et réalisation de l'auteur d'après images satellite GoogleEarth

Loger et apporter les services à la main d'œuvre. Industrialisation et dynamique résidentielle

Nous avons montré dans le chapitre 2.2 que l'industrialisation était un puissant moteur démographique. Selon les endroits, le nombre de ménages a ainsi augmenté à un rythme annuel moyen entre 1985 et 2015 de

2,84% à Tahunan (2,28% en moyenne dans la régence de Jepara), 4,51% dans l'arrondissement où se situe Terboyo et 5,35% dans celui où se trouve Bangkongsari (2,49% en moyenne pour la ville de Semarang), contre 1,86% en moyenne provinciale. L'impact sur le territoire est considérable : cela correspond dans un arrondissement comme Tugu à une multiplication par 3,7 du nombre de maisons ou, dit autrement, à un doublement des logements tous les 13,3 ans. Car à l'augmentation de la population s'ajoutent les besoins en nouveaux logements générés par la décohabitation, c'est-à-dire la diminution du nombre de personnes vivant sous le même toit. Ce mécanisme bien connu en sociologie et en planification urbaine va de pair avec le processus de développement, alimenté à la fois par la diminution de la natalité, l'évolution des aspirations des individus à davantage d'autonomie vis-à-vis de la famille élargie et l'augmentation des ressources économiques pour les satisfaire. On distingue donc un double effet de l'industrialisation sur la demande de logements : d'une part l'immigration générée par l'essor de l'emploi industriel et d'autre part l'évolution locale des modes de vie qu'elle suscite. Pour chacun de ces deux effets, les écarts entre Jepara et Semarang sont flagrants : non seulement le cluster artisanal s'appuie davantage sur la main d'œuvre locale que les usines des faubourgs de la capitale provinciale, mais le mode de vie (dont nous avons vu dans le chapitre précédent qu'il avait assez peu évolué en regard des changements observés à Semarang) y a également maintenu des ménages plus grands qu'à Semarang, où le salariat accélère la décohabitation des familles. A Tahunan, l'accueil à domicile d'une partie de la main d'œuvre et la cherté du foncier au plus près de l'activité productive augmentent encore le nombre de personnes vivant au sein du même foyer, supérieur de 10% à la moyenne de la régence en 2015.

Tableau 40 : Evolution du nombre de ménages liée à la décohabitation et à la croissance démographique entre 1985 et 2015 à Jepara et entre 1986 et 2015 à Semarang

	Taille des ménages 1985	Taille des ménages 2015	Evolution du nombre de ménages 1985-2015 (A)	Evolution imputable à la croissance démographique (B)	Evolution imputable à la décohabitation des ménages (C)=(A)-(B)
Régence de Jepara	**4,3**	**3,6**	+2.28%	+1,63%	+0,65%
Arrts de Jepara et Tahunan[733]	4,8	4,1	+2.84%	+2,31%	+0,53%
Commune de Semarang	**4,9**	**3,4**	+2.49%	+1,26%	+1,23%
Ancien arrt de Tugu[733]	5,3	3,5	+5,35%	+3,65%	+1,70%
Ancien arrt de Genuk[733]	4,5	3,3	+4,51%	+3,75%	+0,76%

Source: calculs de l'auteur d'après données BPS de *Java-Centre*

[733] Le périmètre des arrondissements (*Kecamatan**) a été modifié par l'Ordonnance gouvernementale n°50/1992 (*Peraturan Pemerintah Nomor 50 Tahun 1992 tentang Pembentukan Kecamatan di Wilayah Kabupaten-kabupaten Daerah Tingkat II Purbalingga, Cilacap, Wonogiri, Jepara dan Kendal serta penataan Kecamatan di Wilayah - 3 - Kotamadya Daerah Tingkat II Semarang dalam Wilayah Propinsi Daerah Tingkat I Jawa Tengah (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 1992 Nomor 89**), qui a notamment créé l'arrondissement de Tahunan (détaché de l'arrondissement de Jepara) et les arrondissements de Ngalyan (à partir de villages détachés de ceux de Tugu et Mijen) et de Pedurungan (à partir de villages de celui de Genuk). Pour comparer les données d'une période à l'autre, nous retiendrons le périmètre regroupant les deux arrondissements.

Où et comment ces nouveaux logements ont-ils été construits ? A Jepara, le territoire a accueilli la population nouvelle en se densifiant, notamment dans le village de Tahunan qui a absorbé l'essentiel de la croissance démographique de l'ancien arrondissement de Jepara (aujourd'hui séparé en deux arrondissements : Jepara et Tahunan), les terrains étant rares dans le centre déjà dense de la ville, et, dans une moindre mesure, dans les villages alentour, où se concentre la fabrication des meubles. La part de la population résidant dans des villages classés comme urbains par le *BPS* (qui sont ceux où se concentre l'activité du meuble) est ainsi passée de 4,5% en 1985 à 59,8% en 2010 un taux nettement supérieur à celui constaté dans les autres régences industrialisées (48,0% à Kendal, 39,9% à Semarang, 37,7% à Demak), où la dynamique démographique est plus diffuse, alors que le nombre de villages urbains passait sur la même période de 9,5% à 5,6% du nombre total. La monétarisation de l'économie, à laquelle l'industrialisation a beaucoup contribué, a créé les conditions de l'émergence d'un marché immobilier initialement tourné vers les locaux d'entreprises, avant de s'étendre à la sphère résidentielle. Ainsi à Jepara, des lotissements de maisons individuelles (*perumahan**) ont été construits depuis la reprise du milieu des années 2000 pour les acteurs allogènes du cluster résidant plusieurs mois par an, avant de s'étendre à une clientèle locale de salariés (encadrants employés dans les usines, fonctionnaires, etc.).

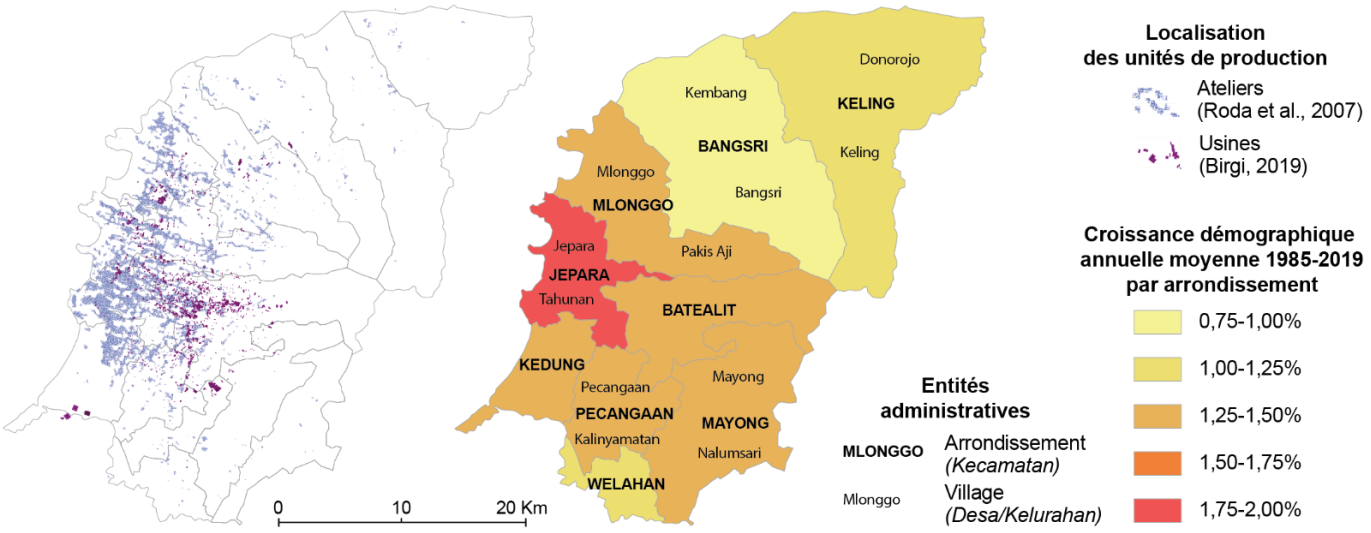
La santé économique du cluster se répercute directement sur les volumes de transactions et les valeurs de l'immobilier[734]. Actuellement, le prix d'un terrain à bâtir varie selon l'emplacement entre 150 000 et 1 000 000 Rp/m^2 (10 à 70 \$/m^2) et le loyer d'un entrepôt de 3 000 à 12 000 \$/an[735]. On remarque que la croissance démographique est supérieure d'un demi-point à Tahunan, où dominent les ateliers de taille petite et moyenne, par rapport à Batealit, où se situent de nombreuses usines[736]. Cela pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, parmi lesquelles l'hybridation entre ateliers et habitat qui permet l'hébergement in situ des artisans. Mais on peut également avancer la propension des usines à recruter une main d'œuvre plus éloignée en rendant possible les déplacements pendulaires, soit directement via des services de ramassage des ouvriers, soit indirectement via le versement de salaires plus réguliers permettant l'acquisition d'une moto à crédit.

734 Quand la bulle du teck a éclaté en 2001-2002, le loyer moyen d'une maison confortable a chuté de moitié, de 50 à 25 MRp/an (source : entretien avec Erwin Widayanti (Z13 Jepara) et son mari, propriétaires du Djago Café, d'un salon de coiffure et d'une activité de négoce de meubles, le 25 juillet 2017).

735 Entretiens avec Gaël Derycke (04A Tahunan), directeur d'Umafindo, le 26 juillet 2017, Eri Agus Susanto (Z01 Jepara), propriétaire de l'usine de meubles *CV. JAMF*, le 25 juillet 2019, et Wimpie Perdana Saputra (00N Tahunan), *broker* de Tahunan, les 24 et 26 juillet 2019.

736 Les usines de grande taille situées dans le sud de la régence, dans les villages de Mayong et Kedung, sont pour la plupart des fabricants textiles implantés depuis 2010, et dont les effets sur la démographie locale sur la période 1985-2015 peuvent être considérés comme limités.

Carte 25 : Distribution spatiale des ateliers de fabrication de meubles en 2007 (à gauche) et densité de population par village en 2010 (à droite) dans la régence de Jepara



*Conception et réalisation de l'auteur d'après données de Roda et al. (2007), du recensement dans le cadre de cette thèse des usines et ateliers à partir de la photographie aérienne (*Earthstar Geographics, *Cnes Airbus DS et des données démographiques du* BPS *de Jepara*

Tableau 41 : Evolution du nombre de villages ruraux et urbains à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2000 et entre 2000 et 2015[737]

	1985			2000			2015		
	Ruraux	Urbains	Taux d'urbanisation	Ruraux	Urbains	Taux d'urba.	Ruraux	Urbains	Taux d'urba.
Régence de Jepara	171	18	9,5%	180	11	5,8%	184	11	5,6%
Ville de Semarang	76	101	57,1%	0	177	100,0%	0	177	100,0%
Régence de Demak	245	2	0,9%	241	6	2,4%	243	6	2,4%
Régence de Semarang	239	9	3,6%	220	15	6,4%	208	27	11,5%
Régence de Kendal	263	22	7,7%	265	20	7,0%	266	20	7,0%
Régence de Grobogan	275	5	1,8%	273	7	2,5%	273	7	2,5%
Prov. de Java-Centre	**7 690**	**771**	**9,1%**	**7 874**	**617**	**7,3%**	**7 809**	**750**	**8,8%**

Source : BPS de *Java-Centre*

[737] Ce tableau mesure le taux d'urbanisation du territoire (proportion du nombre d'entités administratives dotées de fonctions urbaines) et non de la population. Entre 1985 et 2000, les modalités de recensement ont évolué (désormais, les seuls critères du *BPS* ne suffisent plus : il faut que le village ait le statut administratif de *Kelurahan**), ce qui explique la diminution apparente du nombre de villages urbains dans certaines régences. En effet, les dirigeants des villages ruraux (*Kepala desa**) sont souvent réticents à adopter ce statut, qui remplace la collectivité autonome (conseil villageois élu et doté d'un budget propre) par une administration nommée par le maire ou le régent. Si bien que le nombre de *Kelurahan** est inférieur au nombre de villages remplissant les conditions qui les classerait comme urbains.

Tableau 42 : Semarang : un étalement urbain qui s'accélère[738]

Année	Empreinte urbaine (km²)	Source	Population (milliers d'hab.)	Source	Densité (hab./ha)
1972	15	(HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)	700	PRATIWO, 2004	470
1982	30	(HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)	1 050	BIRGI (estimation)	350
1991	45	(HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)	1 251	*BPS*	278
2001	130	(HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)	1 353	*BPS*	104
2009	170	(HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)	1 534	*BPS*	90
2030	340	*BPS, 2010*	2 100	*BPS*	61

Sources réunies par l'auteur

Comme le montrent les deux tableaux qui précèdent, la situation est très différente à Semarang, dont l'agglomération n'a cessé de s'étendre depuis les années 1970, à un rythme qui s'est accéléré de manière spectaculaire pendant la dernière décennie[739]. La superposition des zones industrielles et des usines isolées à l'évolution de la tâche urbaine (cf. carte ci-dessous) tend à montrer que l'étalement ne se fait pas tant dans les zones où se sont implantées les usines que sur les espaces agricoles et naturels situés à l'écart des grands axes routiers, ce qui constitue un résultat important par rapport à la littérature dont nous rappelions en introduction qu'elle liait étroitement industrialisation et urbanisation[740]. C'est que « le réseau de nouvelles infrastructures a contribué à fragmenter l'espace monocentrique et à métamorphoser la ville en une métropole polycentrique. Les principales activités du cœur urbain ont déménagé de manière sporadique et incrémentale vers les franges. Les classes moyennes ont quitté le centre-ville pour des lotissements en périphérie » (SETIOKO, 2010). Plusieurs décisions-clefs ont encouragé ce phénomène, notamment l'accord entre la Municipalité et un consortium privé de créer la ville nouvelle de *BSB* à Mijen dans les années 1990, le

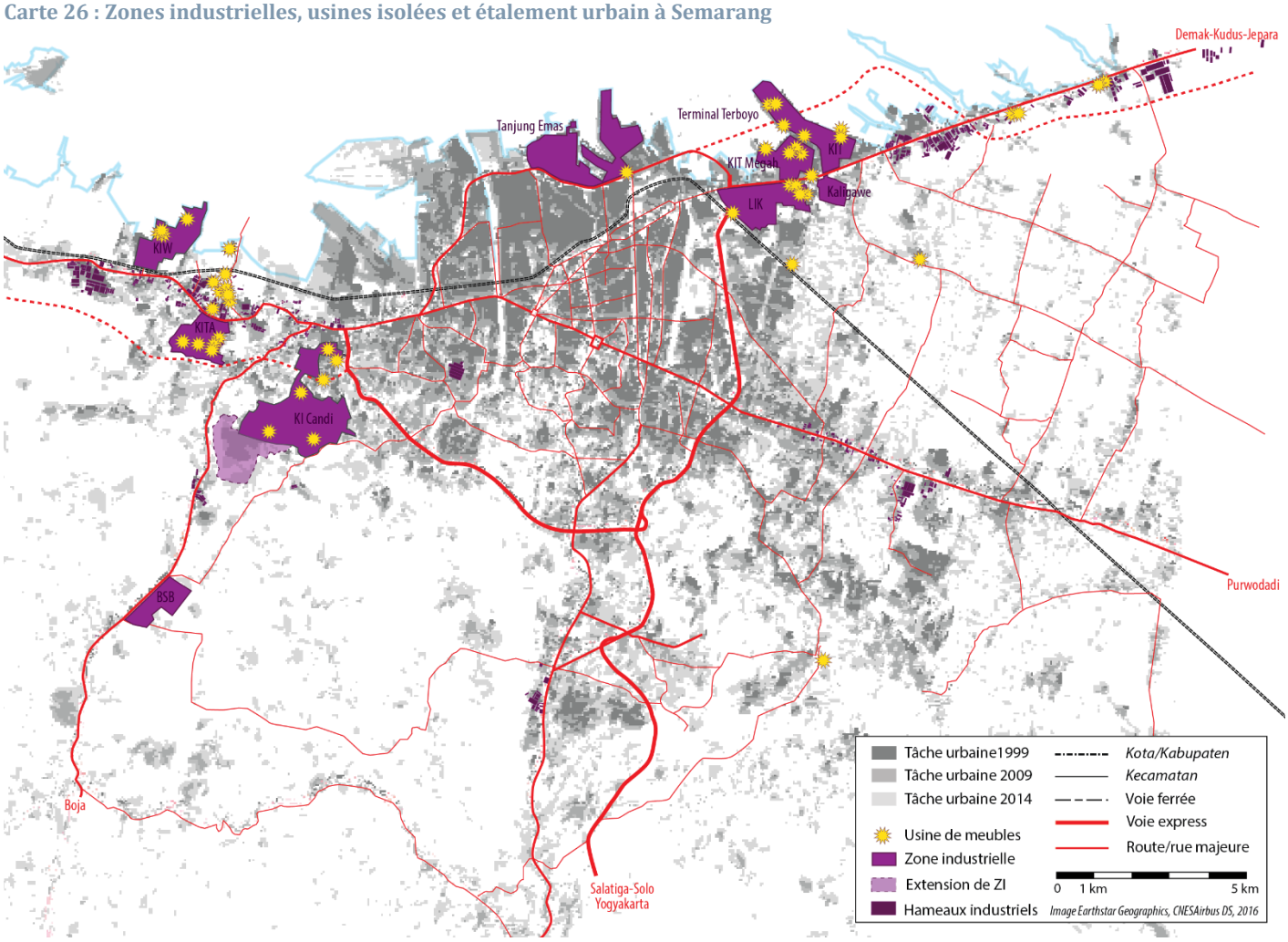
738 Les chiffres de (SETIOKO, 2009) indiquent 134 km² artificialisés et une densité de 108 hab./ha en 2008, et ceux du *BPS* Semarang 164 km² pour une densité de 97 hab./ha en 2015.

739 Une analyse de l'étalement urbain menée par une équipe de chercheurs indonésiens, thaï et japonais à partir des images satellite Landsat de 1999 et 2014 (HADI, et al., 2016) montre que dans cet intervalle, l'emprise urbaine de la ville a été multipliée par presque trois, de 58,3 Km² (soit 15,6% de la superficie de la municipalité au sens administratif) à 164,4 Km² (ou 44,0% de la municipalité). S'il se poursuit à ce rythme (14 fois plus rapide que la croissance démographique entre 1991 et 2001 et encore 2 fois plus rapide entre 2001 et 2009), cet étalement urbain amènera à un doublement de l'empreinte urbaine de l'agglomération en 2030.

740 Cf. Arthur (1990), Potter & Unwin (1995), Firman (1997), Leaf (2002), Feng, Zhou & Wu (2008), Huallachain & Leslie (2009), Hudalah & Firman (2013) (op.cit.).

transfert de l'*Undip** du centre-ville à Tembalang (achevé en 2010)[741] et la construction d'un premier tronçon de l'autoroute vers Salatiga et Surakarta.

Carte 26 : Zones industrielles, usines isolées et étalement urbain à Semarang

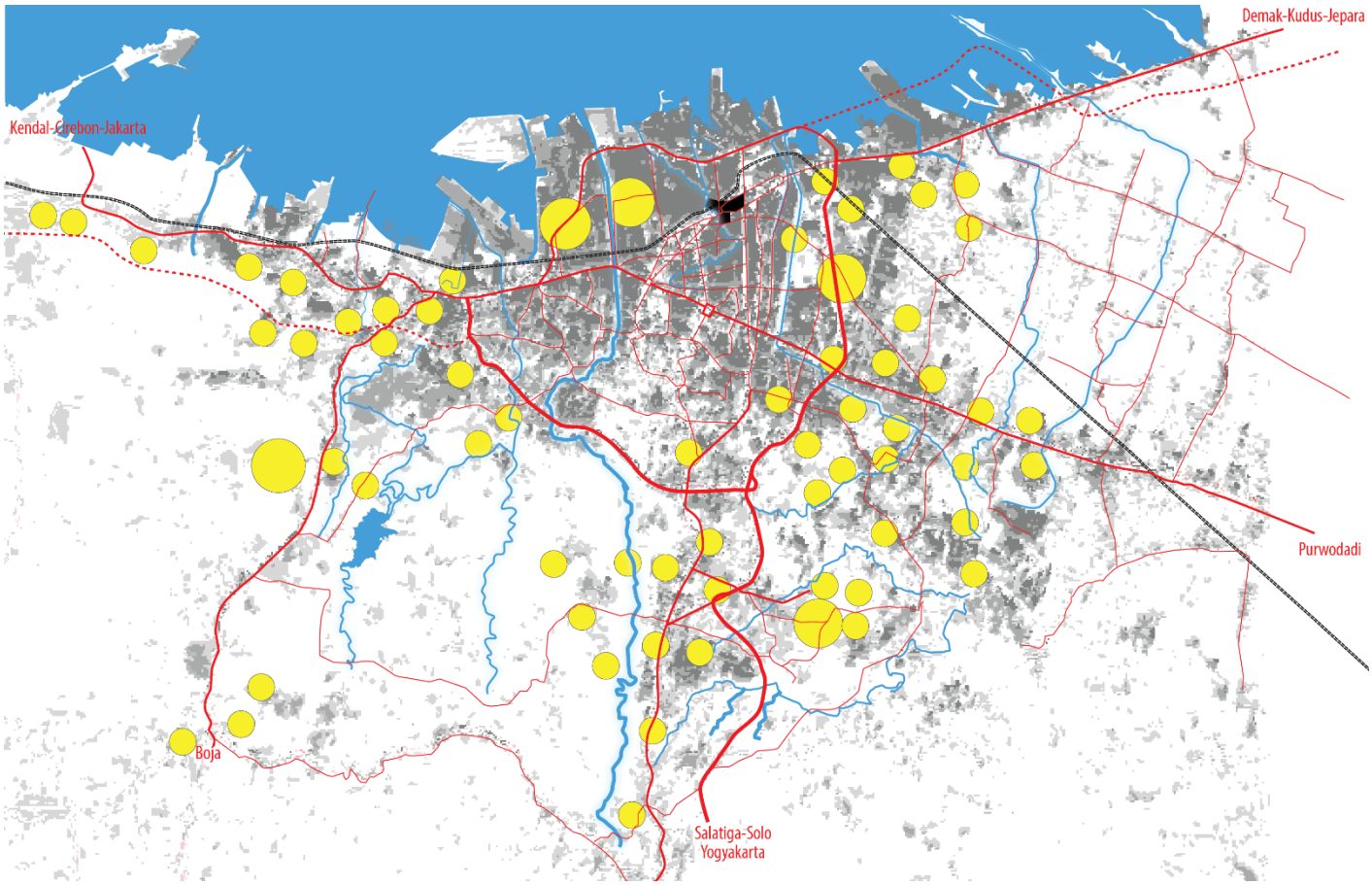


Source : Julien Birgi d'après analyse de l'image satellite CNES Airbus DS 2016 et Hadi et al. (2016)

Mais le principal moteur de l'étalement urbain est résidentiel. Les projets d'infrastructures se sont en effet accompagnés d'une vague d'opérations immobilières (souvent de taille bien moindre que BSB), consistant à aménager des lotissements de maisons individuelles (*perumahan**) sur les terrains agricoles ou boisés aux limites extérieures de la ville (cf. carte ci-dessous). C'est ainsi dans la première couronne, comprise entre 4 et 5 Km du centre-ville, que la population a le plus augmenté le plus en valeur absolue, et dans la troisième couronne, entre 9 et 19 Km, que le rythme est le plus rapide.

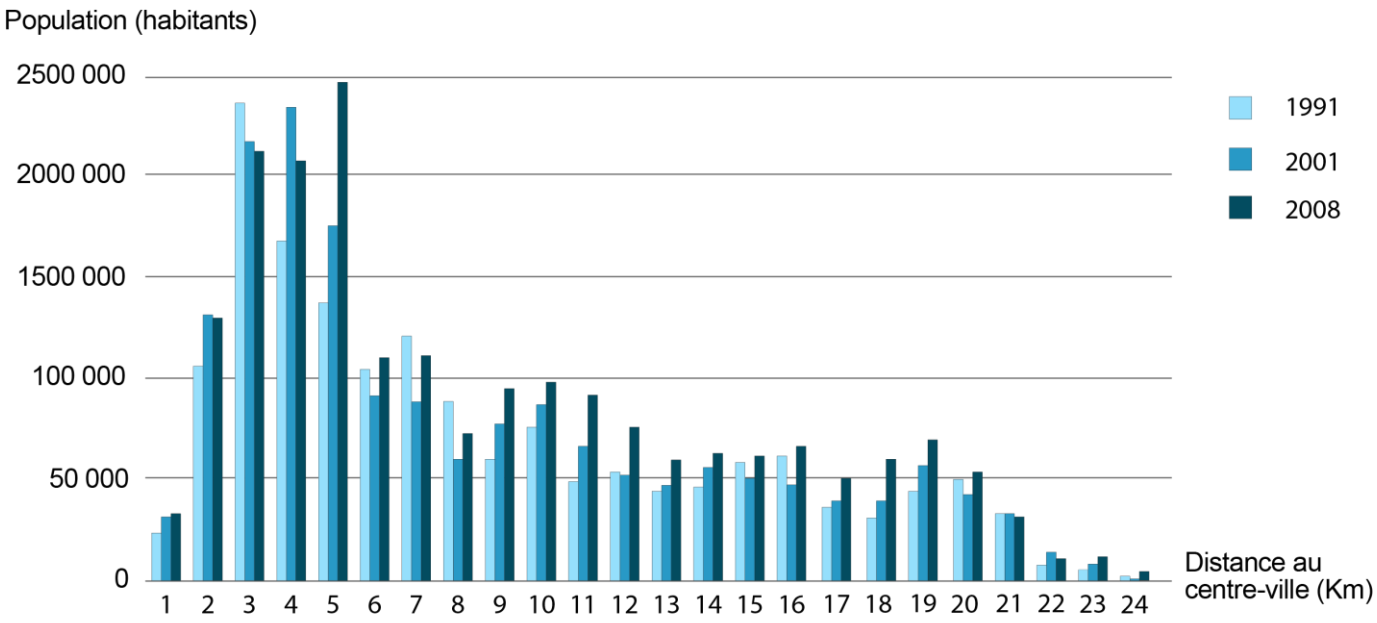
741 L'essor d'autres campus moins importants que celui de l'*Undip**, a également alimenté la construction de logements et l'essor de services aux étudiants, jouant un effet d'accélérateur de l'urbanisation de la périphérie de Semarang, à Banyumanik (*Unnes**), Gunungpati (*Universitas 17 Agustus 1945, Untag**) ou Ngaliyan (*Universitas Islam Negeri Walisongo, UNI**).

Carte 27 : Localisation des principaux ensembles résidentiels (*perumahan) développés depuis les années 1990 à Semarang**



Conception : Julien Birgi. Données : Bappeda* *de la ville de Semarang*

Figure 23 : Evolution de la population en fonction de la distance au centre-ville



Source : (HANDAYANI & RUDIARTO, 2014)

Les *perumahan*,* « produit » résidentiel phare des nouvelles classes moyennes

Depuis la chute de l'Ordre Nouveau, la libéralisation de l'économie a vu l'éclosion de promoteurs immobiliers de toutes tailles (du mastodonte Ciputra à des sociétés plus modestes, mais aussi des entrepreneurs indépendants) qui ont investi à tous crins pour satisfaire la demande d'habitat individuel des classes moyennes émergentes. Cette tendance ne concerne pas que les salariés les plus aisés : les programmes d'accession sociale à la propriété qui ont succédé au *KIP** proposent des prêts bonifiés[742] pour l'achat à crédit de « maisons très simples » (*Rumah Sangat Sederhana, RSS**), dopant la construction là où le foncier est bon marché, aux franges des grandes villes.

Ces maisons sont construites en série par le secteur privé, au sein de lotissements allant de plusieurs dizaines à plusieurs centaines d'unités. D'une catégorie sociale à l'autre, seuls changent la taille de l'édifice et de sa parcelle (surface habitable de 21 ou 45 m^2 sur des parcelles de 60 ou 90 m^2 pour les *RSS*), ainsi que le niveau des services marchands (commerces et loisirs) et non-marchands (équipements scolaires et religieux) développés concomitamment, souvent à l'entrée du quartier. La morphologie de ces *perumahan** (littéralement, « ensemble de maisons ») et leur implantation opportuniste, au gré des opérations foncières menées par le promoteur, évoquent les *terraced houses* des cités ouvrières d'Europe du Nord, qui résultent d'un même effort de rationalisation d'un habitat tenu d'offrir les attributs de la maison idéale (implantation de plein pied, jardin, possibilité d'aménager des dépendances). D'un autre point de vue, les *perumahan*,* surtout après quelques années de personnalisation des logements et d'appropriation des espaces communs par les riverains, peuvent s'apparenter à des « *kampung** formels ». On y trouve en effet le même rapport entre la maison, la ruelle qui la dessert et la ville qui offre la gradation entre espace privé, clanique et public qui reflète et structure à la fois l'organisation de la société javanaise. Le découpage administratif en unités de voisinage et de quartier, les modes de gestion (entretien communautaire des réseaux et collecte des déchets) et les pratiques sociales adoptées une fois les familles installées sont également similaires.

[742] Dans un pays où l'inflation a pourtant été considérablement réduite, les taux d'intérêt nominaux des crédits immobiliers restent élevés. Au mitan des années 2000, le taux d'intérêt moyen des prêts subventionnés était d'environ 9%, contre 12% sur le marché libre du crédit (ALIE SYAHBANA, 2008, p. 44). Mais le principal effet de cette politique a été de rendre éligible à l'accession à la propriété sur le marché immobilier formel des groupes défavorisés qui étaient jusqu'alors exclus du système bancaire.

Photo 23 : Bulle de vente d'un *perumahan dans les allées du centre commercial Paragon à Semarang (à gauche) et sa maquette (en bas à droite) et maison-type d'un *perumahan* pour classes populaires (en haut à droite)**

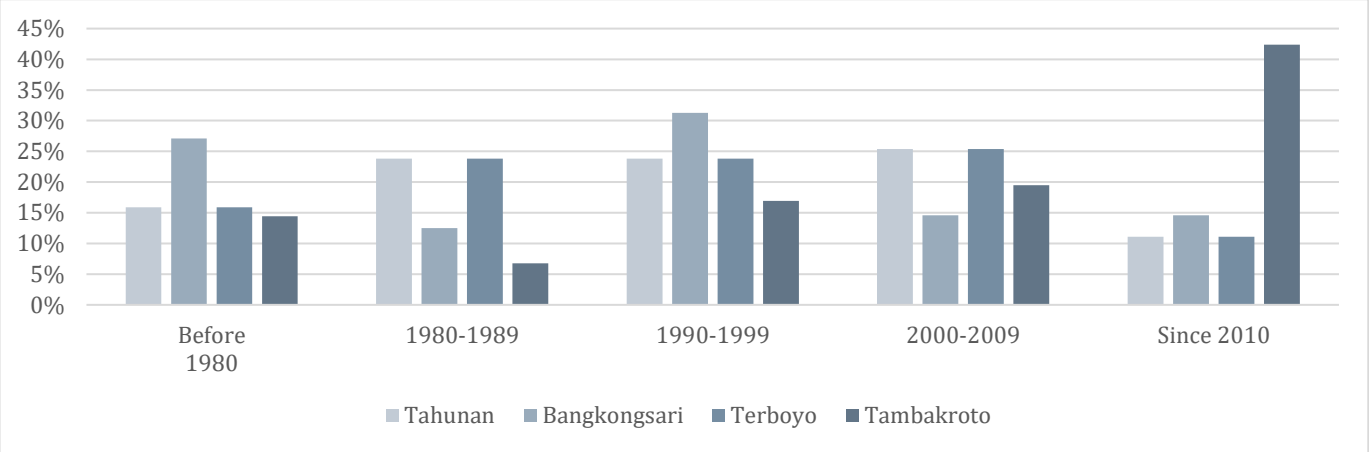
Source : Julien Birgi (août 2016)

La puissance des forces résidentielles centrifuges se manifeste sur nos sites d'investigation. L'analyse des périodes de construction des maisons (cf. figure ci-après) témoigne de moments où le rythme de construction s'accélère concomitamment avec l'essor des ateliers ou l'implantation d'usines à proximité (Tahunan et Terboyo des années 1980 aux années 2000, Bangkongsari dans les années 1990), correspondant à l'installation de ménages bénéficiant d'un emploi sur place[743]. Depuis 2010, le ralentissement du rythme de

[743] Edifier sa propre maison est la priorité des jeunes mariés javanais. Les couples peuvent certes s'unir avant de disposer des moyens nécessaires pour obtenir leur propre logement, auquel cas ils résident plusieurs mois chez les parents du mari ou de la femme (sans discrimination). Mais ils font tout leur possible pour s'installer au plus vite. Dans les zones rurales ou périurbaines

construction concerne les sites situés au cœur de l'appareil productif (Tahunan, Terboyo et Bangkongsari) alors qu'il grimpe en flèche dans la grande couronne périurbaine (Tambakroto) dont la population vient travailler dans les usines de la grande ville.

Figure 24 : Période de construction des maisons dans les quatre sites étudiés



Source : Enquête terrain sur un échantillon de 292 habitations

Le défi démographique que pose l'essor de l'emploi industriel sollicite les territoires non seulement pour la construction de logements mais aussi en termes de services à la population. A Jepara, l'inflation des besoins depuis la ruée vers le teck préoccupe beaucoup les autorités de la régence, comme le montre le *RPJMD 2015-2019* dont les priorités portent sur les équipements demandés par les habitants. Cet effort des collectivités se concentre sur les villages déjà qualifiés d'urbains, dont le nombre n'a, nous venons de le voir, pas augmenté, ce qui indique que l'essor du cluster du meuble a densifié le peuplement mais aussi intensifié les fonctions servicielles localement plutôt que de les diffuser dans les zones rurales alentours.

A Semarang, outre les infrastructures de transport qui profitaient alors essentiellement aux entreprises et aux milieux d'affaires, l'Ordre a investi dans des équipements destinés à la population dignes du rang de capitale provinciale – établissements d'enseignement supérieurs, hôpitaux, édifices religieux et marchés de gros[744] – qui structurent encore le territoire aujourd'hui. A partir des années 2000, le secteur privé a pris le

où le foncier est encore relativement abondant, ils construisent leur maison sur un lot de terre donné par les parents de l'un d'entre eux (il n'y a pas de règle définissant qui, des parents de la femme ou du mari, transmet ce bien) qui aura souvent anticipé en préparant la division d'un terrain (*kavling**) en autant de lots qu'il a d'enfants, à l'exception du cadet. En général, celui-ci reste vivre (y compris avec son épouse) au domicile de ses parents dont il prend soin une fois marié, et ce jusqu'à leur décès où il hérite de leur maison. C'est ce don foncier qui détermine l'endroit où s'établit le jeune couple. En ville, où les parents ne disposent pas de terrain constructible, les jeunes se marient plus tard. Leur revenu, plus souvent salarié qu'à la campagne, leur permet parfois d'acheter à crédit un terrain constructible ou une maisonnette édifiée par un lotisseur qu'ils pourront étendre au fur et à mesure de l'agrandissement de leur foyer et de leurs revenus.

744 Le marché de gros central, Pasar Johar, hébergeait 6 230 négociants en 2015. Reconstruit en 2019, il dessert le nord-est de l'agglomération, jusqu'aux régences de Demak et Grobogan. Des marchés de gros secondaires maillent l'agglomération :

relai en investissant massivement dans les *mall** [745] mêlant boutiques, complexes cinématographiques et restaurants ciblant le segment en plein essor des classes moyennes alors que l'économie se tertiarise. Les grands équipements universitaires et sanitaires se sont également multiplié pour répondre à la demande de formation et de soins d'une population dont les besoins et les moyens évoluent rapidement.

Conclusion de la partie 2 : des systèmes productifs aux ressorts contrastés

Sur le plan économique, l'industrie du meuble de Java-Centre a su s'adapter à l'évolution rapide et constante de la conjoncture internationale en maintenant le niveau de ses ventes, sans toutefois parvenir à rivaliser avec ses concurrentes chinoise et vietnamienne. Le système productif javanais a survécu en différenciant ses centres de production : Jepara a délaissé le *genius locus* prestigieux fondé sur l'excellence d'une production élitiste pour une compétitivité basée sur le prix, la flexibilité et la réactivité aux soubresauts du marché ; Semarang a créé les conditions d'accueil en zones industrielles ou de manière diffuse dans le tissu périurbain d'usines tirant parti des infrastructures portuaires et des aménités d'une grande ville pour une production rationalisée sous un même toit. Ces trajectoires respectives ont notamment eu pour effet de satelliser Jepara, autrefois au cœur de l'écosystème du meuble (statut de cluster « en étoile » (*hub-and-spoke)* (MOEDA, 2001)) et désormais centre de production toujours dominant en volume mais secondaire du point de vue des fonctions décisionnelles de la chaîne de valeur, ce qui en fait un « cluster satellite ». Ces deux appareils productifs ont cherché, par des voies différentes (la spécialisation flexible dans les ateliers de Jepara, tempérée par des efforts de fidélisation des liens de sous-traitance ; la concentration verticale fordiste à Semarang, associée à une flexibilisation de la main d'œuvre) à concilier, dans des proportions variables, quête de flexibilité (dominante à Jepara) et de qualité (plus prononcée à Semarang). Globalement, c'est la flexibilité qui l'a emporté et c'est un des paradoxes des efforts de l'Etat pour améliorer le sort des salariés les plus fragiles que d'avoir provoqué en réaction la précarisation d'une partie des ouvriers non-qualifiés, dont beaucoup regrettent la stabilité des contrats de travail à l'époque de l'Ordre nouveau.

Du point de vue démographique, l'industrie du meuble a créé un nombre considérable d'emplois, pourvus par des transferts de main d'œuvre agricole et des migrations permanentes issues des campagnes les plus pauvres de la province, complétées à Jepara par des migrations circulaires et, à Semarang, des déplacements pendulaires en provenance de la périphérie de la ville. Entretemps, le taux d'activité des enfants

Karimata, Bulu, Karangayu, Jatingaleh, Pedurungan et Karangayu, dont les 3 744 marchands alimentent le nord-ouest de l'agglomération, jusqu'à la régence de Kendal.

745 Citons entre autres *Pasaraya Sri Ratu* (ouvert en 1978 et fermé en 2019), *Plasa Simpang Lima* (39 000 m² de surface de vente, ouvert en 1990), *Mal Ciputra Semarang* (46 000 m², 1993), *Java Supermall* (11 000 m², 2000 plus un cinéma de 930 places ouvert en 2017), *Central City Mall* (ouvert en 2005), *DP Mall* (ouvert en 2007), *Paragon City Mall* (120 000 m², 2008).

et des femmes a reculé et une partie de la main d'œuvre féminine s'est en outre tournée vers d'autres activités (usines textiles, commerce et services). Négligeable en nombre mais très visible, la minorité de ressortissants étrangers (notamment occidentaux) qui a pris racine à Jepara comme à Semarang joue un rôle moteur dans le cluster, et confère aux deux villes un caractère relativement cosmopolite par rapport à la plupart des villes indonésiennes. L'afflux de populations nouvelles et les hauts et les bas de l'activité ont rebattu les cartes des hiérarchies sociales qui prévalaient dans le microcosme jeparanais, où l'aristocratie des artisans a été noyée par le flot de vocations au moment de la ruée vers le teck et les désillusions de l'éclatement de la bulle qui s'en est suivie. Une minorité d'entrepreneurs jeparanais et occidentaux ont su tirer leur épingle du jeu, alors qu'une nouvelle génération de d'entrepreneurs (souvent issus d'autres régions) cherchent à innover dans les produits et les méthodes de commercialisation. A Semarang, l'industrialisation n'a pas modifié l'ordre social : les ouvriers issus de milieux modestes n'accèdent pas aux postes à responsabilité, réservés aux cadres diplômés de l'enseignement supérieur. En revanche, le salariat a bouleversé le statut économique des ouvriers : même si les salaires sont faibles, la sécurité économique qu'il confère (revenu régulier et prestations sociales) leur donne accès, via le crédit immobilier à la consommation, à l'économie formelle. Ce sont donc des centaines de milliers d'actifs qui ont ainsi basculé d'une économie de subsistance à une économie (embryonnaire) de consommation, avec en point de mire l'acquisition du triptyque maison individuelle – motocyclette – téléphone portable.

Au niveau de l'espace physique, nous avons vu que l'activité industrielle et artisanale est restée géographiquement concentrée, même si la recherche de rendements croissants implique que les ateliers qui grossissent tendent à se desserrer le long des principaux axes routiers, en quête de terrains de grande taille bon marché et bien desservis. Les liens entre sites de production et habitat sont plus ou moins distendus selon que l'on travaille dans des ateliers artisanaux, dont la main d'œuvre réside le plus souvent sur place ou à proximité directe, ou dans des usines, qui recrutent plus loin. Nous avons également montré que l'industrialisation va de pair avec essor des infrastructures de transports, selon un cercle vertueux par lequel un réseau viaire dense et de qualité supporte la diffusion des activités, qui appellent à leur tour un investissement des autorités dans les infrastructures de proximité. En revanche, l'activité du meuble (à l'image du reste de l'industrie) s'est avérée incapable de générer l'aménagement d'infrastructures de niveau international (ou même national) : ce sont la tertiarisation et la résidentialisation de l'économie à l'œuvre depuis le milieu des années 2000 qui, dans une agglomération ayant atteint une masse critique comme Semarang, ont motivé l'investissement dans des équipements de cette envergure, nourrissant un processus de métropolisation dans lequel l'industrie semble jouer un rôle secondaire et indirect. On se trouve ainsi, à Semarang et dans une bien moindre mesure à Jepara, en présence d'une urbanisation initiée par l'industrialisation entre 1985 et 2000, puis entre 2000 et aujourd'hui, d'une urbanisation amplifiée par l'économie présentielle, elle-même alimentée – entre autres – par les salaires versés par l'industrie.

Partie 3 : Typologie de systèmes productifs : par-delà la dichotomie entre modèle fordiste et district industriel

Le décor est désormais planté. Après une première partie décrivant un panorama des structures économiques (les entreprises), sociales (communautés d'entrepreneurs, de travailleurs et d'habitants) et environnementales (le territoire physique et les sites de production) des systèmes productifs de l'industrie du meuble, nous avons montré en deuxième partie comment ces structures ont évolué au gré de la conjoncture en interagissant étroitement. Pour esquisser ce tableau d'ensemble, il a fallu nous en tenir à des considérations d'ordre assez général, à « vue d'oiseau » (*bird view*) comme disent les anglophones. Nous nous proposons dans cette troisième partie de nous placer au niveau du sol, à hauteur de l'atelier (l'usine), de l'artisan (l'ouvrier) et de la rue (la zone industrielle) pour mieux percevoir comment les interactions expriment concrètement sur le terrain. Cette immersion va nous permettre de mieux saisir les caractéristiques propres à différentes configurations de systèmes productifs, illustrées par trois cas qui se prêtent à l'esquisse d'une typologie de modèles, au sens où l'entend Brunet (1980)[746].

Pour chacun des cas, nous commencerons par reconstituer la genèse du territoire en expliquant comment la fabrication de meubles s'y est développée en lien avec les autres fonctions, en essayant d'appréhender la manière dont l'industrie du meuble structure, dynamise ou assèche le tissu économique local. Nous nous intéresserons ensuite à la manière dont la société locale s'est organisée, en partant des entrepreneurs et des travailleurs du meuble avant d'élargir le spectre à leur proche entourage, puis aux liens qu'ils entretiennent avec les autres groupes sociaux, pour essayer de comprendre dans quelle mesure les différentes formes productives agissent sur les structures sociales locales. Enfin, nous nous intéresserons à la morphologie de ces sites, en partant de l'échelle du quartier (situé dans son environnement urbain élargi) pour nous approcher de la rue (où se déploie la vie du clan) jusqu'à entrer dans l'intimité du domicile ou de l'atelier (cellule primaire de l'activité économique et des sociabilités).

746 « Un modèle est toujours une simplification de la réalité, ou plus exactement de la vision qu'on a de cette réalité. Cette simplification est faite dans un but opératoire : l'action, la prédiction, ou l'explication. Un modèle est donc un construit et une représentation » (BRUNET, 1980, p. 254).

Chapitre 3.1 – Tahunan ou la ville-atelier

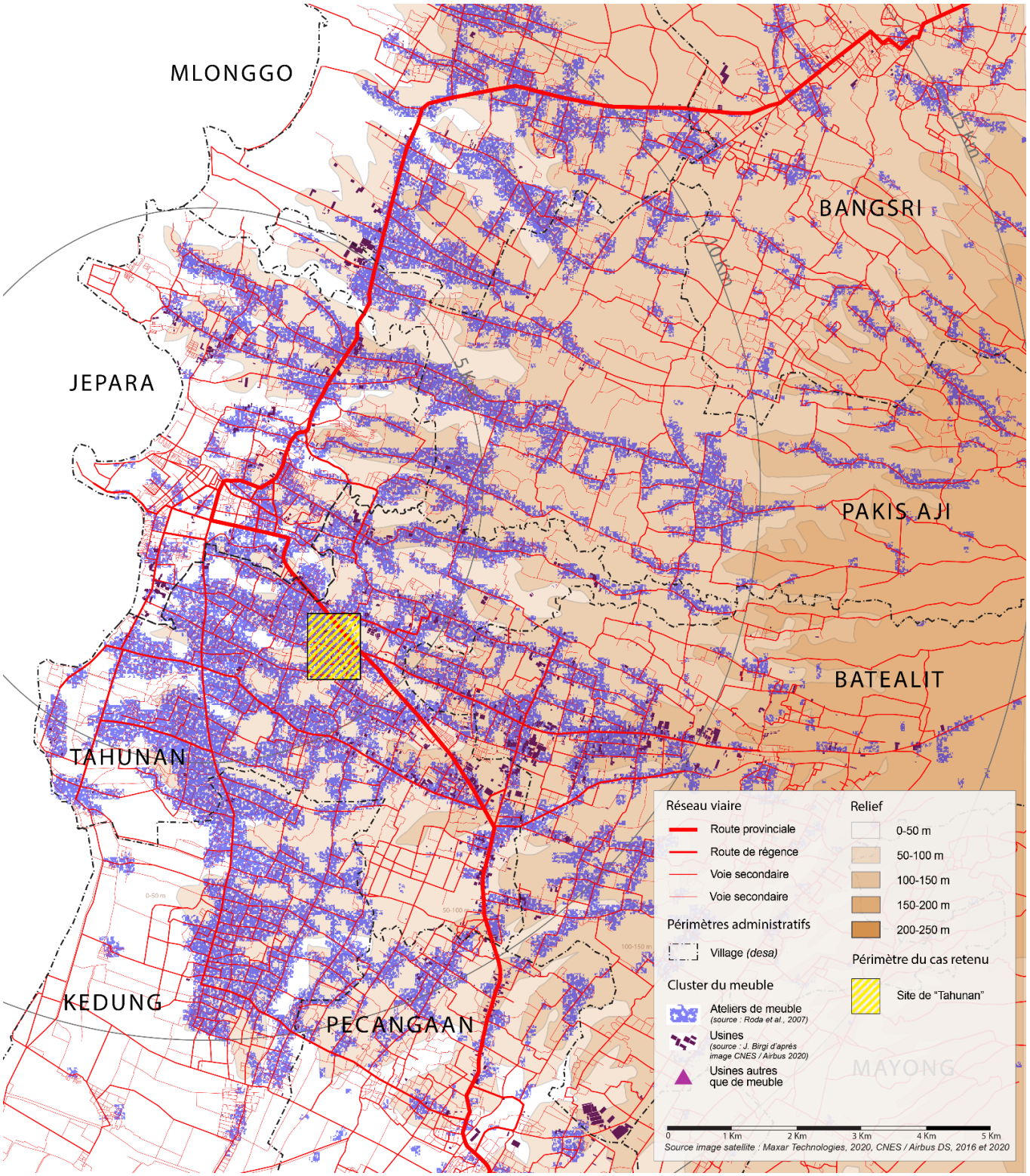
« Réputée être le meilleur centre de sculpture sur bois de Java, Jepara a vu la vaste industrie du meuble lui a apporter tous les attributs d'une prospérité en plein essor. Elle est également aussi endormie qu'un chauffeur de pousse-pousse l'après-midi et plus riche que beaucoup de petites villes javanaises, ce qui en fait un lieu tranquille pour faire une pause à l'écart de la route ».

Indonesia, Victoria : Lonely Planet, p. 216

Il y a quelques années, alors que je voyageais à Java, je fus interpelé par les étonnantes contradictions que relatait dans un style inimitable ce guide touristique grand public : Jepara serait une « petite ville » à la réputation internationale, où une activité économique florissante s'épanouirait dans une atmosphère très provinciale, un « centre » de production situé « à l'écart de la route ». Aussi réductrice et biaisée soit-elle, cette description rend compte du paradoxe fondamental de cet avatar « villageois » de l'économie libérale mondialisée. Pour en comprendre les ressorts, il faut plonger au cœur du cluster. Tahunan est assurément le village le plus ancien, le plus réputé et le plus actif[747] du cluster jeparanais, ce qui en faisait un site particulièrement intéressant pour notre étude de cas. Le fait que la famille de notre première assistante de recherche, Mlle Divya Liantina, vive et travaille sur place était une heureuse coïncidence qui a facilité les premières prises de contacts et le décryptage des liens familiaux au sein du quartier. Le périmètre de 35 ha retenu décrit une géographie typique du cluster avec un plateau boisé s'élevant doucement vers les pentes du mont Muria à l'est, entrecoupé de rivières encaissées le long desquelles se nichent de rares rizières. Il comprend également un échantillon représentatif du réseau viaire dense et hiérarchisé qui innerve le cluster, depuis l'axe principal Soekarno-Hatta jusqu'aux venelles desservant les arrière-cours et les clairières en passant par des routes secondaires et tertiaires. Tahunan est spécialisé dans la fabrication de canapés et de sommiers mais on y trouve également d'autres types de meubles d'intérieur, notamment des tables et des chaises. **Le périmètre comprend 7 unités de voisinage (*RT**), 6 dans le village (*desa**) de Tahunan et 1 dans le village de Semenan. Il compte environ un millier de foyers, soit autour de 3 000 habitants.**

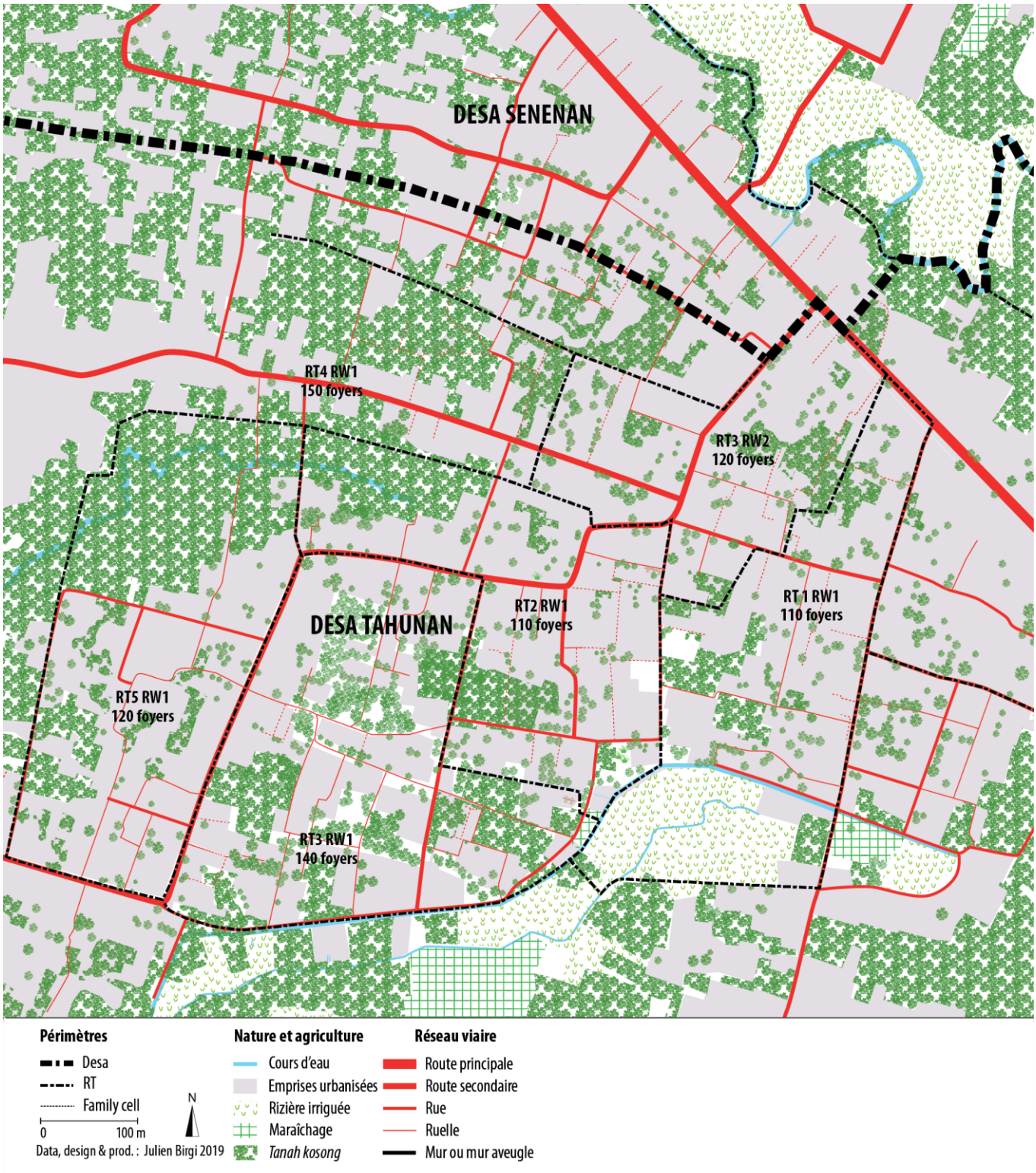
747 En 2015, le *BPS* a recensé 35 728 ouvriers et artisans dans l'arrondissement (*kecamatan*) de Tahunan (l'écrasante majorité d'entre eux travaillant dans l'industrie du meuble) pour 80 268 travailleurs du meuble et du rotin officiellement enregistrés dans la régence.

Carte 28 : Situation du cas de Tahunan au sein de la régence de Jepara



Source : Julien Birgi

Carte 29 : Organisation administrative du site de Tahunan

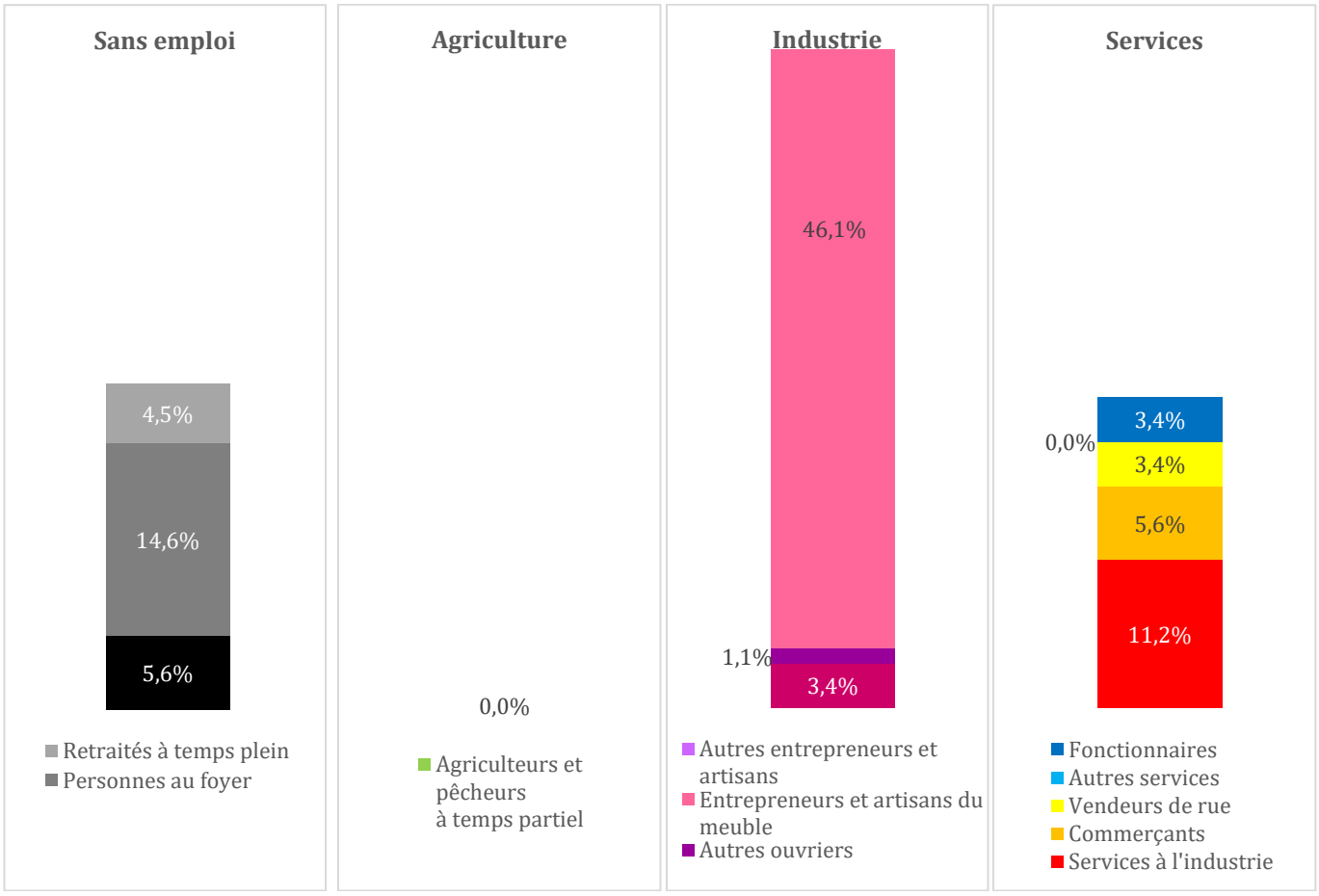


Conception Julien Birgi (données issues de l'enquête terrain, 2018-2019)

Ultraspécialisation économique, diversité des segments de la chaîne de valeur et polyvalence des travailleurs

L'industrie du meuble est si dominante à Tahunan que l'on peut parler de monoactivité. Dans notre enquête, nous avons relevé que 73% de personnes évoluent dans des fonctions de production (à 97% dans le secteur du meuble, les 3% restants correspondant à la fabrication de charbon de bois par un ancien artisan du meuble) auxquels il faudrait ajouter 12% de services divers à l'industrie du meuble, soit 85% d'actifs employés vivant directement de la filière. Les autres sont petits commerçants (5%), vendeurs de rue (4%), ou fonctionnaires et assimilés (4%). Cette ultraspécialisation de l'emploi semble trahir l'incapacité du cluster à se diversifier. Pourtant, l'analyse en profondeur que permet l'étude de cas révèle une réalité plus nuancée.

Figure 25 : Structure de l'activité à Tahunan



Source : Enquête terrain auprès de 89 adultes en 2017-2019

Tableau 43 : Type d'emplois de la population résidente à Tahunan et Jepara en 2015

Périmètre	Agriculteurs et pêcheurs	Ouvriers et artisans	Grossistes, détaillants, hôteliers et restaurateurs	Banquiers, assureurs et autres services supérieurs	Transporteurs routiers, fonctionnaires et autres
Site de Tahunan	0,0%	72,3%	16,9%[748]	3,6%[749]	7,2%
Arrondissement de Tahunan	3,1%	41,6%	9,9%	0,3%	45,1%
Kabupaten Jepara	15,4%	34,3%	20,7%	6,4%	23,2%
Propinsi Central Java	15,5%	35,3%	16,4%	7,9%	25,0%

Sources : enquête terrain auprès de 105 personnes en âge de travailler, dont 19 femmes (dont 12 femmes au foyer[750], et donc non comptabilisés dans ce tableau) et BPS *de Jepara*

De rares vestiges d'une agriculture vivrière

Dans le village, les activités agricoles ont quasiment disparu, malgré la persistance d'emprises naturelles importantes : parmi les 105 adultes enquêtés, aucun ne vivait de l'agriculture. Il subsiste cependant quelques lopins de rizières irriguées dans le lit de la rivière au sud du site et on trouve surtout dans les arrière-cours et sous les arbres des terrains qui n'ont pas encore été bâtis de petits élevages de chèvres et de poules, des plantations vivrières éparses, des arbres fruitiers et des pépinières de plantes ornementales ou fruitières (piments, etc.) qui sont autant de témoins des activités des premiers habitants de Tahunan permettant encore aujourd'hui d'améliorer l'ordinaire.

La présence de l'ensemble des segments de la chaîne de production

Le périmètre enquêté recouvrant un échantillon représentatif des différents statuts de voie en présence dans le cluster, on y trouve logiquement les différents segments de la chaîne de production des meubles, y compris sous la forme de prestataires de services aux entrepreneurs et aux artisans. La plupart des travailleurs du meuble sont indépendants (60% se présentent comme artisan (*pengrajin**) ou comme entrepreneur (*pengusaha**)) et polyvalents. Théoriquement, l'artisan travaille seul alors que l'entrepreneur fait travailler plusieurs artisans. Mais la frontière est ténue et mouvante : il suffit qu'un artisan reçoive une commande importante pour qu'il la sous-traite, et devienne ainsi entrepreneur. A l'inverse, les jours sans, ils peuvent se muer en ouvriers ou en manutentionnaire (comme l'explique 00G par exemple).

En amont du processus de fabrication, on trouve au plus près des ateliers, 21 négociants en grumes, 2 scieries et 13 fours pour sécher le bois, mais aussi plusieurs négociants de matériaux secondaires pour les meubles ornementés – verre, cuivres, tissus, colle, peinture. On comptabilise également des services à l'industrie pour des tâches figurant au cœur de la chaîne de valeur, tel cet ancien entrepreneur qui s'est

748 Dont 6% de négociants en grumes ou en meubles.

749 Tous sont investisseurs immobiliers.

750 Les 7 femmes restantes sont entrepreneuse (exploitante d'une scierie), comptable pour un négociant en grumes, négociante en meubles, fonctionnaire, enseignante, commerçante à domicile et traiteur à domicile.

spécialisé dans la découpe à la demande de pièces complexes, grâce à la machine (rare chez les petits entrepreneurs et les artisans) dans laquelle il a investi. Et en aval, on recense 3 agents logistiques, plusieurs chauffeurs de poids-lourds (qui transportent les meubles jusqu'à Djakarta, Sumatra et Bali) et des manutentionnaires, qui revendiquent également de se voir confier le gardiennage des installations.

Travailler dans les services au cluster offre une alternative aux entrepreneurs qui ont fait faillite et aux artisans qui n'ont pas assez de travail. Le frère de Divya Liantina par exemple a renoncé à son activité pour devenir chauffeur de camion, travail difficile quand il conduit jusque Sumatra où les bandits de grand chemin sont à craindre, mais il peut compter sur un revenu stable et n'a pas besoin d'investir au risque de perdre ses économies. Il en va de même pour le mari d'Ibu Roihana (00F), devenu chauffeur routier après avoir fait faillite en 2012. Le déchargement (grumes) et le chargement (produits finis) des camions est souvent considéré comme une prérogative des jeunes désœuvrés, parfois assimilés à des petits délinquants (*preman*)[751], qui exercent également un monopole sur la « surveillance » des installations, autre pourvoyeur d'emplois.

Il existe également un grand nombre de *showroom*s, qui comptent pour 10% des bâtiments dédiés à l'activité du meuble. Chacun de ces segments d'activités concerne des entreprises et des installations dont la taille peut varier du simple au centuple, du petit négociant en bois comme Bpk Muhtarom (00I) aux vastes dépôts de grumes desservis par Jl. Soekarno-Hatta, de l'établi aménagé dans le jardin à l'usine de finition, de la boutique exposant les produits phares de l'entrepreneur indépendant au vaste *showroom* servant également d'entrepôt (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** p. **Erreur ! Signet non défini.**).

En considérant la fonction des bâtiments occupés (ce qui nous offre un échantillon beaucoup plus étendu que la population enquêtée[752]), on parvient à des résultats convergents mais légèrement plus nuancés. Sur 669 bâtiments occupés (les autres étant des maisons ou des équipements publics), 80% sont dévolus à des activités relevant de la filière du meuble, 18% à des commerces de détail et 1% à des édicules agricoles.

Un commerce de détail, dont le développement s'explique par l'activité du meuble

Contrairement à ce que pouvaient laisser entendre les chiffres de l'emploi, on constate donc l'existence d'un commerce de proximité assez vigoureux. Il faut probablement relier ce résultat à la discrimination par le genre qui prévaut dans la monoactivité du meuble : l'ouverture d'un point de vente à domicile constitue un des rares débouchés professionnels envisageables pour les femmes issues de ménages que la situation économique ne contraint pas à accepter les tâches très mal payées dévolues à la main d'œuvre féminine du

751 A Tahunan, ces jeunes se réunissent par exemple pour jouer ostensiblement aux cartes et, plus discrètement, pour boire, dans le réduit de 04D qui fait office de café, à proximité de plusieurs entrepôts de taille importante.

752 1 633 édifices représentant 93% des constructions existantes au sein du périmètre du site ont ainsi été qualifiés dans le cadre de l'enquête terrain.

cluster[753]. Ce commerce plus présent est également plus diversifié (coiffeurs, vêtements, papeterie, plantes, outillage, riz, fruits et légumes, électronique, quincaillerie, etc. ainsi qu'un supermarché Indomaret) que dans les autres cas étudiés, où il consiste pour l'essentiel en épiceries de proximité. Certains points de vente sont hébergés dans de véritables magasins (certains donnant sur Jl. Soekarno-Hatta et bénéficiant ainsi des flux de transit) qui contrastent avec les simples ouvertures percées dans les maisons de Bangkongsari ou de Terboyo. Il est clair qu'une partie des fruits de l'activité du meuble a été réinvestie dans ces boutiques, permettant de diversifier les revenus et de réduire la dépendance à l''activité erratique du meuble. Ces commerces nous disent également des choses sur le profil des travailleurs embauchés dans les ateliers et les usines du secteur. Le fait que l'on trouve peu de gargotes (*warung**) dans le cœur industrieux du village est une anomalie en Indonésie, où elles sont incontournables dans tout lieu quelque peu fréquenté. Cela témoigne de l'origine très locale de la plupart des charpentiers, sculpteurs et autres manutentionnaires, qui déjeunent et dînent à domicile. Il n'existe pas non plus de *kos*,* ce qui montre que la main d'œuvre circulaire est hébergée chez les artisans et sous-tend qu'elle émane de la famille étendue (ce que confirment les entretiens). En-cela, Tahunan fonctionne comme un village d'artisans, dont l'introversion s'apparente à celle d'un village agraire comme Tambakroto plus qu'aux faubourgs industriels de Semarang.

Tableau 44 : Fonction des bâtiments d'activités consacrés à la filière du meuble relevés à Tahunan

Filière	**Filière du meuble**						**Autres activités**		
Statut	**Dépôts de grumes**	**Scieries**	**Fours**	**Ateliers et usines**	**Entrepôts**	***Showrooms***	**Fermes**	**Bureaux**	**Magasins**
Occupés	21	2	13	340	100	52	8	8	122
Vacants	0	0	1	20	2	2	0	1	4
Total	**21**	**2**	**14**	**360**	**102**	**54**	**8**	**9**	**126**

Source : enquête terrain en 2017-2019 sur un total de 1 633 constructions recensées

Portraits illustrant la diversité des métiers et des parcours à Tahunan[754]

Bpk Muhtarom (00I) est négociant en bois. Il a appris le travail dans sa région natale, à Lampung (Sumatra Sud) en assistant un entrepreneur local. En 2015, la hausse des cours du tek et la raréfaction de la demande le convainquirent de s'installer à Jepara, au plus près de la demande. Il a loué un petit entrepôt de 100 m^2 Jl. Kabupaten et recruté une assistante, Ibu Roihana (00F), payée à la commission[755]. Il achète chaque mois 2

753 Cette hypothèse est confortée par le taux d'activité féminin, bien plus faible ici qu'à Semarang : sur 19 femmes en âge de travailler dont l'occupation a pu être identifiée, seules 5 (soit 26%) exercent des métiers autres que le commerce de détail à domicile, dans une boutique ou dans la rue, contre 54% à Bangkongsari, 27% à Terboyo et 46% dans le village encore en grande partie agraire de Tambakroto.

754 Entretiens respectivement menés les 30 janvier 2018, 7 février 2018, 21 janvier 2018.

755 Cette commission s'élève à 20% du montant des ventes, c'est-à-dire guère plus de 1 MRp/mois pour 8 heures de travail quotidien 28-29 jours par mois, auxquels s'ajoute 0,3 MRp mensuels pour les frais de restauration (entretien avec Ibu Roihana (00F), le 30 janvier 2018).

camions de grumes de teck (soit 18 m^3), pour un montant total d'environ 4 MRp à 2 cultivateurs sumatranais via un agent basé à Lampung, sur lesquels il réalise une marge de 3 à 5 MRp. L'épouse de Bpk Muhtarom a ouvert une gargote devant leur maison.

Bpk Agus Pujiono (00G) travaille principalement comme manutentionnaire (*coolie*), bien qu'il sache sculpter. Ses 25 ans de carrière consistent en une succession d'emplois peu qualifiés et mal-payés, dont il peine à se remémorer les dates précises. Il a appris à sculpter seul quand il avait 17 ans, au milieu des années 1990. Il fut alors embauché par son grand-père comme manutentionnaire dans son atelier de Tahunan. 4 ans plus tard, alors que l'activité s'effondrait avec l'éclatement de la bulle du teck, il suivit son oncle pour travailler 2 ans durant dans une usine de meubles à Semarang. A son retour à Jepara, il exerça comme sculpteur dans un atelier du village de Mantingan (à l'ouest de l'arrondissement), avant de revenir à Tahunan où, depuis 2017, il décharge et charge les grumes pour le compte d'un voisin présenté par son ancien patron. Il ne touche que 1 MRp/mois, qu'il complète en « prenant » des travaux de sculpture à domicile qui peuvent lui rapporter jusqu'à 0,5 MRp.

Bpk Ahmad Adcha (07I) est un artisan né en 1992 ans qui fait parfois de la vente directe sur Internet. Né dans une famille de sculpteurs, il a grandi à Tahunan et appris le métier sur le tas. Une fois marié, il a déménagé dans le village de son épouse, à Kerso (arrondissement de Kedung, dans la régence de Jepara). Mais il a continué à venir régulièrement à Tahunan (où il a hérité de l'atelier adjacent à la maison de ses parents) pour acheter des matériaux, trouver un sous-traitant ou superviser le travail de personnes employées en appoint pour la sculpture, l'assemblage ou la finition. Il a commencé dans le métier en réalisant une cage à oiseaux pour un de ses amis, rencontré lors d'un de ces concours de chants que Bpk Ahmad Adcha fréquente assidument. Aujourd'hui, il en fabrique 2 à 3 par mois, qu'il vend à d'autres passionnés des oiseaux, par bouche-à-oreille ou via le site Internet dont la création en 2017 lui a coûté 500 000 Rp.

La société du cluster et ses valeurs : conservatisme social et libéralisme entrepreneurial

La littérature s'accorde à souligner le rôle central des valeurs partagées par la communauté économique dans la dynamique des districts industriels (SENGENBERGER & PYKE, 1992; MORRIS & BASANT, 2015). L'adhésion à un objectif commun de développement local, la conscience aiguë des atouts du territoire, un sentiment de responsabilité collective vis-à-vis de son devenir et du sort de ses habitants, la pratique des affaires sous les hospices de relations de confiance, la proximité entre dirigeants, actionnaires et travailleurs et le goût du risque et l'appétence pour l'innovation sont fréquemment cités comme autant de facteurs de succès. Pour les commentateurs – la plupart occidentaux, européens notamment –, les districts industriels semblent incarner un milieu économique vertueux (au sens moral du terme) et œuvrant pour le développement local. Cette vision élogieuse éclipse les exemples discordants de clusters régis par des valeurs

de prime abord dissonantes, comme Jepara où l'individualisme effréné des entrepreneurs interroge la littérature. La question à laquelle nous allons nous atteler ici est de savoir ici si ces valeurs jeparanaises atypiques sont de nature à entraver la dynamique du système productif ou au contraire, à offrir des leviers alternatifs de compétitivité.

Des valeurs entrepreneuriales en contradiction avec l'idéal des districts industriels

Lors de mon premier séjour à Jepara, j'étais convaincu de la dimension collective des pratiques économiques au sein du cluster, qui auraient pu en expliquer le succès. A priori, la doxa de la théorie des districts industriels sur les communautés d'entrepreneurs ne pouvait en effet s'exprimer qu'avec force ici, dans le contexte d'une société javanaise affirmant la prééminence des pratiques collectives sur l'individu, à l'image du cas indien[756]. Il me fallut du temps pour constater que la réalité jeparanaise était autre, caractérisée par une pratique des affaires qui s'affranchit en grande partie du cadre collectif familial et ethnique. Cette prise de conscience a été d'autant plus difficile que l'individualisme exacerbé dont témoignent les entrepreneurs jeparanais est masqué par une intensité bien réelle des liens familiaux et de voisinage en-dehors de la sphère économique. Une fois cette réalité perçue, il m'a fallu plus de temps encore pour comprendre comment dès lors, ce cluster dépourvu des atouts classiques des districts industriels pouvait s'organiser face à la concurrence des usines de Semarang et de l'étranger fortes d'une organisation de la production rationnalisée et mécanisée.

A Tahunan, qui de ce point de vue ne déroge pas aux autres clusters, **l'esprit d'entreprise règne** : pour tous les adultes interrogés, créer son entreprise est un objectif incontournable, quitte à emprunter des chemins détournés pour y parvenir. Certes, tous les habitants ne sont pas entrepreneurs, et certains ne travaillent pas même dans le secteur du meuble : ceux qui ont échoué se résignent aux rares alternatives qu'offre l'économie locale ou, échaudés par les épreuves, préfèrent désormais la sécurité relative d'un emploi salarié dans une usine. Mais absolument tous les adultes interrogés ont essayé au cours de leur vie, et le meuble figurera toujours dans leur esprit comme un moyen « d'autoréalisation » (PARRILLI, 2009)[757]. Quand on leur

[756] Dans ce pays, « les petites entreprises […] mobilisent de nombreuses ressources, en particulier financières, à travers des réseaux sociaux dynamiques comme la caste, le lignage, et la famille (LACHAIER, 1998; LACHAIER, 1999; LEONARD, 2011). L'accès aux marchés locaux et internationaux est notamment facilité par des solidarités économiques existantes au sein des "communautés marchandes" (GADGIL, 1959; TIMBERG, 1978; CADENE, 1993; MARKOVITS, 2000; RUTTEN & PATEL, 2002), mais aussi au sein de diverses castes (DAMODARAN, 2008) et classes sociales (UPADHYA, 2004) » (RAULT CHODANKAR, 2020, p. 16).

[757] Les exemples illustrant ce propos ne manquent pas : alors qu'il avait été envoyé étudier la théologie à l'université à Kudus, Bpk Arifin (07D) a, pendant son temps libre, « appris comment faire des *gebyok** [cadres de porte finement sculptés] parce qu'à Tahunan, personne n'en fait » et qu'il pensait « à y introduire un nouveau style de produits ». Bagus Ghozali Nor (dont les parents ne travaillent pas dans le meuble) a quant à lui quitté en 2019 son travail d'assistant de recherche pour une fonction bien plus précaire et moins bien rémunérée de *broker* au service d'un importateur russe. Pendant 5 ans, Bpk Yetno (00E) est lui passé d'un atelier à l'autre pour « apprendre toutes les tâches de la fabrication de meubles, y compris la charpenterie, la

demande de conter leur histoire, artisans et entrepreneurs mettent systématiquement en avant leur démarche personnelle dans l'apprentissage des techniques de travail du bois, l'acquisition d'expérience comme employé et leur établissement comme entrepreneur**.** Ils n'oublient certes pas d'évoquer le contexte dans lequel ils ont grandi, où le meuble était omniprésent (00E)[758], ni l'appui de leurs parents qui ont parfois intercédé pour leur première embauche[759] et qui ont surtout apporté le terrain (et parfois de l'outillage, des capitaux, voire, plus rarement, la mise à disposition de leur main d'œuvre et le partage de leur clientèle (07D)) nécessaire à leur établissement. Mais dans ces récits, **l'entrepreneur se présente systématiquement comme acteur de son destin** (tout du moins pour ce qui est de sa vocation, car comme nous allons le voir, la fatalité est ensuite souvent invoquée face aux difficultés), ce qui détonne par rapport aux entretiens menés dans les sites étudiés à Semarang, où les circonstances et la fatalité sont plus souvent mises en avant par les travailleurs du meuble pour expliquer leur parcours. Cette perception, à laquelle on pourrait opposer le déterminisme inconscient des structures de production dont sont issus les entrepreneurs, est étayée par le contre-exemple de la désaffection actuelle d'une partie de la jeunesse jeparanaise pour la sculpture et l'entreprenariat, qui tend à montrer que l'omniprésence du cluster ne suffit pas à créer des vocations professionnelles : pour les Jeparanais, travailler dans le meuble est ressenti comme un choix.

Même si la famille nucléaire et le voisinage sont présents dans les phases initiales d'apprentissage, de transmission des valeurs et de démarrage de l'activité, les Jeparanais affirment **leur indépendance économique** une fois à leur propre compte. L'échec de la coopérative Tahunan Raya est révélateur de la nette prévalence des entreprises individuelles sur les initiatives collectives, qui sont anecdotiques. Les relations de sous-traitance et de co-traitance ne s'inscrivent pas non plus dans un cadre établi privilégié, qu'il soit familial, clanique, capitalistique ou coopératif, ce qui déroge aux principes communautaires des districts italiens et de certains clusters des pays émergents. Au contraire, l'environnement social proche est perçu à Tahunan comme contraignant pour les affaires, car il oppose à la rationalité économique des obligations sociales à même de compromettre la performance de l'entreprise. Les acteurs du meubles interrogés sont unanimes à expliquer qu'embaucher ou être en affaires avec un proche, loin de garantir motivation et souci de la qualité, expose à

sculpture et la finition pour tous types de produits ». Une fois acquis "assez d'économies et de confiance (*keberanian**) », il a ouvert son propre atelier à domicile. Pendant qu'il étudiait en lycée professionnel à Semarang, Bpk Anas (Z04) a travaillé comme sculpteur pour des entreprises de meubles locales dans les années 1980, avant de devenir agent pour leur compte en gérant l'approvisionnement en meubles ornementés fabriqués à Jepara, puis de devenir entrepreneur en 1992 avant de faire faillite. La propension à l'entrepreneuriat est encouragée par des facteurs attractifs (*demand-pull factors*) tels que le modèle parental, les chances raisonnables de relative réussite ou la quête de reconnaissance sociale, mais aussi par des facteurs répulsifs (*supply-push factors*) comme le peu d'opportunités d'emploi formel, une agriculture vivrière et le faible niveau d'éducation.

758 La plupart des entrepreneurs expliquent qu'enfants, ils ont observé les savoir-faire pratiqués à la maison et dans les ateliers qui jalonnaient leur chemin de retour de l'école. Adolescents, ils ont pris l'initiative d'apprendre à sculpter en achetant leurs propres outils (Z04).

759 Il est de tradition de faire ses armes dans un atelier géré par une connaissance qui n'appartient pas au cercle familial resserré.

des abus que les liens du sang rendront compliqués à pointer et à sanctionner[760]. Outre l'argument récurrent de parents profiteurs prenant leurs aises, les entrepreneurs taisent le cas (sans doute beaucoup plus fréquent eût égard à la volatilité du marché) où la conjoncture impose de licencier ou de ne pas payer un fournisseur, exposant à une opprobre familiale qui serait plus difficile à affronter que celle d'un inconnu. Mieux vaut donc pour tous couper les liens économiques avec la famille et le voisinage, en érigeant une frontière claire entre la famille nucléaire (l'entrepreneur, son épouse et ses enfants, dont le travail est considéré comme une contribution naturelle au revenu du foyer) et la famille étendue (c'est-à-dire le clan), soigneusement tenue à distance.

Une des raisons fréquemment invoquées pour ne pas mêler la famille étendue à ses affaires est le risque de se voir déposséder de son savoir-faire, de ses clients ou de ses meilleurs fournisseurs[761]. De l'avis de tous – commentateurs extérieurs aussi bien que Jeparanais « de souche »[762] – nous sommes à Jepara en présence **d'une véritable « culture de la triche »[763]** à rebours de toute la littérature sur les clusters, qui fonde leur réussite sur « la confiance réciproque qu'aucune des parties exploitera la vulnérabilité de l'autre » (SABEL, 1992)[764], dans les districts industriels des économies « avancées » comme dans les contextes « émergents » telle l'Inde[765]. Mais à Jepara, les flux d'information, d'innovation, de compétences et de capitaux obéissent à

760 Cette mise à distance de la famille étendue est également relevée, mais avec moins d'intensité, dans le petit *cluster* du meuble de Bukir à Java-Est, où sans être exclue, elle n'est pas non plus privilégiée : « par contraste avec [la famille nucléaire], les membres de la famille étendue sont souvent payés autant que les autres employés. […] il n'y a pas d'obligation à travailler en famille ; ils disposent plutôt d'un droit d'accès secondaire aux bénéfices de l'entreprise familiale » (MAWARDI, 2014, p. 114;115).

761 La situation est différente pour les artisans et pour les entrepreneurs. Alors que ces derniers se doivent de protéger le lien avec des clients devenus plus rares, ne pouvant prendre le risque d'être « doublé » par un de leurs proches, les artisans n'ont pas de relation commerciale à défendre. Au contraire, partager une commande trop importante par rapport à leur capacité de production leur permet d'envisager des opportunités futures de travail par échange de bons procédés. Les comportements des différents acteurs s'adaptent ainsi aux enjeux propres à chaque segment de la chaîne de valeur du *cluster*.

762 Les industriels établis à Semarang et les étrangers travaillant à Jepara confirment la propension des fournisseurs à tricher sur la qualité du bois, à essayer de bâcler le travail, à copier les nouveaux modèles et à tenter de court-circuiter les intermédiaires.

763 Lazarovici (2004, p. 41) notait déjà que « les usines sont souvent murées ou cachées de l'extérieur par d'autres moyens afin d'éviter le risque important à Jepara d'être copié. En effet, la plupart des modèles inédits ne le restent pas plus de six mois avant d'être copiés même si de telles mesures sont prises ».

764 Théoriquement, « être capable d'agir "en confiance" introduit une dynamique essentielle à l'économie en ôtant l'inertie paralysante qui existe quand les entreprises craignent d'agir parce qu'elles ne sont pas sures que les autres se retiendront d'agir opportunément en profitant de leur faiblesse temporaire […]. Elle permet aux entrepreneurs de s'engager dans des investissements lourds […]. Elle permet aux gens d'échanger des informations commerciales, de se passer des idées de *design*, des savoir-faire, des techniques, etc., en sachant que les "partenaires" n'abuseront pas de la confiance qui leur est faite en faisant un usage égoïste et unilatéral des informations au détriment de celui qui les a données, ni ne manqueront à l'avenir de communiquer des informations utiles en retour » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 19).

765 « La réputation […] est étroitement liée à l'engagement réciproque des prêteurs et des emprunteurs à ne pas être en défaut de paiement. Elle agit comme un frein à la fois à l'instauration d'obligations contractuelles insistantes par le prêteur et aux

des lois qui semblent faire peu de cas de la valeur « confiance ». Les décisions des agents économiques y sont déterminées par un pragmatisme, un opportunisme et un intérêt à court terme qui, à défaut d'autoriser la consolidation d'un socle de relations durables propice à une montée en gamme de la production, permet de réallouer en temps réel les facteurs de production là où ils sont le plus efficaces à l'instant présent.

On ne trouve pas non plus trace dans la sphère professionnelle du principe de solidarité économique selon lequel « la foi en un même dieu, la poursuite des mêmes fins politiques, ou un héritage ethnique et culturel communs [amèneraient] les parties à se voir comme membres d'une communauté de destin dont les conditions d'appartenance implicites (et parfois explicites) excluent l'exploitation des vulnérabilités économiques de leurs pairs » (SABEL, 1992, p. 216). A Tahunan, les relations économiques sont dictées par des choix opportunistes au jour le jour et relèvent davantage d'un *modus vivendi* de circonstance (pour reprendre l'expression de Sabel) que d'un ordre moral qui cimenterait la communauté. Comme nous l'évoquions dans le chapitre 1.2, l'intéressement que l'idéal javanais commande d'occulter est ici assumé, jusqu'à susciter l'opprobre des autres Javanais – les femmes jeparanaises, supposément « vénales (*materialis*) », étant la cible privilégiée – ou les moqueries des commentateurs locaux[766]. Il est vrai qu'à Jepara plus qu'ailleurs, on n'hésite parfois guère à perdre la face si de l'argent est en jeu. Le côté « nouveau riche » des entrepreneurs jeparanais – du moins ceux ayant fait fortune pendant la ruée vers le teck – se manifeste également dans un manque de tact décomplexé. Sur une échelle de l'étiquette javanaise allant du plus raffiné (*halus**) – les villes royales de Yogyakarta et Surakarta – au plus vulgaire (*kasar**) – la grande cité portuaire de Surabaya à Java-Est – Jepara se situe sans doute en-deçà de la moyenne. Le langage, la gestuelle, l'expression des émotions y sont bien plus spontanés que les canons formels du savoir-vivre javanais ne le préconisent. Les idéaux d'harmonie sociale (*rukun**), d'équité (*podo-podo**), de générosité (*lomo**) et de considération pour les

tentatives de rééchelonner les remboursements par l'emprunteur. La circulation de l'information, principalement par les ragots, assure que le comportement des deux parties soit connu de tous. Maintenir sa réputation, pour le débiteur, permettra par conséquent de sécuriser des conditions avantageuses dans de futurs contrats, établissant son statut d'entrepreneur fiable et facilitant son accès futur au crédit auprès d'un "bon" prêteur, sur lequel il pourra compter pour ne pas transgresser les codes implicites applicables aux négociations et aux obligations en cas de besoin. Pour le prêteur, en contrepartie, préserver une bonne réputation ne facilite pas seulement la couverture des emprunts, mais elle accroît sa position sociale et maximise le nombre de (potentiellement) "bons" emprunteurs et par là-même, permet de réduire les efforts qu'il leur faudra consacrer au remboursement des prêts » (SCHWECKE, 2018). Dans cet exemple, l'auteur souligne l'efficience économique de la réputation, qui fait toute la différence entre le crédit et l'usure en réduisant le risque de défaillance à des niveaux si faibles que les créanciers peuvent pratiquer des taux de 2% à 10% par mois (à comparer avec les 30% couramment pratiqués pour les prêts risqués).

766 « Des gens pauvres ont devenus riches du jour au lendemain et ont voulu construire plus grand et plus haut que leurs voisins, inspirés par les séries télévisées de *Sinetron*. Beaucoup ne savaient pas quoi faire de leur argent ; ils ont acheté des maisons et des voitures » (entretien avec Gaël Derycke (04A) le 26 juillet 2017). « Les Jeparanais aiment dépenser leur argent en voitures ou en sorties à Semarang » (entretien avec Erwin Widayanti et son mari (Z13) le 25 juillet 2017.

autres (*tepo-sliro**) sensés régir le vivre ensemble ne semblent pas aussi vigoureusement exprimés que dans un village rizicole comme Tambakroto ou les faubourgs de Semarang que nous avons étudiés.

Bien que très fiers d'avoir créé leur propre entreprise de meubles, **la majorité des *pengusaha** affichent des ambitions limitées**. Bpk Sholikul Huda (06M) par exemple entend « juste poursuivre l'activité de son père et gagner assez pour sa famille ». Cette attitude n'est pas propre à Jepara[767] mais au sein d'un des principaux clusters exportateurs du pays, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle soit moins prononcée. On relève également **une surprenante passivité face aux circonstances** qui paraît totalement contradictoire avec la notion d'entreprenariat. Dans un contexte porteur, elle prend la forme d'un suivisme consistant à reproduire les recettes de ceux qui réussissent[768] ; et face aux difficultés, à un attentisme assumé[769]. Une autre illustration de cette passivité est donnée par le rapport au risque d'accident. Contrairement à leurs homologues occidentaux[770] qui imposent le respect de protocoles (et tiennent à le faire savoir), les dirigeants javanais ne prennent manifestement aucune disposition pour améliorer les conditions de sécurité. On ne peut arguer d'un cynisme motivé par une quête effrénée de profit, étant donné qu'en cas d'accident du travail il est de coutume d'indemniser la victime, ce qui revient cher. Non, la raison invoquée est que c'est le Ciel (*Allah*) qui décide de ce qui doit arriver[771].

Enfin, on note **un profond attachement à la terre natale**, incarnée par le village. En dépit de la vocation marchande de la petite cité, de son ouverture économique au monde et d'une population relativement cosmopolite, les natifs de Jepara rechignent à quitter leur ville. Quand les temps sont durs, ils peuvent émigrer pour gagner leur vie dans les usines de Semarang et de Djakarta ou comme contractuels dans les îles périphériques comme Kalimantan ou Sulawesi, où leurs compétences en charpenterie dans le bâtiment ou au service d'entrepreneurs de meubles travaillant pour le marché local sont prisées. Dans les deux cas, les salaires sont supérieurs de moitié à ceux pratiqués à Jepara, à quoi s'ajoute pour les contractuels la prise en charge des

767 Etrangers et Sino-indonésiens se complaisent à déplorer la passivité et le peu d'investissement des travailleurs javanais. On ne peut bien sûr que s'inscrire en faux contre un tel préjugé (WOLF, 1992), mais il est indéniable que la quête du profit est une motivation moins présente (ou à tout le moins moins explicite) chez les Javanais (y compris parmi les indépendants) que dans d'autres sociétés. Dans le cas du *cluster* du meuble de Bukir (Java-Est), 7 des 35 entrepreneurs interrogés indiquaient par exemple que « satisfaire les besoins de leur famille était le but ultime de leur activité » (MAWARDI, 2014, p. 88).

768 Quand on lui demande les raisons qui l'ont amenée à ouvrir un nouveau *showroom*, Ibu H. Diyah nous explique ainsi : « nous, les petits entrepreneurs et artisans, nous nous contentons de suivre la tendance (*mengikuti tren**) ».

769 Plusieurs entrepreneurs enquêtés ont fait part de leur préoccupation quant à l'inflation des cours du teck, mais interrogés sur la manière dont ils comptaient réagir, aucun n'a apporté de réponse.

770 Faute d'avoir pu visiter des usines détenues par d'autres étrangers (chinois ou malaysien par exemple), nous ne pouvons dire comment les mesures de sécurité y sont appliquées.

771 Entretien avec l'épouse de Bpk Suwaji (06A), propriétaire d'une scierie, le 18 juillet 2017.

frais de déplacement et d'hébergement. Malgré ces conditions économiques favorables, ils rentrent à Jepara dès que leurs économies suffisent à subvenir pour un temps aux besoins de leur famille[772].

Des valeurs en réalité adaptées au positionnement concurrentiel du système productif jeparanais

Il serait erroné d'en conclure trop vite que le cluster aurait failli à développer des valeurs propices aux affaires. Si tel avait été le cas, comment aurait-il pu survivre à la pression de l'environnement concurrentiel international ? Or, c'est précisément à l'examen des conditions de cette concurrence exacerbée que les comportements a priori anti-développementalistes évoqués ci-dessus prennent tout leur sens. **La distinction entre les affaires et la vie privée et la tolérance à l'égard des tricheurs par exemple peuvent être envisagées comme propices à la prise de risque**, sans avoir à craindre l'ostracisation économique ou sociale que causerait ailleurs une mauvaise réputation. Cette perspective n'est pas sans rappeler la manière dont sont perçues les faillites dans un pays de culture libérale comme les Etats-Unis, où elles sont assimilées à une expérience constructive davantage qu'à une tache indélébile (PEPIN, 2011) comme c'est plus souvent le cas en France. Dans des contextes où sévit un diktat du respect de ses engagements économiques comme l'Inde (cf. note 765), l'obsession de la réputation peut a contrario entraver l'entrepreneuriat[773].

L'ancrage territorial des entrepreneurs – qu'ils soient ou non nés sur place – s'explique très bien par l'importance de la « marque Jepara », dont la réputation ne s'est pas érodée dans le pays. Au-delà d'être un indéniable argument de vente sur le marché indonésien, rester ou revenir à Jepara procure en outre de nombreux avantages qu'ils auraient du mal à trouver ailleurs dans le pays : du terrain et des locaux dans le giron familial, un choix illimité de fournisseurs à portée de main, et l'effet vitrine que procure le flux d'acheteurs. Mais de manière plus subtile, résider à Jepara permet également de se revendiquer du mythe fondateur du cluster, quitte à le réinterpréter. Ce processus de « réinterprétation que font les acteurs de leur passé collectif, et plus spécialement de leurs conflits, de telle façon que la confiance en la coopération en devienne naturelle, par la force des choses de leur héritage commun » (SABEL, 1992, p. 218) a été mis en évidence dans le cas de nombreux districts industriels. Mais à la différence des communautés d'affaires souvent introverties et exclusives qui y dominent, le cluster jeparanais offre par son hospitalité la possibilité

772 Entretien avec Bpk Andy Sadian (Z09), originaire de Padang (Sumatra), *pengusaha** propriétaire de *CV. Kantumi* et membre de la section jeparanaise de l'*Himki**, le 24 juillet 2017. Eri Agus Susanto (Z01) est quant à lui revenu à Jepara travailler dans le meuble après son mariage après (ou malgré ?) des études en urbanisme à Semarang. Il en est allé de même pour Bpk Ahmad Adcha qui s'était installé dans le village de sa femme, mais a décidé de revenir avec elle à Jepara pour saisir l'opportunité de vendre des cages à oiseaux.

773 « Le caractère local du crédit informel va de pair avec une géographie de la honte qui renforce la visibilité des réputations. Des emprunteurs occasionnels cherchent des prêteurs dans des endroits éloignés, avant tout pour éviter les rumeurs répandant l'information qu'ils ont besoin de fonds, susceptible d'affecter l'évaluation de leur réputation, ces efforts dépendant de la possibilité d'être introduit et de bénéficier d'une garantie (*vouched*) pour que la transaction s'effectue dans le secret » (SCHWECKE, 2018).

aux allogènes d'y prendre part. D'ailleurs, **le cosmopolitisme et la tolérance** qui prévalent dans le village pourtant conservateur (nous y reviendrons un peu plus loin) qu'est Tahunan sont des valeurs a priori favorables aux affaires. La possibilité offerte aux étrangers de pouvoir vivre comme bon leur semble a certainement compté dans l'attractivité dont jouit la petite cité balnéaire auprès des nombreux entrepreneurs occidentaux qui la fréquentent ou y résident.

Quant à la passivité et au fatalisme, dont nous avons plus de mal à expliquer la force dans un cluster aux prises avec une concurrence internationale exacerbée, une explication anthropologique nous permet d'en percevoir toute la plus-value du point de vue du positionnement de l'industrie jeparanaise du meuble. Pour le professeur Sudaryono de l'*UGM* en effet, le fatalisme et le renoncement (*pasrah**) – ou, pour reprendre une expression passée dans le langage courant, le « lâcher prise » – enracinés dans la culture javanaise peuvent être compris comme une réponse collective aux catastrophes naturelles et aux événements violents qui ont frappé l'île surpeuplée à travers les siècles, permettant de mieux accepter son sort et de reconstruire[774]. De ce point de vue, **ce fatalisme** en apparence antithétique avec les valeurs affirmation de soi et de projection présentes dans les districts industriels **jouerait un rôle positif en aidant les travailleurs du cluster à accepter les incidences des circonstances** (qu'il s'agisse d'un accident ou de la perte d'un client), **à surmonter les chocs économiques et à supporter mieux que d'autres dans la durée l'incertitude du lendemain** (chronique au sein du cluster).

Un conservatisme social, filet contre l'insécurité économique

Dans cet univers qui s'apparente à une jungle entrepreneuriale marquée par un individualisme exacerbé, on est pourtant frappé par l'intensité des pratiques collectives qui éclosent en fin d'après-midi vers 17h00, quand l'intensité du soleil décroit et que cesse le travail dans les ateliers. Une fois partis les pick-up ramenant les petits groupes de journaliers dans leur village, Tahunan appartient à ses habitants qui se regroupent devant chaque maison pour bavarder, avant de se presser à la mosquée pour la prière du soir (*sholat maghrib** ou *sholat isya**). A la sortie, on s'attarde pour bavarder à nouveau avant de rejoindre son groupe de *pengajian**, qui se réunit avec une fréquence supérieure à tous les autres sites que nous avons étudiés (y compris le village rizicole de Tambakroto)[775]. On ne néglige pas pour autant les réunions hebdomadaires de voisinage

774 Le professeur Sudaryono fait notamment état de recherches menées sur des villages dévastés par les tsunamis de décembre 2004 à Aceh et juillet 2006 à Java. Dans le second cas, le traumatisme collectif se serait avéré moins profond et la reconstruction physique et psychologique plus rapide qu'à Sumatra, où la référence à la *pasrah** n'est selon lui pas aussi forte qu'à Java.

775 Le groupe de *pengajian** d'Ibu Roihana (00F) par exemple se réunit à la mosquée tous les lundis et les vendredis à 20h00, après la prière du soir (*sholat Isyak**), chacun apportant à manger et à boire. Une autre réunion se tient chaque dimanche à 14h00 chez un membre à chaque fois différent. Chacun cotise 20 000 Rp qui servent à 60% pour acheter des friandises et à 40% pour le budget de l'organisation, qui servira à aider un membre malade ou à organiser un événement (comme la venue d'un théologien (*ustadz**) célèbre). Bpk Arifin (07D) fréquente quant à lui assidument depuis 2015 un groupe d'une soixantaine de membres où

(*kumpulan RT**)[776], y compris pour ceux dont les attaches se situent en-dehors du quartier comme Bpk Arifin (07D) dont le tropisme des relations est à Kudus. Ces séances ressemblent plus à des rencontres de quartier qu'à des réunions administratives[777]. En réalité, davantage que la gestion des affaires courantes du quartier, ce qui compte est l'espace de partage de l'information et l'instance de résolution des conflits qu'offrent ces occurrences. A la fois mécanisme de mobilisation d'un capital tournant et de sociabilité, la tontine (*arisan**) peut donner accès à un petit capital circulant tout en procurant l'occasion aux entrepreneurs de faire étalage de leur réussite[778]. En sus, les organisations politico-administratives sont particulièrement actives à Tahunan. Les sections locales du *PKK** se réunissent fréquemment dans des locaux dédiés et disposent d'un budget permettant de consentir des prêts (06G). On pratique également en fin d'après-midi et le dimanche (jour où l'activité ralentit sans toutefois cesser complètement) des sports collectifs comme le volley et le football, ou en petits groupes comme le cerf-volant pour les enfants, le badminton (on ne compte pas moins de deux cours extérieurs et une salle dans le périmètre que nous avons investigué), le motocross (dont sont friands les hommes, jeunes et moins jeunes), ou encore le chant des oiseaux (*lomba burung**).

Les pratiques collectives sont également très intenses au sein de chaque clan. Même si on veille à tenir à l'écart de ses affaires frères, cousins et voisins, les mécanismes de solidarité y sont aussi puissants que dans tout autre village javanais[779]. Il arrive fréquemment qu'une cérémonie de *slametan** investisse une rue, ouvrant parenthèse spatiale et temporelle dans la fourmilière industrieuse qu'est Tahunan, notamment le dimanche. Il

il retrouve des amis de Kudus et Pati. Il se réunit une à deux fois par semaine dans l'une des deux villes, et quotidiennement pendant le *Ramadan*. Bien que tous les membres ne travaillent pas dans l'industrie du meuble (certains sont également paysans et ouvriers), des informations sur des clients potentiels y circulent souvent.

776 On y retrouve ses voisins pour parler des affaires courantes, bavarder et participer à une tontine (*arisan**) dont la cotisation de base varie selon les *RT.* entre 15 000 et 50 000 Rp/semaine. Certains *RT.* sont particulièrement actifs, comme le *RT. 03* qui se réunit trois fois par semaine (un record parmi tous les territoires que nous avons étudiés) chez le gagnant de la dernière tontine, en organisant un nouveau tirage au sort à chaque séance. Le *RT. 05* se réunit une seule fois par semaine, avec une des cotisations les plus basses (20 000 Rp), et systématiquement dans une des trois maisons que possède le chef du *RT.*, qui tient manifestement à marquer ainsi son autorité.

777 Bpk Susilo (00Q) relativise ainsi le prestige de la fonction : « Être chef de *RT.* ne consiste qu'à gérer les doléances des gens, sans moyen pour le faire ».

778 Il est effectivement possible de cotiser plus que la mise de base. Dans le *RT. 02*, où la mise est de 20 000 Rp/semaine, Bpk Arifin (07D) verse 50 000 Rp, exprimant ainsi formellement sa relative réussite sociale et sa générosité.

779 Ibu Roihana (00F) indique par exemple que quand un voisin organise une célébration familiale (*slametan**) à la maison, elle participe aux préparatifs (*rewang**) en cuisinant chez elle avec les autres voisines ou apporte des friandises. Trois ans plus tôt, quand son enfant est né, c'était son tour d'être aidée par les voisins qui sont venues chez elle préparer le repas. Bpk Daryono (00H) se souvient que quand son fils a été circoncis, beaucoup de voisins sont venus aider à préparer la cérémonie. Bpk Yetno (00E) raconte que les voisins s'entre-aident, se prêtent des outils et des ustensiles et se rendent visite quand un parent tombe malade. Agus Pujiono (00G) souligne que « chaque fois qu'on est en difficulté ou que l'on veut rendre grâce (*syukuran**), on s'aide les uns les autres. Comme la dernière fois que son voisin a rénové sa maison : on l'a aidé avec les autres voisins ».

est d'ailleurs frappant pour un Occidental d'observer les invités garder un œil sur leurs affaires pendant les cérémonies, voire ne pas hésiter à négocier bruyamment un contrat au téléphone au beau milieu du cimetière, lors de funérailles. Mais c'est sans doute la cérémonie du mariage qui incarne le mieux l'articulation entre ces célébrations communautaires et les affaires économiques. Elle est à la fois une occasion de réunir le clan, d'unir deux familles, d'afficher son statut social et, pour les jeunes mariés, de fonder un nouveau foyer, ce qui signifie à Tahunan se mettre à son compte pour produire des meubles. Le mariage permet également une transmission intergénérationnelle et interclanique de capital sous des formes très diverses : argent, biens de consommation courante (du petit électroménager aux baskets à la mode), terrain (qui servira à construire sa maison et son atelier), ressource humaine (par l'entremise de l'épouse qui secondera son mari, lui apportant un concours essentiel pour la gestion commerciale de son activité) et fonds de commerce (via les relations et les moyens de production des beaux-parents).

Photo 24 : Préparation (*rewang) des colis de nourriture (*berkat**) (à gauche) et cortège de présents à l'occasion d'un mariage à Tahunan**

Source : Julien Birgi (juillet 2017)

Au fil des jours passés à observer, à arpenter et à bavarder à Tahunan, on note que ces pratiques sont clairement distinctes des activités économiques. Prières et réunions collectives sont d'ailleurs les seuls moments où le travail cesse. **Ces pratiques sociales font contrepoids à l'individualisme entrepreneurial, maintenant la cohésion sociale,** qui reste une priorité partagée[780]. Quand des disputes éclatent pendant des

[780] Le rôle des *slametan* dans le maintien de la cohésion d'une société encline aux conflits économiques a aussi été identifié dans d'autres contextes, comme à Bukir. Derrière le respect d'une éthique javanaise qui privilégierait le collectif et l'harmonie salué par Mawardi (2014) se cachent des arguments objectifs. Comme à Jepara, les contraintes impliquées par la participation aux

réunions de *RT.** – souvent au sujet des manifestations à organiser – Bpk Sholikul Huda (06M) use de son statut de notable pour s'assurer que la discussion s'achève paisiblement et « prenne un tour positif pour chacun des participants ». Ce souci de l'harmonie peut se manifester dans un contexte privé. Bpk Sholikul Huda conte l'anecdote d'une dispute avec un de ses employés qui avait abîmé une pièce de meuble. L'employé se mit en colère, et quitta l'atelier. A la fin, Bpk Sholikul Huda lui téléphona pour s'excuser et l'employé est revenu. Bpk Ahmad Adcha (07I), qui gère un atelier à Tahunan mais réside dans le village de son épouse (Kerso, au sud de Tahunan, nettement moins actif dans la fabrication de meubles), argue que « les gens à Tahunan sont plus modernes désormais : ils ne créent pas de problème pour des questions inutiles. Ils se respectent ». Ces témoignages sont aussi intéressants dans leur contenu que dans le fait qu'ils soient narrés à l'observateur extérieur : cela montre l'importance qu'accordent les habitants de Tahunan à l'harmonie sociale, tant au travail qu'entre voisins.

Les mécanismes de solidarité qu'elles perpétuent (à travers les dons effectués à l'occasion des *slametan** ou via les *arisan**) **entretiennent également un filet de sécurité permettant d'assurer la survie de chacun en cas de chômage ou de faillite**[781]. Cette sécurité joue un rôle fondamental pour la vitalité du cluster : avec la pleine propriété du logement et le maintien de quelques cultures vivrières, elle permet aux entrepreneurs et aux artisans (généralement dépourvus d'économies) de supporter des périodes d'inactivité plus ou moins longues sans qu'ils aient à changer de métier ou à quitter la ville. Entre deux emplois, on peut ainsi attendre à la maison qu'une opportunité se présente sous la forme d'un acheteur de passage attiré par la qualité des produits exposés devant la maison, d'un *SMS* d'un donneur d'ordres pour qui on a travaillé dans le passé ou d'une information transmise par un membre du groupe de *pengajian** en marge de la prière collective du soir. Si bien que Jepara conserve en permanence un réservoir de main d'œuvre immédiatement disponible en mesure de répondre quasi instantanément à une reprise de la demande.

L'ensemble de ces pratiques collectives, qu'elles soient religieuses, politiques ou récréatives, assurent des interactions quotidiennes avec le clan et le voisinage par-delà le cercle de la famille nucléaire au sein duquel s'exerce l'activité économique. **Ces interactions fréquentes permettent par ailleurs de redistribuer le travail entre voisins**[782] non pas par solidarité mais pour répondre à toute commande qui se présente. Cette mutualisation informelle des moyens de production permet de tirer le meilleur parti d'une demande en dents

activités communautaires sont compensées par une combinaison de bénéfices (comme l'obtention d'informations ou d'opportunités d'emploi) et de sanctions (la réprobation des voisins).

781 La vocation de mécanisme de solidarité des *slametan** est soulignée par le terme de « coup de main (*sambatan**) » employé par Bpk Daryono (00H) pour décrire son implication dans ces célébrations. Il provient en effet de la base nominale *« sambat »,* qui signifie « coup (du sort) », c'est-à-dire un événement à la fois imprévisible et générateur d'un dommage.

782 Le terme le plus couramment usité pour designer l'entourage élargi est plutôt celui d'ami (*teman**), qui désigne indifféremment le voisin (*tetangga**), le parent (*saudara**) ou l'ami « choisi » (*teman**). Cette indiscrimination dans le langage témoigne de l'imbrication de la proximité géographique, des liens du sang et des affinités qui tendent à se confondre.

de scie, en ajustant l'offre. La distribution du travail peut s'effectuer sous deux formes. (1) La plus élémentaire est celle du partage entre artisans situés sur un pied d'égalité vis-à-vis du donneur d'ordre : quand il reçoit une commande qu'il ne saurait satisfaire seul, mais insuffisante pour justifier de la sous-traiter, le *pengrajin** informe ses voisins de l'opportunité et leur propose d'en prendre une partie. Il n'en retire pas de bénéfice direct (commission par exemple) mais cela lui permet de se positionner pour bénéficier en retour d'une commande future venant d'un des bénéficiaires de son action (comme s'il cotisait à une mutuelle du volume de travail en quelque sorte), et plus accessoirement (dans cet univers où les logiques économiques prévalent sur les obligations sociales qu'est Jepara) d'en retirer une certaine aura au sein du clan et du village. Les artisans peuvent également partager certains outils, comme des marteaux ou des broyeuses (01A), mais ils se prêtent rarement assistance financièrement[783]. (2) La deuxième forme de redistribution est la sous-traitance, par laquelle un fournisseur sollicité par un donneur d'ordre s'improvise donneur d'ordre à son tour en sollicitant des artisans qui feront le travail à sa place. Afin de pouvoir prendre une marge, il lui faut alors trouver des candidats prêts à accepter de traiter la commande à un prix encore inférieur à celui qu'il a consenti, ce qui aura pour effet mécanique de dégrader la qualité de la production ainsi démultipliée[784].

C'est donc dans la seule sphère extra-économique que semble s'appliquer à Tahunan le principe des « conventions coutumières (*customary conventions*) [...], partagées par chacun et auxquelles chacun doit s'adapter, [et qui] émanent de la société civile, et comportent une série de sanctions : quiconque enfreint ces règles est exclu de la communauté et ne peut plus y travailler » (BRUSCO, 1992, p. 182). Comme si s'était opéré un transfert – imposé par le positionnement prix du cluster sur la scène internationale – des valeurs susceptibles de pénaliser la flexibilité et la réactivité du système productif vers le champ social (qu'il soit familial, clanique ou de voisinage).

La question du rôle de la religion dans le développement du cluster : l'influence indirecte du *NU

A Jepara comme partout ailleurs en Indonésie, **la religion est omniprésente dans la vie quotidienne,** en particulier l'islam et son courant traditionnaliste, le *NU** (cf. chapitre 1.2), dominant dans les campagnes et les petites villes javanaises[785]. Depuis 2012, c'est un responsable de 53 ans de la branche politique du *NU*, le

783 La difficulté à mobiliser du crédit est d'autant plus problématique que les clients ne paient généralement pas en avance, contrairement à un petit *cluster* comme Bukir où il semble que l'acompte soit pratiqué (MAWARDI, 2014).

784 C'est ainsi que Hassan Omar Bachacha (29G), entrepreneur canadien nouvellement établi à Jepara, nous raconte qu'il s'est rendu compte que plus il confiait de commandes à son fournisseur, plus la production était irrégulière : celui-ci s'était mu en intermédiaire se contentant d'empocher une marge (entretien le 26 juillet 2019).

785 « Le *NU** est une organisation hégémonique [qui] joue un rôle dans la formation de la culture civique à Jepara. De nombreuses organisations d'hommes, de femmes, de jeunes et d'étudiants y sont affiliées. Il dispose de fondations éducatives – *Lembaga Ma'arif et Rabithah Ma'ahid Islamiyah (RMI)*. Ses membres gèrent plus de 100 *madrasas** (écoles islamiques de tous niveaux pour élèves externes), des douzaines de *pesantren* (écoles islamiques dotées d'un internat), des établissements islamiques

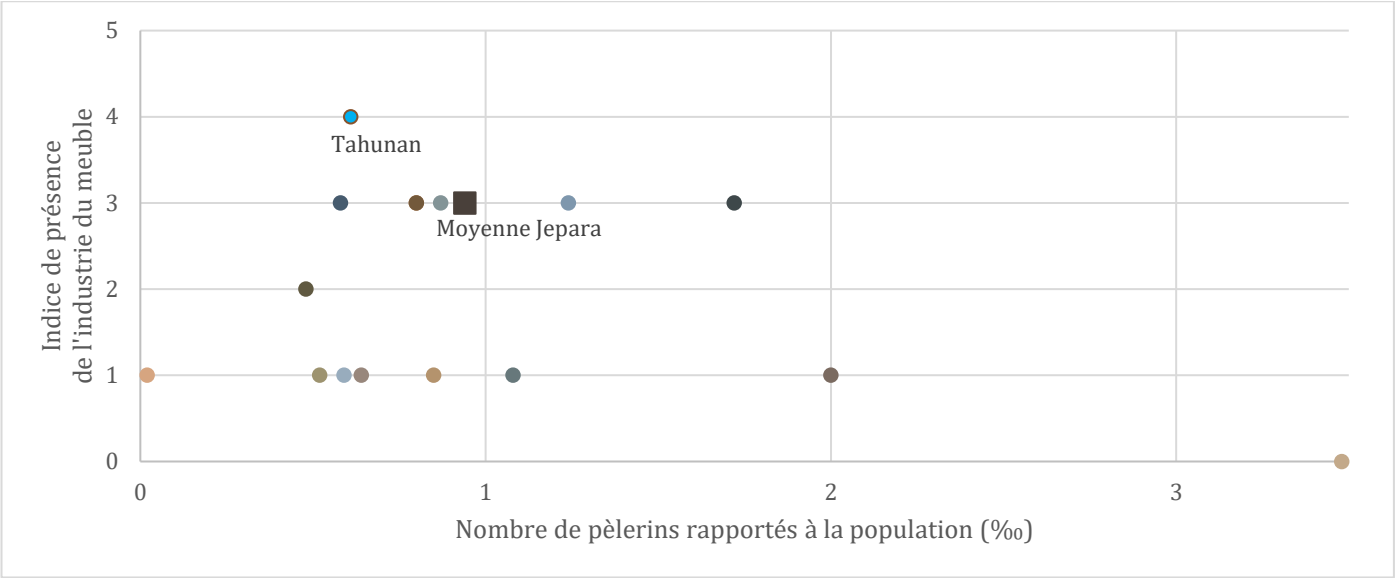
Parti pour l'unité et le développement (*PPP*), K.H. Ahmad Marzuqi, qui exerce la fonction de régent. Pourtant, les liens entre le *NU* et l'activité du meuble ne sont pas évidents. Nous avons par exemple essayé de voir si les arrondissements de la régence où se concentre l'industrie du meuble (et incidemment une population relativement plus aisée) étaient aussi ceux d'où partaient le plus de pèlerins pour le *Haj** ; or, les données 2015 tendent plutôt à montrer le contraire (cf. Figure 28 p. 358). Dans le même ordre d'idée, Tahunan présente le contre-exemple d'un village très impliqué dans le cluster mais dont certains des clans les plus actifs adhèrent au courant moderniste de la *Muhammadiyah**, rival du *NU**, ce qui ne semble pas handicaper les entrepreneurs locaux pour leurs affaires[786]. Par ailleurs, l'islam – et plus particulièrement l'islam traditionnel du *NU* – est pointé du doigt comme un facteur de conservatisme et de manque de créativité[787]. Si les jugements sont parfois réducteurs, il faut reconnaître que les acteurs de l'innovation que nous avons identifiés émanent invariablement d'entrepreneurs extérieurs au milieu local dominé par le *NU*.

d'enseignement secondaire, une Académie des technologies du bois (*Sekolah Tinggi Ilmu Ekonomi, STIE**) et une université (*Universitas Islam Nahdatul Ulama, Unisnu**). Son Institut pour la mobilisation des ressources humaines (*Lembaga Kajian dan Pengembangan Sumber Daya Manusia, Lakpesdam**) anime des programmes de développement local et a initié des ateliers de réconciliation entre le *NU* et des familles liées au Parti communiste indonésien (*Partai Komunis Indonesia*, *PKI**) victimes des massacres et des détentions de masse en 1965. La même organisation pilote un Forum pour les pauvres et les groupes marginalisés. Les membres du *NU* contrôlent également de nombreuses coopératives de microcrédit et un hôpital » (SCHILLER J. , 2007, pp. 333-334).

786 Cette incongruité dans le paysage religieux de Jepara (où « la plupart des hommes d'affaires sont des Jeparanais musulmans liés au *NU* » (SCHILLER J. , 2007, p. 330)), s'explique de la manière suivante. Dans les années 1970, le nouveau collège d'enseignement professionnel de Jepara recruta un professeur qui venait d'une autre ville. Membre de la *Muhammadiyah*, il convainquit Djayadie Redjo, alors chef du village où se situait le collège, de rejoindre le mouvement. De fil en aiguille, suivant son exemple, les familles de Tahunan quittèrent le *NU*.

787 « Les musulmans ne pourront réussir à l'avenir parce qu'ils se contentent de suivre le flot. Ils pensent uniformément ; ils disent voilà ce que dit l'Islam et chacun s'y conforme » (entretien avec Bpk Andy Saidan (Z09) le 24 juillet 2017).

Figure 26 : Corrélation entre l'intensité du pèlerinage à La Mecque et la concentration de l'industrie du meuble dans les arrondissements de la régence de Jepara en 2015



Conception de l'auteur d'après données du BPS *Jepara*

Il ne faudrait pas sous-estimer pour autant le rôle du *NU* dans la structuration du cluster. Du fait de son omniprésence dans la société, « beaucoup de leaders se rencontrent sur les bancs des écoles du *NU* ou dans le cadre des activités de ses organisations de jeunesse. En outre, le *NU* offre des opportunités de développer des compétences organisationnelles et des capacités de leadership. Collecter des fonds et mener à bien des projets enseigne la confiance en soi et permet à des leaders de s'affirmer en leur démontrant qu'il existe des ressources considérables et un altruisme dans la communauté locale » (SCHILLER J. , 2007, p. 334). En revanche, en dépit de son hégémonie sociale et politique, le *NU* n'entretient pas de relation privilégiée avec les réseaux d'affaires comme sa rivale la *Muhammadiyah*, très implantée au sein de la bourgeoisie urbaine et en prise avec les élites politiques, y compris au niveau national[788]. Les entrepreneurs locaux ont davantage de liens avec l'administration provinciale qu'avec la classe politique locale, étrangère au cluster[789] et plus décriée qu'à Semarang[790]. Il faut dire que celle-ci ne semble guère se soucier de la santé du cluster, plus préoccupée

[788] La *Muhammadiyah* fut fondée en 1912 à Yogyakarta par des Javanais *pribumi** soucieux de défendre leurs intérêts économiques face aux avantages supposément accordés à la minorité chinoise par le pouvoir colonial. Depuis l'origine, l'organisation est étroitement associée aux élites urbaines et aux milieux d'affaires, un rôle renforcé par ses nombreux établissements offrant une éducation « moderne » fondée sur la science et la pédagogie occidentale qui ont formé des générations de diplômés. Typiquement, le seul des cinq membres de la Commission électorale locale en 2004 (*Komite Pemilihan Umum Daerah*, *KPUD**) impliqué dans l'industrie du meuble était un membre de la *Muhammadiyah* (SCHILLER, 2007).

[789] Ni le régent en exercice ni son prédécesseur n'avaient d'intérêts dans des entreprises de meubles.

[790] Par exemple Bpk Ico (Z11), quand on lui demande s'il a des liens avec les autorités locales, répond en indiquant qu'il est "anti-bureaucratie (*anti-burokrasi* !*) » et que la politique, « in fine, ce n'est qu'une histoire d'argent (*ujung ujungnya duwet*) » (entretien le 11 mai 2018). Il en va de même pour Bpk Andy Saidan (Z09), Vice-président de la section jeparanaise de l'*Himki**

qu'elle est par la demande de services de la population[791] et les projets d'infrastructures ou de zones industrielles déconnectées du tissu économique local (cf. chapitre 2.3). Quant à l'implication bien réelle des entrepreneurs dans la vie religieuse locale[792], elle doit plutôt être vue comme un agissement social économiquement désintéressé.

Ce distinguo entre le monde des affaires et la vie politique locale dominée par le *NU* n'exclue pas un rôle indirect de sa part dans le rayonnement du cluster. Car la pédagogie traditionnelle de l'enseignement religieux promue par le *NU*, fondée sur une relation privilégiée entre maître et élève au sein des *pesantren** (par opposition aux *madrasa** de la *Muhammadiyah* où l'enseignement, inspiré des méthodes occidentales, est rationnalisé), invite les parents à confier l'éducation de leur enfant à un maître réputé, souvent loin du domicile. L'internat des *pesantren** permet de nouer des liens privilégiés avec des enfants issus d'autres régions du pays, qui pourront éventuellement susciter plus tard des échanges ponctuels de produits ou de main d'œuvre avec des territoires sans lien particulier avec Jepara. A l'inverse, les *pesantren** de Jepara, centre islamique réputé du fait notamment de la présence du sanctuaire de Mantingan et de la tombe d'un des neufs *Wali Songo** sur le mont Muria, accueillent de nombreux élèves issus du centre et de l'est de Java. Il est possible que cette éducation joue un rôle dans la capacité des entrepreneurs jeparanais à s'approvisionner en bois, à commercialiser leurs produits finis, voire à s'implanter un peu partout dans le pays[793] pour développer une production locale de meubles[794], mais nous n'en avons pas la preuve.

(entretien le 24 juillet 2017), qui déplore l'inefficacité et la corruption de la police et de la justice. Ou d'Eri Agus Susanto (Z01), qui constate l'impuissance des autorités locales (entretien le 25 juillet 2019).

791 S'il se mêle peu des questions de développement économique, le *NU* est en revanche très actif dans l'organisation de la société civile et attentif à ses revendications, ce qui a pour effet « l'engagement de beaucoup d'officiels à promouvoir [son] idéologie et à développer les conditions de vie d'un peuple qui ne craint pas de crier ses revendications, condui[san]t à plus de répondant effectif de la part du gouvernement » (SCHILLER J. , 2007, p. 329), à tout le moins pour des sujets pratiques comme les équipements de proximité. Nous reviendrons plus loin sur la manière dont l'implication collective dans la gestion du territoire a joué un rôle majeur dans la transformation de l'espace.

792 Au niveau du quartier, les figures religieuses sont souvent des entrepreneurs qui ont réussi. Bpk Sholikul Huda (06M) par exemple (qui gère un atelier employant 6 personnes et générant un chiffre d'affaires mensuel de 24 MRp et un bénéfice de 4 MRp) est le représentant de son organisation religieuse au niveau de son *RT.**. A ce titre, il accueille les réunions de *pengajian** chez lui chaque jeudi soir à minuit. Bpk Solikin (08A) et Bpk Susilo, dont les entreprises sont de taille comparable, sont très actifs à la mosquée, où ils participent volontairement à des travaux d'amélioration de l'édifice.

793 On compte une diaspora javanaise importante dans les régions côtières du sud de Kalimantan et de Sulawesi, ainsi que dans les petites îles de la Sonde (y compris Bali), qui peut envoyer ses enfants étudier dans les *pesantren** réputées de Jepara.

794 C'est par exemple le cas à Bukir, au sud de Surabaya (Java-Est), où ce sont des Jeparanais qui ont permis l'essor du *cluster* de meubles (MAWARDI, 2014).

Une mise en valeur collégiale de l'espace

Pour un cluster aussi cosmopolite et inséré dans l'économie mondiale que Jepara, il est frappant de constater combien l'atmosphère des rues s'apparente à celle d'un village où tout le monde se connaît. Un des signes les plus révélateurs de cette situation sont les ragots incessants qui animent les discussions entre voisins. Certes, le commérage est très répandu dans tout village ou *kampung** qui se respecte, comme dans toute communauté humaine de par le monde d'ailleurs. Mais il est particulièrement prononcé à Tahunan, où les sondés le mentionnent spontanément comme un sujet d'importance. Certains s'en plaignent ; d'autres soulignent leur « bonne » attitude consistant à ignorer les racontars[795] ; d'autres encore s'en amusent[796]. Mais les rumeurs jouent aussi certainement un rôle dans la circulation de l'information économique et l'imposition des valeurs sociales communes, comme on le constate dans d'autres contextes informels tel que le cluster du meuble de la petite ville de Kartarpur, en Inde du nord (DE BERCEGOL & GOWDA, 2017).

La vie des clans tourne autour des petites rues (*jalan lingkungan*,* littéralement « rues de l'entourage », « du cercle », c'est-à-dire de l'univers du clan) et des venelles (*jalan keluarga*,* littéralement « chemins familiaux »). Ces ruelles accessibles aux camionnettes et aux motos sont gérées par les autorités villageoises (*Pemerintah Desa**) grâce à des subventions de la régence et parfois avec le concours financier des riverains (en foncier ou en numéraire), au prorata de la longueur de leur façade et de leurs moyens[797] [798]. Il en va de

795 Ainsi en va-t-il de Bpk Agus Pujiono (00G) : « je n'ai pas de problème [à Tahunan]. Mais il y a des gens qui ne m'aiment pas ou qui disent des choses négatives sur ma famille ou sur moi. En plus, ils le font aussi bien en face que dans mon dos. Comme toujours, et comme je le dis toujours à ma famille, je ne me mets pas en colère. Nous savons la vérité : nous n'avons pas besoin de répondre ou de faire quelque chose de négatif en retour. Je me contente de rester positif à propos de ce que les autres racontent. Comme la dernière fois quand mon voisin a parlé durement à ma femme et qu'elle n'a pas réagi » (entretien à Tahunan, le 7 février 2018).

796 Comme Gaël Derycke (04A) qui juste après avoir laissé échapper une critique, déclare : « Mince, je suis resté trop longtemps à Jepara : voilà que je commence à médire ! Ragoter sur la famille et les voisins est le passe-temps numéro un ici, comme j'imagine dans tous les villages du monde. Mais ici, l'argent facile a créé des inégalités, et donc des frustrations et de la jalousie » (entretien à Jepara, le 2 mai 2018).

797 A titre d'exemple, Jl. 19 a été élargie à 3 m et renforcée avec une structure en béton de 10 cm d'épaisseur sur 80 m de linéaire en 2017 pour un coût total de 38 MRp, financés à 60% par le budget du village – issu de dotations de la régence – (*dana desa**) et à 40% par des fonds communautaires (*swadaya*,* du javanais *swa* ou « soi-même » et *daya* ou « pouvoir, puissance »). Dans le cas de Jl. 00.1, les 52,7 MRp de travaux réalisés en 2016 ont été financés à 77% par *dana desa** et à 23% par *swadaya* (sources : panneau du gouvernement de la régence, consultés le 1er mai 2018).

798 En revanche, le degré d'intérêt général auquel répond l'ouvrage semble peu pris en considération dans la répartition du financement (contrairement au principe de proportionnalité du financement au service rendu qui préside aux modalités de financement des équipements publics dans de nombreux pays). Jl. 00.1 par exemple, financée à hauteur de 77% par les finances publiques, est en impasse, et ne bénéficie donc qu'aux riverains, alors que les travaux sur Jl. 19, qui accueille un important trafic de transit, n'ont été financés qu'à hauteur de 60% par le budget du village. Il est évident que le jeu politique local, dans lequel interviennent des transactions informelles (autrement dit, de la corruption), joue un rôle déterminant. Mais cette iniquité se

même pour les équipements publics sur lesquels se fonde toute communauté en Indonésie, à savoir les lieux de culte : ce sont les clans qui ont édifié les oratoires (*musholla**) jusqu'à ce qu'ils soient cédés à une organisation religieuse sous forme de don de bien morte (*wakaf**), accédant par cette opération au statut de mosquée (*masjid**). Les rues de voisinage émanent souvent de chemins familiaux asphaltés. A l'origine, ces chemins reliaient les différentes maisons du clan aux rues alentour, si bien qu'elles traversent généralement les terres des clans via une succession de cours autour desquelles s'organisent les maisons. Le terme même de *jalan keluarga** témoigne du caractère privatif de ces voies. Elles sont donc naturellement considérées comme une extension collective de la sphère domestique (pour les *slametan**, bavarder, ou les jeux des enfants) ou individuelle de la sphère économique (stationnement des motos des ouvriers, peinture des produits finis, chargement de conteneurs). Lors des *slametan**, les riverains confectionnent des panneaux de signalisation pour réguler le trafic, parfois secondés par les fonctionnaires de l'administration villageoise.

Photo 25 : exemples de gestion de l'espace public par les riverains : signalisation d'une manifestation (à gauche) et barrière mobile pour interdire le trafic de transit pendant la journée :

Source : Julien Birgi (mai 2018)

Genèse d'une venelle (*jalan keluarga) de Tahunan**[799]

Quand il voulut percer une nouvelle voie (Jl. 12.3) pour relier deux rues (Jl. 11 et Jl. 12), le chef du *RT.** demanda aux deux propriétaires riverains de céder gracieusement 1 m de section courante chacun. Bpk Noor Faiq, qui possédait un entrepôt en bambou sur le tracé et pouvait à ce titre s'estimer lésé, demanda en retour que la voie soit aménagée avec des fondations suffisamment solides pour supporter le passage fréquent de véhicules. Comme l'assemblée du *RT.* était réticente à dépenser beaucoup d'argent pour ce projet, Bpk Noor

manifeste également parmi les riverains, comme dans le cas de Jl. 00.1 où le principal bénéficiaire (le frère aîné du clan, qui réside du bout de l'impasse) est celui qui a le moins contribué au financement de l'ouvrage.

799 Entretien avec Bpk Noor Faiq, propriétaire riverain, le 2 mai 2018.

Faiq finit par consentir à fournir les matériaux de construction, moyennant la réalisation des travaux par les habitants du *RT.* sous forme de travail communautaire (*kerja bakti**). Il présente sa décision comme un effort de sa part envers la communauté (étant donné que sa propriété était déjà desservie par une vraie rue) qu'il explique par des motivations religieuses (« si les gens sont contents de pouvoir utiliser cette voie même après ma mort, j'obtiendrai une grâce (*pahala**) de Dieu »), sociales (« c'est bien que cet endroit devienne animé (*ramai**) à l'arrière ») et économiques (« les rues font monter les prix du foncier »). Nous pouvons remarquer que ces deux derniers motifs font référence à des bénéfices collectifs, alors même que Bpk Noor Faiq s'estime peu lié à la communauté de ses voisins.

Une des corollaires de cette gestion communautaire de l'espace est l'existence d'**un « droit de territoire ».** Concrètement, il se matérialise par un droit de regard (peu contraignant d'après ce que nous avons pu en observer lors de nos différents séjours) de la communauté des riverains sur les activités qui s'y implantent et les nuisances induites, les dons attendus à l'occasion du Ramadan ou du Nouvel an javanais, des taxes collectées par le chef de village (*Kepala Desa**) sur chaque conteneur expédié, mais aussi une forte pression pour recruter des manutentionnaires et des vigiles parmi les jeunes désœuvrés du coin. Ces jeunes sont souvent des petits délinquants (*preman**) qui passent le plus clair de leur temps à jouer aux cartes, à boire et à chercher de l'argent facile. Ils exercent une pression sur les entreprises des environs que la communauté locale accepte, raison pour laquelle nous la considérons comme une des expressions du droit de territoire. Cette pression prend la forme d'intimidations et de menaces plus ou moins explicites d'atteintes aux biens « s'ils ne sont pas protégés ». On peut également bloquer le passage des camions quand l'entrepreneur refuse d'embaucher ces jeunes pour charger les conteneurs[800]. Les acteurs extérieurs n'acceptent pas facilement ce droit informel[801]. Certains en font les frais, comme un certain Patrick, ressortissant américain qui ne donnait rien à la communauté où son usine était implantée dans l'arrondissement de Batealit et qui dur céder par suite des manifestations[802]. Les *preman** peuvent être si présents qu'ils en viennent à perturber l'activité économique, comme dans l'arrondissement de Bangsri où les industriels ont longtemps refusé de s'implanter de crainte d'être rackettés ou que l'on attaque leurs installations. La pression des *preman** est d'ailleurs un des motifs de déménagement des usines de Jepara vers les zones industrielles Semarang, où « on est à l'abri de ce genre de problèmes archaïques »[803]. Les Indonésiens, plus familiers de ce genre de pratique, y souscrivent plus facilement que les étrangers. Par exemple, le Sumatranais Bpk Muhtarom (00I) affirme qu'il est heureux de

800 Entretien avec Ruben van Tienhoven (12A), le 20 juillet 2017.

801 Ruben (12A) a tenu bon pour choisir lui-même ses manutentionnaires, l'agencement des meubles au sein du conteneur nécessitant le plus grand soin pour éviter la casse pendant le trajet jusqu'au destinataire. Gaël (04A) invoque ses principes pour refuser de verser quoi que ce soit aux *preman** des environs, et même au chef de village soi-disant pour entretenir la route « alors qu'on ne voit jamais ni facture, ni la couleur des travaux ».

802 Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01), le 25 juillet 2019.

803 Entretien avec Erwin Widayanti (Z13), le 26 juillet 2017.

pouvoir « aider à réparer la route quand le *RT.** planifie des travaux, décidés dans le cadre des réunions de *RT.** auxquelles il participe. C'est bien si je peux contribuer à la vie du village de Tahunan. J'ai gagné ma vie ici, alors je dois donner en retour ». Quand cette pression devient trop forte, au risque de menacer l'économie locale, des mécanismes de régulation interviennent[804], mais souvent tard, surtout si on compare avec l'ultraréactivité du cluster dans d'autres registres.

La morphologie de la ville-atelier, reflet des facteurs de compétitivité et des valeurs du cluster

On sait peu de chose de Tahunan avant les années 1970. Hormis le sanctuaire de Mantingan, 2 Km à l'ouest de notre site, il n'existe pas de vestige ni de preuve d'une occupation humaine antérieure. Mise à part une maison traditionnelle (*joglo**) datant au moins au début du 20ème siècle[805], les maisons les plus anciennes remontent aux années 1980 et nous savons que certains habitants sont nés ici dans les années 1960. Certains témoignages évoquent l'installation de familles dans les années 1950. A cette époque, il est probable que le site était encore peu peuplé et couvert de forêt.

Il est probable que les caractéristiques de l'agriculture qui se pratiquait à Jepara ont favorisé – tant sur le plan économique que morphologique – l'essor de l'artisanat. Dans un contexte différent (celui d'une région sucrière de l'est de Java-Centre), Geertz (1965) avait déjà montré comment la prévalence des cultures sèches et des pâtures sur la riziculture irriguée avait contribué à la diversification de l'activité économique, avant qu'elle ne soit rigidifiée par le système colonial. Dans le cas de Tahunan, la polyculture vivrière du plateau a certainement doté les premiers habitants d'une plus grande autonomie économique et sociale que les paysans de la plaine littorale et du sud de la régence, consacrés à la culture intensive de la canne à sucre ou à la riziculture irriguée. Sans doute les premiers habitants qui se sont installées de manière dispersée dans les forêts inexploitées du plateau faisaient-ils déjà preuve d'un esprit d'indépendance particulier vis-à-vis de la société agglomérée dans le centre-ville de Jepara[806], que l'isolement n'a pu que renforcer. A l'origine, ils vivaient essentiellement d'élevage (bovins, chèvres, volaille), de cultures vivrières (rizières sèches (*sawah hujan**), maraîchage) et de cueillette (noix de coco, bananes). Le travail du bois était pratiqué de manière artisanale sur de petits objets (plateaux (*nampan**), classeurs de courrier (*tempat menaroh surat kaper**), porte-revues

804 Eri Agus Susanto (Z01) explique ainsi que le problème des *preman** a Bangsri, qui durait depuis plusieurs années, a été réglé après l'intervention de la police saisie par l'intermédiaire de *l'Himki** (c'est d'ailleurs la principale vertu de la section locale de l'association à ses yeux).

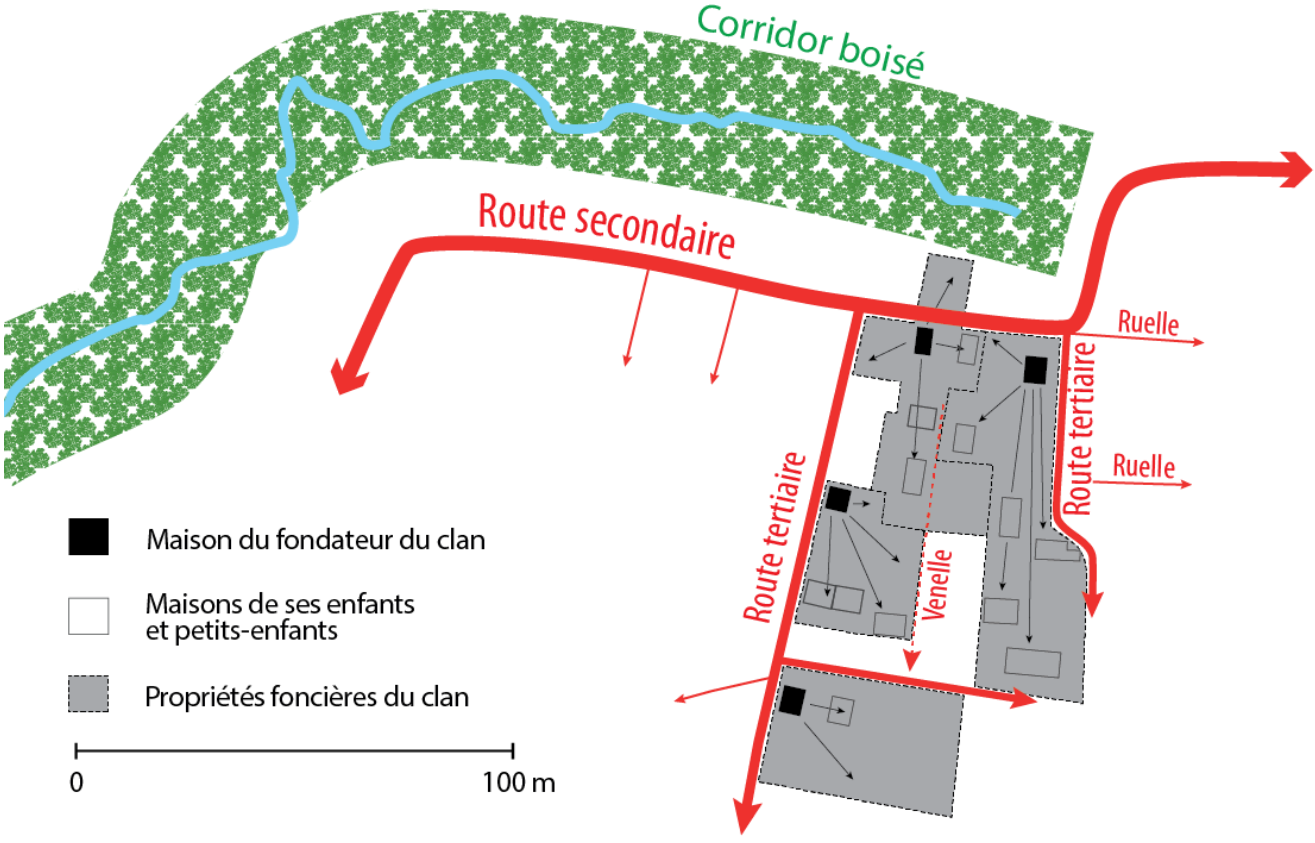
805 Bpk Djayadie Redjo (00N) y est né en 1923. La maison était alors seule dans les environs (entretien le 25 juillet 2019).

806 Cette configuration est en effet atypique à Java-Centre, où prévaut dans les campagnes un modèle villageois consistant en un agglomérat dense de maisons ceint d'une lisière d'arbres délimitant nettement l'espace résidentiel d'avec les rizières alentours. Il rappelle en revanche les formes de peuplement des fronts pionniers à Java-Ouest et au sud-est de Java-Est (et plus largement, dans toute l'Asie du Sud-Est) à la fin du 19ème et au début du 20ème siècles (LOMBARD, 1990).

(*majalah**), etc.), dont la vente assurait un complément de revenu significatif. Ce n'est que dans les années 1970 qu'ils comment à fabriquer des meubles, en particulier des chaises[807].

En 1972, un premier jalon marqua l'émergence d'un véritable cluster, avec la fondation de la Coopérative pour le Grand Tahunan (*Koperasi Tahunan Raya, KTR**) à l'initiative d'une figure locale, Haji Harifin Mubaroh (qui fut le premier entrepreneur de Tahunan à exporter) avec l'implication d'une poignée de familles de Tahunan. Ils achetèrent ensemble une parcelle d'environ 1 ha (jusqu'alors utilisée comme pâture), l'équipèrent pour le séchage et le stockage du bois et y construisirent un bureau. La coopérative a bien fonctionné tout au long des années 1980 selon le principe de partage des bénéfices (*Sisa Asil Usaha, SAU**) mais à la mort de son fondateur, elle périclita en raison de malversations de son successeur[808] jusqu'à l'abandon du site.

Figure 27: Schéma du processus de peuplement de Tahunan



Conception et réalisation Julien Birgi

Distribution spatiale des unités de production : la forme de la treille, support des valeurs du cluster

Tahunan ne correspond en rien aux modèles traditionnels javanais du village (*desa**) et du quartier urbain (*kampung**). Sa morphologie atypique résulte de l'implantation dispersée de clans familiaux, puis de leur

807 Entretien avec Bpk Djayadie Redjo (00N), op.cit.

808 Entretien avec Winnie Perdana Saputra (00N), le 26 juillet 2019.

consolidation in situ, combinée à l'édification in situ d'un outil de production façonné par les flux et reflux de l'activité du meuble. Les installations nécessaires au processus de fabrication, quelle que soit leur taille (simple pièce de la maison, atelier ou usine), se sont mêlées aux habitations en un surprenant *patchwork*.

Conformément aux principes d'organisation énoncés dans le chapitre 2.3, le village de Tahunan est globalement spécialisé dans la fabrication de certains produits – canapés et sommiers essentiellement –. Les segments de la chaîne de production se répartissent selon le statut des voies : les entrepôts où s'opèrent les tâches de finition et d'où sont chargés à bord de semi-remorques les produits finis ont été édifiés (la plupart dans les années 1990 et au tournant des années 2000) le long des principales artères (Jl. Soekarno-Hatta et Jl. Kabupaten) ; les *showrooms* (édifiés en masse pendant la « ruée vers le teck », entre 1998 et 2001) ont privilégié la fréquentation de Jl. Soekarno-Hatta ; les ateliers de découpe et de sculpture de toutes tailles ont éclos un peu partout, dans les arrière-cours et les jardins ; les dépôts de grumes et deux scieries se sont installées là où subsistaient des terrains disponibles, le long de routes praticables par les semi-remorques (JL. Karangkebagusan en particulier). Cette répartition « spontanée » ou « organique » (dans le sens où elle n'est pas planifiée) des différentes composantes de l'appareil productif est organisée par « la main invisible du marché » (SMITH A. , 1776) immobilier[809].

Le maillage viaire hiérarchisé qui quadrille le territoire du cluster favorise la circulation des biens, des personnes et des informations. L'espace et son aménagement peuvent alors jouer un rôle fédérateur en rapprochant physiquement les agents du cluster et en facilitant leur circulation. Tahunan confirme de ce point de vue la théorie des clusters, qui insiste sur l'importance de **la réticularité des agents économiques** : « les petites entreprises en tant qu'entités indépendantes, agissant à leur propre compte, sont dans une position concurrentielle délicate […] et ont besoin d'établir des liens avec les gisements de ressources d'autres entreprises, petites ou grandes, pour acquérir des positions clefs. Ainsi, les relations et les réseaux sont-elles déterminantes pour le succès de l'entreprise » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 11).

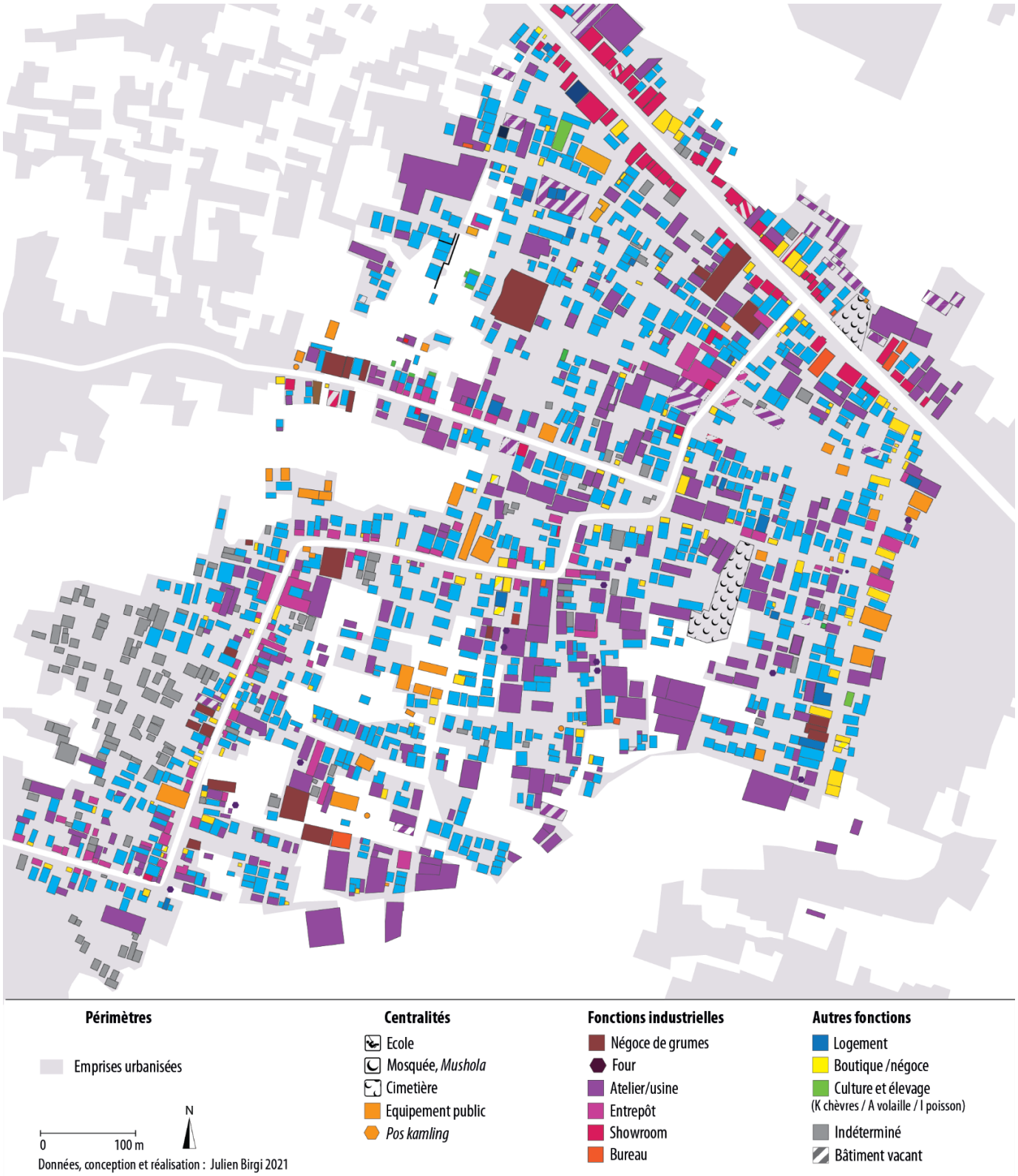
Pourtant, cette distribution n'est pas homogène et le statut des voies ne suffit pas à expliquer à lui seul la localisation des activités. Le long des rues principales, des ateliers de production peuvent cohabiter avec des *showrooms* et des maisons, et il arrive que des unités d'assemblage et même de petits *showrooms* se soient nichés dans des rues très secondaires. Les raisons de ce désordre apparent ne sont pas d'ordre économique : l'explication doit en être trouvée dans les structures sociales locales, la principale étant le clan. Comme nous l'évoquions plus haut, artisans et entrepreneurs établissent leur activité à domicile, c'est-à-dire sur le terrain mis à leur disposition par leurs parents (ou beaux-parents). Ce terrain est généralement sélectionné à l'écart de la maison parentale, en façade de la voie bordant ou traversant les terres du clan (de la voie principale s'il

809 Ainsi, à Tahunan, les prix du foncier étaient en 2018-2019 de 1,5 à 2,0 MRp/m² en moyenne le long de Jl. Raya, contre 300 000 Rp/m² (pour les moins visibles) à 500 000 Rp/m² (pour les plus exposés aux flux de passage) le long des routes secondaires (source : enquête terrain).

y en a plusieurs) ou à défaut, au fond d'un chemin aménagé perpendiculairement à celle-ci. Cette dispersion des maisons de la deuxième génération ménage de l'espace pour les installations productives nécessaires à l'activité. Les enfants de la troisième génération construisent ensuite leur maison et implantent leur atelier dans les interstices. S'il n'y a plus d'espace disponible, les parents anticipent l'installation de leurs enfants en achetant une parcelle le plus près possible dans le village. Cette priorité donnée aux terres du clan pour implanter ses activités explique les entorses au principe de répartition des activités dictée par le statut des voies.

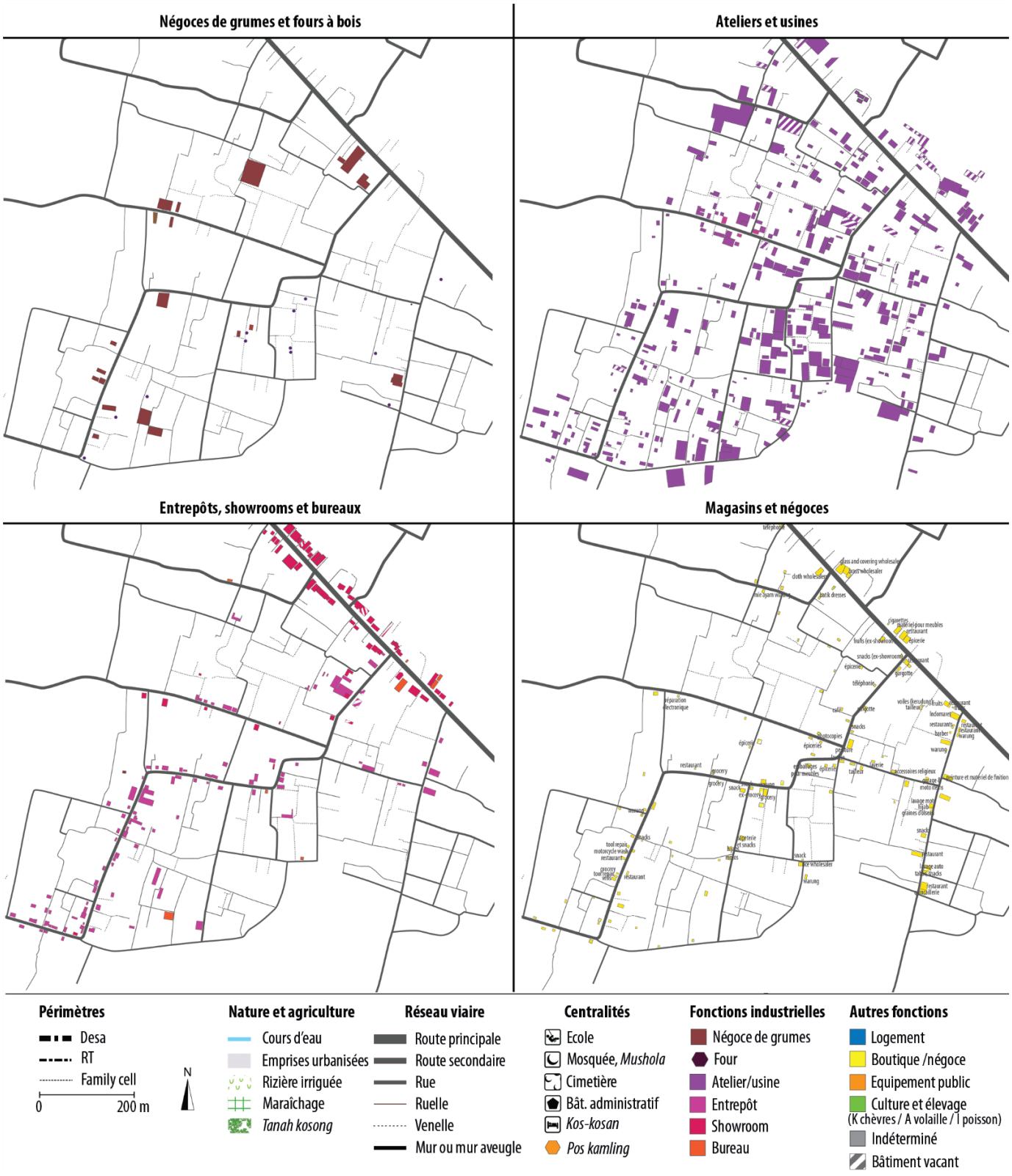
Le territoire du système apparaît donc comme la combinaison entre un quadrillage de voies et des « grappes » d'activités agglomérées par les liens du sang qui s'y accrochent, constituant ainsi une structure en forme de treille.

Carte 30 : Imbrication des fonctions productives et résidentielles à Tahunan



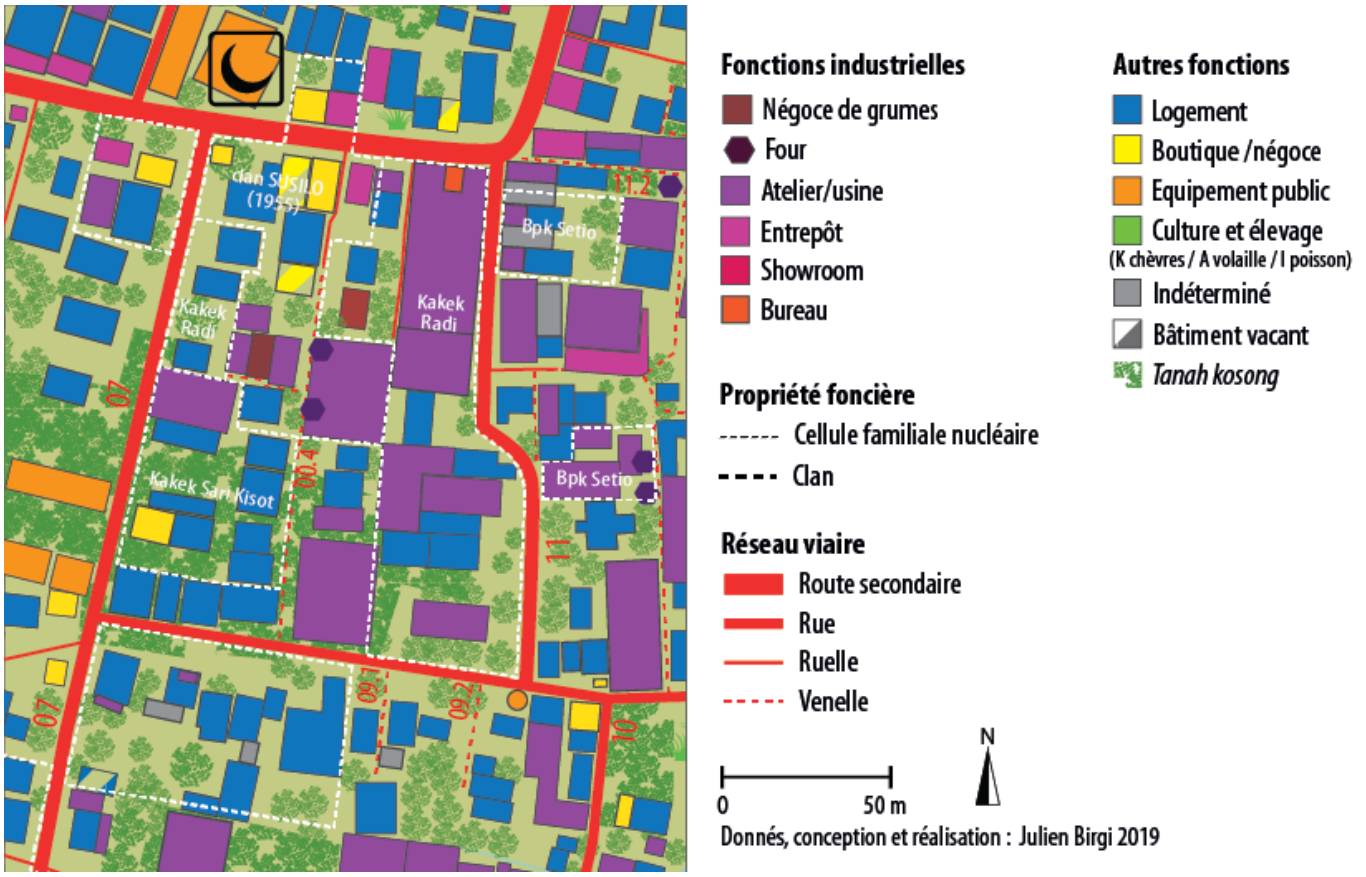
Conception et réalisation Julien Birgi d'après enquête-terrain 2017-2019

Carte 31 : Activités économiques présentes à Tahunan



Conception et réalisation Julien Birgi d'après enquête-terrain 2017-2019

Carte 32 : Extrait de Tahunan figurant la délimitation des propriétés des clans



Source : Julien Birgi (enquête terrain 2017-2019)

Carte 33 : Propriétés des cellules familiales nucléaires au sein des terres du clan Pariwi à Tahunan

Source : Julien Birgi (enquête terrain 2017-2019)

Un territoire extraordinairement plastique, adapté à l'épanouissement d'une industrie volatile

Tahunan témoigne d'une imbrication spectaculaire des fonctions résidentielles, industrielles et commerciales, imbrication qui se manifeste à l'échelle du quartier mais aussi au niveau de la rue et de chaque maison-atelier. Cette mixité exprimée à des granulométries diverses résulte du processus d'essor et de repli des activités dans un environnement physique rendu très malléable par le processus de peuplement extensif. La dispersion des constructions, qui laisse de vastes surfaces non bâties que peuvent investir les installations de production, a permis à l'activité du meuble de prendre place à domicile et de grandir in situ, avant de se diffuser en façade des rues et à l'intérieur des îlots.

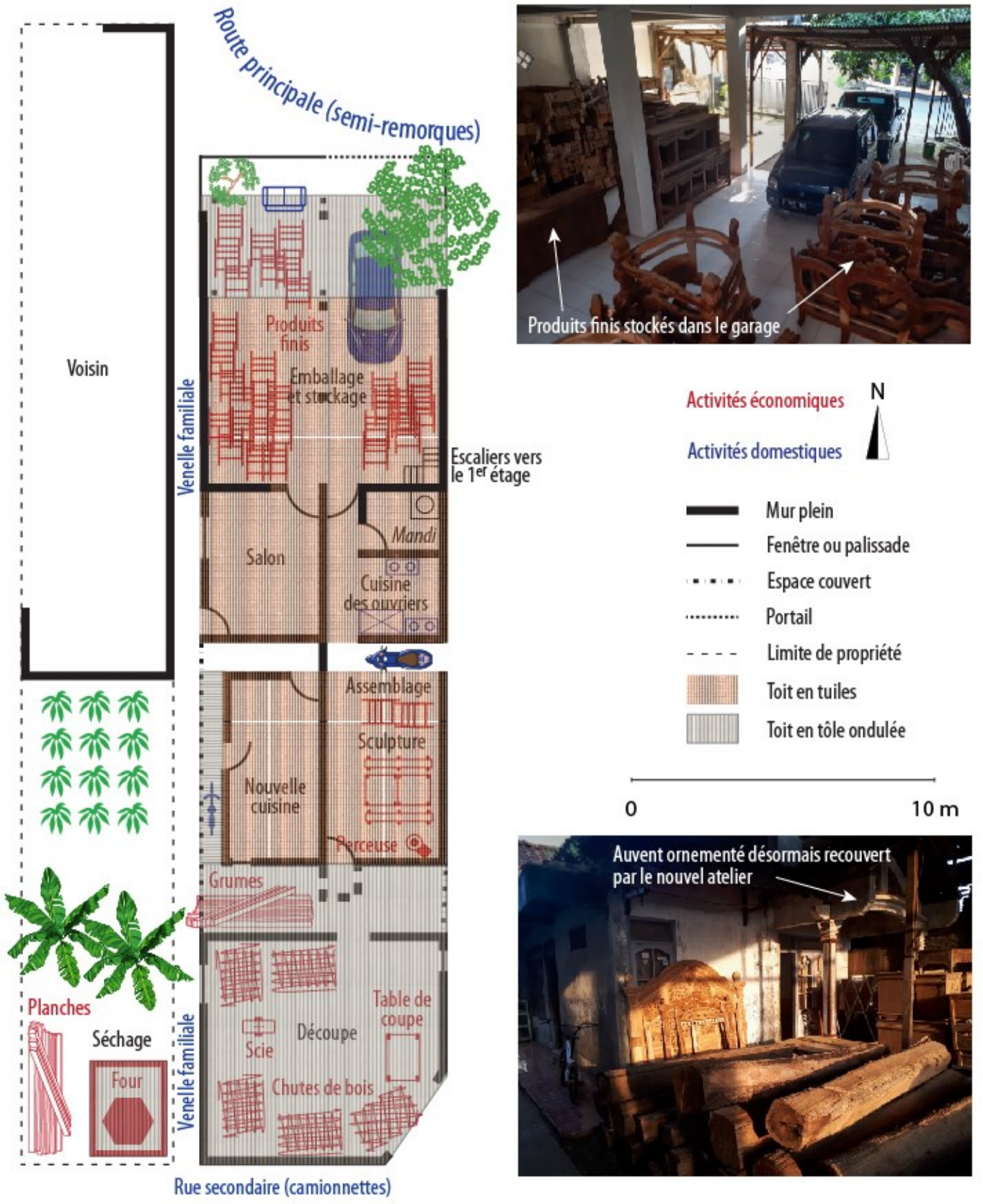
L'exemple le plus répandu est celui des artisans indépendants, qui débutent leur activité à domicile. Au fur et à mesure où l'activité se développe, celle-ci colonise l'espace domestique, repoussant la cuisine, le bain et le séjour vers le fonds ou à l'étage de la maison, quitte à en bouleverser les dimensions réceptive et ornementale (cf. figure 28 ci-dessous). L'espace extérieur est progressivement aménagé avec un atelier de 20-30 m^2 où l'artisan peut travailler librement sans interférer avec la vie domestique, ainsi que d'abris de fortune édifiés avec des matériaux de récupération – bambou, chutes de bois, tôle ondulée, plastique – (cf. photo ci-après). Quand cela ne suffit plus, les fonctions domestiques et économiques sont réorganisées afin d'optimiser l'espace en rapport avec son environnement (accessibilité et visibilité). Ibu Tuti (00H) explique ainsi qu'en « 2000, l'atelier était situé devant la maison. Ensuite, en 2006, à l'occasion de la rénovation du logement, il a été déplacé sur le flanc pour laisser place à un *showroom*. La cour à l'arrière est utilisée pour sécher et stocker les morceaux de bois »[810].

Photo 26 : Aménagements de fortune accompagnant l'extension de l'activité chez un arisan de Tahunan (07D) : atelier en murs de planches, auvent en tôle ondulée (au centre), et tente en plastique (à droite)

Source : Julien Birgi (juillet 2017)

[810] Entretien avec Ibu Tuti (00H), le 24 janvier 2018.

Figure 28 : Un exemple typique d'occupation flexible de l'espace domestique chez un entrepreneur de Tahunan



Conception et réalisation : Julien Birgi

Dans certaines situations extrêmes, les installations de production peuvent littéralement avaler l'espace résidentiel comme dans le cas de 11A qui a bâti une extension du toit de son entrepôt par-dessus la vieille maison en bois de type *joglo** encore occupée par sa mère, avant de murer l'ensemble pour protéger ses machines et sa production (cf. photo ci-dessous).

Photo 27 : Construction d'un entrepôt par-dessus une maison traditionnelle (encore habitée par la mère de l'entrepreneur) (11A)

Source : Julien Birgi (2018)

Les artisans qui réussissent sont confrontés à la nécessité d'abriter un volume croissant de matériel, de produits finis et de machines. Ils aspirent également à afficher leur succès avec des installations en dur – ciment, briques et tuiles – associées à des valeurs de solidité, de durabilité et de modernité de l'entreprise. Les solutions sont alors cherchées dans le giron du clan qui, du fait de l'installation des nouvelles générations autour de la maison du fondateur (cf. Figure 27: Schéma du processus de peuplement de Tahunan), possède des terrains à proximité directe. On commence par déborder sur les franges de son atelier en tirant le meilleur parti de la configuration des lieux (Cf. Figure 28 p. 358), avant de solliciter les terrains sous-utilisés par les membres du clan[811]. Les transactions entre membres du clan ne sont pas gracieuses et peuvent donner lieu à des tensions, mais on préfère traiter entre connaissances et en terrain connu.

811 L'exemple d'Umafindo, fondée en 2009 par une Jeparanaise originaire de Tahunan et son mari français Gaël Derycke (04A, op. cit.), est typique de ce cas de figure. Ayant commencé comme agents, ils n'avaient pas besoin de locaux. Mais l'essor de leur activité nécessita un petit entrepôt de 300 m^2 pour stocker les produits finis, édifié en 2012 sur une parcelle détenue par la femme de Gaël. Bientôt à l'étroit, ils bâtirent en 2015 une annexe de 150 m^2 sur un délaissé foncier situé en vis-à-vis du premier entrepôt, de l'autre côté de la rue nouvellement percée par les autorités villageoises pour desservir cette partie du village (Jl. 04). Fin 2015, ils saisirent l'opportunité de 2 entrepôts vacants appartenant à la belle-sœur de Gaël (construits pendant la ruée vers le teck à l'initiative de son mari qui s'était improvisé entrepreneur de meubles et fit rapidement faillite). Ces nouvelles installations, d'une surface totale de 4 500 m^2 sont distantes d'une bonne centaine de mètres des premières, ce qui implique un ballet permanent de pièces et de produits finis transportés par des charriots, carrioles et autres camionnettes, et donc l'appropriation partielle de la rue.

Quand les affaires refluent, le territoire s'adapte, comme le long de Jl. Soekarno-Hatta où l'essor du commerce en ligne a eu raison de la plupart des *showroom*s, souvent surdimensionnés par l'entrain des affaires pendant la ruée vers le teck. Certains sont restés vacants jusqu'à aujourdhui[812] mais avec la reprise de l'activité, la plupart des bâtiments ont été adaptés. Les entrepreneurs ayant tiré les leçons de l'éclatement de la bulle du teck, les *showroom*s sont désormais plus modestes mais plus soignés, et la location (favorisée par l'abondance d'immeubles vacants) est désormais préférée à l'achat d'un terrain à bâtir. De nombreuses installations ont également été reconverties, réinvesties par des restaurants (JRS.I), des commerces (supermarché Alfamart JRS.Z) et des services à la population (clinique JRS.P) attirés par le flux de potentiels clients sur l'avenue. Cette « normalisation » de Tahunan (au sens où le village perd une part de son ultraspécialisation au profit de fonctions communes aux quartiers péricentraux d'un chef-lieu de régence) s'observe également sur le long des axes plus secondaires, comme Jl. 17, sur la frange est du site. Plusieurs entrepôts y ont été transformés en salles de sport, divisés en cellules commerciales pour des magasins de proximité ou démolis pour construire des maisons mitoyennes. Il en va de même dans les usines en friche telle l'ex-usine Kalinga jati à l'angle de Jl. 16 et Jl. 30 où plusieurs maisons à étage sont en train d'être édifiées.

Mais c'est assurément dans les espaces non-bâtis (qu'ils soient privés ou public) que la flexibilité des usages se manifeste le plus explicitement. Quand les espaces extérieurs (cours, jardins, terrasses) de la famille nucléaire, puis du clan et des voisins ne suffisent plus, les entrepreneurs n'hésitent pas à investir la rue pour garer les motos des employés, charger et décharger les camions, stocker temporairement des produits semi-finis, accomplir des tâches « sales » comme la peinture, ou encore manger, se reposer et bavarder à la pause du déjeuner. Ces espaces malléables quasi-instantanément offrent une flexibilité de chaque instant. En revanche, les terrains non cultivés et non bâtis (*tanah kosong*,* littéralement « terre vide »), généralement boisés, sont utilisés bien moins intensément qu'à Bangkongsari par exemple, en dépit de la pression foncière et immobilière soutenue à Tahunan. Sur ces biens qui appartiennent à des particuliers du village, l'exercice d'une activité économique par des tiers non-titrés semble proscrite au-delà d'un usage raisonnable (pour stocker et sécher du bois par exemple) par des ateliers riverains (mais dans des proportions suffisamment modestes pour éviter un rappel à l'ordre du propriétaire). On tombe parfois sur un bosquet d'arbres à teck qui paraît avoir poussé spontanément, témoignant du fait que ce foncier pourrait être mieux valorisé, a minima sur le plan agronomique. Cette sous-exploitation de la ressource foncière prouve qu'elle est considérée comme une réserve que l'on conserve en l'état pour des besoins futurs, qu'il s'agisse d'étendre son activité ou d'offrir la possibilité à ses enfants de démarrer la leur au sein du clan. C'est la meilleure explication que l'on puisse

812 C'est par exemple le cas de cet ancien *showroom* (JRN.0) édifié par le dirigeant de feu Dadali Furniture vendu à un investisseur de Surakarta, puis revendu à une personne de Kudus qui envisagerait de le transformer en concession automobile, mais toujours vacant à ce jour.

donner à l'abondance relative de ces *tanah kosong* en dépit de l'intensité des activités productives et de la croissance démographique des dernières années.

Photo 28 : Arrière-cours utilisées comme dépôt de chutes de bois (à gauche) et comme atelier (à droite)

Source : Julien Birgi (mai 2018)

Photo 29 : Parvis utilisés pour le stationnement des motos des ouvriers de l'entreprise située en vis-à-vis (, à gauche) et le stockage temporaire de produits semi-finis transportés d'un atelier à l'autre de la société Umafindo (à droite)

Source : Julien Birgi (2017)

Photo 30 : Appropriation d'une rue secondaire (Jl.) par un entrepreneur et ses employés en fin d'après-midi

Source : Julien Birgi (juillet 2017)

Cette utilisation flexible d'un espace privé et public très plastique produit une image assez anarchique des installations des entrepreneurs, qui contraste avec la rationalité de la chaîne de production dans les usines détenues par des étrangers ou des Sino-indonésiens. Dans ce jeu de tensions permanentes et continuellement modifiée par la conjoncture entre fonctions économiques et résidentielles pour occuper l'espace, il convient de souligner que lieux de vie et de travail sont strictement séparés[813]. Plus les entrepreneurs sont riches, plus cette distinction est affirmée, les plus fortunés édifiant une maison très ornementée (ce qui permet de la distinguer sans équivoque des ateliers) et isolée des installations par une clôture. On peut l'interpréter comme une réponse au caractère invasif d'une activité qui cause certaines nuisances – bruit et poussière – mais aussi comme une volonté d'affirmer la réussite de l'entrepreneur (et de sa famille nucléaire), désireux de se démarquer du clan et du voisinage par l'artefact du bâti.

813 Ce n'est pas le cas dans tous les autres sites. A Terboyo et à Tambakroto par exemple, les chambres peuvent être tour à tour utilisées pour le travail et pour dîner ou recevoir.

Chapitre 3.2 - Bangkongsari ou le hameau industriel

Le site que nous appellerons « Bangkongsari » se situe dans la municipalité (*Kota**) de Semarang, arrondissement (*Kecamatan**) de Tugu, canton (*Kelurahan**) de Tugurejo, hameau (*Dusun**) de Bangkongsari. Il se trouve à 3 km à l'ouest de l'aéroport Ahmad Yani de Semarang et à 1 km au nord de la route nationale Djakarta-Semarang, que l'on rejoint par Jl. Tapak, voie importante qui traverse le site du nord au sud. En voiture, il faut entre une demi-heure et une heure selon la circulation pour atteindre le centre-ville de Semarang (9 Km). Le périmètre que nous avons retenu (cadre jaune sur la carte ci-dessous) couvre les RT. 04, 05 et 06 du RW. 03, soit environ 250 foyers totalisant un peu moins de 1 000 habitants, sur une superficie de 28 ha, dont 6,7 ha occupés par des usines et 4,3 ha par de l'habitat. Le village se situe au cœur d'un environnement très industrialisé, avec les zones industrielles de *Guna Mekar Tambak Aji* (*GMTA*, 1,5 km au sud), *Kawasan Industri Wijayakusuma* (*KIW*, 3,7 km à l'ouest), et *Kawasan Industri Candi* (*KIC*, 5 km au sud-est). On trouve également de nombreuses usines isolées, y compris dans le village lui-même. Nous l'avons identifié via nos premiers entretiens avec le *Disperindag** de Java-Centre, qui a mentionné le propriétaire de l'usine locale *Kharisma Kayu Klasik* (*KKK*), Bpk Irawan (A05), comme étant l'un des entrepreneurs de meubles les plus actifs de la province. Une fois sur place, nous avons réalisé que plusieurs usines de meubles étaient implantées le long de Jl. Tapak. Les riverains nous ont indiqué que le village s'était développé à peu près à la même époque que les usines et que beaucoup d'habitants actuels sont des ouvriers ou d'anciens ouvriers, dont une grande partie est originaire de campagnes de Java-Centre et de Java-Est. Ces éléments correspondaient à un profil différent de celui de Terboyo (cas n°3 traité dans le chapitre 3.2), susceptible de présenter des structures et des interactions justifiant de s'y intéresser.

Carte 34 : Bangkongsari dans l'environnement industriel de l'ouest de Semarang

Source : Conception et réalisation Julien Birgi d'après image satellite GoogleEarth 2018

L'histoire de Bangkongsari débute avec Bpk. Haji Alamsyah, qui était à la fois un *Kyai** (leader musulman de l'islam traditionnel javanais) et un ancien respecté (*sesepuh**) du village de Tapak (situé au nord de la voie

ferrée), si bien qu'il était craint et respecté des villageois. Les dates varient selon les témoignages[814] mais c'est probablement à la fin des années 1950 que cette figure locale (*Tokoh masyarakyat**) obtint l'accord de la Municipalité de Semarang pour laisser les villageois utiliser les terres situées entre la voie ferrée et la grand route Semarang-Djakarta en contrepartie de l'ouverture d'un chemin reliant Tapak à cette route. Chacune des 30 familles que comptait alors le village de Tapak prit part à l'ouvrage, défrichant une section de 14 m de longueur sur 4 à 5 m de largeur et pavant le chemin avec des pierres extraites de la colline adjacente, se voyant autorisée en retour de construire une maison au droit de la section qu'elle avait défrichée. Ainsi fut percé le cordon ombilical qui deviendrait plus tard Jl. Tapak.

Dans les années 1960[815] une autre personnalité s'imposa. Bpk Haji Sarbun était un sorcier (*dukun**) dont la notoriété attirait des visiteurs venant parfois de loin, y compris de hauts fonctionnaires et des entrepreneurs fortunés. Afin de leur faciliter l'accès à son domicile, il entreprit de financer des travaux d'amélioration du chemin défriché afin de le rendre carrossable puis invita les riverains récemment installés le long de celui-ci à opérer un service de voitures à cheval (*andong**) en leur avançant le capital nécessaire. Environ 10 ans plus tard, Bpk. Haji Sarbun négocia avec la Ville de Semarang que la route soit asphaltée en contrepartie de l'implantation d'une décharge d'ordures ménagères à Tapak (qui fut suivie en 1989-1990 par la construction du dépôt desservant l'arrondissement de Tugu de la direction des Déchets de Semarang). Alors qu'au village de Tapak ceint de rizières irriguées et de bassins piscicoles, le foncier était rare et cher, les familles installées le long de cette nouvelle route pouvaient disposer de la colline à laquelle étaient adossées leurs maisons pour y installer leur descendance.

C'est à ce moment que s'affirma une nouvelle personnalité. Bpk Sugeng était un délinquant (*preman**[816]) redouté qui, ayant tôt abandonné l'école, traînait la nuit ses guêtres au marché de Karangayu à Semarang. En parallèle, il travaillait pour le compte d'une entreprise de bâtiment-travaux publics (BTP) de Semarang, *PT. Puri Sakti Perkasa*[817], au sein de laquelle il a développé des connaissances qu'il sut mettre à profit plus tard,

814 Bpk Sugeng (Z09) fait référence aux années 1950 quand Bpk Sardi (Z10) mentionne l'année 1970. Si nous nous référons au contexte historique local et à la chronologie des événements marquants du village, les souvenirs de Bpk Sugeng nous semblent plus cohérents.

815 Ici encore, les dates des témoignages divergent : Bpk. Sugeng évoque 1961 ou 1962, alors que Bpk. Sardi parle de la fin des années 1970.

816 Le terme de *preman** recouvre un éventail de réalités très diverses, de l'adolescent désœuvré au petit délinquent de rue jusqu'au parrain (au sens de l'anglais *patron*) contrôlant les bars, la prostitution, le commerce ambulant, le stationnement, etc. de « son » territoire. Les cicatrices spectaculaires sur ses membres, la perte de toutes ses dents (sauf une !) et la déférence empressée des passants à son égard laissent supposer que Bpk Sugeng était probablement un combattant de rue qui a peu à peu affirmé son emprise sur le site de Bangkongsari.

817 Entretien avec Bpk Sadi (11A), acquéreur d'une parcelle viabilisée auprès de Bpk Sugeng. Entre 1983 et 1993, cette entreprise dirigée par Bpk Ganang, fils du gouverneur de Java-Centre d'alors, Bpk Ismail, a arasé les collines environnantes pour extraire

pour mobiliser et des moyens humains et matériels qui lui ont permis de prendre en main un processus de défrichement et de viabilisation (*kaveling** ou *kavling**) des pentes de la colline impliquant les familles locales[818] [819]. A l'initiative de Bpk Sugeng associé à d'autres figures locales (comme Bpk Edi (19B) et Bpk Sukardi (11B)), plusieurs opérations de lotissement ont ainsi été menées par des groupes de bénéficiaires, sous l'égide d'un pilote (*mandor**[820]) qui impulsait et coordonne les opérations[821] [822]. Ce mode d'urbanisation (par contraste avec l'opération commerciale menée par un lotisseur unique, qui s'est soldée par un cuisant

des matériaux de construction. Les traces de cette activité sont très visibles à l'est du *RT. 04*, entre la mosquée et l'entreprise *PT. Sami*.

818 Bpk Sugeng (Z09) affirme qu'il n'a pas pris part à des opérations de *kavling** sur du foncier dont il n'était pas propriétaire, car il considère « que faire du profit de la sorte est un péché ». Nous n'avons pas réussi à vérifier cette information de manière probante, les habitants de Bangkongsari restant très discrets quand on les interroge sur Bpk Sugeng.

819 Non seulement cette position d'intermédiaire a permis à Bpk Sugeng d'exercer une mainmise (partielle mais conséquente) sur les opérations d'aménagement menées à Bangkongsari, mais en ayant la haute main sur les recrutements, il s'est rendu redevable de l'emploi d'un des leurs par les habitants, ce qui lui a assuré une influence durable sur les décisions de la communauté.

820 Le terme indonésien de *mandor** signifie, dans le contexte d'une entreprise, contremaître. Dans un contexte informel comme ici, il s'agit plutôt d'un chef d'équipe, d'un coordonnateur.

821 Bpk Sugeng (Z09) et Bpk Edi (19B) se sont imposés dans ce rôle en mobilisant des terrassiers de *PT. Puri Sakti Perkasa* qui ont défriché et nivelé du terrain en marge de leur travail dans la carrière voisine exploitée par la société.

822 Celles-ci se déroulent en quatre étapes : (1) un groupe de participants est constitué (généralement des propriétaires des maisons situées en premier rideau le long de la route, mais aussi de voisins désireux de construire pour leurs enfants) ; (2) ils déterminent une emprise à défricher et le tracé d'une voie de desserte, sans relevé géométrique ni plan ; (3) ils acquièrent les matériaux et réalisent les travaux de terrassement, d'aménagement de la voirie et d'assainissement et se répartissent les lots au prorata de leur apport foncier, financier et en nature (temps de travail), valorisés en équivalent roupies. Par exemple, si le coût de revient d'un lotissement de 10 lots est de 3 MRp (en comptabilisant la valeur du terrain abondé, l'achat des matériaux et la valeur du temps de travail total), chaque acquéreur désireux d'acheter un lot acquittera 300 000 Rp, desquels il déduira sa contribution personnelle au projet.

Si la plupart des acteurs de ce processus sont motivés par l'objectif de satisfaire à moindre frais à leurs besoins de logement, d'autres s'y impliquent à la manière d'un investissement capitalistique. Bpk Sugeng (Z09) vendit à Ibu Yatmi (10A) une parcelle viabilisée obtenue grâce à sa contribution à l'opération de *kavling** de part et d'autre de Jl. 10 et Jl. 11.

échec[823]) a joué un rôle si déterminant[824] que Bangkongsari est parfois surnommée « le village alloti » (*dukuh kavling**)[825].

Pendant que les premiers habitants prenaient en main l'aménagement du village, plusieurs usines en quête de foncier bien situé et bon marché s'implantèrent en vis-à-vis, le long de Jl. Tapak[826]. En 1981 ou 1982, un premier entrepôt fut édifié sur une rizière desservie par cette route asphaltée peu de temps auparavant par un certain Bpk Sapto, entrepreneur de BTP javanais basé à Semarang. La Ville de Semarang n'y vit pas d'objection, dès lors que les riverains fussent d'accord, et ce quand bien même le règlement d'urbanisme n'autorisait pas l'industrie. Pour ce faire, Bpk Sapto prit attache (*silaturahim**, littéralement « se lier d'amitié ») avec le chef du *RT.**, qui se chargea de convaincre les habitants en les réunissant (*mengumpulkan**) à plusieurs reprises, en faisant valoir l'engagement de Bpk Sapto à n'implanter que des activités de stockage (causant moins de nuisances que l'industrie) et que 40% de la main d'œuvre serait recrutée localement.

823 En 2008, Bpk Arnadi, particulier résidant dans le centre de Semarang et propriétaire d'un terrain en lisière nord de notre périmètre d'étude, se vit refuser le droit de construire un élevage de poulets par les riverains soucieux des nuisances olfactives. Aussi a-t-il envisagé de valoriser son actif via une opération immobilière, en échangeant son foncier (mal adapté à la construction de maisons) avec le terrain de Bpk Paijo (alors propriétaire du foncier situé au bout de Jl. 01) selon le principe de « l'échange gagnant » (*tukar-guling**). Son ambition était d'aménager un complexe résidentiel (*perumahan**) complet (y compris la construction des maisons), dénommé *« Griya Taman Lele »* (d'après le nom du petit parc de loisirs voisin prisé des habitants de Bangkongsari). Il commença ainsi par édifier une maison-témoin, dans l'objectif de convaincre d'acheter sur plan. Mais la plupart des clients étant des villageois des environs préférant construire eux-mêmes (entretien avec 05D, désormais chef du RW. 03), Bpk Arnadi fut contraint de vendre les terrains défrichés nus. Les 25 lots de 10 x 12 m^2 ou 10 x 15 m^2 furent vendus 16 à 18 millions de Rp, dont 50% payés comptant, le solde étant exigible par mensualités de 500 000 à 700 000 Rp. En moins d'un an, tous les lots furent vendus, pour 80% à des habitants de Bangkongsari. En 2008/2009, une fois la plupart des lots vendus, Bpk Arnadi obtint de 70% des acquéreurs qu'ils lui versent 2 MRp supplémentaires par lot pour construire les infrastructures, puis disparut sans les réaliser. Les acquéreurs floués ont bien tenté de manifester leur mécontentement, mais in fine, ils préférèrent renoncer à toute indemnisation et obtenir leur titre de propriété (entretien avec 10B). Ce n'est donc que mi-2014 que Jl. 09, 10 et 11 ont été drainées et pavées, grâce à l'intervention de la municipalité de Semarang, appelée à pallier la défaillance de l'aménageur. En 2017, 60% des acquéreurs avaient engagé ou achevé la construction d'une maison.

824 Dans le RT.05 en particulier, entre Jl. 01 et Jl. 12, une opération a ainsi été menée à la fin des années 1980 à partir d'un terrain appartenant aux parents de 01A. De son côté, Bpk Sukardi (11B) a pris part à au moins deux opérations de *kavling**, la dernière en 1996 sur des « terres vides » (*tanah kosong**) « ouvertes » (*dibuka**) de part et d'autre de Jl. 10 et Jl. 11.

825 Entretien avec Bpk Marsiyadi (07A), le 28 août 2017.

826 Les premières furent PT. Golden Manyaran (dès 1979 (entretien avec 12C), au nord de la voie ferrée) et Indofood (à l'intersection de Jl. Tapak et de la route nationale). Puis vint une première usine de meubles, Marie Alibert (au début des années 1980, en face de notre périmètre d'étude), suivie dans les années 1990 par Fress (petite fabrique de sirops arrivée en 1996 en provenance du centre de Semarang, où elle était à l'étroit) et Kharisma Kayu Klasik (KKK) (usine de meubles italienne, transférée de Jepara en 1997).

De l'industrie du meuble à une économie diversifiée

Un socle industriel plus stable qu'ailleurs

La génération arrivée en âge de travailler dans les années 1980 à Bangkongsari s'est consacrée à l'industrie. 30% des adultes y travaillent dans l'industrie, ce qui correspond à 34% des actifs et à 48% des personnes employées (contre 21% des actifs en moyenne dans l'arrondissement de Tugu et dans la municipalité de Semarang). Cette concentration locale de l'emploi industriel s'explique par la densité des usines dans les environs et le fait qu'une grande partie des ouvriers des 6 usines de Bangkongsari (dont 5 de meubles, pour environ 1 000 emplois au total en 2015[827]) habitent sur place[828] (contrairement à la situation rencontrée dans les grandes zones industrielles, comme nous le verrons à Terboyo). Ces travailleurs du secteur secondaire sont à 93% employés dans des usines (pour moitié des usines de meubles) qui représentent encore aujourd'hui[829] de loin le principal débouché professionnel pour la population locale[830]. Des familles entières y sont employées comme Ibu Suwarni (14A), son mari, sa sœur aînée, sa jeune sœur et plusieurs de ses cousins[831].

L'importance des usines pour la population locale est accrue par le fait que l'ouvrier salarié qui peut compter sur un revenu fixe et des avantages sociaux et ainsi soutenir ses proches inactifs, travailleurs indépendants et journaliers tributaires d'activités très aléatoires. C'est la raison pour laquelle la concurrence des ouvriers venant de la régence de Kendal, prêts à accepter des conditions de travail moins favorables, est vécue comme une menace par les habitants de Bangkongsari[832]. Malgré tout, la relation employeurs-employés est dans l'ensemble plus stable ici – où les usines se sont implantées au plus près du village – que dans le cas des usines des zones industrielles comme *KIW* ou *KIT*. Le *turnover* y est plus faible[833], et les cas de licenciements rares et justifiés par des fautes[834]. La donne varie selon les employeurs, mais *KKK* notamment

827 Ce chiffre est une estimation à partir de l'extrapolation des effectifs de trois usines investiguées (*KKK*, *Country Form*, et *Adi Kencana Agung Jaya (AKAJ)*) au prorata de la taille des installations.

828 Ces 6 usines de Bangkongsari emploient les deux tiers des ouvriers du village.

829 Malgré la dangerosité pour la santé de l'inhalation des poussières dont elle est bien consciente, Ibu Ari (12D) espère donc que l'usine *PT. AKAJ* qui vient de s'implanter retiendra sa candidature.

830 Les usines de meubles fournissent à elles seules 21,4% des emplois occupés par les 118 adultes de notre échantillon, mais 39,0% de l'emploi salarié. Les chiffres pour l'industrie tous secteurs confondus sont respectivement de 38,7% et 70,6%.

831 Entretien avec Ibu Suwarni (14A) le 16 juin 2017.

832 Entretien avec Ibu Ana (12A) le 20 juin 2017.

833 On recense un nombre significatif d'ouvriers qui ont fait toute leur carrière dans une ou deux usines (parfois en couple) jusqu'à leur retraite (10A, 12B, 17B).

834 Le licenciement d'Ibu Ari (12D), s'expliquerait par le fait qu'elle exerçait simultanément dans deux usines concurrentes.

entretient une relation ancienne avec de nombreux habitants, en ayant accordé des avantages sociaux avant même qu'ils ne soient rendus obligatoires par les réformes de l'administration Jokowi[835].

Les opportunités d'emploi sont diffusées par le bouche-à-oreille, ou par un *SMS* du contremaître (*mandor**). Les interactions sociales étant particulièrement intenses dans le village, ces informations circulent avec célérité. La proximité géographique des usines invite les habitants à faire acte de candidature sur place[836]. La plupart des usines veillent cela dit à imposer un minimum de formalisme en remplissant par exemple des formulaires de recrutement. Certaines personnalités tentent de s'immiscer comme intermédiaires[837]. Il faut dire que la proximité géographique entre pourvoyeurs et demandeurs d'emplois n'efface pas toutes les barrières sociales : d'après les ouvriers interrogés, obtenir les meilleurs postes nécessite des relations avec l'encadrement. Car, même si l'emploi industriel est dans l'ensemble plus stable qu'à Tahunan ou Terboyo, de plus en plus d'habitants ne se voient proposer que des contrats précaires[838] du fait de la quête de flexibilité et de contournement des avantages sociaux à laquelle s'adonnent désormais ici aussi certaines usines comme *PT. Country Form*.

Bien qu'il n'existe pas à Bangkongsari – comme ailleurs – de classe ouvrière à proprement parler, les usines sont très présentes au quotidien. Du fait de leur proximité, les ouvriers (trahis par le T-shirt aux couleurs de leur employeur) se rendent au travail à pied ou à vélo (11A), et rentrent chez eux pour la pause de midi. Les usines sont plus impliquées qu'ailleurs dans les actions de charité, notamment à l'occasion du *Lebaran**[839]. L'argent est confié au chef du *RT.** qui la répartit entre les habitants[840].

835 Ibu Sulami s'est ainsi vue accorder une pension de 29 MRp quand elle a pris sa retraite en 2015.

836 Avant même que l'activité de l'usine ne démarre, le représentant local de *PT. AKAJ* a été sollicité par plusieurs demandeurs d'emploi.

837 Bpk Marsiyadi (07A) tente de profiter de sa position économique (premier salarié de l'usine) et politique (chef de *RT.**) pour essayer de canaliser les candidatures à *PT. AKAJ* (entretien avec Ibu Suryanti (07A), épouse de Bpk Marsiyadi, le 28 août 2017).

838 Ibu Tina (13C) tire l'essentiel de son revenu (qui peut atteindre selon les mois, jusqu'à 2 MRp, quand le salaire minimum en vigueur à l'époque était de 2,1 MRp) de son travail à *PT. Country*. Mais son activité est très irrégulière : elle est sollicitée par son *mandor** pour des périodes de travail courtes et irrégulières si bien qu'en plus d'être incertain, son revenu moyen est inférieur. Elle essaie de pallier ce manque-à-gagner en cuisinant pour les ouvriers dans une cantine installée le midi à la sortie d'une usine, ou pour le compte de ses voisines à l'occasion des *slametan**. Elle donne également un coup de main à l'orphelinat local.

839 Ces montants restent toutefois limités. Le RT .04 par exemple reçoit 100 000 Rp/mois des usines, une contribution jugée insuffisante par Bpk Sucahyono (19A) qui déplore que « les usines ne prennent pas assez soin de la communauté » (entretien le 3 juillet 2017).

840 Entretien avec Ibu Ari (12D) le 21 juin 2017.

Photo 31 : Des ouvriers de *PT. Country Form* retournant au travail à la fin de la pause de midi, Jl. Tapak

Source : Julien Birgi, avril 2017

Un effet d'entraînement réel mais limité de l'industrie sur le tissu économique local

Il existe peu d'entrepreneurs à Bangkongsari, comme dans les autres cas étudiés dans la région de Semarang. Commerce de gros et de détail mis à part, nous avons recensé 5 entreprises artisanales dans le village, dont 4 directement liées à la fabrication de meubles[841], la plus grande étant celle de Bpk Giri (06E), qui emploie jusqu'à une dizaine de sculpteurs en contrats à durée déterminée. Ces chiffres sont comparables à ceux de Terboyo à la grande différence près que les entreprises artisanales de Bangkongsari sont éminemment liées à l'environnement industriel proche, témoignant ainsi d'un effet certes limité mais réel de germination de l'activité du meuble à partir des usines.

Figures d'entrepreneurs du meuble à Bangkongsari

Bpk Yatmi (10A) et sa famille sont des fournisseurs de grumes pour les usines environnantes, à commencer par celles de Bangkongsari (telle *PT. Country Form*, depuis 10 ans), mais aussi, depuis peu des usines plus éloignées (comme *PT. Sango* depuis 2 ans, et *PT. Barali* dernièrement). Il est venu à cette activité

841 La 5ème est encore en gestation : Ibu Rosidah (13A) s'est récemment lancée dans la confection de matelas à partir de chutes de tissus et de matières recyclées, suite à une formation (à laquelle ont participé cinq femmes du RT. 05) organisée par la Ville de Semarang et sanctionnée par un certificat professionnel et le don de deux machines à coudre (confiées à une de ses voisines, membre actif du *PKK** au niveau du *Kelurahan**). Depuis, ces femmes profitent de leur temps libre pour confectionner des matelas mis en vente à l'occasion des événements organisés dans le *Kelurahan** (sans le moindre résultat à ce jour). Invitées à se constituer en coopérative (*koperasi**), Ibu Rosidah et trois de ses compagnes (à l'exclusion donc de la 5ème femme, qui possède sa propre machine et à qui Ibu Rosidah reproche sa « fainéantise ») envisagent plutôt de créer une entreprise (entretien avec Ibu Rosidah (13A), le 14 juin 2017).

en grandissant dans le contexte de l'industrie du meuble, ses parents (Ibu Sulami et son mari, 17B) ayant travaillé pendant 17 ans dans les usines du village (chez Marie Alibert et *KKK*). Il s'approvisionne en bois villageois dans la région de Nganjuk (Java-Est) où son fils est établi et l'aide à identifier les gisements. Bpk Yatmi est spécialisé dans les essences de second choix (le manguier par exemple), plus abondantes que le teck ou l'acajou. Il convoie le bois débité dans son *pick-up* deux à trois fois par semaine[842]. Sa fille l'aide pour la comptabilité et son père l'accompagne dans les trajets. Pour ce dernier, auparavant ouvrier chez *KKK*, aider ainsi son fils constitue sans doute un pis-aller suite probablement à un licenciement (pour faute, limite d'âge ou raison économique) plutôt qu'un véritable choix à même de satisfaire les besoins de son ménage (sa femme en effet s'efforce de trouver des tâches journalières, pourtant éprouvantes compte-tenu de son âge, dans l'agriculture ou la construction[843]). De ce point de vue, l'activité de Bpk Yatmi apparaît comme un refuge[844] plus qu'une opportunité de progrès.

Bpk Giri (06E) est un entrepreneur important à l'échelle locale, avec un chiffre d'affaires mensuel pouvant atteindre 50 MRp. Né à Purwodadi (régence de Grobogan, l'une des plus pauvres de la province), il quitta son village pour Jepara en 1998, au moment de la ruée vers le teck. Il y a appris le métier de sculpteur sur bois et travailla comme artisan jusqu'à l'éclatement de la bulle en 2002. Il s'est installé cette année-là à Bangkongsari, qui comptait déjà 3 usines de meubles importantes, pour travailler chez Marie-Alibert. Il quitta la société en 2012 pour se mettre à son compte, travaillant comme sous-traitant (actuellement pour *KKK*) pour sculpter les pièces ornementées des meubles, qui sont ensuite assemblées dans l'usine. Quand nous l'avons rencontré[845], Bpk Giri employait 10 sculpteurs qu'il avait fait venir de Jepara pour une période de 4 mois et qu'il hébergeait dans un dortoir sommaire à côté de son atelier. Ils sont payés à la pièce, travaillant de l'aube à tard dans la soirée pour un revenu qui atteint en moyenne 4 MRp/mois. Ces sculpteurs ont été recrutés par Bpk Budi (05A), un ami de Bpk Giri dont il a fait la connaissance à Jepara. Bpk Budi agit comme *mandor**, assurant le recrutement, le suivi du travail et la paie pendant la durée de leur mission.

Plusieurs retraités de l'industrie occupent une partie de leur temps libre pour fabriquer des meubles à domicile, pour leurs parents et leurs voisins. Bpk. Sarmidi (17B) peut compter sur la bonne

842 Le *pick-up* ayant une capacité de 6 à 7 m^3, cela représente un volume annuel de l'ordre de 800 m^3, vendus 50 000 Rp/ m^3, soit un CA annuel conséquent de 40 à 50 MRp. (à comparer avec le salaire minimum à Semarang qui était en 2017 de 25,6 MRp par an). Cette estimation, confirmée par l'épouse de Bpk Yatmi (10A) qui mentionne 4 à 5 MRp de revenu mensuel (entretien le 5 octobre 2017), pourrait être sous-estimée au vu du niveau de vie de la famille qui possède outre le *pick-up* une voiture particulière, une moto et une maison richement meublée.

843 Cette situation illustre les limites de la solidarité économique des enfants vis-à-vis de leurs parents, qui ne saurait dispenser ceux-ci de travailler, même durement, y compris quand le revenu des enfants semble confortable.

844 Ce que Bpk Yatmi offre ici à son père est une possibilité de travail, vraisemblablement peu rémunéré (sans quoi sa mère n'aurait pas besoin de travailler comme journalière).

845 Les 10 mai et 7 juin 2017.

image qu'il a laissée chez *KKK* pour qu'on le laisse y récupérer les chutes de bois une fois par mois. Cette activité ponctuelle lui apporte un précieux complément de revenu tout en maintenant sa position sociale. Cela s'avère utile dans certaines circonstances, pour emprunter de l'argent par exemple, Bpk Sarmidi n'hésitant pas à solliciter ses clients en cas de besoin.

Les services à l'industrie occupent une place importante à Bangkongsari, témoignant là encore de l'effet d'entraînement de l'industrie. En Indonésie, où les infrastructures sont peu développées et le coût du travail faible, les opérations logistiques sont essentiellement assurées par des manutentionnaires. Les porteurs (*Kuli Barang, KB** ou *Kuli Angkut**) déchargent le vrac et chargent les produits finis à la main. Contrairement à Jepara, où nous avons vu que cette activité est revendiquée par des groupes de *preman**, les usines de Semarang travaillent généralement avec des groupes de *KB* dument enregistrés[846]. Le mari d'Ibu Rosidah (13A) travaille dans l'un d'entre eux, qui s'est constitué quand il s'est su qu'une usine de la zone industrielle *KIC* cherchait des manutentionnaires. Les candidats se sont organisés pour désigner un responsable, appelé « doyen » (*Ketua regu**) ou « contremaître » (*mandor**). Celui-ci négocie les commandes de l'usine et répartit le travail et la paie entre les membres à part entière du groupe et les travailleurs occasionnels ; il gère également la vente des licences aux adhérents (souvent des parents du *mandor* ou des adhérents)[847] et ponctionne un tiers de la paie des porteurs occasionnels. Il gère enfin le fonds de cotisations (abondé à hauteur de 5 000 Rp/jour par les adhérents) qui leur sont reversées chaque année pour le *Lebaran**. La toute-puissance du *mandor** comme intermédiaire exclusif entre les donneurs d'ordres et les manutentionnaires encourage les abus de pouvoir[848]. Les porteurs adhérents au groupe travaillent d'ordinaire 6 jours par semaine mais les horaires de travail varient beaucoup, parfois jusqu'à la nuit. Le revenu dépend de la quantité de fret manutentionnée : Ibu Rosidah estime qu'il est en moyenne de 100 000 Rp/jour travaillé. Les groupes de *KB* sont liés à la section manutention (*Bongkar Muat**) du syndicat des travailleurs des transports (*Serikat Pekerja Transportasi)*[849]*.* A côté des licenciés de ces groupes constitués dans les grandes zones industrielles, des journaliers « touche à tout » (*serabutan**) peuvent travailler comme porteurs pour les usines isolées, comme à Bangkongsari où la manutention n'est pas aussi structurée. Le responsable des expéditions de chaque usine peut solliciter des bras sur place, tels ceux de Bpk Suhur (16A) qui fait en tant que de besoin appel à ses

846 A telle enseigne que les membres de ces groupes se considèrent détenteurs en quelque sorte d'un « contrat » de travail leur apportant un semblant de sécurité économique (entretiens avec Ibu Rosidah (13A) et Bpk Sucahyono (19A)).

847 A Bangkongsari, le prix auquel se négocie une licence a flambé de 200 000 Rp en 2008 à 30 MRp en 2017 (une extension d'1 an valant alors 750 000 Rp) d'après Ibu Rosidah (13A), interrogée le 14 juin 2017.

848 Dans le cas du groupe d'Ibu Rosidah, le premier *mandor** choisi se contentait de rester chez lui au lieu de travailler avec les autres porteurs comme il était censé le faire. Il gardait pour lui les « dons pour le jour saint » (*Tunjangan Hari Raya, THR**) accordés par les donneurs d'ordres pour le *Lebaran**, ainsi que les primes des chauffeurs de camions.

849 C'est à tout le moins le cas du groupe opérant dans la zone industrielle de *KIC* (entretien avec Bpk Sucahyono (19A) le 3 juillet 2017).

relations pour l'aider. Les revenus de ces journaliers sont à la fois plus irréguliers et bien plus faibles que ceux des porteurs licenciés[850].

D'autres tâches périphériques à la production sont pourvoyeuses d'emplois à Bangkongsari. Plusieurs résidents travaillent comme gardien (01A) ou femme de ménage (telle la deuxième femme de Bpk Bejo (19C)) dans les usines. Le mari d'Ibu Tri (Z05) collecte des résidus (*rontokan**) – cartons, plastiques, débris de palettes, etc. – 3 fois par semaine dans les usines de la zone industrielle *KITA*, et ce depuis 10 ans. Les *KB* à qui il offre des cigarettes l'aident à les charger sur un *pick-up*. Cette activité lui permet de gagner en moyenne 3 MRp/mois.

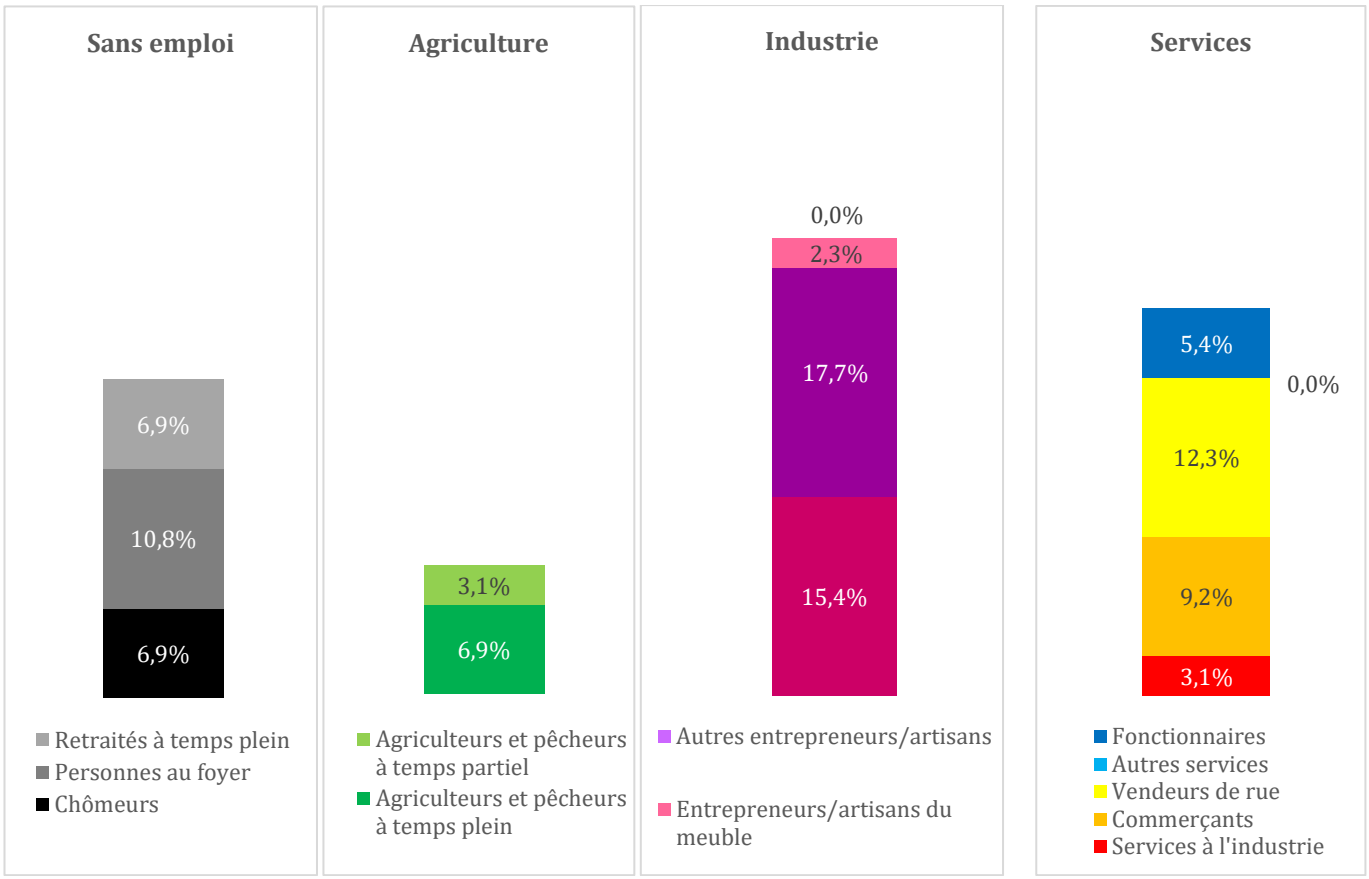
La location de chambres (*kos-kosan**) aux ouvriers des usines venant d'autres régions est une source de revenus permettant de pallier en partie l'insécurité économique à laquelle sont exposées la plupart des familles. Une simple chambre se louait en 2017 autour de 100 000 Rp/mois hors charges d'électricité et d'eau, sur des durées relativement courtes de quelques mois[851]. Elle nécessite cependant un minimum d'économies pour réaliser les travaux d'extension de sa maison. Il faut également ajouter la restauration, la vente de friandises et autres services aux ouvriers[852], avec plusieurs points de vente Jl. Tapak, face aux usines.

850 A 7, le groupe de Bpk Suhur peut gagner jusqu'à 250 000 Rp/jour, soit à peine un tiers des *KB* licenciés.

851 Entretien avec Ibu Sulami (17A).

852 Ibu Tri (Z05) par exemple vend des *jerrycans* d'eau potable prélevée dans son puits, qu'elle vend aux ouvriers. Elle réalise un CA appréciable, de 4 MRp (300 $) par mois.

Figure 29 : Répartition de l'activité des adultes à Bangkongsari



Source : Enquête terrain (sur un échantillon de 130 adultes entre 2017 et 2018)

Les activités agricoles et piscicoles, solution de repli pour les exclus de l'industrie

Bangkongsari présente les caractéristiques d'un espace hier agricole qui s'est industrialisé dans les années 1980 et 1990, puis tertiarisé. Jusqu'aux années 1950, les collines situées à l'ouest de l'aéroport militaire de Semarang étaient encore inhabitées. Couvertes d'une végétation spontanée, elles étaient considérées comme des « terres vides » (*tanah kosong**). A cette époque, l'activité humaine était cantonnée à la plaine littorale au nord de la voie ferrée, où se trouvait le village de Tapak[853] dont les habitants étaient tous agriculteurs ou pêcheurs[854]. Malgré l'essor spectaculaire de l'industrie et des services publics, on constate à Bangkongsari la permanence d'activités agricoles et piscicoles, souvent exercées à temps partiel. Si certains habitants, ouvriers ou retraités, s'y adonnent par plaisir ou pour améliorer l'ordinaire avec des fruits ou des

853 Au regard de la petitesse du village, dont on sait que certains habitants sont arrivés juste après l'indépendance (Bpk. Haji Alamsyah est par exemple né à Tapak, mais ses parents venaient de l'arrondissement de Mranggen, régence de Demak ; les parents de Paijo Hadi Wijoyo (05D), venus comme travailleurs agricoles, sont nés à Yogyakarta et Klaten), il est probable que Tapak soit lui-même un village relativement récent, né dans la première moitié du 20ème siècle.

854 Parmi les rares exceptions, nous pouvons citer les parents d'Ibu Saidah (15A) qui travaillaient comme ouvrier de chantiers de construction et commerçante.

légumes frais, ces activités jouent un rôle économique important pour les ménages[855]. C'est notamment le cas pour les personnes trop âgées pour espérer être embauché dans les usines (17A, 17B, ou 18A sont agriculteurs, 05C pêcheur) ou exercer des tâches physiquement trop dures (Bpk Suhur (16A), ancien carrier) ou pour les travailleurs journaliers les jours où ils ne sont pas sollicités par leur employeur habituel. C'est une alternative appréciée aux emplois très aléatoires d'homme à tout faire (*serabutan**) ou de petits commerçants (02E, 18E) auxquels s'adonnent faute de mieux d'anciens ouvriers.

Néanmoins le statut de ces agriculteurs et pêcheurs demeure précaire (contrairement à un village encore rural comme Tambakroto, où de nombreux cultivateurs sont propriétaires de leurs terres ou titulaires de contrats de fermage stables). Les riziculteurs comme Ibu Sulami (17A) sont des fermiers (*sharecroppers*), c'est-à-dire qu'ils louent la terre en versant la moitié de la récolte à son propriétaire[856]. Quand la récolte est mauvaise (à cause des inondations ou des nuisibles) ils s'efforcent de compléter leur revenu comme ils le peuvent, en glanant du fourrage et des grains pour nourrir des chèvres. D'autres ont été autorisés à pêcher gracieusement par la société sino-indonésienne propriétaire[857]. Certains pêcheurs sont salariés à temps partiel, à l'image du mari d'Ibu Sri Rahayu (18B) payé 50 000 Rp/jour par le particulier qui possède plusieurs bassins. D'autres résidents exploitent des délaissés sur les franges du *kampung** [858]. Mais ces possibilités offertes aux paysans de Bangkongsari sont provisoires : le jour où le propriétaire foncier voudra valoriser son foncier, ils seront évincés sans contrepartie possible.

La capacité à mobiliser les ressources publiques

A côté de l'activité industrielle, Bangkongsari bénéficie de transferts importants de ressources publiques. Il y a certes la convergence d'intérêts entre la Municipalité de Semarang et les représentants de la communauté locale, qui a permis de négocier l'aménagement de l'artère vitale qu'est devenue Jl. Tapak et son appendice Jl. 01 en contrepartie de l'implantation d'équipements de la direction des Déchets de la ville. Mais au-delà de cet épisode, la communauté locale a su plus largement mobiliser un éventail de services, de financements et de prérogatives par l'entremise d'individus disposant d'un capital relationnel privilégié. La captation de ces

855 5,1% des adultes que nous avons sondés s'y consacrent à temps plein et 3,1% à temps partiel, à l'exclusion de toute autre activité, sans compter les retraités et les autres actifs qui s'y adonnent pendant leur temps libre.

856 La plupart des terres – rizières et mangroves, où sont aménagés les bassins piscicoles – appartient à une ou plusieurs sociétés sino-indonésiennes, qui les ont acquises en vue d'y aménager plus tard des zones industrielles. Les parents d'Ibu Sri Rahayu (18B), âgée de 62 ans, ont ainsi vendu leurs terres avant leur décès.

857 Bpk Sarmidi (17B) exploite ainsi un bassin de 5 000 m^2 qui lui permet de vendre pour plus d'1 MRp par mois de poissons au marché de Pasar Kobong, où il se rend en empruntant le véhicule d'un voisin.

858 Bpk Bejo (19C) cultive ainsi du manioc (*kasava**), des cacahuètes (*kacang**), et du maïs (*jagung**) ; il glane également du fourrage sur la plaine qui jouxte sa maison (une ancienne carrière propriété d'une entreprise basée à Djakarta) pour nourrir les 5 chèvres de son voisin. Bpk Suhur (16A) récolte sur ce même terrain 300 Kg de cacahuètes tous les trimestres, qu'il vend au marché de Karangayu à Semarang ou à des gens de passage, ce qui lui assure un revenu mensuel d'1 MRp.

subventions au profit de sa communauté requiert une bonne connaissance du contexte territorial, un soutien des siens et de l'entregent auprès des autorités administratives (*Lurah** et services techniques municipaux) et politiques (conseiller municipal) de manière à ce que les arbitrages budgétaires soient favorables. A l'origine, Bangkongsari ne pouvait entrer dans cette course aux subventions avec les communautés voisines : ses habitants étaient trop peu nombreux et trop insignifiants sur le plan politique pour l'emporter, ce qui les a contraint à se débrouiller seuls pour établir et aménager le village, processus sur lequel nous allons revenir en détail. Mais ce processus a eu deux effets bénéfiques : d'une part , il a permis aux habitants de faire corps autour d'un projet collectif en atteignant une masse critique susceptible de peser politiquement ; d'autre part, il a contribué à faire émerger des personnalités (*Tokoh masyarakyat**) et à renforcer leur capacité à mobiliser des ressources économiques, politiques et techniques qui ont plus tard pu faire valoir le poids électoral d'une communauté soudée[859]. D'autres acteurs de l'intermédiation avec la sphère publique et ses précieuses ressources ont émergé indépendamment de ce processus d'aménagement du village. On trouve ainsi des acteurs au fait des programmes de soins accessibles aux plus défavorisés, d'une campagne de régularisation des titres de propriété, ou encore de possibilités microfinancement. Bien que ces profils ne soient pas directement liés à l'industrie, le mode de développement du village fondé sur un cercle vertueux production d'infrastructures ▸ implantation d'usines ▸ accueil de travailleurs extérieurs ▸ amélioration du cadre de vie a indirectement favorisé l'installation a Bangkongsari de personnes issues d'un horizon géographique élargi avec lequel ils ont conservé des attaches qu'ils peuvent valoriser localement.

Pour autant, par rapport à d'autres villages de population comparable, Bangkongsari pâtit d'un certain sous-équipement en services de proximité. Mise à part l'école primaire publique et l'orphelinat, on ne compte en effet ni école religieuse (pourtant très répandues à Java), ni dispensaire, ni bâtiment administratif. Aussi, certains parents (comme 17C) doivent envoyer leurs enfants à la *madrasa** du vieux village de Tapak, d'autres au groupe scolaire public situé à l'intersection entre Jl. Tapak et la route nationale. Il n'y a pas non plus d'espace de jeu, si bien que les enfants s'amassent sur le terre-plein mis à disposition en fin de journée par 12A pour jouer au football ou au volleyball. Ce déficit d'équipement est le produit de l'aménagement spontané de ce village, en marge du maillage administratif municipal.

L'émergence d'une économie résidentielle

Le processus de développement de Bangkongsari a enrichi une partie de la population. L'implantation du dépôt technique de la direction des Déchets de la ville de Semarang est allé de pair avec l'installation de

[859] Enseignant aujourd'hui retraité, Bpk Sukardi (11B) put faire valoir le prestige de sa fonction auprès de la communauté pour être élu chef de *RT.**, puis chef de *RW.** pendant 24 ans, période pendant laquelle il a joué un rôle moteur dans les opérations d'aménagement du village (cf. infra) ainsi que dans la réalisation d'un réseau d'eau potable autonome du réseau municipal, en obtenant des subventions et un appui technique de la municipalité pour construire des châteaux d'eau (*menara air**) (NESSI, BIRGI, IDT, & PELLEGRINO, 2021).

Bpk Suparjo (01B) qui, fort de sa position de fonctionnaire intermédiaire, figure parmi les notables locaux. Les opérations de lotissement (*kaveling*,* cf. infra) par lesquelles le village s'est étendu ont conforté la position des personnalités qui les ont orchestrées (dans des proportions très variables il est vrai[860]). Elles ont également créé une offre résidentielle attractive pour les jeunes ménages issus des classes moyennes de Semarang, notamment des fonctionnaires (population à fort pouvoir d'achat et au revenu stable)[861]. Cette dynamique résidentielle alimente une économie locale de la construction[862]. Les travaux d'amélioration[863] et d'extension des logements témoignent à la fois de l'augmentation du revenu des propriétaires et de leur positionnement économique sur le marché immobilier local, jusqu'à certains comportements spéculatifs[864]. Cette « économie présentielle » fondée sur la solvabilité de la population locale est une opportunité pour les exclus de l'emploi industriel[865] qui peuvent exercer sans qualification particulière, comme hommes à tout-faire (*serabutan**), carriers[866], manœuvres (*tenaga kasar**), maçons (*tukang batu**) [867] ou petits commerçants (01C), mais elle

860 Bpk Sugeng (Z09) en a profité pour conserver certains lots qu'il a bâtis, en tirant un revenu locatif qu'il préfère à une cession du foncier. Bpk Sukardi (11B) a pu mettre de côté un lot et financer la construction de la maison où il s'est retiré.

861 Le mari d'Ibu Suci (12.2.A.1) et Bpk Mualib (17C) sont des militaires basés à Semarang. Comme Bpk Suparjo, ils jouissent d'une situation économique enviable : leur traitement est supérieur au salaire moyen, l'emploi garanti et leur statut associé à une certaine reconnaissance sociale.

862 Bpk Suparjo a investi dans l'immobilier (extension de sa maison pour y aménager des *kos** et location de la maison où vit Ibu Ning (05B)) et sa femme a ouvert une petite épicerie. Bpk Mualib, dont la solde mensuelle s'élève à 6,2 M Rp (3 fois le salaire minimum légal), a lui aussi agrandi sa maison en 2013 pour louer 2 chambres de *kos*,* qui lui rapportent 200 000 Rp supplémentaires chaque mois.

863 Plus d'un tiers des maisons construites avant 1990 que nous avons investiguées ont été rénovées depuis.

864 En face de la maison de Bpk Masdi, un terrain de 800 m^2 appartenant à quelqu'un de Semarang est ainsi en vente depuis longtemps (au prix de 300 000 Rp/m^2).

865 Ibu Atik (01C), 47 ans et un enfant à charge, n'est plus employable dans l'industrie.

866 Né à Demak, Bpk Suhur (16A) a vécu plusieurs années à Djakarta (où il gagnait sa vie comme manœuvre sur des chantiers) avant de revenir à Semarang pour se rapprocher de sa famille. Marié à une jeune femme de Bangkongsari, il s'y est installé et a extrait des graviers des collines de Ngalyan et de Tugu qu'il revendait après concassage à des entreprises du BTP ou aux habitants impliqués dans les travaux de *kavling**. En raison de la concurrence des carriers de la régence Kendal et de son âge, il a cependant dû cesser son activité et s'est rabattu, comme plusieurs ouvriers au chômage, dans du maraîchage sur des délaissés fonciers. Cela lui laisse la possibilité de travailler quand l'occasion se présente en tant que manutentionnaire pour charger des camions emportant les meubles finis des usines du village.

867 Bpk Suhir (Z07), qui ne dispose pas du même entregent que Bpk Suhur (16A) avec les sociétés de travaux publics, se contente de travailler avec 2 amis comme ouvrier pour les particuliers du village pour une paie de 70 000 Rp/jour. C'est également le cas de Bpk Agus (12B) depuis qu'il a perdu son emploi à l'usine de meubles *KKK* (où il avait travaillé pendant 17 ans). On trouve également des femmes dans ces activités physiquement éprouvantes, comme Ibu Sulami (17A) payée 60 000 Rp/jour comme maçon (*tukang batu*,* littéralement « ouvrier de la pierre ») occasionnel.

reste balbutiante. Les petits commerces (*warung**) sont assez nombreux[868] mais peu rentables[869]. C'est que contrairement à Terboyo où les habitants sortent rarement du quartier, les résidents de Bangkongsari pratiquent un territoire étendu pour leur travail ou leurs activités extra-professionnelles, ce qui leur donne l'occasion de s'approvisionner dans les marchés de demi-gros de Semarang. On trouve également plusieurs personnes qui cuisinent pour le compte de leurs voisins, ce qui atteste d'une monétarisation de l'économie locale. La femme de Bpk Suhur (16A) en a fait une activité à temps plein pendant que d'autres épouses comme celle de Bpk Mualib (17C), militaire (et donc relativement aisé selon les standards locaux[870]) vivant depuis peu dans le village, s'y adonne probablement surtout à des fins d'intégration. Il faudrait également citer Ibu Uswatun, sage-femme (*bidan**) indépendante qui propose ses services pour soigner les maladies bégnines, une alternative à l'hôpital peu onéreuse et appréciée du voisinage à en croire l'aire de stationnement pour les deux-roues de ses patients qu'elle a aménagé en vis-à-vis de sa maison, Jl. Tapak.

Le temps et les visites répétées propices à la création d'un climat de confiance aidant, un certain nombre d'activités interlopes ont pu être identifiées dans le cadre de notre enquête. Outre le fameux Bpk Sugeng (Z09), ancien *preman** toujours craint de ses voisins, le village compte un collecteur de dettes en la personne du mari d'Ibu Fitri (12D'), qui a mis du temps à confesser son métier[871]. Ces activités témoignent d'une communauté qui s'est édifiée en marge de la ville avec un degré d'informalité plus élevé que dans les autres cas que nous avons étudiés autour de Semarang, qui résultent d'une urbanisation plus formelle (Terboyo) ou d'une inscription dans le système administratif rural (Tambakroto).

L'édification d'une nouvelle communauté cimentée par la prise en main de son développement

Le village de Bangkongsari vit au rythme des usines. Jl. Tapak s'anime le matin à l'embauche, au moment de la pause déjeuner et surtout à l'heure où les ouvriers débauchent. Un flot de deux-roues et de piétons se déverse alors par les grands portails autrement fermés. Plusieurs gargotes, permanentes et temporaires,

868 On en recense 21 dans le périmètre d'étude, soit 7,7% des édifices répertoriés (contre 5,6% à Tahunan et 9,8% à Terboyo).

869 Ibu Saidah (15A) a été contrainte de fermer son petit débit de boisson en raison d'une concurrence féroce, et l'épouse de Bpk Shokibi (01B) peine à gagner de l'argent et à recouvrir les impayés de ses clients. Ibu Sri Rahayu (18B) essaie bien de tenir un petit étal d'en-cas face à l'école SDN 2 Tugurejo, mais l'activité est si imprévisible qu'elle doit se contenter de vendre des denrées non périssables. Ibu Atik (01C) s'est résolue à fermer sa boutique quand sa fille et son petit-fils sont tombés malades[869]. C'est encore une fois Bpk Sugeng qui semble tirer le mieux son épingle du jeu, son échoppe étant fréquentée par de nombreux résidents, sans doute plus parce qu'ils sont ses obligés que du fait de l'attractivité intrinsèque de ses produits (entretien avec Ibu Ning (05B), le 28 août 2017).

870 6,2 MRp, soit près de 3 fois le salaire minimum légal alors en vigueur.

871 Plutôt que de reconnaître qu'il était recouvreur de dettes, Ibu Fitri (12D') préféra lors des premiers entretiens dire que son mari était décédé. Nous n'avons pas réussi à en savoir davantage sur son activité réelle, qu'il semble exercer à l'extérieur du village.

offrent de quoi se rassasier ou faire de menues emplettes sur le chemin de la maison. Un marché hebdomadaire offre des produits de consommation courante (droguerie, épicerie, sandales, etc.). A l'inverse, les matinées et les débuts d'après-midi, le quartier vidé de la plupart de ses habitants dont un grand nombre travaille dans les usines ou à l'extérieur, est très calme. En fin d'après-midi et jusqu'à la tombée de la nuit, les ruelles du village se peuplent des enfants qui jouent, les mères étendent les lessives, les hommes prennent soin de leurs oiseaux ou de leur moto. L'espace public est ainsi approprié et intensément utilisé par les riverains, y compris dans les rues principales Jl. Tapak et Jl.01.

Une communauté ouverte en constante recomposition

Bangkongsari est une communauté éminemment mixte : 60% des habitants interrogés sont nés dans les environs quand les 40% restants se répartissent à parts égales entre les territoires proches (ville de Semarang, régence de Kendal) et les régions les plus pauvres du centre et de l'est de Java.

Tableau 45 : Lieu de naissance des habitants de Bangkongsari

Lieu de naissance	Nombre	Part dans l'échantillon
Bangkongsari	20	23,3%
Tapak	24	27,9%
Autres villes de l'arrondissement de Tugu	8	9,3%
Municipalité de Semarang	9	10,5%
Régences alentours	7	8,1%
Autres régences rurales de Java-Centre et Java-Est	18	20,9%
Autres régions d'Indonésie	0	0,0%
Etranger	0	0,0%
Total	**86**	**100,0%**

Source : enquête terrain auprès de 86 adultes

La plupart des natifs (*pribumi**) sont nés dans le village de Tapak ou dans les familles de primo-habitants (eux-mêmes originaires de Tapak) impliqués dans le percement de Jl. Tapak. Ils ont souvent hérité une parcelle de terrain (parfois d'une maison) de leurs parents, qui étaient pour la plupart des cultivateurs de riz propriétaires de leur terre[872]. L'installation de la descendance sur le foncier des parents, souvent à proximité directe de leur maison, aboutit à une organisation sociale et spatiale en grappes familiales nucléaires

872 Bpk Paijo Hadi Wijoyo (05D) est un exemple typique de natif de Tapak. Ses parents, nés à Yogyakarta et à Klaten (Java-Centre), ont quitté leur campagne très pauvre pour Tapak, où ils ont travaillé comme ouvrier agricole et gardien de bétail pour le compte de Bpk Haji Alamsyah (dont nous nous souvenons qu'il a initié l'ouverture du premier chemin entre Tapak et la route Semarang-Kendal). En épargnant la moitié de leur salaire, ils réussirent à économiser suffisamment pour acquérir un terrain libre d'occupation (*tanah kosong**) à Bangkongsari. Depuis 1995, Bpk Paijo Hadi Wijoyo travaille à *PT. Country Form* et depuis 2010, il élève en appoint quelques vaches. Il compte assurément parmi les figures locales (*Tokoh masyarakyat**) à la fois de par son ancienneté, sa position dans une des principales usines de Bangkongsari et sa propriété foncière. Cela lui a permis d'être élu chef du RW. 03 pour 2 mandats par les 160 délégués des 8 *RT*. concernés.

resserrées, articulées à l'échelle de chaque *RT.** par des liens claniques de cousinage. Les locaux se marient généralement avec des personnes extérieures (*pendatang**), qui étaient majoritairement des ouvriers migrants jusqu'à la *Krismon*.* Le mariage et l'implantation valent intégration dans la communauté (« il n'y a aucune différence entre les nouveaux arrivants [*pendatang**] et les natifs [*pribumi*] »[873]), même si les locaux conservent un rôle fondateur par leur maîtrise de l'histoire[874], du foncier et des équipements mis à disposition[875]. La situation est plus ambiguë pour les immigrants arrivés dans les années 2000, très majoritairement mus par la quête d'un terrain ou d'un logement bon marché (contrairement aux migrants économiques des années 1980 et 1990 qui étaient surtout en quête d'un emploi). Il s'agit de personnes moins défavorisées, souvent des couples déjà constitués qui « achètent » leur domiciliation sans contracter de liens de mariage avec les locaux. Aussi, quand bien même ils vivent à Bangkongsari de longue date et en règle[876], être accepté et intégré peut prendre davantage de temps que pour la génération précédente, qui s'est davantage mêlée avec la population locale et investie dans l'aménagement du village[877].

Le rôle déterminant des individualités (*Tokoh masyarakyat) dans l'essor du village**

Nous avons vu combien le développement de Bangkongsari avait été impulsé par un petit nombre d'individus influents. Leur légitimité ne provient ni du sang, ni du lignage, ni de la terre, ni de l'argent. Bpk Sugeng (Z09) est un délinquant, Bpk Sukardi (11B) un immigrant : tous deux sont d'extraction très modeste et se sont imposés à force d'influence, d'intelligence sociale et d'implication personnelle. Ce n'est pas non plus l'industrialisation qui a fait leur fortune, même si certaines situations se sont établies en tirant parti du processus de développement du village via notamment les opérations foncières (cf. infra), elles-mêmes alimentées par la dynamique de l'emploi industriel. Alors que Bpk Sugeng s'est appuyé sur sa force physique et son entregent économique, Bpk Sukardi a pu faire valoir sa culture classique acquise à Surakarta (Solo) où il a grandi, et son travail d'assistant scolaire, puis d'enseignant pour être élu chef de *RT.** puis chef de *RW.**

873 Entretien avec Bpk Masdi Santoso (12C) le 4 juillet 2017.

874 Selon Bpk Sugeng (Z09), être un « dépositaire de l'histoire » *(penerus sejarah**) du village lui confère une grande légitimité auprès des habitants plus jeunes, à telle enseigne qu'il lui est arrivé d'être convié par le *Lurah** à la lui conter.

875 Comme la *mushola** à l'angle de Jl. 00 et Jl. 01 (construite par le père de Bpk Shokibi (01A) ou le terrain de jeu de Jl. 12 (mis à disposition des enfants du *RT.* par Ibu Ani (12A)).

876 Tout nouvel arrivant (même pour une durée limitée) doit faire l'objet d'un enregistrement auprès du chef de *RT.* appuyé par une lettre de recommandation du chef de *RT.* de leur domicile précédent.

877 Ibu Lia (08A) par exemple se sent toujours mal à l'aise et parfois en insécurité pendant la journée, quand « tous les jeunes travaillent dans les usines et les anciens dans les rizières ». La réalité que nous avons observée atteste pourtant de la présence de nombreuses personnes au foyer, mais le témoignage d'Ibu Lia montre que les portes restent fermées aux « extérieurs ». Quant à Bpk Pandoyo (10B), il doit en tant que nouvel arrivant acquitter un prix de l'eau supérieur à celui de ses voisins (environ 1 MRp contre 150 000 à 300 000 Rp/ménage), ce qu'il comprend et accepte car il sait ô combien ils ont travaillé dur pour avoir l'eau potable.

pendant 24 ans. Il a valorisé son capital intellectuel en jouant un rôle de coordonnateur de plusieurs lotissements (*kaveling**), pour l'installation de l'électricité et la création de la coopérative *BP. Spams Tirto Agung*, qui approvisionne les RT. 05 et 06 en eau potable. Cette expérience lui a plus tard permis de se faire embaucher comme mécanicien à l'usine *Adi Kencana Agung Jaya (AKAJ)*. Cela dit, l'exercice de l'influence ne passe pas nécessairement par des fonctions administratives ou politiques : Bpk Sugeng estime qu'il « n'a pas eu besoin de devenir chef de *RT.* ou de *RW.* parce qu'il est respecté par les villageois, qui le craignent ».

Sans avoir joué un rôle aussi décisif, d'autres individualités assurent une intermédiation (*brokerage* en anglais) entre le village et son environnement économique, institutionnel et serviciel élargi[878]. Ce rôle de canalisation des ressources par les *brokers* est d'autant plus important que Bangkongsari, en tant que *Kelurahan*,* ne dispose pas des ressources fiscales propres des *desa** comme Tahunan ou Tambakroto. Ainsi, contrairement à ces villages où les notables vivent généralement repliés sur leurs possessions, les *Tokoh*

878 Bpk Masdi Santoso (12C) est un retraité de l'usine de meubles *Golden Furniture* (aujourd'hui fermée), né à Yogyakarta et arrivé à Bangkongsari en 1979. Elu chef du RT. 05 à 3 reprises, il contribua pendant ses mandats à canaliser des fonds de la municipalité. Surtout, il facilite grâce à ses contacts personnels les démarches des étudiants locaux désireux de candidater à des études en Australie.

Bpk Paijo (05D), chef du RW. 03, fait valoir ses liens privilégiés avec le conseiller municipal de Bangkongsari, Bpk Kadar Rusman (également dénommé Bpk Pilus), qui « contrairement à ses homologues, a été très présent sur le terrain, à l'écoute des doléances des habitants et s'est mobilisé pour développer le village, particulièrement le RW. 03 » (cette dernière précision ayant naturellement toute son importance dans la bouche de Bpk Paijo eût égard à ses fonctions).

Ibu Atik (01C) valorise son expérience des sphères gouvernementales. Il y a quelques années, l'élection de son mari comme chef de *RW.* l'a automatiquement propulsée au statut de cheffe de *RW.* (*Ibu RW*) et à ce titre, de responsable de la section locale du *PKK**, fonction qui l'a amenée à participer à des réunions mensuelles au niveau administratif supérieur du *Kelurahan**. Elle y a noué des liens privilégiés avec l'épouse du *Lurah** qu'elle a soigneusement entretenus depuis. Cette proximité lui permet d'être la première informée des programmes d'aide sociale et d'en tirer un bénéfice personnel, comme le programme de soins proposé par l'Assurance maladie (*Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial, BPJS Kesehatan**) pour lequel elle est allée chercher des renseignements complémentaires à la mairie centrale de Semarang (ce qui a permis à sa belle-fille d'être soignée gratuitement), un abattement de 75% des frais de scolarité (qu'elle a utilisé pour sa fille) ou la possibilité d'ouvrir un magasin à loyer préférentiel dans l'enceinte du siège du *Kelurahan*.* Mais elle agit également comme intermédiaire avec les institutions pour les habitants de Bangkongsari qui ne maîtrisent pas les codes de l'administration ou n'osent s'y frotter, sans oublier d'en tirer un bénéfice au passage. Par exemple, Ibu Atik s'est faite désigner en 2017 par la femme du *Lurah** comme volontaire du programme de certification de la propriété des titres de propriété des habitants du RW. 03. 23 ménages ont ainsi vu leur propriété régularisée, moyennant le versement d'une « commission (*komisi**) » de 50 000 à 150 000 Rp, non prévue par son statut mais justifiée par Ibu Atik par « la nécessité d'acheter du lait pour son bébé ». Lors de notre entretien à son domicile, 10 formulaires de demandes de prestations à la sécurité sociale attendaient par ailleurs d'être transmis par son entremise à l'administration, pour une commission de 50 000 à 100 000 Rp chacun (entretien avec Ibu Atik (01C), le 28 août 2017).

*masyarakyat** de Bangkongsari sont très impliqués dans la vie de la communauté et ses projets de développement[879].

Une communauté soudée par des valeurs communes, dans le creuset d'une expérience collective

A Bangkongsari comme ailleurs, la vie quotidienne est organisée autour de la famille nucléaire plus que du clan. Une fois mariés, les enfants tendent à mener leur vie indépendamment de celle de leurs parents, quand bien même ceux-ci vivent tout près (01C, 12C et 15A). Le processus de lotissement (*kaveling**) auquel ont pris part les habitants a en effet conduit les fratries à vivre en mitoyenneté sur des espaces resserrés. L'autonomie dans la vie quotidienne n'exclut pas des arrangements pécuniaires, souvent motivés par la recherche d'économies en partageant par exemple les abonnements à l'électricité (07A) et à l'eau (15A), voire pour l'achat de nourriture (01C). On constate que les proches (souvent les grands-parents) gardent gracieusement leurs petits-enfants pendant que les parents travaillent. La solidarité familiale va également de soi en cas de maladie : il est naturel de veiller ses proches, de leur prêter de l'argent (même sans assurance d'être remboursé) ou de faire jouer ses relations pour obtenir un traitement médical (05B). Surtout, les liens entre parents et enfants semblent ici comme à Tahunan plus forts qu'à Terboyo (avec la précaution qu'il est toujours difficile d'appréhender ce genre de comportements à partir d'échantillons somme toute limités) : 16 des 22 ménages interrogés qui nous ont indiqué avoir des enfants adultes en hébergent au moins un à domicile, qu'il soit au chômage (14A, 17B), travaille (01C, 12B, 19A, Z07) ou fasse des études supérieures. Et le nombre relativement élevé d'enfants ayant entrepris des études supérieures n'empêche pas parents et étudiants de projeter leur avenir ensemble à Bangkongsari, en citant l'adage javanais selon lequel « que l'on ait ou pas de quoi manger, ce qui compte c'est d'être ensemble (*mangan ora mangan sing penting kumpul**) ».

Par-delà la famille, les relations de voisinage sont comme à Tahunan intenses et valorisées. Le partage de nourriture et le prêt d'ustensiles (une balançoire pour bébé pour 01C, une machette (*golok**) pour 05B, etc.) est courant, telle que la visite des personnes souffrantes en-dehors de la famille nucléaire, à qui on versera 5 000 Rp pour les aider à faire face (07A). Ces *slametan** sont fréquentes et prisées. Elles sont considérées comme « un bon moyen de rencontrer ses voisins et de nouer des liens ». Pour ce faire, on n'hésite pas « à emprunter ou à louer des outils (réchauds, bouilloires, chapiteaux (*tratak**) à l'occasion d'un événement » [880]. Le don de chaque participant, dénommé « argent dans la main », finance l'achat de friandises et les frais d'organisation. On se doit de justifier le fait de ne pas participer à ces célébrations, même vis-à-vis d'étrangers

[879] Bpk Sugeng par exemple, qui loue deux de ses maisons 400 000 Rp/mois, affirme que ce loyer est généreux pour les locataires puisqu'il ne suffirait pas à couvrir les frais de rénovation, ce qui lui convient car il « aime aider la communauté ». Bien entendu, une telle affirmation n'est pas à prendre à la lettre : les actifs de Bpk Sugeng lui permettent de peser dans la vie quotidienne du quartier en créant des obligés (entre autres ses locataires) ou en vérifiant l'allégeance de ses anciens obligés (son épicerie notamment, est pratiquée avec assiduité par certains habitants vivant pourtant assez loin).

[880] Entretien avec Ibu Ani (12A) le 20 juin 2017.

au village[881] Sinon, on est sanctionné par la communauté, « pas financièrement, cela serait inapplicable », mais socialement, en ne venant pas rendre visite le jour où le fautif tombe malade ou en lui refusant toute aide. « Les gens évitent la confrontation directe mais ils se vengeront plus tard »[882]. Certains ne s'embarrassent pas de telles précautions et dénoncent en public des cas d'absentéisme[883].

Certains habitants constatent malgré tout que les célébrations sont moins fréquentes et moins que festives qu'autrefois. Pour la fête nationale (*17-an**), on organisait il y a quelques années encore beaucoup d'activités, y compris du *panjat pinang**[884], des matches de football, promenades (*jalan santai**)[885] qui sont désormais réservées aux enfants[886] et du *dangdut**[887]. Contrairement au protocole décrit par Sullivan (1992) à Yogyakarta, les femmes de Bangkongsari cuisinent plutôt chez elles que chez l'hôte des *slametan** à qui elles apportent des plats déjà cuisinés[888]. Elles peuvent également opter pour payer une cuisinière (telle la femme de Bpk Shokibi (01A) ou la veuve qui tient un des *warung** Jl. Tapak) choisie en-dehors du groupe de convives. Pour la fête nationale, les participants peuvent également acheter des plats préparés et conditionnés dans des boîtes en carton décoratives, une forme de monétarisation du don déjà relevée par Sullivan dans les années 1980. Alors que le repas cérémoniel se déroule à Yogyakarta chez l'hôte de l'événement, on préfère pour les grands événements – *17-an*,* Nouvel an javanais (*Suroan**) et *Tirakatan** – manger à Bangkongsari dans la rue ou dans les bâtiments de l'école primaire du RT. 04. Cette externalisation du *slametan** de la sphère privée vers l'espace public, que l'on retrouve avec le rangement de matériels – constituant des communs – dans un local attenant au *pos kamling** Jl. 16, est atypique. On peut supposer que cela témoigne d'une place relative plus

881 Ibu Atik (01C) lors de notre entretien, tint à justifier son absentéisme par le fait qu'elle doive s'occuper d'une parente malade.

882 Entretien avec Bpk Mualib (17C) le 12 octobre 2017.

883 C'est en particulier le cas de la famille d'Ibu Jaenah (02A) (qui comprend également ses 2 frères Bpk Ngaimain et Bpk Dasuki, son fils Bpk Dul Prayitno et sa fille Ibu Sunarti (Z04)), ostracisés par le reste de la communauté qu'ils accusent d'être si « arrogante » (entretien avec Ibu Sunarti (Z04), le 28 août 2017) qu'ils préfèrent ne pas les fréquenter. Leurs voisins leur en font grief, jugeant asocial ce comportement et leur attitude conflictuelle (entretien avec Suryanti (07A) le 28 août 2017).

884 Cette épreuve d'acrobatie traditionnelle qui ressemble beaucoup au mât de cocagne, est encore très populaire à Java : un mât en bambou haut de plusieurs mètres est installé au centre d'une place et enduit d'huile de palme. On accroche à son sommet des lots (jouets, vêtements, etc.) que les adolescents s'efforcent de décrocher en l'escaladant.

885 A Java, la promenade est rarement spontanée et solitaire : on la pratique le plus souvent en groupe, à des occasions bien précises (jour férié ou fête populaire) et en suivant un itinéraire prédéterminé.

886 Entretien avec Ibu Ning (05B) le 28 août 2017.

887 Le *dangdut* est une musique populaire mêlant mélopées d'influence indienne, paroles suaves ou nostalgiques, et chanteuses court-vêtues (pour na pas dire vulgaires). Il rythme en fonds sonore les étals des marchés et les minibus en ville comme à la campagne, mais il est également chanté dans des salles de concert plus ou moins bien fréquentées comme à l'occasion de festivités familiales.

888 Entretiens avec Ibu Suryanti (07A) le 28 août 2017 et avec Ibu Sri Rahayu (18B) le 21 juin 2017.

importante des communs, la sphère collective étant comparativement plus investie et appropriée que dans les autres cas que nous avons étudiés.

Les activités fondées sur l'organisation administrative du village sont elles aussi suivies avec assiduité. Les hommes de chaque *RT.** se réunissent une fois par mois. Le chef du *RT.*, qui siège de droit à l'assemblée du *RW.** et peut être élu pour siéger à l'assemblée du *Kelurahan**, informe chacun des nouvelles qu'il y a recueillies. On discute ensuite des problèmes de proximité du quotidien, comme la propreté des rues[889]. Alors qu'à Tahunan et à Terboyo, les *RT.** sont dépourvus de patrimoine, les postes de garde (*pos (sis)kamling**) de Bangkongsari sont meublés (chaises, tapis, télévision et même, pour celui de Jl. Tapak, un billard) et équipés (ustensiles de cuisine, etc.) grâce aux dons des habitants. Les « rondes de nuit » (*ronda malam**) sont organisées méticuleusement, avec un programme strict de rotations des « volontaires » qui sont encouragés par une cotisation de 200 Rp par habitant et par nuit. Le *PKK** se réunit mensuellement au niveau de chaque *RT.* Les activités portent comme toujours sur les activités domestiques et l'éducation des enfants, ce qui intéresse surtout les jeunes mères[890], mais aussi sur des programmes sanitaires[891] qui concernent toutes les femmes, considérées responsables de la bonne tenue du foyer. Chaque participante verse 7 000 Rp à une caisse commune (*kas**)[892], plus pour celles qui le souhaitent[893]. Les séances du *PKK* à l'échelle de l'arrondissement organisées mensuellement au siège du *Kelurahan** sont moins fréquentées. Il faut dire que les femmes participent également aux réunions de leur unité de proximité *(Dasa Wisma*[894])* une fois par mois. Les tontines se tiennent sur une base mensuelle, sauf dans le RT. 04 encore une fois. Dans le RT. 06, qui est la partie la plus ancienne du village, 35 des 59 foyers y participent pour une mise totale atteignant 530 000 Rp. Les 24 chefs de famille qui n'y participent pas sont soit trop âgés soit trop pauvres pour acquitter la participation de 16 000 Rp. Mais certains se joignent aux rencontres en se contentant de verser les 7 000 Rp qui permettent de payer les en-cas (sans participer à la tontine proprement dite donc). Concernant cette gouvernance politique locale, on constate que les facteurs de cohésion sur lesquels s'est fondée la communauté – l'intérêt commun à

889 Entretien avec Bpk Mualib (17C) le 12 octobre 2017.

890 Entretien avec Ibu Lia (08A) le 28 août 2017.

891 En particulier les programmes 3M (pour *Menguras* (« drainer »), *Menutup* (« fermer »), *Mengubur* (« enterrer »)) et *Jumantik* (*Juru pemantau jentik* (« expert en surveillance des larves »)) visant à promouvoir la prévention de la prolifération des moustiques porteurs de la fièvre dengue (*Demam Berdarah Dengue, DBD*). Le programme *Jumantik* est mis en œuvre par la municipalité de Semarang qui missionne des agents pour inspecter les maisons et verbaliser les résidents chez qui des larves sont trouvées à plus de 4 reprises (l'amende prohibitive de 50 MRp (3 740 $) n'est dans les faits jamais appliquée, comme le reconnaît Ibu Fera Marini, fonctionnaire de la direction de la Santé de la ville interrogée à Bangkongsari le 21 août 2017).

892 Entretien avec Ibu Atik (01C) le 21 novembre 2017.

893 Toutes ne participent pas à la *arisan :* Ibu Atik (op.cit.) par exemple explique qu'elle craint que cela implique qu'elle doive un jour accueillir l'assemblée du *PKK** chez elle, ce qui semble la gêner (par crainte que son domicile ne soit pas à la hauteur ?).

894 Les *Dasa Wisma** sont des groupes constitués de 10 foyers, ce qui apporte un maillage complémentaire à celui des *RT.** quand ils sont particulièrement peuplés (ce qui est le cas à Bangkongsari).

agir collectivement et la crainte ou le respect inspirés par certaines *Tokoh masyarakyat** – se sont érodés pour laisser place à un fonctionnement en voie de « normalisation » dont témoigne le renouvellement des chefs de *RT.** et de *RW.** lors des dernières élections, ce qui n'empêche pas le sentiment d'injustice vis-à-vis de la manière dont sont redistribués les dons des entreprises à l'occasion du *Lebaran**. On s'aide aussi entre voisins quand des bras sont ponctuellement nécessaires pour des travaux importants, en particulier lorsqu'il s'agit de poser la toiture (traditionnellement préfabriquée au sol) des nouvelles maisons. C'est particulièrement vrai dans les parties les plus anciennes du village (RT. 05 et RT. 06).

Photo 32 : Exemples de *pos kamling à Bangkongsari (dont certains dotés d'un coffre où sont rangés les biens du *RT.**)**

Source : Julien Birgi, septembre 2017

Les pratiques religieuses sont moins intenses et moins polarisées que dans tous les autres cas que nous avons étudiés. Ni le *NU** ni la *Muhammadiyah** et leurs nombreuses émanations (fondations sociales et éducatives) ne sont visibles dans le village et les fidèles se rendent à la « mosquée générale »[895], terme renvoyant à une neutralité dogmatique. Cela peut s'expliquer par le peuplement récent de Bangkongsari par une population diversifiée (encore que la situation ne soit pas très différente à Terboyo, où préexistait par contre des lieux de culte gérés par le *NU*). Selon Bpk Masdi Santoso (12C), ancien chef du RT. 05, « la mosquée

[895] Entretien avec Bpk Sarmidi (17B) le 18 juin 2017.

et les *mushola** rassemblent des gens venant de courants religieux (*Mzahab**) différents. Les natifs de Tapak sont plus proches du *NU*, les migrants de la *Muhammadiyah* et d'autres courants, mais ils prient tous ensemble »[896]. Il faut dire que les lieux de culte dans le village sont rares : on ne compte dans le périmètre qu'une seule *mushola** à l'angle de Jl. Tapak et de Jl. 01. C'est peu, pour l'Indonésie et beaucoup moins par exemple qu'à Terboyo, où on recense 3 mosquées et 2 *mushola* pour 2 fois plus d'habitants. En revanche, les prières collectives (*pengajian**) sont très courantes [897] , témoignant d'une pratique religieuse plus communautaire qu'institutionnelle.

L'affirmation identitaire par la culture

Les signes de la culture javanaise, classique aussi bien que populaire, sont très présents à Bangkongsari. Les chaînes hi-fi impressionnantes exposées dans le salon de nombreuses maisons témoigne de l'engouement pour la musique, que l'on entend toute la journée dans les ruelles du village, qu'il s'agisse des percussions traditionnelles (*gamelan**) et des chansons de cours (*lagu Kraton**) que prise le retraité Bpk Sukardi (11B) ou de *dangdut** pour les adultes entre deux âges. Les habitants vouent un véritable culte aux oiseaux – art de vivre javanais par excellence – dont les cages sont suspendues au porche des maisons : on en prend soin, on les admire, on écoute leurs chants sur sa terrasse, au vu des riverains et des passants. Bpk Marsiyadi (07A) en fait même l'élevage[898]. La langue javanaise est fréquemment utilisée à domicile, y compris par les enfants, mais aussi pour bavarder entre voisins et même les étrangers[899] , sauf s'ils ne parlent qu'indonésien. Les seules exceptions sont des jeunes femmes issues de régions lointaines et récemment installées, comme Ibu Ning (05B) et Ibu Nias (08A).

Il ne s'est pas passé une semaine sur place sans une manifestation individuelle ou collective de culture javanaise, classique ou plus populaire. Cela peut surprendre pour un village récent et peuplé pour près de la moitié par des migrants. A moins que cela ne soit au contraire un point de ralliement concourant à la formation d'une identité commune. Les *tokoh masyarakyat** jouent un rôle important dans la diffusion de cette culture. Plusieurs d'entre eux sont issus des cités royales du centre de Java (Surakarta pour Bpk Sukardi, Yogyakarta pour Bpk Masdi Santoso) ou de l'intérieur des terres de Java-Est (pour Bpk Marsiyadi) considérées comme des sanctuaires des traditions javanaises. Bpk Sukardi enseigne les arts classiques – chant, théâtre, danse – aux enfants ; Bpk Marsiyadi le *pencak silat** de style *Setia Hati Terate* (issu de Java-Est et réputé pour son mysticisme) à l'école SMA Hasanuddin tous les 15 jours ; Bpk Shokibi (01A), désormais à la retraite, a quant à

896 Entretien avec Bpk Masdi Santoso (12C), le 4 juillet 2017.

897 Ibu Yatmi (10A) et Ibu Ani (12A) prient ainsi tous les lundis soir, chez un voisin différent à chaque fois. Elles acquittent une participation pour cuisiner un repas qui sera partagé entre les *pengaji**.

898 Quand nous l'avons interrogé, en août 2017, il possédait 4 oiseaux, qu'il pense pouvoir vendre 300 000 à 400 000 Rp chacun.

899 Voir par exemple Ibu Atik (01C), qui a interrompu notre échange en indonésien pour s'adresser au grossiste venu livrer sa boutique en javanais, lors de son entretien le 28 août 2017.

lui enseigné le style *Merpati Putih* (issu de Yogyakarta et connu pour sa dimension énergétique). La nouvelle génération est plus rétive cela dit, et Bpk. Masdi Santoso (12C) regrette que les jeux vidéo à domicile érodent le lien social.

D'après notre enquête, les habitants de Bangkongsari tendent à se comporter de manière plus formelle selon les critères de l'étiquette javanaise que dans les autres cas étudiés. Plusieurs interlocuteurs ont insisté pour discuter à l'intérieur, autour d'une boisson et de friandises (alors qu'à Terboyo par exemple, seul un chef de *RT.** nous a reçu chez lui, comme le commande sa fonction – d'autres interlocuteurs nous ont proposé à boire, mais à l'extérieur – et que dans les villages de Tambakroto et de Tahunan, personne ne nous a rien proposé). Nous avons également été conviés à une cérémonie de circoncision. A Terboyo et à Tambakroto, plusieurs habitants nous ont demandé de l'argent, un comportement assez inhabituel à Java, qui n'a pas lieu à Bangkongsari.

Les modes de consommation restent majoritairement traditionnels : les vêtements usuels, les chaussures et les biens de consommation courante sont achetés au marché Kharisma qui se tient deux fois par mois devant l'usine éponyme. On cuisine à domicile, y compris pour les ouvriers vivant sur place qui rentrent chez eux pour le déjeuner. La production locale de riz, de poisson, de volaille et de légumes alimente en bonne partie les consommateurs locaux. Ces pratiques de consommation locale de produits traditionnels sont interrogées par les nouveaux venus, plus aisés et moins liés au terroir local. C'est notamment une de ces personnes, Ibu Nias (08A), qui a privilégié l'achat de lait en poudre pour les bébés, qui pèse pourtant lourd sur le budget[900]. Mais les évolutions émanent également des jeunes nés ici, plus familiers de Semarang que leurs homologues de Terboyo, qui pratiquent la ville pour leurs loisirs. Contrairement à leurs aînés qui ne vont en ville que s'ils y sont contraints, Ibu Lia et Ibu Ning, dans leur vingtaine, apprécient le lèche-vitrines dans les quartiers qui s'animent le soir pour le plus grand plaisir des jeunes peu fortunés, tels que Pasar Johar et Simpang Lima. De manière générale, les habitants de Bangkongsari consacrent plus de temps et d'argent en loisirs[901] que ceux des autres cas étudiés. Nous pouvons essayer d'expliquer ce comportement en partie par les liens familiaux entretenus par les migrants avec leur région natale, par une meilleure appropriation de l'espace et de ses ressources (y compris récréatives) comme les lieux de sortie populaires de Semarang, mais aussi par exemple, Taman Lele, un parc de loisirs familial où les enfants peuvent pêcher. Les ménages dépensent également que partout ailleurs en argent de poche et en friandises pour leurs enfants[902], un comportement difficile à interpréter, si ce n'est peut-être par un niveau de vie plus confortable et une plus grande confiance dans sa situation économique.

900 120 000 Rp/mois dans le cas d'Ibu Nias (08A), soit plus de 5% du salaire minimum.

901 Il est commun pour un ménage de dépenser sur ce poste 300 000 à 400 000 Rp (soit 15 à 20% du salaire minimum).

902 Souvent 300 000 à 400 000 Rp par mois (soit 15 à 20% du salaire minimum).

Une identité interpelée par la dynamique résidentielle à l'œuvre depuis les années 2000

Le RT. 04, majoritairement peuplé de familles récemment arrivées et ne disposant pas d'attache locale, déroge à ce tableau. Bpk Sucahyono (19A), qui a longtemps été le mentor (*pengurus**) du *RT.**, explique qu'aucune ronde de nuit n'y ait été organisée depuis 5 ans à la fois par le travail des hommes loin du village, un manque d'implication du nouveau chef du *RT.* et le fait qu'à l'inverse du RT. 05 par exemple, « les habitants sont indisciplinés parce qu'ils vivent ici depuis peu et n'ont pas la mentalité (*kolot**) traditionnelle » et se contentent d'être passifs[903]. Pour Bpk Mualib (17C), la population du RT. 04 a crû trop rapidement, rendant difficile la coordination avec 90 foyers. Le quartier étant d'après lui très sûr, les habitants ne ressentent pas le besoin de mettre en place une ronde de nuit[904] (dont on sait pourtant bien que cette pratique témoigne d'une intensité des liens sociaux plutôt que d'un niveau élevé de délinquance). L'entraide entre voisins est également moins répandue que dans les autres *RT.* C'est encore plus vrai pour les locataires des *kos** qui se tiennent en retrait des activités communautaires et des relations de voisinage[905]. Le *pengajian** a lieu le dimanche pour les femmes. Mais ce n'est pas une obligation : Ibu Tri Astuti (18C) explique qu'elle ne participe pas aux *pengajian* « parce qu'elle doit faire le ménage, se reposer ou s'adonner à d'autres activités »[906].

Lors de nos entretiens, ces nouveaux arrivés (tel 00A) ont spontanément tenu à nous indiquer s'être signalé au chef du *RT.* et du *RW.* quand ils ont emménagé, une démarche qu'ils estiment nécessaire et suffisante pour s'inscrire dans la communauté. Plus aisés et pour beaucoup occupés à temps plein en-dehors du village, ces nouveaux arrivants sont davantage enclins à payer les services urbains qu'à les assurer eux-mêmes. Certes, on trouve dans le RT. 04 certaines pratiques collectives, mais les activités de *kerja bakti** se réduisent au nettoyage des rues une fois par mois. En réalité, la gestion collective des espaces publics aménagés par les premiers habitants de Bangkongsari, assimilables à des « communs » au sens d'un patrimoine détenu et géré en commun (OSTROM, 1990), laisse ici place à une logique de service public que l'on paie grâce à un salaire fixe.

Ancrage local et inscription dans l'espace métropolitain

L'appropriation de l'espace public – ruelles, délaissés fonciers mais aussi la rue principale Jl. Tapak – par les riverains témoigne d'une réelle confiance dans l'environnement et d'une capacité collective à le gérer en « commun ». Ce terme se réfère à des biens qui, indépendamment de leur propriété (privée ou publique), sont utilisés par une communauté d'usagers, ce qui passe par des actions collectives (JAGLIN, 2012) et la

903 Entretien avec Bpk Sucahyono (19A) le 3 juillet 2017. Curieusement, le terme *kolot** signifie « démodé », « suranné ». Mais il est ici employé dans le sens positif de « la tradition ».

904 Entretien avec Ibu Sri Rahayu (18B) le 21 juin 2017.

905 Entretien avec Ibu Fitri (12D') le 5 janvier 2018.

906 Entretien avec Ibu Tri Astuti (18C) le 21 juin 2017.

constitution des bénéficiaires en organisations en charge de leur bonne gestion (LAVAL, SAUVETRE, & TAYLAN, 2019; OSTROM, 1990). Contrairement aux autres cas étudiés, on y gare sa moto, on accroche dès le matin ses précieuses cages à oiseaux pour qu'ils profitent d'une meilleure exposition que sur sa terrasse, on n'hésite pas à entreposer des matériaux ou des animaux de basse-cour[907] quand bien même ils pourraient être volés la nuit. Ces communs sont décorés, ornementés de plates-bandes (Jl.12) et mis en valeur par des portes (*gapura**), dont il a été décidé en mai 2017 le renouvellement pour les uniformiser. L'usage de ces communs est régi par des règles tacites de modération (l'appropriation est toujours circonscrite aux abords directs du domicile sans jamais utiliser la totalité de l'espace « libre »). Lors des entretiens, les usagers prennent systématiquement le soin de préciser spontanément que la terre ne leur appartient pas et qu'ils quitteront les lieux quand le propriétaire en aura besoin.

Photo 33 : Signes de confiance dans l'espace public à Bangkongsari : cages à oiseaux et linge (à gauche) ; deux-roues et chaises (au centre-gauche) ; lessive de peluches (au centre-droit) ; plantes vertes, matériel de bricolage et matelas (à droite) :

Source : J. Birgi (août 2017)

L'attachement au village est manifeste et la communauté y semble très ancrée, comme le montre la volonté de la quasi-totalité des jeunes interrogés – y compris les étudiants à l'université – de rester vivre sur place. Mais cela n'empêche pas les habitants de Bangkongsari d'être dans leurs pratiques davantage liés au « monde extérieur » que ceux de Tahunan et de Terboyo. Agriculteurs et pêcheurs vendent leurs produits dans les marchés de gros de l'ouest de la ville où s'approvisionnent les épiciers du village. Même si beaucoup d'ouvriers travaillent dans les usines alentour, ils n'hésitent pas à chercher du travail dans toutes les zones industrielles de l'ouest et du nord de Semarang. Plus mobiles, ils mobilisent ainsi les ressources de l'espace métropolitain. C'est d'autant plus vrai pour les habitants nés et grandis en-dehors du village, ce qui souligne le rôle déterminant des migrations dans l'insertion des communautés au sein d'un système territorial élargi où ménages, usines et ateliers peuvent interagir à une échelle de choix plus vaste. Ceux qui ne disposent pas de moto peuvent se rendre à Semarang par les nombreux bus et minibus urbains (*Angkutan kota, Angkot**) au tarif modique qui passent sur la route nationale Djakarta-Semarang, mais il faut compter 10 000 Rp pour s'y

907 Bpk Mualib (17C) possède ainsi un poulailler avec 20 animaux sur Jl. Tapak.

faire déposer par un mototaxi (*ojek**). Ibu Atik fait des économies en essayant de monter à bord des camions de déchets qui quittent le dépôt municipal le matin à 8h00.

Une dynamique de développement conjuguant industries « de poche » et « autoaménagement » résidentiel

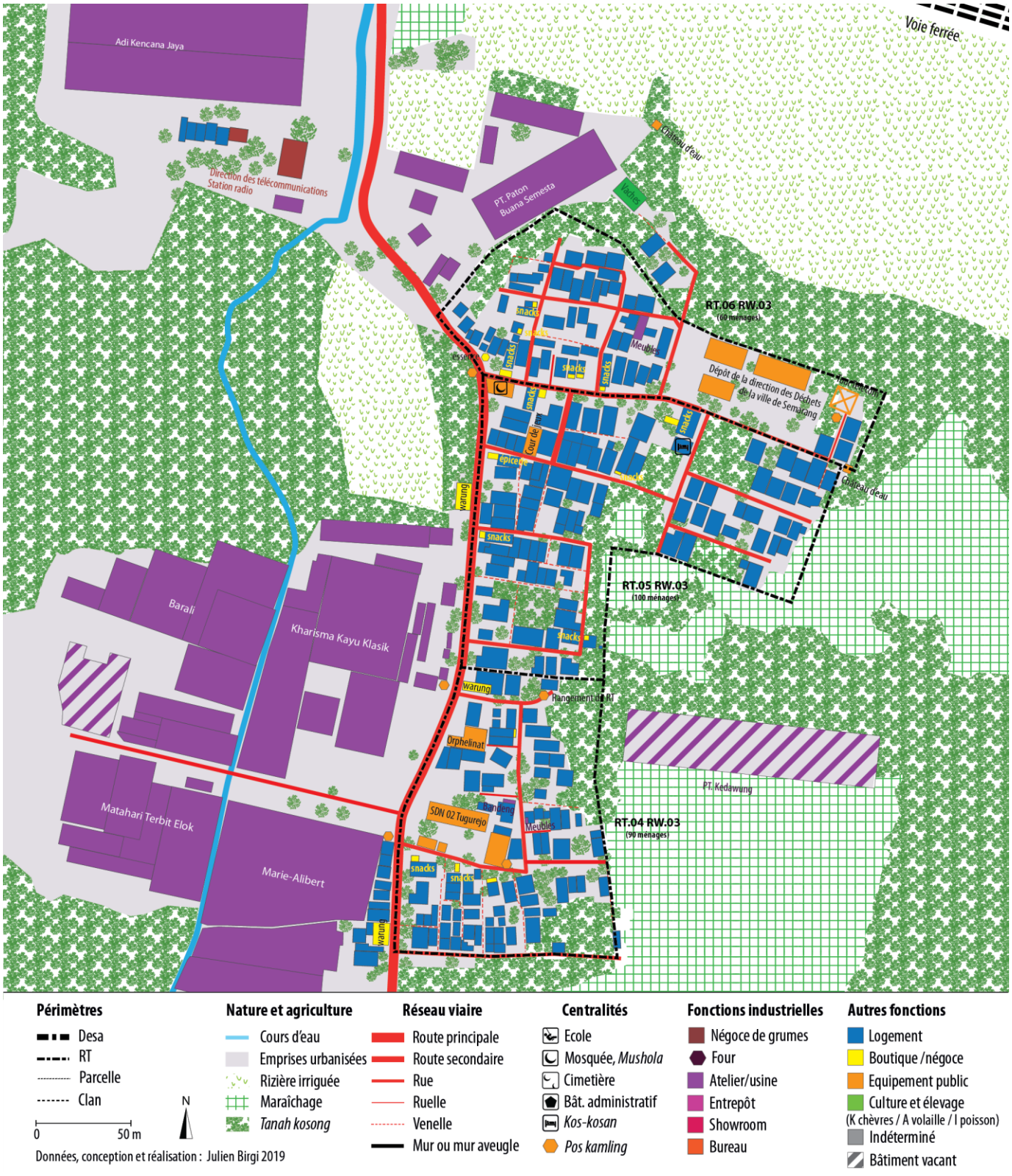
Un fonctionnalisme à l'échelle locale

La morphologie de Bangkongsari témoigne d'une répartition spatiale stricte entre les activités industrielles (à l'ouest de Jl. Tapak), les équipements publics (le long de Jl. Tapak) et les fonctions résidentielles (à l'est). Cette organisation autour de l'épine dorsale qu'est la route permet d'optimiser la desserte des usines et des équipements publics en minimisant les nuisances liées au trafic pour les habitants (à tout le moins la très grande majorité d'entre eux, qui vivent en retrait de la voie). Elle est empruntée par les camions livrant les grumes de bois et ceux emportant les produits finis des 5 usines de meubles du village (Marie Alibert, *KKK*, *Matahari Terbit Elok*, *Barali*, *AKAJ*)[908] en plus du fret généré par l'usine de céramique et celle de travaux publics (*Paton Buana Semesta*). Jl. Tapak draine également des flots d'ouvriers à pied ou à moto selon qu'ils vivent à Bangkongsari ou dans les villages environnants. Elle constitue aussi l'axe vital sur lequel se greffent les équipements publics : école SDN 02 Tugurejo et orphelinat *Panti Asuhan Al Jannah*[909] dont les écoliers sont scolarisés et jouent ensemble, *mushola**. C'est également là que l'on trouve le marché *Pasar Kharisma* autour duquel s'agrègent les jours de marché les cantines ambulantes comme celles d'Ibu Suwarni (14A) et d'Ibu Semi (14B) et les commerces les plus importants, le tissu résidentiel n'étant maillé que par un réseau de points de vente très secondaires offrant une gamme restreinte de produits de consommation quotidienne (friandises, produits d'hygiène et d'entretien vendus par doses individuelles, etc.). Leur distribution obéit à un compromis subtil entre visibilité et sur la rue et optimisation de la zone de chalandise, ce qui explique leur présence en façade des maisons ou dans une guérite construite à l'avant du jardin le long des rues Jl. 01, 12, 13 et 18. Cette distribution des fonctions a été entérinée dans le document d'urbanisme : le *RTRW* 2010-2020* de Semarang a classé tous les terrains situés à l'ouest de Jl. Tapak en zonage industriel et tous ceux situés à l'est en zonage résidentiel, et ce de la route nationale quasiment jusqu'au littoral.

908 Pour les seules usines de meubles, on peut estimer qu'1 à 2 conteneurs sont expédiés chaque jour.

909 Cet orphelinat, fondé en 2007 par Bpk Drs. H. Bisri Sofwan, ancien instituteur aujourd'hui à la retraite, accueille 30 enfants de 6 à 18 ans venant des campagnes autour de Semarang et emploie 5 personnes (toutes résidant à Bangkongsari).

Carte 35 : Distribution des fonctions urbaines à Bangkongsari



Conception et réalisation Julien Birgi (données issues de l'enquête terrain, 2018-2019)

Malgré cette répartition des fonctions, l'activité industrielle n'est pas nécessairement bien acceptée par les riverains de Jl. Tapak qui se sont tôt plaints des nuisances causées par le bruit, les rotations de poids-lourds

endommageant la route, la poussière et la pollution de l'eau. Et ce d'autant plus que l'effort de recrutement local s'est estompé, tombant sous le seuil des 40% négocié au moment de leur implantation. Bpk Sugeng (Z09) souligne la zone grise dans laquelle s'est faite cette industrialisation : « en réalité, la loi indonésienne est bien faite, mais il y a ces "types" (sic) qui aiment jouer avec les règles. L'Indonésie est bien connue pour l'ampleur de la collusion (« *sebenarya aturan* negara* Indonesia sudah benar*, namun oknum*-oknumya yang suka* mempermainkan* aturan. Makanya Indonesia terkenal* kolusi* besar* »). Par exemple, le directeur de Marie Alibert, M. Thomas, n'a pas de permis pour faire tourner une usine, mais il continue à le faire[910]. Pourquoi ni le *Kelurahan*,* ni le *Kecamatan*,* ni la Municipalité ne l'ont fermée, alors qu'il enfreint la loi indonésienne ? [911]» [912].

Une dynamique de « front pionnier » qui ménage les possibles

La colonne vertébrale de Jl. Tapak permet également tant aux usines qu'aux quartiers résidentiels de s'étendre sur les terres agricoles ou boisées situées à l'arrière. Le mode de développement industriel (par implantations opportunistes sur de grands tènements fonciers desservis par la route) et résidentiel (par opérations de *kavling**) incrémental (c'est-à-dire, par agrégats, au fur et à mesure des besoins et des opportunités, de développements) de Bangkongsari fait que les usines d'une part, l'habitat d'autre part, sont en contact avec des espaces naturels. A l'avant sur Jl. Tapak, les limites physiques sont explicites et (côté usines du moins) hermétiques. A l'arrière en revanche, les terres en friche (*tanah kosong**) peuvent être cultivées par les riverains pour de multiples usages, incluant l'élevage extensif de poules ou de chèvres, le maraîchage, le stockage de matériels divers, ou la détente[913]. Ces *tanah kosong** entourant le village jouent ainsi le rôle d'une zone tampon avec l'environnement extérieur – potentiellement agressif : carrière, usines, aéroport – d'un espace flexible pour des activités d'appoint et de réserve foncière pour de futures extensions.

910 A l'inverse, nous avons pu vérifier que *KKK* s'est vue délivrer en 1998 un permis d'investir (*Ijin Investasi, II**) par le Bureau de coordination des investissements (*BKPM*), instance nationale autorisant les investissements étrangers.

911 Bpk Sugeng (Z09) ne met pas en cause le maire de Semarang, qui « ne verse pas dans ce genre de choses ». Mais il soupçonne l'intervention d'un « émissaire haut-placé du gouvernement central (*Duta besar* negara**) ».

912 Entretien le 28 avril 2018.

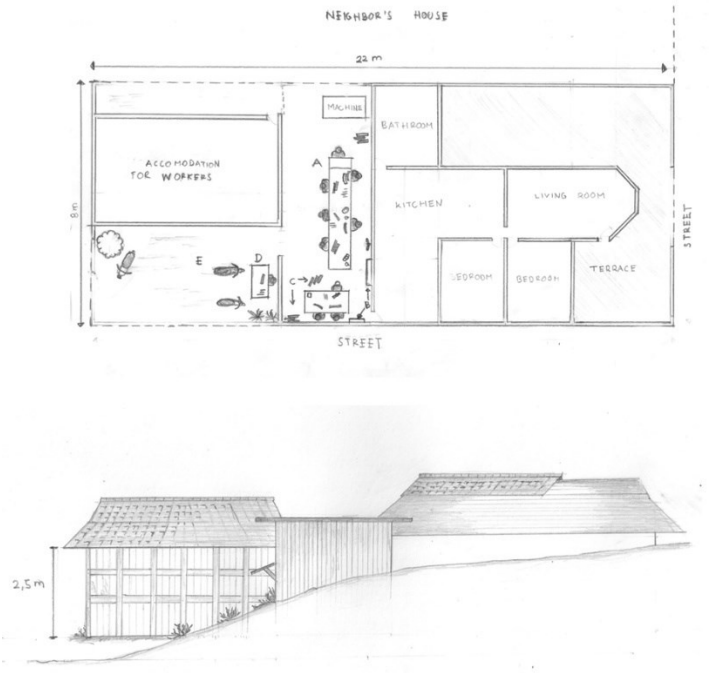
913 La parcelle en friche Jl. 11 dans le RT. 05 est un exemple typique d'appropriation de ce genre d'espace (détenu par un propriétaire ne résidant pas sur place) : Bpk Masdi Santoso (12C) y avait aménagé un terrain de volley-ball quand il était chef du *RT.* Bien que cet équipement ait depuis disparu, le lieu est toujours fréquenté par les voisins qui aiment s'y retrouver pour bavarder, assis sur un banc ; ils se servent à loisirs en bananes et certains cultivent des piments ou du manioc ou y laissent gambader leurs poules.

Photo 34 : *Tanah kosong Jl. 11 dans le RT. 05**

Source : Julien Birgi, septembre 2017

Comme les lotissements, les usines se sont développées de manière incrémentale par extensions successives dans un espace contraint par la route (à l'est) et les parcelles mitoyennes. Leur taille ne diffère guère de celle des usines de meubles que l'on trouve dans les zones industrielles, mais la pleine propriété du sol (par opposition aux zones industrielles où les usines ne sont titulaires que de baux à construction) invite à trouver des solutions sur place plutôt qu'à envisager un déménagement coûteux. Les extensions se sont donc faites vers l'arrière ou in situ, sur le moindre espace disponible. A la marge, il est possible de négocier des arrangements avec les voisins ou le relief (que l'on n'hésite pas à excaver) mais ces solutions onéreuses sont mobilisées en dernier ressort. Vu du ciel, ce mode de développement empirique a produit un *patchwork* de grands hangars et de petites annexes enchevêtrés qui embrassent les limites physique (route, rivière) et de propriété dans des formes bâties parfois très atypiques pour des implantations industrielles (entrepôts biseautés, adossement au relief, etc.). Cela contraint l'exploitation, dans un système productif où la chaîne de production doit être rationnalisée ; mais cela permet d'optimiser le foncier et donc une précieuse économie des terres à l'échelle du village. On retrouve cette plasticité de l'espace au cœur de la partie résidentielle du village, où la place est pourtant rare et contrainte par la pente, ce qui n'empêche pas des ateliers de se développer tel celui de Bpk Giri (06E).

Photo 35 : Enchevêtrement des bâtiments industriels et de leurs extensions à Bangkongsari (à gauche) et atelier de meubles de Bpk Giri (06E) (à droite)



Source : CNES/Airbus, 2017 *Source : Prita Ramadiani, 2017*

Cette flexibilité de l'espace joue également pour l'implantation de services municipaux, qui se sont installés au gré des opportunités foncières. Le village offre encore des possibilités devenues rares à Semarang pour des services gourmands en espace et générateurs de certaines nuisances, ce qui explique l'implantation du dépôt technique de la direction des Déchets de la ville, de la tour de radiodiffusion de la direction des Télécommunications et à partir de 2020, d'une antenne du service des Travaux publics. La malléabilité d'un espace extensible moyennant défrichement et terrassement confère ainsi à Bangkongsari une attractivité

permettant à la communauté locale de transiger avec la municipalité pour qu'elle prenne en charge des travaux de voirie.

Photo 36 : Transition entre Jl. 01 (viabilisée et désormais entretenue par la Ville de Semarang) et feu le lotissement G*riya Taman Lele* (Jl. 09 sur la droite et lot restant à bâtir à l'angle) :

Source : Julien Birgi, mai 2017

Sur le plan résidentiel, le processus de *kaveling** a permis de répondre, avec un niveau d'investissement à la portée des moyens limités des premiers habitants, à la demande de logements émanant des ouvriers des usines locales (qu'ils soient natifs du village ou issus d'autres régions de Java) et ainsi ancrer in situ la main d'œuvre des usines. Par la même occasion, ce processus a créé de la valeur (sous différentes formes : transmission d'un capital foncier aux enfants si le terrain est conservé, constitution d'un pécule s'il est vendu[914] ou d'une rente immobilière si une maison y est édifiée en vue de la louer aux ouvriers migrants[915]) au profit de ménages autochtones qui ont ainsi pu mieux supporter les aléas de l'emploi industriel. Mais cette implication dans un processus d'autoaménagement au long cours a également structuré dans la durée une communauté en constante évolution du fait de l'arrivée massive de migrants économiques, puis résidentiels[916], point sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans la partie 4. Une fois les possibilités d'extension épuisées, les habitants sont contraints de trouver des solutions alternatives pour loger leurs enfants qui tiennent à vivre sur place. La surélévation (*meningkati* rumah**) permet d'ajouter des chambres et une salle d'eau pour les membres de la famille nucléaire, voire du cercle élargi, plus rarement pour accueillir un locataire temporaire (*kos-kosan**)[917]. Cela revient peu ou prou aussi cher que de construire sur une parcelle défrichée

914 A la différence de Jepara ou des villages de la grande périphérie de Semarang, Bangkongsari compte une part importante de ménages qui ont acheté le terrain nu (45,0%) ou la maison (7,5%) dans laquelle ils vivent.

915 Sur un échantillon de 40 ménages, 5% louaient au moins une chambre à une personne extérieure au clan.

916 Environ 1 adulte sur 2 à Bangkongsari est né à l'extérieur du village.

917 16 maisons sur les 224 répertoriées ont été surélevées à ce jour, essentiellement dans le RT. 04, qui compte désormais 90 familles (contre 15 à 30 pour un *RT.* moyen à Java (SULLIVAN, 1992)).

mais avec l'avantage important pour les familles de Bangkongsari de pouvoir rester au plus près de ses parents et de son clan.

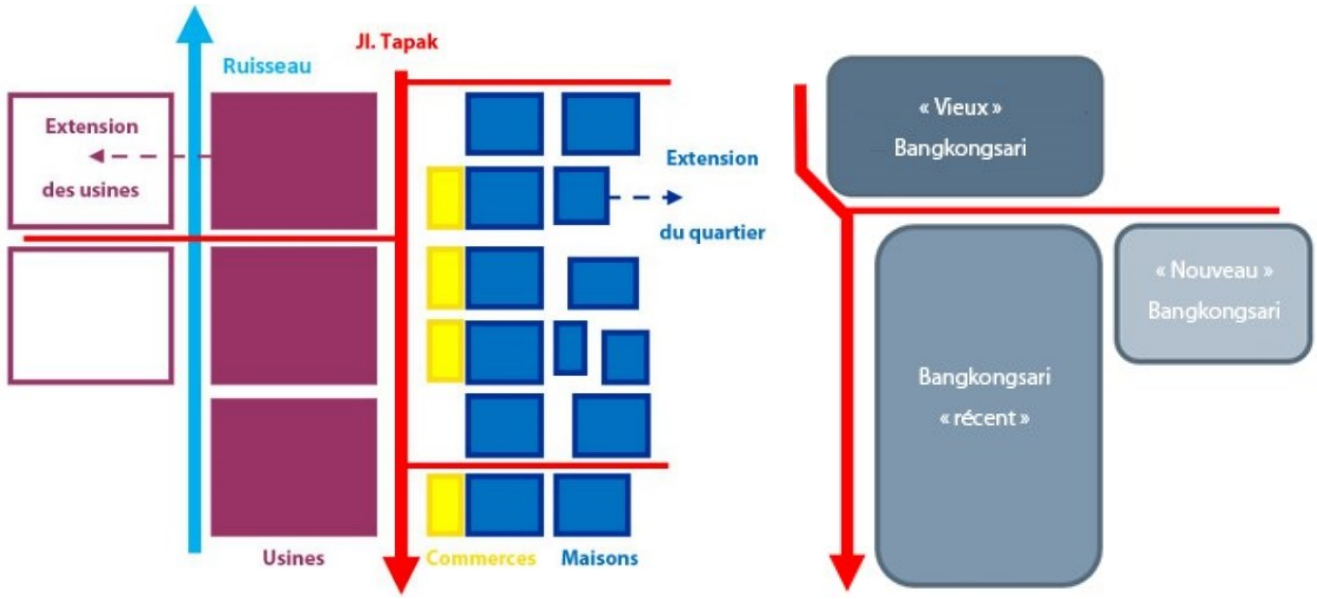
Un processus d'aménagement de plus en plus formalisé

La morphologie du tissu résidentiel a évolué au fur et à mesure que les acteurs des opérations de *kaveling** gagnaient en expérience. (1) Le développement le plus ancien (que nous appelons « vieux Bangkongsari ») se situe au nord de notre périmètre, sur les pentes de la colline que contourne Jl. Tapak par l'ouest et que borde Jl. 01 côté sud. Il s'agit de maisons étriquées desservies par un réseau de ruelles (*gang**) percées dans le sens de la pente et de sentes perpendiculaires, qui suivent les lignes de niveau. Il remonte aux années 1970, à une époque où la voiture était si peu répandue qu'il suffisait que les ruelles soient accessibles aux motocyclettes. (2) La deuxième génération de lotissements (le « Bangkongsari récent ») a été aménagée à l'est de Jl. Tapak en vis-à-vis des usines, des années 1980 jusqu'aux années 1990. Les maisons sont plus vastes et beaucoup plus confortables mais toujours très serrées. Les ruelles sont plus larges et mieux aménagées mais restent inaccessibles aux véhicules à quatre roues. (3) La troisième et dernière génération (le « nouveau Bangkongsari ») sur les pentes de la colline au nord-est du village, date de la fin des années 2000[918]. Elle se distingue par des rues carrossables et des maisons indépendantes séparées les unes des autres par de la végétation. Le « vieux Bangkongsari » n'a guère changé depuis sa construction, contrairement au « Bangkongsari récent » qui s'est considérablement densifié par construction de maisons mitoyennes destinées aux enfants sur la parcelle d'origine des parents, et plus récemment quand cela n'était plus possible, par extension verticale. La morphologie propre à chaque quartier va de pair avec une sociologie particulière. Le « vieux Bangkongsari » héberge encore de nombreux pêcheurs et riziculteurs nés à Tapak, alors que le « Bangkongsari récent » compte essentiellement des familles de la génération suivante, composées de couples mixtes natifs/migrants travaillant majoritairement dans les usines. Quant au « nouveau Bangkongsari », on y trouve une majorité de familles sans attache locale, travaillant plus souvent en-dehors du village. Le niveau de sociabilité y est bien moins prononcé qu'ailleurs et les familles davantage repliées sur leur univers domestique. Ces trois configurations morphologiques et sociologiques sont assez typiques, respectivement, des *kampung** historiques que l'on trouve au centre des grandes villes, des *kampung** plus récents très présents dans la partie centrale des agglomérations et des *perumahan** qui se développent dans leur périphérie. Mais d'ordinaire, elles sont dissociées, tant physiquement que socialement, et non comme ici agrégées selon un continuum spatial et temporel qui s'exprime dans la taille et le niveau de confort des maisons (minimal ► modeste ► confortable), la capacité du réseau viaire à accueillir les modes de locomotion du moment (marche ► moto ► voiture), la sociologie (natifs ► mixtes ► extérieurs), l'activité (agriculture ► industrie ► services formels) et

[918] Si Jl. 11 fut percée dès 1996, la plupart des lots du lotissement Griya Taman Lele n'ont été formellement cédés qu'à la toute fin des années 2000 et Jl. 09 et 10 viabilisées mi-2014 (entretien avec 10B le 7 juillet 2017).

l'intensité des pratiques collectives (intense ► intense ► limité). Bangkongsari témoigne ainsi d'une très grande plasticité aux évolutions structurelles de son environnement socioéconomique élargi.

Figure 30 : Organisation spatiale des fonctions à Bangkongsari (à gauche) et localisation des développements résidentiels selon leur ancienneté (à droite)



Conception : Julien Birgi (2018)

Avec le temps, les modalités de gestion des infrastructures et des services ont elles aussi évolué. Jusqu'à l'implantation du dépôt de la direction des Déchets, Jl. 01 était une rue en terre battue de 5 m. de large percée et entretenue par les riverains dans les années 1980 par travail communautaire (*gotong-royong warga**) le week-end. Il en allait de même pour la voirie de desserte des lotissements successifs. Les infrastructures d'eau potable quant à elles, ont été déployées à l'initiative du chef du *RW.*, Bpk Sukardi (11B), qui avait entendu parler du Programme populaire pour l'accès à l'eau (*Penampungan* Air Masyarakat, Pamsimas*) dans le bureau du *Lurah**, par lequel il a obtenu 275 millions de Rp de la Ville de Semarang. Cette somme, versée par virements hebdomadaires ou mensuels, a permis de financer en 2014 deux châteaux d'eau[919] et des puits artésiens, ainsi qu'un programme de « sensibilisation au bon usage de l'eau » (*Penyuluhan Penggunaan Air**) animé par des fonctionnaires municipaux[920]. Grâce à cette initiative, les habitants d'une moitié du RW. 03, réunis en coopérative, gèrent eux-mêmes l'approvisionnement en eau des foyers, y compris la maintenance des infrastructures et la gestion des abonnements, ce qui leur permet d'avoir accès à une ressource de qualité à

[919] La configuration de ces infrastructures définit le contour de « communautés d'intérêt » pour reprendre l'expression de (MOENCH & GYAWALI, 2008) : le château d'eau érigé au bout de la rue 01 dessert les RT. 04, 05 et 06 et celui situé à côté de la maison du chef du RW. dessert le village de Tapak ; les puits artésiens desservent des grappes de familles à cheval sur plusieurs *RT.**.

[920] Entretien avec Bpk Paijo Hadi Wijoyo, doyen du RW. 03, le 10 novembre 2018.

des conditions avantageuses[921]. L'électricité, fournie par la compagnie nationale, s'avère chère[922]. Les usagers ont donc dérivé le premier branchement pour desservir avec un seul abonnement les maisons des parents et des enfants (souvent voisines, mais parfois distantes ce qui nécessite alors de tirer un câble, comme entre la maison d'Ibu Suwarni (14A) et celle de ses parents située en face de l'usine *KKK*).

L'opportunité des projets d'implantation de services techniques de la municipalité de Semarang a donné l'occasion aux villageois de négocier des contreparties. La création du dépôt technique de la direction des Déchets en 1990 s'est faite moyennant la prise par la municipalité du pavage de la rue et de son entretien ainsi que de travaux d'assainissement pluvial au motif que les camions-bennes le requéraient[923]. Plus tard, en 2010-2011, Jl. 01 a été prolongée vers l'est par la compagnie de télécom en contrepartie de l'édification d'une tour relais à l'extrémité. Un autre exemple nous est donné par l'abandon en 2015 du projet de cimetière porté par la direction du Logement et des établissements résidentiels (*Disperkim*), dont le budget, au terme d'une longue et subtile négociation entre le chef du RW. 03, le *Lurah** et les fonctionnaires de la ville, a été réalloué à des travaux de voirie.

Ces transactions ont certainement influé sur les attentes des habitants quant aux modalités de gestion de l'ensemble du réseau viaire[924]. Le glissement vers une institutionnalisation de la gestion des infrastructures a été progressif et parfois contrarié par les carences de l'administration municipale[925]. Deux canaux de financement sont possibles : (1) les sentes et les ruelles sont généralement réparées avec le fonds de Concertation pour le développement (*Musyawarah Pengembangan*, *Musrimbang**), une dotation annuelle de la municipalité dont l'utilisation est laissée à la discrétion du *RW.** qui arbitre les demandes des chefs de *RT.** ; (2) les travaux plus importants sont financés par les crédits des Aspirations de l'Assemblée (*Aspirasi Dewan**), c'est-à-dire le budget mis à la disposition de chaque conseiller municipal qui « a la sagesse requise pour

921 Chaque famille paie 150 000 Rp pour le branchement au réseau puis 1 500 Rp/m3. Ce tarif de l'eau autogérée, qui implique une facture mensuelle d'environ 30 000 Rp par foyer, est compétitif par rapport au prix de l'eau municipale à Semarang.

922 Les factures varient entre 70 000 et 250 000 Rp par famille et par mois.

923 Ainsi, la rue a été réparée deux fois, la dernière en 2016, à l'appui de fonds dénommés *Aspirasi Dewan** alloués par le Conseil municipal (entretien avec Bpk Sardi (11A), le 19 novembre 2018).

924 C'est un groupe d'habitants qui viabilisa en 1989 Jl. 02, 04 et 05 (alors de simples sentes serpentant entre les maisons), en y travaillant ensemble le week-end. En 1995, ils renforcèrent la chaussée avec du béton en créant des volées d'escaliers (permettant de gérer la forte pente de manière plus confortable) de part et d'autre d'un axe médian lisse (afin de pousser bicyclettes et motocyclettes) grâce à un cofinancement entre fonds villageois et une subvention municipale (*Swadaya Masyarakyat**). En revanche, en 2010, c'est la ville de Semarang qui cimenta l'ensemble des ouvrages, sans intervention cette fois des habitants (entretien avec Bpk Sadi (02E), le 28 avril 2018).

925 Bien que la ville en soit désormais officiellement responsable, il faut exercer des pressions pour obtenir des interventions (comme pour la rénovation du réseau en 2014, rendue possible par l'intercession d'un conseiller municipal en quête de votes à l'occasion des prochaines élections (entretiens avec Bpk Masdi Santoso (12C) le 4 juillet 2017 et avec Ibu Semi (14B) le 20 juin 2017).

développer l'arrondissement et les villages de son choix »[926] (cette formule convenue cachant en réalité des mécanismes de rapport de force et de clientélisme mentionnés par les simples citoyens). Mais cela s'avère insuffisant, si bien que les habitants sont encore mis à contribution comme lors de cette rénovation de 2014 où la municipalité s'est contentée de fournir les matériaux pour réaliser les rigoles de drainage (*talud**)[927].

L'industrialisation et l'essor de la construction de logements ont suscité l'émergence dans les années 2000 d'un marché immobilier résidentiel. De nombreux habitants sont ainsi arrivés à Bangkongsari depuis, attirés par le prix attractif du foncier (06D1, 11.1A) ou du logement (05B, 08A), plus marginalement par la proximité du lieu de travail[928], témoignant d'une inversion des facteurs de localisation, le critère résidentiel prenant le dessus sur le critère professionnel. Il est étonnant de voir à quel point l'offre résidentielle est diversifiée pour un si petit village. Outre les terrains à bâtir mis sur le marché par les opérations de *kavling*,* certains résidents parmi les plus aisés ont investi dans une maison qu'ils proposent à la location[929], créant une offre attractive pour des familles dont la situation professionnelle n'est pas encore stabilisée. Quant aux extensions de maisons réalisées au fur et à mesure des moyens disponibles et en anticipation des besoins de leurs enfants, elles proposent des *kos** pratiques et bon marché aux ouvriers migrants célibataires récemment recrutés par les usines du village. Cette offre diversifiée permet aux nouveaux arrivants de réaliser un parcours résidentiel complet dans le village (à l'image de 11A), et de s'ancrer au sein de la communauté.

Des perspectives incertaines face au risque de « surindustrialisation »

Bangkongsari se situe dans un environnement territorial soumis à de fortes pressions démographiques (attractivité du site pour les classes moyennes urbaines), techniques (nombreux projets d'implantation de services municipaux) et économiques (demande foncière des usines, dont certaines évincées des zones industrielles de Semarang par le *rob**) qui menacent le délicat équilibre entre fonctions industrielles, développements résidentiels et terres naturelles et agricoles. Les mesures environnementales adoptées par les autorités locales[930] n'ont pas enrayé la spéculation foncière de groupes immobiliers extérieurs au territoire

926 Entretien avec Bpk Paijo (05D), chef du RW.03, le 10 novembre 2017.

927 Entretien avec Bpk Pandoyo (10B) le 7 juillet 2017.

928 Parmi les 13 ménages dont aucun des membres du couplé n'est né sur place que nous avons interrogés, 11 ont cité le coût du logement pour expliquer leur choix de s'installer à Bangkongsari et 2 le coût du logement combiné à la proximité du lieu de travail.

929 En 2017, une maison de taille et de confort moyens se louait à Bangkongsari 2,5 à 3,0 MRp.

930 En 2009, le site de Tapak a été sélectionné comme un des trois sites pilotes du programme *« Resilient Semarang »* mené par la Municipalité, l'Université Diponegoro, l'ONG *Mercycorps* et la fondation *Rockefeller*. Cela a débouché en 2012-2013 sur une première série d'actions impliquant les habitants dans la gestion de la mangrove, la prévention des catastrophes naturelles, la lutte contre la dengue et l'organisation de visites pédagogiques en barque à l'attention entre autres des scolaires. Même si le « Parc écotouristique de Tapak » demeure assez confidentiel et ses retombées économiques locales limitées, ces actions ont

qui ont acquis la quasi-totalité des rizières et des bassins piscicoles situés au nord de la voie ferrée[931]. Cette stratégie foncière a assurément été encouragée par le projet de nouvelle route littorale reliant au nord de Tapak, la zone industrielle *KIW* à l'aéroport et au port de Semarang, inscrite dans le schéma directeur (*RTRW**) 2010-2020. Elle est vécue avec amertume par les usagers de ces espaces, notamment les pêcheurs qui vivent des mangroves existantes ou les pratiquent pour leurs loisirs[932].

De ce point de vue, les équilibres socioéconomiques qui ont accompagné le développement de Bangkongsari pourraient être mis en cause par une industrialisation de plus grande ampleur et plus rapide, qui emporterait l'essentiel des terres arables et des bassins piscicoles si utiles aux exclus de l'industrie, provoquerait un afflux d'ouvriers allogènes et dégraderait le cadre de vie en portant préjudice à l'attractivité résidentielle du village. Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'implantation des usines, le village dont les structures politiques, le gisement de main d'œuvre et le potentiel foncier seront cette fois sans commune mesure avec l'échelle de l'industrialisation, aura du mal à faire valoir ses intérêts et à tirer parti des événements. Cette industrialisation subie est précisément le processus qui s'est déroulé dans le cas de Terboyo sur lequel nous allons maintenant nous pencher.

débouché en 2015 sur le classement en zone naturelle inconstructible des mangroves et des bassins piscicoles au nord du village par la Ville de Semarang.

931 Entretiens avec Bpk Suparjo (01B) le 10 mai 2017, qui emploie le terme de « Chinois » (*Orang Cina**) pour les désigner, et avec Bpk Muhammad Luthfi (A36), chef de la section de Recherche et développement sur les infrastructures et l'environnement de la ville de Semarang, le 22 juillet 2017.

932 Cette contradiction entre objectifs écologiques et développement des infrastructures et de l'industrie a donné lieu à l'inscription de ce territoire comme site pilote pour décliner la nouvelle stratégie d'aménagement de la ville de Semarang, *« Cascading Semarang »*, qui vise à ce que les projets urbains intègrent davantage les problématiques de gestion durable des eaux de pluie, de nappe et les effluents. On peut cependant s'interroger sur la capacité de ce projet à influer dans les faits les développements immobiliers.

Chapitre 3.3 – Terboyo et la zone industrielle : le développement formel en question

Le site que nous appellerons Terboyo est un quartier à l'entrée est de la commune de Semarang sur la route nationale Semarang-Surabaya, à l'extérieur de la rocade qui ceinture le centre-ville. Situé entre le port de *Tanjung Emas* d'où sont expédiés les conteneurs de meubles et Jepara et entouré de zones industrielles[933] qui hébergent 16 des 37 usines des usines de meubles inventoriées à Semarang, il s'agissait d'un site incontournable pour notre recherche. Une visite sur place en décembre 2016 a montré que beaucoup d'habitants travaillaient ou avaient travaillé dans les usines des environs, y compris un grand nombre de locataires de *kos*.*

L'habitat se concentre dans un rectangle de 380 m du nord au sud sur 240 m d'est en ouest, soit environ 9 ha, pour une population estimée à 450 ménages plus les résidents locataires d'une cinquantaine de chambres de *kos*.* Sur la base du ratio de 3,1 personnes par foyer en 2015 fourni par le *BPS*, cela équivaut à une population d'approximativement 1 600 habitants, dont une centaine de locataires de *kos*,* soit une densité d'environ 170 hab./ha. Ce quartier est coupé en deux par le lit historique de la rivière *Kali Sringin* (d'une largeur de 7 m), dénommé *Kali Sringin Lama* pour le distinguer du bras de dérivation qui longe le quartier à l'est, *Kali Sringin Baru*. Notre périmètre d'étude inclut une frange des zones industrielles *Kawasan Industri Terboyo Megah, KITM* (à l'ouest) et *Kawasan Industri Terboyo, KIT* (à l'est), pour environ 15 ha.

933 Lingkungan Industri Kecil Bugangan (LIKB), Kawasan Industri Terminal Megah (KITM), Kawasan Industri Terboyo (KIT), Lingkungan Industri Kecil Kaligawe (LIKKK).

Carte 36 : Terboyo dans l'environnement industriel de l'est de Semarang

Source : Conception et réalisation Julien Birgi d'après image satellite GoogleEarth 2018

De l'agriculture à l'industrie à outrance : une mutation économique totale dans l'impasse de la monoactivité

Une vocation agraire effacée par l'industrialisation

La plus ancienne preuve de présence humaine à Terboyo remonte à la guerre d'indépendance (1945-1949). On raconte qu'une mosquée gérée par le *NU** existait à l'emplacement de l'actuelle mosquée *Baitul Izzah Ngilir* (à l'extrémité sud-ouest du périmètre) et qu'un bombardement hollandais aurait détruit l'édifice à l'exception du *mustoko**[934]. Nous savons ensuite qu'une école coranique (*madrasa**) fut construite en 1960 par Bpk Rohdin là où se trouve aujourd'hui l'école *Hasanuddin* (au nord-ouest du périmètre), témoignant de l'existence d'une communauté humaine assez importante dès cette époque[935]. Un cimetière s'étendait alors sur une bonne partie de l'actuel RT. 04 RW. 02 de Terboyo-Wetan. Au niveau de l'actuel RT. 01 RW. 04 de Trimulyo se trouvait à cette époque un marché où les pêcheurs pouvaient vendre leur pêche en remontant la rivière à la voile. Les rizières irriguées entouraient alors le village où vivaient les riziculteurs, propriétaires de leurs terres[936]. La rue qui le desservait était inondée après les pluies, si bien que les habitants se rendaient à la mosquée en barque[937].

En 1975, la Municipalité de Semarang mena un programme de cession gracieuse des terrains de l'Etat aux habitants qui les occupaient. Des résidents locaux (mais aussi, en les leur rachetant, des familles du centre de Semarang (comme le père de 03A)) purent ainsi devenir propriétaires pour seulement 5 000 Rp (le montant des droits d'enregistrement)[938]. Quand des zones industrielles furent aménagées de part et d'autre du hameau à la fin des années 1980 et au début des années 1990, les paysans cessèrent de cultiver leur rizière et les divisèrent en parcelles constructibles pour leurs enfants. Il en résulte une correspondance entre liens du sang et proximité spatiale au sein de chaque unité de voisinage[939], comme partout ailleurs à la différence près qu'à de Tahunan et à Bangkongsari le processus n'a pas été poussé comme ici à l'extrême, consommant toutes les terres disponibles, y compris les jardins et les arrière-cours désormais réduites à la portion congrue.

Mais c'est dans les années 2000, alors que l'économie indonésienne récupérait de la *Krismon**, que cette régularisation des terres contribua à engager les habitants dans une stratégie de mise en valeur de leur patrimoine nouvellement acquis. En effet, malgré de premiers épisodes de *rob** (voir plus bas), Terboyo connut

934 Entretien le 13 septembre 2017 avec Bpk Murchamdan (01A), rapportant les propos de son grand-père.

935 Ces propos sont confirmés par Ibu Sofi (01B), âgée d'une quarantaine d'années, qui prétend qu'elle fait partie de la 4ème génération au moins à vivre à Terboyo.

936 Entretiens avec Ibu Marsiyatun (12C) et Ibu Rohmah (14C) le 21 août 2017.

937 Entretien avec Ibu Rohmah (14C), op.cit.

938 Entretien avec Bpk Masud (Z05), pêcheur retraité, le 9 novembre 2018.

939 « Dans chaque *RT.**, nous sommes tous de la même famille (*satu RT., satu keluarga**) » (entretien avec 10A le 15 août 2017).

un nouvel afflux d'usines et d'ouvriers désireux d'acquérir un terrain à bâtir. L'offre soudaine et massive d'emplois incita les propriétaires fonciers à lotir leur terres, déclenchant un *boom* de la construction de maisons[940]. Quelques acheteurs étaient issus du quartier, comme Ibu Nur Ali revenue avec son mari à Terboyo après avoir suivi ses parents qui avaient déménage à Boja (régence de Kendal), mais la plupart venaient de Surakarta, de Demak et de Palembang (Sumatra)[941]. D'autres se lancèrent dans la construction de dortoirs (*kos**) destinés à l'hébergement des ouvriers récemment recrutés (voir plus loin).

Des activités qui prévalaient avant l'industrialisation ne subsistent aujourd'hui qu'une pêche artisanale résiduelle, qui occuperait une trentaine d'adultes. Contrairement aux rizières, quelques marais ont échappé au remblaiement des alentours du village, leur permettant de survivre avec difficulté, mais au sein d'une communauté très soudée[942]. La plupart sont âgés de 35 à 55 ans ; 4 jeunes sont néanmoins devenus pêcheurs récemment faute d'avoir trouvé un autre emploi[943].

Les ouvriers représentent 60% des emplois dans les deux *Kelurahan** de Terboyo-Wetan et Trimulyo selon le *BPS*, ce qui est un record à Java-Centre. Notre échantillon de 128 personnes en activité ne reflète pas tout-à-fait cette proportion (notamment parce qu'il est plus difficile d'interroger les ouvriers, absents en journée, que les autres actifs) mais on y a tout de même recensé 42% d'ouvriers et artisans en 2017-2018, auxquels on pourrait ajouter 14% d'actifs ayant travaillé dans des usines avant d'en être licenciés quand l'établissement a fait faillite ou a déménagé. L'industrie du meuble représente un quart des ouvriers employés dans les usines[944], les autres travaillant dans d'autres secteurs intensifs en main d'œuvre comme l'agroalimentaire, le textile, la fabrication de bicyclettes ou de sacs en plastique. On compte en sus un nombre équivalent d'artisans qui travaillent presque tous dans la production de meubles d'un type différent (baffles, tables d'enfants, pendules en bois) exclusivement destiné à un marché local. Les interlocuteurs se plaignent des conditions de recrutement qu'ils considèrent discriminatoires à leur égard, les employeurs étant taxés de privilégier l'âge ou leur entourage au détriment des candidats locaux. L'image du quartier jouerait contre ces derniers : « les habitants des *kampung** sont parfois des racailles (*orang kampung kadang beling**)[945]. Ils

940 Entretien avec Bpk Ana (03A) le 10 juillet 2017. C'est par exemple en 2006 que Bpk Fatikin et Bpk Simad lotirent leur champ en lots constructibles, vendu 15 MRp chacun (charge à l'acquéreur de remblayer le sol en sus).

941 Entretien avec Bpk Yudi (14D) le 21 août 2017.

942 Non seulement les pêcheurs appartiennent à un syndicat actif mais c'est aussi entre eux qu'ils pratiquent les prières collectives (*tahlilan**) 1 fois par mois chez l'un d'entre eux, choisi à tour de rôle. Ces rassemblements sont l'occasion de rencontrer les agents de la direction de la Mer et des pêches de la municipalité de Semarang (*Dinas Kelautan dan Perikanan Semarang**), parfois accompagnés par des experts de l'Université Diponegoro, pour des échanges techniques (*penyuluhan**).

943 Entretien avec Bpk Yudi, ex-responsable du groupe de pêcheurs, et son épouse Ibu Mutmaimah (14D) le 12 décembre 2018.

944 Ratio calculé sur la base des 30 ouvriers dont l'activité de l'entreprise a pu être vérifiée (sur un total de 57 ouvriers).

945 *Beling** signifie littéralement « débris, tesson ». par extension, il peut se traduire par « de troisième zone » (LABROUSSE, 1984, p. 83), « marginal ».

agissent comme des *preman*,* rançonnant les usines au prétexte d'assurer la sécurité. Aussi, quand bien même ils n'osent plus se comporter de la sorte, les usines de *KIT* ne veulent pas engager des ouvriers locaux. Si on ajoute à cela le meurtre d'un employé du supermarché Indomaret commis pendant un braquage en 2013 ou en 2014, les habitants de Trimulyo sont étiquetés comme une mauvaise communauté »[946]. Le taux de chômage élevé constaté dans notre échantillon (8 personnes, soit 10% des actifs) témoigne de ce déclassement. Qui plus est, plusieurs témoins indiquent que des usines paient les ouvriers en-dessous du salaire minimum légal (*UMK**), « à prendre ou à laisser » [947]. La Confédération de l'alliance des syndicats ouvriers d'Indonésie (*Konfederasi Aliansi Serikat Buruh Indonesia, KOBSI**) qui dispose Jl. 11 à Trimulyo d'un local en mauvais état, ne semble guère mobilisée contre cette situation[948].

Les services à l'industrie et aux salariés de l'industrie représentent 15% des emplois, ce qui est à la fois beaucoup à l'échelle du site et peu vu le volume considérable d'emplois industriels aux alentours. Il s'agit de chauffeurs (salariés ou à leur propre compte), de restaurateurs installées aux entrées de la zone industrielle ou de manœuvres ponctuellement employés à des tâches de terrassement. On recense également plusieurs mototaxis (5 *tukang ojek** mais seulement 1 adhérent au service de transport à la demande opéré par Google, *Gojek*,* ce qui témoigne d'une difficulté à s'adapter aux nouvelles mobilités[949]) qui ne parviennent pas à vivre de cette seule activité[950]. Ces prestataires de services sont souvent d'anciens ouvriers du meuble, comme Bpk Umaidi (06E) qui fut artisan-sculpteur puis ouvrier dans une usine de meuble, avant de devoir se contenter de cette activité très précaire. Il faut ajouter à ces activités des services aux ouvriers, comme la garde des enfants, monétarisée même entre membres d'une même famille ou d'un même clan (comme rarement à Bangkongsari et jamais à Tambakroto et Tahunan), ce qui témoigne nous semble-t-il autant de l'érosion des solidarités traditionnelles que de l'absence de ressource autre que numéraire (contrairement à Tambakroto et Tahunan où le maraîchage et l'élevage de volailles concourent entre autres à améliorer l'ordinaire). Mais la principale source de revenu dérivé de l'industrialisation est l'hébergement dans des *kos** des ouvriers venus de trop loin pour rentrer chaque jour chez eux. Le village compte 5 ensembles dédiés de 5 chambres chacun, auxquels il faut ajouter 8 propriétaires ayant agrandi leur maison (souvent par surélévation) pour accueillir une chambrée de locataires. Au total, on peut estimer que le quartier propose une cinquantaine de chambres,

946 Entretien avec Ibu Marsiyatun (12C) le 21 août 2017.

947 Entretien avec Bpk Supiyan (14A), chef du RT. 04 RW. 04, le 8 mai 2017.

948 Au cours de nos nombreux passages sur site, nous n'avons jamais pu y voir le moindre représentant syndical. La partie arrière du local a même été sous-louée à des ouvriers qui y séjournent comme dans un *kos**. Plus généralement, aucun des ouvriers interrogés à Terboyo n'a fait état d'une action des syndicats. Il faut dire que la dernière lutte dans les environs, menée 1 an durant contre l'usine de médicaments traditionnels *Nyonya Meneer* (sur la route Semarang-Demak) qui refusait d'acquitter les cotisations sociales dues aux ouvriers licenciés pour cause de faillite, s'est soldée par un cuisant échec.

949 Ainsi, Bpk Suwardi (06A) se plaint-il de la concurrence du service *Gojek*,* sans songer à y adhérer (entretien le 10 juillet 2017).

950 Entretien avec Bpk Jayuzi (00A) le 12 août 2018.

de quoi accueillir une centaine de migrants économiques ayant décroché un emploi dans les zones industrielles alentours (comme ces garçons à peine majeurs venant de la régence de Pemalang dans le *kos** situé à l'extrémité ouest de Jl. 06 ou les filles du *kos* situé Jl. 11.1 qui travaillent à *KIT*) ainsi que des étudiants de l'université islamique *Sultan Agung* voisine. Le loyer mensuel des chambres est très variable[951] mais représente toujours un revenu additionnel très appréciable par rapport à l'emploi informel et au chômage. S'y greffent des activités connexes : gestion (15A), lessive (11.1A), garde (06D1), couture (07B, 20C) ou vendeurs de rue. Le développement limité – tant en nombre qu'en qualité – de ces services au regard du volume d'activité industrielle aux alentours s'explique de notre point de vue par des raisons morphologiques plus qu'économiques. Au début des années 2000, la tendance était à l'intégration verticale des tâches au sein des usines. La quête de flexibilité a depuis poussé à externaliser de plus en plus de fonctions, que les quartiers alentours auraient pu développer. Mais les *kampung** riverains sont trop isolés pour que la proximité physique soit un avantage. Bien reliées au réseau routier métropolitain, les usines peuvent faire appel à des prestataires localisés dans tout l'est de Semarang. Quant aux services aux ouvriers, les zones industrielles sont trop étendues pour qu'ils en sortent pendant la pause déjeuner (contrairement à Bangkongsari). Les synergies économiques entre les zones industrielles et le quartier sont donc extrêmement limitées et souvent réduites à une offre de services d'appoint, comme quand les riverains de Jl. 14 ont pu profiter du *rob** qui a rendu impraticables certaines aires de stationnement dans *KIT* pour louer un emplacement pour les deux-roues des ouvriers.

Il faut également ajouter **les commerces de proximité**, tributaires des salaires versés par les usines aux ouvriers habitant sur place. On en compte beaucoup[952], ce qui atteste de l'introversion du quartier plus que d'un réel dynamisme économique. La plupart (40), disséminés à l'intérieur du quartier, offrent en effet un éventail assez limité de produits (modulo quelques exceptions, tel ce bouquiniste) et de services de proximité (y compris un carrossier) à la population locale, clientèle captive tant elle est enclavée. Les autres vivent d'une clientèle exogène : 13 parmi les plus importants[953] donnent sur la route nationale, tournant le dos au quartier[954], et 9 se situent dans ou face aux zones industrielles. Quant aux emplois informels, la plupart concernent des vendeurs ambulants (pour les femmes) et des manœuvres (pour les hommes), exercés dans le quartier mais surtout en-dehors, sur les marchés traditionnels des environs, à la gare routière de Terboyo

951 De 250 000 Rp pour une chambre exposée au *rob** comme dans le complexe 06D à 400 000 et même 550 000 Rp pour des logements en bon état.

952 Les commerces de proximité représentent 10% des 609 constructions recensées à Terboyo (contre 8% à Bangkongsari).

953 On en dénombre 13, parmi les plus grands et les plus diversifiés (supermarché Indomaret, pneus, quincaillerie et même une petite clinique).

954 Y accéder suppose de gravir la pente du remblai de la route nationale, puis de la longer sur un mauvais bas-côté.

(avant sa fermeture récente) ou au port. Ils sont souvent la seule issue pour ceux qui ne décrochent pas un emploi industriel[955].

Photo 37 : Une des rares gargotes (*warung) destinée aux ouvriers de KI Terminal, à l'entrée ouest de Terboyo, Jl. 06**

Source : Prita Ramadiani (septembre 2017)

Photo 38 : Quelques ouvrières ayant traversé *Kali Sringin Baru* pour déjeuner dans une gargote Jl. 17

Source : Julien Birgi

On trouve également à Terboyo quelques artisans et TPE, les trois-quarts dans le domaine du meuble, mais sans lien avec les usines toutes proches. Plusieurs (01C, 11D, 11E) fabriquent des tables d'écoliers,

955 Après son licenciement d'une usine de meubles, Bpk Slamet ne trouva d'autre débouché que de travailler comme ouvrier du bâtiment (*kuli bangunan**).

d'autres (18X et 18Y) des baffles en bois, un autre enfin des horloges. Il s'agit de produits de piètre qualité et à très faible valeur ajoutée. Ces microentreprises où on travaille entre proches[956] (contrairement à tous les autres cas que nous avons étudiés) n'ont aucun lien économique entre elles et ne coopèrent pas : elles se contentent de copier ce qui semble fonctionner[957] sans y apporter d'innovation. Cela n'empêche pas les entrepreneurs de revendiquer indépendance et créativité : pour ces personnalités affirmées, la répulsion pour le travail rébarbatif et dirigé en usine est un levier de motivation[958] aussi puissant que la difficulté d'accès aux emplois salariés[959]. La vente en ligne a ouvert de nouvelles perspectives pour ces activités, auparavant tributaires du bouche-à-oreille, de grossistes ou de tournées dans les campagnes javanaises. Elles demeurent cependant fragiles, enclavées dans le *kampung** (ce qui pose des problèmes logistiques pour les livraisons de matériaux et les enlèvements de produits finis) et la situation de leurs employés l'est tout autant.

Figures d'entrepreneurs de Terboyo

Bpk Taufik (01C) est un exemple intéressant de parcours de salarié à entrepreneur, incapable de développer son activité. Après avoir vécu un temps chez ses beaux-parents à Demak, il est revenu à la mort de ses parents à Terboyo où il a hérité de leur maison. Il travailla alors dans l'usine de meubles *Istana Kayu* de 2012 à 2015, puis décida après son licenciement de fabriquer des tables d'écoliers à domicile. Il lui arrive également de donner un coup de main à son voisin qui fabrique des baffles en bois, ce qui lui permet de gagner 80 000 Rp par jour en sus. Pour son activité principale, il reste économiquement dépendant de son frère cadet qui a déménagé dans le centre de Semarang et assure la commercialisation. Comme ses ventes stagnent, Bpk Taufik se sent exploité par son frère et se demande comment il pourrait mieux s'en sortir[960].

Bpk Budi (55 ans) a mieux réussi avec la société *UD. Bagus*, mais son activité, restée tributaire de son seul réseau personnel, a plafonné puis périclité. Né dans l'arrondissement de Mijen (régence de Demak), il commença par travailler comme consultant, puis comme entrepreneur de travaux publics dans les années 1990, jusqu'à ce que la *Krismon** le mène à la faillite. Comme l'industrie du meuble était alors en plein *boom*, il se lança dans le secteur en ouvrant en 1999 un atelier à Terboyo, sur la route nationale. Il a ainsi loué une parcelle de 8 m x 12 m pour 3 MRp dans le cadre d'un bail de 10 ans qu'il a prolongé 2 fois 5 ans. Mais les loyers se sont depuis envolés, si bien qu'il s'est ensuite contenté d'une parcelle 2 fois plus étroite pour le même

956 18X et 18Y sont 2 frères employant chacun 2 proches. *Bagur Furnitur* compte 5 employés, dont 2 cousins et 3 voisins.

957 Il semblerait que la plupart de ces vocations aient été inspirées par le fondateur d'une entreprise de fabrication de baffles, aujourd'hui décédé.

958 « Je n'aime pas être commandé (*aku tidak suka diperintah**) » ; « je suis attiré par le côté artistique (*saya tertarik* seni**) » (entretiens avec Bpk Taufik (01C), Bpk Monacir (07C), Bpk Jamal (09A), Bpk Ngatman (09B) et Bpk Awi (18V), entrepreneurs de Terboyo, les 24 août 2017, 27 juillet 2019, 9 novembre 2017, 9 novembre 2017 et 10 octobre 2018).

959 « Je ne suis pas le bienvenu à l'usine (*di pabrik*, saya tidak diterima**) » (op.cit.).

960 Entretien avec Bpk Taufik le 24 août 2017.

montant. Il fabrique sur commande des montants de portes, des portes et des armoires en Shorea laevis (*bengkirai**) ou en teck qu'il fournit aux lotisseurs de maisons neuves. Son atelier peut produire jusqu'à 1 *pick-up* de meubles par semaine en travaillant uniquement avec des machines à main. Il eut jusqu'à 4-5 employés avant que les affaires ne périclitent, et n'en a plus que 2. Ajouté à cela le montant du loyer et les risques de cambriolage (son atelier a été « visité » 1 fois de nuit), Bpk Budi prévoit de déménager son entreprise à Demak (d'où viennent la plupart de ses clients[961]) à l'expiration de son bail en 2020. Son directeur depuis 20 ans, Bpk Awi (60 ans), est originaire du centre-ville de Demak. De 20 à 27 ans, il travailla comme charpentier à Jepara dans les années 1980, avant de rejoindre la société de travaux publics de Bpk Budi pendant 12 ans, puis de devenir à 40 ans directeur de *UD. Bagus*. Il est payé 3 MRp/mois mais peut gagner jusqu'à 4,0 à 4,5 MRp en travaillant à côté comme *borongan**.

Bpk Monacir (07C) est le seul à avoir réussi à développer significativement son entreprise qui compta jusqu'à 30 employés, tous *borongan**. Ses parents étaient (comme beaucoup à Terboyo) riziculteurs. Il créa son entreprise en 1987 en commençant par fabriquer des meubles pour des particuliers des environs. Sa première motivation était de pouvoir exprimer sa créativité : « fabriquer des meubles, c'est de l'art, et c'est cela qui est attirant (*bikin* meubel* menarik* karena itu senilah**) »[962]. Au début, il travaillait devant sa maison. Comme son activité se développait, il franchit une étape de son point de vue décisive en achetant une camionnette en 1997. Cela lui a permis de toucher de nouveaux clients en se rendant dans les petits villages de Java pour démarcher les clients ruraux. Il étendit ses installations de 200 à 3 000 m^2 pour fabriquer les produits à l'avance et les stocker entre deux tournées. A l'inverse des exportateurs de Jepara qui profitèrent largement de la chute de la roupie, Bpk Monacir pâtit durement de la *Krismon** à cause de l'inflation des matières premières (notamment le bois, ce qui l'a contraint à se tourner en 1999 vers des importations de Kalimantan) alors que le revenu de sa clientèle se contractait. Bien que ses affaires aient tenu le choc (en 2005, il employait encore entre 25 et 30 personnes), sa compétitivité s'est à la longue érodée et il ne compte plus aujourd'hui que 8 à 9 employés. Il a donc dû se résoudre à céder le terrain qui lui donnait accès à la zone industrielle de Terboyo, ce qui interdit désormais l'accès des poids-lourds à son dépôt.

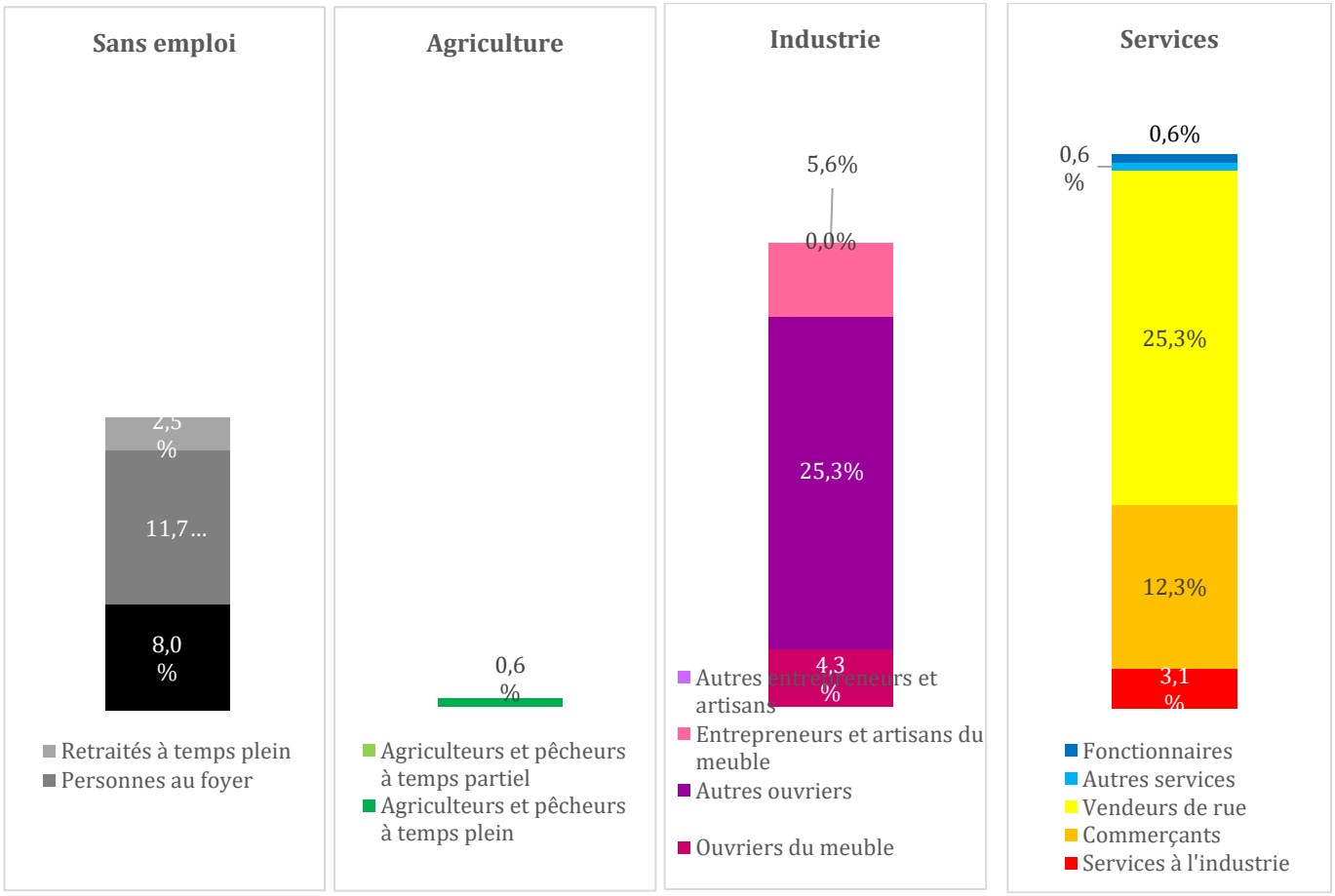
961 Entretien avec Bpk Awi, directeur de *UD. Bagus Furniture* depuis 1999, le 10 octobre 2018.

962 Entretien avec Bpk Monacir (07C) le 27 juillet 2019.

Photo 39 : Micro-entreprises à Terboyo : fabrique de tables d'écoliers de Bpk Monacir (07C, à gauche), atelier de confection d'horloges (18E, au centre) et usine UD. Bagus de Bpk Budi (07D, à droite)

Source : Julien Birgi (juillet 2019)

Figure 31 : Répartition de l'activité des personnes enquêtées à Terboyo



Source : Enquête terrain auprès de 162 adultes entre 2016 et 2018

L'importance des transferts de revenus

Dans un quartier comme Terboyo où les jeunes qui le pouvaient sont partis travailler à Semarang ou à Djakarta, les transferts de revenus contribuent significativement aux ressources des familles. Il faut dire que les prestations sociales ne bénéficient qu'à une minorité de salariés, les usines contournant les mesures

sociales adoptées sous le premier mandat de Jokowi en externalisant la main d'œuvre, ou carrément en enfreignant la loi. D'autre part, il n'existe pas comme à Bangkongsari de dynamique résidentielle à même d'alimenter l'économie locale, la dégradation du cadre de vie et l'enclavement du quartier dissuadant les ménages solvables de s'y installer[963].

Le quartier bénéficie par contre de nombreux programmes sociaux mis en œuvre par la Municipalité de Semarang. On y trouve un bureau de l'Agence pour l'autonomie des communautés (*Badan Keswadayaan Masyarakat, BKM**), qui octroie des subventions en principe accessibles aux personnes les plus mal logées pour rénover leur maison[964], avec une part de financement local bien plus faible que par exemple à Tahunan[965]. Mais il semble que peu d'habitants y aient eu accès, et les rares bénéficiaires ont suscité la jalousie de leurs voisins non-éligibles, d'autant plus que les fonds n'ont pas toujours été utilisés à propos[966]. Certains, à Terboyo-Wetan notamment, regrettent également que les programmes de développement local (comme celui qui avait attribué des chèvres à Trimulyo ou le programme de microcrédit) ne soient pas davantage mobilisés au niveau du *Kelurahan**.

Il faut dire que contrairement à Bangkongsari, où les subventions publiques ont été mobilisées à l'initiative d'acteurs locaux ayant su jouer de leur entregent avec les autorités supérieures, il semble que les programmes dont a bénéficié Terboyo aient été déployés de haut en bas (*top-down*) par la Municipalité (soucieuse de traiter les incidences spectaculaires du *rob**) sans réelle implication des bénéficiaires. Au lieu de contribuer à une dynamique de développement, ce mode d'intervention a accru la dépendance du quartier aux fonds publics, comme en atteste peut-être le nombre d'entrepreneurs plus faible que dans les autres cas étudiés. Nous avons cependant eu connaissance d'une exception à Trimulyo. En 1976, Bpk Ngatman (09B), alors chef du RT. 01, engagea l'aménagement de Jl. 18 en mobilisant les propriétaires riverains du tracé[967] en

963 Signe révélateur de cette situation, nous n'avons rencontré dans notre échantillon de 164 adultes sondés sur leur profession aucun fonctionnaire en activité (et un seul à la retraite). Or, cette catégorie des classes moyennes non tributaire de l'économie locale tend à choisir son lieu de résidence, ce qui en fait un bon indicateur du niveau d'attractivité d'un quartier.

964 Cette agence gouvernementale fut créée dans le cadre du programme national pour l'Emancipation populaire (*Program Nasional Pemberdayaan Masyarakyat, PNPM Mandiri**) porté par le ministère des Travaux publics et du logement social (*Kementerian Pekerjaan Umum dan Perumahan Rakyat, PUPR*). Les crédits sont destinés à l'amélioration des infrastructures de proximité, la rénovation du logement des plus pauvres, ou le soutien à des microentreprises. Ils sont distribués via les autorités locales (chef de *RT.* ou de *RW.*).

965 Les travaux d'élargissement en 2013 d'une des rues du RT. 02 RW. 04 à Trimulyo furent ainsi financés à hauteur de 87% par des subventions de la municipalité pour seulement 13% de contributions locales (*swadaya**). En 2015, les travaux de remblaiement et de confortement de Jl.01, d'un montant total de 239 MRp (pour un linéaire de 165 m) le furent à hauteur de 96% par la municipalité (source : panneau d'information de la commune de Semarang).

966 Comme le souligne une habitante aigrie, « ce sont toujours les mêmes qui sont servis » (*sing entuk, entuk terus*) (entretien avec Ibu Kumsatun (12B) le 16 août 2017).

967 Chacun devait donner une bande large de 1,5 m, de telle sorte qu'aujourd'hui encore, cette rue est la plus large du site.

arguant de la nécessité de permettre l'accès des véhicules de secours en cas d'urgence. Près d'un demi-siècle plus tard, les riverains bénéficient encore de cette initiative, puisque cette route est suffisamment large pour les camions de sable[968], ce qui permet de réduire sensiblement les coûts de construction des maisons. Les riverains de cette rue sont également les seuls à pouvoir y garer des voitures. Avec la réduction des effets du *rob** permise par les travaux d'infrastructures menés par la municipalité de Semarang, cela confère à Jl. 18 une certaine attractivité, comme en témoigne la réalisation en 2018 d'un petit programme immobilier de 3 maisons, d'un magasin et d'un atelier en vis-à-vis du carrossier (18A), totalement atypique dans le quartier.

Un village cerné par la planification de l'industrialisation et des infrastructures

Une dégradation de l'environnement aggravée par l'industrialisation

Situé sur la plaine littorale à quelques encablures de la mer de Java dont il était protégé par des mangroves, Terboyo est un des secteurs les plus affectés par la subsidence (*rob**) qui touche Semarang. Le plus haut niveau de eaux atteint pendant la saison des pluies aurait augmenté de 3 m. en 40 ans[969], avec une nette accélération du phénomène depuis une quinzaine d'années. La première inondation sérieuse eut lieu en 1995, quand des pluies diluviennes provoquèrent une montée des eaux jusqu'à 30 à 50 cm. au-dessus du niveau du sol. Elles sont depuis régulières : presque chaque année, plusieurs mois par an, le quartier est partiellement inondé 2 fois par jour, à chaque marée haute. Depuis 2016, les inondations se font plus rares grâce aux travaux considérables engagés par l'Etat central et la municipalité de Semarang pour surélever le niveau des digues et équiper la rivière d'un barrage mobile (permettant de bloquer la montée des eaux à marée montante et d'évacuer les eaux pluviales à marée descendante). Mais si l'eau de mer n'est plus remontée, l'effet cuvette a été aggravé par la ceinture de digues, si bien que l'eau ne parvient pas à s'évacuer lors des fortes précipitations de la saison des pluies, inondant le quartier. C'est pourquoi la municipalité de Semarang a installé en 2017 une pompe de chaque côté de la rivière pour refouler les eaux, en en confiant la gestion à la communauté locale dès l'année suivante. La situation s'est donc améliorée mais les pompes restent en nombre insuffisant pour régler le problème[970]. Ne reste alors qu'à chaque famille à déménager ou à surélever le sol de leur maison.

968 Moyennant le versement d'une contribution de 5 000 Rp au *RT.* pour assurer l'entretien de la rue.

969 Entretien avec Bpk Murchamdan (01A) le 8 mai 2017.

970 Entretien avec Bpk Masud (Z05), pêcheur à la retraite, le 9 novembre 2018.

Photo 40 : *Rob, maisons affaissées (aux 2ème et 3ème plans) et surélévation en cours de la terrasse de la maison 01A**

Source : Julien Birgi, mai 2017

Le *rob** affecte le territoire et la vie de ses habitants de plusieurs façons. Son impact le plus visible est la montée des eaux 2 fois par jour à la saison des pluies. Il s'agit d'un mélange d'eau salée, d'eaux de pluie ainsi que d'eaux grises (eaux de vaisselle et de douches), d'eaux noires (refoulement des fosses septiques) et d'effluents industriels. Cela génère une contamination des sols, de la nappe et de l'air, avec des effets directs sur la mortalité liée aux maladies infectieuses et à la prolifération des moustiques. La stagnation des eaux complique la circulation, notamment pour les piétons et les deux-roues. Contrairement à une idée répandue, cette situation n'a pas causé l'exode massif de réfugiés climatiques : la chute des prix des maisons les plus touchées prive leurs habitants de moyens de se reloger ailleurs dans la ville, les confinant in situ, comme le montre également la thèse de Miladan (2016) sur les quartiers nord de Semarang.

Tableau 46 : Etat des bâtiments dans le périmètre d'analyse de Terboyo

	Enfoncées		Au niveau du sol		Surélevées	
Maisons	116	25%	207	45%	139	30%
Usines	13	30%	31	70%	0	0%
Autres	8	30%	19	70%	0	0%

Source : enquête terrain sur 533 bâtiments

A l'inverse, les entreprises, qui sont dans les zones industrielles systématiquement locataires, peuvent facilement se déplacer, laissant derrière elles friches et chômeurs. C'est par exemple le cas de *PT. Euro Design* et de *Scancom*, qui ont déménagé respectivement à *KI Candi* et à *KI Gunang Mekar* au milieu des années 2000 à cause des inondations récurrentes. C'est que la lutte contre le *rob** a été engagée tardivement par les aménageurs privés des zones industrielles, sensés en assurer l'entretien. Pendant des décennies, ils sont demeurés passifs, laissant leurs locataires, les semi-remorques et les nuées de travailleurs en motocyclette se débrouiller des nuisances causées par l'inondation des chaussées. Au final, les zones industrielles autour de Terboyo ont perdu leur attractivité, affichant un taux de vacance de 22%, ce qui est considérable au regard de la pression foncière qui sévit à Semarang, et très supérieur à celui de 4% constaté pour les logements.

Tableau 47 : Etat des bâtiments dans le périmètre d'analyse de Terboyo

	Occupé	Vacant	Taux de vacance
Maisons	454	20	4%
Usines et ateliers	64	18	22%
Showrooms	4	0	0%
Commerces	59	1	2%
Bureaux	4	0	0%
Equipements publics	24	0	0%
Total	**609**	**39**	**6%**

Source : enquête terrain sur 533 bâtiments

La lutte contre le *rob** intervient à plusieurs niveaux. Les habitants essaient de se protéger comme ils le peuvent. Pour éviter que la marée montante ne provoque le reflux des eaux usées, un système très simple de pieux en bambou obturant les canalisations qui se déversent au fonds du cours d'eau été conçu et mis en place par les *RT.** riverains de la rivière *Kali Sringin*. A marée montante, les passants sont sensés mettre en place les pieux ; à marée descendante, il faut les retirer pour permettre aux eaux usées de s'écouler à nouveau. Et quand le village est inondé plusieurs jours d'affilée, les habitants creusent eux-mêmes un fossé de drainage. Mais si ces réponses sommaires concourent à limiter les incidences du *rob**, leurs effets sont limités. En réalité, la plupart des mesures prises par les habitants sont de nature individuelle, sans coordination. Dès qu'ils ont mis un peu d'argent de côté, ils surélèvent leur maison (certains en sont à quatre surélévations en à peine dix ans), ce qui a pour effet d'aggraver la montée des eaux sur les maisons plus basses (celle des plus pauvres) qui s'enfoncent avec l'affaissement du sol, et les espaces inoccupés. Ainsi, le *rob** et les réponses individuelles ont-

ils introduit une ségrégation socioéconomique verticale par un étagement des sols en fonction des moyens des propriétaires.

De son côté la Municipalité s'est longtemps contentée de financer des projets de surélévation des rues du *kampung*.* Ces travaux ont certes permis d'améliorer la circulation des riverains, mais ils ont empiré le sort des habitants impécunieux qui ont vu le niveau de la chaussée s'élever alors que leur maison s'enfonçait, si bien que certains ont désormais leurs fenêtres au niveau des pieds des passants. Ces dernières années, la Ville de Semarang s'est attelée à lutter contre le *rob** de manière plus structurelle dans le cadre d'un plan complet de régulation des eaux incluant la construction de barrages de rétention en amont des cours d'eau, le curage des canaux de dérivation et l'équipement du littoral en pompes de relèvement. La rivière *Kali Sringin Lama* a été endiguée jusqu'à son embouchure pour éviter qu'elle ne déborde et dotée d'un barrage contrôlant la remontée des eaux marines à marée haute. Deux pompes ont été installées pour relever les eaux quand les vannes du barrage sont fermées. Mais le sol s'enfonce si vite que les travaux de surélévation des rues longeant la rivière doivent être continuellement repris (la dernière fois en 2017). Ces travaux lourds ont été menés sans réelle concertation avec la population mais ils ont permis de limiter la récurrence du *rob** et ont amélioré la situation, jusqu'à ce que l'affaissement des sols et la montée des eaux – contre les causes desquels rien de durable n'est réellement entrepris – aient raison de l'efficacité de ces coûteux travaux.

On pourrait arguer que le *rob** est un facteur exogène, indépendant de la problématique de l'industrialisation. Mais certains témoins locaux comme Bpk Suwarjo (11E), ancien chef du *RW.*, estiment qu'il est lié à l'aménagement des zones industrielles ont un lien. L'industrialisation déployée à outrance a conduit à remblayer les rizières et les mangroves et à imperméabiliser les sols dans des proportions considérables, contrariant l'infiltration et le drainage naturel des eaux. Outre cette contribution aux causes du *rob**, l'industrialisation en a aggravé les effets, avec la stagnation des effluents rejetés par les usines.

Une surdensité qui a grevé le cadre de vie

Dans le quartier résidentiel de Terboyo, la densité atteint près de 600 niveaux de plancher (nombre de constructions multiplié par le nombre de niveaux) sur 8,5 ha, soit 70 niveaux par ha. Les habitants ont construit partout où ils le pouvaient : très en retrait de la rue pour les parcelles en lanières, à l'intérieur des îlots (espaces qui sont aujourd'hui les plus impactés par le *rob** du fait de la surélévation des rues et des maisons riveraines) ou en hauteur[971] (quand la perspective d'un retour sur investissement locatif de *kos** le justifie). L'agencement des maisons reflète les efforts pour composer avec les contraintes de place et d'inondabilité. En raison sans doute de l'exiguïté des rues et de l'hostilité de l'environnement extérieur, le lieu

[971] On recense ainsi dans le quartier résidentiel 13% de bâtiments dotés d'un étage ou en cours de surélévation, et 2% de bâtiments de 2 étages. Il s'agit souvent de chambres destinées à accueillir des pensionnaires de *kos*.*

privilégié des interactions sociales n'est pas tant la terrasse comme à Bangkongsari ou à Tambakroto que le salon, qui accueille les rares meubles du foyer et s'avère être la pièce mise hors d'eau en priorité (07A).

Très peu d'espaces naturels ont survécu à l'urbanisation : ils ne représentent plus que 4% de la superficie du périmètre, en grande partie inondés par des eaux polluées et saturées de déchets solides. On ne compte que 81 arbres (la plupart de petite taille) dont seulement 20 à Trimulyo[972]. Terboyo a ainsi perdu une des principales qualités des *kampung*,* où le métissage du bâti et de la végétation procure ombre, fruits et références à un imaginaire rural encore vivace. Faute de place, les habitants mettent à profit les berges des deux rivières *Kali Sringin Lama* et *Kali Sringin Baru* pour un large éventail d'activités domestiques ou économiques : vente ambulante, séchage du linge, jeux d'enfants, bavardage ou repos dans des gazebos en bambou (édifiés sur pilotis dans le lit de la rivière) notamment entre la sortie du travail (à 16h00) et la prière du soir qui coïncide avec la tombée de la nuit (à 18h00). Cette appropriation de l'espace public ne va pas sans créer des tensions avec les riverains, comme le montrent les panneaux demandant de ne pas jeter de détritus, révélateurs d'un certain anonymat des usagers de ces espaces. Ces espaces, s'ils sont décorés à l'occasion des principaux jours fériés comme *Hari Idul Fitri** ou la fête nationale, demeurent effectivement extérieurs aux unités de voisinage (*RT.**), qui préfèrent se réunir dans les ruelles adjacentes pour les *slametan*.* Il faut dire qu'il s'agit des seuls accès (avec Jl. 18) praticables par les automobiles et les activités doivent veiller à ne pas entraver le passage des véhicules. Ces espaces sont par ailleurs étriqués : Jl. 00 est large d'à peine 3,0 m, et Jl. 01 de 2,5 m. Les deux rues sont pavées de blocs de ciment et dotées de bordures en ciment également (une conception qualitative en Indonésie) et particulièrement bien entretenues par la municipalité, qui y a même installé des bancs en 2018, prisés en fin d'après-midi.

[972] Soit à peine 9 arbres/ha (ou 1 arbre pour 19 habitants) contre 25 arbres/ha (ou 1 arbre pour 9 habitants) à Bangkongsari (sans compter ceux présents dans les nombreux espaces naturels, dont beaucoup sont boisés, que l'on trouve dans ce village).

Photo 41 : Densification par extensions vers l'arrière sur une parcelle en lanière (vue de côté) et disparition des éléments végétaux (site 10A)

Source : Julien Birgi, septembre 2017

La surdensité pénalise également l'essor des activités. Faute de place et des cours étriquées et souvent inondées, le travail investit les pièces normalement dévolues aux sociabilités (terrasse et salon). Nous avons vu qu'il pouvait en être de même à Tahunan, mais là-bas cette adaptation de la maison va de pair avec une reconstitution des fonctions évincées et une délimitation stricte entre sphères domestique et productive permettant de préserver une certaine qualité de vie. Il n'en va pas ainsi à Terboyo, où à l'exception de Bpk Monacir (07C), les artisans n'ont ni la place ni les moyens financiers de procéder de la sorte.

Figure 32 : Maison-atelier d'un artisan de Terboyo (Bpk Taufik (01C))

DESCRIPTION GENERALE ET HISTOIRE DU BATIMENT

Cette maison de 150 m² house construite à une date inconnue, est occupée par Bpk Taufik et sa famille depuis 2011, soit 6 personnes.

ORGANISATION SPATIALE

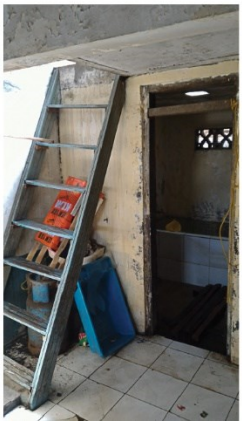
L'utilisation des espaces à l'avant de la maison - terrasse et première pièce à l'entrée - témoigne de la primauté de l'activité sur la vie sociale. Des aménagements sommaires - stores tissés - ont été réalisés pour améliorer le confort de ces espaces de travail. Les activités domestiques sont repoussées au fond de la maison (pièce à vivren, salle de prière, cuisine), sur la terrasse (étendage du linge), pourtant moins accessibles, voire dans la rue. (parking de la moto). Les interactions sociales avec les passants, si importantes dans les *kampung*, ont toujours lieu sur la terrasse malgré les nuisances causées par le travail du bois : un muret a été édifié à cet effet en limite de la chaussée.

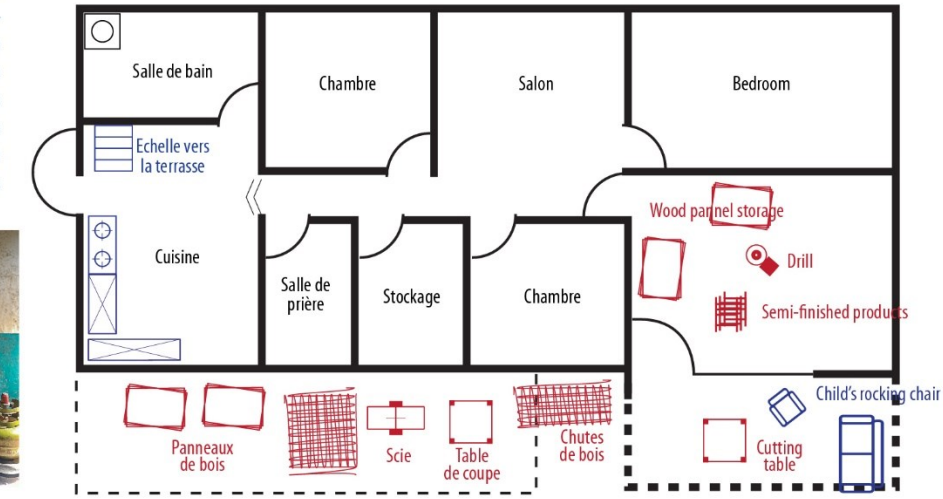
ARCHITECTURE ET DECORATION

L'ornementation est réduite à sa plus simple expression. Le fronton existait déjà quand Bpk Taufik a pris possession des lieux, et il n'a pas investi depuis pour décorer ou ravaler la façade. A l'intérieur, on peut voir des meubles qu'il a lui-même réalisés, comme par exemple une cahise et une table d'enfant. Dans l'ensemble, la maison est sale et en désordre, trahissant le peu d'attention porté au confort domestique.

USAGES

La journée, les espaces intérieurs et extérieurs sont utilisés indistinctement pour le stockage, la découpe et l'assemblage de meubles. Le processus de fabrication n'est pas très organisé. Les matériaux et les machines sont éparpillés un peu partout, et les chutes de bois encombrent le sol.





Conception et réalisation : Julien Birgi

Un site enclavé et entravé par l'industrialisation et les grandes infrastructures

Alors que le village était autrefois avec son marché un lieu de passage et d'échanges, au carrefour entre l'ancienne route postale Semarang-Demak et la rivière *Kali Sringin Lama* naviguée par les bateaux de pêche, Terboyo est devenue une enclave coupée à la fois de la ville, de la mer et de la plaine rizicole. Au sud, la route nationale a été élargie à 2 x 3 voies, surélevée et scindée par un terre-plein central pour faire face à la hausse continue du trafic automobile et du *rob**. La rangée de commerces et de *showrooms* qui la borde tourne le dos au quartier, qui n'est accessible que par 3 entrées mal reliées au réseau de ruelles internes[973]. A l'est, la rivière *Kali Sringin Baru* a été canalisée mais seuls 2 ponts la franchissent (au niveau de Jl. 11 et Jl. 14), dont l'un (Jl. 11) était effondré depuis plusieurs mois lors de notre dernier passage en juillet 2019, si bien qu'il ne subsiste plus qu'un seul point de passage entre le quartier et la zone industrielle de *KIT*. A l'ouest, c'est un mur aveugle de 2 m. de hauteur surmonté de barbelés qui sépare le quartier de la zone industrielle de *KI Terminal*, seulement franchissable au niveau de Jl. 06. Enfin, au nord, le village est séparé de la mer par des marais résiduels et le confluent entre *Kali Sringin Lama* et *Kali Sringin Baru*.

Photo 42 : Vue depuis le pont au-dessus de *Kali Sringin Lama* de Jl. 01 et de Trimulyo, en contrebas de la route nationale et à l'arrière de la rangée de commerces qui la borde

Source : Google Street View (2017)

973 Terboyo-Wetan en compte une, via la cour de la mosquée Baitul Izzah (qui donne sur Jl. 00 et Jl. 20) et Trimulyo deux, à l'extrémité sud de Jl. 01 et Jl. 18.

Photo 43 : Mur séparant le quartier de la zone industrielle de *KI Terminal* le long de Jl. 05 (à gauche) et entrée de la zone industrielle au débouché ouest de Jl. 06

Source : Prita Ramadiani, August 2017

La séparation d'avec les zones industrielles est particulièrement frappante, surtout si on la compare à l'imbrication des fonctions résidentielle et industrielle observée à Tahunan ou au vis-à-vis actif entre usines et maisons à Bangkongsari, tous deux propices aux interactions. A Terboyo les usines sont non seulement d'un accès peu commode pour les ouvriers du quartier, mais elles sont de surcroît coupées de sa vie économique, politique et sociale, ce qui complique l'émergence d'activités liées aux usines. En ségrégant ainsi les fonctions, la planification urbaine a également interdit que des liens se tissent entre usines et habitants, mutuellement anonymisés, avec pour conséquence un plus grand *turnover* de la main d'œuvre révélé par l'enquête terrain, ainsi qu'une plus grande volatilité des usines, peu ancrées dans leur territoire. Par ailleurs, cet enclavement pénalise l'activité économique endogène en compliquant les manœuvres des véhicules. On note ainsi que les seuls endroits où se sont développées des activités de production sont situés dans les parties du *kampung** accessibles à des camions (Jl. 11 et Jl. 18)[974]. La situation est particulièrement problématique à l'ouest de la rivière *Kali Sringin Lama* où était établi le noyau villageois historique de Terboyo, avec des ruelles plus étroites et irrégulières. Cet enclavement pénalise également les riverains qui souhaitent effectuer des travaux, qu'il s'agisse de se protéger du *rob** ou d'investir dans la construction de *kos** : l'acheminement des matériaux et l'évacuation des gravats doit se faire à la main, ce qui augmente considérablement les coûts.

[974] Le propriétaire de la petite usine de meubles situé au bout de Jl. 07 n'a pu développer cette activité que parce qu'il possède un terrain débouchant sur la zone industrielle du terminal.

Photo 44 : Acheminement à pied des matériaux nécessaires à la surélévation d'une maison Jl. 14

Source : Julien Birgi (mai 2017)

Une organisation administrative subie, mais efficace pour le développement local

Enclavé, Terboyo n'est pas pour autant une entité cohérente. Le lit historique de la rivière *Kali Sringin Lama* sépare le site en deux quartiers distincts relevant chacun d'un arrondissement différent depuis 2010 : la rive occidentale (RT. 01 RW. 01, RT. 01 RW. 02, RT. 02 RW. 02, RT. 03 RW. 03, RT. 04 RW. 04) fait partie du *Kelurahan** de Terboyo-Wetan, la rive orientale (RT. 01 RW. 04, RT. 02 RW. 04, RT. 03 RW. 04, RT. 04 RW. 04) de celui de Trimulyo. Cette réorganisation fut motivée par la très forte croissance démographique enregistrée dans l'est de Semarang au cours des années 1990 et 2000. L'unité du quartier est passée par pertes et profits d'une réorganisation administrative pensée à l'échelle des grands développements planifiés (zones industrielles, marchés, *perumahan**) au mépris des noyaux de peuplement préexistants, devenus quantité négligeable.

Une des conséquences de cette réorganisation subie est la construction d'une nouvelle mosquée (à l'extrémité nord du site, Jl. 16) par les habitants de Trimulyo, qui revendiquent de disposer de leur propre lieu de culte. Jusqu'à présent, tous les habitants fréquentaient la vieille mosquée *Baitul Izzah Ngilir* lors de la prière du vendredi. Ce rassemblement hebdomadaire de toute la communauté avait assurément des vertus unificatrices. Mais le manque de place, la distance à parcourir à pied et le périmètre des réunions relevant des prérogatives des *Kelurahan** ont amené les habitants de Trimulyo à prendre leur autonomie.

Cette division administrative accroît les différences morphologiques héritées du processus d'urbanisation entre les deux rives de la rivière. Les programmes de développement local – viabilisation des

réseaux, rénovation des logements insalubres, etc. – sont déclinés à l'échelle des *Kelurahan** et dépendent de l'entregent de chaque *Lurah**. Celui de Trimulyo est décrit comme « plus dynamique que son homologue de Terboyo-Wetan, ce qui explique qu'il obtient plus de fonds pour rénover les infrastructures, les maisons, et répond de la sorte aux besoins quotidiens des habitants[975]. A l'inverse, le chef du RW. 02 fait rarement le tour du quartier, et les habitants doivent se plaindre virulemment quand des problèmes surviennent »[976]. Ce manque d'investissement des élus locaux est source de conflits et de tensions avec ces représentants et leur clientèle. Livrés à eux-mêmes, les habitants en sont réduits à agir de leur propre initiative. Mais, à la différence de Bangkongsari, ces démarches sont plus individuelles que collectives. C'est le cas des 3 passerelles en bambou permettant de franchir *Kali Sringin Lama* à pied, voire en moto, venues compléter les 3 ponts en ciment praticables par des véhicules léger. Elles ont été imaginées, financées et réalisées par des particuliers (et non, comme on aurait pu s'y attendre dans un *kampung** javanais, par la communauté) pour améliorer l'accessibilité de leur commerce et toucher ainsi la clientèle de l'autre rive.

Photo 45 : Vue vers le nord de passerelles enjambant *Kali Sringin Lama*. Celle au 1er plan, construite par Bpk Murchamdan (01A), relie son épicerie à l'école primaire *Tarbiyat I*, ce qui lui assure un flux régulier d'écoliers et de parents d'élèves

Source : Prita Ramadiani, September 2017

975 Au premier semestre 2017, toutes les rues de Trimulyo ont ainsi été requalifiées (reprise du réseau d'assainissement et surélévation de 25 cm. de la chaussée) dans le cadre d'un programme conjoint entre le *BKM** et le Programme national de soutien à l'amélioration des infrastructures (*National Upgrading Support Program, NUSP*) de 1,2 milliard de Rp, mis en œuvre par la Ville de Semarang.

976 Entretien avec Bpk Rizal (Z06), résident de Terboyo-Wetan depuis plus de 20 ans, le 8 décembre 2018.

Aménagement et gestion des zones industrielles : privatisation des profits, mutualisation des charges

Parce qu'elles n'accueillent pas d'habitants, les zones industrielles ne sont pas couvertes par des *RT.** ou des *RW.** Cela signifie qu'elles échappent à la gestion locale, démocratique et participative qui structure la vie des quartiers. Autrement dit, les zones industrielles sont des entités hors-sol, coupées des quartiers environnants non seulement sur le plan physique mais aussi politique. Elles ont été aménagées par des sociétés privées. Pour *KIT*, il s'agit de *PT. Merdeka Wirastama*, fondée en 1989 par 3 hommes d'affaires influents tant au niveau local que national[977], avec l'objectif de créer un site industriel emblématique et prestigieux pour Java-Centre (DWIATMOKO, SUWITRI, WARSONO, HAYU DWIMAWANTI, & HANDAYANI, 2018). La société a obtenu un bail emphytéotique (d'une durée de 30 ans, renouvelable 2 fois), construit les infrastructures viaires, et commercialisé les lots (toujours dans le cadre de baux emphytéotiques) à des groupes industriels qui se chargent d'y édifier leur usine et de la raccorder aux fluides (le réseau public pour l'électricité et le téléphone[978], des forages autonomes pour l'eau potable). L'aménagement s'est fait sans plan d'ensemble, ni bilan intégrant les coûts d'entretien et de mise à niveau des infrastructures (l'aménageur étant sensé maintenir le niveau de service auquel il s'est engagé vis-à-vis des industriels à qui il a commercialisé des lots), ce qu'autorisait alors la réglementation[979]. Car l'aménageur a eu pour priorité de proposer des terrains à un prix attractif pour les industriels, en ayant beau jeu de leur opposer ensuite la modicité des charges locatives[980] quand ils revendiquent de meilleures prestations (DWIATMOKO et al., 2018). A *KIT* et à *KITM*, le défaut d'investissement dans l'entretien des infrastructures est patent. La voirie en particulier, très sollicitée par les poids-lourds, est parsemée de nids de poule et d'ornières où l'eau stagne à la saison des pluies. Mais surtout, le *rob** inonde des pans entiers de ces zones, qui nécessiteraient, comme le quartier résidentiel qu'elles jouxtent, d'être protégées par des digues et équipées de pompes. Or, les entreprises sont livrées à elles-mêmes et n'ont d'autre ressort que de déménager (au risque de perdre les investissements réalisés pour la construction de leurs bâtiments) ou de solliciter l'intervention des pouvoirs publics pour réaliser les investissements considérables nécessaires[981]. On est en droit de s'interroger sur ce modèle qui impute à la collectivité et aux industriels le coût d'un aménagement mal conçu et mal entretenu, et exonère son principal responsable, la société d'aménagement de la zone.

977 Messieurs Budi Santoso (propriétaire du groupe de presse *Suara Merdeka*), Soleman Hidayat, et Enggarhasto Loekito.

978 Le coût d'un raccordement téléphonique par la société publique Telkom s'élevait à 6 MRp (3 200 $) en 1989 (DWIATMOKO, SUWITRI, WARSONO, HAYU DWIMAWANTI, & HANDAYANI, 2018).

979 Depuis, le décret ministériel N°40/M-IND/PER/6/2016 sur les prescriptions techniques concernant l'aménagement des zones industrielles, un plan de masse doit montrer comment seront implantées les activités dont la nature doit être précisée.

980 A peine 50 Rp/m^2/mois contre 450 pour *BSB* et 2 000 à *KIW* (DWIATMOKO et al., 2018).

981 A *KIT*, le gouvernement provincial a pris en charge la moitié du coût des travaux de reprise des voies et de surélévation de la digue longeant *Kali Sringin Baru*, le reste étant assumé par les usines (entretien avec Alfianto Hermawan (A03), directeur de l'usine Ebako, le 6 août 2016).

Photo 46 : Dégradation des infrastructures à *KITM*

Photo 47 : Construction d'une digue le long de la rivière *Kali Sringin Baru* sur la frange ouest de *KIT*, face au village de Terboyo

Source : Julien Birgi, mai 2017

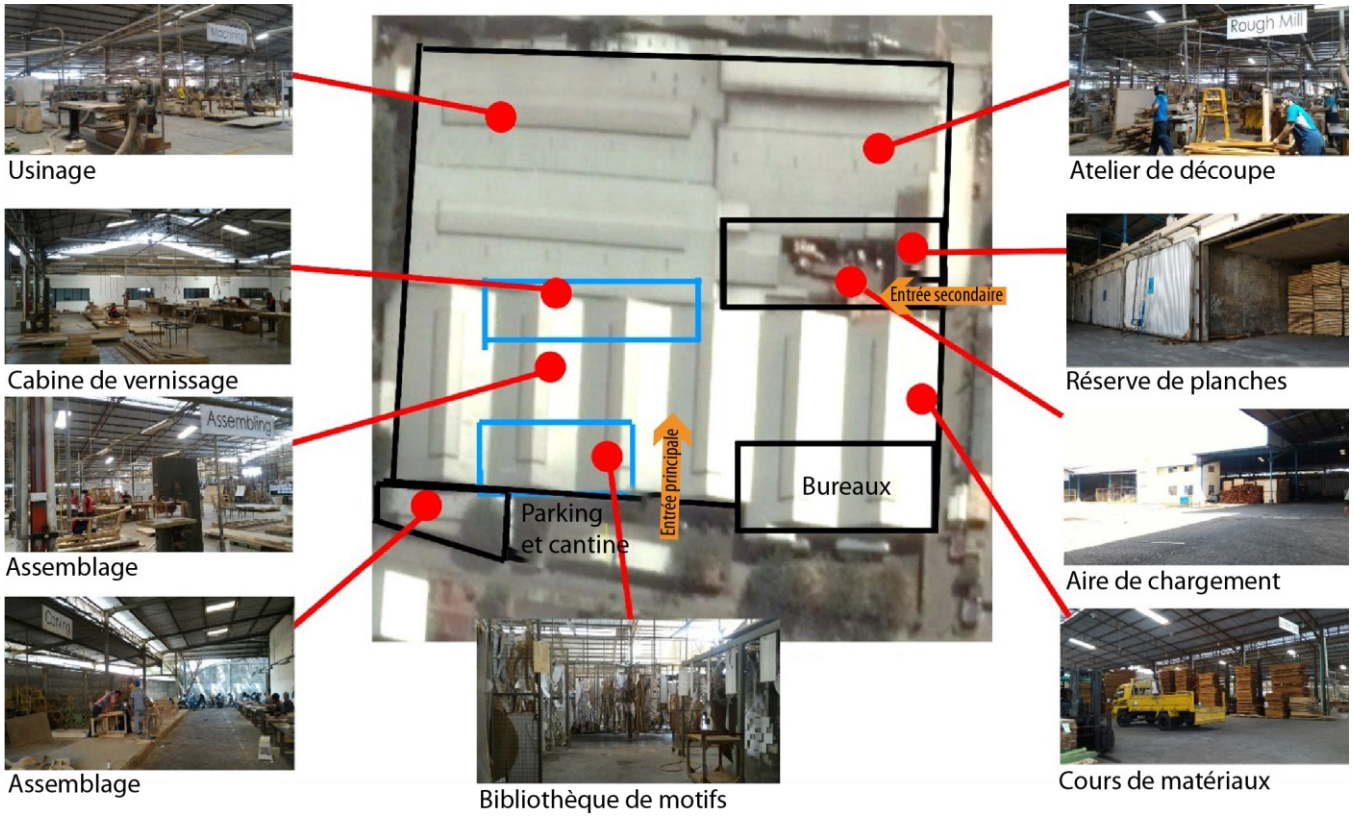
Entrons maintenant dans la zone de *KIT* pour examiner la manière dont se déploient les usines. Contrairement à Bangkongsari où elles ont dû composer avec la configuration du parcellaire existant, elles ont pu ici optimiser la distribution de leurs installations de manière à rationaliser le processus de production. En effet, les lots ont été découpés par l'aménageur à la demande et donc sur mesure, d'autant plus facilement qu'aucun plan d'aménagement d'ensemble de la zone n'avait été dessiné. Les usines consistent donc ici en de vastes rectangles modulaires permettant d'organiser les tâches à loisir selon les besoins du moment. L'époque des très grandes établissements[982] étant révolue, la taille des usines de meubles est comprise entre 7 000 et 13 000 m^2. Quand la demande nécessite d'accroître le volume de production, les fabricants préfèrent

[982] A l'image de *PT. Sand Furniture*, fermée en 2004 (cf. note 563 p. 247).

désormais construire une 2ème unité[983] que de développer un bâtiment surdimensionné et donc fragile, car rigide.

Les surfaces allouées aux réserves de matières premières sont relativement modestes[984] , ce qui révèle une certaine confiance dans la chaîne d'approvisionnement. Le stockage de produits finis est également plus limité que dans les usines de Jepara où les industriels se concentrent sur les tâches de finition de grandes séries[985]. L'organisation des tâches, toutes réunies sous le même toit et plus mécanisées que dans les usines de Jepara, implique une gestion plus rigoureuse de l'espace.

Figure 33 : Organisation des taches dans l'usine *Cege One* (13 000 m²)



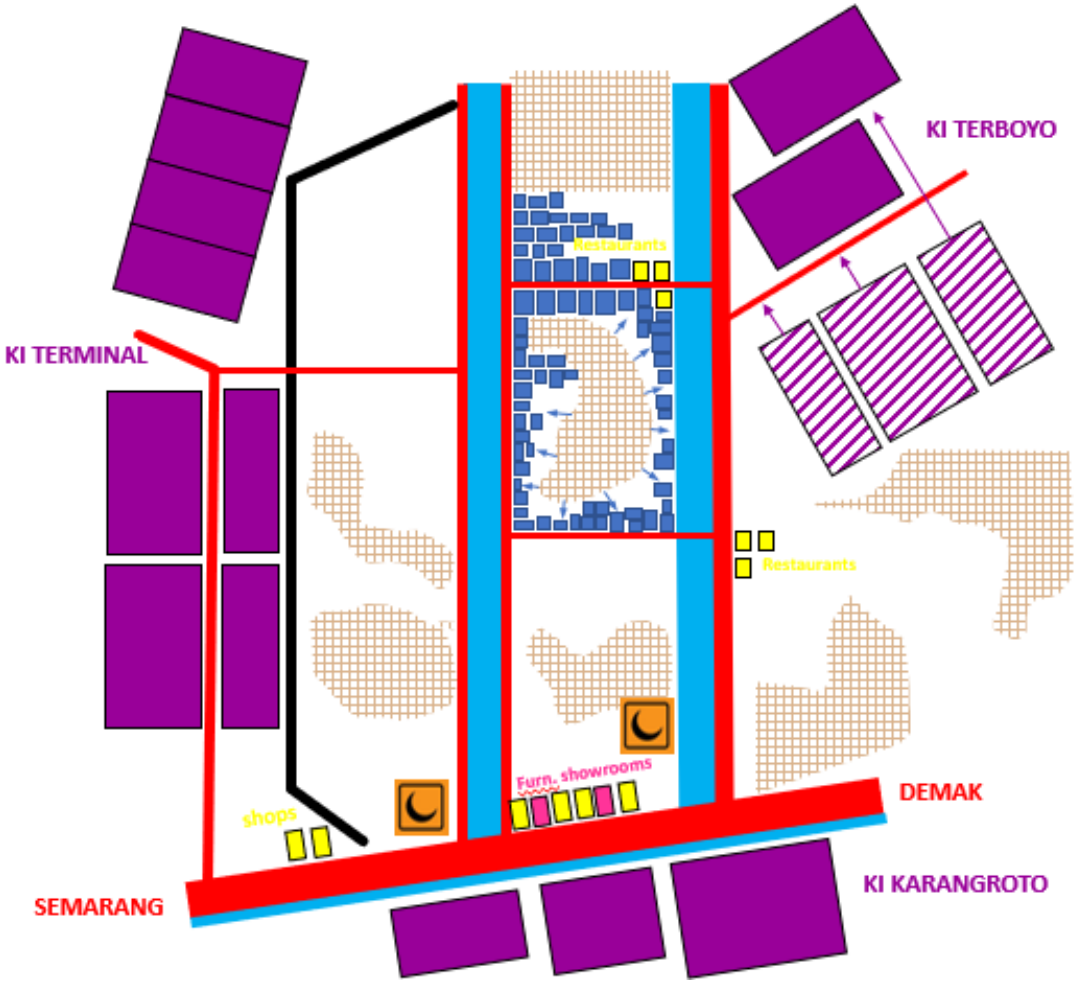
Source : Prita Ramadiani (décembre 2016)

983 C'est le cas du groupe singapourien propriétaire de l'usine *Cege One*, qui a ouvert une usine de finition filialisée sous le nom de *Harrison & Gill*.

984 10 m³ de bois pour *Mebel Internasional*,

985 18 000 m² de stockage pour *Pijar Sukma* par exemple.

Figure 34 : Organisation schématique de Terboyo



Conception et réalisation : Julien Birgi

Une spirale négative creusant les inégalités

Le revenu disponible des habitants de Terboyo est faible, majoritairement compris entre 0,5 et 1 MRp/personne/mois (quand le salaire minimum s'élevait à 2,1 MRp). De 8 900 Rp/hab./jour en moyenne (contre 14 700 à Semarang[986]) – avec une fourchette parmi notre échantillon comprise entre 4 000 et 12 500 Rp/hab./jour[987] – les dépenses alimentaires reflètent la pauvreté des ménages, qui n'ont pas la possibilité d'améliorer l'ordinaire avec des légumes, des fruits, de la volaille ou du poisson comme leurs homologues des autres sites, où des espaces naturels ont été conservés. Dans ces conditions, se nourrir avec

986 Source : *BPS* Semarang, 2018.

987 Source : enquête terrain. Cette amplitude est considérable pour une dépense sensée être peu élastique (à la différence des biens d'équipement de la personne ou du foyer, qui correspondent à des dépenses compressibles).

moins de 10 000 Rp par jour et par personne relève de la survie[988]. En conséquence, les dépenses non vitales sont réduites à la portion congrue. Le mobilier, par exemple, est minimal, d'autant plus qu'il est menacé par le *rob** : dans les maisons les plus modestes, un grand sommier et une armoire en contreplaqué posés sur des parpaings, des ustensiles de cuisines et un réchaud à gaz en tout et pour tout.

L'enclavement et le *rob*,* amplificateurs d'inégalités

Comme partout ailleurs à Java, où l'inscription de chacun dans une hiérarchie sociale explicite est la norme, le quartier de Terboyo est très inégalitaire. Mais il se distingue des autres cas étudiés par les conditions de vie déplorables dans lesquelles le *rob** plonge les plus pauvres, le creusement des écarts de richesse qui en résulte et leur manifestation spectaculaire dans l'espace public. Nous avons vu plus haut que les habitants investissent prioritairement dans la surélévation des maisons pour échapper aux inondations, si bien que le niveau d'élévation est un indicateur direct des moyens dont dispose chaque ménage. Cette corrélation directe entre revenu, hauteur du sol et confort de vie qui en résulte témoigne de manière abrupte des inégalités sociales[989]. Les personnes jouissant de la situation la moins inconfortable sont commerçants ou entrepreneurs. Ils disposent de maisons protégées des inondations, ont accès à l'économie formelle (au système bancaire notamment) et une poignée d'entre eux possèdent une automobile. La plupart vivent repliés sur leur univers domestique, à l'abri des grilles et des fenêtres opaques de leurs maisons surélevées. Leurs épouses tentent d'affirmer leur position sociale via les activités menées dans le cadre du *PKK**, sans susciter l'adhésion de leurs voisines (cf. infra). Ainsi, les figures de la bourgeoisie locale ne s'imposent pas comme des figures tutélaires de leur quartier, comme à Bangkongsari ou à Tahunan. Seuls les responsables religieux et les rares individus en position de jouer un rôle d'intermédiation (*brokerage*) avec les programmes sociaux et d'infrastructures de la Municipalité jouissent d'un certain pouvoir, mais l'usage qu'il en font au profit de leur clientèle est dénoncé par certains habitants interrogés[990].

988 En 2017, moment où ont été menés les entretiens à Terboyo, 1 Kg de riz valait 13 000 Rp (source : *Indonesia Rice Retail Price Index, CEIC global economic data and indicators*).

989 Les plus pauvres doivent littéralement lever les yeux vers les pieds des plus riches qui se coupent de la communauté en s'élevant au-dessus du niveau de la rue. Il faut imaginer la personne habitant une maison enfoncée, assise sur un siège de fortune 50 cm. au-dessous du niveau de la rue voir défiler les passants, l'auvent de sa maison arrivant à la hauteur de leur hanche, pour comprendre la violence sociale indirectement générée par le *rob** et l'absence d'alternative ex-situ du fait de l'encerclement du quartier par les zones industrielles.

990 Nous n'affirmons pas pour autant que les intermédiaires à Tahunan et à Bangkongsari seraient d'un naturel plus vertueux. En revanche, il semble que leur comportement ne donne pas lieu à autant de contestations explicites qu'à Terboyo.

Photo 48 : Elévation d'une maison par un propriétaire-occupant relativement aisé (au centre) jouxtant la maison enfoncée encore occupée d'un indigent (sur la gauche)

Source : Julien Birgi (Mai 2017)

La classe intermédiaire est composée des ouvriers et des acteurs de l'économie informelle, mais ce groupe est très hétérogène. Les employés à durée indéterminée des usines qui respectent la réglementation en matière de salaire minimum et d'avantages sociaux sont des privilégiés. Cela dit, leur sort peut basculer à l'occasion d'un ralentissement des commandes de leur entreprise qui peut aussi déménager sans coup férir pour échapper au *rob**. Puis viennent les nombreux ouvriers précaires et payés en-deçà du salaire minimum, qui doivent composer avec des périodes de chômage plus ou moins longues et d'une durée toujours incertaine. Leur sort n'est guère plus enviable que celui des vendeurs ambulants et des petits métiers. Peu ont pu atteindre une certaine autonomie en vendant à l'extérieur du quartier, surtout depuis la fermeture de la gare routière de Terboyo, dont le flux de voyageurs était une aubaine pour les vendeurs ambulants et les porteurs du quartier. Depuis, la plupart de ces *serabutan** sont tributaires des achats ou des emplois proposés par les plus riches.

On trouve enfin à Terboyo un groupe extrêmement pauvre, sans équivalent dans les autres cas étudiés. La dégradation du cadre de vie a occasionné le départ des habitants les plus aisés, en particulier les jeunes ayant fait des études[991]. La population a décru, laissant vides les maisons les plus exposées aux inondations. L'érosion de la pression foncière sur ces terrains a créé un effet d'aubaine pour des populations encore plus pauvres que les habitants restés. Des migrants ruraux se sont ainsi installés dans des maisons de fortune le long de la rivière

[991] Aucun des enfants des personnes que nous avons interrogées ayant fait des études supérieures ne réside à Terboyo, à l'inverse de ce que l'on a constaté dans les trois autres cas étudiés.

(Jl. 17), au nord de notre périmètre surtout[992], ainsi que dans les *kos** les plus dégradés, au nord-ouest du site. Ces derniers séjournent la durée de leur contrat au terme duquel ils regagneront leur village natal, ou déménageront pour un nouveau *kos* au plus près d'un nouvel emploi. Si leur emploi se pérennise et qu'ils fondent une famille, ils quitteront vraisemblablement le quartier pour trouver un lopin de terre hors d'eau où construire leur maison.

Une population introvertie

La moitié des habitants de Terboyo sont nés sur place, de parents riziculteurs ou pêcheurs généralement propriétaires de leurs terres. 43% des personnes que nous avons sondées sont des migrants économiques, issus très majoritairement des zones rurales des régences voisines de Demak et Grobogan, dont nous avons dit qu'ils avaient été attirés par l'expansion industrielle des années 1990 puis des années 2000, et l'offre de terrains constructibles issus des opérations de lotissement menées par les propriétaires fonciers locaux. Ces nouveaux venus se sont mariés avec des natifs ou ont déménagé avec leur famille (20C). Une minorité de migrants provient d'autres quartiers de la ville de Semarang. Ils ont pu trouver ici un terrain meilleur marché qu'en ville pour y construire leur maison, à l'image de Bpk Sujarwo (11B), fonctionnaire à la retraite, dont les menues économies ne lui permettaient pas d'envisager un meilleur quartier. Enfin, les migrants installés dans les logis de fortune sont des ruraux extrêmement pauvres issus des régences les plus reculées de Java-Centre (Pemalang, Blora, etc.).

Tableau 48 : Lieu de naissance des habitants de Terboyo

	Sur place	Dans le village	Municipalité de Semarang	Régences voisines	Régence de Jepara	Ailleurs à Java Centre et Est	Ailleurs en Indonésie
Nombre	21	27	7	16	4	18	2
Proportion	22%	28%	7%	17%	4%	19%	2%

Source : enquête terrain auprès de 95 adultes résidant à Terboyo

Bien que d'origines aussi diverses qu'à Bangkongsari, les habitants de Terboyo sont davantage enclins à vouloir exercer un contrôle social sur leur quartier : « les étrangers doivent s'adapter à la communauté »[993]. Les maigres ressources qu'offre le territoire, même informelles, sont attribuées en contrepartie d'une adhésion aux pratiques collectives[994]. La sanction sociale est soulignée par un chef de *RT.** qui nous dit que « les personnes – une ou deux – qui ne participent pas sont l'objet de médisances de la part des autres »[995].

992 Ces emprises classées dans le domaine public de la ville ne sont pas constructibles et leur occupation de ce fait illégale.

993 Entretien avec Ibu Satinah (03C) le 12 juillet 2017.

994 Bpk Budi Setiawan (17A), migrant installé illégalement sur les terrains municipaux Jl. 17, témoigne ainsi : « J'ai obtenu le droit d'utiliser ce terrain auprès du *RT.**. Aussi, si je ne participe pas aux activités collectives, je serai expulsé de la communauté » (entretien le 24 août 2017).

995 Entretien avec Bpk Murchamdan (01A) le 13 septembre 2017.

Cependant, ces velléités sont contrariées : deux autres chef de *RT.** (11C pour le RT. 02 et 20C pour le RT. 03) nés à Terboyo déplorent que les locataires des *kos** ne se présentent jamais pour leur remettre une copie de leur carte d'identité et de leur lettre de recommandation (*surat pindah**). Il faut dire que la centaine de jeunes logés dans les *kos** ne voient guère l'intérêt de s'impliquer dans la vie collective du quartier, d'autant moins qu'ils ne semblent pas subir de sanction sociale[996].

Réciproquement, les habitants de Terboyo sortent rarement du quartier, sauf pour le travail. La congestion permanente de la route nationale, les inondations fréquentes et les obstacles physiques à contourner pour accéder au centre-ville ou aux quartiers environnants (la route nationale étant surélevée et séparée par un terre-plein central infranchissable) sont il est vrai dissuasifs. Ils s'approvisionnent localement, au marché traditionnel de Genuk pour les produits frais ou dans les épiceries du quartier pour les achats quotidiens. A part la mosquée et les ruelles étroites du *kampung**, le principal lieu où se retrouvent les jeunes est la terrasse du supermarché *Indomaret* situé au sud-ouest du périmètre. En de rares occasions, il peut leur arriver de s'aventurer au marché de *Pasar Johar* pour dépenser leurs économies en vêtements et produits électroniques bon marché, ou à *Simpang Lima* pour dîner dans la rue. Mais ces sorties « en ville » sur des mobylettes rutilantes sont l'apanage des jeunes : les adultes plus âgés se contentent de bavarder entre voisins (*nongkrong**) ou de regarder la télévision. Les seuls à qui il arrive de sortir en famille sont de nouveaux venus comme Ibu Indri (06D1), qui emmène parfois ses enfants pêcher des carpes dans un petit parc d'attractions (*Taman lele**).

Cette introversion est attestée par le traitement des entrées du quartier. En Indonésie en effet, les *kampung*,* murés ou clos par les façades des maisons donnant sur les avenues extérieures, sont dotés de portes (*gapura**) qui marquent le point de passage entre l'univers familier de la communauté et le monde extérieur potentiellement hostile (SULLIVAN, 1992). Elles prennent généralement la forme de deux piliers disposés de part et d'autre de la rue, souvent reliés par un fronton et dotés d'une barrière que les habitants de service de *ronda malam** ferment à la nuit tombée[997]. Or, fait rare en zone urbaine à Java, les points d'accès sont à Terboyo dépourvus de *gapura,* à l'exception de l'entrée Jl. 18 où elle est réduite à sa plus simple expression. C'est d'autant plus symptomatique que l'environnement potentiellement hostile que constituent la route à grand passage, la gare routière et les zones industrielles, avec leur cortège de nuisances et d'inconnus possiblement malveillants auraient pu motiver la construction de portes marquant explicitement les limites protectrices du quartier. Or, malgré l'insécurité dont font état plusieurs témoins, le quartier reste ouvert de jour comme de

996 Entretien avec Bpk Purmanto (11C) le 15 août 2017, qui reconnaît cependant qu'hormis cette entorse aux règles, aucun conflit avec les locataires de *kos** n'est à déplorer.

997 Ces *gapura** sont toujours décorés avec des motifs et un style correspondant à l'image que la communauté résidant dans le *kampung** entend donner d'elle. Elle pourra ainsi mettre en avant son identité ethnique, sa ferveur patriotique ou sa piété. La taille, le niveau d'ornementation et l'état d'entretien des *gapura** sont en général un bon indicateur de la cohésion de la communauté et de la conscience qu'elle a de son rapport avec son environnement urbain.

nuit, sans contrôle d'accès physique ni humain puisqu'il n'existe plus de ronde de nuit. Si l'on se réfère à la dimension symbolique du *gapura**, cela trahit à la fois un manque de cohésion interne à la communauté et une difficulté à penser collectivement le monde extérieur, il est vrai profondément bouleversé par l'industrialisation.

Photo 49 : L'unique *gapura marquant la séparation entre Terboyo et l'environnement urbain, à l'extrémité sud de Jl. 18**

Source : Google Earth 2018

Une érosion des valeurs traditionnelles et des mécanismes de solidarité

On aurait pu s'attendre à ce qu'un tel isolement aille de pair avec une affirmation de valeurs endogènes au quartier face au monde extérieur. A Terboyo, la langue privilégiée est le javanais, y compris par les enfants (l'indonésien étant limité aux échanges avec les étrangers), signe à la fois de l'introversion de la communauté et possiblement d'un certain manque de confiance en soi[998]. En revanche, les référence aux arts traditionnels javanais (musique, danse, art martial, etc.) sont rares ; nous n'avons pas vu les cages à oiseaux (loisir répandu s'il en est à Java) ; il n'existe pas de terrain où pourraient se pratiquer les habituels sports populaires (football, volleyball, badminton). Les jeunes semblent investir l'essentiel de leurs économies dans la moto, véritable objet de culte. C'est souvent le cas dans les quartiers populaires, en ville comme à la campagne, mais l'engouement semble particulièrement prononcé ici. Il s'agit du premier poste de dépense non-alimentaire, loin devant l'équipement du foyer et il arrive que des familles relativement aisées (comme celle de Bpk Yudi, 14C) en possède 2 ou 3. Les deux-roues sont soigneusement décorés de motifs bariolés, astiqués chaque dimanche et fièrement exposés dans les rues du *kampung**. Ce rapport interpelle compte tenu de la pauvreté

998 Bpk Yudi (14D) par exemple qui parle pourtant indonésien se sent plus à l'aise pour s'exprimer en javanais, même dans les réunions officielles auxquelles il participait en tant que délégué syndical des pêcheurs.

de la population, de l'existence de transports collectifs relativement efficaces (bus *TransSemarang* et minibus urbains) et de la faible mobilité des habitants, dont peu ont à faire à l'extérieur du quartier. Comme si ce signe extérieur de motricité symbole de liberté individuelle répondait à un besoin d'émancipation (ou plutôt, d'affichage de ses capacités d'émancipation) du quartier plus important ici qu'ailleurs.

Photo 50 : Loisirs et sociabilités à Terboyo : Adolescents posant devant leurs scooters Jl. 11 (à gauche), femmes bavardant sur une terrasse Jl. 14 (au milieu) et enfant jouant avec des échasses utilisées pendant les crues Jl. 15 (à droite)

Source : Julien Birgi mai 2017)

Le fait que la population de Terboyo passe le plus clair de son temps sur place n'implique pas pour autant que les pratiques sociales y soient plus intenses qu'ailleurs. Contrairement aux autres sites étudiés, les activités communautaires sont assez rares à Terboyo (à l'exception des activités religieuses, comme nous le verrons plus loin). Celles du *PKK** sont circonscrites à la sphère domestique et ne traitent pas les problèmes concrets du quartier. Les réunions (qui n'ont pourtant lieu qu'une fois par mois) sont considérées comme ennuyeuses. Peu d'habitantes acceptent de dépenser 10 000 Rp en ayant le sentiment d'y perdre leur temps[999]. Il n'y a pas d'autre organisation sociale active dans le quartier. Les *slametan** ne sont pas aussi répandus qu'ailleurs, même si les habitants mettent un point d'honneur à célébrer les deux moments incontournables que sont le jour de l'indépendance (*17-an**), à l'occasion duquel le quartier est entièrement pavoisé, et le jour de l'An du calendrier javanais (*Malam Satu Suro** ou *Satu Muharam**). Ces festivités sont organisées au niveau de chaque *RT.** ou rue par rue pour les plus peuplés d'entre eux[1000]. Mais en-dehors de ces deux temps forts de

[999] Entretien avec la femme de Bpk Purmanto (11C), le 15 août 2017.

[1000] Comme l'explique Ibu Sofi (01B), « les femmes cuisinent ensemble », parfois sous la surveillance de femmes plus âgées, comme nous avons pu le constater pendant l'entretien avec 12A. Dans son *RT.** (le RT. 03 RW. 04), « chacun des 25 000 ménages s'investit et donne 25 000 Rp, utilisés pour acheter des drapeaux et des hampes en bambou, et 1 Kg. de riz pour le repas. Ceux qui ont chez eux des ustensiles de cuisine adaptés (grosses marmites, réchauds, poêles) les prêtent. Les personnes chargées de cuisiner viennent alternativement de Jl. 12 et Jl. 13. Ce sont les femmes les plus jeunes, supervisées par une voisine plus âgée. Faute d'espace, tous les habitants mangent ensemble dans la rue ». Pendant que les femmes s'affairent à cuisiner, les hommes

l'année, les manifestations de solidarité sont plus rares qu'ailleurs. Les tontines sont plus espacées et les montants plus modestes[1001]. Ibu Warsiyan (05A1) regrette le relâchement des activités collectives, qu'elle explique par le fait que certaines familles n'ont pas les moyens de payer les contributions attendues[1002]. De manière générale, les personnes enquêtées semblent plus calculatrices qu'ailleurs vis-à-vis des gains individuels qu'ils peuvent espérer des activités collectives et expriment une certaine défiance à leur égard, à rebours de l'idéal communautaire promu par l'Etat. Ibu Kumsatun (12B) reproche ainsi au chef de son *RT.** et à son épouse (de fait responsable en cette qualité de la section du *PKK* pour le *RT.*) de népotisme[1003]. Bpk Murchamdan (01A) reconnaît que depuis qu'il a été élu chef de son *RT.*, son « épouse devrait se rapprocher davantage des voisins et être active dans des activités sociales, y compris via le *PKK*, mais aussi tout simplement pour partager des moments avec les gens »[1004]. Il en va de même pour le travail communautaire (*kerja bakti**). Un témoin nous a dit que les habitants s'impliquaient dans les travaux d'aménagement menés par la municipalité de Semarang, mais nous n'avons pas pu le vérifier : seuls des ouvriers rémunérés travaillaient lors de nos passages sur site. Fait rare dans un *kampung*,* qui plus est dans un secteur de la ville réputé confronté à de l'insécurité, il n'existe pas de service de ronde de nuit (*siskamling** ou *ronda malam**) côté Terboyo-Wetan, soi-disant parce que les hommes travaillent et ne peuvent se mobiliser la nuit[1005]. Certains individus indiquent prêter main forte[1006] ou recevoir de l'aide[1007] des voisins (qui sont souvent aussi des parents proches, étant donné le processus d'installation des fratries sur le terrain des parents) à l'occasion de travaux de rénovation de maisons. Mais le manque de solidarité est expressément regretté par plusieurs témoins – ce qui détonne dans un contexte javanais dont les conventions invitent à démontrer l'harmonie supposée régner dans sa communauté – et ce y compris au sein des clans[1008].

décorent les rues du *RT.* en groupe (*secara gotong-royong**). Le repas cérémoniel est ouvert par le chef du *RT.* ou, le cas échéant, par une personnalité locale, comme un *Haji** (personne ayant accompli le pèlerinage à La Mecque).

1001 Dans le *RT.** où vit Bpk Purmanto (11C) par exemple, le gagnant du tirage au sort empoche 300 000 Rp (qu'il a pour sa part consacré à l'achat de matériaux de construction pour sa maison).

1002 Une des femmes interrogées (qui a souhaité conserver l'anonymat sur ce point) explique qu'elle redoute de ne pouvoir acquitter chaque mois la participation de 20 000 Rp pour les 3 tontines organisées chaque mois (au niveau des femmes de son *RT.*, au niveau des hommes du *RT.*, et au niveau du *RW.*).

1003 Elle emploie l'expression *pilih-kasih*,* qui signifie « choisir à qui on donne », et se plaint par ailleurs de l'iniquité des contributions qui lui sont imposées : « lors de la fête de l'indépendance, j'ai dû payer la contribution entière pour mon mari, la famille de mon fils et moi (soit 50 000 Rp et 1 Kg de riz) alors que nous n'avons pas pu participer à la cérémonie parce que mon mari était malade » (entretien avec Ibu Kumsatun (12B) le 16 août 2017).

1004 Entretien avec Bpk Muchramdan (01A) le 13 septembre 2017.

1005 Une *ronda malam** est par contre organisée à Trimulyo, indemnisée par une contribution de 300 Rp/nuit/famille.

1006 Par exemple 20C, mais le fait qu'il soit également chef de son *RT.** en fait un cas à part, tenu de montrer l'exemple.

1007 Ibu Ana (13A) par exemple, qui a offert en retour boissons et cigarettes (entretien le 16 août 2017).

1008 Ainsi, bien que veuve avec 2 enfants à charge, Ibu Warsiyan (05A1) les élève sans aide de ses proches. Il en va de même pour Ibu Suyati (15A), qui cuisine séparément de sa fille alors même qu'elles vivent sous le même toit.

C'est dans la gestion des déchets que se manifeste le plus clairement la faible mobilisation collective des habitants. Généralement, les *kampung** frappent par leur propreté et le soin apporté à l'entretien des rues. Cela s'explique par la gestion communautaire des déchets ménagers, dont la collecte en porte-à-porte est assurée par des chiffonniers et, pour les déchets non valorisables, par un éboueur payé par les cotisations des habitants *RT.** par *RT.* Pas à Terboyo où les déchets sont jetés dans la rue et obstruent les canalisations, aggravant le problème d'écoulement des eaux usées, ou sont jetés en cachette la nuit dans les terrains marécageux[1009] où ils s'accumulent. Cela contribuer à aviver les tensions de voisinage sur arrière-plan de fortes inégalités sociales, comme lorsque Ibu Kiswanti (06B), par ailleurs pauvre, rechigne à ramasser les déchets devant chez elle, provoquant les réprimandes colériques (comportement atypique à Java) d'Ibu Yanti (06C), nettement plus aisée[1010]. Ce n'est que quand le problème devient trop critique que les habitants finissent par cotiser 5 000 Rp chacun pour payer un éboueur.

Photo 51 : Déchets stagnant dans le caniveau Jl. 07, au niveau de la maison 07A (à gauche) et panneau interdisant le dépôt d'ordures posé par un riverain Jl. 01 (à droite)

Source : Prita Ramadiani, September 2017

La conséquence de ces tensions sociales est que les individus se replient sur la famille nucléaire, qui prend nettement le pas sur le clan. Contrairement à Bangkongsari et Tambakroto, les habitants de Terboyo citent plus spontanément leurs parents, leurs enfants et leur fratrie que les « amis » (*teman**) (au sens élargi de proches, de membres du clan), qui sont rarement mentionnés (et seulement par des personnes plutôt aisées, comme 11.1A et 11B). L'intensité des liens intrafamiliaux est facilitée par le processus de lotissement des terrains

[1009] Entretiens avec Bpk Murchamdan (01A) le 8 mai 2017 et Ibu Kumsatun (12B) le 16 août 2017.

[1010] Les récriminations de certains ne les empêchent pas de se livrer aux mêmes comportements, à l'image d'Ibu Kumsatun (12B) qui se plaint des dépôts sauvages alors que nous l'avions surprise la veille en train de jeter des déchets dans le marécage en face de sa maison.

familiaux, que l'on retrouve certes à Tahunan, à Bangkongsari et à Tambakroto, mais dans un environnement moins hostile et moins dense. Au sein de ces familles, les femmes partagent les tâches domestiques, y compris d'une génération à l'autre (ce qui n'est pas si fréquent ailleurs). Si l'on se réfère à l'effort financier consacré en argent de poche par les ménages majoritairement pauvres de Terboyo, les enfants y semblent particulièrement choyés. Les voire quitter le quartier une fois adultes préoccupe les parents qui, à de très rares exceptions près[1011], tiennent à ce qu'ils restent près d'eux[1012] malgré les conditions de vie très difficiles et le peu de perspectives qu'offre le quartier.

Cette société en panne de perspectives, inégalitaire et plus individualiste qu'ailleurs est propice aux tensions. Entre autres exemples, Bpk Murchamdan (01A) espère que la délinquance qui sévit aux environs[1013] ne va pas affecter l'image de toute la communauté. Bpk Sujarwo (11B) qui, souvenons-nous, s'est installé ici en 1992 en investissant toutes ses économies dans sa maison, considère que « Terboyo est un bidonville (*slum**) où la nouvelle génération n'est pas "évoluée", tant du point de vue de l'éducation que du travail », si bien qu'il empêche ses enfants de fréquenter les jeunes du coin.

La religion comme planche de salut

La vie religieuse locale est animée par la *NU** qui gère de nombreux équipements. La mosquée *Baitul Izzah* (implantée avant l'indépendance) est le centre spirituel et social du quartier. On compte également une mosquée au nord du site (achevée en 2017), 2 oratoires, 1 orphelinat accueillant 60 enfants, 1 école maternelle privée[1014], 1 ensemble école primaire-collège coraniques[1015] qui accueille 170 élèves pour les cours le matin (de 7h00 à 13h00) et 150 pour la lecture du coran l'après-midi (de 15h00 à 17h00), et une école coranique de

[1011] Bpk Sujarwo (11B) essaie d'empêcher ses enfants de nouer des liens trop étroits avec les enfants locaux dans l'objectif de les encourager à quitter le quartier pour chercher plus tard de meilleures opportunités. Il s'agit cependant du profil atypique d'un fonctionnaire à la retraite qui a emménagé ici pour des raisons économiques. Totalement coupé de la communauté, il est un des rares habitants dont toutes les sociabilités (professionnelles, familiales, amicales) se situent en-dehors du quartier.

[1012] « Que l'on ait ou non de quoi manger, l'important, c'est d'être ensemble » (*makan rak makan sing penting kumpul*)* (entretien avec Bpk Anwari, 11A, le 15 August 2017). Quant à Ibu Mutmainah (14D), elle interdit à ses deux adolescents de sortir.

[1013] Une donnée confirmée par Ibu Eny (A39), officier de la police nationale qui a longtemps exercé au commissariat de Genuk.

[1014] Cette école maternelle (*Transitional Kindergarten, TK*) *Tarbiyatul*, de type *madrasa** (école de jour), est gérée par la fondation *Yayasan Pendidikan Muslimat**, dans la mouvance du *NU*. Elle vient d'être rénovée dans le cadre du programme *Kota Kita** (« notre ville ») conjoint entre le ministère indonésien des Travaux publics et du logement social et la Ville de Semarang.

[1015] L'école primaire (*SD*), ouverte en 2001, et le collège (*SMP**) *Hasanuddin*, de type *madrasa** également, sont gérés depuis la fin des années 2000 par une fondation créée ad-hoc, *Yayasan Miftahul Ulum (YMU)* qui émane elle aussi du *NU*. 14 des 18 enseignants n'habitent pas dans le quartier et un seul (Bpk. Shobirin) est né à Terboyo. Le fonctionnement de l'école est financé par l'Aide gouvernementale au fonctionnement des écoles (*Bantuan Operasional Sekolah, BOS**) et des dons « préférés à des frais de scolarité qui pénaliseraient les familles les plus pauvres » (source : entretien avec Bpk Zam, vice-directeur de l'école primaire *Hasanuddin* et du collège éponyme, le 13 mai 2017).

type *pesantren**[1016] accueillant 70 pensionnaires. Cette offre éducative pourtant étoffée peine à satisfaire la demande[1017], et ce malgré la pauvreté du quartier[1018], si bien que ces établissements ont dû être agrandis[1019]. Ces projets ont été fédérateurs pour mobiliser la communauté[1020], contrairement aux travaux de voirie ou de nettoyage des rues. La mosquée Baitul Izzah elle-même a été rénovée en 2001 grâce à des dons qui ont pu atteindre la somme considérable de 5 millions de Rp par semaine[1021]. La communauté assure également la protection des lieux de culte contre le *rob** et l'entretien des *musholla** (édifiées sur du foncier donné de main morte (*wakaf**))[1022]. Ces lieux de culte et d'enseignement sont les véritables pôles d'animation du quartier. La

[1016] Le *pondok pesantren* Miftahul Ulum* fut ouvert en 1986 dans la maison d'un couple de descendants de leaders religieux respectés. Bpk K.H. Nur Badri vient de la ville sainte de Kudus et son épouse Ibu Nyai la fille d'un *Kyai** du *Kauman** (le vieux quartier arabe, près de la mosquée) de Semarang. Un dortoir a été édifié à côté de leur maison pour accueillir les premières élèves, puis 100 m. plus loin, un dortoir pour les garçons. Le dortoir des filles ayant sombré sous l'effet du *rob*,* le rez-de-chaussée a été transformé en bassin piscicole. 60 filles sont encore hébergées aux 1er et au 2ème étages (dont seulement 10 viennent de l'arrondissement de Genuk et 25 de la régence de Demak). Le dortoir est gardé par un concierge. Celui des garçons accueille 12 élèves. L'admission est gratuite : chaque élève doit simplement venir avec ses effets personnels, le riz pour sa pitance et un peu d'argent pour les dépenses courantes (50 Rp/jour pour l'électricité, 15 Rp pour le gaz, 2 000 Rp pour un savon, de quoi acheter des épices, etc.). Ils rentrent chez eux 4 fois par an, notamment pour le premier jour du *Lebaran** (*Hari Idul Fitri**).

[1017] Le succès de l'école primaire et du collège *Hasanuddin* s'explique d'abord par la proximité de l'établissement, très appréciée par les parents dont l'activité ne permet pas de conduire leurs enfants à l'école à l'extérieur du quartier (entretien avec Bpk Budi Setiawan (17A) le 15 juin 2017). Les parents d'élèves se reconnaissent également dans cette école qu'ils ont contribué à édifier (entretien avec Bpk Yudi (14D) le 21 août 2018). « Bien qu'empreint de l'idéologie traditionnaliste du *NU** » (formulation qui dénote l'image archaïque dont pâtit le mouvement par rapport au courant de la *Muhammadiyah**), l'enseignement qui y est dispensé est réputé « d'une qualité équivalente à celle des autres établissements » (entretien avec Bpk Murchamdan (01A) le 13 septembre 2017).

[1018] Effectivement, quand bien même les frais d'inscription sont à la discrétion des parents d'élèves, la scolarisation dans cet établissement privé peut s'avérer plus coûteuse que dans l'enseignement public pour les familles les plus pauvres.

[1019] Par la municipalité de Semarang pour *TK* Tarbiyatul* et grâce à des dons, en 2006, pour l'école et le collège Hasanuddin.

[1020] La section jeunesse de la fondation *YMU* a collecté 100 000 Rp/mois auprès des familles (avec des possibilités d'échelonnement des paiements) et jusqu'à 3 Kg de poisson auprès des pêcheurs du village, complétés par les dons faits dans les troncs (*jimpitan**). La construction a été assurée par du travail communautaire (*kerja bakti**). Cette mobilisation a permis de construire 10 classes supplémentaires et 1 bureau en à peine plus de 2 ans. A l'issue des travaux, une fondation (*Yayasan**) fut créée pour gérer l'établissement, si bien que les habitants ne sont plus appelés à intervenir dans son fonctionnement. Mais cette histoire montre combien ils se sont investis à moment donné pour permettre à leurs enfants d'être scolarisés.

[1021] Entretien avec Bpk Murchamdan (01A) le 13 septembre 2017.

[1022] En 2007, une mosquée imposante de style arabe a été édifiée par la fondation *Thoriqoh Shiddiqiyyah* (un mouvement différent du *NU*) à l'est du site, en vis-à-vis de l'entrée de la zone industrielle *KIT*. Selon Bpk Murchamdan (01A), « les habitants des quartiers de Terboyo-Wetan et Trimulyo n'y vont jamais, hormis Pak Agus Zaenal, le doyen du RW. 04 Trimulyo, qui est l'administrateur de la mosquée » (et dont on peut imaginer qu'il a joué un rôle dans l'implantation dans son *RW.*). Bien que convié à y prier, Bpk Murchamdan explique que « les principes y diffèrent des leurs [fait-il référence à sa famille, à son clan, ou à tous les habitants du quartier ?], si bien qu'[il] n'est pas resté jusqu'à la fin de la célébration ». Il souligne le caractère hors-sol de

mosquée *Baitul Izzah* est fréquentée par un millier de fidèles pour la prière du vendredi. Située en son cœur, le long de Jl.00, *TK* Tarbiyatul* voit converger mères d'élèves, vendeuses ambulantes de friandises et enfants. Même s'ils passent le plus clair de leur temps à lire le Coran, n'étant autorisés à sortir que pour faire quelques emplettes dans les épiceries voisines, les élèves du *pondok pesantren** s'impliquent dans la vie spirituelle du quartier. Tous les dimanches, ils participent ainsi à la prière collective (*pengajian**) chez Bpk H. Kholid, ainsi qu'aux célébrations religieuses organisées dans le quartier, à l'occasion d'un décès par exemple. Le deuxième jour du *Lebaran**, ils veillent à serrer la main de chaque habitant de Terboyo (*halal bi hlal**). Quant à la *mushola** située dans le dortoir des filles, elle est accessible aux femmes du quartier pendant le *Lebaran** pour prier (*Sholat Tarawih**).

Les prières collectives (*pengajian**) sont plus fréquentes à Terboyo que dans les autres sites et rassemblent très au-delà du quartier[1023]. Des séances de *pengajian* se déroulent par ailleurs le samedi soir au niveau de chaque *RT.**, auxquelles participent la plupart des riverains (soit une trentaine de personnes chaque semaine). On prie également à la fin des réunions de *RT.* et des sessions de *arisan*.* Et cela sans compter les prières (*Yasin**) que récitent les proches – parents et voisins – quand survient un décès. Ces *pengajian* (davantage que les *arisan* et les réunions du *PKK*, moins fréquentés) sont considérées comme des moyens d'intégration des nouveaux venus. Les fidèles font des dons à la hauteur de leurs maigres moyens (5 000 Rp à chaque séance. On donne également pour les orphelins aux grandes occasions (*10 Muharam*,* fête de l'indépendance, Ramadan). Inversement, les organisations religieuses viennent en aide aux plus pauvres. A l'occasion de *Iedul Adha**, la section *Thoriqoh Siddiqqiyah* de Semarang donne ainsi de l'argent à des pauvres du quartier, qu'elle sélectionne à sa discrétion. La religion apparaît ainsi aux habitants comme une alternative pour affirmer leur dignité et accéder à une respectabilité autre que par la réussite économique, les activités communautaires ou le cadre de vie. Ce que résume Ibu Solikkah (07A) en affirmant que « Terboyo est une bonne communauté, religieuse »[1024].

cette mosquée : « beaucoup de fidèles garent leur voiture devant la mosquée. Un habitant de Trimulyo a été engagé comme garde. Quelques événements sont organisés pour les habitants des environs, et ils font des dons pour seulement 10 orphelins qu'ils sélectionnent (*pilih-pilih**) systématiquement » (entretien le 13 septembre 2017).

[1023] Celles qui se tiennent 2 fois par semaine à la mosquée de *Baitul Izzah* (les mardis, vendredis, et certains dimanches (*Minggu Legi**)) attirent des fidèles de tout le *Kelurahan** de Trimulyo. Quant à celles dirigées par Hi Fadila du mouvement Muslimat NU, elles rassemblent jusqu'à 200 personnes le Jeudi soir. Des *pengajian** réunissant les femmes à l'échelle du *Kelurahan** de Terboyo-Wetan ont également lieu chaque dimanche après-midi. On y récite le *Yasin*,* (rituel consistent à énoncer le nom des morts typique du soufisme javanais pratiqué par le *NU*), la 36ème sourate du coran et le *Tahlil** (prière récitée en l'honneur des défunts 7 jours, 40 jours et 100 jours après leur décès).

[1024] Entretien le 12 juillet 2017.

Un futur en impasse ?

En dépit ou à cause des conditions extrêmement dures imposées par le *rob*,* la plupart des habitants de Terboyo éprouvent de grandes difficultés à se projeter. La menace du *rob* place les habitants et les entrepreneurs dans une situation de constante insécurité, peu propice à l'échafaudage de projets[1025] : toute l'attention est concentrée sur la priorité d'échapper à l'inondation en surélevant sa maison, ce qui permet dans le meilleur des cas d'en profiter pour en tirer des revenus via la location de *kos*.* Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, plus faible ici qu'à Bangkongsari, est révélateur d'un manque de confiance dans l'avenir et la capacité à progresser dans l'échelle sociale autant que de la pauvreté des habitants s'en trouve considérablement réduite[1026]. Une fois diplômés du secondaire, les adolescents s'empressent de décrocher un emploi qui sera de fait peu qualifié, d'autant plus que leur horizon de recherche est très local, limité au quartier et aux zones industrielles environnantes. Cet horizon rétréci est une des principales différences avec les villages périurbains comme Tambakroto où, si l'emploi « alimentaire » peu qualifié est également la norme pour les jeunes, ils n'hésitent pas à le trouver dans une aire géographique bien plus étendue.

Terboyo incarne ainsi la trajectoire en impasse d'un village submergé par une industrialisation à outrance et le développement des infrastructures de transport de la grande ville. Le mode de développement, planifié dans « les règles de l'art » et fondé sur un partenariat public-privé formalisé, a abouti par un *zoning* monofonctionnel à grande échelle à enclaver un village autrefois agricole jusqu'à l'étouffement, brisant la dynamique positive d'intégration économique des autochtones et des migrants qui avait prévalu aux débuts du processus. De ce point de vue, ce cas apparaît comme un contre-exemple où les effets pervers de l'industrialisation formelle finissent par l'emporter sur les bénéfices socioéconomiques espérés.

[1025] Bien que né ici, Bpk Taufik (01C) aspire à déménager, ce qui explique qu'il ne cherche pas à étendre sa maison pour mieux concilier son activité de fabrication de meubles avec sa vie privée.

[1026] Modulo l'appoint des modestes activités vivrières encore possibles grâce à la préservation d'un socle naturel qui a disparu à Terboyo, le revenu des habitants de Bangkongsari travaillant dans l'industrie ou l'économie informelle n'est pas plus élevé qu'à Terboyo.

Synthèse de la partie 3 : 3 systèmes productifs distincts

Cette immersion au cœur des lieux où sont produits les meubles nous a permis de révéler la pluralité des trajectoires des communautés nourries par l'industrialisation. Les structures sociales préexistantes, la manière dont l'espace a été investi, les modalités d'implantation des unités de production nourris par les actions de certains individus ont œuvré pour façonner des systèmes productifs contrastés à partir d'une même activité.

Tahunan offre un exemple spectaculaire de *cluster* intensif en main d'œuvre exposé aux soubresauts du marché mondial. Les règles sociales commandant la conduite des affaires y ont été réduites à l'extrême, générant un espace ultralibéral au sein duquel les facteurs de production – matières premières, main d'œuvre, produits semi-finis, *design*, clients, foncier et immobilier, capitaux, etc. – peuvent être continuellement réaffectés par la réallocation constante des relations contractuelles, de manière à optimiser la création de valeur à court terme. Cette jungle économique s'appuie sur un socle de valeurs traditionnelles régissant la vie sociale en-dehors du travail, qui apporte la stabilité requise pour préserver le vivre-ensemble et assurer les solidarités nécessaires pour faire face aux chocs économiques ; il constitue une expression originale du « contrat social requis pour lubrifier la flexibilité » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 6). L'alliance de ce libéralisme entrepreneurial atypique à Java et d'un conservatisme social typique de l'univers villageois javanais paraît parfaitement adapté à l'économie mondialisée. Cette **« flexisécurité à l'indonésienne »** concilie en effet réactivité et compétitivité fondée sur le prix d'une part et une stabilité sociale indispensable à la conduite des affaires dans la durée d'autre part. La morphologie du territoire mis à contribution par la production reflète cet alliage atypique qui s'exprime dans la forme de la treille, ce maillage viaire hiérarchisé sur lequel se greffent les cellules sociales des clans. Cette forme très particulière optimise l'infrastructure au service de la cinétique des matériaux, de l'information et de la main d'œuvre, assure la mise en scène des produits et des compétences, avec toute la flexibilité dont a besoin une activité volatile ; mais elle permet également de maintenir la cohésion familiale et sociale de clans ancrés dans leur village. En ce sens, le territoire physique (de manière générale très peu étudié par la littérature sur les districts et les *clusters*, rappelons-le) apparaît comme un levier complémentaire à l'histoire et aux sociabilités à l'œuvre dans les systèmes productifs locaux.

Bangkongsari est un village frontière, né du mariage entre une population locale d'agriculteurs désireux de construire leur maison et de migrants économiques en quête d'emplois industriels. Une communauté hybride s'est forgée dans le dessein commun d'un autoaménagement orchestré par une poignée de personnalités charismatiques. L'industrialisation a à la fois profité et contribué à cette dynamique en tirant parti des infrastructures aménagées et en créant des emplois. La prise en main de son développement a indéniablement permis à la communauté villageoise d'acquérir des compétences et des connaissances qui l'aident aujourd'hui à pratiquer l'espace métropolitain de Semarang pour en mobiliser les ressources. Au fil du

temps et de l'enrichissement des habitants, l'informalité a progressivement cédé du terrain à une « normalisation » de l'usage de la terre (émergence d'un marché immobilier), de la gestion des infrastructures (transférée à la municipalité) et des modes de vie (effritement des pratiques collectives au profit d'une consommation individuelle). Ce processus a été accéléré par la résidentialisation de l'économie, qui a pris le relai de l'industrialisation. Il s'agit d'un processus de « formalisation » (en référence à la notion d'économie informelle) de l'économie par lequel l'agriculture et les premiers emplois industriels laissent la place au salariat ouvrier ou tertiaire, l'autoproduction de terrains viabilisés au marché immobilier et la gestion communautaire des communs aux services publics municipaux. Aujourd'hui encore, l'équilibre entre potentiel vivrier offert par les terres préservées, emploi industriel et économie de services offre une qualité de vie nettement supérieure à celle de Terboyo, alors que les revenus nominaux des habitants sont très comparables : quoique massive et soudaine, l'industrialisation n'a pas gommé les structures spatiales préexistantes. Mais les dynamiques industrielle et résidentielle continues et la réalisation d'infrastructures d'envergure métropolitaine autour du village exercent une pression telle sur les ressources foncières et le capital social commun des habitants compromettent les fondamentaux qui ont permis le développement du village. Bangkongsari est aujourd'hui exposé au risque d'une trajectoire « à la Terboyo »[1027].

Terboyo est le site qui a été impacté le plus tôt et le plus en profondeur par l'industrialisation. En à peine une génération, la structure de l'emploi a été bouleversée, les paysans et les pêcheurs laissant place aux ouvriers qui représentent plus de la moitié des emplois. A la différence des autres cas, les usines se sont implantées dans de grandes zones industrielles qui ont littéralement enclavé le village existant, imposant une croissance intra-muros jusqu'à effacer tout vestige des activités passées. La densification y atteint des records[1028], conséquence logique d'un rapport entre la quantité d'espace préexistant à l'industrialisation et le nombre d'emplois créés par cette dernière, sensiblement plus faible qu'à Tahunan ou à Bangkongsari. Après une première phase de croissance alimentée par les opportunités d'emplois et la disponibilité de terrains pour l'implantation de migrants économiques (au cours de laquelle Terboyo a suivi une trajectoire assez comparable à celle constatée à Bangkongsari), le village a stagné, puis décliné. Les principales raisons sont a priori exogènes : le *rob** a chassé beaucoup d'usines qui n'ont pas été remplacées ; la concurrence des migrants pendulaires de Demak a exclu de nombreux habitants du marché local de l'emploi ; l'enclavement a limité les alternatives vivrières ou tertiaires, dans un horizon géographique étriqué qui ne va guère au-delà des zones industrielles alentours ; les inondations ont empêché le quartier d'entrer dans une dynamique résidentielle comme à Bangkongsari. Pourtant, à y regarder de près, ces facteurs ont été amplifiés par la forme qu'a prise l'industrialisation : les grandes zones et les infrastructures issues d'une planification urbaine et d'un aménagement formel ont plaqué de vastes espaces monofonctionnels interdisant la polyactivité, le tissage de

[1027] Modulo le facteur (il est vrai assez déterminant) du *rob**.

[1028] La pression foncière est telle que des maisons ont été construites y compris sur le cimetière qui jouxtait l'école coranique (actuellement site 03C).

liens économiques avec de petites entreprises, ou la reconversion des usines obsolètes ; la rigidification de l'espace pénalise plus encore le vieux village de Terboyo, engoncé dans son réseau de ruelles irrégulières peu praticables qui complique les efforts de reconversion ; ces zones de grande dimension ont été aménagées sur des espaces naturels, seuls à même d'offrir la superficie requise, aggravant les inondations et la pollution et, par suite, alimentant la spirale négative. Face à cette donne, et contrairement à une certaine littérature indonésienne faisant l'éloge des supposées capacités de résilience des Indonésiens (MILADAN, 2016), les habitants adoptent des stratégies majoritairement individuelles : ceux qui le peuvent émigrent, les autres se replient sur leurs seuls actifs (famille nucléaire et logis). Les liens sociaux s'érodent et seule la religion semble émerger comme support de sociabilités. C'est que la relative sécurité qu'est sensée apporter le statut d'ouvrier salarié est souvent contournée par des usines qui font peu de cas des relations avec les communautés voisines. Il reste à voir si, dans les années à venir, les travaux de lutte contre les inondations menés par la municipalité de Semarang seront de nature à inverser la donne. On peut en douter, eu égard à l'ampleur de la tâche qui concerne non seulement le quartier mais aussi les zones industrielles alentours. Mais même si les travaux parviennent à prendre de vitesse l'affaissement des sols et la montée des eaux, on pourra s'interroger sur le coût de cette industrialisation supporté par la collectivité 30 ans après son implantation.

Partie 4. Qualités des systèmes productifs à l'aulne de paramètres de territorialité, de durabilité et de « résilience »

Après avoir brossé le tableau économique, sociétal et physique dans lequel s'inscrit l'industrie du meuble du nord de Java-Centre (partie 1), puis analysé les interactions au fil du temps entre les structures constitutives des systèmes productifs (partie 2), nous venons de nous pencher sur 3 cas plus contrastés que n'auraient pu le laisser augurer une même activité dans une même région. Cela pose la question de l'évaluation de ces configurations par rapport à l'objectif de développement durable local énoncé dans l'hypothèse de départ. Autrement dit, dans quelles conditions les formes d'organisation de la production en apparence moins performantes que les modèles industriels les plus répandus, façonnent-elles une ville plus sobre, plus durable et mieux à même de s'adapter aux chocs, et ainsi s'avérer in fine plus bénéfiques au territoire et aux populations.

Essayer de répondre à cette question suppose au préalable de définir les critères de « performance » des systèmes productifs, ce qui va nous amener à discuter des concepts de territorialité (chapitre 4.1), d'externalités pour le développement humain (chapitre 4.2), de durabilité (chapitre 4.3) et de résilience (chapitre 4.4).

Chapitre 4.1 : Performance des systèmes productifs à l'aune de la territorialité de la création de valeur

L'économie spatiale montre que la création de valeur est globalement plus inégalement répartie que la population et l'emploi. Elle démontre également qu'il existe des écarts potentiellement importants entre la production de richesse et le revenu issu de cette richesse disponible sur un territoire donné. Or, c'est ce dernier indicateur qui nous intéresse in fine pour évaluer la dynamique de croissance des territoires étudiés. Ce chapitre propose par conséquent de partir de la valeur générée par l'industrie du meuble dans le nord de Java-Centre pour, d'une part en distinguer les différents bénéficiaires, et d'autre part identifier parmi ces bénéficiaires ceux qui appartiennent au territoire local.

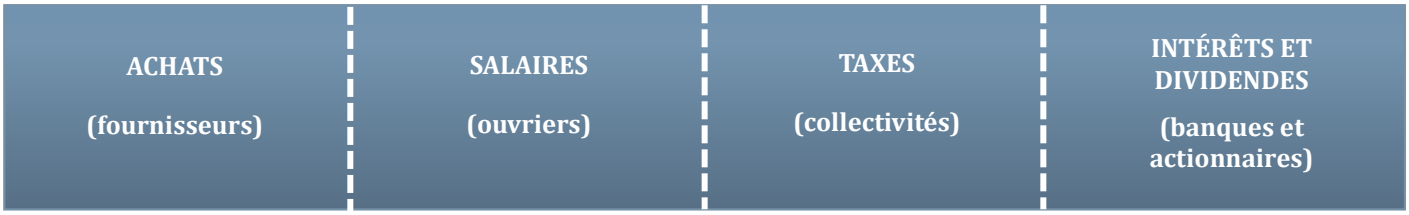
Comment mesurer la création de valeur ?

Du chiffre d'affaires (CA) à la valeur ajoutée du système productif (VASP)

Pour identifier les bénéficiaires de l'industrialisation, le plus simple est de se référer à la chaîne de valeur de la production (cf. Figure 35 ci-dessous). La création de valeur par le système productif est en effet égale à la somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des entreprises qui le composent, c'est-à-dire à « la richesse produite lors du processus de production », qui « traduit le supplément de valeur donné par l'entreprise par son activité (le travail) aux biens et aux services en provenance des tiers. Elle se répartit ensuite entre revenus

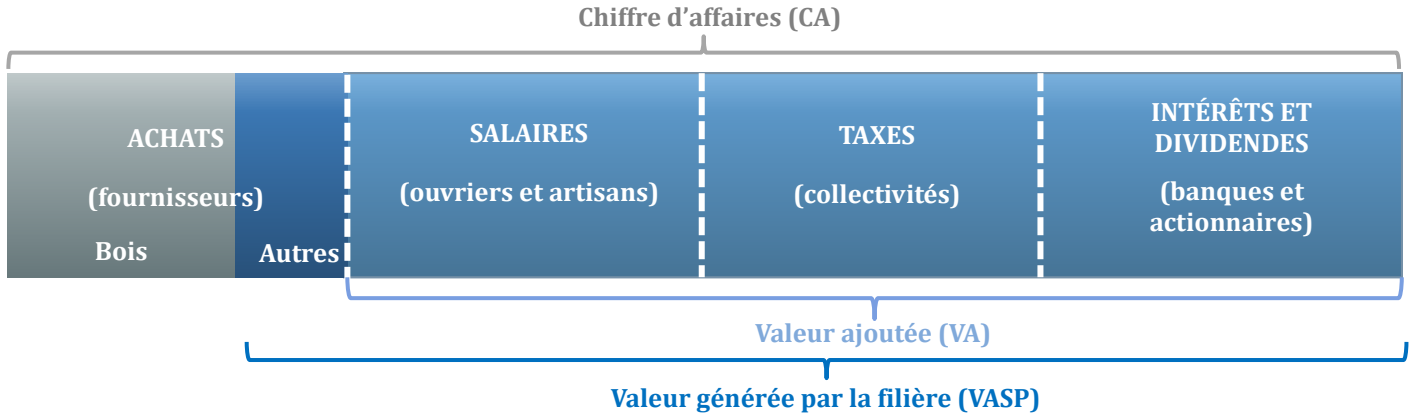
du travail, revenus du capital, et prélèvements par l'État »[1029]. Il faudrait donc pouvoir mesurer la valeur ajoutée créée par tous les intervenants de la filière, non seulement les entreprises donneurs d'ordre mais aussi les fournisseurs de biens et de services de toutes tailles avec lesquels elles travaillent. Un tel exercice est clairement impossible dans le contexte d'un pays émergent comme l'Indonésie, où il se heurte à la piètre qualité de la statistique et au poids de l'économie informelle, a fortiori dans le cas d'un *cluster* aussi atomisé que Jepara. Aussi, nous proposons de retenir un concept simple à partir de la structure de coût des entreprises situées en bout de chaîne. Nous estimerons ainsi la **valeur ajoutée du système productif (VASP)** en retranchant le coût des matières premières (bois et énergie) du chiffre d'affaires généré par les donneurs d'ordres[1030] [1031].

Figure 35 : Le partage de la valeur (chiffre d'affaires) du point de vue des entreprises



Conception : Julien Birgi (2019)

Figure 36 : Le partage de la valeur du point de vue de la filière : distinction entre chiffre d'affaires (CA), valeur ajoutée (VA) et « valeur ajoutée du système productif (VASP) »



Conception : Julien Birgi (2019)

[1029] Source : ministère français de l'Economie, des finances et de la relance (2020).

[1030] Cette approche suppose que l'ensemble des achats intermédiaires (à l'exception des matières premières, donc) soient eux-mêmes produits par le système productif. C'est tout-à-fait vrai dans le cas de Jepara, où l'industrie du meuble importe très peu d'intrants. Cela l'est un peu moins pour Semarang, où certaines usines peuvent faire appel à des sous-traitants jeparanais, mais dans des proportions somme toute assez marginales.

[1031] Pour faciliter la comparaison entre le *cluster* artisanal et les autres systèmes productifs, nous assimilerons le revenu des artisans et des entrepreneurs indépendants qui fournissent les donneurs d'ordres finaux en produits semi-finis à de la main d'œuvre plutôt qu'à des fournisseurs.

Formule 1 : Ventilation de la valeur générée par la filière

VASP = F + R + T + K

où VASP désigne la valeur générée par la filière,
F la valeur dévolue aux fournisseurs,
R le revenu des ouvriers et artisans,
T les taxes perçues par l'Etat et les collectivités locales,
K les revenus du capital (intérêts bancaires, dividendes et bénéfices réinvestis dans l'entreprise).

Pour notre propos, il est nécessaire de renseigner la formule. Une précaution s'impose avant d'engager cet exercice de quantification : les données dont nous disposons, qu'elles soient issues de la statistique publique, de la littérature ou de notre enquête, sont insuffisantes et trop imparfaites pour tirer des conclusions numériques. Aussi, les chiffres que nous employons dans ce chapitre ont pour seule fonction d'illustrer la méthode que nous proposons pour appréhender des effets cachés de l'industrialisation. Il convient de ne pas leur donner davantage de portée. Cette précaution prise, essayons d'évaluer la ventilation de la valeur ajoutée dans l'industrie et la région qui nous intéresse[1032].

[1032] Afin de simplifier l'exercice, nous allons prendre les hypothèses suivantes, établies à l'appui de l'analyse de l'évolution des structures économiques menée dans le chapitre 2.1 :

- Concernant les formes de production, nous considérons que le *cluster* artisanal de Jepara était constitué exclusivement d'unités de production artisanales jusqu'à l'éclatement de la bulle du teck, puis pour moitié (en termes de valeur de production) d'unités artisanales et pour moitié d'unités semi-industrielles. Pour Semarang, nous partirons du principe que le tissu productif était « semi-industriel » (c'est-à-dire avec une part importante de sous-traitance à des artisans) jusqu'à l'éclatement de la bulle du teck, puis « industriel » avec le mouvement d'intégration des tâches de la chaîne de valeur.
- Concernant le poids relatif de chaque système productif, nous considérons que la production en valeur se répartit à parts égales entre Jepara et Semarang, où usines isolées et zones industrielles se partagent là encore le marché à parts égales (Cf. Figure 202 p. 59).

Tableau 49 : Evaluation par la littérature, la statistique et l'enquête terrain de la ventilation des coûts de production selon l'époque et la forme de la production

Type de production	**Artisanale**			**« Semi-ind. »[1033]**	**GME**	**Industrielle**		**GME**
Période	**Années 1990**	**Début des années 2000**	**Fin des années 2000**	**Années 2000**	**2002**	**Fin des années 2000**	**Fin des années 2010**	**2017**
Source	***D'après Andadari (2008)***	***Lazarovici (2004)***	***Enquête terrain***	***Enquête terrain[1034]***	***BPS***	***Enquête terrain[1035]***	***Enquête terrain[1036]***	***BPS***
Bois	40%	50%	50%	50%	56,5%	60%[1037]	30%	37,5%
Autres fournitures, loyer et cons.	20%	15%	5%	15%	2,2%	10%	5%	2,5%
Marketing et autres services	0%	0%	0%	0%	3,6%	0%	5%	7,5%
Main d'œuvre	30%	25%	25%	20%	16,5%	15%	25%	12,4%
Taxes[1038]	0%	0%	0,4%	0%	1,0%	0%	0%	0,7%
Profit[1039]	10%	5%	25%	15%	20,2%	20%	35%	39,4%

1033 Nous entendons par « semi-industrielle » des unités de production de taille conséquente (plus de 100 employés) ayant massivement recours à la sous-traitance. On les trouve de nos jours principalement à Jepara.

1034 Les chiffres retenus pour une chaise de salon standard vendue 1 million de Rp sur un marché étranger sont les suivants : 300 000 Rp de bois, 50 000 Rp de découpe et d'assemblage, 10 000 Rp de ponçage, 30 000 Rp de finition (huilage accessoires) soit 390 000 Rp de coûts directs auxquels s'ajoutent les frais de structures (fluides, fournitures, location des entrepôts, véhicules) et 20% de marge finançant notamment les salaires du personnel encadrant.

1035 Entretien avec Bpk Yakob Firdaus (A16), ancien propriétaire de Sylva Furniture, le 1er août 2017.

1036 Entretien avec Mas Lubab (Z03), ancien responsable administratif et achats de Kotajati Furindo jusque 2016, le 14 juin 2020.

1037 Incluse la vente des chutes de bois (80-85% du volume de grumes) pour confectionner des outils, de l'artisanat, etc.

1038 Nous indiquons « 0% » quand le montant des taxes est décrit négligeable par les dirigeants interrogés.

1039 Pour le *cluster* artisanal, le profit correspond peu ou prou à la rémunération de l'entrepreneur (une part très faible en est réinvestie).

Ces hypothèses nous permettent de construire le tableau simplifié ci-après[1040].

Tableau 50 : Evaluation de la distribution de la valeur ajoutée des différents systèmes productifs toutes formes de production (usines et artisanat)

Système productif	Village industriel (artisanat + semi-industriel)			Hameau industriel		Zone industrielle	
Période	Pré-bulle 1985-1997	Bulle du teck (1998-2001)	Aujourd'hui 2016-2019	Années 2000	Aujourd'hui 2016-2019	Années 2000	Fin des années 2010
Matières premières	40%	50%	50%	60%	35%	60%	35%
F	30%	15%	10%	5%	10%	6%	10%
R	30%	25%	25%	15%	25%	15%	20%
T	0%	0%	1%	1%	1%	1%	1%
K	10%	5%	20%	20%	35%	20%	35%

Conception et calculs de l'auteur

De la valeur ajoutée du système productif (VASP) à la part captée par le territoire local (VA_L^nSP)

Une fois estimée la VASP rapportée au chiffre d'affaires et établie sa distribution entre les différents facteurs de production, la deuxième étape consiste à évaluer la part de la valeur captée par le territoire. En économie ouverte, la macroéconomie tend en effet à raisonner dans l'absolu, en occultant la ventilation géographique des retombées. Les économistes du développement et les géographes ont donc introduit la notion de développement local, préoccupés qu'ils étaient par « la disjonction fonctionnelle entre territoire et entreprises implantées sur ces territoires » (PECQUEUR & TERNAUX, 2005, p. 317)[1041], reprise par les grands bailleurs de fonds tels que l'UE qui l'assimile à un développement endogène (c'est-à-dire conduit par des acteurs locaux), intégré (impliquant un large éventail d'acteurs) et territorialisé (au sens où il se fonde sur des caractéristiques historiques, sociales, culturelles et environnementales particulières) (CISILINO, MARANGON, & TROIANO, 2010). Cette approche, parfois biaisée par une vision pittoresque, surestime sans doute

[1040] Les différences entre hameau industriel et zone industrielle, qui concernent essentiellement les contributions locales à la collectivité (T) et les charges liées à la zone industrielle (F), portent sur des montants trop faibles pour apparaître dans ces ordres de grandeur.

[1041] Pour ces géographes, la crise du modèle fordiste dans les années 1980 marque à cet égard un tournant. « […] on peut considérer que depuis le développement de l'industrie fordiste comme moteur de la croissance, la présence d'une entreprise de production industrielle impliquait mécaniquement une création sur place de richesses sous forme d'emplois mais aussi de dépense de revenu, d'équipements etc. En bref, là où s'implante l'activité productive, là est la richesse. Dans ce contexte, le territoire n'existe pas, il s'agit simplement d'une étendue d'espace physique plus ou moins bien doté en facteurs génériques : présence de matière première, marché du travail combinant salaires modérés et bonne productivité, existence d'un capital en infrastructure, localisation côtière ou fluviale, etc. […]. Ce qui est observé aujourd'hui, en particulier avec les délocalisations parfois spectaculaires, c'est l'éloignement de plus en plus important entre une population et une économie et de firmes nomades pour laquelle les centres de décisions sont ailleurs et lointains » (PECQUEUR & TERNAUX, 2005, pp. 317-318).

l'importance du rôle et de la nécessité d'un *genius locus* préservé d'influences extérieures, mais elle a le mérite de souligner que « tout processus de développement se déroule dans un contexte spécifique, doté d'une combinaison unique de facteurs environnementaux, historiques, économiques, sociaux et institutionnels » (OCDE, 2006). Il convient par ailleurs de prendre en compte les coûts cachés du système qui peuvent résulter d'investissements indirects nécessaires à la production ou d'effets indésirables de celles-ci.

Ainsi, nous retiendrons pour ce chapitre la notion de valeur ajoutée locale nette du système productif ($VA_L{}^nSP$), définie comme la différence entre la part de la valeur ajoutée produite par le système qui est distribuée localement (en salaires, dividendes, sous-traitance, fiscalité) et les coûts externes acquittés pour produire cette VA (infrastructures, coût de la vie pour la main d'œuvre). Elle intègre la création de valeur par l'activité considérée (mesurée par le PIB), mais aussi des mécanismes indirects de création et de destruction de valeur (désignés par les termes d'externalités ou de « déséconomies » (BLACK, 2002)) qui peuvent adresser différentes natures de valeur (économique bien sûr, mais aussi sociale ou environnementale).

Les retombées des systèmes productifs pour les travailleurs du meuble

Commençons cette analyse de la $VA_L{}^nSP$ par l'évaluation de la rémunération des travailleurs du meuble, dont nous avons vu que le statut diffère sensiblement d'un système productif à l'autre.

Rémunération du travail et évolution du niveau de vie des travailleurs du meuble : progrès industriel et involution artisanale

Avant le tournant de l'ouverture aux IDE au milieu des années 1980, les salaires des ouvriers indonésiens étaient parmi les plus faibles d'Asie, notamment pour les femmes qui constituaient alors le gros de la main d'œuvre peu qualifiée[1042]. Il existait bien alors un salaire minimum, établi à l'échelle provinciale, sans distinction entre ville et campagne et variant selon le secteur d'activités. Or, faute de recours possible aux syndicats (inféodés aux autorités de l'Ordre nouveau), il n'était pas toujours respecté, en particulier pour les

[1042] Wolf (1992) montre ainsi qu'en 1981, le salaire moyen des ouvrières des usines de la régence de Semarang était d'à peine 0,96 $/jour contre 2,40 $ au Sri Lanka et aux Philippines, 2,60 $ en Malaisie et 3,40 $ en Thaïlande, un écart loin d'être compensé par le différentiel de coût de la vie. Il fallait alors à ces niveaux de rémunération 4 heures de travail pour acheter 1 Kg. de riz dans la régence de Semarang, contre respectivement 2h41 au Sri Lanka, 1h10 aux Philippines, 1h15 en Malaisie et 0h55 en Thaïlande (Balai Asian Journal, 1981).

femmes, dont on considérait alors qu'elles pouvaient compter sur leur famille pour subvenir à leurs besoins, leur salaire représentant un simple complément de revenu pour le foyer[1043] (WOLF, 1992, p. 119).

Depuis, la part de la main d'œuvre dans le chiffre d'affaires a décru de 16,5% à 12,4%, ce qui dénote une contraction du poids relatif de la rémunération du travail alors même que la productivité des entreprises (à tout le mois les grandes et moyennes) augmentait. Et, plus la taille des entreprises augmente, plus faible est la part de la main d'œuvre dans le CA[1044]. Les salaires dans les usines se situent à peine au niveau du salaire minimum légal[1045] avec des avantages sociaux qui représentent en moyenne 12% du traitement (*BPS*, 2015). Les employeurs maintiennent la pression salariale en recrutant une main d'œuvre pendulaire venant des régences alentours où le salaire minimum est plus faible, n'hésitant pas à verser des salaires inférieurs de 10% au minimum légal[1046]. C'est particulièrement vrai dans les zones industrielles, où les liens établis entre employeurs et employés vivant aux alentours sont plus lâches que dans les hameaux industriels comme Bangkongsari où se sont noués des liens particuliers, ce qui tend à infirmer l'idée reçue selon laquelle un développement formel de l'industrie (dans des zones aménagées en bonne et due forme) va de pair avec des conditions d'emploi respectueuses de la légalité.

Ce constat ne signifie pas pour autant que le sort des ouvriers s'est dégradé. Bien que le partage de la valeur ajoutée se soit érodé au détriment de la main d'œuvre (et dans une moindre mesure, des prélèvements du secteur public) : la rémunération en termes absolus des ouvriers a crû dans des proportions considérables. Entre 2002 et 2017, le salaire en dollars a ainsi été multiplié par 4,0 pour les emplois de production et par 3,5 pour les autres emplois (soit légèrement plus que la moyenne du secteur secondaire). Dans le même temps, l'indice des prix à la consommation exprimés en dollars a été multiplié par 1,9[1047]. In fine, le pouvoir d'achat des ouvriers des GME a donc en moyenne doublé au cours des 15 dernières années.

[1043] La moyenne des salaires des ouvrières des usines étudiées par Wolf (1992) se situait ainsi 36% en-deçà du seuil de subsistance calculé par la direction du Travail de la régence de Semarang.

[1044] Elle est ainsi en 2015 de 14,5% dans les PME mais seulement 10,4% dans les GME (source : *BPS*, *Sensus Ekonomi**).

[1045] 120 000 Rp/jour à Semarang et 90 000 Rp/jour à Jepara en 2019.

[1046] Voir en particulier l'entretien avec Bpk Supiyan (14A Terboyo) le 8 mai 2017.

[1047] Ce chiffre résulte du calcul suivant : évolution de l'indice des prix à la consommation (exprimé en roupies) divisé par le taux de dépréciation de la devise face au dollar.

Tableau 51 : Evolution de la rémunération annuelle moyenne (en $) dans les GME de Semarang entre 2002 et 2017

	2002		2017	
	Totale	**Part variable**	**Totale**	**Part variable**
Industrie du meuble				
Emplois de production	504	7%	2 019	10%
Autres emplois	951	12%	3 333	12%
Moyenne	554	8%	2 191	10%
Tous secteurs confondus				
Emplois de production	658	13%	2 317	16%
Autres emplois	1 378	16%	3 905	25%
Moyenne	754	14%	2 508	18%

Source : ministère indonésien de l'Industrie, Statistik industri manufaktur besar dan sedang*

La situation est nettement moins enviable dans les TPE, où les salaires étaient officiellement inférieurs de plus de 60% à ceux pratiqués dans les GME en 2016[1048]. Les écarts de rémunération par jour travaillé constatés dans nos enquêtes ne sont pas aussi spectaculaires mais ils occultent la perte de revenu les jours sans activité[1049]. Notons cependant que l'essor du *cluster* du meuble a modifié le rapport aux entreprises familiales en faisant reculer le travail gracieux au profit du travail rémunéré[1050]. Dès lors, l'emploi industriel (en particulier dans le secteur du meuble, plus rémunérateur que la moyenne des autres activités manufacturières, comme le montre le tableau ci-dessous) représente une manne par rapport aux alternatives réservées à la main d'œuvre peu qualifiée et dépourvue de capital – travaux agricoles, commerce informel ou appui à l'activité familiale –, contredisant ainsi une certaine littérature « antilibérale » qui prétend que l'industrialisation, et plus particulièrement celle à capitaux étrangers, tend à aggraver les conditions de vie des classes populaires selon un principe « d'accumulation par dépossession » (HARVEY, 2004; SWAPNA, 2010). Au niveau national, la part de la valeur ajoutée versée en salaires dans l'industrie du meuble est globalement faible mais supérieure à celle des secteurs intensifs en main d'œuvre tournés vers le marché domestique (agroalimentaire notamment). Il faut ajouter à ce constat que l'industrialisation a permis l'émergence d'une minorité de cadres intermédiaires et supérieurs dont les salaires peuvent atteindre 2 à 3 fois le salaire minimum sans compter les avantages en nature (qui peuvent inclure un véhicule de fonction et des primes), contribuant à l'émergence de la classe moyenne urbaine[1051].

[1048] 866 $ contre 2 199 $ (source : *BPS* de Java-Centre, *Sensus ekonomi 2016*).

[1049] Nous avons essayé d'interroger les artisans et petits entrepreneurs du meuble sur leur revenu mensuel moyen, mais les réponses de ces acteurs évoluant dans une économie informelle – sans revenu fixe ni dépense régulière, sans comptabilité et avec des opérations bancaires peu fréquentes – se sont avérées fantaisistes, y compris de la part des femmes, qui gèrent le budget du foyer.

[1050] Le *BPS* recensait ainsi 16,6% d'employés non rémunérés dans l'industrie du meuble de la province en 2016 contre 39% pour l'ensemble du secteur secondaire, tous segments confondus.

[1051] Ce bilan doit être nuancé par le fait que, pour les ouvriers comme pour les cadres, la rémunération de la performance est limitée. Si le versement de primes semblait répandu au début des années 1980 (WOLF, 1992), la pratique s'est raréfiée. Seules les

Tableau 52 : Revenu moyen des travailleurs du secteur secondaire à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Minimum	Formel	Ecart par rapport au salaire minimum légal	Informel	Ecart par rapport au salaire minimum légal
Ville de Semarang	2 498 588	2 985 800	+19,5%	1 782 345	-28,7%
Régence de Jepara	1 879 031	1 751 941	-6,8%	1 635 768	-12,9%
Régence de Semarang	2 055 000	2 344 857	+14,1%	1 517 542	-26,2%
Régence de Kendal	2 084 393	2 219 296	+6,5%	1 920 876	-7,8%
Régence de Demak	2 240 000	2 246 984	+3,1%	2 259 070	+0,9%
Régence de Grobogan	1 685 500	2 546 774	+51,1%	2 109 719	+25,2%
Province de Java Centre	**-**	**2 016 249**	**-**	**1 568 641**	-

Source : BPS *de Java-Centre,* Sakernas 2019

Tableau 53 : Rémunération mensuelle des salariés des grandes et moyennes entreprises de fabrication de meubles comparée au reste de l'industrie en 2015 en Indonésie

	Industrie du meuble ($/mois)	Autres secteurs de l'industrie ($/mois)
Emplois de production	**140**	**127**
Salaire	120	109
Avantages sociaux	19	19
Emplois autres (encadrement, gestion, etc.)	**218**	**212**
Salaire	193	175
Avantages sociaux	25	37

Source : BPS, Survey Industri Besar Sedang Tahunan

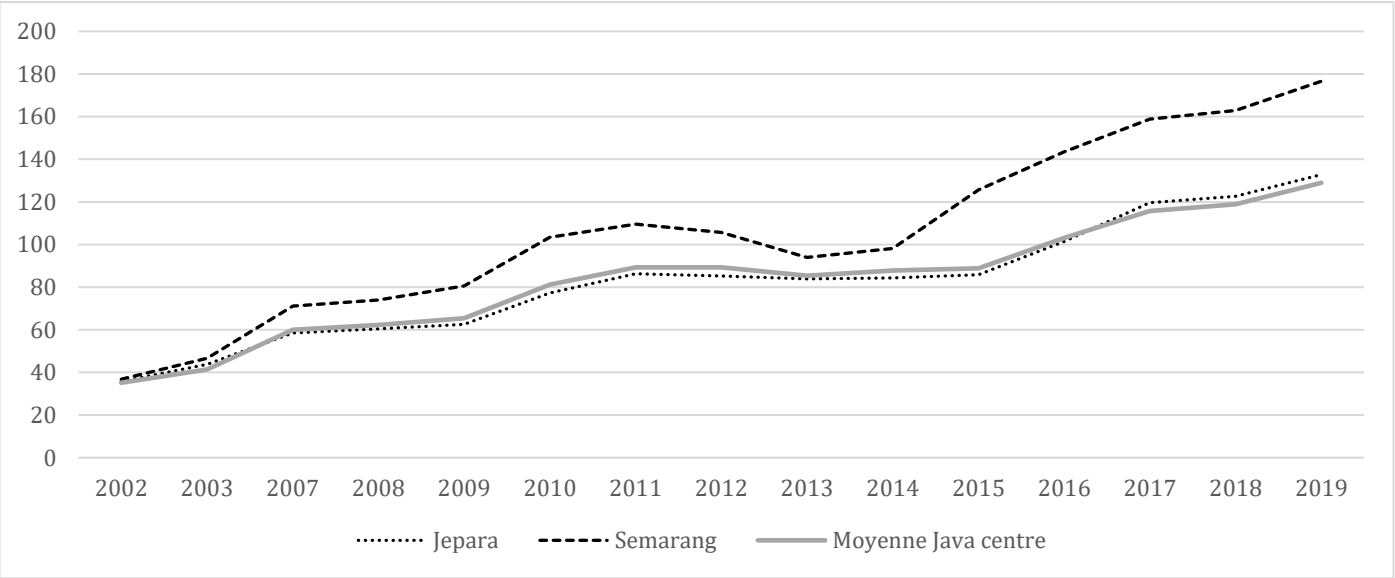
La situation des travailleurs est du point de vue des salaires bien moins enviable dans les ateliers et les usines qui mobilisent à Jepara une main d'œuvre de journaliers. Certes, la ruée vers le teck a provoqué une inflation des salaires entre 1997 et 2002, estimée par le Directeur du Service de l'Industrie de Jepara à 10 à 15%/an en termes réels (LOEBIS & SCHMITZ, 2003, p. 6). Cette augmentation du revenu s'est traduite par une amélioration notable du niveau de vie mesuré par des indicateurs matériels simples tel que le taux d'équipement en mobylettes (qui a crû de 54% entre 1998 et 2001). Mais en 2005, une étude de l'OIT montrait que les salaires des ouvriers à Semarang étaient 40% supérieurs à ceux pratiqués à Jepara, avec une disparité salariale entre hommes et femmes beaucoup moins prononcée[1052] (EWASECHKO A. C., 2005). A Jepara en effet, la rémunération de la main d'œuvre féminine, cantonnée aux tâches de finition (qui sont les moins valorisées de la chaîne de valeur), se situe aujourd'hui encore à la limite de la survie (à peine 30 000 Rp/jour et jamais plus de 50 000 Rp/jour en 2019), à des niveaux encore inférieurs à la rémunération journalière des travaux

entreprises attachant une attention particulière à la gestion des ressources humaines (comme *Ebako* à Semarang ou *Umafindo* à Jepara) versent des bonus liés au niveau de performance de l'ouvrier ou de son équipe.

[1052] De l'ordre 15 à 30% à Semarang contre jusqu'à 50% à Jepara (EWASECHKO A. C., 2005). Ces disparités entre les deux centres de production, qui d'après notre enquête restent globalement vérifiés aujourd'hui, s'expliquent en partie par le fait que le profil de l'emploi dans les usines de Semarang est plus homogène (où les hommes sont pour la plupart de simples opérateurs de machines) qu'à Jepara, où les métiers plus qualifiés qui sont l'apanage des hommes (charpentiers et sculpteurs).

agricoles ou de construction par exemple. On constate que l'emploi généré par le *cluster* du meuble n'a pas eu d'effet particulier sur le niveau du salaire minimum, qui a suivi la progression moyenne de la province (cf. Figure 37 p. 452). Là encore, on retrouve des mécanismes qui s'apparentent au phénomène d'involution décrit par Geertz : en permettant l'accueil d'une population extérieure considérable, les structures spatiales et sociales du système productif jeparanais ont offert des opportunités d'emploi à un très grand nombre de migrants économiques, au prix cependant d'un maintien au plus bas du revenu des employés, des artisans et des petits entrepreneurs. **Le *cluster* fonctionne ainsi comme une pompe aspirant la pauvreté assortie d'un mitigeur qui répartit la valeur de manière plutôt égalitaire parmi le plus grand nombre.** Ce caractère inclusif est plus prononcé dans le pan artisanal du système productif (où l'âge notamment n'est pas un obstacle au travail) que dans ses usines, où il devient difficile de se faire engager passée la quarantaine[1053]. Aussi, la restructuration de l'appareil productif javanais du meuble à la suite de l'éclatement de la bulle du teck (avec une internalisation croissante des tâches), en transférant un volume de main d'œuvre conséquent du cluster artisanal vers des usines, a-t-elle représenté une amélioration du revenu pour ces travailleurs[1054].

Figure 37 : Evolution comparée du salaire mensuel minimum dans la municipalité de Semarang et dans la régence de Jepara entre 2000 et 2019 (en dollars courants)



Sources : Régence de Jepara, Municipalité de Semarang et calcul de l'auteur à partir des données des régences et municipalités de Java-Centre.

1053 Notons cependant que l'industrie du meuble exclut moins que d'autres activités d'assemblage comme le textile ou l'électronique, où seuls les jeunes (et en particulier les jeunes femmes pas encore mariées) ont accès à l'emploi.

1054 Ce transfert est révélé par l'analyse de l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée dans le secteur (cf. Tableau 26 p. 237), qui témoigne d'une nette diminution de la part des achats d'intrants dans le chiffre d'affaires des GME entre 2002 et 2017, alors même que le coût du bois augmentait fortement : cela correspond à un glissement de l'achat de produits semi-finis à l'acquisition de grumes de bois).

Dans tous les cas relevés dans notre échantillon, les salaires à Jepara sont plus élevés dans les ateliers et les usines dirigés par des étrangers, qui tendent à considérer qu'une meilleure rémunération est un gage de travail de qualité et de fidélité à l'entreprise. Cette approche produit des résultats mitigés, le levier salarial n'opérant pas de la même manière dans le contexte opportuniste de la ville-atelier, où l'amélioration du revenu peut encourager des choix contraires à ceux espérés. M. Hassan Omar Bachacha (29G) a ainsi constaté que les gages de sécurité qu'il accordait à son principal fournisseur allaient systématiquement de pair avec une dégradation de la qualité, l'artisan profitant de sa situation privilégiée pour sous-traiter et ainsi changer de statut dans l'échelle du cluster. Quant à Gabriel Derycke (04A), il est parvenu à fidéliser un groupe de cadres intermédiaires en responsabilisant ses meilleurs éléments plus que par la revalorisation de leur salaire. Surtout, même dans les PME officiellement enregistrées, la précarité demeure la règle plus encore que dans les usines malgré la flexibilisation de leur masse salariale. Ainsi, les leviers traditionnels pour améliorer la qualité de la production – condition et corollaire de l'amélioration de la productivité et des salaires – ne semblent guère opérants dans le contexte du cluster jeparanais, dont les rouages privilégient la plasticité aux dépens de la montée en gamme.

Tableau 54 : Salaires et avantages sociaux selon le statut de l'emploi dans les grandes et moyennes industries du meuble à Java Centre en 2016

Type d'entreprise	Salaires des employés permanents	Salaires des employés temporaires	Coût de la main d'œuvre externalisée	Main d'œuvre étrangère
TPE (moins de 20 employés)	27%	73%	0%	0%
GME (20 employés et plus)	77%	20%	1%	2%

Source : BPS, Sensus Ekonomi 2016

Pour illustrer le propos, nous proposons d'introduire l'équation ci-après, et de l'illustrer par le tableau qui suit. Il convient de ne pas prendre les chiffres qui y figurent à la lettre, la donnée – issue du *BPS* et de notre enquête – n'étant pas suffisamment fiable (voire inexistante pour l'année 1985). Mais ils donnent à voir le caractère inclusif du développement.

Formule 2 : Mesure de la progression du revenu de l'ensemble de la main d'œuvre

$$\mathbf{R = (P_1 - P_0) \times (w_1 - w_0)}$$

où R désigne le revenu généré,
P_0 la population travaillant dans l'industrie au début du processus,
P_1 la population travaillant dans l'industrie au terme du processus,
w_0 le revenu individuel au début du processus (en valeur constante[1055]),
w_1 le revenu des migrants au terme du processus (en valeur constante).

[1055] La valeur constante de la devise correspond à la valeur courante (ou nominale) dont on déduit l'inflation. Elle permet de mieux appréhender l'évolution du pouvoir d'achat en termes réels.

Tableau 55 : Progression de revenu réel total des travailleurs du meuble entre 1985 et 2015

	Régence de Jepara		Municipalité de Semarang	
	1985	**2015**	**1985**	**2015**
Actifs dans l'industrie	38 900	261 400	90 700	178 000
Part du meuble dans l'emploi des GME	56%[1056]	56%	5%[1057]	10%
Actifs dans l'industrie du meuble	P_0 = 21 800	P_1 = 146 400	P_0 = 4 500	P_1 = 17 800
Revenu nominal annuel (Rp)		18 000 000[1058]	311 000[1059]	24 208 000
Inflation (indice 100 en 1985)	100	1 510	100	1 510
Revenu réel annuel (Rp équivalent 2015)	w_0 = ?	w_1 = 1 192 000	w_0 = 4 696 000	w_1 = 24 208 000
Progression du revenu réel de l'ensemble de la main d'œuvre (Rp équivalent 2015)	**R = ?**		**R = + 259 509 M Rp/an**	
Progression du revenu réel de l'ensemble de la main d'œuvre ($ équivalent 2015)	**R = ?**		**R = + 19,4 M$/an**	

Sources : BPS *de Java-Centre (pour la population active et l'inflation) et enquête terrain (pour les salaires) et calcules de l'auteur*

L'effort consenti pour gagner sa vie dans l'industrie : des conditions de travail plus enviables dans les ateliers que dans les usines ?

Le tableau que dresse Wolf (1992) des conditions de travail dans les usines de la régence de Semarang au milieu des années 1980 est fidèle aux images que l'on se fait de l'industrie manufacturière dans les pays émergents. Mépris de la réglementation sur le travail, dangerosité des tâches – pouvant certes donner lieu en cas de décès accidentel au versement d'une indemnité à la famille –, absence de prise en charge du transport des ouvriers y compris pour ceux travaillant de nuit, corruption généralisée des autorités locales sensées faire respecter le droit du travail semblent alors prévaloir. 30 ans plus tard, le constat est plus mitigé. Les résultats mis en avant par Naik & Randolph (2019) sur les usines (majoritairement textiles) de la même régence laissent entendre que la sort des ouvriers ne s'est guère amélioré[1060].

[1056] Faute de donnée, nous prenons ici comme hypothèse que ce ratio n'a pas évolué depuis 1985.

[1057] A défaut de donnée précise, nous prenons cette hypothèse pour refléter la faible présence de l'industrie du meuble à Semarang en 1985.

[1058] Hypothèse d'un revenu mensuel de 1,5 MRp/mois, établie à partir de l'enquête terrain.

[1059] Soit le salaire de 1 $/jour évoqué par Wolf (1992).

[1060] 47% des ouvriers sondés ont fait état de blessures ou de maladies liées à leur emploi.

Dans le cadre de notre enquête, les usines que nous avons pu visiter et les témoignages des ouvriers que nous avons recueillis[1061] convergent sur l'existence de **mesures de sécurité** (distribution de masques, affichage de consignes, présence d'extracteurs d'air, etc.), dont l'application est par contre très variable selon que l'usine soit dirigée par des entrepreneurs locaux ou étrangers. Pour ces derniers, l'accidentologie est spontanément évoquée comme une des principales préoccupations[1062] et on sent dans leur témoignage une certaine impuissance à susciter l'adhésion de leurs employés au respect des consignes de sécurité (port du masque et respect des procédures d'utilisation des machines). De manière flagrante, leur application est beaucoup moins rigoureuse dans les usines détenues et gérées par des Indonésiens, sans que l'on puisse en conclure que cela résulte d'une volonté délibérée de rogner sur les coûts au détriment de la sécurité en contradiction avec les attentes des ouvriers : imputer la responsabilité de cette situation à de sombres desseins de l'encadrement est une explication commode mais qui serait abusive à l'aune de ce que nous avons pu observer[1063]. Même très imparfaites, les conditions réelles de sécurité dans les usines sont bien meilleures que dans les ateliers. Les tâches incombant aux hommes (manutention, découpe, sculpture) sont par essence accidentogènes. Les grumes de bois sont déchargées des semi-remorques à la main, sans casque ni chaussures de sécurité. Les scies à ruban et les scies circulaires sont généralement bricolées à partir d'une lame à la forme irrégulière montée sur un plateau de bois lui aussi irrégulier et sans butée, si bien qu'il suffit d'une seconde d'inattention quand on glisse une pièce de bois pour que la main soit tranchée. Plus grave encore, ces machines sont entourées de chutes de bois et de débris divers sur lesquels les ouvriers évoluent en sandales, souvent une cigarette à la bouche, s'exposant à une chute sur un morceau de bois tranchant où une lame en fonctionnement. Les femmes ne sont pas en reste, exposées à des risques sanitaires sur le temps long (poussières et COV). Là encore, on ne peut parler d'imposition délibérée de conditions de travail dangereuses ; plutôt d'un défaut manifeste d'implication des employeurs comme des travailleurs. On pourra arguer qu'il appartient aux premiers d'y veiller, mais cet argument mobilise une conception de la responsabilité de la personne physique (le dirigeant) et de la personne morale (l'entreprise) qui n'ont pas nécessairement cours à Java, nonobstant les textes adoptés par l'Indonésie en matière de droit du travail.

[1061] Précisons que ces ouvriers ont été sélectionnés par nos soins sans intervention de l'employeur et interrogés à leur domicile, s'exprimant ainsi « librement » (ce qui n'exclut pas de possibles biais liés à une certaine appréhension vis-à-vis d'un interlocuteur inconnu).

[1062] Entretiens avec Ruben van Tienhoven (12A), propriétaire de *Coloured Cabinet*, le 20 juillet 2017, et avec Peder Nielsen (A10), propriétaire de *PT. Euro Design*, les 20 août 2015 et 21 juillet 2016.

[1063] Un bon exemple en est donné par le port du masque et la ventilation dans une usine comme *CV. JAMF* à Jepara. Les ouvriers, dont certains portent le masque, travaillent à l'extérieur ou près d'une source de ventilation, semblent libres de s'organiser et d'appliquer ou non les consignes. Certes, la responsabilité de l'employeur est engagée dans la mesure où il ne semble pas faire d'efforts particuliers pour imposer les consignes. Cependant, il s'agit de négligence et non d'une volonté délibérée, étant donné qu'il n'empêche pas non plus les ouvriers de les pratiquer.

Le temps de travail en Indonésie est encadré par la Loi n°13/2003 sur la main d'œuvre (*Undang-undang* Republik Indonesia n°13 Tahun 2003 tentang Ketenagakerjaan**)[1064] qui définit une durée légale hebdomadaire de 40 heures sur 5 ou 6 jours. D'après nos entretiens avec les employeurs et les ouvriers et l'observation des rotations des équipes, la durée effective est en moyenne de 7 heures quotidiennes 6 jours par semaine dans les usines de meubles (soit légèrement en-deçà de la moyenne nationale dans le secteur manufacturier, de 45 h./semaine selon le *BPS*). C'est également vrai pour les salariés des petits ateliers (moins pour les journaliers à qui on demandera plus facilement de faire des heures supplémentaires en cas de pic d'activité) sauf en cas de commande urgente impliquant l'embauche et l'hébergement sur site de contractuels pouvant venir de villages éloignés. En revanche, les artisans indépendants travaillent davantage (de l'ordre de 1h30 de plus par jour selon Ewasechko (2005)) et de manière beaucoup plus irrégulière. Mais pour beaucoup[1065], la possibilité de travailler à domicile (qui permet de rester en lien avec ses proches et de veiller sur les personnes à charge) et la liberté d'être à son compte (qui autorise des activités connexes comme un petit commerce ou des prestations de transport à la demande) compensent cet effort et pallient des salaires horaires très inférieurs à ceux qu'ils pourraient obtenir dans les usines alentours. Pour les salariés, le recours aux heures supplémentaires est limité à 14 heures par semaine, à un salaire horaire double du salaire de base, une disposition rarement respectée d'après notre enquête. Les salariés bénéficient de 10 jours de congés payés en plus des jours fériés (*tanggal merah**). Le congé maternité de 3 mois est généralement respecté, mais en pratique, la plupart des femmes démissionnent pour s'occuper de leurs enfants en bas âge.

Les avantages sociaux sont réservés aux salariés à durée indéterminée des plus grands établissements. Autrefois facultative, la cotisation au système d'assurance-chômage, à une caisse de retraite et à la sécurité sociale est devenue obligatoire sous la première administration Jokowi. Ces réformes n'ont pas toujours été bien acceptées par les salariés également tenus de cotiser, quand bien même leur participation ne représente que 20% du montant des cotisations (le solde étant à la charge de l'employeur). Contrairement à certaines pratiques en vigueur dans d'autres pays de la région (on pense notamment au système paternaliste qui fut la règle au Japon et en Corée du Sud), les entreprises du meuble ne consentent pas de prêt à leurs employés[1066]. Quelques usines financent des services de transport (comme l'impose en théorie la réglementation), plus fréquemment à Jepara où la rémunération des tâches de finition est si faible et irrégulière qu'elle ne permet pas aux femmes qui les assurent (souvent issues de villages éloignés des principaux sites de production de la régence) d'acquérir un deux-roues. A Semarang en revanche, nous n'avons pas constaté de service de ce type. Les usines ne facilitent pas non plus l'accès à la propriété immobilière pas plus qu'elles ne proposent de

[1064] Cette loi marqua une avancée sociale considérable par rapport à la précédente réforme significative du droit de travail, la Loi de 1983, qui avait relevé l'âge minimum légal du travail en usine de 15 à 17 ou 18 ans selon les secteurs.

[1065] Nous avons vu en effet que cette quête d'indépendance n'est plus aussi prononcée pour la dernière génération.

[1066] Nous n'avons relevé qu'une seule exception, à savoir l'usine de boissons *Caprison* à Bangkongsari (aujourd'hui disparue), qui consentit un prêt de 2 MRp pour 1 an à un de ses employés (entretien avec Ibu Marsiyatun (12C) le 21 août 2017).

solutions d'hébergement, ni aux ouvriers ni aux cadres. Cela s'explique par l'abondance de main d'œuvre dans un rayon que parcourent aisément les ouvriers disposant d'un deux-roues et par la démocratisation spectaculaire du crédit qui permet aux salariés d'emprunter dès qu'ils peuvent justifier d'un revenu régulier. Quant aux primo-entrants dans l'industrie – souvent des jeunes issus de régions rurales de Java-Centre –, ils louent des chambres chez l'habitant (*kos**).

Les retombées directes pour les autres parties prenantes : fournisseurs, collectivités locales et actionnaires

Les revenus alloués par le système productif aux travailleurs – employés et artisans – ne représentent qu'une fraction de la valeur créée par l'activité. Nous allons ici nous intéresser à la part de la valeur captée par les autres facteurs de production.

L'effet d'entraînement sur l'économie locale

L'activité industrielle consomme des ressources et produit des richesses qui contribuent à dynamiser l'économie locale, dans des proportions variables, par effet d'induction (d'où la notion d'emplois « induits » par les emplois industriels).

Nous ne reviendrons pas ici sur l'externalisation de la production – essentiellement à Jepara – puisque nous avons assimilé dans le chapitre précédent les artisans travaillant pour le compte d'usines et d'entrepreneurs indépendants à de la main d'œuvre[1031]. Hormis cette sous-traitance directe, l'industrie du meuble fait appel à des **fournisseurs de matériel** (outillage, colle, papier de verre, peinture, huile, etc.) et d'accessoires ornementaux (tissus, cuivres, verre, métal). A Jepara, les fabricants s'approvisionnent localement chez des grossistes implantés au cœur du *cluster*, le long de Jl. Soekarno-Hatta ou autour du marché central, ou bien auprès de centres de fabrication voisins, comme Pati pour les ornements en cuivre. Les usines profitent par contre de leur taille pour procéder à des achats de fournitures en grandes quantités, directement auprès d'importateurs ou de grands distributeurs, avec un impact sur l'économie locale de ce fait plus limité.

Aux fournitures s'ajoutent les **prestations indirectes de services** aux entreprises et aux ouvriers. Trois activités dérivées de l'industrie du meuble sont particulièrement représentées dans les terrains que nous avons enquêtés : les services à l'industrie (opérateurs immobiliers, chauffeurs routiers, vigiles, ferrailleurs, manutentionnaires, terrassiers), les services de proximité aux ouvriers et à leurs familles (restauration, vendeurs ambulants, mototaxis, hébergement, garde d'enfants) et la construction. D'un site à l'autre, l'effet d'entraînement varie sensiblement (cf. tableau ci-dessous). Dans le *cluster* du meuble, la prévalence de la sous-traitance dans la chaîne de valeur explique un essor des services à l'industrie sensiblement plus élevé qu'à Semarang où ces fonctions sont davantage intégrées. L'écart entre Bangkongsari et Terboyo s'agissant de ces services s'explique de notre point de vue par l'alternative que représentent les activités vivrières pour le

premier (13% des actifs occupés contre 1% à Terboyo) autant que par la concentration de l'industrie aux abords directs de Terboyo.

A l'inverse, l'effet d'entraînement de l'industrie sur **les services aux ouvriers et à leurs familles** est nul à Tahunan, faible à Bangkongsari et fort à Terboyo. Cela reflète fidèlement l'origine géographique de la main d'œuvre travaillant dans les environs (locale à Tahunan et Bangkongsari, plus extravertie à Terboyo où les *kos** pèsent pour plus de la moitié de ces services et les mototaxis près d'un quart) ainsi que le degré de marchandisation des échanges (avec à Terboyo près d'un quart de ces emplois correspondant à des *baby-sitters* professionnelles). Cela rejoint les résultats de Naik & Randolph qui constataient que « des grappes d'activités informelles émergent autour des grosses usines – avec de petites entreprises offrant de l'hébergement (*kos**), des services de laverie, de la restauration rapide (*warung**), du stationnement gardienné et de la réparation de motos » (NAIK & RANDOLPH, 2019, p. 5). On peut assimiler ces activités à une retombée de l'industrie ou comme la réponse à des besoins générés par certaines formes d'emploi industriel – usines isolées et surtout zones industrielles – et donc, à un coût induit de l'industrialisation. Nous reviendrons sur ce point plus loin, dans le passage sur les externalités négatives.

Tableau 56 : Activités liées à l'industrie dans chacun des sites d'études

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo	
	Nombre	**Ratio par rapport à l'emploi industriel**	**Nombre**	**Ratio par rapport à l'emploi industriel**	**Nombre**	**Ratio par rapport A l'emploi industriel**
Salariés du secteur secondaire	5	-	38	-	47	-
Artisans du secteur secondaire	14	-	2	-	7	-
Entrepreneurs du secteur industriel	41	-	1	-	1	-
Total emploi industriel	**60**	**-**	**41**	**-**	**55**	**-**
Services formels à l'industrie (chauffeurs routiers, vigiles, investisseurs immobiliers)	5	0,08	0	0,00	2	0,04
Services informels à l'industrie (ferrailleurs, manutentionnaires, terrassiers)	5	0,08	4	0,05	4	0,07
Commerces et hébergement tournés vers l'industrie (restaurant, épiceries, *kos-kosan, babysitting,* mototaxis)	0	0,00	1	0,01	13	0,24
Total services à l'industrie et aux ouvriers	**10**	**0,17**	**5**	**0,06**	**19**	**0,35**
Autres personnes ayant une activité	**13**	-	**42**	-	**48**	**-**
Total actifs employés	**83**	-	**88**	-	**122**	**-**
Inactifs et chômeurs	**22**	-	**28**	-	**30**	**-**

Source : Enquête terrain auprès de 373 personnes entre 2016 et 2018

Rémunération des collectivités locales, formelles et informelles

Jusqu'à très récemment, la taxation effective de l'activité économique et des ménages étaient extrêmement faibles en Indonésie. Le système fiscal instauré sous l'Ordre nouveau, réformé trop

tardivement[1067] pour prévenir et contenir la *Krismon**, était en particulier aisément contourné par les entreprises. Wolf (1992) relate ainsi la pratique commune d'une double-comptabilité par les usines de la régence de Semarang pendant les années 1980, qui permettait à la fois de payer moins d'impôts et de paraître en conformité avec la loi sur le salaire minimum. L'Etat tirait alors ses revenus de l'exploitation des ressources naturelles (via l'octroi de concessions donnant lieu au paiement de *royalties*), de la taxation des importations, de l'aide internationale et de l'endettement.

Face à l'érosion des revenus issus des ressources naturelles, surexploitées, la première administration Jokowi a entrepris une importante réforme fiscale visant à asseoir le budget de l'Etat sur des revenus plus pérennes. Parmi les trois grands types d'impôts en vigueur dans le pays[1068], **l'impôt sur le revenu** a été systématisé à l'appui de vigoureuses campagnes d'amnistie fiscale en 2016-2017[1069] et un contrôle strict de l'ouverture de comptes bancaires[1070]. Le nombre de contribuables est ainsi passé de 2,9 millions en 2006 à 23,5 millions en 2016 (ce qui ne représente encore que 20% de la population active employée), mais le niveau des prélèvements demeure faible, passant sur la période de 1,96 à seulement 2,54% du PIB[1071], y compris sur les revenus du capital[1072]. **L'imposition des entreprises**[1073] a elle aussi peu progressé. **La taxation de la**

[1067] On pense aux trains de taxes introduites en 1994 et 1997.

[1068] A savoir, l'imposition de la richesse (impôts sur le bénéfice des entreprises, impôt sur le revenu des ménages, prélèvement sur les salaires et prélèvement sur les fournisseurs), la taxation de la consommation (taxe sur la valeur ajoutée et taxe sur les produits de luxe) et la fiscalité locale (taxe foncière notamment).

[1069] L'amnistie fiscale votée par le Parlement le 28 juin 2016 offrait notamment aux contribuables (entreprises et particuliers) une imposition forfaitaire à 2% des fonds rapatriés sous 3 mois, avec une progression du taux en fonction de la date de rapatriement, jusqu'au 31 mars 2017.

[1070] En 2019, une « taxe numérique » (imposant les entreprises de l'Internet – les géants américains et chinois étant particulièrement visés – sur le chiffre d'affaires réalisé dans le pays) est venu compléter le nouvel arsenal fiscal, illustrant le volontarisme du Gouvernement en matière de politique budgétaire.

[1071] Source : OCDE, 2017. Le barème de l'impôt sur le revenu est progressif, de 5% (revenu annuel inférieur à 50 MRp (3 500 $)) à 30% (revenu annuel supérieur à 500 MRp (35 000 $)). Les ménages gagnant moins de 24,3 MRp (1 718 $) par travailleur et par an étant exonérés. Des abattements selon le nombre de personnes à charge et le montant des frais professionnels, et sur les revenus issus de prestations sociales sont prévus (Deloitte, 2019; PriceWaterhouseCooper Indonesia, 2019).

[1072] Taxe de sur les dividendes (10% en 2019) et taxe sur les revenus financiers (entre 10 et 20% en 2019).

[1073] L'impôt sur les sociétés s'élève en 2020 à 22% des bénéfices bruts, avec un abattement jusqu'à 50% pour les entreprises indonésiennes réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 50 milliards Rp (3,5 M$ au cours de 2019), les TPE réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 4,8 milliards Rp (0,34 M$ au cours de 2019) étant par ailleurs imposés à un taux forfaitaire de 0,5% sur l'ensemble de leurs revenus professionnels. Des exonérations (20 ans pour un investissement de 500 milliards Rp (35 M$)) sont également accordées aux « entreprises pionnières », « définies par leur niveau d'interaction (*linkage*) avec d'autres activités, leur propension à générer de la valeur ajoutée et des retombées importantes, le développement de nouvelles technologies, et un caractère stratégique pour l'économie nationale » (Deloitte, 2019, p. 21). Cet impôt est renforcé par la taxation des transferts de capitaux, consistant à taxer les revenus qui sont « remontés » par des entreprises faiblement imposables à des actionnaires qui le sont davantage.

consommation [1074] pâtit du poids des transactions informelles [1075]. Si bien que malgré les réformes entreprises, « le système fiscal reste parasité par de nombreux problèmes […]. Le ratio de recettes fiscales par rapport au PIB est extraordinairement faible en regard des normes internationales [1076], des besoins de développement du pays et de son déficit budgétaire soutenable » (ALM, 2019, p. 2). La progression des recettes fiscales a dépassé le rythme de la croissance économique à un rythme très insuffisant pour rattraper le retard pris[1077]. Le virage libéral voulu par la deuxième administration Jokowi, incarné par la fameuse Loi Omnibus, vivement débattue tout au long de l'année 2020 et promulguée le 3 novembre, s'était déjà traduit par une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25% en 2019 à 22% en 2020. Arguant de la crise économique due à la covid-19, le Gouvernement prévoit de le réduire encore à 20% en 2022 pour se rapprocher des pays voisins, sans que les autres impôts permettent de compenser le manque-à-gagner (AKHLAS, 2020). Du fait des exonérations et de la part d'activité qui échappe à l'administration fiscale (y compris dans les usines), le taux d'imposition réel s'avère très en-deçà de ces chiffres[1078] : d'après le *BPS*, les GME du meuble à Java-Centre acquittent en 2017 un montant équivalent à seulement 0,7% de leur CA (c'est-à-dire 1,2% de la valeur ajoutée). Entre 2008 et 2015, les GME de meubles n'ont acquitté en moyenne que 21 M$/an au niveau national, montant que l'on peut qualifier de négligeable[1079].

La part de ces impôts revenant aux collectivités locales est extrêmement faible, seule la taxe foncière étant perçue par les municipalités et les régences. Non seulement le potentiel fiscal est très faible mais en prime le taux de recouvrement est dérisoire dans une régence comme Jepara, où l'écrasante majorité des constructions n'ont pas fait l'objet d'un permis de construire. Pour les petits entrepreneurs qui l'acquittent,

[1074] Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'élève à 10% en 2019, sauf pour les exportations de biens et services, les matières premières minières ou agricoles, les produits de première nécessité, les prestations sociales (publiques ou privées), les transports et les télécommunications, qui en sont exonérés. Il existe en sus une taxe sur les produits de luxe (de 10 à 200% selon les produits) et une taxe sur les transactions foncières et immobilières (dont le taux varie entre 0 et 2,5% en 2019).

[1075] Le secteur informel pèserait en Indonésie plus des deux tiers de l'emploi et un tiers du PIB (ALM & EMBAYE, 2013; SCHNEIDER, BUEHN, & MONTENEGRO, 2010).

[1076] Alm (2019) montre ainsi que pendant la décennie 2000, les recettes fiscales représentaient en moyenne 33,4% du PIB dans les pays industrialisés, 17,0% dans les pays en développement et 29,1% dans les pays en transition (économies anciennement planifiées) (source : Fonds monétaire international) et que ce ratio a augmenté durant la décennie suivante.

[1077] Entre 2007 et 2015, le montant des recettes fiscales ramené au PIB a diminué de 13,3% à 11,8% (source : OCDE).

[1078] Il faut dire que la liste des secteurs éligibles aux exonérations des « entreprises pionnières » est si étendue (métallurgie, production de machines-outils, fabrication d'équipements électriques, électronique, robotique, construction navale, construction ferroviaire, aéronautique, automobile, pétrochimie, chimie, pharmacie, exploitation forestière et industrie du bois, équipements médicaux, numérique et « infrastructures économiques ») qu'on peut se demander quelles activités industrielles sont in fine assujetties à l'impôt sur les sociétés. D'autant plus que « les incitations fiscales sont rarement contrôlées, quantifiées et évaluées. Elles causent des pertes de revenu significatives et leurs effets recherchés sur la croissance économique sont incertains » (ALM, 2019, p. 2).

[1079] Source : BPS, *Enquête annuelle sur les moyennes et grandes entreprises*.

elle représente ainsi moins de 0,1% du revenu brut[1080]. La conséquence en est que régences, villes et provinces sont peu intéressées au développement économique, à tout le moins du point de vue fiscal[1081] [1082]. C'est particulièrement vrai pour le *cluster* artisanal jeparanais dont aucun des entrepreneurs interrogés n'a indiqué acquitter d'impôt à l'administration locale (ni centrale d'ailleurs).

En revanche, il existe des **prélèvements informels sous la forme de taxes ou de contributions dites « volontaire »** mais très attendues. La première, perçue à Tahunan par le *Kepala Desa**, porte sur les conteneurs entrant dans le village. En ce sens, elle est assimilable à un impôt sur le CA (équivalent à 0,2 à 0,5% de celui-ci selon les quartiers[1083]) dont sont exonérés (partiellement ou totalement[1084]) les artisans et en grande partie les petits entrepreneurs[1085] (qui emploient plutôt motos et *pick-up* pour acheminer leur production que des camions), justifié par les dommages qu'occasionne la circulation des poids-lourds sur la chaussée. A Jepara, *CV. JAMF* paie en sus 100 000 Rp/mois au *RT.* pour l'organisation de jeunesse *Karang Taruma*[1086]*, montant dérisoire pour une société exportant en moyenne 25 conteneurs par an[1087]. Par contre, les usines de Semarang – tant à Bangkongsari qu'à Terboyo – ne s'estiment pas redevables d'une quelconque contribution aux riverains. Cela se justifie pour celles implantées dans des zones industrielles qui acquittent des charges d'entretien auprès de la société immobilière propriétaire et gestionnaire des infrastructures, mais aussi pour les usines isolées qui sollicitent une route entièrement entretenue par la municipalité (et non par

[1080] 30 000 Rp/an pour Bpk Arifin (07D Tahunan) pour un revenu annuel de près de 50 MRp/an, et un CA s'élevant au double.

[1081] Cf la problématique de la fiscalité locale évoquée dans le chapitre 1.3 : non seulement la fiscalité directe est faible, mais elle est prélevée en quasi-totalité par l'Etat central qui finance les collectivités locales via des dotations décorrélées de l'activité économique locale. Pour une régence comme Jepara, les prélèvements représentent à peine 5% des recettes budgétaires en 2019 (imposition des entreprises et des ménages confondus) contre 80% pour les transferts de l'Etat central et de la Province. Elle est supérieure dans une grande ville comme Semarang (32% en 2019, contre 47% de transferts nationaux et provinciaux), ce qui s'explique par la présence d'une population nettement plus importante de ménages fortunés (qui représentent une part disproportionnée de la base fiscale) plutôt que par l'importance du tissu économique formel, qui reste peu contributeur.

[1082] A cet égard, nous ne partageons pas la lecture de Naik & Randolph (2019) qui prétendent que le gouvernement provincial est financièrement intéressé à l'industrialisation de son territoire et attise à ce titre la concurrence entre régences pour l'implantation des usines. Formellement (on ne peut exclure les intercessions informelles au sein des appareils politiques), les provinces ne bénéficient pas de taxes sur l'activité des usines et ne sont habilitées à intervenir dans les choix de localisation relevant de l'administration centrale (via le contrôle des investissements étrangers et la délivrance des titres fonciers) et des collectivités de rang 3 (*Kabupaten** et *Kota**) qu'indirectement, via les documents de planification (schéma directeur provincial, *RTRW* Propinsi*) et le cofinancement des grandes infrastructures.

[1083] A Tahunan, d'après nos entretiens, la taxe s'élevait à un montant compris entre 25 000 et 75 000 Rp par conteneur de 20 pieds.

[1084] Dans certains *RT.**, les expéditions par *pick-up* font également l'objet d'un prélèvement comme pour la scierie de Bpk Suwaji (06A) dont l'activité génère un trafic important de 8 à 10 livraisons de bois chaque mois.

[1085] Bpk Arifin (07D) par exemple ne verse qu'un modeste écot de 20 000 Rp/an.

[1086] « Chaque année, je donne 1 à 2 MRp par-ci par-là » (entretien avec Eri Agus Susanto (Z01), op.cit.).

[1087] Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01), op.cit.

la communauté locale). Plus répandue est la forme du « don » en nature (riz) ou en numéraire à l'occasion de la rupture du jeûne du Ramadan (*Hari Idul Fitri**) et parfois du Nouvel An javanais (*Suro**) et/ou de la fête nationale (*17-an**). Ces contributions (là aussi modestes) gérées par les autorités locales, sensées les répartir entre les indigents, ont une fonction sociale. Elles sont acquittées plus volontiers par les usines dirigées par des Indonésiens que par celles aux mains d'étrangers parfois peu compréhensifs, au risque d'endurer les foudres de la population locale[1088]. Ici encore, seules sont concernées les entreprises d'une taille significative, les artisans et petits entrepreneurs, qui résident généralement sur place, contribuant à ces festivités en leur qualité de résidents. Mais on constate également que le niveau d'ancrage local des usines, déterminé par l'agencement spatial des unités de production vis-à-vis du tissu résidentiel, joue un rôle déterminant : si la plupart des usines de Tahunan et de Bangkongsari s'exécutent plus ou moins volontiers, ce n'est pas le cas de celles des zones industrielles autour de Terboyo, physiquement coupées du quartier. Les acteurs locaux (telle la fondation gérant le groupe scolaire *Hasanuddin* à Terboyo) ne cherchent même pas à les solliciter, car faute de lien direct cela impliquerait de passer par des intermédiaires qui prélèvent souvent 20 à 50% des dons[1089]. Certaines usines préfèrent accorder des bourses d'études à leurs employés les plus méritants[1090]. Une dernière forme de taxation informelle, prédatrice cette fois, est exercée par les petits délinquants locaux qui exigent de l'argent sous peine de s'attaquer aux installations. Très présente dans certains villages de Jepara comme Bangsri (au point de dissuader les investisseurs de s'y implanter) ou Batealit jusqu'au milieu des années 2010[1091], leur pression est moindre à Tahunan où les entrepreneurs parviennent à trouver des arrangements avec les *preman**[1092].

Ce qu'il faut retenir ici est que les usines qui s'inscrivent dans le secteur formel ne contribuent guère plus au revenu de l'Etat et des collectivités locales que les ateliers relevant de l'économie informelle. Quand elles acquittent l'impôt, les montants en jeu sont très faibles (0,7% du CA – soit 1,0% de la valeur ajoutée – capté à 80% par l'Etat central pour les GME du meuble de Java-Centre en 2017). Quant aux versements informels, ils sont symboliques (moins de 0,1% du CA)[1093]. Ce constat relativise

[1088] Un industriel japonais l'apprit à ses dépens : ayant longtemps refusé de contribuer aux festivités, il a subi des représailles de la part des habitants, qui ont fait appel à des *preman** pour couper l'électricité à plusieurs reprises. La tolérance a ses limites : un industriel américain, Patrick, dont l'usine générait des nuisances locales au point que des manifestations ont eu lieu, a fini par quitter Jepara pour Semarang (entretien avec Eri Agus Susanto (Z01), op.cit).

[1089] Entretien avec Bpk Zam (Z07), vice-directeur de l'école primaire *Hasanuddin* et du collège éponyme, le 13 mai 2017.

[1090] Entretien avec Bpk Zam (Z07, op.cit.).

[1091] Entretien avec Eri Agus Susanto (Z01, op.cit.).

[1092] Entretien avec Ruben van Tienhoven, propriétaire de la société *Coloured Cabinet* (12A), le 20 juillet 2017.

[1093] On notera que cette pression fiscale est très inférieure à ce que la littérature a pu relever dans d'autres contextes, comme en Afrique francophone dans les années 1980 où, même dans le secteur informel, une majorité d'entreprises manufacturières étaient imposées à des taux de plusieurs % de la valeur ajoutée (OUDIN, 1991; MORRISSON, SOLIGNAC-LECOMTE, & OUDIN, 1994) cités par (GAUTIER, RAKOTOMANANA, & ROUBAUD, 2001).

le propos dénonçant l'évasion fiscale dont serait responsable le secteur informel au détriment des principes de souveraineté des autorités (MEDAGHRI ALAOUI, 1989) et de loyauté de la concurrence avec le secteur formel (THILL & et al., 1991). Ils interrogent l'opportunité d'une taxation du secteur informel (GAUTIER, RAKOTOMANANA, & ROUBAUD, 2001), dont l'efficacité économique (LAUTIER, 1994) et les conséquences sociales (CHARMES J. , 1980) pourraient en effet annihiler les bénéfices attendus.

Rémunération des actionnaires et accumulation locale du capital

Le débat sur la rémunération relative du capital et du travail est très actuel en économie[1094]. La tendance de fonds à la financiarisation de l'économie a conduit à une « optimisation » par les actionnaires des possibilités offertes par la libéralisation des marchés financiers sans que les salariés en profitent dans les mêmes proportions (ce du fait de la mise en concurrence des pays de production dans le cadre de la NDIT). Cette valeur est donc souvent perçue comme une rémunération captée par les puissants au détriment des plus faibles, ces ouvriers dont le salaire est maintenu à peine au-dessus du seuil de survie. Elle est d'autant plus décriée que l'actionnaire est généralement anonyme et souvent étranger au territoire de production. Mais ce n'est pas nécessairement le cas : une part de la VA générée par le système productif est touchée par des actionnaires plus ou moins ancrés localement, et contribue ainsi à l'accumulation de capital qui pourra être réinvesti sur le territoire. Nous introduisons donc ici la notion d'évasion de la VA et son contraire, la captation de la valeur ajoutée par le territoire : **la Valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP).**

En nous essayant à un exercice de quantification à partir des données incomplètes et très imparfaites dont nous disposons, nous parvenons à mettre en lumière des résultats intéressants. Le premier est l'absence de corrélation entre la captation des revenus par les actionnaires et la nature de la propriété des usines (groupe industriel ou société indépendante, indonésien ou étranger) ou le type d'implantation (au sein du *cluster*, dans le tissu périurbain diffus ou en zone industrielle). La perception locale de dividendes dépend donc surtout du mode de production, les marges infimes en vigueur dans l'artisanat obérant l'accumulation de capitaux dans le *cluster* (exception faite de la parenthèse de la ruée vers le teck, où se sont constituées les rares fortunes réinvesties dans les usines aujourd'hui aux mains de Jeparanais). Le tableau de synthèse suivant estime la part du CA du secteur restant sur le territoire local. Par exemple, une production de 100 M$ assurée dans les années 2000 dans une zone industrielle génèrerait 30 M$ de revenu local, dont 6 M$ pour les habitants salariés dans les usines, 18 M$ pour les propriétaires locaux d'usines (à l'exclusion donc des propriétaires étrangers et des grands groupes), 3 M$ pour les prestataires de services induits aux entreprises et 3 M$ pour les prestataires de service induits aux ouvriers.

[1094] On se contentera ici de mentionner les travaux célèbres de Thomas Piketty (PIKETTY, 2013), qui ont popularisé cette question.

Formule 3 : Valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP) :

$$VA_LSP = R + \alpha_F.F + \alpha_T.T + \alpha_K.K$$

où VA_LSP désigne la valeur ajoutée locale du système productif (c'est-à-dire la valeur ajoutée perçue par les différents acteurs du territoire, déduction faite des flux monétaires quittant le territoire),

R la valeur ajoutée captée par les travailleurs du meuble (ouvriers et artisans) sous forme de salaire ou de prestation de sous-traitance,

F la valeur ajoutée captée par les fournisseurs de biens et de services aux entreprises,

T la valeur ajoutée captée par l'Etat, les collectivités locales et les communautés sous forme de prélèvements formes et informels,

K la valeur ajoutée captée par les actionnaires sous forme de bénéfices,

S_E le revenu des emplois induits de prestation de services aux entreprises,

S_O le revenu des emplois induits de prestation de services aux ouvriers,

α_F, α_T, α_K, α_{Se}, α_{So}, la part de la valeur ajoutée revenant respectivement aux fournisseurs, aux collectivités, aux actionnaires, aux prestataires de services induits aux entreprises, et aux prestataires de services induits aux ouvriers locaux.

Tableau 57 : Approche comparée de la valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP) du meuble pour les cas étudiés

Système productif	Village industriel (artisanat + semi-industriel)									Hammeau industriel						Zone industrielle					
Période	Pré-bulle (1985-1997)			Bulle du teck (1998-2001)			Aujourd'hui (2016-2019)			Années 2000			Aujourd'hui (2016-2019)			Années 2000			Aujourd'hui (2016-2019)		
	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale	Part totale	α	Part locale
Matières premières	40%	0%	0%	50%	0%	0%	50%	0%	0%	60%	30%	18%	35%	0%	0%	60%	30%	18%	35%	0%	0%
F	30%	100%	30%	15%	100%	15%	10%	100%	10%	5%	50%	3%	10%	50%	5%	5%	0%	0%	10%	0%	0%
R	30%	100%	30%	25%	100%	25%	25%	100%	25%	15%	100%	15%	25%	50%	13%	15%	75%	11%	25%	25%	6%
T	0%	100%	0%	0%	100%	0%	1%	75%	1%	1%	50%	1%	1%	50%	1%	1%	0%	0%	1%	0%	0%
K	10%	95%	10%	5%	90%	5%	20%	75%	15%	20%	50%	10%	35%	50%	18%	20%	50%	10%	35%	50%	18%
VGT directe	70%			45%			51%			46%			36%			39%			24%		
S_E	5%	100%	5%	4%	100%	4%	4%	100%	4%	1%	100%	1%	1%	100%	1%	2%	100%	2%	3%	100%	3%
S_O	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	2%	100%	2%	3%	100%	3%
VGT directe et induite	75%			49%			55%			47%			37%			43%			30%		

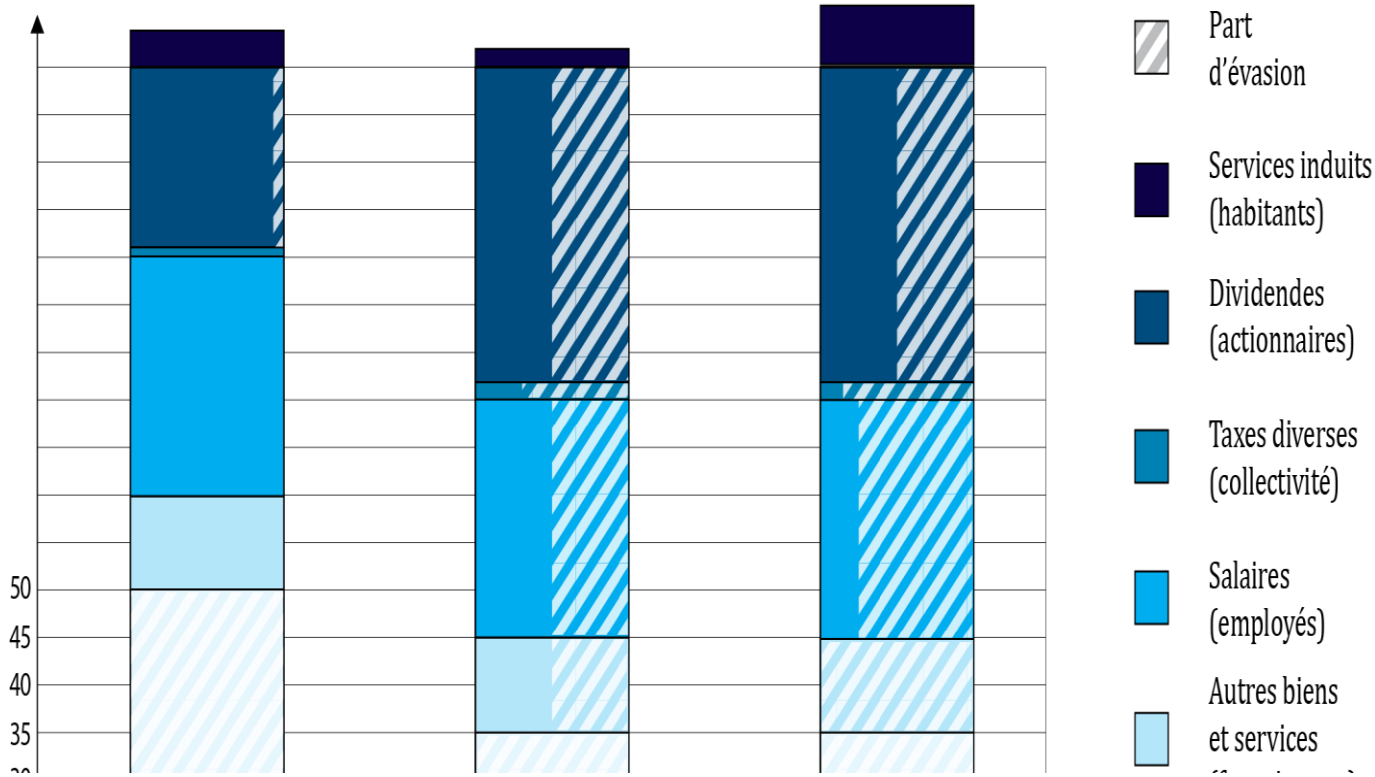
Conception : Julien Birgi

L'analyse de ce tableau livre deux enseignements majeurs :

- **D'un système productif à l'autre, la part du CA captée par le territoire local varie significativement. La production au sein du village industriel bénéficie davantage aux acteurs locaux que celle des systèmes productifs exclusivement fondés sur des usines. On note également que l'ancrage territorial du hameau industriel génère des retombées locales sensiblement supérieures à celles de la zone industrielle à partir du moment où la démocratisation de la mobilité permet aux usines de recruter dans la périphérie urbaine, au détriment des employés locaux.**

- **Au fil du temps, on constate pour tous les systèmes productifs une érosion du taux de captation de la valeur, qui s'explique par l'inflation du coût des matières premières importées dont le poids dans le coût de production augmente, et par une intensification en capitaux (en partie exogènes) de la production, tant dans les systèmes à dominante industrielle (intégration des tâches de la chaîne de valeur auparavant sous-traitées aux entrepreneurs et artisans de Jepara) que dans le village industriel (transfert d'une partie de la production vers des usines, dont certaines détenues par des capitaux étrangers).**

Figure 38 : Comparaison des principes de répartition de la valeur ajoutée entre les trois types de systèmes productifs



Conception : Julien Birgi (2020)

Chapitre 4.2 : Les effets induits de l'industrialisation : développement humain et externalités négatives

Si le revenu est l'indicateur de performance économique le plus évident, il ne suffit pas à rendre compte de l'amélioration des conditions de vie. On ne peut s'en contenter dans une approche développementaliste, et il nous faut nous interroger sur la manière dont la création de richesse affecte le bien-être des populations des systèmes productifs. Essayer de répondre à cette question implique d'évaluer non plus la performance (économique) mais les performances (économique, sociale et environnementale) des systèmes productifs, sans pouvoir malheureusement s'appuyer sur des statistiques suffisamment fines et solides, ni sur des méthodes d'enquête subjective préconisées par les théoriciens du « bien-être subjectif » (OCDE, 2013), gourmandes en taille d'échantillons. Pour ce faire, nous allons nous intéresser à une série d'indicateurs clés – quantitatifs et qualitatifs – qui nous paraissent susceptibles d'approcher les différents facteurs du bien-être des populations. Ces facteurs peuvent concerner les individus – l'éducation, la santé, le logement, la réduction des inégalités, que l'on mesure généralement par l'indice de développement humain (IDH) – mais aussi la collectivité, à travers le patrimoine commun des populations vivant sur les territoires concernés – infrastructures, etc. –.

L'impact des systèmes productifs sur le développement humain : des résultats ambigus

La notion d'IDH est apparue en 1990 sous la plume des économistes pakistanais Mahbub ul Haq et indien Amartya (Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred, l'équivalent du Nobel d'économie) dans un rapport du Programme national des Nations-Unies (Pnud). Il s'agissait de pallier les limites évidentes de la mesure du PIB, purement quantitative et qui ne préjuge pas de la manière dont la richesse produite est distribuée et se traduit concrètement dans la santé, l'éducation ou la sécurité des individus[1095]. A l'origine, l'IDH s'est contenté de compléter le PIB/habitant (alors toujours considéré comme un bon témoin du niveau de revenu) par un indicateur sanitaire (l'espérance de vie à la naissance) et un indicateur de formation (le niveau d'éducation des adultes). Il a depuis été considérablement enrichi (par des indicateurs secondaires) et complexifié (par des formules de calcul permettant de pondérer les indicateurs et de corriger les valeurs atypiques) avec notamment l'introduction en 2010 d'une mesure des inégalités (l'indice

[1095] « L'accès de l'individu à un revenu convenable est sans doute l'une des chances importantes offertes par le développement, mais ne peut pas être considéré comme la finalité unique de l'effort humain. Ce que nous appelons développement humain est le processus qui élargit l'éventail des possibilités offertes aux individus : vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable, sont des exigences fondamentales; s'y ajoutent la liberté politique, la jouissance des droits de l'homme et le respect de soi. Un véritable développement permet aux individus de faire ces choix » (PNUD, 1990, p. 1).

de développement humain ajusté selon les inégalités, IDHI). L'IDHI est particulièrement approprié à notre objectif de recherche puisqu'il permet de mieux rendre compte des effets de la création de richesse par l'industrialisation sur les conditions de vie des territoires concernés. Malheureusement, l'usage de l'indicateur se heurte aux faiblesses déjà soulignées de la statistique indonésienne[1096].

Tableau 58 : IDH à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2002 et 2019

	Indeks Pembangunan Manusia (IPM)*			**Evolution de *l'IPM* (base 100 en 1996)**		
	2019	**2002**	**1996**	**2019**	**2002**	**1996**
Ville de Semarang	83,19	73,60	72,90	114	101	100
Régence de Jepara	71,88	66,90	67,30	107	99	100
Régence de Semarang	74,14	69,50	69,90	106	99	100
Régence de Kendal	71,97	65,50	63,10	114	104	100
Régence de Demak	71,87	66,40	67,60	106	98	100
Régence de Grobogan	69,86	65,50	65,70	106	100	100
Province de Java-Centre	**71,73**	**66,30**	**67,00**	107	99	100

Source : BPS *de Java-Centre*

Ces chiffres bruts ne nous disent pas grand-chose des trajectoires de développement des territoires du meuble, si ce n'est que Jepara ne semble pas se distinguer des autres régences, à l'exception de celle de Kendal (dont on peine à expliquer une augmentation de *l'IPM* comparable à celle de la ville de Semarang). Il nous faut donc nous pencher sur les différentes composantes du développement humain, en mobilisant des indicateurs sociaux qui compléteront *l'IPM*.

L'impact de l'industrialisation sur le revenu : des résultats contrastés du fait de la prévalence du facteur de l'urbanisation et du caractère involutif du cluster

L'analyse du partage de la valeur menée au chapitre 4.1 nous a permis de montrer que certains systèmes productifs – la ville-atelier et, dans une moindre mesure, le hameau industriel – témoignent d'une plus grande propension à capter et conserver de la VA sur le territoire. Les données collectées au cours de notre enquête sur le revenu des ménages, question délicate à aborder s'il en est[1097], sont trop peu nombreuses une fois

[1096] En Indonésie, l'IDH (*Indeks Pembangunan Manusia, IPM**) ne comporte qu'une poignée indicateurs : espérance de vie à la naissance (*angka harapan hidup**) ; taux d'alphabétisation (*angka melek huruf**), remplacé depuis 2010 par l'espérance à la naissance de durée de scolarisation (*harapan lama sekolah**) ; durée moyenne de scolarisation (*rata-rata lama sekolah*) ; pouvoir d'achat (*pengeluaran per kapita*) en parité de pouvoir d'achat (PPA) par rapport aux prix de référence à Djakarta-Sud, calculée à partir d'un panier de 96 biens (66 produits alimentaires et 30 biens non-alimentaires pesant à parts équivalentes dans le panier).

[1097] Cela s'est avéré particulièrement difficile pour les assistants de recherche, alors même que l'on aurait pu imaginer que le dialogue aurait été plus aisé qu'avec un étranger. Outre la pudeur pour aborder les questions d'argent, dont Sullivan (1992)

écartées les réponses incohérentes pour prétendre à la représentativité. Mais elles apportent des indications intéressantes sur la situation des ménages et des individus, cohérentes avec les niveaux de rémunération discutés dans la partie 3. et les données statistiques. On note ainsi que le revenu des ménages enquêtés est plus faible à Terboyo que partout ailleurs, y compris à Bangkongsari dont la typologie d'emploi (usines et services informels) est pourtant relativement proche. Tahunan se détache en termes de revenu disponible une fois déduites les dépenses alimentaires (que l'on peut considérer comme contraintes), ce qui traduit un coût de la vie plus faible qu'en ville (aspect sur lequel nous reviendrons dans le paragraphe suivant sur les coûts cachés de l'industrialisation). Les écarts de revenu se creusent encore quand on rapporte le revenu au nombre d'adultes dans chaque foyer[1098], plus faible à Tahunan où les jeunes adultes quittent le domicile parental dès leur mariage. Mais les chiffres s'inversent quand on ramène le revenu au nombre de personnes (enfants compris), la natalité étant (dans notre échantillon du moins) sensiblement plus élevée à Tahunan.

Tableau 59 : Revenu moyen des ménages enquêtés

	Revenu total ($/ménage/mois)	Revenu non-alimentaire ($/ménage/mois)	Revenu total ($/adulte/mois)	Revenu total ($/tête/mois)
Tahunan	258	191	121	57
Bangkongsari	256	161	90	67
Terboyo	193	158	80	53

Source : enquête terrain auprès de 45 ménages en 2017-2018

Tableau 60 : Indicateurs de revenu à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Revenu total ($/tête/mois)	Revenu non-alimentaire ($/ménage/mois)
	2019	**2019**
Ville de Semarang	102	205
Régence de Jepara	53	99
Régence de Semarang	64	113
Régence de Kendal	65	116
Régence de Demak	68	116
Régence de Grobogan	54	83
Province de Java-Centre	**58**	**102**

Source : Julien Birgi d'après données BPS

En croisant les données de l'enquête terrain avec les statistiques du *BPS* à l'échelle des régences et des municipalités (cf. tableau ci-dessus), nous pouvons ébaucher plusieurs conclusions. (1) La première est que le

nous rappelle combien elle est dévalorisée dans l'étiquette javanaise, un défaut de sens critique pour réagir sur place aux informations manifestement incohérentes (par exemple quand les dépenses de consommation excèdent de beaucoup le revenu mentionné) a limité le nombre de réponses exploitables à celles obtenues par l'auteur lui-même.

1098 Dans les rares cas où résidait au foyer un(e) adulte marié(e) mais vivant encore séparément de son(a) conjoint(e), nous n'avons pas pris en compte son revenu. En effet, il s'est avéré qu'il (elle) conservait l'intégralité de son revenu au bénéfice de son couple (généralement en vue de financer son installation) bien que restant à charge du foyer pour les dépenses quotidiennes.

revenu disponible semble davantage corrélé au degré d'urbanisation qu'au niveau d'industrialisation. (2) La seconde est que les systèmes productifs fondés sur des usines semblent avoir un impact plus important sur le revenu que là où prévaut un *cluster* mêlant ateliers et usines ayant recours à une part importante de main d'œuvre journalière. (3) La troisième est que la dilution du revenu au sein de ce *cluster* s'est faite jusqu'à atteindre quasiment le revenu par tête des campagne les plus pauvres, ce qui semble confirmer le caractère involutif (au sens geertzien du terme) de la ville-atelier. Nous verrons plus loin dans le paragraphe sur les coûts cachés des systèmes productifs que ces résultats doivent être nuancés par les écarts de coût de la vie entre ces différents territoires (c'est toute la différence entre revenu et niveau de vie). Mais nous allons avant cela nous pencher sur les questions de pauvreté et d'inégalités au sein des systèmes productifs.

Une réduction généralisée de la pauvreté mais un *cluster* qui amortit mieux les chocs

En Indonésie, le seuil de pauvreté (*garis kemiskinan, GK**) est défini à partir du coût de revient d'un panier de produits alimentaires permettant d'atteindre 2 100 kilocalories (*garis kemiskinan makanan, GKM**) et de 52 autres biens essentiels (*garis kemiskinan non-makanan, GKNM**). Les statistiques officielles montrent que Jepara a été moins touchée par la *Krismon** que la ville de Semarang et les régences alentours, comme le montre l'évolution du taux de pauvreté entre 1996 et 1999. Grâce au boom du teck, Jepara a su résister aussi bien que les régences rurales telles que Grobogan, relativement épargnées par l'effondrement du système de crédit, la flambée des matières premières importées et la fuite des capitaux qui frappèrent de plein fouet le secteur formel des grandes villes et de leurs périphéries industrialisées. Même après l'éclatement de la bulle du teck et malgré un afflux massif de travailleurs migrants, le taux de pauvreté est resté contenu à un niveau inférieur à la moyenne de la province. En revanche, la reprise de l'économie avec un rebond de l'industrialisation et surtout une tertiarisation accélérée depuis le début des années 2000 ont fortement bénéficié à la capitale provinciale qui affiche un taux de pauvreté 2 fois moindre que Jepara. Il en va de même dans les autres régences mais dans des proportions décroissantes pour Semarang, Kendal, Demak (et même pour Grobogan, où usines et services se sont timidement développés) dont les taux de pauvreté ont diminué sur la période en convergeant vers la moyenne provinciale. Ces chiffres résumés dans le tableau ci-dessous nous livrent trois enseignements importants : (1) la tendance est à une réduction généralisée de la pauvreté ; (2) à des niveaux inversement proportionnels au degré d'urbanisation et d'industrialisation ; (3) à l'exception notable de la ville-atelier qui parvient à contenir la pauvreté mieux que ses performances économiques globales ne pourraient le laisser penser.

Tableau 61 : Taux de pauvreté à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 1996 et 2019

	1996	1999	2002	2005	2008	2011	2014	2017	2019
Ville de Semarang	12%	17%	7%	4%	6%	6%	5%	5%	4%
Régence de Jepara	7%	8%	11%	10%	11%	10%	9%	8%	7%
Régence de Semarang	13%	23%	18%	13%	11%	10%	8%	8%	7%
Régence de Kendal	17%	17%	24%	20%	18%	14%	12%	11%	9%
Régence de Demak	19%	22%	24%	24%	21%	18%	15%	13%	12%
Régence de Grobogan	37%	37%	31%	28%	20%	17%	14%	13%	12%
Province de Java-Centre	**22%**	**28%**	**23%**	**20%**	**19%**	**16%**	**14%**	**13%**	**11%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Il convient cependant de souligner que la pauvreté est une notion ambigüe, attachée à des considérations politiques qui la considèrent au prisme de l'idéologie dominante comme une déviance sociale, un mal à combattre par idéal, une entrave au bon fonctionnement de la société ou un simple indicateur de contre-performance des politiques économiques. En préambule de sa thèse sur la pauvreté à Djakarta, Judicaëlle Dietrich rappelle ainsi que « personne n'est pauvre avant d'avoir été considéré comme tel » (DIETRICH, 2017, p. 35) et les indicateurs de pauvreté conçus par ceux qui la pensent ne rendent pas compte de la manière dont les personnes décrétées pauvres se considèrent.

La convergence des inégalités entre ville et campagne et entre usines et *cluster* artisanal

Pour compléter l'appréhension de la pauvreté, nous nous intéressons dans le tableau suivant aux inégalités, qui contribuent à la notion de pauvreté perçue, tant du point de vue des personnes désignées comme pauvres que des commentateurs habilités à les classer comme tels. Car les inégalités sont désormais considérées comme un facteur de mal-être, dument comptabilisé dans le calcul de l'IDH-I. Malheureusement, le *BPS* de Java-Centre ne mesure plus la catégorie des familles dites « prospères » (*sejahtera* III plus*), ce qui rend impossible les comparaisons dans le temps long en-dehors du coefficient de Gini[1099]. Mais on peut tout de même dresser quelques constats intéressants. Ainsi, à Jepara en 2000, alors que le cluster du meuble se développait déjà depuis une quinzaine d'années, la régence comptait près de 2 fois moins de pauvres et 10 fois plus de riches que dans une régence rurale comme Grobogan et 20% à 40% moins de pauvres et 3,5 à 7 fois plus de riches que dans les régences périurbaines, qui plus est avec légèrement moins d'inégalités. Ces chiffres prouvent une incontestable capacité du cluster artisanal à réduire la pauvreté et créer de la richesse, sans pour autant creuser les disparités sociales. Mais 15 ans plus tard, alors que la production artisanale s'est affaiblie

[1099] Le coefficient (ou indice) de Gini est une formule de calcul des inégalités à partir de variables telles que le revenu, le pouvoir d'achat, le patrimoine, etc. (en Indonésie, ce sont le revenu et les dépenses des ménages qui sont intégrées). Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité absolue).

pendant que la production industrielle a pris son essor à Jepara comme à Semarang et dans sa périphérie, ces particularités ont été en grande partie effacées.

Tableau 62 : Indicateurs d'inégalités dans à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2000 et 2015

	Ménages « pré-prospères[1100] » 2000	Ménages « pré-prospères » 2015	Ménages « prospères[1101] » 2000	Ménages « prospères » 2015[1102]	Taux d'inégalité (ratio Gini) 2000	Taux d'inégalité (ratio Gini) 2015
Ville de Semarang	14,1%	7,0%	10,6%	n.d.	0,36	0,31
Régence de Jepara	37,2%	25,9%	7,0%	n.d.	0,18	0,31
Régence de Semarang	46,5%	22,0%	0,9%	n.d.	0,20	0,31
Régence de Kendal	56,5%	26,4%	2,1%	n.d.	0,22	0,34
Régence de Demak	56,5%	43,0%	1,8%	n.d.	0,19	0,32
Régence de Grobogan	71,0%	60,2%	0,7%	n.d.	0,20	0,34
Province de Java-Centre	**39,5%**	**22,4%**	**3,4%**	**n.d.**	**0,34**	**0,43**

Source : BPS *de Java-Centre*

A partir de l'échantillon réduit de données sur le revenu collectées durant notre enquête terrain, nous avons essayé de caractériser les situations locales. Car ces données générales à l'échelle des régences et municipalités masquent des réalités nécessairement différentes entre les parties du territoire et de la population les plus marquées par l'industrialisation et les autres. Au niveau des sites enquêtés, l'écart-type (qui mesure l'amplitude moyenne des écarts avec le revenu moyen) témoigne d'inégalités significatives, proportionnelles au niveau de revenu par adulte. Leur importance à Tahunan s'explique par la prévalence de l'entreprenariat (les entrepreneurs qui parviennent à maintenir leur activité à flot gagnant nettement mieux leur vie que les artisans et les journaliers payés en-deçà du salaire minimum) et à Bangkongsari par l'installation dans le hameau de classes moyennes (fonctionnaires notamment) issues du centre-ville de Semarang. Mais ces données objectives ne préjugent pas de la manière dont sont vécues les inégalités. Bien que moindres à Terboyo, elles y sont plus amèrement ressenties qu'ailleurs, l'acrimonie de la majorité des habitants (confrontés à des conditions de vie extrêmement difficiles) à l'encontre de la petite minorité de personnes parvenant à vivre relativement confortablement générant davantage de tensions qu'ailleurs.

[1100] Les familles « pré-prospères » (*pra-sejahtera*) sont définies par le *BPS* comme « les familles qui ne satisfont pas leurs besoins de base (*kebutuhan dasar**) en alimentation, en vêtements, santé, et d'éducation primaire ».

[1101] Les familles « prospères » (*sejahtera III plus*) sont définies par le BPS comme « les familles qui satisfont tous leurs besoins élémentaires, psychologiques et de développement, et sont également en mesure d'apporter leur contribution à la communauté ».

[1102] Cette catégorie a cessé d'être mesurée par le *BPS* entre 2000 et 2015.

Tableau 63 : Revenu moyen et inégalités parmi les ménages enquêtés

	Revenu total ($/adulte/mois)	Ecart-type ($/adulte/mois)
Tahunan	121	63,3
Bangkongsari	90	37,6
Terboyo	80	24,7

Source : enquête terrain auprès de 45 ménages en 2017-2018

Industrialisation et éducation : une contribution indirecte à l'élévation du niveau de formation de la nouvelle génération

L'éducation est la deuxième grande composante de l'IDH. Qu'il s'agisse de l'enseignement secondaire ou supérieur, le niveau d'étude moyen dans la régence de Jepara se situe tout au long de la période qui nous intéresse dans la moyenne de celui des régences périurbaines, plus élevé que dans la régence rurale de Grobogan, mais très en retrait par rapport à la ville de Semarang. En termes d'évolution, c'est à Jepara que le nombre d'adultes diplômés au moins du secondaire (collège et lycée) a progressé le plus vite (avec respectivement +40 points entre 1985 et 2018). Viennent ensuite la grande ville de Semarang (+36 points) et les régences alentour (+38 points à Kendal et +31 points à Demak), creusant l'écart initial avec la régence rurale de Grobogan (+29 points). En revanche, c'est en ville que le nombre d'adultes diplômés du supérieur progresse le plus (+13,9 points à Semarang), loin devant les régences industrialisées, quelqu'en soit la forme (+4,6 à +4,8 points selon les régences), Grobogan restant là encore à la traîne (+2,3 points).

La faible proportion de diplômés du secondaire au début de la période n'a pas empêché l'industrie de se développer, que cela soit sous la forme d'usines ou d'ateliers artisanaux. Cela n'est guère surprenant au regard du caractère intensif en main d'œuvre très peu qualifiée des activités [1103]. L'enquête auprès des dirigeants d'usines et des travailleurs du meuble nous a montré que la situation n'avait guère évolué de ce point de vue, le niveau moyen d'études des personnes recrutées ayant augmenté par simple effet mécanique de l'augmentation générale de la durée de scolarisation de la population tout en restant inférieur à la moyenne[1104], les compétences requises par les employeurs demeurant réduites à la portion congrue. Il est donc difficile d'identifier les liens de cause à effet entre industrialisation et formation à partir de ces seuls résultats. Il faut en effet descendre à une échelle territoriale où l'industrie est suffisamment prégnante dans l'économie – celle de l'arrondissement – pour pouvoir déceler des corrélations. On constate alors que

[1103] Rappelons que dans le secteur du meuble, les ouvriers sont la plupart du temps formés sur le tas en une à deux semaines. Le recours à des diplômés de l'enseignement professionnel (comme *SMK Pika* à Semarang) demeure très minoritaire et semble être principalement motivé par l'objectif d'entretenir un réseau local d'acteurs publics (officiels du gouvernement provincial), privés (autres chefs d'entreprises) et parapublics (enseignants) du secteur. La situation est différente pour les artisans sculpteurs et charpentiers du *cluster* artisanal, qui développent un savoir-faire dans la durée mais sans formation académique particulière.

[1104] En 2015, 48% des travailleurs des TPE et 67% de ceux des GME n'ont pas atteint l'enseignement secondaire selon le *BPS*.

l'artisanat, quand bien même il accroît le niveau de vie de la population, ne suscite pas d'investissement dans les études. Au contraire, Tahunan présente en 2015 une part d'adultes diplômés au moins du secondaire inférieur de 7 points à la moyenne de la régence de Jepara, et inférieure de 1,4 point pour la part des diplômés du supérieur[1105]. On peut essayer d'expliquer cette situation par l'entrée précoce des jeunes artisans et entrepreneurs sur un marché du travail encore majoritairement informel, où les diplômes comptent moins qu'en ville.

Quid des ouvriers dans les usines de Semarang et des alentours ? A l'inverse de Jepara, les territoires où les usines sont très présentes – comme les villages de Tugurejo (où se situe notre cas de Bangkongsari) ou Terboyo-Wetan (où se trouve Terboyo) – affichent des taux de diplômés supérieurs à la moyenne de la municipalité de Semarang (avec respectivement +7 et +9 points pour le secondaire et +1,8 et +0,0 points pour le supérieur). Il est difficile d'interpréter ces résultats si ce n'est, dans le cas de Terboyo, par la particularité de la présence ancienne d'écoles religieuses qui a pu favoriser la scolarisation des jeunes nés sur place[1106]. Toujours est-il que c'est un résultat important que cette corrélation entre travail salarié en usine d'une part, durée de scolarisation plus longue et engagement accru dans les études supérieures d'autre part. L'implantation des usines ayant historiquement précédé l'évolution du niveau de formation et l'industrie manufacturière se contentant d'une main d'œuvre peu éduquée confinée dans un nombre limité de tâches routinières, on serait tenté de déduire que le lien de causalité va de l'activité vers la formation (et non l'inverse). Ces résultats relativisent l'analyse de Wolf (1992, p. 114), qui associait besoins des entreprises et augmentation du niveau d'éducation même dans les activités industrielles les plus simples, au motif qu'une « main d'œuvre mieux éduquée aurait d'avantage d'expérience des règles strictes (*regimentation*) et serait donc plus disciplinée. En réalité, il semble plutôt que l'allongement généralisé de la durée de scolarisation résulte des politiques publiques générales d'éducation et non d'une demande particulière des industriels, qui se contentent pour l'essentiel de recrues sachant lire et écrire, sauf pour les fonctions administratives.

Ces résultats tendent également à nuancer le propos de Naik & Randolph (2019, p. 6) qui évoquent « les retombées faibles (*limited returns*) en termes de formation des marchés de l'emploi des petites villes. L'industrie à Kisangharh[1107] et dans la régence de Semarang semble avoir un effet de nivellement [par le bas] (*flattening*) sur le marché de l'emploi, où les usines absorbent de grandes quantités de jeune peu et moyennement qualifiés et où l'échelle des salaires est resserrée », et dénoncent le manque de perspectives est entretenu par les pouvoirs publics : « Les politiques de formation et de développement [en Inde et en

1105 Source : *BPS* Jepara.

1106 Encore que nous ayons relevé que cette explication, si tant est qu'elle a été pertinente, n'opère plus aujourd'hui : le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est aujourd'hui moindre à Terboyo qu'à Bangkongsari.

1107 Ville indienne retenue avec Kupang (province de Nusa Tenggara Barat, Indonésie) et la régence de Semarang dans l'étude de cas menée par Naik & Randolph (2019).

Indonésie] se concentrent largement sur l'insertion professionnelle des jeunes, sans prévoir de vision pour leur parcours professionnel ». Si ce constat est vérifié pour les employés, il omet l'effet générationnel du salariat industriel qui, par la relative sécurité économique, offre des possibilités d'investir dans la formation des enfants, qu'ils comptent en faire usage sur place (comme à Bangkongsari où les étudiants tendent à se projeter localement) ou ailleurs (comme à Terboyo, où étudier va de pair avec un départ du village). Ces résultats fragiles (qui mériteraient d'être confortés par des études approfondies sur le sujet) laisseraient entendre que l'industrialisation pourrait contribuer à l'élévation du niveau d'éducation de la génération suivante, au risque que celle-ci quitte le territoire si les perspectives qu'il offre sont dissuasives (y compris à cause des effets entropiques de l'industrialisation à outrance).

Tableau 64 : Transformations sociales à l'œuvre à Jepara, Semarang et dans les régences alentours entre 1985 et 2015

	Part des adultes diplômés de l'enseignement secondaire		Part des adultes diplômés de l'enseignement supérieur		Revenu disponible par habitant ($)
	1985	**2018**	**1985**	**2018**	**2015**
Régence de Jepara	12%	52%	0,2%	4,9%	166
Commune de Semarang	36%	72%	2,8%	16,7%	443
Régence Demak	8%	41%	0,3%	4,9%	179
Régence Semarang	n.d.	54%	n.d.	6,6%	191
Régence Kendal	10%	48%	0,3%	5,1%	174
Régence Grobogan	10%	39%	0,2%	2,5%	122
Province de Java-Centre	**n.d.**	**48%**	**n.d.**	**6,1%**	**196**

Source : BPS Java-Centre

La situation est différente pour les dirigeants d'entreprises. Les autodidactes jeparanais qui ont pris leur envol au moment de la ruée vers le teck[1108] sont une espèce en voie de disparition : la nouvelle génération de dirigeants indépendants a fait des études supérieures. Parmi les enfants des gagnants de la ruée vers le teck, certains sont diplômés d'écoles de gestion (*management*)[1109] indonésiennes ou étrangères selon le degré de réussite de leurs parents. Mais le domaine de qualification peut être tout autre. Ainsi, Eri Agus Santoso (Z01), propriétaire de *CV. JAMF* à Jepara, est titulaire d'un master en urbanisme ou, à un niveau bien plus modeste, Bpk Arifin (07D) a étudié la théologie en licence. Pour ces nouveaux dirigeants, et contrairement aux cadres des grands groupes présents à Semarang, il faut plutôt voir les études supérieures comme un capital social apportant reconnaissance sociale et appartenance à un réseau diversifié de personnes ressources (qui s'étend très au-delà de la filière industrielle proprement dite) qu'un acquis technique à même d'améliorer la productivité de l'entreprise dirigée. Les bénéfices de ce capital social sont donc de nature indirecte : ils permettront le cas échéant d'avoir accès à un service de la part des autorités (ce qui peut s'avérer précieux dans un contexte d'implantation semi-formelle des unités de production comme le sont les usines à Jepara), d'obtenir de l'information ou encore de tisser des liens avec d'autres territoires. Mais il faut également y voir

[1108] Cf. les 5 familles dominant le secteur évoquées au chapitre 1.1 (cf. note 298),

[1109] Cf. l'exemple de *Republic Furniture Group*, fondé en 1999 et repris en 2011 par les 3 enfants du fondateur.

la primauté à Jepara des objectifs de reconnaissance sociale sur les considérations purement économiques. A Semarang en revanche, le recrutement des cadres est rationnel : les cadres, tous diplômés en *management*, sont recrutés pour leurs compétences et leur expérience[1110]. Il en va de même pour les dirigeants indépendants ou d'établissements appartenant à des groupes nationaux[1111]. Mais cela ne signifie pas pour autant que le niveau de compétences présentes sur le territoire entre en ligne de compte dans les choix de localisation des entreprises, qui n'hésitent pas à recruter en-dehors du territoire si nécessaire.

A l'inverse, peut-on penser que l'industrialisation favorise l'augmentation du niveau d'études des populations qu'elle implique ? Nous avons vu que la poignée de Jeparanais qui a fait fortune dans le meuble ont veillé à ce que leurs enfants étudient dans les universités les plus prestigieuses possibles. Il en va de même pour la progéniture des entrepreneurs étrangers ayant réussi, soucieux de lui permettre de pouvoir plus tard évoluer dans le pays et le métier de leur choix[1112]. Pour cette infime minorité, la réussite économique et le mariage mixte de leurs parents ont été des conditions déterminantes de leurs études, souvent à l'étranger. Mais ce comportement reste minoritaire, comme le montrent les chiffres du BPS selon lesquels le nombre de diplômés du supérieur à Jepara se situe en-deçà des régences périurbaines (cf. tableau ci-après). C'est que la culture de l'entreprenariat s'y épanouit aux dépens de l'éducation formelle. La génération de la ruée vers le teck a fait ses armes en-dehors des heures de cours, et la scolarité ne semble pas avoir contribué à leur ascension, ni leur avoir permis de se retourner dans les moments difficiles. C'est toujours vrai aujourd'hui : les jeunes diplômés du secondaire témoignent d'une volonté de gagner leur vie et de se marier qui le dispute au projet d'étudier, et les parents se rangent souvent aux desiderata de leurs enfants[1113]. Quant à ceux qui optent pour les études, ils le font rarement dans l'objectif d'acquérir des compétences qui leur permettraient de mieux réussir dans l'activité du meuble. D'abord, parce que les perspectives d'embauche dans les entreprises locales sont limitées, si bien qu'étudier est plutôt un moyen de trouver des débouchés alternatifs, et donc de s'émanciper du cluster[1114]. Ainsi, s'il a procuré à de nombreuses familles les moyens d'une existence décente

1110 Cf. Bpk Iswahyudi (Pak Yudi, A14), diplômé en management de l'*Unnes** et directeur de l'usine *Semeru Karya Buana* du groupe nippon *Sakura Furnishing Corporation*, ou Bpk Hernawan (A03), directeur de l'usine *Ebako* également titulaire d'un *Master of Business Administration (MBA)*. Souvenons-nous également de de Bpk Didik (06C), originaire de Djakarta, qui a suivi l'usine *Quartindo* quand elle a déménagé à Demak, dont il est devenu le directeur.

1111 Cf. Bpk Yakob Firdaus (A16), ancien salarié de *Dwima Group* diplômé en agroforesterie et en *management* devenu le fondateur de *Sylva Furniture*.

1112 Cette attention à l'éducation des enfants est un des facteurs d'attractivité de la ville de Salatiga (à 45 Km. au sud de Semarang par l'autoroute Semarang-Surakarta), réputée pour la qualité de ses établissements d'enseignement protestants. Certains entrepreneurs comme Peder Nielsen (A10) ont fait le choix d'y déménager, retrouvant une communauté de dirigeants d'entreprises du meuble établies dans la régence de Semarang (située entre la ville éponyme et Salatiga).

1113 Entretien téléphonique avec Bagus Ghozali Nor le 13 décembre 2020.

1114 C'est le cas de notre première assistante de recherche, Mlle Divya Liantina, issue d'une famille d'entrepreneurs de Tahunan et qui a étudié l'urbanisme avant de travailler pour l'administration de la régence de Jepara.

leur permettant de scolariser leurs enfants et, pour certains, de financer leurs études supérieures, le cluster artisanal n'a pas favorisé l'acquisition d'un bagage académique. Comme le résume l'entrepreneur Minangkabau (et donc non-jeparanais) Bpk Andy Saidan (Z09), « les Jeparanais sont des sculpteurs doués et de bons travailleurs, bien meilleurs que ce qu'en disent les gens à l'extérieur. Mais comme partout ailleurs en Indonésie, ils n'investissent pas dans l'avenir. Il n'y a que les Chinois qui investissent dans l'éducation de leurs enfants, qui sont scolarisés dans des écoles protestantes même l'après-midi »[1115] quand les autres enfants jouent dans la rue ou à la maison.

Tableau 65 : Indicateurs de formation et d'éducation à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison

	Part des adultes diplômés du secondaire en 1985	Part des adultes diplômés du secondaire en 2019	Progression 1985-2019	Part des adultes diplômés du supérieur en 1985	Part des adultes diplômés du supérieur en 2019	Progression 1985-2019
Ville de Semarang	36,4%	71,8%	+35,4 points	2,8%	16,7%	+13,9 points
Régence de Jepara	11,5%	51,6%	+40,1 points	0,2%	4,9%	+4,7 points
Régence de Semarang	n.d.	53,9%	n.d.	n.d.	6,6%	n.d.
Régence de Kendal	9,9%	47,6%	+37,7 points	0,3%	5,1%	+4,8 points
Régence de Demak	8,1%	50,5%	+42,4 points	0,2%	4,9%	+4,7 points
Régence de Grobogan	9,5%	38,7%	+29,2 points	0,2%	2,5%	+2,3 points
Province de Java-Centre	**n.d.**	**48,0%**	**n.d.**	**n.d.**	**6,1%**	**n.d.**

Source : BPS *de Java-Centre*

Les effets imperceptibles des systèmes productifs sur la santé

Jusqu'à récemment, une grande partie de la population indonésienne était dépourvue d'assurance-maladie. Seuls étaient couverts par leur employeur les fonctionnaires et les salariés de certaines grandes entreprises. Une première réforme importante créa en 2011 l'Autorité de gestion de l'assurance sociale (*Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial, BPJS**) en distinguant une caisse d'assurance-maladie (*BPJS-Kesehatan**) et une caisse d'assurance-retraite (*BPJS-Ketenagakerjaan**). Puis, en janvier 2014, l'administration Jokowi a lancé un ambitieux programme d'assurance maladie nationale (*Jaminan Kesehatan Nasional, Jamkesnas**) visant à étendre la couverture santé à l'ensemble de la population d'ici 2019[1116]. Pour les salariés, les cotisations s'élèvent à 5% du salaire[1117] pris en charge à 20% par le salarié et à 80% par l'employeur, ce qui donne accès à une couverture santé pour l'ensemble de la famille nucléaire dans tous les établissements de santé publics, ainsi que dans les établissements privés adhérents au programme. Pour les travailleurs indépendants et ceux évoluant dans le secteur informel, il est possible d'acquitter une cotisation individuelle forfaitaire fixée en

[1115] Entretien avec Bpk Andy Saidan, propriétaire de *CV. Kantumi*, le 24 juillet 2017.

[1116] Ce programme ressemble beaucoup dans sa philosophie au dispositif *« Obamacare »* qui a peut-être inspiré la politique de l'administration Jokowi.

[1117] Soit, pour un ouvrier de Semarang payé au salaire minimum, 111 500 Rp (8 $) par mois en 2020)

2020 à 42 000 Rp (3 $) par mois. Ce programme extrêmement ambitieux visait une couverture santé universelle en 2019. Mais en dépit de progrès considérables auprès notamment des plus pauvres, il s'est avéré incapable d'atteindre l'objectif de couverture universelle, le montant des cotisations, bien que très inférieures au coût des prestations auxquelles elles donnent accès, s'avérant toujours prohibitif pour une partie de la population. Parallèlement à ce système national, les collectivités territoriales (provinces, municipalités et régences) peuvent, au titre de la Loi n°32/2004 adoptée à la suite des lois de décentralisation de la période de *Reformasi*,* mettre en place des programmes d'assurance-santé locaux (*Jaminan Kesehatan Daerah, Jamkesda**), dont la plupart sont entrés en vigueur à partir de 2009-2010[1118]. La Loi de 2014 prévoit que ces caisses locales d'assurance-maladie intègrent progressivement la caisse nationale.

Malgré tous ces dispositifs, les autorités n'ont pas été en mesure d'accompagner les besoins croissants de la population, particulièrement quand celle-ci a augmenté rapidement avec un essor de l'emploi informel comme à Jepara. Le taux de couverture santé y est très inférieur à ceux constatés ailleurs, y compris dans les régences les plus rurales. Non seulement un plus grand nombre d'actifs ne bénéficient pas de la prise en charge par leur employeur (les ouvriers des usines du *cluster* étant souvent des journaliers sans contrat de travail) mais en outre, les autorités locales n'y ont pas fait le choix d'instituer une assurance-maladie locale, ce qui peut entre autres s'expliquer par le fait que le développement du système productif n'a pas généré de fiscalité locale à même de financer un tel effort de politique sociale. La situation des salariés bénéficiant d'un contrat de travail en bonne et due forme – statut qui prévaut toujours dans l'industrie à Semarang et dans les régences alentours, malgré l'érosion du salariat à durée indéterminée dans les usines qui cherchent à gagner en flexibilité et alléger les charges sociales – est de ce point de vue bien plus enviable. Pour eux, la sécurité économique que confère un salaire fixe et régulier se double d'une sécurité sociale institutionnelle (employeur privé ou *BPJS non-PBI**), complémentaire ou alternative aux mécanismes de solidarité informels qui s'expriment au niveau du clan. En matière de santé, l'emploi formel apporte donc des progrès incontestables par rapport à l'emploi informel (qu'il soit artisanal ou industriel, via le recours aux travailleurs précaires).

[1118] Source : Centre d'information du programme national d'assurance maladie (www.jkn.jamsosindonesia.com/topik/detail/jamkesda).

Tableau 66 : Taux de couverture par les différents régimes d'assurance maladie en 2019 (plusieurs régimes peuvent être cumulés)

	Employeurs privés	Régime national (*BPJS PBI*[1119])	Régime national (*BPJS non-PBI*)	Régime local[1120] (*Jamkesda*)	Individuelle	Sans couverture santé
Ville de Semarang	7%	30%	43%	7%	2%	14%
Régence de Jepara	4%	36%	12%	3%	1%	47%
Régence de Semarang	2%	24%	33%	38%	0%	4%
Régence de Kendal	1%	28%	27%	79%	1%	5%
Régence de Demak	5%	41%	21%	79%	0%	1%
Régence de Grobogan	0%	40%	13%	95%	0%	1%
Province de Java-Centre	**2%**	**38%**	**21%**	**15%**	**1%**	**31%**

Source : BPS *de Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat Provinsi Jawa Tengah 2019

A la question de la couverture individuelle des travailleurs et de leur famille s'ajoute celle du niveau d'équipement du territoire en services sanitaires. Pour les cas graves, Semarang bénéficie de l'offre hospitalière à la hauteur de son statut de capitale administrative d'une des provinces les plus peuplées du pays, ce qui est loin d'être le cas pour les régences[1121]. Au quotidien, le réseau de dispensaires offrant des soins de proximité hérité de l'Ordre nouveau est inégal. A Jepara, le maillage de ces équipements n'a pas suivi le rythme soutenu de la croissance démographique générée par l'essor du système productif. Ce constat d'échec des autorités locales transparaît dans leurs documents de planification, qui soulignent la difficulté à répondre à la demande croissante de services publics.

Il est délicat d'établir des corrélations entre ces constats et les indicateurs sanitaires. L'espérance de vie et le taux d'incidence des maladies sont meilleurs à Semarang, sans que l'on sache si cela s'explique par un niveau de vie plus élevé, une meilleure prise en charge ou une meilleure offre de soins. Pour les autres territoires, nous ne pouvons pas distinguer de lien de cause à effet entre les limites de la politique sanitaire à Jepara et la santé de ses résidents – globalement comparable à celle des autres régences – si ce n'est en matière de prise en charge des accouchements, qui interviennent plus souvent qu'ailleurs à domicile.

[1119] *Penerima Bantuan Iuran* BPJS-BPI*,* prestation sociale aidée qui vise à améliorer la prise en charge des soins courants pour les 40% des ménages les plus pauvres. Sélectionnés sur conditions de ressources, ils bénéficient d'une cotisation réduite (42 000 Rp/mois/personne en 2020).

[1120] Les régimes locaux d'assurance-maladie peuvent se cumuler avec d'autres régimes, d'où le fait que l'addition des taux de couverture puisse dépasser 100%.

[1121] L'hôpital public *Kartini* de Jepara notamment souffre d'une réputation déplorable parmi la communauté expatriée, dont nous ne saurions dire si elle est méritée ou usurpée.

Tableau 67 : Espérance de vie et indicateurs sanitaires à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison

	Espérance de vie à la naissance (années) en 2019	Personnes tombées malades le mois précédent en 2018	Enfants nés en-dehors d'une structure sanitaire en 2018
Ville de Semarang	77,25	11%	2%
Régence de Jepara	75,74	16%	6%
Régence de Semarang	75,63	15%	4%
Régence de Kendal	74,33	17%	2%
Régence de Demak	75,31	17%	3%
Régence de Grobogan	74,61	13%	0%
Province de Java-Centre	**74,23**	**15%**	**3%**

Source : BPS *de Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat Provinsi Jawa Tengah 2019

Tableau 68 : Proportion d'habitants ayant souffert de maux au cours du mois précédent l'enquête, en 2014

	Fièvre	Toux	Rhume	Problèmes respiratoires	Diarrhée	Maux de tête	Maux de dents	Autres
Ville de Semarang	7,7%	7,8%	6,0%	2,4%	2,5%	5,9%	3,0%	64,8%
Régence de Jepara	9,2%	8,5%	6,7%	1,8%	2,7%	9,0%	5,0%	57,1%
Régence de Semarang	7,5%	12,3%	6,0%	2,5%	2,3%	12,3%	6,1%	51,1%
Régence de Kendal	5,1%	6,9%	8,7%	0,6%	1,8%	6,7%	4,3%	65,9%
Régence de Demak	3,7%	4,2%	4,5%	2,7%	3,5%	12,4%	3,0%	66,0%
Régence de Grobogan	7,1%	9,2%	8,6%	2,1%	2,9%	5,5%	3,7%	61,0%
Province de Java-Centre	**7,3%**	**8,0%**	**7,7%**	**1,9%**	**2,2%**	**9,2%**	**4,1%**	**59,6%**

Source: BPS *de Java-Centre*

Déséconomies et externalités négatives : coûts cachés du développement et notion d'externalités nettes des systèmes productifs

Les bénéfices directs (partage de la valeur générée territoriale étudiée au chapitre 4.1) et indirects (développement humain, évoqué au début du chapitre 4.2) tirés des fruits de l'industrie du meuble doivent être mis en regard des coûts – en grande partie cachés – de l'industrialisation. (1) Le premier de ces coûts est le montant des investissements publics nécessaires à l'établissement des unités de production (l'investissement privé étant amorti par les dividendes versés aux actionnaires). (2) Autre coût caché, la pollution directe (émanations notamment de poussière, de souffre, de dioxyde de souffre, de HC et de monoxyde de carbone pour lesquelles l'industrie du bois et du meuble contribue pour plus du tiers des émanations industrielles de la province) et indirecte (nuisances liées notamment au transport des marchandises et à la mobilité des employés) qui affectent les conditions de vie des riverains, et par là-même le niveau de développement. (3) Un troisième coût caché est le droit d'entrée consenti par les travailleurs pour œuvrer au sein du système productif, en particulier le surcoût de la vie à proximité des sites de production, qui peut être assimilé à une externalité négative venant en déduction du revenu nominal. L'afflux d'ouvriers

génère en outre des besoins en services et équipements publics (écoles, dispensaires, etc.) appelant des investissements de la part des collectivités locales. L'ensemble de ces incidences négatives peut être désigné par le terme de « déséconomies d'agglomération » ou « d'externalités négatives », définies par opposition aux externalités positives marshalliennes comme des « pertes d'avantages économiques dues à la forte concentration d'activités et de populations sur un même territoire : coût du foncier et de l'immobilier plus élevé, alourdissement du coût des aménagements et des infrastructures, temps long passé dans les transports, productivité amoindrie par la fatigue des transports et la pollution engendrant de la morbidité… » (DUMONT, 2020, p. 6). Nous allons essayer d'évaluer ces pertes pour nos trois cas en présence.

Les déséconomies à la charge des ménages : le coût du « droit à la ville »

La cherté de la vie en ville, qui grève la qualité de vie des travailleurs et/ou des entreprises (qui doivent de fait proposer un surcroît de rémunération pour les attirer), est appréhendée dans chaque régence/municipalité par le *BPS* en calculant chaque année le montant nécessaire pour satisfaire les besoins d'une vie décente (*Kebutuhan Hidup Layak, KHL**). Cette mesure, établie à partir d'un panier de consommation de biens essentiels[1122] sert à calculer l'inflation. Sur un territoire donné, quand le salariat prévaut (ce qui est le cas des usines de Semarang et des régences alentours), une grande partie de ce coût est absorbée par la hausse du salaire minimum légal, établi à partir justement de l'inflation[1123]. A l'inverse, les indépendants et les travailleurs informels subissent l'inflation, leur revenu n'augmentant pas aussi vite. A partir de cet indicateur, on constate que le coût de la vie à Jepara a moins augmenté que partout ailleurs, et ce en dépit du boom du meuble[1124]. Si bien qu'il faut en 2016 gagner moitié plus à Semarang qu'à Jepara pour subvenir à ses besoins essentiels.

[1122] Produits alimentaires, d'hygiène, vêtements, mobilier et électroménager, loyer, ticket de minibus, abonnement téléphonique et un ratio de 5% du revenu pour les loisirs.

[1123] C'est particulièrement vrai au cours des dernières années, où le salaire minimum légal local a convergé avec le *KHL* dont il ne s'écarte pas de plus de 5%.

[1124] Entre 2007 et 2016, il y a augmenté de 8,1%/an, contre 8,8% à Grobogan, entre 10,1 et 11,4% dans les régences autours de Semarang, et 12,4% à Semarang.

Tableau 69 : Montant nécessaire pour satisfaire les besoins d'une vie décente (*KHL) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison (Rp/mois/personne)**

	2007		2016	
	KHL	**Indice (base 100 à Grobogan)**	***KHL***	**Indice (base 100 à Grobogan)**
Ville de Semarang	665 456	109	1 909 237	146
Régence de Jepara	630 500	104	1 276 067	98
Régence de Semarang	665 924	110	1 584 135	121
Régence de Kendal	619 134	102	1 639 567	126
Régence de Demak	635 077	104	1 679 694	129
Régence de Grobogan	608 056	100	1 304 046	100

Source : BPS *de Java-Centre,* Statistik Kesejahteraan Rakyat Provinsi Jawa Tengah 2019

Pour comparer le revenu réel entre territoires, on peut s'appuyer sur le calcul de la PPA qui corrige le revenu du différentiel d'inflation. Les données du *BPS* confirment que les écarts de pouvoir d'achat entre les différents territoires est bien moindre que les écart de salaire nominal : en moyenne, la cherté de la vie à Semarang représente une pénalité de près de 10% quand son accessibilité à Jepara est assimilable à une prime de 17%, plus que toute autre régence, y compris les plus rurales comme Grobogan.

Tableau 70 : Indicateurs de niveau de vie à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2000 et 2015

	Indice de progression du revenu en PPA (base 100 en 1996)			**Revenu moyen ($/tête/mois)**	**Revenu moyen en PPA ($/tête/mois)**	**Correction de la PPA**
	1996	**2002**	**2019**	**2019**	**2019**	**2019**
Ville de Semarang	100	105	2 663	102	92	-9,8%
Régence de Jepara	100	101	1 808	53	62	+17,0%
Régence de Semarang	100	103	2 059	64	71	+10,9%
Régence de Kendal	100	104	1 999	65	68	+4,6%
Régence de Demak	100	101	1 756	68	61	-10,3%
Régence de Grobogan	100	101	1 771	54	61	+13,0%
Province de Java-Centre	**100**	**100**	**1 867**	**58**	**65**	**+12,1%**

Source : Julien Birgi d'après données du BPS *de Java-Centre*

Ces chiffres tendent en outre à sous-estimer les écarts entre ville et campagne, car ils n'intègrent pas les différences de modes de consommation (par exemple, l'autoalimentation soulage de manière non-négligeable les dépenses alimentaires des ménages là où subsistent des terrains cultivables comme à Tahunan, à Bangkongsari ou à Tambakroto). Ils peinent également à rendre compte du poids du poste du logement sur le budget des ménages, en raison de conditions de logement très différentes d'un territoire à l'autre[1125]. Ils ne

[1125] En ville, à Semarang, prévaut un marché immobilier locatif (*kos** pour les étudiants et les travailleurs migrants, comme à Terboyo) et à l'accession (*perumahan** pour les classes moyennes) ; dans sa périphérie proche (comme Bangkongsari) ou plus lointaine (comme Tambakroto), émerge un marché de terrains à bâtir ; dans les zones encore rurales ou semi-urbaines (comme Tahunan), on construit encore sa maison sur un terrain généralement donné par les parents.

reflètent pas non plus le niveau de confort associé aux dépenses, qu'il s'agisse de la taille (les logements s'avèrent ainsi bien plus spacieux à Jepara qu'à Semarang, mais plus petits que dans les régences industrielles, ce que l'on peut expliquer par la pression foncière résultant de l'afflux de migrants économiques attirés par le *cluster* et intégrés par le système productif), des matériaux employés (les maisons jeparanaises sont construites en matériaux plus nobles qu'à Semarang ou dans les régences rurales), des aménités (le taux d'équipement en sanitaires est ainsi très en retard à Jepara, ce que nous expliquons par la vigueur de la croissance démographique qui a provoqué l'envolée du le rythme de construction de maisons sans que les habitants et la collectivité ne parviennent à les équiper correctement).

Tableau 71 : Conditions de logement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Sanitaires décents (*sanitasi layak*)	**Maisons dotées de murs en dur**	**Taille des ménages**	**Superficie des logements (m^2) en 2018**				
				< 20	**20-49**	**50-99**	**100-149**	**>150**
Ville de Semarang	94%	95%	3,8	9%	18%	36%	16%	20%
Régence de Jepara	64%	88%	3,8	1%	18%	59%	14%	8%
Régence de Semarang	88%	84%	3,7	1%	8%	48%	27%	15%
Régence de Kendal	87%	68%	3,7	0%	13%	60%	18%	9%
Régence de Demak	87%	64%	3,8	1%	15%	60%	16%	8%
Régence de Grobogan	87%	22%	3,5	0%	6%	31%	27%	35%
Province de Java-Centre	**80%**	**81%**	**3,7**	**2%**	**13%**	**51%**	**20%**	**15%**

Source: BPS *de Java-Centre,* Profil tempat tinggal Propinsi Jawa Tengah 2019 *et* Statistik Kesejahteraan Rakyat Provinsi Jawa Tengah 2018

On peut conclure de ces résultats que la condition d'un travailleur non salarié à la campagne est préférable à celle qu'il aurait en ville, et que son pouvoir d'achat est moins faible qu'il n'y paraît par rapport à un ouvrier citadin. Mais les principaux gagnants de ces écarts de coût de la vie sont les travailleurs pendulaires qui bénéficient à la fois du salaire minimum en vigueur dans les usines de Semarang et du coût de la vie moindre dans les régences alentours. Même si le coût de la vie à Semarang apparaît plus élevé que dans les territoires de comparaison, il convient de relativiser ces écarts : ils restent en effet modestes par rapport à ceux constatés avec de grandes métropoles comme Surabaya et surtout Djakarta[1126]. On retrouve ainsi à Java-Centre le continuum rural-urbain souligné dans le chapitre 1.2, qui témoigne de vertus en termes de pouvoir d'achat des ouvriers, plaidant de ce point de vue pour un desserrement de l'activité manufacturière dans les villes secondaires.

[1126] Le coût de la vie moyen était ainsi 3 fois plus élevé dans la région spéciale de Djakarta que dans la province de Java-Centre en 2015, contre 1,9 fois en 2005.

Les coûts à la charge de la collectivité : les besoins en infrastructures et en équipements

La notion de coût du développement économique est ancienne. Linn (1982) cite ainsi les travaux de Warford & Julius (1977) et de la Banque Mondiale (1975) montrant qu'une part considérable (entre un tiers et deux tiers) de l'eau, de l'électricité et des télécommunications en ville était consommée par l'industrie, le commerce et les services. Certes, ce coût correspond à des investissements qui ont également bénéficié aux citadins et ne peut être réduit à une simple charge imputable aux activités économiques. Mais une part de cette amélioration de l'offre est absorbée par des surcoûts liés à la complexité des infrastructures en milieu urbain et aux coûts de structure des gestionnaires publics ou privés, qui tendent à absorber les économies d'échelle des réseaux. Ainsi, si la littérature (et particulièrement la littérature grise émanant des grandes organisations internationales) considère que la densité urbaine permet d'optimiser les infrastructures (avançant des économies de l'ordre de 30 à 50% par rapport à des zones de peuplement diffus (DODDS, SCHNEEBERGER, & ULLAH, 2012)), elle souligne également que « les bénéfices d'agglomération peuvent être effacés par l'augmentation de la congestion, de la pollution, de la pression sur les ressources naturelles, des coûts salariaux et immobiliers, des coûts de maintien de l'ordre occasionnant une criminalité et une insécurité plus élevées sous la forme d'externalités négatives ou de "déséconomies d'agglomération" » (TUROK, 2011). Ces effets augmentent avec la taille de la ville, notamment si l'urbanisation n'est pas gérée de manière appropriée, et si les villes sont dépourvues des infrastructures publiques essentielles. » (ONU Habitat, 2016, p. 47)[1127]. C'est dans les villes moyennes que le rendement des investissements dans les infrastructures paraît le plus élevé[1128].

Les concentrations industrielles sont gourmandes en infrastructures, notamment en routes et en réseaux électriques. Si pour une production donnée, certains besoins (en énergie par exemple) sont identiques, la manière d'y répondre diffère sensiblement selon que l'on s'appuie sur un réseau d'infrastructures préexistantes (auquel cas les investissements rendus nécessaires par l'essor industriel profiteront à l'ensemble des usagers, avec des possibilités de mutualisation entre les usages économiques, majoritairement diurnes, et les usages résidentiels, plutôt nocturnes) ou que l'on développe des pôles industriels ex-nihilo nécessitant des travaux ad-hoc (plus onéreux et au principal bénéfice des zones industrielles) qui échoient à la puissance publique. Ainsi, Terboyo présente le cas typique d'une privatisation des bénéfices et d'une mutualisation des charges avec de coûteux travaux consentis pour moitié par le gouvernement provincial pour créer des digues et des voies de circulation internes à une zone industrielle privée. S'agissant de l'électricité,

[1127] Un exemple nous en est donné par les métropoles indiennes engagées dans une course à l'attractivité des IDE mobilisant les partenariats public-privé ou la dette pour pallier leur manque de ressources propres, qui doivent faire face à un service de la dette grevant les finances publiques au détriment des dépenses sociales (MAHADEVIA, 2001).

[1128] Naik & Randolph (2019) citent ainsi un rapport du McKinsey Global Institute montrant que le PIB des villes indiennes de moins d'un million d'habitants a crû de 7,5%/an entre 1999 et 2006, en ne bénéficiant que de 12 $ de dépense publique par tête, contre 130 $ dans les villes plus grandes (SANKHE, et al., 2010).

les besoins des usines sont évalués par les autorités de Java-Centre à 0,3 MVA/ha[1129], ce qui implique de construire une ligne « d'extra haute-tension » (500 KV) dès 500 ha de zone industrielle et une ligne de haute-tension (150 KV) dès 70 ha[1130]. Il en va de même pour l'eau : pour alimenter les seules usines de la zone de *KIW*, la société publique qui l'aménage a construit en 2018 une canalisation de 9 Km. et une station de traitement d'une capacité de 3 000 m³/jour pour capter les eaux de surface du canal de dérivation ouest (*Banjir Kanal Barat*) de la ville de Semarang[1131]. Or, dans le cas d'une industrialisation plus diffuse, ces infrastructures utilisées en journée par les usines peuvent desservir en soirée et en début de matinée les habitants, mutualisant ainsi l'investissement, ce qui est plus difficile en cas de déséquilibre trop important entre fonctions industrielle et résidentielle. Idem pour les réseaux d'eau potable, qui doivent pouvoir délivrer un débit de 0,55 à 0,75 L/ha de zone d'activité, ce qui implique des canalisations et des pompes de relèvement considérables qui auraient pu être partagées avec des quartiers résidentiels[1132].

La situation est très différente dans les autres cas étudiés, où les travaux de viabilisation rendus nécessaires par l'industrialisation sont moindres, cofinancés par les entreprises et les propriétaires fonciers, et contribuent à l'amélioration des conditions de vie et du potentiel de développement économique de l'ensemble de la communauté. Ainsi, à Bangkongsari, Bpk Robert, propriétaire du foncier à l'ouest de Jl. Tapak où sont aujourd'hui implantées les usines de meubles, a financé sur ses propres deniers le drainage du cours d'eau qui débordait fréquemment. Cette décision visait avant tout à rendre ses terrains constructibles, mais elle a bénéficié à l'ensemble de la communauté[1133]. Parfois, ce sont les habitants qui prennent en main la viabilisation. L'exemple de la gestion de l'eau à Bangkongsari est de ce point de vue édifiant : les modalités

1129 Source : Plan d'aménagement des infrastructures pour la desserte des zones industrielles de la province de Java-Centre (*PPIPKI* Jateng*), 2019. La puissance totale installée à Java en 2017 était de 39 MW contre 23 MW en 2008 (source : *Perusahan Listrik Nasional*, *PLN**).

1130 Cela correspond en effet à la capacité maximale d'une ligne de moyenne tension (20 KV).

1131 1,3 milliard de Rp ont été dépensés rien qu'en indemnités à la compagnie ferroviaire nationale dont la voie ferrée a été impactée (DWIATMOKO, SUWITRI, WARSONO, HAYU DWIMAWANTI, & HANDAYANI, 2018). Cet investissement permet de proposer une eau meilleur marché aux entreprises que celle du réseau municipal. Le tarif pratiqué en 2018 est de 12 100 Rp/m³, inférieur à celui de l'eau fournie par la compagnie publique de la Ville, facturée 17 000 Rp/m³.

1132 En réalité, la morphologie urbaine modifie les modalités d'accès à la ressource. En ville, les habitants se branchent sur le réseau urbain moyennant l'acquittement d'un abonnement. L'eau n'est pas potable, mais elle peut être consommée en l'état pour les usages sanitaires (toilette, vaisselle, lessive, ménage) et pour la cuisine, une fois portée à ébullition. A l'opposé, en milieu peu dense comme à Tahunan ou Tambakroto, ce sont les prélèvements directs sur la nappe par des puits individuels ou familiaux qui prévalent. Bangkongsari se trouve dans une situation intermédiaire : les habitants ont déployé des réseaux de proximité gérés par une coopérative à partir de forages de quartier. En ce qui concerne les usines, la plupart prélèvent directement la ressource par forage, même à Semarang où les prélèvements effectués par l'industrie sur le réseau municipal représentent en 2019 à peine 0,6% de la distribution, contre 7,9% par le commerce et surtout 81,8% par les ménages (source : Compagnie municipale de distribution des eaux (*Perusahan Daerah Air Minum, PDAM* Kota Semarang*)).

1133 Entretien avec Bpk Suhur (16A) le 16 juillet 2017.

informelles de peuplement du site ont amené les premiers habitants à assurer eux-mêmes la viabilisation des lots défrichés sans concours des autorités locales, la municipalité n'étant intervenue que tardivement et pour desservir ses propres équipements publics (route d'accès au dépôt de la direction des Déchets). Non seulement les rues ont été dessinées, aménagées et dotées d'un réseau d'assainissement pluvial via le processus d'autolotissement (*kaveling**), mais un processus complémentaire s'est mis en place pour accéder à l'eau potable en en minimisant les coûts. Des forages couplés à un réseau de distribution ont été réalisés par des communautés de voisinage, avec cette fois le concours technique et financier de la municipalité qu'ont su mobiliser les représentants élus de chaque quartier. Dans les deux cas, le réseau naît d'une volonté collective de constituer un commun qui permettra d'accéder à des ressources autrement interdites ou trop onéreuses, ce qui indirectement soulage d'autant l'effort financier que doit consentir la municipalité pour desservir cette population nouvelle. Les usines implantées sur le secteur ont procédé de même, se greffant sur la route existante et faisant leur affaire de l'accès à l'eau. In fine, le système productif a pu réaliser les infrastructures nécessaires au développement de ses différentes composantes (unités de production, logement des ouvriers, etc.) à un coût bien plus modeste que le système productif de Terboyo, tributaire d'investissements initiaux et de dépenses importantes de rénovation consentis par les autorités publiques (municipalité et province). Le modèle du hameau industriel est ainsi celui d'un « commun » au sens ostromien (OSTROM, 1990) où l'implication directe des usagers, via des initiatives individuelles et des mécanismes de travail communautaire, peut réduire le coût de revient de ces services, soulageant d'autant la dépense publique. Nous reviendrons sur cette dimension dans le chapitre suivant.

Notre cas de la ville-atelier est plus ambigu. La responsabilisation des acteurs locaux, qui sont souvent en même temps entrepreneurs et habitants, n'est pas aussi importante que dans le hameau industriel dont nous venons de rappeler qu'elle est une condition de l'émergence. A Jepara, l'essentiel des équipements reste du ressors du gouvernement de la régence, qui peine à satisfaire les besoins d'une population en forte progression. Les documents de planification en vigueur préconisent ainsi de limiter l'immigration quitte à contenir l'essor industriel, perçu par les pouvoirs publics comme un fardeau financier (Régence de Jepara, 2011) pour une collectivité locale qui n'en perçoit guère de revenu[1134]. Seule infrastructure à déroger à cette règle : les routes. Pour les principales, les régents successifs se sont fortement mobilisés pour transférer la gestion de l'axe vital Jepara-Semarang aux autorités provinciales (gage d'élargissement de la chaussée et de transfert des dépenses d'entretien) et améliorer l'état de celles demeurées de compétence locale. Les voies tertiaires bénéficient d'un important concours financier de la régence aux autorités villageoises, qui prennent en charge la maîtrise foncière (par négociation amiable avec les propriétaires concernés) et le solde du coût

1134 Entretien avec Muhammad Siswadi, fonctionnaire du département des finances publiques de la Régence de Jepara (*Dinas Pendapatan, Pengelolaan Keuangan Aset Daerah, DPPKAD**) à Jepara le 24 juillet 2017.

des travaux[1135]. Pour les usagers, il s'agit d'investissements à la fois essentiels à l'activité du meuble et à même de valoriser le foncier[1136]. Cette primauté accordée au réseau viaire (par rapport à d'autres infrastructures jugées plus importantes ailleurs, comme l'eau potable à Bangkongsari ou l'assainissement pluvial à Terboyo) répond donc à une logique économiquement rationnelle d'investissement, qui a permis de mailler le territoire de la ville-atelier de cette treille propice aux interactions de biens, de personnes et d'informations essentielles au cluster, comme nous le verrons plus loin dans le chapitre 4.3.

Les charges communes non-monétarisées induites par la présence de l'industrie

Ainsi que nous l'indiquions en introduction, la littérature s'accorde à reconnaître les incidences de l'industrialisation – et, en corollaire, de la périurbanisation – sur la pollution des eaux imputable à l'insuffisance des réseaux d'assainissement (DOUGLASS, 1989) et la contamination des sols du fait de l'inflation du volume de déchets industriels et domestiques non-traités (AGUILAR, 2008). Il est intéressant de mobiliser ici la notion de **bien collectif ou de bien commun, défini comme un bien « dont tous [les individus] profitent en commun dans le sens où la consommation de chaque individu n'obère pas la consommation des autres individus »** (SAMUELSON, 1954, p. 387). Parmi ces biens ainsi définis comme non-exclusifs et non-rivaux, nous nous intéressons ici à ceux qui sont gratuits et que l'on peut consommer sans acquitter de droit d'usage : l'air que l'on respire, l'eau que l'on puise (seule sa distribution est un service, public ou privé, qui a un coût), la terre non artificialisée qui contribue à infiltrer et retenir les eaux de pluie, le réservoir de biodiversité, etc. : en résumé, l'environnement au sens écologique du terme.

Dans le cas d'espèce de l'industrie du meuble (et plus largement, des activités de transformation du bois), la pollution de l'air et de l'eau et les émissions de gaz à effet de serre générées sont négligeables, même dans une région comme Java-Centre où elle représente une part importante de la production industrielle (cf. tableau ci-après). De ce fait, les impacts relatifs des différents modes de fabrication, s'ils existent, ont peu d'incidence en termes absolus[1137], ce qui ne préjuge pas de problèmes localisés de pollution de l'air à cause par les poussières issues de la découpe du bois.

[1135] A Tahunan, le taux de prise en charge par les autorités locales (*dana desa*) varie entre 60% et 77% selon les exemples que nous avons observés, le reste étant pris en charge par les riverains (*swadaya*).

[1136] Cf. Entretien avec Bpk Noor Faiq (12I Tahunan) cité dans le chapitre 3.1.

[1137] La situation serait sans doute différente dans d'autres secteurs comme le textile, qui représentait 30 à 37% des émissions industrielles de gaz et de particules de la province en 2013 (source : BPS Java Centre), et sans doute bien plus pour les effluents dans les rivières.

Tableau 72 : Part des activités de transformation du bois dans les émissions industrielles de polluants à Java-Centre en 2013

	Poussières	Dioxyde de souffre (SO2)	Dioxyde d'azote (NO2)	Hydrocarbures	Monoxyde de carbone (CO)	Dioxyde de carbone (CO2)
Emissions (T/an)	90,52	715,64	510,95	641,62	327,42	19 522,36
Part dans les émissions totales de l'industrie	0,03%	0,02%	0,03%	1,02%	5,08%	1,03%

Source : BPS *de Java-Centre*

La forme d'organisation de la production – usines ou ateliers – a très peu d'incidence sur **les émissions globales de polluants**, ce qui s'explique par le fait que ce secteur d'activités présente des rendements d'échelle faiblement croissants (on ne pollue pas moins en produisant avec des machines industrielles qu'en travaillant avec de l'outillage individuel). Par contre, l'agglomération de l'activité dans des zones industrielles au plus près des habitations augmente la concentration d'émissions nocives et accroît les risques pour les sols, l'eau et l'air, et en bout de chaîne, pour les populations. A Terboyo, les habitants se plaignent ainsi des nuisances causées par les usines alentours, notamment la production de déchets industriels qui seraient jetés dans les marais environnants (12B), le bruit et le trafic de poids-lourds (17A). Peu vont jusqu'à se mobiliser pour dénoncer ces faits et tenter d'y mettre fin, soit parce qu'ils n'osent pas, soit parce qu'il est difficile d'identifier des responsables au sein des zones industrielles plus anonymes que les usines isolées, et/ou encore parce que personne ne croit possible que sa voix puisse être entendue. Il faut ajouter à ces désagréments plus ou moins graves **le risque industriel** aggravé par la proximité des usines. Le coût élevé du foncier et la volonté des aménageurs privés de zones industrielles de le valoriser au mieux explique une densité sans commune mesure avec les zones d'activités que l'on trouve sous d'autres latitudes[1138], si bien que les bâtiments sont exposés à des incendies difficiles à maîtriser[1139] dans une activité particulièrement exposée à ce risque[1140]. A Bangkongsari, les récriminations existent mais elles sont plus ciblées. Plusieurs habitants se plaignent des émissions de poussière et de fumée de la centrale à bitume exploitée par l'entreprise *PT. Muhandas*. Un pêcheur (17B) pointe également la dégradation des bassins piscicoles, sans que l'on sache s'il

[1138] Pour ne prendre que l'exemple de la France, les industriels tendent à acquérir bien plus de terrain que ne le nécessitent leurs besoins opérationnels immédiats. Pour les activités présentant les risques industriels les plus élevés, cela s'explique par la réglementation des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) qui impose des périmètres de sécurité où toute construction est bannie. Pour les autres types d'activités, bien plus communes, il s'agit de disposer de réserves foncières pour de futures extensions et/ou de réaliser un placement sûr en mettant la main sur du foncier peu onéreux car aménagé à perte par les collectivités locales au nom du développement économique.

[1139] A Kaligawe juste en face de *KIT*, un incendie a ravagé un îlot entier de la zone de *LIK* le 28 février 2018, sans que les 5 véhicules de pompiers dépêchés sur place n'aient connaissance de la dangerosité des produits entreposés dans les bâtiments où le feu s'est propagé (DOMINO, 2018).

[1140] Les poussières de sciure en suspension dans l'air peuvent s'enflammer facilement dans une atmosphère sèche si elles ne sont pas proprement évacuées par des systèmes de ventilation en fonction (ce qui n'est pas toujours le cas dans les usines que nous avons pu visiter). Les dépôts de bois et de résidus du bois peuvent également prendre feu par fermentation.

met en cause les déchets industriels et/ou la destruction de la mangrove par les extensions de zones industrielles. Mais le principal grief porte sur le trafic des poids-lourds (auxquels qui on reproche de dégrader la chaussée des routes) et le bruit des machines de nuit, que la proximité des usines rend particulièrement incommodant. Nous avons vu dans le chapitre 3.2 que la mobilisation collective des riverains a permis de parvenir à des compromis (encadrement de la plage horaire durant laquelle les machines fonctionnent) sous l'égide de la municipalité, sans que Bpk Sugeng (Z09) qui se faisait fort de garantir les intérêts de la communauté n'ait été en mesure d'obtenir davantage. A l'inverse, l'éclatement de la chaîne de production à Jepara tend à diluer les effluents. En revanche, le trafic de camionnettes, la poussière et le bruit des scieries et des ateliers génèrent des désagréments constants au plus près des maisons, mais sans que les habitants ne s'en plaignent, signe sans doute d'une adhésion générale de la population locale à l'activité.

S'agissant **de la gestion de la ressource hydraulique**, nous avons vu plus haut que la plupart des usines prélèvent l'eau dont elles ont besoin dans la nappe phréatique, soit directement (forages autonomes), soit via l'aménageur d'une zone industrielle (forage mutualisé) comme à *BSB*. En matière d'assainissement, la possibilité de gestion mutualisée des effluents plaide pour le modèle des zones industrielles, qui bénéficient d'une taille critique suffisante pour déployer des solutions hors de portée des usines isolées, d'un processus de conception planifié, de compétences techniques pour répondre aux enjeux de normes et d'image vis-à-vis des autorités locales et nationales, mais accueillent aussi des entreprises étrangères potentiellement exposées à des critiques dans leur pays d'origine. Les zones de dernière génération comme *KIW* et *BSB* sont équipées d'une station d'épuration dont le coût est répercuté aux industriels usagers au prorata du volume traité. La décontamination des polluants spécifiques reste du ressort de chaque usine, l'aménageur-gestionnaire de la zone industrielle étant sensé assurer un contrôle mensuel et le lien avec les autorités de l'environnement (DWIATMOKO, SUWITRI, WARSONO, HAYU DWIMAWANTI, & HANDAYANI, 2018). A l'inverse, les usines isolées ne sont soumises en pratique à aucun autre contrôle que celui des riverains qui rapporteraient des pollutions perceptibles. Il en va de même pour la gestion des eaux de pluie, et notamment des solutions compensatoires de l'imperméabilisation des sols causée par l'implantation des usines. Bien qu'en théorie, rien techniquement ne s'oppose à ce que les usines des hameaux industriels et de la ville-atelier construisent des bassins d'orage pour retenir les eaux de pluie et contenir le ruissellement, ce type de dispositif coûteux n'est pas imposé par les autorités locales et par conséquent, jamais mis en œuvre. En revanche, dans des zones comme *BSB*, des bassins de rétention ont été aménagés (ce qui n'est pas le cas dans les zones plus anciennes, comme Terboyo).

Les coûts cachés de l'industrialisation « en rupture avec le territoire »

A travers l'étude de deux cas en apparence analogues du point de vue de la localisation (dans l'agglomération de Semarang) et de la forme de la production (en usine) – Bangkongsari et Terboyo – nous avons montré comment les modalités d'insertion territoriales des unités de production – diffuse ou planifiée

– pouvaient modifier l'évolution des structures des systèmes productifs. Les résultats ont notamment mis en lumière certaines vertus du modèle du « hameau industriel », en particulier la relation de proximité qu'y entretiennent les entreprises et les populations locales et l'ancrage territorial qui en résulte. A l'inverse, le modèle de la « zone industrielle » porte derrière la façade formelle d'un aménagement planifié et exécuté un mode de développement gourmand en infrastructures et porteur de ruptures économiques, sociales et physiques.

Qu'en est-il dès lors pour les nouvelles « cités industrielles » promues par les autorités centrales et provinciales, jusqu'à 10 fois plus vastes que les « zones industrielles » comme Terboyo ? La rupture d'échelle ne risque-t 'elle pas de s'accompagner de fractures d'une ampleur démultipliée avec l'environnement physique, humain et économique local ? Ce modèle d'industrialisation et la périurbanisation qui l'accompagne sont en effet d'autant plus gourmands en infrastructures qu'ils s'implantent là où le foncier est abondant, peu morcelé et peu onéreux[1141], c'est-à-dire au plus loin des zones de peuplement urbain ou rural déjà un minimum équipées et organisées. Leurs sites de prédilection sont généralement d'anciennes plantations[1142] – auquel cas l'impact sur la biodiversité et le potentiel agricole et limité – ou des zones littorales[1143] – au détriment des mangrove, des pêcheries artisanales et de rizières menacées par la salinisation des sols. Il faut tout y construire ex-nihilo – infrastructures (routes mais aussi adductions d'eau potable, réseaux d'assainissement, conduites de gaz, lignes électriques, fibre optique), équipements publics (écoles, lieux de culte, dispensaires) – mais aussi hébergement et services marchands à l'attention des ouvriers migrants, qui absorberont une part considérable de la valeur ajoutée produite par les usines[1144]. Car le nombre d'emplois qu'il est prévu de créer sur ces sites « hors-sol » est hors de proportion du peuplement des campagnes alentours, qui ne pourront subvenir aux besoins de main d'œuvre de ces concentrations industrielles d'une échelle inédite, contrairement aux zones industrielles précédentes. A défaut, il faudra supporter les déplacements pendulaires avec un bassin d'emploi très étendu (PERMATASARI & HUDALAH, 2013) et répondre à la mobilité accrue de ménages motorisés[1145]. Or,

[1141] Ainsi, le directeur du Bureau de coordination des investissements (*BKPM*) Bahlil Lahadalia explique que le choix d'aménager une zone industrielle de 4 000 ha à Batang a été dicté par le fait que le foncier était détenu par un propriétaire unique de statut public (la société *PT. Perkebunan IX*), ce qui permettrait de proposer des prix plus compétitifs que ceux généralement pratiqués par les propriétaires privés (200 à 270 $/m^2) et ainsi se rapprocher des conditions offertes au Vietnam (autour de 70 $/m^2) (LINGGA, 2020).

[1142] *BSB* a par exemple été aménagée sur une plantation d'hévéas.

[1143] Comme *Kendal Industrial Park* ou *Brebes Industrial Park* (4 000 ha chacun).

[1144] D'après une étude de la Banque asiatique de développement (BAD) de 2014, les frais d'hébergement et de transport absorberaient en moyenne 35% du salaire nominal des ouvriers indonésiens travaillant dans des zones industrielles.

[1145] C'est ainsi que, dans une région où les transports en commun sont notoirement insuffisants, une ligne régulière de bus à haut niveau de service (*BRT*) a été mise en service exprès en octobre 2020 entre les gares routières de Kendal et de Semarang et la zone industrielle *KIK*. Cette ligne à tarifs réduits pour les ouvriers de la zone est opérée et financée par la Province, pour la plus

la littérature nous rappelle que les infrastructures tendent à exacerber les disparités territoriales (DUCRUET, NOTTEBOOM, & DE LANGEN, 2009). Effectivement, les investissements consentis pour la desserte de ces zones industrielles ab-initio (*greenfield*) risquent de se faire au détriment des infrastructures vieillissantes (*brownfield*) des centres urbains et industriels existants. Ainsi, le terminal portuaire prévu dans le cadre du projet *KIP* pose-t-il la question du devenir du port de commerce de Semarang, situé à quelques encablures (20 Km à peine). Il en va de même pour le réseau de distribution électrique.

Du point de vue environnemental, les nouvelles routes, lignes électriques et conduites d'assainissement requises vont accélérer le processus d'artificialisation des sols, directement mais aussi indirectement par l'urbanisation qui va se greffer sur ces réseaux neufs, dans un pays où ils sont notoirement insuffisants. Dès lors, peut-on décemment croire les promoteurs des zones industrielles dites « intégrées » quand ils affirment, comme les dirigeants de *JIPS*, que « tous les aspects de la prévention des impacts négatifs sur l'environnement sont leur première préoccupation. En conséquence de quoi, ils apportent un soin d'ensemble (*"one care"*) à tous les aspects écologiques dans le sens large du terme » (Jatengland Industrial Park Sayung, 2020) ?

Photo 52 : Travaux d'aménagement sur les mangroves de *Jatengland Industrial Park Sayung*

Source : (Jatengland Industrial Park Sayung, 2020)

Il faut ajouter à cela les incidences sociales de ces projets pour la population locale. Ils s'implantent sur des territoires dépourvus d'activité (sans même parler de tradition) industrielle, si bien que les premières usines auront probablement recours à une main d'œuvre qualifiée extérieure, y compris étrangère si elles se délocalisent, et notamment chinoise. Au vu des réactions épidermiques que provoque la question d'une

grande satisfaction du directeur de la zone industrielle. Elle n'est utilisée à son démarrage que par 63 employés de *KIK* sur 1 300 passagers quotidiens (Jababeka, 2020).

supposée immigration économique chinoise qui conforterait l'emprise des allogènes sur l'économie nationale et locale, ce sujet ne devrait pas être sous-estimé[1146].

La question des impacts environnementaux et sociaux se pose avec d'autant plus d'acuité que l'aménagement de ces zones se fait dans l'urgence, sous pression des autorités nationales et provinciales qui multiplient les injonctions à saisir l'opportunité de la guerre commerciale sino-américaine[1147]. Le retour sur investissement est pourtant loin d'être garanti. La multiplication des projets et les effets d'annonce tous azimuts à l'occasion de visites gouvernementales visant à conforter les élus locaux (gouverneurs et régents) désireux d'apparaître comme capables d'attirer la manne des investissements publics de Djakarta et privés de l'étranger, mettent les territoires en concurrence avec le risque que la commercialisation du foncier aménagé excède les besoins. Pour le directeur du Bureau de contrôle des investissements (*BKPM*), qui a la haute main depuis Djakarta sur l'agrément des IDE, ce sera aux investisseurs de choisir le site qui leur convient (LINGGA, 2020). Mais le besoin de foncier industriel était estimé en 2016 à 700 ha/an pour tout le pays par la profession (NANTI & BEEKELAR, 2016), *KIW*, qui est sans doute une des zones industrielles les plus attractives de la province au vu de sa localisation et de la qualité des prestations offertes, poursuivait avant la crise de la covid-19 un objectif de commercialisation de 8 ha/an (Antara, 2019). Même si les flux d'IDE s'accélèrent, on peut s'interroger sur un risque de surdimensionnement des zones industrielles prévues. Qu'adviendra-t-il alors des équipements et du foncier non-commercialisé ?

[1146] Les travailleurs étrangers se voient régulièrement reprocher de « voler » l'emploi des Indonésiens. Peu importe que leur part dans la main d'œuvre soit marginale (à peine 0,1% en 2018) : les griefs à leur encontre sont une préoccupation largement partagée parmi la population et sont relayés par la droite nationaliste qui en a fait un levier de conquête du pouvoir. Ainsi le principal opposant du Président Joko Widodo, l'ultranationaliste Prabowo Subianto, a-t-il lancé sa dernière campagne présidentielle par un *meeting* à la Confédération des syndicats indonésiens (*Konfederasi Serikat Pekerja Indonesia, KSPI*) le 1er mai 2018, jour de la fête du travail. Il s'y est livré à une attaque féroce contre la récente ordonnance présidentielle clarifiant le statut des travailleurs étrangers dans l'objectif d'encourager l'investissement étranger (*Peraturan Presiden Nomor 20 Tahun 2018*). Même le journal proche des milieux d'affaires *The Diplomat* le reconnaît : « employer des étrangers reste un sujet de division de la nation, ce qui en fait le thème de campagne parfait à chaque élection » (LLEWELLYN, 2018). Comme le souligne l'économiste australien spécialiste de l'Indonésie, « la participation étrangère au marché du travail d'un pays est toujours susceptible de provoquer un retour de bâton (*backlash*) nationaliste, particulièrement en Indonésie » (MANNING, 2018), ce que semblent confirmer les manifestations violentes qui éclatent épisodiquement. Des troubles ont ainsi émaillé l'année 2020 à Célèbes : menées par des ouvriers indonésiens et par des étudiants, elles ont pris pour cible les entreprises chinoises et la main d'œuvre venue de Chine. Au-delà de ces personnels qualifiés, l'ampleur des plus grands projets (qui prévoient jusqu'à 100 000 emplois) vont impliquer, si le succès commercial est au rendez-vous, une migration massive de travailleurs pauvres.

[1147] Ainsi, sur le papier, la zone industrielle de Batang doit être viabilisée en seulement 2 ans, une durée que le directeur du Bureau de coordination des investissements (*BKPM*) Bahlil Lahadalia considère encore problématique : « Nous sommes pressés car nous devons lutter contre les autres pays d'Asie du Sud-Est » (LINGGA, 2020). En effet, le Vietnam et la Malaysia notamment sont perçus comme des concurrents directs pour accueillir les usines quittant la Chine, invitant « Djakarta à avancer rapidement » (KAGDA, 2020).

Certains projets ont en outre des défauts intrinsèques. « *KIK* est un non-sens » s'agace Peder Nielsen[1148] : « le terrain est marécageux et instable, imposant des fondations de 30 m. de profondeur, d'où des coûts de construction 2 fois supérieurs à la moyenne. Sans compter le risque que le sol se déforme, ce qui peut mettre à bas les chaînes mécanisées ». Certes, le salaire minimum légal dans la régence de Kendal est inférieur à celui pratiqué à Semarang. Mais comme il y a peu de main d'œuvre à proximité, les entreprises vont devoir payer davantage (peut-être 20% de plus par rapport à leur rémunération actuelle) les ouvriers de Semarang qui accepteraient de conduire jusque là-bas. Cela va réduire à néant l'avantage compétitif et créer des embouteillages massifs sur la route. Ou alors, ils vont devoir offrir le logement aux ouvriers. Et puis, les prix ont flambé là-bas, ce qui rend l'endroit moins attractif qu'avant ». Certains commentateurs – rares parmi le concert de louanges qui entoure cet élan national – pointent le problème de positionnement de certaines zones comme Batang, moins bien située que sa concurrente de Kendal et ne disposant pas de la même force de frappe des aménageurs privés[1149]. A Java-Ouest, certaines zones industrielles dont l'alimentation électrique n'est pas suffisamment sécurisée ont souffert en 2019 de coupures d'électricité qui ont provoqué des pertes économiques estimées pour le seul premier semestre à 254 milliards de Rp (18 M$) (WISNU WAGE PAMUNGKAS, 2019). Il faut donc s'interroger sur le coût de ces travaux d'infrastructures et d'équipements laissés à la charge de l'Etat central et des collectivités locales, qui n'est pas mis en regard des retombées économiques espérées, et encore moins en regard des recettes fiscales envisageables. Or, les entreprises publiques sensées porter ces investissements sont surendettées (LINGGA, 2020)[1150].

En fin de compte, les retombées économiques espérées de la stratégie de déploiement massif de « zones industrielles intégrées » et autres « zones économiques spéciales » (auquel nous préférons le terme de « cités industrielles » qui rend mieux compte, de notre point de vue, de l'ampleur de ces projets sur l'armature urbaine régionale) en « valent-elles la peine ? ». *BSB* par exemple accueille aujourd'hui « seulement » 45 usines pour 5 000 emplois. Passés les investissements emblématiques qui semblaient attester une montée en gamme du tissu industriel régional (notamment une chaîne de montage d'engins agricoles *Kubota*, une usine de pièces automobiles *Astra*, une de pièces pour machines-outils *Asahi* et une usine de batteries, toutes japonaises), justifiant ainsi la pertinence de ce projet de « ville satellite » (*kota satelit**), l'essentiel est constitué

[1148] Entretien le 12 mai 2017.

[1149] La foncière publique singapourienne *Sembawang Development Corporation* qui aménage *KIK* dispose d'une solide expérience à Batam et Bintan (province de Riau, Insulaire face à Singapour), mais aussi au Vietnam et en Chine (LINGGA, 2020).

[1150] La compagnie nationale d'électricité *PLN** en particulier, très endettée par son programme d'investissement, est dans une situation financière si délicate qu'elle est jugée en danger par les analystes en raison de surcapacités (à hauteur de 41,5% à Java et Bali), entrainant le Gouvernement dans une fuite en avant consistant à rechercher des projets énergivores (comme des fonderies) pour absorber les surplus (ASMARINI, 2020).

d'établissements de taille intermédiaire, à capitaux indonésiens et tournés vers le marché local[1151]. C'est que la loi du marché et les objectifs de retour sur investissement des opérateurs reprennent leurs droits, invitant à céder ce foncier si précieux à qui est prêt à en acquitter le prix, que les acquéreurs créent des emplois à la hauteur des espérances initiales ou non. In fine, les retombées paraissent bien maigres au regard de l'investissement public consenti et des impacts sur l'environnement. En ira-t-il différemment pour les projets portés par des aménageurs publics, à Brebes et Batang notamment ? On est en droit d'en douter, d'abord parce que ces sociétés sont également soumises à des impératifs de retour sur investissement ; ensuite en raison du manque patent de priorisation de la stratégie industrielle nationale qui ne cible pas de filière. En résumé, ce modèle d'industrialisation par création de cités industrielles porte en germe les travers du modèle de la zone industrielle identifiés dans cette thèse avec le cas de Terboyo – artificialisation des terres, destruction des structures sociales préexistantes, création d'infrastructures nouvelles grevant les finances publiques, – mais dans des proportions sans commune mesure. Le problème est que du fait de paramètres structurels – cherté des coûts logistiques, manque de formation, environnement bureaucratique persistant – et conjoncturels – inconsistance de la stratégie industrielle, inefficacité du système fiscal – les retombées espérées de cette politique inspirée du modèle chinois – emplois qualifiés, savoir-faire et recettes fiscales – ne sont pas assurées d'être au rendez-vous.

Les charges communes non-monétarisés liées à l'accélération de la consommation des ménages

A la pollution des unités de production s'ajoute celle liée à l'urbanisation qui accompagne l'essor des systèmes productifs, dont nous avons montré qu'elle varie sensiblement d'un système productif à l'autre. Cela implique que les différentes formes d'organisation de la production génèrent des incidences indirectes sur l'environnement variables selon le mode de vie des populations impliquées.

La production de déchets ménagers est une source majeure de pollution des rivières, des sols et de l'air (quand ils sont incinérés). Elle est mal évaluée par les statistiques officielles parce que le taux de collecte est très variable d'un territoire à l'autre et qu'il est difficile d'estimer les volumes de déchets qui sont détruits à la source [1152], ramassés par des chiffonniers ou dispersés dans la nature, ce qui plaide pour une lecture

[1151] Sur les 45 entreprises recensées en 2020, 29 sont indonésiennes, en majorité dans les secteurs du négoce (22% du total des établissements), du textile (7%), du meuble et du bois (13%), de l'imprimerie (4%), de l'agroalimentaire (13%), des produits d'entretien (2%), du matériel électrique et électronique (13%) et du bâtiment et des matériaux de construction (11%) et seulement 7 (15%) à forte valeur ajoutée (chaîne de montage de motocyclettes *Triangle Motorindo*, sous-traitant de *Kubota PT Fastec et Evercross Technology*). Les établissements étrangers sont japonais (pour 5 d'entre eux) et chinois (pour le dernier), dont seulement 4 dans des secteurs que l'on peut qualifier d'intensifs en capital (source : (Gouvernement provincial de Java-Centre, 2020)).

[1152] Par incinération, y compris en ville : il nous est arrivé de constater en plein centre de Semarang des feux de déchets dont les fumées toxiques s'ajoutent en fin de journée à la pollution atmosphérique de la circulation.

précautionneuse des chiffres présentés ci-après. Mais elle a assurément beaucoup augmenté, depuis les années 2000 notamment, quand se sont généralisés les produits de consommation courante conditionnés dans des emballages en plastique, distribués par les petits supermarchés aussi bien que les commerçants indépendants et les marchands ambulants, au détriment de l'autoconsommation. Ce processus parti des villes[1153] est plus prononcé dans les régences périurbaines (Semarang, Kendal) [1154] et semi-urbaine (Jepara), où la production par tête atteint aujourd'hui 70% de celle des citadins de Semarang que dans les régences les plus rurales comme Grobogan où il reste contenu[1155]. L'industrie représente environ 10% du volume de déchets produits (notamment des emballages) – une part équivalente à celle du commerce-hôtellerie-restauration – quand les déchets ménagers pèsent pour 70%. L'impact de l'industrialisation sur la production de déchets est donc indirect et sociétal : c'est quand elle accélère l'adoption d'un modèle de consommation urbain que l'industrie y contribue. Au problème de cette production variable de déchets selon le mode de vie de la population impliquée dans l'industrie s'ajoute le paramètre des modes de collecte et de gestion, qui diffèrent également beaucoup d'un endroit à l'autre. Dans la ville et la régence de Semarang, où les autorités se préoccupent du taux de collecte afin d'éviter que les déchets soient jetés ou brûlés, cela représente un effort public important[1156] sans effacer pour autant le coût environnemental des déchets, dont l'enfouissement pose d'épineux problèmes de capacité des décharges et de pollution des nappes phréatiques. Dans les régences rurales comme Jepara, les déchets sont principalement incinérés, soit directement par les habitants, soit dans les points de collecte intermédiaires (*Tempat Pembuangan Sementara, TPS**). Nos cas apportent quelques précisions intéressantes à ce sujet. La collecte des déchets à Bangkongsari est particulièrement efficace par rapport à ce que l'on peut généralement observer dans les *kampung**. Une fois par semaine, le camion-benne de la direction des Déchets de la Ville de Semarang (stationné dans le dépôt technique situé au bout de Jl. 01) se gare sur la route principale du samedi matin au dimanche matin pour que les habitants des RT. 05 et RT. 06 y jettent leurs déchets ménagers, qui sont ensuite acheminés en décharge (*Tempat Pembuangan Akhir, TPA**).

[1153] Aujourd'hui, les ménages urbains semblent avoir atteint un palier de production de déchets : sur la commune de Semarang, elle augmente désormais à un rythme régulier de 1,65%/an depuis 2014, comparable à celui de la croissance démographique (source : direction de l'Environnement de la ville de Semarang (*Dinas Lingkungan Hidup Kota Semarang**)).

[1154] Dans la régence de Semarang, le volume de déchets collectés a par exemple augmenté de 58% entre 2011 et 2018, de 115 373 m^3 à 182 573 m^3. Sur cette période, la part en volume des déchets organiques est restée stable à 60%, pendant que celle des plastiques passait de 6% à 18% (Source : *BPS* de la régence de Semarang).

[1155] Le cas de la régence de Demak, qui présente un volume de déchets 2,5 fois moindre que dans les régences de Semarang, Kendal ou Jepara peut s'expliquer par des moyens de collecte si limités qu'une grande partie des déchets passe probablement sous les radars des services techniques locaux.

[1156] Les effectifs de la direction de l'Environnement de la municipalité sont ainsi passés de 234 agents en 2014 à 314 en 2018 (source : *Dinas Lingkungan Hidup Kota Semarang**). A cela s'ajoutent les bennes, camions de collecte, points de collecte intermédiaires (*Tempat Pembuangan Sementara, TPS**) et les décharges (*Tempat Pembuangan Akhir, TPA**). Dans la régence de Semarang, le nombre de bennes à ordure est ainsi passé entre 2011 et 2018 de 18 à 49, celui des camions de collecte de 10 à 14, et celui des *TPS* de 85 à 164 (source : *BPS* de la régence de Semarang).

Il s'agit d'un service public payant : chaque famille acquitte une contribution de 2 000 à 3 000 Rp/mois collectée par le *PKK** qui la verse ensuite directement aux agents de la direction des Déchets. A Tahunan c'est l'incinération qui prévaut, chaque famille apportant et brûlant ses déchets sur un terrain « vide » (*tanah kosong**) appartenant au clan. La prise en charge des déchets ménagers par les usagers n'est pas aussi forte à Terboyo où nous avons vu que les riverains n'hésitent pas à s'en débarrasser dans les canaux de drainage, la rivière ou les marécages du *kampung** malgré les récriminations des voisins. Du fait de moyens de collecte très insuffisants[1157], une part non-négligeable de déchets se retrouvent dans les bois, les ruisseaux et les rivières. Cela signifie que la production de déchets par tête à Jepara, certes inférieure d'un tiers à celle d'un ouvrier vivant à Semarang, donne lieu à une plus grande dispersion de déchets dans la nature en raison de moyens de collecte 2 fois moindres. Sauf quand la communauté locale peine à organiser la collecte à l'intérieur du *kampung** comme à Terboyo (où nous avons montré les liens que l'on peut établir entre l'érosion des pratiques collectives et l'industrialisation massive), auquel cas le système de collecte municipale est inopérant. Quand le circuit de collecte fonctionne en ville, du ramassage autoorganisé au sein du *kampung** jusqu'à l'acheminement aux *TPS** puis au *TPA**, cela implique parc contre un volume d'enfouissement en décharge 10 fois plus important qu'à Jepara.

Tableau 73 : Indicateurs de production et de gestion des déchets à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison

	Production de déchets en 2019			Devenir des déchets en 2018				Moyens 2018
	Prod. identifiée (m^3/hab.)	*dont plastiques*	*dont organiques*	Collectés et enfouis	Incinérés sur place	Dispersés	Volume Dispersé (m3/hab.)	Véhicules de collecte (/000 hab.)
Ville de Semarang	0,258	20%	5%	97%	3%	0%	0,000	0,14
Régence de Jepara	0,182	26%	-	15%	78%	7%	0,012	0,07
Régence de Semarang	0,183	15%	-	23%	70%	6%	0,011	0,02
Régence de Kendal	0,190	41%	-	19%	71%	9%	0,017	n.d.
Régence de Demak	0,076	29%	-	18%	73%	7%	0,005	0,01
Régence de Grobogan	0,021	19%	-	4%	92%	4%	0,001	0,04
Province de Java Centre	**0,162**	**19%**	**11%**	**17%**	**73%**	**7%**	**0,012**	**0,03**

*Source : Direction de l'Environnement et des forêts de Java-Centre (*Dinas Lingkungan Hidup Dan Kehutanan Provinsi Jawa Tengah*)*

S'agissant de l'eau potable, les prélèvements individuels sauvages qui sont la norme contribuent à tarir la ressource en période sèche où le débit fourni par le réseau diminue, contraignant les ménages à laisser le robinet ouvert en permanence pour collecter un mince filet d'eau. Surtout, la baisse du niveau de la nappe phréatique est la principale cause du phénomène de subsidence (*rob**) qui voit le sol urbain s'enfoncer régulièrement, provoquant des inondations récurrentes. La ressource est-elle pour autant mieux gérée dans le cas d'un réseau urbain municipal, et donc en ville dense ? Cela pourrait être le cas à condition que le réseau

[1157] On compte proportionnellement 2 fois moins de bennes à ordure à Jepara qu'à Semarang, 4 fois moins à Grobogan, 7 fois moins dans la régence de Semarang et plus de 10 fois moins à Demak (source : *BPS* des collectivités citées).

soit en bon état pour limiter les pertes dues aux fuites et donc des investissements particulièrement onéreux. Un autre problème majeur est celui de l'assainissement. Selon les statistiques officielles, la part de foyers dépourvus de tout système d'assainissement est très faible à Semarang (5% en 2019), relativement limitée dans les régences environnantes (entre 4% à Demak, 17% à Kendal, 28% à Semarang et 14% à Grobogan) mais élevée à Jepara (49%). Il est assez difficile d'expliquer ces écarts si ce n'est par une démission des autorités locales vis-à-vis du contrôle de l'autoconstruction et de ses conditions d'assainissement dans des endroits où la croissance démographique est soutenue. Mais ces chiffres sont trompeurs. En effet, assainissement ou pas, la quasi-totalité des eaux usées n'est pas traitée. Les eaux dites grises (eaux de vaisselle, de lessive et de douches) sont généralement rejetées dans le réseau d'assainissement pluvial qui se déverse dans les cours d'eau. Mais surtout, les eaux noires (celles issues des sanitaires) sont collectées par des fosses septiques individuelles ou collectives (dans ce cas, plusieurs maisons riveraines sont raccordées à une fosse plus importante installée sous la chaussée de la rue qui les dessert) qui ne sont vidangées que très occasionnellement. Si bien que les matières fécales s'infiltrent, contaminant la nappe phréatique dans laquelle puisent les usagers pour leurs besoins quotidiens. Face à cette impéritie des autorités locales, un principe de réalité plaiderait pour un aménagement déconcentré diffusant prélèvements et rejets plutôt que d'en concentrer les effets. C'est en effet en milieu urbain que les problèmes de pollution des eaux sont les plus aigus.

Tableau 74 : Source d'approvisionnement en eau courante à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Réseau	Source	Puits	Eau de pluie	Eau de surface	Eau en bouteille	Autres
Ville de Semarang	16%	1%	17%	0%	0%	66%	0%
Régence de Jepara	13%	5%	68%	0%	0%	19%	0%
Régence de Semarang	12%	27%	74%	0%	0%	13%	0%
Régence de Kendal	26%	18%	48%	0%	0%	25%	1%
Régence de Demak	9%	0%	25%	1%	1%	65%	0%
Régence de Grobogan	3%	4%	36%	0%	0%	62%	0%
Province de Java-Centre	**17%**	**14%**	**57%**	**0%**	**0%**	**25%**	**0%**

Source: BPS *de Java-Centre,* Hasil Pendataan Updating Potensi Desa 2019

Tableau 75 : Modalités d'assainissement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Réseau (*Sistem Pengelolaan Air Limbah, SPAL*)	Fosse septique (*tangki septik*)	Aucun
Ville de Semarang	0,3%	98,5%	1,2%
Régence de Jepara	0,6%	53,7%	45,7%
Régence de Semarang	0,5%	74,1%	25,4%
Régence de Kendal	0,3%	88,9%	9,8%
Régence de Demak	0,5%	91,7%	7,8%
Régence de Grobogan	0,2%	92,2%	7,6%
Province de Java-Centre	**0,6%**	**81,4%**	**8,0%**

Source: BPS *de Java-Centre,* Susenas 2019

Le dernier impact environnemental majeur de l'urbanisation induite par l'essor de nos systèmes productifs concerne **les mobilités, et plus particulièrement les déplacements pendulaires.** En ayant recours à une main d'œuvre parfois éloignée, les concentrations industrielles contribuent à l'inflation de la circulation – en particulier des deux-roues – sur les axes radiaux reliant les zones industrielles aux zones de peuplement périurbaines. Si on estime qu'environ 75% de la main d'œuvre des usines de Terboyo réside dans d'autres régences que Semarang contre 50% à Bangkongsari et 0% à Tahunan et que la distance moyenne de trajet pendulaire est de 10 Km. contre 1 Km. pour les locaux, cela équivaut à un volume de déplacement annuel par travailleur 5 fois moindre dans la ville-atelier que dans le hameau industriel, et près de 8 fois moindre que dans la zone industrielle (Cf. tableau ci-dessous). Ces déplacements motorisés ont des incidences en termes d'émissions de gaz à effet de serre (somme toute relativement modestes par rapport aux autres facteurs d'émissions comme la production d'électricité ou l'agriculture) et surtout de congestion des routes, d'accidentologie et de pollution de l'air.

Tableau 76 : Evaluation de la distance moyenne parcourue par travailleur selon les différents systèmes productifs

	Ville-atelier	Hameau industriel	Zone industrielle
Part de travailleurs pendulaires	0%	50%	75%
Trajet moyen des pendulaires par jour de travail	20 Km	20 Km	20 Km
Part de travailleurs résidant à proximité	100%	50%	25%
Trajet moyen des travailleurs à proximité	2 Km	2 Km	2 km
Distance annuelle moyenne parcourue par travailleur	500 Km	2 750 Km	3 875 Km

Conception et données collectées par l'auteur

Le « coût social » des différents systèmes productifs

Le panorama des externalités négatives ne saurait être complet sans s'intéresser aux répercussions sociales de l'essor des différents systèmes productifs. Nous avons évoqué en introduction le caractère destructeur de l'industrialisation pour les structures sociales préexistantes, caractère mis en lumière aux prémices de la seconde révolution industrielle par la sociologie naissante (TÖNNIES, 1887; DURKHEIM, 1893). Pour celle-ci, la spécialisation des tâches détache les individus de leur communauté (la *Gemeinschaft* de Tönnies) et les inscrit dans un système complexe de relations de complémentarités régies par des relations pécuniaires (la *gesellschaft*), l'exposant à un isolement pouvant s'avérer d'autant plus grave pour certains contemporains qu'il s'accompagne d'un recul des valeurs spirituelles (DURKHEIM, 1897). S'agissant des pays émergents, la littérature contemporaine s'est intéressée à la condition ouvrière en étudiant les migrations dans les régions très industrialisées (comme l'île de Batam face à Singapour (FAU, HUSSON, & CHARBIT, 2000; FAU, 1999)) ou les parcours des ouvrières qui ont quitté leur village pour rejoindre les usines dans les grandes villes.

Pour ces ouvrier(e)s migrant(e)s, nul doute que le déracinement pour un emploi précaire et moyennement rémunéré représente une perte de capital social qui n'est pas compensée par les liens noués à

l'usine ou dans les dortoirs. Et dans un pays où l'insécurité économique prévaut et où les filets de sécurité sociale demeurent embryonnaires, cette perte nette de capital social va de pair avec des conditions de vie plus précaires, sans même parler des avantages à long terme sur le bien-être individuel et les capacités d'ascension sociale que procure le capital social (PUTNAM R. D., 2000). Dans les grands pôles industriels, certains employeurs et des syndicats conscients de l'enjeu mettent en place des mesures visant à recréer des sociabilités. A Djakarta ou à Bangkok, des excursions sont ainsi organisées aux frais des entreprises textiles, dans un secteur pourtant peu réputé pour son attention au sort des ouvriers. Mills (1999) et Warouw (2008) notent le lien entre ces initiatives et le profil de la main d'œuvre, composée en majorité de travailleurs migrants issus de campagnes lointaines. Mills explique que ces voyages cherchant à promouvoir une « solidarité » fondée sur une « unité de classe » visent à proposer une alternative aux obstacles de l'univers urbain. Ces mesures sociales seraient donc une tentative de pallier les conséquences du déracinement géographique mais aussi culturel de ces jeunes migrantes.

Or, les initiatives de ce genre sont totalement absentes du contexte de l'industrie javanaise du meuble. Non seulement nous n'avons pas trouvé trace d'une classe ouvrière en tant que groupe social à proprement parler (Cf. chapitre 1.2), mais nous n'avons pas non plus identifié de volonté de la part des acteurs – employés, employeurs, ou prescripteurs publics (les syndicats étant quant à eux invisibles) – de mobiliser les travailleurs du meuble, dans une société où l'organisation des activités en groupes formels est pourtant la règle[1158]. Nous expliquons ce vide du collectif professionnel par le fait que dans le cas d'espèce, la main d'œuvre provient en grande majorité des environs et n'a donc pas rompu avec ses attaches et ses sociabilités traditionnelles qui continuent à jouer tout leur rôle. Cette configuration, vérifiée tant dans les usines de Semarang que les ateliers et les usines de Jepara, est permise par le rapport d'échelle entre la taille de l'appareil productif et le volume du bassin d'emploi immédiatement accessible, qui ne nécessite pas de recourir à une main d'œuvre importée. Ce constat n'est pas nouveau, Wolf (1992) notamment l'ayant dressé dans la régence Semarang à la fin des années 1980. Mais le fait que 30 ans après, alors que la littérature sur l'industrialisation s'est concentrée sur les méga-usines et les zones industrielles des grandes métropoles asiatiques et les affres du déracinement[1159], cette situation soit la règle dans une région industrielle majeure comme Java-Centre est un résultat important.

[1158] C'est le cas pour les activités professionnelles (y compris dans l'économie informelle comme le montre l'exemple des coopératives de porteurs (*kuli angkut**) dont nous avons parlé à Bangkongsari) comme dans le champ social où les organisations confessionnelles, sportives, ou fondées sur le statut de femme ou de jeune sont légion. Il en va de même avec l'action publique locale qui se déploie dans le cadre des organisations de quartier.

[1159] A Tangerang, à 35 Km. à l'ouest du centre de Djakarta, « les habitants locaux travaillent rarement comme ouvriers dans les établissements industriels environnant leur quartier. A la place, ce sont des migrants – beaucoup étant des femmes – qui composent l'essentiel de la main d'œuvre des usines de la région. Contrairement aux "filles d'usines" (*factory daughters*) rurales qui peuvent regagner leur domicile quotidiennement (WOLF, 1992), ces travailleurs migrants s'installent dans une existence

Il n'en demeure pas moins que, même dans cette configuration de continuum géographique entre centres de production et bassins de main d'œuvre rurale, le tissu social se transforme sous le double effet de l'industrialisation et de l'urbanisation qui l'accompagne. L'afflux de nouvelles populations par exemple peut, selon « la théorie du conflit » évoquée en introduction, nourrir des mécanismes de défiance, de repli sur soi et de tensions communautaires (BLALOCK, 1967; GILES & EVANS, 1986; BREWER & BROWN, 1998; ANDERSON & PASKEVICIUTE, 2006; LEIGH, 2006) assimilables à une dépréciation du capital social qui prend la forme de désinvestissement des communs (au détriment de leur efficience, et donc de la bonne gestion des biens collectifs) (ALESINA, BAQIR, & EASTERLY, 1999; COSTA & KAHN, 2003; VIGDOR, 2004; SOROKA, HELLIWELL, & JOHNSTON, 2007; PENNANT, 2005; MIGUEL & GUGERTY, 2005) et un affaiblissement des relations économiques (*business linkage*) (KARLAN, 2002; KHWAJA, 2006) qui se répercute sur la productivité du système (ALESINA & LA FERRARA, 2005). S'y ajoute le coût des dysfonctionnements sociaux. Les statistiques de la criminalité par exemple (qu'il convient d'interpréter avec précaution tant ce type de données peine à rendre compte de la réalité des faits) tendent à montrer que la délinquance frappe proportionnellement au degré d'urbanisation : elle fait davantage de victimes en ville (à Semarang) qu'à la campagne (à Grobogan), les régences périurbaines se situant entre ces deux extrêmes. On constate cela dit que Jepara présente un niveau de délinquance plutôt contenu au regard des changements profonds occasionnés par la forte croissance démographique. Si ces données étaient confirmées par des études plus détaillées[1160], cela pourrait suggérer que le type de système productif peut avoir un effet sur la cohésion sociale en limitant l'anonymat et les inégalités (qualités mises en exergue dans le cas de Tahunan), et surtout en donnant de plus grandes possibilités d'insertion professionnelle.

urbaine relativement permanente loin de l'arrière-pays rural indonésien. Le travail en usine expose ces travailleurs migrants à des conditions et des expériences très différentes de celles des campagnes où ils ont grandi » (WAROUW, 2008, p. 104).

1160 Il faudrait en particulier vérifier dans quelle mesure la délinquance locale (celle des *preman**, dont nous avons vu dans le chapitre 3.1 qu'elle était assez présente à Jepara) donne lieu à des signalements aux autorités, et si ceux-ci sont repris dans les statistiques.

Tableau 77 : Proportion d'individus victimes de persécutions (*penganiayaan), vols (*pencurian**), vols avec violence (*pencurian dengan kekerasan**), violences sexuelles (*pelecehan seksual**) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019**

	Taux de criminalité	Part de la population qui a déjà été victime de crimes			Maltraitance infantile
	Crimes rapportés pour 100.000 hab.	Femmes	Hommes	Ensemble	Part de maltraités parmi les -15 ans
Ville de Semarang	4,5	1,16%	1,98%	1,56%	0,17%
Régence de Jepara	0,9	0,79%	0,69%	0,74%	0,60%
Régence de Semarang	0,7	0,94%	1,03%	0,98%	1,84%
Régence de Kendal	0,4	1,28%	1,05%	1,16%	0,49%
Régence de Demak	0,5	0,37%	0,65%	0,51%	1,96%
Régence de Grobogan	0,4	0,26%	0,75%	0,50%	0,16%
Province de Java Centre	**n.d.**	**0,71%**	**0,99%**	**0,84%**	**1,00%**

Source: BPS de Java-Centre, Biro Pengendalian Operasi* Mabes* Polri* *et* Statistik kesejahteraan rakyat Propinsi Jawa Tengah 2019

Notre étude de cas a montré que localement, l'impact de la massification de la production sur les structures sociales différait beaucoup selon les formes d'organisation du système productif. A Terboyo l'industrialisation massive des alentours du village s'est traduite par une dégradation du vivre-ensemble que révèlent l'érosion des pratiques collectives, le désinvestissement des communs, des tensions de voisinage et une plus grande monétarisation des échanges qu'ailleurs. A Bangkongsari à l'inverse, l'industrialisation est indissociable du processus de construction d'une nouvelle communauté hybride, très impliquée dans le développement de communs. En instaurant une proximité géographique entre entreprises, autochtones et allogènes, la morphologie du hameau industriel a sans doute contribué à faciliter la résorption de la distance sociale entre ces différents acteurs, concourant à forger un sentiment d'identité commune, de proximité et d'expériences partagées dont Alba & Nee (2003) soulignent l'importance. Quant à la ville-atelier, le cas de Tahunan témoigne de la persistance d'un socle local de valeurs qui se sont accommodées de l'essor spectaculaire de l'activité du meuble et de l'afflux de migrants économiques, accueillis au sein du système productif dans une dynamique d'assimilation (pour ceux des Javanais qui ont fait souche) ou de tolérance (pour les autres Javanais et non-Javanais), mais sans hybridation. Nous reviendrons sur cette dimension dans le chapitre suivant, sous l'angle de l'accumulation de capital social.

Enfin, aucun des cas que nous avons étudiés ne témoigne d'une « rupture des valeurs (*break in value*) » au profit d'une culture « kitsch et pastiche » (SOON & GOH, 2003) que nous évoquions en introduction. Nous avons constaté par contre un glissement vers la société de consommation, via notamment l'essor du salariat et la démocratisation du crédit, plus ou moins rapide selon les systèmes productifs. Il semble plus important à Terboyo, où nous avons observé davantage de considérations matérielles, encore qu'il conviendrait de se demander si l'empreinte plus forte de la vie religieuse qui y prévaut ne correspond pas à une forme de résistance à la « modernisation ». Il se manifeste différemment à Bangkongsari, où subsistent des activités vivrières et où les acteurs de l'aménagement du village veillent à entretenir une certaine tradition dans les

activités sociales (musique, danse, arts martiaux). Enfin, malgré le matérialisme dont sont taxés les Jeparanais – et surtout les Jeparanaises –, la ville-atelier témoigne encore d'un caractère très provincial, voire rural, qui contraste avec son insertion dans les réseaux de la mondialisation.

Pour conclure cette partie, nous aimerions synthétiser ces résultats complexes en représentant de manière simplifiée les gains et les coûts induits par l'industrialisation, en évaluer les écarts d'un type de système productif à l'autre et les comparer à la VA locale du système productif (VA_LSP) estimée dans le chapitre 4.1. Cela permettra d'approcher la notion de valeur ajoutée locale nette du système productif ($VA_{LN}SP$) introduite au début de ce chapitre. Le tableau schématique ci-dessous souligne l'existence de différentiels d'externalités négatives entre les typologies de systèmes productifs. S'il ne peut rendre compte de leur pondération faute de données quantitatives appropriées, il montre que ces déséconomies se concentrent sur la zone industrielle. A l'opposé, la ville-atelier, et dans une moindre mesure le hameau industriel, apparaissent comme des formes d'organisation plus sobres et plus respectueuses des biens communs.

Tableau 78 : Evaluation quantitative et qualitative des effets induits des systèmes productifs

↑ Bénéfice induit ↓ Coût induit	Ville-atelier	Hameau industriel	Zone industrielle
Indicateurs de développement humain			
Réduction de la pauvreté	↑↑	↑	↑
Creusement des inégalités	↓	↓↓	↓↓
Amélioration de l'éducation	-	↑	-
Couverture santé	-	↑↑	↑
Déséconomies			
Infrastructures	↓	↓	↓↓
Cherté de la vie	↑↑	↑	↓
Biens communs			
Pollution industrielle	↓	↓	↓↓
Déchets			
Préservation de la ressource en eau	↓	↓	↓↓
Circulation	-	↓	↓↓
Tissu social			
Perte de sociabilités (déracinement)	-	-	↓
Nouvelles sociabilités (inclusion)	↑	↑	-
Délinquance	↓	↓	↓↓

Conception et données collectées par l'auteur

Chapitre 4.3 : Les systèmes productifs au crible de leur durabilité

Après nous être interrogés sur les niveaux et les formes de valorisation nette directe et indirecte générée par les différents systèmes productifs, nous allons ici aborder la dimension temporelle de ces dynamiques. La partie 2 a montré combien les systèmes pouvaient évoluer au fil du temps sous le double effet des structures externes (la conjoncture économique internationale, les transformations sociétales liées à un effet générationnel touchant l'ensemble de la population, les transformations de l'environnement spatial régional) et des interactions internes (entre entreprises, employeurs et travailleurs, et le territoire où ils s'expriment). Lorsque les circonstances étaient favorables, les systèmes se sont développés ; en période de crise, ils se sont contractés en sachant se recomposer pour s'adapter à la nouvelle donne. Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Les modèles productifs que nous avons identifiés portent-ils en germe une capacité à se maintenir et croître dans le temps long, ou sont-ils au contraire structurellement engagés dans une voie conduisant à une entropie à plus ou moins long terme ?

Nous allons ici mobiliser le concept de durabilité au sens où l'entend le célèbre rapport Bruntland des Nations Unies (BRUNDTLAND, 1987). Omniprésent dans les années 1990 et 2000, parfois galvaudé voire dévoyé, il propose une définition qui n'en demeure pas moins opérante dans la mesure où elle est suffisamment étendue et plastique pour s'appliquer à une diversité de contextes confinant à l'universalité. Cette définition, selon laquelle le développement durable est « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », passe par un équilibre entre trois composantes majeurs (ou piliers) – économique, sociale, et environnementale. Sur un plan théorique, la finalité du développement durable ainsi défini paraît difficilement contestable. Nous prenons le parti de ne pas la contester pour nous pencher ici plutôt sur ce qu'elle implique du point de vue de notre hypothèse.

La voie escarpée de la montée en gamme : problèmes d'accumulation de capital technologique, commercial et humain

Le choix de privilégier l'étude d'un secteur d'activités intensif en main d'œuvre, motivé par la nécessité de disposer d'une chaîne de valeur simple pour étudier les interactions systémiques complexes, interpelle le paradigme du vol d'oies sauvages d'Akematsu (1962). Selon cette théorie évoquée en introduction, l'industrie javanaise du meuble aurait dû régresser à mesure qu'augmentaient le niveau de vie et les coûts de production, pour laisser place à des activités plus intensives en capital à plus forte valeur ajoutée. Or, nous avons vu dans le chapitre 2.1 qu'en réalité, l'industrie du meuble s'était maintenue dans la région en combinant l'évolution d'une partie de la production vers des marchés de niche (chaînes d'hôtellerie-restauration notamment) grâce

à une montée en gamme de la qualité des produits (mesurée en termes de robustesse, de régularité et de finition conformes aux cahiers des charges des acheteurs), et pour le reste, une réorientation vers le marché domestique (ménages des classes moyennes émergentes) grâce à un rapport qualité/prix avantageux par rapport aux importations (plus coûteuses) et aux autres centres de production du pays (à la réputation médiocre).

En arrière-plan de ces évolutions, l'industrie javanaise du meuble, prise en étau après l'éclatement de la bulle du teck et l'affirmation d'une concurrence internationale durable entre l'inflation des matières premières sans cesse plus rares et la pression sur le prix des produits finis, n'a pu se maintenir qu'en nivelant par le bas les salaires, effet typique de l'entrée sur le marché international d'une industrie peu compétitive (KLAPINSKY, MORRIS, & READMAN, 2002). Déjà très faible par rapport à la moyenne du secteur secondaire dans son ensemble, la productivité des travailleurs du meuble s'est dégradée au fil des ans[1161]. Les systèmes productifs en présence vont-ils pouvoir se maintenir ainsi, en pressurant jusqu'au seuil de la survie un volume de main d'œuvre illimité selon un processus involutif geertzien ? De quelles cartes disposent-ils pour s'affranchir de ce carcan de la compétition par le prix ?

Pour essayer de répondre, il faut analyser la structure du capital, qui prend la forme de plusieurs types d'actifs (au sens comptable du terme) parmi lesquels l'appareil de production (locaux et machines), les compétences (brevets, qualifications de la main d'œuvre, recherche et innovation), ou encore la réputation (marque, origine, et réseaux commerciaux).

Une dynamique fragile d'accumulation du capital à Semarang

On peut légitimement considérer que les usines maîtrisant la chaîne de valeur situées dans les zones industrielles et les hameaux industriels de Semarang, qui disposent d'actifs plus importants (fours électriques, machines-outils performantes, cadres intermédiaires qualifiés, contrats-cadres avec *Perum Perhutani* pour l'approvisionnement en bois de qualité, réseau de clients développé par la maison-mère, etc.), sont engagées dans un processus de montée en gamme encore timide. Les cahiers des charges stricts imposés par les clients étrangers ont amené la plupart des dirigeants d'usines à réduire le recours à la sous-traitance locale. En corollaire, ils ont investi depuis les années 2000 dans des bâtiments, des machines et un encadrement intermédiaire pour internaliser la production. C'est encore plus vrai pour les filiales de groupes internationaux, dont les processus d'externalisation sont normés et échappent en partie aux dirigeants locaux.

[1161] En 2001, elle représentait selon le *BPS* 29% de la productivité moyenne de l'industrie indonésienne tous secteurs confondus ; en 2012, elle était tombée à seulement 19%, ce qui signifie qu'un travailleur du meuble est devenu 5 fois moins productif qu'un ouvrier moyen. Dans le même intervalle, la productivité relative dans les autres secteurs intensifs en main d'œuvre s'est légèrement effritée dans l'agroalimentaire (de 114 à 108%) et l'habillement (de 34 à 31%) mais a nettement progressé dans l'électronique (de 12 à 77%).

Les entreprises indonésiennes peuvent davantage s'affranchir de processus décisionnels hors-sol, et saisir les opportunités locales, comme par exemple la société *Cege One* qui explore actuellement avec des fournisseurs locaux les possibilités d'utiliser davantage de métal dans les produits. Certaines usines font également appel occasionnellement aux compétences de sculpteurs qualifiés pour satisfaire des demandes particulières. Généralement hébergés dans les murs de l'usine le temps que la prestation soit achevée, certains artisans régulièrement sollicités peuvent être tentés de s'établir à leur compte à proximité directe de leur commanditaire (ce que permet la configuration du hameau industriel[1162]) ou plus loin, dans leur village d'origine lorsque ce n'est pas possible (dans le cas des zones industrielles[1163]). On relève également une plus grande propension à innover (et donc à investir) des entreprises étrangères, en particulier celles détenues par la nouvelle génération d'occidentaux qui s'efforcent de développer de nouveaux marchés tout en responsabilisant leurs employés et celles au *management* vertical plus classique, souvent moins innovantes. Cela confirme la règle selon laquelle les entreprises à capitaux étrangers et les entreprises exportatrices investissent plus fréquemment dans la recherche et le développement (R&D) de nouveaux produits et de nouveaux processus de production dans une relation de cause à effet (KUNCORO, 2015) : c'est l'ouverture économique qui tend à motiver l'effort d'innovation plus que l'inverse. Mais il faut la nuancer, car dans le cas d'espèce, ce sont les moyennes entreprises et non les grandes qui innovent le plus.

Ce constat doit cependant être relativisé, nos résultats montrant que la réalité est plus complexe que l'apparente dichotomie entre usines intensives en capital et artisanat intensif en main d'œuvre. Bien que les premières aient acquis des installations leur permettant de fabriquer des produits de qualité homogène, ce n'est pas nécessairement un gage de compétitivité durable. La part du travail manuel autour de tâches répétitives demeure en effet importante, ce qui limite les possibilités de gains de compétitivité[1164]. En outre, l'effort de formation des entreprises est rarement récompensé par la fidélité des employés, prompts à saisir toute opportunité de mieux valoriser leurs compétences nouvellement acquises. D'où la pratique d'un apprentissage « sur le tas » et réduit à la portion congrue (1 à 2 semaines) pour apprendre la manipulation des machines et le respect des règles de sécurité. Et si les dirigeants d'usines javanais de Semarang entretiennent une relation privilégiée avec l'école technique spécialisée *SMK PIKA* (recrutant de jeunes diplômés ou ayant recours à ses formations professionnelles), c'est davantage pour tirer parti de son réseau de dirigeants et de responsables publics que pour la valeur ajoutée des compétences techniques en jeu.

1162 Cf. le cas de Bpk Giri (06E Bangkongsari).

1163 Cf. le cas de Bpk Sayful Hadi (10C Tambakroto).

1164 Cette situation n'est pas propre à l'industrie du meuble. Pour l'ensemble de l'industrie indonésienne, activités intensives en capital comprises, les dépenses de R&D ne représentent d'après la statistique officielle que 0,4 à 0,7% du coût de production en 2006 selon le statut de l'entreprise (contre 0,7 à 1,1% en 1995 et 0,9 à 1,5% en 2000) (KUNCORO, 2015).

La ville-atelier dans l'impasse du nivellement par le bas de la compétition par le prix

Dans la ville-atelier, les diktats du prix et de la réactivité sur lesquels repose le système productif sont castrateurs des velléités d'innovation de produits (cf. les meubles peints Bpk Andy Saidan, Z09) ou de commercialisation (cf. la vente en ligne initiée par Bpk Agung Setyo, Z07). Le capital est par conséquent réduit à sa plus simple expression, y compris dans certaines usines : de l'outillage à main pour les machines, une pièce où 2 employées font sécher quelques planches vernies avec une mixture dont elles essaient de nouveaux dosages pour l'innovation, 1 comptable pour la gestion financière. Seuls l'immobilier et le carnet d'adresses personnel du dirigeant constituent de réels leviers de croissance à Jepara. L'immobilier est en effet un actif particulièrement précieux des entreprises de la ville-atelier (mais aussi de celles du hameau industriel) où il peut être détenu en pleine propriété alors qu'il n'est accessible à la location (sous forme de baux à construction) dans les zones industrielles : cela consolide la société et lui permet de gager des emprunts qui financeront ses investissements productifs.

Photo 53 : Une illustration du faible investissement dans l'innovation dans les usines de la ville-atelier : « laboratoire » de l'usine *CV. JAMF*

Source : Julien Birgi (juillet 2019)

Pour les artisans et les entrepreneurs indépendants, l'omniprésence d'un système de sous-traitance en perpétuelle recomposition aggrave le nivellement par le bas de la compétition par le prix, à l'opposé du modèle coopératif vertueux des districts industriels où les entreprises leaders génèrent un effet d'entraînement sur leurs fournisseurs. Cette situation s'est aggravée au fil du temps : contrairement aux années 1990 où les exportateurs étrangers s'appuyaient sur des entrepreneurs locaux avec lesquels ils entretenaient des relations privilégiées, leur permettant de se développer et de monter en compétence (parfois avec un appui technique et financier direct)[1031], « les IDE marginalisent [désormais] les artisans locaux car les entrepreneurs étrangers

dotés de capitaux importants tendent à maîtriser l'ensemble de la chaîne de production, de l'amont à l'aval (*dari hulu ke hilir**). Aujourd'hui, beaucoup d'exportateurs locaux sont devenus des sous-traitants d'exportateurs étrangers établis à Jepara, alors que les artisans sont devenus ouvriers dans les usines étrangères » (Kompas, 2017b). Cette mise sous tutelle de facto d'une partie de l'appareil productif (en réaction notamment aux problèmes de qualité et de copie qui sévissent au sein du cluster) dissuade l'investissement, réduit les marges qui permettraient d'accumuler du capital et in fine étouffe les possibilités d'essor des TPE liées. Ainsi, si la production de meubles à Jepara se maintient en volume et en valeur, il s'opère un glissement du mode de production moins favorable aux entrepreneurs indépendants.

Pour autant, la production jeparanaise parvient à maintenir un semblant de qualité qui lui permet de conserver certaines positions sur le marché international et de dominer le marché intérieur. Pour certains, cela s'explique par le fait qu'en dépit de la crise des vocations parmi les jeunes, les Jeparanais restent de très bons sculpteurs[1165]. On note également que la production du cluster est reconnue de qualité supérieure à celle des autres centres de production en Indonésie, en partie grâce à un accès privilégié à du bois de meilleure facture que permet le volume du marché jeparanais[1166] (une externalité typiquement marshallienne).

Ainsi, la trajectoire atypique de l'industrie javanaise du meuble par rapport aux principaux modèles de développement (cf. Figure 20 p. 240) s'explique-t-elle par la combinaison en son sein de systèmes productifs pour certains (zones et hameaux industriels) engagés dans une dynamique d'accumulation de capital limitée par le caractère intrinsèquement intensif en matières premières et en main d'œuvre du secteur, et pour les autres (la ville-atelier) de compression des coûts de production étouffant l'investissement tempérée par le capital territorial marshallien du volume d'activités.

Les perspectives de progrès individuel et collectif pour les acteurs des systèmes productifs. Entre aventurisme entrepreneurial et impasse du salariat : l'industrie, vecteur d'émancipation ou aliénation ?

La notion de capital, évidente dans l'univers de l'entreprise, est tout aussi intéressante à mobiliser pour les individus et leur cellule familiale. Le degré d'accumulation de capital chez les individus engagés dans les systèmes productifs augure en effet de leur capacité matériel et immatériel à asseoir et améliorer durablement leur situation socioéconomique.

[1165] Entretien avec Olivier Guiguère, *broker* et consultant pour la fabricant Ethnicraft, le 5 août 2017.

[1166] Dans le *cluster* du meuble de Bukir, à Java Est, l'essentiel du bois est du *kampung jati*,* complété par des espèces moins nobles (MAWARDI, 2014, p. 95).

Le capital individuel des travailleurs du meuble : niveau d'épargne et d'endettement lié au salariat

En dépit de la stagnation des parcours professionnels, nous avons vu que le revenu réel et le confort matériel des travailleurs du meuble s'étaient considérablement améliorés. Comment cette progression du revenu a-t-elle impacté le capital matériel des ménages ?

Les taux d'équipement en actifs liquides (c'est-à-dire rapidement transformables en argent : dépôts bancaires et or) et non liquides (foncier, immobilier, véhicules, équipement télécom[1167]) montrent sans surprise que les urbains sont nettement mieux dotés que les périurbains et les ruraux, hormis bien entendu la propriété de terrains non-bâtis par essence rares en ville. Les écarts entre ville et campagne en termes de capital s'avèrent nettement plus importants qu'en termes de revenus : en la matière, la notion de continuum rural-urbain n'opère plus. On constate par ailleurs que la régence de Jepara présente des chiffres nettement plus faibles que les régences périurbaines, voire pour certains items équivalents (pour les liquidités) ou inférieurs (pour l'immobilier et les deux-roues) à ceux d'une régence pauvre et rurale comme Grobogan. De notre point de vue, cela s'explique par deux facteurs principaux : (1) l'afflux d'une population de migrants économiques qui par définition ne possèdent pas de terre et (2) la pression qu'exerce la concurrence au sein du *cluster* sur le revenu, qui interdit l'épargne. On retrouve donc au niveau du capital des ménages une traduction du caractère involutif de la ville-atelier par opposition à la dynamique accumulative, certes timide et fragile mais bien réelle, des systèmes productifs fondés sur des usines dans un environnement économique marqué par une tendance générale à l'essor de l'emploi formel (ce qui n'est pas le cas des usines à Jepara).

Il faut déduire de ces actifs l'endettement des ménages. L'en-cours des prêts consentis atteint 75% de l'épargne déposée dans les banques de Semarang, contre 37% à 46% ailleurs, ce qui réduit quelque peu l'écart de capital entre ménages urbains et périurbains/ruraux, sans pour autant les remettre en cause.

[1167] Les téléphones portables se situent à la limite entre bien d'équipement et bien de consommation courante. Ils entrent de notre point de vue dans la composition du capital des ménages dans le sens où ils sont à même d'accroître considérablement les possibilités de développement d'activités des ménages et des individus (via l'élargissement de la sphère relationnelle et la capacité à accéder en temps réel à l'information). Que ceux-ci exploitent des possibilités ou se contentent d'un usage courant est une autre question.

Tableau 79 : Actifs autres que le logement détenus par les ménages à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Immobilier		Véhicules		Moyens télécom		Liquidités		Endettement
	Logement	Parcelle de terre	Voiture de tourisme	Deux-roues	Ordinateur	Téléphone portable	Or (+ de 10 g.)	Dépôts bancaires ($/hab.)	Crédits à la consommation ($/hab./an)
Ville de Semarang	92%	58%	0,514	2,86	41%	76%	26%	1205	956
Régence de Jepara	68%	68%	0,039	0,37	10%	60%	15%	263	121
Régence de Semarang	94%	91%	0,120	1,64	23%	65%	20%	310	115
Régence de Kendal	91%	84%	0,071	1,06	13%	64%	19%	152	69
Régence de Demak	92%	82%	0,078	1,69	11%	61%	18%	206	93
Régence de Grobogan	96%	82%	0,005	1,42	6%	61%	12%	202	98
Province de Java-Centre	89%	**81%**	**0,057**	**0,61**	**16%**	**62%**	**18%**	**268**	**203**

Source : BPS, Statistik Kesejahteraan Rakyat Provinsi Jawa Tengah 2019 *et* Bank Indonesia 2019

Le travail en usine et la question de l'épanouissement : ni aliénation, ni émancipation

Une autre forme de capital individuel réside dans la propension du travail à permettre aux travailleurs d'élargir le champ de leurs projections personnelles en les émancipant ou au contraire, de les confiner dans une position psychologiquement aliénante. Quelle que soit la forme qu'elle ait pu prendre – cluster artisanal, usine isolée ou zones industrielles –, l'industrie que nous avons étudiée n'est ni économiquement aliénante au sens où Marx (1872 ;1898) l'entendait, ni désocialisante à la manière dont le dénonçait Durkheim (1897). Le travail y est certes mal payé et aussi peu épanouissant que le travail posté expérimenté par Sainsaulieu (1977) mais à la différence des chaînes de montage fordistes, l'ouvrier(e) ne coupe pas les liens avec son environnement familial pour rejoindre le groupe des travailleurs comme le constatait Alter (2019). Nous ne sommes pas avec les usines de Java-Centre en présence des « institutions totales » de Goffman (1971)[1168] auxquelles Warouw (2008) assimile les méga-usines de la périphérie de Djakarta, en insistant sur le caractère déshumanisant du badge, des fouilles au corps et des procédures qui formatent les corps et les esprits pour satisfaire les exigences du moule industriel. Dans le cas qui nous intéresse l'atmosphère de travail est loin de

[1168] Ce concept, développé à partir de l'exemple des hôpitaux psychiatriques et des prisons, montre que les individus qui y évoluent sont coupés des interactions sociales avec le monde extérieur et placés sous l'égide d'une « autorité unique », qui soumet chacun à un traitement uniforme régi par des règles, des rituels et un contrôle stricts visant à « programmer » l'individu pour qu'il s'adapte à la « machinerie administrative » (GOFFMAN, 1971).

la rigueur, de la rigidité organisationnelle[1169] et de l'uniformité qui prévalent dans les vastes usines textiles[1170] : même dans les plus grandes usines que nous avons pu visiter dépassant plusieurs centaines d'employés (comme *Cege One*, *Ebako* ou *KKK*), les employés vaquent à des tâches variées, se déplacent, échangent quelques mots, mangent sur le lieu de travail ce qu'ils ont apporté ou sortent de l'usine pour déjeuner dans un petit restaurant de rue (*warung**) ou une cantine ambulante (*kaki lima**). Il n'y a pas non plus dans l'industrie du meuble de politique visant à forger par l'adhésion un esprit d'entreprise ou à motiver les individus au-delà de leur salaire[1171].

Il existe cependant des différences entre usines et ateliers. Une des principales réside certainement dans la propension de ces derniers à contribuer à la construction individuelle et sociale de l'individu au sens où le

[1169] Dans les usines textiles, la main d'œuvre est organisée en lignes de production, dirigées par une chef de ligne (*ketua* line*), elle-même sous l'autorité d'un chef de section (*ketua bagian**) rattaché au responsable de la production – souvent étranger – qui supervise l'ensemble des lignes (WAROUW, 2008). Dans les usines de cigarettes où les tâches sont encore plus uniformes, comme l'usine *Sampoerna* à Surabaya, l'ensemble de la main d'œuvre est assise dans un vaste hall et fait face à un responsable juché sur une tribune, et travaille en musique (visite de l'auteur le 21 mai 2018).

[1170] Entre autres exemples de règles perçues comme iniques, l'usine coréenne *PT. Matra* à Tangerang (province de Banten, dans la périphérie de Djakarta) « interdit aux ouvriers d'apporter à boire et à manger à l'intérieur de l'enceinte de l'usine : seules la nourriture et les boissons fournies par l'entreprise peuvent être consommées au réfectoire durant la pause déjeuner. D'autres articles sont également exclus, y compris la *mukenah*,* le linge blanc qui couvre la tête et le corps pour prier, interdites dans l'atelier. Ery explique : "nous sommes surveillées par le garde depuis la porte d'entrée. Il vérifie si nous portons une *mukenah* […] que l'on doit laisser au poste de garde. Quand on entend l'appel à la prière [de la mosquée voisine], nous revenons au poste prendre notre *mukenah,* puis à la *musholla**, et la laissons là-bas pour la prière suivante. Cela prend du temps de marcher autant, alors que nous devons travailler sur le temps prévu pour la prière. Nous devons courir partout !" » (WAROUW, 2008, pp. 107-108). L'application de ces règles provoque des vexations et favorise les abus de pouvoir : « Les ouvrières se plaignent régulièrement d'être mises en cause par des cheffes de groupe irritables (*cerewet**) et chicanières (*bawel**), leurs supérieures directes, quand elles travaillent trop lentement. La hiérarchie est aussi conçue pour contrôler les mouvements des employées liés à des activités extra-productives à l'intérieur des locaux. Quand une ouvrière est malade et veut consulter un médecin au centre de soin, elle doit obtenir une ordonnance (*surat* berobat*) de la part de sa cheffe de groupe […]. La contremaîtresse peut accepter ou refuser la requête, selon ses dispositions personnelles et les raisons invoquées par l'employée. De là, la lettre est apportée par l'ouvrière à l'agent administratif qui la valide et l'enregistre. L'ouvrière peut alors se rendre au centre médical situé à l'extérieur du complexe de l'entreprise, après avoir passé le contrôle de l'agent de sécurité au portail principal. La clinique travaille pour plusieurs usines dans l'arrondissement qui prennent en charge les soins pour ceux munis [des attestations idoines]. Lely s'est plainte qu'à plusieurs reprises, alors qu'elle était affreusement malade, la cheffe de groupe lui a refusé l'autorisation de voir un médecin ou de se reposer chez elle. D'après elle, les cheffes de groupe féminines sont souvent réticentes à donner leur accord : elles sont toujours moins enclines à croire les employées féminines. Lely indique que d'après son expérience auprès de différents chefs de groupe, elle préfère les contremaîtres masculins, qui sont généralement plus compréhensifs » (WAROUW, 2008, p. 114).

[1171] Certaines des grandes entreprises textiles étudiées par Warouw (2008) ont aménagé une salle de pause où l'on peut écouter de la musique ou regarder un film en-dehors du temps de travail. Des excursions peuvent être organisées aux frais de l'employeur par les syndicats, un point également relevé dans les grandes usines de la région de Bangkok (MILLS, 1999).

soulignait Sainsaulieu, par l'acquisition de représentations, de normes et de valeurs. A l'inverse, les usines ne semblent pas en mesure de forger une identité – et moins encore une classe – ouvrière. Simple moyen de subsistance (amélioré par rapport aux maigres alternatives qu'offre l'agriculture ou le commerce informel) dénué de toute perspective d'évolution, l'usine est un passage obligé mais temporaire (même si la durée peut être de plusieurs années) pour les masses d'actifs dépourvus d'éducation et de capital financier.

Les vertus inclusives de la ville-atelier

A Tahunan, plusieurs artisans sont devenus entrepreneurs et quasiment tout un chacun peut devenir artisan, ce qui témoigne des vertus inclusives de la ville-atelier : « Ici, on accepte n'importe quel travail qui permet de gagner de l'argent. Les sculpteurs, dès qu'ils manquent d'argent, se mettent au travail. De nos jours, les femmes travaillent à l'usine, les hommes sculptent à domicile » [1172]. Cela permet aux membres de la famille de s'émanciper de la cellule familiale comme unité de production, ce que révèle la part réduite de travail gracieux dans le secteur du meuble, très inférieure à Jepara que dans le reste du secteur manufacturier. On constate ainsi à Jepara comme dans d'autres *clusters* une « plasticité sociale » permettant l'ascension (ou le déclassement) d'entrepreneurs issus de strates initialement étrangères à l'activité industrielle (les agriculteurs à Jepara, les commerçants ou *banias* à Kartarpur), voire de populations extérieures issues de régions pauvres (respectivement les campagnes rizicoles de Java-Centre et Java-Est pour l'un, l'Uttar Pradesh pour l'autre) ou offrant des connections avec des marchés extérieurs (les Occidentaux à Jepara, la diaspora *bania* à Kartarpur). Cette plasticité diffère fondamentalement des organisations corporatistes repliées sur elles-mêmes que l'on relève dans certains districts industriels, dont le conservatisme et les barrières d'entrée tendent à figer des situations acquises. En corollaire, à Jepara comme à Kartarpur, « la concurrence entre les entreprises s'accroît, ce qui induit de nouvelles formes de relation qui, en complexifiant encore ce système, contribuent peu à peu à sa déstabilisation pour faire émerger d'autres formes d'organisation » (DE BERCEGOL & GOWDA, 2017, p. 162). Il n'en va pas de même ailleurs : l'ancien artisan devenu entrepreneur installé à Bangkongsari Bpk Giri (06E) a fait ses armes dans le *cluster* jeparanais et non dans les usines locales[1173]. Quant à Terboyo, aucun ouvrier du meuble n'a réussi à percer jusqu'à devenir chef d'entreprise.

Dans les ateliers comme dans les usines, **la propension de l'industrie du meuble à intégrer des travailleurs allogènes** (qu'ils soient issus d'autres secteurs d'activités ou d'autres régions) concerne, nous l'avons vu, les deux sexes (la discrimination par le genre intervenant au niveau des tâches et non globalement, comme dans le textile ou les activités d'assemblage). Par contre, les usines tendent à exclure les plus âgés (il est difficile d'y être recruté passés 40 ans, quoique moins systématiquement que dans d'autres secteurs d'activités comme le textile par exemple), contrairement au cluster artisanal où le principe du paiement à la

[1172] Entretien avec Ibu Dewi Khotimah (07E), commerçante de Tahunan, le 5 mai 2018.

[1173] On trouve un cas identique dans le village rizicole périurbain de Tambakroto.

pièce contourne le critère de productivité du salarié. En contrepoint du caractère discriminatoire de l'emploi industriel, la productivité sensément supérieure des ouvriers recrutés plus jeunes permettrait de verser des salaires plus élevés que les revenus des artisans. Une telle corrélation reste à démontrer mais ce qui est certain en revanche, c'est que l'industrie génère davantage d'inégalités entre salariés relativement bien lotis et exclus de l'emploi que le cluster artisanal, où tout un chacun peut exercer. D'un point de vue strictement économique, cette perméabilité du cluster lui assure un vivier illimité de main d'œuvre bon marché, et donc des coûts de production qui resteront durablement faibles. D'un point de vue social, il offre un débouché à des populations défavorisées, contribuant à les arrimer à la croissance économique du pays.

A propos de la question du genre, Wolf (1992) montre qu'au tournant des années 1980, le travail en usine résultait, y compris pour les femmes, d'un choix individuel accepté par la société villageoise javanaise dès lors qu'il ne remettait pas en cause l'équilibre économique de la famille nucléaire[1174] [1175]. Elle souligne également que travailler en usine n'impliquait pas nécessairement de quitter le domicile familial, du fait de la proximité géographique entre les usines et les villages où la main d'œuvre excède les besoins de l'agriculture, si bien que le travail en usine était une étape dans un parcours individuel et non un choix irréversible. Enfin, elle montre que si les jeunes ouvrières consacraient une partie significative de leur salaire au soutien de leur famille, elles restaient maîtresses d'une partie de leur revenu dont elles conservaient une part pour leur usage propre. Wolf note que ce tableau se démarque de la littérature d'alors, qui se concentrait sur l'aliénation économique et sociale véhiculée par les firmes étrangères exploitant une main d'œuvre corvéable à merci, dans des contextes locaux marqués par la domination patriarcale (FUENTES & EHRENREICH, 1983; CHAPKIS

[1174] « La manière et les raisons pour lesquelles les ouvrier(e)s acceptent d'être exploité(e)s ne peuvent être comprises qu'en examinant les conditions d'emploi dans l'agriculture, le commerce, et d'autres activités villageoises dans lesquelles s'engagent les jeunes javanaises. L'industrie peut profiter des femmes des campagnes plus que des femmes urbaines car les premières sont habituées à de longs horaires de travail pour des gains faibles. La tendance des paysans à s'investir dans « l'autoexploitation » (*self-exploitation*) – produisant au-delà d'un point où le rendement est si faible que toute entreprise capitaliste s'y arrêterait – a été transférée à la production industrielle. C'est ce que les historiens ont parfois appelé par l'euphémisme la poursuite des valeurs et des pratiques précapitalistes (HAREVEN, 1982; TILLY & SCOTT, 1978) […]. Il importe de comprendre que les ouvrier(e)s trouvent le travail à l'usine préférable aux durs travaux des champs, aux emplois de domestique très contrôlés et mal-payés, et de rester sous le contrôle continu des parents et des autres proches au village. Les contrôles de l'organisation industrielle du travail sont différents et plus exigeants, mais les ouvrier(e)s ne les perçoivent pas dans leur ensemble comme pires que les contrôles attachés à la domesticité […]. Quoique l'organisation industrielle du travail et la discipline soient strictes et souvent brutales, les ouvrières perçoivent le travail à l'usine comme un progrès dans leur vie, pas comme une déchirure ou une blessure ouverte » (WOLF, 1992, pp. 134-135).

[1175] Wolf illustre cet état de fait avec l'exemple de Rini, jeune femme mariée qui préfère gagner sa vie pour disposer de son temps et de son revenu en dehors du domicile parental et marital : « Manifestement, le travail de Rini, ses revenus, et son mariage n'ont pas résulté d'une stratégie collective ou parentale planifiée, même si ses parents ont fini par bénéficier de certaines de ses décisions. En réalité, Rini a pris ses propres décisions que ses parents ont tendu à approuver, après avoir résisté » (WOLF, 1992, p. 5).

& ENLOE, 1983; PHONGPAICHIT, 1988; FERNANDEZ-KELLY, 1983; LIM, 1983; LIM, 1983; SAFA, 1990). Cette littérature tend à montrer que l'industrialisation reproduit et reconfigure les notions traditionnelles de genre qui préexistaient à l'arrivée des usines. Plus récemment, Naik & Randolph (2019) ont montré que l'emploi industriel permet à des jeunes filles de retarder la date de leur mariage, et d'augmenter leurs marges de manœuvre dans la négociation avec leurs parents pour le choix de leur conjoint et de leur lieu de résidence. Que montrent nos propres résultats ? Une des caractéristiques particulière de Java-Centre est l'origine très majoritairement locale de la main d'œuvre. Les ouvrières travaillant à proximité de leur domicile (ou à une distance raisonnable leur permettant d'effectuer le trajet quotidiennement en moto) ne sont pas assujetties au « triple fardeau » – défi de l'adaptation au nouvel environnement urbain, responsabilité financière vis-à-vis du foyer parental, charge d'un travail répétitif – que dénoncent Naik & Randolph dans les contextes de déracinement, comme à Kupang (province de Nusa Tenggara Barat, Indonésie) ou Kisangharh (Inde), ou que nous avons pu observer dans le grand centre de fabrication de perruques de Purbalingga (Java-Centre). Souvent logées (et parfois nourries) par leur employeur ou un parent, loin des aménités urbaines et sans moyen de transport, et tenues d'envoyer de l'argent à leur famille, ces jeunes femmes ne sont pas libres de leurs mouvements et donc astreintes à une vie sociale extrêmement limitée, sans ouverture sur des possibilités d'évolution de leur statut. La situation que nous avons constatée dans l'industrie du meuble à Jepara comme à Semarang est très différente et plus proche de celle décrite par Wolf (1992) : à l'exception des femmes les plus pauvres recrutées à la journée pour des tâches de finition par des agents qui les transportent sur leur lieu de travail à Jepara, et quelques cas particuliers à Tambakroto où le mari argue de son besoin de l'unique moto du ménage pour déposer et passer prendre son épouse à l'usine, les ouvrières sont autonomes dans leurs déplacements comme dans la gestion de leur salaire. Il s'agit d'une population ouvrière différente de celle décrite par la littérature précitée, plus âgée que dans les usines textiles où la plupart des ouvrières sont des adolescentes tout juste sorties du lycée envoyées gagner leur vie en ville par leur père avant de revenir dans leur région d'origine pour se marier.

Un autre aspect de l'émancipation féminine concerne **l'appropriation des codes de la modernité** dont l'enjeu est souligné par Wolf (1992) et Warouw (2008), cités dans le chapitre 2.2. Les parcours individuels témoignent à cet égard de situations contrastées. Au sein de la communauté des petits entrepreneurs de Tahunan, l'implication des femmes dans la conduite de l'affaire familiale ne semble pas modifier leur mode de vie, qui reste centré sur la sphère domestique où se concentrent leurs prérogatives. Le cas est différent pour les Jeparanaises mariées avec un entrepreneur étranger, suffisamment nombreuses pour constituer une petite communauté en rupture avec leur milieu d'origine. Celles que nous avons rencontré expriment un tempérament affirmé, se plaisent à faire étalage de leurs voyages et de leurs avoirs, et pour certaines, apprécient de sortir. Il en va de même au sein des couples mixtes à Semarang, à la différence importante près que les épouses n'y sont pas systématiquement impliquées comme à Jepara dans les affaires de leur mari. Quant aux petites mains de l'industrie du meuble, tout dépend de leur statut. Les femmes journalières

employées aux tâches de finition à Jepara, issues des villages les plus éloignés de ceux où se concentre la production, sont si peu rémunérées qu'elles ne peuvent accéder à une certaine modernité, dont elles ne perçoivent guère plus que leur entourage paysan. Pour les ouvrières salariées dans les usines de Semarang, l'apprentissage des codes de la modernité est celui de l'accès à l'économie formelle via le salariat, le crédit, la mobilité individuelle (motocyclette) et les réseaux sociaux (*smartphone*). Autant que nous avons pu en juger, ces outils ne modifient pas nécessairement drastiquement le rapport de ces femmes à leur environnement social familier et élargi, leur mode de consommation ou leurs aspirations, qui semblent très proches des portraits faits il y a 30 ans déjà par Wolf (1992). Notre enquête montre que la plupart des femmes ayant travaillé en usine sont devenues après leur mariage femme au foyer – a minima le temps d'élever leur(s) enfant(s) en bas âge – puis, quand la situation financière du ménage l'a permis, ont ouvert une petite activité commerciale (vente de friandises) ou artisanale (couture, traiteur) qui apporte au foyer un supplément de revenu préféré à un retour à l'usine. Ce résultat confirme l'analyse de Naik & Randolph (2019, pp. 7-8) qui notent que « le manque de capital restreint les options entrepreneuriales des femmes [dont] beaucoup finissent dans du travail familial non rétribué ou des micro-entreprises peu productives une fois enceintes ou ayant atteint un âge où elles sont exclues des emplois industriels ». Nos entretiens montrent par contre que l'abandon du travail en usine est souvent un choix pour ceux qui ont les moyens d'une alternative moins rémunératrice, et n'est réellement subi que par les personnes âgées dans le besoin. En réalité c'est pour la petite minorité de femmes employées à des postes de *back-office* que se produisent les changements les plus importants. Et c'est une limite des travaux de Wolf (1992) et de Naik & Randolph (2019) que de ne pas s'être penché sur le devenir de cette catégorie minoritaire mais jouant un rôle important dans le fonctionnement du tissu industriel. Diplômées, exerçant des fonctions d'encadrement intermédiaire (y compris de subordonnés masculins) en lien avec des interlocuteurs professionnels (clients, fournisseurs, administrations publiques, etc.) plus hauts-placés que leur milieu d'origine et relativement bien rémunérées, ces femmes souvent jeunes ont pu accéder à la société « moderne » non pas seulement comme consommatrices mais comme actrices, en disposant des cartes leur permettant de faire des choix professionnels et personnels qui témoignent de la poursuite d'une ambition personnelle de vie émancipée des contingences du *kampung*,* plus extravertie et plus libre que celui de leurs collègues ouvrières. L'industrie n'est pas le seul vecteur d'accès à cette modernité (les emplois qualifiés dans le secteur des services jouent un rôle analogue), mais en raison de son poids dans l'économie locale, elle y contribue assurément.

Des perspectives d'ascension sociale contrastées entre ville-atelier plastique et rigidité des systèmes productifs fordistes

Du point de vue des trajectoires individuelles des ouvriers, les systèmes productifs offrent des perspectives de progrès variables. Très plastique, le système productif de la ville-atelier permet des ascensions rapides et des chutes tout aussi promptes. Mais bien que leur situation économique puisse varier

considérablement selon la conjoncture, la plupart des actifs du meuble (93%, dont 9% jusqu'à leur retraite) conservent leur statut d'indépendant (seuls 2% de notre échantillon cessé leur activité pour devenir ouvrier salarié et 4% ont investi leurs économies dans l'immobilier, accédant ainsi à une situation économique bien plus solide). Du point de vue des conditions matérielles et du revenu, le sort de ces indépendants – entrepreneurs autodéclarés et artisans – n'est pas toujours enviable par rapport à celui des ouvriers salariés, voire parfois des journaliers, qui au moins ne risquent pas de contracter de dettes pour exercer leur activité. Mais même quand les commandes sont au plus bas, ils conservent un statut social reconnu et des perspectives d'enrichissement et d'ascension dès que la conjoncture s'améliorera. Dans la ville-atelier prévaut en effet comme nous le disions dans le chapitre 2.2 ce que (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 21) appellent « l'image de soi comme possible employeur ou entrepreneur ». Cet engouement pour l'entreprenariat acquis dès le plus jeune âge et la très grande plasticité du cluster permettent des parcours ascendants, jusqu'à se heurter à la formidable et constante pression sur les prix qui a souvent raison des entreprises les plus fragiles, alimentant alors un mouvement inverse de déclassement économique.

Dans les usines en revanche, les perspectives de promotion interne sont quasi-inexistantes[1176] : parmi toutes les personnes interrogées, nous n'en avons trouvé aucun exemple, à la très rare exception *d'Umafindo* que son directeur atypique conçoit comme un laboratoire de *management*. Les rares postes d'encadrement demeurent l'apanage de diplômés en comptabilité et en gestion. En conséquence, les ouvriers du meuble demeurent englués à leur position de simple opérateur sans perspective de valorisation salariale, jusqu'à ce qu'ils démissionnent ou soient licenciés. Bien que les tâches soient aussi peu qualifiées dans la plupart des secteurs intensifs en main d'œuvre, peu de parcours professionnels mêlent les expériences dans le meuble, le textile et l'agroalimentaire (qui sont les trois principaux pourvoyeurs d'emplois ouvriers dans la région) : la plupart des ouvriers du meuble restent dans cette branche, qu'ils n'abandonnent souvent qu'en quittant l'industrie. Plus que les compétences stricto sensu, ce sont les connections avec des acteurs de ces secteurs (le bouche-à-oreille entre ouvriers qui annonce les opportunités de postes, le contact d'un contremaître qui placera la candidature au sommet de la pile, le camarade qui expliquera la base du travail) qui semblent faire défaut.

La situation des encadrants, déjà évoquée au prisme des salaires, est très différente. Pour cette minorité recrutée au sortir des écoles de gestion que la démocratisation de l'enseignement supérieur a rendu accessibles à la classe moyenne émergente, les usines, qui voient la part des emplois d'encadrement

[1176] Ce constat est partagé dans d'autres secteurs, comme l'industrie textile où « seule une petite proportion de femmes ont pu bénéficier d'une mobilité [vers des rôles de supervision], qui n'était ouverte qu'aux ouvrières ayant fait la preuve de leur loyauté et de leur obéissance et de l'absence de faute. Le commun des ouvrières se contentent généralement d'être promues du statut de recrue provisoire à celui d'employée permanente, ce qui n'est possible qu'après 2 ans au moins de service sans enfreindre les règles de travail » (WAROUW, 2008, p. 114).

intermédiaire et de fonctions non-productives progresser (cf. tableau ci-dessous), offrent une réelle opportunité d'ascension sociale par rapport à la situation de leurs parents.

Tableau 80 : Evolution du statut de l'emploi dans les usines de meuble à Java-Centre entre 1984 et 2018

	Ouvriers	Autres postes	Travailleurs gracieux
1984	88%	8%	4%
2018	87%	13%	0%

Source : BPS *de Java-Centre,* Statistik Industri Manufaktur Besar Sedang Provinsi Jawa Tengah, Buku I

Plus généralement, en-dehors de la ville-atelier, les parcours professionnel des ouvriers et des artisans sont très rarement ascendants. Dans le meilleur des cas, une infime minorité deviennent commerçant sédentaire ou gestionnaire de *kos** (3% à Bangkongsari et 1% à Terboyo), mais la plupart de ceux qui ne parviennent pas à rester ouvriers jusqu'à la retraite (12% à Bangkongsari et 1% à Terboyo) subissent par la suite un déclassement économique. La majorité de ceux qui perdent leur emploi sont licenciés, généralement pour raisons économiques (il suffit souvent d'une baisse des commandes pour que l'employeur se sépare d'une partie de sa main d'œuvre), parfois pour faute[1177]. Cette impasse, déjà relevée dans les années 1980 (WOLF, 1992), est également constatée par (NAIK & RANDOLPH, 2019) : « bien que l'industrialisation dans [les] espaces péri-urbains/ruraux réussisse à offrir des revenus non-agricoles à la jeunesse des campagnes et des petites villes, la mobilité économique dans ces contextes est limitée. Les jeunes ouvriers sont bloqués dans des emplois industriels mal payés et répétitifs que ni eux ni leurs employeurs ne voient comme des carrières à long terme ».

Comment expliquer ce plafond de verre qui semble interdire toute ascension aux ouvriers ? Cet état de fait ne résulte pas nécessairement de barrières imposées par l'encadrement (via par exemple une exigence de diplôme ou des mécanismes discriminatoires). Plusieurs dirigeants (javanais comme étrangers) soutiennent qu'ils peinent à trouver des candidats à des fonctions d'encadrement intermédiaire parmi leurs ouvriers, dont ils déplorent le faible investissement et le manque d'ambition. Ce discours, que l'on pourrait juger convenu, semble confirmé par nos entretiens auprès des ouvriers et d'ex-ouvriers tout comme par l'enquête menée par Naik & Randolph (2019) auprès de jeunes employés d'usines dans la régence de Semarang, où « malgré les opportunités qu'offrent aux jeunes les petites villes sous forme de travail salarié, d'emplois dans l'économie

[1177] Dans l'espace périurbain, où l'agriculture et surtout la dynamique résidentielle de périurbanisation offrent des alternatives économiques (dans la construction, le commerce ou les services) parfois encore moins rémunératrices mais préférées pour l'autonomie et la compatibilité avec la vie de famille (qui revêt une importance majeure dans un environnement encore rural), on note que ce sont souvent les ouvriers qui démissionnent, notamment à la naissance d'un enfant ou si un parent tombe malade. C'est ainsi le cas dans le village rizicole de Tambakroto à l'est de Semarang, où de nombreux habitants travaillent dans les usines environnantes pendant quelques années, le temps de satisfaire des besoins ponctuels tels que le financement de leur maison (généralement suite au mariage) ou de faire face à une difficulté passagère (maladie, séparation, soutien dû à un proche). Pour ces actifs issus de parents riziculteurs, le travail en usine est un passage obligé mais temporaire pour acquérir ponctuellement des ressources supplémentaires, au même titre qu'un contrat d'expatriation économique par exemple.

formelle, d'entreprenariat et de formation, […] ces parcours sont limités. Une des principales préoccupations parmi les jeunes travailleurs des petites villes est la probabilité de se retrouver dans des "emplois terminus" (*dead-end jobs*) avec peu d'opportunités de promotion, en particulier dans les petites villes dont l'économie est bâtie autour de l'industrie ».

Tableau 81 : Situation actuelle des personnes ayant travaillé comme ouvrier salarié ou comme artisan dans l'industrie

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo	
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
Entrepreneur	39	59%	-	-	1	1%
Entrepreneur (ex-ouvrier salarié)	1	2%	-	-	-	-
Entrepreneur (ex-artisan)	1	2%	1	1%	-	-
Ouvrier salarié	2	3%	39	60%	43	61%
Ouvrier salarié (ex-entrepreneur)	1	2%	-	-	-	-
Ouvrier salarié (ex-artisan)	-	-	1	1%	1	1%
Artisan/journalier	16	23%	3	4%	9	13%
Artisan/journalier (ex-ouvrier salarié)	-	-	-	-	3	4%
Agriculteur, pêcheur (ex-ouvrier salarié)	-	-	1	1%	-	-
Commerce, restaurant, *kos-kosan* (ex-ouvrier salarié)	-	-	2	3%	-	-
Commerce, restaurant, *kos-kosan* (ex-artisan/journalier)	-	-	-	-	1	1%
Autre emploi informel dans les services (ex-ouvrier salarié)	-	-	3	4%	6	8%
Rentier (ex-entrepreneur)	2	3%	-	-	-	-
Personne au foyer (ex-ouvrier salarié)	-	-	3	4%	2	3%
Chômeur (ex-entrepreneur)	4	7%	-	-	-	-
Chômeur (ex-ouvrier salarié)	-	-	6	9%	4	6%
Retraité (ex-ouvrier salarié)	-	-	8	12%	1	1%
Total ex-ouvriers, artisans et anciens ouvriers et artisans	**66**	**100%**	**67**	**100%**	**71**	**100%**
dont ex-entrepreneurs ou restés entrepreneurs	***46***	-	***0***	-	***1***	-
dont ex-ouvriers salariés ou restés ouvriers salariés	***3***	-	***62***	-	***59***	-
Dont artisans/journaliers ou restés artisans/journaliers	***17***	-	***5***	-	***11***	-

Source: Enquête terrain auprès de 422 personnes en 2017-2018

Une lecture complémentaire du capital social : l'industrialisation, facteur d'affirmation ou de destruction des communs ?

Dans la continuité de l'école italienne des districts industriels, nous avons beaucoup insisté dans cette thèse sur le rôle joué par les communautés d'acteurs dans l'animation des systèmes productifs. Chacun des trois cas en présence exprime un rapport différent de l'appareil productif avec les populations locales qui peuvent se mobiliser autour d'objectifs communs de développement ou au contraire se replier sur la sphère domestique, en réaction par exemple à une détérioration des conditions locales de vie en société. Ces dynamiques de mobilisation collective ou de repli sur soi apparaissent ainsi comme des facteurs-clefs de développement/entropie – et donc de leur durabilité – des systèmes.

Pour discuter de cet aspect, il convient de se référer à la littérature sur les communs. Dans un article qui fit date, le biologiste américain Garrett Hardin considérait que la poursuite de l'intérêt individuel se fait nécessairement au détriment du patrimoine naturel commun, dont les ressources gratuites sont in fine surexploitées (ce qu'il appelle la « tragédie des communs ») (HARDIN G. , 1968). Ce point de vue, ancré dans le contexte idéologique de la guerre froide, l'amena à préconiser la privatisation des écosystèmes (dans une logique libérale) ou à en confier la gestion à l'Etat (selon les principes de l'économie planifiée). Cette thèse fut vigoureusement démentie par la politiste et économiste américaine Elinor Ostrom (OSTROM, 1990), Prix de la Banque de Suède 1990, pour qui Hardin confond bien public et communs. Ces derniers, définis comme des « blocs de ressources détenues en commun » (*common-pool resources*), sont d'après elle gouvernés par des organisations d'usagers mobilisant des capacités d'analyse et de défense de l'intérêt collectif. Cette dimension organisationnelle permet à la gestion des communs de s'émanciper du « dilemme du prisonnier » énoncé en 1950 par le mathématicien Albert W. Tucker, selon lequel l'addition des logiques individuelles nuit in fine à l'intérêt de chacun. Ostrom montre que dans des contextes géographiques très variés, le faisceau de devoirs et de droits d'usage peut conduire à une meilleure gestion de la ressource que la privatisation où l'administration par l'Etat[1178].

Cette thèse vient nuancer la littérature qui tend à considérer que l'industrialisation contribue à affaiblir les communs (VEDELD, ANGELSEN, SJAASTAD, & KOBUGAKE BERG, 2004; GREGORY, 2005; MOENCH & GYAWALI, 2008). Il est vrai qu'à Terboyo, la massification de l'emploi industriel et en corollaire, la destruction de l'écosystème agraire par l'aménagement des zones industrielles et des grandes infrastructures, ont contribué (pas uniquement, d'autres facteurs notamment le *rob** entrant ligne de compte, mais significativement, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 3.3) à l'érosion des pratiques collectives à l'échelle du village et à un repli sur la sphère ultra-locale (le *RT.**) et à la sphère religieuse. Le territoire du système productif y est par ailleurs scindé entre les zones industrielles et les quartiers résidentiels, interdisant de fait toute participation des habitants au processus de développement. Le caractère formel de l'aménagement, tant côté industriel (via un aménageur privé) que résidentiel (interventions des services techniques municipaux) a pu déresponsabiliser les usagers. A l'inverse, on observe à Bangkongsari que la qualité des infrastructures, dont l'aménagement a été assuré par un collectif de bénéficiaires[1179], a permis de

[1178] La notion ostromienne des communs doit donc être distinguée de celle de bien commun. Un bien commun appartient à tous, ou plutôt à chacun, qui peut en faire usage à loisir (c'est par exemple le cas de l'air que l'on respire, du paysage que l'on regarde ou de la biodiversité). Ces biens communs font l'objet de mesure de protection plus ou moins efficaces, mais ils ne sont pas considérés comme un actif qu'il convient de valoriser et de gérer en accordant des droits d'usage de manière institutionnelle ou informelle.

[1179] Les modalités d'aménagement de Bangkongsari répondent parfaitement aux critères des communs selon Ostrom : un « autogouvernement » y a été instauré à l'initiative d'individus locaux usant de leur influence pour mobiliser un collectif d'habitants qui adhèrent par choix ou par absence d'alternative au projet collectif qui leur était ainsi proposé. Pour aménager les lotissements (*kavling**), chacun a mobilisé des ressources à la hauteur de ses moyens dans le défrichement et la viabilisation des

créer les conditions propices à un développement de l'activité industrielle, en offrant une infrastructure routière et des possibilités de logement relativement confortable et accessible pour les ouvriers. Mais surtout, pour la question du potentiel de développement que représentent les structures sociales locales qui nous intéresse ici, l'acte politique qu'est le commun, bien que souvent commis par nécessité face au vide institutionnel plus que par choix, apparaît comme un processus d'émancipation individuelle et collective par lequel une communauté s'est forgée autour d'un corpus de valeurs partagées, a assumé des responsabilités et acquis des capacités techniques et de négociation tant interne qu'avec les autorités alentours. « Ainsi, autour de la matérialité qu'est l'infrastructure se sont tissés dans le hameau industriel différents liens sociaux qui participeront à la création des communs (JEANNOT, 2017; DARDOT & LAVAL, 2014), y compris au-delà des enjeux de gestion de ces réseaux […]. "Le commun" […] devient marqueur des rapports entre les habitants et la puissance publique, mais également entre les habitants eux-mêmes et entre les habitants et leur lieu de vie, [dans] une relation de réciprocité entre la production de l'espace et la société urbaine […] (FESTA, 2016) » (NESSI, BIRGI, IDT, & PELLEGRINO, 2021). Cette identité forgée dans la prise en main de l'accompagnement territorial de l'essor du système productif est incarnée à Bangkongsari par le nom donné aux nouveaux quartiers[1180]. Le commun n'est donc pas ce qui est commun naturellement et physiquement mais ce qu'on fait être commun par un acte politique (DARDOT & LAVAL, 2014). De ce point de vue, le commun constitue non seulement un moyen parfois plus efficace d'accéder aux ressources, mais aussi un vecteur de socialisation complémentaire à la famille, au clan, à l'école et, dans le cas qui nous préoccupe ici, au travail. Dans les cas de Bangkongsari et de Tahunan, les deux conditions de l'émergence de ces communs ont été l'industrialisation (sans laquelle il n'y aurait pas eu la même dynamique démographique qui a à la fois créé les besoins en infrastructures et apporté les revenus pour les satisfaire), et son mode de déploiement informel (qui a laissé aux communautés locales la responsabilité de l'accueillir).

Mais à Bangkongsari cette dynamique favorable au commun est contredite par l'industrialisation formelle et son principal corollaire, le salariat (amplifié par l'accès au crédit à la consommation qu'il permet), qui donne accès à la mobilité individuelle, à un logement payé et aux services marchands de la société de consommation. Le déplacement d'une relation directe entre usagers et ressources vers un système plus complexe d'achat de

terrains. Les lots aménagés ont ensuite été répartis selon des règles complexes de valorisation des contributions respectives en main d'œuvre, en matériaux, en foncier et en numéraire. Cet autogouvernement est régi par des règles informelles, mais explicites. Autre exemple de commun, la production et la distribution d'eau potable est intervenue dans un cadre encore plus formalisé, via une coopérative officielle à laquelle ont adhéré l'ensemble des familles du voisinage. Elle facture le service de distribution de l'eau au prix de revient, avec un malus pour les derniers arrivés n'ayant pas participé aux premiers travaux de forage. On retrouve également à Bangkongsari l'association de motivations individuelles, – l'implication des usagers étant mue par un intérêt matériel à agir – d'incitations – à travers le système de valeurs javanais d'entraide et de travail communautaire – et de sanctions plus ou moins explicites – allant de la réparation indemnitaire à l'exclusion de la communauté – à l'encontre des récalcitrants (Sullivan, 1992).

[1180] Le village de Bangkongsari est parfois dénommé « terre lotie (*tanah kavling**), d'après le processus de production du commun.

biens et de services « marchandisés » (*comodified*) où les liens sociaux deviennent monétarisés, au sein d'un environnement économique, spatial et social élargi (STOIAN, 2005; TWYMAN & SLATER, 2005) a entre autres conséquences de réduire l'attention aux ressources restées gratuites (l'eau que l'on peut pomper directement dans la nappe phréatique, l'air, les forêts). Or, la valeur générée par les communs est étroitement dépendante de la force du lien social (SIEFKES, 2009) : « sans communautés suffisamment robustes d'individus désireux de les créer, les entretenir et les protéger, les communs sont menacés de désorganisation ou de privatisation […]. La destruction des communs et des communautés qui en dépendent est une conséquence à long terme (voire, d'après certains, un prérequis) de l'expansion du capitalisme […]. Ils diminuent rapidement par effacement, clôture, défaut d'entretien, changement de zonage et prescriptions réglementaires, remplacés dans beaucoup de cas par de nouveaux – privatisés et programmés – espaces publics tels que les *malls*, les *plazzas* et les lieux fermés » (GIDWANI & BAVISKAR, 2011, pp. 42-43).

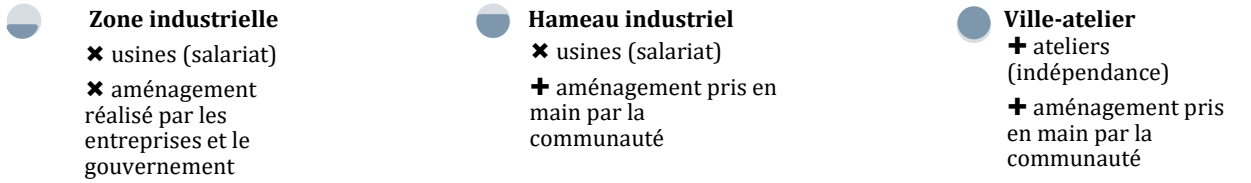
Industrialisation, périurbanisation et consommation fragilisent ainsi les structures sociales qui prennent soin autant qu'elles tirent parti des communs (MOENCH & GYAWALI, 2008), sans que les institutions (qui, dans les pays à haut revenu, ont pris le relai à travers la notion de service public, qu'il soit assuré par des entités publiques ou des entreprises privées dans un cadre déterminé par les collectivités publiques) ne parviennent – du fait notamment de leur périmètre d'intervention géographiquement circonscrit (à telle enseigne que Moench & Gyawali les appellent des « institutions d'enclaves ») – à gérer des ressources non-monétarisées pour des usagers répartis de manière diffuse sur le territoire. Cela plaide pour l'affirmation de « communautés d'intérêt » impliquant contributeurs et bénéficiaires indépendamment de leur localisation administrative comme alternative aux modes de gestions des services publics dans les pays anciennement industrialisés (Ibid., 2008).

L'adhésion aux valeurs, conditions de pérennité du système

La réputation dont jouit le mobilier fabriqué à Jepara, à tout le moins sur le marché intérieur, puise dans un passé magnifié où la tradition artisanale se confond, dans l'imaginaire collectif, avec l'histoire prestigieuse de la cité. Ce n'est pas propre à Jepara : « les endroits où on trouve des concentrations d'artisans vendant leurs produits au sein d'un système commercial étendu, s'avèrent être d'anciennes capitales dont le parrain royal a décliné ou déménagé. Ces centres manufacturiers de la côte septentrionale de Java au 19ème siècle tels que Gresik et Surabaya (bronze), Tuban et Sidayu (orfèvrerie) et Jepara (meubles) en sont de parfaits exemples » (REID, 1990, p. 103). Bien que la qualité ait beaucoup décliné depuis l'époque où la production était élitiste (tant du point de vue de la clientèle que des fabricants, elle reste encore aujourd'hui un atout compétitif vis-à-vis des centres de production concurrents (y compris les usines de Semarang) qui ne peuvent se prévaloir d'une telle tradition. Très naturellement, l'ensemble des acteurs de la ville-atelier entretiennent cette réputation, dans le discours à défaut de lui faire toujours honneur dans les pratiques, avec un certain succès puisque la clientèle nationale adhère, mais un succès relatif car ils n'ont pas réussi à promouvoir la notoriété

de Jepara à l'étranger[1181] (conséquence probablement de la réticence des entrepreneurs jeparanais à s'y aventurer). En ce sens, le legs historique et la propension des acteurs à s'en réclamer, à le valoriser et à le diffuser constituent un capital collectif immatériel d'autant plus précieux qu'il est gratuit.

Figure 39 : Propension des différents systèmes productifs à promouvoir (✚) ou entraver (✖) le développement de communs



Conception : Julien Birgi (2020)

Le développement d'un capital territorial : accumulation de biens collectifs et dégradation des biens communs naturels

Après les entreprises et les hommes, en quoi les systèmes productifs en présence se distinguent-ils du point de vue de leur propension à transformer l'espace en faisant évoluer son potentiel productif ? Nous allons ici revenir sur les déséconomies liées au coût des infrastructures supportant l'activité industrielle et à la pollution des milieux étudiées dans le chapitre 4.2 en les appréhendant cette fois non plus du point de vue des pertes qu'elles représentent à court terme, mais en termes de potentiel de développement ou d'entropie des systèmes dans la durée.

Le développement des infrastructures : un actif territorial

Comme montré dans le chapitre 4.2, une nouvelle infrastructure nécessite un investissement et représente donc un coût économique. Mais il s'agit également d'un outil susceptible de profiter longtemps au territoire et faire durablement levier sur la croissance du système productif. Pour revenir sur la notion de biens collectifs au sens où les définit Samuelson (1954), les investissements consentis aux frais de la collectivité peuvent, s'ils sont adéquats aux besoins et appropriés par les acteurs, constituer un actif territorial sur lequel le système productif pourra prospérer.

Nous avons vu dans le chapitre 2.3 que l'essor de tous les systèmes productifs s'est accompagné d'une amélioration spectaculaire du réseau routier. En réalité, il s'agit de la principale infrastructure impulsée par l'industrialisation, les autres réseaux étant plutôt liés à la croissance urbaine et à l'évolution des modes de consommation (électricité, télécommunications), quand ils ne sont pas très en retard par rapport aux besoins (eau potable, assainissement, gestion des déchets). En ce qui concerne les routes donc, nous avions vu que la

[1181] Il est frappant de constater à quel point les acteurs étrangers du *cluster* ignorent le passé (réel ou fantasmé) de Jepara.

ville-atelier avait très tôt œuvré à rendre carrossable l'ensemble de son réseau de chemins avec 80% de voies asphaltées dès 1985 et 95% en 2000 (les taux les plus hauts de nos territoires d'étude et de comparaison), avant qu'elle ne soit rattrapée par les autres régences en 2015[1182]. Pourtant, encore aujourd'hui, Jepara compte le réseau viaire le plus dense de nos territoires d'étude et de comparaison (en-dehors de la ville de Semarang) et le plus étendu rapporté à la population (à égalité avec la régence de Kendal). Il est évident que ce réseau dense et en bon état est un atout majeur pour le développement futur de son appareil productif selon la morphologie en treille qui caractérise la ville-atelier, qui semble capable de générer un développement des aménités locales supérieur à celui des usines.

Dans les autres cas, on constate à l'échelle locale (celle du quartier et de la zone industrielle) des situations contrastées entre le hameau industriel (où les routes sont en en nette amélioration) et les zones industrielles (dont le réseau viaire est dans un état de dégradation plus ou moins avancé selon l'ancienneté de la zone). Dans ces dernières, il suffit alors que des problèmes environnementaux ou de sécurité se posent pour que les entreprises occupant le foncier les quittent sans être remplacées. Pourquoi les aménageurs ne réinvestissent-ils pas ces zones, au risque d'accuser des taux de vacances élevés ? La raison tient assurément au statut de la propriété, qui titre les aménageurs sur une durée limitée à 30 ans, extensible 2 fois 20 ans. Les aménageurs mettent à profit cette durée pour tirer le meilleur rendement de leur investissement initial. Une fois commercialisés les lots viabilisés (sous la forme de baux à construction, *Hak guna bangunan, HGB**) ou les bâtiments industriels qu'ils ont construits (sous la forme de baux commerciaux, *Hak sewa atas bangunan, HS*), ils cherchent à minimiser leurs dépenses d'entretien et de gestion (gardiennage, collecte des déchets, entretien de la voirie) qu'ils répercutent sous forme de charges aux occupants réduites à la portion congrue. Ce désinvestissement dans les zones privées est flagrant quand on compare l'état des voiries avec une zone publique comme *KIW*. Il est à mettre en regard de la durée des baux emphytéotiques, trop courte pour amortir un réinvestissement significatif.

[1182] Cf. Tableau 39 p. 324.

Photo 54 : Dans les zones industrielles, des infrastructures très dégradées : état en août 2019 d'une des voies secondaire (Jl. Industri barat I) autrefois asphaltée à *KIT*

Source : GoogleEarth

Dans le hameau industriel au contraire, la prise en main des infrastructures par les acteurs locaux sous forme de communs a permis leur amélioration et leur entretien dans la durée, faisant d'un site comme Bangkongsari un territoire toujours plus attractif pour les activités industrielles, mais aussi pour les fonctions servicielles et résidentielles. Ces infrastructures développées et gérées en commun constituent un capital territorial majeur qui permet au site de bénéficier d'une attractivité résidentielle offrant à la population locale des sources de revenu complémentaires de l'industrie. Au cours des trois dernières décennies, le hameau industriel a exploité et valorisé ce capital en intensifiant le rendement d'un foncier se raréfiant (le gisement foncier étant limité par la proximité de la grande ville et la pression immobilière qui l'accompagne). Cette évolution décrit une trajectoire de montée en gamme du système productif qui pourrait tout-à-fait se poursuivre dans la décennie à venir en profitant du contexte de tertiarisation de l'économie métropolitaine de Semarang.

Pour ce qui est des infrastructures primaires (voies rapides) en revanche, la ville-atelier, pas plus d'ailleurs que les zones industrielles, n'ont véritablement pesé sur les choix de tracé. Ceux-ci sont commandés par des considérations topographiques et les contraintes liées à l'occupation actuelle des sols. Ce sont donc les zones les moins peuplées de la plaine littorale (qui correspondent parfois à des secteurs inondables, au nord et au nord-est de Semarang) que parcourt la nouvelle autoroute littorale (qui vient d'être achevée à l'ouest de Semarang et dont les travaux sont en cours à l'est). Et ce n'est que par une « heureuse coïncidence » que ces secteurs sont également ceux où le foncier est bon marché et moins difficile à contrôler qui sont privilégiés par les zones industrielles. S'il n'y a donc pas de lien de cause à effet entre présence des zones industrielles et réseau routier national (contrairement à ce que l'on constate dans le cas des zones économiques spéciales (ZES) dont nous parlerons en conclusion), toujours est-il que cette convergence des critères de localisation

entre autoroutes et zones industrielles dote le système productif industriel d'une qualité de desserte qui pourrait lui permettre à l'avenir d'en tirer parti pour bénéficier de délocalisations d'unités de production soucieuses de conserver de bonnes liaisons avec Djakarta ou Surabaya.

La dégradation des ressources naturelles : un passif environnemental

A l'inverse des infrastructures qui accompagnent l'essor des systèmes productifs que l'on peut considérer comme un actif territorial, l'érosion et la dégradation des ressources naturelles induites par l'industrialisation constituent une atteinte au capital écologique dont bénéficiaient préalablement les territoires. Dans le chapitre 4.2, nous avons souligné l'impact des différentes formes de pollution sur les conditions de vie des populations et les avons assimilées à des déséconomies. Nous les abordons ici dans une perspective économique de long terme en nous interrogeant sur les coûts futurs – ou plutôt les manque-à-gagner à long terme – qu'elles portent en germe.

(1) Le premier impact auquel on pense pour l'industrie du meuble en bois est **la ressource forestière**. Rappelons que l'exploitation du tek – en Indonésie à tout le moins – n'est pas liée à la problématique de déforestation des forêts primaires : l'essentiel de la ressource provient de plantations anciennes, la plupart contrôlées par la compagnie forestière nationale *Perum Perhutani*. Il n'en demeure pas moins que sur la période d'étude, la production de bois dans les régences les plus proches des centres de production de Jepara et Semarang – et plus généralement à Java-Centre – s'est effondrée[1183]. Plus qu'une mauvaise gestion par *Perum Perhutani*, ce sont les coupes illégales qui sont en cause : massives au moment de la *Krismon** (Cf. chapitre 2.1), elles demeurent encore pratiquées aujourd'hui, quoiqu'à bien plus petite échelle[1184]. En quoi les différents systèmes productifs du meuble se distinguent-ils en termes de gestion de cette ressource essentielle ? Notre enquête tend à montrer que les usines – et plus spécifiquement les usines à capitaux étrangers – accordent davantage d'attention à la certification du bois que les usines locales, et surtout que les ateliers indépendants. A Jepara sévit (bien plus qu'à Semarang) le régime du « *kayu spanyol* »[1185]. Il faut dire que les systèmes de certification, et particulièrement celui imposé par l'UE, sont de fait quasiment inaccessibles aux TPE en raison des coûts fixes imputés à chaque intervenant du processus de fabrication, ce qui pénalise les systèmes tributaires de relations de sous-traitance. Dans un environnement économique aussi éclaté que le *cluster* artisanal, il s'avère extrêmement difficile à vérifier. En revanche, les entrepreneurs de la ville-atelier s'accommodent d'approvisionnements de tek villageois, de qualité moins homogène et en quantités réduites,

[1183] En 1985, 396 500 m³ de tek avaient été abattus dans la province ; en 2019, ce chiffre a chuté de 80%. Dans les régences les plus proches de Jepara, la production s'est effondrée dans des proportions encore plus grandes (-83% à Grobogan et -97% à Kendal) (source : *Perum Perhutani*).

[1184] En 2018, 627 arbres avaient été coupés illégalement et dérobés dans la municipalité de Semarang contre 896 à Kendal (source : *Perum Perhutani*).

[1185] Cf. encadré sur le système international de certification du bois, chapitre 2.1.

dans le cadre de « circuits courts » complémentaires au marché des essences de plantation réservé aux plus grands fabricants. Les résultats sont donc ambivalents, chaque système productif s'étant adapté à la raréfaction de la ressource en se tournant vers des gisements plus pérennes (contrats-cadres avec *Perum Perhutani* et autres essences souvent importées pour beaucoup d'usines, tek et acajou villageois pour les petits entrepreneurs). Toujours est-il qu'aucune forme de production n'a été en mesure de sécuriser la ressource (par exemple en investissant dans des plantations), qui s'est considérablement appauvrie.

(2) Le deuxième actif environnemental directement impacté par les systèmes productifs est **le foncier**. Nous avons vu dans le chapitre 2.3 que l'industrialisation avait alimenté directement (implantation d'usines) et indirectement (périurbanisation liée à l'essor de la production de logements alimentée par l'émergence des classes moyennes, dont les ouvriers salariés constituent une frange importante) l'étalement urbain. Rappelons qu'à Semarang, nous estimons l'empreinte des unités de production tous secteurs d'activités confondus à 2 450 ha de zones industrielles[1186] et 900 ha d'usines diffuses (dont 300 ha aux portes de Semarang, dans la régence de Demak), soit environ 20% de l'empreinte urbaine actuelle de la municipalité. D'un point de vue strictement quantitatif, on pourrait penser que l'impact est le même pour une usine implantée au sein d'une zone industrielle ou dans un hameau industriel. Or il n'en est rien : bien que denses, les zones industrielles nécessitent des voies dédiées, si bien que l'on peut estimer le coefficient d'occupation des sols (COS) à environ 35%[1187] contre 55% dans le hameau industriel[1188]. A cela s'ajoute une vacance supérieure, estimée à 20% des parcelles constructibles en moyenne, avec d'importantes disparités d'une zone à l'autre[1189]. On pourra arguer que les terrains exposés aux inondations ne devraient pas être comptabilisés. Or, s'ils sont inondés (et que les parcelles voisines, occupées, ne le sont pas), c'est parce que les zones industrielles s'implantent sur les terres les moins sollicitées (qui sont souvent les plus exposées au *rob**) et que l'aménageur n'a pas entrepris les travaux nécessaires à leur mise hors d'eau. On pourrait également opposer que ces parcelles vacantes sont l'équivalent des *tanah kosong** de la ville-atelier ou du hameau industriel. Mais à la différence des *tanah kosong*,* ces parcelles ont été artificialisées (détruisant un potentiel écologique qui aurait pu être préservé puisqu'aucune usine ne s'est finalement implantée) et ne sont pas utilisées par les riverains pour des activités vivrières. Les surfaces vacantes des zones industrielles correspondent donc à une perte sèche (sans mauvais

[1186] Cf. Tableau 38 p. 314.

[1187] Une analyse détaillée de la zone de *KIT* en 2019 montre que l'emprise bâtie représente moins de 570 000 m² sur 160 ha . Parmi les surfaces non-bâties, les parcelles vacantes environ 30,2 ha, dont 21,0 ha aujourd'hui continuellement inondés.

[1188] A Bangkongsari, on recense 58 000 m² de bâtiments industriels sur 10,4 ha.

[1189] Selon une analyse effectuée en 2015 sur un échantillon de 1 030 ha (ALEXANDER H. B., 2015).. Dans notre enquête, nous avons relevé près de 33% de bâtiments vacants (11 bâtiments vacants sur 34 constructions) sur les parties de *KIT* et de *KI Terminal* les plus proches du quartier de Terboyo en 2018, contre seulement 20% (11 600 m² vacants sur une surface bâtie de 58 000 m²) à Bangkongsari.

jeu de mots avec le *rob**) de terres au potentiel écologique et/ou socioéconomique pourtant précieux, valorisé dans les hameaux industriels par les habitants des environs[1190].

(3) Du point de vue des **choix de localisation et de conception**, le processus d'aménagement formalisé (qui implique une planification par les pouvoirs publics locaux dans le cadre de documents d'urbanisme contrôlés par les autorités provinciales, la délivrance de permis fonciers (*ijin lokasi**), de permis de construire (*ijin membangun bangunan, IMB**) et de permis d'exploiter (*ijin usaha industri, IUI**) après instruction d'une étude d'impact (*Analisis Manajemen Dampak Lingkungan*, *Amdal**) et la réalisation des travaux par des entreprises dûment enregistrées) n'est pas un gage de vertu. La seule zone industrielle entièrement publique de Semarang, *KIW*, pourtant assez exemplaire par certains aspects (qualité des aménagements, traitement des effluents, etc.), a ainsi été aménagée sur les emprises naturelles les plus sensibles, à savoir 200 ha de mangroves.

Carte 37 : Plan d'aménagement de la zone industrielle Wijayakusuma (*KIW*) sur la mangrove

Source : PT. KIW Persero

Nous avons montré dans le chapitre 2.2 que l'industrialisation était un puissant moteur indirect de croissance démographique, mais aussi via le salariat et l'accès qu'il procure au crédit, un vecteur de démocratisation des deux facteurs d'étalement urbain majeurs que sont la mobilité individuelle et l'accès à la

[1190] Cf. Carte de la trame végétale de Bangkongsari en annexe.

propriété foncière. La première augmente considérablement l'étendue du bassin d'emploi accessible depuis son village natal, ou a contrario le périmètre dans lequel on peut rechercher un logement sans quitter son emploi. La seconde est indissociable de l'idéal du foyer pour des Javanais qui demeurent pour leur écrasante majorité viscéralement attachés à la maison individuelle[1191], ce qui implique de trouver des terrains à bâtir dans le giron familial ou via des programmes d'accession sociale à la propriété[1192]. La combinaison de ces deux objets de désir devenus accessibles aux ouvriers salariés permet la diffusion de l'habitat loin des noyaux de peuplement constitués, dans un contexte d'incapacité des autorités à maîtriser l'autoconstruction. Cet étalement urbain bien montré par la littérature autour des plus grandes métropoles comme Djakarta (FIRMAN, 2000) a des conséquences écologiques majeures. Entre 2000 and 2010[1193], 125 Km^2 de sols naturels et agricoles ont été urbanisés d'après les statistiques officielles, qui sous-estiment très certainement la réalité. Sur le terrain, on ne peut que constater en effet le glissement de l'usage des terres selon lequel les rizières – qui sont les terrains les plus propices aux constructions car plats, drainés et desservis par un réseau viaire – sont colonisées par l'étalement urbain[1194], repoussant les activités agricoles vers des terres qui ne permettent que le maraîchage et l'agroforesterie. Les infrastructures, dont nous avons vu dans le chapitre 3.3 que le

1191 Une des raisons pouvant expliquer cet attachement est que la forme de l'habitat individuel permet l'expression des sociabilités complexes sur lesquelles reposent le statut de l'individu, mais aussi le capital social qu'il peut mobiliser pour identifier et tirer parti d'opportunités économiques. La gradation des espaces privés et publics associée à cette forme d'habitat du plus intime (la chambre) au plus public (la rue commerçante) offre effectivement une série de lieux d'interface avec chacun des cercles au sein desquels chacun évolue, de la famille nucléaire (le salon) au clan (la terrasse) et à la communauté de voisinage (la ruelle du *kampung** ou du *perumahan**). D'autres facteurs entrent en ligne de compte, tel que le coût de la construction (plus faible que pour l'habitat collectif qui suppose l'intervention d'un opérateur immobilier qui répercutera sa marge sur le prix de vente du logement) et les possibilités d'étendre le logement au gré des besoins et des moyens du ménage (ce qui est difficilement envisageable avec un appartement dans un immeuble collectif, même si certaines expériences de densification informelle d'immeubles d'habitation ont pu être observés dans des contextes particuliers, comme dans les grandes villes vietnamiennes à l'époque du *Doi Moi* (PEDELAHORE DE LODDIS, CERISE, & SHIN YONG-HAK, 2001)).

1192 Après avoir longtemps privilégié la réhabilitation in situ des quartiers informels (dans le cadre notamment du *KIP**), l'Etat indonésien a mené des tentatives de construction d'immeubles locatifs sociaux. Ces expériences isolées se sont souvent soldées par des échecs, les habitants n'ayant pas reproduit les mécanismes de prise en charge communautaire des charges de gestion quotidienne (entretien des parties communes, collecte des déchets, gestion des troubles de voisinage, etc.) qui prévalent dans les *kampung**. Aussi le gouvernement a-t-il fait le choix d'une politique d'aide à l'accession via des prêts bonifiés pour l'achat de maisons individuelles construites par des lotisseurs privés. La piètre qualité des constructions et la localisation de ces lotissements (*perumahan**) situés sur des terrains peu onéreux (et donc mal desservis ou insalubres) le disputent aux mécanismes d'appropriation collective qui s'établissent entre les nouveaux habitants qui, à la différence des locataires des immeubles d'habitat social, peuvent se projeter dans un habitat plus modulable et qui leur appartiendra au terme du crédit.

1193 Pour une raison que nous n'avons pas réussi à expliquer, le *BPS* de Java-Centre ne produit plus de données sur l'artificialisation des sols depuis 2010.

1194 En 2019 par exemple, la destruction autorisée de rizières (délivrance de permis de changement d'usage (*izin penggunaan tanah sawah ke non-sawah**) a atteint pour la régence de Grobogan 1 822 ha, soit 2,2% des rizières irriguées. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la destruction informelles des terres arables, assurément supérieure.

développement est en partie généré par les besoins du transport routier de marchandises et les usines, mais aussi par l'étalement urbain et la généralisation de la mobilité individuelle, sont d'autres grandes consommatrices de sols naturels[1195].

Tableau 82 : Evolution de l'usage des terres à Java-Centre entre 1985 et 2000 et entre 2000 et 2015[1196]

Type d'usage	Rizières		Autres terres agricoles et naturelles		Forêts		Emprises des constructions	
Périodes	**1985-2000**	**2000-15**	**1985-2000**	**2000-15**	**1985-2000**	**2000-15**	**1985-2000**	**2000-15**
Régence de Jepara	-2,1%	-0,6%	+1,6%	+1,9%	-0,4%	-1,1%	+0,8%	+0,8%
Ville de Semarang	-29,9%	-13,2%	-19,3%	+22,6%	+3,1%	-6,9%	+14,8%	+8,9%
Régence de Demak	-6,0%	+0,4%	+10,7%	+6,3%	+15,4%	+21,3%	+10,7%	+10,1
Régence de Semarang	-9,5%	-2,6%	+14,9%	-13,0%	+13,6%	+16,3%	-2,1%	+9,2%
Régence de Kendal	-7,0%	-6,4%	+3,7%	-18,8%	+4,7%	-2,7%	+8,6%	+44,1%
Régence de Grobogan	+0,4%	+7,0%	-8,9%	-18,9%	-0,4%	+6,6%	+8,7%	+10,8%
Province de Java-Centre	**-5,5%**	**-0,6%**	**-0,8%**	**-4,2%**	**+2,6%**	**+2,7%**	**+7,6%**	**-7,4%**

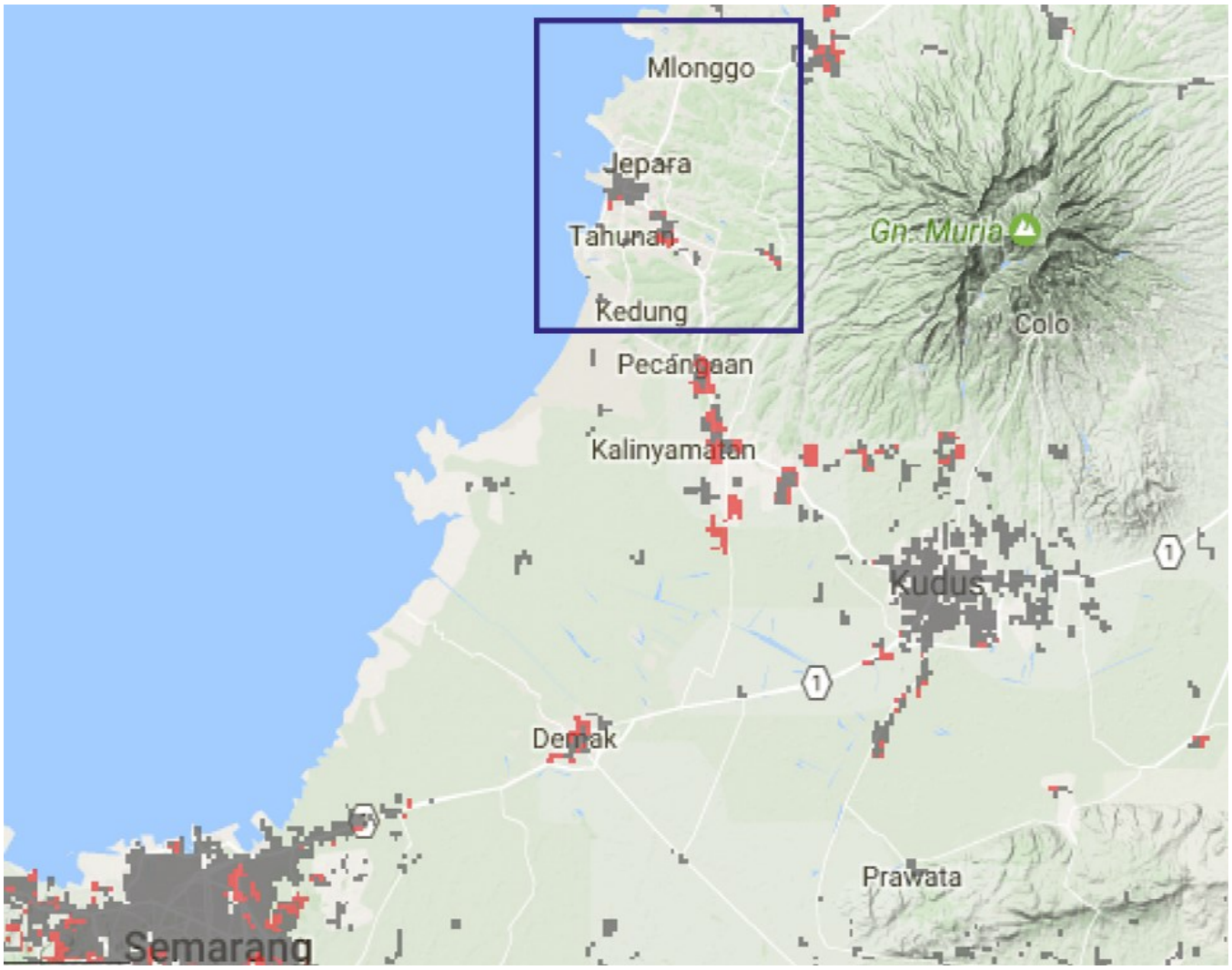
Source : BPS *de Java-Centre*

A l'inverse, la ville-atelier a fait la preuve d'une bien plus grande sobriété foncière. Non seulement la production est restée relativement concentrée autour des noyaux villageois (cf. carte ci-dessous montrant que l'étalement urbain a été plus prononcé autour des noyaux urbains de Semarang et de Demak et surtout des villages situés dans la grande périphérie de Demak, dans le sud de la régence de Jepara, où se sont multipliées les implantations d'usines textiles) mais l'imbrication des fonctions productives, résidentielles et servicielles a permis de mieux utiliser l'espace en mutualisant les infrastructures, le terrain et les constructions. De la sorte, la ville-atelier a pu se développer considérablement (tant économiquement que démographiquement) sans empiéter sur les terres agricoles. Cette cohabitation de l'habitat et des ateliers (dont les nuisances sont certes moindres que celles générées par des activités très polluantes comme le travail du cuir ou le textile, mais bien réelles en termes de bruit et de poussière) suppose une acceptabilité collective que garantissent les valeurs entrepreneuriales de la société du cluster (à la différence notable des résidents de Bangkongsari et de Terboyo qui se plaignent d'autant plus du voisinage des usines qu'ils ne bénéficient pas de leurs emplois).

[1195] Ainsi, pour les 24 Km du tronçon autoroutier Semarang-Demak, 22 200 ha seront artificialisés, dont 14 500 de rizières irriguées et 2 700 de mangroves d'après l'étude d'impact du projet (Binatama Wirawredha Konsultan & Ika Adya Perkasa, 2006). On relève dans ce document que sur l'échantillon de 114 personnes interrogées en 2004 sur l'opportunité de ce projet, « tous l'approuvent. Ils voient le projet comme bénéfique pour la communauté (33,13%), à même de réduire la circulation et les accidents (24,38%) et d'offrir des opportunités d'emploi (21,88%) ».

[1196] Les données 2015 ne sont disponibles que pour la régence de Kendal. Pour les autres entités, il convient de remplacer 2015 par 2010.

Carte 38 : Etalement urbain entre 2000 et 2010 dans la ville-atelier (cadre bleu marine) et dans ses environs



Source: PUMA Data Exploration & The World Bank, *2014*

Au-delà de cette lecture quantitative de l'étalement urbain, sa morphologie à Jepara nous semble dotée de réelles vertus environnementales. En canalisant la diffusion des activités le long des voies desservant les noyaux de peuplement (situés à l'écart des rizières et des cours d'eau), la forme de la treille a préservé les grands corridors écologiques du bassin versant. Et même sur les hauteurs où se concentrent ateliers et habitants, la présence du couvert végétal demeure importante, apportant ombre, fruits, espace pour l'élevage de la volaille et des chèvres, et terrains polyvalent pour les variations d'activité du meuble[1197].

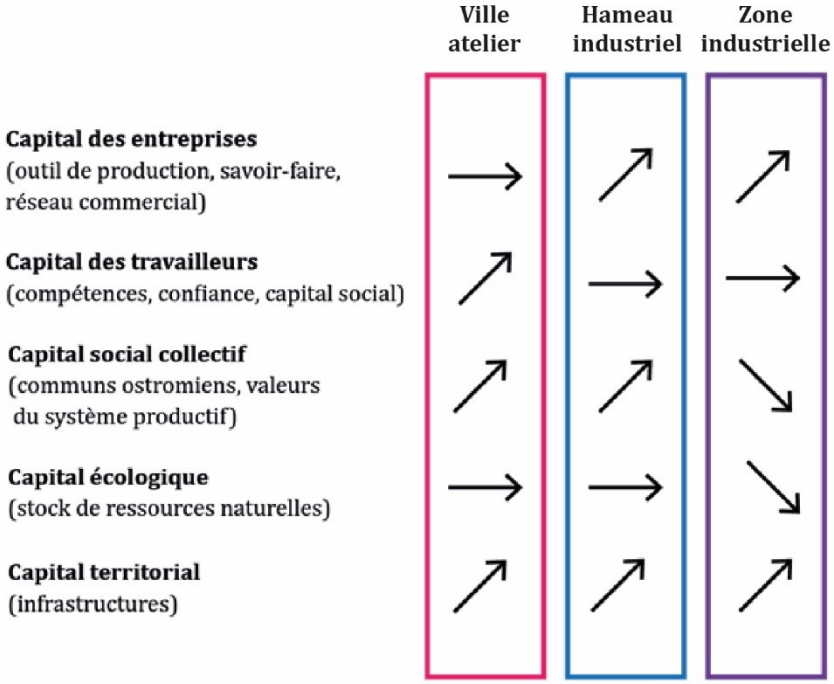
[1197] Cf. Carte sur la trame végétale de Tahunan en annexe.

Carte 39 : Les vertus de la morphologie de la treille : la préservation des corridors écologiques

Conception et réalisation par l'auteur

En conclusion de ce chapitre, la durabilité du développement, appréhendée par la notion de capital financier, mais aussi matériel (infrastructures, potentiel des écosystèmes) et immatériel (capacités d'émancipation des travailleurs du meuble), varie notablement d'un système productif à l'autre. La figure ci-dessous synthétise de manière schématique la dichotomie entre d'une part une ville-atelier enfermée dans un environnement trop concurrentiel pour que les entreprises puissent investir significativement, mais offrant des possibilités d'accomplissement à tout un chacun tout en valorisant le territoire, et d'autre part la zone industrielle qui accueille des usines mieux outillées pour monter en gamme, au détriment d'un environnement naturel et social sacrifié. Le hameau industriel emprunte quant-à-lui des vertus aux deux autres modèles, augurant d'un modèle de développement plus équilibré et soutenable.

Figure 40 : Profil des systèmes productifs types recensés en termes de durabilité



Conception de l'auteur

Chapitre 4.4 : Les capacités d'adaptation aux contraintes et aux opportunités : peut-on parler de résilience des systèmes productifs ?

Viviers d'emploi, d'innovation et de création de richesse en prise directe avec les flux de marchandises, de services et de capitaux internationaux, les métropoles concentrent également chômage, inégalités sociales et pauvreté, ce que l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) désigne sous le nom de « paradoxe urbain » (OCDE, Competitive Cities in the Global Economy, 2006). Dans un rapport relativement récent (ONU Habitat, 2016, p. 47), l'agence des Nations-Unies pour les communautés humaines (ONU Habitat) notait également que les grandes métropoles sont plus exposées aux soubresauts de la conjoncture économique mondiale, ainsi que l'a montrée la crise des *subprimes* de 2007 (COHEN, 2016). A l'inverse, les campagnes et les territoires subalternes de la mondialisation ont pu apparaître comme des refuges pour les populations les plus fragiles, comme ce fut le cas en Indonésie pendant la *Krismon** pendant laquelle de nombreux migrants économiques partis gagner leur vie dans les plus grandes villes du pays sont rentrés dans leur village natal. Ces analyses posent la question de la fragilité des processus de développement face à des chocs (économiques, mais aussi politiques ou climatiques) dont on sait qu'ils ont tendance à gagner en fréquence et en ampleur dans un monde de plus en plus interconnecté confronté à des crises globales (telle que le réchauffement climatique).

De la notion de risque systémique au concept de résilience : comment appréhender la capacité des systèmes productifs à absorber les chocs ?

A l'échelle de l'histoire de la pensée politique, **la prise en compte du risque dans la conception des politiques publiques de développement et d'aménagement** est relativement récente. Parmi les pionniers de la pensée du risque dans les sociétés industrialisées, le philosophe Paul Virilio (1932-2018) s'inquiétait dès les années 1970 de l'exposition au risque systémique dans lequel nous entraînait la révolution technologique et ses corollaires : vitesse, dématérialisation, dissolution des distances (VIRILIO, 1976; VIRILIO, BAUDRILLARD, & SEBBAG, 1982)[1198]. A l'époque, c'est le risque technologique (ou risque industriel) qui focalise l'attention, alors que se produisait le traumatisme de l'explosion de l'usine *Icmesa* à Seveso (Italie) en

[1198] « Le progrès technique est aussi le progrès du désastre […]. On est là devant une face cachée du progrès : le progrès est simultanément un progrès, incontestable, et en même temps une catastrophe qui progresse également, jusqu'au jour où le progrès sera insupportable par son désastre. C'est-à-dire que l'on aura un progrès extraordinaire au niveau de la technique, de l'instrument, mais sa fragilité sera insupportable. Or, tous les progrès techniques, dans l'ordre de la biologie, dans l'ordre de la mécanique, dans l'ordre des télécommunications, dans l'ordre des transports, etc. progressent dans le sens où ils gonflent la sphère de l'accident. La sphère de l'accident deviendra un jour insupportable » (VIRILIO, 2007).

1976, à l'origine de la première réglementation française en la matière[1199]. Avec les attentats du 11 septembre 2001 à New-York s'opère une prise de conscience brutale de l'exposition des villes à des risques beaucoup non-techniques, beaucoup plus imprévisibles et difficiles à contenir. C'est ainsi qu'ONU-Habitat introduit dans sa lettre de décembre 2001 la question de la capacité « des réseaux de télécommunications et de transports, des structures communautaires, des agences gouvernementales, des écoles, de l'approvisionnement alimentaire, des chaînes d'alimentation en énergie et bien d'autres aspects » à faire face à des catastrophes, en l'illustrant d'une photographie de *Ground Zero*. « L'explosion (*blow*) d'une seule ou de plusieurs d'entre eux peut provoquer plus qu'une onde de choc, de véritables vagues balayant l'économie, le tissu social et le système politique dans son ensemble » (MOOR, 2001, p. 4). Puis, c'est au tour de la sphère économique d'être gagnée par une poussée d'aversion au risque suite à la crise monétaire asiatique de 2007-2008 et surtout, à la crise des *subprimes* de 2007 qui faillit provoquer l'effondrement de l'ensemble du système bancaire mondial à partir de créances douteuses consenties à des ménages américains insolvables, amenant l'ensemble des Etats et des banques centrales à imposer des « règles prudentielles » aux établissements de crédit.

C'est dans ce contexte que s'est diffusé, aussi bien dans le champ académique[1200] que dans le débat public et les pratiques professionnelles, **le concept de résilience**. La notion n'est pourtant pas nouvelle. « En 1936, Paul Claudel se gratte la tête devant une page blanche. Comment traduire le mot "*resiliency*" ? Revenu d'Amérique, l'écrivain-diplomate médite sur la crise économique de 1929 qu'il a vue se dérouler là-bas : malgré la vie "suspendue", la "gaieté et la confiance éclairaient tous les visages". Il ne "trouve pas en français" de correspondance exacte pour ce trait du "tempérament américain », qui « unit les qualités d'élasticité, de ressort, de ressources et de bonne humeur". Aujourd'hui, l'hésitation de Claudel devant la "résilience" prête à sourire. Dans les librairies, des tombereaux de manuels nous enjoignent à "rebondir face aux turbulences", à "naviguer à travers les défis du quotidien avec joie et succès". Les écologistes raffolent d'un terme qui évoque le rebond après la catastrophe. Même les politiques, flairant le bon coup, appellent "résilience" tout ce qu'ils voudraient voir bouger (sans avoir eux-mêmes à trop changer). C'est Ségolène Royal qui publie un livre-manifeste titré "Résilience française". C'est Emmanuel Macron qui, lors de sa dernière intervention télévisée, nous enjoint à "retrouver" la "résilience" qui peut nous permettre "de faire face aux crises à venir" » (NOYON, 2020). Or, l'usage à tout propos de ce concept pose question. Dans sa dimension technique, il trouve son origine dans la physique des matériaux. Le dictionnaire *Le Larousse* la définit ainsi comme « la caractéristique mécanique définissant la résistance aux chocs d'un matériau (la résilience des

[1199] Directive n°82/501/CEE de la Communauté économique européenne, dite directive Seveso 1.

[1200] Pour ne citer que quelques exemples dans le seul champ disciplinaire de l'aménagement urbain, cf. le sujet de la 12ème conférence du forum international sur l'urbanisme (*Conference of the International Forum on Urbanism, CIFOU*) organisée par l'Université Tarumanagara, Djakarta : "*Beyond resilience: Towards a more integrated and inclusive urban design"* qui définit la résilience comme « le reflet des efforts de toutes les parties prenantes pour produire des actions immédiates et des solutions de long terme en réponse aux défis des villes » ;

métaux qui varie avec la température est déterminée en provoquant la rupture par choc d'une éprouvette normalisée.) ». Le terme s'est ensuite diffusé dans de nombreuses disciplines, en particulier dans l'informatique, où il désigne « la capacité d'un système à continuer à fonctionner en dépit d'anomalies liées aux défauts de ses éléments constitutifs » (ANAUT, 2005), et surtout en psychologie où il peut être défini comme « la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir en dépit d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes sévères » (MANCIAUX, VANISTENDAEL, LECOMTE, & CYRULNIK, 2001). Ces utilisations attestées aux Etats-Unis dès les années 1960 apparaissent dans la littérature francophone dans les années 1990, avant que le terme ne soit employé pour des objets encore plus complexes que le système informatique ou le cerveau humain – des territoires, des économies ou des sociétés – où la résilience est considérée « en tant que capacité, pour un système donné, de surmonter les altérations provoquées par un ou des éléments perturbateurs, pour retrouver son état initial et/ou un fonctionnement normal »[1201]. Or pour de tels objets, les notions « d'état initial » ou de « fonctionnement normal » sont inopérantes. D'autre part, une des difficultés de la notion de résilience est qu'elle ne peut être mesurée qu'en atteignant le point de rupture (car on peut être considéré durable et résilient jusqu'à la preuve du contraire), expérience infiniment plus délicate à mener avec une ville ou une filière industrielle qu'en physique des matériaux ou en psychologie (où les conditions de la rupture pourront être étudiées à partir de paramètres simples sur une population étendue). Pire encore, la résilience, considérée comme une vertu supérieure en notre époque marquée par l'accélération du temps et l'amplification des incertitudes, tend à se substituer – inconsciemment ou à dessein – aux concepts de développement et de développement durable dans l'appréhension des problèmes. Pour ne citer que cet exemple, alors même qu'elle est de notre point de vue dictée par l'absence d'alternative, la persistance des populations des quartiers nord de Semarang touchés par le *rob** est saluée dans la thèse de Miladan (2016) comme l'expression d'une capacité de résilience incarnant des valeurs typiquement indonésiennes (MILADAN, 2016). Or, ce regard contribue à dédramatiser la détresse bien réelle des habitants et incidemment, à justifier le déficit d'action publique à leur endroit.

Pour autant, les capacités adaptatives d'un système sont au cœur même de l'analyse systémique, et l'on ne peut faire l'économie de ce paramètre. Nous proposons par conséquent ici de retenir **une définition simple de la résilience, à savoir la capacité du système à s'adapter aux circonstances, en limitant l'ampleur et la durée des conséquences négatives des chocs (absorption) et en augmentant la vitesse et l'étendue du recouvrement offerts par les opportunités (élasticité). Cette capacité dépend de nombreux paramètres ; nous avons pris le parti d'en retenir quatre : (1) la sécurité, définie comme la capacité à limiter à la fois le risque d'un choc et ses conséquences ; (2) la réactivité, ou la capacité à s'adapter aux**

[1201] Source : https://e-rse.net/definitions/resilience-definition/#gs.ydvj3t.

évolutions de la demande ; (3) la réversibilité ou la capacité à revenir en arrière ; (4) la diversité, la mutabilité et la réticularité, ou la capacité à ménager des alternatives.

La sécurité, ou la capacité à limiter le risque et les conséquences des chocs

Si on se réfère à la pyramide des besoins de Maslow, la sécurité serait le principal sujet de préoccupation de l'être humain (MASLOW, 1943; MASLOW, 1954) après les besoins physiologiques (faim, soif, sommeil). Cette notion comprend une dimension physique (la sécurité des biens et des personnes) et une dimension économique (« la capacité d'une personne, d'un ménage ou d'une communauté à pourvoir durablement et dignement à ses besoins essentiel » (Comité International de la Croix Rouge (CICR), 2015)).

Le salariat, vecteur de sécurité économique remis en cause par le diktat de la flexibilité

Les travaux empiriques de Naik & Randolph (2019) ont montré que plus qu'une augmentation du revenu ou des perspectives de carrière professionnelle ascendante, c'est la quête d'un salaire régulier et formel qui motive les jeunes embauchés dans les usines. Dans le secteur secondaire à Java-Centre, un peu plus de la moitié de la main d'œuvre bénéficie de contrats à durée indéterminée en 2019, pour 18% d'indépendants (dont un tiers aidés par un membre de leur famille à titre gracieux), 3% de chefs d'entreprises (dans leur immense majorité, de TPE), 19% de « travailleurs occasionnels (*pekerja bebas**) » et 6% de travailleurs gracieux. Les réformes sensées apporter des filets de sécurité aux employés du secteur privé – les ouvriers étant la première catégorie professionnelle concernée –, en particulier les lois de 2003 sur les avantages sociaux et de 2013 sur la main d'œuvre[1202], ont entraîné une augmentation des charges salariales (cotisations chômage, retraite et maladie), ce qui a eu pour effet pervers d'inciter les employeurs à contourner la réglementation en ayant de plus en plus recours à des contractuels (ING, PANGESTU, & RAHARDJA, 2015). Ainsi, en 2019, plus d'un quart des employés du secteur secondaire de la province sont des journaliers.

Qu'en est-il sur nos territoires d'étude ? Dans la grande ville de Semarang, l'emploi est nettement plus formalisé qu'ailleurs. C'est principalement la conséquence de la disparition de l'emploi agricole et du recul du tertiaire informel (grands pourvoyeurs de travail précaire, temporaire et/ou gratuit) au profit de l'industrie et du secteur tertiaire formel (commerce de détail, services marchands aux entreprises et aux particuliers, services publics). Les régences alentours ont connu une évolution similaire, mais plus contenue, qui s'explique par la persistance d'une agriculture encore pourvoyeuse de nombreux emplois. La surprise vient de Jepara où le taux d'emploi informel s'avère inférieur à celui de ces régences où prévalent les usines sur les ateliers indépendants. Avant que ne se produisent les effets de la ruée vers le teck qui a vu l'envolée du nombre

[1202] *Undang-Undang No. 23 Tahun 2013 Tentang Ketenagakerjaan.*

d'indépendants, l'essor du *cluster* a en effet permis de réduire considérablement le travail gratuit au profit du salariat, plus développé que dans les régences déjà partiellement industrialisées comme Kendal et Semarang.

La tendance à la flexibilisation du salariat est très perceptible localement. Même à Bangkongsari, où les relations entre employeurs et ouvriers sont plus étroites qu'à Terboyo, on constate une recrudescence des contrats courts, dont fait beaucoup usage un gros employeur comme *PT. Country* qui notifie les embauches aux journaliers de la veille pour le lendemain[1203]. Ceux qui bénéficient de contrats stables sont souvent des ouvriers de l'ancienne génération, employés par des usines implantées de longue date[1204] mais même eux se sentent menacés par le mouvement de précarisation, amorcé dès les premières réformes sociales adoptées pendant la *Reformasi** [1205]. Le caractère sécurisant de l'industrialisation formelle mis en avant par Naik & Randolph (2019) est donc battu en brèche par ce « ressac » de la flexibilité. Qui plus est, la sécurité des employés à durée indéterminée est toute relative (World Bank, 2010a) : les entreprises peuvent mettre à discrétion leurs employés au chômage technique (*dirumahkan**) sans indemnisation et pour une durée indéterminée, puis les licencier du jour au lendemain. Le niveau des indemnités de licenciement et des allocations chômage sont très insuffisants pour faire vivre un ménage, a fortiori depuis l'adoption de la loi Omnibus. Il n'est pas rare que les ouvriers subissent des arriérés de salaires, avec le risque qu'en cas de faillite, ils ne soient jamais payés des heures travaillées[1206].

Tableau 83 : Evolution du statut des actifs occupés à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison

	Indépendants		**Entrepreneurs**		**Employés**		***dont journaliers* (pekerja bebas*)**		**Travailleurs gracieux**		**Part de l'emploi informel**
	1998	**2019**	**1998**	**2019**	**1998**	**2019**	***1998***	***2019***	**1998**	**2019**	**2015**
Commune de Semarang	18,4%	16,1%	8,9%	10,6%	68,4%	70,2%	*n.d.*	*3,6%*	4,3%	4,0%	15,3%
Régence de Jepara	20,2%	15,5%	21,8%	14,4%	48,7%	60,8%	*n.d.*	*11,6%*	9,3%	6,2%	22,7%
Régence Demak	25,4%	17,1%	20,2%	16,0%	39,9%	67,0%	*n.d.*	*12,8%*	14,5%	6,9%	27,0%
Régence Semarang	19,4%	n.d.	23,1%	n.d.	33,5%	n.d.	*n.d.*	*n.d.*	24,3%	n.d.	25,9%
Régence Kendal	22,3%	21,9%	17,8%	16,1%	46,3%	49,3%	*n.d.*	*9,0%*	13,6%	12,7%	27,4%
Régence Grobogan	23,3%	n.d.	29,0%	n.d.	20,5%	n.d.	*n.d.*	n.d.	27,2%	n.d.	34,9%
Province de Java-Centre	**20,9%**	**19,0%**	**21,6%**	**19,5%**	**36,7%**	**38,3%**	***n.d.***	***12,1%***	**19,6%**	**11,1%**	**29,3%**

Source : BPS *de Java-Centre,* Sakernas, Susenas 1998 *et* 2019

Le travail à temps partiel est un autre bon indicateur de précarité. En ville, la durée hebdomadaire de travail est longue et s'est accrue depuis 1998, date la plus récente pour laquelle nous disposons de chiffres

1203 Entretien avec Dwi Harjono (18A Bangkongsari) le 21 juin 2017.

1204 Par exemple Ibu Sulami (17A Bangkongsari) ou Bpk Sarmidi et sa femme (17B Bangkongsari) qui travaillent depuis 2 décennies chez *Marie Alibert* et *KKK* avec ce type de contrats.

1205 Entretien avec Bpk Sarmidi (17B Bangkongsari) le 18 juin 2017.

1206 Ce fut le cas pour la femme de Bpk Sucahyono, (19A Bangkongsari), employée de l'usine Simoplas à *KIW* mise au chômage technique en 2015 jusqu'à son licenciement en 2017, quand la société a fait faillite.

détaillés. On constate que l'industrialisation formelle a entraîné un accroissement du temps de travail des actifs employés alors que dans la ville-atelier, ce temps est resté stable, voire a décliné avec la contraction de la demande qui tend à répartir le travail. A Java comme dans d'autres régions de pays émergents, le glissement du salariat vers le paiement à la pièce peut mener à une « autoexploitation » (BREMAN, 2010; GOLDMAN, 2015) les ouvriers alternant périodes de pointe où les heures supplémentaires sont exigées et périodes d'inactivité qui durent généralement quelques semaines à plusieurs mois.

Tableau 84 : Evolution du temps de travail des actifs employés à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison

	Travail à temps partiel (- de 35 h./sem.)		Durée moyenne (h./sem.)	
	1998	**2015**	**1998**	**2014**
Commune de Semarang	18,1%	12,1%	45,92	47,01
Régence de Jepara	38,0%	24,5%	38,67	36,95
Régence Demak	38,9%	25,3%	37,94	40,92
Régence Semarang	39,7%	21,3%	38,30	41,95
Régence Kendal	49,5%	30,2%	34,86	41,67
Régence Grobogan	37,5%	44,7%	32,88	36,31
Province de Java-Centre	**43,3%**	**29,6%**	**37,44**	**40,04**

Source : BPS *de Java-Centre,* Susenas 1998 *et* Sakernas 2015

Du fait de la précarisation du salariat, la sécurité économique des ouvriers devient tributaire de la qualité de la relation informelle avec leur employeur. L'anonymat qui prévaut dans le système productif de la zone industrielle et l'opportunisme qui fait loi dans la ville-atelier placent les employeurs en position de force vis-à-vis d'employés ou de fournisseurs convocables et congédiables à discrétion. Le hameau industriel se distingue par une relation plus étroite entre usines et employés, liée à leur cohabitation dans la durée et à l'intermédiation des figures locales. Nous avons ainsi montré qu'à Bangkongsari, les carrières étaient souvent plus longues qu'à Terboyo[1207], où les usines restent en outre moins longtemps. Les cas de chômage technique sont plus fréquents parmi les usines implantées dans les zones industrielles[1208]. L'ancrage territorial des usines du hameau industriel est en grande partie déterminé par la morphologie du système productif : d'un côté la pleine propriété foncière dans un environnement villageois où l'on se connaît ; de l'autre, un statut locatif dans une zone industrielle anonyme et coupée de son environnement résidentiel, facteurs de volatilité.

Indépendamment du type d'implantation, les managers javanais ou sino-indonésiens sont souvent plus enclins que leurs homologues étrangers à donner suite aux recommandations de leurs employés (*titipan**)

[1207] Ainsi *KKK* à Bangkongsari emploie 95% de salariés et seulement 5% de journaliers, à l'opposé d'entreprises comme *PT. Country Form* (certes présent à Bangkongsari mais principalement implanté à *KIW*) ou *Scancom* qui ont massivement recours à la main d'œuvre intérimaire. A Bangkongsari, 13% des sondés ayant été ou étant ouvriers ont pu exercer ce travail jusqu'à leur retraite, contre seulement 1% à Terboyo, témoignant des liens privilégiés qu'entretiennent certaines usines avec leur main d'œuvre locale.

[1208] Ce qui est le cas de la société *PT. Simoplas* évoqué plus haut.

pour recruter, ce qui revient à créer des dispositifs informels de solidarité pour les ouvriers entretenant de bons rapports avec leur hiérarchie.

Le rôle fondamental de la propriété du logement

Dans un pays où on peut perdre son emploi du jour au lendemain (y compris comme nous venons de le voir, pour les titulaires de contrats à durée indéterminée) et où les filets institutionnels de sécurité sociale restent fragiles, la propriété de son logement est une sécurité majeure. Non seulement il représente un toit (d'autant plus important qu'en Indonésie, il n'y a pas de réelle politique de logement social locatif[1209]) mais il apporte en sus un ancrage local support du réseau relationnel de chacun, celui du clan et de la communauté de voisinage (cf. chapitre 1.2). La propriété du logement est ainsi la garantie de pouvoir développer et pérenniser un réseau de sociabilités à même d'apporter une solidarité matérielle de base et surtout des opportunités de nouvelle activité (que cela soit par le bouche-à-oreille ou la possibilité de se mettre à son compte) qui constituent un capital social plus précieux encore pour beaucoup que le capital matériel.

Nous avons montré dans le chapitre 4.2 que les modalités d'accès à la propriété du logement varient sensiblement d'un système productif à l'autre. Dans le centre de Semarang et à ses abords, là où sont aménagées les zones industrielles et les lotissements pavillonnaires, la pression foncière est telle qu'elle passe nécessairement par le marché immobilier, et donc l'emprunt. Aussi insécure que soit le salariat, il permet aux ouvriers d'accéder au crédit immobilier, qu'il soit ou non subventionné par l'Etat. L'accès à la propriété y est donc coûteux mais possible. A l'inverse, les journaliers n'ont aucune chance d'accéder à la propriété si ce n'est

[1209] En 2003, l'investissement public dans le logement représentait à peine 1,5% du PIB contre 2 à 8% dans la plupart des pays émergents (BANQUE MONDIALE, 2003, p. vii). Les programmes de logement collectifs, où le foncier est apporté par le gouvernement local et la construction prise en charge par l'Etat central, sont rares (à peine 51 300 unités produites entre 2010 et 2014 – dont plus de la moitié à Djakarta – contre 285 000 logements en accession aidée). Si bien qu'en 2014, 60% des logements en ville et 78% à la campagne relevaient encore de l'autoconstruction, dont la construction et la rénovation donnent droit à des aides (3 000 unités nouvelles et 204 800 rénovations ont été subventionnées en 2016-2017).

Les mesures d'incitation financière (prêts bonifiés) pour l'accession sociale à la propriété sont longtemps restées en-deçà des besoins. La première loi d'aide à l'accession remonte à 1976 avec un premier dispositif de prêts subventionnés par l'Etat central, mais sa portée a été limitée (en 2003, le montant des hypothèques représentait 3,1% du PIB, un ratio sensiblement inférieur aux pays comparables (BANQUE MONDIALE, 2003, p. vii)). L'aide à l'accession sociale a été relancée pendant la période de *Reformasi**, avec une série de dispositifs consistant à subventionner les prêts pour en réduire le taux d'intérêt, subventionner l'apport initial ou *garantir* les prêts (*Fasilitas Likuiditas Pembiayaan Perumahan, FLPP*) (en 2016-2017, ces trois formules représentaient respectivement 45%, 35% et 20% des 367 200 unités ainsi aidées selon le ministère indonésien des Travaux publics et du logement social). Le *FLPP* apporte 30% du financement à un taux modique de 0,5%, la banque prêteuse apportant les 70% restants, à un taux d'intérêt plafonné, qui permet de baisser le coût de revient du crédit pour l'emprunteur final à 7,25% en 2017. L'Etat couvre le risque de défaut de paiement à hauteur de 70%, via une société d'assurance publique, *Askrindo*.

Cette carence s'explique également en partie par le fait que les collectivités territoriales n'ont pas investi la question du logement social après les mesures de décentralisation.

en héritant du domicile de leurs parents (une maison souvent étriquée à force de divisions parcellaires au profit des enfants, sans possibilité d'extension). Ceux qui ne vivent pas sur place sont confinés dans la précarité de la location des *kos** qui ont fleuri aux abords des pôles industriels et universitaires. Dans les hameaux industriels comme Bangkongsari il reste la possibilité pour les ouvriers – même précaires – d'épouser un(e) enfant du pays et de construire sur des terrains à bâtir hérités des beaux-parents. Mais, à mesure que le hameau s'est développé tout en se faisant « rattraper » par la ville, le marché foncier s'est formalisé, devenant inaccessible aux journaliers. Ainsi, si le hameau industriel a permis aux ouvriers de s'ancrer localement, ce processus ne peut se poursuivre durablement du fait du caractère fini de la ressource foncière. A Jepara enfin, on constate un taux important de locataires gracieux qui correspond aux travailleurs migrants ayant un lien de parenté avec leur employeur-hébergeur. Pour cette population, cette situation n'est pas nécessairement synonyme de précarité, mais elle entrave leur liberté d'entreprendre en s'émancipant de la tutelle de l'hôte. On constate également une part conséquente de locataires à titre payant, témoignant d'un marché locatif du logement aussi développé qu'en ville, qui s'adresse à des migrants sans lien de parenté avec les propriétaires. Pour ces locataires, la précarité est double : économique et sociale, puisqu'ils ne peuvent se prévaloir des sociabilités en vigueur dans le quartier où ils ont élu domicile. Mais la possibilité de trouver à se loger au cœur du système productif leur offre grâce aux vertus inclusives du *cluster* des perspectives d'ascension sociale. L'abondance de foncier bien desservi grâce à la structure de la treille permettra à ceux qui réussissent de faire souche en acquérant un lopin de terre à un coût raisonnable. Ce marché foncier permet également aux Jeparanais de souche de s'établir ou d'investir (dans les deux cas il s'agit de sécuriser son capital matériel). Il s'est considérablement développé ces dernières années, selon un modèle extensif où le prix des terrains fait loi[1210].

Tableau 85 : Statut d'occupation du logement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019

	Propriétaires	Locataires	Locataires à titre gracieux	Logements de fonction et autres
Ville de Semarang	92%	1%	7%	0%
Régence de Jepara	68%	15%	15%	2%
Régence de Semarang	94%	1%	4%	1%
Régence de Kendal	91%	3%	6%	0%
Régence de Demak	92%	1%	6%	0%
Régence de Grobogan	96%	0%	3%	0%
Province de Java Centre	89%	3%	8%	0%

Source : BPS *de Java-Centre*

[1210] « Ici, le principal critère pour faire construire, c'est le prix. Si le foncier est trop cher à proximité de chez ses parents, on préfère acheter plus loin » (entretien téléphonique avec Bagus Ghozali Nor le 16 janvier 2021).

Vers un état de droit sécurisant pour les actifs

La question de la propriété du logement nous amène à évoquer plus largement celle de la sécurisation apportée par le droit. Elle se pose aussi bien pour les employés que pour les entrepreneurs. Pour les dirigeants d'usines, les réformes destinées à favoriser les exportations adoptées au milieu des années 1980 puis relancées depuis le mitan des années 2000, ont facilité les investissements et renforcé leur sécurité juridique. Le droit des affaires indonésien demeure complexe et la bureaucratie problématique, mais la tendance va dans le sens d'un état de droit protecteur des affaires, comme le prouve la mise en place d'un « guichet unique des procédures » à l'attention des investisseurs par la Municipalité de Semarang. Pour les petites entreprises en revanche, la donne est tout autre. Le manque d'actifs formels, la confusion entre personne morale et personne physique et l'inefficacité du système policier et judiciaire les exposent aux aléas des affaires (défaut de paiement, chute de la demande, pénurie de matières premières) et de la vie (accident ou maladie du chef d'entreprise ou de ses proches, nécessité de financer les études des enfants). La situation est encore plus délicate pour les étrangers travaillant à leur compte, puisqu'ils ne peuvent être propriétaires immobiliers, et sont donc dépendants de leur conjointe indonésienne (il s'agit presque exclusivement d'hommes étrangers et de femmes locales) au nom de laquelle ils sont enregistrés.

La réactivité, ou la capacité à s'adapter aux évolutions de la demande

Si la sécurité permet d'amortir les chocs, la réactivité est la qualité qui permet de rebondir en s'adaptant. C'est une vertu qui contribue autant au développement du système (saisie des opportunités) qu'à sa viabilité (repositionnement pour éviter l'entropie).

Agile et aveugle comme un banc de poissons : l'ultraréactivité des entreprises de la ville-atelier

Les fondements ultralibéraux du *cluster* jeparanais lui ont permis de s'adapter en temps quasi réel à l'évolution quantitative et qualitative de la demande. L' esprit d'entreprise invite à la prise de risque pour saisir la moindre opportunité. La densité des interactions sociales contribue à accélérer la cinétique de l'information. L'acceptation de la copie permet au système productif de démultiplier en quelques semaines le volume de fabrication des produits à la mode. La tolérance à l'égard des comportements opportunistes des sous-traitants et des cotraitants autorise une réallocation continue des facteurs de production là où ils sont le plus efficients. Le maintien à disposition d'un réservoir illimité de main d'œuvre grâce aux vertus inclusives de la ville-atelier et à la plasticité du marché de l'emploi (en phase de croissance) combinés au matelas des solidarités sans inflation des salaires.

Le système productif de la ville-atelier se comporte ainsi comme un banc de poissons. Comme lui, il s'agit d'un système évoluant « sur la ligne critique », c'est-à-dire qu'il est « caractérisé par de très fortes fluctuations de son paramètre d'ordre » et « une sensibilité et une réponse extrêmes à la moindre perturbation », ce qui

« lui permet de changer efficacement de comportement en fonction de son environnement » (LECHEVAL, SIRE, & THERAULAZ, 2018, p. 45). Comme lui, sa production s'oriente en passant par trois états : (1) désordonné (*swarming*), (2) aligné dans une direction, ou (3) tournant en rond. Comme lui, il s'appuie sur des forces d'attraction (copie, co-traitance et sous-traitance) et de répulsion (esprit d'indépendance) qui, associées à des marqueurs visuels (l'exposition des produits semi-finis jouant le rôle des tâches de couleur et des lignes longitudinales typiques des poissons grégaires) (ibid., 2018), guident quasi instantanément le mouvement de chaque agent économique en lui faisant bénéficier d'une « aspiration » (FIELLA, NADAL, SIRE, KANSO, & ELOY, 2018) qui réduit l'effort pour effectuer ce mouvement.

La capacité à réagir aux chocs suppose de pouvoir gérer les conflits résultant d'une évolution brutale des rapports de production et de consommation. Or certains systèmes productifs parviennent à maintenir la cohésion sociale grâce au corpus de valeurs qu'ils entretiennent. C'est en particulier le cas à Tahunan où la communauté locale des acteurs du meuble adhèrent, indépendamment de leur origine, de leur position ou de la conjoncture au récit d'un genius locus si bien, comme le note (SABEL, 1992, pp. 225-227) à propos des districts industriels, que « les personnes ou les groupes dotés de références initialement incompatibles s'accordent sur une histoire commune qui résout ou rend inopérantes ces différences […] », de telle sorte que « quand la cohésion sociale est menacée localement ou internationalement, les acteurs savent que des efforts pour interpréter le passé ou recréer une identité collective sont indispensables à la résolution du problème ». De ce point de vue, le ressort de la société laborieuse de la ville-atelier n'est pas tant son passé prestigieux que son aptitude à le remémorer, le valoriser et le transmettre pour maintenir la réputation du centre de production (ce qui constitue typiquement un capital immatériel), mais également assurer des capacités de réaction collective et de gestion des conflits face à des chocs internes ou externes.

Le *stress test* de l'épidémie de covid-19

Alors que la rédaction de cette thèse entrait dans sa dernière phase, Jepara et Semarang furent frappés comme le reste de la planète par l'épidémie de la covid-19, qui a durement impacté les échanges commerciaux internationaux. Cette crise constitue un *stress test* d'envergure exceptionnelle[1211] : comment la ville-atelier a-t 'elle réagi ? En raison des mesures de confinement, nous n'avons malheureusement pas eu la possibilité de revenir sur place pour en mesurer les conséquences ; quant à la statistique, elle ne rendra compte de la sévérité de la crise et de la vigueur de la reprise qu'à partir de 2022. Mais nous avons pu via notre ancien assistant de recherche sur place collecter certaines informations.

Au printemps 2020, la société italienne *Indocasa Furniture* réalisait un CA mensuel compris entre 500 et 750 MRp (35 000 à 53 300 $). Au cours de l'été, l'activité est tombée à 200 à 300 MRp (14 200 à 21 300 $),

[1211] Au niveau national, 12,7 millions d'emplois auraient été perdus dans le secteur formel en 2020 selon le ministère de la Planification et du développement (AKHLAS & GHALIYA, 2020).

contraignant l'entreprise à mettre les 125 employés affectés à la production au chômage partiel. Mais dès octobre et novembre, le CA était remonté à 750 et 1 000 MRp (53 300 à 71 000 $), témoignant d'une réactivité spectaculaire pour bénéficier de la reprise des échanges internationaux[1212].

Il faut toutefois distinguer cette réactivité à très court terme de la capacité à s'adapter structurellement, qui peut s'avérer plus délicate dans le cas de Jepara. En effet, une succession de réactions isolément opportunes ne préjuge pas de la pertinence à terme de la trajectoire qui en résulte. Au contraire, la focalisation sur le très court terme peut nuire à la capacité à décrypter les tendances de fonds, à l'image d'un banc de poissons qui évolue avec la plus grande agilité pour échapper aux prédateurs qui se présentent sans percevoir qu'il se dirige vers le piège d'un chalut. Ainsi, les mêmes mécanismes qui ont permis au *cluster* de saisir les opportunités de court-terme – la copie, la vente au client le plus offrant du moment et l'achat auprès du fournisseur le moins cher de l'instant, quelles qu'en soient les conséquences sur la qualité des produits et l'image de l'entrepreneur/artisan – ont enfermé le *cluster* dans une production bas-de-gamme et une incapacité à anticiper les défis que posaient par exemple la raréfaction de la ressource ou la concurrence de pays tiers.

La quête de réactivité des usines

Les usines doivent composer avec un niveau d'immobilisations (au sens comptable du terme) et des coûts fixes très supérieurs aux ateliers. Aussi, sur un marché aussi volatile que celui du meuble, le seuil de rentabilité (*breaking point*), qui désigne le volume de production minimal nécessaire pour les amortir, est une préoccupation majeure des dirigeants. C'est là toute la fragilité du modèle fordiste de production de masse qui permet de produire à bas coût dès lors que les volumes sont importants et stables. Des seuils de rentabilité trop élevés ont provoqué la faillite de nombreuses usines au mitan des années 2000 à Semarang., dont les effectifs avaient gonflé avec l'internalisation des tâches pour échapper aux problèmes de qualité et de copie liés à la sous-traitance. Nous avons vu dans le chapitre 2.1 que c'est à partir de cette période que les usines ont cherché des moyens de gagner en flexibilité, en jouant sur le seul facteur de production sur lequel elles pouvaient agir : la main d'œuvre. Précarisation des contrats via le recours accru à l'intérim et au temps partiel, optimisation de l'appareil de production grâce au travail posté (*shifts*)[1213] comme chez *Cege One* à partir de 2002-2003), maintien de l'externalisation (mais sous un contrôle renforcé, en invitant les sculpteurs à travailler intramuros ou à s'installer à proximité des usines[1214]) des tâches exigeant une grande dextérité participent de cette logique.

[1212] Entretien téléphonique avec « Ali » Bagus Ghozali Nor le 13 décembre 2020.

[1213] Le travail posté désigne une organisation du travail selon laquelle des équipes d'ouvriers se succèdent (généralement sur 2 ou 3 postes de 8 heures) sur les même machines.

[1214] Comme à Bangkongsari où Bpk Giri (06E) a développé une activité assez florissante de sculpture pour les usines du village. Cette configuration s'avère beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans les zones industrielles (où la spécialisation fonctionnelle

Dans une perspective de plus long terme, nombre d'usines (pas toutes, car de nombreux entrepreneurs devenus industriels, notamment javanais, ont agi de manière assez comparable aux acteurs du *cluster*[1215]), indifféremment localisées en zone industrielle ou dans des hameaux, ont mobilisé des ressources décisionnelles leur permettant d'analyser l'évolution du marché et de procéder à des virages stratégiques, à l'inverse du banc de poissons de la ville-atelier. Beaucoup ont abandonné le *mass market* des meubles de jardin pour se concentrer sur celui plus profitable de l'ameublement des hôtels-restaurants, d'autres ont sécurisé leurs approvisionnement en bois, d'autres enfin ont rationnalisé la production en investissant dans des machines (fours électriques par exemple). Pour y parvenir, les usines pouvaient compter sur l'appartenance à un groupe international aux prises avec les marchés étrangers ou, pour les industriels indépendants, sur des liens solides noués avec des distributeurs étrangers et la sagacité de dirigeants capables de se projeter.

De ce point de vue, y-a-t-il une différence entre les usines implantées en zone industrielles et celles des hameaux industriels ? A vrai dire, pas vraiment : les usines sont de même nature et obéissent à des principes organisationnels comparables. La seule différence notable est que la zone industrielle offre une plus grande souplesse aux entreprises : étant locataires, celles-ci peuvent s'étendre, se contracter ou déménager plus facilement que celles qui sont propriétaires de leur site, comme c'est généralement le cas dans les hameaux industriels (encore que la durée des baux à constructions, justifiée par la nécessité d'amortir les bâtiments généralement édifiés aux frais de l'occupant, rende cette agilité toute relative). On aurait également pu penser que les communautés liées à la zone industrielle seraient davantage armées pour réagir aux aléas économiques du fait de leur localisation « en ville » qui pourrait laisser supposer qu'ils bénéficient de plus de ressources informationnelles, relationnelles et techniques que les habitants des hameaux industriels. Or, pour les raisons afférentes à une industrialisation subie plutôt qu'à un développement coconstruit exposées dans l'étude de cas, il se trouve que les habitants de Terboyo subissent plus durement les crises les conséquences que ceux de Bangkongsari. A travers le développement de communs, ces derniers ont acquis des capacités auto-organisationnelles qui leur permettent de mieux tirer leur épingle du jeu.

Le rôle de la morphologie des systèmes productif entre rigidité et modularité des structures spatiales

Nous venons de rappeler en quoi les organisations productives et les valeurs propres à chaque système productif sont de nature à leur conférer une plus ou moins grande capacité à réagir aux chocs et aux opportunités. Notre lecture spatiale des systèmes productifs nous permet d'introduire en outre des paramètres morphologiques.

complique les implantations d'artisans et où la volatilité des établissements compromet la fiabilité de la relation) ou dans le *cluster* (où l'artisan comme l'usine disposent de tant d'alternatives qu'elles compromettent la relation privilégiée qu'ils sont sensés nouer).

[1215] Cf. le cas de Bpk Yakob Firdaus (A16 Semarang) et sa société *Sylva Furniture* dont le positionnement prix a causé la faillite.

A Tahunan, la morphologie de la treille, en combinant maillage viaire hiérarchisé et grappes claniques, facilite la circulation de l'information par l'exposition aux passants des meubles semi-finis, autorise une grande flexibilité des usages et offre de grandes possibilités d'intensification in situ de la production. Un très bon exemple nous en est donné par les *showrooms*. Les premiers sont apparus dès la fin des années 1980, mais ils ont vraiment pris leur essor Jl. Soekarno-Hatta lors de la ruée vers le teck, à un moment où il convenait « d'hameçonner » les acheteurs étrangers arrivant à Jepara par cette route. Quand elle a mené ses investigations au début des années 2000, Lazarovici (2004, p. 28) notait ainsi que « sur l'axe routier principal reliant Jepara à Semarang, on trouve sur près de 30 kilomètres une succession de *showrooms* et/ou de sociétés de finition [...]. On trouve également ces salles d'exposition en plein cœur de la ville de Jepara […] »[1216]. « En général, derrière chaque *showroom* se trouvent des ateliers de finition, qui achèvent le travail des *pengrajin** ». Les bâtiments édifiés pendant cet âge d'or donnèrent également l'occasion aux entrepreneurs locaux d'afficher leur réussite avec des constructions de grande dimension et décorées avec ostentation. Dix ans plus tard, l'activité le long de cet axe majeur a muté, soulignant là encore de l'impressionnante plasticité du système productif[1217]. Avec l'essor du commerce en ligne, les entrepreneurs peuvent désormais s'affranchir de l'impératif de vitrine physique. Cela ne signifie pas que l'on peut se passer de *showroom* : les acheteurs étrangers apprécient toujours de pouvoir examiner un échantillon de produits finis avant de passer commande ; mais ils n'ont plus besoin de se situer le long de l'axe principal pour attirer les acheteurs[1218]. C'est ainsi que Bpk Andy Saidan (Z09) ou M. Suzuki, propriétaire japonais de la société *BC Kobo*[1219], ont développé leur *showroom* dans de petites rues en retrait de Jl. Soekarno-Hatta où ils conduisent leurs clients rencontrés via leur site Internet. La plupart des *showrooms* subsistants se sont transformés pour s'adapter à l'évolution de la demande, qui porte désormais davantage sur des petites séries de meubles au design novateur (appelant des espaces d'exposition plus petits mais mieux agencés). Les grands *showrooms* conçus quand de grandes quantités de produits standards étaient achetées sur stock dans le bâtiment-même qui s'apparentait souvent à un entrepôt ont en partie été reconvertis en commerces de détail les activités de détail cherchant à profiter

[1216] En 2015, on trouvait sur une section d'environ 4,5 Km. long (dont 700 m. situés à l'intérieur du périmètre de l'étude de cas de Tahunan) 252 activités économiques de part et d'autre de Jl. Soekarno-Hatta, dont 49% de *showrooms*, des négociants en fournitures pour les meubles, de prestataires de services logistiques, etc. pour seulement 4% d'ateliers de fabrication. Les entreprises y sont également plus grandes que la moyenne du *cluster*, avec 8% de sociétés comptant 20 employés et plus et 60% entre 5 et 19 employés (LIANTINA, 2016).

[1217] En 2015, 13% des *showrooms* construits Jl. Soekarno-Hatta (la plupart au moment de la ruée vers le teck) étaient vacants, 4% en friche, et 14% étaient convertis en commerces de proximité (LIANTINA, 2016).

[1218] Comme l'explique Liantina, « l'évolution de l'utilisation des *showrooms* ne signifie ni que la fonction a disparu, ni que l'entreprise a fait faillite. En réalité, elle témoigne plutôt du choix de vendre en ligne […] ou d'ouvrir un *showroom* ailleurs » (LIANTINA, 2016, p. 61), possiblement dans une grande ville indonésienne où se situe le cœur du marché domestique.

[1219] M. Suzuki s'est installé à Jepara en 1998 pour faire fabriquer du mobilier d'intérieur pour le marché japonais. En 2015, il décida d'ouvrir un *showroom* haut-de-gamme dans un ancien atelier en briques, en y adjoignant une petite pizzeria destinée aux étrangers de passage.

du flux de consommateurs locaux Jl. Soekarno-Hatta, qui s'est substitué à celui des acheteurs étrangers. Ces évolutions sont d'autant plus rapides que depuis l'éclatement de la bulle du teck, qui a eu pour effet de dissocier propriété des actifs immobiliers (édifiés par des entrepreneurs dont beaucoup ont fait faillite) et exploitation des activités de finition ou de commercialisation, les bâtiments sont généralement loués via des baux d'une durée de 3, 5 ou 10 ans[1220]. D'autres caractéristiques de la treille concourent à la flexibilité des usages, notamment la propriété foncière organisée en grappes appartenant à un même clan qui facilite les transactions entre les membres en fonction de leurs besoins d'espace ou de liquidités. Ou encore l'appropriation des espaces publics extérieurs lors des pics d'activité.

Nous avons montré dans la partie 3. comment le hameau industriel se caractérisait lui aussi par une transformation informelle et flexible de l'espace permettant une grande diversité d'usages sur l'espace public et l'espace non bâti (le fameux *tanah kosong**) qui accueillent des activités à titre provisoire (cultures vivrières sur les friches ou les fonciers destinés à être aménagés ultérieurement par exemple). Mais contrairement à la ville-atelier où entrepôts et *showrooms* sont reconvertis en commerces de proximité, en salles de sport ou en logements à mesure que le négoce physique de meubles recule et qu'une économie résidentielle progresse, les usines du hameau industriel qui ferment ne sont pas transformées. Il n'est pas facile d'en expliquer les raisons : peut-être est-ce l'organisation fonctionnelle marquée du territoire (l'industrie à l'ouest de la route, l'habitat à l'est et les commerces et les services à l'interface des deux) qui dissuade les velléités de reconversion ? A moins qu'il ne s'agisse de stratégies spéculatives à long terme poursuivies par les propriétaires fonciers, qui sont pour la plupart des groupes immobiliers régionaux ou nationaux (à la différence de la ville-atelier où il s'agit d'acteurs locaux).

La flexibilité de l'espace est encore moindre dans les zones industrielles aménagées formellement, qui font preuve d'une très grande rigidité. Théoriquement pourtant, la conservation de la propriété foncière par l'Etat et la gestion des aménagements par un professionnel de l'immobilier d'entreprise sur la durée d'une emphytéose de plusieurs dizaines d'années devraient permettre de réinvestir ces espaces plus facilement que dans le diffus où la propriété foncière est émiettée et souvent floue. En effet, un ensemble locatif cohérent est plus malléable qu'une copropriété soumise au bon vouloir de chaque copropriétaire. Or, les possibilités de flexibilité que confère ce modèle ne sont pas exploitées. Ainsi, à l'expiration en 2019 du bail qui lie l'Etat à la société *PT. Merdeka Wirastama*, rien ne s'est passé : l'entreprise continue à exploiter le site dont les infrastructures sont remises à niveau par le gouvernement provincial et les entreprises locataires sans aucune contrepartie[1221]. Au final, les zones industrielles présentent un taux de vacance supérieur à celui des autres systèmes productifs[1222], ce qui trahit leurs difficultés à rebondir. Les raisons en sont multiples : problèmes de

[1220] Entretien avec Bpk. Ico, op.cit.

[1221] Entretien avec Wiwandari Handayani, Maître de conférences à l'Université Diponegoro de Semarang, le 27 septembre 2020.

[1222] Cf. note 1189 p. 5391188.

conception, difficulté à remembrer le foncier pour répondre à la demande de parcelles toujours plus vastes des usines, incapacité à faire face aux changements écologiques (*rob*,* pollution des sols et glissements de terrain), comportements spéculatifs des opérateurs qui raisonnent soit à trop court terme (en se désintéressant de la dépréciation de leurs actifs) soit au contraire à trop long terme (en thésaurisant leurs biens en attendant des jours meilleurs) contrastent avec la dynamique étonnante de transformation de la ville-atelier et les extensions au fur et à mesure des besoins du hameau industriel. A une urbanisation planifiée engageant des pans entiers du territoire dans une impasse fonctionnelle s'oppose ainsi une urbanisation organique plus plastique et flexible permettant de réallouer les ressources foncières et immobilières en fonction des besoins du moment.

Diversité et réticularité, ou la capacité à ménager des alternatives

Amortir les chocs par la sécurité et rebondir avec réactivité, certes. Mais quand cela ne suffit pas, quelles sont les alternatives pour les systèmes productifs ? Quand les forces entropiques sont trop puissantes pour que le système trouve les ressources suffisantes pour les absorber et les contourner, il n'y a plus d'autre issue que de transférer les facteurs de production (entreprises, main d'œuvres et foncier) vers d'autres secteurs d'activités plus porteurs. Cela suppose qu'en se développant, le système productif ait pu préserver des alternatives économiques.

L'industrialisation, agent de spécialisation économique facteur de risque

Dans nos trois cas, l'industrialisation occupe une place prépondérante dans l'économie locale. Cette hypertrophie est typique des pays émergents connaissant une croissance rapide, et au sein de ceux-ci des régions « subalternes » situées entre les grands centres urbains tertiarisés et les campagnes les plus reculées[1223]. Fait aggravant pour ces régions, l'éventail des activités industrielles est souvent réduit à quelques segments intensifs en main d'œuvre (meuble, textile, électronique, agroalimentaire essentiellement). Cette spécialisation des territoires subalternes les expose aux aléas de la conjoncture internationale, ce qui constitue une grande fragilité. Certes, nous ne sommes pas ici en présence d'une monoactivité comme dans le cas des centres industriels développés autour de sites miniers (le charbon à Kalimantan ou le nickel à Sulawesi par exemple), de monocultures (le palmier à huile à Sumatra) ou de services relevant d'une filière spécifique (le tourisme à Bali). Mais le secteur manufacturier intensif en main d'œuvre repose sur des avantages compétitifs

[1223] En moyenne nationale 2020, le secteur secondaire représentait ainsi 20% de l'emploi aux Philippines, 23% en Indonésie et en Thaïlande, 27% en Malaysia, 28% au Vietnam, 30% au Cambodge mais seulement 15% à Singapour (source : Banque Mondiale). On constate combien Java-Centre (22% en 2018) et plus encore nos territoires d'études (entre 20% et 60% selon les cas) sont des territoires marqués par l'industrialisation (Source : *BPS*).

fragiles et volatiles – coût du travail (salaires et avantages sociaux), taux de change, barrières douanières – dont l'évolution localement et dans des pays concurrents est susceptible de frapper l'ensemble de l'économie.

Cette spécialisation s'explique par l'effet d'entraînement limité de l'industrie manufacturière sur l'économie locale qu'a montré cette thèse. Les emplois induits par l'activité industrielle sont moins nombreux que ne le laissent entendre Naik & Randolph (2019, p. 52 ;54) pour qui les petites villes de la régence de Semarang offriraient « une grande variété d'opportunités d'emploi […], l'économie locale produisant différents types de travail informel dans le commerce de détail, l'hébergement et le tourisme ». Que « beaucoup de jeunes qui deviennent ouvriers quittent à un certain âge l'usine pour monter une affaire ou travailler à domicile (*care work*) » n'est pas le fait de réelles opportunités. Nos entretiens ont montré que de telles décisions relèvent souvent plutôt de choix par défaut de repli sur des activités vivrières envisageables dans la sphère familière du *kampung** ou du village pour échapper aux contraintes du travail fastidieux et très encadré de l'usine.

Néanmoins, le degré de spécialisation de l'emploi varie significativement entre nos trois cas[1224]. Comment expliquer ces écarts ? A Jepara, la fabrication de meubles est longtemps restée le débouché professionnel ultradominant pour les actifs, que les valeurs entrepreneuriales encouragent à s'engager dans le système productif. La reconnaissance sociale attachée au statut, la tolérance de l'échec, le caractère inclusif du tissu économique qui prévalent dans l'air de la ville-atelier (la fameuse *business atmosphere* marshallienne) et tout simplement le volume d'affaires de cette activité exportatrice, encouragent davantage les carrières dans le meuble que dans d'autres secteurs essentiellement cantonnés à une économie vivrière. Depuis quelques années, on constate néanmoins un essor du commerce de proximité et des loisirs témoignant d'une tertiarisation de l'économie, assurément plus timide dans cette régence encore empreinte de ruralité et où le revenu par habitant reste en-deçà des régences périurbaines de Semarang. Il faut y ajouter le tourisme balnéaire, dont nous avons vu que le développement n'était sans doute pas étranger à la présence d'un centre de production de dimension internationale, vecteur indirect de notoriété et d'infrastructures hôtelières.

Contrairement à Jepara, Terboyo bénéficie de la proximité de grands équipements liés au statut de capitale provinciale de Semarang. Le marché central Pasar Johar, le port de Tanjung Emas, feu la gare routière de Terboyo sont autant de générateurs de flux où il est facile d'exercer une activité plus ou moins formelle de commerçant ambulant ou semi-sédentaire, de porteur, gardien de parking ou de manutentionnaire. Ces emplois extérieurs au quartier émanent d'une localisation géographique favorable (abstraction faite des nuisances qui vont de pair avec le voisinage des grandes infrastructures) sans lien véritable avec la dynamique

[1224] Les emplois du secteur primaire et du secteur tertiaire qui ne relèvent pas des services à l'industrie (chauffeurs routiers, vigiles, investisseurs immobiliers, manutentionnaires) ni aux ouvriers (restauration, hébergement et gardes d'enfants) n'occupent que 15% des actifs interrogés à Tahunan contre 34% à Terboyo et 44% à Bangkongsari (Source : enquête-terrain auprès de 373 personnes entre 2016 et 2018).

locale d'industrialisation. Il s'agit par ailleurs d'emplois peu rémunérateurs et précaires[1225] qui ne peuvent être considérés comme une alternative à même de pallier un déclin de l'activité industrielle. On constate ainsi que les ouvriers résidant à Terboyo ayant perdu leur emploi éprouvent de plus grandes difficultés à trouver des emplois dans d'autres secteurs d'activité qu'à Bangkongsari.

Bangkongsari témoigne d'une dynamique plus solide, dont nous avons montré qu'elle résultait d'un processus de résidentialisation qui a pour triple effet de valoriser le patrimoine foncier des résidents impliqués dans le processus de *kavling*,* de générer une micro-économie de la construction et d'attirer de nouveaux habitants plus aisés (ce dont profite l'économie locale). Un phénomène analogue mais encore plus prononcé se manifeste dans le village rizicole périurbain de Tambakroto (cas étudié avec le même soin que les trois autres mais que nous n'avons pas eu le temps d'exposer ici[1226]), où l'enrichissement de la jeune génération salariée des usines lui a permis d'investir massivement dans leur logement, les services de proximité et depuis peu, le lotissement de terrains à bâtir à l'attention des ménages des classes moyennes de Semarang désireux de devenir propriétaires. A Bangkongsari comme à Tambakroto, le salariat introduit par l'industrialisation a ainsi permis d'enclencher une dynamique vertueuse plus ou moins décorrélée de l'activité industrielle proprement dite.

Le monofonctionnalisme atrophiant des zones industrielles

Pourquoi la dynamique de résidentialisation-tertiarisation que nous venons de décrire ne s'est-elle pas manifestée à Terboyo ? Nous aurions en effet pu attendre des zones industrielles, conçues et réalisées selon un processus planifié et rationalisé, qu'elles offrent une trame adaptée à l'accueil de tous types d'activités de production. Mais en réalité**, leur monofonctionnalité et leur caractère totalisant** (tout l'espace « disponible » leur est affecté) entravent les possibilités d'éclosion d'activités non-industrielles, portées par d'autres acteurs que les aménageurs de ces zones et les groupes industriels qu'ils ciblent. A l'inverse, la forme de la treille offre des possibilités infinies d'hybridation des fonctions distribuées sur l'ensemble du territoire, selon le statut des voies : l'analyse des bâtiments montre ainsi que même dans le village de Tahunan où l'activité du meuble est si dominante, 21% des bâtiments d'activités sont consacrés à d'autres secteurs d'activités[1227] – commerce de détail notamment, mais aussi quelques équipements de loisirs que nous avons comptabilisés dans les équipements de services au public –. Le hameau industriel présente une situation

[1225] La fermeture définitive de la gare routière de Terboyo et la fermeture temporaire pour travaux de rénovation de Pasar Johar ont durement touché les personnes dépendant de ces activités.

[1226] Cf. paragraphe sur le choix des périmètres d'étude dans le chapitre consacré à la méthodologie, en introduction.

[1227] Source : enquête terrain. Rapportés au nombre de ménages, le ratio de ces locaux d'activités autres qu'industrielles est de 0,18 à Tahunan, contre 0,09 à Bangkongsari (mais où une plus grande part de la population travaille à l'extérieur, comme nous le verrons plus bas) et 0,13 à Terboyo si on compte ceux situés le long de la route nationale Semarang-Demak (0,11 sinon, en très grande majorité de petits commerces introvertis tributaires du revenu de la communauté et ne créant pas de valeur ajoutée).

intermédiaire, où la répartition spatiale des fonctions industrielles et résidentielles est moins libre qu'à Jepara, mais offre par son caractère informel, les possibilités d'extension et ses zones d'interface (la rue principale notamment) des possibilités d'éclosion d'activités artisanales et servicielles.

Une autre différence provient du fait que le développement de la ville-atelier et du hameau industriel s'est inscrit en **cohérence avec les structures écologiques de leur environnement physique**. Les trames bleue (cours d'eau) et verte (vallons rizicoles, massifs boisés) ont été respectées, ce qui a préservé un potentiel agricole et/ou piscicole permettant de supporter des activités vivrières, qui constituent des sources de revenu importantes pour ceux qui n'ont pas accès à l'emploi salarié (personnes âgées en particulier). Ce processus n'est pas délibéré par les acteurs individuels ou collectifs du développement local, mais le fait qu'ils ne disposent pas des mêmes moyens techniques et financiers que les aménageurs professionnels qui n'hésitent pas à s'affranchir des obstacles physiques les a amené à composer avec cet environnement physique. Aussi, là où l'industrie s'est déployée sans balayer les structures agricoles, les actifs peuvent jouer sur les deux tableaux, mobilisant alternativement les bénéfices du salariat industriels et des activités vivrières ou résidentielles auxquelles l'entretien du capital écologique et du capital social traditionnel conditionne leur accès, ce dont les employeurs sont bien conscients[1228]. Car l'existence de foncier arable ne suffit pas : il faut également que les bénéficiaires puissent s'appuyer sur les ressources sociales permettant de les mobiliser. Ainsi, à Bangkongsari plus encore qu'à Tahunan, l'ensemble des terres non-bâties (*tanah kosong**) sont exploitées, dans le cadre semble-t-il d'un consensus social autour d'un droit d'usage qui n'est sans doute pas étranger aux communs qui ont assuré le développement du village. C'est beaucoup moins le cas à Terboyo, où l'industrialisation massive et l'implantation de populations nouvelles avec lesquelles l'hybridation s'est avérée plus difficile ont manifestement contribué à briser certaines solidarités.

Enfin, les mutations structurelles accélérées de l'environnement physique (*rob*,* construction d'une voie rapide, etc.) et économique (concurrence étrangère, essor des classes moyennes) des pays émergents comme l'Indonésie, difficiles à anticiper avec des réponses à la hauteur des enjeux, favorisent les territoires à même de s'adapter. De ce point de vue, la préservation d'un certain **équilibre entre activités économiques, infrastructures de qualité, cadre de vie agréable et foncier bon marché** sont un atout indéniable. Contrairement à Terboyo engagé dans l'industrie jusqu'à un point de non-retour, Bangkongsari et Tahunan bénéficient à plein de la nouvelle donne économique, ce qui leur permet d'amortir les difficultés passagères ou structurelles.

[1228] « Du point de vue de plusieurs dirigeants d'entreprise interrogés, les travailleurs locaux ont moins besoin de dispositifs d'assistance, puisqu'ils peuvent compter sur le filet de protection de leur famille étendue. En revanche, dans les *cluster*s les plus matures, les dirigeants prennent davantage en charge l'assistance à leurs employés migrants en cas de maladie ou d'incapacité » (EWASECHKO A. C., 2005, p. 27).

Mais même à Terboyo, la transformation économique ne présente pas des ruptures aussi forte que dans les bassins industriels des grandes métropoles (que cela soit dans les pays occidentaux à l'époque des révolutions industrielles, dans les pays à économie planifiée, dans les nouveaux pays industriels asiatiques, ou dans les pays émergents) où la population locale ne suffit pas à fournir la main d'œuvre requise. Dans ces contextes-là, le départ pour l'usine a de bonnes chances d'être un aller-simple, soit parce que l'ouvrier migrant s'établit définitivement sur place, soit parce que la rupture aura été trop longue et trop profonde pour permettre un retour. A Java-Centre, où les campagnes ne sont jamais très éloignées des villes, quand le lien entre l'usine et l'ouvrier est rompu (que cela soit du fait d'un licenciement ou d'une démission), celui-ci peut plus facilement trouver une solution de repli en s'en retournant à son réseau de sociabilités villageoises (qu'elles soient urbaines dans un *kampung** ou rurales dans un *desa**).

La diversité, source de créativité ?

L'économie n'est pas le seul champ pour lequel la diversité est facteur d'adaptation des systèmes productifs. Sur un plan sociologique, la « théorie du contact » (PUTNAM R. D., 2007, p. 140) à laquelle nous faisions référence en introduction affirme que le brassage culturel peut également contribuer à stimuler la créativité (SIMONTON, 1999; O'REILLY, WILLIAMS, & BARSAGE, 1997; WEBBER & DONAHUE, 2001). Nous avons pu le vérifier à Jepara, où les entreprises les plus innovantes sont aux mains d'allogènes, qu'ils soient occidentaux (Gaël Derycke, 04A), indonésiens issus d'autres groupes ethniques (Bpk Andy Saidan, Z09) ou même javanais venant d'autres villes (Bpk Agung Setyo, Z07). Cette diversité est d'autant mieux valorisée par le système que son organisation spatiale et sociale promeut la cinétique de l'information, diffusant les innovations très rapidement et à grande échelle.

Dans le hameau industriel, on ne constate pas le même effet dynamisant des migrants économiques, sans doute parce qu'ils deviennent immédiatement ouvriers et ne sont donc pas invités à penser le développement de leur propre activité. La culture entrepreneuriale et la plasticité du *cluster* jouent donc un rôle important dans la valorisation de la diversité en encourageant les nouveaux arrivants à tirer parti de leur bagage personnel dans leur activité. En revanche, la diversité des profils présents à Bangkongsari grâce à l'attractivité résidentielle du village permet d'élargir le champ des ressources mobilisables pour investir localement (nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 4.4, au sujet de la réticularité des systèmes productifs).

Dans la zone industrielle, le caractère normatif de la monoactivité couplé à l'enclavement du village ont freiné l'arrivée de nouveaux venus à mesure que les conditions d'emploi et de vie se dégradaient. C'est alors une diversification sociale « par le bas » qui s'est opérée avec l'installation dans les espaces résiduels du quartier de populations particulièrement pauvres (jeunes ouvriers migrants, ménages sans ressources ayant quitté une condition misérable dans leur campagne). Dans ces conditions, la « théorie du conflit » qui affirme que la diversité est génératrice de tensions sociales prend le dessus sur la « théorie du contact ».

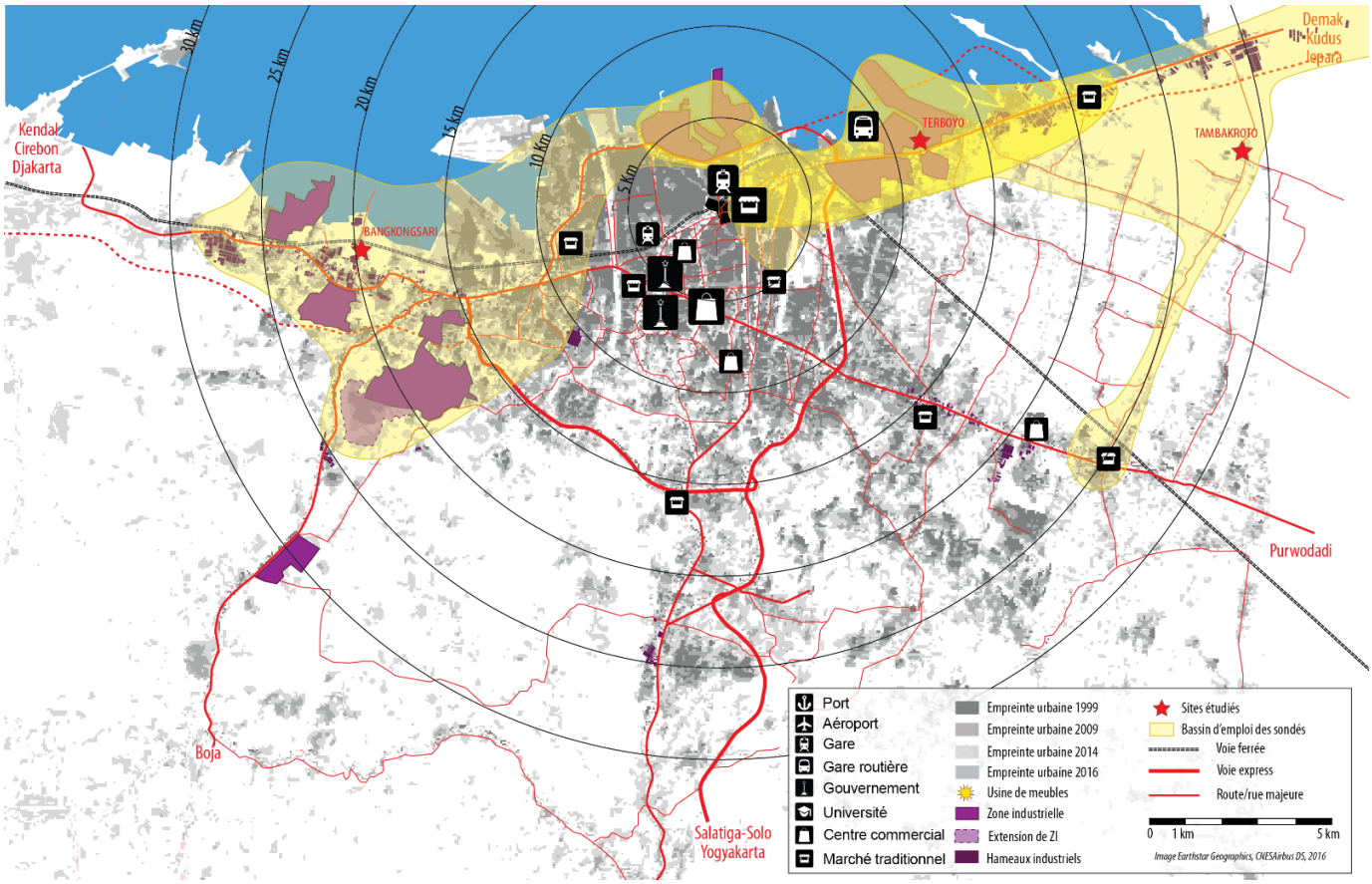
La réticularité ou la capacité à accéder à l'espace urbain élargi : « normalisation » et « insertion » des territoires de l'industrie dans l'espace métropolitain

Un autre moyen de surmonter les chocs et les crises réside dans la capacité à chercher des ressources à l'extérieur de sa communauté. Nous avons vu à travers l'étude de cas que la très grande majorité des habitants de Tahunan (y compris les entrepreneurs, sauf pour la petite minorité d'entre eux qui ont fait fortune) ne s'aventurent guère en-dehors de Jepara. Cette introversion est d'ailleurs une des caractéristiques les plus surprenantes de la ville-atelier, lui conférant un caractère villageois. A l'inverse, les habitants de Bangkongsari cultivent un réseau personnel façonné par leur parcours individuel, qui leur permet d'accéder aux opportunités d'emploi et aux services publics offerts par la métropole de Semarang. 20 des 104 actifs sondés (19%) travaillent ainsi en-dehors du village. Cet arrimage métropolitain se démarque de la plus grande introversion de Terboyo, dont les habitants semblent confinés dans un territoire plus réduit dont les ressources s'assèchent. Certes le taux d'actifs travaillant en-dehors du quartier et des zones industrielles adjacentes (27 personnes sur 140 , soit 19%) est identique à celui de Bangkongsari, mais les emplois exercés sont plus précaires et situés dans un périmètre géographique plus circonscrit et en profonde mutation[1229]. Cette proportion peut sembler relativement importante si ce n'est qu'elle correspond à une population tributaire de grands équipements en profonde mutation, dont elles subissent de plein fouet les transformations. Ainsi, la rénovation du marché central de Semarang – Pasar Johar – va probablement rebattre les cartes pour les vendeurs ambulants qui y avaient accès, et la fermeture définitive de la gare routière de Terboyo priver certaines familles de leur principal moyen de subsistance. Il faut apprécier l'étendue de ces bassins d'emploi à l'aune des conditions de circulation dans une grande ville comme Semarang à partir des données de localisation du lieu de travail des personnes sondées dans les cas que nous avons étudiés[1230]. L'encombrement, la cohabitation des motos, voitures, bus et poids-lourds et l'état de la chaussée sont tels que la traverser est considéré dangereux et éprouvant.

[1229] Ces personnes travaillent principalement au port de Tanjung Emas (comme manutentionnaires), au marché traditionnel voisin et au marché central Pasar Johar (comme vendeurs) restructuré de fond en comble en 2020, et à la gare routière de Terboyo (comme porteur ou vendeur ambulant) qui a fermé en 2020. 4 ouvriers travaillent dans la régence de Demak, et 1 personne trop loin (à Malang, Java-Est) pour habiter le quartier.

[1230] Une autre manière d'apprécier la réticularité est de se pencher sur les moyens de transports et de communication dont sont dotés les actifs. Malheureusement, nous n'avions pas identifié toute l'importance de cette dimension au moment où nous menions les enquêtes et n'avons donc pas systématiquement collecté de données sur l'équipement en deux-roues et en voiture à l'échelle de nos cas. C'est d'autant plus dommage que les statistiques officielles sont manifestement incohérentes d'une régence à l'autre et d'une période à l'autre, rendant toute exploitation impossible.

Carte 40 : Bassin d'emploi respectif des résidents de Bangkongsari, Terboyo et Tambakroto



Conception et réalisation de l'auteur à partir d'un échantillon de 400 actifs sondés en 2017-2018

Comment expliquer ce contraste ? La première raison qui vient à l'esprit est le métissage de populations d'origines différentes, qui auraient conservé et mis en commun le capital relationnel de leur région de provenance. Cela peut expliquer que Terboyo et surtout Bangkongsari, dont le peuplement plus diversifié que Tahunan, s'inscrivent dans des bassins d'emploi plus étendus. Mais c'est ailleurs qu''il faut trouver l'explication de l'écart entre Terboyo et Bangkongsari.

Tableau 86: Lieu de naissance des habitants des cas étudiés

Lieu de naissance	Tahunan	Bangkongsari	Terboyo
Sur place ou au sein du village	62,3%	60,2%	50,5%
Ailleurs dans la municipalité/régence	18,0%	10,8%	7,9%
Régences alentours	11,5%	8,6%	19,8%
Autres régences rurales de Java Centre et Java Est	6,6%	20,4%	19,8%
Autres régions d'Indonésie	1,6%	0,0%	2,0%
Etranger	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Enquête terrain auprès de 255 adultes en 2017-2018

Remarquons d'abord que la pratique d'un bassin d'emploi élargi n'est pas tant le fait des employés de l'industrie que de ceux évoluant dans le secteur des services[1231]. C'est surtout au niveau des emplois connexes à l'industrie (manutentionnaires notamment) et du commerce (formel et informel) que les habitants de Bangkongsari se distinguent dans leur capacité à investir des sites diversifiés dans un périmètre élargi : marchés de gros, équipements générateurs de flux (hôpital de Tugu, parc de loisirs Taman Lele), zones industrielles parfois éloignées. Cette capacité à se projeter hors du village pour tirer parti des ressources de l'agglomération n'est pas une évidence car l'univers de la grande ville est souvent perçu comme hostile par opposition au cocon protecteur du *kampung** (SULLIVAN, 1992). S'aventurer en-dehors suppose donc de maîtriser un minimum de codes dérogeant au système villageois (transactions marchandes ou relations de patronage avec des acteurs institutionnels), ce qui passe par un réseau de relations extérieures au *kampung**, ainsi que d'être muni d'une certaine confiance en soi. Ce bagage relationnel et cognitif (autrement dit, ce capital social) émane du milieu social dont on est issu ; il s'acquiert également dans la durée des parcours individuels. Or, ce qui caractérise Bangkongsari – et plus généralement le modèle du hameau industriel – est le processus de prise en main par les habitants du développement local : l'industrialisation par les communs ostromiens. Cette périurbanisation par les communs a donc agi comme un catalyseur de capacités de projection dans l'espace urbain qui participe de notre point de vue du processus « d'urbanisation mentale » (DRIESSEN ET ALI, 1995), à la différence près qu'elle résulte ici de l'urbanisation physique de l'espace au lieu de la précéder comme l'indiquent Driessen et Ali.

Une autre manière d'accéder aux ressources de l'environnement territorial élargi est de tisser des liens avec les nouveaux habitants exerçant des emplois qualifiés, en particulier dans la fonction publique (hôtel de ville de Semarang, armée), ce que la sociologie appelle le « capital social reliant » (*bridging capital*), plus rémunérateur que le « capital social liant » (*bonding social capital*) qui n'unit que les membres d'une même communauté (PUTNAM R. D., 2007, p. 143). C'est alors l'attractivité résidentielle qui met en relation le village avec l'économie et l'administration métropolitaines, comme à Bangkongsari. Mais dans les faits, les rapports sociaux entre ces nouveaux arrivants et les anciens semblent ténus : le quartier le plus récent où se concentrent les premiers semble vivre relativement en marge du reste du village et on peut douter que les seconds soient en situation de tirer parti de côtoyer des personnes au statut social bien plus élevé.

Cette responsabilisation menant à une appropriation mentale et relationnelle de l'espace urbain élargi née de la contrainte d'un aménagement à la charge des habitants contraste avec le repli et la plus grande passivité des habitants de Terboyo, où la mixité du peuplement aurait pourtant pu laisser augurer d'un capital relationnel associant alliés locaux et vecteurs de ressources allogènes comparable comme à Bangkongsari. Or

[1231] Seuls 9% des ouvriers interrogés sur leur lieu de résidence à Terboyo travaillent en-dehors des zones industrielles alentours (tous dans la régence de Demak). Le chiffre est de 8% à Bangkongsari (dans les zones industrielles de Candi, Terboyo et du port de Semarang) (enquête auprès de 44 ouvriers à Terboyo et 42 ouvriers à Bangkongsari en 2016-2018).

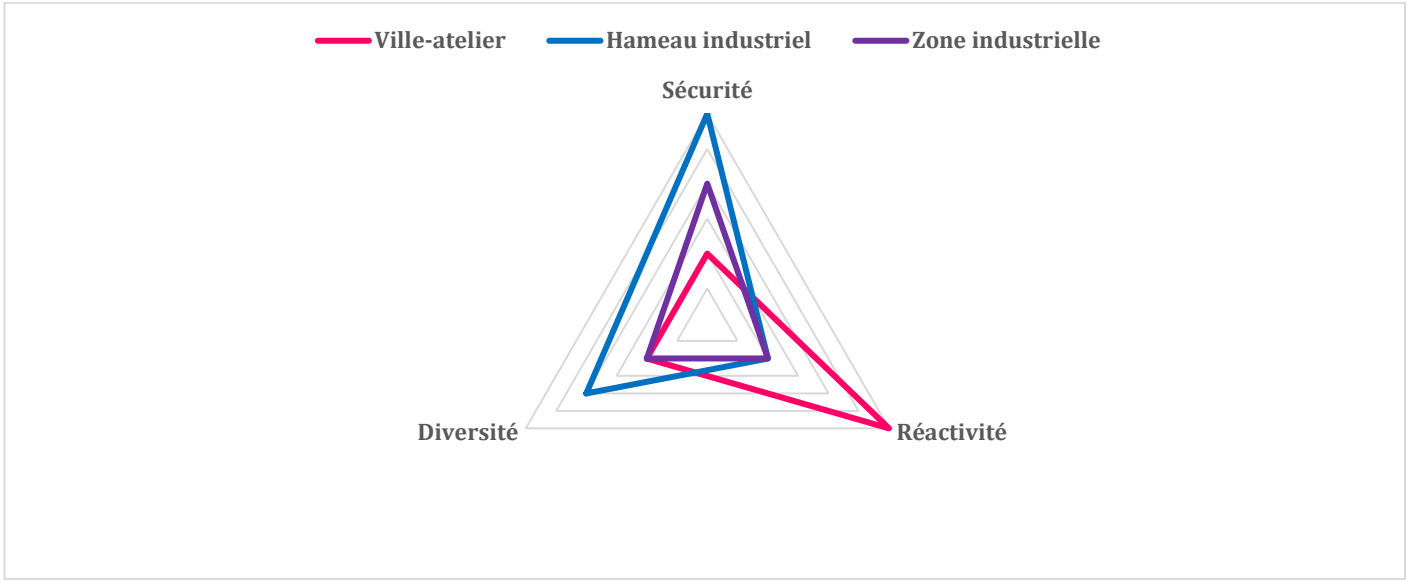
le processus d'aménagement de Terboyo a produit à l'inverse un double-enclavement : physique, du fait du zoning fonctionnaliste qui a produit de grandes enclaves monofonctionnelles et des infrastructures-corridors qui ont fragmenté l'environnement urbain du village ; social, en laissant à des institutions (aménageurs privés de zones industrielles, services techniques municipaux, organisations religieuses comme la fondation *Thoriqoh Shiddiqiyyah*) le soin d'aménager l'espace, vis-à-vis duquel les habitants du village se sont trouvés déresponsabilisés, désappropriés et pour finir, exclus. Le territoire des zones industrielles illustre ainsi le phénomène de ségrégation tant décrié par les tenant de la mixité fonctionnelle pourfendeurs du zoning de ségrégation fonctionnelle et sociale par le morcellement et la spécialisation de l'espace urbain. Dans cette insularité qui ne fait pas archipel[1232], l'enclavement du quartier et de ses habitants s'exprime à la fois vis-à-vis du corps social de la cité (au sens politique du terme, la *polis*) auquel ils n'osent revendiquer l'accès (ce qui revient à être privé du « droit à la ville ») mais aussi localement, entre les différents groupes sociaux composant une communauté dont les clivages semblent exacerbés par l'introversion. L'industrialisation à outrance a ainsi produit une insularité en rupture avec le territoire urbain qui fait miroir, à l'autre extrémité du spectre spatial et social, aux *gated communities* prisées des classes supérieures (LEISCH, 2002; FIRMAN, 2004).

[1232] L'archipel étant entendu ici comme un réseau d'îles animé par des échanges nourris.

Conclusion de la partie 4.

Pour illustrer les capacités d'adaptation des systèmes productifs, nous proposons de représenter leurs qualités – sécurité, réactivités et diversité – sous la forme du radar, qui permet de visualiser des profils associés à chaque modèle. Cette représentation est éloquente pour souligner la vulnérabilité que porte en lui le système productif de la zone industrielle, notamment vis-à-vis du hameau industriel dont l'appareil productif est très proche (usines fordistes) mais dont les modalités d'insertion territoriale paraissent plus vertueuses à la fois en termes de sécurité économique pour les populations locales, de réactivité face aux chocs et aux opportunités, et de ménagement d'alternatives en cas d'entropie définitive du système.

Figure 41 : Représentation des capacités d'adaptation des différents systèmes productifs à l'évolution des contraintes et des opportunités



Conception de l'auteur

En fin de compte, quand on considère dans leur ensemble les transformations socioéconomiques et de l'environnement physique entraînées par l'industrialisation, les résultats sont plus nuancés que ce que pourraient laisser entendre des indicateurs tels que le PIB par habitant ou le niveau des salaires. Sur la base de ces seuls indicateurs en effet, la ville-atelier incarne parfaitement l'impasse des trajectoires bas-de-gamme (*low-road path*) dénoncée par la théorie des *clusters*[1233]. Mais jusqu'à récemment, industrialisation et urbanisation se sont inscrites à Jepara dans la trame morphologique existante sans la bouleverser en se fondant dans les structures spatiales préindustrielles du territoire, ménageant ainsi les alternatives possibles. Cette « digestion du fait industriel » est d'autant plus remarquable que l'essor de la production a été brutal. Elle est cependant mise en cause par la volonté

[1233] Ainsi, en termes de dépenses non-alimentaires des ménages, Jepara a chuté de la 4ème place en 2002 à la 16ème place en 2015 des régences de Java-Centre.

des autorités de locales d'implanter des usines textiles déconnectées du tissu économique local sur les franges du *cluster*, autant que l'étalement urbain résidentiel qui commence à gagner la régence.

A l'opposé, l'industrialisation à marche forcée constatée autour de Terboyo a certes considérablement accru la production de richesses mais à un coût élevé en termes d'infrastructures (pour l'essentiel à la charge du secteur public) et d'érosion des capacités à rebondir en réaction aux difficultés croissantes d'accès à l'emploi industriel. La rationalisation du développement – planification par les pouvoirs publics, intervention d'opérateurs spécialisés, optimisation des investissements – a rigidifié et spécialisé le système productif jusqu'à le rendre vulnérable.

Le hameau industriel témoigne d'une situation intermédiaire, où les capacités auto-organisatrices du système émanant d'un développement par les communs lui ont permis de saisir l'opportunité de l'industrialisation et de se réorienter vers une économie plus résidentielle à partir du moment où elle commença à s'essouffler. Le risque est que cette tertiarisation fondée sur une marchandisation du foncier et la monétarisation des services collectifs finisse par saper la dynamique des processus collectifs qui ont fait le succès de Bangkongsari.

Conclusion : le développement sobre comme alternative au dilemme entre montée en gamme et compétition par le prix

Des résultats suggérant des alternatives aux modèles économiques dominants

Le projet de cette thèse est né de la rencontre inopinée à Jepara d'une activité à la configuration économique et spatiale aussi spectaculaire qu'incompréhensible au prisme de mes références théoriques et professionnelles. Depuis lors, ma curiosité n'a eu de cesse d'être ravivée au fil des investigations par les apparentes contradictions que les faits semblaient vouloir opposer aux concepts que j'essayais de mobiliser. L'itération au long cours, entre observations, tentatives d'explication et vérifications sur le terrain, a nourri et structuré le cheminement intellectuel de la thèse. A rebours de « ce que l'économie a trop souvent comme méthode de prédilection : le modèle théorique préexiste autour d'hypothèses robustes mais rustiques et le réel s'adapte à la capacité explicative du modèle » (PECQUEUR & PEYRACHE-GADEAU, 2010, p. 616), cette réflexion est partie d'une situation empirique pour la confronter aux grands modèles d'économie spatiale connus, avant d'explorer des pistes susceptibles de les compléter sur des aspects qu'ils peinent à expliquer.

La littérature sur les systèmes productifs interpelée

Partant d'une apparente dichotomie entre un mode de production artisanal endogène à Jepara et un mode industriel exogène à Semarang, les données réunies ont montré que l'appareil productif de l'industrie du meuble dans le nord de Java-Centre revêt des formes en réalité plus complexes. Du point de vue de l'économie du développement, la trajectoire de cette activité témoigne d'une capacité d'adaptation du système productif qui a su se différencier pour répondre à une double injonction en apparence contradictoire : (1) face aux exigences de prix et de réactivité, le *cluster* artisanal jeparanais s'appuie sur un capital social permettant de maintenir un réservoir de main d'œuvre qualifiée mobilisable quasi instantanément ; (2) en réponse à la demande de qualité et de flexibilité, les usines – à Semarang surtout, mais aussi à Jepara – ont d'abord incorporé les segments amont de la chaîne de valeur, puis flexibilisé leur main d'œuvre. De ce point de vue, nos résultats **confirment la théorie des avantages comparatifs** (RICARDO, 1817)[1234]. A l'inverse, les interactions entre usines et ateliers familiaux, particulièrement étroites à Jepara, **démentent la dichotomie de la théorie dualiste** entre économie « entrepreneuriale » et économie de « bazar » (GEERTZ C. , 1978). Le cas jeparanais, en particulier, invalide l'affirmation selon laquelle les structures économiques autochtones dites traditionnelles seraient un « vestige déclinant des économies capitalistes » (DEWAR & WATSON, 1990), arriéré, irrationnel et inefficace (TURNER S. , 2003). En revanche, même si les structures économiques émanant de l'artisanat traditionnel ont su gagner des parts de marché considérables et les maintenir partiellement dans une économie mondiale ultra-concurrentielle, elles n'ont pas été en mesure de générer des

[1234] Pour mémoire, cette théorie expose que dans un système de libre-échange et en situation de plein emploi, chaque pays (ou, dans le cas d'espèce, chaque région) tirera profit d'une spécialisation dans le domaine où sa compétitivité relative est la plus élevée.

surplus à même d'alimenter un cycle vertueux investissement / gains de productivité / augmentation des bénéfices, attestant de l'incapacité du secteur informel à progresser (LEWIS W. A., 1954).

Les usines de Semarang et Jepara **se démarquent des complexes industriels intégrés** qui se sont développés (y compris dans le même secteur d'activités) dans la région métropolitaine de Djakarta[1235]. De taille nettement plus modeste (quelques centaines d'emplois), elles font appel à une main d'œuvre très majoritairement locale qui reste domiciliée dans les villages environnants, ou qui s'implante à proximité directe en reconstituant des mécanismes de solidarité par hybridation avec les populations locales. La thèse montre cependant que **le modèle fordiste n'est pas révolu**, comme en témoigne la tendance – parfois contrariée par les retournements de conjoncture – à l'augmentation de la taille des unités de production constatée à Semarang comme à Jepara. A Semarang davantage que dans la ville-atelier, elles se démarquent de la production artisanale par leur capacité à développer des « capacités organisationnelles et managériales » (CHANDLER, 2005, p. 6) et à exploiter les facteurs de production de manière « optimale », « rationnelle » et « efficace » (MITTRA, 2007) en s'appuyant sur un « capital-savoir » (YACOUB & LAPERCHE, 2010) fondé sur des « connaissances fonctionnelles » (CHANDLER, 2005, p. 6) et un « capital logistique » (QUET, 2018). Pour décrire les mécanismes à l'œuvre dans les usines de Semarang et de Jepara, il est utile de **se remémorer la notion de « double convergence »** (SABEL, 1992), en vertu de laquelle au sein d'un bassin d'emploi, les petites entreprises tendent à mutualiser des fonctions inspirées des méthodes fordistes, pendant que les grandes s'évertuent à recréer parmi leurs filiales et leurs sous-traitants les conditions de coopération entre PME caractéristiques des districts industriels.

Les qualités propres à ces deux formes de production tendent également à **déroger à la théorie des *cluster*s et des vallées technologiques**. Au premier abord, la ville-atelier pourrait s'apparenter au « modèle canonique des districts industriels, [e.g.] un contexte non-métropolitain, formé de petites villes ; un ensemble de valeurs comme l'ardeur au travail, et une identité collective ; et une structure sociale fondée sur la prépondérance des petits entrepreneurs et des ouvriers […]. Les legs historiques tels que la famille étendue, le métayage et la propriété paysanne, ainsi que les sous-cultures politiques locales[1236] […] ont aussi influencé la genèse de "l'industrialisation diffuse" […] » (ZEITLIN, 1992, p. 281). On pourrait y ajouter la spécialisation des tâches et des produits, la coopération organisée par des relations de sous-traitante et de co-traitance et une réallocation permanente du travail (TAPPI, 2001, p. 9), de telle sorte qu'il « en existe une gamme complète depuis le travail à domicile et le travail salarié à temps partiel, jusqu'à l'autoentrepreneuriat et la création d'entreprises » (BECATTINI G. , 1990). Le métayage dont sont issus beaucoup d'entrepreneurs et d'artisans a

1235 Cf. le complexe de production du groupe Olympic Furniture, évoqué en marge du chapitre 2.1.

1236 Zeitlin mentionne ici les cultures politiques « rouge » (socialiste ou communiste) et « blanche » (catholique), mais on pourrait faire une analogie à Jepara avec la dimension sociale et politique de l'islam traditionnel d'inspiration soufie du Nahdatul Ulama, dont nous avons évoqué le rôle dans le chapitre 3.1.

pu, comme en Italie, les aider à développer les capacités d'auto-organisation requises, ainsi qu'une propension à faire face aux aléas conjoncturels (auxquels sont également confrontés les paysans) en adaptant la quantité de travail (BAGNASCO, 1977). Mais loin des valeurs mises en exergue par l'école italienne des districts industriels, les résultats convergent pour caractériser à Jepara une organisation économique ultralibérale fondée sur une « spécialisation flexible » (PIORE & SABEL, 1984) poussée à l'extrême, à l'appui de valeurs réduisant au minimum les coûts transactionnels en vue d'allouer quasiment instantanément les ressources humaines et naturelles. Une des manifestations les plus atypiques est le maintien de la famille élargie à l'écart des affaires, à l'opposé du contexte italien, où elle constitue un réservoir de main d'œuvre investie et fiable. Contrairement à leurs homologues transalpins qui mettent un point d'honneur à respecter leurs engagements contractuels, gage de confiance de la part de leurs clients et créanciers (BECATTINI G. , 1990), les entrepreneurs jeparanais font dans l'ensemble peu de cas de leur réputation économique : ce qui compte, c'est de produire vite et à bas coût, chaque commande rebattant les cartes. C'est donc d'une toute autre « efficacité collective » (SCHMITZ H. , 1999) qu'il s'agit ici, fondée sur la réactivité et le moindre coût, et non, comme dans les districts et les vallées, sur l'innovation. Si « intelligence collective » il y a, elle ne se mesure pas ici en termes de créativité (MASKELL, 1999) mais dans la capacité de la plupart des firmes du système à réagir avec célérité à la moindre opportunité offerte par le marché, **à l'image d'un banc de poissons changeant de cap quasi-instantanément.** La ville-atelier a capitalisé sur une notoriété héritée d'une longue tradition artisanale et qui permet à chaque entreprise installée sur son sol de pouvoir atteindre des marchés éloignés – une externalité typiquement marshallienne soulignée par la littérature sur les *cluster*s (POOT, KURYVENHOVEN, & JANSEN, 1990) – mais contrairement aux districts industriels, elle n'a pas hésité à se départir d'une production de qualité autrefois destinée aux élites pour saisir l'opportunité du marché de masse mondialisé. En cela, elle incarne la voie « bas-de-gamme (*low*-road) » empruntée par de nombreux *cluster*s dans les pays émergents, assujettis au diktat d'une concurrence-prix permanente qui interdit toute amélioration de la qualité et augmentation de la valeur ajoutée (SVERRISSON, 1992). L'acceptation des étrangers – qu'ils soient entrepreneurs étrangers ou travailleurs migrants issus des campagnes les plus pauvres de Java – contraste également avec l'entre-soi des communautés italiennes : dans la ville-atelier jeparanaise, le « sentiment d'appartenance », nécessaire au développement du système (DE ROSNAY, 1975), ne résulte pas comme en Italie d'un héritage historique et culturel commun (BECATTINI G. , 1979), mais plutôt d'une adhésion aux valeurs du système et à son mythe fondateur, permise à tout résident. **C'est donc l'adresse plus que la lignée, un droit du sol plus que du sang, la géographie plus que l'histoire, qui donnent accès au système et à ses ressources.** Enfin, contrairement aux districts, les structures sociales et les institutions jouent un rôle mineur dans l'organisation de l'activité économique et la transmission des valeurs. Elles maintiennent par contre une organisation sociale conservatrice, qui apporte aux autochtones un ordre permettant de réguler les conflits et d'assurer une sécurité matérielle et relationnelle en contrepoids de la concurrence exacerbée, du cosmopolitisme de la population active et de l'insécurité économique.

Le *cluster* du meuble **ne semble pas non plus vérifier les vertus néo-marshalliennes de la nouvelle économie géographique** (KRUGMAN, 1991), que l'on aurait pu s'attendre à trouver dans une grande ville comme Semarang. Ni la « causalité circulaire » de Myrdal (1957), ni le « retour positif » d'Arthur (1990), selon lesquels l' industrialisation nourrirait un cercle vertueux production de richesse / hausse de la demande / essor de l'économie locale, ne semblent manifestes, si ce n'est dans une certaine mesure dans le cas du hameau industriel où l'industrialisation a contribué à alimenter une dynamique de développement. Mais cette dynamique a été amorcée antérieurement à l'arrivée des premières usines, et est aujourd'hui entretenue par une économie résidentielle, attestant d'un rôle limité de l'industrie. **Dans l'ensemble, c'est plutôt la loi de Tobler (1970), selon laquelle « tout est relié à tout, mais les choses les plus proches sont plus liées que les choses lointaines », qui semble expliquer l'agrégation des usines de meubles à Semarang, où al pratique des affaires s'avère plus commode qu'à Jepara.** Les choix de localisation des usines résulteraient ainsi d'une logique de moindre effort ou de confort pour l'activité et ses dirigeants plutôt que d'une quête continue de réels gains de productivité. Cette dynamique endogène rencontre un courant de déconcentration des usines implantées dans la région de Djakarta, confirmant la poursuite d'une division nationale du travail favorisant l'industrialisation des régions périphériques constatée empiriquement dans d'autres pays asiatiques comme en Inde par Denis & Zerah (2017) et modélisée par Fujita & Thisse (2006).

Par-delà la dichotomie entre modèle fordiste hors-sol et écosystèmes de l'innovation ancrés sur leur territoire (PECQUEUR & PEYRACHE-GADEAU, 2010), cette thèse vient donc enrichir la panoplie des systèmes productifs en montrant avec la ville-atelier un type dont la compétitivité s'appuie sur d'autres ressorts territoriaux que ceux des sacrosaints districts industriels et autres *Valleys* technologiques. En s'intéressant aux périodes d'euphorie comme aux crises, elle a montré que chaque système porte en lui des facteurs entropiques (la concurrence effrénée par le prix, l'insécurité économique, les conflits sociaux, un conservatisme anti-développementaliste, la surexploitation des matières premières, etc.) aussi bien qu'un potentiel d'expansion (le capital social, les mécanismes de régulation collective, des valeurs entrepreneuriales, la sobriété foncière, etc.). Et qu'à l'encontre de tout déterminisme, un système productif donné peut s'engager dans différentes trajectoires de développement modelées par la conjoncture économique et réglementaire, les projets exogènes, mais aussi les initiatives des acteurs économiques locaux (plus que des autorités dont l'impuissance a été soulignée). Dans la durée, la coexistence sur un même territoire de systèmes différents et leur hybridation sont des atouts majeurs pour faire face aux aléas et aux chocs, les différentes configurations permettant de faire valoir les avantages compétitifs les mieux adaptés à la donne du moment.

L'importance de la forme de l'industrialisation : une contribution importante à la recherche sur l'urbanisation subalterne

Longtemps concentrée s'agissant des pays émergents sur les grandes métropoles ou au contraire les petites villes, la géographie s'est intéressée depuis une dizaine d'années aux « territoires subalternes de l'urbanisation » (DENIS, ZERAH, & MUKHOPADHYAY, 2012), à la « métropolisation en mode mineur » (FRANCK, GOLDBLUM, & TAILLARD, 2012) et aux « villes secondaires » (DE BERCEGOL, 2015). De ce point de vue, notre thèse confirme l'intérêt de ces espaces **en démentant le postulat que « les économies d'échelle, la création de marchés de masse et la productivité supérieure dans les zones urbaines font des villes les lieux absolument essentiels au processus de développement [...]** (SCOTT, 2001) **»** (McGEE T. G., 2008, p. 24) et « la théorie de la transition urbaine qui prédit un inévitable transfert de taux d'urbanisation faibles vers des taux plus élevés quand les pays se développent » (Ibid., 2008, p. 25). Elle montre au contraire que, comme dans les méga-régions urbaines (MRU), « des "espaces globaux" jouxtent dans des territoires subalternes de la mondialisation des "espaces locaux" » (Ibid., p. 27), mais qu'à la différence des MRU d'Asie du Sud-Est où « l'espace urbain a été reconfiguré en réseaux articulés d'interactions entre les habitants des classes moyennes et supérieures, en excluant "la plupart des espaces intermédiaires car les réseaux les traversent sans autoriser d'accès local" (GRAHAM, 1997, p. 112), les systèmes productifs peuvent y être inclusifs selon les formes qu'ils revêtent. **Jepara n'est pas non plus une « petite ville ordinaire » de celles que se proposaient de renforcer un certain courant développementaliste dans les années 1980** afin d'offrir aux populations rurales des relais de services à même d'améliorer leurs conditions d'existence in situ (RONDINELLI & RUDDLE, 1978; RONDINELLI, 1985; BAKER & CLAESON, 1990; BELSKY & KARASKA, 1990). Elle a surmonté le handicap d'un relatif éloignement des centralités de l'économie mondialisée (VENABLES, 2005) par une offre minimale de services de proximité et d'aménités liées au tourisme balnéaire et à une connectivité (BERRY, RODRIGUEZ, & SANDEE, 2002) fondée sur l'inclusion de groupes allogènes qui assurent l'insertion durable de la ville-atelier dans les réseaux commerciaux nationaux (via les migrants javanais) et mondiaux (via les entrepreneurs étrangers). Mais des petites villes ordinaires, elle partage certaines caractéristiques : coût de la vie plus faible, possibilité de recourir à l'autoconstruction, possibilité de pratiquer des cultures vivrières. Cette « semi-urbanisation » (SOETOMO, 2011) présente de ce point de vue des vertus inclusives qui méritent attention. **Les marges de la grande ville qu'est Semarang partagent certaines de ces vertus, offrant aux habitants qui les ont investies un « droit à la ville »** et à ses aménités plus facilement que les grandes métropoles des pays émergents (SAMANTA, 2013), tout en assurant la connectivité par l'intégration de résidents extérieurs et surtout par le processus d'aménagement en communs du hameau industriel. La suburbanisation de Bangkongsari se caractérise ainsi par l'insertion d'un territoire autrefois marginal dans l'espace urbain élargi. De ce point de vue, les usines qui s'implantent dans les hameaux industriels apportent leur pierre à l'édifice d'une ville inclusive caractérisée par la cinétique qui permet aux citadins du centre-ville comme à ceux de lé périphérie d'accéder à des emplois, des services, des logements,

bref des aménités typiques de la ville dense ou de ses faubourgs. Cette industrialisation villageoise contribue ainsi à étendre l'univers des choix sans rupture avec la ville constituée. Ce modèle fondé sur un mode d'autoproduction de la ville se démarque de celui de l'aménagement formel, planifié et spécialisé, de l'industrialisation périurbaine de masse, qui aboutit à l'affirmation de centralités périphériques qui s'affranchissent de la ville-centre, notamment autour des grandes métropoles des pays émergents (FIRMAN & DHARMAPATNI, 1995; SIEVERTS, 2003).

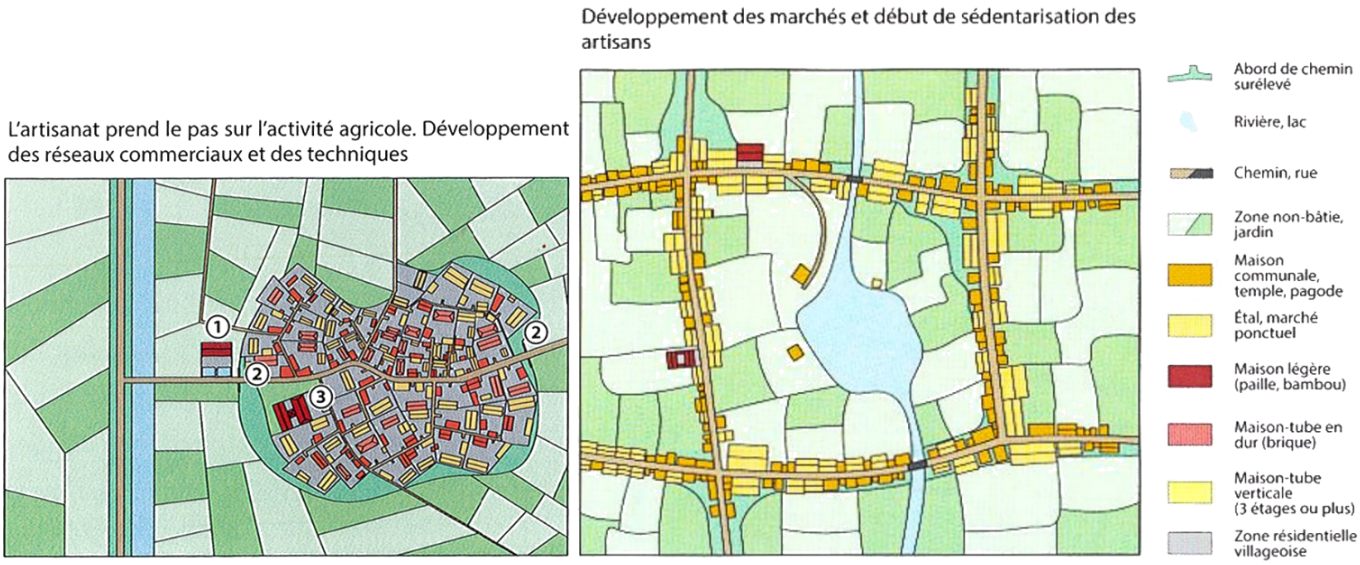
Pour leur part, les études urbaines se sont focalisés sur les modèles supposés innovants et vertueux à atteindre – écoquartier (BIRGI & HARI MARDIANSJAH, 2017), *smart city,* ville résiliente, etc. (LEDUCQ, SCARWELL, & INGALLINA, 2017) – ou, à l'inverse, quand elles émanent de grandes institutions, sur des typologies répulsives à « traiter » – bidonvilles, métropolisation « anarchique », etc. –. Or, c'est dans cet espace intermédiaire entre grandes métropoles et campagnes que se produit l'essentiel de l'urbanisation aujourd'hui, particulièrement dans les pays dits émergents. **Cette thèse montre le rôle direct et indirect de l'industrialisation et des formes qu'elle revêt dans les transformations de ces territoires intermédiaires entre grandes métropoles et zones rurales, aux prises avec la mondialisation.** Or, **la morphologie des systèmes productifs en présence ne s'apparente guère aux modèles urbains connus.** La ville-atelier et le hameau industriel partagent certes la mixité fonctionnelle entre riziculture, usines et services entre les noyaux urbains caractéristique du *desakota*. Mais les territoires du meuble témoignent d'une ultraspécialisation (à Jepara) ou d'une juxtaposition fonctionnelle (à Semarang) plutôt que d'une hybridation à l'échelle d'une agglomération (ou plutôt, d'un duopole Jepara-Semarang) et non d'une conurbation au statut de région urbaine[1237]. L'industrialisation de la périphérie d'une grande ville comme Semarang n'a pas non plus généré de polarités autonomes du centre comme l'ont constaté Firman & Dharmapatni (1995) ou Sieverts (2003) autour d'une mégalopole telle que Djakarta. Selon les formes qu'elle revêt, elle peut par contre contribuer à insérer des quartiers dans le système urbain élargi (comme à Bangkongsari), rejoignant ainsi l'analyse de Simon (2008), ou au contraire les en couper (comme à Terboyo). Le territoire du *cluster* ne s'apparente pas non plus aux territoires des districts industriels italiens, caractérisés par « le polycentrisme des centres urbains et artisanaux (BECATTINI G. , 1997, p. 508) [qui] inclut les "les milliers de petites et moyennes villes héritées d'un passé imprégné par les tendances séparatistes, les querelles locales et un artisanat raffiné" (ibid., p. 479) » (BIANCHI, 2009, p. 105). Et contrairement aux *valleys* technologiques, le développement de la ville-atelier et du hameau industriel s'est fait de manière organique, spontanée et informelle, avec une intervention limitée de l'Etat et des collectivités locales, a fortiori depuis la décentralisation qui n'a pas permis de donner aux collectivités territoriales de le faire (HARI MARDIANSJAH, 2013). La thèse explicite les mécanismes d'urbanisation par les communs, dans le contexte d'une ville secondaire comme Semarang et de transformation de territoires ruraux densément peuplés comme à Jepara.

[1237] McGee considère que la distance-temps entre deux points du *Desakota* peut atteindre 3 ou 4 heures.

Ces deux systèmes productifs organiques (par opposition au système planifié de la zone industrielle) ont produit des formes originales, à la fois plastiques et particulièrement efficaces dans leur capacité à optimiser les ressources (foncier, infrastructures, flux de chalands) en minimisant les nuisances induites par l'industrie dans le respect des structures sociales préexistantes. Qu'il s'agisse de la treille de la ville-atelier ou de la dorsale d'où partent dos-à-dos les fronts industriels et résidentiel du hameau industriel, les capacités auto-organisatrices de l'espace de ces systèmes sont spectaculaires, qui concourent à leur compétitivité. Ce résultat est d'autant plus intéressant que, comme nous le soulignions en introduction, l'économie spatiale s'intéresse peu à la morphologie des systèmes productifs ; quant à la théorie des districts et des *cluster*s, elle a privilégié les facteurs socioculturels au paramètre spatial. Parmi les exceptions, citons les travaux en géographie sur l'évolution de l'activité des « villages des métiers » (FANCHETTE, 2014) dans le delta du fleuve Rouge au Vietnam depuis l'inventaire réalisé à l'époque coloniale (GOUROU, 1936) : également spécialisés dans des activités intensives en main d'œuvre[1238], reposant sur « une main d'œuvre pluriactive, sous-traitée de façon saisonnière à son domicile […] [où] le long de la chaîne de production – à l'amont comme à l'aval – une multitude de foyers familiaux intervient saisonnièrement, au gré des commandes et des fluctuations du marché […] » (FANCHETTE, 2014, p. 156). Si leur morphologie parfois très compacte apparaît si différente de la treille jeparanaise le long de laquelle s'accrochent les ateliers, c'est certainement en réponse à l'inondabilité du delta, mais aussi sans doute parce que l'appareil productif s'est développé à une époque où la circulation des biens et des personnes se faisait à pied, impliquant une organisation spatiale permettant une cinétique et une sérendipité à portée de sandale ou de sabot, à une échelle très réduite de celle de Jepara, à l'âge de la moto et du pick-up. Les développements plus récents, le long des routes carrossables, ressemblent beaucoup à la treille.

[1238] Fanchette et Nguyen (2009) relèvent principalement les industries du bambou et du rotin, la fabrication de meubles en bois, le textile, la broderie, l'agroalimentaire, le recyclage et la fabrication du papier, l'agroalimentaire, l'herboristerie et la petite métallurgie.

Figure 42: Typologies morphologiques de « villages de métiers » dans le delta du fleuve Rouge à partir d'un noyau villageois rizicole (à gauche) et d'un réseau de chemins inter-villageois (à droite)



Source : d'après Nguyen Anh Tu, Ateliers d'été de Cergy-Pontoise, Hanoi, 1997 (FANCHETTE, 2014)

Des vertus d'une industrialisation « à visage humain »

De manière générale, nos résultats convergent pour montrer les bénéfices de l'industrialisation pour les territoires et les populations concernées. Les usines comme le *cluster* semblent s'inscrire dans une dynamique développementaliste (création de richesse dans la durée, relative stabilité du revenu, et conditions de travail plus sûres des employés) qui contredit les récriminations souvent faites à l'industrie dans les pays émergents, parfois considérée comme prédatrice. N'en déplaise à certains poncifs récurrents dans le débat public sur les méfaits de la mondialisation et du libéralisme économique, la thèse valide empiriquement les principes de la théorie des avantages comparatifs (RICARDO, 1817) du développement : l'ouverture économique de l'Indonésie a profité non seulement aux grandes entreprises mais aussi, dans des proportions similaires, aux PME. **Les résultats montrent également que l'enrôlement dans l'économie mondiale d'une activité traditionnelle démultiplie sa propension à offrir des alternatives économiques aux exclus de l'économie dite moderne. De ce point de vue, le cas de Jepara témoigne d'une combinaison heureuse entre la plasticité inclusive de l'économie informelle et la dynamique de croissance portée par la nouvelle division internationale du travail issue de la mondialisation.** Cette combinaison dépasse le vieux dilemme entre « stagnation économique et sauvegarde des indigènes ou développement économique provisoire et régression des indigènes » (GOUROU, 1947, p. 157) entre un secteur qui serait productif (LEWIS W. A., 1954; TURNER S. , 2003) et l'autre supposément « généreux » (HART K. , 1973; WEEKS, 1973; MOSER, 1978; PORTES, CASTELLS, & BENTON, 1989). Une des principales vertus des systèmes productifs industriels que nous avons étudiés est donc leur capacité à offrir des alternatives aux populations pauvres et peu qualifiées dans des villes petites et moyennes où, à Java comme en Inde, ils « débloquent des opportunités économiques qui auraient été difficilement accessibles à la jeunesse rurale à proximité de leur domicile […].

Pour ces jeunes des campagnes, peu éduqués et issus de familles vivant d'une agriculture de subsistance, la petite ville voisine représente souvent une chance de se sortir de la pauvreté. Dans une région reculée et pauvre […], elles offrent une opportunité élémentaire : gagner de l'argent ("*cash*") […], ce qui peut faire une la différence entre vivre en-dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté […]. Pour les jeunes venant de milieux plus favorisés et/ou dont les régions d'origine offrent déjà des possibilités de travail rémunéré, la migration vers les petites villes représente une ascension sociale d'une autre nature […]. Ce qui distingue alors l'origine et la destination est l'abondance d'emploi formel – payé au salaire minimum légal […]. Nonobstant les difficultés auxquelles ils font face dans leur travail […], ces jeunes ont acquis le statut de la classe moyenne inférieure en travaillant dans l'industrie. » (NAIK & RANDOLPH, 2019, pp. 56-58). **La valeur ajoutée de notre recherche est de montrer les rouages du déploiement des systèmes productifs sur ce type de territoires et leur rôle de « pompe à pauvreté » mis en lumière dans la ville-atelier et le hameau industriel.**

La thèse relativise par ailleurs les incidences de la difficulté à monter en gamme. Le maintien de la production dans un segment à faible valeur ajoutée intensif en main d'œuvre n'a pas empêché les territoires concernés d'améliorer – modestement mais significativement – les conditions de vie pour le plus grand nombre, et ce, dans les cas de la ville-atelier et du hameau industriel, sans hypothéquer le devenir des territoires par une transformation définitive des sols ou des investissements coûteux et aliénants dans les infrastructures. La performance économique respective des *cluster*s informels bas-de-gamme (*low-road*) et d'un appareil productif plus capitalistique sont en effet à relativiser dès lors que l'on prend en compte les externalités sociales et environnementales et que l'on valorise les capacités à se développer dans la durée, en s'adaptant aux crises imprévues. Dans tous nos cas, la taille « raisonnable » (nous reviendrons sur cette notions plus loin) de l'appareil productif lui permet de s'appuyer sur la population résidente aux environs, qui ne rompt pas avec ses attaches. Le déracinement social et culturel et ses effets majeurs sur les parcours individuels et le devenir des territoires d'origine et de destination des migrants constaté dans les grandes métropoles n'a pas eu lieu ici. La préservation des structures sociales n'a pas induit la constitution d'une classe ouvrière, à laquelle se seraient identifiés des travailleurs dépourvus de leur capital social. L'absence de classe ouvrière que nous avons relevée est de notre point de vue un indicateur de continuation des structures sociales qui préexistaient à l'industrialisation, et donc un signe que la capital social initial n'a pas été brutalement dégradé par la transformation économique. Ces structures et ce capital social ont naturellement évolué de manière significative, mais sans rupture comme dans les cas d'industrialisation massive produisant des communautés hors-sol, dans l'aire métropolitaine de Djakarta ou dans la zone franche de Batam face à Singapour. Le constat est un peu différent à Jepara où une classe d'entrepreneurs s'est développée, mais quand bien même la majorité est cantonnée à des tâches d'exécution, il s'agit bien d'entrepreneurs plutôt que d'ouvriers. C'est d'autant plus important que le travail en usine est considéré comme une étape dans le parcours de vie, et ce quel que soit le contexte, dans les grandes usines textiles de

Tangerang (WAROUW, 2008, p. 116) comme dans les unités plus petites de la régence de Semarang (NAIK & RANDOLPH, 2019), ou celles que nous avons étudiées autour de Semarang.

Un des paramètres-clefs de ce paradigme réside dans la proximité de la main d'œuvre. Pour l'industrie intensive en main d'œuvre, l'enjeu ne porte pas sur les compétences que d'aucuns identifient comme déterminantes pour la compétitivité (GLAESER & MARE, 2001) mais sur des bras nombreux, peu coûteux et surtout mobilisables à discrétion, au gré de la demande du marché. Les campagnes denses de Jepara et des environs de Semarang ont fourni à l'industrie du meuble un inépuisable réservoir de main d'œuvre, enrichi par le flux de migrants économiques qui lui ont à la fois apporté de nouvelles compétences (en particulier une plus grande propension à innover que les autochtones) et une pression sur les salaires restés très faibles. En ce sens, Jepara, et dans une moindre mesure Semarang (où le niveau des salaires est plus élevé, mais reste très en-deçà des grandes métropoles), offrent les avantages d'un vaste bassin d'emploi sans les déséconomies ni la concurrence d'autres secteurs d'activités généralement associées aux grandes villes. **Notre thèse met ainsi en lumière des modèles de développement sobres, fondés sur une industrialisation organique dont la spontanéité s'oppose aux processus d'aménagement formalisés.**

Cas singuliers ou modèles ?

Les configurations systémiques que nous avons identifiées sont le produit d'interactions particulières, conjonction d'un contexte historique (le savoir-faire du meuble à Jepara), géographique (la pauvreté des terres expliquant un peuplement diffus à Tahunan, la proximité de la route principale à Terboyo, la riziculture à Tambakroto), économique (la libéralisation de l'économie indonésienne et son insertion dans le commerce mondialisé) et technologique (démocratisation de la moto démultipliant la mobilité des individus, ou Internet bouleversant la relation entre producteurs et consommateurs). Sur ce terreau se sont produits des faits décisifs, qu'il s'agisse d'initiatives individuelles (les *tokoh masyarakyat** de Bangkongsari) ou de coïncidences de circonstances (l'arrivée des étrangers au « bon moment » à Jepara). La singularité des systèmes productifs a beaucoup été soulignée par la littérature, qui rappelle que « d'un côté, le district industriel paraît constituer un modèle attractif et cohérent de développement économique et social que tous les décideurs politiques pourraient souhaiter reproduire (*emulate*). D'un autre côté, cependant, la pertinence générale du modèle italien est demeurée incertaine à cause de sa dépendance apparente envers un contexte socio-historique hautement spécifique. » (ZEITLIN, 1992, p. 281). Pour autant, « la prolifération de districts industriels d'origines diverses et aux modes d'organisation interne variés interroge l'idée d'un modèle canonique fondé sur le récit stylisé d'une expérience nationale singulière (*a stylised account of a single national experience*) […] » (Ibid., 1992, p. 281).

La question n'est donc pas tant celle de savoir si les systèmes productifs mis en lumière sont réplicables que d'identifier les déterminants territoriaux, entendus comme l'ensemble des structures spatiales, sociales

et économiques présentes sur un périmètre géographique donné, qui permettraient d'en mobiliser les principes, à savoir :

- **Une activité intensive en main d'œuvre**, où le coût de revient du travail prévaut sur les gains de productivité permis par l'intensification du capital, et où les barrières techniques, financières et juridiques d'entrée des entrepreneurs et de la main d'œuvre sur le marché sont faibles, ce qui renvoie de fait vers des pays et des régions à bas niveau de salaires.
- **Une densité de population élevée sur un territoire rural ou périurbain** disposant de moyens de subsistance alternatifs à l'emploi industriel, ce qui offre un gisement de main d'œuvre flexible sur place et permet aux travailleurs de demeurer inscrits dans les structures sociales et spatiales préexistantes. La taille de ce bassin d'emploi peut être considérablement accrue par la démocratisation des moyens de déplacements individuels, en particulier des deux-roues motorisés, via l'accès du plus grand nombre au crédit. L'Asie rizicole, territoire du *desakota,* est la région de prédilection pour réunir ces conditions. Mais elle n'est pas la seule : de par le monde, les régions de piémont et les zones de maraîchage, qui partagent avec les zones de riziculture de fortes densités de population, un réseau d'infrastructures facilitant la mobilité des biens et des personnes, et des activités intensives en main d'œuvre selon un rythme saisonnier, semblent tout-à-fait en mesure d'accueillir ces configurations industrielles.
- **La disponibilité de foncier facilement utilisable**, qu'il soit détenu en pleine propriété ou appropriable via des processus d'organisation collective (comme l'autolotissement à Bangkongsari), à même d'accueillir les activités de production et les fonctions urbaines accompagnant le développement. L'émiettement de la propriété et la difficulté à le maitriser à grande échelle par des voies formelles, souvent considéré comme un handicap pour le développement, peut au contraire être vu à l'aulne des résultats de la thèse comme un atout préservant le territoire de la mainmise par des opérateurs exogènes porteurs de projets surdimensionnés.
- **Une ouverture sur le monde et ses opportunités de débouchés,** résultant d'une tradition marchande, exportatrice et/ou touristique (Jepara cumulant les trois) ou de la proximité d'une grande ville dotée d'infrastructures de rang international (Bangkongsari étant à la fois proche et bien relié au port de Semarang).
- **Un système de valeurs cohérent,** qui pourra s'appuyer sur des références historiques (le mythe de Sungging Badarduwung à Jepara), ou faire appel à un référentiel plus large (l'éthique javanaise classique à Bangkongsari) pour cimenter la communauté d'acteurs autour d'une projection commune sur le territoire, et réguler les tensions liées aux transformations économiques, sociales et spatiales induites par l'industrialisation.
- **Un environnement réglementaire peu contraignant,** ménageant une grande flexibilité des pratiques.

- **Un embryon d'acteurs proactifs,** qui impulsent une dynamique initiale qui, si les conditions locales sont réunies, permettra par effet boule de neige le décollage et l'essor du système. Ces acteurs peuvent être de statut très variable. A Jepara, ce sont des artisans qui disposaient de connections avec des prescripteurs au sein du Gouvernement, mais aussi une poignée d'aventuriers occidentaux venus sur place par un concours de circonstances. A Bangkongsari, ce sont des figures charismatiques du village qui ont pris en main son aménagement, créant indirectement les conditions d'implantation des usines et d'hébergement des ouvriers. A Bukir, ce sont des entrepreneurs jeparanais qui ont essaimé.

Mais s'il fallait tirer un enseignement de ce phénomène de constitution de systèmes productifs particuliers, ce serait celui d'**une nécessaire adaptation au contexte local, produit d'une combinaison de facteurs historiques et géographiques.** Plutôt que de parler de *genius locus,* terme qui sous-tend un caractère exceptionnel du territoire, toujours positif et sans limites, nous préférons introduire ici un concept javanais, celui du *Kodrat Alam*. Kodrat** est un terme arabe signifiant « destin » ou « volonté divine », qui peut être défini dans le contexte javanais comme la force sous-jacente attachée à une personne ou, dans le cas d'espèce, à un lieu (on parle alors de *Kodrat Alam,* de « *Alam »*, la Nature, par opposition au *Kodrat Manusia,* de « *Manusia »,* l'Homme). Cette force constitue un potentiel de développement qui peut concourir à l'épanouissement de qui sait en tirer parti. Cela suppose que le *Kodrat* soit perçu, décrypté, mobilisé et respecté à travers un ensemble d'actions appropriées. Ainsi, contrairement à l'acceptation de la fatalité (*pasrah**) qui prive l'être humain de toute capacité d'influer sur son sort et donc, de toute responsabilité, le *Kodrat* appelle une intervention consciente de l'Homme, sans quoi il ne sera pas agissant s'il est oublié (*nyalai Kodrat*) ou, pire, pourra se retourner contre lui s'il est contredit. Un exemple emblématique de l'interaction entre le *Kodrat* et l'Homme nous est donné par le processus de choix de l'emplacement des capitales royales par la dynastie Mataram dans le centre de Java, et de l'organisation cosmogonique de leur plan, toujours très présente dans la conscience populaire comme dans l'esprit des édiles des cités royales de Yogyakarta et Surakarta. Un autre exemple nous est donné par l'interprétation que font certains des coulées volcaniques (*lahar**) suite à l'éruption du Merapi de janvier 2011, qui ont emporté l'habitat informel établi dans le lit des rivières Code et Gadjah Wong, au mépris de leur caractère sacré[1239]. Bien évidemment, ce type de catastrophe résulte de phénomènes physiques incontestés, mais la symbolique – le caractère sacré des deux rivières reliant le volcan Merapi et la mer du Sud, tout aussi sacrées – coïncide avec les caractéristiques physiques – l'encaissement de leur lit et la forte pente depuis le volcan tout proche – du site. Dans un sens élargi, décrypter et respecter le *Kodrat Alam* ne relève donc pas dans notre propos d'une expérience mystique (encore que rien ne l'interdît…), mais d'une lecture scientifique des caractéristiques physiques et humaines d'un territoire, que l'on pourra appréhender par l'analyse des structures spatiales, économiques et sociales qui le caractérisent.

[1239] Entretien avec le professeur Sudaryono, le 9 août 2019.

Le *Kodrat Alam,* ou « Loi de la mesure du territoire », peut donc être défini comme la force de chaque territoire qui impulse (développement) ou contraint (entropie) le système productif local. Contrairement au *genius locus,* cette force n'est pas nécessairement propre à un lieu donné (elle peut être de nature comparable dans des territoires de nature comparable), ni nécessairement positive. Elle appelle à une certaine mesure entre l'appareil productif et son environnement physique, économique et humain, que l'on pourra appréhender par une analyse systémique du terroir.

Les résultats au regard des enjeux liés à l'industrialisation de l'Indonésie

La voie incontournable de l'industrialisation intensive en main d'œuvre

Pour résorber le chômage (7 millions d'actifs sans travail en 2018) qui touche notamment les jeunes et la pauvreté (27,7 millions de pauvres[1240] recensés en 2018), l'Indonésie, durement touchée par la crise de la covid-19[1241] doit également absorber les millions de jeunes majoritairement peu qualifiés qui arrivent chaque année sur le marché du travail (dont la population active devrait continuer croître jusque 2030[1242]). Les enjeux sont également fiscaux. : avec l'érosion des revenus tirés des ressources naturelles surexploitées, l'Etat doit mener à bien la transition récemment amorcée vers des revenus tirés de l'imposition des entreprises et des ménages, ce qui implique une « formalisation » de l'économie. Face à ces défis, l'industrialisation – et plus particulièrement l'industrialisation extravertie, fondée sur des investissements directs étrangers – est considérée par les dirigeants du pays et la communauté des affaires comme le principal moteur de la croissance et du développement à venir[1243]. Alors que l'Indonésie vient de conclure avec la Chine et l'ensemble des Etats de l'Asean un nouvel accord de libre-échange[1244], la question de l'accueil des investissements industriels étrangers est donc aujourd'hui plus que jamais au cœur des stratégies de développement de la région. C'est que pour les pays à faible niveau de revenu, l'industrie demeure un vecteur incontournable de croissance (HARAGUCHI, FANG CHIN CHENG, & SMEETS, 2017). Afin d'attirer les usines prêtes à se délocaliser des pays où le salaire grimpe (Chine, Malaysia, Thaïlande), les pays à bas coûts de main d'œuvre envisagent d'accélérer leur effort d'investissement dans les infrastructures avec le concours des bailleurs de fonds internationaux[1245] et de capitaux privés. L'Etat multiplie donc les initiatives pour courtiser les multinationales (HERMANSYAH, 2016), en arguant de coûts de production très inférieurs à ceux des pays anciennement et nouvellement industrialisés. Ce positionnement fondé sur la concurrence par les coûts de production met en avant les territoires subalternes de l'urbanisation bien plus que les grandes métropoles, où les coûts du foncier

[1240] C'est-à-dire vivant avec moins de 27 $/mois.

[1241] Alors que le PIB a augmenté à un rythme compris entre 5 et 6% tout au long de la dernière décennie, la Banque centrale indonésienne a révisé le 12 juillet 2021 sa prévision de croissance du PIB à 3,8% contre une prévision de 4,6% en début d'année (source : Reuters) après une contraction de 2,1% en 2020.

[1242] Source : FMI, 7 février 2018.

[1243] Parmi le florilège de déclarations prononcées à l'occasion de visites officielles de dirigeants à l'étranger ces dernières années, citons par exemple le vice-président Jusuf Kalla en visite Séoul en août 2015 : « à date, la Corée du Sud dispose de la technologie et de l'expérience [dont a besoin l'Indonésie] » (Kompas, 2015).

[1244] Le partenariat régional économique global (*RCEP*) signé le 15 novembre 2020.

[1245] Cf. la stratégie 2025 de la Communauté économique de l'Asean (*AEC Blueprint 2025*).

et de la main d'œuvre sont déjà élevés (ALEXANDER H. B., 2015). Pour maintenir cet avantage compétitif et créer un climat propice aux affaires, on dérégule, à l'image en Indonésie de la loi dite Omnibus, adoptée par le Parlement le 5 octobre 2020, dont nous avons vu qu'elle revenait sur nombre d'acquis sociaux et environnementaux des deux dernières décennies. La vague de protestations inédite par son ampleur (front syndical uni, mouvements étudiants, etc.), ses formes (débat parlementaire, contestation juridique, manifestations pacifiques et émeutes) et sa durée (depuis le printemps 2020) à travers tout le pays (y compris dans des villes secondaires comme Yogyakarta, Surakarta et Malang à Java) interroge la soutenabilité de cette stratégie de développement.

Cette stratégie contredit le paradigme du vol d'oies sauvages d'Akamatsu selon lequel les pays sont amenés à monter en gamme dans leur production en corollaire de l'élévation de leur niveau de vie, et « tôt ou tard, le modèle exportateur fondé sur l'excédent de main d'œuvre peu formée et peu onéreuse s'épuisera à mesure que le progrès économique fera croître les salaires et les revendications de la main d'œuvre » (KUNCORO, 2015, p. 277). Mais au regard du retard accusé face à ses concurrents directs dans la qualité des infrastructures, la performance logistique, la facilité à investir, le niveau de qualification de la population active), l'Indonésie pâtit d'un déficit d'atouts pour développer des secteurs à plus forte valeur ajoutée. La course à la compétitivité par le prix est donc autant un choix opportuniste pour profiter de la vague de délocalisations d'usines en provenance de Chine qu'une obligation – à court et moyen terme à tout le moins – dictée par les handicaps du pays.

Le rôle central ainsi assigné à l'industrie manufacturière soulève nombre de questions abordées par notre thèse. Si les termes du débat du débat sur le partage des bénéfices attendus de l'industrialisation sont clairs pour les parties prenantes (décideurs politiques, milieux d'affaires, syndicats, etc.) qui en ont vigoureusement débattu à l'occasion de Loi Omnibus, il n'en est pas de même pour les risques associés à la stratégie *low-cost.* Or, le secteur manufacturier, extrêmement sensible aux paramètres affectant le coût de production (au premier rang desquels le salaire horaire et les protections et avantages sociaux garantis par le droit du travail), est très volatile (*footloose*). En livrant des territoires entiers à ce type d'industrie, cette stratégie les expose à un risque permanent de délocalisation vers des pays où la main d'œuvre est moins chère : toute amélioration de la condition des ouvriers est synonyme d'un accroissement du risque de délocalisation, véritable épée de Damoclès sur ces territoires manufacturiers. En ce sens, « les vulnérabilités créées par la spécialisation [industrielle] sont plus menaçantes pour les petites villes que les grandes dans les économies émergentes du 21ème siècle » (NAIK & RANDOLPH, 2019, p. 55). D'où l'enjeu très actuel de la question des capacités de ces territoires industrialisés à s'adapter à des changements de paradigme, et l'acuité des paramètres de sécurité, de réactivité, de réversibilité, de diversité et de réticularité que nous avons introduits dans le chapitre 4.4.

Pertinence de la géographie systémique en économie du développement

Face à l'objectif d'un développement localisé, pérenne, et émancipateur, il nous semble que la question qui se pose aux décideurs n'est pas tant celle de l'industrialisation et de l'urbanisation en soi – qui résultent d'un processus dicté par les conditions économiques internationales – que la forme qu'elles revêtent.

Cette morphologie de l'appareil productif et du tissu urbain qui l'héberge – caractérisée par des paramètres de densité, de gouvernance, de morphologie bâtie, etc. – dépend beaucoup de la taille des unités de production, que la théorie marshallienne des rendements croissants tend à accroître sans cesse, au risque d'une fuite en avant qui génère des ruptures territoriales au coût économique, social et environnemental élevé. Cette question de l'échelle, à laquelle nous invite le concept javanais de *Kodrat Alam*,* nous paraît mériter une attention toute particulière dans le contexte de crise écologique systémique durable auquel n'échapperont pas les pays émergents. A cet égard, la thèse a montré tout l'enjeu de qualifier le développement économique avec des critères permettant de mieux en apprécier la qualité. Alors que « les efforts des Etats et des municipalités pour promouvoir leurs villes comme des territoires d'investissements internationaux […], pour conséquence un investissement public disproportionné dans les méga-ragions urbaines » (McGEE T. G., 2008), nous avons essayé de mettre en lumière des vertus cachées de trajectoires de développement dérogeant aux grands modèles de développement. Un point de croissance n'a pas la même valeur selon qu'il bénéficie aux acteurs locaux ou s'évade, s'appuie sur des ressources durables ou relève d'une spéculation éphémère, alimente une dynamique émancipatrice ou hypothèque l'avenir. **Ces résultats plaident pour l'introduction dans la recherche et les politiques publiques en économie du développement des concepts de territorialité, de durabilité, et de capacité à réagir au risque** qui, s'ils sont aujourd'hui parfois remis en cause pour avoir été galvaudés, ont le mérite d'introduire des paramètres a priori essentiels pour analyser les trajectoires territoriales, tels que le temps long, l'équilibre, la capacité à s'adapter aux transformations de l'environnement, et sont de ce point de vue consubstantiels à l'analyse systémique. Surtout, ces critères d'analyse nous ont permis de mettre en exergue le rôle fondamental des modalités d'insertion territoriale des unités de production dans la capacité à générer une dynamique de développement local. Or, la prise en compte des enjeux de territorialité, de durabilité et de risque que nous venons d'évoquer complexifie l'évaluation des projets. Ainsi, dans un monde soumis à une pression économique constante, les tensions sociales induites par des mutations socioéconomiques toujours plus rapides et une crise écologique structurelle, les termes de l'industrialisation, c'est-à-dire la manière dont elle se déploie sur les territoires et parmi les populations, sont une question économique, écologique et sociale centrale pour les pays émergents.

Ces trajectoires se caractérisent par une adéquation des appareils productifs à leur contexte territorial dans lequel ils puisent à moindre coût des avantages compétitifs. L'environnement physique en particulier, si

négligé par la Nouvelle économie géographique et l'école italienne des districts industriels, apparaît dans nos résultats comme un facteur différenciant des performances. Cela s'explique par le fait qu'il « inclut tous [les] facteurs : historiques, culturels, sociaux, qui sont à la base de modèles spécifiques d'organisation de la production » (COURLET, 1999, p. 540). Cette thèse s'inscrit ainsi résolument dans le mouvement de « 'territorialisation' de l'économie […], comme une des modalités importantes de la période de réorganisation après-fordiste », en rupture avec « la mise en scène d'une économie de type banalisé pour laquelle les conditions culturelles qui distinguent les lieux de production et de répartition, n'importent pas ». Nos résultats viennent en effet confirmer l'hypothèse selon laquelle « le territoire lui-même puisse être un 'gisement de compétitivité' où les entreprises 'se rendent de plus en plus compte que leur productivité est largement dépendante de la qualité de leur contexte géographique immédiat' » (PECQUEUR & PEYRACHE-GADEAU, 2010, p. 616). La thèse fait ici écho aux fondements même de la géographie française énoncés par (VIDAL DE LA BLACHE, 1922) qui affirme la spécificité des réponses humaines à leur environnement[1246], réponses qui, dans le cas de la ville-atelier de Jepara, s'avèrent si particulières qu'elles relèvent d'une économie de terroir plutôt que de territoire.

L'espace est également un cadre particulièrement bien adapté au dialogue des disciplines – économie, sociologie, anthropologie, urbanisme, sciences de l'environnement – qui peuvent toutes s'y projeter. Dans cette optique, le territoire est le théâtre privilégié d'expression des processus et de mobilisation des savoirs à même de les décrire. Or, comme nous le rappelle un des pères fondateurs de l'école italienne des districts industriels, la compréhension du développement local passe par l'interdisciplinarité : « Les analyses et les théories socioéconomiques doivent avancer et systématiquement dépasser les canons préétablis et les frontières des différentes disciplines qui constituent les sciences sociales » (BECATTINI G. , 2001). Et quelle discipline, mieux que la géographie et sa merveilleuse plasticité pour inviter les spécialités à jouer leur partition sur cette scène ? La géographie systémique en particulier a montré ici tout l'intérêt des analyses scalaires pour relier les phénomènes décelés localement aux « macro-représentations de la mondialisation » aux (McGEE T. G., 2008, p. 27) : ce sont bien la conjoncture économique internationale et le contexte politique national qui expliquent l'essor ou la contraction de l'appareil productif, mais c'est l'analyse morphologique et anthropologique qui en montre les effets contrastés selon le modèle d'organisation de la production. L'analyse systémique permet enfin d'introduire le paramètre temporel, indispensable à une compréhension des processus, notamment à l'aulne des notions de capacités d'adaptation des systèmes.

[1246] « Science des lieux, la géographie doit permettre de comprendre l'expression de l'articulation des lois générales de la nature et des réponses des sociétés, qui explique la diversité du monde. Dès lors, chaque lieu correspond à une combinaison particulière qu'il faut établir et démêler de façon à déterminer, grâce à la comparaison, les lois générales de la Terre » (SIERRA, et al., 2011, p. 21).

Pistes de recommandations pour les politiques publiques

En économie du développement et en géographie, la littérature a pour habitude de s'intéresser de près à la sphère publique dans toutes ses déclinaisons (organisations internationales, Etat central et collectivités territoriales) comme régulatrice et émettrice de politiques de développement. **Quand elle intervient a priori, cette focale peut conduire à surestimer le rôle des pouvoirs publics qui, dans des contextes comme celui de Jepara, s'avèrent globalement impuissants et dépassés par la dynamique du *cluster*. Or, notre thèse montre le rôle marginal des pouvoirs publics locaux dans les cas que nous avons étudiés.**

Le rôle des pouvoirs publics en question

Jugés inefficaces (voire corrompus) par les acteurs économiques locaux, leur rôle se limite d'une part à la réalisation des infrastructures (routes, réseaux électriques, lutte contre les inondations) – en palliant, à Semarang, l'impéritie des aménageurs privés de zones industrielles qui les ont laissées se dégrader – et d'autre part, à la promotion des entreprises locales sur les salons et foires internationales, dont bénéficient une toute petite minorité d'entreprises. Les autres tentatives des autorités locales, dans la formation, la mise à disposition de machines, la création de centres promotionnels ou l'édition de guides à l'attention des clients étrangers sont à ce jour des échecs manifestes. Cette impéritie reflète ce que M. Naik désigne sous le terme de « tentative de rattrapage » (*catch-up attempts*) de dynamiques industrielles subies plutôt que promues. Cette situation s'explique par de nombreux facteurs, parmi lesquels on note la prévalence des sociabilités informelles des réseaux familiaux (*modal sosial**) et des intermédiaires (*brokers*) dans l'expression et la représentation des intérêts des entrepreneurs et des travailleurs du meuble (aux dépens de canaux formels tels que les syndicats par exemple) à même de dialoguer avec les pouvoirs publics. Du point de vue des collectivités territoriales, qui se sont vues confier des prérogatives étendues depuis le début des années 2000, l'industrie est avant tout perçue comme une nuisance directe (essentiellement du fait du trafic de poids-lourds) ou indirecte (car elle alimente l'afflux de migrants économiques, et par conséquent les besoins en équipements et services publics) qui n'est pas compensée par un potentiel fiscal significatif (les deux tiers en moyenne des recettes budgétaires des collectivités locales provenant de transferts de l'Etat central). Enfin, la culture professionnelle de la fonction publique indonésienne, bureaucratique et préférant la planification aux approches opérationnelles, inhibe les possibilités de dialogue et de partenariat transparents avec les acteurs privés locaux. Reste le rôle du Gouvernement central qui, en sa qualité de législateur, a un impact majeur sur les termes de la concurrence et le coût du travail, comme en témoignent les répercussions des grandes réformes de l'administration Jokowi sur les volumes de production (la dernière en date étant celle de la certification des produits à base de bois). Peut-on dès lors affirmer que l'urbanisation, dès lors qu'elle est planifiée et gérée de manière adéquate, peut jouer un rôle-clé dans l'éradication de la pauvreté » (ONU Habitat, 2016, p. 49) ?

Dans ce contexte, la principale revendication des entrepreneurs est de demander une moindre immixtion des pouvoirs publics dans leur activité. Cantonner ces revendications à un réflexe idéologique de classe ou à un dessein cynique visant à maximiser le profit aux dépens de toute autre considération serait réducteur : dans un pays comme l'Indonésie, l'interaction avec les administrations publiques est souvent synonyme de tracasseries bureaucratiques, de pesanteur des procédures, et de corruption[1247]. Au niveau national, ces travers sont d'ailleurs reconnus par l'Etat qui considère qu'une simplification administrative est un facteur-clé de création d'un environnement plus propice aux affaires[1248].

Pourtant, la vague de décentralisation qui a transféré, en Indonésie comme dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, nombre de compétences et les effectifs et les budgets théoriquement à même de les exercer, place les collectivités territoriales face à des responsabilités importantes en matière de développement local. Pour Naik et Randolph (2019, p. 2), « la propension des petites villes et des territoires rurbains à se développer dans la durée et à offrir une mobilité économique aux jeunes travailleurs est dépendante de leur capacité à planifier et gouverner ». Nous ne plaidons pas ici pour un effacement de l'action publique – ce qui ne serait pas le moindre des paradoxes pour l'auteur, qui exerce son métier d'urbaniste comme agent d'une collectivité territoriale – mais pour une réorientation de son rôle, là où elle a la capacité d'agir efficacement en faveur d'un développement soutenable des systèmes productifs locaux. Cela passera d'ailleurs nécessairement par un intéressement des collectivités à ce développement (SALEMAN & JORDAN, 2013), via en particulier une fiscalité qui ne pourra jouer un rôle d'entraînement que si elle est sensiblement augmentée, les perspectives de retour fiscal sur les investissements qu'elles pourraient consentir étant aujourd'hui inexistantes. Et quand

[1247] C'est vraisemblablement le cas dans de nombreux autres pays émergents. Il serait intéressant de rééditer l'expérience menée par Hernando de Soto qui avait consisté à respecter scrupuleusement la procédure pour enregistrer une micro-entreprise dotée de deux machines à coudre au Pérou dans les années 1980. Cela avait pris 289 jours et coûté l'équivalent de 32 mois de salaire minimum en droits d'enregistrements (PLATTNER, 1991).

[1248] Cette méfiance à l'égard des pouvoirs publics est particulièrement prononcée au sein des organisations internationales comme la Banque Mondiale, qui cite en exemple de comportement vertueux le rôle limité des autorités dans le programme de parcs d'activités initiés par le ministère indien du Textile : « en particulier, le programme veille à les garder à la bonne taille – ni trop petits ni trop grands – ; à mettre les coûts de la localisation et de la dimension des parcs à la charge de ceux qui en décident (plutôt que de s'en remettre à des consultants) ; à limiter le rôle des prévisions ; à confier la tâche de naviguer parmi les acteurs informels aux acteurs les mieux placés pour ce faire ; à aligner les incitations sur les responsabilités assumées ; à créer des services immatériels (*soft infrastructure*) au fur et à mesure que sont aménagées les infrastructures ; et, en amont, concentrer le secteur public et ses consultants sur l'animation et le pilotage de groupes d'entreprises propriétaires-occupants plutôt que d'initier, de concevoir, et de gérer les parcs » (SALEMAN & JORDAN, 2013, p. 5). Le cas javanais et ses parcs industriels sous-investis par leur aménageur-propriétaire-gestionnaire montre qu'il n'en va pas toujours ainsi, des parcs publics pouvant être aménagés et gérés de manière plus vertueuse. Mais ce rôle d'incitateur de l'industrialisation plutôt que d'aménageur direct nous semble intéressant dans la mesure où l'Etat et les collectivités territoriales s'accordent pour « cibler les subventions sur les zones où des gains immédiats peuvent être générés par une action conjointe : des infrastructures et des équipements et du foncier peu subventionné » et exiger des entreprises de « coopérer sur des problèmes immédiats pour pouvoir bénéficier de soutien. Cela développe une relation (*agency*) qui peut conduire à des externalités supplémentaires » (Ibid, 2013, p. 5).

bien même elles le souhaiteraient (comme le clament les Régents de Jepara, *« pro-investasi »* depuis la fin des années 2000[1249]), le manque d'autonomie budgétaire (limitée par le contrôle strict de l'Etat central sur les ratios d'endettement des collectivités locales, et l'interdiction qui leur est faite de bénéficier de financements étrangers) ne peut qu'inciter les édiles à répondre aux demandes les plus pressantes, à savoir celles de leurs administrés-électeurs pour davantage de services publics élémentaires, plutôt que de parier sur un retour sur investissement dans le développement économique hypothétique et à long terme. Dès lors, quel rôle ces collectivités encore timides et paralysées par une tradition bureaucratique pourraient-elles jouer ?

Les pouvoirs publics comme protecteurs des ressources dont dépendent les systèmes productifs

Plutôt que de chercher à développer à la force du poignet des appareils productifs au prix d'efforts coûteux, longs et laborieux pour des résultats très aléatoires, il nous semblerait **plus efficace que les autorités locales et régionales s'impliquent davantage dans la préservation des structures sur lesquelles ils sont établis.** Des mesures de gestion durable des ressources naturelles, dont nous avons vu qu'elles sont à la fois un enjeu de compétitivité (a fortiori dans une activité comme la fabrication de meubles en bois) et d'accès aux marchés des pays ayant mis en place une réglementation environnementale contraignante (Réglementation européenne sur le bois et l'*United States Lacey Act*, entrés en vigueur en 2012) sont davantage dans leurs cordes que l'amélioration de la compétitivité des petites entreprises (PORTER, 1998; LUNDEQUIST & POWER, 2002; NEWLANDS, 2003; McDONALD, HUANG, TSAGDIS, & TUSELMANN, 2007) ou la transformation de leur environnement social (COOKE & WILLS, 1999; NADVI, 1999; PARRILLI, 2007; MOLINA-MOLARES & MARTINEZ-FERNANDEZ, 2010; NAM, SONOBE, & OTSUKA, 2010; PARRA-REQUENA, MOLINA-MORALES, & GARCIA-VILLAVERDE, 2010)[1250].

La maîtrise de l'artificialisation des sols et de l'urbanisation est un autre enjeu majeur de la soutenabilité des systèmes productifs. Nous avons montré comment, dans les cas de Tahunan et Bangkongsari, la disponibilité de foncier bien situé et compatible avec une grande variété d'usages a contribué à l'essor du système productif ainsi qu'à sa capacité à endurer les périodes de vaches maigres à travers la possibilité d'activités alternatives (élevage, maraîchage, etc.) et à permettre aux populations locales d'accéder à un logement et une alimentation peu onéreux. Mais, dans une région aussi dense soumise à la pression d'une demande exponentielle en logements individuels, en commerces et en infrastructures émanant des classes moyennes, la préservation de ce potentiel foncier suppose une action volontariste des autorités locales, seules à même d'assurer un contrôle sur le terrain du respect des règles d'urbanisme. Mais d'une part la volonté politique tend à favoriser les projets d'investissement indépendamment de leur emprise foncière pour

[1249] Entretien avec Bpk Sayfun, agent du *Bappeda** de la Régence de Jepara, le 25 juillet 2017.

[1250] Une autre littérature doute d'ailleurs de la capacité des décideurs publics à agir sur l'efficacité collective au sein des *cluster*s, d'essence spontanée (PORTER, 1998; MARIJAN, 2006).

« moderniser » et « développer » à bon compte leur territoire, en percevant à tous les niveaux de l'administration des gratifications (*gratifikasi**)[1251]. D'autre part, la police de l'urbanisme est impuissante, dans les régences comme Jepara où « pratiquement personne ne dépose de permis de construire »[1252] mais aussi dans une municipalité comme Semarang, où l'aménageur public de la zone industrielle de KIW se contente de régulariser a posteriori les constructions. Quant à l'échelon central, c'est encore pire : le ministère de l'Agriculture, en charge de la planification urbaine avec notamment pour mission de s'assurer de la non-artificialisation des terres arables, ne disposait pour tout Java et Bali que de deux agents en 2016 pour contrôler le respect des documents d'urbanisme par les collectivités locales[1253].Ce « développement suivi » sans que les pouvoirs publics ne cherchent véritablement à l'orienter, contraste avec les tentatives timides et laborieuses de « développement choisi »[1254]. La résolution de ce problème majeur, qui passe sans doute par l'implication d'agents des services publics, d'acteurs associatifs et des riverains dans le processus de contrôle des constructions est un préalable à toute politique de gestion durable du foncier.

Une fois assurée la préservation des ressources naturelles, comment prévenir les ruptures d'échelles et assurer une « mixité heureuse » entre l'industrie et les villages où elle est tentée de s'implanter ? La doxa de la mixité fonctionnelle dans le discours européen sur la ville tend à occulter les bonnes raisons qui avaient présidé à, la généralisation de la planification urbaine et du zoning. Il s'agissait de protéger les habitants des nuisances provoquées par une industrie dont nous avons oublié, en Europe, combien elle pouvait présenter de risques technologiques, générer du trafic de poids-lourds et causer une pollution sonore et atmosphérique très préjudiciables au voisinage. Il s'est également agi de protéger des tissus bâtis (quartiers et monuments historiques) ou naturels (terres agricoles, forêts, zones humides) ou des fonctions urbaines (logement social, commerce de proximité, équipements publics) menacés par les mécanismes du marché immobilier. Dans les pays émergents, ces préoccupations demeurent très actuelles, et le zonage monofonctionnel est une solution

1251 Pour donner une idée de l'étendue de la corruption en Indonésie, si endémique qu'elle tend à être considérée comme un élément de rémunération à part entière, assimilable à une prime à l'exercice de certaines fonctions, la pratique des cadeaux numéraires des entreprises de travaux publics à l'occasion de la visite de conformité de remise des ouvrages est considérée comme tout-à-fait normale par les fonctionnaires, quel que soit leur rang (entretien avec Divya Liantina le 26 juillet 2017).

1252 Entretien avec Gaël Derycke (04A Tahunan), directeur opérationnel *d'Umafindo*, le 26 juillet 2017.

1253 Accueil par l'auteur à Bordeaux-Métropole le 24 novembre 2015 d'une délégation de membres de la direction générale à l'Occupation des sols et de la propriété foncière (*Direktorat Jenderal Pengendalian Pemanfaatan Ruang Dan Penguasaan Tanah**) du ministère indonésien de l'Agriculture et de l'urbanisme (*Kementerian Agraria dan Tata Ruang**) destinée à mieux comprendre les rouages de la police de l'urbanisme dans un pays comme la France.

1254 Dans la régence de Jepara, le contraste est saisissant entre la multiplication des implantations diffuses d'usines textiles dans l'arrondissement de Mayong et les difficultés d'aménagement de la petite zone industrielle de Mulyonario, pourtant considérée comme prioritaire par le Régent. Quand on l'interroge sur l'opportunité qu'il pourrait y avoir à créer une société d'aménagement public à cet effet, le *Bappeda** rétorque qu'ils « n'osent pas encore (*belum berani**) » (entretien avec Bpk Sayfun le 25 juillet 2017.

tentante, exprimant un certain volontarisme politique à peu de frais pour canaliser une industrialisation rapide et motivée par le seul objectif de minimisation des coûts de production (et donc a priori peu enclines aux considérations écologiques). En parallèle, les avocats de l'économie informelle, qui en soulignent le rôle de pourvoyeur d'emplois pour les exclus du développement, critiquent la planification spatiale et les plans d'aménagement des villes globalisées jusqu'à voir dans la « ville informelle » une solution à la pauvreté (MURILLO, 2001). Ces contradictions demeurent en grande partie irrésolues dans les pays émergents.

Les pouvoirs publics comme animateurs : gouvernance et responsabilisation des acteurs locaux

L'invitation à l'adresse du secteur public pour qu'il se concentrer ses efforts sur des missions de régulation ne doit pas être exclusif d'une implication dans le jeu d'acteurs du système productif local. La littérature avertit en effet que « si les externalités locales et les économies d'échelles sont automatiquement accessibles à tout participant du *cluster* du simple fait de son implantation géographique, l'action collective doit être acquise délibérément par les acteurs du *cluster* pour obtenir des gains supplémentaires (NADVI, 1999; SCHMITZ H. , 1999; CANIËLS & ROMIJN, 2003; PARRILLI, 2009) » (MAWARDI, CHOI, & PERERA, 2011, p. 5;6), ce qui plaide pour la création d'espaces de rencontre, de discussion, et d'élaboration d'actions communes permettant au « *modus vivendi de facto* » des coopérations spontanées entre acteurs privés motivées par des intérêts convergents de progresser vers une communauté unifiée par un corpus de valeurs encourageant la coopération par-delà les intérêts directs de chacun, accroissant ainsi les gains communs (SABEL, 1992).

Sur le temps long, un tel équilibre entre relations économiques et sociales ne peut perdurer que si elles sont formalisées par un cadre institutionnel. En effet, « alors que le consensus social nécessaire au fonctionnement en douceur (*smooth operation*) d'une structure industrielle décentralisée peut s'édifier à partir d'expériences formatrices, il ne peut être soutenu dans la durée que par la création de procédures formelles de résolution des conflits suscitant l'adhésion des parties concernées […]. Bien que la coopération informelle entre entreprises locales pour échanger des outils et des conseils sur les contrats de sous-traitance ait pu apparaître suffisante lors d'une phase initiale de développement, les districts qui ont le mieux réussi ont éprouvé le besoin de créer des institutions collaboratives plus formelles afin de compenser les inconvénients d'une structure industrielle fragmentée » (ZEITLIN, 1992, pp. 287-288). Il faut cependant veiller à ce que ces institutions n'entravent pas la flexibilité et l'esprit d'entreprise : « la première condition concerne l'autonomie du gouvernement local. Seules les autorités locales sont en position d'acquérir la connaissance fine de l'économie locale et de négocier le consensus social parmi les acteurs locaux nécessaires à l'offre de services collectifs […]. La seconde condition concerne le rôle des acteurs collectifs. Les services communs, ainsi que l'observe Trigilia, prennent souvent la forme de biens collectifs à la production desquels les entreprises ou les travailleurs risquent d'être réticents de contribuer à titre individuel, nonobstant leurs bénéfices pour l'économie régionale dans son ensemble » (Ibid., 1992, pp. 287-288). Les exemples de Bangkongsari et de

Tahunan[1255] témoignent en effet du rôle positif des communs au sens ostromien du terme. D'une part, ils ont contribué à équiper à moindre coût le territoire, enclenchant ainsi une dynamique vertueuse de développement local. Mais ils garantissent également que les aménagements publics réalisés soient en phase avec la hiérarchie des besoins, et que les investissements privés soient soutenables par la communauté locale. En confiant – délibérément ou implicitement – la responsabilité du développement entre les mains d'un collectif d'usagers, celui-ci sera de fait nécessairement « à leur mesure », contrairement à des projets exogènes.

Dans les cas que nous avons étudiés, la « cristallisation du système » qui vise à en enraciner les fondements positifs, est restée embryonnaire, autour de quelques initiatives d'une poignée d'entrepreneurs, d'enseignants et de fonctionnaires provinciaux à la portée limitée. Or, « partout où les parties en conflit règlent leurs litiges devant des instances qui veillent au respect de la qualité et du niveau des salaires, les districts industriels prospèrent ; ailleurs, ce n'est pas le cas » (SABEL, 1992, p. 228). Cette communauté se doit d'inclure les acteurs extérieurs (nationaux ou étrangers), qu'ils soient institutionnels ou indépendants. Il est en effet intéressant de noter que la réussite de nombreux chefs d'entreprises, Indonésiens ou étrangers, à Jepara comme à Semarang a débuté par un emploi dans le cadre d'un programme de coopération technique opéré par des organes étatiques ou des ONG[1256].

Les pouvoirs publics comme facilitateurs offrant des « services réels » (BRUSCO, 1992)

La notion de « services réels » visant à promouvoir le développement des districts industriels en Emilie-Romagne (BRUSCO, 1992) nous paraît adaptée au cas des systèmes productifs des pays émergents. Il s'agit de définir des politiques publiques par une interaction avec les bénéficiaires ciblés par les interventions, dans le cadre d'un dialogue ouvert et créatif, capable d'interpréter les besoins de l'appareil productif et de la société […]. « Pour ces systèmes de petites entreprises qui coïncident avec un district industriel, des politiques industrielles ad-hoc sont requises […] (NATALI & RUSSO, 2009, p. 114). Parmi les services concrets auxquels pense Brusco figurent l'accès à l'information sur les normes en vigueur sur les marchés étrangers, le partage de logiciels de pointe, la gestion mutualisée des appels d'offres en langue étrangère, etc., c'est-à-dire toutes les ressources concourant à la productivité inaccessibles aux petites entreprises individuellement et qui, « une

[1255] Nous n'avons pas ici eu le temps de développer le cas de Tambakroto, village de la grande périphérie de Semarang en voie de « rurbanisation ». Ce village présente un exemple extrêmement intéressant de contraste entre un développement résidentiel et serviciel endogène permis par le salaire des ouvriers pendulaires travaillant dans les usines de Terboyo et de Demak, et un développement exogène résultant de lotissements de logements réalisés par un aménageur privé dans le cadre de la politique nationale d'accession sociale à la propriété. Le premier est intimement imbriqué dans les structures spatiales, économiques et sociales du village dans la diversité de ses composantes (noyau ancien encore très marqué par la ruralité, extensions plus récentes davantage en prise avec le territoire environnant). Le second est hors-sol, isolé à une extrémité de la commune et exclu des pratiques collectives locales. Le premier manifeste une vitalité spectaculaire, le second témoigne d'une dégradation précoce des conditions de vie.

[1256] Cf. Bpk Yakob Firdaus, le frère de Bpk Anas (Z12 Tahunan), ou encore Ruben van Tienhoven (12A Tahunan).

fois partagées par des centaines ou des milliers de personnes, peut générer des niveaux de créativité, d'imagination et de connaissance importants aux étapes de conception du produit comme du processus de fabrication » (BRUSCO, 1992, p. 228). Les politiques de services passent par « la conviction plutôt que l'injonction », l'effort initial étant valorisé par l'inertie du mouvement de diffusion au sein du *cluster* (ibid., p. 237). Déployer et coordonner, en concertation avec les bénéficiaires, cette offre de services peut en outre légitimer les institutions appelées de leurs vœux par Sabel et Zeitlin, dynamiser les échanges et cimenter la communauté d'acteurs. In fine, il s'agit de développer « un réseau de ressources de toutes sortes, liées aussi bien à la production qu'aux services induits et contribuants au dynamisme des PME industrielles, soutenu par le Gouvernement […] Il devrait fonctionner comme le nouveau pilier de la cohésion économique et sociale de l'économie territoriale du district » (JULIEN, 1992, p. 201).

A la lumière des résultats de notre thèse, nous pouvons essayer d'avancer d'autres types de « services réels » qui paraissent adaptés aux systèmes productifs correspondant aux critères décrits plus haut, telles que **le soutien aux exportations et à aides à la commercialisation** (les actions colectives de la profession et des autorités locales à l'encontre des salons sont efficaces, mais il reste beaucoup à faire pour promouvoir la vente en ligne[1257] et la promotion des produits indonésiens à l'étranger[1258]), **l'aide à la certification et contrôle de la qualité** (par exemple à Java-Centre, l'assistance à la certification [1259] est accompagnée par la mise à disposition des petits entrepreneurs de moyens pour améliorer et vérifier la qualité des produits[1260] mais leur taux d'utilisation demeure encore beaucoup trop timoré pour agir significativement sur le système productif [1261]. La dimension artisanale de la ville-atelier se prêterait par ailleurs à des démarches de labellisation plus poussées, afin de valoriser le travail fait main et sa dimension familiale qui fait écho aux

[1257] Aux dernières nouvelles, les projets de plateforme marchande et de *showroom* communs aux fabricants de meubles de Java-Centre (qui pourraient s'avérer précieux pour les petits producteurs) demeurent à l'état de projets (entretien avec Bpk Boni, secrétaire de la section du Grand Semarang de *l'Himki**, le 24 mars 2017).

[1258] Un partenariat avec *Pick Junction*, société singapourienne financée par l'Etat est évoqué, sans que l'on ait de visibilité sur les chances qu'il aboutisse (entretien avec Bpk Boni, op.cit.).

[1259] Des séances de formation sont ainsi organisées par l'administration provinciale à l'attention des petits exportateurs, dans le cadre d'une politique visant à mutualiser la procédure de certification pour les plus petits d'entre eux. Par ailleurs, il était envisagé de convier sur le stand de Java-Centre lors de l'édition 2018 de l'*Ifex* à Djakarta non seulement des fabricants comme d'habitude, mais aussi de fournisseurs de bois, afin d'illustrer la qualité de la chaîne d'approvisionnement (source : entretien avec Ibu Listayi Purnama Rusdiana, chef du service Agro-industrie au sein de la direction de l'Industrie et du commerce du gouvernement provincial de Java-Centre, le 23 mars 2017).

[1260] Le ministère indonésien de l'Industrie a ainsi acquis deux machines pour tester la résistance des meubles, localisées à Semarang au sein du Centre principal des technologies de prévention de la pollution industrielle (*Balai Besar Teknologi Pencegahan Pencemaran Industri, BBTPPI**) (source : visite du *BBTPPI* le 1er août 2017). A Jepara et à Semarang, des machines-outils peuvent être louées à la journée pour réaliser des tâches liées à des commandes pour lesquelles les artisans ne sont pas équipés.

[1261] Le taux d'utilisation de ces équipements, rares, pas très bien situés et dont les conditions d'accès pourraient être améliorées, semblent faibles (source : visite sur place le 2 août 2017).

principes du commerce équitable), **la mutualisation des services logistiques** (l'administration provinciale de Java-Centre essaie de promouvoir des rapprochements entre petites et moyennes entreprises pour remplir ensemble des conteneurs[1262]), **le recueil de l'information et sa diffusion large et rapide au sein du système** (information conjoncturelle détenue par les entreprises privées donneuses d'ordres (JULIEN, 1992, p. 201), qui sont au contact des clients finaux et des fournisseurs et disposent des moyens humains, techniques et financiers et de l'agilité (par opposition à la pesanteur des institutions) pour la collecter pour la collecter, la traiter et la répercuter à leurs partenaires via le processus « d'innovation diffuse » (BELLANDI, 1989) et information sur les changements structurels (statistiques, études de marché, veille juridique, prospective, etc.) que seules des organismes publics (Gouvernement, institut de recherche) ou parapublics (chambres consulaires, organisations professionnelles) sont capables d'investir à long terme et gratuitement), **la création de passerelles entre les instituts de recherche, les établissements de formation et les moyennes entreprises** pour produire de l'information et des analyses, innover ou recruter des compétences (outre la crise des vocations de sculpteurs à Jepara se pose le problème de la formation à la gestion des entreprises des dirigeants de TPE ; le développement de compétences serait également précieux dans les domaines du design et de la communication pour remédier au déficit unanimement reconnu de créativité), **l'accès à un crédit bon marché** (quand « les sources informelles de financement, via la famille, les amis et les employés » ou les relations personnelles avec les prêteurs locaux ou les partenaires commerciaux ne suffisent plus il convient que le système bancaire prenne le relais (McDONNELL, 2004, p. 970), un domaine dans lequel l'Indonésie a beaucoup oeuvré[1263]. Des dispositifs régionaux[1264] et des initiatives privées[1265] viennent compléter cette offre assez pléthorique).

Perspectives de recherche

Cette thèse a mis en lumière les vertus de systèmes productifs industriels alternatifs aux modèles économiques dominants en soulignant entre autres combien ils s'inscrivaient en marge, voire en contradiction des politiques publiques. La diversité des outils de développement et d'aménagement – de la ZES décrétée par l'Etat dans laquelle se développera une cité industrielle planifiée à même d'attirer des activités à forte valeur

[1262] Entretien avec Ibu Listayi Purnama Rusdiana, op.cit.

[1263] Parmi les nombreux dispositifs de microcrédit, certains ciblent d'autres les coopératives villageoises (*Kredit Usaha Desa, KUD* ; Kredit Usaha Pedesaan, Kupedes**), d'autres les petites entreprises (*Kredit Investasi Kecil, KIK* ; Kredit Usaha Kecil, KUK* ; Kredit Modal Kerja Permanen, KMKP**) les entreprises individuelles (*Kredit Usaha Rakyat, KUR**) ou encore les particuliers (via notamment la Banque Populaire d'Indonésie (*BRI**), pionnière en matière de microcrédit au niveau mondial).

[1264] Les provinces peuvent par exemple accorder des garanties bancaires (*Jaminan Kredit Daerah, Jamkrida**) pour faciliter l'obtention de prêts par les PME auprès des organismes bancaires.

[1265] La société pétrolière nationale Pertamina finance ainsi 100 000 petites et moyennes entreprises et propose des formations en gestion financière dans le cadre de son programme de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

ajoutée à une économie productive de proximité encouragée par les autorités locales protectrices, animatrices et facilitatrices, en passant par des formes hybrides – est assurément gage d'un développement plus contextualisé, plus diversifié et donc moins exposé aux risques de la conjoncture internationale. Or en matière d'investissement, la règle d'or est celle de la diversification entre investissements rémunérateurs mais risqués et placements peu performants mais sûrs. Cette règle de bon sens n'est que plus pertinente à l'échelle d'un pays ou d'une région, que l'on ne peut raisonnablement engager dans une unique voie de développement aussi prometteuse soit-elle. **Cela plaide pour une stratégie industrielle actionnant des leviers complémentaires, articulés aux caractéristiques des territoires locaux : grandes zones industrielles réservées aux investissements étrangers là où les infrastructures et les structures sont aptes à les supporter (dans les grandes métropoles notamment), hameaux industriels dans les territoires subalternes du *Desakota* pour répondre aux enjeux de l'essor d'une industrie plus intensive en main d'œuvre, et soutien aux différents *cluster*s exportateurs du pays.** Cette thèse montre qu'aucun système productif n'est la panacée : les différentes formes d'organisation de la production coexistent, se complètent et se nourrissent autant qu'elles se concurrencent, infirmant les théories qui opposent modèle fordiste et *cluster*s dans une sorte de jeu à somme nulle.

Ce constat et cette conviction plaident pour que je poursuive mes recherches dans **l'analyse comparée des systèmes productifs en élargissant leur champ géographique à d'autres pays émergents d'Asie du Sud-Est,** mais aussi sans doute, au regard de l'intérêt des échanges nourris avec les chercheurs travaillant sur le sujet en Inde, **d'Asie du Sud**. La comparaison inaboutie des modèles – l'étude au long cours des modalités de développement et des incidences sur leur environnement physique, économique et social des cités industrielles qui viennent d'être lancées à l'échelle nationale restant à mener – mériterait en effet d'être abordée en lien avec d'autres contextes politiques et culturels. Je souhaite en particulier m'intéresser aux **différences entre des Etats ou des régions où l'aménagement du territoire est dans les faits très encadré par les autorités et d'autres où il s'avère essentiellement le fait des initiatives privées ou informelles.** L'analyse des politiques menées et de leurs effets sur le terrain, tant sur la forme des appareils productifs que leurs incidences sur l'urbanisation et les structures sociales des territoires affectés, est je crois de nature à enrichir le débat académique sur la question des modèles de développement, que les crises systémiques actuelles ont rendu plus actuelle que jamais.

Photo 55 : Les joies du terrain. Rencontre fortuite après avoir pataugé dans les rues inondées par le *rob 0 Terboyo (à gauche). « Ali » Bagus Ghozali Nor (au centre de la photo, à l'arrière-plan) et sa famille (à droite)**

Source : Prita Ramadiani (septembre 2017)

Source : Ali Bagus Ghozali Nor (Juillet 2019)

Photo 56 : Intérêt précoce pour la cartographie à Tambakroto (à gauche). Visite à Tahunan avec Fadjar Hari Mardiansjah et le Professeur Sudaryono (à droite)

Source : Auteur (Juillet 2018)

Source : Auteur (Octobre 2016) 2016)

« Sauvez la sculpture de Jepara »
Tag sur mur de Jepara
Photographie de l'auteur
Juillet 2017

Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local.

Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.

Alors que l'intégration économique régionale semble faire fi des crises politique, sanitaire et écologique mondiales, l'Indonésie anticipe un flux toujours croissant d'IDE dans le secteur manufacturier. Cet apport est sensé accélérer le développement des régions secondaires, parmi lesquelles le littoral nord de Java-Centre. Ces perspectives s'inscrivent dans la continuité d'un processus à l'œuvre depuis le milieu des années 1980, objet de recherche pertinent pour analyser comment ces territoires ont réagi à une industrialisation rapide.

La fabrication de meubles en bois est une activité mondialisée et intensive en main d'œuvre clef à Java-Centre, où elle revêt des formes diverses. Des usines implantées dans les zones industrielles de la capitale provinciale Semarang jouxtent des « usines de poche » disséminées dans sa grande périphérie, mais aussi une impressionnante concentration d'artisans dans la petite ville de Jepara, à 100 Km de là. Chacune s'est développée de manière singulière en interagissant avec le territoire et les structures sociales locales, générant des systèmes productifs contrastés qui se concurrencent, collaborent et coexistent.

Seule une approche systémique peut dévoiler les dynamiques à l'œuvre. Elle révèle des vertus dont les modèles économiques dominants peinent à rendre compte, autour des notions de territorialité des retombées, de durabilité du développement et d'adaptabilité aux chocs et aux opportunités. Le concept de « loi de la mesure » (*Kodrat Alam*) pose la question d'alternatives sobres pour les territoires subalternes de la mondialisation à des formes d'industrialisation et d'urbanisation coûteuses sur le plan social et environnemental.

Indonésie ; Java ; Semarang ; Jepara ; industrialisation ; cluster ; résilience ; aménagement ; urbanisation subalterne

How industrial productive systems in an emerging country shape the virtues of local development.

The case of furniture industry in the North of Central Java (Indonesia) since 1985.

As integration of the regional economy seems to flout the global political, health and environmental crisis, Indonesia is expecting an ever-growing flow of FDI in the manufacturing sector. This input is expected to fuel the development of areas provided with the appropriate infrastructure, especially the North coast of Java. These prospects are in line with the process under way since the mid-1980s, which is an interesting object of research to analyse how these regions have coped with fast industrialization.

Wood furniture-making is a labour-intensive global business that plays a key part in Central Java, where it takes various forms. Plants located in industrial estates of the regional capital of Semarang cope with "pocket factories" scattered in its broader periphery, and with an impressive cluster of craftsmen in the small town of Jepara, 100 Km away. Each of these forms has developed in a particular manner by interacting with their local physical and social environment, thus shaping contrasting productive systems that compete, cooperate, and cope altogether.

Only a systemic approach can reveal the driving forces under way. It unveils virtues that dominant economic models fail to deal with, with regards to the notions of spillovers for the local communities, sustainability of growth, and capacity to adapt shocks and opportunities. The concept of "rule of moderation" (*Kodrat Alam*) that underpins our results questions the possibility of sober alternatives for subaltern cities to mainstream ways of industrialization and related urbanization that prove to be costly socially and environmentally.

Indonesia – Java – Semarang – Jepara – industrialisation – cluster – resilience – planning – subaltern urbanization

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre d'études en sciences sociales
sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA) UMR 245

THÈSE

présentée par

Julien BIRGI

soutenue le 25 Janvier 2022

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

en géographie humaine et économique

Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local.

Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.

Thèse dirigée par :

Mme Manuelle FRANCK	Professeure des universités INALCO
M. SUDARYONO	Professeur des universités, Université Gadjah Mada (UGM), Yogyakarta (Indonésie)

RAPPORTEURS :

M. Bernard PECQUEUR	Professeur émérite des universités, Université Grenoble-Alpes
Mme Nathalie FAU	Maîtresse de conférences HDR, Université de Paris

MEMBRES DU JURY :

Mme Manuelle FRANCK	Professeure des universités INALCO
M. Bernard PECQUEUR	Professeur émérite des universités, Université Grenoble-Alpes
Mme Nathalie FAU	Maîtresse de conférences HDR, Université de Paris
M. Eric DENIS	Directeur de recherche, CNRS
Mme Elsa LAFAYE DE MICHAUX	Maîtresse de conférences HDR, Université Rennes 2
M. Eric HUYBRECHTS	Urbaniste, Institut Paris-Région.

Sommaire des annexes

TABLE DES ILLUSTRATIONS **1**

CARTES 2
FIGURES 3
FORMULES 5
PHOTOGRAPHIES 5
TABLEAUX 8

BIBLIOGRAPHIE **13**

LEXIQUE **52**

DEFINITIONS RETENUES POUR LES PRINCIPAUX CONCEPTS MOBILISES 53
LISTE DES ACRONYMES 55
LEXIQUE INDONESIEN-FRANÇAIS 63

ANNEXE METHODOLOGIQUE **99**

SOURCES ET DEFINITION STATISTIQUES 100
ENQUETE-TERRAIN 104
Périmètres enquêtés *104*
ENTRETIENS 105
Questionnaire *105*
Liste des entretiens approfondis menés *111*
CHIFFRES-CLEFS 116
Chiffres clefs sur l'économie et les entreprises *116*
Chiffres clefs sur les territoires *120*
Chiffres clés sur la démographie *124*
EXEMPLES D'ANALYSE MORPHOLOGIQUE DE BATIMENTS 126

ATLAS CARTOGRAPHIQUE **131**

ECHELLE TERRITORIALE DES SYSTEMES PRODUCTIFS 134

Table des illustrations

Cartes

THESE

Carte 1 : Densité du produit intérieur brut (PIB) et principales villes en Indonésie 20
Carte 2 : L'étalement des agglomérations urbaines à Java entre 2000 et 2010 32
Carte 3 : Le « carrefour javanais » illustré par la superposition des héritages hindo-bouddhiste et islamique 46
Carte 4 : Croissance urbaine en Asie du Sud-Est entre 1891 et 1931 56
Carte 5 : Localisation des activités de fabrication de meubles en bois dans les régions de Jepara et Semarang 76
Carte 6 : Localisation des territoires d'étude et de comparaison 77
Carte 7 : Distribution des exportateurs de meubles à Java Centre en 2017 100
Carte 8 : Armature urbaine de Java-Centre 178
Carte 9 : Extrait du cadastre en ligne du quartier de Terboyo à Semarang en 2017 : un long chemin à parcourir pour une transparence de la propriété foncière 183
Carte 10 : Vue satellite de Jepara, au pied du mont Muria 187
Carte 11 : Organisation spatiale de la régence de la ville et de la régence de Jepara 190
Carte 12 : Localisation des ateliers (2005) et des ateliers et usines de meubles repérables sur les images satellite (2019) 191
Carte 13 : Schéma de l'organisation spatiale de Semarang 197
Carte 14 : Zones industrielles, usines isolées et étalement urbain à Semarang 199
Carte 15 : Localisation des industries de plus de 20 employés (à gauche) et de moins de 20 employés (à droite) tous secteurs d'activités confondus, dans l'aire métropolitaine de Semarang (Kedungsepur) au sortir de la *Krismon** 200
Carte 16 : « Priorités régionales de développement » pour la province Java-Centre sous l'Ordre Nouveau 276
Carte 17 : Zonage de protection des espaces rizicoles, forestiers et naturels dans le schéma directeur provincial (*RTRW**) 2009-2029, grands projets d'infrastructures et régions prioritaires de développement : des conflits manifestes 282
Carte 18 : Schéma de déploiement des ateliers et des usines à Jepara depuis les années 1970 290
Carte 19 : Déploiement des usines à Semarang depuis les années 1980 292
Carte 20 : Localisation des ateliers de meubles par type de produit en 2015 294
Carte 21 : Distribution spatiale des différents segments de la chaîne de valeur du meuble sur une partie du territoire du cluster 296
Carte 22 : Localisation des zones industrielles recensées par le Réseau d'affaires euro-indonésien (*EU-Indonesia Business Network, EIBN*) 300
Carte 23 : Zones industrielles existantes et méga zones industrielles en projet à Java-Centre 301
Carte 24 : Evolution comparée du réseau viaire entre Semarang et Jepara entre 1985 et 2020 : un écart qui s'est creusé au fil des ans 310
Carte 25 : Distribution spatiale des ateliers de fabrication de meubles en 2007 (à gauche) et densité de population par village en 2010 (à droite) dans la régence de Jepara 313
Carte 26 : Zones industrielles, usines isolées et étalement urbain à Semarang 315
Carte 27 : Localisation des principaux ensembles résidentiels (*perumahan**) développés depuis les années 1990 à Semarang 316
Carte 28 : Situation du cas de Tahunan au sein de la régence de Jepara 326
Carte 29 : Organisation administrative du site de Tahunan 327
Carte 30 : Imbrication des fonctions productives et résidentielles à Tahunan 354
Carte 31 : Activités économiques présentes à Tahunan 355

Carte 32 : Extrait de Tahunan figurant la délimitation des propriétés des clans 356
Carte 33 : Propriétés des cellules familiales nucléaires au sein des terres du clan Pariwi à Tahunan 356
Carte 34 : Bangkongsari dans l'environnement industriel de l'ouest de Semarang 364
Carte 35 : Distribution des fonctions urbaines à Bangkongsari 391
Carte 36 : Terboyo dans l'environnement industriel de l'est de Semarang 402
Carte 37 : Plan d'aménagement de la zone industrielle Wijayakusuma (*KIW*) sur la mangrove 526
Carte 38 : Etalement urbain entre 2000 et 2010 dans la ville-atelier (cadre bleu marine) et dans ses environs 529
Carte 39 : Les vertus de la morphologie de la treille : la préservation des corridors écologiques 530
Carte 40 : Bassin d'emploi respectif des résidents de Bangkongsari, Terboyo et Tambakroto 552

ANNEXES

Carte 41 : L'Indonésie en Asie du Sud-Est 134
Carte 42 : Régences (*Kabupaten**) et municipalités (*Kota**) des provinces (*Propinsi**)de Java-Centre (Jawa Tengah, Jateng) et de la région spéciale de Yogyakarta (*Daerah Istimewa Yogyakarta, DIY*) 135
Carte 43 : Zones industrielles existantes projetées dans la province de Java-Centre 136
Carte 44 : Géographie physique et empreinte urbaine de la régence de Jepara 137
Carte 45 : Organisation administrative, relief et localisation du périmètre du cas de Tahunan 138
Carte 46 : Organisation urbaine de la régence de Jepara 139
Carte 47 : *Cluster* et réseau viaire de la régence de Jepara 140
Carte 48 : Géographie physique et empreinte urbaine de la municipalité de Semarang 141
Carte 49 : Organisation administrative, relief et localisation du périmètre des cas de Bangkongsari, Terboyo et Tambakroto 142
Carte 50 : Organisation urbaine de la municipalité de Semarang 143
Carte 51 : *RTRW* 2011-2031* 144
Carte 52 : Extension urbaine de la ville de Semarang 145
Carte 53 : Usines de la municipalité de Semarang 146
Carte 54 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Tahunan 147
Carte 55 : Constructions et fonctions à Tahunan 148
Carte 56 : Distribution des segments de la chaîne de valeur à Tahunan 149
Carte 57 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Bangkongsari 150
Carte 58 : Constructions et fonctions à Bangkongsari 151
Carte 59 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Terboyo 152
Carte 60 : Constructions et fonctions à Terboyo 153
Carte 61 : Elévation des constructions (à gauche) et incidences du *rob** (à droite) sur l'habitat à Terboyo 154

Figures

THESE

Figure 1 : Exemples d'application de la théorie du vol d'oies sauvages à un pays (à gauche), à un secteur d'activité (au centre), à l'économie (à droite) 9
Figure 2 : Distribution spatiale des activités agricoles selon leur coût de transport et leur rendement foncier 11

Figure 3: « Modèle généralisé de l'usage du foncier dans les grandes villes d'Asie du Sud-Est » (McGEE T. G., The Southeast Asian City, 1967) (à gauche) et modèle de la ville post-coloniale (à droite) 27
Figure 4 : Configuration spatiale d'une région de *Desakota* dans un pays asiatique imaginaire 29
Figure 5 : Le cercle vertueux du développement des petites villes (à gauche) par opposition au cercle potentiellement vicieux d'un développement fondé sur une industrialisation vecteur de périurbanisation 34
Figure 6 : La chaîne de valeur de la fabrication de meubles en bois 87
Figure 7 : Evolution de la balance commerciale du meuble de l'Indonésie 97
Figure 8 : Organisation de la chaîne de valeur des usines intégrées (à gauche) et des artisans indépendants (au centre et à droite) à Jepara 117
Figure 9 : L'espace culturel javanais schématisé (1- Semarang, 2- Yogyakarta, 3- Surakarta, 4- Surabaya, 5- Malang) 125
Figure 10 : Répartition entre populations urbaine et rurale dans les différentes provinces de Java 178
Figure 11 : Organisation administrative territoriale de l'Indonésie 180
Figure 12 : Organigramme du gouvernement de la régence de Jepara en 2016 184
Figure 13: Densité (à gauche) et localisation (à droite) des ateliers de fabrication de meubles dans la régence de Jepara en 2005 189
Figure 14 : Localisation des firmes dans un contexte de concurrence par le prix 192
Figure 15 : Localisation des firmes dans un contexte de concurrence par le prix et d'optimisation du volume de clientèle 192
Figure 16: Localisation des entreprises dans un contexte de différenciation 192
Figure 17 : Evolution comparée du nombre GME de meubles, de la main d'œuvre qu'elles emploient et de la valeur des exportations à Jepara entre 1990 et 2006 (indice 100 en 1996) 213
Figure 18 : Distribution par classe d'âge du stock d'arbres à teck sur pied géré par *Perum Perhutani* 217
Figure 19 : Comparaison des exportations totales en valeur (millions de $) de la régence de Jepara, de la province de Java-Centre et de l'Indonésie entre 1989 et 2017 240
Figure 20 : Trajectoire de développement de l'industrie javanaise du meuble comparée à celles qu'elle aurait dû suivre selon les modèles d'Akamatsu et de Butler 240
Figure 21 : Augmentation de la taille des usines, augmentation de la superficie des zones industrielles 298
Figure 22 : Plan de masse (*masterplan*) de *KIK* 305
Figure 23 : Evolution de la population en fonction de la distance au centre-ville 316
Figure 24 : Période de construction des maisons dans les quatre sites étudiés 319
Figure 25 : Structure de l'activité à Tahunan 328
Figure 26 : Corrélation entre l'intensité du pèlerinage à La Mecque et la concentration de l'industrie du meuble dans les arrondissements de la régence de Jepara en 2015 345
Figure 27: Schéma du processus de peuplement de Tahunan 351
Figure 28 : Un exemple typique d'occupation flexible de l'espace domestique chez un entrepreneur de Tahunan 358
Figure 29 : Répartition de l'activité des adultes à Bangkongsari 374
Figure 30 : Organisation spatiale des fonctions à Bangkongsari (à gauche) et localisation des développements résidentiels selon leur ancienneté (à droite) 397
Figure 31 : Répartition de l'activité des personnes enquêtées à Terboyo 410
Figure 32 : Maison-atelier d'un artisan de Terboyo (Bpk Taufik (01C)) 418
Figure 33 : Organisation des taches dans l'usine *Cege One* (13 000 m^2) 425
Figure 34 : Organisation schématique de Terboyo 426
Figure 35 : Le partage de la valeur (chiffre d'affaires) du point de vue des entreprises 445

Figure 36 : Le partage de la valeur du point de vue de la filière : distinction entre chiffre d'affaires (CA), valeur ajoutée (VA) et « valeur ajoutée du système productif (VASP) » 445
Figure 37 : Evolution comparée du salaire mensuel minimum dans la municipalité de Semarang et dans la régence de Jepara entre 2000 et 2019 (en dollars courants) 453
Figure 38 : Comparaison des principes de répartition de la valeur ajoutée entre les trois types de systèmes productifs 466
Figure 39 : Propension des différents systèmes productifs à promouvoir (✚) ou entraver (✖) le développement de communs 521
Figure 40 : Profil des systèmes productifs types recensés en termes de durabilité 531
Figure 41 : Représentation des capacités d'adaptation des différents systèmes productifs à l'évolution des contraintes et des opportunités 555
Figure 42: Typologies morphologiques de « villages de métiers » dans le delta du fleuve Rouge à partir d'un noyau villageois rizicole (à gauche) et d'un réseau de chemins inter-villageois (à droite) 565

ANNEXES DE LA THESE

Figure 43 : Tableau de correspondance de la nomenclature des secteurs d'activités entre 2000 et 2010 101
Figure 44 : Maison-atelier à Tahunan 126
Figure 46 : Maison-atelier à Terboyo 127

Formules

THESE

Formule 1 : Ventilation de la valeur générée par la filière 446
Formule 2 : Mesure de la progression du revenu de l'ensemble de la main d'œuvre 454
Formule 3 : Valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP) : 465

Photographies

THESE

Photo 1: Eventail de dispositifs de séchage du bois (de gauche à droite) : claies (séchage solaire), four à ciel ouvert, four bâché, chambre de séchage 90
Photo 2 : Les étapes du processus de fabrication artisanale des meubles : 1- Sélection des grumes ; 2- Négoce de planches après sciage ; 3- Découpe ; 4- Sculpture ; 5- Assemblage ; 6- Polissage ; 7- Huilage ; 8- Peinture ; 9- Expédition après conditionnement. 92
Photo 3: Outils en vente au marché central de Jepara (à gauche), machines à main utilisées pour l'assemblage (au centre) et trousse à outils d'un sculpteur (à droite) 94
Photo 4 : Bas-relief du 19ème siècle à la maison de Raden Kartini, Jepara 102
Photo 5 : Processus de fabrication de meubles en bois dans une usine de Semarang : 1- Stockage de planches ; 2 Découpe ; 3- Tournage ; 4- Sculpture ; 5- Assemblage ; 6- Huilage dans une cabine de projection 122
Photo 6 : Optimisation des tâches dans des usines de meubles à Semarang 123
Photo 7 : Témoin de l'essor rapide de la société de consommation : terminaux de paiement propres à chaque banque dans une boutique du centre commercial Paragon à Semarang 145

Photo 8 : Parking des employés d'une usine de meubles (à gauche) et entrepôt d'un grossiste de motocyclettes (à droite) dans la zone industrielle KIW à Semarang 146
Photo 9 : Stand d'un promoteur immobilier dans les allées du centre commercial Paragon à Semarang (à gauche), maison-type d'un perumahan pour classes moyennes (en haut à droite) et maquette d'un programme en cours de commercialisation (en bas à droite) 148
Photo 10 : Les propriétaires de Republic Furniture Group, nouvelle génération d'entrepreneurs jeparanais 155
Photo 11 : Figures d'entrepreneurs javanais : un gagnant de la ruée vers le teck (Bpk Ico (Z11) et son épouse, à gauche) et un allogène prometteur (Agung Setyo (Z07) et son épouse, à droite) 159
Photo 12 : Passage de témoin entre les vieux crabes (en photo dans les deux cadres à gauche et en chair et en os, avec Roberto, à droite de la bouteille de whisky trônant sur la table) et la génération montante (Gaël Derycke, au centre) 162
Photo 13 : Défilé pour la fête de *Baratan* en 2018 à Jepara, dans une voiture plaquée de teck (à gauche) et Monument des trois femmes combattantes (*Tugu tiga puteri Jepara**) sur la route principale Demak-Jepara (à droite) 164
Photo 14 : Contraste entre un atelier détenu par un entrepreneur jeparanais (00.4F) (en haut) et une usine dirigée par un Occidental (04B) (en bas) 194
Photo 15: *Showrooms* le long de Jl. Soekarno-Hatta à Jepara: combinaison avec un bureau et un logement typique du compartiment chinois (*ruko**) (JRS.G) à gauche, portail en fer forgé (JRN.C) au centre, et *showroom* jumelé à un entrepôt de stockage des produits finis (15F) à droite 195
Photo 16 : Parking d'ouvriers d'une usine de Semarang (à gauche) et pick-up ramenant des travailleuses journalières dans leur village à la sortie d'un atelier de Tahunan (à droite) 254
Photo 17 : maisons d'entrepreneurs ayant réussi à Tahunan 261
Photo 18 : Maison de l'ancien chef de village de Tambakroto qui a organisé l'implantation de l'usine textile Delta jouxtant une maison typique du village 262
Photo 19 : Le gouverneur de Java-Centre Ganjar Pranowo exhorte ses équipes à achever l'élaboration du *RTRW** (à gauche). Zone industrielle en cours d'extension dans une zone rizicole (à droite) 282
Photo 20 : Une zone industrielle de première génération : lutte contre le *rob** (à gauche) et rue défoncée (à droite) à *LIK* 286
Photo 21 : Une zone industrielle de deuxième génération : *rob** et réfection des infrastructures à KIT 286
Photo 22 : Une zone industrielle de troisième génération : rues plantées (à gauche) et drainées (au centre) et mosquée à *KIW* 287
Photo 23 : Bulle de vente d'un *perumahan** dans les allées du centre commercial Paragon à Semarang (à gauche) et sa maquette (en bas à droite) et maison-type d'un *perumahan* pour classes populaires (en haut à droite) 318
Photo 24 : Préparation (*rewang**) des colis de nourriture (*berkat**) (à gauche) et cortège de présents à l'occasion d'un mariage à Tahunan 341
Photo 25 : exemples de gestion de l'espace public par les riverains : signalisation d'une manifestation (à gauche) et barrière mobile pour interdire le trafic de transit pendant la journée : 348
Photo 26 : Aménagements de fortune accompagnant l'extension de l'activité chez un arisan de Tahunan (07D) : atelier en murs de planches, auvent en tôle ondulée (au centre), et tente en plastique (à droite) 357
Photo 27 : Construction d'un entrepôt par-dessus une maison traditionnelle (encore habitée par la mère de l'entrepreneur) (11A) 359
Photo 28 : Arrière-cours utilisées comme dépôt de chutes de bois (à gauche) et comme atelier (à droite) 361
Photo 29 : Parvis utilisés pour le stationnement des motos des ouvriers de l'entreprise située en vis-à-vis (, à gauche) et le stockage temporaire de produits semi-finis transportés d'un atelier à l'autre de la société Umafindo (à droite) 361
Photo 30 : Appropriation d'une rue secondaire (Jl.) par un entrepreneur et ses employés en fin d'après-midi 362
Photo 31 : Des ouvriers de *PT. Country Form* retournant au travail à la fin de la pause de midi, Jl. Tapak 370
Photo 32 : Exemples de *pos kamling** à Bangkongsari (dont certains dotés d'un coffre où sont rangés les biens du *RT.**) 385

Photo 33 : Signes de confiance dans l'espace public à Bangkongsari : cages à oiseaux et linge (à gauche) ; deux-roues et chai-ses (au centre-gauche) ; lessive de peluches (au centre-droit) ; plantes vertes, matériel de bricolage et matelas (à droite) : 389
Photo 34 : *Tanah kosong** Jl. 11 dans le RT. 05 393
Photo 35 : Enchevêtrement des bâtiments industriels et de leurs extensions à Bangkongsari (à gauche) et atelier de meubles de Bpk Giri (06E) (à droite) 394
Photo 36 : Transition entre Jl. 01 (viabilisée et désormais entretenue par la Ville de Semarang) et feu le lotissement G*riya Taman Lele* (Jl. 09 sur la droite et lot restant à bâtir à l'angle) : 395
Photo 37 : Une des rares gargotes (*warung**) destinée aux ouvriers de KI Terminal, à l'entrée ouest de Terboyo, Jl. 06 407
Photo 38 : Quelques ouvrières ayant traversé *Kali Sringin Baru* pour déjeuner dans une gargote Jl. 17 407
Photo 39 : Micro-entreprises à Terboyo : fabrique de tables d'écoliers de Bpk Monacir (07C, à gauche), atelier de confection d'horloges (18E, au centre) et usine UD. Bagus de Bpk Budi (07D, à droite) 410
Photo 40 : *Rob**, maisons affaissées (aux 2ème et 3ème plans) et surélévation en cours de la terrasse de la maison 01A 413
Photo 41 : Densification par extensions vers l'arrière sur une parcelle en lanière (vue de côté) et disparition des éléments végétaux (site 10A) 417
Photo 42 : Vue depuis le pont au-dessus de *Kali Sringin Lama* de Jl. 01 et de Trimulyo, en contrebas de la route nationale et à l'arrière de la rangée de commerces qui la borde 419
Photo 43 : Mur séparant le quartier de la zone industrielle de *KI Terminal* le long de Jl. 05 (à gauche) et entrée de la zone industrielle au débouché ouest de Jl. 06 420
Photo 44 : Acheminement à pied des matériaux nécessaires à la surélévation d'une maison Jl. 14 421
Photo 45 : Vue vers le nord de passerelles enjambant *Kali Sringin Lama*. Celle au 1er plan, construite par Bpk Murchamdan (01A), relie son épicerie à l'école primaire *Tarbiyat I*, ce qui lui assure un flux régulier d'écoliers et de parents d'élèves 422
Photo 46 : Dégradation des infrastructures à *KITM* 424
Photo 47 : Construction d'une digue le long de la rivière *Kali Sringin Baru* sur la frange ouest de *KIT*, face au village de Terboyo 424
Photo 48 : Elévation d'une maison par un propriétaire-occupant relativement aisé (au centre) jouxtant la maison enfoncée encore occupée d'un indigent (sur la gauche) 428
Photo 49 : L'unique *gapura** marquant la séparation entre Terboyo et l'environnement urbain, à l'extrémité sud de Jl. 18 431
Photo 50 : Loisirs et sociabilités à Terboyo : Adolescents posant devant leurs scooters Jl. 11 (à gauche), femmes bavardant sur une terrasse Jl. 14 (au milieu) et enfant jouant avec des échasses utilisées pendant les crues Jl. 15 (à droite) 432
Photo 51 : Déchets stagnant dans le caniveau Jl. 07, au niveau de la maison 07A (à gauche) et panneau interdisant le dépôt d'ordures posé par un riverain Jl. 01 (à droite) 434
Photo 52 : Travaux d'aménagement sur les mangroves de *Jatengland Industrial Park Sayung* 491
Photo 53 : Une illustration du faible investissement dans l'innovation dans les usines de la ville-atelier : « laboratoire » de l'usine *CV. JAMF* 506
Photo 54 : Dans les zones industrielles, des infrastructures très dégradées : état en août 2019 d'une des voies secondaire (Jl. Industri barat I) autrefois asphaltée à *KIT* 523
Photo 55 : Les joies du terrain. Rencontre fortuite après avoir pataugé dans les rues inondées par le *rob** 0 Terboyo (à gauche). « Ali » Bagus Ghozali Nor (au centre de la photo, à l'arrière-plan) et sa famille (à droite) 584
Photo 56 : Intérêt précoce pour la cartographie à Tambakroto (à gauche). Visite à Tahunan avec Fadjar Hari Mardiansjah et le Professeur Sudaryono (à droite) 584

Tableaux

THESE

Tableau 1 : Evolution des acteurs de l'urbanisation et de la périurbanisation alimentée par l'essor de l'industrialisation en Indonésie 26
Tableau 2 : Le poids démographique et économique de Java en Asie du Sud-Est en 2018 44
Tableau 3 : Matrice scalaire des systèmes productifs 73
Tableau 4 : Populations enquêtées et édifices répertoriés sur la population totale 79
Tableau 5 : Productivité du travail selon le secteur d'activité et la taille des établissements en 2015 93
Tableau 6 : Structure du coût de production (M$ et %) des grandes et moyennes entreprises (GMEs) dans l'industrie du meuble et dans l'ensemble du secteur manufacturier indonésien en 2014 95
Tableau 7 : Répartition de la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur du *cluster* artisanal au milieu des années 2000 96
Tableau 8 : Liste des principales usines identifiées à Jepara en 2019 110
Tableau 9 : Distribution des entreprises du meuble de Jepara selon leur segment d'activité en 2005 et en 2010 113
Tableau 10 : Profil des usines de meubles à Semarang 121
Tableau 11 : Degré d'industrialisation à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 2015 125
Tableau 12: Niveau d'éducation à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015 127
Tableau 13 : Structure de l'emploi (part de la population totale) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015 128
Tableau 14 : Revenu disponible et inégalités en ville à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015 129
Tableau 15 : Degré d'industrialisation et taux de délinquance à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2015 131
Tableau 16 : Indicateurs de changement des modes de vie dans les villes et les campagnes de Java-Centre en 2015 149
Tableau 17 : Statut de la main d'œuvre du meuble selon la taille de l'entreprise 153
Tableau 18 : Dépenses sous forme de salaires et d'avantages sociaux selon la taille de l'entreprise ($/employé/an) 153
Tableau 19 : Nationalité des dirigeants d'usines de meubles à Semarang en 2017-2018 167
Tableau 20 : Un exemple typique de pyramide des âges dans l'industrie du meuble : ventilation des effectifs de l'usine Semeru Karya Buana à Semarang 173
Tableau 21 : Proportion de travailleurs pendulaires au lieu de résidence rapportés à la population employée à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 2018 174
Tableau 22 : Valeurs du marché foncier et immobilier dans les zones industrielles de Semarang en 2017 198
Tableau 23 : Contribution de l'industrie du meuble à la valeur ajoutée industrielle nationale au cours des grandes phases de politique économique indonésienne 205
Tableau 24 : Date de d'implantation des usines de meubles de plus de 4 000 m^2 recensées dans l'agglomération de Semarang 215
Tableau 25 : Distribution des GME de l'industrie du meuble à Java-Centre (%) 215
Tableau 26 : Evolution comparée des coûts de production entre usines et *cluster* artisanal 218
Tableau 27 : Evolution caractéristique des effectifs de quatre usines de Semarang et des environs 230
Tableau 28 : Taux de croissance annuelle de l'emploi, de l'emploi industriel et de la population à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2015 245
Tableau 29 : Evolution de la main d'œuvre industrielle et de la population active à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2015 246

Tableau 30 : Lieu de naissance des résidents enquêtés dans les 4 sites d'étude 247
Tableau 31 ; Taux de croissance démographique annuel moyen à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en regard de la conjoncture économique entre 1980 et 2015 248
Tableau 32 : Evolution du nombre de ménages à Jepara entre 1985 et 2019 et à Semarang entre 1986 et 2019 256
Tableau 33 : Transformations sociales à l'œuvre à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2019 257
Tableau 34 : Dépenses mensuelles des ménages en 2018 (en $/habitant) à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison 268
Tableau 35 : Dépenses mensuelles des 20% des ménages les plus aisés en 2018 (en $/habitant) à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison 268
Tableau 36 : Etat et statut du logement à Jepara, Semarang et dans les régences de comparaison en 2019 269
Tableau 37 : Changements dans la consommation entre 1985 et 2015 à Jepara, Semarang et dans les régences alentour : équipement en deux-roues motorisés et en automobiles des ménages 270
Tableau 38 : Principales zones industrielles de la municipalité de Semarang 297
Tableau 39 : Evolution 1985-2015, densité et état du réseau routier en 2018 à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison 307
Tableau 40 : Evolution du nombre de ménages liée à la décohabitation et à la croissance démographique entre 1985 et 2015 à Jepara et entre 1986 et 2015 à Semarang 311
Tableau 41 : Evolution du nombre de villages ruraux et urbains à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison entre 1985 et 2000 et entre 2000 et 2015 313
Tableau 42 : Semarang : un étalement urbain qui s'accélère 314
Tableau 43 : Type d'emplois de la population résidente à Tahunan et Jepara en 2015 329
Tableau 44 : Fonction des bâtiments d'activités consacrés à la filière du meuble relevés à Tahunan 331
Tableau 45 : Lieu de naissance des habitants de Bangkongsari 379
Tableau 46 : Etat des bâtiments dans le périmètre d'analyse de Terboyo 414
Tableau 47 : Etat des bâtiments dans le périmètre d'analyse de Terboyo 414
Tableau 48 : Lieu de naissance des habitants de Terboyo 429
Tableau 49 : Evaluation par la littérature, la statistique et l'enquête terrain de la ventilation des coûts de production selon l'époque et la forme de la production 447
Tableau 50 : Evaluation de la distribution de la valeur ajoutée des différents systèmes productifs toutes formes de production (usines et artisanat) 448
Tableau 51 : Evolution de la rémunération annuelle moyenne (en $) dans les GME de Semarang entre 2002 et 2017 451
Tableau 52 : Revenu moyen des travailleurs du secteur secondaire à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 452
Tableau 53 : Rémunération mensuelle des salariés des grandes et moyennes entreprises de fabrication de meubles comparée au reste de l'industrie en 2015 en Indonésie 452
Tableau 54 : Salaires et avantages sociaux selon le statut de l'emploi dans les grandes et moyennes industries du meuble à Java Centre en 2016 454
Tableau 55 : Progression de revenu réel total des travailleurs du meuble entre 1985 et 2015 455
Tableau 56 : Activités liées à l'industrie dans chacun des sites d'études 459
Tableau 57 : Approche comparée de la valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP) du meuble pour les cas étudiés 465
Tableau 58 : IDH à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2002 et 2019 468
Tableau 59 : Revenu moyen des ménages enquêtés 469
Tableau 60 : Indicateurs de revenu à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 469

Tableau 61 : Taux de pauvreté à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 1996 et 2019 471
Tableau 62 : Indicateurs d'inégalités dans à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2000 et 2015 472
Tableau 63 : Revenu moyen et inégalités parmi les ménages enquêtés 473
Tableau 64 : Transformations sociales à l'œuvre à Jepara, Semarang et dans les régences alentours entre 1985 et 2015 475
Tableau 65 : Indicateurs de formation et d'éducation à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison 477
Tableau 66 : Taux de couverture par les différents régimes d'assurance maladie en 2019 (plusieurs régimes peuvent être cumulés) 479
Tableau 67 : Espérance de vie et indicateurs sanitaires à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison 480
Tableau 68 : Proportion d'habitants ayant souffert de maux au cours du mois précédent l'enquête, en 2014 480
Tableau 69 : Montant nécessaire pour satisfaire les besoins d'une vie décente (*KHL**) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison (Rp/mois/personne) 482
Tableau 70 : Indicateurs de niveau de vie à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison entre 2000 et 2015 482
Tableau 71 : Conditions de logement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 483
Tableau 72 : Part des activités de transformation du bois dans les émissions industrielles de polluants à Java-Centre en 2013 488
Tableau 73 : Indicateurs de production et de gestion des déchets à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison 496
Tableau 74 : Source d'approvisionnement en eau courante à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 497
Tableau 75 : Modalités d'assainissement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 497
Tableau 76 : Evaluation de la distance moyenne parcourue par travailleur selon les différents systèmes productifs 498
Tableau 77 : Proportion d'individus victimes de persécutions (*penganiayaan**), vols (*pencurian**), vols avec violence (*pencurian dengan kekerasan**), violences sexuelles (*pelecehan seksual**) à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 501
Tableau 78 : Evaluation quantitative et qualitative des effets induits des systèmes productifs 502
Tableau 79 : Actifs autres que le logement détenus par les ménages à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 509
Tableau 80 : Evolution du statut de l'emploi dans les usines de meuble à Java-Centre entre 1984 et 2018 516
Tableau 81 : Situation actuelle des personnes ayant travaillé comme ouvrier salarié ou comme artisan dans l'industrie 517
Tableau 82 : Evolution de l'usage des terres à Java-Centre entre 1985 et 2000 et entre 2000 et 2015 528
Tableau 83 : Evolution du statut des actifs occupés à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison 536
Tableau 84 : Evolution du temps de travail des actifs employés à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison 537
Tableau 85 : Statut d'occupation du logement à Semarang, Jepara et dans les territoires de comparaison en 2019 539
Tableau 86: Lieu de naissance des habitants des cas étudiés 552

ANNEXES DE LA THESE

Tableau 87 : Classification indonésienne des entreprises selon leur taille 100
Tableau 88 : Correspondance des nomenclatures couvrant l'industrie du meuble en bois 102
Tableau 89 : Critères de définition du caractère urbain des territoires en Indonésie 103
Tableau 90 : Périmètres enquêtés (enquête terrain) 104

Tableau 91 : Liste des 37 entretiens approfondis menés à Semarang 111
Tableau 92 : Liste des 44 entretiens approfondis menés à Jepara et Tahunan 111
Tableau 93 : Liste des 44 entretiens approfondis menés à Bangkongsari 113
Tableau 94 : Liste des 45 entretiens approfondis menés à Terboyo 114
Tableau 95 : Liste des 32 entretiens approfondis menés à Terboyo 115
Tableau 96 : Contribution de l'industrie du meuble en bois au PIB de Java-Centre 116
Tableau 97 : Parcours d'usines de meubles de l'agglomération de Semarang 117
Tableau 98 : Statut de l'emploi en 2015 dans les territoires de comparaison (exprimée en % des actifs occupés) 118
Tableau 99 : Occupation des adultes dans les sites étudiés 118
Tableau 100 : Nouvelles zones industrielles planifiées à Java-Centre 119
Tableau 101 : Statut du logement en 2015 120
Tableau 102 : Confort du logement en 2019 120
Tableau 103 : Densité des constructions dans les sites étudiés 120
Tableau 104 : Nature des bâtiments dans les sites étudiés 121
Tableau 105 : Date de constructions des maisons dans les sites étudiés 122
Tableau 106 : Modalités d'acquisition du logement 122
Tableau 107 : Valeurs de référence immobilières 123
Tableau 108 : Population et croissance annuelle moyenne sur 5 ans des sites d'étude et de comparaison de 1985 à 2019 124
Tableau 109 : Niveau d'éducation à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 1985 et 2019 124
Tableau 110 : Indicateurs de santé à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison 125
Tableau 110 : Origine géographique des adultes des sites étudiés 125

Bibliographie

ABRAMOVAY, R., & SACHS, I. (1996). Nouvelles configurations villes-campagnes. *Habitat II - Dialogue #6: Land and Rural/Urban Linkages in the Twenty First Century.* Nairobi: UNHCS (United Nations Centre for Human Settlements).

ACHDIAWAN, R., & PUNTODEWO, A. (2011). Livelihood of Furniture Producers in Jepara. Dans *Furniture Value Chain Project Annual Report.* Bogor: Center for International Forestry Research, CIFOR.

ADELL, G. (1999). *Theories and Models of the Peri-Urban Interface: a Changing Conceptual Landscape.* Londres: University College of London.

AGUILAR, A. G. (2008). Peri-urbanization, illegal settlements and environmental impact in Mexico City. *Cities, 25*(3), pp. 133-145.

AKAMATSU, K. (1962). A Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries. *Journal of Developing Economies, 1*(1), pp. 3-25.

AKHLAS, A. W. (2020, 10 22). Indonesia needs broad-based tax reform to boost state revenue: IMF. *The Jakarta Post*.

AKHLAS, A. W., & GHALIYA, G. (2020, 07 17). Businesses push for acceleration of omnibus bill deliberations despite concerns. *The Jakarta Post*.

AL QURTUBY, S. (2014, 06 27[2]). Sectarian Conflict and Grassroots Peacebuilding in Central Java. Dharhan, Saudi Arabia. Consulté le 06 19, 2018, sur http://www.mei.edu/content/map/sectarian-conflict-and-grassroots-peacebuilding-central-java

ALBA, R., & NEE, V. (2003). *Remaking the American Mainstream: Assimilation and Contemporary Immigration.* Cambridge MA: Harvard University Press.

ALESINA, A., & LA FERRARA, E. (2005). Ethnic Diversity and Economic Performance. *Journal of Economic Litterature, 43*, pp. 762-800.

ALESINA, A., BAQIR, R., & EASTERLY, W. (1999). Public Goods and Ethnic Divisions. *Quaterly Journal of Economics, 114*, pp. 1243-1284.

ALEXANDER, H. B. (2015, 11 04). Jadebotabek Mahal, Kawasan Industri Semarang Kian Dilirik. *Kompas*. Consulté le 12 19, 2020, sur https://properti.kompas.com/read/2015/11/04/081505121/Jadebotabek.Mahal.Kawasan.Industri.Semarang.Kian.Dilirik

ALEXANDER, H. B. (2020, 07 07). Jawa Tengah "Trending", Bakal Primadona Baru Kawasan Industri? *Kompas*. Consulté le 01 01, 2021, sur https://properti.kompas.com/read/2020/07/07/070000921/jawa-tengah-trending-bakal-primadona-baru-kawasan-industri-?page=all

ALEXANDER, J., & ALEXANDER, P. (2000). From Kinship to Contract? Production Chains in the Javanese Woodworking Industries. *Human Organization, 59*(11), pp. 106-116.

ALIE SYAHBANA, J. (2008). Kampung Improvement Program leads to appropriate urban renewal in Indonesian Cities. Dans A. ATKINSON, M. CHABOU, & D. KARSCH, *Stratégies pour un Développement Durable Local. Renouvellement Urbain et Processus de Transformations Informelles* (pp. 40-47). Berlin (Allemagne): Univerlagtuberlin.

ALISYAHBANA, S. T. (1987). *Bumantara. The Integration of Southeast Asia and its Perspectives in the Future.* Jakarta: Center of Southeast Asian or Bumantara Studies, Universitas Nasional.

ALLEN, A. (2003). An environmental planning and management of the peri-urban interface: perspective of an emerging field. *Environment and Urbanization, 15*, pp. 135-147.

ALM, J. (2019). *Can Indonesia reform its tax system? Problems and options.* La Nouvelle Orléans LA: Tulane University.

ALM, J., & EMBAYE, A. (2013). Using dynamic panel methods to estimate shadow economies around the world, 1984-2006. *Public Finance Review, 41*(5), pp. 510-543.

ALONSO, W. (1964). *Location and Land Use.* Cambridge MA: Harvard University Press.

ALTER, N. (2019). Préface. Dans R. SAINSAULIEU, *L'identité au travail : les effets culturls de l'organisation.* Paris: Presses de Sciences Po.

ANAS, A., ARMOTT, R., & SMALL, K. A. (1998). Urban spatial structure. *Journal of Economic Literature, 36*, pp. 1426-1464.

ANAUT, M. (2005). Le concept de résilience et ses applications clinique. *Recherche en soins infirmiers, 3*(82), pp. 4-11. doi:10.3917/rsi.082.0004

ANDADARI, R. (2003). *The dynamics of SME exports. A case study of Jepara's wooden furniture industry.* Universitas Kristen Satya Wacana, Salatiga (Java-Centre, Indonésie).

ANDADARI, R. K. (2008). *Local Clusters in Global Value Chains. A Case Study of Wood Furniture Clusters in Central Java (Indonesia)* (Vol. 421). Amsterdam, Pays-Bas: The Tinbergen Institute Research Series.

ANDADARI, R. K., DE GROOT, H. L., & RIETVELD, P. (2012). *Production externalities in the wood furniture industry in Central Java.* Discussion paper, Tinbergen Institute, Amsterdam.

ANDARITA, R., HAPPY, S., & ISPURWONO, S. (2013). Social Capital of Urban Settlement. *Psychology and Behavioral Sciences, 2*(3), pp. 83-88.

ANDERSON, C. J., & PASKEVICIUTE, A. (2006). How Ethnic and Linguistic Heterogeneity Influence the Prospects for Civil Society: A Comparative Study of Citizenship Behavior. *Journal of Politics, 68*, pp. 783-802.

ANNEZ, P. C., & BUCKLEY, R. (2008). Urbanization and growth: Setting the context. Dans M. SPENCE, P. C. ANNEZ, & R. BUCKLEY, *Urbanization and Growth.* Washington DC: Banque Mondiale.

Antara. (2019, 08 08). 3 Investor Masuk, Kawasan Industri di Jateng Makin Diminati Investor. *Tribun Jateng*. Consulté le 01 01, 2021, sur https://jateng.tribunnews.com/2019/08/08/3-investor-masuk-kawasan-industri-di-jateng-makin-diminati-investor

ANWAR, A. (1993). Dampak alih fungsi lahan sawah menjadi lahan non-pertanian di sekitar wilayah perkotaan (Impacts de la transformation des terres rizicoles en terres non arables autour des zones urbaines). *Journal Perancanaan Wilayah dan Kota*(10), pp. 27-41.

ARNOLD, J. M., & JAVORCIK, B. S. (2005). *Gifted kids or pushy parents? Foreign acquisitions and plant performance in Indonesia.* BANQUE MONDIALE. Washington DC: BANQUE MONDIALE.

ARRIGHI, G. (1994). *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of Our Times.* Londres.

ARTHUR, W. B. (1990). Positive feedbacks in the economy. *Scientific American, 262*, pp. 92-99.

ASCHER, F. (1995). *Metapolis ou l'avenir des villes.* Odile Jacob.

ASHEGIAN, P. (1982). Comparative efficiencies of foreign firms and local firms in Iran. *Journal of International Business Studies, 12*, pp. 113-120.

ASMARINI, W. (2020, 03 05). Indonesia's PLN "burdened" by electricity oversupply- official. *Reuters*. Consulté le 01 01, 2021, sur https://www.reuters.com/article/indonesia-electricity-idAFL4N2AY2AO

ASPINALL, E., & ROHMAN, N. (2017). Village head elections in Java: Money politics and brokerage in the remaking of Indonesia's rural elite. *Journal of Southeast Asian Studies, 48*(1), pp. 31-52.

ASWICAHYONO, H., HILL, H., & NARJOKO, D. (2010). Industrialisation after a deep economic crisis in Indonesia. *Journal of Development Studies, 46*(6), 1084-1108.

ATHUKORALA, P., & SANTOSA, B. (1997). Gains from Indonesian Export Growth: Do Linkages Matter? *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 33*(2), pp. 73-95.

AUDRETSCH, D. B., FALCK, O., & HEBLICH, S. (2007). *It's all in Marshall: the impact of external economies on regional dynamics.* Working paper, CESifo, Fiscal Policy, Macroeconomics and Growth.

AVELINE, N. (2020, 12 03). Un projet d'analyse des modalités, acteurs et impacts de la projection financière chinoise en Asie du Sud-Est, 2000-2020. *Séminaire général du Centre Asie du Sud-Est : « Dialogues entre recherches classiques et actuelles sur l'Asie du Sud-Est »*. (E. LAFAYE DE MICHEAUX, Éd.)

AYDOGAN, N., & LYON, T. P. (2004). Spatial proximity and complementarities in the trading of tacit knowledge. *International Journal of Industrial Organization, 22*(8), pp. 1115-1135.

BAERWALD, T. J. (1978). The emergence of a new "downtown". *American Geographical Society, 68*, pp. 308-318.

BAGNASCO, A. (1977). *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano (Trois Italies. La problématique territoriale du développement italien.* Bologne: Il Mulino.

BAGNASCO, A., & TRIGILIA, C. (1984). *Società e politica nelle aree di piccola impresa. Il caso di Bassano.* Venise: Arsenale.

BAKER, J., & CLAESON, C. F. (1990). *Small Town Africa: Studies in Rural-Urban Interaction.* Upssala: The Scandinavian Institute of African Studies.

Banque Mondiale. (1993). *Le miracle de l'est-asiatique : croissance économique et politiques publiques.* Washington DC.

Banque Mondiale. (2012). *Indonesia Subnational Expenditure Review - Optimizing Subnation Performance for Better Services and Faster Growth.* Washington DC.

Banque Mondiale. (2016). *Indonesia's Urban Story.* Washington: The World Bank.

Banque Mondiale. (2019). *Aspiring Indonesia - Expanding the Middle-Class.*

BARDHAN, P. (s.d.). Irrigation and cooperation: an empirical analysis of 48 irrigation communities in South India. Dans E. D. Change.

BATES, R. H. (1981). *Markets and States in Tropical Africa.* Berkeley: University of California Press.

BAUMOL, W. (2002). *The Free-Market Innovation Machine.* Princeton, NJ: Princeton University Press.

BECATTINI, G. (1979). Dal settore industriale al distreto industriale. Alcune consideracion sull'unita di indagine dell economia industriale (Du secteur industriel au district industriel. Considérations sur l'unité d'analyse en économie industrielle). *Revista di Economia e politica Industriale, 1*, pp. 1-8.

BECATTINI, G. (1987). *Mercato e forze locali : il distretto industriale (Marché et forces locales : le district industriel).* Bologne: Il Mulino.

BECATTINI, G. (1989). Sectors and/or Districts. Some remarks on the Conceptual Foundations of Industrial Economics. Dans E. GOODMAN, & J. BAMFORD, *Small Firms and Industrial Districts in Italy* (pp. 123-135). London: Routledge.

BECATTINI, G. (1990). The Marshallian industrial district as a socio-economic notion. Dans F. PYKE, G. BECATTINI, & W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Inter-Firm Cooperation in Italy.* Genève: International Institute for Labour Studies.

BECATTINI, G. (1991). I distretti industriali. La flessibilità produttiva (Les districts industriels. La flexibilité productive). Dans M. MARUANI, E. REYNAUD, & C. ROMANI, *La flessibilità del lavoro in Italia.* Milan: Franco Angeli.

BECATTINI, G. (1997). Prato, storia di una città. Dans G. BECATTINI, *Il distretto industriale, 1943-1993.* Florence (Italie): Comune di Prato - Le Monnier.

BECATTINI, G. (2001). *Cittadinanza onororia di Prato.* non publié.

BECATTINI, G. (2001). Metafore e vecchi strumenti. Ovvero della difficoltà d'introdurre "il territorio" nell'analisi socio-economica. Dans G. BECATTINI, M. BELLANDI, G. DEI OTTATI, & F. SFORZI, *Il Caleidoscopio dello sviluppo locale. Transformazioni economiche nell'Italia contemporanea.* Turin: Rosenberg & Sellier.

BECATTINI, G., BELLANDI, M., & DE PROPRIS, L. (. (2009). *A Handbook of Industrial Districts.* Edward Elgar.

BECKER, G. (1975). *Human Capital: a Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education.* New York NY: Columbia University Press.

BEEREPOOT, N. (2005). Collective Learning by Artisanal Subcontractors in a Philippine Furniture Cluster. *Journal of Economic and Social Geography, 96*(5), pp. 573-584.

BEHREND, T. (1989). Kraton and cosmos in traditional Java. *Archipel, 37 : Villes d'Insulinde*(2), pp. 173-188.

BELLANDI, M. (1989). Capacità innovativa diffusa e sistemi locali di imprese. Dans G. BECATTINI, *Modelli Locali di Sviluppo.* Bologna: Il Mulino.

BELLANDI, M. (1995). *Economie di Scala e Organizzazzione Industriale (Economies d'Echelle et Organisation Industrielle).* Milan: Franco Angeli.

BELSKY, E. S., & KARASKA, G. J. (1990). Approaches to locating urban functions in developing rural areas. *International Regional Science Review, 13*(3), pp. 225-240.

BELUSSI, F. (1999). Some theorical foundationsof the industrial districts model: accumulation of tacit knowledge, decentralisation and division of cognitive labour. *Evolution of Industrial Districts.* Iéna.

BELUSSI, F., & ARCANGELI, F. (1998). A typology of networks: flexible and evolutionary firm. *Research Policy, 27*, pp. 415-428.

BENJAMIN, S. (2001, 12). Globalization's Impact on Local Governance. *Habitat Debate, 7*(4), pp. 24-25.

BERCKMAN, L. F. (1995). The Role of Social Relations in Health Promotion. *Psychosomatic Medicine, 57*, pp. 245-254.

BERRY, A., RODRIGUEZ, E., & SANDEE, H. (2002). Firm and group dynamics in the Small and Medium Enterprise sector in Indonesia. *Small Business Economics, 18*(1-3), pp. 141-161.

BERTHELEMY, J.-C., DEVEZEAUX DE LAVERGNE, J.-G., & GAGEY, F. (1991). L'économie du développement : Présentation générale. *Economie et Prévision*(97), pp. 1-8. Consulté le 03 08, 2020, sur https://www.persee.fr/doc/ecop_0249-4744_1991_num_97_1_6086

BESLEY, T., & GHATAK, M. (s.d.). Public goods and economic development. Dans A. BANERJEE, R. BENABOU, & D. MOOKHERJEE, *Policies for poverty alleviation.*

BIANCHI, R. (2009). The Italian revival of industrial districts and the foundations of political economy. Dans G. BECATTINI, M. BELLANDI, & L. DE PROPRIS, *A Handbook of Industrial Districts* (pp. 103-110). Cheltenham (Royaume-Uni) et Nothampton MA (Etats-Unis): Edward Elgar Publishing.

Binatama Wirawredha Konsultan, & Ika Adya Perkasa. (2006). *Semarang-Demak Road Capacity Extension. Environmental Management and Monitoring Plan.* Departemen Permukiman dan Prasarana Wilayah. Djakarta:

Ministère indonésien des Travaux publics. Consulté le 09 09, 2020, sur http://documents1.worldbank.org/curated/en/253241468267623160/pdf/E1336010VOL102010PAPER.pdf

BIRGI, J., & HARI MARDIANSJAH, F. (2017). Les écoquartiers, un concept pertinent pour les politiques urbaines des pays émergents? Le cas du projet Banjir Kanal Barat à Semarang (Indonésie). Dans D. LEDUCQ, H.-J. SCARWELL, & P. INGALLINA, *Modèles de la ville durable en Asie. Utopies, circulation des pratiques, gouvernance* (pp. 65-81). Bruxelles: P.I.E. Peter Lang.

BIRGI, J., & KENNEDY, L. (2019). Can periurban and subaltern regions of fast-industrializing Asia forge resilient development patths? Juggling local assets and constraints to engage in global competition. *International Convention of Asian Scholars (ICAS).* Leiden: non publié.

Bisnis UKM. (2007). *https://bisnisukm.com/potensi-industri-meubel-jepara.html*. Consulté le 05 08, 2019, sur Bisnis UKM: https://bisnisukm.com/potensi-industri-meubel-jepara.html

Bisnis UKM. (2018, 02 17). Potensi Industri Meubel Jepara. Consulté le 04 23, 2018, sur https://bisnisukm.com/potensi-industri-meubel-jepara.html

BLACK, J. (2002). *A dictionary of economics.* Oxford University Press.

BLALOCK, H. M. (1967). *Toward a Theroy of Minority-group Relations.* New York NY: John Wiley & Sons.

BLUSSE, J. L. (1986). *Strange Company: Chinese Settlers, Mestizo Women and the Dutch in VOC Batavia.* Dordrecht (Pays-Bas): Foris.

BOEKE, J. H. (1953). *Economics and Economic Policy of Dual Societies.* New York: Institute of Pacific Relations.

BOGAERT, A. (1711). *Historische Reizen door d'oostersche Deelen van Asia.* Amsterdam.

BOITEUX-ORAIN, C., & GUILLAIN, R. (2004). Changes in the intrametropolitan location of producer services in Ile-de-France (1978-1997): do information technologies promote a more dispersed spatial pattern? *Urban Geography, 25*, pp. 550-578.

BONNEFF, M. (1988). Le Kauman de Yogyakarta. Des entrepreneurs assujettis à leur idéal religieux. *Archipel, 36 : Villes d'Insulinde (I)*, pp. 77-112.

BONNET, F. (2013). La périurbanisation : processus économique de la rente et de la construction. *Urbanisme*(hors-série n°46).

BONTJE, M. (2001). Dealing with deconcentration: population deconcentration and planning response in polynucleated urban regions in North-west Europe. *Urban Studies, 38*, pp. 769-785.

BOOMGAARD, P. (1989). *Children of the Colonial State: Population Growth and Economic Development in Java, 1795-1880.* Amsterdam: Free University Press.

BOOTH, A. (1992). *The Oil Boom and After: Indonesian Economic Policy and Performance in the Soeharto Era.* Singapore: Oxford University Press.

BOOTH, A. (1998). *The Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries.* Londres: Palgrave Macmillan.

BOOTH, A. (2016). *Economic Change in Modern Indonesia. Colonial and Post-colonial Comparisons.* Cambridge: Cambridge University Press.

BORSCHBERG, P. (2015). *Journal, Memorials and Letters of Cornelis Matelieff de Jonge: Security, Diplomacy and Commerce in 17th-century Southeast Asia.* Singapore: NUS Press.

BORSDORF, A. (2004). On the way to post-suburbia? Changing structures in the outskirts of European cities. Dans A. BORSDORF, & P. ZEMBRI, *European cities structures: insight on outskirts* (pp. 7-30). Blanchard Printing.

BOURDIEU, P., & WACQUANT, L. (1992). *Invitation to Reflexive Sociology.* Chicago IL: University of Chicago Press.

BOWLES, S., & GINTIS, H. (2002). Social capital and community governance. *Economic Journal, 112*, pp. 419-436.

BRAUDEL, F. (1993 (1979)). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIe, t. 3 Le Temps du monde.* Paris: Armand Colin.

BREMAN, J. (2010). India's Social Question in a State of Denial. *Economic & Political Weekly, 45*(23), pp. 42-46.

BREWER, M. B., & BROWN, R. J. (1998). Intergroup Relations. Dans D. T. GILBERT, S. T. FISKE, & G. LINDZEY, *Handbook of Social Psychology* (éd. 4th edition). New York NY: Oxford University Press.

BRUNDTLAND, G. e. (1987). *Our Common Future: Report of the 1987 World Commission on Environment and Development.* Oxford (Royaume-Uni): Oxford University Press.

BRUNET, R. (1980). La composition des modèles dans l'analyse spatiale. *Espace géographique, 9*(4), pp. 253-265.

BRUSCO, S. (1992). Small firms and the provision of real services. Dans F. PYKE, & W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Local Economic Regeneration* (pp. 177-196). Geneva: International Labour Organization, ILO.

BRYCESON, D. F. (1996). De-agrarianisation and rural employment in sub-Saharan Africa: a sectoral perspective. *World Development, 24*(1), pp. 97-111.

BRYCESON, D. F. (1997). De-agrarianisation: blessing of blight? Dans D. F. BRYCESON, & V. JAMAL, *Farewell to Farms: De-Agrarianisation and Employment in Africa* (pp. 237-256). Aldershot: Ashgate.

BUDIJANTO, B. (2009). *Values and Participation Development in Rural Indonesia.* Regnum Books International.

BURT, R. S. (1997). The Contingent Value of Social Capital. *Administrative Science Quarterly, 42*, pp. 339-365.

Business France. (2014). *L'industrie du meuble-bois au Viêt-Nam.*

BUTLER, R. (1980). The concept of a tourist area cycle of evolution: Implications for management. *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien, 24*(1), pp. 5-12.

CADENE, P. (1993). Réseaux économiques et territoires de l'identité : migrations de travail et migrations de mariage des membres d'une communauté marchande dans une petite ville indienne. *Cahiers de Sciences Humaines, 29*(2-3), pp. 443-463.

CADENE, P., & HOLMSTRÖM, M. (1998). *Decentralized production in India: industrial districts, flexible specialization, and employment.* Pondichéry: Institut Français de Pondichéry.

California's Manufacturing Network. (2017, 11 29). *Challenges and Trends Facing Furniture Manufacturers in 2018*. Consulté le 04 14, 2019, sur CMTC Manufacturing Blog: https://www.cmtc.com/blog/furniture-manufacturing-challenges-trends-2016

CAMERON, L. (1999). Survey of recent developments. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 35*(1). doi:10.1080/00074919912331337477

CAMERON, L. (2002). Growth with or without Equity? The distributional impact of Indonesian development. *Asian-Pacific Economic Litterature, 16*(2), pp. 1-17.

CANIËLS, M., & ROMIJN, H. A. (2003). Dynamic clusters in developing countries: Collective efficiency and beyond. *Oxford Development Studies, 31*(3), pp. 275-292.

CASTELLS, M., & HALL, P. (1994). *Technopoles of the world: the making of twenty-first century industrial complexes.* Londres: Routledge.

CHANDLER, A. D. (2005). *Shaping the Industrial Century: The Remarkable Story of the Evolution of the Modern Chemical and Pharmaceutical Industries.* Cambridge, MA: Harvard University Press.

CHAPKIS, W., & ENLOE, C. (1983). *Of Common Cloth: Women in the Global Textile Industry.* Washington, D.C.: Transnational Institute.

CHAPONNIERE, J.-R. (2015, 12 18). Salaires : l'Asie des petites mains. (Asialyst, Éd.) Consulté le 10 05, 2019, sur https://asialyst.com/fr/2015/12/18/salaires-l-asie-des-petites-mains/

CHARMES, E., & LEGER, J.-M. (2009). Retours sur "la ville émergente". *Métropolis*(75), pp. 80-98.

CHARMES, J. (1980). Développement du secteur informel non structuré. *Revue Tiers Monde*(82).

CHARRAS, M. (1993). L'Indonésie extérieure en peine de perspectives. *Archipel, 46*, pp. 173-190.

CHEEMA, G. S. (1991). The extended metropolis in Asia: implications for urban management. Dans N. GINSBURG, B. KOPPEL, & T. McGEE, *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia* (pp. 71-86). Honolulu HW: University of Hawaii Press.

CHEN, H.-Y. (2000). *The Institutional Transition of China's Township and Village Enterprises: Market Liberalization, Contractual Form Innovation and Privatization.* Aldershot (United Kingdom): Ashgate.

CHIANG, M. (2020, 12 03). Un projet d'analyse des modalités, acteurs et impacts de la projection financière chinoise en Asie du Sud-Est, 2000-2020. *Séminaire général du Centre Asie du Sud-Est : « Dialogues entre recherches classiques et actuelles sur l'Asie du Sud-Est »*. (E. LAFAYE DE MICHEAUX, Éd.)

CHOAY, F. (1994). Le règne de l'urbain et la mort de la ville . Dans *La Ville, art et architecture en Europe, 1870–1993* (pp. 26-35). Paris: Centre Georges Pompidou.

CHOU, C., & HOUBEN, V. (2006). *Southeast Asian Studies: Debates and New Directions.* Singapour: Institute of Southeast Asian Studies.

CHRISTALLER, W. (1933). *Die Zentralen Orte in Süddeutschland (The Central Places of Southern Germany).* Iena (Allemagne): Gustav Fischer Verlag.

CISILINO, F., MARANGON, F., & TROIANO, S. (2010). Rural quality districts in Italy as a tool of sustainable governance. *Rural development: governance, policy design and delivery*, (pp. 729-759). Ljubljana.

CLARENCE SMITH, W. G. (1997). *Hadhrami Traders, Scholars and Statesmen in the Indian Ocean, 1750s-1960s.* Leiden (Pays-Bas): Brill.

CLARK, A., & OSWALD, A. (2002). A simple statistic method for measuring how life events affect happiness. *International Journal of Epidemiology, 31*, pp. 1139-1144.

CLEMENT-CHARPENTIER, S., CLEMENT, P., GOLDBLUM, C., SISOULATH, B., & TAILLARD, C. (. (2010). *Vientiane. Architectures d'une capitale. Traces, formes, structures, projets.* Paris: Recherches/IPRAUS.

CNUCED/OMC, & ITTO. (2004). *International Wooden Furniture Markets. A Review.* Geneva: United Nations Sales.

COFFEY, W., & SHEARMUR, R. (2001). Intrametropolitan employment distribution in Montreal, 1981-1996. *Urban Geography, 22*, pp. 106-129.

COFFEY, W., & SHEARMUR, R. (2002). Agglomeration and dispersion of high-order service employment in the Montreal metropolitan region, 1981-96. *Urban Studies, 39*, pp. 359-378.

COHEN, B. (2006). Urbanization in Developing Countries: Current Trends, Future Projections, and Key Challenges for Sustainability. *Technology in Society, 28*(1-2), pp. 63-80.

COHEN, M. (2016). From Habitat II to Pachamama: A growing agenda and diminishing expectations for Habitat III. *28*(1).

COLEMAN, J. S. (1988). Social Capital in the Creation of Human Capital. *American Journal of Sociology, 22*(1), pp. 95-120.

COLLIER, W., & et al. (1973). Acceleration of rural development in Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 28*(3), pp. 84-101.

COLLIER, W., & SOENTORO. (1978). Rural development and the decline of traditional village welfare institutions in Java. *Communication présentée à la Western Economics Association Conference, Honolulu, Hawaï*.

COMBES, P.-P., MAYER, T., & THISSE, J.-F. (2006). *Economie géographique. L'intégration des régions et des nations.* Paris: Economica.

Comité International de la Croix Rouge (CICR). (2015, 06 18). *Qu'est-ce-que la sécurité économique ?* Consulté le 01 09, 2021, sur Comité International de la Croix Rouge (CICR): https://www.icrc.org/fr/document/quest-ce-que-la-securite-economique

CONCEICAO, P., & GALBRAITH, J. (2001). Constructing long, dense time series of inequality using the Theil index. Dans J. GALBRAITH, & M. BERNER, *Inequality and industrial change: a global view.* Cambridge (New York, Etats-Unis) et Melbourne (Australie): Cambridge University Press.

COOKE, P., & WILLS, D. (1999). Small firms, social capital and the enhancement of business performance through innovation programmes. *Small Business Economics, 13*, pp. 219-234.

COSTA, D. L., & KAHN, M. E. (2003). Civic Engagement and Community Heterogeneity: An Economist's Perspective. *Perspectives on Politics, 1*, pp. 103-111.

COURLET, C. (1999). Territoires et développement. *Revue d'économie régionale et urbain*(3), pp. 533-546.

Courrier International. (2010, 06 17). Indonésie. Comment la Chine étouffe l'Industrie du rotin. *Courrier International*.

COVIN, J. G., & MILES, M. P. (1999). Corporate entrepreneurship and the pursuit of competitive advantage. *Entrepreneurship Theory and Practice*, pp. 47-63.

CROUCH, H. (2007). *The Army and Politics in Indonesia.* Jakarta: Equinox.

DAMAIS, L.-C. (1960). *Lettres de Raden Ajeng Kartini. Java en 1900.* Paris: Mouton.

DAMODARAN, H. (2008). *India's New Capitalists.* Basingstoke: Palgrave Macmillan.

DARDOT, P., & LAVAL, C. (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle.* Paris: La Découverte.

DARRUNDONO. (2007). *Peran Modal Sosial Dalam Proyek Pembangunan Kampung. Studi Kasus: Proyek Muhammad Husni Thamrin.* Universitas Indonesia, Program Kajian Ilmu Lingunkan, Jakarta.

DARWENT, D. (1969). Growth poles and growth centers in regional planning. A review. *Environment and Planning, 1*, pp. 5-32.

D'ASPREMONT, C., GABSZEWICZ, J. J., & THISSE, J.-F. (1979). On Hotelling's "stability in competition". *Econometrica: Journal of the Economic Society*, pp. 1145-1150.

DAUPHINE, A. (1979). *Espace, Région et système.* Paris: Economica.

DAVEZIES, L. (2008). *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses.* Paris: Seuil.

DAVEZIES, L., & PECH, T. (2015, 06 24). Des territoires de plus en plus divergents. *Le Monde*.

DE BERCEGOL, R. (2015). *Petites villes et décentralisation en Inde.* Rennes: Presses universitaires de Rennes.

DE BERCEGOL, R., & GOWDA, S. (2017). Dynamisme et fragilité du développement non-métropolitain en Inde. L'exemplede Kartarpur, une petite ville-cluster d'artisans menuisiers. *Espaces et Sociétés, 1*(168-169), pp. 147-170.

DE GRAAF, H. J., & PIGEAUD, T. (1984). Chinese Muslims in Java in the 15th and 16th centuries. (M. C. Ricklefs, Éd.) *Monash Papers on Southeast Asia, 50*(2), p. 221.

DE GRAVE, J.-M. (2001). *Initiation rituelle et arts martiaux. Trois écoles de kanuragan javanais.* Paris: L'Harmattan.

DE PALMA, A., GINSBURGH, V., PAPAGEORGIOU, Y. Y., & THISSE, J.-F. (1985). The principle of minimum differentiation holds under sufficient heterogeneity. *Econometrica, 53*(4), pp. 767-781.

DE ROSNAY, J. (1975). *Le Macroscope.* Paris: Seuil.

DENIS, E., ZERAH, M.-H., & MUKHOPADHYAY, P. (2012). Subaltern Urbanisation in India. *Economic & Political Weekly, 47*(30), pp. 52-62.

DENIS, Eric, & ZERAH, M.-H. (2017). *Subaltern Urbanisation in India : An Introduction to the Dynamics of Ordinary Towns.* Berlin: Springer.

DESMOULIERE, R. (2020). Transports publics sous tension à Jakarta. *Hérodote*(176), pp. 185-200.

Detik News. (2010, 02 18). RUU Nikah Siri. Jaminan Rp 500 Juta Karena Ada Salah Satu Kasus di Jepara. *DetikNews*. Consulté le 07 10, 2017, sur http://news.detik.com/berita/1302312/jaminan-rp-500-juta-karena-ada-salah-satu-kasus-di-jepara

DEWAR, D., & WATSON, V. (1990). *Urban Markets: Developing Informal Retailing.* New York NY: Routledge.

DEWEY, A. G. (1962). *Peasant Marketing in Java* (Vol. 65). New York: Free Press of Glencoe.

DICK, H. D. (2002). *Surabaya, City of Work. A Socioeconomic History, 1900-2000.* Athens OH: Ohio University Press.

DICK, H. W. (1993). A Fresh Approach to Southeast Asian History. Dans J. BUTCHER, & H. W. DICK, *The Rise and Fall of Revenue Farming: Business Elites and the Emergence of the Modern State in Southeast Asia* (pp. 3-18). Londres: Macmillan.

DICK, H. W. (1996). The Emergence of a National Economy, 1808-1990s. Dans J. T. LINDBLAD, *Historical Foundations of National Economy in Indonesia* (pp. 21-51). Amsterdam: North-Holland.

DICK, H. W., & RIMMER, P. (1998). Beyond the Third World city: the new urban geography of Southeast Asia. *Urban Studies, 35*, pp. 2303-2321.

DIDEROT, D. (1772). Supplément au voyage de Bougainville. *Correspondance littéraire, philosophique et critique*.

DIENER, E. (2000). Subjective Well-being: The Science of Happiness and Proposal for a National Index. *American Psychologist, 55*, pp. 34-43.

DIENER, E. (2006). Guidelines for National Indicators of subjective well-being and ill-being. *Applied Research in Quality of Life, 1*(2), pp. 151-157.

DIETRICH, J. (2017). *Dietrich. Une géographie de la pauvreté à Jakarta (Indonésie). Espaces de la pauvreté et places des pauvres dans une métropole contemporaine.* Th.Doct. en géographie sous la direction d'Olivier Sevein, Université Paris IV Sorbonne, Paris.

DIMOU, M. (2011). Les nouvelles voies de recherche sur les districts industriels. *Région et Développement, 34*.

DODDS, F., SCHNEEBERGER, K., & ULLAH, F. (2012). Review of implementation of Agenda 21 and the Rio Principles: Synthesis. Sustainable Development in the 21st century (SD21). *Stakeholder Forum for the Future and UN-DESA.* New York: United Nations Department of Economic and Social.

DOLLFUS, O., & DURAND-DASTES, F. (1975). Some remarks on the notions of 'structure' and 'system' in geography. *Geoforum, 6*, pp. 83-94.

DOUGLAS, I. (2006). Peri-urban ecosystems and societies: transitional zones and contrasting values. Dans F. DUNCAN, *The Peri-urban Interface: Approaches to Sustainable Natural and Human Resources* (pp. 18-28). Londres: Earthscan.

DOUGLASS, M. (1989). The environmental sustainability of development: coordination, incentives and political will in land use planning in the Jakarta metropolis. *Third World Planning Review, 11*(2).

DOUMA, S., GEORGE, R., & KABIR, R. (2006). Foreign and domestic ownership, business groupes and firm performance: evidence from a large emerging market. *Strategic Management Journal, 27*, pp. 637-657.

DUBOIS-TAINE, G., & CHALAS, Y. (1997). *la Ville Emergente.* L'Aube.

DUCRUET, C., NOTTEBOOM, T., & DE LANGEN, P. (2009). Revisiting inter-port relationships under the New Economic Geography research framework. Dans C. DUCRUET, T. NOTTEBOOM, & P. DE LANGEN, *Ports in Proximity: Competition and Coordination among Adjacent Seaports* (pp. 11-27). Aldershot (Royaume-Uni): Ashgate.

DUMARCAY, J. (1989). Plered, capitale d'Amengkurat Ier. *Archipel, 37 : Villes d'Insulinde*(2), pp. 189-198.

DUMONT, G.-F. (2020). Quel aménagement du territoire ? *Population & Avenir, Les Analyses de Population & Avenir, mars 2020*.

DUNNING, J. H. (1981). Explaining The International Direct Investment Position of Countries: Towards a Dynamic or Developmemal Approach. *Weltwirtschaftliches Archiv, 119*, pp. 30-64.

DUNNING, J. H. (1988). *Explaining Internation Production.* London: Unwin Hyman.

DUNNING, J. H. (1993). *Multinational Enterprises and the Global Economy.* Wokingham: Addison-Wesley.

DUNNING, J. H., & NARULA, R. (1994). *Transpacific foreign direct investment and the investment development path: the record assessed.* Columbia: Center for International Business Education and Research, Division of Research, College of Business Administration, University of South Carolina.

DURA-GUIMERA, A. (2003). Population deconcentration and social restructuring in Barcelona, a European Mediterranean city. *Cities, 20*, pp. 387-394.

DURANTON, G., & PUGA, D. (2004). Micro-foundations of urban agglomeration economies. Dans J. V. HENDERSON, & J. F. THISSE, *Handbook of Regional and Urban Economics.* Elsevier.

DURKHEIM, E. (1889). Communauté et société selon Tönnies. *Revue Philosophique, XXVII*, pp. 416-422.

DURKHEIM, E. (1893). *De la division du travail social.* Paris: Félix Alcan.

DURKHEIM, E. (1897). *Le Suicide : Etude de sociologie.* Paris: Félix Alcan.

DWIATMOKO, S., SUWITRI, S., WARSONO, H., HAYU DWIMAWANTI, I., & HANDAYANI, A. (2018). Comparison Study of Three Industrial Parks in Central Java Indonesia. *The Indonesian Journal of Planning and Development, 3*(2), pp. 67-75.

DZULFIQAR FATHUR RAHMAN. (2020, 08 14). Jokowi pledges to cut red tape, develop industrial parks across Indonesia. *The Jakarta Post*. Consulté le 08 14, 2020, sur https://www.thejakartapost.com/news/2020/08/14/jokowi-pledges-to-cut-red-tape-develop-industrial-parks-across-indonesia.html

EASTERLY, W. (2001). *The elusive quest for growth. Economists' adventures and misadventures in the Tropics.* MIT Press.

EKO NUGROHO, L., & HARI MARDIANSJAH, F. (2016, 12). Pergeseran Kebijakan Tata Ruang Kota Semarang 1975-2011 : Dari Pembangunan Sektoral Menuju Keterpaduan Ruang. *Jurnal Pembangunan Wilayah dan Kota, 12*(4), pp. 400-417.

ELLIS, P. D. (2010). *Indonesia's Urban Development. Towards Inclusive and Sustainable Economic Growth.* Washington: World Bank.

EMMERSON, D. K. (2015). *Indonesia Beyond Suharto.* Routledge.

Encyclopédie Larousse. (s.d.). *Encyclopédie Larousse en ligne*. Consulté le 03 13, 2020, sur https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/pays_%C3%A9mergent/47084

ERNST, D., & KIM, L. (2002). Global Production Networks, Knowledge Diffusion, and Local Capability Formation. *Research Policy, 31*, pp. 1417-1429.

EVANS, J. (1984). Definition and Structure of the Household in Urban Java: Findings of a Household Census in Suburban Surakarta. *Urban Anthroology, 13*(2-3), pp. 145-196.

EVERS, & KORFF. (2000). Southeast Asian Urbanism: the Meaning and Power of Social Space.

EVERS, H.-D. (1980). Subsistence Production and the Jakarta 'Floating Mass'. *Prisma, 17*, 27-35.

EWASECHKO, A. (2003). *Survey of global buyers: Asian wood furniture.* Organisation Internationale du Travail, Manille (Philippines).

EWASECHKO, A. C. (2005). *Upgrading the Central Java Wood Furniture Industry: A Value Chain Approach.* Genève: ILO (International Labour Office).

FACAL, G. (2017). Trans-regional Continuities of Fighting Techniques in Martial Ritual Initiations of the Malay World. *Martial Arts Studies, 4*, pp. 46-69. doi:http://doi.org/10.18573/j.2017.10186

FALCK, O., & HEBLICH, S. (2008). Modern location factors in dynamics regions. *European Planning Studies*.

FANCHETTE, S. (2014). Les clusters de villages de métier, un système urbain non reconnu dans la tourmente de la métropolisation de Hanoi (Vietnam). Dans N. BRACHET, *Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde : émergence, croissance, rôle économique et social, intégration territoriale, gouvernance* (pp. 160-180). Avignon: UMR 7300 ESPACE.

FANTASIA, R. (1988). *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers.* Berkeley et Los Angeles, CA: University of California Press.

FASSEUR, C. (1993). *De Indologen: Ambtenaren voor de Ost 1825-1850.* Amsterdam: Bert Bakker.

FAU, N. (1999). Hong Kong et Singapour, des métropoles transfrontalières. *L'Espace géographique, 28*(3), pp. 241-255.

FAU, N. (2018). Le triangle de croissance Indonésie-Malaisie-Singapour : quelles complémentarités ? *Diplomatie*(90 - Les nouvelles routes de la soie : forces et faiblesses d'un projet planétaire).

FAU, N., HUSSON, L., & CHARBIT, Y. (2000). D'une rive à l'autre : les migrations entre l'Indonésie et la Malaisie dans le détroit de Malacca. *Revue Européenne des Migrations Internationales, 16*(1), pp. 151-181.

FENG, J., & ZHOU, Y. (2005). Suburbanization and the changes of urban internal spatial structure in Hangzhou, China. *Urban Geography, 26*, pp. 107-136.

FENG, J., WANG, F., & ZHOU, Y. (2009). The spatial restructuring of population in Metropolitan Beijing: towards polycentricity in the post-reform era. *Urban Geography, 30*, pp. 779-802.

FENG, J., ZHOU, Y., & WU, F. (2008). New trends of suburbanization in Beijing since 1990: from government-lead to market-oriented. *Regional Studies, 42*(1), pp. 83-99.

FERNANDEZ-KELLY, M. P. (1983). Mexican Border Industrialization, Female Labor Force Participation, and Migration. Dans J. NASH, & M. P. FERNANDEZ-KELLY, *Women, Men, and the Interational Division of Labor* (pp. 205-223). Albany, NY: SUNY Press.

FESTA, D. (2016). Les communs urbains. L'invention du commun. *Tracés. Revue de Sciences humaines, 16*, pp. 233-256. doi:10.4000/traces.6636

FIELLA, A., NADAL, F., SIRE, C., KANSO, E., & ELOY, C. (2018, 05 11). Model of collective fish behavior with hydrodynamic interactions. *Physical Review Letters, 120*(19). doi:10.1103/PhysRevLett.120.198101

FIRDAUSY, C. M. (2005). Trend Issues and Policies Towards International Labor Migration: An Indonesian Case Study. *United Nations expert group meeting on international migration and development 6-8 juillet 2005.* New York.

FIRMAN, T. (1992). The spatial pattern of urban population growth in Java, 1980-1990. *Bulletin of Insonesian Economic Studies, 28*(2), pp. 95-109.

FIRMAN, T. (1997). Land conversion and urban development in the Northern Region of West Java, Indonesia. *Urban Studies, 34*(7), pp. 1027-1046.

FIRMAN, T. (2000). Rural to urban land conversion in Indonesia during boom and bust periods. *Land use policies, 17*(1), pp. 13-20.

FIRMAN, T. (2004). New Town development in Jakarta Metropolitan region: a perspective of spatial segregation. *Habitat International, 28*, pp. 349-368.

FIRMAN, T. (2008). In search of a governance institution model for Jakarta Metropolitan Area (JMA) under Indonesia's new decentralisation policy: Old problems, new challenges. *Public Administration and Development, 28*(4), pp. 280-290.

FIRMAN, T. (2009). Decentralization reform and local-government proliferation in Indonesia: Towards a fragmentation of regional development. *Review of Urban & Regional Development Studies, 21*(2-3), pp. 143-157.

FIRMAN, T. (2014). Privatization of the outskirts: the trends of 'post-suburbanization' in Jabodetabek (Jakarta extended metropolitan region), Indonesia. Dans J. M. TIMBERLAKE, & A. M. CHAN TACK (Éd.), *Suburbanization, exurbanization, and rural change.* Boston (MA): University of Princeton. Consulté le 01 09, 2016, sur http://paa2014.princeton.edu/papers/141006

FIRMAN, T. (2017). The urbanisation of Java, 2000–2010: towards 'the island of mega-urban regions'. *Asian Population Studies, 13*(1), pp. 50-66.

FIRMAN, T., & DHARMAPATNI, I. (1994). The challenges to sustainable development in Jakarta metropolitan development. *Habitat International, 18*(3), pp. 79-94.

FIRMAN, T., & DHARMAPATNI, I. (1995). The emergence of extended metropolitan region in Indonesia: Jabotabek and Bandung Metropolitan area. *Review of Urban and Regional Studies*(7), pp. 167-188.

FLIPO, F. (2011). L'émancipation aujourd'hui. *Mauss, 2*(38), pp. 369-384.

FLORIDA, R. (2002). *The Rise of the Creative Class.* New York NY: Basic Books.

FORRESTER, J. (1971). *World Dynamics.* Productivity Press.

FRANCK, M. (1994). Trente ans d'urbanisation sous l'Ordre Nouveau en Indonésie. *Cahiers d'outre-mer*(188), pp. 387-410.

FRANCK, M. (2012). Surabaya, une métropolisation émergente par l'industrialisation et le renforcement de l'ancrage régional. Dans M. FRANCK, C. GOLDBLUM, & C. TAILLARD, *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est. Métropolisations en mode mineur* (pp. 189-222). Paris: CNRS Editions.

FRANCK, M., GOLDBLUM, C., & TAILLARD, C. (Éds.). (2012). *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est. Métropolisations en mode mineur.* Paris: CNRS Editions.

FRANK, A. (1972). *Développement du sous-développement: l'Amérique Latine.* Paris: Maspero.

FRANKEMA, E., & MARKS, D. (2009). *Was it really growth with equity under Suharto? A Theil analysis of Indonesian income inequality, 1961-2002.* Groningen Growth and Development Centre. Groningen: Universty of Groningen.

FRANKEMA, E., & MARKS, D. (2010). Growth, stability and equity? Re-assessing Indonesian inequality from a comparative perspective. *Economic History of Developing Regions, 25*(1), pp. 75-104.

FRIEDMANN, J. (1973). *Urbanization, Planning, and National Development.* Sage.

FUENTES, A., & EHRENREICH, B. (1983). *Women in the Global Factory.* Institute for New Communications Pamphlet n°2. Boston: South End.

FUJITA, M., & OGAWA, H. (1982). Multiple equilibria and structural transition of non-monocentric urban configurations. *Regional Science and Urban Economics, 12*(2), 161-196.

FUJITA, M., & THISSE, J.-F. (2006). Globalization and the evolution of the supply chain: who gains and who loses? *International Economic Review, 47*, pp. 811-836.

FUJITA, M., KRUGMAN, P., & VENABLES, A. J. (1999). *The Spatial Economy: Cities, Regions and Industrial Trade.* Cambridge MA: Cambridge University Press.

FUNO, S., YAMAMOTO, N., & SILAS, J. (2002). Typology of Kampung Houses and Their Transformation Process. A Study on Urban Tissues of an Indonesian City. *Journal of Asian Architecture and Building Engineering*, 193-200.

GADGIL, D. R. (1959). *Origin of the Modern Indian Business Class: An Interim Report.* Vancouver: University of British Columbia.

GARNIER, A. (1984). *Les nouvelles cités dortoirs.* Lausanne: Presses Polytechniques Romandes.

GAROFOLI, G. (1993). Economic development, organization of production and territory. *Revue d'Economie Industrielle*(64), pp. 22-38.

GARREAU, J. (1991). *Edge City: life on the new frontier.* New York (NY): Doubleday.

GAUTIER, J.-F., RAKOTOMANANA, F., & ROUBAUD, F. (2001). La fiscalisation du secteur informel : recherche impôt désespérément. *Tiers-Monde, 42*(168), pp. 795-815.

GEERTZ, C. (1963). *Agricultural Involution: The Process of Ecological Change in Indonesia.* Berkeley CA: University of California Press.

GEERTZ, C. (1965). *The Social History of an Indonesian Town.* Cambridge MA: MIT Press.

GEERTZ, C. (1969). *Agricultural Involution: The Process of Ecological Change in Indonesia.* Berkeley CA: University of California Press.

GEERTZ, C. (1971). *A Program for the Stimulation of the Social Sciences in Indonesia.* New York NY: Ford Foundation.

GEERTZ, C. (1976). *The Religion of Java.* Chicago: University of Chicago Press.

GEERTZ, C. (1978). The Bazaar Economy: Information and Search in Peasant Marketing. *The American Economic Review, 68*(2), pp. 28-32.

GEERTZ, H. (1961). *The Javanese Family: a Study of Kinship and Socialization.*

GEMEENTEMUSEUM. (1990). *Het Indische bouwen: architectuur en stedebouw in Indonesie : Dutch and Indisch architecture 1800-1950.* Helmond: Gemeentemuseum Helmond.

GENEAU DE LAMARLIERE, I. (2013). Appel à communications. *Courants et théories en géographie économique*, (p. 4). Paris.

GENEAU DE LAMARLIERE, I., & STASZAK, J. F. (2000). *Principes de géographie économique.* Paris: Bréal.

Géoconfluences. (2019, 01). *Émergence, pays émergent*. Consulté le 01 01, 2020, sur Géoconfluences: http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/emergence

GEORGE, P., & VERGER, F. (1970). *Dictionnaire de la Géographie.*

GEREFFI, G. (1990). State policies and industrial upgrading in East Asia. *Revue d'économie industrielle, 71*, pp. 79-90. doi:https://doi.org/10.3406/rei.1995.1558

GEREFFI, G. (1995). State policies and industrial upgrading in East Asia. *Revue d'économie industrielle, 71*(Transformations des politiques industrielles dans les année 1990), pp. 79-90.

GIBERT, M. (2014). *Les ruelles de Ho-Chih-Minh Ville (Viet Nam), Trame viaire et recomposition des espaces publics.*

GIDWANI, V., & BAVISKAR, A. (2011). Urban Commons. *Review of Urban Affairs, 66*(50), pp. 42-43.

GILES, M. W., & EVANS, A. (1986). The Power Approach to Inter-group Hostility. *Journal of Conflict Resolution, 30*, pp. 469-485.

GILLI, F. (2009). Sprawl or reagglomeration? The dynamics of employment deconcentration and industrial transformation in greater Paris. *Urban Studies, 46*, pp. 1385-1420.

GLAESER, E. L., & MARE, D. C. (2001). Cities and skills. *Journal of Labor Economics, 19*, pp. 316-342.

GLASSBURNER, B. (1962). The attempt to foster private entrepreneurship in Indonesia. *Indian Economic Review, 6*(2), pp. 71-92.

GOH, R. B., & YEOH, B. S. (2003). Urbanism and Post-Colonial Nationalities: Theorizing the Southeast Asian City. Dans *Theorizing the Southeast Asian City as Text. Urban Landscapes, Cultural Documents, and Interpretative Experiences* (pp. 1-11). Singapour: World Scientific Publishing.

GOLDBLUM, C. (1988). *Métropoles de l'Asie du sud-est. Stratégies urbaines et politiques du logement.* Paris: L'Harmattan.

GOLDBLUM, C. (1988). Singapour (1819-1986) : émergence de la ville moderne et mythe rural. *Archipel, 36 Ville d'Insulinde (I)*, pp. 227-270.

GOLDMAN, M. (2015). With the Declining Significance of Labor, Who is Producing our Global Cities? *International Labor and Working-Class History*(87), pp. 137-167.

GOTTMANN, J. (1961). *Megalopolis.* New York: Twentieth Century Fund.

GOUROU, P. (1936). *Les paysans du delta tonkinois.* Paris: Ecole française d'Extrême-Orient.

GOUROU, P. (1947). *Les pays tropicaux. Principes d'une géographie humaine et économique.* Paris: Presses universitaires de France.

Gouvernement provincial de Java-Centre. (2019, 10 07). Buka Investasi, Ganjar Minta Pemda Selesaikan Perda RTRW. Consulté le 06 07, 2020, sur https://jatengprov.go.id/publik/buka-investasi-ganjar-minta-pemda-selesaikan-perda-rtrw/

Gouvernement provincial de Java-Centre. (2020). *Aviarna Industrial Estate*. Consulté le 12 29, 2020, sur Central Java Investment Platform: https://cjip.jatengprov.go.id/id/kawasan-industri/7

GRAHAM, S. (1997). Cities in a Real Time Age: The Paradigm Challenge of Telecommunications to the Conception and Planning of Urban Space. *Environment and Planning, 29*, pp. 105-127.

GRANOVETTER, M. (2000). *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie.* Paris: Desclée de Brouwer.

GRANOVETTER, M. S. (1974). *Getting a Job: a Study of Contacts and Careers.* Cambridge MA: Harvard University Press.

GREGORY, P. (2005). *A synthesis of peri-urban research of Kumasi, Hubli-Dharwad and Kolakata peri-urban interfaces.* University College of London, Development Planning Unit. Consulté le 01 14, 2016, sur http://www.ucl.ac.uk/dpu/pui/research/previous/synthesis/index.html

GRIGG, D. (1995). *An introduction to agriculture geography.* New York: Routledge.

GRILICHES, Z. (1992). Patent statistics as economic indicator: a survey. *Journal of Economic Literature, 28*, pp. 1661-1707.

GROOTAERT, C. (1998). *Social Capital: the Missing Link?* Working Paper n°3, BANQUE MONDIALE, Social Capital Initiative, Washington.

GUILLOT, C. (1989). Banten en 1678. *Archipel, 37 : Villes d'Insulinde*(2), pp. 119-151.

GUINNESS, P. (1986). *Harmony and Hierarchy in a Javanese Kampung.* Oxford: Oxford University Press.

GUINNESS, P. (1989). Yogyakarta: an Urban Kampung as Settlement and Community. *Conference on Indonesia's New Order: Past, Present and Future, Canberra, 4-9 December.*

GUIZOL, P., RODA, J.-M., MUHTAMAN, D. R., LABURTHE, P., FAUVEAUD, S., & ANTONA, M. (2005). Le teck javanais, entre surexploitation et embargo. *Bois et Forêts des tropiques, 284*(2), pp. 11-21.

HADI, F., THAPA, R. B., HELMI, M., HAZARIKA, M. K., MADAWALAGAMA, S., & DESHAPRIYA, L. N. (2016). *Urban growth and land use. Land covering model in Semarang, Central Java, Indonesia.* (A. I. Technology, Éd.) Consulté le 07 07, 2019, sur Geoinformatics Center: http://www.geoinfo.ait.ac.th/downloads/publications/2016-hadi.pdf

HAMER, A. M. (1984). *Decentralized urban development and industrial location behaviour in Sao Paulo, Brazil: a synthesis of research issues and conclusions.* BANQUE MONDIALE, Water Supply and Urban Development Department. Washington DC: BANQUE MONDIALE.

HANCOCK, T. (1986). *Coleman's Singapore.* The Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society en lien avec Pelanduk Publications.

HANDAYANI, & WIWANDARI. (2001). *Efisiensi kolektif pada sentra industri mebel Jepara (Collective efficiency in Jepara furniture cluster).* Th. Mast., Institut Teknologi Bandung, Bandung.

HANDAYANI, W. (2013). Rural-Urban Transition in Central Java: Population and Economic Structural Changes Based on Cluster Analysis. *Land, 2*, pp. 419-436. doi:10.3390/land2030419

HANDAYANI, W., & RUDIARTO, I. (2014). Dynamics of Urban Growth in Semarang Metropolitan (Central Java): an Examination Based on Built-Up Area and Population Change. *Journal of Geography and Geology, 6*(4).

HARAGUCHI, N., FANG CHIN CHENG, C., & SMEETS, E. (2017). The Importance of Manufacturing in Economic Development: Has This Changed? *World Development, 93*, pp. 293-315.

HARDIN, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science, 162*(3859), pp. 1243-1248. doi:10.1126/science.162.3859.1243

HARDOY, J. E., & SATTERTHWAITE, D. (1986). A survey of empirical material on the factors affecting the development of small and intermediate urban centres. Dans J. E. HARDOY, & D. SATTERHWAITE, *Small and Intermediate Urban Centres: Their Role in National and Regional Development in the Third World* (pp. 279-334). Londres et Westview (USA): Hodder and Stoughton.

HAREVEN, T. (1982). *Family Time and Industrial Time.* New York: Cambridge University Press.

HARI MARDIANSJAH, F. (2013). *Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : étude de trois kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java.* Th.doct. sous la direction de C. Goldblum et S. Barles, Université Paris-Est, Architecture, aménagement de l'espace, Marne-la-Vallée.

HARINI IRAWATI, R., & PURNOMO, H. (2012). *Pelangi di Tanah Kartini. Kisah aktor mebel Jepara bertahan dan melangkah ke depan.* CIFOR.

HART, G. (1986). *Power, Labor, and Livelihood: Processes of Change in Rural Java.* Berkeley et Los Angeles: University of California Press.

HART, K. (1973). Informal income opportunities and urban employment in Ghana. *Journal of Modern African Studies, 11*, pp. 61-89.

HARTONO, S. (2007). The Amsterdam School dan perkembangan arsitektur kolonial di Hindia Belanda antara 1915-1940. *Jurnal Teknik Arsitektur*.

HARVEY, D. (2004). The 'New Imperialism': Accumulation by Dispossession. *Social Register, 40*, pp. 63-87.

HCERES. (2016, 11). Référentiel d'évaluation des unités de recherche interdisciplinaires. Paris.

HEFNER, R. (2000). *Civil Islam, Muslims and Democratization in Indonesia.* Princeton: Princeton and Oxford University Press.

HELLIWELL, J. F. (2006). Well-being, Social Capital and Public Policy: What's New? *Economic Journal, 116*, pp. C34-C45.

HELLIWELL, J. F., & PUTNAM, R. D. (2004). The Social Context of Well-being. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Studies, 359*, pp. 1435-1446.

HELLIWELL, J., LAYARD, R., & SACHS, J. (2015). *World happiness report.* New York: Sustainable Development Solutions Network.

HERBELIN, C. (2017, 11). Editorial : au-delà des paradoxes de l'Asie du Sud-Est. *ABE (Architecture Beyond Europe) Journal*. Consulté le 04 01, 2018, sur http://journals.openedition.org/abe/3729

HERMANSYAH, A. (2016, 09 06). Chinese company Jiangsu Dongqun expresses interest in US$ 100m investment in Indonesia. *The Jakarta Post*.

HIGGOTT, R., ROBISON, R., HEWISON, K. J., & RODAN, G. (1985). Theories of development and underdevelopment: implications for the study of Southeast Asia. Dans R. HIGGOTT, & R. ROBISON, *Southeast Asie. Essays in the Political Economy of Structural Change.* Routledge.

HILL, H. (1992). Manufacturing industry. Dans A. BOOTH, *The Oil Boom and After: Indonesian Economic Policy and Performance in the Suharto Era.* New York: Oxford University Press.

HILL, H. (1994). *Indonesia's New Order: The Dynamics of Socioeconomic Transformation.* Sydney: Allen & Unwin.

HILL, H. (1996/2000). *The Indonesian economy since 1966: Southeast Asia's emerging giant.* Cambridge: Cambridge University Press.

HILL, H., & HILL, S. (2016). Half a century of Indonesian economic development: Continuity and change. Dans H. HILL, & J. MENON, *Managing Globalization in the Asian Century: Essays in Honour of Prema-Chandra Athukorala* (pp. 485-523). Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.

HILL, J., & WRIGHT, L. T. (2001). A qualitative research agenda for small to medium-sized enterprise. *Marketing Intelligence and Planning, 19*(6), pp. 432-443.

HIRSCHMAN, C., & BONAPARTE, S. (2012). Population and Society in Southeast Asia: a Historical Perspective. Dans L. WILLIAMS, & P. GUEST, *Demography of Southeast Asia: Recent Histories and Future Directions.* Ithaca NY: Cornell Southeast Asia Program Publications.

HOGGARTH, K. (. (2005). *The City's Hinterland. Dynamism and Divergence in Europe's Peri-Urban Territories.* Aldershot: Ashgate.

HOTELLING, H. (1929). Stability in competition. *Economic Journal, 39*, pp. 41-57.

HOUBEN, V. (1989). Surakarta : cité héroïque et florissante. *Archipel, 37 : Villes d'Insulinde*(2), pp. 199-218.

HOUBEN, V. J. (2012). The Pre-Modern Economies of the Archipelago. Dans J. L. VAN ZANDEN, & D. MARKS, *An Economic History of Indonesia. 1800-2010* (pp. 35-55). Abingdon: Routledge.

HOUSE, J. S., LANDIS, K. R., & UMBERSON, D. (1988). Social Relationships and Health. *Science, 241*, pp. 540-545.

HOWENSTEINE, N. G., & ZEILE, W. J. (1994). Characteristics of foreign-owned US manufacturing establishments. *Survey of Current Business*, pp. 34-59.

HUALLACHAIN, B., & LESLIE, T. (2009). Postindustrial manufacturing in a Sunbelt metropolis: where are factories located in Phoenix? *Urban Geography, 30*, pp. 898-926.

HUDALAH, D., & FIRMAN, T. (2013). Beyond property: industrial estates and post-suburban transformation in Jakarta Metropolitan Region. *Cities, 29*, pp. 40-48.

HUDALAH, D., VIANTARI, D., FIRMAN, T., & WOLTJER, J. (2013). Industrial land development and manufacturing deconcentration in Greater Jakarta. *Urban Geography, 34*(7), pp. 950-971.

HUDALAH, D., WINARSO, H., & WOLTJER, J. (2007). Peri-urbanization in East Asia: a new challenge for planning? *International Development Planning Review, 29*, pp. 503-519.

HUDALAH, D., ZULFAHMI, F., & FIRMAN, T. (2013). Regional Governance in Decentralizing Indonesia: Learning from the Success of Urban-Rural Cooperation in Metropolitan Yogyakarta . Dans T. BUNNELL, D. PARTHASARATHY, & E. C. THOMPSON, *Cleavage, Connection and Conflict in Rural, Urban and Contemporary Asia* (pp. 65-82). Springer. doi:ISBN 978-94-007-5482-9

HUFF, G. (2012). Gateway Cities and Urbanisation in Southeast Asia Before World War II. *Discussion Papers in Economic and Social History*(96).

HUGO, G. (1981). Levels, trends and patterns of urbanization. Dans G. HUGO, & O. (. Unies) (Éd.), *Migration, urbanization and development in Indonesia* (pp. 57-80). New York: ESCAP.

HUI, T. Y. (2016, 01 29). *Maersk is keen to boost Indonesia's furniture trade*. Récupéré sur Maersk Line official website: https:/www.maersk.com/stories/maersk-is-keen-to-boost-Indonesia-furniture-trade/

HULL, T. (1994). Workers in the shadows: a statistical wayang. Dans D. BOURCHIER, *Indonesia's Emerging Proletariat: Workers and their Struggles.* Clayton: Monash University.

HUMPHREY, J. (1995). Special issue on industrial organisation and manufacturing competitiveness. *World Development, 23*(1).

HUMPHREY, J., & SCHMITZ, H. (2002). How does insertion in global value chains affect upgrading in industrial clusters? *Regional Studies, 36*(9), pp. 1017-1027.

HUSKEN, F., & WHITE, B. (1989). Java: Social differentiation, food production, and agrarian control. Dans G. HART, A. TURTON, & B. WHITE, *Agrarian Transformations, Local Processes and the State in Southeast Asia* (pp. 235-268). Berkeley et Los Angeles: University of California Press.

Ibis World. (2018, 06). Wood Furniture Manufacturing Industry Market Research Report. Consulté le 09 29, 2018, sur https://www.ibisworld.com/industry-trends/international/china-market-research-reports/manufacturing/furniture/wood-furniture-manufacturing.html

IIAS. (2016, 09 30). The Southeast Asia Neighborhoods Network: An Interdisciplinary Regional Program where Local City-Making Knowledge Can Shape Urban Studies. *Unpublished paper, Final revised proposal*. Leiden (Pays-Bas).

IJZERMAN, J. W. (1923). *Cornelis Buijsero te Bantam. 1616-1618.* La Haye.

INDOVINA, F. (1990). *La Città diffusa.* Venise: DAEST-IUAV.

ING, L. Y., PANGESTU, M. E., & RAHARDJA, S. (2015). Managing Indonesia's trade policy. How to remove the agenda? Dans A. NASUTION, *Macroeconomic Policies in Indonesia. Indonesia economy since the Asian financial crisis of 1997* (pp. 224-244). Londres et New York: Routledge.

ITTO (International Tropical Timber Organization). (2018, 05 31). *Tropical Timber Market Report, 22*(10).

IVANY ATINA ARBI. (2020, 10 07). International labor union federations write to Jokowi to protest omnibus law. *The Jakarta Post*. Consulté le 01 02, 2021, sur https://www.thejakartapost.com/news/2020/10/06/international-labor-union-federations-write-to-jokowi-to-protest-omnibus-law.html?utm_source=Newsletter&utm_medium=Mailchimp&utm_campaign=mailchimp-oct&utm_term=labor-union

Jababeka. (2020, 10 27). *Trans Central Java Bus in Kendal Industrial Park Officially Launched*. Consulté le 12 28, 2020, sur Jababeka & Co: https://www.jababeka.com/en/trans-central-java-bus-in-kendal-industrial-park-officially-launched/

JACKSON , S., & et al. (1991). Some Differences Make a Difference: Individual Dissimilarity and Group Heterogeneity as Correlates of Recruitment, Promotions and Turnover. *Journal of Applied Psychology, 76*, pp. 675-689.

JAGLIN, S. (2012). Services en réseaux et villes africaines : l'universalité par d'autres voies ? *L'Espace géographique, 41*(1), pp. 51-67. doi:DOI : 10.3917/eg.411.0051

JAMIESON, N. (1991). The dispersed metropolis in Asia: attitudes and trends in Java. Dans N. GINSBURG, B. KOPPEL, & T. G. McGEE, *The Extended Metropolis. Settlement Transition in Asia* (pp. 275-297). Honolulu HW: University of Hawaii Press.

Jatengland Industrial Park Sayung. (2020). *Product*. Consulté le 12 30, 2020, sur Jatengland Industrial Park Sayung: http://jatengland.com/sample-page/

JAY, R. (1963). *Religion and Politics in Rural Central Java.* New Haven, CT: Yale University, Southeast Asia Studies, Cultural Report Series n°12.

JAY, R. (1969). *Javanese Villagers, Social Relations in Rural Modjokuto.* Cambridge MA: The Massachussets Institute of Technology.

JEANNOT, G. (2017). Les communs et les infrastructures des villes. Dans K. CHATZIS, G. JEANNOT, V. NOVEMBER, & P. UGHETTO, *Du béton au numérique, le nouveau monde des infrastructures* (pp. 341-350). Bruxelles: Peter Lang.

JEFFERSON, G. H., & RAWSKI, T. G. (2002). China's Emerging Market for Property Rights: Thoretical and Empirical Perspectives. *Economics of Transition, 10*, pp. 585-617.

JELLINEK, L. (1991). *The Wheel of Fortune: The History of a Poor Community in Jakarta.* Honolulu: University of Hawaii Press.

JONES, G. (1984). Links between urbanization and sectoral shifts in employment in Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 20*(3), 120-137.

JONES, G. (1987). Labour force and labour utilization. Dans G. HUGO, T. HULL, V. HULL, & G. JONES, *The Demographic Dimension in Indonesian Development* (pp. 244-297). Singapore: Oxford University Press.

JONES, G., & DOUGLASS, M. (2008). *The Rise of Mega-Urban Regions in Pacific Asia - Urban Dynamics in a Global Era.* Singapour: NUS Press.

JULIEN, P.-A. (1992). The role of local institutions in the development of industrial districts: The Canadian experience. Dans F. PYKE, & W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Local Economic Regeneration* (pp. 197-214). Geneva: International Labour Organization, ILO.

KAGDA, S. (2020, 08 03). Can Indonesia turn a trickle of FDIs into a deluge with new industrial parks? *The Business Times*. Consulté le 12 28, 2020, sur https://www.businesstimes.com.sg/asean-business/can-indonesia-turn-a-trickle-of-fdis-into-a-deluge-with-new-industrial-parks

KAHNEMAN, D., DIENER, E., & SCHWARZ, N. (1999). *Well-being: The Foundations of Hedonic Psychology.* New York NY: Russell Sage.

KARLAN, D. (2002). *Social Capital and Group Banking.* Massachussets Institute of Technology. Unpublished manuscript.

KEELER, W. (1983). The Symbolic Dimensions of the Javanese House. Association of Asian Studies.

KEMENTERIAN PERDAGAGAN REPUBLIK INDONESIA. (2008). *Indonesian furniture: creativity in wood.* Jakarta.

KEMERSON, D. K. (1984). "Southeast Asia". What's in a Name. *Journal of Southeast Asian Studies, 15*(1), pp. 1-21.

KHWAJA, A. I. (2006). *Can Good Projects Succeed in Bad Communities?* Kennedy School of Government Working Papers, Harvard University. Récupéré sur http://ksghome.harvard.edu/~akhwaja/papers/BaltNov06.pdf

KIM, & et al. (1997). Culture and the City in East Asia.

KINGSBURY, D. (2003). *Power Politics and the Indonesian Military.* Londres: Routledge Curzon.

KIVELL, P. (1993). *Land and the City: Patterns and Processes of Urban Change.* Londres: Routledge.

KLAPINSKY, R., MORRIS, M., & READMAN, J. (2002). The globalisation of product markets and immeserising growth: lessons from the South African furniture industry. *World Development, 30*(7), pp. 1159-1178.

KLAPWIJK, M. (1997). *Rural industry clusters in Central Java, Indonesia. An empirical assessment of their role in rural industrialization.* Amsterdam.

KLOOSTERMAN, R. C., & MUSYTERD, S. (2001). The polycentric urban region: towards a research agenda. *Urban Studies, 38*, pp. 623-633.

KNIGHT, G. R. (1996). Did "Dependency" really get it wrong? The Indonesian Sugar Industry, 1880-1942. Dans J. T. LINDBLAD, *Historical Foundations of a National Economy in Indonesia* (pp. 155-173). Asmterdam: North-Holland.

KNOWLES, L. (1928). *The Economic Development of the British Overseas Empire.* Londres: George Routledge & Sons.

KOENTJARANINGRAT. (1989). *Javanese Culture.* Oxford: Oxford University Press.

KOENTJARANINGRAT, R. M. (1961). *Some Social-Anthropological Observations on Gotong Royong Practices in Two Villages of Central Java.* Ithaca: Cornell University.

Kompas. (2010, 06 17). Indonésie. Comment la Chine étouffe l'Industrie du rotin. *Courrier International*.

Kompas. (2015, 08 29). Persiapkan Sektor Riil. *Kompas*.

Kompas. (2015, 08 29). Wapres Yakinkan Pengusaha Korea Selatan. *Kompas*.

Kompas. (2017, 08 08). Inovasi Produk Bisa Jadi Solusi. *Kompas*.

KOURTESSI-PHILIPPAKIS, G. (2011). La notion de territoire : définitions et approches. Dans G. KOURTESSI-PHILIPPAKIS, & R. TREUIL, *Archéologie du territoire, de l'Égée au Sahara* (pp. 7-13). Paris: Editions de la Sorbonne.

KRIPNER, G. R. (2011). *Capitalizing on Crisis: The Political Origins of the Rise of Finance.* Cambridge MA.

KRUGMAN, P. (1991). *Geography and Trade.* Boston MA: MIT Press.

KRUGMAN, P. (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy, 91*(3), pp. 483-499.

KRUGMAN, P. (1994). The Myth of Asia's Miracle. *Foreign Affairs*.

KUMAR, A. (1989). A Swedish View of Batavia in 1783-4: Hornstedt's Letters. *Archipel, 37 : Villes d'Insulinde*(2), pp. 247-262.

KUMAR, N. (1984). Social cost-benefit analysis of an export-oriented project with foreign collaboration in India. *Industry & development, 10*, pp. 9-46.

KUNCORO, A. (2006). *Decentralization and Corruption in Indonesia: Manufacturing Firms Survival under Decentralization.* Kitakyushu: The International Centre for the Study of East Asian Development.

KUNCORO, A. (2015). Globalization and innovation in Indonesian manufacturing. Dans A. NASUTION, *Macroeconomic Policies in Indonesia* (pp. 272-279). Londres et New York: Routledge.

KUSNO, A. (2014). *Behind the Postcolonial: Architecture, Urban Space and Political Cultures in Indonesia.* Abington (Royaume-Uni): Routledge.

KUSUMASTUTI, S. (2002). Industrial relations during the freedom to organize era. *SMERU News*(3), pp. 1-8.

KUSUMAWARDHANI, A., & McCARTHY, G. (2013). Innovation in small and medium-sized wood-fruniture firms in Central Java, Indonesia. *International Conference on Managing the Asian Century*, (pp. 1-10). Singapore.

KWANDA, T. (2000). Pemgembangan kawasan industri di Indonesia (the development of industrial estates in Indonesia). *Dimensi Teknik Arsitektur, 28*, pp. 54-61.

LABROUSSE, P. (2000). Ibu Tien en odeur de sainteté ? Dans F. CAYRAC-BLANCHARD, S. DOVERT, & F. DURAND, *Indonésie. Un demi-siècle de construction nationale* (pp. 173-198). Paris: L'Harmattan.

LACHAIER, P. (1998). Les grandes maisons d'affaires et l'économie indienne. Revue de la littérature et de la presse d'affaire indienne, 50 ans après l'indépendance. *Annales des Mines*.

LACHAIER, P. (1999). *Firmes et entreprises en Inde : la firme lignagère dans ses réseaux.* Pondichéry: Institut français de Pondichéry.

LAFAYE DE MICHEAUX, E. (2012). *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?* Lyon: ENS Editions.

LAFOURCADE, M. (2012). Paris et le désert français : une légende urbaine ? *Idées économiques et sociales, 1*(167), pp. 7-13.

LANCRET, N. (2015). L'urbanisation abordée par les cartes, plans et schémas directeurs. *Spécificités et enjeux du développement urbain au Laos. 16 mars 2015.* Paris: Inalco.

LANCRET, N., & TIRY-ONO, C. (. (2015). *Architectures et villes d'Asie.* Liège (Belgique): Mardaga.

LANG, R. (2003). *'Edgeless cities': exploring the elusive metropolis.* Washington (DC): Brooking Institution Press.

LANG, R., & KNOX, P. (2008). The new metropolis: rethinking megalopolis. *Regional Studies*, pp. 1-14.

LANG, R., SANCHEZ, T., & ONER, A. (2009). Beyond edge city: office geography in the new metropolis. *Urban Geography, 30*, pp. 726-755.

LAURENS, H. (2019). Crise d'Orient : les origines de l'autoritarisme à partir de 1949 [Enregistré par H. LAURENS]. Paris: Collège de France. Consulté le 03 08, 2020, sur https://www.college-de-france.fr/site/henry-laurens/course-2019-12-18-15h00.htm

LAUTIER, B. (1994). *L'économie informelle dans le Tiers Monde.* Paris: La Découverte.

LAVAL, C., SAUVETRE, P., & TAYLAN, F. (2019). L'alternative du commun. *Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, du 8 au 15 septembre 2017.* Paris: Hermann éditeurs.

LAYARD, P. R. (2005). *Happiness: Lessons from a New Science.* New York: Penguin.

LAZAROVICI, M. (2004). *L'étude de la filière teck à Java : l'exemple de la filière informelle de Jepara.* Paris.

LEAF, M. (1994). The suburbanisation of Jakarta: a concurrence of economics and ideology. *Third World Planning Review, 16*, pp. 341-356.

LEAF, M. (2002). A tale of two villages: globalization and peri-urban change in China and Vietnam. *Cities, 19*, pp. 23-31.

LECHEVAL, V., SIRE, C., & THERAULAZ, G. (2018). La danse organisée des bancs de poissons. *La Recherche, 537-538*, pp. 40-45. Récupéré sur https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02337096/document

LEDUCQ, D., SCARWELL, H.-J., & INGALLINA, P. (2017). *Modèles de la ville durable en Asie.* Bruxelles: Peter Lang.

LEE HSIEN LOONG. (2016). *Communiqué de presse du Premier Ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, pour l'inauguration de Kendal Industrial Park.* Gouvernement de Singapour. Consulté le 01 01, 2021, sur https://www.pmo.gov.sg/Newsroom/pm-lee-hsien-loong-opening-kendal-industrial-park

LEFEVRE, C. (2010, 11 18). *Davezies Laurent, La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses.* Consulté le 05 07, 2016, sur Métropoles: http://metropoles.revues.org/3767

LEIGH, A. (2006). Trust, Inequality and Ethnic Heterogeneity. *Economic Record, 82*, pp. 268-280.

LEISCH, H. (2002). Gated communities in Indonesia. *Cities, 19*(5), pp. 341-350.

LEITNER, H., & SHEPPARD, E. (2017, 05 16). From Kampungs to Condos? Contested accumulations through displacement in Jakarta. *Environment and Planning A*. doi:DOI: 10.1177/0308518X17709279

LEONARD, K. I. (2011). Family Firms in Hyderabad: Gujarati, Goswami, and Marwari Patterns of Adoption, Marriage, and Inheritance. *Comparative Studies in Society and History, 53*(04), pp. 827-854.

LERNER, D. (1958). *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East.* Macmillan.

LESOURNE, J. (1976). *Les systèmes du destin.* Paris: Dalloz.

LEVY, J. (1983). Vers le concept géographique de ville. *Villes en Parallèle*(7), pp. 77-119.

LEWIS, W. A. (1954). Economic development with unlimited supply of labor. Dans A. N. AGARWALA, & S. P. SINGH, *The Economics of Underdevelopment.* Oxford: Oxford University Press.

LEWIS, W. A. (1977). The Evolution of the International Economic Order. *Discussion Paper n°74*, 39-40. Princeton, NJ: Princeton University.

LEYDEN, K. M. (2003). Social Capital and the Built Environment: the Importance of Walkable Neighborhoods. *American Journal of Public Health, 93*(9), pp. 1546-1551.

LI, D. D. (1996). A Theory of Ambiguous Property Rights in Transition Economies: The Case of the Chinese Non-State Sector. *Journal of Comparative Economics, 23*(1), pp. 1-19.

LIANTINA, D. (2016). *Indentifikasi faktor-faktor aktivitas perdagangan meubel dan pengaruhnya terhadap penuruan fungsi kawasan perdagangan meubel di koridor Jalan Soekarno Hatta Kabupaten Jepara.* Universitas Diponegoro, Semarang.

LIBERTUN DE DUREN, N., & COMPEAN, R. G. (2015). Growing resources for growing cities: density and the cost of municipal services in Latin America. *urban Studies, September 2016*.

LIM, L. (1983). Capitalism, Imperialism and Patriarchy: The Dilmemna of Third World Women Workers in Multinational Factories. Dans J. NASH, & M. P. FERNANDEZ-KELLY, *Women, Men, and the International Division of Labor* (pp. 70-91). Albany, NY: SUNY Press.

LIM, L. (1983). Multinational Export Factories and Women Workers in the Third World: A Review of Theory and Evidence. Dans N. M. EL-SANABARY, *Women and Work in the Third World: The Impact of Industrialization and Global Economics Interdependence* (pp. 75-90). Berkeley, CA, University of Berkeley. Center for the Study, Education, and Advancement of Women.

LIMAN, T. (2015). *Analysis of Public Policies that Unintentionally Encourage and Subsidize Sprawl, NCE Cities – Sprawl Subsidy Report.* The Global Commission on the Economy and Climate. Récupéré sur https://files.lsecities.net/files/2015/03/NCE-Sprawl-Subsidy-Report-021.pdf

LIN, N. (1999). Building a Network Theory of Social Capital. *Connections, 22*(1), pp. 28-51.

LIN, N. (1999). Social Networks and Status Attainment. *Annual Review of Sociology, 25*, pp. 467-487.

LINDBLAD, J. (2008). *Bridges to new business: the economic decolonization of Indonesia.* Leiden (Pays-Bas): KITLV Press.

LINGGA, V. (2020, 07 06). Big talk about Batang industrial park could just be hot air. *The Jakarta Post*. Consulté le 12 19, 2020, sur https://www.thejakartapost.com/academia/2020/07/06/big-talk-about-batang-industrial-park-could-just-be-hot-air.html

LINN, J. F. (1982, 04). The costs of urbanization in developing countries. *Economic Development and Cultural Change, 30*(3), pp. 625-648.

LLEWELLYN, A. (2018, 05 10). Foreign Workers Under Fire Ahead of Indonesian Presidential Election. *The Diplomat*. Consulté le 01 20, 2019, sur https://thediplomat.com/2018/05/foreign-workers-under-fire-ahead-of-indonesian-presidential-election/

LOASBY, B. J. (1999). Industrial districts as knowledge communities. Dans M. BELLET, & C. L'HARMET, *Industry, Space and Competition.* Edward Elgar.

LOEBIS, L., & SCHMITZ, H. (2003). Java furniture makers: winners or losers from globalization? (D. EADE, Éd.) *Development in Practice, 15*(3-4).

LOMBARD, D. (1970). Pour une histoire des villes du Sud-Est Asiatique. *Annales, 25*(4).

LOMBARD, D. (1989). Une description de la ville de Semarang en 1812 (d'après un manuscrit de l'Indian Office). *Archipel, 37*(1 - Villes d'Insulinde II), pp. 263-277.

LOMBARD, D. (1990). *Le Carrefour Javanais. Essai d'histoire globale* (Vol. III : L'Héritage des Royaumes Concentriques). Paris: EHESS.

LÖSCH, A. (1940). *Die räumliche Ordnung der Wirtschaft.* Iena.

LYNCH, K. (1960). *The Image of the City.* Cambrige, MA: MIT Press.

MACKIE, J. (1961-1962). Indonesia's Government estates and their masters. *Pacific Affairs, 34*(4), pp. 337-360.

MADDISON, A. (2003). *L'économie mondiale : statistiques historiques.* Paris: OCDE.

MADINIER, R. (2019, 10 04). *La place de l'Islam en Asie : quelles gouvernances politiques ?* (D. ALLES, Éd.) Paris: France Culture. Consulté le 03 14, 2021, sur https://www.franceculture.fr/conferences/la-place-de-lislam-en-asie-quelles-gouvernances-politiques

MADINIER, R., & FEILLARD, A. (2011). *The End of Innoncence? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism.* Singapour - Leiden - Hawaï: NUS Press - KITLV - University of Hawaï Press.

MAHADEVIA, D. (2001, 12). India’s Indebted Cities. *Habitat Debate, 7*(4), pp. 25-26.

MAHMUD, GURUH, T. H., & IDA, F. (2013). The factors that influence the firm performance in the furniture industry in Jepara. *The First International Conference on Law, Business and Government.* Semarang: UBL.

MANCIAUX, M., VANISTENDAEL, LECOMTE, & CYRULNIK, B. (2001). *La résilience : résister et se reconstruire.* Genève: Cahiers Médicaux Sociaux.

MANGIN, D. (2004). *La ville franchisée : formes et structures de la ville contemporaine.* Paris: Editions de la Villette.

MANGIN, W. (1970). Dans W. MANGIN, *Peasants in Cities.* Boston MA: Houghton Mifflin.

MANNING, C., & ROESAD, K. (2006). Survey of Recent Developments. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 42*(2), 143-170.

MARCOTULLIO, P. J., & LEE, Y. S. (2003). Environmental transitions and urban transportation systems. A comparison of Asian and North American Experience. *International Development Review, 25*(4), pp. 325-354.

MARDIANSJAH, F. H. (2013). *Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : étude de trois kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java.* Paris.

MARKOVITS, C. (2000). *The global world of Indian merchants 1750-1947 : Traders of Sindfrom Bukhara to Panama.* Cambridge: Cambrige University Press.

MARSCHAN-PIEKKARI, R., & WELCH, C. (2004). Qualitative research methods in international business: the state of the art. Dans R. MARSCHAN-PIEKKARI, & C. WELCH, *Handbook of Qualitative Research Methods for International Business* (p. 20 p.). Cheltenham (Royaume-Uni): Edward Elgar.

MARSHALL, A. (1890). *Principles of Economics.* Londres: Macmillan.

MARX, K. (1872). *Le capital.* Lachâtre.

MARX, K. (1898). *Salaire, prix et profit.*

MASKELL, P. (1999). Social capital, innovation and competitiveness. Dans S. BARON, J. FIELD, & T. SCHULLAR (Éds.), *Social Capital.* Oxford University Press.

MASLOW, A. (1943). A Theory of Human Motivation. *Psychological Review*(50), pp. 370-396.

MASLOW, A. (1954). *Motivation and Personality.* New York NY: Harper & Brothers.

MASSEY, D. (1994). *Space, Place, and Gender.* Minneapolis MN: University of Minnesota Press.

MAULIA, E. (2016, 09 01). Central Java entices investment with an ambitious industrial park. *Nikkei Asia*. Consulté le 12 28, 2020, sur https://asia.nikkei.com/Economy/Central-Java-entices-investment-with-an-ambitious-industrial-park

MAWARDI, M. K. (2014). *The Survival of Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) in Indonesian Industrial Clusters: A Case Study of the Furniture and Footwear Industrial Cluster of East Java Province, Indonesia.* Sydney: University of Wollongong Thesis Collections.

MAWARDI, M. K., CHOI, T., & PERERA, N. (2011). The factors of SME cluster developments in a developing country: the case of Indonesian clusters. *ICSB World Conference* (pp. 408-429). Stockholm: icsb.

McDONNELL, B. (2004). Lessons from the Rise and (Possible) Fall of Chinese Township-Village Enterprises. *William and Mary Law Review, 45*, pp. 953-1009.

McEVEDY, C., & JONES, R. (1978). *Atlas of World Population History.* New York NY: Penguin Books.

McGEE, T. G. (1967). *The Southeast Asian City.* Londres: G. Bell and Sons.

McGEE, T. G. (1976). The Persistence of the Prtoto-Proletariat: Occupational Structures and Planning for the Future of Third World Cities. *Progress in Geography, 9*, pp. 3-38.

McGEE, T. G. (1989). Urbanisasi or Kotadesasi? Evolving patterns of urbanization in Asia. Dans *Urbanization in the Developing World: Spatial Dimensions and Policy Issues.*

McGEE, T. G. (1991). The emergence of desakota regions in Asia: expanding a hypothesis. Dans N. GINSBURG, B. KOPPEL, & T. McGEE, *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia.* Honolulu HW: University of Hawaii Press.

McGEE, T. G. (2008). Revisiting the urban fringe: Reassessing the challenges of the mega-urbanization process in Southeast Asia. Dans Tôn Nữ Quỳnh Trân, F. QUERTAMP, C. de MIRAS, Nguyễn Quang Vinh, Lê Văn Năm, & Trương Hoàng Trương, *Trends of Urbanization and Suburbanization in Southeast Asia* (pp. 21-52). Ho-Chi Minh: Ho Chi Minh City General Publishing House.

Mc-LOUGHLIN, J. B. (1978). *Planification urbaine et régionale. Une approche par l'analyse des systèmes.* Paris: Dunod.

MEADOWS, D. L., MEADOWS, D. H., RANDERS, J., & BEHRENS ILL, W. W. (1972). *Limits to Growth.* Universe Books.

MEDAGHRI ALAOUI, M. (1989). Fiscalisation du secteur informel. *Revue française des finances publiques*(28), pp. 57-65.

METALSI, M. (2020). La Medina vue de l'intérieur. Sur *Questions d'islam*. Paris: G. BENCHEIKH. Consulté le 06 21, 2020, sur https://www.franceculture.fr/emissions/questions-dislam/la-medina-vue-de-linterieur

MIFTAHUDIN, H. (2020, 11 28). Bidik Investasi, kemperin terbitkan regulasi KPI. *Medom.id3*. Consulté le 12 31, 2020, sur https://www.medcom.id/ekonomi/bisnis/nbwlqrRk-bidik-investasi-kemenperin-terbitkan-regulasi-kpi

MIGUEL, E., & GUGERTY, M. K. (2005). Ethnic Diversity, Social Sanctions and Public Goods in Kenya. *Journal of Public Economics, 89*, pp. 2325-2368.

MILADAN, N. (2016). *Communities' Contribution to Urban Resilience Process: a Case Study of Semarang City (Indonesia) toward Coastal Hydrological Risk.* Ph.D. Thesis in Geography under Supervision of N. Landret and S. Soetomo, Université Paris-Est et Universitas Diponegoro, Marne-la-Vallée (France) and Semarang (Indonesia).

MILONE, P. D. (1964). Contemporary Urbanization in Indonesia. *Asian Survey, 4*(8), pp. 1000-1012.

Ministry of Industry of the Republic of Indonesia. (2015). *Industry Facts and Figures.* Jakarta: Ministry of Industry of the Republic of Indonesia.

MOEDA, O. (2001). *Evolusi Klaster Industri Perabotan dan Perlengkapan Rumah Tangga dari Kayu di Propinsi Jawa Tengah.* Th.Mast., UKSW, Salatiga (Indonésie).

MOELIONO, T. P. (2011). *Spatial management in Indonesia: from planning to implementation. Cases from West Java and Bandung. A socio-legal study.* Th.Doct. sous la Direction de P.F. van der Heijden, Université de Leiden, Leiden.

MOENCH, M., & GYAWALI, D. (2008). *Desakota: reinterpreting the urban-rural continuum.* DFID (Department for International Development), Londres.

MOLINA-MOLARES, F. X., & MARTINEZ-FERNANDEZ, M. T. (2010). Social networks: Effects of social capital on firm innovation. *Journal of Small Business Management, 48*(2), pp. 258-279.

MOOR, J. (2001, 12). Letters. *Habitat Debate, 7*(4), pp. 3-5.

MORRIS, S., & BASANT, R. (2015). *Role of Small-Scale Industries in the Age of Liberalization.* Asian Development Group. Bangkok: Paper of the Policy Group on Trade and Industry of the Asian Development Bank.

MORRISSON, C., & MEAD, D. (1996). Pour une nouvelle définition du secteur informel. *Revue d'Economie du Développement, 4*(3), pp. 3-26.

MOSER, C. (1978). Informal sector or petty commodity production: dualism or dependence in urban development? *World Development, 6*(9/10), pp. 1041-1964.

MULTATULI. (1860). *Max Havelaar, of De koffie-veilingen der Nederlandsche handelsmaatschappij.* Amsterdam: De Ruyter.

MUNASINGHE, J. (2013). Planning and self-organizing: the case of small towns in Sri Lanka. Dans N. PERERA, & W.-S. TANG, *Transforming Asian Cities: Intellectual Impasse, Asianizing Space, and Emerging Translocalities* (pp. 207-221). Routledge.

MUNOZ, S. (1983). Spéculation et répercussion des influences politiques sur l'urbanisme dans la zone française du protectorat au Maroc. *Cahiers de la Méditerranée, 26*, pp. 105-123.

MURILLO, F. (2001). SMEs: The Informal Safety Nets. *Habitat Debate, 7*(4), p. 23.

MYERS, D. G., & DIENER, E. (1995). Who is Happy? *Psychological Science, 6*, pp. 10-19.

MYRDAL, G. (1957). *Economic theory and under-developed regions.* Londres: Duckworth.

NADVI, K. (1999). Shifting ties: Social network in the surgical instrument cluster of Sialkot, Pakistan. *Development and Change, 30*, pp. 141-175.

NAGTEGAAL, L. (1993). The Pre-Modern City in Indonesia and its Fall from Grace with the Gods. *Economic and Social History in the Netherlands, 5*, pp. 39-59.

NAIK, M., & RANDOLPH, G. (2019). *The Role of Small Cities in Shaping Youth Emplyment Outcomes in India and Indonesia.* Chanakyapuri, New Delhi: Centre for Policy Research.

NAIK, M., & RANDOLPH, G. F. (2019, 07 18). At the receiving end: How small cities in India and Indonesia reconcile top-down industrial investments with localised policymaking. Dans J. BIRGI, & L. KENNEDY, *Can Periurban and Subaltern Regions of Fast-industrializing Asia Forge Resilient Development Paths? Juggling Local Assets and Constraints to Engage in Global Competition* (p. 1). Leiden: The 11th International Convention of Asian Scholars. 15-19 July 2019.

NAIR, J. (2005). *The Promise of the Metropolis: Bangalore's Twentieth Century.* New Delhi.

NAM, V. H., SONOBE, T., & OTSUKA, K. (2010). An inquiry into the development process of village industries: The case of a knitwear cluster in Northern Vietnam. *Journal of Development Studies, 46*(2), pp. 312-330.

NANTI, N., & BEEKELAR, T. (2016, 08 10). Industrial estate business still promising. *The Jakarta Post*.

NARJOKO, D., & JOTZO, F. (2007). Survey of Recent Developments. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 43*(2), 143-169.

NARJOKO, D., & RAHARDJA, S. (2015). Indonesian manufacturing sector. Searching for identity amidst a challenging environment. Dans A. NASUTION, *Macroeconomic Policies in Indonesia* (pp. 245-260). Londres et New York: Routledge.

NASUTION, A. (2014). *Macroeconomic Policies in Indonesia: Indonesia economy since the Asian financial crisis of 1997.* Routledge.

NATALI, A., & RUSSO, M. (2009). The Italian revival of industrial districts and the foundations of industrial policy. Dans G. BECATTINI, M. BELLANDI, & L. DE PROPRIS, *A Handbook of Industrial Districts* (pp. 111-121). Cheltenham (Royaume-Uni) et Northempton MA (Etats-Unis): Edward Elgar.

NESSI, H., BIRGI, J., IDT, J., & PELLEGRINO, M. (2021). Gouvernance autonome des réseaux à Rome, Semarang (Indonésie) et en Île-de-France : la fragilisation des communs dans le temps long. *Flux*(123-124), pp. 98-115.

NEWBERRY, J. C. (2006). *Back Door Java. State Formation and the Domestic in Working Class Java.* Toronto: University of Toronto Press.

NGUYEN, E. (2006). *L'Asie géopolitique. De la colonisation à la conquête du monde.* Studyrama.

NOYON, R. (2020, 04 20). D'où vient le mot « résilience », qui plaît tant à Emmanuel Macron ? *Le Nouvel Observateur*. Consulté le 08 19, 2020, sur https://www.nouvelobs.com/idees/20200424.OBS27957/d-ou-vient-le-mot-resilience-qui-plait-tant-a-emmanuel-macron.html

NURROZIKAN, M. (2019, 02 01). Pembangunan Empat Kawasan Industri di Jateng Masuki Tahapan Peninjauan RTRW. *Zona Pasar*. Consulté le 06 07, 2020, sur https://zonapasar.com/pembangunan-empat-kawasan-industri-di-jateng-masuki-tahapan-peninjauan-rtrw-11200

OCDE. (2006). *Competitive Cities in the Global Economy.* Paris: Publications de l'OCDE.

OCDE. (2006). *The New Rural Paradigm: Policies and Governance.* Paris: OECD Publishing.

OCDE. (2013). *OECD Guidelines on measuring subjective well-being.* OECD Publishing. Récupéré sur http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en

OCDE. (2016). *OECD Economic Surveys: Indonesia 2016.* Paris: OCDE.

OMICCIOLI, M. (1999). I distretti industriali di Pesaro, Civitanova Marche e Ascoli Piceno (Les districts industriels de Pesaro, Civitanova Marche et Ascoli Piceno). *Economia Marche, 18*(2).

OMICCIOLI, M., & TAMBURINI, P. (1999). Il distretto del mobile di Pesaro. *Economia Marche, 18*(2), pp. 63-129.

ONG, A. (1987). *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline: Factory Women in Malaysia.* Albany, NY: SUNNY Press.

ONS (Office for National Statistics) UK. (2011). *Measuring subjective well-being.*

ONU Habitat. (1996). *An Urbanizing World: Global Reports on Human Settlements 1996.* Oxford: Oxford University Press.

ONU Habitat. (2010). *State of the World Cities 2010/2011: Bridging the Urban Divide.* Londres: Earthscan.

ONU Habitat. (2016). *World City Report 2016: Urbanization and Development - Emerging Futures.* UN Habitat.

ONU Habitat. (2016). *World City Report 2016: Urbanization and Development - Emerging Futures.* UN Habitat.

O'ONG MARYONO. (2002). *Pencak Silat in the Indonesian Archipelago.* Yogyakarta: Yayasan Galang.

O'REILLY, C., WILLIAMS, R. K., & BARSAGE, S. (1997). Group Demography and Innovation: Does Diversity Help? Dans E. MANNIX, & M. NEALE, *Research in the Managemnt of Groups and Teams* (Vol. 1). Greenwich CT: JAI Press.

OSBORNE, M. J., & PITCHIK, C. (1987). Equilibrium in Hotelling's model of spatial competition. *Econometrica, 55*(4), pp. 911-922.

OSTROM, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action.* Cambridge: Cambridge University Press.

Ouest France. (2013, 11 01). Mes meubles ont déjà voyagé de Java à Quiberon. *Ouest France*. Consulté le 05 09, 2020, sur https://www.ouest-france.fr/bretagne/auray-56400/mes-meubles-ont-deja-voyage-de-java-quiberon-1688578

PAAUW, D. S. (1963). From colonial to guided economy. Dans R. McVEY, *Indonesia* (pp. 155-247). New Haven CO: HRAF.

PABOTTINGI, M. (1995). Indonesia: Historicizing the New Order's Legitimacy Dilemna. Dans M. ALAGAPPA, *Political Legitimacy in Southeast Asia: The Quest for Moral Authority* (pp. 224-256). Palo Alto CA: Stanford University Press.

PACIONE, M. (2005 (2001)). *Urban Geography. A Global Perspective.* New York: Routledge.

PADMORE, T., & GIBSON, H. (1998). Modelling Systems of Innovation. *Research Policy, 26*(6), pp. 625-641.

PAGE, S. (2007). *The Difference: How the Power of Diversity Creates Better Groups, Firms, Schools, and Societies.* Princeton NJ: Princeton University Press.

PALYS, T. (2008). Purposive sampling. Dans L. M. GIVEN, *The Sage Encyclopedia of Qualitative Research Methods* (p. 697). Los Angeles: Sage.

PANDEY, D., & BROWN, C. (2000). Teak: a global overview. *Unasylva, 51*, p. document non paginé.

PAQUOT, T. (1994). *Vive la ville ! .* Arléa-Corlet.

PARLINAH, N., PURNOMO, H., & NUGROBO, B. (2011, 06). Distribusi Nilai Tambah Pada Rantai Nilai Mebel Mahoni Jepara (Value-added Distribution Along the Value Chain of Jepara Mahogany Furniture). *Jurnal Penelitian Sosial dan Ekonomi Kehutanan, 8*(2), pp. 93-109.

PARNWELL, M., & WONGSUPHASAWAT, L. (1997). Between the global and the local: extended metropolitanisation and industrial location decision-making in Thailand. *Thrid World Planning Review, 19*(2), pp. 119-138.

PARRA-REQUENA, G., MOLINA-MORALES, F. X., & GARCIA-VILLAVERDE, P. M. (2010). The mediating effect or cognitive social capital on knowledge acquisition in clustered firms. *Growth and Change, 41*(1), pp. 59-84.

PARRILLI, M. D. (2007). *SME cluster development. A dynamic view of survival cluster in developing countries.* New York: Palgrave Macmillan.

PARRILLI, M. D. (2009). Collective efficiency, policy inducement and social embeddedness: Drivers for the development of industrial districts. *Entrepreneurship & Regional Development, 21*(1), pp. 1-24.

PAUKER, G. J. (1961). Indonesia's Eight-Year Development Plan. *Pacific Affairs, 34*(2), pp. 115-130.

PECQUEUR, B., & PEYRACHE-GADEAU, V. (2010). Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale. *Revue d'économie régionale et urbaine, 4*, pp. 613-623.

PECQUEUR, B., & TERNAUX, P. (2005). Mondialisation, restructuration et gouvernance territoriale. *Géographie, Economie, Société, 7*, pp. 315-319.

PECQUEUR, B., & ZIMMERMANN, J. B. (2004). *Economie de proximités.* Paris: Hermès-Lavoisier.

PEDELAHORE DE LODDIS, C., CERISE, E., & SHIN YONG-HAK. (2001). *Hanoï.* Paris: IPRAUS.

PEDERSEN, P. O., SVERRISSON, A., & VAN DIJK, P. (1994). *Flexible Specialization. The Dynamics of Small-Scale Industries in the South.* London: Intermediate Technologies Publications.

PENNANT, R. (2005). *Diversity, Trust and Community Participation in England.* Ministry of Home Office, Research, Development and Statistics Directorate, London.

PEPIN, C. (2011, 12 07). Il y a une vertu positive de l'échec. *Le Nouvel Economiste*. doi:https://www.lenouveleconomiste.fr/il-y-a-une-vertu-positive-de-lechec-13080/

PERMATASARI, P., & HUDALAH, D. (2013). Patterns of population mobility and job deconcentration in Metropolitan area: the case of industrial workers in Cikarang, Bekasi. *Jurnal Teknik Sipil*, pp. 97-106.

PERROUX, F. (1949). L'effet de domination et les relations économiques. *Économie appliquée, XL*(2), pp. 271-290.

PFLIEGER, G. (1972). *La Question Urbaine.* Castells.

PHELPS, N. A., & OZAWA, T. (2003). Contrasts in agglomeration: proto-industrial, industrial and post-industrial forms compared. *Progress in Human Geography, 27*, pp. 583-604.

PHONGPAICHIT, P. (1988). Two Roads to the Factory: Industrialization Strategies and Women's Employment in Southeast Asia. Dans B. ARGAWAL, *Structures of Patriarchy* (pp. 151-163). Londres: Zed.

PIESSE, M. (2015). *Social and Demographic Issues in Indonesia.* Future Directions International. Consulté le 08 26, 2018, sur http://www.futuredirections.org.au/publication/social-and-demographic-issues-in-indonesia/

Pijar Sukma. (2017). *Our factory*. Consulté le 10 07, 2018, sur Pijar Sukma furniture official website: https://pijarsukma-furniture.com/about-us/our-factory/

PIORE, M., & SABEL, C. (1984). *The Second Industrial Divide.* New York NY: Basic Books.

PIRES, T. (1990). *The Suma Oriental .* Armando Cortesao.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le dév.). (1990). *Human Development Report.* ONU (Organisation des Nations Unies). New York: Oxford University Press.

POLANYI, K. (1983). *La Grand Transformation.* Paris: Gallimard.

POOT, H. (1997). *Indonesia, SMEs, Finance and BPDs.* Rotterdam: Netherlands Economic Institute.

POOT, H., KURYVENHOVEN, A., & JANSEN, J. C. (1990). *Industrialisation and Trade in Indonesia.* Yogyakarta: Gadjah Mada University Press.

PORTER, M. E. (1990). *The Competitive Advantage of Nations with a New Introduction.* New York: The Free Press.

PORTER, M. E. (1998). Clusters and the New Economics of Competition. *Harvard Business Review*, pp. 77-90.

PORTES, A., CASTELLS, M., & BENTON, L. A. (1989). *The Informal Economy.* Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

POSTHUMA, A. C. (2003, 12). *Se tailler une place sur le marché mondial : en Indonésie, la mondialisation remet en question l'ébénisterie traditionnelle.* OIT (Organisation Internationale du Travail), Genève.

POTAPCHUK, W. R., CROCKER, J. P., & SCHECHTER, W. H. (1997). Building community with social capital: Chits and chums or chats with change. *National Civic Review, 86*, pp. 129-139.

POTTER, R., & UNWIN, T. (1995). Urban-rural interaction: physical form and political process in the Third World. *Cities, 12*(1), pp. 67-74.

PRAKASH, V. (1977). *Fiscal policy and resource mobilization for urban development in Asia.* Asian Development Bank.

PRAMONO, A. A., FAUZI, A., WIDYANI, N., HERIANSYAH, I., & ROSHETKO, J. M. (2010). *Pengelolaan Hutan Jati Rakyat. Panduan Lapangan untuk Petani.* Bogor: CIFOR.

PRAWIRO, R. (1998). *Indonesia's struggle for economic development: pragmatism in action.* Kuala Lumpur (Malaisie): Oxford University Press.

PUGA, D. (1999). The rise and fall of regional inequalities. *European Economic Review, 43*, pp. 303-334.

PUMAIN, D. (2004, 05 19). *Lieux centraux.* Consulté le 05 07, 2016, sur Hypergeo: http://www.hypergeo.eu/spip.php?article13#

PUPPIM DE OLIVEIRA, J. (2016). *Upgrading Clusters and Small Enterprises in Developing Countries: Environmental, Labor, Innovation and Social Issues.* Routledge.

PURNOMO, H., GUIZOL, P., & MUHTAMAN, D. R. (2009). Governing the teak furniture business : A global value chain system dynamic modelling approach. *Environmental Modelling and Software, 24*(12), pp. 1391-1401.

PUTNAM, R. D. (1993). The Prosperous Community: Social Capital and Public Life. *American Prospect, 13*, pp. 35-42.

PUTNAM, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community.* New York NY: Simon & Schuster.

PUTNAM, R. D. (2007). E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-First Century. *Scandinavian Political Studies, 30*(2), pp. 137-174.

PYKE, F., & SENGENBERGER, W. (1992). *Industrial Districts and Local Economic Regeneration.* Genève: International Labour Organization Studies.

QUET, M. (2018). Pharmaceutical Capitalism and its Logistics: Access to Hepatitis C Treatment. *Theory, Culture & Society, 35*(2), pp. 67-89.

RAFFLES, S. (1830). *The History of Java.* J. Murray.

RAMSAY, D. (2017, 12 06). Working with wood: The women of Jepara. Consulté le 06 21, 2018, sur https://forestnews.cifor.org/52430/working-with-wood-the-women-of-jepara?fnl=en

RANDELLI, F., & LOMBARDI, M. (2013). The role of leading firms in the evolution of SME sector: evidence from the leather products cluster in Florence. *European Planning Studies, 22*(6), pp. 1199-1211.

RAULT CHODANKAR, Y.-M. (2020). *Les petites entreprises indiennes, agents d'une globalisation alternative.* Université de Paris. Paris: Non publié.

REES, W. (1992). Ecological footprints and appropriate carrying capacity: what urban economies leave out. *Environment and Urbanization, 4*(2), pp. 121-130.

Régence de Jepara. (2011). *Rencana Tata Ruang Wilayak (RTRW) 2011-2031.* Jepara (Indonésie): Régence de Jepara.

REID, A. (1990). *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450-1680: the Lands Below the Winds.* New Haven CT: Yale University Press.

REID, A. (1993). Introduction: a Time and a Place. Dans A. REID, *Southeast Asia in the Early Modern Era: Trade, Power, and Belief.* Ithaca NY et Londres: Cornell University Press.

REIF, B. (1973). *Models in Urban and Regional Planning.* Londres: Leonard Hill.

REIX, R., FALLERY, B., KALIKA, M., & ROWE, F. (2016). *Systèmes d'information et management.* Vuibert.

RICARDO, D. (1817). *On the Principles of Political Economy and Taxation.* London: John Murray.

RICE, P., VENABLES, A., & PATACCHINI, E. (2006). Spatial determinants of productivity: Analysis for the regions of Great Britain. *Regional Science and Urban Economics, 36*, pp. 727-752.

ROBERTS, B., & KANALEY, T. (2006). *Urbanization and Sustainability in Asia. Case Studies and Good Practice.* ASIAN DEVELOPMENT BANK. Asian Development Bank.

RODA, J.-M., CADENE, P., GUIZOL, P., SANTOSO, L., & UZAIR FAUZAN, A. (2007). *Atlas of wooden furniture industry in Jepara, Indonesia.* CIRAD et CIFOR. Jakarta: Harapan Prima.

ROHMAH, A. (2014, Avril 17). Province promotes more industrial zones. *Jakarta Post*.

ROLALISASI, A., SANTOSA, H., & SOEMARNO, I. (2013). Social Capital of Urban Settlement. *Psychology and Behavioral Sciences, 2*(3), pp. 83-88.

RONDINELLI, D. (1985). *Applied Methods of Regional Analysis: the Spatial Dimensions of Development Policy.* Boulder CO: Westview Press.

RONDINELLI, D., & RUDDLE, K. (1978). *Urbanization and Rural Development: a Spatial Policy for Equitable Growth.* New York: Praeger.

ROOSA, J. (2020). *Buried Histories: The Anticommunist Massacres of 1965-1966 in Indonesia.* Madison WI: University of Wisconsin Press. doi:ISBN 9780299327309

ROUSSEAU, J.-J. (1755). *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes.* Genève: Marc Michel Rey.

ROY, J. (1863). *Quinze ans de séjour à Java et dans les principales îles de l'archipel de la Sonde et des possessions néerlandaises des Indes Orientales.* Tours: Mame.

RUSLI, I. (2013, 04 30). Furniture Jepara, Bukan Cuma Soal Kreativititas. *Kompasiana*. Dipetik 04 23, 2018, dari https://www.kompasiana.com/imranrusli/furniture-jepara-bukan-cuma-soal-kreativitas_551fc1bea333112d31b66dd5

RUTTEN, M., & PATEL, P. (2002). Twice Migrants and Linkages with Central Gujarat: Patidars in East Africa and Britain. Dans G. SHAH, M. RUTTEN, & H. STREEFKERK, *Development and deprivation in Gujarat* (pp. 314-328). SAGE Publications.

RUTZ, W. (1987). *Cities and Towns in Indonesia.* Gebrüder Borntraeger.

SABEL, C. F. (1992). Studied trust: Building new forms of co-operation in a volatile economy. Dans F. PYKE, & W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Local Economic Regeneration* (pp. 215-250). Geneva: International Labour Organization, ILO.

SAFA, H. (1990). Women and Industrialization in the Caribbean. Dans S. STICHTER, & J. L. PARPART, *Women, Employment, and the Family in the Internatonal Division of Labor* (pp. 72-97). Philadelphia, PA: Temple University Press.

SAINSAULIEU, R. (1977). *L'identité au travail. Les effets culturels de l'organisation.*

SAJOR, E. E. (2003). Globalization and the urban property boom in Metro Cebu, Philipines. *Development and Change, 34*, pp. 713-741.

SALEMAN, Y., & JORDAN, L. S. (2013). *The Implementation of Industrial Parks. Some Lessons Learned in India.* Competitive Industries Global Practice, Banque Mondiale.

SALIM, Z., & MUNADI, E. (2017). *Info Komoditi Furnitur.* Kementerian Perdagangan Republik Indonesia, Badan Pengkajian dan Pengembangan Perdagangan Hak Cipta dilindungi Undang-Undang. Jakarta: Kementerian Perdagangan Republik Indonesia.

SALLEZ, A., & BIRGI, J. (2002). Urban sprawl: the French case. Dans *Urban Sprawl in Fance, the United Kingdom and the United States.* Borchard Foundation.

SAMANTA, G. (2013). Urban Governance Reforms and Basic Services in West Bengal. Dans K. MARKANDEY, B. SRINAGESH, & A. K. LONAVATH, *Challenges of Urbanization in 21st Century. Vol. III: Planning and Governance* (pp. 360-377). New Delhi, Inde: Concept Publishing.

SAMBOH, E. (2020, 02 24). Guide to omnibus bill on job creation: 1,028 pages in 10 minutes. *The Jakarta Post*. Consulté le 03 16, 2020, sur https://www.thejakartapost.com/news/2020/02/21/guide-to-omnibus-bill-on-job-creation-1028-pages-in-8-minutes.html?utm_campaign=newsletter&utm_source=mailchimp&utm_medium=mailchimp-feb&utm_term=guide-to-omnibus

SAMPSON, R. J. (2001). *Crime and Public Safety: Insights from Communty-level Perspectives on Social Capital.* New York NY: Russell Sage.

SAMUELSON, P. (1954). The Pure Theory of Public Expenditure. *The Review of Economics and Statistics,, 36*(4), pp. 387-389.

SAMUELSON, P. A. (1983). *Foundations of economic analysis.* Cambridge MA ; Londres : Harvard University Press.

SANDEE, H. (1995). *Innovation adoption in rural industry: technological change in roof tile clusters in Central Java, Indonesia.* Th.doct., Vrije Universiteit, Amsterdam.

SANDEE, H., & VAN DIERMEN, P. (s.d.). Exports by small and medium-sized enterprises in Indonesia. Dans *Business in Indonesia. New challenges, old problems* (pp. 108-121).

SANDEE, H., ANDADARI, R. K., & SULANDJARI, S. (2000). Small firm development during good times and bad: the Jepara furniture industry. Dans C. MANNING, & P. VAN DIERMEN, *Indonesia in Transition: Social Aspects of Reformasi and Crisis* (pp. 184-198). Singapour: Institute of Southeast Asian Studies.

SANDEE, H., ISDIJOSO, B., & SRI SULANDJARI. (2002). *SME clusters in Indonesia: an analysis of growth dynamics and employment conditions.* OIT (Organisation Internationale du Travail), Jakarta.

SANDEE, H., RIETVELD, P., SUPRATIKNO, H., & YUWONO, P. (1994). Promoting small-scale and cottage industries. An impact analysis for Central Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 30*(3), pp. 115-142.

SANKHE, S., VITTAL, I., DOBBS, R., MOHAN, A., GULATI, A., ABLETT, J., . . . SETHY, G. (2010). *India's urban awakening: Building inclusive cities, sustaining economic growth.* McKinsey Global Institute.

SANTOS, M. (1975). *L'espace partagé, les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés.* Paris: Génin.

SANTOS, M. (2000). *Por uma outra globalização. Do pensamento unico à consciencia universal.* Rio de Janeiro: Record.

SANYAL, K., & BHATTACHARYYA, R. (2009). Beyond the Factory: Globalisation, Informalisation and Production of the New Locations of Labour. *Economic and Political Weekly, 44*, pp. 35-44.

SATO, Y. (1998). The machinery component industry in Indonesia: emerging subcontracting networks. Dans Y. SATO, *Changing Industrial Structures and Business Strategies in indonesia.* Tokyo: Institute of Developing Economies.

SATO, Y. (2000). Linkage formation by small firms: the case of a rural cluster in Indonesia. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 36*(1), pp. 137-166.

SAUVY, A. (1952). Trois mondes, une planète. *Le Nouvel Observateur*.

SCHERER, P. (1982). Survey of recent developments. *Bulletin of Indonesian Economic Studies, 17*(2), pp. 1-35.

SCHILLER, J. (2007). Civil society in Jepara. Fractious but inclusive. Dans S. NORDHOLT, & G. KLINKEN, *Renegotiating Boundaries. Local Politics in Post-Suharto Indonesia* (Vol. 238, pp. 327-348).

SCHILLER, J., & SCHILLER, M. (1997). Market, Culture, and State in the Emergence of Indonesian Export Furniture Industry. *Journal of Asian Business, 13*(1), pp. 101-116.

SCHMITZ, H. (1999). Collective efficiency and increasing returns. *Cambridge Journal of Economics, 23*, pp. 465-483.

SCHMITZ, H. (1999). Small shoemakers and fordist giants: tale of a supercluster. *IDS Paper*(331).

SCHMITZ, H., & NADVI, K. (1999). Clustering and Industrialization. *World Development, 27*(9), pp. 1503-1514.

SCHNEIDER, A., MERTES, C. M., TATEM, A. J., TAN, B., SULLA-MENASHE, D., GRAVES, S. J., . . . DASTUR, A. (2015). A new urban landscape in East-Southeast Asia, 2000-2010. *Environment Research Letter, 10*.

SCHNEIDER, F., BUEHN, A., & MONTENEGRO, C. (2010). New estimates for the shadow economies all over the world. *International Economic Journal, 24*(4), pp. 443-461.

SCHOUTEN, G. (1708). *Voiage de Gautier Schouten aux Indes orientales, commencé l'an 1658, et fini l'an 1665.* Amsterdam: Mortier.

SCHUMPETER, J. (1942). *Capitalisme, Socialisme et Démocratie.* Paris: Petite bibliothèque Payot.

SCOTT, A. J. (2001). *Global City Regions. Trends, Theory, Policy.* Oxford et New-York NY: Oxford University Press.

SECCHI, B. (2002). L'émergence de la ville diffuse. *Diagonal*(156), pp. 10-12.

SENGENBERGER, W., & PYKE, F. (1992). Introduction: Research and policy issues. Dans W. SENGENBERGER, & F. PYKE, *Industrial districts and local economic regeneration* (pp. 3-30). Geneva: International Institute for Labour Studies.

SEPTIARI, D. (2020, 11 02). US extends Indonesia's trade privileges. *The Jakarta Post*.

SETIOKO, B. (2009). *Growth of Urban Sprawl in Fringe Areas (Case study: Semarang City).* Consulté le 02 18, 2017, sur https://www.irbnet.de/daten/iconda/CIB_DC25377.pdf

SETIOKO, B. (2010). The metamorphosis of a coastal city. Case study Semarang Metropolitan. *Journal of Coastal Development, 13*(3), pp. 148-159. Récupéré sur https://www.longdom.org/open-access/the-methamorphosis-of-a-coastal-city-case-study-semarang-metropolitan-1410-5217-13-287.pdf

SFORZI, F. (1990). The quantitative importance of Marshallian industrial districts in the Italian economy. Dans F. PYKE, G. BECATTINI, & W. SENGENBERGER (Éds.), *Industrial Districts and Inter-firm Co-operation in Italy.* Genève, Suisse: Internation Institute for Labour Studies.

SHEARMUR, R., & ALVERGNE, C. (2002). Intrametropolitan patterns of high-order business service location: a comparative study of seventeen sectors in Ile-de-France. *Urban Studies, 39*, pp. 1143-1163.

SHINTARO, I., & MAHATIR, M. (1996). *The Voice of Asia: Two Leaders Discuss the Coming Century.* Kodansha International.

SIDI, F. H. (2000). *An Outline of the Geology of Indonesia.* (H. DARMAN, & Ikatan Ahli Geologi Indonesia, Éds.) Indonesian Association of Geologists.

SIEFKES, C. (2009). *The Commons of the Future: Building Blocks for a Common-Based Society.* Récupéré sur The Commoner: http://www.commoner.org.uk/wp-content/up-loads/2009/03/siefkes_future-commons.pdf

SIEVERTS, T. (2003). *Cities Without Cities: an Interpretation of the 'Zwischenstadt'.* Londres: Spon.

SIHOMBING, A. (2004). The Transformation of a "kampnungkota: symbiosys between kampung and kota. A Case Study from Jakarta. Jakarta. Récupéré sur https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwimhZepju7QAhUGtBoKHYSFCbYQFggcMAA&url=https%3A%2F%2Fwww.housingauthority.gov.hk%2Fhdw%2Fihc%2Fpdf%2Fphhkt.pdf&usg=AFQjCNFT-E0XSqgbgidCde4GmjJRnTkwcQ&sig2=NYzFXOGMUxrY

SILAS, J. (1983). *KIP Program perbaikan Kampung di Surabaya 1969-1982;suatu inventarisari dan evaluasi.* Badan Pelaksana Pembangunan Program Perbaikan Kampung Pemerintah Kotamadya Surabaya et Institut Teknologi Surabaya, Surabaya.

SILAS, J. (1992). Government-Community Partnerships in Kampung Improvement Programs in Surabaya. *Environment and Urbanization, 4*(2), pp. 33-41.

SILAS, J., & INDRAYANA, E. (1988). Indonesians Participate in Inner-city Settlement Improvement. Dans B. TURNER, *Building Community: a Third World Case Book.* Habitat International Coalition.

SIMON, D. (2008). Urban environments: issues on the peri-urban fringe. *Annual Review of Environment and Resources, 33*, pp. 167-185.

SIMONTON, D. K. (1999). *Origins of Genius.* New York NY: Oxford University Press.

SMERU. (2002). Industrial relations during the freedom to organize era. *SMERU News*(3), pp. 1-8.

SMITH, A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.* Londres: W. Strahan & T. Cadell.

SMITH, M. P. (2000). *Transnational Urbanism: Locating Globalization.* Malden MA: Wiley.

SOETOMO, S. (2004). Urban Development as the Interface of Regional Development from Below in Central Java, Indonesia. *40th ISOCARP Congress.*

SOETOMO, S. (2011, 02 16). Semi urbanization and regional development in Central Java, Indonesia. Semarang. Consulté le 11 07, 2015, sur http://sugionosoetomo.blogspot.fr/2011/02/semi-urbanization-and-regional.html

SOJA, E. (2000). *Postmetropolis.* Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press.

SOLOW, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics, 70*(1), pp. 65-94.

SOON, T. K., & GOH, R. (2003). Reading the Southeast Asian City. Dans *Theorizing the Southeast Asian City as Text.* Singapore: World Scientific Publishing.

SOROKA, S. N., HELLIWELL, J. F., & JOHNSTON, R. (2007). Measuring and Modeling Interpersonal Trust. Dans F. M. KAY, & R. JOHNSTON, *Social Capital, Diversity and the Welfare State.* Vancouver: UBC Press.

SOUTHALL, A. (1988). Small towns in Africa revisited. *African Studies Review, 31*(3).

SOVANI, N. V. (1969). The analysis of over-urbanization. Dans G. BREESE, *The City in Newly Developing Countries: Readings on Urbanism and Urbanization.* Londres: Prentice Hall.

STEINER, P. (2001). Granovetter Mark, Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie. *Revue française de sociologie, 42*(2), pp. 381-383. Récupéré sur http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_2001_num_42_2_5362

STOIAN, D. (2005). Making the best of two worlds: rural and peri-urban livelihood options sustained by nontimber forest products from the Bolivian Amazon. *World Development, 33*, pp. 1473-1490.

STOLPER, W., & SAMUELSON, P. (1941, 11). Protection and Real Wages. *Review of Economic Studies, IX*, pp. 58-67.

SUBRAHMANYAM, S. (1996). *Merchant Networks in the Early Modern World.* Aldershot: Variorum Books.

SUCHET, A. (2015). Pour en finir avec Butler (1980) et son modèle d'évolution des destinations touristiques. Le cycle de vie comme concet inadapté à l'étude d'une aire géographique. *Loisir et Société, 38*(1), pp. 7-19.

SUGIHARA, K. (2019). Multiple Paths to Industrialization: A Global Context of the Rise of Emerging States. Dans K. OTSUKA, & K. SUGIHARA, *Paths to the Emerging State in Asia and Africa. Emerging-Economy State and International Policy Studies.* (pp. 1-33). Singapour: Springer.

SUHAENDI, H. (1998). Teak improvement in Indonesia. Dans M. KASHIO, & K. WHITE, *Teak for the Future – Proceedings of Second Regional Seminar on Teak, Myanmar 1995* (pp. 179-188). Rangoun: FAO.

SULANDJARI, S., & RUPIDARA, N. S. (2002). *Value Chain Analysis of Wood Furniture Clusters in Central Java.* Salatiga: Centre for Micro and Small Enterprise Dynamics.

SULLIVAN, J. (1986). Kampung and State: The Role of Government in the Development of Urban Community in Yogyakarta. *Indonesia, 41*, pp. 63-88.

SULLIVAN, J. (1992). *Local Government and Community in Java. An Urban Case-study.* Singapore: Oxford University Press.

SVERRISSON, A. (1992). Flexible Specialisation and Woodworking Enterprises in Kenya and Zimbabwe. *IDS Bulletin, 23*(3), pp. 28-33.

SWAN, T. W. (1956). Economic Growth and Capital Accumulation. *Economic Record, 32*(2), pp. 334-361.

SWAPNA, B.-G. (2010). *Accumulation by dispossession : transformative cities in the new global order.* Los Angeles CA: Sage.

TABARY, J. C. (1983). *L'Auto-Organisation. De la Physique au Politique.* Paris: Seuil.

TACOLI, C. (1998). Rural-urban interactions: a guide to the literature. *Environment and Urbanization, 10*(1), pp. 147-166.

TALANDIER, M. (2008). Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus. *Géocarrefour, 83*(4).

TAMBUNAN, T. (1994). *The Role of Small-Scale Industries in Rural Economics Development. A Case Study in Ciomas Subdistrict, West Java, Indonesia.* Amsterdam: Thesis Publishers.

TAMBUNAN, T. (2008). SME development in Indonesia: do economic growth and Government support matter? *SSRN Electronic Journal*.

TAMBUNAN, T. (2009). Export-oriented small and medium industry clusters in Indonesia. *Journal of Enterprising Communities: People and Places in the Global Economy, 3*(1), pp. 25-58.

TAPPI, D. (2001). The Neo-Marshallian industrial district: a study on Italian contributions to theory and evidence. *The DRUID Winter 2001 Conference* (p. 21). Korsør: DRUID Academy for Doctoral Education and Training. Consulté le 01 16, 2016, sur http://www.druid.dk/conferences/winter2001/paper-winter/Paper/tappi

The Asia Foundation (TAF). (2000). *Strategic Alliances and Development of Small and Medium Scale Enterprises in Indonesia.* Jakarta: The Asia Foundation.

THEE KIAN WIE. (2012). *Indonesia's economy since independence.* Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.

THEE, K.-W. (2002). The Soeharto era and after: stability, development and crisis, 1966-2000. Dans H. DICK, V. HOUBEN, J. LINDBLAD, & K.-W. THEE, *The emergence of a national economy: an economic history of Indonesia, 1800-2000* (pp. pp.194-243). Leiden (Pays-Bas): KITLV Press.

THILL, J., & et al. (1991). *Fiscalité et ajustement structurel en Afrique francophone.* Paris: Ministère de la Coopération et du développement.

THOMPSON, E. P. (1993 (1967)). Custom, Law, and Common Right. Dans *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture* (éd. 2ème édition, pp. 97-184). New York: The New Press.

TIJAJA, J., & FAISAL, M. (2014). *Industrial Policy in Indonesia: A Global Value Chain Perspective.* ADB Economics Working Paper Series n°411, Asian Development Bank.

TILLY, L. A., & SCOTT, J. W. (1978). *Women, Work, and Family.* New Yoork: Holt, Rinehart and Winston.

TIMBERG, T. A. (1978). *The Marwaris, from traders to industrialists.* New Delhi: Vikas.

TJONDRONEGORO. (1984). *Social Organization and Planned Development in Rural Java.* Singapore: Oxford University Press.

TOBLER, W. (1970). A computer movie simulating urban growth in the Detroit region. *Economic Geography, 46*(2), pp. 234-240.

TÖNNIES, F. (1887). *Gemeinschaft und Gesellschaft. Abhandlung des Communismus und des Socialismus als empirischer Culturformen.*

TRACOGNA, A. (2014). *Vietnam, second largest furniture exporter in Asia.* Consulté le 01 23, 2016, sur worldfurnitureonline.com: http://fr.slideshare.net/csilmilano9/world-furniture-international-market-review-by-csil-nr-63-september-2014

TRAN, K. M. (2019). *Des métropolisations en concurrrence : le développement des périphéries urbaines de la région de Hô Chi Minh Ville (Vietnam) sous l'effet de la création de zones industrielles.* Th.Doct. en géographie sous la direction de Thierry Sanjuan et Marie Gibert-Flutre, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 PRODIG.

TREWARTHA, G. T., & HORN, L. H. (1980). *Introduction to Climate* (éd. 5th edition). New York NY: Mc Graw Hill.

TribunJateng.com. (2016, 04 19). Di Jepara akan Dibangun Pelabuhan dan Kawasan Industri pada 2017. Semarang. Consulté le 08 04, 2020, sur https://jateng.tribunnews.com/2016/04/19/di-jepara-akan-dibangun-pelabuhan-dan-kawasan-industri-pada-2017

TSAI, H. (1993). Socioeconomic dimensions of rural land use changes in Taiwan. Dans B. KOPPEL, & D. KIM, *Land policy problems in East Asia: towards new choices* (pp. 413-432). Honolulu, Hawaii, USA: East-West Center & Korea Research Institute for Human Settlements.

TURNER, J. (1969). Architecture that works. *Ekistics*(27: Special issue: Housing by the people for the people).

TURNER, J. (1972). *Freedom to Build: Dweller Control of the Housing Process.* New York NY: Macmillan.

TURNER, S. (2003). *Indonesia's Small Entrepreneurs. Trading on the Margins.* Londres et New York: Routledge.

TUROK, I. (2011). Urban Employment and the Prosperity of cITIES. *background paper prepared for State of the World's Cities Report 2012/2013*.

TWYMAN, C., & SLATER, R. (2005). Hidden livelihoods? Natural resource-dependent livelihoods and urban development policy. *Progress in Development Studies, 5*, pp. 1-15.

UNDP. (2014). Can HD Measurement Inform the Post? Dans UNDP (Éd.), *Third conference on measuring human progress.* New York.

UNIDO. (2008). *Public goods for economic development.* United Nations Industrial Development Organization, Vienne (Autriche).

UPADHYA, C. (2004). A new transmantional capitalist class? Capital flows, business networks and entreprneurs in the Indian software industry. *Economic and Political Weekly*, pp. 5141-5151.

VAN BEMMELEN, R. W. (1949). *The Geology of Indonesia.* La Haye (Pays-Bas): Government Printing Office.

VAN DE KERK, G. (2013). Completing the Human Development Index. *Measuring Human Development.* Francfort: Human Development Reprt Office.

VAN DER KROEF, J. M. (1956). Dualism and Symbolic Anthithesis in Society. Dans J. M. VAN DER KROEF, *Indonesia in the Modern World* (pp. 138-161). Bandung: Masa Baru.

VAN DIERMAN, P. (1997). *Small Business in Indonesia.* Aldershot, Royaume-Uni: Ashgate Publishing.

VAN ROOSMALEN, P. K. (2011, 09). Designing colonial cities: the making of modern town planning in the Dutch East Indies and Indonesia 1905-1950. *The Newsletter*(57).

VAN VLIET, W. (2001, 12). Letters. *Habitat Debate, 7*(4), p. 6.

VAN ZANDEN, J. L., & MARKS, D. (2012). *An economic history of Indonesia. 1800-2012.* Londres: Routledge.

VEDELD, P., ANGELSEN, A., SJAASTAD, E., & KOBUGAKE BERG, G. (2004). Counting on the environment forest incomes and the rural poor. *Environmental Economic Series*.

VELTZ, P. (2014). *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel.* Paris: Presses Universitaires de France.

VENABLES, A. J. (2005). Spatial disparities in developing countries: cities, regions, and international trade. *Journal of Economic Geography, 5*(1), pp. 3-21.

VENABLES, A. J. (2010). Economic geography and African development. *Papers in Regional Science, 89*(3), pp. 469-483.

VIARD, J. (1994). *La société d'archipel.* Editions Charles Léopold Mayer & Editions de l'Aube.

VIDAL DE LA BLACHE, P. (1922). *Principes de géographie humaine.* Paris: Armand Colin.

VIGDOR, J. L. (2004). Community Composition and Collective Action: Analyzing Initial Mail Response to the 2000 Census. *Review of Economics and Statistics, 86*, pp. 303-312.

VIRILIO, P. (1976). *Essai sur l'insécurité du territoire : essai sur la géopolitique contemporaine.* Paris: Stock.

VIRILIO, P. (2007, 11 14). Paul Virilio. L'université du désastre. *Du Jour au Lendemain*. (A. PEREZ, Éd.)

VIRILIO, P., BAUDRILLARD, J., & SEBBAG, G. (1982). *Accident catastrophe.* Aubier: Paris.

VISSERS, G., & DANKBAAR, B. (2013). Knowledge and Proximity. *European Planning Studies, 21*(5), pp. 700-721.

VON BERTALANFFY, L. (1968). *General System Theory: Foundations, Development, Applications.* New York NY: George Braziller.

VON DER MEHDEN, F. R. (1963). *Religion and Nationalism in Southeast Asia (Burma, Indonesia, The Philippines).* Madison WI: Wisconsin Press.

VON THÜNEN, J. (1826). *Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirthschaft und Nationalökonomie (l'État isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale).* Hambourg: Friedrich Perthes.

WAD, P., & GOVINDARAJU, V. (2011). Automotive Industry in Malaysia: An Assessment of Its Development. *International Journal of Automotive Technology and Management, 11*(2), pp. 152-171.

WALKER, R., & LEWIS, R. (2001). Beyond the crabgrass frontier: industry and the spread of North American cities, 1850-1950. *Journal of Historical Geography, 27*, pp. 3-19.

WAROUW, N. (2008). Industrial workers in transition. Women's experience of factory work in Tangerang. Dans M. FORD, & L. PARKER, *Women and Work in Indonesia* (pp. 104-119). Londres et New York: Routledge.

WEBBER, S. S., & DONAHUE, L. M. (2001). Impact of Highly and Less Job-related Diversity on Work Group Cohesion and Performance: A Meta-analysis. *Journal of Management, 27*, pp. 141-162.

WEBSTER, D. (2002). *On the Edge: Shaping the Future of Peri-urban East Asia.* Stanford: Stanford University Press.

WEBSTER, D. (2011). An overdue agenda: Systematizing East Asia peri-urban research. *Pacific Affairs, 84*(4), pp. 631-642.

WEEKS, J. (1973). Does employment matter? Dans R. JOLLY, *Third World Employment* (pp. 61-65). Harmondsworth: Penguin.

WEICK, K. E. (1979). *The Social Psychology of Organizing.* New York: McGraw Hill Inc.

WEIX, G. (1990). *Following the Family/Firm: Patronage and Piecework in a Kudus Cigarette Factory.* Cornell University.

WERNER, C. M., ALTMAN, I., & BROWN, B. B. (1992). A transactional approach to interpersonal relations: physical environment, social context and temporal qualities. *Journal of Social and Personal Relationships, 9*, pp. 297-323.

WESTENDORFF, D. (2001, 12). Privatization Increases Vulnerability in Cities. *Habitat Debate, 7*(4), pp. 27-28.

WIDODO, J. (2009). Morphogenesis and Layering of Southeast Asian Coastal Cities: Re-conceptualization of urban and environmental model. *Asian Environments Shaping the World: Conceptions of Nature and Environmental Practices.* Singapour.

WIDODO, W., SALIM, R., & BLOCH, H. (2014). Agglomeration economie and productivity growth in manufacturing industry: empirical evidence from Indonesia. *Economic Record, 90*(s1). doi:10.1111/1475-4932.12115

WIEL, M. (2007). Nos institutions sont-elles capables de planifier ? *Flux*(69), pp. 78-85.

WINOTO, J. (1996). Alih guna tanah pertanian ke nonpertanian (Conversion froma gricultural land to nonagricultural land). *National Seminar of Research Reports of the National Land Agency.* Jakarta.

WISNU WAGE PAMUNGKAS. (2019, 08 08). Kerugian Kawasan Industri di Jabar Akibat Pemadaman Listrik Lebih dari Rp200 Miliar. *Bisnias.com*. Consulté le 01 01, 2021, sur https://bandung.bisnis.com/read/20190808/550/1134227/kerugian-kawasan-industri-di-jabar-akibat-pemadaman-listrik-lebih-dari-rp200-miliar?utm_source=Desktop&utm_medium=Artikel&utm_campaign=BacaJuga_2

WOLF, D. L. (1992). *Factory Daughters. Gender, Household Dynamics, and Rural Industrialization in Java.* Berkeley CA: University of California Press.

WOLTJER, J. (2014). A global review on peri-urban development and planning. *Jurnal Perancanaan Wilayah dan Kota, 25*(1).

WU, F., & PHELPS, N. (2008). From suburbia to post-suburbia in China? Aspects of the transformation of the Beijing and Shanghai global city regions. *Built Environment, 34*, pp. 464-481.

YACOUB, N., & LAPERCHE, B. (2010). Stratégies des grandes firmes pharmaceutiques face aux médicaments génériques : Accumulation vs valorisation du capital-savoir. *Innovations, 32*(2), pp. 291-309.

YAN, Z. (1995). *Township and village enterprise in China.* Fujian Academy of Sciences.

Yayasan Obor Indonesia. (2006). *Archaeology: Indonesian Perspective : R.P. Soejono's Festschrift.*

YOUNG, K. (1994). A new political context: the urbanization of the rural. Dans D. BOURCHIERAND, & J. LEGGE, *Democracy in Indonesia: 1950s and 1990s.* Clayton: Centre of Southeast Asian Studies, Monash University.

YULISMAN, L. (2018, 06 25). New seaport, power plant for Java industrial park. *The Straits Times*. Consulté le 12 28, 2020, sur https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/new-seaport-power-plant-for-java-industrial-park

ZAINURI, M., WARIDIN, SANTOSO, P. B., & SUSILOWATI, I. (2012). The performance and prospect of small mesium enterprises of the furniture industry in Jepara regency, Central Java, Indonesia. doi:10.7763/IPEDR.2012.V46.19

ZEITLIN, J. (1992). Overview and comments. Dans F. PYKE, & W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Local Economic Regeneration* (pp. 277-295). Geneva: International Labour Organization, ILO.

ZHOU, Y., & MA, L. (2000). Economic restructuring and suburbanization in China. *Urban Geography, 21*, pp. 205-236.

Lexique

Définitions retenues pour les principaux concepts mobilisés

Bénéfices : Amélioration des conditions de vie physiques (espérance de vie et santé), matérielles (revenu, confort du logement, équipement du foyer) et immatérielles (accès à l'éducation, ou encore, par exemple, à la sécurité publique) des populations. Ces bénéfices peuvent s'apprécier à date, ou in fine, c'est-à-dire dans le temps long (définition de l'auteur).

Capacité d'adaptation : Propension d'un système à réagir positivement aux évolutions externes et internes. Elle peut en effet revêtir différentes formes, de la « versatilité active (*active versatility*) » à la « malléabilité passive (*passive pliability*) », qui correspondent respectivement dans le domaine économique à « la capacité à exploiter les niches de marché et à répondre aux commandes à partir d'une main d'œuvre qualifiée et polyvalente » par opposition à « la soumission à des pressions externes de la part des clients […] selon des modalités coercitives via l'expansion et la contraction du volume de production, des concessions salariales forcées et un recours flexible au temps partiel et à l'emploi occasionnel […] » (SENGENBERGER & PYKE, 1992, p. 14).

District industriel : « Entité socio-territoriale caractérisée par la présence active à la fois d'une communauté humaine et d'une population d'entreprises dans une région avec laquelle elles sont naturellement et historiquement liées. Dans le district, la communauté et les entreprises tendent à "s'interpénétrer" » (BECATTINI G. , 1989).

Développement durable (*sustainable development*) : « Mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (BRUNDTLAND, 1987). Un large consensus prévaut dans le champ académique comme dans celui de la pratique sur le fait que ce développement repose sur trois piliers : économique, social et environnemental. Cette définition est suffisamment flexible pour recouvrir une grande diversité de contextes historiques, géographiques et culturels et sa finalité est difficilement contestable.

Durabilité : Propension d'un processus à pouvoir se prolonger dans le temps, ce qui suppose qu'il se nourrit de ressources renouvelables ou difficilement épuisables.

Loi de la Mesure : Ensemble des forces attachées à chaque territoire qui impulse (développement) ou contraint (entropie) le système productif local. Contrairement au *genius locus,* cette force n'est pas nécessairement propre à un lieu donné (elle peut être de nature comparable dans des territoires de nature comparable), ni nécessairement positive. Elle appelle à une certaine mesure entre l'appareil productif et son environnement physique, économique et humain, que l'on pourra appréhender par une analyse systémique du terroir (définition de l'auteur).

Pays émergents : « Nouveaux pays industriels [...] caractérisés par un brusque décollage économique, fondé sur l'industrialisation, et par un fort potentiel de croissance, […] performances liées à la conquête des marchés internationaux par leurs produits d'exportation » (*Encyclopédie Larousse*). Le politologue Christophe Jaffrelot définit plusieurs critères : une croissance économique forte et durable dans un pays pauvre, un État stable et interventionniste, un désir de participer aux affaires du monde. Le décollage économique repose sur ce que l'historien Claude Chancel identifie comme les cinq « E » (État, éducation, entreprise, épargne, exportation). Ces pays opèrent un rattrapage économique en misant sur de faibles salaires associés à de longues journées de travail dans des secteurs économiques à forte intensité de main-d'œuvre. Ils usent et abusent d'une monnaie sous-évaluée leur permettant d'être plus offensifs à l'exportation. Cette insertion dans la mondialisation leur permet d'accumuler des réserves de change et de faire évoluer la division internationale du travail à leur profit.

Performance : Capacité d'un appareil productif à produire de la richesse à partir de facteurs de production donnés. Cette production de richesse se mesure par la valeur ajoutée, approchée par le produit intérieur brut (PIB) d'un territoire.

Résilience : Capacité du système à s'adapter aux circonstances, en limitant l'ampleur et la durée des conséquences négatives des chocs (absorption) et en augmentant la vitesse et l'étendue du recouvrement offerts par les opportunités (élasticité). Cette capacité dépend de nombreux paramètres ; nous avons pris le parti d'en retenir quatre : (1) la sécurité, définie comme la capacité à limiter à la fois le risque d'un choc et ses conséquences ; (2) la réactivité, ou la capacité à s'adapter aux évolutions de la demande ; (3) la réversibilité ou la capacité à revenir en arrière ; (4) la diversité, la mutabilité et la réticularité, ou la capacité à ménager des alternatives (définition de l'auteur).

Sobriété : Modération, de mesure, par opposition à l'excès et celui (généralement utilisé pour les animaux de bât ou les véhicules) de besoins limités pour assurer le fonctionnement du système (définition de l'auteur).

Secteur informel: Activités économiques non-enregistrées dérogeant à la réglementation ou échappant à tout autre type de contrôle public (SMITH, 1989). Cette définition inclut des activités plus ou moins tolérées (vendeurs ambulants, artisanat, contrefaçon) et des activités criminelles (prostitution, trafic de stupéfiants, contrebande).

Système productif : « Noyau composé de relations productives étroitement liées au territoire et capables de se reproduire dans le futur » (BIANCHI, 2009, p. 106). Ensemble d'activités réalisées dans un espace donné, et les relations qui les lient (GEORGE & VERGER, 1970).

Territoire : Ensemble des structures spatiales, sociales et économiques présentes sur un périmètre géographique donné, espace support d'un écosystème d'activités humaines (définition de l'auteur) support d'une « économie des proximités » (PECQUEUR & ZIMMERMANN, 2004).

Unité industrielle, usine : Nous considérons qu'une unité de production peut être qualifiée d'industrielle quand elle se déploie sur plus de 4 000 m^2 de locaux équipés d'un nombre important de machines. Cette définition permet de distinguer les usines des ateliers.

Valeur ajoutée du système productif (VASP) : Chiffre d'affaires généra par généré par les donneurs d'ordres moins coût des matières premières. Elle correspond à la valeur perçue par les fournisseurs (sous forme de ventes), les employés (sous forme de salaires), l'Etat et les collectivités locales (sous forme de taxes), les investisseurs (sous forme de dividendes) (définition de l'auteur).

Valeur ajoutée locale du système productif (VA_LSP) : Valeur ajoutée restant sur le territoire où se déploie le système productif. Elle correspond à la différence entre la part de la valeur ajoutée produite par le système qui est distribuée localement (en salaires, dividendes, sous-traitance, fiscalité) et les coûts externes acquittés pour produire cette VA (infrastructures, coût de la vie pour la main d'œuvre) (définition de l'auteur).

Liste des acronymes

Pour les acronymes étrangers, la langue est précisée entre parenthèses : *Ang.* pour l'anglais, *Ind.* pour l'indonésien, *It.* pour l'italien, *Néer.* pour le néerlandais. Pour le français Pour les acronymes indonésies, la définition figure dans le lexique indonésien-français qui suit.

***3M** (Ind.) **:** Menguras, Menutup, Mengubur.*

***AEC** (Ang.) **:** Asean Economic Community.*

***AKAJ** (Ind.) **:** Adi Kencana Agung Jaya.*

***AKAP** (Ind.) **:** Antar Kota Antar Propinsi.*

***AKDP** (Ind.) **:** Antar Kota Dalam Propinsi.*

***Amdal** (Ind.) **:** Analisis Dampak Lingkungan Hidup.*

***Angkot** (Ind.) **:** Angkutan kota.*

***Amkri** (Ind.) **:** Asosiasi Mebel dan Kerajinan Indonesia.*

***Asean** (Ang.) : Association of Southeast Asian Nations.*

***Asephi** (Ind.) **:** Asosiasi Eksportir dan Produsen Handycraft Indonesia.*

***APKJ** (Ind.) **:** Asosiasi Pengrajin Kecil Jepara.*

***Aramco** (Ang.) **:** Arabian American Oil Company.*

***Asephi** (Ind.) **:** Asosiasi Eksportir dan Produsen Handycraft Indonesia.*

***Asmindo** (Ind.) **:** Asosiasi Permebelan dan Kerajinan Indonesia.*

BAD : Banque asiatique de développement.

***BBTPPI** (Ind.) **:** Balai Besar Teknologi Pencegahan Pencemaran Industri.*

***Bappeda** (Ind.) **:** Badan Perencanaan Pembangunan Daerah.*

***Bappenas** (Ind.) **:** Badan Perencanaan Pembangunan Nasional.*

***BBS** (Ind.) **:** Bugangan Baru Semarang.*

***Berdikari** (Ind.) **:** Berdiri dengan kaki sendiri.*

***Bimas** (Ind.) **:** Bimbingan Massal.*

***Bipik** (Ind.) **:** Pembinaan dan Pengembangan Industri Kecil.*

Bird : Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

BIT : Bureau international du travail.

***BKM** (Ind.) **:** Badan Keswadayaan Masyarakat.*

***BKPM (**Ind.) **:** Badan koordinasi penanaman modal*.

***BOS** (Ind.) **:** Bantuan Operasional Sekolah.*

***BPJS** (Ind.) **:** Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial.*

***Bpk** (Ind.) **:** Bapak.*

***BPK** (Ind.) **:** Badan Pemeriksa Keuangan.*

***BPKP** (Ind.) **:** Badan Pengawasan Keuangan dan Pembangunan.*

***BPN** (Ind.) **:** Badan Pertanahan Nasional.*

***BPS** (Ind.) **:** Badan Pusat Statistik.*

***BRI** (Ind.) : Bank Rakyat Indonesia.*

***BRT** (Ind.) **:** Bus Rapid Transit.*

***BSB** (Ind.) **:** Bukit Semarang Baru.*

BTP : Bâtiment-travaux publics.

***Bulog** (Ind.) **:** Badan Urusan Logistik.*

CA : Chiffre d'affaires.

Cessma : Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques.

***Cemsed** (Ang.) **:** Centre for Micro and Small Enterprise Dynamics.*

CFA : Crise financière asiatique.

CICR : Comité International de la Croix Rouge.

***CIFF** (Ang.) **:** China International Furniture Expo.*

***Cifor** (Ang.) **:** Center for International Forestry Research.*

Cirad : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

Cnes : Centre national d'études spatiales.

Cnuced : Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement.

COV : Composé organique volatile.

***CPC** (Ang.) **:** Central Product Classification.*

***CSIL** (It.) **:** Centro Studi Industrial Leggera.*

***CV.** (Ind.) **:** Commanditaire Vennootschap.*

***Dak** (Ind.) **:** Dana Alokasi Khusus.*

DAO : Dessin assisté par ordinateur.

Datar : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

***Depernas** (Ind.) **:** Dewan Perantjang Nasional.*

***DAU** (Ind.) **:** Dana Alokasi Umum.*

***DBD** (Ind.) **:** Demam Berdarah Dengue.*

***Disperindag** (Ind.) **:** Dinas Perindustrian dan Perdagangan.*

***Disperkim** (Ind.) **:** Dinas Perumahan dan Pemukiman.*

***DIY** (Ind.) : Daerah Istimewa Yogyakarta.*

***DKI** (Ind.) : Daerah Khusus Istimewa Jakarta.*

***DPPKAD** (Ind.) : Dinas Pendapatan, Pengelolaan Keuangan Aset Daerah.*

***DPRD** (Ind.) : Dewan Perwakilan Rakyat Daerah.*

***DW** (Ind.) : Dharma Wanita*.

EBE : Excédent brut d'exploitation.

ENPC : Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées.

***EIBN** (Ang.) : European Union – Indonesia Business Network.*

EVP : Equivalent vingt pieds (conteneur).

***FAO** (Ang.) : Food and Agriculture Organization.*

***FBSI** (Ind.) : Federasi Buruh Seluruh Indonesia.*

***FGP :** Flying geese paradigm.*

***FLPP** (Ind.) : Fasilitas Likuiditas Pembiayaan Perumahan.*

FMI : Fonds monétaire international.

Fnup : Fonds des Nations-Unies pour la population.

***FSC** (Ang.) : Forest Stewardship Council.*

***GCG** (Ang.) : Good Corporate Governance.*

GE : Grandes entreprises.

Giec : Groupe international des experts sur le climat.

***GK** (Ind.) : Garis Kemiskinan.*

***GKM** (Ind.) : Garis kemiskinan makanan.*

***GKNM** (Ind.) : Garis kemiskinan non-makanan.*

GME : Grande(s) et moyenne(s) entreprise(s).

***GMTA** (Ind.) : Guna Mekar Tambak Aji.*

***Golkar** (Ind.) : Golongan Karya.*

***GRK** (Ind.) : Gas Rumah Kaca.*

HCERES : Haut conseil de l'évaluation de la recherché et de l'enseignement supérieur.

***HGB** (Ind.) : Hak Guna Bangunan.*

***Himki** (Ind.) : Himpunan Industri Mebel dan Kerajinan Indonesia.*

***HKI** (Ind.) : Himpunan Kawasan Industri.*

***HPKJ** (Ind.) : Himpunan Pengusaha Kayu Jepara.*

***HM** (Ind.) : Hak milik.*

HOS : Hecksher-Ohlin-Samuelson.

***HS** (Ind.) : Hak Sewa atas bangunan.*

***HS** (Ang.) : Harmonized System.*

***Icas** (Ang.) : International Convention of Asian Scholars.*

IDE : Investissements directs à l'étranger.

IDH : Indice de développement humain.

IDHI : l'indice de développement humain ajusté selon les inégalités.

***II** (Ind.) : Ijin Investasi.*

***Ifex** (Ang.) : International Furniture Exhibition.*

***IFFS** (Ang.) : International Furniture Fair Singapore.*

***IIAS** (Ang.) : International Institute for Asian Studies.*

***IL** (Ind.) **:** Ijin Lokasi.*

***IMB** (Ind.) **:** Ijin Mendirikan Bangunan.*

***IMK** (Ind.) **:** Industri Mikro Kecil.*

Inalco : Institut national des langues et civilisations orientales.

***Inmas** (Ind.) **:** Intensifikasi Massal.*

***Insus** (Ind.) **:** Intensifikasi Khusus.*

***IPB** (Ind.) **:** Institut Pertanian Bogor.*

***IPM** (Ind.) **:** Indeks Pembangunan Manusia*.*

***ISB** (Ind.) **:** Industri Sedan Besar.*

***ISIC** (Ang.) **:** International Standard Industrial Classification of All Economic Activities.*

***ISO** (Ang.) **:** International Standardization Organization.*

***Itap** (Ind.) **:** Izin Tinggal Tetap.*

***Itas** (Ind.) **:** Izin Tinggal Terbatas.*

***ITB** (Ind.) **:** Institut Teknologi Bandung.*

***ITK** (Ind.) **:** Izin Tinggal Kunjungan.*

***ITTO** (Ang.) **:** International Tropical Timber Organization.*

***IUI** (Ind.) **:** Ijin Usaha Industri.*

***Jamkesda** (Ind.) **:** Jaminan Kesehatan Daerah.*

***Jamkesnas** (Ind.) **:** Jaminan Kesehatan Nasional.*

***Jamsostek** (Ind.) **:** Jaminan Sosial Tenaga Kerja.*

***Jateng** (Ind.) **:** Jawa Tengah.*

***JIPS** (Ind.) **:** Jatengland Industrial Park Sayung.*

***Jl.** (Ind.) **:** Jalan.*

***Jokowi** (Ind.) **:** M. Joko Widodo.*

***Jumantik** (Ind.) **:** Juru pemantau jentik.*

***JWE** (Ang.) **:** Jepara Women Entrepreneur association.*

***Kadin** (Ind.) **:** Kamar Dagang dan Industri.*

***KB** (Ind.) **:** Keluarga Berancana.*

***KB :** Kuli Barang.*

***KBHPI** (Ind.) **:** Klasifikasi Baku Hasil Produksi Indonesia.*

***KBLI** (Ind.) **:** Klasifikasi Baku Lapangan Usaha Indonesia*.

***Kedungsepur** (Ind.) **:** Kendal-Demak-Ungaran-Salatiga-Semarang-Purbalingga.*

***KEK** (Ind.) **:** Kawasan Ekonomi Khusus.*

***Kepmen** (Ind.) **:** Keputusan Menteri.*

***KGMI** (Ind.) **:** Kawasan Guna Mekar Indonesia.*

***KHL** (Ind.) **:** Kebutuhan Hidup Layak.*

***KI** (Ind.) **:** Kawasan industri.*

***KIC** (Ind.) **:** Kawasan Industri Candi.*

***KIK** (Ind.) **:** Kawasan Industri Kendal.*

***KIK**(Ind.) **:** Kredit Investasi Kecil.*

***KIP** (Ind.) **:** Kampung Improvement Project.*

***KIT** (Ind.) **:** Kawasan Industri Terboyo (Park).*

***KITA** (Ind.) **:** Kawasan Industri Tambak Aji.*

***KITM** (Ind.) **:** Kawasan Industri Terboyo Megah.*

***KIW** (Ind.) **:** Kawasan Industri Wijayakusuma.*

***KIZ** (Ind.) **:** Kalingga Industrial Zone.*

***KKI** (Ind.) **:** Klasifikasi Komoditas Indonesia.*

***KKK** (Ind.) **:** Kharisma Kayu Klasik.*

***KKN** (Ind.) **:** Korupsi, Kolusi, Nepotisme.*

***KKN** (Ind.) **:** Kuliah Kerja Nyala.*

***KLIK** (Ind.) **:** Kemudahan Layanan Investasi Langsung.*

***KMKP** (Ind.) **:** Kredit Modal Kerja Permanen.*

***Kobsi** (Ind.) **:** Konfederasi Aliansi Serikat Buruh Indonesia.*

***KPI** (Ind.) **:** Kawasan Peruntukan Industri.*

***KPTG** (Ind.) **:** Kawasan Pangkalan Truk Genuksari.*

***KPUD** (Ind.) **:** Komite Pemilihan Umum Daerah.*

***Krismon** (Ind.) **:** Krisis Moneter.*

***KSPI** (Ind.) **:** Konfederasi Serikat Pekerja Indonesia.*

***KTP** (Ind.) **:** Kartu Tanda Penduduk.*

***KTR** (Ind.) **:** Koperasi Tahunan Raya.*

***KUA** (Ind.) **:** Kantor Urusan Agama.*

***KUB** (Ind.) **:** Kelompok Usaha Bersama.*

***KUD** (Ind.) **:** Koperasi Unit Desa.*

***KUK** (Ind.) **:** Kredit Usaha Kecil.*

***Kupedes** (Ind.) **:** Kredit Usaha Pedesaan.*

***KUR** (Ind.) **:** Kredit Usaha Rakyat.*

***Lakpesdam** (Ind.) **:** Lembaga Kajian dan Pengembangan Sumber Daya Manusia.*

***LIK** (Ind.) **:** Lingkungan Industri Kecil.*

ME : Moyennes entreprises.

***MBA** (Ang.) **:** Master of Business Administration.*

***MKJI** (Ind.)* : *Manual Kapasitas Jalan Indonesia.*

MRU : Méga-région urbaine.

***Musrimbang** (Ind.) **:** Musyawarah Pengembangan.*

***Nasdem** (Ind.) **:** Partai Nasional Demokrat.*

NDIT : Nouvelle division internationale du travail.

NEP : Nouvelle économie politique.

***NHM** (Néer.) **:** Nederlandsche Handel-Maatschappij.*

***NJOP** (Ind.) **:** Nilai Jual Objek Pajak.*

NPI : Nouveaux pays industrialisés.

***NTB** (Ang.) **:** Non-tariff barriers.*

***NU** (Ind.) **:** Nahdatul Ulama.*

***NUSP** (Ind.) **:** National Upgrading Support Program.*

***OB** (Ind.) **:** Orde Baru.*

OCDE : Organisation pour la coopération économique et le développement.

OIT : Organisation internationale du travail.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

ONG : Organisation non-gouvernementale.

ONU : Organisation des Nations-Unies.

***PAN** (Ind.) **:** Partai Amanah Nasional.*

***Pamsimas** (Ind.) **:** Penampungan Air Masyarakat.*

***PBB** (Ind.) **:** Pajak Bumi dan Bangunan.*

***PBI** (Ind.) **:** Penerima Bantuan Iuran.*

***PD** (Ind.) **:** Pemerintah Daerah.*

***PD** (Ind.) **:** Partai Demokrat.*

***PDI-P** (Ind.) **:** Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan.*

***PDAM** (Ind.) **:** Perusahan Daerah Air Minum.*

***PDB** (Ind.) **:** Produk Domestik Bruto.*

***PDRB** (Ind.) **:** Produk Domestik Regional Bruto.*

PE : Petites entreprises.

***Permendagri** (Ind.) **:** Peraturan Menteri Dalam Negeri.*

***Perpres** (Ind.) **:** Peraturan Presiden.*

***Persero** (Ind.) **:** Perusahan Perseroan.*

PIB : Produit intérieur brut.

***PKB** (Ind.) **:** Partai Kebangkitan Bangsa.*

***PKK** (Ind.) **:** Pemberdayaan Kesejahteraan Keluarga.*

***PKL** (Ind.) **:** Pusat Kegiatan Lokal.*

***PKN** (Ind.) **:** Pusat Kegiatan Nasional.*

***PKS** (Ind.) **:** Partai Keadilan Sejahtera.*

***PKPW** (Ind.) **:** Perencanaan Kota dan Pembangunan Wilayah.*

***PKW** (Ind.)* **:** *Pusat Kegiatan Wilayah.*

***PLN** (Ind.) **:** Perusahan Listrik Nasional.*
***PMA** (Ind.) **:** Penanaman Modal Asing.*

PME : Petites et moyennes entreprises.

PMI : Petites et moyennes industries.

Pnud : Programme national des Nations-Unies/

PNUE : Programme des Nations-Unies pour l'environnement.

***Polri** (Ind.) **:** Polisi Republik Indonesia.*

***PP** (Ind.) **:** Pemerintah Pusat.*

***PP** (Ind.) **:** Perum Perhutani.*

***PP** (Ind.) **:** Pembangunan Perumahan.*

PPA : Parité de pouvoir d'achat.

***PNPM** (Ind.) **:** Program Nasional Pemberdayaan Masyarakyat.*

***Podes** (Ind.) **:** Potensi Desa.*

PPA : Parité de pouvoir d'achat.

***PPIPKI** (Ind.) **:** Perencanaan Penyediaan Infrastruktur Pendukung Kawasan Industri.*

***PPP** (Ind.) **:** Partai Persatuan Pembangunan.*

PPRT : Plan de prévention des risques technologiques.

***PT.** (Ind.) **:** Perseroan Terbatas.*

***PTSP** (Ind.) **:** Pelayanan Terpadu Satu Pintu.*

***PUPR** (Ind.) : Pekerjaan Umum dan Perumahan Rakyat.*

***Puskesmas** (Ind.) **:** Pusat Kesehatan Masyarakyat.*

R&D : Recherche et développement.

***RAD** (Ind.) **:** Rencana Aksi Daerah.*

***RDTL** (Ind.) **:** Rencana Detail Tata ruang Lokal.*

***RCEP** (Ang.) **:** Regional Comprehensive Economic Partnership.*

Repelita *(Ind.)* **:** *Rencana Pembangunan Lima Tahun.*

RIKS *(Ind.)* **:** *Rencana Induk Kota Semarang.*

RKPD *(Ind.)* **:** *Rencana Kerja Pemerintah Daerah*.

RMI *(Ind.)* **:** *Rabithah Ma'ahid Islamiyah.*

Rp. *(Ind.) : Rupiah.*

RPJLD *(Ind.)* **:** *Rencana Pembangunan Jangka Lama Daerah.*

RPJMD *(Ind.)* **:** *Rencana Pembangunan Jangka Menangah Daerah.*

RSE : Responsabilité sociale et environnementale.

RSS *(Ind.)* **:** *Rumah Sangat Sederhana*.*

RT. *(Ind.)* **:** *Rukun Tetangga.*

RTRW *(Ind.)* **:** *Rencana Tata Ruang Wilaya.*

Rudenim *(Ind.)* **:** *Rumah Detensi Imigrasi.*

Rusuwa *(Ind.)* **:** *Rumah Susun Sewa.*

RW. *(Ind.)* **:** *Rukun Warga.*

Sakernas *(Ind.)* **:** *Survei Tenaga Kerja Nasional.*

SD *(Ind.)* **:** *Sekolah Dasar.*

SDM *(Ind.)* **:** *Sumber Daya Manusia.*

SDN : Société des Nations.

Siskamling *(Ind.)* **:** *Sistem Keamanan Linkungan.*

SMS *(Ang.)* **:** *Short Message Service.*

SORR *(Ang.)* **:** *Semarang Outer Ring Road.*

SPKD *(Ind.)* **:** *Strategi Penanggulangan Kemiskinan Daerah.*

SMA *(Ind.)* **:** *Sekolah Menengah Atas.*

SMK *(Ind.)* **:** *Sekolah Menengah Kejuruan.*

SMP *(Ind.)* **:** *Sekolah Menengah Pertama.*

SMS *(Ang.)* **:** *Short Message Service.*

STIE *(Ind.)* **:** *Sekolah Tinggi Ilmu Ekonomi.*

Susenas *(Ind.)* **:** *Survei Sosial Ekonomi Nasional*.

SVLK *(Ind.)* **:** *Sistem Verifikasi Legalitas Kayu.*

SA : Société anonyme.

SAU *(Ind.)* **:** *Sisa Asil Usaha.*

SBY *(Ind.)* **:** *Susilo Bambang Yudhoyono.*

TK *(Ind.) : Transitional Kindergarten.*

TKK *(Ind.)* **:** *Tingkat Kesempatan Kerja*.*

Tom : Territoires d'Outre-mer.

TPA *(Ind.) : Tempat Pembuangan Asing.*

TPE : Très petite(s) entreprise(s).

TPS *(Ind.)* **:** *Tempat Pembuangan Sampah.*

THR *(Ind.)* **:** *Tunjangan Hari Raya.*

TMII *(Ind.)* **:** *Taman Mini Indonesia Indah.*

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée.

UD. *(Ind.)* **:** *Usaha Dagang.*

UE : Union Européenne.

UGM *(Ind.) : Universitas Gadjah Mada.*

UMK *(Ind.)* **:** *Upah Minimum Kota/Kabupaten.*

UMP *(Ind.)* **:** *Upah Minimum Propinsi.*

UMR : Unité mixte de recherche.

Unnes *(Ind.)* **:** *Universitas Negeri Semarang.*

Untag *(Ind.)* ***:*** *Universitas 17 Agustus 1945.*

UPH *(Ind.)* ***:*** *Upah Penggantian Hak.*

UPMK *(Ind.)* ***:*** *Upah Penghargaan Masa Kerja.*

Undip *(Ind.)* ***:*** *Universitas Diponegoro.*

Unnes *(Ind.)* ***:*** *Universitas Nasional Semarang.*

UNI *(Ind.)* ***:*** *Universitas Islam Negeri Walisongo.*

Unisnu *(Ind.)* ***:*** *Universitas Islam Nahdatul Ulama.*

USD *(Ang.)* ***:*** *United States Dollar.*

UU *(Ind.)* ***:*** *Undang-undang.*

VA : Valeur ajoutée.

$VA_L{}^nSP$: Valeur ajoutée locale nette du système productif.

VASP : Valeur ajoutée du système productif.

VOC *(Néer.) : Verenigde oostindische compagnie.*

WBP *(Ind.)* ***:*** *Warga Binaan Permasyarakatan.*

YMU *(Ind.)* ***:*** *Yayasan Miftahul Ulum.*

ZES : Zone économique spéciale.

Lexique indonésien-français

Les traductions sont tirées du *Dictionnaire général indonésien-français* dirigé par Pierre Labrousse (LABROUSSE, 1984). Sauf précision contraire, les explications sont de l'auteur. Les mots suivis d'une astérisque font l'objet d'une entrée dans le présent lexique. Les abréviations entre parenthèses désignent la langue ou l'idiome dont est issu le terme : *Ang.* pour l'anglais, *Arab.* pour l'arabe, *Bal.* pour le balinais, *Chin.* Pour le chinois, *Néer.* pour le néerlandais, *Pers.* pour le persan, *Port.* pour le portugais, *Skr.* pour le sanskrit, *Sund.* pour le sundanais, *Tam.* pour le tamoul. Les abréviations *Djak.*, *Jav.*, et *Mal.* désignent des termes usités localement à Djakarta, Java et en Malaisie respectivement.

***10 Muharam** (Arab.) :* 10ème jour du 1er mois de l'année selon le calendrier islamique, à l'occasion duquel les sunnites (mais plus encore les chiites) fêtent *l'Achoura* (jour où Moïse fut sauvé par Dieu du Pharaon).

17-an (Tujuh-belasan) : Célébrations organisées à l'occasion de la Fête nationale, le 17 août. Elles combinent démonstrations de nationalisme (consistant en des parades martiales d'écoliers, d'organisations de jeunesse et de fonctionnaires, ainsi que l'affichage du drapeau national au faîte de chaque maison), d'activités communautaires visant à renforcer les liens de voisinage (décoration du *kampung** et préparation d'un repas qui sera pris ensemble au niveau de chaque *Rukun Tetangga (RT.)**) et des divertissements (*panjat pinang**, matches de football, promenades collectives, ou spectacles de *dangdut**).

***Abangan** (Jav.) :* Pratiquant d'un Islam hétérodoxe, syncrétique (GEERTZ C. , 1976) ou Musulman peu pratiquant .

***Adat** (Arab.) :* Tradition, droit coutumier.

Air** (Skr.):* Eau. ***Menara air : Château d'eau.

Aji mumpung : Tirer parti de la position d'autrui (SCHILLER J. , 2007, p. 333).

***Alam** (Arab.) :* Univers, Nature.

***Alamat** (Arab.) :* Adresse.

Alun-alun : Place carrée autour de laquelle s'organisent traditionnellement les grandes fonctions urbaines : mosquée principale à l'ouest, palais au nord ou au sud, marché central à l'est. Certaines cités (comme Yogyakarta) en comptent deux (au nord et au sud du *Kraton**), mais la plupart une seule L'espace est vide, à l'exception d'une paire de banyans plantés au milieu; les véhicules y sont proscrits. Tôt le matin, c'est un lieu de promenade populaire pour les citadins, mais c'est en fin d'après-midi qu'il s'anime véritablement, avec les

activités sportives, récréatives, puis à la nuit tombée, après la prière du soir où les stands de nourriture installés sur le pourtour de la place sont fréquentés jusque tard.

Ambil, mengambil : Prendre.

Amplas : Papier de verre. Par extension, poncer.

Analisis Dampak Lingkungan Hidup (Amdal) : Etude d'impact environnemental.

***Andong** (Jav.) :* Cariole à cheval, généralement utilisée pour le transport de personnes.

Angka** (Skr.) :* Chiffre. ***Angka harapan hidup : Espérance de vie. ***Angka melek huruf :*** Taux d'alphabétisation (de *Melek (Jav.) :* Etre éveillé, comprendre et *Huruf (Arab.) :* Caractère, lettre).

Angkutan kota (Angkot) : Transports collectifs urbains. Par extension, le terme désigne généralement les minibus opérés par des artisans sur des lignes régulières.

Antar** (Skr.) :* Inter. ***Antar Kota Dalam Propinsi (AKDP) : Intercités au sein d'une même province (de *Dalam :* Dans). ***Antar Kota Antar Propinsi (AKAP) :*** Intercités et inter provinces, long courrier.

Arisan : Tontine. ***Kumpulan arisan :*** Groupe de tontine.

Asing : Etranger (adjectif). ***Orang asing :*** Etranger (personne).

Asosiasi : Association. ***Asosiasi Mebel dan Kerajinan Indonesia (Amkri) :*** Association indonésienne du meuble et de l'artisanat. ***Asosiasi Eksportir dan Produsen Handycraft Indonesia (Asephi) :*** Association des exportateurs et des producteurs d'artisanat. ***Asosiasi Pengrajin Kecil Jepara (APKJ) :*** Association des petits artisans de Jepara. ***Asosiasi Permebelan dan Kerajinan Indonesia (Asmindo) :*** Association indonésienne de l'industrie du meuble et de l'artisanat.

Aspirasi Dewan : Aspirations de l'Assemblée. Budget mis à la disposition de chaque conseiller municipal qui peut l'employer pour développer l'arrondissement et les villages de son choix.

Atur, mengatur : Organiser, diriger, ordonner. ***Yang atur itu Tuhan :*** Celui qui en décide, c'est Dieu (de *Tuhan* :* Dieu).

Badan : Organisme, corps. ***Badan Keswadayaan Masyarakat (BKM) :*** Agence pour l'autonomie des communautés. Ce service émanant des collectivités locales (*Kota** et *Kabupaten**) octroie des subventions aux personnes les plus mal logées pour rénover leur domicile. ***Badan Koordinasi Penanaman Modal (BKPM) :*** Agence de coordination des investissements. ***Badan Perencanaan Pembangunan Nasional (Bappenas) :*** Agence nationale de planification du développement. Agence interministérielle dont les missions se rapprochent de celles de la DATAR en France. ***Badan Perencanaan Pembangunan Daerah (Bappeda) :*** Agence locale de planification du développement Local. Depuis 2001, les *Bappeda* dépendent des collectivités

locales. ***Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial (BPJS) :*** « Organisation pour l'administration de l'Assurance Sociale ». Système public de sécurité sociale institué par l'administration de Jokowi. ***BPJS Ketenagakerjaan*** (qui a remplacé *Jamsostek*)* couvre les salariés, ***BPJS Kesehatan*** (qui remplace *PT. Akses*) les autres. L'adhésion est obligatoire d'ici janvier 2019 (depuis janvier 2016 pour les salariés), les cotisations variant de 25 500 à 80 000 Rp par personne et par mois (5% du salaire pour les salariés, dont 80% à la charge de l'employeur et 20% à la charge du salarié dans le secteur privé, 60% et 40% dans le secteur public, ce montant couvrant l'ensemble de la famille). ***Badan Pemeriksa Keuangan (BPK) :*** Autorité d'audit financier, chargée de veiller au bon usage de l'argent public. ***Badan Pengawasan Keuangan dan Pembangunan (BPKP) :*** Autorité de contrôle économique et financier, chargée de veiller à la bonne gouvernance des entreprises publiques. ***Badan Pertanahan Nasional (BPN) :*** Agence foncière nationale. ***Badan Urusan Logistik (Bulog) :*** agence logistique, créée en 1967 par l'Ordre nouveau pour stabiliser les cours du riz en achetant la production aux riziculteurs à prix fixe et en le distribuant avec une régulation des surplus. Son périmètre a été étendu en 1987 à d'autres productions avant d'être que son activité soit réduite en 1998 dans le cadre des mesures d'austérité prises en réaction à la *Krismon*.*

Bahu *(Néer.)* ***:*** Unité de mesure de la superficie des terres agricoles, dont la valeur varie selon les endroits. Elle vaut d'environ 7 000 m^2 dans la région de Semarang.

Balai : Edifice. ***Balai Besar Teknologi Pencegahan Pencemaran Industri (BBTPPI) :*** Centre principal des technologies de prévention de la pollution industrielle. ***Balai Desa :*** Siège des autorités villageoises, mairie. ***Balai Kota :*** Hôtel de ville.

Bank Rakyat Indonesia (BRI) : Banque populaire d'Indonésie. Cette banque publique fut notamment mobilisée pour diffuser du microcrédit aux agriculteurs dans le cadre de la révolution verte.

Bantuan : Aide. ***Bantuan Operasional Sekolah (BOS) :*** Aide au fonctionnement des écoles, délivrée par l'Etat central pour subventionner les établissements d'enseignement privé.

Bapak (Bpk) : Père. Par extension, appellatif pour un homme.

Baratan : Fête célébrant la vengeance de Ratu Kalinyamat, le 15ème jour du mois de *Ruwah** dans le calendrier javanais.

Bawang : Oignon, ciboule. ***Bawang merah :*** Echalotte (de *Merah :* Rouge). ***Bawang putih :*** Ail (de *Putih :* Blanc).

Bawel : Chicanier.

Becak *(Chin.)* ***:*** Cyclo-pousse, qui prend en Indonésie la forme d'un tricycle où un à deux passagers prennent place devant le conducteur (*tukang becak*). Il s'agit du mode de transport traditionnellement privilégié pour les distances hectométriques, toujours usité dans les villes petites et moyennes.

Belakang : Derrière.

Beling : Débris, tesson. Par extension, peut également se traduire par « de troisième zone » (LABROUSSE, 1984, p. 83), marginal. ***Tukang beling :*** Chiffonnier. .

Benar : Juste, vrai.

Bengkirai : Shorea laevis (essence de bois de qualité réputée médiocre).

Bengkok *(Jav.),* ***Tanah bengkok :*** Apanage ou commun, c'est-à-dire les terres propriété de la communauté. A Java, ces terres sont assimilées à un patrimoine public dont le chef du village a l'usufruit pour rémunérer le personnel qu'il emploie pour exercer son administration mais aussi pour tirer un revenu qui permettra d'amortir voire de faire fructifier l'investissement consenti dans la campagne pour être élu.

Benteng : Muraille, enceinte. Nom de la politique adoptée par Soekarno visant à promouvoir les entrepreneurs *pribumi** vis-à-vis des minorités chinoise et hollandaise.

Berani : Audacieux, courageux.

Berdiri dengan kaki sendiri (Berdikari) : Se tenir debout sur ses deux jambes. ***Kampung Berdikari :*** Programme de la province de Java-Centre visant à promouvoir les échanges entre duos de villages localisés dans des écosystèmes productifs potentiellement complémentaires.

Berkat *(Arab.)* ***:*** Bénédiction. Dans le contexte d'un *slametan**, le *berkat* désigne un panier de nourriture apporté par les participants pour exprimer leur hommage à l'hôte.

Besar : Grand.

Biar : Laisser faire.

Bidan *(Skr.)* ***:*** Sage-femme.

Bikin, membikin : Faire, fabriquer.

Bimbingan : Directive (de *Bimibing, membimbing :* Tendre la main). ***Bimbingan Massal (Bimas) :*** Directive de masse. Programme de mise en œuvre de la Révolution verte mené entre 1969 et 1973.

Biro *(Néer.)* ***:*** Bureau, agence. ***Biro Pengendalian Operasi :*** Bureau de conduite des opérations (de *Kendali :* Rênes).

Bongkar, membongkar : Décharger. ***Bongkar Muat :*** Manutention (de *Muat, memuat :* Charger).

Borongan : Travailleur occasionnel payé à la pièce (de *Borong, memborong :* Louer).

Broker *(Ang.)* ***:*** Agent, intermédiaire.

Buah : Fruit, œuvre, résultat. ***Anak buah :*** Subordonné, affilié (de *Anak :* Enfant). ***Bapak-anak buah :*** Relation de clientèle (de *Bapak* :* Père).

Buddha : Bouddhiste.

Bule : Occidental (de *Belanda :* Hollandais). Terme familier employé pour désigner toute personne blanche de peau.

***Bumantara** (Mal.) :* « La terre entre » (les mers), nom donné à l'archipel insulindien.

***Bumiputera* ou *Bumiputra** (Mal.) :* Fils de la terre, autochtone (de *Bumi (Skr.) :* Terre et *Putra (Jav.) :* Prince, princesse). Terme employé (en Malaisie surtout, les Indonésiens lui préférant celui de *pribumi**) pour désigner les citoyens « de souche » (si tant est que ce concept est un sens), c'est-à-dire non-issus des migrations de 'époque coloniale et postcoloniale comme les Chinois, les Indiens ou les Européens.

***Bupati** (Skr.) :* Régent, à la tête d'un *Kabupaten*.* Il est le chef de l'Exécutif des régences, élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans (limité à deux mandats).

***Burokrasi** (Néer.) :* Bureaucratie.

Buruh : Ouvrier, travailleur.

***Carik** (Jav.) :* Secrétaire (de mairie).

Cerewet : Irritable.

Cina : Chine, chinois. ***Orang Cina :*** Personne de nationalité ou d'origine chinoise. Parmi ces derniers, les termes de *Peranakan** et de *Toko** permettent de distinguer ceux nés en Indonésie des immigrants.

***Commanditaire Vennootschap (CV.)** (Néer.) :* Société à commandite.

Contoh** (Chin. ?):* Exemple. ***Tempat* percontohan : Lieu démonstrateur.

Daerah : Région, territoire. Associé à un organisme ou un objet, il en indique le caractère local/territorial (par opposition au caractère central/national) : *Badan Perencanaan dan Pembangunan Daerah (Bappeda) :* Agence locale de planification du développement, par opposition à l'Agence nationale de planification du développement (*Badan Perencanaan dan Pembangunan Nasional, Bappenas**). ***Tingkat daerah :*** Niveau territorial (cf. Figure 11 : Organisation administrative territoriale de l'Indonésie p. 180).

Dalam angka : En chiffres. Nom des rapports de synthèse annuels produits par les agences statistiques locales pour chaque entité administrative.

Dana** (Skr.) :* Fonds, dotation. ***Dana Alokasi Umum (DAU) : Dotation fixe ***Dana Alokasi Khusus (DAK)*** Dotation spéciale. ***Dana Desa :*** Fonds issus du budget géré par les autorités villageoises (*Desa**).

Dangdut : (de *Dangdut :* onomatopée d'un battement de tambour) Musique mêlant influences musicales indiennes, arrangements pop, paroles doucereuses et danseuses fardées et légèrement vêtues. Elle est particulièrement populaire chez les hommes entre deux âges issus des classes laborieuses, dans les transports collectifs et à l'occasion des fêtes de famille ou des célébrations villageoises.

Dari hulu ke hilir : Du début à la fin.

Dasa** (Skr.) :* Dix. ***Dasa Wisma* : Groupe social, de dix ménages à l'échelle des unités de voisinage (*Rukun Tetangga, RT.**).

Dasar : Base. ***Kebutuhan* dasar :*** Besoins élémentaires.

Daya** (Skr.) :* Force, énergie. ***Daya asing : Attractivité, compétitivité (de *Asing :* Etranger).

Demam : Fièvre. ***Demam Berdarah Dengue :*** Dengue.

Dempul : Mastic.

Dewan** (Arab., Pers.) :* Conseil, comité. ***Dewan Perantjang Nasional (Depernas) : Conseil de développement national. ***Dewan Perwakilan Rakyat Daerah (DPRD) :*** Assemblée territoriale.

Dharma : Devoir. ***Dharma Wanita (DW) :*** Association des femmes de fonctionnaires, dont l'organisation est calquée sur la hiérarchie de leurs époux.

Dinas** (Néer.) :* Service technique / direction / département d'une collectivité territoriale. ***Dinas Lingkungan Hidup : direction de l'Environnement. ***Dinas Lingkungan Hidup Dan Kehutanan :*** Direction de l'Environnement et des forêts. ***Dinas Pendapatan, Pengelolaan Keuangan Aset Daerah (DPPKAD) :*** Département des finances publiques locales. ***Dinas Perindustrian dan Perdagangan (Disperindag) :*** direction de l'Industrie et du commerce. ***Dinas Kelautan dan Perikanan :*** direction de la Mer et des pêches. ***Dinas Pertanian dan Peternakan** :* direction de l'Agriculture et de l'élevage. ***Dinas Perhutanan dan Perkebunan :*** direction des Forêts et plantations, ***Dinas Perumahan dan Pemukiman (Disperkim) :*** Direction du Logement et des établissements résidentiels.

Diperintah : Être commandé.

Direktorat** (Néer.) :* Direction générale. ***Direktorat Jenderal Pengendalian Pemanfaatan Ruang Dan Penguasaan Tanah : Direction générale à l'occupation des sols et de la propriété foncière.

Diterima : Être (bien) reçu, accepté.

Dukuh* ou *Dusun : Hameau.

Dukun : **Guérisseur, s**orcier.

Duwet** (Jav.) :* Argent, monnaie (de *Duit (Néer.) :* Argent). ***Ujung-ujungnya duwet : Au bout du compte, c'est une question d'argent (de *Ujung :* Fin).

Fasilitas Likuiditas Pembiayaan Perumahan (FLPP) : Facilité de crédit immobilier. Aide de l'Etat central à l'acquisition du logement.

Federasi** (Néer.) :* Fédération. ***Federasi Buruh Seluruh Indonesia (FBSI) : Fédération des ouvriers de toute l'Indonésie, inféodée au régime sous l'Ordre nouveau.

Gaga : Cultures sèches.

***Gamelan** (Jav., Bal., Sund.) :* Ensemble instrumental traditionnel composé de gongs et de percussions caractéristique de Java et de Bali.

***Gang** (Néer.) :* Ruelle, venelle, allée. Le terme désigne généralement les rues les plus étroites des *kampung*.*

***Gapura** (Skr.) :* Portail. A l'entrée des *kampung*,* ils prennent généralement la forme de deux piliers disposés de part et d'autre de la rue, souvent reliés par un fronton et dotés d'une barrière, que les habitants de service de *ronda malam** ferment à la nuit tombée. Ils marquent le point de passage entre l'univers familier de la communauté et le monde extérieur potentiellement hostile (SULLIVAN, 1992). Ils sont toujours décorés avec des motifs et un style correspondant à l'image que la communauté résidant dans le kampung entend donner d'elle. Elle pourra ainsi mettre en avant son identité ethnique, sa ferveur patriotique ou sa piété. La taille, le niveau d'ornementation et l'état d'entretien des *gapura* sont en général un bon indicateur de la cohésion de la communauté et de la conscience qu'elle a de son rapport avec son environnement urbain.

Garis : Ligne, seuil. ***Garis Kemiskinan (GK) :*** Seuil de pauvreté. ***Garis kemiskinan makanan (GKM) :*** Seuil de pauvreté alimentaire, défini à partir d'un panier de produits alimentaires de 2 100 kilocalories. ***Garis kemiskinan non-makanan (GKNM) :*** Seuil de pauvreté non-alimentaire, défini à partir d'un panier de consommation calculé à partir de 52 biens non-alimentaires.

Gas Rumah Kaca (GRK) : Gaz à effet de serre.

Gebyok : Portail ornementé typique de la ville de Kudus (Java-Centre).

Gedeg : Maison à caractère provisoire bâtie sur un sol en terre battue avec 4 piliers d'angles en bois reliés par des parois en bambou (SULLIVAN, 1992, p. 95).

Gerakan Indonesia Raya (Gerindra) : Mouvement pour une Indonésie glorieuse, ultranationaliste.

Gilang : Lumineux, éclatant. ***Sela gilang* ou *Watu gigilang :*** Pierres sacrées installées au moment de la fondation d'une capitale royale à Java ou au Pasundan.

***Gizi** (Arab.) :* Elément nutritif, nutrition.

Glondongan : Grume, qualifiée en fonction de son diamètre : *biton* (7 à 9 cm), *DL* (10 à 15 cm), *OP* (15 à 20 cm), *OD* (plus de 20 cm).

Gojek : Marque d'un des deux services de transport à la demande les plus populaires en Indonésie (son principal concurrent étant Grab). Il s'agit de la contraction de Google (la maison-mère) et *ojek*,* qui désigne les motos-taxis traditionnels.

Golok : Machette.

Golongan Karya (Golkar) : Groupes fonctionnels (de *Golongan :* Groupe, caste, clan et *Karya (Skr.) :* Travail). Mouvement politique fondé en 1964 (dans les dernières moments de la Démocratie guidée de Soekarno) et censé représenter les différentes catégories socioprofessionnelles (en particulier les fonctionnaires, dont l'adhésion était obligatoire). Suharto en fit une machine électorale lui assurant une légitimité de façade au-dessus des partis politiques autorisés. Après la chute du régime en 1998, le *Golkar* devint en 1999 un parti politique à part entière.

Gotong-royong : Tâches communautaires. Littéralement, « partager un fardeau en coopérant » (SULLIVAN, 1992). « Le terme désigne un discours plutôt formel sur le "voisinage" qui tourne autour de la notion d'assistance mutuelle notamment, en lien avec certaines pratiques supposées caractéristiques des communautés javanaises rurales » (Ibid., p. 84). Ces pratiques comprennent l'aide en cas d'accident ou de catastrophe, la construction d'équipements de proximité, l'organisation de célébrations rituelles (*slametan**), l'entretien des tombes, la construction de maisons (en particulier la pose de la toiture, qui nécessite de nombreux bras) et leur réparation, voire le travail des champs (KOENTJARANINGRAT, 1961, p. 29). Sullivan considère que le *gotong-royong* recouvre toutes les activités communautaires par-delà le périmètre du clan (fondé sur les liens du sang et de clientèle. D'où le rôle crucial joué par le *gotong-royong* dans l'unification des *kampung.* ***Secara gotong-royong :*** A la manière du gotong-royong, collectivement.

***Gratifikasi** (Néer.) :* Gratification. Le terme est employé pour les « cadeaux » en liquide ou en nature « offerts » aux fonctionnaires par les particuliers ou les entreprises en contrepartie de services rendus, à mi-chemin entre pourboire, complément de rémunération et corruption.

***Gubernur** (Néer.) :* Gouverneur. Chef exécutif des provinces, aujourd'hui élus au suffrage universel pour un mandat de 5 ans.

Gugur gunung : « Travail communautaire nécessitant beaucoup de main d'œuvre » (SULLIVAN, 1992, p. 105) (de *Gugur, menggunurkan :* Faire tomber).

Gunung : Montagne.

***Hafidzah** (Arab.) :* Lecture du Coran.

Haj** (Arab.) :* Pèlerinage à La Mecque. ***Haji : Personne ayant accompli le pèlerinage à La Mecque. Ce pèlerinage est un des cinq piliers de l'Islam, mais il nécessite des économies et une place sur les listes d'attente causées par les quotas imposés par l'Arabie Saoudite, ce qui limite le nombre de personnes ayant pu l'effectuer. Souvent âgés et d'un statut social plus aisé que la moyenne, les pèlerins en sont d'autant plus respectés.

Hak** (Arab.) :* Droit (immobilier). ***Hak Guna Bangunan (HGB) : bail à construction, d'une durée maximale de 30 ans, extensible deux fois 20 ans. ***Hak milik (HM) :*** pleine propriété. ***Hak Sewa atas bangunan (HS) :*** bail commercial.

***Halal bi hlal** (Arab.) :* Cérémonial religieux qui a lieu le 2ème jour du *Lebaran** (Ramadan), consistant à serrer la main de tous ses voisins.

Halus : Délicat, fragile, subtil, raffiné. Par extension, qualifie une personne ou un comportement conforme à l'étiquette classique javanaise.

Harapan : Espoir, espérance. ***Angka* harapan hidup :*** Espérance de vie. ***Harapan lama sekolah* :*** Espérance à la naissance de durée de scolarisation.

Hari : Jour. ***Hari Idul Fitri** (Arab.) :* Premier jour de la fête de la rupture du jeûne (*Lebaran**) du Ramadan. ***Harian lepas :*** Journalier (travailleur occasionnel payé à la journée). ***Hari Kartini :*** Fête de Kartini. Cette figure féminine de Jepara incarnant l'émancipation des femmes par l'éducation est célébrée chaque année le 21 avril.

***Harta** (Skr.) :* Biens, fortune.

***Hasil** (Arab.):* Produit, production, revenu.

***Hijab** (Arab.) :* Voile islamique.

Himpunan : Fédération. ***Himpunan Industri Mebel dan Kerajinan Indonesia (Himki) :*** Fédération indonésienne de l'Industrie du meuble et de l'artisanat. ***Himpunan Kawasan Industri (HKI) :*** Fédération des aménageurs de zones industrielles. ***Himpunan Pengusaha Kayu Jepara, HPKJ :*** Fédération des entrepreneurs du bois de Jepara.

Hutan : Forêt. ***Industri Kehutanan :*** Industrie forestière.

Ibu : Mère. Par extension, appellatif pour une femme.

***Iedul Adha** (Arab.) :* Fête de l'*Aïd,* pendant dans l'islam de la fête de Pâques.

Ijin/Idzin/Izin** (Arab.) :* Permis. ***Ijin Investasi (II) : Permis d'investir, délivré par le Bureau de coordination des investissements (*Badan Koordinasi Penanaman Modal, BKPM*), instance nationale autorisant les investissements étrangers. ***Ijin Lokasi (IL) :*** Permis foncier. Autorisation délivrée par l'Agende foncière

nationale (*Badan Pertanahan Nasional, BPN*) conférant à son titulaire un droit exclusif de négociation avec le propriétaire. ***Ijin Mendirikan Bangunan (IMB)***: permis de construire. ***Izin Penggunaan Tanah Sawah ke Non-Sawah :*** permis de conversion de terres rizicoles. ***Izin Tinggal Kunjungan (ITK) :*** Permis de séjour visiteur. ***Izin Tinggal Terbatas (Itas) :*** Permis de séjour temporaire. ***Izin Tinggal Tetap (Itap) :*** Carte de séjour permanent. ***Ijin Usaha Industri (IUI) :*** Permis d'exploiter une activité industrielle. ***Surat izin :*** Contrat-cadre (notamment pour l'achat de grumes à la compagnie nationale Perum Perhutani).

Ikut : Suivre. ***Harus Ikut Bapak(nya) :*** Il faut obéir à son père/à Monsieur.

Indeks Pembangunan Manusia (IPM) : Indice de développement humain (IDH).

Indo *(Néer.)* **:** Métis eurasien.

Induk : Mère (pour un animal), origine. ***Rencana induk :*** Plan-mère, plan de base.

Industri : Industrie. ***Industri Mikro Kecil (IMK) :*** Petites et très petites industries (TPI). ***Industri Sedan Besar (IMB) :*** Moyennes et grandes industries (GMI). Cf. Annexe méthodologique ci-après pour plus de détails.

Intensifikasi Massal (Inmas) : Intensification de masse. Programme d'approfondissement de la Révolution verte menée entre 1973 et 1978. ***Intensifikasi Khusus (Insus) :*** Intensification spéciale. Programme d'extension de la Révolution verte mené à partir de 1978.

Institut Teknologi Bandung (ITB) : Institut technologique de Bandung, fondé en 1920, réputé pour être la meilleure formation d'ingénieurs du pays. ***Institut Pertanian Bogor (IPB) :*** Institut d'agriculture de Bogor.

Jadi, menjadi : Devenir.

Jagung : Maïs.

Jalan (Jl.) : Rue. ***Jalan lingkungan :*** rue de voisinage (de *Lingkung :* Cercle, enveloppe). ***Jalan keluarga :*** Venelle (de *Keluarga :* Famille). ***Jalan :*** marcher. ***Jalan santai :*** se promener (littéralement « marcher tranquillement »). Le *Manuel indonésien des capacités routières* (*Manual Kapasitas Jalan Indonesia, MKJI*), introduit en 1997 et plusieurs fois révisé depuis, spécifie les caractéristiques techniques de certaines voies selon leur statut administratif : ***Jalan lokal :*** Routes d'intérêt local (réservées aux véhicules de moins de 9 m et moins de 8 T. et dévolues aux régences et aux municipalités doivent disposer d'une chaussée large d'au moins 2,10 m par voie) ; ***Jalan kolektor :*** Routes dites « collecteurs » (12 m et 8 T, de compétence provinciale, 2,50 m/voie) ; ***Jalan arteri :*** Grands axes (18 m et 10 T., de compétence nationale, 2,50 m/voie).

Jamin *(Arab.)* **:** Garantir, cautionner. ***Jaminan Kesehatan Nasional (Jamkesnas) :*** Caisse nationale d'assurance maladie, créée en 2014. ***Jaminan Kesehatan Daerah (Jamkesda) :*** Caisses régionales d'assurance maladie, offrant des prestations complémentaires. ***Jaminan Kredit Daerah (Jamkrida) :*** Caisse de garantie

des crédits. Dispositif de financement des PME dont se sont dotés certaines provinces. ***Jaminan sosial tenaga kerja (Jamsostek) :*** Caisse nationale d'assurance-maladie pour les salariés.

Jati : Tek. ***Jati kampung :*** Tek villageois.

Jimpitan : Tronc (pour recevoir les dons des fidèles).

Joglo *(Jav.)* **:** Forme de toit à pans des maisons traditionnelles javanaises. ***Rumah joglo :*** Maison dotée d'un toit *joglo.*

Juru : Spécialiste, expert. ***Juru pemantau jentik (Jumantik) :*** Spécialiste de la surveillance des larves, nom d'un programme de formation des habitants à la prévention de la dengue, transmise par les moustiques.

Kabupaten *(Skr.)* **:** Collectivité territoriale à dominante rurale (de *Bupati* :* Régent), équivalent non-urbain des *Kota(madya) :* municipalités. Beaucoup de *Kabupaten* comptent cependant sur leur territoire des zones urbaines, à commencer par leur chef-lieu, mais aussi les zones périurbaines des grandes villes qu'ils jouxtent. La gouvernance des *Kabupaten* est assurée par un conseil élu, le *Dewan Perwakilan Rakyat (DPRD)* Kabupaten,* le pouvoir exécutif étant assuré par un Bupati élu par celui-ci.

Kacang : Cacahuète.

Kakao *(Néer.)* **:** Cacao.

Kaki Lima : Commerce ambulant (littéralement, « 5 pieds »). La tradition orale prétend que cela se réfère aux deux jambes du vendeur, aux deux roues et à la béquille de son stand de vente ambulante ; mais il se pourrait que l'expression vienne des 5 pieds (1,50 m environ) de linéaire de trottoir concédé par les autorités coloniales à ce type d'activités).

Kalah **ou** ***Alah :*** Perdre, être vaincu, être conquis.

Kamar Dagang dan Industri (KADIN) : Chambre de commerce et d'industrie indonésienne.

Kampung : Village urbain, quartier édifié sans planification. On trouve ce type de tissu à l'arrière des grandes artères, sur le foncier laissé libre par les infrastructures et les immeubles administratifs ou tertiaires (GEERTZ, 1965). Le terme de « village urbain » (GOLDBLUM, 1988) reflète l'origine rurale de la première génération d'habitants en même temps que la permanence d'activités vivrières et de valeurs collectives typiques des campagnes javanaises (même si on trouve dans les centres anciens des grandes villes des *kampung* ethniques, qui hébergeaient les communautés marchandes à l'époque coloniale). En réalité, *kampung* se réfère autant à un espace physique qu'à une communauté supposée attachée aux valeurs d'harmonie sociale (*rukun**), d'équité (*podo-podo**), de générosité (*lomo**) et d'attention aux autres (*tepo-sliro**). « La notion de "voisinage" est assez précisément définie au sein du *kampung* et des sanctions importantes s'exercent pour que les membres de la communauté se comportent conformément aux conventions » (SULLIVAN, 1992, p. 71). Bien

que le *kampung* joue un rôle clé pour ses habitants, et plus particulièrement pour les citadins les plus pauvres pour qui ils pallient la rareté des ressources, (Ibid., 1992, pp. 69), on ne peut systématiquement les assimiler à des quartiers pauvres. En effet, « ils comprennent une mixité riche de groupes sociaux liés par un réseau complexe de relations et de pratiques de coopération au-delà des besoins économiques stricts ». Cette dimension sociale est attestée par le fait que malgré « le recul rapide de la pauvreté […], ils conservent leur dimension communautaire » (Ibid., 1992, pp. 120). Les *kampung* doivent donc être distingués des *slums* (bidonvilles), parfois appelés « *kampung* sauvages (*kampung liar*) », dont les autorités considèrent qu'ils sont voués à la destruction. Au contraire, les *kampung* jouissent d'une reconnaissance administrative officielle. La vigueur de cette communauté unie par le sol (*community of place*) « tend à donner l'impression d'un monde plutôt clos, insulaire et socialement homogène, obsédé par l'idéal de bon voisinage et son application à l'exercice exigeant du vivre-ensemble en ville. Mais le *kampung* […] est une portion dynamique et vivante d'une cité moderne qui empiète sur lui et échange avec lui. Il est extrêmement divers sur les plans social, idéologique et même ethnique » (Ibid., 1992, pp. 97). Néanmoins, la morphologie du *kampung,* dont les « maisons se blottissent les unes contre les autres, toujours ouvertes l'une sur l'autre, la plupart séparées de leur vis-à-vis d'à peine 1 ou 2 m., peu étant pourvues de serrures […] » véhicule la perception que les « gens des *kampung* (*wong* kampung*) » sont vertueux, par opposition aux habitants résidant à l'extérieur, dans les immeubles des rues commerçantes, qui « sont généralement fermés à clé et sécurisés à l'abri derrière leurs hauts murs de pierre, tournant le dos aux habitants des *kampung* riverains, ce que ces derniers choisissent de voir comme une métaphore appropriée de la personnalité et du comportement de leurs occupants » (Ibid., 1992, pp. 111), désignés comme les « gens des immeubles (*wong gedungan*) ». Les *kampung* représentent encore la majorité du tissu urbain en Indonésie, même s'ils sont depuis une vingtaine d'années concurrencés dans les plus grandes métropoles par les *condominiums** et surtout les *perumahan*.* Les *kampung* ont assuré un rôle majeur pour canaliser l'urbanisation et la pauvreté urbaine (GOLDBLUM, 1988), ce qui explique qu'ils peuvent être assimilés à « des vaisseaux communautaires, façonnés et dirigés par la machinerie étatique » (SULLIVAN, 1992, p. 120). ***Kampung Improvement Project (KIP) :*** Programme de viabilisation et d'amélioration des *kampung** mené par l'Etat indonésien avec le concours financier de la Banque mondiale. Si la première génération du KIP (1969-1978) était d'essence technocratique, le programme a évolué vers une implication accrue des communautés locales, en mettant l'accent sur les valeurs soulignées comme typiquement javanaises du travail communautaire (gotong-royong). Le rôle du gouvernement consistait alors à financer les matériaux de construction et à apporter une expertise technique, directement ou par l'entremise d'universités et d'organisations non-gouvernementales (ONG), pour l'élargissement des rues, l'assainissement, la construction d'équipements de proximité et la mise en place de systèmes de collecte des déchets, la main d'œuvre étant à la charge des bénéficiaires (SILAS, 1983; SILAS & INDRAYANA, 1988; SILAS, 1992). Dans les versions les plus tardives du KIP, le choix des investissements à réaliser était laissé à la discrétion des communautés locales, qui devaient concourir à la moitié du coût par leur travail, la fourniture de matériaux ou de foncier, ainsi qu'assurer la gestion et l'entretien des réalisations. De 1969 à 1994, le KIP a rénové 770 ha de

quartiers informels dans 800 villes du pays, bénéficiant à une population estimée à 30 millions d'habitants défavorisés (Banque Mondiale, 1995). Le KIP s'est vu décerner le prix de l'Aga Khan en 1980 et en 1986, le prix du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) en 1990, et le Prix des Nations-Unies-Habitat (UN Habitat) en 1991. Il a également été cité en exemple dans de nombreuses conférences comme Habitat II (Istanbul, 1996), Cities Alliance (Washington DC, 1999), ou encore par un discours du président Wolfenson de la Banque Mondiale en 2004. Si son efficacité est reconnue de tous, le *KIP* a sur le plan politique permis au régime dictatorial de conforter son emprise sur les quartiers populaires (GOLDBLUM, 1988).

Kantor** (Néer.) :* Bureau. ***Kantor Urusan Agama (KUA) : Bureau des Affaires religieuses.

***Kapling** (Hol.) :* Parcelle. ***Kaveling** (Hol.) :* Lotissement.

***Karang Taruna** (Mal. et Skr.) :* « Jardin des cadets » ou « Jeunes de roc ». Organisation sociale de jeunesse disposant d'un maillage local.

Karet : Caoutchouc.

Kartu Tanda Penduduk (KTP) : Carte d'identité.

***Kas** (Hol.) :* Coffre, caisse, caisse commune (à laquelle est versée l'écot de chaque participant aux actions collectives).

Kasar : Grossier, vulgaire. Par extension, qualifie les personnes et les comportements dérogeant à l'étiquette javanaise classique.

***Katolik** (Néer.) :* Catholique.

Kawasan : Zone, territoire. ***Kawasan Ekonomi Khusus (KEK) :*** Zone économique spéciale. ***Kawasan industri (KI) :*** Zone industrielle.

Kawin** (Arab., Persan) :* Se marier. ***Kawin kontrak : Mariage arrangé.

Kayu : Bois. ***Kayu spanyol :*** Bois « espagnol » (contraction entre *Separuh* :* Moitié et *Nyolong* (Djak.) :* Illégal). Expression utilisée à Jepara pour évoquer le recours partiel à du bois certifié dans un meuble certifié.

Penaman kayu : Arbre sur pied.

Kebaya : Corsage. Porté avec un *sarong** en batik, il s'agit du costume féminin par excellence à Java.

Keberanian : Audace, courage.

Kebun : Jardin. ***Perkebunan :*** Plantation.

Kebutuhan : Besoin. ***Kebutuhan dasar* :*** Besoins de base. ***Kebutuhan Hidup Layak (KHL) :*** Besoins pour vivre décemment. Il s'agit d'un indicateur du coût de la vie établi par la statistique indonésienne à partir d'un

panier de dépenses essentielles (produits alimentaires, d'hygiène, vêtements, mobilier et électroménager, loyer, ticket de minibus, abonnement téléphonique et un ratio de 5% du revenu pour les loisirs).

Kecamatan : Arrondissement. Circonscription administrative sous le *Kabupaten*,* dirigé par un *Camat*.*

Kedelai** (Tam.) **: Soja.

Kejawen : « Javanisme ». Système de croyance syncrétique empreint de mysticisme marqué par les emprunts à l'animisme, à l'hindouisme, au soufisme et au taoïsme. Soumis à la pression de l'orthodoxie religieuse et plus généralement à la modernisation de la société, le *Kejawen* demeure présent (mais souvent discret) dans les campagnes et certaines villes de Java-Centre et Java-Est.

Kelapa : Noix de coco. ***Pohon* Kelapa :*** Cocotier. ***Kelapa sawit :*** Palmier à huile.

Kelompok : Groupe. ***Kelompok Usaha Bersama (KUB) :*** Groupe d'entreprises, formé dans la perspective d'actions collectives (de *Bersama (Skr.) :* Être ensemble).

Keluarga** (Skr.) **: Famille. ***Keluarga Berencana (KB) :*** Planning familial. Politique mise en œuvre sous l'Ordre nouveau (et toujours en vigueur) pour maîtriser la démographie du pays.

Kelurahan : Circonscription administrative sous le *Kecamatan* (équivalent urbain du *Desa :* village), dirigé par un *Lurah* nommé par le Maire.

Kemiskinan** (Arab.) **: Pauvreté (de *Miskin :* Pauvre). ***Penanggulangan Kemiskinan :*** Prise en charge de la pauvreté (de *Tanggung :* Garant, responsable). Ce terme préféré à celui de lutte contre la pauvreté témoigne de l'approche curative de la stratégie déployée par l'administration Jokowi (*Strategi Penanggulangan Kemiskinan Daerah, SPKD**).

Kemudahan Layanan Investasi Langsung (KLIK) : « Facilitation des investissements directs dans l'immobilier ». Ce dispositif introduit en 2016 simplifie les procédures administratives pour les investissements industriels, sans condition de taille. Désormais, le seul permis requis est le permis d'investissement délivré par le Guichet unique de services intégrés (*PTSP**). Les autres autorisations (telles que l'*IMB**, l'*AMDAL**, etc.) peuvent être obtenues pendant la phase de construction, par voie de régularisation.

Kerja bakti** (Skr.) **: Travail dévoué, travail communautaire. Similaire au *gugur gunung**, il intervient dans le cas de « tâches collectives nécessitant une main d'œuvre importante. Elles sont toujours initiées et dirigées par les autorités du *kampung*,* très souvent sur ordre des autorités municipales supérieures ou d'acteurs extérieurs au *kampung,* bien que beaucoup de suggestions de travaux d'amélioration du quartier émanent du *kampung* lui-même » (SULLIVAN, 1992, p. 105). Cette main d'œuvre « mobilisée à l'appui d'un statut politique de subordination » prend la forme « d'assistance, quand il s'agit par exemple de réparer un système d'irrigation local, mais commence à s'apparenter à de la corvée quand elle est commandée par un dirigeant local pour la construction d'une route de *Kecamatan** » (BOWEN, 1986, pp. 548-549). « Quoique non lié à la

propriété foncière, la pratique du *kerja bakti* persiste en ville où tous les résidents adultes (de sexe masculin) sont tenus de pourvoir aux besoins de bras de leur *RW.**. Evidemment, tous les habitants du *RW.* ne souhaitent pas travailler ainsi pour la communauté, et en fonction des tâches concernées, les plus aisés préfèrent payer pour que d'autres travaillent à leur place ou se permettent d'ignorer ces obligations sans être sanctionnés […]. Pour autant, ces obligations sont réelles et importantes pour les autorités du *kampung,* et étant donnée la force de l'idéologie du *gotong-royong** et la place qu'y tient le travail communautaire, le gouvernement tend à classer comme relevant du *kerja bakti* un large éventail d'activités collectives. En effet, sous couvert de *kerja bakti,* les pouvoirs publics peuvent virtuellement dicter ce qui est une pratique de *gotong-royong* et ce qui n'en est pas, ce qui leur donne le pouvoir de déterminer in fine ce qu'est ou n'est pas la communauté du *kampung* » (SULLIVAN, 1992, p. 106).

Kenduri** (Arab., Pers.)* **ou *Kenduren : Repas cérémoniel partagé dans le cadre des *slametan**.

Keputusan : Décision, arbitrage (de *Putus :* Tranché, décidé). ***Keputusan Menteri (Kepmen) :*** Décret ministériel.

Kerahasiaan : Avertissement (de *Rahasia (Skr.) :* Mystère, secret)

***Kesejahteraan** (Skr.) :* Prospérité, bien-être, bonheur.

***Ketela** (Port.) :* Manioc.

Ketua : Doyen. ***Ketua regu :*** responsable d'un groupe. ***Ketua bagian :*** chef de section. ***Ketua line :*** chef de ligne de production.

Khonghucu : Confucianiste.

Kilang gergaji : Scier (de *Kilang* ou *Kelang :* Moulin, manufacture). ***Penggergaji :*** Propriétaire de scierie. ***Penggergajian :*** Scierie.

Klan ou ***Clan** (Ang.) :* Clan. Structure sociale typique des *kampung** et des *desa** javanais sur laquelle se fondent traditionnellement les pratiques collectives spontanées (par opposition à celles organisées à l'échelle des *RT.** par les autorités) et les solidarités économiques. Dans les grandes agglomérations notamment, la sphère familiale se contracte ou s'étend fréquemment, au rythme de la formation des couples, de leur rupture, des adoptions, ou des migrations circulaires. S'y ajoutent des voisins et des obligés, sachant que la proximité physique est le ciment du clan. « La majorité des clans observés comptent entre 6 et 12 familles ; les plus petits sont constitués de 2 familles, et les plus grands embrassent 20 familles. Chaque clan est dominé par une famille leader – véritable foyer des activités du groupe. Dans les clans les plus grands, le noyau est formé des familles géographiquement proches de la maison de la famille dominante, il n'est pas rare que des membres du clan vivent à une distance relativement importante (200-300 mètres). En règle générale, la migration de familles membres en-dehors du *rukun* kampung* ou du *rukun* warga* rompt les liens avec le clan, qui doivent être

constamment activés pour survivre. Un déménagement de l'autre côté de l'enceinte du *kampung* n'implique pas nécessairement la dissolution des liens, à condition que le nouveau domicile ne soit pas trop éloigné, mais les communautés des *kampung* ne chevauchent pas d'ordinaire les limites entre *rukun warga* » (SULLIVAN, 1992, p. 46).

Kodrat** (Arab.) :* Destin, volonté divine. Dans la pensée javanaise, force sous-jacente attachée à un objet, une personne ou un lieu. Cette force constitue un potentiel de développement qui peut concourir à l'épanouissement de qui sait en tirer parti. Cela suppose que le *Kodrat* soit perçu, décrypté, mobilisé et respecté à travers un ensemble d'actions appropriées. Ainsi, contrairement à l'acceptation de la fatalité (*pasrah**) qui prive l'être humain de toute capacité d'influer sur son sort et donc, de toute responsabilité, le *Kodrat* appelle une intervention consciente de l'Homme, sans quoi il ne sera pas agissant s'il est oublié (*nyalai Kodrat*) ou, pire, pourra se retourner contre lui s'il est contredit. ***Kodrat Alam* : *Kodrat* attaché à un site, par opposition au *Kodrat* attaché à un être humain (*Kodrat Manusia**). Le *Kodrat Alam* « est lié à l'essence de l'Homme comme être vivant en symbiose avec l'univers. L'Homme doit veiller à vivre en harmonie avec son environnement. Cette harmonie détermine la prospérité commune […] » (CAHYONO AGUS, 2018). Atteindre ce résultat suppose une action volontariste de décryptage des conditions intrinsèques d'un site pour en faire un usage qui le respecte (Cf. p.583).

Kolot : Démodé, suranné.

***Kolusi** (Néer.) :* Collusion.

Komisi : Commission. Elle prend plus souvent la forme d'une la gratification (*gratifikasi**) d'un service rendu, elle-même assimilable à de la corruption (*korupsi)* que celle d'une rémunération officielle d'un prestataire.

Komite** (Néer.) :* Comité. ***Komite Pemilihan Umum Daerah (KPUD) : Commission électorale locale.

Konfederasi Aliansi Serikat Buruh Indonesia (Kobsi) : Confédération de l'alliance des syndicats ouvriers d'Indonésie.

***Kongsi** (Chin.) :* Fermier fiscal, souvent issus de la minorité chinoise. De 1830 à 1904, le colonisateur hollandais leur confia la collecte de l'impôt moyennant le paiement d'une charge, ce qui contribua à l'essor d'un ressentiment antichinois.

Koperasi Unit Desa (KUD) : Unité coopérative villageoise.

Kos : Pension de famille. ***Kos-kosan :*** Résidence en colocation. Dans les villes indonésiennes confrontées à une pénurie de logements, il s'agit d'une forme d'hébergement très répandue parmi les étudiants et les jeunes travailleurs. Elle constitue une source de revenus appréciable pour les habitants des quartiers environnant les universités et les concentrations industrielles.

Kota** (Skr.) :* Forteresse, ville au sens physique (l'*urbs* des Romains). ***Kota(madya) : Municipalité. Il s'agit d'une circonscription administrative de niveau 2 – entre la province (*Propinsi**) et le village (*Desa**) – équivalent urbain du *Kabupaten** à dominante rurale. Elle jouit d'une autonomie politique – le conseil municipal (*Dewan Perwakilan Rakyat Daerah, DPRD*) et le maire (*Walikota*) sont élus pour 5 ans au suffrage universel direct et indirect respectivement – et administrative – personnel municipal et budget propre. A partir du recensement de 1980, le bureau indonésien des Statistiques (Badan Pusat Statistics, BPS) a adopté une définition combinant critères démographiques (densité supérieure à 5 000 hab./km^2), socioéconomiques (moins de 25% de ménages vivant de l'agriculture) et fonctionnels (présence d'aménités urbaines[1266]). Un système de notation permet de distinguer les arrondissements ruraux et urbains[1267]. Plus récemment, le bureau indonésien de la Banque Mondiale a complété cette conception essentiellement fonctionnelle par un « indice d'agglomération (AI) » défini par une densité (700 hab./km^2) à moins d'une heure de trajet d'un centre urbain d'au moins 50 000 habitants [1268] . ***Kota Kita :*** « Notre ville ». Programme national de réhabilitation des quartiers populaires. ***Kota Lama :*** Vielle ville. Nom donné en particulier au quartier colonial de Semarang. ***Kota satelit :*** Ville-satellite.

Kotadesasi : Néologisme introduit par (McGEE T. G., 1989) pour désigner le processus de formation du *Kotadesa,* un continuum de bâti, d'activités et de modes de vie entre ville et campagne typique des régions métropolitaines denses d'Asie du Sud-Est (de *Kota* :* Ville et *Desa* :* Village).

Kotongan : Maison « semi-permanente » (SULLIVAN, 1992, p. 95) (de *Kutung (Djak.) :* Amputé).

Kraton* ou *Keraton : Palais (de *Ratu :* Reine, roi et *Keratuan :* Royal). Le terme désigne aussi bien le complexe palatial bâti, composé d'une succession de cours au sein d'enceintes concentriques, que la famille princière élargie (*Berkraton :* Faire partie de la famille royale), qui traditionnellement y réside.

Kredit** (Néer.) :* Crédit. ***Kredit Investasi Kecil (KIK) : Prêts à l'investissement destinés aux TPE. ***Kredit Modal Kerja Permanen (KMKP) :*** Prêt sous la forme d'apport en compte courant des entreprises. ***Kredit Usaha Desa (KUD) :*** Prêts destinés aux villages (*Desa**). ***Kredit Usaha Kecil (KUK) :*** Prêts aux TPE. ***Kredit Usaha Pedesaan (Kupedes) :*** Prêts destinés aux coopératives villageoises. ***Kredit Usaha Rakyat (KUR) :*** Prêts destinés au financement de projets portés par des particuliers.

Krisis Moneter (Krismon) : Crise financière asiatique (CFA), intervenue en 1997-1998.

[1266] Parmi lesquels une école élémentaire, un collège, un lycée, un cinéma, un hôpital, une maternité, une clinique, une voie goudronnée, un bureau de poste, un centre commercial, une banque, une usine, un restaurant, un réseau de téléphone fixe, un réseau électrique.

[1267] Cf. définitions en annexe.

[1268] On notera que cette définition est dans son esprit assez comparable à celle des aires urbaines en France.

Kriss* ou *Keris : Couteau rituel typique du monde malais, dont la lame est souvent ondulée à Java. Forgé par un artisan auquel on attribue des pouvoirs magiques, il est « habité » par un esprit qui confère au détenteur de l'arme protection et forces spéciales. Cet esprit réputé capricieux, qui peut quitter l'arme ou en faire mauvais usage, explique le culte que l'on voue dans la société traditionnelle à ce *pusaka*.*

Kristen* ou *Keristen *(Néer.)* **:** Protestant (confession religieuse).

Krupuk : Chips de crevette.

Kuasa *(Skr.)* **:** Pouvoir, force. ***Yang kuasa :*** Les puissants.

Kuli *(Tam.)* **:** Coolie. ***Kuli angkut :*** Manutentionnaire. ***Kuli barang (KB) :*** Porteur.

Kuliah *(Arab.)* ***Kerja Nyata*** *(Skr.)* ***(KKN) :*** Littéralement, Travaux pratiques. Programme national consistant à impliquer pendant les vacances estivales les étudiants dans des projets de développement local dans des zones rurales défavorisées.

Kumpul, berkumpul : Se réunir, être ensemble. ***Kumpulan :*** Réunion. ***Makan rak makan sing penting kumpul*** *(Jav.)* **:** Que l'on ait ou non de quoi manger, l'important, c'est d'être ensemble (dicton javanais).

Kyai* ou *Kiai : Ouléma généralement lié au *Nahdatul Ulama (NU)**. Leader religieux traditionnel souvent très respecté dans les campagnes de Java.

Langgar *(Arab., Pers.)* **:** Oratoire, salle de prière privée.

Lahan *(Jav.)* **:** Terrain.

Lahar : Coulée volcanique.

Lebaran : Fête de la fin du jeûne de Ramadan.

Lélang *(Port.)* **:** Enchères.

Lembaga : Institut, centre.

Lingam *(Skr.)* **:** Représentation symbolique du dieu Shiva, de forme phallique et exprimant les concepts attachés au principe de masculinité. Combiné au symbole complémentaire du *yoni*,* il forme le *tugu*.*

Lingkungan : Environnement (de *Lingkung :* Cercle).

Listrik *(Néer.)* **:** Electricité. ***Perusahan Listrik Nasional (PLN) :*** Compagnie nationale d'électricité.

Lomba : Course, épreuve. ***Lomba burung :*** Concours de chant d'oiseaux, passe-temps populaire à Java.

Lomo : idéal javanais de générosité (SULLIVAN, 1992)**.**

Lurah : Chef de *Kelurahan**.

Mabes : Quartier général.

***Madrasa** (Arab.) :* Ecole coranique de jour.

***Majalah** (Arab.) :* Porte-revues.

***Makelar** (Néer.) :* Agent, intermédiaire, *broker*.*

***Mall** (Ang.) :* Centre commercial.

***Manajemen** (Ang.) :* Encadrement.

***Mancanegara** (Skr.) :* Etranger (de *Manca (Skr.) :* Extérieur, étranger et *Negara (Skr.) :* Contrée, pays, nation). Dans le contexte des royaumes hindo-bouddhistes javanais organisés en *Mandala*,* le terme désigne les marches, les marges.

***Mandala** (Skr.) :* Mandala. Le terme désigne l'organisation des royaumes hindo-bouddhistes d'Asie du Sud-Est selon « un ordre hiérarchique de cercles concentriques. Géométriquement parlant, il peut être perçu comme la superposition de deux espaces hiérarchisés (supérieur, intermédiaire, inférieur) du nord au sud, et d'est en ouest […]. L'espace à l'intersection [de ces deux axes] est considéré comme le terrain neutre, le nombril, l'utérus, le centre […]. La division tripartite correspond à une métaphore du corps humain (la tête, le torse, les pieds) » (WIDODO, 2009, pp. 5-6). Horizontalement, elle détermine l'organisation du royaume depuis le centre (la palais royal ou *kraton**) vers les marges (*Mancanegara**) administrées par les vassaux. Verticalement, elle exprime la métaphore de l'univers, depuis le ciel divin jusqu'au sous-sol diabolique, en passant par le monde terrestre des hommes (WIDODO J. , 2009, p. 6). Widodo ajoute « qu'une ville, un village, ou une pièce peuvent être organisés selon cette hiérarchie tripartite de valeurs et de significations ». En effet, cette cosmogonie s'applique à différentes échelles suivant une loi fractale selon laquelle les parties du tout sont à son image. Dit autrement, la maison (*rumah**), le quartier (*kampung**), la cité (*Nagara**), le royaume étendu à ses marches (*Mancanegara*)* reproduisent à l'échelle nano, micro, méso et macro le cosmos, le lien entre le divin et le profane étant assuré par l'axe du monde incarné par le souverain au cœur du *kraton** (BEHREND, 1989).

Mandiri** (Jav.) :* Ne dépendre de personne (pour subvenir à ses besoins), être indépendant. ***Program Nasional Pemberdayaan Masyarakyat (PNPM) Mandiri : Programme national pour l'Emancipation populaire, dans le cadre duquel fut créée l'Agence pour l'autonomie des communautés (*Badan Keswadayaan Masyarakat, BKM**), qui octroie des subventions en principe accessibles aux personnes les plus mal logées pour rénover leur maison.

***Mandor** (Port.) :* Contremaître. Dans le contexte d'un projet mené de manière informelle, il peut désigner un chef d'équipe, un coordonnateur.

Mangan** (Jav.) :* Manger. ***Mangan ora mangan sing penting kumpul : Que l'on ait ou pas de quoi manger, ce qui compte c'est d'être ensemble (de *Kumpul*, berkumpul :* Être ensemble).

Manufaktur** (Néer.) :* Manufacture, industrie. ***Manufaktur besar* dan sedang* : Grandes et moyennes industries.

***Manusia** (Skr.) :* Être humain, l'Homme.

***Marbot* ou *Marbut** (Arab.) :* Intendant d'une mosquée, qui pouvait autrefois assurer l'appel à la prière (désormais enregistré et diffusé par haut-parleurs).

***Masjid* ou *Mesjid** (Arab.) :* Mosquée.

***Masyarakyat** (Arab.) :* Société (de *Rakyat (Arab.) :* Peuple, population).

***Materialis** (Néer.) :* Matérialiste (de *Materi :* Matière). Par extension, le terme désigne la vénalité, trait particulièrement méprisable selon l'éthique javanaise.

***Memacu** (Ind.) :* Accélérer (de *Pacu :* Eperon).

Mempermainkan : Se jouer de.(de *Main :* Jouer). ***Mempermainkan aturan :*** Jouer avec la réglementation.

Menentukan : Décider (de *Tentu :* Garanti, fixe).

Mengubur : Enterrer.

Mengumpulkan : Réunir, rassembler.

Menguras : Drainer.

Meningkati : Ajouter un étage, surélever (de *Tingkat :* Niveau, étage).

Menteri** (Skr.) :* Ministre. ***Kementerian : Ministère. ***Kementerian Agraria dan Tata Ruang :*** Ministère de l'Agriculture et de l'urbanisme. ***Kementerian Kehutanan :*** Ministère des Forêts. ***Kementerian Perdagangan :*** Ministère du commerce (de *Pedagang :* Commerçant). ***Kementerian Perindustrian :*** Ministère de l'Industrie. ***Kementerian Ketenagakerjaan :*** Ministère de l'Emploi (littéralement, de la « force de travail »). ***Kementerian Pekerjaan Umum dan Perumahan Rakyat (PUPR) :*** Ministère des Travaux publics et du logement social.

Menutup : Fermer.

Menyambung : Poursuivre, continuer, prolonger. ***Menyambung-gerigikan :*** Assembler 2 planches en découpant chacune de leur extrémité en dents de scie pour en former une plus longue (de *Gerigi :* En dents de scie).

***Merantau** (Mal.) :* Déménager (pour gagner sa vie). Littéralement, l'expression signifie « marcher sur la grève ».

***Meubel** (Néer.) :* Meuble.

Migran** (Néer.) :* Migrant. ***Migran masuk risen : Migrant récemment arrivé. ***Migran permanen :*** Migrant permanent.

***Minggu Legi** (Jav.) :* Dimanche de *Legi.* Le calendrier javanais combine plusieurs cycles. Le cycle *pasaran* (de *Pasar :* Marché) émane de l'époque où les villageois convergeaient vers un marché central tous les 5 jours et que les vendeurs ambulants visitaient des villages différents à intervalle régulier de 5 jours également, ce qui supposait d'attribuer une journée à chaque village : *Legi* (doux en javanais), *Pahing* (amer, acide), *Pon*, *Wage, Kliwon.* Le cycle hebdomadaire fut introduit avec l'islam. La combinaison de ces deux cycles de 5 et 7 jours produit le cycle *Wetonan* de 35 jours, soit 1 mois javanais. Ainsi, chaque mois, chacun des jours de la semaine qui nous est familière se voit associé à un jour de la semaine *pasaran* qui, dans la mystique javanaise, est signe de qualités particulières.

Minimalis : Minimaliste. Style épuré de meubles inspiré du design japonais ou scandinave.

Monumen** (Néer.) :* Monument. ***Monumen Nasional (Monas) : Nom du monument célébrant l'indépendance indonésienne, *Tugu** d'une hauteur de 132 m de hauteur édifié entre 1961 et 1975 au centre de la place de l'indépendance (Istana Merdeka*).*

Mukenah : Linge blanc qui couvre la tête et le corps pour prier

***Mushola** (Arab.) :* Oratoire. Une *mushola* devient mosquée quand le clan qui l'a édifiée la rend accessible au public. Le terrain sur lequel elle est édifiée devient alors un don de main morte (*wakaf**).

Muslimat : Section féminine du Nahdatul Ulama (NU).

Mustoko : Partie supérieure du toit de la mosquée, souvent ornementée.

Musyawarah Pengembangan (MUSRIMBANG) : Concertation pour le développement. dotation annuelle de la municipalité dont l'utilisation est laissée à la discrétion du RW, qui arbitre les demandes des chefs de *Rukun Tetangga (RT.)**

***Mzahab** (Arab.) :* Courant religieux de l'Islam.

Nahdatul Ulama (NU) : « Renaissance des Ouléma ». Organisation islamique fondée en 1926 à Surabaya (Java-Est), en réaction à l'islam moderniste promu par la Muhammadiyah. Avec 40 à 50 millions de membres, selon les estimations le NU est la premier mouvement religieux d'Indonésie, particulièrement présent à Java où il est très implanté dans les zones rurales et les quartiers populaires des villes petites et moyennes.

Nakal : Espiègle, coquin, pas sage. ***Perempuan nakal :*** Femme légère.

Nampan : Plateau.

Negara ou ***Nagara** (Skr.) :* Etat, pays, nation.

Negeri** (Skr.) :* Contrée, région, état. ***Dalam negeri : Affaires intérieures.

Nikah** (Arabe) :* Contrat de mariage. ***Nikah siri : Mariage musulman sans officialisation administrative de l'union devant le bureau des Affaires religieuses, ce qui permet de conférer un vernis d'acceptabilité à des unions temporaires, sans plus d'engagement civil ou religieux.

Nilai Jual Objek Pajak (NJOP) : Valeurs domaniales qui servent de référence pour les transactions impliquant des acteurs publics.

***Nongkrong** (Jav.) :* Bavarder. Désigne les bavardages entre riverains dans la rue ou sur la terrasse des maisons de *kampung*.*

***Ngobrol** (Jav.) :* Parler, Bavarder.

Nyaman : Agréable, confortable, plaisant.

***Nyolong** (Jav.) :* Illégal.

***Nyumbang** (Jav.) :* Contribuer financièrement, verser son écot dans le cadre d'un *slametan** (SULLIVAN, 1992).

Modal** (Tam.) :* Capital. ***Modal sosial : Capital social.

***Ojek** (Djak.) :* Mototaxi.

***Oknum** (Arab.) :* « Type », « gars » (péjoratif).

Orang : Être humain. Il s'agit en réalité d'un classificateur qui, placé avant un attribut, souligne l'appartenance au genre humain, voire par extension, aux hominidés : ***Orang hutan :*** Orang-outan, homme de la forêt (de *Hutan :* Forêt). ***Orang tua :*** Personnes âgées (de *Tua :* Vieux, âgé). Par extension, le terme désigne les parents. ***Cari uang dengan orang :*** Chercher à gagner de la vie en faisant usage de sa personne, de son corps. Euphémisme pour désigner une prostitution occasionnelle.

Orde Baru (OB) : Ordre nouveau. Nom adopté par le régime de Suharto, de sa prise de pouvoir par un coup d'état accompagné de massacres de masse en 1965 à sa chute sous la pression de la rue et des bailleurs de fonds internationaux pendant la *Krismon** en 1998.

***Ovening** (Ang.):* Séchage.

Pabean : Douane maritime.

***Pabrik** (Néer.) :* Fabrique, usine.

***Pahala** (Skr.) :* Mérite, récompense, bonne fortune, grâce (divine, suite à une bonne action).

Pajak** (Néer.) :* Taxe. ***Pajak Bumi dan Bangunan (PBB) : Taxe sur le foncier et l'immobilier. ***Pajak Bea Perolehan Pemindahan Hak Atas Tanah dan Bangunan :*** Taxe sur les transactions immobilières.

Pamir : Enduit employé dans la finition des meubles comme alternative à l'huile de teck.

Panas : Chaud.

Pancasila *(Skr.)* **:** Cinq principes fondateurs de l'idéologie nationale indonésienne énoncés par Soekarno le 1er juin 1945, dans un discours fondateur de l'indépendance du pays, et repris dans la Constitution (de *panca (Skr.),* « cinq » et *sila (Skr.),* « principes »). Il s'agit de la croyance en Dieu (*Ketuhanan yang Maha Esa*) (ce qui confère à l'Indonésie son caractère sécullariste), une humanité juste et civilisée (*Kemanusiaan yang adil dan beradab*), l'unité nationale (*Persatuan Indonesia*), une démocratie guidée par la sagesse dans le consensus qui émane de la concertation (*Kerakyatan yang dipimpin oleh hikmat kebijaksanaan dalam permusyawaratan*), la justice sociale pour tout le peuple indonésien (*Keadilan sosial bagi seluruh rakyat Indonesia*). Ces principes sont représentés sur l'emblème national (une représentation de l'aigle mythique *Garuda*,* dont le nombre de plumes – 17 sur chacune des ailes, 8 sur la queue et 45 sur le reste du corps – évoque la date de la déclaration d'indépendance le 17 août 1945, par un blason où figurent respectivement une étoile à cinq branches jaune, une chaîne, un banyan (symbole du pouvoir royal) et une gerbe de riz associée à une branche de coton.

Pangan : Nourriture, subsistance.

Panjat : Grimper, escalader. ***Panjat pinang :*** Jeu consistant à grimper au faîte d'un mat (parfois enduit d'huile) pour y décrocher des cadeaux, pratiqué par les enfants à l'occasion des *slametan** (*Pinang :* Aréquier étant une espèce de palmier répandu à Java).

Pasisir **ou** ***Pesisir :*** Côte sablonneuse. Par extension, désigne la région littorale du nord de Java, caractérisé par une longue tradition marchande (LOMBARD, 1990).

Papan : Planche (de bois).

Partai *(Néer.)* **:** Parti (politique). ***Partai Kebangkitan Bangsa (PKB) :*** Parti du réveil national, islamiste, branche politique du *Nahdatul Ulama (NU)*.* ***Partai Persatuan Pembangunan (PPP) :*** Parti pour l'unité et le développement, islamiste conservateur. ***Partai Amanah Nasional (PAN) :*** Parti du mandat national, nationaliste, vitrine politique de la *Muhammadiyah*.* ***Partai Keadilan Sejahtera (PKS) :*** Parti pour une justice prospère, islamiste radical. ***Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan (PDI-P) :*** Parti démocratique indonésien pour la lutte, social-démocrate. Il s'agit du parti de l'actuel président de la République Joko Widodo

(Jokowi). ***Partai Demokrat (PD) :*** Parti démocrate, centriste libéral. ***Partai Nasional Demokrat (Nasdem) :*** Parti national démocrate, centriste nationaliste.

Pasar : Marché.

***Paseban** (Jav.) :* Salle d'audience, qui peut prendre la forme d'une cour à l'air libre.

***Pasrah** (Jav.) :* S'en remettre à, céder, lâcher prise.

Pasundan : Pays sundanais, correspondant aux actuelles provinces de Banten et Java-Ouest.

Pedagang : Commerçant (de *Dagang,* « voyageur, vagabond »).

Pecinan : Quartier chinois (de *Cina :* Chine, chinois).

Pekerja** (Skr.) :* Travailleur. ***Pekerja bebas : « Travailleur libre », journalier. ***Pekerja ulang ajik :*** Travailleur pendulaire. ***Pekerjaan :*** Travail, emploi, occupation.

Pelayanan Terpadu Satu Pintu (PTSP) : Guichet unique de services intégrés.

Pelecehan seksual : Violence sexuelle.

Pembangunan : Développement (de *Bangun :* S'éveiller).

Pemberdayaan Kesejahteraan Keluarga (PKK) : Renforcement de la prospérité familiale. Programme national public d'éducation civique, sociale et sanitaire mis en œuvre à l'attention des femmes. Le programme comprend 10 axes, à savoir « (1) l'adhésion et la pratique du *Pancasila**, (2) l'entraide, (3) l'alimentation, (4) l'habillement, (5) la gestion de la maison et du foyer, (6) l'éducation et la formation, (7) la santé, (8) un mode de vie coopératif, (9) le développement durable, et (10) l'hygiène de vie ». Il est mis en œuvre sur le terrain par des groupes de travail (*pokja*) organisés en miroir de l'organisation administrative (au niveau du *Rukun Warga (RW.)**, par l'épouse du chef du RW, au niveau du *Rukun Tetangga (RT)*,* par l'épouse du chef de RT), ce qui leur confère une dimension notabiliaire. Les activités et le niveau d'adhésion sont très variables d'un groupe à l'autre.

***Pembinaan** (Arab.) :* Fondation, création.

Pemerintah : Gouvernement. ***Pemerintah Daerah (PD) :*** Collectivité territoriale. ***Pemerintah Desa :*** Administration villageoise. ***Pemerintah Pusat (PP) :*** Gouvernement Central, Etat.

Penanaman Modal Asing (PMA) : Investissement direct étranger (IDE).

Penampungan : Rassemblement, regroupement.

Pencak silat : Art martial typique du monde malais, puisant dans les mouvements et les postures des pratiques corporelles indiennes, du travail énergétique et des techniques martiales chinois, et des particularismes locaux

émanant de traditions villageoises ou d'inspirations des maitres. On compterait pour la seule Indonésie plusieurs centaines de courants plus ou moins formalisés, dont les plus influents sont réunis au sein de la puissante ligue indonésienne de Pencak silat (*Ikatan Pencak Silat Indonesia, IPSI*). Au-delà d'être une pratique individuelle mêlant dans des proportions très variables techniques de combat (*bela diri*), sport (*prestasi*), art (*seni*), philosophie de vie, travail énergétique confinant à la mystique (*tenaga dalam*), chaque style (*aliran*) de pencak silat est une communauté revendiquant qui cultive l'entraide et la solidarité entre ses membres (certains styles prenant la forme de confréries *Persaudaraan*) tout en revendiquant des valeurs philosophiques, religieuses ou politiques (DE GRAVE, 2001; FACAL, 2017; O'ONG MARYONO, 2002).

Pencurian : Vol. ***Pencurian dengan kekerasan :*** Vol avec violence (de *Keras :* Dur).

Pendatang : Arrivant, immigrant.

Pendidikan : Education.

Pendopo** (Jav.) :* Hall ouvert sur l'extérieur servant aux réceptions. ***Pendopo Agung : Pavillon principal du parc d'attraction Taman Mini Indonesia Indah (de *Agung :* Majestueux).

Penerima Bantuan Iuran (BPJS-PBI) : Prestation sociale aidée, qui vise à améliorer la prise en charge des soins courants pour les 40% des ménages les plus pauvres. Ces ménages, sélectionnés sur conditions de ressources, bénéficient d'une cotisation réduite (qui s'élevait en 2020 à 42 000 Rp/mois/personne).

Pengajian** (Mal.):* Récitation du Coran. Par extension, rite de prière collective, pratiqué avec assiduité à Java notamment. ***Pengajian tahlilan* *(Arab.)* ***:*** Cérémonie funèbre. ***Pengaji :*** Participant à un *pengajian.*

***Penganiayaan** (Skr.) :* Persécution (de *Aniaya :* Injustice, violence).

Pengecer : Détaillant (de *Kecer (Jav.) :* S'écouler en petite quantité).

Pengembangan : Développement, croissance (de *Kembang :* Fleur).

Penggergajian kayu : Scierie.

***Pengrajin** (Arab.) :* Artisan.

Pengusaha** (Skr.) :* Entrepreneur (de *Usaha :* Activité). ***Berusaha : Faire des efforts.

Penyelenggaraan : Mise en œuvre, accomplissement (de *Selenggara, menyelengarakan :* Entretenir, réaliser).

Penyimpanan : Stockage (de *Simpan :* Mettre en lieu sûr).

Penyuluhan : Explication, information, échange technique (de *Suluh :* Torche, flambeau). ***Penyuluhan Penggunaan Air**** ***:*** Sensibilisation au bon usage de l'eau.

Peranakan : Personne d'origine chinoise né en Indonésie (de *Anak :* Enfant), par opposition aux nouveaux arrivants chinois (*Toko**).

Peraturan : Règlement, décret, ordonnance. ***Peraturan Presiden (Perpres) :*** Décret présidentiel. ***Peraturan Menteri :*** Décret ministériel.

Perhubungan : Communications, moyens de communication (de *Hubung, berhubung :* Être relié).

Permanen : Salarié permanent, titulaire d'un contrat à durée indéterminée.

Perseroan Terbatas (Persero) : Société à responsabilité limitée.

Perumahan : Lotissement de maisons individuelles standardisées (de *Rumah* :* Maison). Leur taille (de quelques unités à plusieurs centaines) et le niveau social de la population (des classes supérieures aux classes moyennes inférieures, éligibles à des dispositifs d'aide à l'acquisition) et leur niveau de prestations (taille des logements, équipements collectifs, activités commerciales et récréatives) sont variables, mais ils prennent systématiquement la forme d'un ensemble viabilisé par un opérateur immobilier privé qui se charge de la construction des logements. Il s'agit de la typologie urbaine qui se développe le plus en Indonésie depuis le milieu des années 2000, contribuant pour beaucoup à l'artificialisation des terres agricoles dans les régions les plus densément peuplées comme Java.

Perusahan : Entreprise (de *Usaha :* Activité). ***Perusahan Daerah Air Minum (PDAM) :*** société locale d'eau potable. ***Perusahan Perseroan (Persero) :*** Entreprise publique. ***Perseroan Terbatas (PT.) :*** Société anonyme (SA).

Pesantren* ou *Pondok pesantren : Ecole coranique (de *Santri :* Musulman pieux). Typique de l'enseignement dispensé par le *Nahdatul Ulama*,* ces écoles hébergent des élèves souvent issus de régions distantes, qui y séjournent. L'enseignement est délivré par un, érudit (*Kyai**) dans la tradition soufie.

***Peta** (Skr. ?) :* Carte (géographique).

Pilih : Pilih-kasih ou ***Pilih-Pilih :*** Choisir à qui on donne, autrement dit sélectionner les bénéficiaires (de *Kasih :* Donner).

Pisang : Banane.

***Planologi** (Néer.) :* Planification.

Podo-podo : Idéal javanais d'équité (SULLIVAN, 1992).

Polisi** (Néer.) :* Police. ***Polisi Republik Indonesia : Police nationale.

Pohon : Arbre.

Pos** (Néer.) :* Poste (de garde). ***Pos siskamling* : Guérite à l'entrée du *RT.** où se retrouvent le soir les habitants de garde pour assurer leur ronde de nuit (*ronda malam**).

***Posisi** (Néer.) :* Position, poste.

Potensi** (Néer.) :* Potentiel. ***Potensi Desa (Podes) : Potentiel villageois. Niveau d'équipement des villages (*Desa**), inventorié par le *BPS* dans le cadre d'enquêtes (cf. annexe méthodologique).

Potong : Couper, découper. ***Potongan lika-liku :*** Découpe en dents de scie (de *Lika-liku :* Sinuosités, détours).

***Preman** (Ang.) :* Délinquant (de l'anglais *Free man :* Homme libre, affranchi des conventions). Le terme recouvre des réalités très diverses, de l'adolescent désœuvré au petit délinquent de rue jusqu'au parrain (au sens de l'anglais *patron*) contrôlant les bars, la prostitution, le commerce ambulant, le stationnement, etc. de « son » territoire.

***Pribumi** (Skr.) :* Autochtone, natif (de *Bumi(putera) :* Terre mère). Désigne les natifs par opposition aux immigrés, dans une acception extensive sur plusieurs générations. Ainsi, en Indonésie mais surtout en Malaisie (où a été menée une politique de discrimination positive toujours en vigueur), les « fils de la terre » sont-ils les individus appartenant au groupe ethnique supposé « originel » (Javanais à Java, Malais dans la péninsule malaise, Balinais à Bali, etc.), par opposition notamment aux ressortissants indonésiens d'origine chinoise ou occidentale.

Produk Domestik Bruto (PDB) : Produit intérieur brut (PIB). ***Produk Domestik Regional Bruto (PDRB) :*** Produit intérieur brut régional.

***Protestan** (Néer.) :* Protestant (confession religieuse).

Pusaka : Héritage. Par extension, objet « habité » par un esprit, généralement transmis de génération en génération, qui confère à son détenteur des pouvoirs spéciaux dès lors qu'il veille à s'en occuper. Ces objets peuvent être de nature très diverse : *kriss** et armes de toutes sortes, parapluies, draps, etc.

Pusat : Nombril, centre. ***Pusat Kegiatan Lokal (PKL) :*** Pôle de rayonnement local (de *Kegiatan :* Activité). ***Pusat Kegiatan Nasional (PKN) :*** Pôle de rayonnement national. ***Pusat Kesehatan Masyarakyat (Puskesmas) :*** Centre de santé populaire, dispensaire.

Ramai : Animé, vivant, bruyant. Une qualité assurément appréciée dans le contexte indonésien…

Rata : Egal. ***Rata-rata :*** Moyenne. ***Rata-rata lama sekolah* :*** Durée moyenne de scolarité.

Raya : Grand. ***Semarang Raya :*** Le grand Semarang, l'agglomération de Semarang.

***Reformasi** (Néer.) :* Période transitoire entre la *Krismon** et la chute de l'Ordre nouveau (*Orde Baru**) en 1998 et la stabilisation de l'économie. On considère généralement qu'elle prend fin avec la fin du mandat présidentiel de Megawati Sukarnoputri en 2004.

***Rejeki* ou *Rezeki** (Arab.) :* Ressource.

Rencana Aksi Daerah Emisi Gas dan Rumah Kaca : Plan d'action local contre les émissions de gaz à effet de serre. Equivalent des plans climats des collectivités territoriales en France. ***Rencana Detail Tata ruang Lokal (RDTL) :*** Plan local d'urbanisme. ***Rencana Pembangunan Jangka Lama/Menangah Daerah (RPJLD/RPJMD) :*** Programme de développement régional à long/moyen terme. ***Rencana Kerja Pemerintah Daerah (RKPD) :*** Programme de travail du gouvernement local, d'une durée d'un an. ***Rencana Tata Ruang Wilaya (RTRW) :*** Schéma directeur. ***Rencana Pembangunan Lima Tahun (Repelita) :*** Plan quinquennal. ***Perencanaan :*** Planification.

***Rewang** (Jav.) :* Aide. Terme employé pour désigner la phase de préparation culinaire dans le cadre des *slametan** (SULLIVAN, 1992).

Rob : Subsidence. Affaissement général des sols causé par à un pompage excessif de la nappe phréatique conjugué à la pression exéercée par les constructions en surface (bien plus qu'à la montée des eaux du fait du réchauffement climatique, dont le rythme est bien plus faible). A marée haute, l'eau de mer remonte les lits des cours d'eau, les canaux d'irrigation et les égouts, refoulant les eaux usées dans les rues, les courées et les maisons. Le phénomène est aggravé par les précipitations à la saison des pluies qui saturent les réseaux d'assainissement. L'affaissement des sols crée des cuvettes où les eaux se concentrent. Seules des pompes en nombre suffisant peuvent alors les évacuer en relevant l'eau jusqu'au niveau de la mer.

Rokok : Cigarette. ***Beli rokok :*** S'éclipser (de *Beli :* Acheter), littéralement « partir acheter des cigarettes »).

Ronda** (Port.) **malam : Ronde de nuit. Les hommes des *kampung** et des villages effectuent par rotation des tours de garde. Dans les faits, il s'agit davantage d'assurer un contrôle social à l'entrée du quartier que d'un réel dispositif de sécurité civile. C'est surtout un des principaux vecteurs de sociabilité relevant du *gotong-royong**, encouragé par les friandises et les boissons financées par les cotisations des habitants, modiques mais acquittées scrupuleusement, et l'équipement plus ou moins confortable du poste de garde (*pos siskamling**) jouxtant la porte (*gapura**) principale du *kampung**.

Rontokan : Déchet, résidu, chute.

Ruang : Salle, pièce, espace.

***Rugi** (Skr. ?) :* Perdre, être lésé.

Rukun** (Arab.) :* Pilier, fondement. Également, Idéal javanais d'harmonie sociale (SULLIVAN, 1992)**. *Rukun Tetangga (RT.) : Unité de voisinage (de *Tetangga :* Voisin). Constitués d'une dizaine à quelques dizaines de

foyers, il s'agit de l'entité administrative et politique de base. Institués pendant la Deuxième Guerre mondiale par l'occupant japonais et maintenus après l'indépendance dans un objectif de contrôle politique et social, ils assurent un maillage étroit de la population et du territoire, sensé prendre le pas sur l'organisation clanique de la société javanaise (SULLIVAN, 1992). Le *RT.* peut donc être considéré comme un dispositif de démocratie directe, dans le cadre duquel sont organisées la plupart des activités collectives liées à la vie du *kampung** dans le cadre de réunion hebdomadaires auxquelles chaque habitant est tenu d'assister sauf à encourir l'opprobre générale. Les chefs de *RT.* (*Kepala RT.,* toujours masculins) étaient sous l'Ordre nouveau (*Orde Baru, OB**) désignés par les autorités supérieures ; depuis la *Reformasi*,* ils sont élus par les résidents. L'épouse du chef de *RT.* est automatiquement responsable de la section locale du *PKK**. ***Rukun Warga (RW.) :*** Unité de quartier (de *Warga (Skr.) :* Membre, citoyen). Entité administrative regroupant plusieurs *RT.,* qui désignent chacun des délégués siégeant aux réunions (moins fréquentes que celles de *RT.*) et élisant le chef de *RW.* (*Kepala RW.*). En lien avec les autorités dotées de moyens humains et financiers d'intervention (le *Desa** dans les zones rurales ou le *Kelurahan*,* relais administratif de la municipalité (*Kotamadya**) dans les zones urbaines), le chef du *RW.* a notamment pour mission de canaliser les ressources publiques (programmes de formation, aides diverses dans le domaine sanitaire et social, assistance technique et subventions pour la réalisation de travaux) sur son territoire et de les répartir entre les *RT.* qui le composent.

Rumah : Maison. ***Rumah bumbung lima :*** Maison malaise traditionnelle, surmontée d'une toiture à 4 pans (de *Bumbung :* Cylindre de bambou et *Lima :* Cinq).et qui a inspiré le modèle britannique du *bungalow.* ***Rumah swadaya :*** Maison construite soi-même. ***Rumah Detensi Imigrasi (Rudenim) :*** Centre de rétention administrative. ***Rumah dinas :*** Logement de fonction pour les fonctionnaires. ***Rumah Sangat Sederhana (RSS) :*** Maisons très simples, programme gouvernemental de prêts bonifiés pour l'accession sociale à la propriété. ***Rumah Susun Sewa (Rusuwa) :*** Logement locatif social (de *Susun* :* Empilé et *Sewa :* Louer).

Rumit : Complexe.

Ruwah : Mois du calendrier javanais.

***Salafi** (Arab.) :* Salafiste.

***Sambatan** (Jav.) :* Aide requise, sollicitée par exemple dans le cadre de l'autoconstruction pour le gros-œuvre (KOENTJARANINGRAT, 1961) (de *Sambat :* Coup du sort, événement à la fois imprévisible et générateur d'un dommage).

Sarong* ou *Sarung : Drap de batik noué autour de la taille par les femmes comme les hommes.

***Saudara** (Skr.) :* Cousin, parent.

Sawah : Rizière (irriguée). ***Sawah hujan :*** Rizière sèche (de *Hujan :* Pluie).

Sedang : Moyen, intermédiaire, modéré.

***Sejahtera** (Skr.) :* Prospère.

Sekolah** (Port., Néer.) :* Ecole. ***Sekolah Dasar (SD) : Ecole élémentaire (de 6 à 12 ans) (de *Dasar :* Base). ***Sekolah Menengah Pertama (SMP) :*** Collège (de 12 à 15 ans). ***Sekolah Menengah Atas (SMA) :*** Lycée (de 15 à 18 ans). ***Sekolah Menengah Kejuruan (SMK) :*** Lycée professionnel.

Sengon : Acajou.

Seni : Art.

Sensus : Recensement. ***Sensus penduduk :*** Recensement général de la population (de *Penduduk :* Habitant).

Sentra industri : Cluster industriel, défini par le *BPS* comme un agrégat d'au moins 20 entreprises exerçant dans le même secteur d'activité au sein d'une seule entité administrative.

Sepi : Silencieux, inanimé, déserté. Dans une société où on apprécie plus que tout de se retrouver entre proches dans des lieux animés *(Ramai*), le terme est généralement négatif dans la mesure où il renvoie à sa solitude, état redouté par-dessus tout.

Serabutan : De manière confuse et désordonnée. Désigne un travailleur manuel journalier, prêt à accepter une grande diversité de tâches.

***Serikat** (Arab.) :* Union, alliance, syndicat.

***Sesepuh** (Jav.) :* Ancien, sage, maître.

Sholat** (Arab.) :* Prière. ***Sholat Isya ou ***Sholat maghrib :*** Prière intervenant juste après le coucher du soleil. ***Sholat Tarawih :*** Prière intervenant la nuit, après *sholat maghrib.*

Sisa** (Skr.) :* Rente, résidu. ***Sisa Asil Usaha (SAU) : Partage des bénéfices.

***Silaturahim** (Arab.) :* Lien d'amitié. Dans le contexte d'un investissement envisagé en territoire inconnu, se lier d'amitié (*bersilaturahim*) consiste à s'attacher le soutien d'un intermédiaire local à même d'influencer favorablement les propriétaires fonciers et les riverains.

***Sing entuk, entuk terus** (Jav.) :* Ce sont toujours les mêmes qui sont servis.

***Singkong** (Chin. ?) :* Manioc.

Siskamling (Sistem Keamanan Linkungan) : Système de sécurité local. Dispositif citoyen consistant à protéger son quartier contre d'éventuelles intrusions, essentiellement via des rondes de nuit (*ronda malam**). ***Pos Siskamling :*** Guérite située à l'entrée principale du *kampung** où se retrouvent les hommes affectés à la *ronda malam*.*

Sistem Verifikasi Legalitas Kayu (SVLK) : Système de vérification de la légalité du bois. Dispositif de certification du bois et de ses produits dérivés délivré par une société indonésienne, requise pour exporter vers les Etats-Unis et l'UE.

Slametan : Cérémonies, fêtes rituelles rythmant les principaux événements de la vie de chacun (naissance, circoncision, mariage, décès) (de *Slamet :* Bien-être, sécurité) (GEERTZ C. , 1976, pp. 11-15). Ces fêtes sont l'occasion de nourrir les interactions avec la famille et le clan, mais aussi le voisinage. Elles jouent de ce point de vue un rôle majeur dans la vie sociale des Javanais.

***Suka** (Skr.) :* Aimer.

Sumber : Source, gisement. *Sumber Daya Manusia (SDM) :* Ressources humaines (de *Daya* :* Energie, force et *Manusia* :* L'Homme).

***Sunan** (Jav.) :* Souverain investi d'une fonction religieuse, équivalent javanais du sultan.

Surat : Lettre, courrier. ***Surat obat :*** Ordonnance médicale (de *Obat :* Médicament). ***Sura pindah :*** Lettre de déménagement. En Indonésie, il est en effet obligatoire de produire devant le chef du *RT.** à son arrivée une lettre d'introduction signée par le chef du *RT.* d'origine et une copie de sa carte d'identité (*Kartu Tanda Penduduk, KTP**). Mis en place par l'occupant japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale, perpétué par le régime de Soekarno et renforcé par l'Ordre nouveau, ce système de contrôle des populations est appliqué avec beaucoup moins de rigueur depuis la période de *Reformasi.* Mais il s'agit d'une compétence qui demeure revendiquée par les chefs de *RT.* qui y voient une prérogative importante de leur fonction

Suro : 10ème jour du mois de *Muharram,* qui célèbre la mort de Hasan et Husein. ***Malam Satu Suro / Satu Muharam / Suroan :*** Fête du Nouvel an javanais.

Survei* ou *Survai** (Ang.) :* Enquête (statistique). ***Survei Sosial Ekonomi Nasional (SUSENAS) : Enquête socioéconomique nationale. ***Survei Tenaga Kerja Nasional (SAKERNAS) :*** Enquête nationale sur la main d'œuvre.

Susun : Empilé, entassé. ***Rumah susun :*** Logement collectif, immeuble. ***Penyusunan :*** Empilement, organisation, structuration.

Swadaya (Jav.) : Fonds communautaires (de *Swa (Jav.) :* Soi-même et *Daya (Skr.) :* Pouvoir, puissance). Il s'agit de la contribution des habitants mobilisée pour financer des infrastructures de proximité en complément de dotations des autorités. ***Keswadayaan :*** Autonomie.

***Syahbandar* ou *Syabandar** :* Officier du port. Dans les sultanats portuaires de l'Ere du Commerce (REID, 1990), à l'époque précoloniale, « le chabandarat ou administration du *syabandar* […] était économiquement le poste le plus important de la cité […] étant, comme l'écrivait Guilhen, le chef de la loge française, "autant que

maître du port et chef général du commerce" (Archives des Missions Etrangères de Paris, Vachet, II, 380) » (GUILLOT, 1989, p. 140), généralement confié par le sultan à un représentant de la communauté chinoise.

Syukur** (Arab.) :* Reconnaissance, gratitude. ***Syukuran : Grâce.

Tahlil** (Arab.) :* Premiers mots de la profession de foi. Le terme désigne notamment la prière récitée en l'honneur des défunts 7 jours, 40 jours et 100 jours après leur décès. ***Tahlilan : Prière collective (par extension).

Talud : Rigoles de drainage des eaux de pluie.

Taman** (Arab., Pers.) :* Parc, jardin. ***Taman lele : Jardin à carpes. Ces petits parcs d'attraction privés sont très appréciés des classes populaires urbaines, qui s'y rendent en famille le dimanche.

Tanah : Terre, terrain. ***Tanah bengkok :*** Domaine public du village (de *Bengkok (Jav.) :* Apanage). ***Tanah kosong :*** Friche, terrain vacant (de *Kosong :* Vide, inhabité).

Tanggal : Date. ***Tanggal Merah :*** Jour férié (de *Merah :* Rouge).

***Tarekat* ou *Tarikat** (Arab.) :* Mystique. Par extension, association de mystiques, confrérie.

Tata ruang : Urbanisme (de *Tata, menata :* Gérer et *Ruang :* Espace). ***Penataan ruang :*** Planification spatiale. Le Décret ministériel n°15/2010 sur la mise en œuvre de la planification spatiale la définit comme « un processus de conception, de mise en œuvre et de contrôle des plans d'urbanisme définissant les usages du foncier » (Art. 1, Par. 6-7) dont la « conduite relève à la fois de l'Etat central et des gouvernements locaux qui doit être mené de manière cohérente » (Art. 10), sachant que « les pouvoirs publics compétents doivent assurer la bonne coordination, la participation du public, l'adoption d'orientations claires, la formation des parties prenantes, la recherche appliquée, la communication et la sensibilisation nécessaires » (Art. 9).

Tebu : Canne à sucre.

Tegal : Rizière sèche. ***Tegalan :*** Champ non irrigué, culture sèche.

***Teh** (Chin.) :* Thé.

Teman : Ami (de *Temu, bertemu :* Rencontrer). Par extension, personne proche.

***Tembakau** (Port.) :* Tabac.

Tempat : Lieu, endroit.

Tenaga : Force, énergie. ***Tenaga kasar :*** Littéralement, « Force rustre » (de *Kasar* :* Grossier). Autrement dit force physique (par opposition à un effort intellectuel ou artistique).

Tepo-sliro : Idéal javanais de considération pour les autres (SULLIVAN, 1992).

***Tempat Pembuangan Sampah (TPS*) :** Sites de collecte des déchets ménagers. Il s'agit de points de collecte intermédiaires – généralement de simples conteneurs ou bennes à ordure - répartis dans les zones les plus denses des villes et des régences où les collecteurs de déchets payés par les habitants des *kampung** et des *perumahan** viennent déposer leurs déchets, avant qu'ils ne soient enlevés par les bennes à ordures du service public des déchets pour être convoyés en ***Tempat Pembuangan Asing (TPA*)** (décharge).

Terkenal : Connu, célèbre.

Terpadu : Intégré (de *Padu :* Alliage). ***Industri terpadu :*** Industrie intégrée.

Tertarik : Être attiré (de *Tarik, Menarik :* Tirer, attirer).

Tetangga : Voisin.

Tinggi : Haut, élevé.

Tingkat : Niveau. ***Tingkat Kesempatan Kerja (TKK) :*** Taux d'activité de la population.

Tirakatan** (Arab. ?) **: Ascèse , méditation.

Toko : Chinois nouvellement arrivé en Indonésie, par opposition aux natifs indonésiens d'origine chinoise (*Peranakan**).

Tokoh Masyarakyat : Figure, personnalité (de *Tokoh :* Forme, aspect, figure et *Masyarakyat (Arab.) :* Société, communauté, peuple). Ces leaders locaux, dont l'influence peut émaner d'une légitimité politique, économique, généalogique, spirituelle ou physique (dans le cas des *preman**) assurent souvent un rôle d'intermédiation entre les acteurs extérieurs et la communauté. ***Tiga Tokoh Pejuang Wanita** :* Trois héroïnes guerrières. Statue monumentale située à l'entrée de Jepara célébrant les trois figures féminines emblématiques de la ville : Ratu Shima, Ratu Kalinyamat et Raden Kartini.

Transitional Kindergarten (TK)** (Néer.) **: Ecole maternelle.

Transmigrasi : Transmigration. Programme gouvernemental de transfert de populations pauvres issues des régions les plus densément peuplées du pays (Java, Madura, Bali, Lombok, sud de Célèbes) vers les îles périphériques (Sumatra, Kalimantan, petites îles de la Sonde, Papouasie), avec le triple objectif de réduire la pauvreté, mettre en valeur les terres inexploitées et s'assurer du maintien des marges dans le giron de l'Etat central. Cette politique trouve ses prémices avec le programme de *Kolonisatie* à l'époque coloniale, avec le transfert en 1905 de main d'œuvre vers la région de plantations de Lampung (Sumatra-Sud), et sera poursuivi après l'indépendance. Mais c'est sous l'Ordre nouveau (*Orde Baru, OB**) qu'il prend tout son essor (jusqu'à peser à hauteur de 6 à 9% du budget national au tournant des années 1980) avec l'appui de la Banque Mondiale. Au total, on estime que 5,5 millions de personnes ont été déplacées depuis l'époque coloniale dans le cadre de ces programmes officiels (dont 3,5 millions sur la seule période 1965-1986), auxquelles

s'ajouteraient 9 millions de migrations spontanées encouragées par les effets indirects du programme de transmigration (avec le développement dans des régions éloignées d'infrastructures, de relais administratifs et de liens de parentèles qui facilitent l'installation) (CHARRAS, 1993).

Tratak : Cabane, chapiteau. Accessoire couramment utilisé pour les fréquentes fêtes familiales et les manifestations communautaires.

Tren** (Ang.) :* Tendance. ***Mengikuti tren : Suivre la tendance.

Tugu : Pilier, colonne. Nom donné au monument situé à la croisée des principaux axes de certaines villes comme Djakarta ou Yogyakarta. Combinant les symboles hindouistes du *lingam** et du *yoni**, il incarne l'union des contraires et exprime ainsi un idéal d'équilibre et de complétude.

Tuhan : Dieu.

Tunjangan Hari Raya, THR : Dons pour le jour saint, que se doit de consentir aux pauvres tout Musulman à l'occasion du jour de la rupture du jeûne (*Lebaran**).

Tukang** (Chin.) :* Ouvrier, travailleur. ***Tukang batu : Maçon, aide-maçon.

Tulung layat : Secours mutuel (de *Tulung* ou *Tolong :* Aider et *Layat (Jav.) :* Compassion). Il prend la forme de dons aux victimes d'accidents de la vie ou de catastrophes naturelles, de concours à l'organisation de fêtes rituelles (*slametan**), ou d'aide à des tâches exceptionnelles comme les moissons ou la construction d'une maison (KOENTJARANINGRAT, 1961, p. 29).

Tukar-guling : Echange gagnant. Troc foncier à valeur positive pour les deux parties.

Uang : Argent. ***Bicara itu uang :*** Les paroles se transformaient en argent (de *Bicara (Skr.) :* Parler), l'argent tombait du ciel. ***Cari uang :*** Chercher à gagner de l'argent.

Ukir, mengukir : Sculpter. ***Ukiran :*** Sculpture.

***Ulama** (Arab.) :* Uléma.

Undang-undang : Loi.

Universitas Diponegoro (Undip) : Université Diponegoro. Principale université de Semarang, fondée en 1957.

Universitas Gadjah Mada (UGM) : Principale université de Yogyakarta, fondée en 1949. Il s'agit d'une des universités les plus anciennes et les plus prestigieuses d'Indonésie.

Upah : Salaire, paie. ***Upah Minimum Kota/Kabupaten (UMK) :*** Salaire minimum local. Il est établi par chaque régence ou municipalité à partir du seuil de pauvreté, en tenant compte de l'inflation. ***Upah Minimum Propinsi (UMP) :*** Salaire minimum régional. ***Upah Penggantian Hak (UPH) :*** Avantages liés au contrat de travail (de *Hak :* Contrat). ***Upah Penghargaan Masa Kerja (UPMK) :*** Prime d'ancienneté.

Usaha** (Skr.) :* Effort, travail, activité, entreprise. ***Usaha Dagang (UD.) : Société commerciale (de *Dagang :* Commerçant).

***Ustadz** (Arab.) :* Théologien.

***Wahabi** (Arab.) :* Wahhabite.

***Wakaf** (Arab.) :* Don de main morte à une fondation religieuse. Le bien devient alors inaliénable.

Wali Songo : Une des 9 personnes réputées avoir diffusé l'Islam à Java (de *Wali (Arab.) :* Tiers de confiance et *Songo (Jav.) :* Neuf). La plupart des Javanais les vénèrent comme des saints, en leur vouant un culte qui inclut le pèlerinage (*ziarah* ou *ziyarat*) sur la sépulture (*pundhen*) de chacun Les 9 *Wali Songo* sont enterrés à Cirebon (Java-Ouest), Demak, Jepara, Kudus (Java-Centre), Gresik (pour deux d'entre eux), Surabaya et Tuban (Java-Est).

Walikota : Maire. Chef de l'Exécutif des municipalités, élus au suffrage universel indirect pour un mandat de 5 ans, (limité à deux mandats).

Warga** (Skr.) :* Citoyen, membre. ***Warga Binaan Permasyarakatan (WBP) : Bénéficiaire du regroupement familial.

Waringin : Banyan.

***Warisan** (Arab.) :* Héritage (de *Waris :* Héritier).

Warung : Magasin, boutique, échoppe. Quand il est employé seul, il désigne un restaurant populaire, une gargote.

Wayang : Théâtre. ***Wayang orang :*** Théâtre humain (avec des acteurs « en chair et en os »). ***Wayang golek :*** Théâtre de marionnettes. ***Wayang kulit :*** Théâtre d'ombre.

***Wedana** (Skr.) :* Chef de district.

***Wilayah** (Arab.) :* Région, territoire.

***Wisma** (Skr.) :* Maison, bâtiment public.

Wong** (Jav.) :* Homme. ***Wong cilik : Petites gens (de *Cilik (Djak.) :* Petit, jeune). « Les gens pauvres, insignifiants, luttant pour leur survie dans un monde régi par et pour les riches, les puissants » (SULLIVAN, 1992, p. 110). ***Wong gede (wong gedungan) :*** Bourgeois (de *Gedung :* Bâtiment). « Les habitants des immeubles en briques le long des principales rues, et par extension, les personnes aisées résidant et travaillant en-dehors des *kampung**. Selon l'idéologie qui y prévaut, ils sont réputés riches, radins, inhospitaliers, et égoïstes. Ils peuvent être issus de groupes ethniques différents mais […] le stéréotype est celui de Chinois, tenus pour être

indélicats, insensibles, peu spirituels, manquant d'esprit et d'humour, et obnubilés par l'argent » (SULLIVAN, 1992, p. 110).

Yasin : Rituel consistent à énoncer le nom des morts, typique du soufisme javanais pratiqué par le NU.

Yayasan *(Skr.)* ***:*** Fondation.

Yoni *(Skr.)* ***:*** Représentation symbolique de la déesse hindouiste Shakti, qui prend la forme d'une matrice carrée, incarnant les concepts attachés au principe de féminité. Combiné à son complément masculin, le *lingam*,* il constitue le *tugu*.*

Zakat *(Arab.)* ***:*** Aumône. Figurant parmi les 5 piliers de l'islam, il s'agit d'un versement obligatoire, assimilable au denier du culte dans le rite catholique. Dans des états à majorité musulmane où les fondations religieuses pallient en partie les lacunes des services publics dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale, et où l'impôt sur le revenu est embryonnaire, la *zakat* peut d'une certaine manière être assimilée à une contribution sociale.

Annexe méthodologique

Sources et définition statistiques

Les données sur les **entreprises** du *BPS* proviennent de deux enquêtes annuelles sur les petites et très petites sociétés (*Survei Industri Mikro dan Kecil**) et les moyennes et grandes entreprises (*Survei Tahunan Perusahaan Industri Pengolahan Besar dan Sedang**). Plus la granulométrie des entreprises est petite, plus les chiffres officiels peinent à rendre compte de la réalité de l'activité économique. Par définition, le secteur informel, c'est-à-dire les entreprises non enregistrées, n'est en effet pas comptabilisé alors même qu'il aurait pesé 83% des entreprises et 67% des travailleurs du meuble à Jepara au tournant des années 2000 (SULANDJARI & RUPIDARA, 2002). Aucun élément ne permet de supposer que le poids relatif du secteur informel ait décliné depuis. Dès lors, les statistiques sur la population des entreprises, de leurs effectifs et de la valeur de leur production émises par la Direction de l'industrie et du commerce (*Disperindag**) du gouvernement provincial ne valent qu'en termes relatifs (pour comparer les évolutions dans le temps) et non absolus. A cela s'ajoute la piètre qualité de la collecte de données. Ainsi, pour 34 usines de meubles de plus de 4 000 m^2 que nous avons recensées en 2017-2018 sur la seule municipalité de Semarang (dont on peut raisonnablement supposer qu'elles sont dûment déclarées auprès des autorités administratives compétentes), le *Disperindag* n'en comptabilise que 34 pour toute la province[1269].

Tableau 87 : Classification indonésienne des entreprises selon leur taille

Effectifs	Définition (FR)	Définition (IND)	Regroupements (IND)
1-4	Très petites entreprises	*Industri rumah tangga*	*Industri Mikro Kecil (IMK)*
5-19	Petites entreprises	*Industri kecil*	
20-99	Moyennes entreprises	*Industri sedan*	*Industri Sedan Besar (ISB)*
+ de 100	Grandes entreprises	*Industri besar*	

Source : BPS

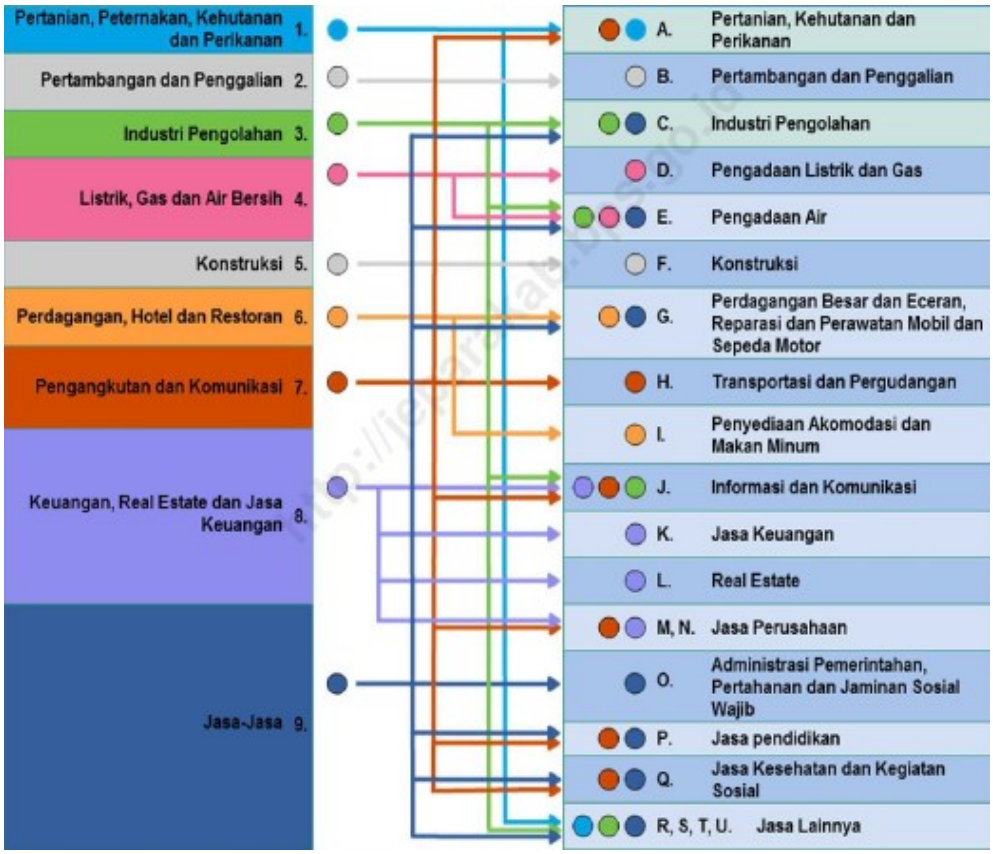
Les réformes successives de la statistique indonésienne ont produit un corpus complexe de nomenclatures. La classification indonésienne **des marchandises** (*Klasifikasi Komoditas Indonesia, KKI**) a par exemple été adoptée en 1998, alors même que l'économie et le régime de l'Ordre Nouveau s'effondraient, appelant à une nouvelle révision dix ans plus tard à peine. Un tableau de correspondance, le système harmonisé (*Harmonized System, HS*), a été introduit en 2012[1270]. Le tableau de correspondance est indiqué ci-après pour illustrer la complexité des comparaisons temporelles, qui s'avèrent quasiment impossibles. Quant aux données internationales provenant par exemple d'organisations telles que les Nations Unies ou l'OCDE,

[1269] Annuaire des entreprises manufacturières de taille moyenne et grande à Java Centre (*Direktori industri manufaktur besar sedang Jawa Tengah*) *2013*, BPS Jawa Tengah, réf. 1305027.33.

[1270] On distingue ainsi les nomenclatures suivantes : *Klasifikasi Baku Komoditas Indonesia (KBKI)* ou nomenclature indonésienne des produits de base ; *Klasifikasi Komoditi Indonesia (KKI)* ou nomenclature indonésienne des produits, adoptée en 1998 ; *Klasifikasi Baku Lapangan Usaha Indonesia* (*KBLI)* ou nomenclature indonésienne adoptée en 2009 ; *Klasifikasi Baku Hasil Produksi Indonesia (KBHPI)* ou nomenclature ; *Central Product Classification (CPC)* ou nomenclature centrale des produits.

elles sont basées sur la norme *ISIC (International Standard Industrial Classification of All Economic Activities* ou nomenclature internationale standardisée de l'ensemble des activités économiques). En conséquence, les comparaisons sont délicates et les chiffres doivent être compris comme des ordres de grandeur et non des valeurs absolues.

Figure 43 : Tableau de correspondance de la nomenclature des secteurs d'activités entre 2000 et 2010



L'industrie est définie par le *BPS* comme une activité de transformation de matières premières caractérisée par le recours à des usines, des machines ou un outillage dédié. Cette catégorie comprend également les activités de préparation et de vente réalisées sur le lieu de production (ce qui inclut par exemple les *showrooms* attachés à une usine). **L'industrie du meuble** (*industri furnitur**) en particulier est couverte par le code 31 *KBLI* (mais plusieurs rubriques du code 38 *KBKI* ou du code 36 *KKI*). Elle est définie par le *BPS* comme la fabrication de meubles et de produits dérivés. Le meuble en bois n'est qu'une partie de cette activité (la statistique indonésienne distinguant notamment les meubles en métal, en plastique et en bambou ou rotin). Elle est si dominante à Java Centre que lorsque nous ne disposions pas de chiffres aussi détaillés au niveau provincial ou local, nous avons assimilé l'activité du meuble à l'activité du meuble en bois. En revanche, pour les chiffres nationaux et internationaux, échelles auxquelles d'autres types de meubles représentent un poids non négligeable, nous avons retenu les catégories décrivant la fabrication de meubles en bois à l'exclusion d'autres matériaux.

Tableau 88 : Correspondance des nomenclatures couvrant l'industrie du meuble en bois

KBKI	Description	*KKI*	*KBLI*	*HS*
38	**Equipement de la maison**			
3812	**Autre mobilier de bureau (*Furnitur lainnya, yang digunakan di kantor*)**			
38122.01	Autre mobilier de bureau en bois (*Furnitur lainnya dari kayu, yang digunakan di kantor*)	36101.0103-0105	31001	9403.30.00.00
3814	**Autre mobilier (*Furnitur lainnya*)**			
38140.02	Tables/chaises/bancs en bois (*Meja/kursi/bangku dari kayu*)	36103.0106 36103.0104-0107	31001 31001	9403.50.00.00 9403.60.90.00
38140.03	Lits en bois (*Tempat tidur dari kayu*)	36103.0201-0299	31001	9403.50.00.00
38140.04	Armoires/étagères en bois (*Lemari/rak dari kayu*)	36101.0301-0399 36102.0110	31001 31002	9403.60.90.00 9403.90.90.00
38140.05	Placards en bois (*Kabinet/kotak dari kayu*)	36101.0401-0499	31001	9403.90.90.00
38140.11	Autre mobilier et suites de meubles en bois (*Furniture dan kelengkapan rumah tangga lainnya dari kayu*)	36101.9701-9799	31001	9403.60.90.00
3816	**Composants de mobilier (*Bagian-bagian dari furnitur*)**			
38160.04	Tables/chaises/bancs en bois, bambou, rotin (*Meja/kursi/bangku dari kayu, bambu/rotan*)	36101.0111	31001	9403.90.90.00
38160.05	Lits en bois, bambou, rotin (*Tempat tidur dari kayu, bambu/rotan*)	36101.0204	31001 31002	9403.90.90.00
38160.08	Armoires/étagères en bois (*Lemari/rak dari kayu*)	36101.0309	31001	9403.90.90.00

La population active désigne la population en âge et désireuse de travailler, c'est-à-dire la population de plus de 10 ans, puis de 15 ans non scolarisée, non retraitée, à l'exclusion des personnes au foyer. Le taux d'activité (*Tingkat Kesempatan Kerja*, *TKK**) est le ratio entre la population active et la population totale. Les données sont collectées dans le cadre de l'enquête nationale sur la main d'œuvre (*Survei Tenaga Kerja Nasional, Sakernas**).

Les territoires urbains sont définis par la statistique indonésienne à partir d'un score calculé selon une série de critères démographiques et fonctionnels. Un score supérieur à 10 départage les « villages urbains » des « villages ruraux ». Cette nomenclature, qui n'avait pas anticipé les bouleversements de la téléphonie mobile et d'Internet, présente des critères assez obsolètes. L'équipement des villages est répertorié dans les études de potentiel villageois (*Potensi Desa, Podes**), menées en 1993, 1996, 1999, 2005, 2008 et 2014.

Tableau 89 : Critères de définition du caractère urbain des territoires en Indonésie

Variable	Critère	Score
1. Densité de population par km²	- de 500 / 500-1 250 /1 250-2 500 / 2 500-4 000 4 000-6 000 / 6 000-7 000 / 7 000-8 500 / + de 8 500	1 / 2 /3 /4 5 / 6 / 7 / 8
2. Part d'agriculteurs dans les ménages	+ de 70% / 50-70% / 30-50% / 20-30% 15-20% / 10-15% / 5-10% / 0-5%	1 / 2 /3 /4 5 / 6 / 7 / 8
3. Part des foyers disposant de l'électricité	- de 90% /+ de 90%	0 / 1
4. Part des foyers disposant du téléphone	- de 8% / + de 8%	0 / 1
5. Accessibilité des équipements publics :		
a. école maternelle	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
b. collège	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
c. lycée	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
d. marché traditionnel	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
e. cinéma	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
f. magasins modernes	à + de 2,5 Km / à – de 2,5 Km	0 / 1
g. hôpital	à + de 5,0 Km / à – de 5,0 Km	0 / 1
h. hôtel et équipements de loisirs	absent / présent	0 / 1

Source : BPS

Les statistiques sur **le trafic automobile** proviennent de comptages effectués par le service des Transports et des Communications de la province de Java Centre (*Dinas Perhubungan Komunikasi dan Informasi propinsi Jawa Tengah**).

La très grande majorité **des données démographiques et socioéconomiques** utilisées dans la thèse proviennent du *BPS*. Elles sont issues des recensements généraux de la population (*Sensus Penduduk**, menés en 1961, 1971, 1980, 1990, 2000, 2010 et 2020), complétées par des enquêtes intercensitaires (1985, 1995, etc.) et de l'enquête socioéconomique nationale annuelle (*Survei Sosial Ekonomi Nasional, Susenas**).

La pauvreté est mesurée comme dans de nombreux pays à partir d'un niveau de revenu monétarisé en-deçà duquel il ne peut acquérir les biens et services élémentaires, à savoir un panier alimentaire équivalent à 2 100 kilocalories et un panier de 52 biens et services non-alimentaires. En mars 2020, le seuil de pauvreté alimentaire s'élevait à 335 793 Rp/mois (18,8 €/mois) et le seuil non-alimentaire à 118 859 Rp/mois (6,7 €/mois), mais ces chiffres masquent de profondes disparités territoriales. Selon cette définition, 9,8% de la population nationale vit sous le seuil de pauvreté.

Enquête-terrain

Périmètres enquêtés

Tableau 90 : Périmètres enquêtés (enquête terrain)

	Tahunan	Bangkongsari	Terboyo
Superficie du périmètre d'analyse des cas (cadre des cartes) *dont quartier résidentiel* *dont zones industrielles* *dont espaces nature*	35,0 ha - -	28,0 ha *4,6 ha* *8,6 ha* *14,7 ha*	25,0 ha *9,0 ha* *15,0 ha* *1,0 ha*
Nombre de ménages (y.c. locataires de *kos*)	750	250	500
Population estimée	3 000	1 000	1 500
Densité[1271] (habitants/ha)	86	230	170
Nombre de ménages enquêtés	63	67	77
Population d'adultes des ménages enquêtés	105	153	164
Nombre de bâtiments inventoriés[1272] *dont situés dans le quartier* *dont situés dans les zones industrielles*	1 633 *1 633* *0*	338 *299* *39*	603 *531* *72*
Nombre de bâtiments non-inventoriés	153	0	0
Densité (constructions/ha) *au sein du quartier résidentiel* *au sein des zones industrielles*	51,0 - -	12,1 *65,0* *4,5*	24,1 *59,0* *4,8*

[1271] La densité que nous indiquons ici correspond au nombre de résidents divisé par la superficie du quartier résidentiel.

[1272] Les bâtiments inventoriés n'ont pas tous pu faire l'objet d'une analyse complète, ce qui explique le fait que l'échantillon mentionné dans le texte de la thèse soit parfois plus réduit quand on analyse tel ou tel aspect des constructions.

Entretiens

Questionnaire

Nom (*Nama*) :		Emploi (*Pekerjaan**) :	
Adresse (*Alamat**) :		Poste (*Posisi**) :	
Commune (*Desa*) :		Tel 1 :	
Date (*Tanggal**) :		Tel 2 :	
Réf. carto. (*Kode peta*) :		Email :	

Avertissement (*Kerahasiaan**)

Toutes les informations réunies dans le cadre de la présente recherche ne seront pas utilisées à d'autres fins. Elles ne seront communiquées qu'à un nombre restreint de personnes impliquées dans cette recherche, notamment Mme Divia Liantina, Mme Prita Ramadiani et M. Bagus Ghozali Nor (assistants de recherche), M. Julien Birgi (doctorant), M. Fadjar Hari Mardiansjah (maître de conférences à l'Undip), le professeur Sudaryono (professeur des universités à l'UGM) et Mme Manuelle Franck (professeur des universités à l'Inalco, Paris).

Semua informasi yang diperoleh dari wawanara yang dilakukan di dalam penelitian ini tidak akan digunakan untuk kegiatan lain di luar penelitian ini. Infomasi ini juga tidak akan diberikan kepada orang lain kecuali beberapa orang yang terlibat di dalam tim penelitian ini, sebagai berikut : Mbak Divia Liantina, Mbak Prita dan Mas Bagus Ghozali Nor (Asisten penelitian), Bpk Julien Birgi (mahasiswa S-3), Dr. Fadjar (Universitas Diponegoro), Prof. Sudaryono (Universitas Gadjah Mada), Prof. Manuelle Franck (Universitas Inalco, Paris).

1) Histoire personnelle et familiale

D'où êtes-vous originaire ?

Quel était le métier de vos parents?

Quel a été votre parcours depuis la naissance ?

Quand et pourquoi vous êtes-vous installé ici ?
(essayer d'explorer l'ensemble des raisons possibles en les hiérarchisant : mariage, opportunité professionnelle, opportunité foncière, etc. Demander également comment le sondé a rencontré son éventuel conjoint, comment il a trouvé son emploi et a obtenu son logement)

Quel âge avez-vous ?

Etes-vous marié ? Depuis quand ?
(identifier d'où vient le conjoint et quel est son parcours professionnel)

Combien avez-vous d'enfants ? Quelle est leur occupation (école, université, travail) ? Où vivent-ils ?

Y a-t-il d'autres parents vivant au domicile ? Sont-ils impliqués dans certaines activités de votre foyer (artisanat, garde des enfants, etc.) ?

2) Activité

Quel est l'éventail d'activités et de sources de revenu du foyer

- Salaire(s) des employés Rp/mois
- Agriculture, maraîchage, pêche Rp/mois
- Commerce, vente ambulante Rp/mois
- Artisanat/emploi à domicile Rp/mois
- *Kos-kosan** Rp/mois
- Autoentreprise Rp/mois
- Soutien financier de proches Rp/mois
- Autres Rp/mois

Si le sondé est employé par une entreprise

Décrire les activités précédentes et les raisons pour lesquelles il/elle a changé d'emploi
(licenciement économique / pour manque de résultats / conflit ou démission à cause d'un salaire insuffisant / d'une meilleure opportunité professionnelle / de contraintes familiales /…)

Employeur actuel et poste actuel

Type de contrat (CDI/CDD/Intérim ; temps plein/temps partiel/sous-traitant payé à la pièce) et temps de travail

Avantages sociaux
(couverture santé, retraite, transports, primes, restauration, etc.)

Si l'activité du sonde est liée à l'industrie du meuble (dans le cas contraire, passer directement à la question 3)

Genèse de l'activité

Comment en êtes-vous venu à travailler dans ce domaine ?

Avez-vous mobilisé des relations pour ce faire ?

Quelle était votre motivation ?

Etes-vous propriétaire de votre activité ? Seul ou avec des associés ? Qui sont-ils ?

Avez-vous hérité de patrimoine de la part de vos parents ? De votre belle-famille ?

Décrivez les phases de développement de votre activité

Dates	Activité	Localisation	Taille des locaux	Effectif

Sur quel segment de la chaîne de valeur exercez-vous ?
D *Design*
P Fournisseur de grumes
K Fournisseur de bois
P Sculpture
F Finition
A Assemblage
S *Showroom*
L Logistiques, expédition
T Transport
L Autres

Dans quels types de meubles êtes-vous spécialisé ? De quel style ?
G Meubles de jardin
H Ameublement hôtelier
O Meubles ornementés
Di Divans (*Dipan*)
Ku Chaises (*Kursi*)
Me Tables (*Meja*)
Ar Armoires (*Armari*)

….

Approvisionnements

Quelles essences de bois employez-vous ? Quel volume mensuel (m^3) ? Où vous approvisionnez-vous ?
J Teck (*Jati*)
M Acajou (*Mahoni*)
S Palissandre (*Sonokeling*)
La Autres (*Lain*)

Quels autres intrants utilisez-vous ?

	Nature	Source d'approvisionnement	Changez-vous régulièrement de fournisseur ?	% du coût de production
Matériaux et matériel *(colle, clous, outils, etc.)*				
Accessoires *(cuivre, cuir, tissu, etc.)*				
Fluides *(eau, électricité)*				
Logistique *(transport, expéditions, commissionnaire)*				
Autres services *(design, web design, publicité, etc.)*				

Avez-vous recours à des sous-traitants ? A quelle hauteur de la valeur de votre production ?

En changez-vous souvent ? Comment les sélectionnez-vous ?

Production et commercialisation

Quel volume produisez-vous chaque mois (en m^3/conteneurs EVP/*pick-ups*/tonnes) ?

Qui sont vos principaux clients (entrepreneurs locaux, entrepreneurs étrangers, importateurs, détaillants, chaînes hôtelières, etc.) ?

Sont-ils souvent différents. Comment faites-vous pour les identifier et les convaincre ?

Participez-vous à des foires commerciales ? Lesquelles ? Avec quelle fréquence ? Y participez-vous de manière indépendante ou dans le cadre d'actions collectives (avec d'autres entreprises, à l'initiative des association professionnelle et/ou du Gouvernement) ?

Quelle est la taille moyenne d'une des commandes que vous traitez ?

Quelle part de votre production est refusée par le client (à cause de problèmes de qualité notamment) ?

Site de production

Décrivez les installations (atelier, stockage extérieur, *showroom*, etc.)

Nature	Surface et coût de construction	Date de construction	Commentaires

Main d'œuvre

Précisez le nombre et le statut des employés selon leur fonction

Fonction	Membres de la famille	Employé à durée indéterminée	Employé à titre temporaire	Sexe	Age	Salaire (Rp/jour ou Rp/mois)
Encadrement						
Sculpture						

Assemblage						
Finition						
Contrôle qualité						
Commercialisation						
Aides						
Chauffeur						
Autres						
Total						

D'où sont originaires les employés (préciser la répartition en %) ? Comment ont-ils été recrutés ?

Comment se rendent-ils sur leur lieu de travail (à pied, en deux-roues, en navette, etc.) ?

Leur accordez-vous des avantages sociaux, notamment en cas de maladie ou d'accident du travail ?

Quels sont les jours et les horaires de travail ?

Relations avec les autorités

Recevez-vous des aides gouvernementales ?

Acquittez-vous des taxes ou des contributions à la communauté locale au titre de votre activité ?

Perspectives

Quels sont les principaux problèmes auxquels vous faites face dans votre activité ? Comment les surmontez-vous ?

Quel sera votre prochaine évolution ?

3) Le domicile

Notez vos observations sur l'état de la maison, ses dépendances et la manière dont sont utilisés les espaces extérieurs

Quand votre maison a-t-elle été construite ? Pourquoi ici ?

Combien avez-vous payé le terrain sur lequel elle est construite ? Quel en état l'usage antérieur ?

Décrivez les étapes de construction/extension de la maison ? Quel facteur a déclenché chacune de ces étapes (agrandissement de la famille, essor de l'activité, somme d'argent disponible) ?

Comment avez-vous financé ces travaux ? Est-ce-que votre famille ou vos voisins vous ont aidé ?

Essayez d'expliquer comment et pourquoi vous avez choisi le style architectural et ornemental ? Quelles étaient vos sources d'inspiration ?

Combien de personnes vivent dans votre foyer ? Y-a-t'il des problèmes/conflits au sein du foyer ?

Avez-vous le projet d'améliorer votre logement ?

4) Mode de vie

Combien dépensez-vous chaque mois ?
(vérifier que le montant total des dépenses est cohérent avec le revenu du foyer abordé plus loin)

- Alimentation Rp/mois

- Transport (y compris financement, entretien et essence des motos et des véhicules) Rp/mois
- Loyer (si le logement est loué) ou remboursement des emprunts (s'il a été acquis à crédit) Rp/mois
- Mobilier, équipement de la maison et amélioration du logement Rp/mois
- Vêtements et autres biens d'équipement de la personne Rp/mois
- Loisirs et vacances (préciser lesquelles) Rp/mois
- Education des enfants Rp/mois
- Dépenses médicales Rp/mois
- Soutien à la famille (préciser qui) Rp/mois
- Dons (préciser : mosquée, voisins, etc.) Rp/mois
- Impôts et contributions à la communauté locale (préciser) Rp/mois
- Epargne (préciser à quelles fins) Rp/mois
- Autres Rp/mois

Où achetez-vous les produits de consommation courante (alimentation, produits d'hygiène, etc.) (marché / magasin de proximité / etc.) ?

Où et avec quelle fréquence achetez-vous les autres biens dont vous avez besoin (autoconstruction / commande sur mesure / marché / magasin spécialisé / *mall*) (préciser la localisation des points de vente) ?
Vêtements et chaussures
Appareils électroniques
Equipement du foyer
Autres

Combien de véhicules et de deux-roues possédez-vous dans votre foyer ?

Hormis les raisons professionnelles, avec quelle fréquence vous rendez-vous à l'extérieur de votre *kampung*/*village ?

Décrire le mobilier et les éléments décoratifs dans la maison.

5) Relations sociales

Quelles sont les 3 personnes en-dehors de votre famille nucléaire dont vous vous sentez les plus proches (famille éloignée / voisins / relations de travail / amis) ?

Nom	Activité	Adresse	Comment vous êtes-vous connus ?

Si vous avez besoin d'argent, qui solliciteriez-vous en premier ? En deuxième ?

Listez les activités sociales auxquelles vous participez et précisez avec quelle fréquence :
(Essayer d'évaluer comment ces activités sont appréciées et quelles sont les principales motivations du sondé à leur égard (passer un bon moment / intérêt matériel / obligation sociale / éthique personnelle / etc.)
Travail communautaire
*Slametan**
Aide à ses voisins ou sa famille
*Pengajian**
*Arisan**

Aidez-vous parfois vos voisins ? Recevez-vous parfois de l'aide de leur part ? Partagez-vous des équipements avec eux ?
(donner des exemples concrets)

Quelle est la mosquée (ou autre lieu de culte) pratiquez-vous ? Avec quelle fréquence ? Vous sentez-vous proche d'une organisation religieuse en particulier ?

Avez-vous des *hobbies* ? Où les pratiquez-vous ? Avec quelle fréquence ?

Vous sentez-vous proche d'un parti politique ou d'une organisation syndicale ?

Combien de temps passez-vous par jour sur les réseaux sociaux ?

6) Conflits et tensions

Quels sont les principaux problèmes auxquels vous êtes confrontés ?

Vous souvenez-vous d'un cas de conflit au sein de la communauté ? Comment a-t-il été résolu ?

Faites-vous face à des problèmes au sein de votre famille ? avec vos voisins ? avec les usines alentours ? des personnes extérieures à la communauté ?

Liste des entretiens approfondis menés

Tableau 91 : Liste des 37 entretiens approfondis menés à Semarang

Nom	Fonction	Date de l'entretien	Code
Dirigeants de grandes et moyennes entreprises de meubles (16)			
Florentius Supriyanto	Directeur, Cege One	23/12/2016	A01
Bpk Ben	Directeur général, Duta Alam Persada	10/02/2018	A02
Alfianto Hermawan	Directeur de l'usine, Ebako	06/08/2016	A03
Bpk Jayadi	Eurasia Woodwork	10/03/2018	A04
Bpk Irawan	Directeur de l'usine, Kharisma Kayu Klasik	21/02/2017	A05
Dyah Rini	Directrice des ressources humaines, Majati Furnitur	30/04/2018	A06
Christianto Prabawa	Directeur général, Mebel Internasional	17/12/2017	A07
Bpk Beni	Ploss Asia	10/03/2018	A08
Bpk Sukardi	Palliser	30/04/2018	A09
Peder Nielsen	Propriétaire, PT. Euro Design	20/08/2015 21/07/2016 12/05/2017	A10
Bpk Didik	Superviseur, Quartindo	17/08/2018	A11
Bpk Riyanto	Saniharto	10/02/2018	A12
Nor Rokhim	Directeur général, Scancom	04/10/2018	A13
Yudi Iswahyudi	Directeur, Semeru Karya Buana	27/04/2017	A14
Frank Schnitzeler	Directeur, PT. Jansen Indonesia	17/08/2015	A15
Bpk Yakob Firdaus	Ancien propriétaire de Sylva Furniture	01/08/2017	A16
Autres représentants d'usines (7)			
Bpk Budi	Gardien, Kongo Indonesia	30/04/2018	A17
Inconnu	Handarbeni	30/04/2018	A18
Inconnu	Ouvrier, Kimbohono	10/12/2016	A19
Bpk Budi	Garde, Mebel Internasional	10/04/2018	A20
Bpk Naryo	Garde, Permata Furni	10/04/2018	A21
Inconnu	Garde, Port Rush	30/04/2018	A22
Bpk N. Firmansyah	Garde, Quartindo	10/10/2018	A23
Prescripteurs (15)			
Olivier Guiguère	*Broker* indépendant et consultant pour Ethnicraft	05/08/2017	A24
Azwar Nazaly (Lily)	Directeur du développement, PT. KIW	10/05/2017	A25
Fadjar Hari Mardiansjah	Maître de conférences, Université Diponegoro		A26
Asnami Manaf	Maître de conférences, Université Diponegoro	17/05/2017	A27
Among Subandi	Directeur, Lycée professionnel SMK PIKA	09/02/2017	A28
Bpk Tanto	Vice-principal des programmes, Lycée professionnel SMK PIKA	09/02/2017	A29
Bpk Boni	Ex-secrétaire de la section du Grand Semarang (*Semarang Raya**) de l'*Himki**	24/03/2017	A30
Bpk Suroto	Secrétaire général, Arrondissement de Genuk	28/01/2017	A31
Purnomo Dwi Sasongko	Secrétaire général du BAPEDDA		A32
Listyati Purnama Rusdiana	Chef du service Agroindustrie, direction de l'Industrie et du commerce, Gouvernement provincial de Java Centre	23/03/2017	A33
Warsito Ellwein	Directeur de Cabinet du gouverneur de Java-Centre	15/04/2014	A34
Tanguy Villechenoux	Directeur Indonésie, Anavil	18/08/2015	A35
Bpk Muhammad Luthfi	Chef de la section de Recherche et développement sur les infrastructures et l'environnement de la ville de Semarang	22/07/2017	A36
X	Resp. du Centre des technologies de prévention de la pollution industrielle	01/08/2017	A37
Ibu Eny	Officier de police nationale du commissariat de Genuk	05/08/2016	A38

Tableau 92 : Liste des 44 entretiens approfondis menés à Jepara et Tahunan

Nom	Fonction	Date	Code
Grandes et moyennes entreprises de meubles (5)			
Eri Agus Susanto	Propriétaire de l'usine CV. JAMF à Bangsri, Jepara	25/07/2019	Z01
Gaël Derycke	Directeur opérationnel d'Umafindo (nationalité française)	26/07/2017 02/05/2018	04A
Andy Huang	Directeur, UD. Irasfurnindo (origine sino-indonésienne)	29/07/2016	Z02
Ruben van Tienhoven	Propriétaire, Coloured Cabinet (nationalité néerlandaise)	20/07/2017	12A
Mas Lubab (par tel.)	Ancien directeur des achats de Kotajati Furindo (jusque 2016)	14/06/2020	Z03
Petits entrepreneurs étrangers (3)			
Roberto	Ex-pengusaha, ex-constructeur naval, propriétaire d'une chambre d'hôtes	01/05/2018	Z04
Eirich	Pengusaha (nationalité hongroise)	24/07/2017	Z05
Hassan Omar Bachacha	Pengusaha, Bachacha Majestic Old Furniture (canadien d'origine libanaise)	25/07/2019 26/07/2019	29G
Artisans et petits entrepreneurs de Tahunan (21)			
Ahmad Yusuf	*Pengusaha,* Bagas Bagus Meubel	29/07/2016	00A
Ibu H. Diyah	Trader Sampurna Meubel	29/07/2016	00B
Bpk Solikin	*Pengrajin*, Mayza Jati	30/07/2016	00C
Bpk Syaifudin	*Pengusaha,* Langgeng Meubel	21/07/2016	00D
Bpk Yetno	*Pengrajin*	19/01/2018	00E
Ibu Tuti	Femme au foyer (épouse d'un *pengrajin*)	24/01/2018	00H
Bpk Muhtarom	Négociant en bois	30/01/2018	00I
Wimpie Perdana Saputra	*Broker*, neveu de Bpk Susilo (00Q)	24/07/2019 26/07/2019	00N
Bpk Susilo	*Pengusaha*	29/07/2019	00Q
Bpk Samkan	*Pengrajin*, SKJ Furniture	29/07/2016	00.1A
Bpk Mochtar	*Pengusaha,* Mochtar Profil	30/07/2016	00.2A
Bpk Jamal	*Pengusaha*	30/07/2016	00.3
Bpk Murdiono	*Pengrajin*	18/02/2018	01A
Bpk Hardiono	*Pengrajin*	16/02/2018	04D
Bpk Suwaji	*Penggergaji*	18/07/2017	06A
Achmad Yunus	*Pengrajin*	19/02/2018	06G
Bpk Sholikul Huda	*Pengrajin*	04/03/2018	06M
Bpk Arifin	*Pengrajin,* Gebyok Place	29/07/2017 09/03/2018	07D
Bpk Ahmad Adcha	*Pengrajin,* vente en ligne	21/01/2018	07I
Bpk Agung	*Pengusaha,* Citra Agung Furniture	30/07/2016	13.2A
Agung Setyo	*Pengusaha,* The Bale-Bale	19/07/2016	Z07
Ouvriers du meuble (5)			
Ibu Roihana	Assistant wood supplier	30/01/2018	00F
Agus Pujiono	Coolie et sculpteur	07/02/2018	00G
Bpk Daryono	Sculpteur, employé chez 00H	24/01/2018	00H
Bpk Solikin	*Pengrajin* devenu sous-traitant à temps plein pour une usine	04/03/2018	08A
Mas Boby (par tel.)	*Pengrajin* à temps partiel travaillant pour Jepara Indonesia Furniture	17/05/2020	Z08
Prescripteurs (10)			
Andy Saidan	Propriétaire de CV Kantumi et vice-président de la section jeparanaise de l'*Himki** (originaire de Padang, Sumatra Ouest)	24/07/2017	Z09
Bpk Sayfun	Chargé de mission au bureau de Planification du développement	25/07/2017	Z10
Bpk Ico	Ex-*pengusaha*, investisseur immobilier	06/05/2018	Z11
Djayadie Redjo	Ancien chef de village (père de Wimpie Perdana Saputra)	25/07/2019	00N
Bpk Anas	Ex-pengrajin, ex-pengusaha, désormais chauffeur de taxi à Jepara	25/07/2017	Z12
Erwin Widayanti et mari	Propriétaires du Djago Café et d'un salon de coiffure dans le centre de Jepara	26/07/2017	Z13
Harief Kurniawan	Chef du service des ponts et chaussées (*Kasie Pemeliharaan Jalan dan Jembatan Bina Marga*) à la régence de Jepara	26/07/2017	Z14
Muhammad Siswadi	Agent du service des recettes (*DPPKAD*) de la régence de Jepara	24/07/2017	Z15
Bpk Bambang	Agent du bureau local du Système de vérification de la légalité du bois (SVLK)	27/07/2017	Z16
Isabela	Gérante de la chambre d'hôtes Villa Isabela à Jepara (épouse de Roberto)	25/07/2019	Z17

Tableau 93 : Liste des 44 entretiens approfondis menés à Bangkongsari

Nom	Fonction	Date de l'entretien	Code
Entreprises artisanales de meubles (3)			
Bpk Giri	Entrepreneur	10/05/2017 07/06/2017	06E
Ibu Yatmi	Femme au foyer (mari fournisseur de bois aux usines de meubles)	15/06/2017 05/10/2017	10A
Bpk Irawan (op.cit.)	Directeur de l'usine, Kharisma Kayu Klasik	21/02/2017	Z01
Travailleurs du meuble (18)			
Bpk Padi	Ouvrier du bâtiment (femme ancienne ouvrière de KKK à la retraite)	28/04/2018	02E
Bpk Kholil (op.cit.)	Garde, Adi Kencana Ayung Jaya	03/01/2018	Z02
Bpk Pajio	Ouvrier chez Country Form et chef du RW.03 (épouse ex-ouvrière de Country)	10/10/2017	05D
Bpk Budi	Travailleur dans l'atelier de Bpk Giri	07/06/2017	06E
Ibu Suryanti et Bpk Marsiyadi	Femme Au foyer (mari travaille à l'usine Adi Kencana Agung Jaya)	28/08/2017	07A
Bpk Agus	Travailleur du bâtiment (ancien ouvrier d'une usine de meubles)	19/06/2017	12B
Bpk Masdi Santoso	Ouvrier à la retraite de l'usine PT. Golden	04/07/2017	12C
Ibu Ari	Ouvrière du meuble au chômage	21/06/2017	12D
Ibu Rosidah	Ouvrière du meuble au chômage (mari ex-ouvrier du meuble devenu coolie)	14/06/2017	13A
Ibu Suwarni	Ouvrière du meuble au chômage (mari ex-ouvrier du meuble devenu coolie)	16/06/2017	14A
Bpk Suhur	Agriculteur (épouse ex-ouvrière du meuble devenue cuisinière)	16/07/2017	16A
Ibu Sulami	Ouvrière du meuble à la retraite (mari ouvrier du meuble à la retraite)	15/06/2017	17A
Bpk Sarmidi	Ex-ouvrier du meuble devenu pêcheur (épouse ouvrière chez KKK)	18/06/2017	17B
Bpk Dwi Harjono	Ouvrier chez PT. Country Form (épouse ouvrière à Terboyo)	21/06/2017	18A
Ibu Tri Astuti	Ouvrière chez KKK (mari gardien d'usine chez SKI)	21/06/2017	18C
Bpk Edi Santoso	Ouvrière chez KKK (mari gardien d'usine)	07/07/2017	19B
Bpk Bejo	Agriculteur (épouse femme de ménage chez Barali)	02/08/2017	19C
Ibu Tina	Ouvrière chez PT. Country Form (célibataire)	10/05/2017	Z03
Autres habitants (23)			
Ibu Siti	Femme au foyer (ex-ouvrière textile)	20/06/2017	00A
Bpk Shokibi	Vigile dans une usine agroalimentaire	18/06/2017	01A
Bpk Suparjo	Responsable du dépôt technique de la Direction des déchets de Semarang	10/05/2017	01B
Ibu Atik	Commerçante (veuve)	28/08/2017 21/11/2017	01C
Ibu Sunarti	Femme au foyer (mari travaille dans un atelier de céramique)	28/08/2017	Z04
Ibu Ning	Femme au foyer (célibataire)	28/08/2017	06D
Ibu Lia	Femme au foyer (mari travaille dans une usine de téléphones portables)	28/08/2017	08A
Bpk Pandoyo	Chauffeur de camion-citerne (épouse ouvrière textile)	07/07/2017	10B
Bpk Sadi	Ouvrier d'une usine de sirop (épouse ex-ouvrière désormais au foyer)	07/07/2017	11A
Bpk Sukardi	Enseignant à la retraite, acteur clef des opérations de lotissement	04/07/2017	11B
Ibu Ani	Femme au foyer (mari fonctionnaire de la ville de Semarang)	20/06/2017	12A
Ibu Fitri	Femme au foyer (mari collecteur de dettes)	05/01/2018	12D'
Ibu Suci	Femme au foyer (mari militaire), nouveaux venus	07/07/2017	12.2A1
Ibu Semi	Epicière (mari pêcheur)	20/06/2017	14B
Ibu Saidah	Ouvrière d'une usine textile (célibataire)	20/06/2017	15A
Bpk Mualib	Militaire (épouse cuisinière)	12/10/2017	17C
Ibu Sri Rahayu	Commerçante (mari pêcheur)	21/06/2017	18B
Ibu Tri	Commerçante (mari revendeur de chutes de produits industriels)	14/06/2017	Z05
Bpk Sucahyono	Coolie à KI Candi (épouse ex-ouvrière d'une usine de sacs plast. au chômage)	03/07/2017	Z06
Bpk Suhir	Travailleur du bâtiment (épouse ouvrière d'une usine textile)	21/06/2017	Z07
Bpk Budi Wibowo	Travailleur du bâtiment (épouse ouvrière d'une usine textile)	21/06/2017	Z08
Bpk Sugeng	Ancien délinquant (*preman*) impliqué dans l'aménagement du village	28/04/2018	Z09
Bpk Sardi	Acquéreur d'une parcelle auprès de Bpk Sugeng	19/11/2018	Z10

Tableau 94 : Liste des 45 entretiens approfondis menés à Terboyo

Nom	Fonction	Date de l'entretien	Code
Entreprises artisanales de meubles (7)			
Bpk Taufik	Fabricant de baffles	24/08/2017	01C
Bpk X	Fabricant de baffles	22/07/2019	18X
Bpk Monacir	Fabricant de meubles	27/07/2019	07C
Bpk Jamal	Fabricant de puzzles en bois et de meubles pour enfants	09/11/2017	09A
Bpk Ngatman	Fabricant de meubles pour enfants à la retraite et gestionnaire de *kos*	09/11/2017	09B
Bpk Awi	Propriétaire de UD. Bagus	10/10/2018	18V
Bpk Sujarwo	Fonctionnaire à la retraite (épouse femme au foyer)	16/08/2017 15/12/2018	11E
Travailleurs du meuble (13)			
Bpk Murchamdan	Ex-ouvrier du meuble devenu gestionnaire de pension (épouse commerçante)	08/05/2017 13/09/2017	01A
Ibu Nur Ali	Ouvrier du meuble	15/07/2017	Z01
Dewi Sunarti	Garde d'enfants (mari ouvrier du meuble)	12/07/2017	03C
Ibu Solikkah	Enseignante (mari ouvrier du meuble)	12/07/2017	07A
Ibu Muslikhah	Couturière à domicile (mari ex-ouvrier chez PT. Sandi Furni)	12/07/2017	07B
Ibu Anggi	Femme au foyer (mari ouvrier du meuble à Demak)	15/08/2017	10A
Bpk Anwari	Fabriquant indépendant occasionnel et vendeur de livres (épouse cuisinière)	15/08/2017	11A
Ibu Rini	Ouvrière dans une usine de contreplaqué (mari ouvrier du meuble)	16/08/2017	12A
Ibu Ana	Ouvrière chez Sari Furni (mari exploitant piscicole)	16/08/2017	13A
Bpk Supiyan	Ancien garde chez Portrush (licencié) et chef du RT. 04	08/05/2017	14A
Bpk Yudi	Pêcheur (épouse ancienne ouvrière du meuble désormais épicière)	21/08/2017	14D
Bpk Sutarno	Ouvrier du meuble	20/12/2018	20D
Bpk Slamet	Ex-ouvrier du meuble, désormais ouvrier du bâtiment	15/07/2017	Z02
Autres habitants (25)			
Ibu Sofi	Ouvrière d'une usine de pâte de crevette (mari ouvrier dans la même usine)	16/08/2017	01B
Bpk Ana	Porteur à la gare routière de Terboyo (épouse femme au foyer)	10/07/2017	03A
Ibu Warni	Garde d'enfants (veuve)	12/07/2017	03B
Ibu Marsinah	Garde d'enfants (veuve)	12/07/2017	03D
Ibu Warsiyan	Ouvrière dans une usine agroalimentaire (veuve)	10/07/2017	05A1
Ibu Misriah	Chômeuse (mari moto taxi)	10/07/2017	06A
Ibu Yanti	Femme au foyer (mari fabricant de meubles)	13/07/2017	06C
Ibu Indri	Femme au foyer (mari travailleur du bâtiment)	13/07/2017	06D1
Ibu Sukarti	Femme au foyer (mari chauffeur de bus)	13/07/2017	06D1
Ibu Wiji	Gestionnaire d'une pension (mari gardien de la pension)	13/07/2017	06D1
Ibu Wahyuning	Femme au foyer (mari employé d'une agence de mariages)	12/07/2017	08A
Ibu Dian	Commerçante (mari employé d'une agence de mariages)	12/07/2017	08A'
Ibu Wiji Sartika	Ouvrière textile	15/08/2017	10B
Bpk Subkhan	Vendeur ambulant	24/08/2017	11.1.A
Bpk Purmanto	Chauffeur (épouse vendeuse de poissons en gros)	15/08/2017	11C
Ibu Kumsatun	Femme de ménage dans une usine textile (mari porteur)	16/08/2017	12B
Ibu Marsiyatun	Ouvrière dans une usine de plastiques (mari idem)	21/08/2017	12C
Ibu Rohmah	Chômeuse mais louait un emplacement pour les motos des ouvriers de la zone industrielle (mari mototaxi et garde occasionnel dans la zone industrielle)	21/08/2017	14C
Ibu Suyati	Gérante de pension	08/05/2017	15A
Bpk Budi Setiawan	Ouvrier du bâtiment (épouse ouvrière dans une usine de plastique)	24/08/2017	17A
Bpk Masud	Pêcheur à la retraite	09/11/2018	Z05
Ibu Kasmidi	Femme au foyer	15/07/2017	Z03
Bpk Joko	Chef de chantier	15/07/2017	Z04
Bpk Udin	*Marbot* de la mosquée	08/05/2017	Z05
Bpk Rizal	Résident de Terboyo-Wetan depuis 20 ans	08/12/2018	Z06
Bpk Zam	Vice-directeur de l'école primaire Hasanuddin et du collège éponyme	13/05/2017	Z07

Tableau 95 : Liste des 32 entretiens approfondis menés à Terboyo

Nom	Fonction	Date de l'entretien	Code
Entreprises et artisans du meuble (4)			
Bpk Kasmudi	Grossistes de meubles anciens	04/06/2018	00B
Bpk Sunoto	Fabriquant indépendant de meubles (épouse femme au foyer)	05/09/2017	01B
Bpk Didik	Directeur de Quartindo (épouse femme au foyer)	17/08/2018	06C
Bpk Sayful Hadi	Fabriquant indépendant de meubles (épouse femme au foyer)	27/04/2018	10C
Travailleurs du meuble (7)			
Bpk Kasmadi	Ouvrier du bâtiment (ex-ouvrier du meuble à Jepara et à Semarang)	26/06/2018	01R
Ibu Safina	Ex-ouvrière du meuble devenue rizicultrice (mari riziculteur)	05/09/2017	02T
Ibu Nursih	Femme au foyer (fils ainé ouvrier dans une usine de meubles à Semarang)	15/09/2017	07B
Ibu Siti Komariah	Femme Au foyer (mari ouvrier chez Saniharto)	15/09/2017	07C
Bpk Saifudin	Ouvrier chez PT. Bigland (épouse institutrice bénévole)	13/06/2018	08G
Ibu Wikoyah	Ex-ouvrière à LIK devenue femme au foyer (mari employé dans un magasin)	28/09/2017	10A
Bpk Slamet	Ouvrier occasionnel à Semarang (épouse ouvrière textile)	28/09/2017	10B
Autres habitants (21)			
Ibu Siti	Restauratrice	26/04/2018	00A
Bpk Samsudin	Commerçant de motos et d'électroménager (célibataire)	20/06/2018	00B
Bpk Suratmin	Négociant en riz à la retraite (épouse épicière à domicile)	13/06/2018	00D
Ibu Riswati	Enseignante (mari surveillant de parking)	05/09/2017	01A
Bpk Suisno	Riziculteur et porteur occasionnel (épouse femme au foyer)	06/09/2017	01C
Ibu Fani	Femme au foyer (mari ouvrier textile)	06/09/2017	01E
Bpk Jumari	Chauffeur de pousse-pousse au marché de Semarang	06/09/2017	01F
Bpk Sukijan	Riziculteur	06/09/2017	02B
Bpk Sujono	Propriétaire de rizières	05/09/2017	02C
Ibu Nurkomariyah	Femme au foyer (mari ouvrier, fils promoteur immobilier)	05/09/2017	02D
Bpk Fanjar	Homme de ménage dans une usine textile (épouse femme au foyer)	01/07/2018	03A
Ibu Niswati	Institutrice (mari travailleur du bâtiment ailleurs en Indonésie)	06/09/2017	04B
Ibu Kaspiah	Travailleuse agricole et lavandière (mari décédé)	15/09/2017	07A
Ibu Santi	Femme au foyer (mari ouvrier dans un atelier d'accessoires décoratifs)	15/09/2017	07D
Bpk Sakdi Samsul Arifin	Ex-ouvrier syndicaliste devenu vidéaste indépendant (épouse ouvrière)	12/07/2018	07.2G
Bpk Fandhil	Instituteur (épouse ex-ouvrière, devenue femme au foyer)	15/09/2017	08.1A
Ibu Marhamah	Restauratrice et propriétaire rizicole (mari décédé)	15/09/2017	08.1B
Bpk Muchlisin	Militaire (épouse institutrice)	28/09/2017	08.1C
Ibu Norhidayah	Vendeuse ambulante (mari chauffeur routier)	04/06/2018	08D
Bpk Nur Salim	Chauffeur routier pour une usine de Semarang (épouse femme au foyer)	27/09/2017	09A
Bpk Mat Sarwanto	Riziculteur (épouse commerçante)	16/09/2017	09B

Chiffres-clefs

Chiffres clefs sur l'économie et les entreprises

Tableau 96 : Contribution de l'industrie du meuble en bois au PIB de Java-Centre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculture, forêts, pêche et mines	23,7%	23.2%	23.1%	20.6%	20.9%	20.1%	21.4%	21.4%	20.8%	20.9%	20.5%	20.0%	19.7%	19.2%	17.7%
Industrie	31.1%	31.0%	31.7%	32.6%	32.6%	33.7%	32.9%	33.0%	34.1%	32.8%	32.9%	33.3%	32.8%	32.6%	33.6%
dont produits dérivés du bois	*3.5%*	*2.8%*	*2.8%*	*2.9%*	*2.9%*	*2.5%*	*2.3%*	*2.4%*	*2.2%*	*2.3%*	*2.2%*	*2.2%*	*2.2%*	*2.2%*	*2.3%*
Construction	4.6%	4.7%	4.9%	5.2%	5.6%	5.8%	5.7%	5.8%	5.8%	6.1%	6.1%	6.0%	6.0%	6.0%	6.0%
Commerce de gros et de détail, hôtels, restaurants	22.7%	21.7%	21.0%	20.8%	20.1%	19.9%	19.6%	19.5%	19.5%	19.7%	19.6%	19.7%	20.3%	20.7%	20.9%
Services aux entreprises	3.8%	3.7%	3.8%	3.8%	3.7%	3.6%	3.4%	3.5%	3.4%	3.6%	3.6%	3.6%	3.6%	3.7%	3.8%
Autres services marchands	5.8%	6.0%	6.3%	6.7%	6.6%	6.9%	7.1%	7.1%	6.9%	7.1%	7.0%	6.9%	6.9%	7.2%	7.3%
Services publics	8.3%	9.6%	9.3%	10.4%	10.4%	10.1%	10.0%	9.7%	9.5%	9.8%	10.5%	10.6%	10.7%	10.6%	10.7%

Source : BPS

Tableau 97 : Parcours d'usines de meubles de l'agglomération de Semarang

	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2010-2015	2015-2019
Cege One				100 pièces/jour 350 employés 13 000 m² (Gebangsari)	40 pièces/jour 260 employés 13 000 m² (Gebangsari)
Ebako	40 employés (*LIK*)		200 employés (*KIT*)	750 employés (*KIT*)	570 employés (*KIT*)
Euro Design		20 employés Atelier en bambou (Semarang centre)	5,000 m² (*KIT*)	13 000 m² (*KITA*)	170 employés 13 000 m² (*KITA*)
Far East				300 employés 7 000 m² (*KIT*)	300 employés 7 000 m² (*KIT*)
Gened				8 000 m² (Karangroto)	200 employés 8 000 m² (Karangroto)
Harrison & Gill				100 pièces/jour (Gebangsari)	40 pièces/jour (Gebangsari)
Kharisma Kayu Klasik	1 500 m² (Jepara) 4 000 m² (Sayung)	500 employés 9 000 m² (Bangkongsari)	265 employés 14 000 m² (Bangkongsari)	265 employés 14 000 m² (Bangkongsari)	265 employés 14 000 m² (Bangkongsari)
Lukie Works (Olyndo)					14 000 m² (*KITM*)
Mebel Internasional			1 000 m² (*LIK*)	12 000 m² (*KITA*)	270 employés 12 000 m² (*KITA*)
Palliser				240 EVP 300 employés 12 000 m² (Karangroto)	240 EVP 300 employés 12 000 m² (Karangroto)
Semeru Karya Buana	Fondée en 1999 à Jepara comme *PT. Sakura Bintara Persada*	300 employés (Jepara)	200 employés 13 000 m² (*KIW*)	190 employés 13 000 m² (*KIW*)	230 employés 13 000 m² (*KIW*)
Sylva Furniture		20 employés (Mranggen)	100 employés (Mranggen)		

Source ; Enquête terrain

Tableau 98 : Statut de l'emploi en 2015 dans les territoires de comparaison (exprimée en % des actifs occupés)

	Agriculteurs et pêcheurs	Ouvriers	Construction, transports, énergie	Commerce, hôtels, restaurants	Services aux entreprises	Autres services marchands	Services publics
Régence de Jepara	12,7%	44,8%	22,9%	19,6%	0,0%	n.d.	n.d.
Kecamatan Tahunan	3,1%	38,1%	1,7%	9,9%	0,3%		
Ville de Semarang	5,8%	21,3%	34,9%	10,4%	n.d.	9,9%	11,4%
Kelurahan Tugurejo	5,9%	21,2%	5,7%	n.d.	n.d.	60,2%	5,8%
Kelurahan Terboyo-Wetan… et *Kelurahan* Trimulyo	10,8%	60,2%	7,8%	9,8%	n.d.	6,5%	4,1%
Régence de Demak	26,5%	19,0%	31,4%	23,0%	n.d.	n.d.	n.d.
Desa Tambakroto	45,7%	21,7%	16,4%	11,0%	n.d.	3,4%	1,4%
Régence de Kendal	29,8%	21,5%	23,5%	23,6%	1,6%	n.d.	n.d.
Régence de Semarang	33,0%	20,3%	18,3%	14,6%	0,8%	n.d.	n.d.
Régence de Grobogan	56,4%	7,4%	6,8%	17,4%	0,0%	4,9%	7,1%
Province de Java-Centre	**29,4%**	**20,4%**	**12,9%**	**23,9%**	**2,1%**	**4,2%**	**7,1%**
Indonésie	**34,0%**	**13,5%**	**11,6%**	**23,2%**	**3,4%**	**4,7%**	**9,6%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 99 : Occupation des adultes dans les sites étudiés

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo	
Non employés	**17**	**26%**	**24**	**20%**	**24**	**19%**
Personnes au foyer	12	18%	12	10%	13	10%
Chômeurs	1	2%	4	3%	9	7%
Retraités à temps plein	4	6%	8	7%	2	2%
Secteur primaire	**0**	**0%**	**14**	**11%**	**1**	**1%**
Paysans et pêcheurs à temps plein	0	0%	10	8%	1	1%
Paysans et pêcheurs à temps partiel	0	0%	4	3%	0	0%
Industrie	**35**	**52%**	**43**	**35%**	**50**	**38%**
Ouvriers du meuble	2	3%	21	17%	8	6%
Autres ouvriers	0	0%	17	14%	35	27%
Entrepreneurs et artisans du meuble	32	48%	4	3%	7	5%
Autres entrepreneurs et artisans	1	2%	1	1%	0	0%
Services	**15**	**22%**	**41**	**33%**	**56**	**43%**
Services à l'industrie	8	12%	9	7%	16	12%
Commerçants (boutique)	3	6%	11	9%	11	8%
Travailleurs informels	1	2%	10	8%	23	18%
Autres services	1	2%	4	3%	4	3%
Fonctionnaires	2	3%	7	6%	2	2%
Total personnes travaillant	**50**	**75%**	**98**	**80%**	**107**	**81%**
Total échantillon	**67**	**100%**	**122**	**100%**	**131**	**100%**

Source : Enquête terrain 2017-2018

Tableau 100 : Nouvelles zones industrielles planifiées à Java-Centre

Dénomination	Aménageur	Localisation	Régence	Superficie (ha)	Taux de réalisation des préalables[1273] en 2019
	PT. Jasa Mas Graha Utama		Demak		9%
	PT. Mitra Bumi Dadi Mukti		Demak		9%
	PT. Buana Cipta Megah		Demak		9%
Jatengland Industrial Park Sayung	*PT. Jawa Tengah Lahan Andalan*	Kec. Sayung	Demak	300	100%
KI Bunton		Desa Bunton, Kec. Adipala	Cilacap	400	59%
KI Karangkandri		Kec. Kesugihan	Cilacap	275	27%
KI Warung Batok		Kec. Dayeuhluhur	Cilacap	50	31%
KPI Cilacap Timur		Kec. Cilacap Timur	Cilacap		5%
KPI Begawandonan			Cilacap		5%
KI Segaranakan		Kec. Kampung Laut	Cilacap		5%
KI Tekstil			Boyolali	300	17%
KI Batang	*PT Ruktimukti Bawana*	Desa Kenconoredjo, Kec. Tulis	Batang	228	78%
KI Tegal		Desa Marga Ayu et Paku Laut, Kec. Margasari	Tegal	465	66%
KI Kebumen		Desa Karanggadung, Karangrejo, et Tegalretno, Kec. Petanahan	Kebumen	315	78%
KPI Kedungjati		Kec. Kedungjati	Grobogan	88	48%
KPI Tegowanu		Kec. Tegowanu	Grobogan	105	48%
KPI Gubug		Kec. Gubug	Grobogan	129	48%
KPI Wirosari		Kec. Wirosari	Grobogan	189	48%
KPI Ngaringan		Kec. Ngaringan	Grobogan	237	48%
KI Grobogan	*PT. Azam Laksana Intan Buana*	Desa Sugih Manik, Kec. Tanggungharjo	Grobogan	132	48%
KPI Pringapus		Desa Klepu, Pringsari, et Wonoyoso, Kec. Pringapus	Semarang	268	35%
KPI Bawen		Kel. Harjosari et Desa Lemahireng, Kec. Bawen	Semarang	183	35%
KPI Tengaran		Desa Butuh et Patemon, Kec. Tengaran	Semarang	119	35%
KPI Susukan		Desa Sususkan et Timpik, Kec. Susukan	Semarang	166	35%
KPI Kaliwungu		Desa Kaliwungu, Payungan, et Jetis, Kec. Kaliwungu	Semarang	196	35%
KI Rembang		Desa Pasarbanggi, Kec. Rembang	Rembang	173	72%
KI Sluke		Desa Leran Trahan, et Sendangmulyo, Kec. Sluke	Rembang	491	72%
KI Pertambangan		Desa Tegaldowo, Kec. Gunem	Rembang	205	72%
KI Bulukamba		Kel. Cimohong et Kluwut, Kec. Bulukamba	Brebes	472	68%
KI Tanjung		Kel. Krakahan, Pengaradan, Tanjung, et Tengguli, Kec. Bulukamba	Brebes	3 186	68%

Source :

[1273] Ces préalables comprennent la révision des documents de planification (en particulier le *Rencana Tata Ruang Wilayah, RTRW*), la maîtrise foncière (*perizinan dan pembebasan lahan*), l'aménagement des infrastructures viaires, électriques, hydrauliques et de télécommunications, ainsi que les équipements de superstructure à l'attention des usagers (poste de sécurité, dispensaire, lieu de culte, etc.).

Chiffres clefs sur les territoires

Tableau 101 : Statut du logement en 2015

	Pleine propriété	Location de courte durée	Location de longue durée	Domicile parental	Propriétaire public	Autres
Ville de Semarang	63,0%	8,2%	12,2%	14,6%	1,3%	0,7%
Régence de Jepara	92,7%	0,6%	0,7%	5,7%	0,0%	0,3%
Régence de Semarang	90,6%	1,0%	4,8%	3,3%	0,2%	0,1%
Régence de Kendal	88,4%	0,8%	92,0%	9,7%	0,1%	0,1%
Régence de Demak	93,5%	0,8%	1,0%	4,2%	0,2%	0,3%
Régence de Grobogan	94,1%	0,5%	99,0%	4,4%	0,0%	0,0%
Prov. de Java-Centre	**88,1%**	**1,7%**	**2,0%**	**7,8%**	**0,3%**	**0,1%**
Indonésie	**82,6%**	**8,1%**		**8,0%**	**1,3%**	**0,0%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 102 : Confort du logement en 2019

	Surface habitable par tête			Sanitaires	Murs en dur	Toiture		
	- de 7,2 m²	7,3 m² à 9,9 m²	+ de 10 m²			Tuiles ou béton	Fibrociment	Matériaux naturels
Ville de Semarang	6,3%	7,5%	86,2%	94,0%	95,2%	75,0%	23,6%	1,5%
Régence de Jepara	3,4%	7,1%	89,5%	64,5%	87,8%	97,8%	1,5%	0,7%
Régence de Semarang	1,1%	2,9%	96,0%	87,5%	84,3%	91,5%	7,9%	0,7%
Régence de Kendal	1,7%	4,4%	93,9%	87,0%	68,3%	96,0%	1,9%	2,2%
Régence de Demak	1,9%	4,8%	93,3%	87,1%	63,9%	91,1%	7,8%	1,1%
Régence de Grobogan	0,6%	1,6%	97,8%	86,7%	22,5%	99,0%	0,9%	0,2%
Prov. de Java-Centre	**2,4%**	**5,4%**	**92,2%**	**80,3%**	**81,4%**	**88,5%**	**5,3%**	**6,2%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 103 : Densité des constructions dans les sites étudiés

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo	
Superficies des périmètres étudiés	**35,0 ha**	-	**28,0 ha**	**100%**	**25,0 ha**	**100%**
Quartier résidentiel	-	-	4,6 ha	16%	9,0 ha	36%
Zones industrielles	-	-	8,6 ha	31%	15,0 ha	60%
Espaces naturels	12,0 ha	36%	14,7 ha	53%	1,0 ha	4%
Arbres isolés	-	-	**163**	**12/ha**	**105**	**4/ha**
Dont zones résidentielles	-	-	115	25/ha	81	9/ha
Dont zones industrielles	-	-	48	6/ha	24	2/ha
Hauteur des constructions	**1 514**	**100%**	**249**	**100%**	**465**	**100%**
Rez-de-chaussée	1488	98%	206	83%	399	86%
En cours de surélévation	2	0%	3	1%	11	2%
R+1	19	1%	11	4%	48	10%
R+2	4	0%	2	1%	7	2%
R+3	1	0%	0	0%	0	0%

Source : Enquête terrain 2017-2018

Tableau 104 : Nature des bâtiments dans les sites étudiés

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo	
Habitat	**1 514**	**68%**	**249**	**78%**	**465**	**74%**
dont chambres de kos[1274]	*0*	-	*indéterminé*	-	*environ 50*	*11%*
dont slums	*0*	-	*0*	0%	*7*	*2%*
dont vacants	*1*	*0%*	*0*	*0%*	*5*	*1%*
Fermes et pêcheries	**8**		**2**	**1%**	**0**	**0%**
Filière du meuble	**550**	**25%**	**7**	**2%**	**15**	**2%**
Dépôts de grumes	21		0		0	
Scieries	2		0		0	
Fours à bois	13		0		0	
Usines	0		5		0	
Ateliers	339		2		12	
Stockage et exposition	100		0		0	
Showroom	51		0		3	
Vacants	*28*	*5%*	*0*	*0%*	*0*	*0%*
Autres filières industrielles	**9**	**0%**	**25**	**8%**	**58**	**9%**
Usines (autres que de meubles)	0		1		45	
Ateliers (autres que de meubles)	1		1		2	
Bureaux	8		0		3	
Vacants	0	*0%*	*1*	*4%*	*8*	*8%*
Commerces de détail	**126**	**6%**	**21**	**7%**	**59**	**9%**
Vacants	*4*	*3%*	*0*	*0%*	*0*	*0%*
Equipements publics	**34**	**2%**	**15**	**5%**	**28**	**4%**
Lieux de culte	12		1		6	
Ecoles	5		1		4	
Pos kamling	6		4		1	
Bâtiments administratifs	4		4		6	
Loisirs	5		1		10	
Social	1		1		1	
Infrastructures	1		3		0	
Total constructions inventoriées	**2 241**	**100%**	**319**	**100%**	**622**	**100%**
Non identifiés	**150**	**-**	**0**	**-**	**0**	**-**

Source : Enquête terrain 2017-2018

[1274] Une maison peut accueillir plusieurs chambres de *kos.*

Tableau 105 : Date de constructions des maisons dans les sites étudiés

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo		Tambakroto	
	Nombre	**Part**	**Nombre**	**Part**	**Nombre**	**Part**	**Nombre**	**Part**
Avant 1980	10	15,9%	13	26,0%	10	14,9%	17	14,4%
Entre 1980 et 1990	15	23,8%	6	12,0%	14	20,9%	8	6,8%
Entre 1990 et 2000	15	23,8%	15	30,0%	14	20,9%	20	16,9%
Entre 2000 et 2010	16	25,4%	7	14,0%	17	25,4%	23	19,5%
Depuis 2010	7	11,1%	7	14,0%	9	13,4%	48	40,7%
En cours de construction	0	0,0%	2	4,0%	3	4,5%	2	1,7%
Taille de l'échantillon	**63**	**100,0%**	**50**	**100,0%**	**67**	**100,0%**	**118**	**100,0%**

Source : Enquête terrain 2017-2018

Tableau 106 : Modalités d'acquisition du logement

	Tahunan		Bangkongsari		Terboyo		Tambakroto	
	Nombre	**Part**	**Nombre**	**Part**	**Nombre**	**Part**	**Nombre**	**Part**
Héritage du terrain	16	30,7%	11	26,2%	16	30,2%	48	81,4%
Héritage de la maison	12	22,6%	7	16,7%	12	22,6%	5	8,5%
Achat du terrain	17	32,1%	18	42,9%	17	32,1%	3	5,1%
Achat de la maison	3	5,7%	3	7,1%	3	5,7%	2	3,4%
Location	4	7,5%	2	4,8%	4	7,5%	1	1,7%
Hébergement chez un proche	1	1,9%	1	2,4%	1	1,9%	0	0,0%
Taille de l'échantillon	**53**	**100,0%**	**42**	**100,0%**	**53**	**100,0%**	**59**	**100,0%**

Source : Enquête terrain 2017-2018

Tableau 107 : Valeurs de référence immobilières

Actif	Valeur	Commentaire	Lieu	Date	Source
Foncier (vente)					
Jepara					
Le long de Jl. Raya	1,5 à 2,0 MRp/m²		Tahunan	2018	00N et Z11 Tahu.
Accessible en camion	0,3 à 0,5 MRp/m²		Tahunan	2019	01Z Tahunan
Non accessible en camion	0,3 MRp/m²		Tahunan	2018	01Z Tahunan
Accessible en camion	0,15 MRp/m²		Bangsri	2019	01Z Tahunan
Semarang					
Foncier en ZI exposé au *rob**	0,25 MRp/m²		*LIK*	2019	*BKPM*
Foncier en ZI	0,5 MRp/m²		*KIC*	2019	*BKPM*
Foncier en ZI	1,5 à 1,7 MRp/m²		*KIW*	2019	*BKPM*
Foncier résidentiel	0,07 MRp/m²	Parcelle de 200 m²	Terboyo	1985	11C Terb.
Foncier résidentiel	0,02 MRp/m²	Parcelle de 150 m²	Terboyo	1992	11B Terb.
Foncier résidentiel	0,23 MRp/m²	Parcelle de 70 m²	Terboyo	2005	11.1A Terb.
Foncier *kampung**	0,4 MRp/m²	Exposé au *rob**	Terboyo	2017	01A Terb.
Foncier *kampung**	0,67 MRp/m²	Exposé au *rob**	Terboyo	2015	09A Terb.
Foncier *kampung**	0,75 MRp/m²	Hors-d'eau	Terboyo	2017	17C Terb.
Foncier résidentiel	0,5 MRp/m²	Grande périphérie	Boja	2015	Fadjar H.M.
Demak					
Rizière	0,03 MRp/m²	« Avant la spéculation »	Tambakroto	2017	09B Tamb.
Rizière proche de la grand route	0,45 Mrp/m²	« Après la spéculation »	Tambakroto	2017	09B Tamb.
Bâtiments (vente)					
Semarang					
Atelier en mauvais état	2,0 MRp/m²	480 m²	*LIK*	2016	*rumah.com*
Maison	64 MRp/uté	2 étages, avant le *rob**	Terboyo	2005	08A Terb.
Maison	30 MRp/uté		Terboyo	2017	08A Terb.
Maison standard	1,9-2,0 MRp/m²	Périurbain	Tambak.	2013	Enquête terrain
Maison standard	2,0-2,6 MRp/m²	Périurbain	Tambak.	2014	Enquête terrain
Maison standard	2,9 MRp/m²	Périurbain	Tambak.	2016	Enquête terrain
Foncier (location)					
Semarang					
Foncier en ZI exposé au *rob**	7 $/m²/an		*LIK*	2019	*BKPM*
Foncier en ZI	21 $/m²/an		*KIC*	2019	*BKPM*
Demak					
Rizière	700 Rp/an		Tambakroto	2017	09B Tamb.
Bâtiments (location)					
Semarang					
Entrepôt de grande taille	312-324 000/m²	Pour 100 à 200 employés	*KIW*	2019	*BKPM*
Maison	2,5 à 3,0 MRp/uté/an		Bangkong.	2017	Enquête terrain
*Kos**	0,3 MRp/uté/an	Chambre d'1 lit	Terboyo	2017	09B Terb.
*Kos**	0,4 MRp/uté/an	Chambre d'1 lit	Terboyo	2017	15A Terb.
*Kos**	0,55 MRp/uté/an	Chambre de 3 lits	Terboyo	2017	15A Terb.
Jepara					
Entrepôt de petite taille	25-30 MRp/uté/an	Pour 50 à 100 employés	Jepara	2018	Bpk Ico
Entrepôt de grande taille	50 MRp/uté/an	Pour 100 à 200 employés	Jepara	2018	Bpk Ico

Source : enquête terrain

Chiffres clés sur la démographie

Tableau 108 : Population et croissance annuelle moyenne sur 5 ans des sites d'étude et de comparaison de 1985 à 2019

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Régence de Jepara	731 281 +0,87%	776 096 +1,20%	871 842 +2,35%	970 954 +2,18%	1 077 586 +2,11%	1 099 710 +0,41%	1 188 289 +1,56%	1 253 566 +1,35%
*Kecamatan** Tahunan	n.d. n.d.	n.d. n.d.	n.d. n.d.	82 752 n.d.	n.d. n.d.	98 052 n.d.	113 827 +3,03%	120 495 +1,43%
Ville de Semarang	1 096 0271 +1,32%	1 250 971 +2,68%	1 333 576 +1,29%	1 309 667 -0,36%	1 419 478 +1,62%	1 527 433 +1,48%	1 701 172 +2,18%	1 807 077 +1,71%
*Kecamatan** Tugu	n.d. n.d.	n.d. n.d.	n.d. n.d.	23 895 n.d.	25 549 +1,35%	27 846 +1,74%	31 640 +2,59%	33 333 +1,31%
*Kecamatan** Genuk	n.d. n.d.	n.d. n.d.	n.d. n.d.	61 299 n.d.	72 204 +3,33%	85 877 +3,53%	107 657 +4,62%	115 223 +1,71%
Régence de Demak	722 615 +1,41%	825 500 +2,70%	878 118 +1,24%	980 218 +2,22%	1 071 487 +1,80%	1 057 695 -0,26%	1 117 905 +1,11%	1 158 772 +0,90%
*Kecamatan** Sayung	n.d. n.d.	n.d. n.d.	n.d. n.d.	89 573 n.d.	n.d. n.d.	98 907 n.d.	103 932 +1,00%	103 041 -0,22%
Régence de Kendal	732 810 +0,86%	800 600 +1,79%	827 397 +0,66%	845 370 +0,43%	897 560 +1,21%	901 985 +0,10%	942 283 +0,88%	969 340 +0,71%
Régence de Semarang	740 788 +0,95%	772 513 +0,85%	805 794 +0,85%	828 169 +0,55%	894 018 +1,54%	933 764 +0,87%	961 421 +0,59%	1 050 485 +2,24%
Régence de Grobogan	1 103 062 +1,72%	1 148 330 +0,81%	1 189 226 +0,70%	1 257 958 +1,13%	1 334 380 +1,19%	1 311 107 -0,35%	1 351 429 +0,61%	1 376 246 +0,46%
Prov. de Java-Centre	**26 909 864 +1,18%**	**28 520 643 1,17%**	**29 519 447 +0,69%**	**31 223 258 +1,13%**	**32 908 850 +1,06%**	**32 382 657 -0,32%**	**33 774 141 +0,84%**	**34 661 301 +0,65%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 109 : Niveau d'éducation à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison en 1985 et 2019

	Part de diplômés du secondaire		Part de diplômés du supérieur	
	1985	2019	1985	2019
Régence de Jepara	11,5%	51,6%	0,2%	4,9%
Ville de Semarang	36,4%	71,8%	2,8%	16,7%
Régence de Demak	8,1%	50,5%	0,2%	4,9%
Régence de Kendal	9,9%	47,6%	0,3%	5,1%
Régence de Semarang	n.d.	53,9%	n.d.	6,6%
Régence de Grobogan	9,5%	38,7%	0,2%	2,5%
Prov. de Java-Centre	**n.d.**	**48,0%**	**n.d.**	**6,1%**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 110 : Indicateurs de santé à Jepara, Semarang et dans les territoires de comparaison

	Espérance de vie 2013 (ans)	Titulaires d'une couverture-santé 2015	IDH 2013	Evolution de l'IDH 1999-2013
Régence de Jepara	71,2	65,0%	71,9	+6,6
Ville de Semarang	72,4	72,6%	83,2	+13,0
Régence de Demak	72,0	91,3%	71,9	+6,0
Régence de Kendal	69,4	68,4%	72,0	+9,9
Régence de Semarang	72,9	61,4%	74,1	+6,2
Régence de Grobogan	70,5	71,3%	69,9	+5,7
Prov. de Java-Centre	**72,0**	**80,3%**	**71,7**	**+7,1**

Source : BPS *de Java-Centre*

Tableau 111 : Origine géographique des adultes des sites étudiés

	Tahunan	Bangkongsari	Terboyo	Tambakroto
Village/quartier	62,3%	60,2%	50,5%	73,5%
Municipalité/régence	18,0%	10,8%	7,9%	5,9%
Municipalités/régences alentours	11,5%	8,6%	19,8%	5,3%
Autres régions de Java-Centre et Java-Est	6,6%	20,4%	19,8%	8,2%
Autres régions d'Indonésie	1,6%	0,0%	2,0%	5,9%
Etrangers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Population de l'échantillon	**61**	**93**	**101**	**170**

Source : enquête terrain en 2017-2018

Exemples d'analyse morphologique de bâtiments

Figure 44 : Maison-atelier à Tahunan

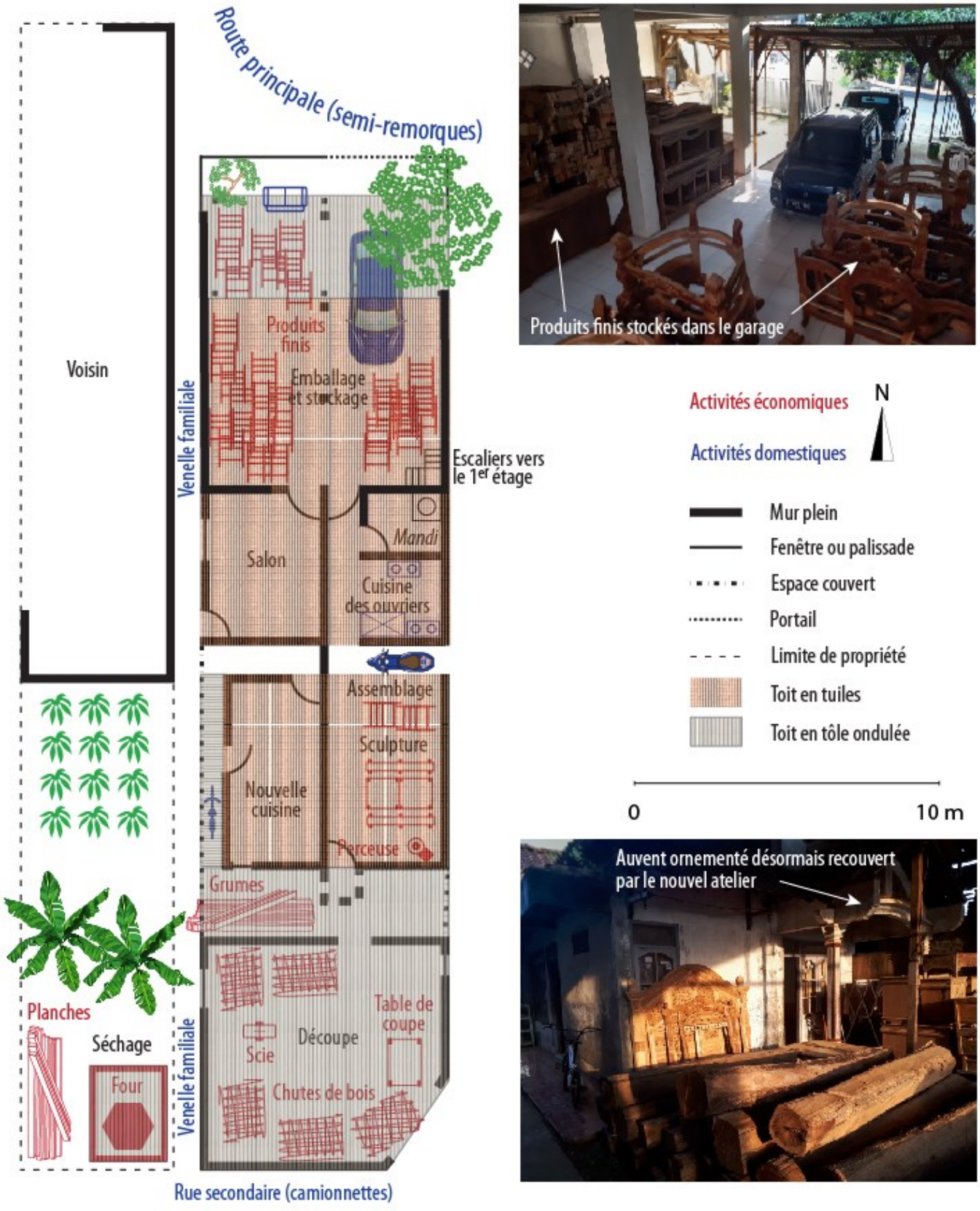


Figure 45 : Maison-atelier à Terboyo

DESCRIPTION GENERALE ET HISTOIRE DU BATIMENT

Cette maison de 150 m² house construite à une date inconnue, est occupée par Bpk Taufik et sa famille depuis 2011, soit 6 personnes.

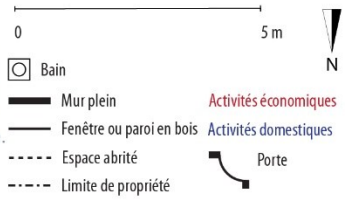
Maison-atelier
(cas de Bpk Taufik, 01C)

ORGANISATION SPATIALE

L'utilisation des espaces à l'avant de la maison - terrasse et première pièce à l'entrée - témoigne de la primauté de l'activité sur la vie sociale. Des aménagements sommaires - stores tissés - ont été réalisés pour améliorer le confort de ces espaces de travail. Les activités domestiques sont repoussées au fond de la maison (pièce à vivren, salle de prière, cuisine), sur la terrasse (étendage du linge), pourtant moins accessibles, voire dans la rue. (parking de la moto). Les interactions sociales avec les passants, si importantes dans les *kampung*, ont toujours lieu sur la terrasse malgré les nuisances causées par le travail du bois : un muret a été édifié à cet effet en limite de la chaussée.

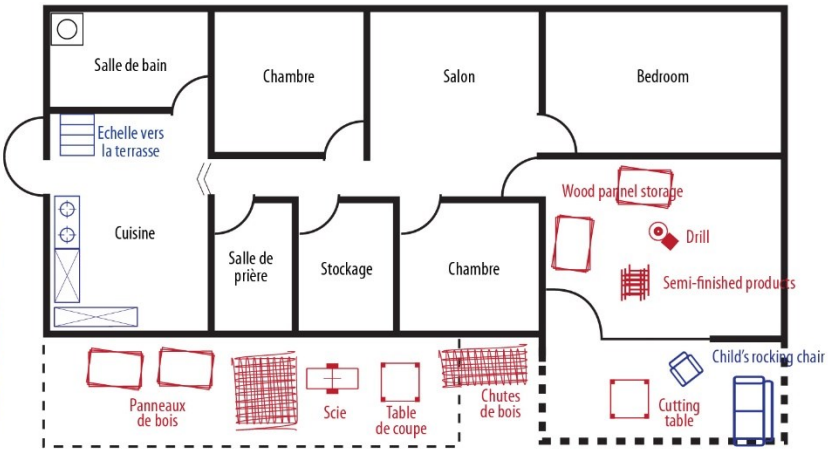
ARCHITECTURE ET DECORATION

L'ornementation est réduite à sa plus simple expression. Le fronton existait déjà quand Bpk Taufik a pris possession des lieux, et il n'a pas investi depuis pour décorer ou ravaler la façade. A l'intérieur, on peut voir des meubles qu'il a lui-même réalisés, comme par exemple une cahise et une table d'enfant. Dans l'ensemble, la maison est sale et en désordre, trahissant le peu d'attention porté au confort domestique.



USAGES

La journée, les espaces intérieurs et extérieurs sont utilisés indistinctement pour le stockage, la découpe et l'assemblage de meubles. Le processus de fabrication n'est pas très organisé. Les matériaux et les machines sont éparpillés un peu partout, et les chutes de bois encombrent le sol.



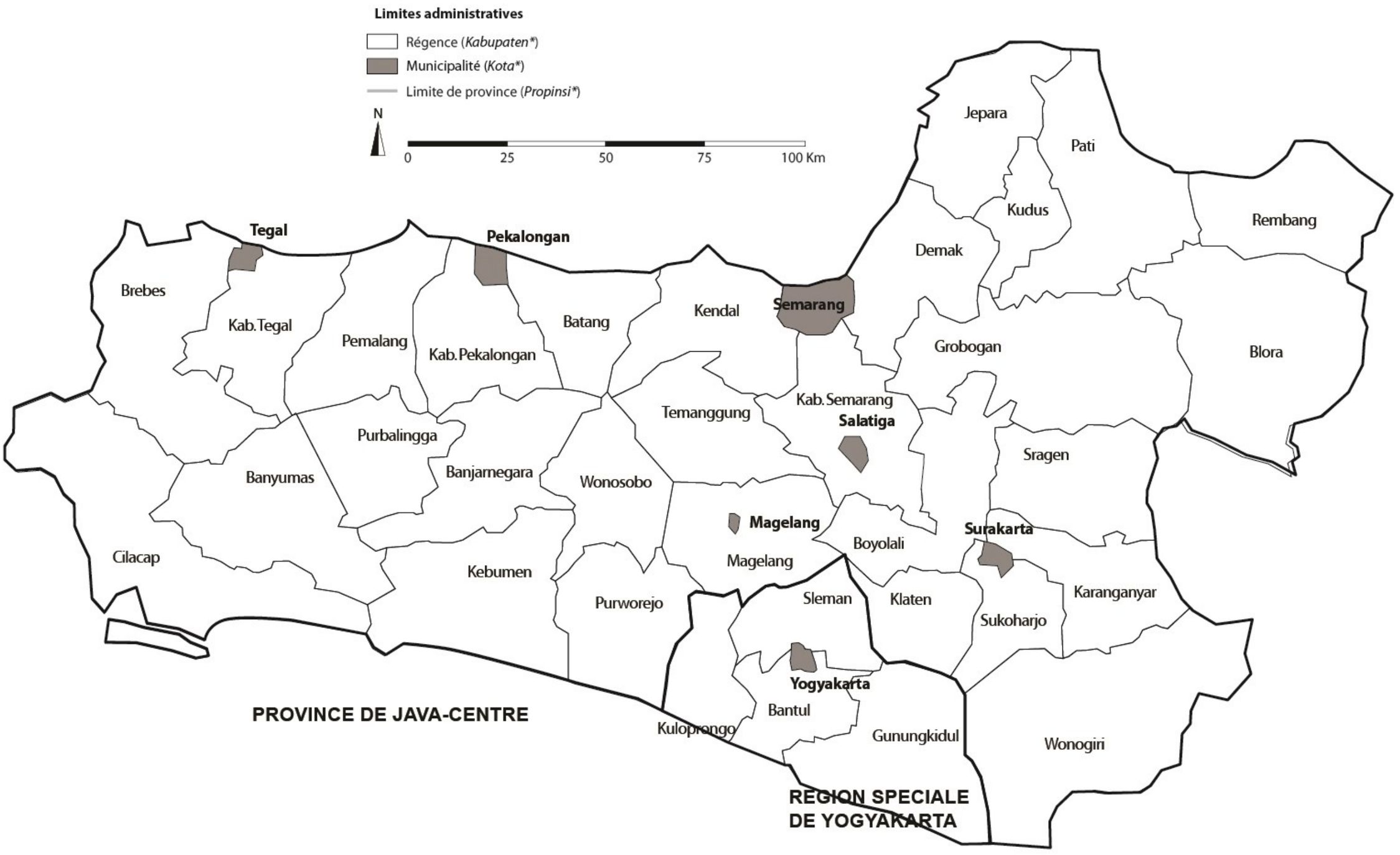
Atlas cartographique

Nota Bene : L'ensemble des cartes qui suivent ont été conçues et réalisées par l'auteur.

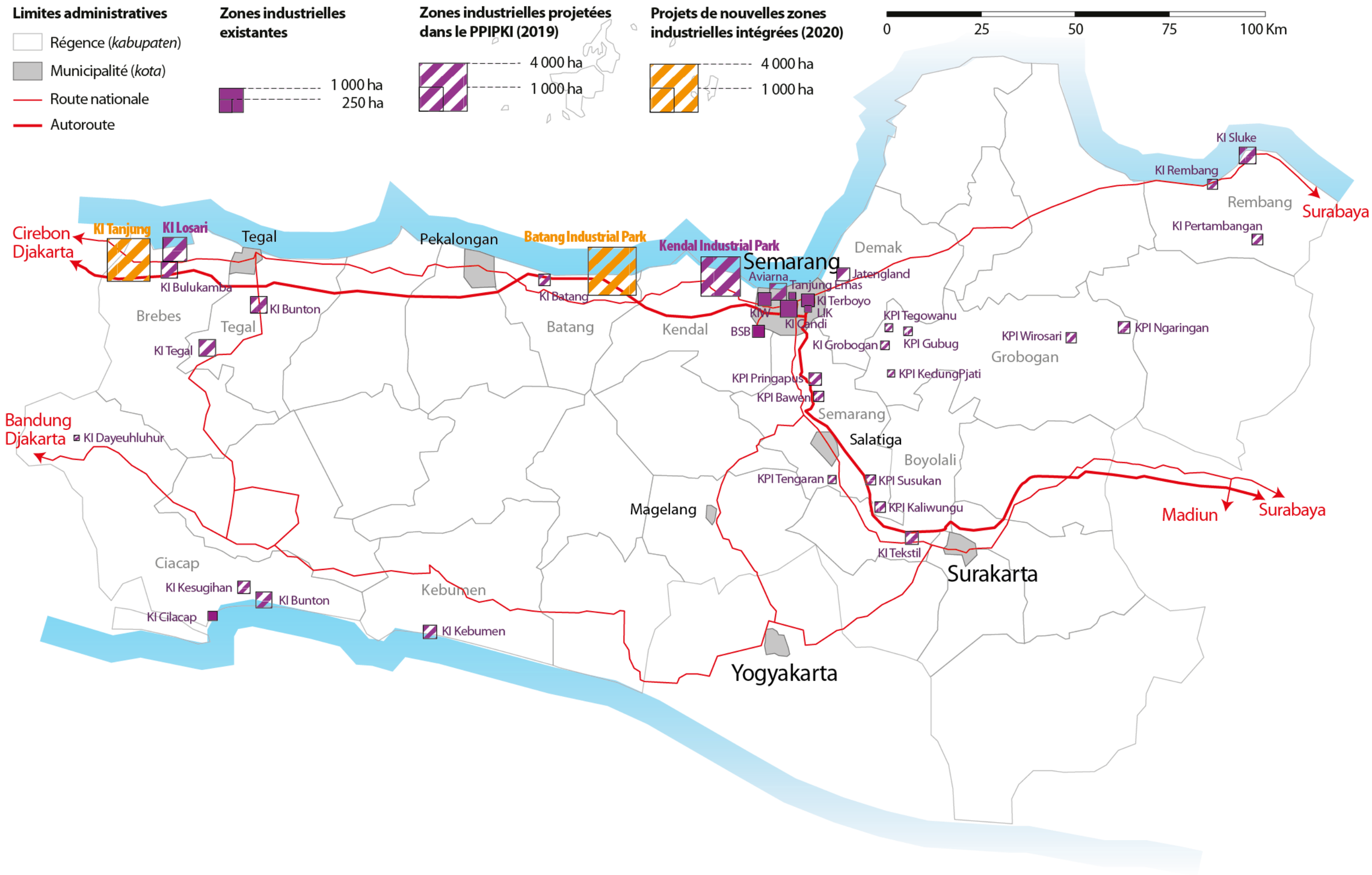
Echelle régionale

Carte 41 : L'Indonésie en Asie du Sud-Est

Carte 42 : Régences (*Kabupaten) et municipalités (*Kota**) des provinces (*Propinsi**)de Java-Centre (Jawa Tengah, Jateng) et de la région spéciale de Yogyakarta (*Daerah Istimewa Yogyakarta, DIY*)**



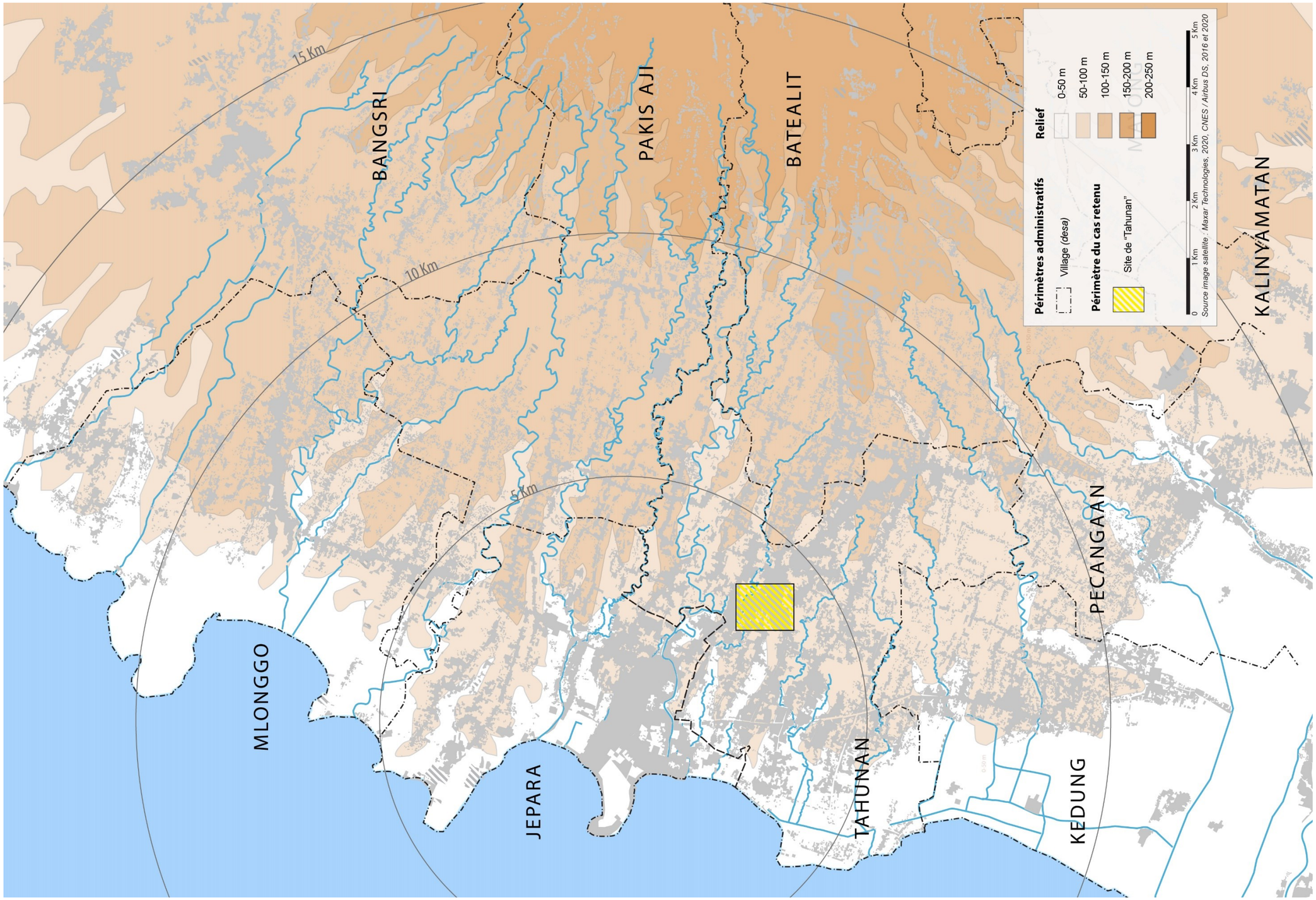
Carte 43 : Zones industrielles existantes projetées dans la province de Java-Centre



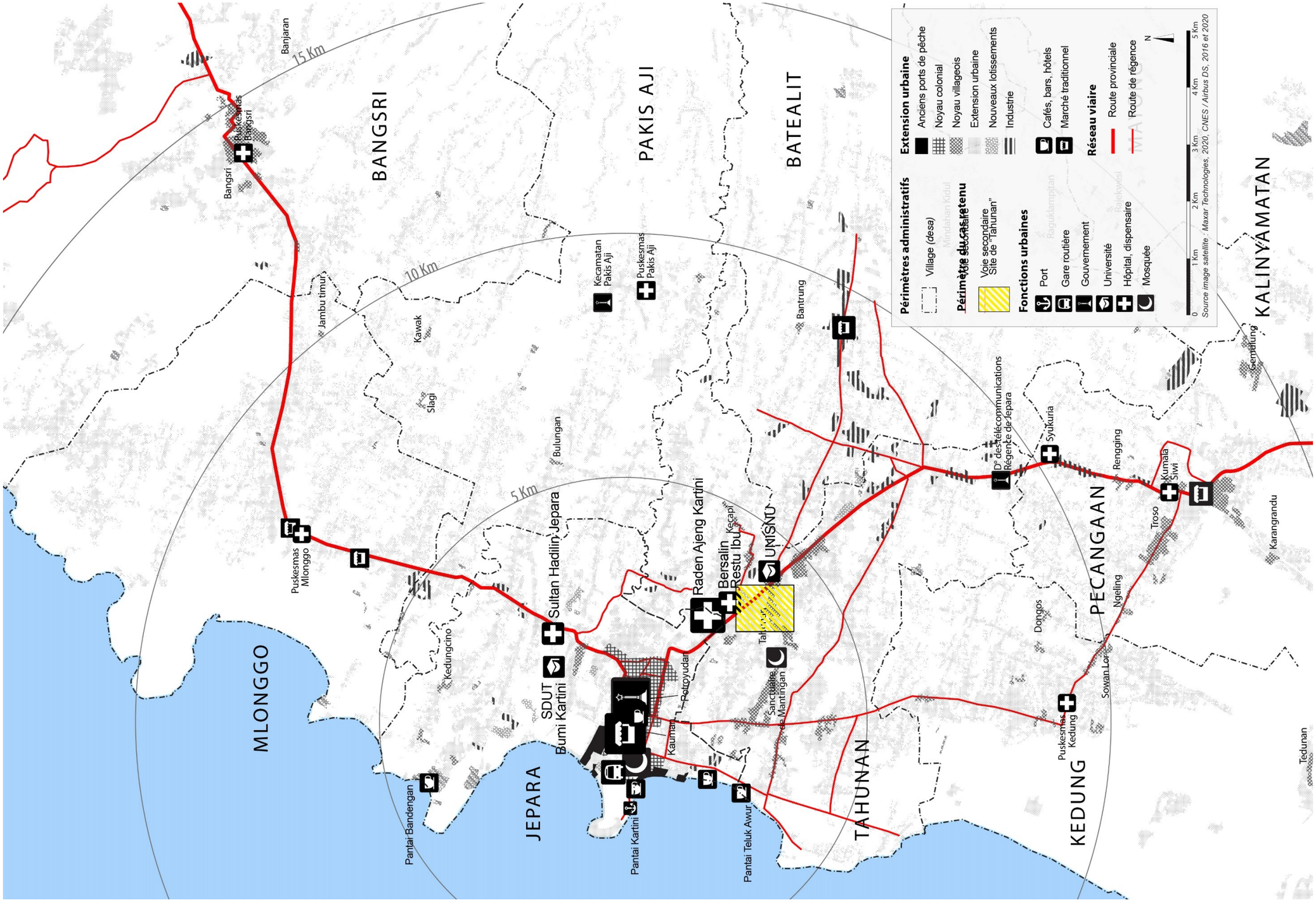
Echelle territoriale des systèmes productifs

Carte 44 : Géographie physique et empreinte urbaine de la régence de Jepara

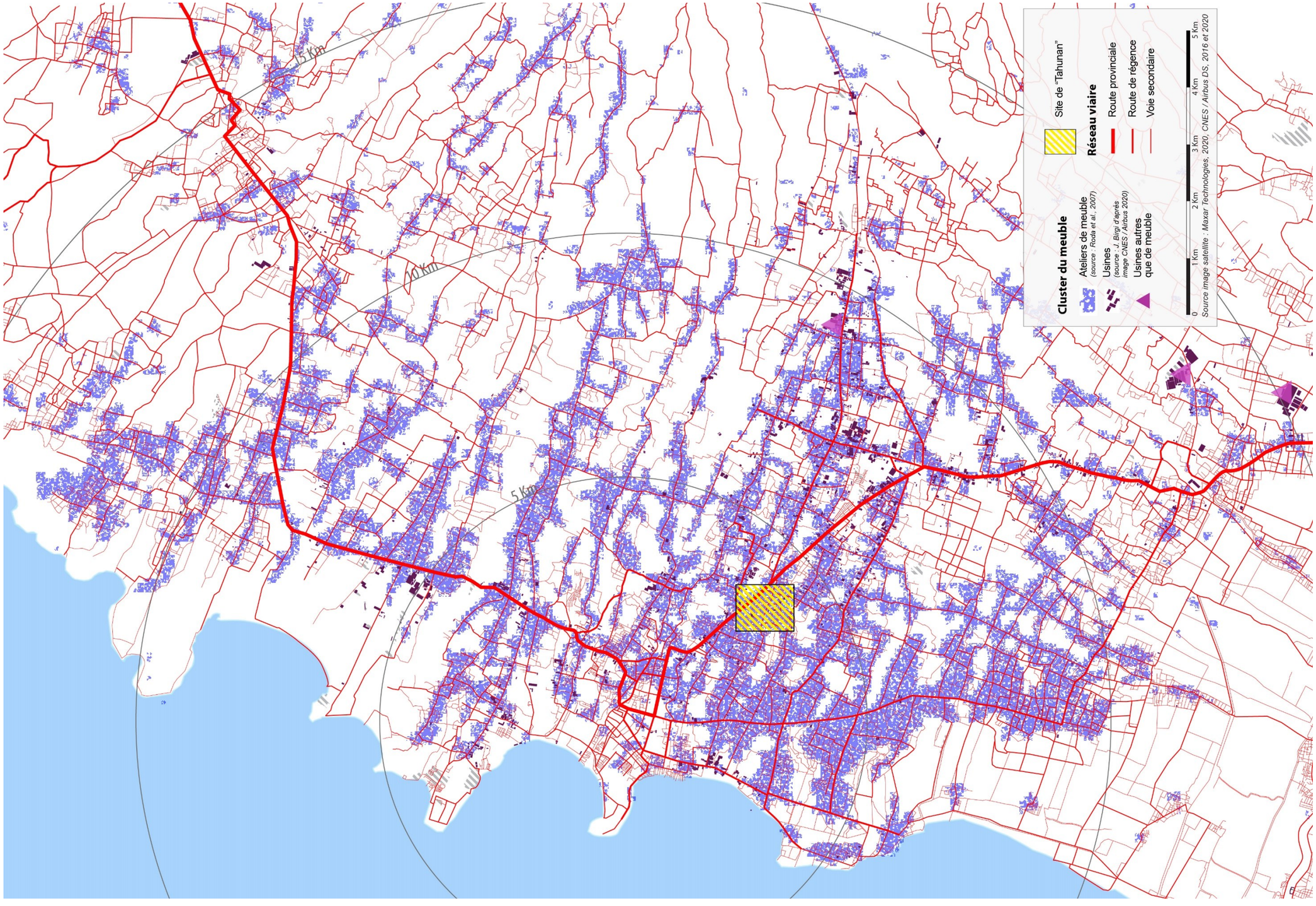
Carte 45 : Organisation administrative, relief et localisation du périmètre du cas de Tahunan



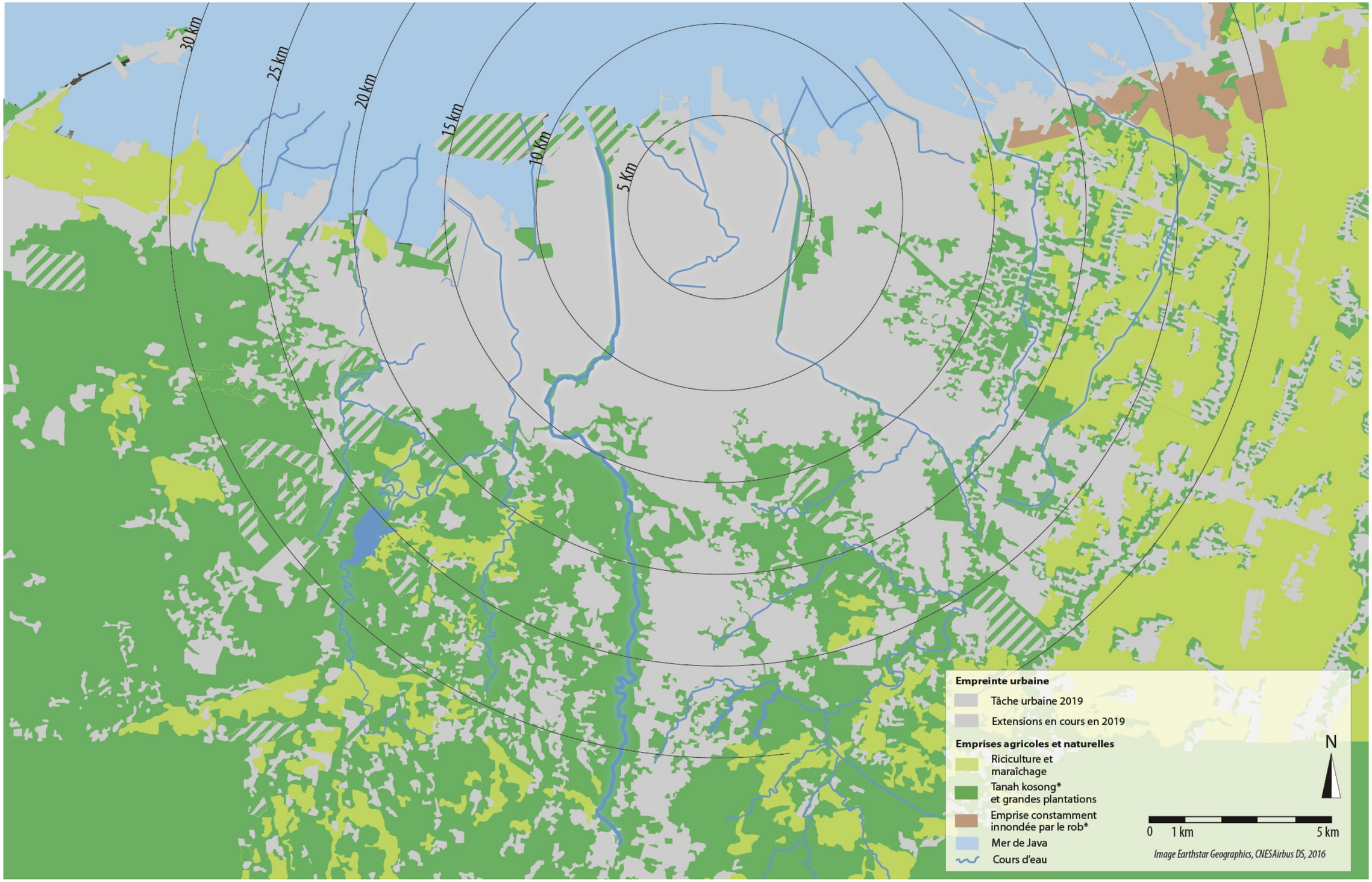
Carte 46 : Organisation urbaine de la régence de Jepara



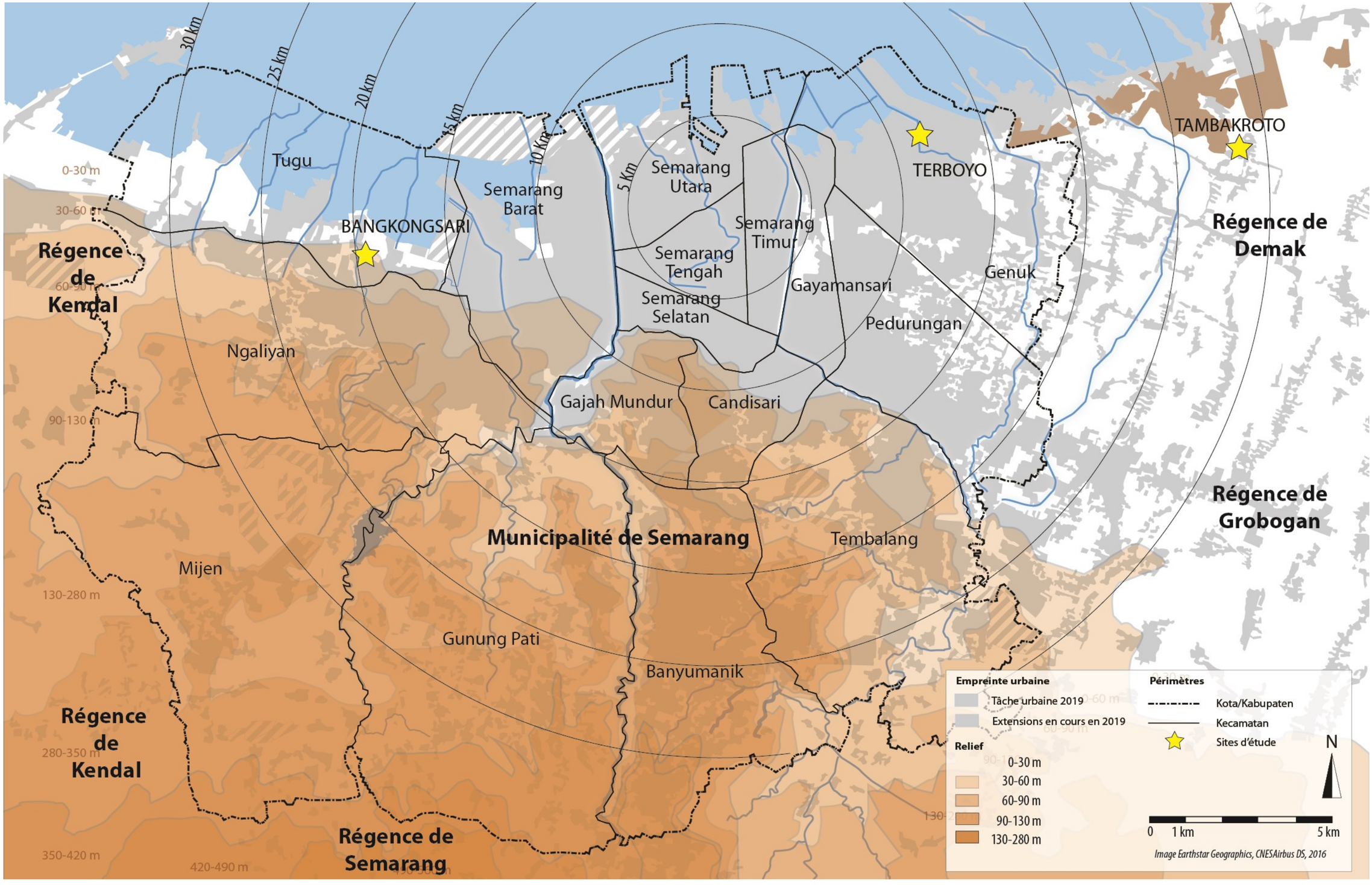
Carte 47 : *Cluster* et réseau viaire de la régence de Jepara



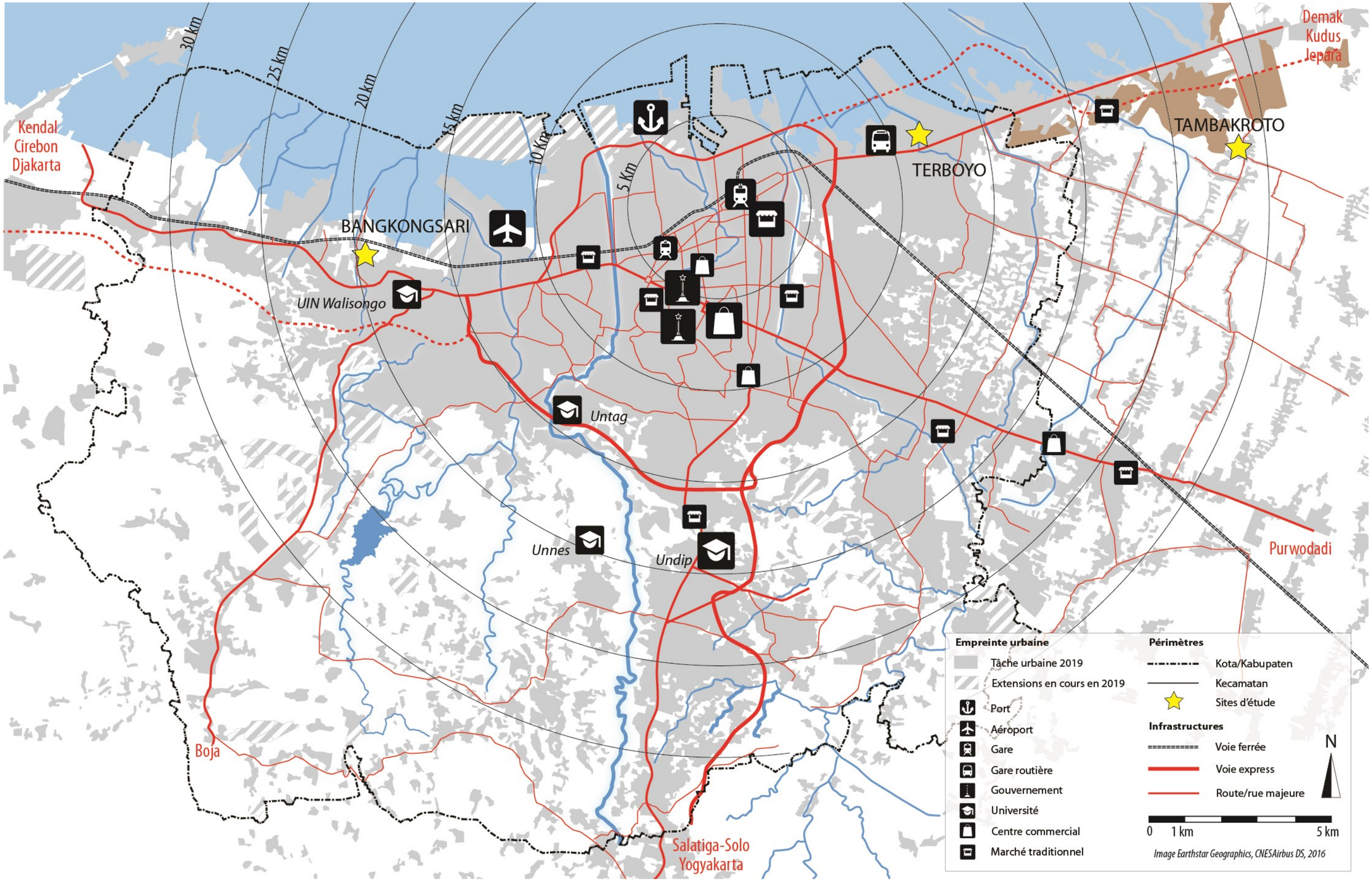
Carte 48 : Géographie physique et empreinte urbaine de la municipalité de Semarang



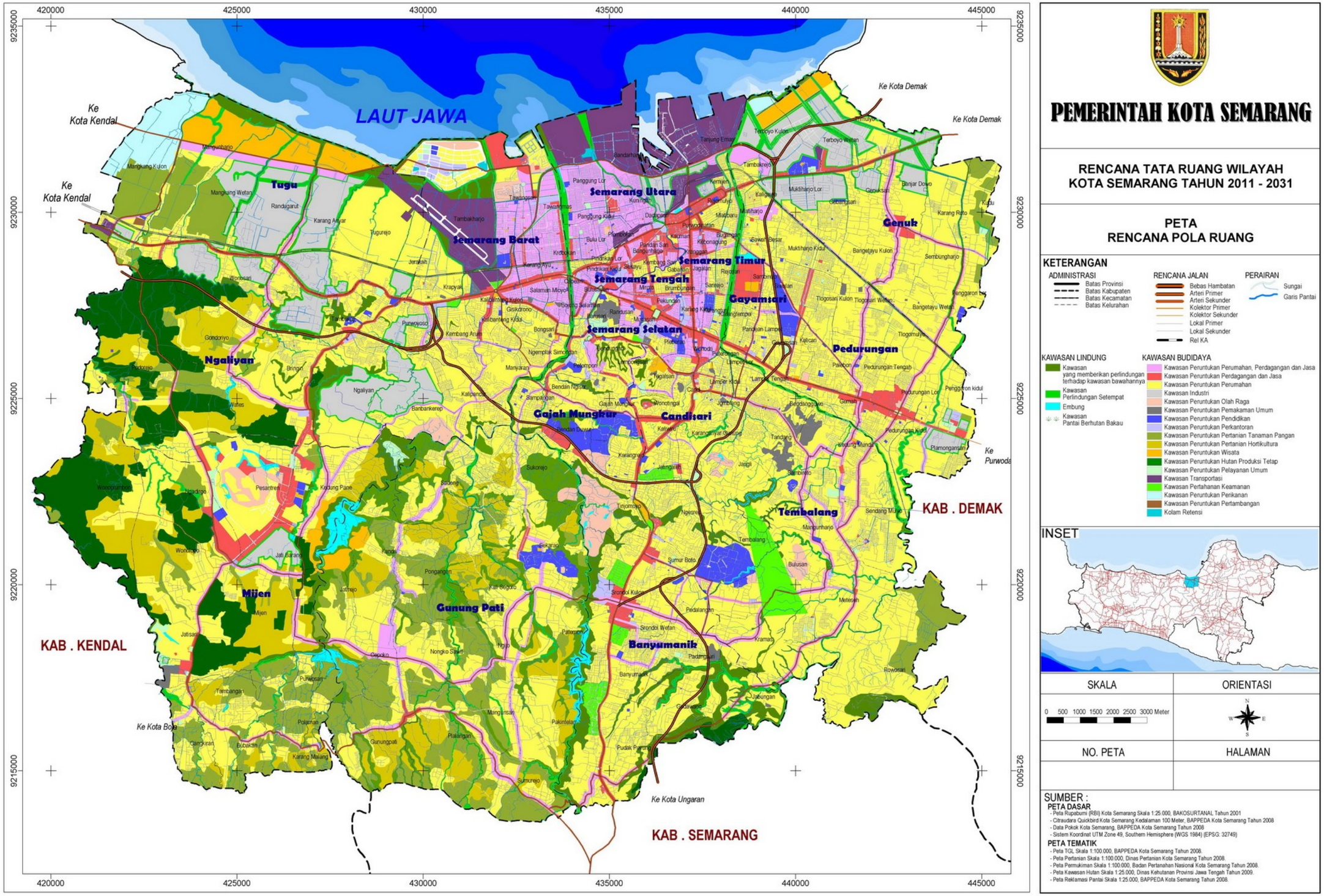
Carte 49 : Organisation administrative, relief et localisation du périmètre des cas de Bangkongsari, Terboyo et Tambakroto



Carte 50 : Organisation urbaine de la municipalité de Semarang



Carte 51 : ***RTRW* 2011-2031***



PEMERINTAH KOTA SEMARANG

RENCANA TATA RUANG WILAYAH KOTA SEMARANG TAHUN 2011 - 2031

PETA RENCANA POLA RUANG

KETERANGAN

ADMINISTRASI
- Batas Provinsi
- Batas Kabupaten
- Batas Kecamatan
- Batas Kelurahan

RENCANA JALAN
- Bebas Hambatan
- Arteri Primer
- Arteri Sekunder
- Kolektor Primer
- Kolektor Sekunder
- Lokal Primer
- Lokal Sekunder
- Rel KA

PERAIRAN
- Sungai
- Garis Pantai

KAWASAN LINDUNG
- Kawasan yang memberikan perlindungan terhadap kawasan bawahannya
- Kawasan Perlindungan Setempat
- Embung
- Kawasan Pantai Berhutan Bakau

KAWASAN BUDIDAYA
- Kawasan Peruntukan Perumahan, Perdagangan dan Jasa
- Kawasan Peruntukan Perdagangan dan Jasa
- Kawasan Peruntukan Perumahan
- Kawasan Industri
- Kawasan Peruntukan Olah Raga
- Kawasan Peruntukan Pemakaman Umum
- Kawasan Peruntukan Pendidikan
- Kawasan Peruntukan Perkantoran
- Kawasan Peruntukan Pertanian Tanaman Pangan
- Kawasan Peruntukan Pertanian Hortikultura
- Kawasan Peruntukan Wisata
- Kawasan Peruntukan Hutan Produksi Tetap
- Kawasan Peruntukan Pelayanan Umum
- Kawasan Transportasi
- Kawasan Pertahanan Keamanan
- Kawasan Peruntukan Penikanan
- Kawasan Peruntukan Pertambangan
- Kolam Retensi

INSET

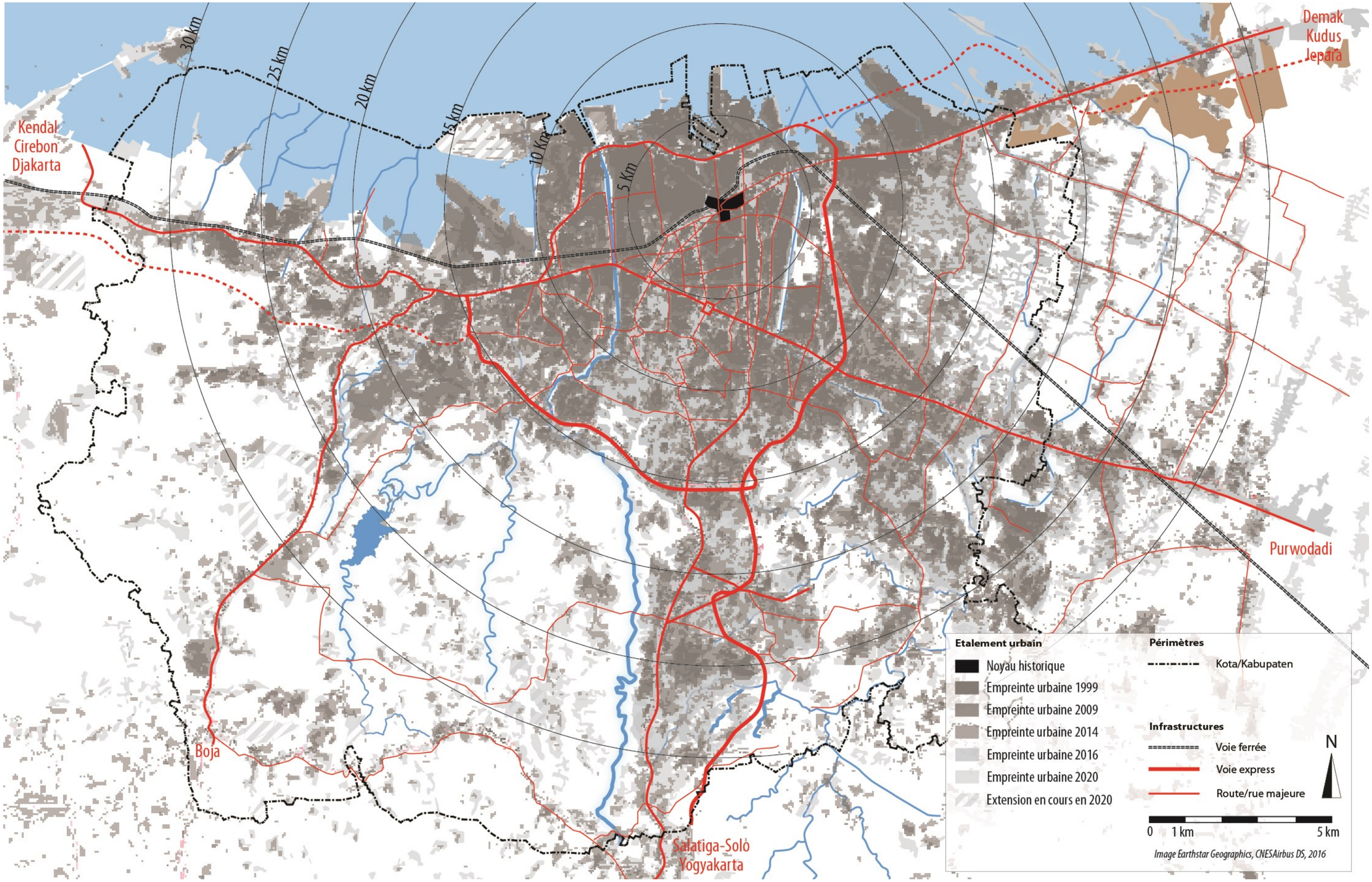
SKALA	ORIENTASI
0 500 1000 1500 2000 2500 3000 Meter	N W E S
NO. PETA	HALAMAN

SUMBER :

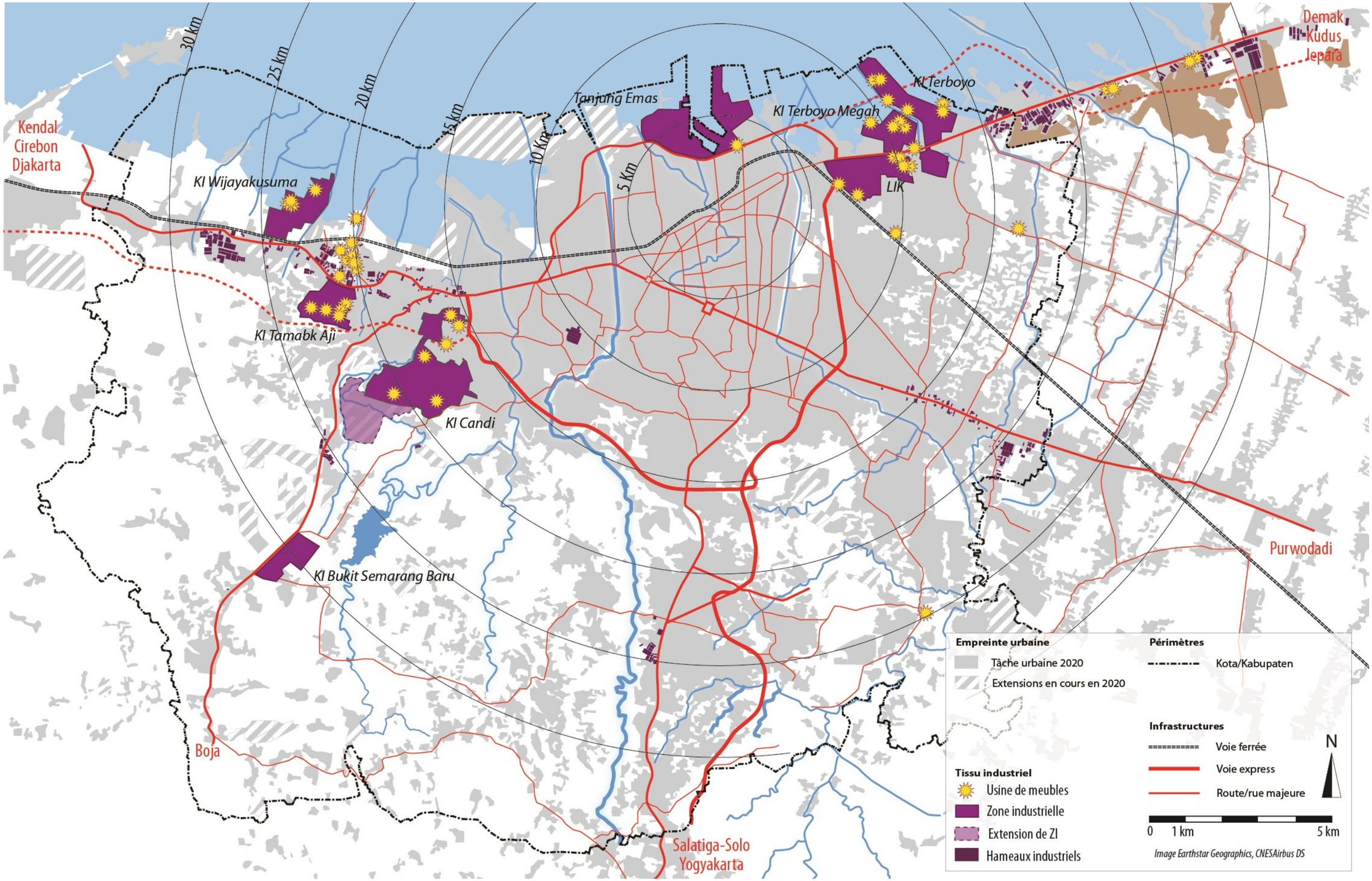
PETA DASAR
- Peta Rupabumi (RBI) Kota Semarang Skala 1:25.000, BAKOSURTANAL Tahun 2001
- Citraudara Quickbird Kota Semarang Kedalaman 100 Meter, BAPPEDA Kota Semarang Tahun 2008
- Data Pokok Kota Semarang, BAPPEDA Kota Semarang Tahun 2008
- Sistem Koordinat UTM Zone 49, Southern Hemisphere (WGS 1984) (EPSG: 32749)

PETA TEMATIK
- Peta TGL Skala 1:100.000, BAPPEDA Kota Semarang Tahun 2008.
- Peta Pertanian Skala 1:100.000, Dinas Pertanian Kota Semarang Tahun 2008.
- Peta Permukiman Skala 1:100.000, Badan Pertanahan Nasional Kota Semarang Tahun 2008.
- Peta Kawasan Hutan Skala 1:25.000, Dinas Kehutanan Provinsi Jawa Tengah Tahun 2009.
- Peta Reklamasi Pantai Skala 1:25.000, BAPPEDA Kota Semarang Tahun 2008.

Carte 52 : Extension urbaine de la ville de Semarang

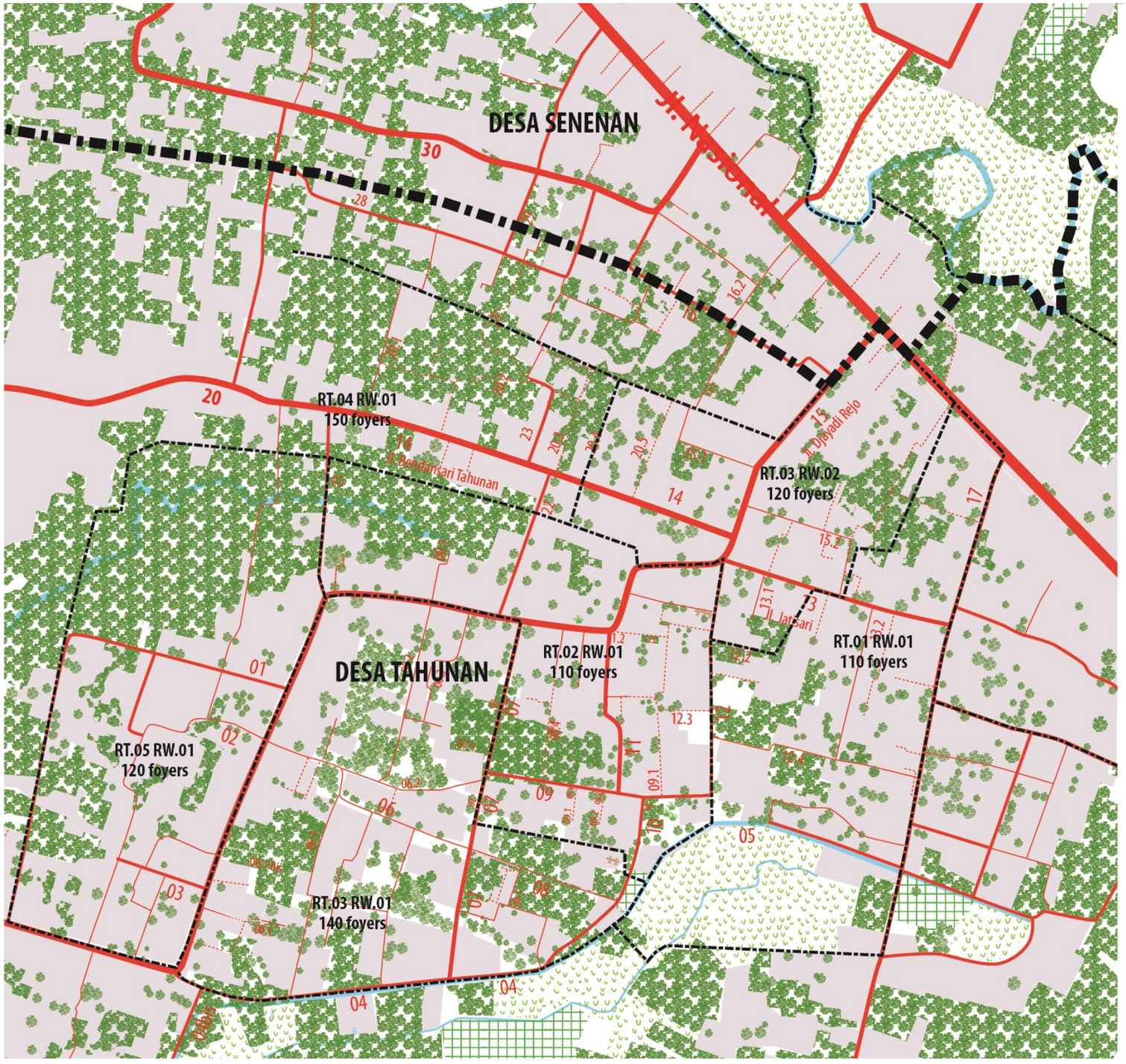


Carte 53 : Usines de la municipalité de Semarang



Echelle territoriale des cas

Carte 54 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Tahunan



Données, conception et réalisation : Julien Birgi 2021

Carte 55 : Constructions et fonctions à Tahunan

Périmètres

Emprises urbanisées

Centralités

Ecole
Mosquée, *Mushola*
Cimetière
Equipement public
Pos kamling

Fonctions industrielles

Négoce de grumes
Four
Atelier/usine
Entrepôt
Showroom
Bureau

Autres fonctions

Logement
Boutique /négoce
Culture et élevage
(K chèvres / A volaille / I poisson)
Indéterminé
Bâtiment vacant

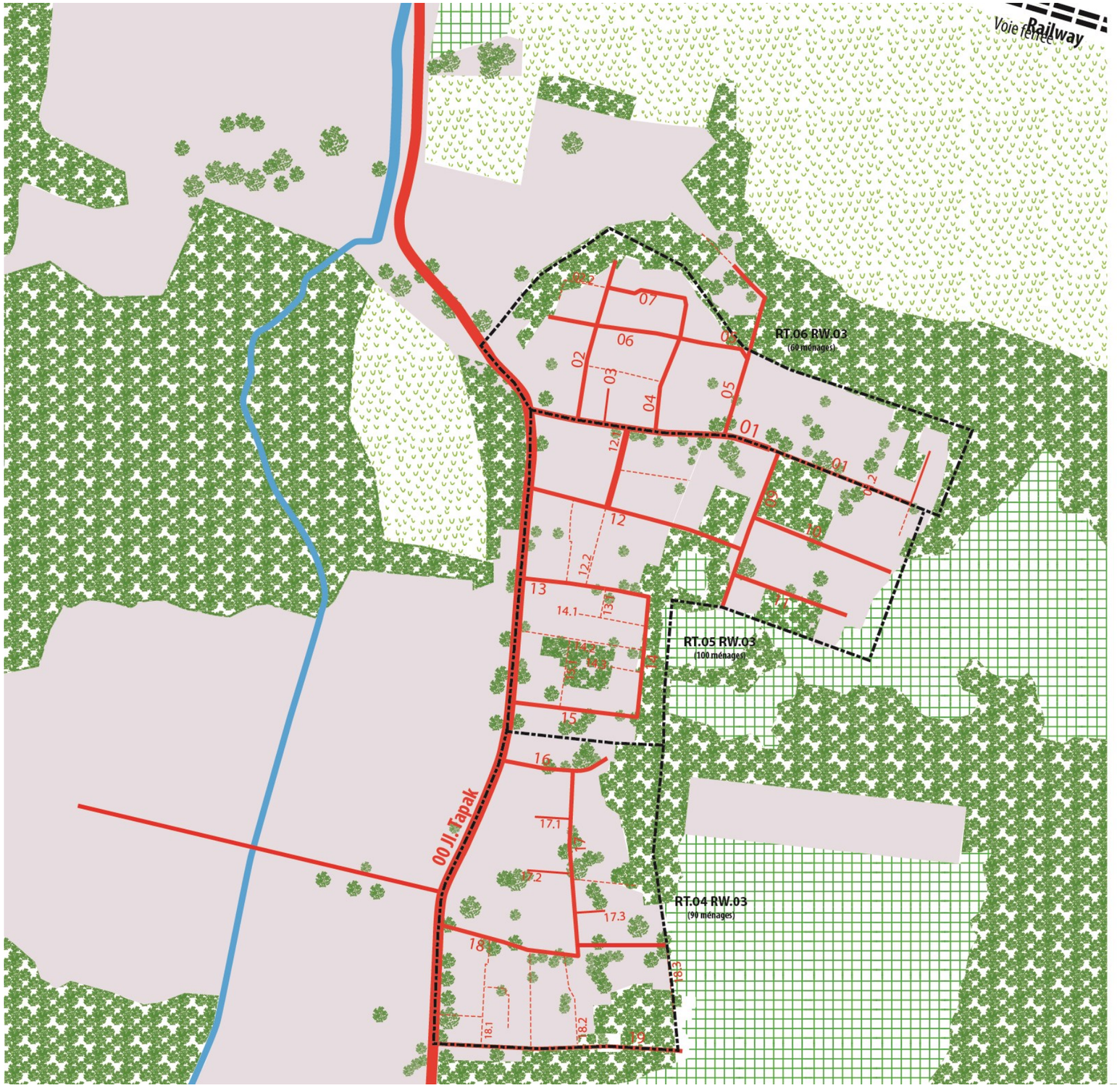
0 100 m

N

Données, conception et réalisation : Julien Birgi 2021

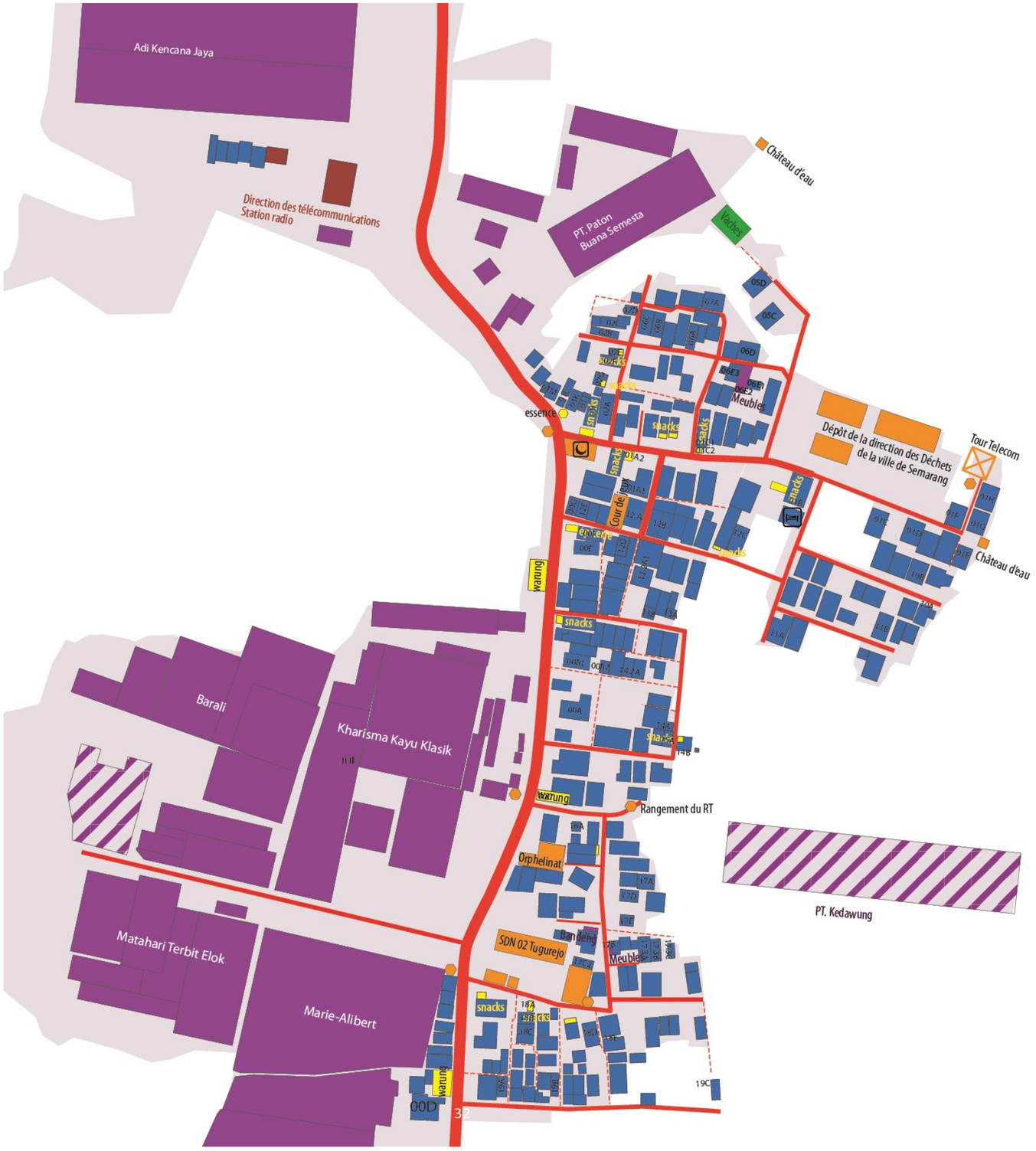
Carte 56 : Distribution des segments de la chaîne de valeur à Tahunan

Carte 57 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Bangkongsari



Données, conception et réalisation : Julien Birgi 2019

Carte 58 : Constructions et fonctions à Bangkongsari



Données, conception et réalisation : Julien Birgi 2019

Carte 59 : Géographie physique, empreinte urbaine, réseau viaire et organisation administrative de Terboyo

Périmètres

- *RT.**

Nature et agriculture

- Rivière
- Emprise constamment inondée par le *rob**
- Digue
- Pompe de refoulement
- Empreintes urbanisées
- Rizière
- Maraîchage
- *Tanah kosong**

Voies

- Route nationale
- Rue principale
- Rue secondaire
- Ruelle
- Mur aveugle

N

0 — 100 m

Donnés, conception et réalisation : Julien Birgi 2019

Carte 60 : Constructions et fonctions à Terboyo

Centralités

- Ecole
- Mosquée, *Mushola**
- Bâtiment administratif
- *Pos kamling**
- *Kos-kosan**

Fonctions des constructions

- Logement
- Logement vacant
- AUsine, aelier
- AUsine, atelier vacant
- Bureau, *ruko**
- Magasin
- Magasin vacant
- Service

Voies

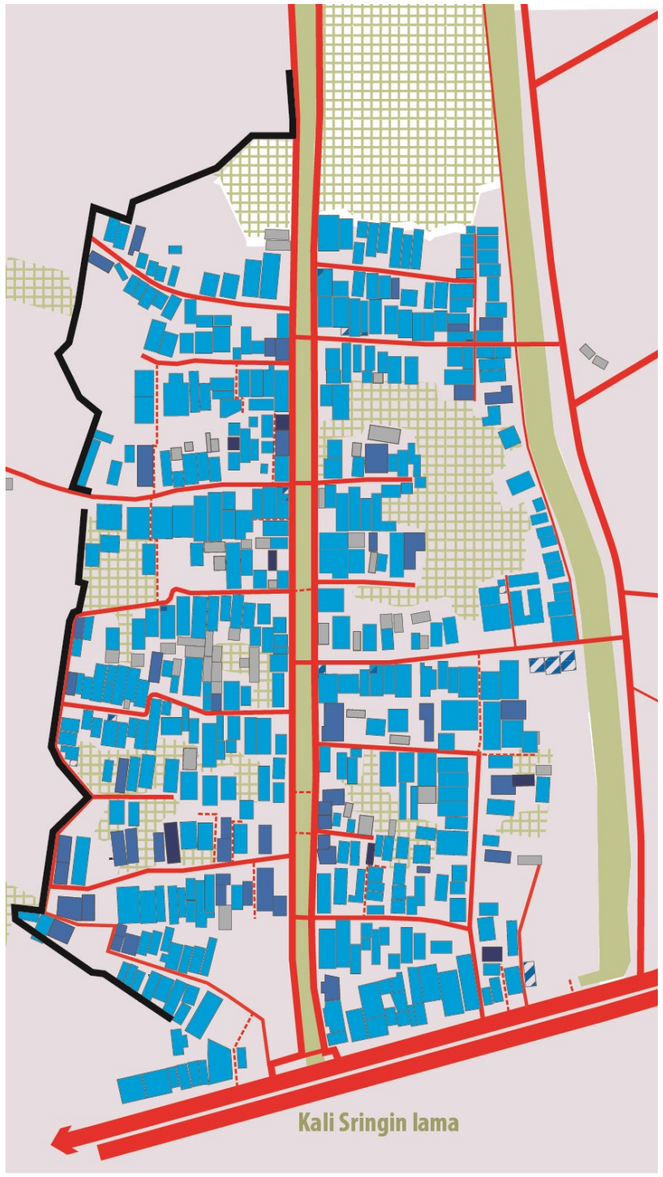
- Route nationale
- Rue principale
- Rue secondaire
- Ruelle
- Mur aveugle

N

0 — 100 m

Donnés, conception et réalisation : Julien Birgi 2019

Carte 61 : Elévation des constructions (à gauche) et incidences du *rob (à droite) sur l'habitat à Terboyo**



Hauteur des constructions
- Rez-de-chaussée
- R+1
- R+2
- Surélévation en cours
- Non identifié

Elévation du sol par rapport au niveau de la chaussée
- Suérelevé
- A niveau
- Enfoncé
- Non identifié

Voies
- Route nationale
- Rue principale
- Rue secondaire
- Ruelle
- Mur aveugle

N
0 100 m

Donnés, conception et réalisation : Julien Birgi 2019

Institut national des langues et civilisations orientales

Quand la forme des systèmes productifs industriels dans un pays émergent façonne les qualités du développement local.

Le cas de l'industrie du meuble au nord de Java-Centre (Indonésie), de 1985 à nos jours.

Alors que l'intégration économique régionale semble faire fi des crises politique, sanitaire et écologique mondiales, l'Indonésie anticipe un flux toujours croissant d'IDE dans le secteur manufacturier. Cet apport est sensé accélérer le développement des régions secondaires, parmi lesquelles le littoral nord de Java-Centre. Ces perspectives s'inscrivent dans la continuité d'un processus à l'œuvre depuis le milieu des années 1980, objet de recherche pertinent pour analyser comment ces territoires ont réagi à une industrialisation rapide.

La fabrication de meubles en bois est une activité mondialisée et intensive en main d'œuvre clef à Java-Centre, où elle revêt des formes diverses. Des usines implantées dans les zones industrielles de la capitale provinciale Semarang jouxtent des « usines de poche » disséminées dans sa grande périphérie, mais aussi une impressionnante concentration d'artisans dans la petite ville de Jepara, à 100 Km de là. Chacune s'est développée de manière singulière en interagissant avec le territoire et les structures sociales locales, générant des systèmes productifs contrastés qui se concurrencent, collaborent et coexistent.

Seule une approche systémique peut dévoiler les dynamiques à l'œuvre. Elle révèle des vertus dont les modèles économiques dominants peinent à rendre compte, autour des notions de territorialité des retombées, de durabilité du développement et d'adaptabilité aux chocs et aux opportunités. Le concept de « loi de la mesure » (*Kodrat Alam*) pose la question d'alternatives sobres pour les territoires subalternes de la mondialisation à des formes d'industrialisation et d'urbanisation coûteuses sur le plan social et environnemental.

Indonésie ; Java ; Semarang ; Jepara ; industrialisation ; cluster ; résilience ; aménagement ; urbanisation subalterne

How industrial productive systems in an emerging country shape the virtues of local development.

The case of furniture industry in the North of Central Java (Indonesia) since 1985.

As integration of the regional economy seems to flout the global political, health and environmental crisis, Indonesia is expecting an ever-growing flow of FDI in the manufacturing sector. This input is expected to fuel the development of areas provided with the appropriate infrastructure, especially the North coast of Java. These prospects are in line with the process under way since the mid-1980s, which is an interesting object of research to analyse how these regions have coped with fast industrialization.

Wood furniture-making is a labour-intensive global business that plays a key part in Central Java, where it takes various forms. Plants located in industrial estates of the regional capital of Semarang cope with "pocket factories" scattered in its broader periphery, and with an impressive cluster of craftsmen in the small town of Jepara, 100 Km away. Each of these forms has developed in a particular manner by interacting with their local physical and social environment, thus shaping contrasting productive systems that compete, cooperate, and cope altogether.

Only a systemic approach can reveal the driving forces under way. It unveils virtues that dominant economic models fail to deal with, with regards to the notions of spillovers for the local communities, sustainability of growth, and capacity to adapt shocks and opportunities. The concept of "rule of moderation" (*Kodrat Alam*) that underpins our results questions the possibility of sober alternatives for subaltern cities to mainstream ways of industrialization and related urbanization that prove to be costly socially and environmentally.

Indonesia – Java – Semarang – Jepara – industrialisation – cluster – resilience – planning – subaltern urbanization